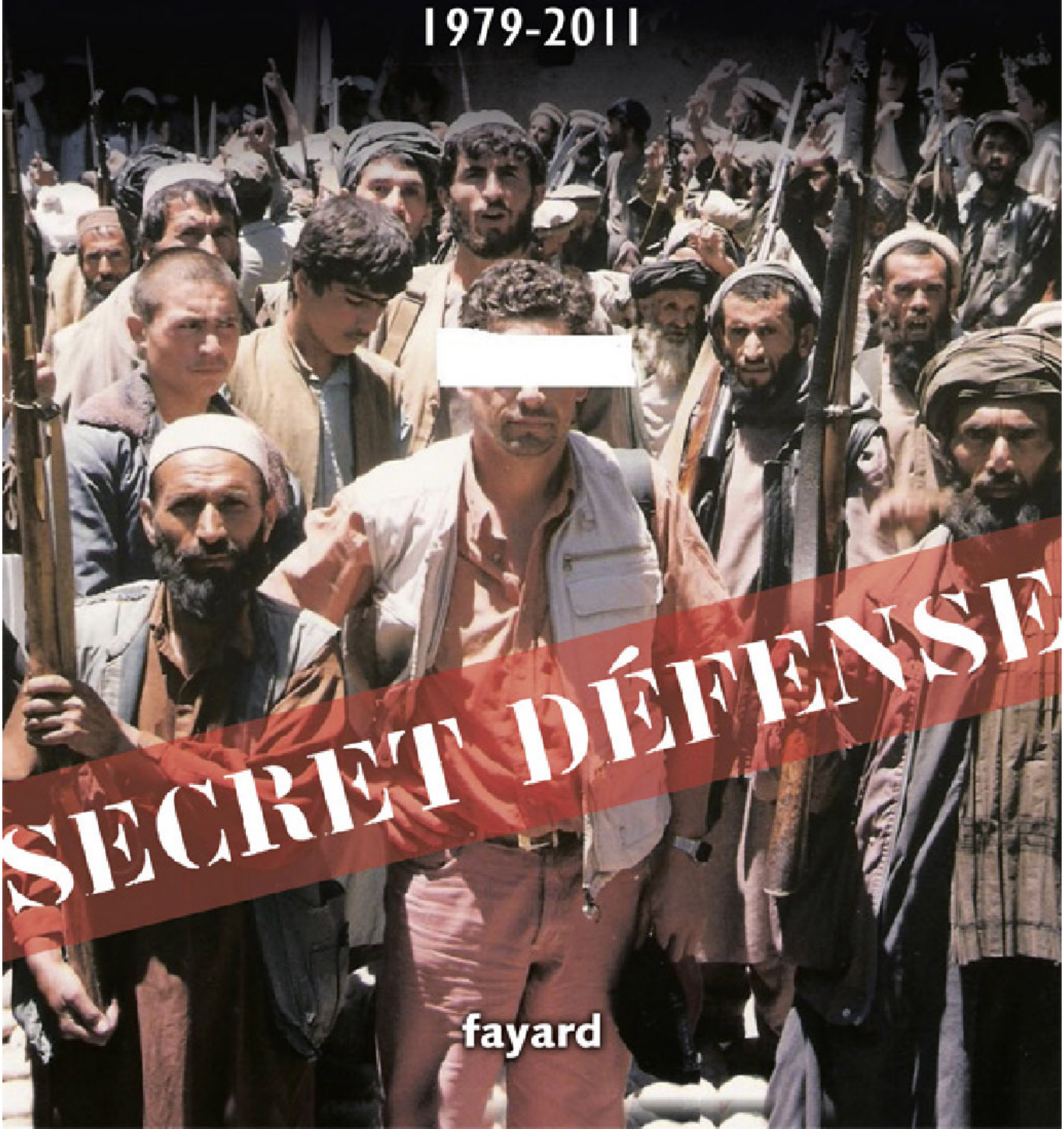
Jean-Christophe Notin

La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan

1979-2011



fayard

© Librairie Arthème Fayard, 2011
Création graphique : un chat au plafond.
Officier de la DGSE en Afghanistan (1997) © privé

Ouvrage édité sous la direction d'Anthony Rowley
ISBN : 978-2-213-66464-4

DU MÊME AUTEUR

Essais historiques

1061 Compagnons. Histoire des Compagnons de la Libération (Perrin, 2000)

La Campagne d'Italie. Les victoires oubliées de la France (Perrin, 2002)

Les vaincus seront les vainqueurs. La France en Allemagne (Perrin, 2004)

Leclerc (Perrin, 2005)

Foch (Perrin, 2008)

Le Général Saint-Hillier. De Bir Hakeim au putsch d'Alger (Perrin, 2009)

Romans

Otage@bagdad (Privé, 2007)

Nom de code : la Murène (Le Seuil, 2008)

Table des matières

Page de titre

Page de Copyright

Table des matières

Abréviations

Une histoire sans mémoire

CHAPITRE PREMIER – L'ambassadeur Molière

CHAPITRE II – Le cavalier solitaire de la France

CHAPITRE III – « Qu'est-ce que c'est la France ? »

CHAPITRE IV – Wardak contre Jaruzelski

CHAPITRE V – Le Lion n'a pas droit à la trêve

CHAPITRE VI – Une assiette bien pleine

CHAPITRE VII – Nouveau casting

CHAPITRE VIII – Aux services

CHAPITRE IX – À l'heure de la fermeture

CHAPITRE X – L'apprentissage du vide

CHAPITRE XI – Sept ânes, un taureau et un lion dans une même cage

CHAPITRE XII – Quand le diable ne rêve que de reconnaissance

CHAPITRE XIII – La machine folle

CHAPITRE XIV – « C'est à l'heure du danger que je souhaite partager votre fortune »

CHAPITRE XV – De l'art français de la critique facile

CHAPITRE XVI – De l'ancienne guerre de l'ombre à l'ombre d'une nouvelle guerre

CHAPITRE XVII – Aussi longtemps qu'il le faudra…

L'Humilistan

Notes

Bibliographie

Remerciements

Index
Cahier photos 1
Cahier photos 2

Abréviations

ACBAR : Afghan Coordination Body for Afghan Reconstruction
AICF : Action internationale contre la faim
AIME : Aide internationale médicale estudiantine
Amgot : Allied Military Government of Occupied Territories
AMI : Aide médicale internationale
Ana : Armée Nationale Afghane
ARC : Afghanistan Relief Committee
BIA : Bureau international de l'Afghanistan
BND : Bundesnachrichtendienst
Caoc : Combined Air and Space Operations Center
CAP : Centre d'analyse et de prévision
CEE : Communauté économique européenne
Cema : Chef d'État-Major des Armées
Ceredaf : Centre d'étude et de recherche documentaire sur l'Afghanistan
Céres : Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste
CICR : Comité international de la Croix-Rouge
CIDR : Centre international de développement et de recherche
Coia : Centre Opérationnel Interarmées
Cos : Commandement des Opérations Spéciales
Dafa : Délégation archéologique française en Afghanistan
DEA : Drug Enforcement Administration
DGA : Direction générale de l'armement
DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure
DIO : Détachement d'Instruction Opérationnelle
DO : Direction des opérations

DR : Direction du renseignement
DRM : Direction du Renseignement Militaire
Echo : European Commission Humanitarian Office
EMA : État-Major des Armées
Fias : Force Internationale d'Assistance et de Sécurité
FOB : Forward Operating Base
HC : Honorable correspondant
HCR : Haut-Commissariat aux réfugiés
IRC : International Rescue Committee
Isi : Inter Services Intelligence
Khad : Khadamat-e Etala'at-e Dawlati
MCRA : Medical Refresher Courses for Afghans
MDM : Médecins du monde
MSF : Médecins sans frontières
MSH : Management Sciences for Health
MTA : Medical Training for Afghanistan
ONG : Organisation non gouvernementale
OT : Officier Traitant
PCR : Parti communiste révolutionnaire
PSU : Parti socialiste unifié
SA : Service action
Sdece : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage
SGDN : Secrétariat général de la Défense nationale
USAID : United States Agency for International Development
VSNA : Volontaire du service national actif

TURKMÉNISTAN
OUZBÉKISTAN
TADJIKISTAN
CHINE
Amou Daria
Termez
Piandj
PAMIR
Wakhan
Meched
Andkhoy
Sheberghan
Mazar-e Sharif
Kunduz
Faizabad
Taloqan
Samangan
BALKH
BADAKHSHAN
Sar-e Pul
Maïmana
FARYAB
SAMANGAN
Baghlan
Nahrin
vallée du Panjshir
BADGHIS
Qala-e Nao
HINDOU KOUCH
tunnel du Salang
Jabal Saraj
Mahmud-Raqi
Nouristan
Hérat
HERAT
Chaghcharan
Bamiyan
Charikar
KAPISA
PARWAN
Bagram
LAGHMAN
Mehtar Lam
Asadabad
Cachemire
KABOUL
Sorobi
KUNAR
IRAN
AFGHANISTAN
HAZARADJAT
Maydan Shahr
Plaine de Chamali
Djalalabad
Indus
WARDAK
LOGAR
NANGARHAR
Peshawar
passe de Khyber
Shindand
Helmand
vallée de Jaghatu
Pul-e Alam
Gardez
Ghazni
Khost
ISLAMABAD
ORUZGAN
Tirin Kot
Sharan
Farah
FARAH
Arghandab
Lora
PATKIKA
PAKISTAN
Qalat
Lashkargah
ZABOUL
Kandahar
Zaranj
HELMAND
Spin Boldak
NIMROZ
KANDAHAR
Indus
Quetta
INDE

Une histoire sans mémoire

Ils arrivaient dans un village sans eau, sans téléphone, sans électricité. Épuisés par quinze jours de privations, à tenter d'échapper aux Mig et à manger de la pâte de mûres séchées puisque toute la nourriture était tombée dans un ravin avec la mule qui la transportait, ils se retrouvaient entourés par des centaines d'habitants heureux à en éclater de rire de découvrir ces visiteurs venus de si loin.

La curiosité était partagée. Ces pèlerins d'une cause qu'ils s'ingéniaient à faire vivre envers et contre tout avaient souvent payé le billet d'avion de leur poche, attendu dans un boui-boui des journées entières qu'on vînt enfin les chercher, traversé en fraude la frontière afghane en ne sachant s'ils avaient bien fait de confier leurs vies aux passeurs, marché plusieurs jours par-delà les cols et les vallées rases, tout ça pour venir en aide à des gens avec lesquels, *a priori*, ils n'avaient rien en commun.

Certains agissaient par solidarité, d'autres par esprit d'aventure, d'autres encore entendaient lutter à leur manière contre les responsables de cette tragédie. Tous en ressortiraient avec l'impression d'avoir connu un autre monde, à des années-lumière du leur. Pourtant, que de visages croisés au regard et à la peau aussi clairs qu'en Auvergne ou en Normandie ! Le commandant local venait les accueillir, pakol vissé au crâne, shalwar kamiz poussiéreux, le torse barré d'une bande de mitrailleuse comme au plus beau temps de la révolution mexicaine. En guise de bienvenue, il leur lançait, avec une pointe d'accent rocailleux comme les pentes où il passait ses journées à tendre une embuscade : « Bonjour, mes amis ! » Dans leur langue. Mais l'apostrophe ne devait rien à l'impérialisme ou au colonialisme. Si un maire, un propriétaire terrien, un commerçant dans le fin fond d'une vallée de l'Hindou-Kouch s'exprime en français, il ne le doit pas à une invasion militaire ni à une occupation. Et c'est même là la beauté des liens entre nos deux pays. Tous ceux qui cherchèrent après l'invasion soviétique à impliquer beaucoup plus la France en Afghanistan s'entendirent souvent répondre : « L'Afghanistan ? Sans intérêt. » Durant le

XXe siècle, par la volonté de quelques-uns, ce pays a pourtant manifesté la volonté de se nourrir d'un peu de France dans sa manière de s'exprimer, mais aussi dans ses lois et dans sa culture. Si très peu d'entrepreneurs français s'aventurèrent dans ces contrées, les enseignants, les archéologues, les géologues, les médecins les ont arpentées. Pour beaucoup d'Afghans de cette époque, la France, c'était avant tout le lycée Esteqlal à Kaboul. Quelle plus belle récompense pour son histoire et ses valeurs, que de voir ce pays si éloigné, dans la distance comme dans les traditions, lui confier l'élite de sa jeunesse, c'est-à-dire son avenir ?

Après 1979, les centaines de Français qui osèrent accomplir le voyage perpétuèrent et enrichirent ce lien au prix de semaines de marche pour soigner, éduquer ou simplement aider. Au fond, leurs pieds et leurs mains complétèrent le travail accompli jusqu'alors, principalement, par l'esprit. Leur engagement était par essence utopique puisqu'ils étaient bien trop peu nombreux pour soulager l'ensemble du pays, mais, parce qu'ils furent les seuls à braver l'interdit soviétique, ils confortèrent les Afghans dans l'idée peut-être floue, mais noble, qu'ils se faisaient de la France. Ces derniers virent passer de tout : beaucoup de médecins, d'infirmières, de chirurgiens, de vétérinaires, de pharmaciens, mais aussi des journalistes, des photographes, des aventuriers, des étudiants, des conseillers d'État, des paumés, des intellectuels… Comme si la France avait décidé de leur envoyer un échantillon de sa population pour leur témoigner son indéfectible attachement. La France, mais pas son État, hormis une poignée de diplomates ou membres des services spéciaux. Leur action fut souvent stigmatisée pour la seule raison qu'ils étaient les représentants d'un État accusé de ne pas être sensible au sort des Afghans. Chargés d'affaires et officiers de la DGSE durent pourtant faire preuve d'une capacité d'adaptation, d'analyse, d'audace dont ils ne purent se prévaloir puisque le secret était leur indissociable compagnon. Cette discrétion leur fut tout aussi utile que néfaste. D'un côté, elle leur permit d'opérer avec la liberté qu'un pays en guerre pouvait offrir, de l'autre elle fit d'eux la cible de toutes les exagérations et autres fantasmes.

À commencer par la DGSE. Les rumeurs les plus malveillantes la dirent paralysée par les nombreuses crises que les années 1980 lui faisaient traverser, voire incompétente à des milliers de kilomètres de son terrain de

jeu africain. Les mieux disposées consistèrent à la décrire l'arme à la main, aux côtés de Massoud ou de quelque autre chef afghan ou encore livrant des centaines de missiles Milan. En témoigne l'article du journaliste Guillaume Dasquié[1] dans *Le Monde*, le 16 avril 2007. Sur la base de 328 pages de notes attribuées au « Service », comme disent ses membres, l'article annonçait : « 11 septembre 2001 : les Français en savaient long. » Comme si les Français connaissaient tout des desseins d'al-Qaida, et que les Américains, naturellement, avaient eu l'impudence de ne pas les croire. La réalité, on le vérifiera dans ce livre, est beaucoup moins grandiloquente, mais aussi beaucoup plus intéressante.

Après le 11-Septembre, et vingt ans de travail solitaire, la DGSE reçut du renfort sur le terrain. L'alchimie de la géostratégie mondiale voulut en effet que des attentats perpétrés aux États-Unis par quinze Saoudiens, deux Émiratis, un Égyptien et un Libanais poussent la France à envoyer des troupes en Afghanistan. Aviateurs, marins, marsouins, forces spéciales vinrent ajouter leurs noms à la liste des compatriotes ayant œuvré dans le pays. Contribuer à chasser les Taliban et al-Qaida était leur premier objectif, aider à l'installation d'un nouveau régime le deuxième. Alors qu'elle n'avait suscité presque aucun débat dans les premières années, la présence militaire en Afghanistan fait désormais s'interroger. Répondant à la question rituelle « Pourquoi nous combattons ? » du réalisateur Frank Capra, le ministère de la Défense aime à rappeler en 2010 qu'« il faut préserver [l'Afghanistan] du chaos et du totalitarisme. En luttant contre ces menaces, la France œuvre également à sa propre sécurité » ; elle contribue ainsi, « conformément à ses principes et à ses valeurs, à la défense des droits de l'homme et à l'amélioration de la condition féminine [2] ».

Légionnaires, chasseurs alpins et parachutistes seraient-ils donc les successeurs de Médecins sans frontières, Médecins du monde ou même de la DGSE ? En tout cas, ils le sont dans l'esprit des Afghans. Certains s'y font, d'autres en profitent pour ranger la France dans le même camp dit « impérialiste » que les États-Unis ou la Grande-Bretagne. C'est injustement faire fi de quatre-vingts ans d'une coopération unique, mais c'est aussi, hélas, le résultat de la mécanique implacable du temps. Les jeunes Afghans ignorent tout de l'épopée des *French doctors*. Pour la plupart d'entre eux, le Français est un soldat, que l'insécurité grandissante a

contraint à son tour à ne plus jamais se séparer de ses casques et gilets pare-balles peu propices à la discussion. À portée de fusil ou de mortier, son écusson tricolore à l'épaule le distingue peu d'un Américain.

Hier à part, grâce au dévouement de quelques-uns, la France s'est aujourd'hui fondue dans une coalition internationale dont les buts, en dépit de tous les efforts de pédagogie, sont de plus en plus incompris. L'aide à la reconstruction est perçue comme un prétexte à d'autres ambitions qui dépasseraient les frontières afghanes. Le pays en a la triste habitude, qui se passionne de bouzkachi, ce jeu ancestral raconté par Joseph Kessel, mettant en lice plusieurs équipes de cavaliers : le vainqueur est celui qui rapporte le plus souvent une carcasse de bête dans son « cercle de justice » tracé au sol à la chaux. Depuis deux siècles, presque depuis sa création, c'est en fait l'Afghanistan lui-même qui est l'enjeu d'un gigantesque bouzkachi géopolitique dont les anciens participants, les empires russe, perse et britannique, ont été remplacés par les Américains, les Pakistanais, les Iraniens, les Indiens, les Chinois et les Européens. Dans leur confrontation parfois ouverte, parfois larvée, quand l'un abandonne l'Afghanistan, par contrainte ou par désillusion, l'autre le ramasse et tente de le transporter jusque dans son cercle de justice à lui. Avidité, tricherie, cruauté y sont bien plus de mise encore que dans *Les Cavaliers* du romancier.

Chapitre premier

L’ambassadeur Molière

« J’ai un lycée à reconstruire », glisse le roi Zaher au général de Gaulle lors de sa visite en France en 1965. Preuve de l’intérêt de la France pour le projet, c’est Georges Pompidou lui-même qui, en 1968, vient poser la première pierre du nouveau lycée Esteqlal. Les locaux, d’une architecture résolument moderne, s’articuleront autour de plusieurs patios, riches en fontaines et bassins, avec stade, laboratoires et une salle de spectacle de six cents places où Molière sera bientôt joué en dariI. « Ces nouveaux bâtiments, déclare le Premier ministre devant les autorités afghanes au grand complet, témoignent de l’attachement profond de la France à la traditionnelle et féconde coopération culturelle des deux pays. » À son retour à Paris, il se félicite d’« un voyage un peu fatigant, mais étonnant par le capital de sympathie et de respect pour la France qu’il a révélé ». Néanmoins, il a d’autres préoccupations en tête. C’est en effet le 11 mai. La Sorbonne est occupée ; dans la nuit, le Quartier latin s’est hérissé de barricades. Alors que la première pierre d’un lycée était posée en terre de misère, les étudiants d’une société tourmentée par ses richesses en envoyaient beaucoup d’autres à la face des CRS.

Ce voyage de Georges Pompidou illustre le drame d’un pays dont le sort est régulièrement relégué au second plan de contingences qui lui sont étrangères. Coincé entre l’Iran, le Pakistan et les républiques soviétiques d’Asie, l’Afghanistan est à la fois au bout et au cœur de tout. Pays aride, montagneux, il est pourtant imbibé des plus grands courants de la civilisation humaine. Perses, Grecs, Arabes, Moghols ont convoité ses quatre villes principales, Kaboul, Mazar-e Charif, Herat et Kandahar, toutes massées sur cette espèce d’immense périphérique faisant le tour du roc central de l’Hindou-Kouch, le « Tueur d’Hindous » en persan, car de ces pentes vertigineuses les Afghans s’en allaient piller les Indes.

L'Afghanistan, c'est le lieu du divorce assumé entre l'eau et la terre : là où sont les plaines et les vallées, outrageusement dominées par le soleil, il n'y a pas d'eau ; là où est l'eau, ce ne sont que reliefs tourmentés et climat hostile.

Ce relief si singulier est la clé et la serrure du pays : si l'Afghanistan est facile à envahir, il l'est beaucoup moins à contrôler. Au sud, on rencontre des Pachtounes sunnites, parlant pachtou, au nord des Tadjiks également sunnites mais persanophones, à l'ouest des Hazaras chiites, d'autres minorités ouzbèkes, kirghizes, baloutches ou nouristani complétant la mosaïque. La carte ethnique ressemble non pas à un patchwork mais à un tableau impressionniste, fait de touches tribales qui n'ont guère en commun qu'un sentiment fondamental : elles ne se reconnaissent dans aucun pays voisin. Elles ne sont ni iraniennes, ni tadjikes, ni pakistanaises. Les Afghans se définissent dans la négation : ils ignorent ce qu'ils veulent vraiment, mais ils savent en revanche parfaitement ce dont ils ne veulent pas. D'où cette union qui se reforme chaque fois que l'étranger quel qu'il soit, si bien intentionné se dise-t-il, ose s'inviter chez eux. En fait, les Afghans ressemblent à ces perles de mercure qui peuvent longtemps glisser sur une surface propre sans jamais se rencontrer mais qui, dès qu'un grain de sable apparaît, s'y agrègent à en devenir inséparables.

La France elle-même ne lorgna qu'un temps sur les plaines afghanes lorsque, en 1801, Bonaparte se vit proposer par le tsar Paul Ier d'associer ses forces à celles des Russes pour arracher les Indes aux Britanniques. Sans suite. Durant tout le XIXe siècle, la France reste à l'écart du « Grand Jeu » entre les deux empires qui, en 1893, s'entendent pour faire de l'Afghanistan un État tampon en donnant la ligne DurandII pour frontière avec le Pakistan. Le 1er mai 1919, le roi Amanoullah proclame l'indépendance. Trois ans plus tard, il ouvre des relations diplomatiques avec la France. « Bien sûr, dira plus tard le général de Gaulle, c'est par la culture que le mouvement a commencé, car tout procède de l'esprit. » Forts de leur expérience des lycées du Caire et d'Istanbul, les Français apportent leur concours pédagogique à une école de Kaboul, ouverte à l'origine pour les enfants appelés à poursuivre leurs études en France, et qui, transformée en lycée, le second du pays, est baptisée AmanyehIII. En 1939, ils se verront également confier le lycée pour filles Malalaï. À son fronton, une devise :

« Le savoir est la garantie de la dignité. » Amanoullah les désigne enfin, et eux seuls, pour commencer les fouilles jusqu'alors interdites à tout étranger. La Dafa (Délégation archéologique française en Afghanistan) voit le jour le 9 septembre 1922 sous la gouverne de l'universitaire Alfred Foucher3. Les premières campagnes de fouilles ont lieu à Bactres, Païtava et Hadda près de Djalalabad à la recherche des vestiges d'Alexandre le Grand et Marco Polo. Des merveilles, comme le trésor de Bagram, exhumé en 1937, partiront enrichir les collections afghanes mais aussi le musée Guimet à Paris. Enfin, à l'instar de Pierre L'Enfant dessinant Washington, l'architecte André Godard participe à l'édification des nouveaux quartiers de Kaboul, qui lui doit pour une large part le palais royal, Dar-ul Aman.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Français répondent à l'appel du roi Zaher à la coopération internationale, mais ils ne sont encore que les spectateurs d'une nouvelle version du Grand Jeu, opposant cette fois l'URSS au nord et les États-Unis au sud avec l'Hindou-Kouch comme ligne de partage. Ils peuvent pourtant compter sur la sympathie non feinte du roi Zaher qui a été élève au lycée parisien Janson-de-Sailly dans les années 1920. D'une très grande culture, francophone et francophile, il est d'un caractère discret voire effacé. En 1964, il dote le pays d'une Constitution moderne, qu'un conseiller d'État, Louis Fougère, met ensuite en forme en français, offrant la démocratie, au moins dans ses principes, avec un Parlement élu et une presse libre. C'est en juin de l'année suivante que le général de Gaulle le reçoit pour une visite officielle à Paris. *Cinq Colonnes à la une* évoque à l'occasion le « pays des *Mille et Une Nuits* ». « Officiellement dévoilées depuis 1959, annonce pour sa part le journal télévisé, les femmes n'ont pas encore toutes renoncé à la tradition. » Le roi martèle son ambition : « Faire sortir de l'archaïsme ce pays carrefour. »

La rénovation d'Esteqlal obtenue du général de Gaulle ne concerne pas que les murs. Ainsi la coopération dans le domaine de l'éducation représente-t-elle bientôt la moitié de l'aide totale de la France, soit 5 millions de francs par an. En tout, Kaboul compte une trentaine de professeurs français à Esteqlal, quatre enseignants à la faculté de Kaboul, mais aussi un centre culturel français, une présence enseignante à Malalaï. Des dizaines de bourses enfin sont accordées à des bacheliers, mais aussi des médecins et des juristes.

Les années 1970 voient la venue en Afghanistan de missions universitaires en droit, en médecine et en pharmacie. Une équipe d'une dizaine de médecins et d'infirmières pratique à l'hôpital universitaire Ali Abad, cependant qu'en 1972, une chambre de commerce franco-afghane voit le jour.

La modernisation impulsée par les rois du XXe siècle est une réalité, mais elle reste superficielle. La quinzaine de millions d'habitants doit aux centaines de millions de dollars de la communauté internationale la plupart de ses infrastructures routières, énergétiques, industrielles, mais son niveau de vie n'a guère été amélioré. Schématiquement, l'aide internationale a permis un meilleur confort de conduite à ceux qui possédaient une voiture, c'est-à-dire une très petite minorité. Les écarts entre les riches et les pauvres, les citadins et les paysans, ont été creusés. Le mécontentement gronde. Comme en France en 1789, le roi tombe en partie à cause de mauvaises conditions climatiques : sécheresse en 1971, chutes de neige en 1972, d'où une famine accrue par la corruption de certains dirigeants. Zaher, parti en Italie pour se soigner, est renversé dans la nuit du 16 au 17 juillet 1973 par le prince Daoud, son cousin, qui s'autoproclame président. Les communistesIV font leur entrée au gouvernement et se voient réserver un quart des emplois publics. Alliance de circonstance, arguënt les partisans de la dynastie. Mais Daoud décide aussi de favoriser ouvertement les Soviétiques par rapport aux Américains. L'instant s'y prête idéalement pour Moscou puisque, l'année précédente, l'Égypte, avide d'indépendance, a expulsé ses « conseillers ». L'exemple ne doit pas se reproduire à Kaboul. Très vite, Daoud engage le fer avec Ali Bhutto, Premier ministre du Pakistan, au sujet du Pachtounistan, arbitrairement scindé par la ligne Durand. Il est appuyé non seulement par les Pachtounes afghans, mais par des partis autonomistes pakistanais qui, réprimés sans ménagement par Islamabad, se sont réfugiés en Afghanistan. Il ne mesure pas assez la terreur suscitée par ces revendications chez les Pakistanais qui ne veulent pas revivre le cataclysme de 1971 quand le Bengladesh fit sécession. À Kaboul, le diplomate Pierre Lafrance prête sa propre maison du quartier de Char-e NaoV aux émissaires des deux pays chargés de négocier un rapprochement. Les accords de 1974 offrent un répit, mais le sujet de discorde reste latent, en particulier à Islamabad où l'armée, pour entretenir son influence et les

subsides inhérents, n'a de cesse de décrire l'Afghanistan comme un chaudron de haine antipakistanaise.

Daoud fait également preuve de fermeté à l'intérieur du pays en réprimant durement les opposants islamistes. Leurs troupes sont constituées de professeurs, de militaires, très peu d'oulémas, soit le même vivier que le Khalq, et pour cause, puisque l'immense majorité appartient aux mêmes tribus Ghilzai, voire au même clan Kharroti. Le mouvement islamiste afghan est une réaction au processus d'occidentalisation et de laïcisation impulsé par les rois, ainsi qu'à la diffusion du communisme[4]. Il est porté par les Frères musulmans qui ont pu prospérer en Afghanistan au gré de la pauvreté de l'État. Outre les Soviétiques et les Américains, en effet l'université cairote al-Azhar a fourni les fonds pour l'édification de l'université de jurisprudence islamique à Kaboul. Une passerelle s'est ainsi établie entre l'Égypte et l'Afghanistan, par laquelle ont circulé les professeurs, les étudiants, mais aussi les idées, dont celles de Sayyid Qutb et de l'Indien Mawdoudi, fondateur du Jamiat-e Islami (la société islamique), principal parti islamique pakistanais. Tous deux sont les inspirateurs des thèses les plus violentes des Frères musulmans, avec pour slogan : « Le Coran est notre Constitution. » Certains, partisans de la démocratie, l'interprètent comme « le Coran est notre référence, notre culture », d'autres comme un appel à la révolution islamique. Ceux-ci pourraient ajouter au slogan : le Coran est notre bouclier et notre glaive. Grâce aux textes sacrés, ils estiment en effet pouvoir protéger les musulmans et les aider à combattre, armes à la main, tous les effets pervers de la société actuelle. Sur les campus kabouli apparaît ainsi une organisation de la jeunesse musulmane, victorieuse aux élections de 1972, aux structures calquées sur celles de sa concurrente maoïste. « Ce n'est pas compliqué, explique Daoud Mir, alors jeune étudiant. En Afghanistan, nous avions deux types de livres. Ceux édités par le Tudeh iranien, et ceux traduits en persan par le mouvement de mawlawi qui venaient des Frères musulmans [5]. » Figure marquante du mouvement avec le professeur Niazi, le maître de conférences à la faculté d'études religieuses Burhanuddin Rabbani est le président du comité directeur avec, pour adjoint, un autre diplômé d'al-Azhar, Abdul Rassoul Sayyaf, le secrétariat revenant à Habibourrahman. En 1973, ils prennent le nom de Jamiat-e Islami.

Le but des Frères à Kaboul comme au Caire est l'application intégrale de la charia, le retour aux sources, aux Salafs, c'est-à-dire les premiers compagnons de Mahomet. Ils sont donc en contradiction avec l'islam afghan qui est soufi pour l'essentiel, très ouvert sans être libéral, dont nombre de mollahs ont lu Aristote dans sa version persane. Ce particularisme, l'islam afghan le doit très largement à l'émergence du chiisme en Iran qui, coupant l'Asie musulmane du reste du monde arabe, transforma l'Afghanistan en une sorte de réserve naturelle de l'islam des origines.

En 1974, les Frères prônent la lutte armée, mais la police les devance. Niazi est arrêté, Rabbani fuit au Pakistan qui profite de l'aubaine. En 1975, en effet, Islamabad en a assez des menées séditieuses du Baloutchistan qu'encouragent les Afghans. Ali Bhutto choisit de traiter le problème des deux côtés de la frontière. Au Pakistan, il envoie l'armée réprimer les séditieux tandis qu'en Afghanistan toute velléité de réaction de la part de Daoud est paralysée par une tentative de coup d'État islamiste dont un Français est le témoin privilégié. Jean-José Puig, un ingénieur-conseil, s'est rendu pour la première fois en Afghanistan en 1973 guidé par une passion dévorante pour la pêche à la truite. C'est ainsi qu'en septembre 1975 il est sur les hauteurs de l'Hindou-Kouch quand il entend des grondements de tonnerre. Plutôt curieux avec ce beau ciel bleu ! Son ami afghan lui conseille de ne pas rester. Au premier village, ils apprennent que le bruit était celui de canons : les islamistes auraient lancé l'insurrection dans tout le pays ; Daoud a réagi en envoyant les chars dans la vallée voisine, au nom bientôt célèbre, le Panjshir.

L'appui des services secrets pakistanais, l'Inter Services Intelligence (Isi), est à peu près certain, même s'il n'a pas été formellement établi. En tout cas, l'entreprise fait partout long feu, sauf dans le Panjshir, où l'armée est requise. Des centaines de comploteurs sont éliminés, dont le professeur Niazi. Les Frères musulmans ont échoué à soulever le peuple contre le régime de Kaboul et les communistes. Rabbani, qui était en pèlerinage opportun à La Mecque, en tire une leçon d'or : « Rien ne peut être entrepris dans le monde rural sans le soutien de la population, de ses notables traditionnels, barbes grises, mawlawi et oulémas 6. »

Sont-ce ces tensions, ou la crise économique qui frappe la France, Paris a en tout cas décidé de diminuer les budgets de coopération à partir de 1973 en dépit des quarante mille francophones qu'on estime présents en Afghanistan, un nombre inégalé à part en Syrie-Liban et dans l'ancienne Indochine. Surnommé « le prince rouge » par *Time Magazine* ou « Sardar-e Dewana » (le prince fou) par les Afghans, Daoud agrège de plus en plus de mécontents contre lui. Le soir du 17 avril 1978, l'un des fondateurs du PDPA, Mir Akbar Khaybar, est assassiné. Les communistes accusent aussitôt le gouvernementVI, le président renâcle à les arrêter, et, le 27, il est déposé dans une opération sanglante, appelée « révolution de SaurVII », durant laquelle l'ambassade de France, qu'un seul mur sépare du palais présidentiel, est frappée par deux obus, sans gravité. Le nombre des victimes fluctue entre 3 000 morts pour les spécialistes et « 72 ou 73 » pour les communistes… La révolution de Saur est perçue en Occident comme le révélateur des ambitions soviétiques. Le vieux projet tsariste d'atteindre les mers chaudes du Sud est ressorti, même si la province pakistanaise du Baloutchistan fait encore écran avec l'eau. De fait, l'URSS est la grande bénéficiaire de ce changement d'autant plus opportun qu'elle venait d'encaisser de sérieux revers au Bengladesh (renversement de Mujibur Rahman), en Inde et au Sri Lanka (défaites électorales d'Indira Gandhi et Sirimavo Bandaranaike).

Le 30 avril, la nouvelle « république démocratique d'Afghanistan » a un président, Nour Mohammad Taraki, soixante-cinq ans. C'est dans sa propre maison du district de Shah Mina que le parti communiste a été créé. Au poste de ministre des Affaires étrangères apparaît un autre Khalqi et Ghilzai, Hafizullah Amin, né en 1929, professeur à Kaboul de longues années avant de découvrir le marxisme… aux États-Unis où il a profité du programme d'aide aux enseignants afghans. La vice-présidence est occupée par un Partchami, lui aussi fondateur du PDPA, Babrak Karmal, pur produit de la *upper class* kabouli, étudiant en droit et sciences politiques, arrêté en 1953 lors d'un mouvement contestataire. À sa sortie de prison, où il s'est initié au marxisme, il s'est choisi « Karmal » pour nouveau nom, c'est-à-dire « l'ami des travailleurs ». Selon le transfuge du KGB Vladimir Kouzitchkine, il serait de longue date un agent des services soviétiques 7.

Pour la petite communauté française en Afghanistan, le changement de gouvernement se caractérise d'abord par l'affichage de symboles. À Esteqlal, se souvient un élève, « le nouveau directeur, un communiste, monte sur une échelle pour clouer des banderoles sur la belle façade de l'école. Quelqu'un passe et lui fait remarquer que les clous peuvent abîmer le mur. Le directeur lui répond cyniquement : "Ces clous ne s'enfoncent pas dans un mur mais dans le cœur de l'impérialisme 8." » Français et Kabouli sont stupéfaits d'apercevoir des militaires et des miliciens en armes, une première. Néanmoins, le travail reprend normalement à l'université où enseigne Emmanuel Delloye. Pour ce jeune professeur, qui a donné des cours de français pendant dix-huit mois dans le cadre de sa coopération, le choix de l'Afghanistan a été motivé par des lectures et le récit enchanté qu'en avaient rapporté ses cousins. Emballé à son tour par ce pays encore vierge de tourisme, il a logiquement rempilé en 1976 comme professeur de français à la faculté de Kaboul. Le coup d'État de 1978 lui a offert une vraie « vision de guerre 9 », doublée d'un sentiment affreusement nouveau de danger permanent, heureusement concentré dans les alentours du palais de Daoud. Pendant un bref moment, lui et sa famille ont cru bon de s'abriter sous la maison, dans une sorte de vide sanitaire, en compagnie d'un autre jeune coopérant, présent à peine depuis deux semaines à Kaboul. Philippe Truze, vingt-six ans, fraîchement diplômé de la faculté de médecine de Marseille, a en effet arraché de haute lutte un poste à Kaboul au CIDR (Centre international de développement et de recherche), association privilégiant les programmes de développement au niveau local.

Le calme revient, sous le régime de la loi martiale. Le cadavre de Daoud est exposé dans sa résidence, tout comme, au palais présidentiel, ses meubles et tapis maculés de sang. Delloye retrouve son département, composé de quatre professeurs français et autant d'Afghans, sans être inquiété par les communistes qui entament la purge de l'administration. La France de fait n'opère aucun rapatriement. Son ambassadeur, Georges Perruche, dont la sérénité a été précieuse durant les troubles, peut donc continuer à ravir la communauté française de ses anecdotes savoureuses.

Deux cents chars stationnent dans la ville, « fleuris et décorés de guirlandes », rapporte *Le Figaro* qui parle d'« atmosphère détendue10 ». Philippe Truze en profite pour photographier Kaboul sous toutes les

coutures. Ses quatre cents clichés disparaîtront mystérieusement lors d'un arrêt sur une aire d'autoroute en France, le reste de sa voiture étant laissé intact… Le catalogue de blindés, canons et armements divers qu'ils constituaient aura-t-il été jugé de valeur par des services peut-être dépourvus en la matière ?… À l'époque, en effet, le Sdece ne dispose pas à Kaboul de ce qu'il appelle un « poste ». En clair, il n'y a pas d'officier détaché sur place, preuve supplémentaire du peu d'intérêt accordé au pays par Paris. Donc, pour les services français, pas d'autre manière de s'alimenter en informations fraîches que par le biais des « HC », les « honorables correspondants », ces compatriotes acceptant de collecter des informations pour le bien de la France, notamment des journalistes et des photographes venus couvrir les événements.

Ancien membre du PSU, Philippe Truze, comme une bonne part de la gauche en France, se laisse séduire par les priorités affichées par le gouvernement Taraki : les dettes hypothécaires des paysans sont abolies, les terres redistribuées, la plupart des entreprises privées nationalisées, les femmes émancipées avec l'autorisation d'aller à l'école et la suppression des dots. Enthousiaste, il noue rapidement des contacts avec certains hauts responsables, surtout le ministre des Affaires sociales, une femme, Anahita Ratebzad, ancienne élève du lycée Malalaï, « un genre de Simone Veil afghane 11 », décrit-il – par ailleurs très séduisante et maîtresse de Karmal. Avec elle, il étudie la mise en place d'une mission rurale, thème de sa coopération. L'ambiance est singulière dans ce ministère dont le rez-de-chaussée est encore occupé par les Américains de MSH (Management Sciences for Health), bras médical d'USAID.

Si elle s'est réduite, la présence française demeure appréciable, particulièrement dans le domaine médical : une école d'infirmières accueille une dizaine de monitrices françaises tandis que des professeurs de médecine viennent de Lyon et de Marseille dispenser des cours à la faculté de Kaboul. Une mission scientifique, menée par Paul Lalande, réalise la carte botanique de l'Afghanistan. Enfin, la Sofrerail, bureau d'études de la SNCF, planche sur le projet faramineux initié par Daoud et le shah de relier l'Iran à l'est de l'Afghanistan.

La révolution de Saur provoque l'annulation de la plupart des voyages touristiques qui se chiffraient à 117 000 en 1977. Ne restent pour braver le

danger que quelques millionnaires américains qui, pour rien au monde, ne rateraient la chasse au Marco Polo, un mouflon géant en voie d'extinction qui peuple le Pamir. Dans les mêmes avions figurent les derniers passionnés français qui enragent de l'absence de réaction internationale. À eux la mission, quasi sacerdotale, d'entretenir l'amitié entre les deux peuples. Depuis le coup d'État, l'appartement à Courbevoie de Nasser Hosseini, deuxième conseiller à l'ambassade d'Afghanistan en France, est devenu le lieu de rencontres des opposants au régime et de leurs soutiens français. Progressivement ils sont rejoints par l'ambassadeur lui-même, Mohammed Akram, ancien ministre de l'Éducation nationale. Le hasard veut que le député-maire de la ville, Charles Desprez, préside les amitiés parlementaires franco-afghanes. Le cadre de l'industrie pétrolière Jack Chaboud peut donc compter sur son aide lorsqu'il crée la même année un « Comité de défense de la nation afghane », sans doute le premier de ce genre en France.

Le constat sur place est vite alarmant. Le Khalq mène rapidement la purge du Partcham ; la prison de Pol-e Tcharkhi n'a rien à envier aux pires geôles khmères rouges. De plus, les Soviétiques cadenassent le pays : quatre à six mille nouveaux « conseillers » et « experts » débarquent des gros porteurs. Le 5 décembre 1978, Taraki signe avec Brejnev un traité d'« amitié, de bon voisinage et de coopération » qui remplace le vieux traité datant de 1931 de « neutralité et de non-agression mutuelle ». Moscou met en garde Washington contre toute ingérence, mais aussi Pékin, Islamabad et Téhéran qui est alors sa principale source de préoccupations : il lui faut à tout prix circonscrire la révolution islamique en marche en Iran.

Mais le trouble naît à l'intérieur même de l'Afghanistan. La prise de pouvoir par les communistes laïcs rendait déjà légitime le déclenchement d'un djihad, ses partisans devenant donc des « Moudjahidin ». Les réformes agraire et éducative, ainsi que les droits « démocratiques » accordés aux femmes, transforment le vent de fronde en tempête. Si les écoles sont brûlées et les instituteurs assassinés, ce n'est pas l'éducation qui est rejetée par les campagnes, mais ce que les communistes lui ont cyniquement donné pour mission, la dénonciation de toutes les traditions afghanes. L'enfant apprend certes à lire, mais avec des textes encensant Taraki et le communisme, clouant au pilori mollahs et khans. La première province à se

révolter durant l'été est celle du Nouristan, avec une sorte de logique puisqu'elle fut la dernière à être soumise et islamisée par Kaboul. L'imiteront les régions ayant le moins de liens tribaux avec la capitale. L'Est et le Sud, pachtounes, comme l'essentiel du gouvernement et de l'armée, suivront bien après.

En novembre, le photographe Raymond Depardon est le premier à venir immortaliser l'arrivée des réfugiés, huit à neuf mille, selon *Le Figaro* et *Le Monde*, fuyant les combats engagés dans l'est de l'Afghanistan. Invité par les résistants à couvrir « leur » guerre, il gagne la région à l'est de Kaboul après quarante-huit heures de marche éprouvante, inaugurant par là même un périple que feront des centaines de ses compatriotes dans les dix ans à venir. Ses clichés de gueux chaussés de peaux, armés comme en 1914, feront le tour du monde et la renommée des Moudjahidin qui, désormais, arboreront pour emblème dans tout l'Afghanistan la coiffe traditionnelle des Nouristani, le pakol.

Aux yeux de certains réfugiés, le Pakistan n'est qu'une étape pour les États-Unis ou l'Allemagne où vit la plus importante diaspora afghane. À tout juste dix-huit ans, Daoud Mir, lui, va choisir la France. D'un père directeur de la Banque d'Afghanistan, il est élève au lycée Esteqlal que les communistes ne sauraient épargner. Un de ses camarades est tué, lui est arrêté pour avoir participé à un groupe qui distribuait des tracts, et retenu trois semaines dans les sous-sols du ministère de l'Intérieur. C'est ensuite au tour de son père d'être emprisonné. À la fin de l'année 1978, sa mère, la mort dans l'âme, lui fait quitter le pays pour la France. Dans sa ceinture, elle lui coud 6 000 francs.

Daoud n'a que dix-huit ans, il est perdu. Direction Rennes pour retrouver des anciens d'Esteqlal étudiant à l'institut universitaire. Grâce à l'aide providentielle de la directrice de l'OFPRA, Daoud obtient la régularisation de ses papiers entame des études en fac de sciences. « Je n'avais alors aucune ambition de prendre part au combat, souligne-t-il, ni du point de vue militaire, ni du point de vue politique 12. » De toute façon, grâce au téléphone qui fonctionne toujours parfaitement – les lignes téléphoniques afghanes passent alors toutes par Paris –, sa famille l'informe qu'il n'est pas question de revenir : on parle déjà de douze à vingt mille personnes emprisonnées.

Du côté de la résistance, le journaliste marseillais François Missen, précurseur dans le paysVIII, rejoint au début 1979 la province du Kunar, à deux jours de marche du Pakistan. Survolé par les Mig et les hélicoptères, il observe ces groupes de guérilleros qui bricolent des mines avec des pains de TNT enveloppés dans du papier journal. Devant leur détermination exemplaire, il prédit, déjà, un « Viêt Nam pour les Soviétiques 13 » si l'URSS se prend d'envie de vouloir les mettre à la raison. Mais, quand il rentre en France, aucun rédacteur en chef ne veut de ses papiers : « L'Afghanistan, tout le monde s'en fout, ici, lui réplique-t-on. Je vais même te faire un aveu, je ne sais pas moi-même où ça se trouve… Alors tu parles, nos lecteurs… »

Le 14 mars, insurrection à Herat. Cent conseillers soviétiques, et quelques étrangers confondus avec eux, sont massacrés, la route vers Mazar est coupée, le QG militaire de Khost attaqué. C'est la plus forte démonstration de l'hostilité du peuple afghan au communisme d'État. « Si l'Union soviétique ne vient pas à notre secours, se lamente Taraki le 19, nous ne pourrons pas tenir 14. » L'insécurité est telle dans le pays que Taraki, qui se vante d'avoir 98 % de la population derrière lui, n'est pas encore sorti de Kaboul. Le Kunar, le Paktia, le Nouristan, l'Oruzgan, en tout 16 des 29 provinces, sont en feu : « Allah veut chasser Marx, écrit *L'Express* en mai, mais il n'a que des tromblons pour combattre des chars. » Les clichés commencent à s'empiler, de combattants barbus, posant avec leurs fusils, si fiers, voire même fiers-à-bras. Mi-mars, Sebghatullah Modjaddedi, fondateur du Front national de libération, a ainsi déclaré son espoir de renverser Taraki en un ou deux mois. La méfiance est également de mise. Pour un turban mal ficelé, le journaliste Jérôme Marchand est pris pour un Russe et le paie par vingt-quatre heures de retenue chez les militaires pakistanais.

Le 5 août, c'est le tour d'une partie de la garnison de Kaboul de se mutiner et de faire fort Chabrol dans la citadelle de Bala Hissar qu'en 1931 Maurice Fouchet, premier diplomate français en Afghanistan, avait décrite comme le « Walhalla ainsi qu'on l'imagine à la fin du Crépuscule des Dieux 15 » : chars et hélicos sont déployés pour en venir à bout au prix de centaines de morts. Six jours plus tard, à Peshawar, quatre partisIX annoncent après un an de tractations leur union au sein du « Teiman Atahad

IslamiX ». Le communiqué fait figure de programme : « Pour une meilleure coordination des Moudjahidin, pour déraciner le régime fantoche, pourri et illégal de Taraki, pour consolider et réconforter nos frères musulmans soucieux d'unité partout où ils se trouvent et finalement pour la fondation d'une république islamique fondée sur le Coran et la Sunna. » Kaboul opte pour le mépris en parlant de « milice pakistanaise ».

L'illusion d'un régime progressiste peut encore jouer sur certains voyageurs français. À la fin de l'été 1979, l'attaché commercial de l'ambassade française à Abu Dhabi, Hervé Barré, décide de s'offrir un périple en car par la route mythique traversant l'Iran et l'Afghanistan. « Dans Kaboul libéré de diverses contraintes traditionnelles, explique-t-il, on pouvait avoir l'impression de se promener dans la Turquie des années 1920. L'Afghanistan pouvait alors apparaître inscrit dans la mouvance moderniste du nassérisme ou du Baas 16. » Toutefois, ces bonnes impressions s'évanouissent à l'extérieur de la capitale. Barré se rend compte que les réformes sont menées à la serpe, par un régime plus qu'autoritaire, et il rentre à Paris avec le sentiment d'« un immense gâchis, d'une modernisation menée contre les populations et non avec elles ».

De fait, pendant ce temps, la province du Paktia s'est entièrement soulevée, des échos similaires parviennent du Hazaradjat. Acculés, les dirigeants communistes s'entredévorent. En raison des troubles, la Dafa arrête les fouilles. Pourtant, le Quai d'Orsay n'envisage pas pour l'instant d'évacuer les familles, au contraire des Américains qui ont commencé le 23 juillet. « La tension a nettement grimpé, relate Emmanuel Delloye. Désormais il est très difficile de sortir de Kaboul en raison de la multiplication des contrôles routiers. Il est même interdit de quitter la capitale en possession de bagages 17. » Pour autant, celui qui enseigne alors à la faculté dit ne pas ressentir l'insécurité. Le quartier de Char-e Nao reste calme ; il regroupe la plupart des étrangers dans des maisons en brique et au toit plat, dotées de jardins et de personnel afghan.

En septembre, le ministre des Affaires étrangères, Hafizullah Amin, renverse Taraki qui projetait de l'éliminer. En France, le Quai d'Orsay estime avec raison que le Kremlin n'est pas l'ordonnateur de cette nouvelle révolution de palais. Officiellement, l'URSS félicite Amin, mais ses véritables intentions, il faut se rendre à la frontière pour les discerner. En

octobre, le jeune diplomate Jean-Yves Berthault bénéficie ainsi d'une information de premier choix : « J'avais mes habitudes dans le bazar, relate-t-il. Un vieux marchand de tapis que je connaissais m'expliqua que, ne trouvant plus son miel en Afghanistan, il se rendait souvent en URSS. Lors de son dernier séjour, il avait eu la stupeur de découvrir, au moment de franchir la frontière de l'Amou-Daria, que celle-ci était bordée sur plusieurs kilomètres par des chars, canons et divers véhicules. » La conclusion semble évidente : l'invasion est en voie de préparation. Berthault se rue chez Georges Perruche afin que l'information soit immédiatement transmise à Paris. Mais l'ambassadeur est un vieux chat :

— Il ne faut jamais croire les bruits de cocktails ! explique-t-il.

— Je ne le tiens pas d'un cocktail, arguë Berthault avec impertinence, mais d'un marchand de tapis 18 !

Il veut avertir Paris par télégramme de l'éventualité d'une attaque : c'est non ! De guerre lasse, Berthault cède l'information à l'attaché militaire américain par le gouvernement duquel elle parviendra *in fine* au gouvernement français.

L'avènement d'Amin ne calme en rien les campagnes où les reportages bâtissent le mythe du résistant afghan, « naissant les armes à la main ». L'Occident tente de comprendre que les Afghans ne se sont pas rebellés contre la révolution en elle-même, mais parce que le régime de Kaboul porte atteinte à la religion et aux traditions, de même que les chouans ne s'étaient pas levés à cause du renversement de la monarchie, mais contre la Constitution civile du clergé. D'ailleurs, rapidement, les Moudjahidin sont appelés dans la presse les « maquisards de Dieu 19 ».

Après François Missen, Jérôme Ricardou ou encore Raymond Girard, un reporter-écrivain rejoint la région en novembre, appelé à jouer un rôle singulier dans la participation française au conflit. Patrice Franceschi vient de décrocher l'accord de son éditeur, Arthaud, pour un ouvrage sur l'Afghanistan. Ce franc-tireur de vingt-cinq ans est déjà l'auteur de quelques expéditions picaresques en Afrique et en Amérique du Sud, et il ne cache pas son intention : « J'ai choisi de prendre parti. Pour la résistance afghane, comme des millions d'Occidentaux. J'aurais pu ne pas le faire. Je l'ai fait. Car on ne peut vivre une telle guerre pendant des mois sans vouloir

choisir son camp. Et si je me range du côté des Moudjahidin, c'est parce que le droit et la justice sont pour eux 20. »

Autant Islamabad est une ville froide, car très récente, semblable à Brasília, autant Peshawar est un magnifique foutoir aux ruelles étroites bourrées de charrettes, piétons inconscients et *rickshaws*, ces taxis à trois roues au moteur de cyclomoteur. Accompagné de son fidèle photographe Pascal Manoukian, Franceschi gagne le QG d'un parti fondamentaliste, le Hezb-e Islami, dans le quartier de Faquirabad. Tous deux ont droit à un sourire de bienvenue, mais ils ne sont pas dupes : « Le Hezb-e Islami Afghanistan est sans le moindre doute possible l'organisation de résistance la plus intégriste en religion, la plus extrémiste de droite en politique et la plus antioccidentale en civilisation. » Le parti néanmoins est aussi le premier à avoir mis sur pied un bureau de presse efficace qui chante sa gloire avec une force inversement proportionnelle à sa représentativité, encore très faible, en Afghanistan. Il abreuve ainsi les quelques correspondants étrangers de documentations qui seront reprises dans la presse. C'est là l'ambivalence du couple journaliste-Moudjahid, l'un ne pouvant se passer de l'autre pour glaner ses informations, l'autre ayant besoin de l'un pour se faire connaître.

Le 15 décembre, Franceschi et Manoukian se rendent à Quetta où, pour passer inaperçus, ils reçoivent le pakol, des pantalons bouffants et le patou, une sorte de couverture couleur terre. Afin de justifier leur ignorance du dari et du pachtou, ils devront se faire passer pour des Ouzbeks. En attente du passage de la frontière, ils sont logés dans une maison d'hôte de la zone tribale où ils découvrent les coutumes afghanes, le thé servi à toute heure, le défilé des hommes qui les dévisagent, les repas copieux et silencieux, la manière d'uriner à l'afghane, accroupi, car seuls les ânes le font debout. Leurs hôtes ne se privent pas de les titiller : « Nous finirons par prendre des otages si les Occidentaux ne nous aident pas ! »

De l'autre côté de la frontière, tout est également à découvrir, du mode de vie moyenâgeux des Afghans à leur manière de combattre, de torturer les prisonniers aussi cruellement que les forces gouvernementales, mais aussi la pénurie dramatique de munitions : les guerriers passent en fait leur temps à se contenter de viser. Ces heures épiques offrent aussi des situations cocasses. « Avez-vous des communistes en France ? » se voit ainsi

demander Franceschi. À charge pour lui d'expliquer que oui, et de mentir en affirmant qu'ils sont ardemment pourchassés… La vision du communisme est en effet simplifiée à l'extrême dans les montagnes afghanes : « Ils disent que tout doit être à tout le monde, se plaint un Moudjahid à l'écrivain. Moi, je ne peux accepter de partager ma femme avec n'importe qui et de prêter mon pantalon ou ma maison. Ces gens-là sont mauvais, très mauvais. » Hafizullah Amin en a autant pour eux. Leur refusant même le qualificatif de « rebelles », il parle de « terroristes soutenus et armés par des féodaux, qui ont fui l'Afghanistan et qui sont allés vers des pays contre-révolutionnaires, impérialistes et capitalistes ».

L'insécurité gagne définitivement Kaboul. Le personnel de l'Onu se voit conseiller de ne plus quitter les quartiers nouveaux et de rester à l'écart des bazars. La route du Pakistan est régulièrement coupée par les insurgés. Le jeune docteur Philippe Truze en a perdu toutes ses illusions d'un régime émancipateur. Sa voisine, Nafissa Nassim, qui a perdu son mari en prisonXI, lui fait toucher du doigt l'horreur du régime. Avec à peine 600 000 habitants à l'époque et des milliers de personnes jetées en prison, aucune famille de Kaboul n'est épargnée. Quitter maintenant l'Afghanistan serait pour le docteur un abandon. Afin de justifier son maintien, il obtient l'un des deux postes de médecin de l'ambassade. Ainsi devient-il le « chef de la mission médicale française », dont il est le seul membre, son rôle consistant à recevoir les urologues lyonnais et les chirurgiens orthopédistes marseillais venant en mission. Mais il n'entend pas s'en contenter. Sa villa est voisine du siège des services spéciaux afghans d'où partent les cris des suppliciés. Rester n'est rien, il lui faut apporter sa contribution à la résistance. Son cœur penche pour les maoïstes du Front uni qui se présentent comme menant « une guerre de libération nationale », donc sans objet religieux. Le militant de gauche s'y retrouve, mais c'est aussi le choix de l'efficacité, car ces groupes maoïstes sont les plus actifs dans et autour de Kaboul. Pour les soutenir, Truze peut piocher dans un trésor providentiel. Avant de quitter le pays, après l'assassinat de leur ambassadeur, les Américains lui ont en effet légué l'énorme stock de médicaments des Peace Corps. Grâce à lui, il peut également ouvrir un petit dispensaire dans les quartiers populaires.

Le docteur n'est pas le seul à être engagé politiquement au sein de la communauté française. Celui qui partage son logement, Bernard Delpuech, adjoint au conseiller culturel de l'ambassade, se dit proche des idées de Jaurès et Mendès France. Michel Verron, chargé d'un programme d'alphabétisation de l'Unesco depuis 1977, ne cache pas pour sa part son appartenance au PCF. Tous prennent fait et cause pour la résistance. Début décembre, les ambassades et les agences de l'Onu élèvent le niveau de sécurité. Kaboul est divisé en secteurs disposant chacun d'un responsable et d'un centre de regroupement des ressortissants étrangers. L'ambassade de France recommande de stocker eau, nourriture, ainsi qu'essence et médicaments. Le bois fait également partie des préoccupations, car l'hiver est très vif cette année-là.

Premier attentat depuis l'avènement d'Amin : deux civils russes sont tués au bazar. Les responsables appartiennent au Nasr Islami, organisation inconnue de la résistance, qui proclame à l'occasion qu'elle veut « donner une leçon aux envahisseurs soviétiques, comme les Afghans en ont donné aux Anglais en 1919, les Vietnamiens aux Américains et les Algériens aux Français 21 ». À partir de la mi-décembre, les autorités font savoir que les rotations aériennes des transporteurs soviétiques observées deux fois par jour n'ont pour but que d'aider l'armée afghane à assurer la sécurité des ressortissants de l'URSS. Toutefois, la nuit du 24 ne résonne pas à 21 heures des chants de la messe de minuit, interdite en raison du couvre-feu, mais du bourdonnement d'un avion. Or, personne n'atterrit la nuit à Kaboul. Un appareil se sera égaré, pensent les Français, avant que d'autres ronflements se fassent entendre jusqu'à la fin du couvre-feu. À quoi cela rime-t-il ?

Le jour revenu, plus d'avion. « Tout va bien 22 ! » certifie l'imperturbable Georges Perruche à ses compatriotes au détour d'une réception. Mais, à la même heure que la veille, le brouhaha reprend. « Le vrombissement est si intense, témoigne Michel Verron, que les vitres et même les fenêtres trépident, comme lors des secousses sismiques qui agitent la région 23. » Le mystère se dissout partiellement le lendemain. Le ballet aérien s'affranchit en effet de la complicité du couvre-feu. Tout le monde peut désormais observer qu'il s'agit de gros transporteurs soviétiques Antonov qui redécollent à peine posés. Pour beaucoup, Amin en

serait la cause : c'est lui qui aurait appelé Moscou à l'aide pour venir à bout des rebelles. Depuis dix jours, il s'est réfugié à l'autre extrémité de la capitale, dans l'ex-palais royal fortifié de Dar-ul Aman. Preuve de son pouvoir intact, il condamne à mort mille trois cents Partchami le jour même.

Le docteur Truze se souviendra longtemps du dernier médecin, un Lyonnais, qu'il reconduit justement à l'aéroport ce jour-là. Après l'avoir salué, il l'abandonne à la douane et monte à la terrasse du premier étage pour l'accompagner du regard sur la piste. Quelle n'est pas sa surprise de découvrir sur le tarmac une division aéroportée soviétique, attendant manifestement ses ordres de marche ! Truze comprend que l'invasion a déjà commencé. « Quand je me suis aperçu qu'ils avaient apporté avec eux une cuisine roulante, raconte-t-il, j'ai compris qu'ils étaient venus là pour longtemps 24 ! » Son acolyte sera d'ailleurs le premier Occidental à pouvoir témoigner de l'événement en Europe.

Devant l'imbroglio général, l'ambassadeur français demande à être reçu au ministère des Affaires étrangères. Sa conviction a changé depuis son entretien avec le jeune Jean-Yves Berthault. Et pour cause, ce n'est plus d'un marchand de tapis qu'il a appris la confirmation d'un attroupement massif sur l'Amou-Daria, mais de son homologue américain qui a reçu les photos satellite correspondantes. « N'ayez aucune crainte, lui certifie quand même le vice-ministre Mohamed Dost, il s'agit d'exercices de notre armée de l'air 25. »

Le lendemain, la vérité éclate enfin. À quelques minutes du couvre-feu, après l'explosion d'une bombe servant sans doute de signal de départ, l'aéroport libère ses cohortes de blindés qui essaiment en direction des points stratégiques de la capitale. Coups de feu, tirs d'artillerie, survol de Mig. La communauté française, calfeutrée, suit avec l'oreille les affrontements. La date a été choisie à bon escient : c'est un jeudi, veille du congé hebdomadaire en pays musulman, rues et ministères sont vides.

Amin est abattu par le KGB ; place à un revenant, Babrak Karmal, qui déclare à la radio que l'aide soviétique a été requise « en urgence » pour « protéger les gains de la révolution d'Avril, l'intégrité territoriale et l'indépendance nationale ». Une promenade dans Kaboul suffit de fait pour comprendre qui sont les nouveaux maîtres du pays. Devant les grilles de

toutes les administrations a pris position l'armée afghane mais, derrière, ce sont les Soviétiques. Leurs blindés quadrillent la capitale, imités dans le ciel par les Mig et les hélicoptères. À l'écoute de Radio Monte-Carlo International qui émet depuis Beyrouth, les Français de Kaboul sont sous le choc : on y parle de « troisième guerre mondiale ».

Nom de code de l'invasion : « Chtorm 333 ». En russe, *chtorm* signifie « tempête », ce qui dit tout de l'esprit des opérations. Après avoir pris le contrôle des grandes villes, une affaire de quelques semaines selon les plans, la 40e armée soviétique a vocation à se retirer. Le but est d'impressionner les Afghans, qu'ils soient au pouvoir ou dans la rébellion, ainsi que tous leurs soutiens, actuels ou futurs. Officiellement, l'URSS ne fait que répondre à l'appel à l'aide du gouvernement.

Aux commandes, le général Borrisov a déjà piloté le pont aérien monumental mis en place le 26 novembre 1977 pour secourir l'Éthiopien Mengistu contre l'envahisseur somalien. Il était donc logique que le volet aérien fût également primordial dans cette nouvelle opération. Dix mille parachutistes et Spetsnaz ont été acheminés à Kaboul pendant que trois divisions d'infanterie légère s'engouffraient dans le pays.

Si les militaires du monde entier saluent la maestria de l'opération, les chancelleries s'interrogent sur sa genèse. Comme pour chacune de leurs décisions capitales, les dirigeants soviétiques se sont bien gardés d'archiver les documents pouvant l'expliquer. Quelques certitudes semblent cependant pouvoir être dégagées. La première : au ministère de la Défense, seul le ministre Oustinov y était favorable. La seconde : la décision d'intervenir a été prise le 12 décembre par le quatuor tenant les rênes du pays : Brejnev, Oustinov, Andropov et Gromyko, auxquels se joignit ce jour-là Mikhaïl Souslov, l'idéologue du parti. Impossible de déterminer lequel porte la plus grande responsabilité, ni sur quel type d'opération ils se sont mis d'accord. Selon le général et historien Alexander Lyakhovsky, en effet, seule l'éviction d'Amin aurait été décidée, les quelques troupes déjà sur place devant simplement encadrer le coup d'État[26].

Le mystère autour de « Chtorm 333 » a contaminé les capitales occidentales. Le général Henri Paris, alors chargé de la stratégie soviétique au sein du CPE (centre prospectives et études) du ministère de la Défense, souligne que « les Soviétiques nous ont complètement enfumés avec une

diversion dans les pays frontaliers : les Américains, qui avaient les moyens satellite d'observation, et donc nous, nous avons cru à de vastes manœuvres de divisions blindées 27 ». Sur les écrans apparaissaient la nuit des dégagements de chaleur typiques des chars soviétiques T-72. Les Américains ne s'étonnèrent pas de ne pas les voir de jour : il leur semblait logique que l'armée soviétique cherche à les cacher… Sauf que les longues colonnes qui étaient censées sillonner les plaines arides étaient en fait composées de camions à la trajectoire émaillée de feux de pneus produisant une signature thermique très proche de celle des T-72…

Le premier à tomber dans le panneau semble avoir été Hafizullah Amin lui-même qui, à chacune de ses dernières sorties, se répandait sur sa certitude que l'URSS le soutiendrait jusqu'au bout contre les Moudjahidin. À son image, les dirigeants occidentaux ont pu estimer, par sympathie prosoviétique ou par crainte des conséquences, que jamais l'URSS ne s'aventurerait à mettre en péril la si précieuse détente. Le quotidien *L'Aurore* n'hésite pas pour sa part à invoquer le 2 janvier 1980 « l'esprit de Munich » : la peur du géant soviétique aurait paralysé un Occident au courant de tout. Du même acabit, mais dans l'excès inverse, l'éditorialiste du *Hamburger Abendblatt* titre le 22 janvier : « Les services de renseignement de l'Ouest ont perdu la face. » En cause, l'incapacité dont auraient fait preuve les plus fins limiers occidentaux à prédire l'événement.

En réalité, les services de renseignement allemands, le Bundesnachrichtendienst (BND), qui ont conservé des liens avec leurs homologues afghans malgré les bouleversements, avaient parfaitement lu le jeu soviétique28. À la CIA, selon Robert Gates, qui était alors directeur du centre d'évaluation stratégique, « s'il y a jamais eu une crise prévue bien à l'avance 29 », ce fut celle-là. Dès mars 1979, le responsable de l'URSS au sein du Conseil national du renseignement, Arnold Horelick, a alerté sur la détérioration de la situation à Kaboul qui risquait de forcer l'URSS à intervenir. De mois en mois, la CIA a accumulé les rapports et analyses semblables, même si les analystes de Langley étaient convaincus que les Soviétiques, instruits par le désastre américain au Viêt Nam, ne commettraient pas pareille erreur.

Dans les jours précédant « Chtorm 333 », l'hypothèse devint certitude. Le 19 décembre, l'amiral Turner, patron de la « Compagnie », rédigea un

mémorandum « Alerte » pour informer les autorités américaines d'un « nouveau seuil » franchi par les Soviétiques dans leur « engagement militaire en Afghanistan30 ». Le 22, l'amiral Bobby Inman, chef de la National Security Agency (NSA), se fit encore plus précis en prévoyant une opération dans les soixante-douze heures.

Cette connaissance américaine rend peu probable l'authenticité d'une anecdote que le patron des services de renseignement français a beaucoup aimé propager par la suite. Le comte Alexandre de Marenches dirige le Sdece depuis novembre 1970, un record. Semblable longévité aux commandes d'un des laboratoires les plus sensibles de la République trahit généralement deux attitudes possibles : soit l'homme est devenu si puissant que les gouvernements successifs n'osent le démettre, soit il a l'art de ne gêner personne. Marenches est probablement l'un des rares cas à se situer à mi-chemin. Sa carrure de géant, son verbe haut et ses raisonnements toujours assenés avec conviction impressionneraient n'importe quel ministre. Mais en l'occurrence, pour l'Afghanistan, il est légitime de se demander pourquoi, la CIA disposant de tous les éléments nécessaires pour statuer sur les intentions soviétiques, Ronald Reagan nouvellement élu se serait avancé à déclamer devant Marenches : « Ah ! Voici l'homme qui a prévu l'arrivée des Russes exactement au jour et à l'heure près 31 ! » Comment le Sdece, qui n'avait personne à Kaboul, ni vraisemblablement dans les républiques soviétiques limitrophes de l'Afghanistan, qui ne disposait pas non plus du réseau de satellites américains, aurait-il pu être plus efficace que le couple CIA-NSA ?

« Marenches ne disposait d'aucune preuve formelle, confirme un haut responsable du Sdece de l'époque. Il avait simplement tiré une analyse d'un faisceau d'informations à sa disposition 32. » Les Soviétiques de fait avaient laissé beaucoup d'indices de ce qu'ils préparaient. Entre autres, ils ont effectué des repérages dans l'espace aérien afghan dès l'hiver 1978 ; en octobre 1979, la 40e armée a absorbé cinquante mille réservistes et une brigade de musulmans spécialement composée pour l'occasion33. Grâce à ses excellentes relations avec Brian Tovey, chef du GCHQ (Government Communications Headquarters), service d'écoute britannique basé à Cheltenham34, Marenches a aussi pu apprendre qu'un mystérieux voyageur faisait la navette entre Moscou et Kaboul. Le Service action diligenté sur

place révéla son identité : le général Ivan Pavlovski, numéro deux du ministère de la Défense et surtout chef d'orchestre de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Le raisonnement de Marenches a donc reposé sur une analyse géostratégique qui a chez lui force d'évidence : l'URSS n'a jamais abandonné la tentation tsariste des mers chaudes. Mû par un anticommunisme viscéral, il n'en démordra jamais : Moscou rêve d'offrir à sa marine d'autres ports que ceux, exigus, de la Baltique, de la mer Noire et de Mourmansk. Les quelques renseignements sur les mouvements soviétiques en provenance d'Afghanistan sont venus prêcher un converti35.

Plus généralement, Moscou se voit accuser de visées expansionnistes. Le ministre des Affaires étrangères français, Jean François-Poncet, explique ainsi avoir tout de suite perçu l'invasion comme « un événement d'une extrême importance. C'était la première fois depuis Yalta et Potsdam que les Russes étendaient leur domaine d'influence par la force des armes. […] On s'est tous inquiétés, moins à cause de l'Afghanistan en lui-même que parce que l'opération fut perçue comme la première d'une série indéterminée de l'expansionnisme soviétique 36. » L'ambassadeur français à Moscou, Henri Froment-Meurice, soulève, lui, le risque de l'apparition d'un axe Kaboul-Hanoi, « sur le flanc sud de la Chine, en même temps que [l'URSS] prendrait pied sur l'océan Indien 37 ». Le passé récent semble étayer cette thèse. L'Afghanistan survient après l'Éthiopie, le Viêt Nam, le Mozambique, l'Angola et le Nicaragua, autant de pays où l'URSS a étendu son emprise grâce à une intervention plus ou moins discrète.

« Paranoïa de guerre froide 38 ! » contestera plus tard le général Varennikov, qui conseillait Oustinov, ministre de la Défense en décembre 1979.

Les mers chaudes peuvent de fait sembler un prétexte, agité par la CIA et ses relais comme un chiffon rouge pour justifier une protestation forte de l'Occident. En septembre 1979, les ministres des Affaires étrangères français, britannique, allemand et américain ont ainsi la tête ailleurs lorsqu'ils se rencontrent comme d'habitude à l'occasion de l'Assemblée générale de l'Onu. Selon Gabriel Robin, directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, l'Afghanistan est abordé avec une certaine sérénité alors que le Proche-Orient ou la Corne de l'Afrique inquiètent. Une opération

militaire massive y est envisagée sans la moindre appréhension comme la suite logique de l'intrusion de plus en plus poussée des Soviétiques. Gabriel Robin se souvient même d'avoir entendu le ministre anglais affirmer sans être contesté : « Dans ce cas, il ne faudra surtout pas surréagir ! Les Russes vont s'y brûler les doigts. Il suffira de les laisser cuire dans leur jus 39 ! » Il semble alors bien improbable que les Anglo-Saxons redoutent une quelconque ruée vers le sud qui, elle, menacerait l'équilibre mondial.

Comprendre les causes de « Chtorm 333 » est néanmoins vital pour les adversaires de l'URSS, car d'elles dépendront l'attitude à adopter, le terme de l'action à mener. Dans un premier temps, l'Iran est désigné pour véritable objectif des Soviétiques. Une rumeur à Kaboul affirme en effet que le Kremlin serait intervenu en raison du projet de chemin de fer reliant l'Iran à l'est du pays sur lequel planchait la société française Sofrerail. Le roi Amanoullah n'avait-il pas jadis banni le train du pays parce qu'il craignait d'offrir aux ennemis de l'Afghanistan une voie d'invasion toute tracée ? En 1979, toutefois, l'Iran est en pleine révolution islamique. De plus, ce n'est pas une simple frontière qui sépare les deux pays, mais plusieurs centaines de kilomètres de désert. Une intervention iranienne paraît donc vite impossible à envisager.

Brodant sur le registre iranien, Georges-Henri Soutou avance la peur de la constitution d'un deuxième Iran et la propagation de l'islamisme dans les républiques soviétiques du Sud40. Un jugement difficile à étayer. En premier lieu, les islamistes ne sont encore tout juste que quelques milliers entre le Pakistan et l'Afghanistan. Ensuite, si l'islam était une préoccupation, pourquoi le Kremlin a-t-il contribué à renverser en 1978 le prince Daoud qui était profondément laïc, voire dédaigneux à l'égard de la religion ? Enfin, voilà des pompiers singulièrement pyromanes : rien de tel pour souffler sur les braises de l'islamisme, non seulement afghan mais mondial, que d'envahir une terre d'islam !

Les euromissiles sont une autre cause avancée de l'invasion. Suite au récent déploiement de SS-20 par l'URSS, l'Otan entérine le 12 décembre la « double décision » défendue par Valéry Giscard d'Estaing : des Pershing-II et des missiles de croisière seront déployés en Europe si, au bout de quatre ans, un accord de retrait n'est pas trouvé avec l'URSS. Le lien de cause à effet avec l'invasion de l'Afghanistan qui a lieu deux semaines plus tard est

tentant. Il ne tient pas. Il faut des mois de préparation pour une opération de cette ampleur. La double décision, signe d'un refroidissement des relations internationales, aura conforté, plus qu'orienté, les leaders soviétiques dans leur choix.

Une dernière hypothèse demeure, souvent la plus méprisée parce que la plus simple : l'obsession de Moscou de ne pas laisser s'effondrer un régime communiste par peur de propagation aux autres pays sous son emprise. Une réaction de défense, donc, qui irait à l'encontre des visées expansionnistes. Aux yeux de Moscou, Hafizullah Amin, accusé de mener une « dictature personnelle 41 », paraissait conduire l'Afghanistan à la catastrophe. S'ajoute le ressentiment personnel de Brejnev, que l'ambassadeur français Froment-Meurice entendra se lamenter le 22 janvier 1980 : « J'ai reçu Taraki, un homme honnête, modeste. On l'a tué sauvagement. C'est son adjoint Amin qui l'a tué. Ce type a tué des milliers de gens. Comprenez mon cœur. Nous avons fait preuve de patience, de beaucoup de patience. Nous avons été jusqu'au bout 42… » Enfin, l'URSS a pu se juger d'autant plus fondée à réagir que ni la Hongrie, ni la Tchécoslovaquie, ni la Pologne, pourtant si proches, au moins géographiquement, du bloc de l'Otan, n'avaient provoqué de riposte, même si un palier décisif est franchi avec « Chtorm 333 » puisque l'Afghanistan ne fait pas partie du Pacte de Varsovie.

Le procès en communisme déviant n'était pas le pire qu'intentait Moscou à Amin. La rumeur courut Kaboul dès les premières minutes suivant son assassinat : le dirigeant afghan était soupçonné de travailler au profit de la CIA. Elle comportait une faille majeure : si Amin était proaméricain, pourquoi avait-il repris les appels incessants de son prédécesseur Taraki pour convaincre Moscou d'envoyer des troupes ?

Qu'Amin fût ou non un agent de la CIA, le simple activisme de la « Compagnie » dans la région, et plus particulièrement au Pakistan, aurait légitimé l'urgence d'une intervention en Afghanistan. À l'appui, Moscou dénonce l'encadrement de camps d'entraînement au Pakistan par des « agents des services américains, des spécialistes chinois des opérations de guérilla et même des Égyptiens rompus aux activités subversives XII ». Le but ? À l'arc soviétique de l'Asie du Sud-Est que l'Occident accuse l'URSS

de vouloir bâtir, celle-ci répond donc par des soupçons de tentatives de *containment*.

Pour Moscou, l'attrait des Américains pour l'Afghanistan serait dû au camouflet que leur a infligé la révolution iranienne. Sornettes ! réplique Washington. Or cette fois, l'accusation du Kremlin semble en partie fondée. Ce n'est qu'en 1998, dans une interview qui déclencha une vive polémique, que le conseiller à la sécurité Zbigniew Brzezinski reconnaîtra que la CIA a soutenu les opposants au régime de Kaboul dès le 3 juillet 1979, jour où Carter autorisa l'aide secrète aux Moudjahidin. En fait, un peu auparavant même, dès le coup d'État communiste de 1978, la CIA avait augmenté sa présence à Islamabad. « Nous n'avons pas poussé les Russes à intervenir, développera plus tard Brzezinski, mais nous avons sciemment augmenté la probabilité qu'ils le fassent 43. » Il n'en exprimera aucun regret : « Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les Taliban ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide 44 ? »

Certes, la CIA a dissimulé ses menées antisoviétiques au Pakistan, mais faut-il le lui reprocher ? Une action secrète n'est pas destinée à être étalée en place publique. De plus, faut-il vraiment s'étonner que les Américains se soient saisis de l'aubaine afghane d'affaiblir leur concurrent ? Enfin, le budget alloué en 1979 était minime : à peine 500 000 dollars, réservés exclusivement à l'achat de radios, de matériel médical et à des opérations de propagande45 : la CIA accomplissait là l'une de ses activités usuelles de soutien, en rien elle ne préparait une vaste entreprise de déstabilisation. En conséquence, la décision soviétique de déployer des dizaines de milliers d'hommes peut paraître complètement disproportionnée.

Conserver l'Afghanistan dans son giron, contre Amin, contre la CIA, contre n'importe quelle menace avérée ou non, telle paraît être la motivation la plus vraisemblable de l'URSS. Un élément rarement évoqué la corrobore *in fine*, le potentiel économique du pays. Bloquant les ambitions françaises dans le domaine, les Soviétiques ont mis la main sur la principale industrie, le coton, mais celle-ci est évidemment dérisoire. Même le gaz afghan, qui défraiera bientôt la chronique, est peu signifiant. Certes 95 % de la production est exportée, et uniquement vers l'URSS, mais les réserves totales ont été évaluées à 120 milliards de mètres cubes, soit le

quart de ce que l'URSS produit chaque année. *Idem* pour les capacités en pétrole (10 à 28 milliards de tonnes) et en charbon (100 à 400 milliards). Pas de quoi déclencher une guerre. En revanche, estimations de la Banque mondiale à l'appui, le sous-sol afghan regorge d'uranium, de thorium, de cuivre, de fer, d'or, de bauxite, de fluorspar, de barite, de talc, de plomb, de zinc, de chromite 46… Les Français en sont plus que conscients pour avoir longtemps été les seuls à travailler dans ce domaine avec les Allemands. Selon Jean-Pierre Carbonnel, directeur de la mission permanente du CNRS dans le pays, « l'Afghanistan est une véritable montagne de minerais 47 ». L'insécurité et le manque d'infrastructures routières entravaient alors la prospection. Mais l'URSS n'a jamais caché sa convoitise. Trois cents experts pétroliers ont surgi à Kaboul quand Paris n'en comptait qu'un. Et si ce sont les Français du BRGM (Bureau de ressources géologiques et minières) qui ont mis au jour, en 1965, le gisement de fer de Hadjigak, le plus important d'Asie, c'est l'URSS qui en a amorcé l'exploitation. En 1979, deux cent trente de ses géologues arpentent encore le pays48, en particulier dans la vallée du Panjshir où ils ont posé des jalons pour l'exploitation des mines d'émeraudes49.

Au total, une étude géologique de l'Onu, à laquelle participait, côté français, le minéralogiste Pierre Bariand, aurait estimé à plusieurs centaines de milliards de dollars la valeur du sous-sol afghan. Un argument qui, sans être décisif, n'a pu que rendre encore plus attrayant le maintien de l'Afghanistan dans l'orbite soviétique. Comme un aveu en négatif, dans une lettre testament de 1989, Gromyko lui-même fera de la richesse minière de l'Afghanistan l'une des raisons de la convoitise américaine50.

Qu'elle fût à dessein offensif ou défensif, « Chtorm 333 » surgit à pic pour nombre de dirigeants de la région. Au Pakistan, le général Zia, dont l'islamisme avait commencé à effrayer, se frottera bientôt les mains de la manne américaine. Anouar el-Sadate pense pouvoir en profiter pour se racheter aux yeux du monde musulman de son traité signé avec Israël en mars 1979. La famille régnante en Arabie saoudite aussi espère récupérer des gages de religiosité en soutenant la guérilla afghane. Quant à la France, à l'image du Sdece, elle se cantonnait jusqu'à l'invasion dans un rôle de spectatrice. Valéry Giscard d'Estaing avouera lui-même avoir suivi « de loin » l'Afghanistan depuis son accession au pouvoir : « De trop loin sans

doute, concédera-t-il, mais [les événements] ressemblaient aux luttes de clans, et aux affrontements tribaux qui nourrissent depuis toujours l'histoire afghane 51. » Jean François-Poncet, qui fut secrétaire général de la présidence puis ministre des Affaires étrangères durant le septennat, déclare de la même façon : « On ne parla jamais de l'Afghanistan. Les changements de régime qui s'y opéraient étaient perçus comme des révolutions de palais 52. » L'invasion a-t-elle changé la donne ? La France va effectivement consacrer plus d'attention à ce lointain pays. Mais pas à cause des soixante années d'une histoire peu commune entre elle et lui. Si Paris se fait désormais plus attentif au sort de l'Afghanistan, c'est bien pour la seule raison que l'URSS a jeté son dévolu dessus.

I- Version afghane du persan.

II- Du nom du diplomate britannique, sir Mortimer, qui la négocia avec le shah.

III- C'est-à-dire « lycée d'Amanoullah ». Il sera rebaptisé Esteqlal, i.e. « indépendance », en 1931.

IV- Créé le 1er janvier 1965, le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) est divisé en deux tendances : le Partcham (drapeau), dont les membres se recrutent dans la haute bourgeoisie des villes, aux liens très lâches avec leurs clans d'origine, et à ce titre parlant le persan ; et le Khalq (peuple), issu de la petite bourgeoisie de province, parlant le pachtou – ses adhérents sont professeurs ou militaires et, pour l'essentiel, ils appartiennent à la confédération de tribus Ghilzai. En quelque sorte, le parti de la lutte des classes se paie le luxe d'en nourrir une dans ses propres structures.

V- « Ville nouvelle » en persan.

VI- Assem Akram, dans son *Histoire de la guerre d'Afghanistan* (Balland, 1996), expose plutôt les différentes possibilités d'un règlement de comptes interne à la mouvance communiste afghane, avec l'appui du KGB.

VII- C'est-à-dire du taureau, en référence au mois astrologique.

VIII- Il publiera *Le Syndrome de Kaboul* (Edisud, 1980), premier livre de journaliste couvrant les événements d'Afghanistan depuis le coup d'État communiste.

IX- Le Front national de libération de Modjaddedi, le Jamiat de Rabbani, le Mouvement de la révolution islamique de Mohammadi et le Hezb-e Islami de Khalès.

X- Ceux qui ont fait le serment de combattre pour l'islam.

XI- Elle relatera son exil vers la France dans un très beau livre, *De Kaboul à Marseille*, Éditions Auriane, 2002.

XII- Le correspondant à Moscou des *Izvestia* ajoutera à la liste, le 3 janvier, « certains milieux occidentaux », sans plus de précision.

Chapitre II

Le cavalier solitaire de la France

Le 27 décembre 1979, un peu avant 19 heures, alors que les troupes d'élite soviétiques assaillent le palais présidentiel, le secrétaire général de l'Élysée, Jacques Wahl, reçoit en urgence à sa demande M. Afanassievsky, ministre conseiller de l'ambassade d'URSS, porteur d'un message verbal de Brejnev indiquant que, en raison « des ingérences extérieures, le Kremlin a répondu favorablement à l'appel à l'aide du gouvernement afghan ». Valéry Giscard d'Estaing relève une incongruité : si la menace pesait sur les frontières, pourquoi les divisions russes ont-elles foncé sur Kaboul ? Pensant bien le connaître, il en déduit que Brejnev cherche à se justifier. Il appelle le chancelier allemand Helmut Schmidt, apprend qu'il a reçu un message similaire et en conclut qu'il faut élaborer une réponse concertée, car « Brejnev doit comprendre que ce genre d'aventure n'est pas tolérable à l'époque de la détente ». C'est en tout cas ce qu'il écrira dans ses Mémoires[53], en 1988. Sur le moment, le Quai d'Orsay se contente, le 28, de publier un communiqué somme toute pondéré, et qui lui sera longtemps reproché, où il est seulement question des « légitimes inquiétudes » et de la « vive préoccupation » de la France. Le directeur des affaires politiques, et précédent conseiller diplomatique de Valéry Giscard d'Estaing, Gabriel Robin, l'explique d'abord, cause futile mais réelle, par la période des fêtes, ensuite par la demande très rapidement émise par les Américains d'une réunion en urgence, qui aurait comme paralysé les chancelleries européennes. Après être passé pour un faible voire un incompétent à cause de la crise iranienne, Carter en effet expédie à Brejnev un message qu'il qualifie lui-même de l'un des « plus brutaux » de sa présidence : « Si vous ne renoncez pas à cette politique, elle conduira inévitablement à une détérioration des relations entre l'Union soviétique et les États-Unis [54]. »

Paris opte pour une attitude moins virulente. Gabriel Robin reconnaîtra plus tard qu'il n'était pas persuadé que « cette opération remettait fondamentalement en cause l'équilibre international ; il n'y avait pas de danger de conflit mondial 55 ». Le 29 décembre, l'ambassadeur français à Moscou, Henri Froment-Meurice, se voit donc seulement demander par le Quai d'Orsay d'obtenir des explications du ministère des Affaires étrangères soviétique, le MID, « sans, témoigne-t-il, être invité à porter le moindre jugement 56 ». En l'absence du vice-ministre, il est reçu par un haut fonctionnaire qui lui offre « une superbe langue de bois ».

En France, la presse ne donne pas cher des Moudjahidin. « Quelle que soit leur foi, prédit Paul-Marie de La Gorce dans *L'Aurore* du 28 décembre, les rebelles afghans n'ont pour eux ni l'organisation, ni la rigueur, ni la conviction, ni la fantastique ténacité des Vietnamiens. » Le 5 janvier, *L'Humanité*, seul journal français autorisé à Kaboul, résume pour sa part la résistance à une révolte de mollahs et de khans « habitués à disposer d'esclaves soumis à leur volonté, maîtres de la terre et des hommes 57 ».

En se faisant passer pour des touristes, deux Français parviennent à s'infiltrer dans la ville. Le 30 décembre, Patrice Franceschi et son acolyte Pascal Manoukian découvrent le calme d'une capitale conquise. L'ambassadeur Georges Perruche, toujours aussi imperturbable, leur raconte que, le matin du coup d'État, trouvant la présence soviétique de plus en plus envahissante, il s'est rendu chez le ministre des Affaires étrangères afghan qui a osé lui répondre : « C'est une erreur, il n'y a pas de Russes à Kaboul 58 ! »

Dans les heures suivantes, Perruche est rappelé à Paris en consultation, tout comme son homologue américain. Selon la pratique dans tout pays en conflit, un chargé d'affaires, en l'occurrence Jacques Berthod, prendra désormais les rênes de l'ambassade. Cette mesure est la seule du gouvernement français qui prône l'adoption d'une position commune avec ses alliés.

Finalement, c'est à Londres que, le 31 décembre, six pays occidentauxI aboutissent à un texte plus qu'évasif : « L'intervention soviétique a créé une situation sérieuse […] et pourrait avoir de graves conséquences pour l'avenir. […] Il est nécessaire de faire en sorte que les récents événements en Afghanistan ne se répètent pas ailleurs. »

Deux écoles s'affrontent au Quai d'Orsay. D'un côté, derrière le secrétaire général du Quai, Bruno de Leusse, ceux pour qui l'Afghanistan est tombé dans la besace soviétique et n'en ressortira plus ; ils sont partisans de la théorie des mers chaudes. L'autre école ne compte guère qu'un seul avocat, Gabriel Robin, directeur des affaires politiques, qui estime que l'édifice soviétique en Afghanistan est fragile, qu'en conséquence il faut tout faire pour l'ébranler et donc aider les Afghans par tous les moyens possibles : en protestant d'abord officiellement ; ensuite sur le terrain, en aidant les résistants, s'il le faut avec des armes. De plus, il est certain que la France dispose d'un levier providentiel pour infléchir la politique de l'URSS, la détente, que Paris et Moscou s'échinent patiemment à bâtir depuis des années.

Ce dernier argument touche Valéry Giscard d'Estaing qui considère la solidité des relations franco-soviétiques comme l'une de ses plus belles réalisations. Cette crise internationale doit lui permettre de faire la démonstration de ses talents. Dans ses vœux télévisés du 31 décembre, il n'en cache aux Français aucun des graves enjeux : « Le danger de guerre existe. Nous vivons dans une de ces périodes où l'équilibre du monde repose sur la capacité de sang-froid de quelques hommes. »

Quatre-vingt-cinq mille hommes ont déjà franchi la frontière. Deux divisions d'élite, les 105e et 306e aéroportées, contrôlent la capitale avec leurs blindés enterrés en périphérie. Ils consolident ainsi le pouvoir du nouvel homme fort, Babrak Karmal, aux faux airs de Ceausescu. Son programme est séduisant sur le papier : libération des prisonniers politiques, résolution des « problèmes militaires par la voie politique », respect de toutes les minorités, non-alignement et assistance aux « peuples qui luttent contre l'impérialisme et le sionisme ». Les islamistes ne s'en laissent pas conter : le parti de Rabbani, le Jamiat, l'a déjà taxé d'« agent direct de l'Union soviétique ».

Le Paktia est la première province à être la proie d'une offensive d'envergure menée par des blindés et des avions. Au fil des jours, les informations, plus ou moins confirmées : des parachutistes auraient été déposés dans le corridor de Wakhan, une parcelle de territoire coincée entre l'URSS, la Chine et le Pakistan. Bientôt, les plus grandes villes du pays sont aux mains des Soviétiques ainsi que les principaux axes. L'armée ne

cherche pas à faire beaucoup mieux. Dès que le contrôle d'une zone est assuré, elle se bunkérise dans des camps à la périphérie et délègue le plus gros du travail aux Afghans.

Les premiers succès soviétiques toutefois ne trompent pas les experts du pays. L'Afghanistan est une pompe à énergie impérialiste. Si loin de tout, si compliquée, son occupation nécessite des sommes sans cesse croissantes qui saignent à blanc les prédateurs. Les Afghans n'attendent pas pour le rappeler aux Soviétiques. Dès le 1er janvier, Kandahar se soulève. Sous l'effet des désertions – un chiffre de 40 % est avancé –, l'effectif de l'armée afghane, sur laquelle compte se reposer l'URSS, chute à vingt mille hommes. Une partie de la 8e division afghane, basée à Qargha, affronte même les parachutistes soviétiques avant de prendre la fuite.

Deux tendances se dégagent dans les grands quotidiens français. La première dresse le parallèle avec le Viêt Nam. La seconde prédit ni plus ni moins que l'apocalypse. Jacques Guillemé-Brulon, dans *Le Figaro*, compare l'intervention soviétique à l'opération « Nuit et brouillard 59 ». Toujours aussi véhément, le 31 décembre, cette fois dans *L'Aurore*, il conjure les Américains de lancer une opération de représailles sur Cuba. Son éditorial, « Un peu de courage M. Carter », semble toutefois avoir quelque résonance. Le 4 janvier, Washington dresse la liste des sanctions : arrêt des négociations Salt-II sur les armes stratégiques – et non dénonciation, seule barrière que le président américain se refuse à franchir –, embargo sur le matériel de haute technologie, appel au boycott des Jeux olympiques qui doivent se tenir à Moscou en juillet. L'une des mesures phares est le refus de vendre les 17 millions de tonnes de céréales supplémentaires réclamées par les SoviétiquesII. Dans ce cadre, Carter veut et obtient l'appui des principaux pays producteurs, dont la France, pour s'assurer que l'URSS ne pourra se fournir ailleurs. Mais l'embargo céréalier sera contourné par Moscou grâce à des sociétés privées d'Argentine, du Brésil et d'Afrique du Sud. Fin 1981, les États-Unis eux-mêmes finiront par accepter de vendre à l'URSS trois fois ce qu'ils lui vendaient en 1979… La France participera aussi à ce jeu de dupes en vendant des céréales à des pays tiers qui les revendront par la suite à l'URSS et en s'affranchissant en partie de l'embargo sur la haute technologie qu'elle juge nuisible pour son économie.

La fermeté américaine ne fait pas recette à Paris. Dès le 7 janvier, le ministre des Affaires étrangères, Jean François-Poncet, déclare que la France « a pour principe de ne pas utiliser les relations commerciales qu'elle entretient avec des États à des fins politiques 60 ». La classe politique est partagée. Aux extrêmes, Jacques Chirac déclarera à droite en mars, au sujet de son futur adversaire aux élections présidentielles : « C'est une honte de s'être tu ! » À gauche, depuis Moscou où il s'est rendu le 7 janvier, Georges Marchais traite les résistants de « féodaux », et justifie l'intervention par l'existence de trente bases militaires américaines au Pakistan, ainsi que par la pratique courante du « droit de cuissage ». L'ethnologue du musée de l'Homme Bernard Dupaigne, grand connaisseur de la région, lui répond avec indignation dans *Le Monde* que les Afghans ne font que se révolter comme les Français en 1940, mais que, « comme à l'époque il se trouvait en AllemagneIII [le premier secrétaire] a des excuses de ne pas bien connaître la résistance française 61 ». Entre les deux extrêmes, le Parti socialiste a opté pour une position plus que prudente le 2 janvier, son bureau exécutif déclarant : « Le PS, opposé à toute ingérence d'un État dans les affaires d'un autre État, condamne cette intervention comme il a condamné les interventions américaines en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. »

Le 14 janvier, le Conseil de sécurité de l'Onu adopte une résolution demandant le retrait immédiat et inconditionnel des troupes soviétiques. Valéry Giscard d'Estaing pense avoir un atout meilleur que les sanctions, sa relation personnelle avec Brejnev. Délaissant les circonvolutions usuelles de la correspondance officielle, il lui écrit le 15 « comme nous avons pris l'habitude de le faire chaque fois que des questions majeures sont en jeu » : la France, expose-t-il, « ne peut se satisfaire d'une situation qui compromet, à l'heure actuelle, les perspectives de la détente ». Et d'ajouter avec gravité : « Vous comprenez, j'en suis sûr, ce qui est en jeu dans cette affaire pour l'avenir de la détente et, je le dis en pesant mes mots, pour le sort de la paix. Je redoute que le monde ne soit en train de glisser sur une pente dangereuse. Il dépend aujourd'hui de l'Union soviétique et de votre haute autorité d'arrêter ce processus 62. »

Signe de son embarras ou de son désintérêt, Brejnev attend trois jours pour répondre et c'est pour reprendre la logorrhée officielle tandis que

Carter ne cesse de hausser le ton. Le 20 janvier, il donne un mois à l'armée soviétique pour quitter l'Afghanistan ; sinon, les JO seront boycottés. Le 21, dans son discours sur l'état de l'Union, il en rajoute : « Toute tentative d'une force de l'extérieur pour prendre le contrôle de la région du golfe Persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique, et semblable attaque sera donc repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire. » Bien avant Reagan, il rompt donc avec la ligne Nixon-Kissinger d'une « détente réaliste 63 ». La « doctrine Carter » sera celle des États-Unis pour les trente années à venir. Le Congrès est invité à se prononcer sur une hausse de 5 % du budget militaire. Mais comme il n'est pas question de se frotter directement aux Soviétiques, les Américains s'appuient sur le Pakistan pour lequel Carter annonce également une aide, étalée sur deux ans, de 400 millions de dollars. Des « broutilles », réplique cependant le général Zia qui réclamait dix fois plus.

À Paris, c'est le dialogue qui est privilégié. Le secrétaire général de l'Élysée rencontre l'ambassadeur soviétique, Stepan Tchervonenko, le 22 janvier. L'URSS flatte la France en affirmant compter sur ses efforts de paix et ne pas vouloir modifier les relations d'avant l'invasion. Une visite à Paris d'Andreï Gromyko, ministre des Affaires étrangères, est prévue en avril. De quoi passablement irriter l'administration Carter.

De concert, l'Élysée et le Quai d'Orsay rechignent à boycotter les JO sous le prétexte que sport et politique ne doivent pas être mélangés. En réalité, les politiques se défaussent sur les sportifs à qui est laissée la décision finale. Les JO de Moscou commencent à ressembler à ceux de Berlin en 1936. Y participer serait cautionner l'attitude du régime communiste ; sauf qu'à en croire un sondage Louis Harris, 72 % des Français seraient opposés au boycott. « La remise en cause des JO, déclare Valéry Giscard d'Estaing, ne constitue pas le moyen approprié pour atteindre l'objectif du retrait 64. » Le 5 février, il continue à se démarquer des Américains en taxant les rétorsions économiques de « contre-productives ». « Je ne comprends vraiment pas ce qui se passe en France 65 », écrit le même jour Jimmy Carter. La conséquence se fait bientôt sentir. VGE se décrira « bombardé 66 » de messages l'incitant à des mesures de représailles. « Nous avons été soumis, témoigne de son côté

Gabriel Robin, à une pression intense des États-Unis. Il y a eu de nombreux missi dominici qui sont venus pour nous convaincre d'essayer de rentrer dans le rang de la réaction atlantique 67. » Les 4 et 5 février, lors du sommet franco-allemand, le président de la République et le chancelier Helmut Schmidt, s'ils déclarent l'intervention soviétique « inacceptable », sa fin « indispensable » et le retrait « nécessaire », soulignent une détente rendue seulement « plus incertaine », qui « ne résisterait pas à un nouveau chocIV ». Ce qui sous-entend donc qu'elle a résisté à celui-là…

Valéry Giscard d'Estaing se fait progressivement à l'idée que Brejnev est privé d'une partie des informations. Puisque Carter a choisi de rompre le dialogue avec Moscou, que Thatcher ne fait rien et que Schmidt est empêtré dans l'affaire des euromissiles, lui se donne pour mission d'y remédier. Et il livre au quotidien *Le Matin* ce qu'il pense être la solution : « retrait des forces militaires étrangères » – formule maladroite puisqu'elle peut laisser à penser que les Soviétiques ne sont pas les seuls concernés –, droit des Afghans à décider d'eux-mêmes, neutralité de l'Afghanistan68.

Les bonnes volontés françaises sont saluées par la *Pravda* qui vante la position « à part » du président de la République. « Il est naturel, écrit le journal soviétique, que les Européens expérimentés redoublent leurs efforts pour riposter aux forces qui, outre-Atlantique, voudraient transformer l'Europe occidentale en un pion dans leur jeu frénétique 69. » Le 4 mars, le directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, Gabriel Robin, atterrit à Moscou en compagnie du secrétaire général, Bruno de Leusse. « Nous avons tenu un discours conventionnel, se souvient-il. Nous leur avons posé des questions sur les fameuses ingérences dont ils parlaient, sur le curieux sort réservé à Amin dont ils affirmaient pourtant qu'il les avait appelés à l'aide. » Rien d'autre. Et le diplomate le regrette. Pour lui, l'Europe a loupé le coche : « On aurait pu proposer aux Soviétiques de quitter l'Afghanistan contre le retrait des euromissiles ; je pense que le marché était acceptable pour eux 70. »

Les mêmes clivages qu'en France affectent les trente-deux Français de Kaboul. Sans compter le personnel de l'ambassade, ils sont exactement trente-deux, mêlant archéologues, médecins, professeurs. Des clans se sont formés entre partisans du nouveau régime, qu'ils côtoient à des réceptions officielles ou privées, et opposants, qui crient à la compromission. Le

partage dépasse la frontière attendue entre gauche et droite. Des socialistes, guidés par un laïcisme exacerbé, appuient ainsi Karmal lors d'une manifestation ; deux coopérants relèveront même les noms des étudiants absents et les livreront à la direction de l'université71. Parmi les plus virulents contre l'emprise soviétique figure en revanche le communiste Michel Verron qui n'a pas digéré les déclarations de Georges Marchais : « Je n'ose y croire ! écrit-il. De tous les sentiments confus qui m'agitent, prédomine celui de la honte et d'un énorme gâchis, sans doute irréparable 72. » Séance tenante, il a rédigé une pétition condamnant l'intervention et faisant appel au gouvernement qui recueille vingt signatures. Les Français ne font pas l'objet de brimades. Seule l'épouse d'un membre de l'ambassade s'est vue assaillie de cris : « Les Français, dehors ! » Le chargé d'affaires Jacques Berthod a néanmoins demandé le renvoi au pays des femmes et des enfants qui a lieu le 7 mars. De même, les professeurs en vacances en France ont été priés de ne pas revenir. Le 21 février, diplomates et expatriés ont été les spectateurs de grandes émeutes. À l'appel d'un mouvement inconnu, une grève générale fut suivie au début de la nuit par une scène inoubliable : des milliers d'habitants montèrent sur les toits pour hurler : « *Allah Akbar !* » Le lendemain, une manifestation partie des quartiers pauvres, drapeaux verts de l'islam au vent, prit une telle ampleur qu'à son approche du centre l'armée afghane ouvrit le feu. Des barricades jaillirent, particulièrement au bazar de Char-Chetta sous l'impulsion des Hazaras : elles furent réprimées à l'aide des hélicoptères soviétiques, pour un bilan de cinq cents à mille morts.

L'ambassade de France à Kaboul est entrée dans une routine de guerre. « Nous nous contentions de régler les affaires courantes au jour le jour, relate Jean-Yves Berthault. Nos instructions étaient de faire profil bas 73. » Une bonne part du travail consiste à satisfaire les besoins des très nombreux journalistes qui veulent couvrir l'événement. « Il en sortait de partout, se rappelle Berthault. Une fois, j'ai mis à la porte le correspondant de *L'Humanité* qui me soutenait mordicus que les Soviétiques avaient été accueillis en libérateurs. » L'un des tout premiers à le payer de sa liberté, certes quelques heures, est le journaliste de *VSD* Jean-Pierre Robert qui est arrêté avec un confrère argentin en bordure du camp militaire de Khair Khana. Sermonnés par un commissaire politique, les deux hommes sont

libérés sans avoir subi aucune brimade. « Si vous êtes pour la paix dans le monde, leur lance-t-on seulement, dites aux autres journalistes français de ne pas aller espionner les camps militaires. »

Le plus discrètement possible, Jean-Yves Berthault tente d'entretenir des relations avec quelques Afghans. « Ils voulaient essentiellement garder le contact avec des Occidentaux, raconte-t-il, et quitter le pays puisque leur vie était menacée comme tous les intellectuels. » Ils ne peuvent en tout cas compter sur l'aide de l'ambassade de France puisque celle-ci ne distribue plus de visas. Berthault conserve un souvenir très particulier de cette année 1980 : « Je n'ai jamais ressenti une telle ambiance de guerre froide qu'en Afghanistan. Lors des receptions où les deux camps étaient invités, les diplomates se séparaient systématiquement en deux groupes, les pro et les antisoviétiques, qui s'ignoraient superbement et ils ne se seraient salués pour rien au monde. »

Pour un petit groupe de Français, il est impossible de rester passif. Les liens tissés avec les locaux, la fibre de la révolte, une filiation avec la Résistance, qu'importe le motif : il leur faut aider les opposants. Par l'intermédiaire d'amis afghans, Michel Verron est ainsi rapidement en contact avec les organisations de résistance maoïstes qui, à l'instar de leur modèle, prônent la révolution par les campagnes, depuis leurs sanctuaires du Kunar et du Hazaradjat. « Je vivais dans une complète schizophrénie, se rappelle-t-il, travaillant avec des Soviétiques pendant la journée et passant le reste du temps avec des résistants 74. » À ses côtés, Philippe Truze qui, en dépit des chars positionnés à chaque extrémité de sa rue, continue à soigner les plus pauvres dans son dispensaire. Déjà en relation avec les résistants, il tient « sa guerre d'Espagne 75 ». Son engagement va loin : c'est chez lui que les auteurs de l'exécution d'un général du KGB, appartenant à l'une des principales organisations maoïstes, la Setam-e MilliV, ont conduit leurs blessés. L'autre mouvement maoïste avec lequel le docteur noue le contact est la Sazman-e Azadibakhsh-e Mardum-e AfghanistanVI, ou Sama, fondée par Abdoul Majib Kalakani qui, arrêté à Kaboul le 27 février, mourra en prison. Les maoïstes comptent aux mieux trois mille partisans, pour l'essentiel des intellectuels, très disciplinés, très organisés sur le plan politique et quelque peu militaire. Leur objectif est d'instaurer une république islamique, certes, mais aussi démocratique et

progressiste au contraire des partis apparus à Peshawar. Communistes, mais antisoviétiques, ils s'exposent donc des deux côtés, régime de Kaboul et islamistes.

Les expatriés réservent un accueil mitigé aux journalistes de *L'Humanité*. Si Jacques Coubard, Verron *dixit*, « refusait le débat au nom de l'idéologie », Martine Monod, elle, explique ne pas pouvoir s'opposer à la ligne du journal. D'où une ode à la grandeur soviétique : « Quelle gageure, ici, écrit-elle, que de changer quelque chose à ce qui existe depuis toujours dans une nature qui se défend si âprement ! Quelle gageure digne d'un grand peuple ! » Des lycéennes afghanes sont prêtes à lui démontrer le contraire. Le 21 avril, décrété par Karmal « jour du drapeauVII », elles refusent d'entrer en classe tant que durera l'occupation du pays. La grève est reprise par les étudiants. Les élèves des deux établissements « français », Esteqlal et Malalaï, sont des manifestations. Le lendemain, les troupes soviétiques et gouvernementales ouvrent le feu et tuent notamment Nahid, élève au lycée Rabe-Khalki, tout de suite élevée au rang de martyre.

La fronde s'étend dans tout le pays. En février et en mars, l'armée soviétique a été contrainte de mener des opérations massives, avec force blindés et avions, d'abord dans le Kunar puis dans le Paktia. Plusieurs offensives ont ensuite été lancées pour tenter de donner de l'air aux positions soviétiques dans les abords de Kandahar et de Herat, enfin pour couper les voies de ravitaillement des maquisards depuis le Pakistan. La presse croit même pouvoir rapporter en mars l'installation de missiles nucléaires tactiques en Afghanistan, mais les satellites américains ne repèrent pas de radiations.

Des Français sont à l'avant-garde pour dénoncer les atteintes aux droits de l'homme. Pendant tout le mois de janvier, l'écrivain américain de naissance mais si français de culture Mike Barry a arpenté la frontière pakistanaise pour le compte de la Fédération internationale des droits de l'homme. Il est relayé dans *Le Nouvel Observateur* par l'ancien attaché culturel à Kaboul Jean-Christophe Victor, fils de l'explorateur Paul-Émile Victor, qui évoque l'emploi de gaz dans le Kunar et le risque de déplorer bientôt des « millions de morts76 ». Revenu en France, Mike Barry rend un rapport effrayant sur le comportement des Soviétiques : emploi « massif » de napalm et de gaz toxiques, hilarants ou irritants, tortures à la prison de

Pol-e Tcharkhi, villageois enterrés vivants, fuyards mitraillés. À partir de ces déclarations, *France-Soir* n'hésite pas à écrire que « c'est le pays tout entier qui présente, au dire des témoins, l'aspect d'un vaste camp de concentration[77] ». Barry en est quitte pour être brocardé par *L'Humanité* comme un « Américain très spécial qui ne s'intéresse aux "réfugiés" de Peshawar que dans la mesure où ils s'alignent étrangement sur les thèses de la CIA[78] ».

Les quelques Français déjà engagés aux côtés des Afghans n'espèrent guère de leur gouvernement sur le plan matériel. Ils savent qu'il est encore trop tôt. Mais ils appellent de leurs vœux un refus catégorique du fait acquis. C'est donc avec désarroi qu'ils apprennent la visite à Paris du ministre des Affaires étrangères de l'URSS, première rencontre entre Soviétiques et Occidentaux depuis l'invasion de 1979. Valéry Giscard d'Estaing y voit l'occasion de donner à la France un rôle premier dans le règlement de la paix. Au risque de commettre une erreur d'analyse. Rappelant souvent qu'il fut le premier ministre de l'Économie français à se rendre à Moscou en 1964, sûr de sa relation avec Brejnev dont il se porte garant de « la volonté de paix », il n'a pas senti la militarisation rampante de l'URSS, les actions séditieuses au Portugal et surtout en Angola, enfin le poids grandissant dans l'opinion internationale des dissidents Soljénitsyne, Sakharov ou Kouznetsov.

Le 23 avril, Jean François-Poncet est le premier à recevoir son homologue soviétique et à essuyer une rebuffade. « On pouvait aborder tous les sujets avec lui, raconte-t-il, mais il répondait de manière agressive. Il avait un côté matamore [79]. » Ce n'est pas mieux le lendemain à l'Élysée : sur l'Afghanistan, qui a constitué l'essentiel des conversations, les positions apparaissent « figées » et « totalement divergentes[80] ». Au droit à l'autodétermination rappelé par Valéry Giscard d'Estaing, Gromyko a opposé la thèse de l'appel à l'aide afghan. Mais il n'en qualifie pas moins ces entretiens de « constructifs et utiles », en insistant sur le rôle particulier attribué par l'URSS à la France.

Au cours du dîner donné à l'Élysée, l'ambassadeur Froment-Meurice est surpris par un bruit de couloir appuyé. Une rencontre Giscard d'Estaing-Brejnev serait envisagée, dont il n'a pas eu connaissance. Première fuite sur ce qui passera à la postérité comme la « rencontre de Varsovie ». La

stupéfaction du diplomate est significative des conditions dans lesquelles l'affaire est organisée. Dans ses Mémoires, le président de la République expliquera que c'est après avoir reçu Gromyko à Paris qu'il comprit que l'URSS n'avait pas saisi l'immense émotion suscitée en Occident par l'invasion. Il est également convaincu que Brejnev a été floué, que l'opération afghane lui a été présentée comme une formalité. À l'appui, Gabriel Robin dit avoir constaté, de janvier à avril 1980, une légère inflexion dans les déclarations soviétiques, preuve que le dialogue maintenu par Paris payait81. Mais l'Afghanistan n'est pas la seule préoccupation du président de la République. « Nous craignions beaucoup, commente Jean François-Poncet, au vu des remous affectant la Pologne, que l'URSS ne refasse ce qu'elle avait fait en Tchécoslovaquie82. » Vu le danger, une lettre ne peut suffire. Valéry Giscard d'Estaing croit indispensable de parler face à face avec le premier secrétaire de l'Union soviétique.

La préparation de la rencontre demeure mystérieuse. Comme le secret doit être de mise, il n'est nullement question de passer par les canaux diplomatiques usuels. Différents intermédiaires auraient été utilisés, connus pour l'excellence de leurs relations avec les hiérarques soviétiques. Le patron du Sdece, qui se définit lui-même comme « un produit de la Seconde Guerre83 », regrette l'attitude conciliante vis-à-vis de l'URSS de « certains dans l'entourage de Giscard ». Parmi ces « experts amateurs en espionnage et politique étrangère », il rangera Jean-Baptiste Doumeng, que pistent naturellement à la trace ses services, mais aussi la DST. Le « milliardaire rouge » a ses entrées à l'Élysée grâce à son compatriote du Sud-Ouest Jean François-Poncet. À quelques reprises, le président de la République l'a reçu en tête à tête pour lui confier des missions d'intercession auprès du Kremlin. Son biographe, René Mauriès, avance cependant que sa seule contribution aura été de prêter son avion personnel au conseiller du président, Michel Poniatowski, pour une mission préparatoire à Varsovie.

Alors qui ? Marenches aimera à désigner Doumeng comme le « Armand Hammer français », référence à un milliardaire américain au rôle vraisemblablement plus déterminant dans l'affaire. Sa fortune, il la tient d'une compagnie de pétrole, Occidental, mais aussi de juteuses affaires avec l'URSS où il a investi près de un milliard de dollarsVIII. Autant dire que l'embargo sur les exportations décrété par Jimmy Carter ne lui sied

guère. Il entreprend de jouer le M. Bons-offices. Le 3 avril, invité à dîner chez son ami Edgar Faure, il se voit interpeller par Valéry Giscard d'Estaing, également présent : « Pourquoi n'essayez-vous pas de convaincre Gierek de suggérer à Brejnev de me rencontrer à Varsovie et ainsi peut-être la France pourrait agir comme une force de médiation ? » Le président de la République doit en effet se rendre en juin dans la capitale polonaise.

Associer Gierek à la rencontre avec Brejnev permettrait peut-être de dissiper la crainte de voir son pays suivre le mauvais exemple afghan. Armand Hammer s'exécute, retire l'accord enthousiaste du Polonais qu'il s'empresse de communiquer à Valéry Giscard d'EstaingIX, en stipulant, au cas où cela ne suffirait pas : Gierek « a la plus grande admiration pour vous84 ».

L'ambassade des États-Unis fait toutefois savoir à l'Élysée que « l'initiative du docteur Hammer n'était pas souhaitée par le gouvernement de Washington et qu'elle était même considérée comme nocive85 ». L'administration Carter cherche par tous les moyens à freiner les démarches du gouvernement français. De son côté, Michel Poniatowski reproche au président démocrate son « baptisme politique86 » et il légitime la singularité de la position française par un « égoïsme national » qui l'oblige à veiller à son approvisionnement en matières énergétiques. De fait, au printemps 1980, les relations économiques de la France avec l'URSS sont au beau fixe : comme prévu, les échanges commerciaux ont été triplés depuis 1975 ; l'exposition *Paris-Moscou* a rencontré un très vif succès ; un Français doit bientôt voler dans l'espace. « La crise afghane, loin de bouleverser cet état de choses, souligne Patrick Leclercq pour le président de la République le 23 avril, a en apparence consolidé la situation et accentué les contrastes dans le comportement soviétique vis-à-vis des Occidentaux87. » Ainsi, en mars, l'URSS a-t-elle fait savoir qu'elle pourrait livrer cent tonnes de titane à la France, alors qu'en octobre elle avait affirmé que c'était absolument impossible88. Le 21 avril, enfin, en raison des « relations amicales » entre les deux pays, les Soviétiques ont accepté, pour la première fois, d'étudier les « cas humanitaires » – ces Français interdits de retour au pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale –, ce qu'elle n'a jamais fait avec aucun autre pays étranger. « Au total, estime le

conseiller diplomatique, les relations bilatérales franco-soviétiques, à l'exception des contacts militaires, n'ont pas souffert des contrecoups de l'affaire afghane. »

Une cérémonie va marquer aux yeux de l'opinion publique le paroxysme des relations particulières de la France avec l'URSS. Fin avril, l'ambassadeur Froment-Meurice, qui revient à peine d'un séjour à Paris, apprend que ses homologues européens ont reçu consigne de se faire représenter aux manifestations du 1er mai à Moscou par leurs ministres conseillers. En urgence, il demande au Quai d'Orsay s'il doit les imiter, comme il le souhaite. Pas de réponse. La torpeur d'une veille de jour férié en serait-elle l'explication involontaire ou au contraire le prétexte pour ne pas avoir à spécifier à l'ambassadeur de s'abstenir lui aussi ? Le lendemain, Froment-Meurice n'a d'autre choix que de se présenter à la tribune réservée aux diplomates étrangers. Scandale, crie la gauche relayée par une partie de la presse qui affirme que le Français était le seul représentant du camp occidental, les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, la Chine, le Japon et l'Allemagne s'étant tous abstenus. François Mitterrand en fera l'un des ses arguments contre Valéry Giscard d'Estaing lors de la campagne présidentielle. « Ce fut certainement ce que je vécus, à titre personnel, témoigne l'ambassadeur, de plus pénible de toute ma carrière89. » Aussi de plus injuste. Car non seulement il avait fait part de ses réticences, mais les quotidiens se gardent de préciser que l'un des principaux soutiens de Mitterrand, Gaston Defferre, était présent le même jour à Odessa, préférant à la surdité le maintien du dialogue avec les Soviétiques. Ajoutons que le Français n'était pas le seul Occidental à Moscou : figurait par exemple l'ambassadeur espagnol, Juan Antonio Samaranch, qui ne voulait pas compromettre ses chances pour la présidence du Comité olympique.

Le débat suscité par cette manifestation dit bien le malaise né de la ligne choisie par le président de la République. Contrarié d'en avoir été le principal acteur, Henri Froment-Meurice est bien décidé à se rattraper en n'assistant pas à la cérémonie d'ouverture des JO, le 19 juillet. « N'y aurait-il pas, écrit-il dans un télégramme au Quai d'Orsay le 4 mai, un danger plus sérieux, pour l'avenir même de nos relations avec l'URSS, à laisser croire aux dirigeants soviétiques que la décision de la France de poursuivre dialogue et contacts est exclusive de toute mesure susceptible de mettre

celles-ci en péril[90] ? » L'ambassadeur ne sait toujours rien de la rencontre de Varsovie. Le 29 avril, Michel Poniatowski a rendu son rapport sur le voyage préparatoire en Pologne où Gierek lui a confié le dépit des Soviétiques qui « ne savent plus comment et à quoi jouent les Américains[91] ». De son côté, jamais à court d'idées, Armand Hammer propose le 6 mai de profiter des funérailles tout juste annoncées du maréchal Tito pour organiser l'entretien entre les trois chefs d'État[92].

Dans ses Mémoires, Valéry Giscard d'Estaing ne fera aucune allusion au milliardaire. Selon lui, la paternité de Varsovie serait à partager avec deux hommes, Edward Gierek et Arthur Conte, ancien secrétaire d'État et PDG de l'ORTF, qui veut faire de lui « l'homme de la paix[93] ». Pour écarter encore l'accusation de cavalier seul, il affirmera également avoir consulté le ministre des Affaires étrangères, plutôt réticent – en fait, Jean François-Poncet qualifiera Varsovie d'« inutile[94] » –, et le Premier ministre Raymond Barre, lui, assez favorable. Un autre homme joue un rôle décisif dans sa prise de décision. Un déplacement à Moscou du chancelier allemand était planifié de longue date pour le mois de juin. Depuis plusieurs semaines, l'incertitude planait sur son maintien, particulièrement après que, fin mars, les Allemands eurent annoncé leur intention de boycotter les JO. Or, le 26 avril, au conseil européen de Luxembourg, Helmut Schmidt l'a confirmé au président français qui, comme il l'expliquera en Conseil des ministres le 21 mai, ne veut pas laisser à l'Allemagne « un rôle pilote dans les rapports entre l'Europe de l'Ouest et l'URSS[95] ». Outre la défense de l'orgueil national, l'intention de voler la vedette à Helmut Schmidt « n'est pas non plus invraisemblable[96] », reconnaît François-Poncet.

Valéry Giscard d'Estaing ira donc à Varsovie. La date de la rencontre est fixée au 19 mai, mais, le 7 encore, dans une note aussi limpide que prémonitoire, le conseiller diplomatique du président de la République, Patrick Leclercq, égrène tous les contre-arguments. En premier lieu, Paris donnerait au monde l'impression néfaste d'aller à Canossa. Ensuite, « il semble très improbable qu'un changement puisse être attendu dans la politique soviétique sur l'affaire afghane ». Troisièmement, au même moment, les quatre vainqueurs de la guerre (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France) se réuniront à Vienne pour le vingt-cinquième anniversaire du Traité d'État autrichien, puis les trois pays occidentaux se

réuniront sans doute en RFA : l'échappée solitaire de la France à Moscou « sera difficile à faire percevoir à l'extérieur ». Le conseiller en termine avec le risque de surenchère avec Berlin, l'hostilité de l'opinion publique à tout rapprochement avec l'URSS, enfin les retombées politiques d'un échec. « Au total, estime Leclercq, il me semble qu'un projet aussi important doit être entouré de certaines garanties. Les circonstances le rendent, au contraire, plus difficile sinon sur le fond des choses, du moins sur la présentation. Or celle-ci est essentielle97. »

Le président de la République se rallie à cette idée de s'assurer au préalable qu'il ne reviendra pas bredouille. Au premier chef, la France voudrait donc obtenir un engagement de l'URSS à ne pas mener d'actions militaires d'envergure en Afghanistan. Le 11 mai, Patrick Leclercq s'envole donc à son tour pour Varsovie où les Polonais se montrent plus que mitigés : toute assurance de cet ordre sera considérée par les Soviétiques comme une condition préalable, or il doit s'agir d'un débat en toute confiance. Et de fait, Valéry Giscard d'Estaing n'obtient aucune garantie, d'où le secret de l'opération, qui pourra toujours être levé en cas de succès. Le président de la République aura une formule à lui pour en expliquer le choix à ses ministres : il « ne souhaitait pas créer le suspense98 ».

Les Polonais proposent un lieu de rencontre isolé, en périphérie de Varsovie, le palais baroque de Wilanow, dont les hauts murs garantiraient toute la discrétion nécessaire, et que Valéry Giscard d'Estaing rejoindrait par hélicoptère. C'est la solution retenue. Et personne ne réussira plus à en détourner Valéry Giscard d'Estaing. Ainsi, à peine informé de ce projet qu'il désapprouve, le directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, Gabriel Robin, apprend de son ministre que « le président ne veut plus rien entendre99 ». Valéry Giscard d'Estaing s'enferme dans une tour d'ivoire dont même ses conseillers les plus proches, réduits à communiquer par notes, sont exclus. Gabriel Robin, qui l'a pourtant côtoyé pendant cinq ans à la cellule diplomatique de l'Élysée, est incapable de dire comment il fonctionne, essentiellement à l'instinct, ce qui lui a certes réussi à Kolwezi et en Mauritanie. « Il savait rappeler à tout le monde qu'il voyait plus clair que les autres », se souvient-il. De son côté, le directeur du Sdece n'hésite pas à faire de Varsovie « le cas le plus étonnant de suspension d'incrédulité chez tous les présidents français, en fait chez tous les dirigeants

occidentaux, pendant toute la période de la guerre froide[100] ». « Suspension d'incrédulité » est sans doute la meilleure expression trouvée par Marenches pour ne pas parler de naïveté.

Le 14 mai apporte deux nouvelles pièces dans le dossier de Varsovie. Cinq jours après l'annonce officielle du boycott de l'Allemagne, le Comité national olympique français décide à vingt-deux voix et une abstention de participer aux JO. Pour se justifier, il brandit sans vergogne le précédent du 1er mai où, arguë l'un de ses membres, « l'ambassadeur français était le seul représentant occidental. Si sa présence à lui n'était pas scandaleuse, pourquoi est-ce que la présence de nos athlètes sur un stade le serait ? » Le même 14 mai, à Kaboul, sous l'impulsion de Moscou, Babrak Karmal soumet un « programme pour une solution politique » à l'Iran et au Pakistan, prévoyant le retrait des troupes, la neutralité du pays, des garanties internationales et le retour des réfugiés, mais excluant la libre détermination du peuple afghan. Des négociations, organisées par l'envoyé spécial de l'Onu, Diego Cordovez, doivent s'ouvrir à Genève, mais sans les Iraniens qui dénoncent le refus d'y associer les Moudjahidin. L'URSS espère circonscrire la crise afghane aux pays voisins tandis qu'elle-même et les États-Unis se contenteraient de fournir des garanties de non-ingérence. Quand son ambassadeur à Paris, Tchervonenko, vient débattre à l'Élysée des sujets probables de la rencontre de Varsovie, il ne place l'Afghanistan qu'après le désarmement en Europe, le Proche-Orient et l'Iran.

Le secret est très bien gardé au sein même de l'entourage du président et, *a fortiori*, du gouvernement. Gérard Errera, chargé des relations Est-Ouest et des questions de désarmement au cabinet de Jean François-Poncet, affirme que sa divulgation fut ressentie comme un « authentique coup de tonnerre[101] ». Marenches révélera de même ne pas avoir été consulté. « Ce genre de fautes, écrira-t-il, n'était pas seulement frustrant, mais dangereux[102]. » Le président de la République ne faisant pas confiance aux Américains pour préserver un secret, c'est par télétype, jugé plus sûr que le téléphone, et seulement le 17 mai à 13 heures, qu'il prévient Jimmy Carter. Après l'annonce de la participation française aux JO, la rencontre, prévue pour le 19, a du mal à passer chez l'Américain. « J'attends d'apprendre, réplique-t-il sur le ton de celui qui connaît par avance le résultat, si vous avez décelé un changement substantiel dans la position sans compromis de

l'URSS au regard de son occupation de l'Afghanistan. Il est évidemment important que nous restions en étroit contact dans le but d'empêcher Moscou d'introduire des coins entre les alliés occidentaux[103]. » Helmut Schmidt est informé par appel téléphonique, quant à Margaret Thatcher, elle doit attendre le lendemain 10 heures pour recevoir à son tour à peu près le même télétype que Carter. Le plus curieux est la présentation du sommet que fait Valéry Giscard d'Estaing à ses homologues. Selon lui, Edward Gierek en serait l'initiateur « parce qu'il était préoccupé par le sentiment d'isolement et de repli sur soi qu'il percevait chez les dirigeants de l'URSS[104] ». Veut-il reporter sur le Polonais la responsabilité d'une rencontre dont il sait par avance qu'elle va être critiquée chez ses alliés ? Sa manière de définir le rôle qu'il compte jouer peut le laisser à penser. Le président dit en effet avoir accepté l'offre à condition que la rencontre reste informelle, limitée à quatre personnes [les deux chefs d'État et leurs ministres des Affaires étrangères], et que le communiqué final ne soit pas « opérationnel ». Nulle mention bien sûr des garanties préalables qu'il n'a pas obtenues. Il conclut enfin : « Une telle explication peut être utile : elle peut montrer à M. Brejnev qu'il ne doit avoir aucune illusion sur les réactions profondes de l'Occident face aux récentes initiatives soviétiques, notamment en Afghanistan[105]. » Chaque fois, le président de la République met en avant l'Occident, et pas simplement la France : sans doute une manière d'atténuer l'impression de cavalier seul français.

Le courroux américain se manifeste presque instantanément. Le jour même de l'envoi du télétype à Jimmy Carter, le *New York Times* dévoile le pot aux roses[106]. Difficile de ne pas y voir un coup bas de Washington pour saper l'effet de la rencontre. L'origine des fuites pourtant est à rechercher dans l'autre camp. Dès le 16 mai, en effet, le *Daily Telegraph* a averti, grâce à son correspondant à Moscou, de l'imminence d'une rencontre Giscard-Brejnev. Le secrétaire général de l'Élysée évoque de même des indiscrétions organisées par les « Polonais et les Russes[107] ». Les Soviétiques ont vendu la mèche, trop heureux de prouver au monde que, en dépit de l'invasion en Afghanistan, un grand pays comme la France continue à discuter avec eux. Le fait que le but soit déjà atteint en ce qui les concerne n'augure rien de bon pour le sommet.

Le 18 mai, le président de la République gagne Varsovie où il dîne avec Gierek. Le lendemain, au palais de Wilanow, il est accompagné de Jean François-Poncet et de son conseiller Patrick Leclercq. Côté soviétique, Brejnev, soutenu par les aisselles, arrive en compagnie de Gromyko et d'un haut fonctionnaire. Paraissant plus vieux que son âge, il se meut et s'exprime avec difficulté. Pourtant, Jean François-Poncet ne s'y trompe pas : « Nous avions reçu l'assurance qu'il demeurait le patron dans son pays[108]. »

Début des entretiens à 10 h 15. « Nous savons, annonce Brejnev après avoir évoqué la détente en introduction, que la partie française est très préoccupée par la situation en Afghanistan. Je suis prêt à parler de cette question. » Et de déclarer, comme Gromyko en avril, que l'URSS est intervenue pour empêcher le basculement du pays dans l'orbite américaine. La situation serait redevenue à présent normale : « Dire le contraire, clame-t-il, c'est un faux grossier. La présence de nos troupes constitue un facteur de stabilisation. Le programme de règlement politique avancé [le 14 mai] par la direction afghane constitue un nouvel élément important […], sa mise en œuvre permettrait le retrait des troupes soviétiques[109]. » Évoquant ensuite les garanties politiques qui conditionneront un départ, il affirme que « l'Union soviétique n'exclut pas que la France y participe, car on considère à Kaboul qu'elle a une position plus réaliste que d'autres puissances occidentales ». Habile, il revient à plusieurs reprises sur la place spécifique occupée par la France aux yeux des Soviétiques et enchaîne sans grande logique avec la campagne électorale en RFA, où il souhaite la victoire de Schmidt, le Proche-Orient et la Chine.

Le président français résiste à la tentative de séduction. « Si à la suite de désordres, plaide-t-il, vous étiez amenés à accentuer votre intervention militaire, il en résulterait, dans l'opinion publique occidentale, des réactions telles que les efforts pour restaurer la détente seraient sérieusement menacés[110]. » Et de proposer à Brejnev, tout en commençant à envisager le retrait des troupes, de « rechercher dans le personnel politique [afghan] ancien un homme ou une équipe acceptable ayant l'expérience nécessaire ». En guise de sortie de crise, il avance enfin l'idée d'une conférence internationale : « L'initiative pourrait venir des Afghans eux-mêmes. Ce qu'il faut, ce sont des initiatives. » Un ton ferme, donc, mais pas aussi rude

que l'annoncera l'entourage du président lorsqu'il sera contraint de lever une partie du voile. Ainsi Brejnev ne cède-t-il rien au Français. Arguant « avec la plus grande vigueur » que l'invasion « a été une mesure purement défensive d'aide à un gouvernement ami et de prévention d'une menace à nos frontières », qu'il est manifeste à ses yeux que « les Américains ont l'intention de s'installer pour longtemps » dans la région, il rejette catégoriquement tout retrait de troupes – « aucun pas vers la réduction ou la cessation de notre aide au gouvernement afghan ne peut être envisagé. Ceci ne serait pas compris ». Pour lui, la condition préliminaire est l'ouverture de pourparlers avec l'Afghanistan, et elle est inacceptable pour l'Occident puisqu'elle reviendrait à reconnaître *de facto* le putsch communiste. Le Soviétique renvoie même son interlocuteur dans ses cordes : remplacer Karmal ? Une idée « tout à fait irréaliste », juge-t-il, car « la direction du pays émane de la population afghane ». Que la France participe plutôt au règlement politique « sur la base des propositions réalistes afghanes111 ».

Le président français ne veut pas du plan proposé par Kaboul le 14 mai. La sortie de l'impasse, avance-t-il, « ne doit pas être impossible puisque les préoccupations soviétiques sont comprises : non-alignement de l'Afghanistan, sécurité des États voisins, non-ingérence ». Il repropose donc « une initiative diplomatique d'un niveau diplomatique élevé ». Mais quand Gromyko lui demande ses propositions en la matière, il reste vague. La conversation selon lui doit porter sur deux aspects : rapports de l'Afghanistan avec ses voisins, choix libre de son destin. Et il insiste sur le cas de Karmal. « Vous allez vous trouver dans une situation sans précédent, menace-t-il, où ce sont les mouvements de résistance qui seront contre vous. » Gromyko souligne que les Américains n'ont reconnu l'URSS que seize ans après la révolution d'Octobre. « On reconnaîtra Karmal », assène pour sa part avec assurance Brejnev. « Je n'ai rien contre [lui], surenchérit le président de la République, qui cherche à décrocher une avancée du côté soviétique, mais, tant qu'il ne sera pas capable de discuter avec ses voisins, j'ai des doutes à son sujet. Pourquoi l'URSS ne précise-t-elle pas de façon concrète les conditions qui lui permettront de retirer ses forces, en indiquant par exemple qu'elle se retirera de Kaboul, puis qu'elle retirera ses forces aériennes, etc. ? » Il n'obtiendra pas de réponse précise. Son souhait final – « qu'il y ait un progrès dans la période à venir » – ressemble fort à un vœu

pieux. Brejnev préfère terminer par l'annonce du premier vol dans l'espace d'un cosmonaute français en 1982. Une façon, peut-être pas involontaire, d'éloigner définitivement le débat…

Juste avant le déjeuner, le premier secrétaire sollicite toutefois un entretien seul à seul avec le président de la République qui révélera la teneur des propos dans ses Mémoires : « Je voulais vous dire, avoue le Soviétique, que j'étais d'accord avec vous. L'affaire d'Afghanistan est une affaire politique, et non militaire. On m'a dit que nous devions intervenir pour rétablir l'ordre. Et c'est vrai qu'Amin conduisait le pays aux pires violences. Mais nous ne devons pas rester. Nous devons trouver une solution politique. Je sais que tout le monde n'est pas d'accord là-dessus ! » Le Français y voit la confirmation que son homologue n'a pas été correctement informé et, donc, la justification de ses efforts pour le rencontrer. Brejnev l'empoigne même par les revers du veston pour lui répéter qu'il va privilégier une solution politique : « Vous pouvez compter sur moi[112] ! » Néanmoins, ces bonnes dispositions apparentes ne sont pas partagées par Gromyko qui, dans le même temps, s'entretient avec François-Poncet. « Vos militaires vont vous demander rapidement d'augmenter les effectifs sur place, lui lance celui-ci en se fondant sur l'expérience française de l'Algérie, et, au final, vous vous enliserez comme nous. » La réponse du Soviétique est sans ambages : « Vous ne connaissez pas l'URSS ! Nous nous sommes battus pendant la guerre dans le Caucase et nous avons vaincu[113]. »

Comme convenu au préalable, aucun communiqué n'est publié à l'issue de la rencontre. Les deux parties se séparent, ni déçues, ni comblées. Dans un message adressé à l'occasion du 14 juillet, Brejnev affichera sa satisfaction : « Nos récents entretiens de Varsovie ont montré que, même dans le climat international actuel, l'Union soviétique et la France peuvent conjuguer leurs efforts en faveur de la politique de détente et de la paix en Europe et dans le monde[114]. » Valéry Giscard d'Estaing quant à lui a le sentiment du devoir accompli. Il voulait administrer une leçon de géopolitique à Brejnev, il l'a fait dans des termes dont il se dira heureux dans ses Mémoires. Le 20 mai, il peut donc juger suffisant de déclarer à la presse : le premier secrétaire « a écouté avec beaucoup d'attention ce que je lui ai dit et donc il sera amené à en tenir compte[115] ». Un sondage réalisé

les jours suivants indique certes que 63 % des Français soutiennent sa démarche.

Mais devant l'absence de résultats concrets, peu à peu se développe en France et en Occident l'impression d'une visite de complaisance. La presse internationale s'en donne à cœur joie. Les Américains, suivis par les Anglais, taclent sèchement le président français, l'accusant de faire bande à part. « La diplomatie de Giscard, titre une chroniqueuse du *New York Times*, est tellement… eh bien, française[116]. » Dans les dîners parisiens, rapporte-t-elle, « les gens commencent à rappeler la défaite de 1940 et disent qu'ils ont "honte" de leur pays ». Le *Herald Tribune* juge les mobiles du président de la République « étroits et mesquins ». En Allemagne, *Die Welt* dénonce « la tentative de diviser l'Europe ». Des critiques largement ourlées d'hypocrisie. Les Américains oublient que, le 16 mai, à Vienne, leur nouveau secrétaire d'État, Edmund Muskie, a rencontré Gromyko, renouant les liens entre Washington et Moscou. Quant aux Allemands, ils n'ont rien à redire à la visite programmée de leur chancelier en juin.

Dans la classe politique française, le parti présidentiel, l'UDF, ne trouve que le PCF pour se réjouir avec lui de l'initiative. Bernard Pons pour le RPR décrit un voyage « parfaitement inutile et même dangereux pour l'Europe occidentale », tandis que François Mitterrand parle de « faute[117] », car la rencontre aurait conforté la position de l'agresseur. « La paix a-t-elle avancé ? feint-il de demander. Évidemment non. Le trouble s'est-il accru ? Évidemment oui[118]. »

Joignant sa voix à celle des éditorialistes, le comte de Marenches, qui n'a pas digéré de ne pas avoir été averti, accusera le président de la République d'avoir voulu monter « un coup[119] » pour doper sa cote de popularité un an avant les élections. En résumé, Valéry Giscard d'Estaing serait parti à la pêche des 20 à 25 % de voix communistes. Cette critique paraît encore infondée. Tout d'abord, les premières voix que l'hôte de l'Élysée pouvait espérer capitaliser sont celles des gaullistes, qui apprécient la perpétuation du tropisme russe légué par le général de Gaulle : qu'un président de la République agisse dans l'espoir de satisfaire et sa majorité et une partie de son opposition n'a rien d'étrange. Mais en l'espèce, si son seul but était le renouvellement de son septennat, mieux eût valu pour Valéry Giscard d'Estaing qu'il s'abstînt de prendre l'avion pour la Pologne. Non seulement

les Affaires étrangères n'ont jamais passionné les Français, mais le soutien de l'URSS lui est garanti depuis longtemps : Moscou ne veut pas de Mitterrand, qui incarne cette IIe Internationale honnie et un atlantisme détestable.

L'analyse que tire le président de la République de sa discussion avec Brejnev est beaucoup plus surprenante. Le 21 mai, en Conseil des ministres, il affirme en effet avoir enfin compris la motivation des Soviétiques : ne pas « laisser se créer en substance en Afghanistan un nouvel Iran[120] ». La thèse du péril islamiste, donc. Selon le compte-rendu du Conseil, « le président pense qu'ils disent la vérité sur ce point. Ce qui est par contre faux, c'est l'analyse qu'ils font de la situation actuelle et des raisons de leur maintien : les ingérences extérieures, le complot américain aux frontières, le soutien du Pakistan aux rebelles ». De deux choses l'une : soit le preneur de notes n'a pas compris les propos de Valéry Giscard d'Estaing, soit celui-ci commet une erreur étonnante puisque, quand bien même le flou demeure encore sur les agissements de la CIA, l'appui d'Islamabad aux islamistes est une évidence depuis plusieurs années.

La deuxième hypothèse semble être à privilégier au regard de la lecture du conflit par le président de la République. La faute de l'invasion reviendrait selon lui aux militaires, voire aux diplomates, beaucoup plus qu'à Brejnev qui demeure à ses yeux, envers et contre tout, « l'homme de la détente ». Pour preuve, selon lui, l'insistance des militaires à obtenir l'augmentation de leur effectif sur place. Or c'est inverser conséquence et cause : l'armée, en effet, qui ne voulait pas de l'Afghanistan, a désormais mission d'occuper le pays ; il est donc logique qu'elle cherche à dépasser les 85 000 hommes actuels qui sont notoirement insuffisants.

Le président de la République est sourd aux critiques. Celles de l'Europe sont jugées « sans importance », celles des États-Unis carrément « insupportables ». Pour lui, Varsovie doit ainsi rester non seulement comme une manifestation de la volonté de la France de faire évoluer la situation en Afghanistan, mais aussi comme une affirmation de son indépendance. Or, quels qu'aient été ses intentions et ses espoirs, le monde entier, des dirigeants aux peuples, retiendra l'image inverse de l'échine courbée d'un président français face à l'ogre soviétique. Valéry Giscard d'Estaing a voulu faire un coup avec Varsovie. Il l'a raté.

Au cabinet de Jean François-Poncet, Gérard Errera mesure le fiasco de Varsovie « à la vue de la montagne de lettres de récriminations que recevait sans discontinuer le Quai d'Orsay121 ». De fait, depuis le mois de janvier, des manifestations sont régulièrement organisées en France et en Europe, des associations voient le jour, appelées à jouer un rôle important dans l'engagement français en Afghanistan. Avec Homayoun Assefy, neveu par alliance de l'ancien roi Zaher, Jack Chaboud fonde ainsi le « Comité de défense de la nation afghane », qui organise tous azimuts des conférences de sensibilisation dans les clubs, les groupes politiques ou même au Grand Orient de France. « Ce qui nous a entraînés dans cette "aventure", témoigne Chaboud en incluant son épouse, ce furent des rencontres d'"hommes remarquables", si loin et si près de nous, avec un fort sens de l'humour et de l'ironie associés à un caractère parfois peu occidental. Et c'était aussi la première fois que des amis nous disaient : "Nous avons des problèmes, pouvez-vous nous aider122 ?" »

La diaspora afghane s'organise en effet malgré ses très faibles moyens. À Rennes, le jeune Daoud Mir rejoint par exemple une petite association d'étudiants afghans créée par Habib Rostam, « mon guide », aime-t-il à direX. Le cœur de la protestation se situe à Paris où se trouvent les réfugiés de plus grande influence, comme Assefy, l'ancien ambassadeur à Paris Mohammed Akram, mais aussi des médecins, des professeurs, des ingénieurs. Le 1er juin 1980, Daoud Mir est ainsi au Bourget lors de la venue de Jean-Paul II pour déployer des banderoles avec ses compatriotes musulmans : « Saint-Père, priez pour la survie du peuple afghan123. » Autre lieu de manifestation privilégié : l'ambassade soviétique. « Chaque fois, se souvient Daoud Mir, nous avons été très bien traités par la police qui était plutôt compréhensive devant les jeunes manifestants que nous étions. » Jamais la préfecture de police de Paris ne ressentira la nécessité de barricader l'accès de l'ambassade comme cela fut le cas avec celle des États-Unis quelques années plus tôt. Ce sont les réfugiés afghans qui mettent Jack Chaboud en contact avec Jean-José Puig, fondateur avec son ami Gérard Chaliand, expert en matière de guérilla, d'une autre association, « Les Amis de l'Afghanistan ». Cet ingénieur-conseil est même allé jusqu'à se marier sur place à l'afghane afin que sa compagne puisse le suivre dans la pêche à la truite. En Afghanistan, en effet, un homme ne peut être

accompagné que par sa mère, sa sœur ou sa femme. « Les Amis de l'Afghanistan » ont déjà lancé un appel pour « sauver le peuple afghan ». D'autre part, dès le mois de janvier, Puig s'est rendu au cœur de la résistance politique afghane, Peshawar, où il a fait la belle rencontre de Bahouddin Madjrouh, grand poète afghan en exil, par ailleurs ancien professeur à l'université de Kaboul. Signe de sa notoriété, l'un de ses plus précieux manuscrits, *L'Ego monstre*, qu'il avait égaré en fuyant le pays, lui a été restitué par un communiste. Son souhait est de fonder un centre d'information afin de ne pas laisser au régime de Kaboul le monopole des ondes et des journaux. Avec l'accord des Pakistanais, « Les Amis de l'Afghanistan » décident d'en assurer très discrètementXI le financement, ainsi que celui de la publication correspondante, *Afghan News*.

Les Afghans présentent également à Jack Chaboud un groupe de connaisseurs de leur pays. Parmi eux se trouvent le géologue Jean-Pierre Carbonnel, mais aussi d'anciens diplomates et coopérants ayant été en poste à Kaboul. Pour Alain et Vera Marigo, par exemple, l'Afghanistan fut la première affectation après leur diplôme de l'IGN en 1971 au titre de la coopération technique. Leur mission : cartographier la végétation du centre du pays. À leur côté, un professeur de mathématiques de Dijon, Étienne Gille, qui, au début des années 1970, est resté sept ans de plus que son service national actif pour enseigner aux Afghans, mais aussi Gilles Rossignol, attaché culturel à Kaboul de 1971 à 1975, ou encore l'ethnologue Jean-Christophe Victor qui a déjà témoigné dans la presse. « Nous connaissions tous le pays sans nous connaître nous-mêmes124 », relate l'ethnologue du musée de l'Homme Bernard Dupaigne, qui explique pourquoi il n'a pas réagi lors du premier coup d'État communiste de 1978 : « On se disait, c'est une affaire afghane, ce n'est pas notre problème. En revanche, quand les Russes ont envahi le pays, il y avait ingérence étrangère, donc nous aussi, nous avions la légitimité d'intervenir. »

Ces différents groupes, rejoints par plusieurs Afghans, fusionnent après une réunion chez Alain Thiollier, ancien attaché commercial à Kaboul, mais aussi propriétaire de l'Asiathèque, librairie orientaliste, à Paris. Afrane (Amitié franco-afghane) est née. Coût de l'adhésion : 50 francs. De quelques dizaines, ses membres s'élèvent rapidement à quelques milliers. Ils sont nombreux, les Français qui ont rapporté de leur voyage en

Afghanistan un attachement indéfectible pour sa population. La jeune Martine-Cécile Meunier-Just a ainsi parcouru le pays en 1977 sur des camions à plateau. « Les aubergistes me faisaient écrire leurs menus en anglais, se souvient-elle, et moi je leur demandais de m'apprendre quelques rudiments de dari125. » Fascinée par son séjour, elle s'est mise à l'étude du persan et participe aux premières réunions d'Afrane : « On se retrouvait notamment dans un appartement du XVe arrondissement où les nombreuses antiquités afghanes exposées, ainsi que la suffisance de certains membres, liée à leur connaissance du pays, me mettaient parfois mal à l'aise. »

Le but essentiel de l'association est de lutter contre l'oubli et la désinformation. Elle invite donc ses adhérents à former dans tout le pays de petites cellules, des CAB (comités Afghanistan de base), pour provoquer des discussions, mais aussi solliciter les élus, imprimer des affichettes, réclamer aux quotidiens locaux des articles sur la situation en Afghanistan126. En faisant appel à toutes les bonnes volontés, Afrane publiera bientôt le premier numéro des *Nouvelles d'Afghanistan*. L'anthropologue Luc Veyri, qui travaille comme photographe de presse, réalise lui la première affiche, une statue d'Éphèse retournée, avec pour titre « Afghanistan assassiné ».

L'association cependant n'entend pas se cantonner dans un rôle de groupe de pression. Elle veut aider les Afghans, économiquement, en nature ou en espèces, et en se rendant à l'intérieur du pays. Un expatrié dont le dynamisme lui a été rapporté lui servira de relais à Kaboul, Philippe Truze, qui accueille la première envoyée, Martine-Cécile Meunier-Just, porteuse de deux valises remplies de kits chirurgicaux, eux-mêmes surmontés de boîtes de parfum afin de pouvoir soudoyer la douane afghane. Une astuce a été trouvée pour décrocher le visa d'entrée : il suffit de s'inscrire sur le vol Paris-New Delhi qui fait toujours une escale technique à Kaboul. Là, les passagers peuvent découvrir sur le tarmac un guichet où des visas d'entrée sont vendus pour 5 dollars au vu et au su des douaniers qui bavardent quelques mètres plus loin ! « C'était ça, l'Afghanistan ! » s'amuse Truze. Vient ensuite Luc Veyri avec quelques subsides donnés par l'association qui iront aborder le fonds du soutien géré par le docteur qui lui dit avoir été déçu par la collecte menée auprès des expatriés français. Veyri comprend

pourquoi en en voyant certains compulsant le catalogue de la Camif au bord de la piscine pour déterminer le lieu de leurs futures vacances…

Truze, lui, a une idée. Pourquoi s'escrimer à faire entrer des médicaments par si petites quantités alors qu'il peut en acheter lui-même en quantité sur place ? Chaque coopérant français détient en effet un compte à la Banque transatlantique dont les chèques sont acceptés au bazar, jamais en reste de la moindre affaire. Qu'Afrane vire donc les sommes d'argent sur le compte de Truze qui, ensuite, les échangera contre des afghanis et n'aura plus qu'à se rendre dans la zone industrielle de Kaboul pour acheter des mètres cubes de médicaments à l'usine du groupe pharmaceutique allemand Hoechst. Afrane accepte, à hauteur de 35 000 francs. La livraison des caisses ne nécessite pas encore beaucoup d'ingéniosité : il suffit à Truze de s'écarter de quelques dizaines de mètres des routes à la sortie de Kaboul pour entrer en contact avec les maquisards.

Les activités du jeune médecin toutefois finissent par irriter le chargé d'affaires Jacques Berthod. Quand son service national prend fin, il se voit donc suggérer de rentrer en France. « Mais pas du tout ! réplique-t-il. La solde est bonne, pourquoi irais-je ailleurs[127] ? » Si sa femme et sa fille retournent à Marseille, lui reste à Kaboul dans sa villa transformée en dispensaire. Et il peut donc conseiller aux organisations de résistance en quête de papier de jeter leur dévolu sur un stock de rames de l'ambassade qui, comme par hasard, est dévalisé. Ainsi pendant les deux mois suivants les maoïstes diffuseront-ils leur propagande sur du papier français…

Afrane se revendique comme apolitique et en Afghanistan, où elle refuse de choisir entre les différents mouvements de résistance, et en France. À son corps défendant, elle sera souvent classée à droite, probablement en raison de l'apparition d'une autre association qui, elle, ne cache pas son appartenance à l'autre bord. Le 6 juin 1980, des personnalités se mobilisent en effet pour la première grande manifestation proafghane, les « Six heures pour l'Afghanistan », qui sont la copie conforme des « Six heures pour le Viêt Nam » organisées en 1966. Même présidence, le mathématicien Laurent Schwartz, même lieu, la Mutualité, même concept : le barnum de la gauche et de l'extrême gauche avec quelques personnalités dites de gauche, mais pas encartées, afin d'échapper aux accusations de partialité. Le cœur de la manifestation est constitué des témoignages de Mike Barry, du

reporter Jean Bertolino et des réfugiés afghans, destinés à prouver la cruauté du régime, le tout agrémenté de photos, de films et de musique afghane. L'ambition est aussi de ne pas laisser à la droite proaméricaine la dénonciation de l'intervention. Un « collectif pour l'Afghanistan » est ainsi apparu sous la houlette d'élus RPR dans la région lyonnaise.

Les « Six heures pour l'Afghanistan » ont pour ambition d'affirmer l'existence d'une troisième voie dans l'analyse du conflit qui ne soit ni prosoviétique, ni proaméricaine. D'aucuns les perçoivent aussi non pas tant comme une manifestation de soutien à l'Afghanistan que comme une dénonciation du communisme stalinien, une manière donc d'affirmer que les vrais marxistes ne se trouvent pas à Moscou. Une part des communistes français tentent ainsi de se consoler avec une sorte de gradation du communisme : en se persuadant que ce sont les militaires qui ont imposé l'invasion aux dirigeants de l'URSS, ils font la part entre des communistes forcément un peu moins purs, puisque soldats, et les communistes pur sucre, les seuls fidèles à la cause. En s'opposant à l'intervention en Afghanistan, ils réalisent donc la prouesse de vouloir défendre le communisme dans le monde…

La manifestation donne en tout cas naissance le même jour au « Mouvement de soutien à la résistance du peuple afghan » (MSRA), qui prône, par la voix du professeur Schwartz, un soutien « politique », « matériel » et « prolongé ». Lui aussi aura bientôt sa propre publication, *Afghanistan en lutte*, et appellera à la mobilisation avec une campagne de collecte baptisée « Un million pour le peuple afghan en lutte ». Dans toute la France, des comités locaux apparaissent en parallèle du concept des « Six heures » qui est décliné dans plus d'une vingtaine de villes. Mais la première manifestation organisée par le MSRA, devant l'ambassade d'URSS, ne fait pas recette. Les parlementaires, essentiellement de droite d'ailleurs, et les journalistes y sont les plus nombreux. De tous les combats, Eugène Claudius-Petit grogne contre « ces gens qui sont anesthésiés par la télé et la bagnole[128] ». La présence de l'ancien résistant avalise une comparaison en vogue : l'Afghanistan est un pays envahi, occupé, tenu par un régime fantoche ; les Français croient revivre 1940 et le totalitarisme nazi. Un autre collectif, « La liberté court toujours », composé de Raymond Aron, Pierre Daix ou Eugène Ionesco, appelle le 15 juin à un « grand

footing autour de l'ambassade d'URSS », derrière Vladimir Boukovsky, dissident soviétique. La première association à faire appel aux dons est « Action contre la faim », créée l'année précédente par, entre autres, Françoise Giroud et Guy Sorman. Cinq cent mille francs furent recueillis au début 1980 et dépensés dès le mois suivant par Jean-Christophe Victor et Patrick Arfi dans l'achat de tentes et de couvertures pour les camps de réfugiés à Peshawar. Une deuxième collecte, baptisée « Vous pouvez nourrir un réfugié afghan », permet en mai d'acheter quarante-cinq tonnes de riz et vingt-cinq tonnes de farine.

Toutes les associations tentent de faire pression sur le gouvernement français afin que soit aidée la résistance afghane dont, à la fin du mois de juin, une importante délégation se rend à Genève, invitée par le comité permanent de la Conférence islamique. Avec beaucoup d'exagération, ces chefs de parti avancent les chiffres de 500 000 compatriotes tués et de 2 millions d'exilés, mais aussi de 10 000 Soviétiques tués ou blessés[129] depuis l'invasion. Le but est évident : choquer, pour que la communauté internationale sorte de son inertie.

Les appels sont relayés au sein même de l'administration française. Dès le 25 mars, l'ambassadeur à Moscou Henri Froment-Meurice a demandé au Quai d'Orsay : « Ne pourrions-nous pas inciter, notamment, certains États musulmans à demander un réexamen de l'affaire afghane par les Nations unies ? Une audience de la résistance ne pourrait-elle être envisagée[130] ? » Une reconnaissance officielle de la résistance est également proposée par Gabriel Robin ; elle lui permettrait d'ouvrir un bureau à Paris à l'instar de l'OLP. Mais le directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay serait partant pour aller beaucoup plus loin : une assistance humanitaire pourrait être acheminée aux réfugiés au Pakistan, « par qui on pouvait faire passer autre chose que des médicaments ou du blé jusqu'à l'intérieur de l'Afghanistan[131] », c'est-à-dire des armes. Mais il est très isolé. Pour le ministre des Affaires étrangères, « il ne pouvait être question à cette époque d'une réponse autre que diplomatique. Aucun passage à l'acte n'était possible de la part de la France[132] ». Pourtant, au vu des sondages, le gouvernement aurait l'opinion publique derrière lui : le 17 juin, l'Ifres indique que 89 % des Français estiment que la présence des soldats soviétiques en Afghanistan est une menace pour la paix. La France est

donnée en tête des pays capables d'obtenir leur retrait avec 23 % des votes, devant l'Europe, les États-Unis, et loin devant l'Onu qui ne recueille que 6 %.

Depuis la rencontre de Varsovie, les organisations de soutien aux Afghans n'entretiennent guère d'espoirs en Valéry Giscard d'Estaing. Les derniers disparaissent à la fin du mois de juin à la faveur de deux déclarations. Le 22 en effet se tient le sixième sommet du G7 à Venise. Désireux de ne pas s'y rendre les mains vides puisque la rencontre de Varsovie a été ressentie comme un échec, Valéry Giscard d'Estaing a fait demander à l'ambassadeur soviétique à Paris que Brejnev fasse un geste tout en chargeant Jean-Baptiste Doumeng d'appuyer par une démarche personnelle[133]. Il est donc en route vers la cité lacustre quand Stepan Tchervonenko demande à être reçu à l'Élysée. Au secrétaire général de la présidence de la République, le Soviétique laisse comprendre qu'une dizaine de milliers d'hommes vont quitter l'Afghanistan. Aussitôt Jacques Wahl en informe Valéry Giscard d'Estaing en soulignant le bénéfice qui pourrait en être retiré. Même si l'intention soviétique, avance-t-il, est « vraisemblablement de démobiliser les participants du sommet de Venise à propos de l'affaire afghane et d'influencer ensuite dans un sens favorable à ses thèses les opinions publiques occidentales. […] le choix de l'interlocuteur, le président de la RF, constitue une reconnaissance de son rôle international éminent[134] ».

Le secrétaire général prêche un converti. L'occasion est trop belle pour le président de la République de prouver à ses homologues, et aux opinions publiques occidentales, qu'il avait raison de se rendre à Varsovie, qu'il peut influencer Brejnev au risque de faire passer son optimisme pour de la candeur. Le conseiller national à la sécurité Brzezinski n'est pas convaincu. À son goût, il est trop tôt pour statuer sur la véritable nature du désengagement : redéploiement, relève ? Le secrétaire d'État américain se montre, lui, franchement pessimiste, tout comme son homologue britannique qui croit à un « rideau de fumée ». Les experts de l'Otan sont encore plus catégoriques : vu la pression exercée par la résistance afghane, un retrait est actuellement illusoire. Le 23 juin, Valéry Giscard d'Estaing choisit quand même de rendre public le mouvement de troupes, le qualifiant de « significatif », allant « dans la bonne direction », prélude à un

« calendrier de retrait ». Mais, à peine quelques heures plus tard, le retrait se transforme en simple relève. *L'Humanité* elle-même rapporte que les dix mille hommes annoncés appartiennent à une division de chars et une unité de missiles sol-sol qui s'avèrent toutes les deux inutiles en Afghanistan.

C'est un camouflet pour le président de la République qui apparaît comme le jouet de la propagande soviétique. La démarche de l'ambassadeur Tchervonenko n'ayant été qu'orale, il est difficile de déterminer aujourd'hui si un retrait *stricto sensu* a véritablement été annoncé par Moscou, ou si le message a été mal interprété par Paris. Un mauvais coup du Kremlin est peu probable : pourquoi les Soviétiques ridiculiseraient-ils aux yeux du monde l'un des seuls chefs d'État du G7 à ne pas les rejeter en bloc ? Le président de la République, appuyé en l'occurrence par le Quai d'Orsay, expliquera avoir choisi de « relever la signification politique [du retrait] pour autant qu'il marquât le début d'un processus[135] ». Et c'est là que Venise a un fort goût de Varsovie bis. Les détracteurs du président de la République oublieront en effet soigneusement de préciser que, si le G7 se félicite de la décision soviétique, il n'en exige pas moins la confirmation sur le terrain, et, surtout, un retrait complet des troupes. L'ambassadeur français à Moscou témoigne ainsi que ses instructions furent bien, dès le 24 juin, d'aller en faire la demande à Gromyko[136].

L'erreur du président de la République n'est pas d'avoir évoqué le retrait même partiel, mais d'avoir tout ramené à lui en établissant le lien avec la rencontre de Varsovie. Dès lors, il est légitime que le dépit créé par le faux retrait se canalise sur sa personne. À l'étranger, les Américains ne se privent pas de faire payer au Français ses démarches jugées trop individualistes. Jimmy Carter doit jubiler en lui télégraphiant : « Notre meilleure analyse actuelle du renseignement, fondée sur des observations plus directes des mouvements des troupes et des dispositifs soviétiques, est que le soi-disant "retrait" implique seulement 5 000 hommes et qu'il y a eu récemment également une entrée additionnelle de troupes soviétiques en Afghanistan[137]. » Lui aussi en campagne électorale, il veut montrer qu'il garde la main sur l'Afghanistan et le prouve le 25 juin en se prononçant, en contradiction totale avec le récent G7, pour un « arrangement transitoire[138] » avec Moscou en Afghanistan où le Pakistan se verrait chargé d'assurer l'ordre, en compagnie d'autres pays musulmans, pendant

que les Soviétiques replieraient leurs troupes. Deux jours plus tard, Valéry Giscard d'Estaing s'y dira fermement opposé, car « cela signifierait un certain maintien des forces soviétiques en Afghanistan[139] ». Cette déclaration sera d'autant plus mal perçue par Washington qu'une autre l'a précédée, qui va quasiment geler toute l'action française en Afghanistan jusqu'en mai 1981. En conférence de presse, le 26 juin, Valéry Giscard d'Estaing annonce que la France refuse d'aider militairement les Afghans. Et, comme pour enfoncer le clou, il qualifie les résistants de « rebelles ». Ainsi que le souligne aussitôt Michel Tatu dans *Le Monde*, il « aura été le seul dirigeant d'un pays occidental à tenir un tel propos[140] ». Or cette fois, impossible de l'attribuer à une mauvaise interprétation des entrailles soviétiques.

Le président de la République n'envisage aucun avenir en Afghanistan sans l'aval de l'URSS, ce qui le conduit à écarter tout ce qui pourrait la chagriner. Lui qui voulait incarner la jeunesse de la France semble pécher par une vision datée des relations internationales. Son opposant à l'élection présidentielle, François Mitterrand, vieux chat roué de la politique française, prend la balle au bond et dénonce une « politique étrangère qui s'efforce avant tout de plaire à l'interlocuteur du moment, et plus encore s'il est puissant, quand il ne s'agit pas simplement de plaire à l'opinion française[141] ». Et de se prononcer, lui, en faveur d'une « reconnaissance internationale » de la résistance afghane : « C'est déjà beaucoup l'aider que de la reconnaître », affirme-t-il. Il attire ainsi à lui les intellectuels récemment épris de l'Afghanistan, dont la virulence à l'égard de l'URSS est au moins égale à la passion qu'ils pouvaient lui exprimer quelques années plus tôt…

Le plus surprenant dans la déclaration du 26 juin est qu'elle soit publique. Un pays qui ne dit mot peut toujours soutenir en sous-main le mouvement de libération de son choix. Mais en procédant à une annonce officielle, sauf machiavélisme qui, contrairement à l'idée préconçue, est peu répandu dans les affaires internationales, il s'interdit durablement toute intervention. Les destinataires du message du président de la République ne sont pas tant les Afghans que les Soviétiques qui peuvent désormais être sûrs de ne pas être contrariés par une tentative de subversion française dans la région, mais aussi les Américains dont les services de renseignement

accroissent leurs activités au Pakistan. À l'été 1980, les services secrets français sont donc voués à rester l'arme au pied. Leur patron, Alexandre de Marenches, enrage, lui qui rêvait de profiter de l'Afghanistan pour taper sur ce que ses services ont pris coutume d'appeler « les Popov » – interdiction en effet de parler d'« URSS » boulevard Mortier. Lui est bien placé pour apprécier ce que ses confrères américains ont mis en place. Ses relations avec la CIA se sont nettement améliorées depuis que son proche ami, le général Vernon Walters, ancien attaché militaire à Paris, en est devenu le directeur adjoint. Marenches peut également escompter de nombreuses informations d'une structure secrète, née de la théorie édictée par Kissinger après le Viêt Nam et le Watergate : la CIA doit le plus souvent faire faire aux autres afin d'éviter les retombées en cas d'échec. Ces « autres », ce sont principalement, et par ordre d'importance, selon le journaliste et spécialiste américain John Cooley142, Alexandre de Marenches, Anouar el-Sadate, le shah d'Iran, le roi du Maroc, enfin le chef des services secrets saoudiens. Ensemble ils constituent le « Safari Club », conglomérat secret créé le 1er septembre 1976, plus un comité de réflexion qu'un vrai centre décisionnel, dont l'objectif initial est de combattre le communisme en AfriqueXII. Premier succès enregistré au Congo, en soutien de Mobutu.

Avec l'Afghanistan, le Safari Club étend sa sphère d'intervention, permettant à Marenches de disposer d'une fenêtre d'observation particulièrement utile. Le comte prend ainsi connaissance des quatre règles d'or que fixe la CIA à son intervention. La première : ce qui importe n'est pas de vaincre les Soviétiques, mais de les saigner à blanc pour les entraîner dans un gouffre financier dont ils ne sortiraient pas. La deuxième : aucun Américain ne doit entrer en Afghanistan ; une capture pourrait en effet immédiatement être exploitée par l'URSS comme un acte de guerre. La seule arme américaine restera donc financière. D'où la troisième règle : les États-Unis ne veulent, ni ne peuvent, équiper seuls les maquis afghans. Deux participants du Safari Club sont donc requis. Pour l'argent, les Saoudiens sont heureux de s'acheter en Afghanistan une légitimité religieuse que contestent la révolution iranienne et les régimes progressistes voire hostiles comme l'Algérie, l'Égypte ou la Libye. On parlera de « rialpolitique143 ». Suivant un accord signé avec Brzezinski au début de l'année, à chaque dollar versé par les Américains doit correspondre un

dollar du gouvernement saoudien auquel viennent s'ajouter les sommes colossales versées en guise de bonne action par les puissants, qu'ils appartiennent à la famille régnante ou au monde des affaires, via des ONG islamiques, des réseaux financiers, tout un écheveau d'organisations mêlant la banque Dar el-Mal el-Islami, la Ligue islamique mondiale, le Secours islamique international, etc. Contrairement à la légende, les principaux sponsors du djihad afghan ne sont pas les Américains, mais l'Arabie saoudite et ses cousines du Golfe.

Second membre impliqué du Safari Club, les Égyptiens fourniront le matériel. « Ouvrez-nous vos entrepôts, a lancé Brzezinski à Sadate en janvier 1980, de telle sorte que nous puissions donner aux Afghans les armes dont ils ont besoin pour se battre144. » L'Égyptien s'exécute avec d'autant plus de plaisir que les Américains sont en train de rééquiper son armée de manière ultramoderne. Il est imité par la Chine, heureuse de saper l'influence de l'URSS dans la région. La plupart de ces armes, dont la toute première livraison consiste en quelques milliers de vieux fusils 303 Enfield, sont déchargées dans le port de Karachi où intervient la quatrième et dernière règle de l'action de la CIA en Afghanistan : seul l'Isi, les services secrets pakistanais, est apte à les réceptionner, à les transférer, puis à les distribuer aux Afghans. Hier rejeté, le Pakistan de Zia est désormais un partenaire incontournable. Cette omniprésence dans les affaires afghanes lui sera reprochée, souvent avec raison. Mais elle ne doit pas oblitérer la part de responsabilité des Afghans qui ont toujours méprisé ce voisin plus jeune de deux cents ans et qui, dans les années 1970, hurlaient par dizaines de milliers : « Pachtounistan ! » tout en chantant par-dessus la tête des Pakistanais leur fraternité avec les Indiens. Déjà considéré par New Delhi comme un « avatar historique aberrant », traumatisé par la partition du Bengladesh, Islamabad en a été confirmé dans sa conviction quasi paranoïaque que sa survie même dépendait de son contrôle de l'Afghanistan. À trop avoir appelé à la sédition, les Afghans ne peuvent guère désormais compter sur la mansuétude pakistanaise…

La livraison d'armes aux Moudjahidin a été rendue publique très tôt, dès le mois de février 1980, dans le *Washington Post*145. La raison en est évidente : si Washington ne veut pas être pris la main dans le sac, il entend cependant faire savoir au monde qu'il ne laissera pas Moscou agir à sa

guise en Afghanistan. Les semaines suivantes ont donné lieu à bien des extrapolations. Le 26 mars, l'hebdomadaire *VSD* a annoncé que soixante-douze mercenaires américains et anglais, des *Wild Gooses*, anciens d'Angola, du Viêt Nam, de la Légion étrangère, épaulaient les Afghans. Puis ce fut le *Sunday Times* qui, début avril, rapporta que deux « anciens soldats britanniques », dont le quotidien cita même les nomsXIII, faisaient des allers-retours dans le pays pour rapporter du matériel de guerre soviétique au profit de militaires américains. Le 21 juin, l'AFP rapporte enfin que deux hélicoptères ont été abattus en Afghanistan, preuve que des missiles sol-air SAM-7 ont traversé la frontière146.

Tous ces articles mêlent le vrai – la livraison d'armes, que reconnaissent officiellement la CIA en juillet et Sadate peu après – et le faux – la présence, aux côtés des Afghans, d'officiers de services de renseignement occidentaux. La *Pravda* y va de sa contribution en annonçant en juillet que des conseillers militaires américains, chinois et égyptiens ont été aperçus à Peshawar. « Les États-Unis, ajoute-t-elle, sont les plus importants fournisseurs de mortiers, de Jeep munies de lance-flammes, de canons et de fusées sol-air. Des roquettes antichars parviennent de RFA et des stations radio de campagne du Japon. Un navire chinois apporte régulièrement au Pakistan des armes antiaériennes et antichars. » Là encore, les vérités se disputent aux approximations, mais le but, lui, est limpide, repris par le secrétaire général du PCF, Georges Marchais, de retour d'un voyage à Moscou : « L'intervention extérieure est patente, elle est claire, elle est nette. » Le procédé est habile pour justifier *a posteriori* l'invasion ; il se garde bien entendu de préciser que l'aide américaine avant 1980 ne concernait que des médicaments et du matériel de propagande. Il élude aussi les efforts de Zia pour que rien n'en soit su. Dans les milieux officiels, on s'échine à relativiser les affrontements en Afghanistan. La presse pakistanaise efface de ses colonnes les photos de Moudjahidin couteau entre les dents. En visite à Peshawar au début janvier, Zia a refusé de déclarer la guerre sainte comme il était pressé de le faire. D'un côté, il irriterait l'ogre soviétique, de l'autre il satisferait trop rapidement l'oncle Sam au détriment donc de faveurs qu'un peu d'atermoiements lui rapporterait. Enfin, la crainte est là d'armer des populations qui, par la suite, pourraient se

retourner contre Islamabad au nom du nationalisme pachtoune ou baloutche.

La presse fait enfin l'impasse sur les autres services occidentaux à l'œuvre dans la région. À Londres, Margaret Thatcher a autorisé le MI6 à mener des « *disruptive actions*147 », en clair à rendre la vie moins facile aux Soviétiques en Afghanistan. Le BND allemand aussi est actif depuis le Pakistan. En février, il s'est ainsi accordé, avec l'Isi, la CIA et les Chinois, pour installer une station satellite dans le Pamir, à Sikian, afin de renseigner sur les mouvements de troupes soviétiques. Une formation militaire de Moudjahidin débute également au Pakistan, dans la ville de Chaman. Le BND aurait enfin livré des lunettes à infrarouge, des paires de chaussures et autres équipements pour un montant estimé de quelques millions de marks148.

Le bilan est cruel pour Alexandre de Marenches : des principaux services alliés, seul celui dont il a la responsabilité doit se contenter du minimum. Sans poste ni à Kaboul ni à Islamabad, le Sdece dépêcha d'abord dans la région quelques honorables correspondants dont le tout premier partit de Paris dans l'heure de l'annonce de l'invasion : un journaliste, qui accepta de mettre à profit son reportage pour rapporter les informations qu'un officier du Service action, arraché à son repas de Noël, lui avait soumises. En mars, un officier accompagné de son chiffreur a enfin gagné l'ambassade à Kaboul où il devenait urgent d'être présent. Cela reste peu pour un service qui vient encore de réaliser de très belles opérations en Afrique. Et cela en devient donc frustrant, surtout que Marenches ne peut guère espérer infléchir Valéry Giscard d'Estaing qui, affirme la presse, songerait à le remplacer à la fin de l'été. La guerre de l'ombre, côté français, commence par un trou noir.

I- États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Italie, Canada.

II- En plus des ventes prévues par l'accord soviéto-américain qui, elles, ne sont pas concernées.

III- Au titre du STO.

IV- Selon Gabriel Robin, c'est une allusion à la Pologne.

V- « Oppression nationale » en français.

VI- « Organisation de libération du peuple d'Afghanistan ». La Sama fait partie du Front uni de libération, qui regroupe une douzaine d'organisations se réclamant de la *Flamme éternelle*, ancien journal marxiste de Kaboul.

VII- En raison de la décision du gouvernement de changer le drapeau rouge par un drapeau aux couleurs traditionnelles de l'Afghanistan.

VIII- Une note, remise à Valéry Giscard d'Estaing le 23 avril 1980, souligne les liens privilégiés d'Occidental Petroleum Corporation avec l'URSS et conclut : « Malgré son grand âge, le docteur Hammer continue de mener l'Occidental selon son style propre. Ses relations avec le bloc communiste sont souvent spectaculaires » (AN 5AG3/1095). Une autre note du 11 avril indique : « M. Hammer est considéré par la DST et par le Sdece comme un agent d'influence de l'URSS » (dans sa biographie d'Armand Hammer, Edward Jay Epstein affirme de fait que Marenches l'aurait présenté de la même façon à Reagan).

IX- Une lettre, manuscrite, est envoyée à l'Élysée, si confidentielle que Hammer signe sur toutes les coutures en prenant soin de coller par-dessus des bouts de Scotch.

X- Marié à une Française, Catherine, Habib Rostam, docteur en sciences économiques, décidera par la suite de rentrer au pays afin de lutter contre la peste : il sera tué par des Hazaras qui le considéraient comme trop gênant…

XI- Au point que, jusqu'à ce jour, personne n'en était informé.

XII- S'il est l'instigateur du club et l'ordonnateur des réunions dont il fixe l'ordre du jour, Marenches, officiellement, n'en est pas membre.

XIII- Sam Evans et Philipp Sessarego qui, sous le nom de plume de Tom Carew, publieront des souvenirs sujets à controverse.

Chapitre III

« Qu'est-ce que c'est la France ? »

La population fuit, l'armée déserte, les campagnes se révoltent : voilà, résumée, la situation en Afghanistan depuis l'invasion. Les Soviétiques se concentrent sur l'« Afghanistan utile », à peine un quart du pays, mais le plus peuplé et qui concentre les principales industries ainsi que les exploitations pétrolières et gazières. Et ils misent sur la jeunesse pour faire émerger une élite sympathisante : quatre mille étudiants partaient faire leurs études en URSS à la fin 1979, ils seront vingt mille en 1984. En attendant cette hypothétique relève, les militaires ont dû revenir dans le Kunar, puis opérer dans la région de Ghazni jusqu'en juin. Durant l'été, le commandant Sayid Jaghlan parvient à les mettre en échec à Bamiyan.

L'armée soviétique réalise à peine ses erreurs. Entrée en Afghanistan comme en Europe centrale, sans étude spécifique de la géographie, de l'histoire et de la sociologie, elle n'a pas anticipé la virulence de la guérilla à laquelle elle fait face et doit improviser une stratégie de contre-insurrection, elle qui, héritage de la Seconde Guerre mondiale, n'a été habituée qu'aux opérations de répression. Son effectif est notoirement insuffisant : à peine une moyenne de 120 000 hommes par an occuperont les 650 000 km^2 de l'Afghanistan, on est loin des 500 000 GI's au Viêt Nam et des 400 000 soldats du contingent français en Algérie. Ses chars, blindés, batteries de DCA sont inadaptés au relief escarpé et à une insurrection faiblement armée. Avant la fin de l'année, le tir est corrigé : les troupes d'Asie centrale sont remplacées par des Russes, plus motivés, la chaîne de commandement est raccourcie, l'accent mis sur l'infanterie légère et les commandos d'élite – les Spetsnaz ; enfin, les hélicoptères, dont le redoutable et flambant neuf Mi-24, sont massivement employés. Avec leurs trois cents officiers[149] secondés par une centaine d'auxiliaires, présents pour certains depuis plusieurs années sur le territoire afghan, les services

secrets soviétiques sont les plus actifs, mais aussi les plus avisés ; ils mettent sur pied un nouveau service de sécurité afghan, le Khad (Khadamat e-Etala'at e-DawlatiI), qui succède aux porte-flingues d'Hafizullah Amin. À sa tête, Mohammed Nadjibullah, trente-deux ans, qui se fait appeler « Nadjib » pour faire oublier la connotation religieuse de son patronyme.

Les agissements soviétiques font les choux gras de la presse occidentale, sans souci majeur d'objectivité. Thierry Desjardins n'hésite pas à évoquer dans *Le Figaro* un « génocide150 », orchestré par Karmal et l'ambassadeur soviétique Tabeiev. Revenant d'un voyage à Kaboul, François Luizet explique lui dans *France-Soir* avoir retrouvé « cette odeur de sang et de mort », comparant le pays à « l'horreur à l'état pur151 ». Ailleurs on célèbre la « fierté afghane », la « beauté des résistants », le « sacrifice afghan ». Les déclarations les plus fracassantes sont reprises, comme celle de ce chef afghan estimant à rien moins que cinq cent mille le nombre de Moudjahidin tombés durant les combats152. Un cas illustre mieux que d'autres cette inflation médiatique. En juin, toute la presse a annoncé l'encerclement de Kaboul par « vingt mille rebelles » s'apprêtant à lancer l'assaut sur la capitale. Or il n'en était rien. De même, Gérard Chaliand explique au *Nouvel Observateur* que l'usage du napalm, dénoncé à grands cris en Europe, n'a pas pu être prouvé. L'expression « Armée rouge » est récurrente dans les commentaires alors qu'elle est morte en 1946. « Ceux qui l'emploient, souligne Hervé Barré au MSRA, veulent faire peur, raviver les vieux souvenirs. En Afghanistan, c'est l'armée d'un pouvoir stalinien, vieillissant et crispé, qui intervient153. » Et il a pu le constater de près puisque, arrêté pour avoir pris des photos entre Kaboul et Mazar, il a été détenu pendant une journée au camp de Bagram, ce qui lui a permis de constater en discutant avec eux que les soldats soviétiques étaient à peu près dans le même état d'esprit que les appelés français en Algérie.

L'Humanité est tout aussi partiale, mais en agent contre-propagandiste. Le 21 juin, son envoyé permanent Jacques Coubard se permet même d'écrire : « L'attitude de la presse française, et plus particulièrement les "reportages" publiés dans *Le Monde*, *Le Figaro* et *France-Soir*, ont indigné coopérants et membres de la communauté française, au point qu'ils s'en sont émus auprès de l'ambassade. Ceux qui veulent étouffer la jeune révolution afghane sous ce déluge de mensonges prennent leur rêve pour la

réalité. » Les 11 et 12 août, le journal communiste accuse la direction de l'AFP, qu'elle rebaptise AFN (Agence Fausses-Nouvelles), d'organiser « l'intoxication sur les événements de Kaboul » et de « manipuler l'information ». Les articles seraient fabriqués à Paris même, puis imposés aux correspondants d'Islamabad. L'AFP doit se fendre d'une mise au point pour rectifier le bobard.

Kaboul plus ou moins interdit aux journalistes, ceux-ci doivent passer par le Pakistan pour espérer couvrir le conflit. Le point de passage obligé est Peshawar, devenu une sorte de cour des miracles de l'Afghanistan : les réfugiés, blessés, estropiés, miséreux y sont bien plus nombreux que les combattants et tous ceux qui prétendent l'être. Une partie de la ville s'est afghanisée. Des commerces afghans se sont ouverts : restaurants, chaïkhanas (maisons de thé), marchands de tapis rapportés avec les caravanes. Des Afghans s'improvisent joailliers pour racheter les bijoux dont les familles se séparent pour survivre ; d'autres revendent la vodka et le caviar volés ou négociés avec les soldats soviétiques.

Peshawar, c'est aussi la capitale de la résistance afghane. Sept partis, tous sunnites pour satisfaire l'Arabie saoudite, y ont vu le jourII. Les trois principaux sont dits « fondamentalistes ». Comme l'exposera le futur chargé d'affaires Didier Leroy, alors en poste à l'ambassade française à Kaboul, ils regroupent surtout « des moralistes puritains préoccupés par le laxisme grandissant des mœurs, le déclin des valeurs traditionnelles et la diffusion au sein de la jeunesse afghane d'une culture laïque occidentale. Ils étaient déterminés à imposer la loi iranienne dans la vie sociale et politique du pays154 ». Au début des années 1980, toute perspective d'un État islamique effraie, tant la révolution islamique obsède les chancelleries. Peu importe que la comparaison soit peu pertinente à cause du réseau de clans, de tribus, de villages qui rend les régions afghanes très autonomes par rapport à Kaboul. Tout dictateur à la mode Khomeyni se heurterait aux pouvoirs locaux qui n'ont pas la moindre intention d'appliquer les diktats de la capitale. Le fondamentalisme afghan s'apparente plus à un réformisme face aux supposées déviances laïques du communisme155.

Le plus ancien des trois partis fondamentalistes, le Jamiat-e Islami, regroupe surtout les Tadjiks du Nord-Est et de la région de Herat. Son leader est l'un des anciens chefs de la contestation islamiste à Kaboul,

Burhanuddin Rabbani, quarante ans, originaire du Badakhshan. Surnommé « Ostad », le maître, ce fils d'un petit propriétaire terrien a traduit l'ouvrage le plus connu du Frère musulman Sayyid Qutb, *Jalons sur la route*, mais aussi mené une thèse sur le poète soufi Jami, ce qui illustre la complexité du personnage – d'autres préféreront parler d'opportunisme – et, partant, l'hétérogénéité de ses partisans. Candidat à l'instauration d'un État islamique, le Jamiat se défera peu à peu de son habillage idéologique islamiste pour devenir un parti nationaliste. De tous les partis afghans, il a incontestablement la meilleure image. Le chercheur Olivier Roy y voit même la matrice de la future unification de la résistance alors que Mike Barry, insistant sur la très faible proportion de Pachtounes y appartenant, le considère plutôt comme « l'auberge espagnole administrative des Tadjiks insurgés d'Afghanistan156 ».

Le QG du principal concurrent se situe à quelques pâtés de maisons. Le Hezb-e Islami (« Parti islamique ») focalise sur lui toutes les peurs. À sa tête, le redouté Gulbuddin Hekmatyar, l'un des maîtres d'œuvre de la tentative de coup d'État islamiste en 1975 dont l'échec est à l'origine de la scission du Jamiat. Né en 1947, à Imam Saheb, au nord de Kunduz, c'est un Pachtoune, de la tribu Kharoti, sa famille ayant été déplacée dans les années 1930 au moment des grandes déportations destinées à pachtouniser le Nord. Il fascine par sa violence froide, qui l'a poussé, à vingt-cinq ans, alors étudiant en école d'ingénieurs à Kaboul – ce qui lui vaut le surnom d'« Indjinar », l'ingénieur – à poignarder à mort un camarade parce que maoïste. Des rumeurs, jamais confirmées, affirment qu'il aurait un temps frayé avec les jeunesses communistes. Elles font dire au spécialiste Jean-José Puig que « Hekmatyar est avant tout un ambitieux opportuniste qui se sert de la religion mais qui n'a pas de convictions personnelles, qui n'est pas une personne pieuse, qui n'a aucune dimension mystique157 ». Hekmatyar apparaît cependant comme la grande figure de la résistance en 1980. Son portrait orne ainsi nombre de murs en Afghanistan ; c'est son visage qui accompagne les textes de Kaboul dénonçant les crimes des « terroristes ». D'aucuns y voient la preuve qu'il est soutenu par le KGB dans le dessein d'accroître les dissensions au sein des Moudjahidin, voire, croit savoir *Le Quotidien de Paris*, d'en faire « une éventuelle solution de remplacement au régime Karmal158 ». *A contrario*, l'ancien chef de poste

de la CIA à Islamabad James Bearden explique que le KGB n'avait qu'une idée en tête, décrédibiliser Hekmatyar qui aurait été le pire ennemi de l'URSS159.

En réalité, des liens avec le régime de Kaboul existent bien, mais ils sont claniques, et non politiques : le Hezb-e Islami est à forte composante Ghilzai, tout comme l'armée et la fonction publique. Hekmatyar saura en jouer tout au long du djihad. Mais sa rapide notoriété, il la doit surtout à une conjonction d'intérêts. Kaboul et Islamabad trouvent une raison concordante à le mettre en avant : celle d'enduire la résistance afghane d'un vernis de fanatisme qui, dans un cas, est censé repousser, dans l'autre fédérer. Le général Zia en effet a fait son choix : Hekmatyar doit récupérer la plus grosse part de l'aide étrangère ; il correspond parfaitement au souci obsédant des Pakistanais d'installer à Kaboul un islamiste de sensibilité semblable à leur plus important parti, le Jamaat islami, qui soit pachtoune, mais de la confédération Ghilzai et non Dourrani, comme le roi qu'ils rejettent. À la place du nationalisme, qui a conduit l'Afghanistan à se rapprocher des Russes et des Indiens, devrait ainsi s'imposer un fondamentalisme qui ferait les affaires du Pakistan.

Le troisième parti « fondamentaliste » est un autre Hezb-e Islami, branche dissidente du précédent. Il est souvent appelé Hezb-Khalès, du nom de son créateur. À soixante ans, Younès Khalès est le plus âgé des leaders de la résistance, et pourtant le seul à faire régulièrement le coup de feu en Afghanistan, ce qui lui vaut un grand prestige. Ses troupes sont pachtounes, concentrées autour du Paktia et de sa région originelle du Nangarhar (autour de Djalalabad). Imam de la mosquée de sa famille, Khalès est par ailleurs Cheikh-al-hadith et Qari, c'est-à-dire qu'il connaît par cœur les hadiths (paroles du Prophète) et le Coran. Il fut poète durant la monarchie, avant de se déclarer hostile au réformisme impulsé par Daoud.

En 1981, un dernier parti fondamentaliste verra le jour, l'Ittihad-i-Islami Baraye Azadi AfghanistanIII, sous la férule d'Abdul Rassoul Sayyaf, trente-quatre ans. Diplômé d'al-Azhar, cet ancien professeur à la faculté de la charia à Kaboul est l'un des seuls à parler couramment l'arabe, ce qui lui a valu d'être choisi par les Saoudiens pour porter les couleurs du wahhabisme au sein de la résistance afghane. À ce titre, il est très minoritaire, très peu

implanté en Afghanistan, mais ses quelques troupes sont réputées pour leur détermination.

Aux côtés des quatre partis fondamentalistes, trois autres sont dits « modérés » ou « traditionalistes ». Royalistes, ils sont pour un retour à l'État et à l'islam d'avant 1978. Leurs partisans sont donc logiquement les khans, la plupart des grandes familles tribales, mais aussi les mollahs que révulsent les positions extrêmes des fondamentalistes. Sans réel programme politique autre que la dénonciation du communisme, deux de ces partis sont en fait la traduction politique des principales sectes soufies d'Afghanistan : Naqshbandiyah et Qaderiyah. La première est guidée par la famille Modjaddedi, « faiseuse de rois » depuis des siècles, et donc décimée par les communistes en janvier 1979. Le survivant, descendant du calife Omar, porte le titre de « Hazrat Saheb » (présence éminente). C'est un professeur, prénommé Sebghatullah, emprisonné du temps de Daoud, qui a créé le Jabba-e Azadi-e AfghanistanIV.

La Qaderiyah, elle, est dirigée par Sayyid Ahmad Gailani, appelé « Pir Saheb » (maître saint). Descendant, lui, du saint musulman Abdelkader al-Gailani, il a fondé le Mahaz-e Melli-e IslamiV, essentiellement implanté en zone tribale pachtoune. Il est de loin le plus occidental des leaders afghans, et, à ce titre, il a été le tout premier à venir en Europe, en juin 1980. « Complet gris anthracite et cravate Cardin », décrit *Le Quotidien* qui aurait pu ajouter un bouc finement taillé, il « évoque davantage l'image d'un homme d'affaires paisible que celle d'un chef de guérilla160 ». « Un diplomate du Quai d'Orsay161 », ajoute Antoine Sfeir. Le discours de Gailani, comme celui de Modjaddedi, plaît forcément aux oreilles occidentales : voilà un Afghan résolument déterminé à combattre pour la liberté, qui revendique cent mille fidèles, qui dénonce les horreurs soviétiques, les massacres et les tortures de prisonniers… L'alliance apparemment idéale de l'islam, de la monarchie et du Pachtounistan.

Le dernier parti modéré, le Harakat-e Enqelab-e IslamiVI, est peut-être le plus méconnu, et pourtant le plus largement implanté des trois puisqu'il rassemble les oulémas présents dans tout le territoire. Né en 1920 dans le Logar, le Mawlawi Mohammad Nabi Mohammadi le dirige. En 1965, il avait déjà été élu au Parlement afghan pour représenter les oulémas. En visite à son QG, Patrice Franceschi décrit un sage, très peu loquace, qui

déguste thé et petits gâteaux pendant l'entretien. « Même la France qui est le pays le plus démocratique du monde et le plus pacifique ne nous soutient pas, déplore Mohammadi. Vous savez pourtant que nous nous battons contre les communistes[162]. »

Le Mawlawi vise la France, mais il aurait pu étendre son propos à tout l'Occident où le système des partis de Peshawar ne recueille pas l'adhésion. Leur représentativité réelle est mise en doute, et à raison puisqu'ils ont été créés pour satisfaire les Pakistanais. Les premiers à les contester sont les combattants des fronts indépendants à l'intérieur de l'Afghanistan. Eux qui se sont levés les premiers, spontanément, voire dès l'arrivée de Taraki, essentiellement dans le Hazaradjat, le Badakhshan et le Nouristan, acceptent mal la mainmise d'individus qui leur sont inconnus et auxquels ils contestent toute légitimité politique et religieuse, sans guère de possibilités pour eux d'y remédier : trois cents kilomètres à pied, cinq cols, puis encore trois cents kilomètres séparent l'Afghanistan de Peshawar, ôtant beaucoup d'intérêt à toute espèce de communication. Mais la machine pakistanaise est implacable. De même que tout réfugié afghan franchissant la frontière doit s'affilier à un parti pour obtenir un titre de séjour et une carte de ravitaillement, de même le moindre commandant de la plus quelconque des vallées doit choisir son écurie afin de recevoir sa part d'armements. Les sept partis permettent à Islamabad de cadenasser et d'islamiser la résistance.

L'affiliation à un parti se fait par affinité tribale, clanique, régionale, voire pour se différencier des autres commandants : parce que telle tribu est affiliée à tel parti, telle autre choisira de rallier un parti distinct. Les critères politiques ou religieux sont mineurs. Les partis s'implantent le mieux là où la société traditionnelle afghane a perdu du terrain : chez les Tadjiks, les Hazaras, les Ouzbeks. Leur emprise est beaucoup moins forte dans le Sud, chez les Pachtounes, où des assemblées locales traditionnelles ont pris le pouvoir et ne tolèrent guère la concurrence.

Tous les partis, tous les commandants partagent cependant un point commun : auprès de leurs visiteurs occidentaux, journalistes et diplomates, ils se targuent de représenter des milliers de combattants et, en conséquence, ils n'ont de cesse de réclamer des armes. Tous, sauf Hekmatyar qui, lui, affirme ne pas vouloir de l'aide occidentale : l'Afghanistan, explique-t-il, ne doit pas devenir « un nouveau Viêt Nam de

l'Asie centrale où les superpuissances se battraient par nations interposées[163] » ; selon lui, « les Afghans doivent se battre seuls contre les Soviétiques, avec les armes récupérées au cours des combats[164] ». Au même moment, il est pourtant en train de recevoir ses premières livraisons, mais l'intermédiaire pakistanais lui permet probablement d'oublier qu'elles ont été payées en partie par la CIA… Les Américains ne trouvent rien à redire au choix de Zia de privilégier l'ingénieur. Ils se fient à un axiome aussi simple que contestable : plus fanatique est le musulman, mieux il se bat contre les communistes. Le reproche qui leur en est fait encore aujourd'hui est tout à fait injustifié au début des années 1980. Non seulement les Pakistanais ne demandent pas leur avis aux Américains, mais ceux-ci n'ont encore jamais souffert de l'intégrisme musulman. Et la France, en ayant envoyé le GIGN lors de la prise d'otages de la grande mosquée de La Mecque en 1979, a montré l'exemple d'une nation occidentale pouvant pactiser avec un régime plus qu'intransigeant. Ce n'est pas l'origine du soutien au Hezb-e Islami qui est discutable, mais le fait qu'il ait pu perdurer malgré les turpitudes de son chef.

Le Jamiat rejette aussi la comparaison avec le Viêt Nam, mais pour une autre raison qu'Hekmatyar : dès le 3 janvier 1980, son porte-parole a déclaré à l'AFP que, contrairement à ce qui se produisait en Asie du Sud-Est, « nous n'avons pas de soutien extérieur et nous manquons de munitions[165] ». La corne d'abondance américaine n'étant pour eux qu'un goutte-à-goutte, la plupart des commandants du Jamiat en sont réduits à récupérer les armes de leur ennemi, mais aussi à faire leurs courses dans un marché de la contrefaçon. À Darra, un village frontière à trois quarts d'heure de route de Peshawar, de toutes petites échoppes, certaines portant le nom, en caractères latins, de « London » ou « Gulakbar Sons », vendent TNT, obus, bandes de mitrailleuses. Les armes du monde entier sont copiées avec des outils ancestraux ressemblant plus à des instruments de musique traditionnels, estampillées *made in Pakistan* : 320 francs pour une copie de mitraillette anglaise Sten, mais près de 8 000 pour un pistolet-mitrailleur soviétique. Tout peut être essayé sur place, à ses risques et périls, mais il faut payer cash et emporter la marchandise !

Le courage des Afghans partant au combat avec des tromblons du début du siècle est devenu une image d'Épinal. « Nous nous battrons avec nos

dents s'il le faut[166] », affirme le commandant Sadiq à Franceschi et Manoukian. Pour améliorer leur image à l'étranger, les Afghans tentent bien de se rassembler. D'aucuns espèrent en Zaher Shah. « Si tu dors, lui a écrit un chef de tribu au printemps, réveille-toi, et, si tu es réveillé, mets-toi en marche[167] ! » L'ancien roi vit à quelques kilomètres de Rome, entre les via Cassia et Flaminia. Sa villa est plus protégée par les pins que par la sécurité puisque deux hommes seulement en assurent la garde à l'entrée. Meublé sans faste excessif, Zaher vit retiré, à lire et regarder la télévision, souvent française, accompagné de son gendre et cousin, le général Abdul Wali. Et il n'a nulle intention de changer ses habitudes. Accordant sa première interview depuis 1973 au journaliste français Olivier Warin, il déclare que la monarchie est « une chose d'hier[168] ». N'en déplaise à Kipling, il est l'homme qui ne veut plus être roi. Et c'est tant mieux, diraient les islamistes pour qui Zaher est le « roi rouge », celui qui a permis l'infiltration des communistes à tous les échelons de l'administration. À Peshawar, un tract du Hezb-e Islami le qualifie de « vache décrépite en quête de pouvoir perdu », d'« élève de l'impérialisme » et de « traître à la patrie[169] ».

C'est finalement sous la demande pressante de l'Égypte et de l'Arabie saoudite que les partis afghans ont décidé de s'unir. Le 21 mars, une alliance islamique finit par voir le jour, avec Sayyaf pour président. En France, les défenseurs de la liberté des Afghans tentent d'en profiter pour obtenir la reconnaissance de la résistance. De retour d'un voyage à Kaboul, où les autorités afghanes ont été ravies de les accueillir, les députés de droite Alain Madelin et Gilbert Barbier déclarent : « Le plus grave pour l'URSS serait la reconnaissance par l'Occident et les nations islamiques de la résistance comme seule authentique représentante du peuple afghan[170]. » Afrane surenchérit pour réclamer une aide de la France aux résistants, une aide, comme elle le dit, « à ne pas se réfugier[171] ».

Aux spécialistes du pays cependant, toute entente entre les partis paraît condamnée à l'avance, et, par voie de conséquence, toute reconnaissance. La désunion en effet est une seconde nature chez les Afghans. L'officier britannique Arthur Conolly, inventeur du « Grand Jeu », le relevait déjà en 1831 : « Si les Afghans, en tant que nation, se déterminaient à résister aux envahisseurs[VII], les difficultés rencontrées durant la progression seraient bien près d'être insurmontables[172]. » La société afghane possède ses règles

ancestrales, établissant un équilibre instable, difficilement compréhensibles en particulier en Occident. Les alliances se font et se défont au gré des intérêts. Le seul et unique lien est l'islam, qui structure tout.

De toute façon, l'unification de la résistance butera toujours sur un écueil : le Pakistan. Comme conseiller militaire de l'armée jordanienne, le général Zia a en effet assisté à l'emprise grandissante de l'OLP sur le régime jusqu'à son éradication lors de Septembre noir. Il ne veut pas chez lui d'une « OLP afghane ». Et il y veillera d'autant plus qu'un autre danger de déstabilisation existe avec les réfugiés. Les Pakistanais sont habitués à accueillir en masse leurs voisins. Déjà, dans les années 1950 et 1960, quelque six cent mille Afghans, pour la plupart des paysans, appauvris par l'industrialisation du pays et la chute des prix agricoles, étaient allés chercher un travail à l'étranger. Le coup d'État de Daoud suscita ensuite l'exil des islamistes, puis Taraki déclencha celui des classes moyennes soupçonnées d'anticommunisme. Mais avec l'arrivée des Soviétiques, le phénomène explose. De 18 000 en décembre 1978, le nombre de réfugiés au Pakistan passe à 400 000 en 1979, puis 1 400 000 en 1980[VIII]. La quasi-totalité est composée des Pachtounes fuyant la terre brûlée pratiquée par les Soviétiques ou répondant aux appels à l'Hejrat lancés par le Hezb-e Islami, c'est-à-dire l'abandon des terres souillées par des infidèles. Une charge considérable pour le Pakistan déjà mal en point. Mais une fois encore, Islamabad sait admirablement en tirer profit. Tout d'abord, les camps apportent au général Zia une légitimité toute neuve. Ainsi que le souligne Fiona Terry, « comme Mobutu Sese Seko au Zaïre quinze ans plus tôt, [il] est passé grâce au flot de réfugiés du rang de paria international à celui de chef d'État "respectable[173]" ». Ensuite, gonflant artificiellement le nombre de réfugiés, son gouvernement attire à lui des financements internationaux importants. Il en profite aussi, en politique intérieure, pour accroître son influence là où les camps ont fleuri, les zones tribales et la province du Nord-Ouest, qui jouissent à la frontière d'une autonomie très étendue[IX]. Enfin, les camps sont exploités par Zia pour orienter la politique de l'Occident en Afghanistan. L'immense majorité des réfugiés en effet est constituée de Pachtounes puisque ceux-ci peuvent franchir la frontière en quelques jours quand il faudrait des semaines aux Tadjiks et aux Hazaras pour faire de même. Ils monopolisent donc les partis afghans, permettent au

général Zia de vendre aux Occidentaux une résistance menée par les Pachtounes et, par conséquent, à terme, une suprématie pachtoune à Kaboul.

Les camps apparaissent donc à la fois comme un fardeau indéniable, mais aussi une chance pour le régime pakistanais. Ils jouent un rôle également évidemment essentiel dans l'arrivée des premiers humanitaires français au Pakistan, éclaireurs d'une cohorte sans armes mais au destin unique. Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) a signé un accord avec le Pakistan en 1979 portant sur 10 millions de dollars pour l'année en cours et la suivante. Médecins sans frontières (MSF), forte de son expérience d'une dizaine d'années, a spontanément proposé son aide dès le mois de mai 1979 au gouvernement pakistanais qui l'a refusée. Mais ce n'est que partie remise. En janvier 1980, l'ONG se voit solliciter par le HCR avec une condition impérative : la présence de femmes médecins, sans lesquelles il serait impossible d'entrer dans les habitations pour évaluer l'état sanitaire des familles. À la tête de la mission exploratoire, un jeune thésard en médecine s'impose, Gérard Kohout, qui, outre quelques séjours au Kurdistan et à Oman, a connu l'Afghanistan à dix-huit ans, en 1969. Il ne peut compter sur meilleure aide pour l'assister que sa propre compagne, Juliette Fournot, vingt-cinq ans, fraîchement diplômée en chirurgie dentaire, et parlant couramment le persan pour avoir vécu en Afghanistan à partir de 1965.

L'Histoire est malicieuse : en 1968, lors de l'inauguration des nouveaux locaux d'Esteqlal, Juliette avait serré la main de Georges Pompidou qui s'était ensuite envolé pour Paris affronter les soixante-huitards dont certains dirigent dorénavant MSF : Claude Malhuret, Rony Brauman et Francis Charhon ! Ce dernier est du voyage qui, en avril 1980, conduit Kohout, Juliette et une pédiatre le long de la frontière, de Peshawar jusqu'au Baloutchistan. Les camps de réfugiés sont en fait des abris de fortune sur les versants montagneux, sans aucun confort, de toute façon bien illusoire dans ce « désert des Tartares » glacé par l'hiver. « Les enfants étaient pieds nus, se souvient Juliette. Une épidémie de rougeole sévissait. Une simple rhino pouvait s'avérer mortelle174. » Deux cents tombes d'enfants en témoignent.

Au bout de quinze jours, la mission remet ses propositions, consistant en l'édification d'une clinique, sous l'égide du HCR, à Duki, Data Khel, Chagai et Parachinar, chacune devant disposer de quatre à cinq médecins MSF. Mais le gouvernement pakistanais lambine, et finalement refuse à nouveau sans donner d'autre explication qu'une sécurité difficile à garantir aux Européens en zone tribaleX. Seules deux organisations internationales restent donc admises, et encore uniquement à l'extérieur des camps : le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), avec quatre employés à Peshawar pour deux millions de réfugiés (quand ils sont trois cents en Thaïlande pour six fois moins de nécessiteux), et l'IRC (International Rescue Committee).

Pour Juliette Fournot, les Pakistanais auraient agi par aigreur. Déçus de ne pas recevoir assez d'argent de la part des Américains, ils auraient écarté la présence des Français qui aurait été un signe de plus de leur compromission avec l'Occident : « Nous les entendions dire, en rapport avec le premier métier de Jimmy Carter : "Nous n'allons pas vendre notre âme pour quelques poignées de cacahuètes !" »

L'attitude pakistanaise, loin de décourager MSF, renforce la détermination des ONG françaises en Afghanistan : puisqu'il est impossible de secourir les Afghans au Pakistan, autant soulager leurs souffrances sur place. « Nous les voyions démunis de tout, relate Juliette, et ils osaient nous dire : "Mais allez donc à l'intérieur du pays, c'est encore pire !" » Pour les jeunes docteurs MSF des années 1980, l'Afghanistan sera ce que le Biafra fut à leurs aînés de la fin des années 1960. L'ONG est en pleine expansion. Les volontaires affluent depuis l'exode cambodgien qui a été très médiatisé, mais aussi les finances, qui ont été multipliées par dix au cours du dernier trimestre 1979. Sous l'action déterminée du trio Charhon-Brauman-Malhuret, MSF rationalise son organisation. Au premier, devenu président, l'intendance du siège ; au second, les opérations ; au troisième, l'action auprès des politiques et de l'administration. Malhuret a également rapporté des États-Unis la technique du *fund-raising* pour assurer le financement. Les premiers mailings sont fondés sur les listes d'abonnés que La Redoute a accepté de concéder. Succès complet.

Même à des exaltés cependant, l'Afghanistan peut paraître encore trop incertain. « Il n'y a pas eu de discorde entre Charhon, Brauman et moi,

témoigne Claude Malhuret, car nous étions très liés. Simplement une divergence de vue[175]. » L'obstacle n'est pas la clandestinité, c'est même la marque de fabrique de MSF depuis le Cambodge, le Kurdistan, le Laos, l'Éthiopie, la Somalie. « Chaque fois que nous étions dans un camp de réfugiés, précise Malhuret, et que l'on savait pouvoir être utiles de l'autre côté de la frontière, on n'hésitait pas à y aller. Mais en l'occurrence, c'était l'Armée rouge de l'autre côté et dans notre mythologie personnelle, fondée sur les vingt dernières années, elle incarnait le pire des dangers : on pensait qu'elle raserait l'Afghanistan comme un rouleau compresseur et on ne voulait pas que nos médecins terminent dans un goulag de Sibérie. » Car il n'est plus question pour l'ONG de se limiter à témoigner, il lui faut opérer dans la durée, ce qui nécessite beaucoup plus de moyens et d'investissements sur le terrain. Cette évolution a d'ailleurs provoqué le clash avec Bernard Kouchner pour qui c'était faire de MSF une « Croix-Rouge bis[176] ».

L'élément déclencheur est l'ami de Malhuret à la fac de Cochin, Gérard Kohout.

— On entend sans cesse parler de l'Afghanistan et MSF n'y est pas ? l'interpelle celui-ci. Que foutez-vous ?

Malhuret débite la ligne de l'ONG :

— Il n'est pas question d'y aller. Trop dangereux, c'est l'Armée rouge !

Kohout lui rétorque qu'il se rend chaque année en Afghanistan depuis dix ans, qu'il parle le dari, qu'il sait que les médecins manquent sur place, qu'il faut donc y aller.

— Les Soviétiques se terrent devant les Moudjahidin. Leurs bombardements sont rares et inefficaces. Je t'assure, l'Afghanistan, c'est la Suisse !

Et d'exhiber un stock de photos montrant la splendeur du pays. « C'était délirant[177] ! » reconnaît Malhuret dont le premier réflexe est de ne pas y croire. Et puis, son ami revenant à la charge, il réfléchit : Kohout est un gars sérieux, pas le genre casse-cou. Il décide donc d'appuyer sa suggestion auprès de ses camarades Brauman et Charhon :

— Tu connais Kohout, lui répliquent ces derniers, c'est un rêveur ! Tôt ou tard, il va prendre une bombe sur le coin de la gueule !

À cette époque, peu de monde n'ajouterait foi à cette description misérabiliste de l'armée soviétique. Mais comme Malhuret à son tour insiste, MSF consent à accorder à Kohout une carte de l'ONG frappée de la croix rouge, viatique dérisoire en cas d'arrestation, et à lui adjoindre un compagnon de route, Eugène Lehembre.

Retour au Pakistan pour un état des lieux : quelle région d'Afghanistan se prêterait au mieux à l'accueil d'une mission médicale ? Les critères sont les voies d'accès, le terrain, le bassin de population, le mouvement de Moudjahidin tenant les lieux. Selon Kohout, l'idée originelle était de faire sans les partis de Peshawar178, mais cela s'avère vite illusoire. Trop compliqué. Avec Lehembre, il s'oriente finalement vers le commandant Anouar Halakdar qui se présente comme le chef d'un important groupe de résistants du Kunar. L'homme a beaucoup de bagout, l'affaire est conclue. Le duo passe clandestinement la frontière et écume le secteur pendant six jours pour réaliser que le commandant n'est qu'un chef de bande qui cherche à les utiliser pour étendre son influence. MSF se rabat en conséquence sur la province voisine du Nouristan parce qu'elle est la première à s'être libérée de Kaboul – une sorte de logique puisque l'ancienne « KafiristanXI » avait été la dernière à être islamisée –, qu'elle est tenue par le Front indépendant du Nouristan d'Anouar Amin Khan, qu'elle est frontalière et boisée, donc facile d'accès et propice à la discrétion. En plus, le père de Juliette Fournot, l'un des seuls Occidentaux à y avoir travaillé dans les années 1960 et 1970, y a laissé la réputation d'un homme intègre et dévoué. Lorsque deux vallées entraient en conflit au sujet de l'eau, c'est vers lui qu'elles se tournaient pour faire office de juge de paix.

Les arguments ne suffisent pas pour rassurer totalement Brauman et Charhon qui suggèrent à Malhuret d'accompagner la première mission. L'ancien militant PSU est revenu de beaucoup de ses illusions politiques, mais certainement pas de sa vocation humanitaire née lors d'un VSNA au Maroc. Le 15 août, il prend la direction de la frontière avec Gérard Kohout et la première équipe qui doit rester sur place en Afghanistan, l'anesthésiste Dominique Barrault et l'infirmière Marie-Josèphe Morillas, choisis aussi parce qu'ils vivent ensemble. Le premier col menace d'être fatal : essayant de suivre le rythme effréné des Afghans et de Kohout, Barrault s'effondre

arrivé au sommet. Il a la chance d'être entouré de médecins qui diagnostiquent aussitôt un sub-œdème du poumon, une grave insuffisance respiratoire. Or les médicaments sont partis avec la caravane qui doit être récupérée plus loin. Qu'à cela ne tienne, Malhuret et Kohout envisagent une saignée, seul moyen de faire diminuer la pression sanguine, mais les Afghans sont très inquiets, car il ne faut pas rester au sommet, trop exposé aux hélicos soviétiques. Pendant une heure, le groupe tente de se camoufler parmi les rochers, et puis, Barrault reprenant un minimum de force, ils se jettent dans la descente pour rejoindre au plus vite la forêt.

À huit heures de marche du Pakistan, le village de Pittigal est le terminus. Comme Kohout l'avait affirmé, Malhuret peut constater que « le Nouristan, c'était bien la Suisse. Les paysans, armés d'AK-47, nous confirmaient n'avoir jamais vu de Soviétiques dans le coin et que si ces derniers se pointaient, ils les refouleraient facilement. Les cultures étaient entretenues, aucune ruine, bref ça ne sentait vraiment pas le pays en guerre[179] ». De retour à Peshawar deux jours plus tard, il en tire une conclusion à tiroirs : l'armée soviétique n'a rien du rouleau compresseur annoncé, donc l'ONG peut s'implanter en Afghanistan. Ses deux compères de la direction se rangeront à son avis malgré l'échec patent de la mission. Une partie des médicaments ayant été perdue en cours de route, Barrault repart en effet au Pakistan se réapprovisionner, mais il est arrêté à la frontière par la milice pakistanaise et, puisqu'il transportait quelques kilos de médicaments et dix thermomètres, il est accusé de trafic et enfermé avec les condamnés à perpétuité.

Juliette Fournot, alors à Paris, en est informée par l'agent consulaire de Peshawar. Que faire ? Un homme erre justement dans les locaux de MSF avec la volonté de se rendre utile. Juliette le recrute sur-le-champ. Michel Fiszbin a en effet le triple avantage d'être jeune, journaliste fraîchement diplômé et fils du député communiste Henri Fiszbin. Le candidat idéal pour une mission nécessitant du raffut. Ses instructions sont simples : « Débrouille-toi pour nous ramener Dominique[180] ! » Mais la mission, fin septembre, se complique encore un peu plus sur place. À Peshawar, Fiszbin est averti par des réfugiés de Pittigal que Marie-Josèphe Morillas s'est blessée en tombant d'un toit. Il faut la rapatrier, mais les Nouristani n'accepteront jamais de la laisser repartir avec un homme qui n'est pas son

mari. Après moult palabres, Fiszbin obtient finalement l'autorisation d'aller la chercher et la raccompagne en France. Barrault suivra peu après. Pieds et poings liés, il a été déféré devant le tribunal qui l'a condamné à une amende de… 50 roupies. L'intervention de l'agent consulaire y a sans doute été pour beaucoup, la bienveillance des juges pakistanais aussi : dans un combat commun, il serait contre-productif de condamner des alliés.

Les plus grandes aventures débutent souvent par un échec, histoire de mettre à l'épreuve la détermination des volontaires. Celle de MSF n'est en rien entamée. Les réfugiés, qui demandent au journaliste Olivier Warin : « Qu'est-ce que c'est la France[181] ? », peuvent bientôt compter sur l'aide d'une autre ONG médicale. C'est dans le jardin d'un gredin afghan à Peshawar que débute l'aventure d'Aide médicale internationale (AMI). L'association, qui n'a même pas un an, a été créée par Michel Bonnot, vingt-sept ans, parti de MSF en même temps que Kouchner, et s'est déjà investie au Laos. Ses premiers compagnons, qui se réunissent à Paris dans un hôtel de passe de la rue Joubert, se nomment Philippe Révillon, Sylvie Hubac, Antoine Audouard, Evelyne Guilloux et Pierre Bonniaud.

Depuis le printemps, Bonnot cherche des volontaires pour l'Afghanistan puisque la vocation de l'ONG est de se rendre là où personne ne veut aller. Comme pour MSF, le contexte offre ses avantages et ses inconvénients. Avantages : la guerre dispense de toute formalité administrative ; plus de visa à demander, d'autorisation gouvernementale pour délivrer de l'aide, seule compte la détermination. Inconvénients : les volontaires ne sont pas pléthore surtout dans une association aussi jeune qu'AMI. Michel Bonnot sollicite donc l'une de ses amies de promo, Laurence Laumonier, mais celle-ci ne s'est jamais senti l'âme d'une missionnaire. De plus, elle ne se connaît aucune autre attache avec l'Afghanistan qu'un vieux souvenir de voyage avorté quand, en 1968, son père avait projeté de rallier Kaboul en voiture depuis la Turquie. Enfin elle est à quinze jours de son concours de gastro-entérologie. « Je voulais avant tout être un bon médecin[182] » ; le concours d'abord. Mais Bonnot réitère sa proposition en juin ; cette fois, Laurence accepte. Une manière de pratiquer « autrement », pense-t-elle, surtout qu'elle sera accompagnée d'un vieux de la vieille, l'Alsacien Louis Schittly, un vétéran du Biafra. Il lui faut toutefois beaucoup de motivation pour ne pas succomber aux conditions de vie qui l'attendent. AMI dispose

de peu de moyens. Outre les Rotary ou les Lions qui accordent quelques subsides contre des conférences, Air France offre généreusement les quatre cinquièmes des billets, l'ordre de Malte des cartons de médicaments que Laumonier et Schittly déconditionnent dans leurs appartements respectifs afin de gagner poids et volume. Coût de la mission pour deux mois : 12 000 francs, pour l'essentiel des médicaments, dont les antituberculeux, très chers.

En juillet, le duo gagne Peshawar où un ancien diplomate pakistanais lui offre son jardin pour monter un dispensaire, de conserve avec une organisation afghane, ARHU, mais en lui refusant toute autre commodité. Les deux Français endurent les 45 °C sous la tente, avec un robinet de jardin en guise d'alimentation en eau. Le travail est astreignant. Des centaines de réfugiés afghans arrivent chaque jour à Peshawar et ils se passent vite le mot d'un dispensaire ouvert par des Français.

L'objectif premier demeure toutefois de passer en Afghanistan. Une mission exploratoire y a été organisée en mai, menée par une énarque et un médecin, qui en ont rapporté de mauvais présages. Au bout d'un mois, après avoir pris attache avec tous les partis, AMI opte finalement pour le Nouristan dont Schittly a apprécié l'un des commandants, Haji Jumagul, chef de la vallée du WaygalXII. Ce n'est pas par hasard que l'ONG retient la même province que MSF : outre sa proximité pratique avec l'Afghanistan, les organisations de résistance, bien structurées, disposent de nombreux représentants dans le cirque de Peshawar qui jouent le rôle de rabatteurs. « Moi, relate Laurence, je n'en ai pas dormi de la nuit. Je me disais que jamais je ne pourrais aller dans un pays en guerre ! » Elle ne peut guère compter sur son entourage pour la réconforter. Un des fils du poète Madjrouh, Khaled, lui promet les pires souffrances, car le trajet débute d'emblée par le franchissement de cols à plus de 4 000 m. C'est encore pire auprès de deux de ses compatriotes qui lui lancent : « Jamais une femme ne pourra faire comme nous ! »

Pourtant, le lendemain matin, Laurence est bien aux côtés de Schittly. Mais ils ne partent pas seuls. C'est même une authentique caravane de vingt mules qui se forme pour l'occasion avec l'ethnologue Jean-Christophe Victor, un professeur de littérature française, Philippe Roger, et le journaliste du *Matin* Bernard Poulet, ainsi qu'un chercheur appelé à jouer

un rôle essentiel dans la compréhension française du casse-tête afghan, Olivier Roy. Ce professeur de philosophie à Dreux connaît l'Afghanistan depuis qu'il eut l'audace en 1969 de relier La Rochelle à Kaboul en stop. Presque tous les ans, il a parcouru le pays, région après région, à l'exception du Paktia, trop désert. « C'était de l'aventure façon Tintin[183] », reconnaît-il. Depuis la prise de pouvoir par les communistes, ce rituel lui permet aussi d'assouvir une autre fascination, pour les guérillas : après avoir raté l'insurrection au Yémen, il a été au Kurdistan et compte bien ne rien manquer de l'Afghanistan.

Un camarade de lycée, Bernard-Henri Lévy, a financé le voyage. Le philosophe, fondateur d'Action internationale contre la faim, cherchait lui aussi des volontaires pour convoyer à l'intérieur du pays, et non plus au Pakistan comme l'avait fait Jean-Christophe Victor, les milliers de mètres de tissu, deux mille paires de chaussures, les centaines de bonnets de laine et deux cents kilos de médicaments achetés grâce aux 400 000 francs récoltés par appel aux dons. Olivier Roy s'est saisi de l'occasion. Avec son ami Philippe Roger qui était à Ulm avec BHL, et sa compagne Chantal Lobato, le voilà donc chargé de guider la première caravane humanitaire, « à but clairement politique », avoue-t-il. « Qu'importe ce que nous apportions, le but premier était de lui faire franchir la frontière[184]. » BHL solennise à sa façon dans *Le Quotidien de Paris* : « Les caravanes passeront, mais le vrai problème est de savoir si elles franchiront la frontière des consciences[185]. » Le temps presse à vrai dire. Le 20 août, une campagne publicitaire, aux panneaux loués depuis des semaines, doit démarrer dans le métro parisien pour annoncer l'entrée de cette caravane en Afghanistan ! Les fondateurs d'AICF, Jacques Attali, BHL, Françoise Giroud et Guy Sorman, ont remis à Olivier Roy une mallette remplie de *traveller's checks* pour que le défi soit rempli.

Deux jours de palabres afghano-afghanes sont nécessaires pour passer le col frontière et découvrir enfin le Nouristan ravagé par la guerre. Des villages détruits, une population qui a fui, des maleks et des commandants qui réclament nourriture, médicaments, vêtements et, bien sûr, et même avant tout, des armes. Profitant de la caravane, AMI installe son premier dispensaire dans la vallée de Waygal – une mission qui sera interrompue par les neiges en novembre – et un autre à Kamdesh. Dans le même temps,

AICF monte une autre caravane pour un montant équivalent, qu'emmène l'un de ses membres fondateurs, le docteur Robert Sebbag, vingt-neuf ans, dans la vallée du Kunar, elle aussi frontalière. Avec lui, un ancien photographe de mode, reconverti en reporter de guerre, Dominique Vergos, ainsi que le journaliste américain Tom Woods. Une fois en Afghanistan, leur caravane est précédée par des bombardements et des largages de mines, ce qui laisse à penser qu'elle a été dénoncée. Le trio s'en tire sain et sauf.

À Waygal aussi, Roy et Schittly font l'apprentissage des querelles afghanes. Le Hezb-e Islami n'a pas apprécié de ne pas être informé de leur venue au Nouristan dont il partage le contrôle avec le Front de libération d'Anouar Khan. Les Français en sont quittes pour une course-poursuite dans la haute montagne qui se termine heureusement avec plus de peur que de mal, mais elle augure bien des difficultés pour les Occidentaux à aider ce pays compliqué. À Waygal comme à Kamdesh, les médecins commencent cependant leur travail avec le soin spécifique apporté par AMI à la formation de praticiens locaux. Une dizaine de jeunes Afghans sont sélectionnés et entraînés aux gestes de base ainsi qu'à l'élaboration des premiers diagnostics. Ils étonnent par leur envie d'aider les leurs, mais aussi de récupérer au passage une part du prestige médical.

Au bout de deux mois, Laumonier et Schittly rentrent en France, mais deux nouveaux médecins, dont Frédéric Tissot, viennent prendre leur relève : la mécanique est lancée. À l'échelle du pays, l'impact est évidemment minime. Comme MSF, AMI ne touche encore que quelques milliers d'individus. De même les dix tonnes de riz, six tonnes de sucre, trois mille mètres de tissu noir qu'a convoyés simultanément dans le Kunar André de Margerie, pour le compte d'Afrane, ne représentent-ils guère qu'une goutte d'eau. Mais même si les médecins sur le terrain se dévouent corps et âme pour leurs patients, c'est le reste du monde qui est visé par ces opérations. « Je ne suis pas sûr, reconnaît ainsi Olivier Roy, que les gens à qui on a apporté notre matériel étaient ceux qui en avaient le plus besoin, mais il fallait amorcer la pompe et, comme on le disait : "faire la pub[186]" ! » Jamais en reste de bonnes formules, BHL y voit surtout un levier pour dénoncer « l'alliance honteuse de Giscard et de Marchais », tout droit inspirée de « l'esprit munichois », et appelle à « une ingérence active dans les affaires intérieures de l'Afghanistan occupé[187] ».

Parce qu'elles ont aussi été créées dans ce dessein, les ONG intervenant en Afghanistan à l'été 1980 ont pour préoccupation d'éveiller les consciences au drame afghan. De retour en France, Laurence Laumonier appelle les rédactions les unes après les autres, convaincue que le témoignage d'une femme médecin en Afghanistan, moins de un an après l'invasion soviétique, devrait les intéresser. Elle voit juste : plusieurs articles lui sont consacrés, l'actualité moins chargée d'une fin d'été y contribuant sans doute. AMI espère en retirer le profit nécessaire pour organiser les quatre autres missions qu'elle imagine pour l'année suivante et qu'elle est totalement incapable pour l'instant de financer. De fait, Laumonier repartira dès le mois de décembre, cette fois avec le docteur Michel Lambert, dans une autre vallée du Nouristan avec cent kilos de médicaments.

Entre-temps, Jean-Christophe Victor accomplit avec la jeune étudiante Catherine Chattard la première mission « *cash for food* » : plutôt que de convoyer des tonnes de matériel depuis le Pakistan, AICF et Afrane les chargent de procéder aux achats en Afghanistan. La mission y gagne en mobilité, mais pas en sécurité : le transport de l'équivalent en afghanis de 150 000 francs pourrait attirer bien des convoitises. Il fera pourtant date. Deux mille cinq cents familles peuvent ainsi être nourries dans le Hazaradjat et dans une région plus proche de la frontière, appelée à devenir la destination prioritaire de l'aide humanitaire française en Afghanistan, le Wardak. Deux hommes en sont responsables. Le premier est Patrice Franceschi. Depuis l'invasion soviétique, le jeune écrivain n'a presque pas quitté la région. Venu à Kaboul peu de temps après l'invasion, il n'a eu de cesse désormais de vouloir suivre la résistance afghane. Tel l'abbé Sieyès sous la Révolution, il cherchait l'épée qui lui permettrait de vivre le plus d'expériences possible. La rencontre survient le 8 avril et elle a presque valeur de coup de foudre. Dans une maison d'University Road à Peshawar, Franceschi fait la connaissance de la famille Wardak, qui tient la province du même nom. Aux côtés de ses trois frères Rohani, Moustapha et Ayoub figure Amin, grand, vingt-neuf ans, mais le dos s'arrondissant déjà, les traits coupés à la serpe, appelé par ses proches « Qasi », c'est-à-dire juge, métier qu'il voudrait exercer la paix revenue. L'admiration du Français transparaît dans le portrait qu'il publie un an plus tard : « Un chef afghan dans toute la

profondeur du terme, frère en cela des chevaliers du Moyen Âge, toujours prêts à se battre pour une cause juste et à défendre le faible contre l'oppresseur. […] Il aurait pu sans peine siéger à la table ronde du roi Arthur188. »

Franceschi tiendrait plutôt son de Gaulle. Comme le général, Amin porte de manière prédestinée le nom de son pays. Comme lui, il a décidé de se vouer à la libération de son peuple. Comme lui, il a l'éloquence facile. Et excellemment française. En cinquième, en effet, Amin a rejoint Esteqlal où il a même un temps travaillé comme bibliothécaire. L'argument est loin d'être négligeable à des milliers de kilomètres de Paris, dans le capharnaüm de Peshawar et de l'Afghanistan bouleversé. Amin Wardak apparaît comme l'intermédiaire providentiel dans le maquis des maquis afghans.

La première leçon commence dès Peshawar. Franceschi surprend les Moudjahidin en train d'ouvrir des caisses d'armes : ce sont les premières envoyées par l'Égypte qu'Amin s'apprête à rapporter dans sa province. De quoi compléter ce qu'il a déjà subtilisé aux communistes : prétextant une révolte à mater dans le Hazaradjat voisin, les Wardak ont demandé à être armés, mais, une fois les 14 000 fusils distribués, il les ont retournés contre l'armée gouvernementale. Amin explique aussi la stratégie arrêtée par le conseil des sages de sa province : fixer la population sur place afin d'empêcher les Soviétiques, comme la théorie maoïste l'enseigne, d'asphyxier le poisson rouge en vidant l'eau de son bocal. L'insurrection a besoin du soutien des villageois pour survivre. Il est donc une priorité pour chaque commandant de tout faire pour éviter l'exode. Il faut leur permettre de travailler, de se soigner, voire de s'éduquer. À cette fin, l'aide étrangère est indispensable. Au-delà de l'amitié entre Wardak et Franceschi, c'est donc un marché qui se noue entre ce qu'incarnent les deux hommes. L'Afghan offre au Français une fenêtre sur son pays en guerre ; le Français est pour l'Afghan le gage d'une répercussion de son combat à l'étranger. Une pièce maîtresse de l'action française en Afghanistan vient d'être façonnée.

Comme Wardak retourne au pays, Franceschi le suit, toujours suivi de Manoukian, jusqu'à son fief du district de Jeghatu où ils sont accueillis dans l'allégresse par un tintamarre de coups de fusil. Selon la tradition de l'hospitalité afghane, un grand repas a été préparé, dont l'abondance ferait

presque oublier la pénurie endémique dont souffre la population. « Un doux paradis au milieu de la guerre », raconte Franceschi qui est conduit le lendemain au PC du vrai et seul maître des lieux, le grand Gholam Azrat, le père d'Amin, doublement vénéré comme mosleh (chef de tribu) et tabib (guérisseur). Vingt-cinq mille combattants seraient sous ses ordres, chiffre invérifiable, logiquement pour le profit du Mahaz, puisque son chef, Pir Gailani, est à la tête de la confrérie soufie à laquelle appartiennent les Wardak.

Franceschi en apprend un peu plus sur Amin, à commencer par son enfance de seigneur dans la forteresse de Spina Kala, cernée de terres agricoles, avec une foule de domestiques et même un mollah personnel pour l'éducation des enfants. Au moment du coup d'État communiste, Amin travaillait en Iran d'où son père lui demanda de revenir pour prendre part à la résistance, avec quelques règles de base : « Respecter les lois et les gens, ne pas tuer d'innocents, ne pas brutaliser les enfants et les femmes » et ne pas se livrer au pillage : « Le djihad est une guerre pure189. » Dès le début 1979, le Wardak se libéra, même si, en septembre, Spin Kala fut détruite à coups de char et six des enfants Wardak emprisonnés à Pol-e Tcharkhi avant d'être élargis par Karmal. Franceschi en est persuadé : l'homme a des qualités et un avenir indéniables. Qu'espérer de mieux qu'un Afghan parlant le français, portant un nom célèbre en Afghanistan, tenant un discours modéré, dont les terres enfin sont facilement accessibles depuis le Pakistan ?

Franceschi était déterminé à porter l'étendard d'Amin parmi ses compatriotes quand les Soviétiques lui permettent de passer à l'acte. Par mesure de sécurité, la famille est partie se réfugier dans un village reculé à la frontière du Wardak, Alana, d'où, en mai, les Soviétiques ont entrepris de les déloger. Le père d'Amin, ses frères Ayoub et Rohani, seulement épaulés de cinq hommes, ont vu approcher trois cents Spetsnaz soutenus par des hélicoptères. L'affrontement démarra à l'aube et se termina cinq heures plus tard par le repli des Soviétiques. Un seul tué côté Wardak, car, explique Amin, « il ne s'était pas embusqué190 ». Trente morts et trente blessés furent en revanche à déplorer dans le village voisin. Amin se voit demander par son père de trouver des secours. Il pense aussitôt à Franceschi et Manoukian qui sont justement en relation avec une autre ONG médicale,

fraîchement arrivée au Pakistan, Médecins du monde (MDM). Franceschi connaît l'association depuis l'épisode dramatique du bateau *Île-de-Lumière*XIII dont il avait proposé à son initiateur, Bernard Kouchner, d'écrire le récit. Celui-ci recherche un « point de chute » en Afghanistan, une région d'où il pourrait contribuer à son tour à la dénonciation du comportement des Soviétiques. Une première mission exploratoire est partie en mars avec deux chirurgiens, tous deux anciens d'*Île-de-Lumière*, Éric Cheysson et Patrick Laburthe. Franceschi montre donc le chemin à MDM : Jean-Élie Malkin, vingt-huit ans, et Jacques Fain, trente-huit ans, gagnent le Wardak durant l'été, Cheysson et Laburthe partant eux un peu plus tard installer un hôpital de fortune dans la région de Kandahar. Mission remplie pour Amin qui en sera éternellement reconnaissant à Franceschi : « Plus qu'un ami, explique-t-il, il est même plus qu'un frère. Il a adopté mon combat191. »

Bien que les ONG n'en soient qu'à leurs balbutiements, elles commencent déjà à déranger. Le 2 septembre, dans *L'Humanité*, Henri Alleg, qui s'est déjà illustré en août en décrivant l'occupation soviétique comme un bienfait providentiel pour les Kabouli, s'en prend véhémentement à ces « médecins qui n'ont de frontière que leur anticommunisme borné192 ». Les docteurs Malkin, Cheysson et Laburthe ripostent en évoquant les enfants aux pieds arrachés par les mines, les maladies bénignes en France mais mortelles dans les campagnes afghanes, et en dénigrant le « manichéisme primaire » de l'auteur de *La Question* : parce que les Afghans ne sont pas communistes, leur soif de liberté ne serait donc pas aussi louable que celle du FLN qu'il avait si passionnément soutenu ?

Henri Alleg a mal ajusté son tir. Beaucoup des médecins engagés en Afghanistan sont d'anciens soixante-huitards ou des maoïstes auxquels il aurait donc pu plus justement reprocher leur antisoviétisme. Mais il ignore probablement que sa vindicte pourrait coller à une autre catégorie d'individus déboulant eux aussi à Peshawar dans le courant de l'année 1980. Dans la lignée de toutes les guérillas, l'Afghanistan attire à lui des têtes brûlées, des aventuriers, des mercenaires désœuvrés comme le prouve cette petite annonce parue dans *Libération* le 8 août : « Ancien sergent-chef para français, formation sous-ingénieur mécanicien, cherche filière pour

partir aider maquis afghan. But non lucratif, préciser instruction. » L'anticommunisme, et plus généralement l'anti-impérialisme, sont chez eux un moteur comme ils avaient pu l'être en Indochine, en Algérie et en Afrique. Ces volontaires-là épauleront un commandant non pas tant pour le bien qu'il pourra apporter à sa population que pour les pertes qu'il pourra infliger aux Soviétiques.

Tous ne veulent pas forcément en découdre militairement. Laurent Maréchaux, vingt-trois ans, entend simplement « faire quelque chose pour les Afghans », lui qui a été condamné en février 1977 à plusieurs mois de prison au titre de la loi anticasseurs. Voulant rendre hommage à son ami Alain Escoffier qui s'était immolé dans les locaux de l'Aeroflot, ce fils de bonne famille était venu déposer un bouquet de fleurs avant d'être tabassé par les gorilles locaux et emprisonné par la police française. Il appartient à cette mouvance utopique qui clame « ni Washington ni Moscou », soutient les opposants soviétiques Galanskov et Boukovsky, aime à ressasser tous les mythes révolutionnaires de la Résistance à l'Amérique latine en passant par l'Europe centrale, fait le coup de poing contre les communistes à Nanterre, mais aussi les nationalistes à Assas. L'invasion soviétique a mis un terme à la période d'assagissement qui l'avait conduit à travailler en Italie et aux États-Unis. Il décrit à Peshawar tous ces « honorables *French doctors* et faux chirurgiens, grands reporters et apprentis journalistes, photographes de guerre et pseudo-écrivains, inévitables mythomanes et mystérieux agents secrets aux couvertures fantaisistes (pêcheur à la mouche, collectionneur de papillons, botaniste, polémologue, universitaire en congé sabbatique ou humanitaire recyclé193…) ».

Les motivations ne sont pas uniquement politiques. Interrogé sur les raisons de son départ en Afghanistan, le professeur Jean-Élie Malkin expliquera : « C'était très simple. […] Parce qu'il y avait des salauds qui étaient entrés dans un pays et réprimaient une population avide de sa liberté, un peuple fier194. » Le combat des compatriotes d'Amin Wardak rappelle celui de la résistance française : ceux qui n'ont pas connu celle-ci peuvent se rattraper avec celui-là. Ils cherchent avant tout à répondre à la question « qui suis-je ? » plutôt que « comment aider ? » : « Chacun cherchait en Afghanistan quelque chose ou quelqu'un. En fait, se retrouver soi-même. Se

frotter à une nature hostile et rude, ainsi qu'à des traditions mystérieuses, donne à penser et stimule la connaissance de soi[195]. »

Le cas d'Alain Guillo est emblématique. Ce journaliste est licencié de son agence la veille de Noël 1979 : « J'avais le choix entre une profonde déprime ou un suicide actif [196]. » Entendant parler d'Afghanistan, il s'y rend en se disant qu'il n'en reviendra pas… D'ailleurs il n'achète qu'un aller pour Peshawar. L'un des premiers journalistes à entrer clandestinement en Afghanistan, il se trouve finalement une raison de vivre : aider un peuple bien plus mal en point que lui. Car il est un trait commun, peut-être le seul, entre tous ces hommes de bonne volonté ou même vulgaires prédateurs : tous tombent sous le charme des Afghans. « Dès que l'on nouait le contact avec ce pays, relate Édouard Lagourgue, on était pris par la magie d'un pays fabuleux, au paysage grandiose, vivant comme au Moyen Âge[197]. » Lagourgue se souvient ainsi de son guide le précédant dans les montagnes chaussé de tongs en plastique, les pieds en sang : « C'est le pays de l'acceptation de ce qui est pour nous anormal. » Il souligne aussi la grande harmonie entre l'homme et la nature, une sensibilité hors du commun : « Ces gens ne pouvaient pas vivre ailleurs que là. » Comme les ciels sont très purs, la nuit, il n'est pas rare de voir passer les satellites. D'où des discussions surréalistes avec les guides qui ne savent pas de quoi il s'agit. Mais la plus grande surprise pour eux est d'apprendre que l'homme a marché sur la lune. « C'est pas possible ! s'exclame l'un. Les mollahs nous l'auraient dit ! »

Le voyage en Afghanistan a valeur de rite initiatique. Il est précédé d'une série d'étapes qui scandent la vie du volontaire. La première est l'hôtel de Peshawar. Dans la collection d'établissements décrépits de la ville, deux retiennent les faveurs des Français pour leur confort et leur prix à peu près acceptables : le Deans Hotel et le Green Hotel. Le premier est le plus guindé, pour avoir gardé la routine d'un ancien club colonial anglais. Avec l'Intercontinental qui est squatté par les journalistes et les Américains, il est l'un des seuls à disposer d'un bar. Ouvert rue Sader, le second, gros bloc de béton glauque aux chambres sans fenêtres, éclairées par le puits de lumière central, doit son nom à la couleur de ses murs. Gérard Kohout et Juliette Fournot l'ont cependant choisi pour le QG de MSF, car il est proche de la poste et du Telex Office, capitaux pour la liaison avec Paris. Un restaurant

est également à disposition au rez-de-chaussée, très fréquenté par les Pakistanais.

L'hôtel fait office de sas de décompression entre l'Occident et l'Afghanistan. Les candidats au franchissement de la frontière doivent y apprendre à attendre, longtemps. Mieux vaut en effet décrocher au préalable l'accord d'un des sept partis qu'il faut donc démarcher. Jusqu'à l'instant, incertain, où un groupe de Moudjahidin frappe à la porte pour partir à la faveur de la nuit, l'attente permet la transformation indispensable. Afin d'espérer se fondre dans une colonne afghane, les hommes se laissent pousser la barbe, achètent des vêtements traditionnels – le shalwar (pantalon bouffant), la kamiz (chemise), de modiques sandalettes et le patou (fine couverture en laine) –, apprennent quelques rudiments de la langue ainsi que les us et coutumes : manger le palao avec les doigts, savoir vaguement nouer le turban, se faire aux coliques provoquées par l'eau putride et la nourriture locale.

Une fois en route, la traversée de la zone tribale impose un jeu du chat et de la souris avec les « PA » (*political agent*), les représentants du gouvernement pakistanais, qui ont instruction d'arrêter tous les postulants étrangers au passage de la frontière. Heureusement, en cas d'ennui, tout est négociable dans la région. Intercepté avant la frontière, Olivier Roy a ainsi obtenu de pouvoir converser avec l'autorité militaire du secteur à laquelle il a tout simplement proposé, afin de clarifier sa situation, de la prévenir de ses dates de passage en Afghanistan. « Non, lui rétorqua l'officiel avec un sourire amusé. Trente kilomètres vous sont interdits à la frontière. Si vous êtes pris, nous vous arrêterons, tant pis pour vous. Mais si vous passez, *good luck*198 ! »

La frontière se situe très souvent au sommet d'un col de plus de 2 000 m qui scelle l'amitié entre Français et Afghans. Lassés de se mettre à la queue leu leu des convois qui remontent les lents lacets, ces derniers coupent souvent à travers la pente, par des sentiers redoutables, mais ils n'oublient jamais, une fois en haut, d'accueillir leurs accompagnateurs une pomme à la main : « Un geste au fort symbole, explique Édouard Lagourgue. Ils nous montraient ainsi qu'ils avaient conscience de notre souffrance, et qu'ils nous étaient reconnaissants. Mais ils ne nous l'auraient jamais dit199. » Tous les Afghans ne comprennent pas ce que viennent faire à leurs côtés ces

étrangers à la peau claire dont ils seraient incapables de situer le pays. « À force de voir des Français, raconte Maréchaux, l'un d'eux m'avait demandé si la France avait une frontière avec l'Afghanistan[200] ! » Avec les plus cultivés aussi, les réflexions sont parfois croquignolettes. « Ah ! les Français ! s'exclame un vieillard devant Jean-José Puig. Combien de grands hommes ! Pétain, Laval, de Gaulle[201] ! »

La durée et les souffrances du périple d'entrée jouent un rôle considérable dans le traitement médiatique du conflit. Elles trient les journalistes, obligés de couvrir des centaines de kilomètres à pied, de mettre leur peau en péril pour quelques images alors que, comme le souligne le reporter américain Peter Bergen, « durant la guerre du Viêt Nam, un reporter pouvait aller dans la même journée sur le front en hélicoptère et revenir se baigner dans la piscine de son hôtel, en sirotant un verre[202] ». La plupart renoncent parce qu'ils sont dépourvus de l'âme d'un aventurier et de la dose de courage déraisonnable requise ou parce que leurs rédactions exigent des papiers rapides. Les grands noms comme Dan Rather se limitent à des reportages à la frontière ; la quasi-totalité des articles parus dans la presse française concerne les provinces les plus proches du Pakistan, le Kunar, le Nouristan et le Wardak. Leurs auteurs sont souvent pigistes, avançant eux-mêmes des frais très loin d'être négligeables pour des reportages au si long cours. Du coup, ceux qui osent rallier les maquis peuvent difficilement rester neutres dans leur description du terrain. Vingt jours à marcher, plaisanter, dormir, partager des miettes avec les Moudjahidin conditionnent à ne pas les abandonner par un commentaire assassin ou simplement distancié.

Savoir ce que l'URSS veut cacher au monde, la tentation est par exemple trop forte pour le correspondant de l'AFP à Islamabad. Spécialiste des faits divers dans le Sud-Est, Alain Faudeux, vingt-six ans, voulait se changer les idées après un drame personnel quand la direction générale lui proposa de « faire du palmier[203] » au Pakistan, c'est-à-dire de raconter le quotidien, le croustillant, l'anecdote. Devenu chef de poste après le départ de Jean-François Lemounier, il n'entend pas se contenter des informations transmises par les Pakistanais. En compagnie d'un expatrié sur le départ, il bricole de ses propres mains, en fixant fils et antenne aux murs, une station d'écoute de Radio Kaboul qui lui fournit le point de vue prosoviétique. Une

source évidemment orientée, mais qui lui permet par exemple de contredire toutes les dépêches annonçant l'assassinat d'Anahita Ratebzad, ministre de l'Éducation et maîtresse de Babrak Karmal. Les comptes-rendus du jeune journaliste deviennent prisés, les ambassades à Islamabad s'y abonnent, Faudeux voyant même tous les jours un agent du MI6 venir déposer chez lui le compte-rendu quotidien des opérations en Afghanistan. Les Soviétiques, eux, apprécient moins. Un de leurs diplomates glisse même, moqueur, au journaliste : « Grâce à vous, l'Afghanistan n'est plus un problème pour l'URSS : avec les pertes que vous rapportez, il n'y a plus d'armée soviétique en Afghanistan204 ! »

Se définissant comme « un fantassin de l'info », Faudeux ne résiste pas à la curiosité de franchir la frontière. La filière est dorénavant établie : Amin Wardak se propose de lui montrer « son » district de Jeghatu. Officiellement, l'AFP ne fait pas obstacle à ces voyages, mais, dès qu'elle en est prévenue, elle prend l'habitude d'adresser une note les interdisant à l'épouse de Faudeux restée à Islamabad… Dans le sillage du gouvernement français, l'agence ne veut pas s'attirer les foudres de l'URSS et du régime de Kaboul qu'expérimentent, le 7 septembre 1980, François Missen, quarante-six ans, et Antoine Darnaud, vingt-trois ans, les premiers d'une triste série de Français pris en otage. Après s'être infiltrés, grimés, en Afghanistan, ces deux journalistes de l'agence « Compagnie des reporters » sont arrêtés à Kandahar avant d'être conduits dans la redoutable prison de Pol-e Tcharkhi où tant d'opposants politiques ont été éliminésXIV. En novembre, ils sont contraints de se livrer à cette parodie d'aveux publics dont sont si friands les régimes communistes et qui n'a pour but que de leur faire cracher leur prétendue appartenance à un service de renseignement. Le raffinement est ici poussé jusqu'à faire déclarer à l'un d'eux, immédiatement repris par la *Pravda*, que les organes de presse les plus objectifs sont ceux des communistes…

Le retour d'Afghanistan ne signifie pas pour tous les volontaires français la fin de leurs tracas. À leur atterrissage au Pakistan, tous en effet n'avaient reçu qu'une autorisation de séjour de un mois, délai en général plus que dépassé. Il leur faut donc à nouveau se faire le plus discrets possible pour échapper aux contrôles de la police jusqu'au jour de l'embarquement. Les visas posent des problèmes bien plus dramatiques aux Afghans. En

octobre 1980, il est estimé que, chaque heure, 166 d'entre eux quittent leur pays[205]. En raison des liens historiques, beaucoup, parmi les plus éduqués, espèrent gagner la France. À Kaboul, les anciens lycéens d'Esteqlal accomplissent un parcours du combattant très onéreux pour y parvenir. Comme l'État a confisqué tous les passeports, ils sont contraints d'en acheter un faux pour 7 000 francs – deux ans du salaire d'un fonctionnaire. Il leur faut y ajouter les 1 000 à 2 000 francs exigés par les passeurs pour le franchissement de la frontière pakistanaise, puis le coût d'un aller-retour Islamabad-Paris. L'attente du visa français commence pour quelques semaines au Pakistan. Quand elle se conclut positivement, le réfugié s'envole pour la France. Mais, depuis 1978, seulement une dizaine ont demandé l'asile politique ; la presse de gauche s'émeut d'ailleurs quand quatre d'entre eux sont refoulés en juillet, faute de l'avoir finalement demandé. Ceux qui menaient des études tentent de les poursuivre, le Quai d'Orsay continuant à leur verser leurs bourses s'ils en étaient bénéficiaires à Kaboul. Pour les autres, c'est la course aux petits boulots.

Des transfuges attirent un peu plus l'attention : d'avril à septembre, deux cent cinquante employés d'Ariana, la compagnie nationale d'aviation afghane, profitent de leur activité professionnelle pour fuir leur pays. La plupart des hauts fonctionnaires, médecins, ingénieurs qui ont l'occasion de séjourner à l'étranger font de même. Le plus emblématique est le représentant de l'Afghanistan à l'Unesco, Akhtar Mohammed Paktiawal, qui annonce le 25 octobre en conférence générale que son pays est « occupé » par l'URSS et en proie à la « guerre civile ».

Par les valeurs qu'elle incarne dans le reste du monde, la France est considérée par les résistants afghans comme un passage obligé. L'un des tout premiers à venir s'y exprimer a été, début juin, l'un des dirigeants de la Sama maoïste, simplement désigné par le prénom « Mahmoud[206] ». Le premier grand chef de parti à venir en France est le traditionaliste Pir Sayyid Gailani dont la classe fait forte impression dans toute l'Europe. Le 5 novembre, il lance ainsi depuis Madrid un appel à l'aide, « d'où qu'elle vienne, pourvu qu'elle ne soit pas conditionnelle » : vivres, médicaments, mais aussi armes antiaériennes et antichars sont réclamés. Gailani est aussi le premier à entonner une menace que beaucoup de ses compatriotes,

jusqu'en 2001, reprendront : « Si le monde libre ne se réveille pas bientôt, des surprises désagréables l'attendent207. »

La prudence du gouvernement français à l'égard des dirigeants de la résistance peut se lire dans l'accueil qu'il réserve à leurs opposants. Fin décembre, Mohammad Ghulam Rahemi est le premier membre du gouvernement de Kaboul à faire un voyage en EuropeXV et c'est la France qu'il choisit. Officiellement, le vice-ministre de l'Industrie ne vient que pour rencontrer les dirigeants de la firme Babcock-Fives dans le cadre d'un projet de raffinerie de sucre à Baghlan, mais des rencontres officieuses sont organisées avec des représentants du gouvernement français. À la mi-septembre, il avait été précédé par le responsable des relations internationales du comité central du PDPA, Mahmoud Barialai, qui s'était lancé dans des accusations tous azimuts contre la CIA208.

La résistance, il est vrai, ne fait rien pour faciliter la tâche des Occidentaux. Fin décembre 1980, la toute jeune alliance des cinq partis explose. Les trois modérés – Gailani, Mohammadi et Modjaddedi – se désolidarisent de Rabbani et de Khalès pour constituer une « entente militaire ». Leur objectif est d'attirer à eux plus d'Afghans que rebutent les fondamentalistes. Les Occidentaux s'arrachent les cheveux, qui voudraient un représentant unique de la résistance pour dialoguer. Ils raisonnent en fait à l'inverse des Afghans qui ne désignent de chef qu'après avoir jugé des largesses des uns et des autres dans la distribution de vivres, voire d'armes. Conditionner la livraison de matériels à l'émergence d'un leader unique conduira donc forcément à l'impasse. Les autorités françaises, comme partout en Occident, ont la critique facile au sujet des partis afghans. Elles leur reprochent leur manque de représentativité, ce qui est exact : même en cas de réussite, la nouvelle alliance maintiendrait à l'écart les maoïstes, chiites et fronts indépendants qui pèsent plus qu'elle sur le terrain. En revanche, Paris se trompe en accusant Islamabad d'être l'unique responsable de la désunion afghane : elle est intrinsèque au pays.

Par l'image qu'elle donne d'elle-même, la résistance n'est certainement pas en mesure de convaincre le gouvernement français de mettre en péril sa relation avec Moscou. L'aide française ne concerne donc que le volet humanitaire du conflit : à la fin 1980, un crédit de un million de dollars est débloqué pour l'approvisionnement en eau des camps de réfugiés, venant

s’ajouter à la livraison déjà prévue de cinq mille tonnes de blé. Les ONG ne doivent rien espérer de plus. Le gouvernement néanmoins n’est pas le seul à être embarrassé par ce conflit. À gauche aussi, le malaise existe, où certains estimaient pouvoir faire de Taraki un « Blum afghan209 ». « On projetait beaucoup trop », reconnaît Hervé Barré, l’un des spécialistes du pays au sein du Parti socialiste. L’émancipation des femmes, la réforme agraire, la fin du système féodal, l’école pour tous : le programme des communistes afghans depuis 1978 en a séduit plus d’un au sein de la gauche que l’invasion a scindée en deux. D’un côté, ceux qui, derrière Georges Marchais mais aussi une partie du PS, considèrent que l’intervention soviétique est un mal nécessaire pour l’Afghanistan. De l’autre, ceux qui, comme Hervé Barré, veulent concilier la liberté et le progrès, à condition de prendre du temps et de respecter le contexte culturel et social : « On nous répondait : d’accord, mais qui voyez-vous à la place des communistes prosoviétiques ? Khomeyni ? Les islamistes ? »

Le PS rejoint le MSRA dans sa recherche d’une troisième voie, sans parti pris ethnique : pachtoune, hazara, tadjike, qu’importe, si elle peut proposer un avenir laïc à l’Afghanistan. Barré commence par sonder le réseau des anciens des lycées français, conseillé par deux réfugiés, Karim Pakzad et Hazrat Sarabi. Puis, en septembre, il s’envole pour le Pakistan remettre aux Afghans le produit de la collecte de fonds organisée par le MSRA. Ses instructions : rien aux islamistes ni aux progouvernementaux. Grâce à l’entremise des Afghans réfugiés à Paris, il rencontre la plupart des chefs de parti à l’exception d’Hekmatyar. « Je suis français, annonce-t-il à chacun, j’appartiens au MSRA, nous souhaiterions vous aider ! » Tous sont évidemment preneurs, avec plus ou moins d’enthousiasme. Pour eux, la France, ce sont déjà les *French doctors*, un pays ami, apprécié, mais sans commune mesure avec les États-Unis, l’Inde ou la Chine. Barré franchit ensuite la Khyber Pass, avec un banal visa touristique, et se rend à Kaboul distribuer, à la manière de ses parents résistants pendant la Seconde Guerre mondiale, des messages confiés par ses amis afghans à Paris. Son voyage modifie la vision cataclysmique du pays que donnaient, selon lui, les milieux militaires américains et la CIA « afin que le Congrès vote des augmentations de crédits militaires alors que l’armée soviétique était sur le déclin comme en attestait le matériel qu’elle engageait sur le terrain ». Un

voyage cette fois clandestin dans le Kunar lui fait tout autant tempérer les récits trop dithyrambiques sur la résistance. De quoi alimenter à son retour la circonspection du MSRA, mais aussi du Parti socialiste, à son égard. Les maoïstes conservent donc la cote ; pourtant, eux non plus ne sont pas exempts de turpitudes comme le vit à ses dépens Philippe Truze. En septembre, le docteur, qui a quitté Kaboul pour Peshawar, est revenu dans le Kunar mener l'une des toutes premières missions indépendantes d'un *French doctor*. Mais il a vite compris que ses amis maoïstes l'avaient en fait manipulé pour se rallier une tribu locale. Au moins a-t-il échappé au sort qui attend simultanément ses confrères de MSF dans le Nouristan. Des problèmes étant apparus avec les chefs de village, Gérard Kohout et Juliette Fournot retraversent la frontière pour déplacer la première clinique installée à Pittigal dans une vallée voisine, à Saret. Pour s'y être déjà rendue durant son adolescence, Juliette pense l'endroit bien placé, sauf qu'il est à proximité de Kamdesh, un gros bourg de quelques centaines de masures, dont le Hezb-e Islami a fait son fief. Le couple est arrêté par des Moudjahidin véhéments qui, balayant dangereusement l'espace avec leurs AK-47, annoncent qu'ils vont demander à la France un échange contre des armes. « Alors vous allez nous garder longtemps210 ! » lâche Kohout qui a encore en travers de la gorge le voyage de Varsovie. Le couple en est quitte pour entamer une détention de plusieurs jours, certes sans mauvais traitement. Par chance, il se sait peu à peu dans la région que la fille de « l'ingénieur Fournot » a été capturée. Mawlawi Afzal, président de la république autonome du Nouristan, obtient leur libération.

Comme Truze, MSF ne remet pas en cause son engagement en Afghanistan. Après six mois d'activité, le bilan lui apparaît satisfaisant. Le plus négatif est probablement l'aspect purement médical. Contrairement à ce qu'elle imaginait, l'ONG voit défiler peu de combattants. Les zones d'affrontement étant éloignées, en cas de grave blessure, ils meurent sur place ou en cours de route. La plupart des blessés au bras ou à la main, gagnés par la gangrène, préfèrent même mourir plutôt que de se faire amputer, sanction réservée aux voleurs. Les patients des *French doctors* sont donc pour l'essentiel des familles se présentant pour tout et surtout pour rien. Des hommes bien portants réclament des pilules ou des piqûres comme des trophées. L'afflux empêche la mise en place d'une politique de

prévention sanitaire. Enfin, l'inculture des Afghans interdit de former suffisamment d'infirmiers capables d'assurer le fonctionnement de la clinique le temps que la relève des médecins s'effectue. Mais à vrai dire, qu'importe. MSF s'est donné une mission de témoignage qui s'affranchirait de toutes les contraintes. Un rôle éminemment politique, même si ses membres rechignent à l'admettre.

Dans sa thèse de doctorat, Gérard Kohout osera avancer *in fine* qu'une expérience en Afghanistan est inégalable pour des médecins occidentaux qui ne retrouveront jamais ailleurs semblables conditions de travail. « MSF, contrebalancera-t-il, ne peut que prendre le pari que, dans l'avenir, son action se révélera dans l'ensemble bénéfique pour les Afghans211. » Le débat agitera toute la période du djihad : les ONG agissent-elles en Afghanistan pour le bien des populations ou pour le leur ? Pour l'heure en tout cas, la question est hautement déplacée. Le courage et le dévouement des premiers *French doctors* balaient la moindre suspicion d'hypocrisie voire d'avidité. Si l'Afghanistan de 1980 avait eu le moindre intérêt financier ou même simplement professionnel, les Français auraient dû jouer des coudes avec des dizaines d'autres nationalités pour passer la frontière. Or ils sont seuls.

L'un d'eux fait même à l'automne une rencontre décisive pour les vingt années à suivre. Tout nonchalant qu'il semble, le fondateur des « Amis de l'Afghanistan », Jean-José Puig, n'est pas du genre à déroger à ses habitudes à cause d'une guerre. Comme chaque année, il revient donc pêcher la truite, même si, au lieu d'atterrir directement à Kaboul, il doit désormais marcher plus de deux semaines à travers les montagnes et sous la surveillance des hélicoptères soviétiques. À peine a-t-il consenti, comme le lui conseillait le poète Madjrouh, à attendre quelques mois que les cols perdent leur neige. Cette abnégation finit d'ailleurs par paraître suspecte à ses compatriotes de Peshawar. « Nous pensons tous [sur le moment], écrira Christophe de Ponfilly, qu'il travaille pour les services de renseignement212. » Puig l'a toujours démenti. Sa démarche n'est motivée que par la passion et par les liens qu'il a créés avec la vallée d'Andarab : ne plus rendre visite à ses amis serait les abandonner. Le 3 octobre 1980, il se greffe donc à une caravane de Moudjahidin qui entame près de Khost la

traversée de plus de quatre cents kilomètres de montagne. Probablement est-il alors le Français à entrer aussi profondément en territoire afghan.

La vallée d'Andarab, sorte de toboggan de l'Hindou-Kouch orienté vers Mazar-e Charif, est en effet fichée au nord-est de Kaboul. Le chemin le plus direct serait de passer comme avant guerre par le tunnel de Salang, mais celui-ci, qui contrôle tout l'accès au nord du pays et donc à l'URSS, est bien entendu sous la très étroite garde des Soviétiques. Depuis l'invasion, le col historique du Khawak, emprunté jadis par Alexandre le Grand, a donc repris du service comme nœud stratégique des communications. Pour y accéder, le convoi doit traverser une autre vallée, également creusée dans l'Hindou-Kouch, le Panjshir. L'endroit est stratégique : parallèle à la vallée d'Andarab, ce couloir encaissé débouche en effet, lui, sur la base de Bagram et la route du Salang, c'est-à-dire l'un des cœurs et l'une des artères primordiales du dispositif soviétique. À ce titre, il a déjà subi une offensive en avril, puis à la fin de l'été. Trop loin de la frontière pakistanaise, seul le *Daily Telegraph* l'a évoqué en septembre, puis *Le Soir* et *Le Monde*. L'auteur de ce dernier article étant basé à New Delhi, les informations étaient plus que vagues : la vallée est dite agitée par des « tribus locales », équipées d'armes antichars213. Symbole d'une guerre aux rouages médiatiques prépondérants, si le nom du commandant du Panjshir n'est encore apparu nulle part, sa photo, elle, est déjà connue. Lors de son reportage dans le Nouristan en novembre 1978, en effet, Raymond Depardon s'était permis d'exiger un guide parlant français. Un soir, il entendit donc frapper à sa porte d'hôtel un jeune homme « timide avec un beau regard214 ». Dans le français hésitant appris à Esteqlal, avec cette pointe de rocaille qui se manifeste aussi chez Wardak, il dit s'appeler Massoud. Un œil averti pouvait donc reconnaître dans la série de clichés ses traits fins et son sourire bientôt légendaires. Avant son départ, le bureau du Jamiat à Peshawar a prévenu Puig du rôle du Panjshiri, mais rien ne pouvait laisser prévoir l'alchimie immédiate entre les deux hommes : « Son regard d'acier allie une fermeté sans équivoque à une douceur infinie, et, lorsqu'il croise le mien, une étincelle, que nous sommes seuls à percevoir, illumine nos deux visages d'un sourire complice, qui, avant que soit prononcé un seul mot, nous lie d'une amitié que rien ne viendra trahir215. » Puig ne

délaissera jamais la pêche à la truite, mais il a trouvé avec Massoud la raison suprême de se battre pour l'Afghanistan.

La vallée du Panjshir a beaucoup souffert des derniers affrontements : les ruines de villages le disputent aux carcasses de blindés abandonnées. Grâce aux témoignages, Puig reconstitue la dernière opération subie : une colonne de cent chars T-55 et deux cents transports de troupes s'est avancée dans le fond de la vallée, appuyée de jets et d'hélicoptères, les commandos parachutistes agissant sur les crêtes comme des rabatteurs. Mais au bout de trois semaines de harcèlement, ils ont été contraints de faire demi-tour. Le Panjshir a gagné ses premiers galons de vallée inexpugnable. Puig apprend peu à peu à connaître son chef dont la carte d'identité serait un casse-tête en France. Seul le prénom est sûr : Ahmad Shah, très courant en Afghanistan, car il est celui du roi fondateur du pays en 1747. On sait qu'il est né à Jangalak, dans la vallée des Cinq-Lions (Panj-shir), mais la date, en raison du décalage entre les calendriers occidental et oriental, oscille entre octobre 1952 et septembre 1953. Quant au patronyme, Massoud n'est qu'un pseudonyme de clandestinité, choisi en 1974. Il signifie « chanceux » en persan. Son « nom », s'il devait en donner un, serait Dost Mohammad, le prénom de son père. Quant aux particularités physiques qui figurent à l'époque sur les papiers d'identité français, Puig pourrait s'accorder avec Depardon pour décrire une taille moyenne, un nez d'aigle, une barbe à peine fournie, et puis ce pakol sempiternellement rivé sur le crâne, qu'il a le tic de réajuster en permanence. Le reste de sa tenue n'a rien du traditionnel shalwar kamiz, et emprunte même beaucoup à la mode décontractée de l'Occident : brodequins, pantalon, chemise, pull, le tout généralement dans des tons uniques de beige, voire de kaki. Sa scolarité, comme celle de ses huit frères et sœurs, s'est faite au gré des affectations d'un père colonel : Bazarak, puis Herat, enfin Kaboul où il intégra Esteqlal. Très bon élève, Massoud aurait pu décrocher une bourse pour venir étudier en France. Eut-il peur de se frotter à la culture occidentale ? Lui qui voulait devenir architecte préféra passer le concours d'entrée à l'école polytechnique de Kaboul, créée, financée et tenue par les Soviétiques. De ces années date le basculement dans l'islamisme qui, selon son compagnon de l'époque, Mohammed Eshaq, était inévitable en raison de sa foi très intense : « Les communistes étaient actifs à l'université, explique-t-il. Ils attaquaient

l'islam. Quiconque avait des sentiments religieux voulait s'opposer à eux. La Sazmann-e Djawanana-e MosalmanXVI était la seule organisation étudiante pouvant faire ce travail216. » En 1974, Massoud fuit la répression de Daoud, non sans avoir préalablement frappé un de ses instructeurs soviétiques. Ce fut au Pakistan, ce qu'il n'aimera jamais avouer, qu'il acquit les bases militaires transformant l'élève architecte en tacticien hors pair.

Le premier retour dans le Panjshir se fit dans la nuit du 21 au 22 juillet 1975, alors que Puig pêchait dans la vallée voisine d'Andarab, dans le cadre du coup d'État orchestré par les islamistes. Massoud était plus partisan de l'approche politique de Rabbani, leader du parti Jamiat, mais, Hekmatyar l'ayant traité de « lâche217 » au cours d'une réunion préparatoire, il ne fut plus question pour lui de se défausser. Des groupes de quelques dizaines d'hommes furent envoyés soulever les provinces autour de Kaboul tels Abdul Haq à Djalalabad, Omar dans le Badakhshan et Habibourrahman à Nedjrab. Massoud et son groupe remplirent leurs objectifs, mais, l'annonce du soulèvement ne venant pas de Kaboul, la colère monta dans la population, les pierres commencèrent à pleuvoir, puis des coups de feu partirent. Des insurgés furent attrapés et tués à main nue, d'autres abattus par les forces gouvernementales enfin arrivées. Massoud ne put sauver que 18 de ses 37 compagnons.

Piteux échec, dû à une erreur d'appréciation que reconnaît volontiers Mohammed Eshaq : « L'opération du Panjshir a échoué parce que le travail de terrain n'avait pas été fait correctement. Un travail politique au sein de la population locale n'avait pas été suffisamment mené pour soutenir un tel changement218. » Le principal résultat fut la rupture irrévocable avec Hekmatyar, lourde de conséquences pour l'histoire de l'Afghanistan. Réfugié à Peshawar, dans une maison du quartier populaire de Sakandar Poura, Massoud lut beaucoup : de Gaulle, le Che, et surtout Mao dont il a bu les enseignements. En mars 1979, impatient de les mettre en application, il retenta sa chance, cette fois au Nouristan qui venait de se libérer. Avec lui, son frère Ahmed Zia, une trentaine d'hommes, tous Panjshiri, et 130 dollars de budget219. Début juin, ils franchirent le col de Chamar pour déboucher dans la haute vallée du PanjshirXVII, à Paryan, dont la population lui avait été la moins hostile en 1975. Les erreurs de jeunesse avaient été méditées. Dans chaque village, un travail de pédagogie fut pratiqué auprès des barbes

grisesXVIII pour expliquer la résistance, contrer la propagande marxiste, et tisser ainsi un réseau de connivences sur lequel fonder le mouvement. Parmi ces recrues, le père de la future femme de Massoud, boutiquier à Bazarak, Tadjouddin. En 1980, le Jamiat désigne le jeune homme comme chef politico-militaire (hakem) des provinces de Kapisa et de Parwan. Le Hezb-e Islami abandonne le Panjshir, sauf quelques points isolés, et ne le pardonnera jamais à Massoud. Quand le régime de Kaboul, au début de l'année, y mena sa toute première offensive, l'armée, à forte composante Ghilzai comme le Hezb-e Islami, ne fut pas peu ravie de venger ses frères. Mais son infanterie mécanisée ne dépassa pas Rokha.

Le charisme, la détermination de Massoud convainquent Jean-José Puig. Comme Patrice Franceschi avec Wardak, l'ingénieur sera son avocat en France. La tâche lui est facilitée par la simple évocation du voyage qu'il vient d'accomplir. Plus le commandant afghan opère loin de la frontière, plus il prend de valeur aux yeux de la petite communauté française de Peshawar. À la manière d'Edmund Hillary revenant de l'Himalaya, Puig n'a pas beaucoup à s'employer pour vanter les mérites de Massoud. Un commandant opérant si loin du Pakistan, dont le ravitaillement est donc beaucoup plus compliqué, ne peut bénéficier que d'un très bon *a priori*. Puig ne s'en contente pas. Revenu en France, il fait le tour des ONG impliquées dans le conflit pour les convaincre de faire le détour dans le Panjshir. Il livre également son témoignage à la presse où il décrit la vallée comme « un fief traditionnel de la résistance ». « Croyez-moi, explique-t-il au *Quotidien de Paris*, la résistance afghane est une réalité bien vivante qui n'est pas près de s'éteindre220. » Il ne cache pas davantage la cruauté du combat : les hélicoptères soviétiques, quand ils ne parviennent pas à récupérer leurs troupes au sol, préfèrent les mitrailler plutôt que de les abandonner aux tortures des paysans afghans.

Curieusement, le journaliste coupe les propos de Puig sur Massoud dont le nom n'apparaît donc toujours pas dans la presse française. Qu'à cela ne tienne, l'ingénieur entreprend de constituer un pool de réflexion avec trois camarades : Olivier Roy, qu'il a rencontré pour la première fois à Peshawar en octobre, Chantal Lobato et Alain Guillo qui vient de séjourner sur la frontière pakistanaise. Ensemble, ils décident de mettre leurs expériences en commun pour fournir aux autorités françaises une peinture plus complète,

plus concrète aussi, du conflit. Deux organismes se montrent intéressés. D'abord, l'Institut de polémologie, créé par Raymond Boutoul en 1948, centre avant-gardiste de réflexion sur la guerre, commandé par le colonel Pacaud. Le Quai d'Orsay contacte ensuite Roy et Puig par la voie de Jean-Louis Gergorin, directeur du centre d'analyse et de prévision (CAP), et plus particulièrement de Salomé Zourabichvili. L'institution a justement été créée en 1973, par Michel Jobert, afin de fournir au ministre des Affaires étrangères, dont elle dépend directement, une analyse pluridisciplinaire, indépendante et prospective des grands enjeux mondiaux. Contre le rapport de ses activités, le quatuor afghan sera donc désormais défrayé de ses séjours en Afghanistan : « C'était une source de renseignements à peu de frais, souligne Puig. Jamais le Quai n'aurait pu en disposer par la voie classique des chargés d'affaires221 ! » Alors ingénieur consultant pour le Service des essences des armées, il décroche avec ses camarades l'autorisation exceptionnelle de se rendre chaque année pendant deux mois dans un pays occupé par l'URSS.

Mais ce soutien a un prix : le silence. Après avoir livré son récit de voyage, Puig aurait bien aimé alimenter les quotidiens en analyses, expliquer que la résistance est active, que par exemple Massoud, en décembre, défait encore les Soviétiques qui laissent sur le terrain 450 des leurs, 270 chars, 350 camions et 2 hélicoptères. Mais lui comme Olivier Roy se heurtent à un mur : « Le CAP, raconte Puig, nous a clairement annoncé que nous ne devions pas espérer parler de nos périples ailleurs que chez lui ! » Selon lui, la cause se trouverait directement à l'Élysée : « Nous étions interdits d'antenne par VGE, écrit-il. La censure était absolue : ni interviews, ni publications. Nous pouvions certes dire ce qu'on voulait, mais il n'y avait aucun relais. Certains "spécialistes" racontaient n'importe quoi. Je me souviens notamment d'une discussion avec l'historienne Hélène Carrère d'Encausse dont l'analyse sur l'Afghanistan était aberrante. La frustration est grande lorsque l'on sait des choses qui ne peuvent pas être écoutées222. »

Tout entier investi dans la cause massoudienne, Puig met peut-être un peu rapidement sur le compte de la censure ce qui relève du désintérêt, de la facilité ou du choix éditorial. Lui et ses amis pâtissent surtout de leur manque de relations dans la presse, ce qui est moins le cas de Patrice

Franceschi. Car si Massoud est absent des téléviseurs français, Wardak, lui, y a déjà fait son apparition. En juillet, Philippe Rochot et Jacques Douai l'ont présenté dans l'un des tout premiers reportages télévisés d'Antenne 2 consacrés à l'Afghanistan comme un « jeune aristocrate afghan ». Dans le magma des commandants, Amin se détache désormais aux yeux des Français. L'homme sait y faire. Lui qui se définit comme le « premier combattant afghan dès 1980[223] » peut par exemple accueillir ses visiteurs français au son de : « Le peuple afghan n'oubliera jamais[224] ! »

Franceschi a amorcé la pompe médiatique, mais aussi humanitaire. Amin Wardak sait en effet la guerre du fusil insuffisante ; l'arme économique est tout aussi précieuse dans une guerre d'insurrection. Il veut des écoles, des hôpitaux, des aides à l'agriculture, ce que lui reprochent ses confrères commandants : « Wardak préfère construire des écoles et des hôpitaux plutôt que de faire la guerre ! » grognent-ils. Franceschi rabat donc vers lui les ONG qui hésitent en France ou au Pakistan sur leurs zones d'intervention. Rochot et Douai accompagnaient la première équipe de Médecins du monde. À la fin de l'année 1980, une autre ONG s'apprête à son tour à rejoindre le Wardak auquel son nom va longtemps rester indissociablement associé. La Guilde européenne du raid, née en 1967, est à l'origine une organisation de jeunesse, un genre de scoutisme pour les 18-30 ans, sans allégeance religieuse ou politique. Premières expéditions en 1969 dans le delta de l'Okavango et le Mato Grosso ; premier « forum de l'aventure » en 1970 ; premières « bourses de l'aventure » en 1971. Profitant du boom des vols charters dans les années 1970, la Guilde a également sillonné l'Afghanistan, mais « nos objectifs, souligne son fondateur, Patrick Edel, étaient à l'exact opposé des hippies qui cherchaient à fuir toutes les contraintes. Nous, nous recherchions des projets, comment nous impliquer sur le terrain[225]. »

En 1980, l'Afghanistan permet à la Guilde de mettre une nouvelle corde, humanitaire, à son arc. Son président d'honneur, l'explorateur Paul-Émile Victor, a lancé des appels aux dons qui abondent un compte spécial à la Fondation de France. Au siège de la rue de Vaugirard, les bénévoles se présentent pour apporter leur aide. Parmi eux, Anne de Beaumont est un cas à part. Enfant d'une des plus anciennes familles de l'aristocratie française, elle ne veut pas se résoudre à une société de richesse mais sans idéal, et

couve donc le projet d'entrer chez les petites sœurs de Charles de Foucauld. Trop jeune, elle a commencé par se rendre en Inde dans la léproserie du père Ceyrac. Mais ne se sentant pas destinée à cette tâche, elle s'est rabattue sur un combat plus politique en introduisant en URSS de la littérature censurée, ce qui lui a valu au bout de son troisième voyage d'être fichée et interdite d'entrée. Par connaissances interposées, elle rejoint la Guilde en 1980. « Je ne pouvais supporter de savoir que des femmes étaient sous les bombardements, dit-elle, alors que moi je pouvais vivre tranquillement à Paris226. » Travaillant dans un cabinet de conseil dans la journée, elle squatte tous les soirs un bureau de la rue de Vaugirard. Ses premiers vrais contacts avec l'Afghanistan sont les éxilés et c'est tout de suite la passion. « Ils frappaient tous par leur intelligence, et par un courage absolument hors norme. »

Comment les aider ? L'esprit d'aventure dicte à la Guilde de se rendre elle-même en Afghanistan. Mais où ? Auprès de quel commandant ? Patrice Franceschi apporte la solution : Amin Wardak. Le reporter-écrivain est une vieille connaissance de l'association puisqu'il en a été l'un des premiers boursiers. Patrick Edel lui fait rencontrer en septembre Alain Boinet qui, déçu par sa carrière professionnelle chez Métro France, est en congé sabbatique. Aimant voyager, celui-ci a un temps pensé au grand reportage et proposé ses services au *Point*. Il s'est ensuite ravisé et a postulé chez AICF à une mission d'aide à la population ougandaise. Il n'a pas été retenu, mais il ne peut dorénavant envisager de revenir à des activités purement lucratives. L'entente est immédiate avec Franceschi. Tous deux imaginent le concept des « caravanes de l'espoir », chargées essentiellement de vivres, que le conseil d'administration de la Guilde approuve. L'objectif est de faire « boule de neige », comme le présente Boinet : les missionnaires témoigneront à leur retour pour lever de nouveaux fonds qui autoriseront une nouvelle mission, etc.

L'idée est noble, mais tout est à trouver : argent, matériel, le tout en quatre mois puisque le congé sabbatique de Boinet prend fin en décembre. Contact est établi par Patrick Edel avec le jeune docteur Philippe Truze. Pour le transport, Boinet va frapper aux portes d'Air France, dont une agence est voisine rue de Vaugirard, mais aussi chez Nouvelles Frontières dont le président, Jacques Maillot, séduit par le projet, lui offre deux billets

gratuits sur une ligne syrienne. Pour l'aide en elle-même : « Nous ne savions pas vraiment comment nous rendre le plus utiles, raconte Boinet. Nous n'étions pas médecins. Nous nous sommes donc dit que c'était l'hiver là-bas et que la population aurait besoin d'effets chauds. » Cent cinquante kilos de médicaments sont également donnés par l'ordre de Malte à son dépôt de Versailles. Pour l'argent, Patrick Edel sollicite les chefs d'entreprise de sa connaissance. Au total, 50 000 francs sont rassemblés227 ; ils permettent en particulier d'acheter au célèbre Vieux Campeur, magasin situé dans le Quartier latin, du matériel de randonnée qui, en décembre, une fois à Peshawar, fait passer Franceschi, Boinet et Truze pour des alpinistes ! Amin Wardak est alors en Afghanistan, mais son frère Rohani et un cousin assurent la permanence. À Miranshah, les mules sont chargées des vêtements chauds achetés au bazar et cap est mis à l'ouest, les poches garnies des 100 000 francs en liquide qu'Afrane a confiés à la Guilde. En route, Rohani épate les Français en reconnaissant son frère à plus de deux kilomètres, dans un convoi progressant en contrebas. Plus loin, les Français ont la stupeur de croiser le médecin de MSF Gérard Kohout, de retour d'une mission exploratoire dans le Hazaradjat. Extraordinaire pays où si peu de compatriotes s'investissent mais où tous se croisent en pleine montagne ! Le mauvais temps se met de la partie. Des chutes de neige abondantes entravent la progression des mulets qui s'enfoncent jusqu'au poitrail. L'équipée doit se faire une raison : le col de Pakheli est infranchissable, elle fait demi-tour non sans avoir entonné le *Chant des partisans* pour leurs camarades afghans qui leur réclamaient « un chant du djihad français ».

Des années plus tard, Alain Boinet s'amuse du degré d'improvisation de la mission et se souvient du fatalisme des Afghans : « On passera si Dieu le veut bien ! Dieu ne le veut pas ? Eh bien, on passera une autre fois ! » Les Français en sont quittes pour un Noël dans le secteur tenu par l'un des plus grands commandants de l'Est afghan, le Pachtoune Jalaluddin Haqqani, membre du Hezb-e Islami tendance Younès Khalès. Les mulets sont déchargés et les vêtements stockés jusqu'au printemps en vue, espèrent-ils, du prochain voyage. Les médicaments, eux, sont cédés à la mission ouverte par MSF dans une deuxième province d'Afghanistan, le Paktia, à Narebir, sous la direction de Philippe Chabasse.

À la fin de l'année 1980, Massoud et Wardak ne sont pas les seuls commandants approchés par les Français : Haqqani l'a été dans le Paktia, tout comme Anouar Khan dans le Nouristan. Mais outre leur implantation locale indéniable, ils ont l'avantage de parler le français et de savoir se présenter à leur avantage. Ils sont bientôt considérés comme l'alternative principale pour tout Français désireux d'aider l'Afghanistan.

De leur côté, les services de renseignement français sont tenus par les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing à Venise. À l'instar de la CIA, le Sdece ne peut donc pénétrer en territoire afghan. Deux des siens ont certes été dépêchés à l'ambassade à Kaboul, mais leur marge de manœuvre est extrêmement limitée en raison de l'étroite surveillance du KGB et du Khad. Aussi, Alexandre de Marenches profite-t-il d'une offre pakistanaise soutenue par un vieil ami de guerre, Yaqub Khan : envoyer l'un de ses officiers afin de réfléchir de conserve à l'aide à apporter aux Moudjahidin. Dans le jargon des services, il s'agit d'« ouvrir le poste » d'Islamabad. Pour la désignation du titulaire, le comte succombe sans le savoir à une forme de fatalité, puisque LéandreXIX était de permanence le soir du déclenchement de « Chtorm 333 » et, fait très exceptionnel, a dû réveiller son chef.

Le commandant fait partie de ces promotions de Saint-Cyr marquées par la guerre d'Algérie et par la lugubre destinée d'une partie de ses trente pisteurs harkis après l'indépendance. « Beaucoup nous avaient fait confiance, regrette-t-il. L'un de nos supérieurs avait déclaré à ceux qui s'étaient retirés, sentant le vent mauvais : "Jamais la France ne vous laissera tomber ! Ceux qui veulent partir sont des chiens228 !" » Intégré depuis cinq ans à la DR (direction du renseignementXX) au Sdece, Léandre s'apprêtait à prendre le poste d'Alger quand les Soviétiques surgirent à Kaboul. Sa connaissance du russe et de l'arabe en fait un candidat très opportun pour l'Afghanistan. En novembre 1980, suite à l'offre pakistanaise, Marenches le convoque pour lui déclarer sans ambages : « La vérole communiste s'étend de plus en plus. » Il est catégorique : « L'Afghanistan n'est qu'une étape vers les mers libres de glaces. »

Même s'il ne partage pas l'analyse de son chef, Léandre obéit. À lui de prendre langue avec le service de renseignement pakistanais, l'Isi, en faisant preuve de toute la retenue nécessaire. L'offre d'Islamabad paraît de fait plus que curieuse : que pourrait en effet apporter la France sur

l'Afghanistan dont le Pakistan sait à peu près tout ? L'occasion toutefois de disposer d'un point d'observation dans un pays jusqu'alors ignoré par les services ne saurait se refuser. Le commandant s'envole avec une barbe magnifique depuis qu'il lui avait été conseillé par le responsable de l'Afrique du Nord au Sdece de ne plus se raser. Il n'a pas oublié son certificat de baptême, lui qui n'est même pas pratiquant : « Pour être considéré dans la région, l'a-t-on prévenu, il faut croire en Dieu et pouvoir prouver l'appartenance à sa religion. » Léandre devra s'y faire : à chaque Noël, son employé de maison pakistanais le conduira à l'église sans lui demander son avis. Le commandant peut heureusement se targuer également d'une excellente connaissance de l'islam. Tel Afghan sera agréablement surpris de l'entendre réciter en arabe la sourate « al-Fatihat » qui sert d'ouverture au Coran. Rien de mieux pour mettre en confiance.

Dès son arrivée, ce sont pourtant ses compatriotes que Léandre doit s'appliquer à rassurer. Rares sont les ambassades à voir d'un bon œil l'ouverture d'un poste du Sdece dans leurs locaux ; les diplomates redoutent que leurs plates-bandes soient piétinées. C'est encore plus vrai à Islamabad où le premier conseiller raconte partout qu'il a surpris dans l'un de ses précédents postes un officier des services en train de fouiller son bureau… Le commandant, officiellement attaché de défense adjoint, tient donc à clarifier sans délai sa situation : son seul intérêt va à l'Afghanistan. Il aurait pu également expliquer que le poste d'Islamabad est un « poste Totem ». Dans la terminologie du Sdece, cela implique un échange de renseignements avec les services pakistanais qu'il n'est donc pas question d'espionner. Voilà l'ambassade rassurée : Léandre restera étranger aux affaires pakistanaises. L'ambassadeur montre l'exemple : c'est à lui, et non aux gendarmes qu'il demande d'assurer sa protection pendant certains déplacements jugés dangereux, la crainte étant élevée à l'époque d'un enlèvement de diplomate occidental. « Pour l'ouverture du feu, lui explique-t-il, j'ai plus confiance en vous ! »

De toute façon, que Léandre s'aventure à déroger à cette ligne de conduite et les Pakistanais le rappellent à l'ordre. C'est ainsi que son homologue britannique le convie à se rendre dans un « coin très sympa dans le Pendjab », à l'écouter, juste pour se détendre. Or le coin en question jouxte le centre de recherche nucléaire pakistanais… Ce genre de hasard

n'existe pas dans les services ! De retour à Islamabad, Léandre suggère à l'attaché de défense de l'ambassade de France d'y retourner avec leurs familles respectives. Le temps d'un bain dans la rivière et ils découvrent que les pneus de toutes leurs voitures ont été dégonflés. « En tout et pour tout, se souvient-il, ils avaient laissé quatre roues intactes, réparties sur différents véhicules de sorte que l'on puisse aller chercher de l'aide avec l'un d'eux. C'était évidemment un avertissement sans frais pour que l'on cesse de venir dans les parages229. »

La mission de Léandre est plus que vague : « Aider la résistance afghane ». Pis, l'une des seules sourcesXXI que sa direction lui a fournies, un Algérien naturalisé canadien, se révèle un escroc. Pour établir ses premiers contacts, Léandre peut compter sur un journaliste installé à Islamabad avec lequel il se lie d'amitié. Les deux il est vrai font un peu le même travail, la pêche aux renseignements. Si ce n'est que le journaliste, lui, franchit régulièrement la frontière et gagne Kaboul avec un sésame visé par le GRU soviétique. Un peu jaloux, le commandant demande l'autorisation de pénétrer en Afghanistan, mais la réponse de la centrale restera bien sûr négative.

Très vite, Léandre comprend que le marché est doublement biaisé avec l'Isi. D'un côté, les Pakistanais ne lui apportent aucune information opérationnelle, se limitant le plus souvent aux emplacements des unités soviétiques en Afghanistan. De l'autre, le Sdece, ayant mûrement réfléchi à ce qu'il pourrait communiquer de moins compromettant à l'Isi, s'est rabattu sur des analyses de la situation dans la Corne de l'Afrique, à l'intérêt presque nul pour les Pakistanais. Léandre se retrouve à traduire en anglais de très longs BRXXII si insipides que bientôt l'Isi lui demandera de les résumer lui-même. Le mécontentement grandit à Rawalpindi, QG des services pakistanais. La méfiance, coutumière en la circonstance, se lie à l'incompréhension. Pour n'avoir jamais travaillé ensemble sur le terrain, Sdece et Isi ne connaissent pas leurs modes de fonctionnement respectifs. La CIA n'est pas considérée de bien meilleure façon. Au Pakistan, son rôle s'apparente à celui d'intendant, voire d'un banquier. Elle achète, paie, salarie, ravitaille, mais jamais elle n'interfère dans les affaires pakistano-afghanes. La CIA se comporte avec l'Isi à la manière d'une usine avec son sous-traitant installé dans un pays du tiers-monde. Avec tout ce que cela

peut induire d'hypocrisies de la part de l'une et de sournoiseries de la part de l'autre, le tout, bien entendu, au nom de la recherche du meilleur rendement. La CIA veut des résultats, mais, n'ayant pas la connaissance du terrain, elle doit se reposer sur l'expertise de l'Isi qui, dès lors, fixe quasiment seul les grandes orientations de l'aide aux Afghans. Avec le Sdece, les Pakistanais ont encore plus les coudées franches. Cette fois, la relation s'apparente plus à celle d'un hôte et de son invité. Et Léandre se le voit rappeler quelques semaines après son arrivée :

— On vous a laissé faire ce que vous vouliez, vous avez vu qui bon vous semblait, lui lance son correspondant à Rawalpindi. Maintenant il nous faut une contrepartie.

Léandre n'en croit pas ses oreilles. Preuve est apportée que la proposition de l'Isi d'ouvrir un poste avait bien des arrière-pensées. Mais il n'est pas au bout de sa stupeur.

— Il y a en France des opposants à notre gouvernement, indique le Pakistanais. Nous voudrions que votre gouvernement laisse agir ceux de nos services qui les surveillent dans votre pays.

Le chef de poste sait très bien que jamais pareille requête ne sera acceptée, mais il assure qu'il la transmettra. Comme prévu, la centrale réplique qu'il n'est pas question d'interférer avec le travail de la police française. L'Isi n'en démord pas et souhaite alors des informations sur l'Inde, plus particulièrement sur les Mirage livrés par la France : combien sont-ils ? Quelles sont leurs performances ? Reste à botter en touche avec élégance…

De cette relation compliquée avec les Pakistanais découle une analyse forcément lacunaire des affaires afghanes. La CIA est la seule agence à dépêcher une équipe à Islamabad, et encore ne sont-ils qu'une poignée. Tous les autres services alliés sont logés à la même enseigne que le Sdece, un chef de poste tout au plus. Léandre, travaillant en solitaire et sans surveillance, n'a pas pour mission de bouleverser l'ordre établi, ni à Islamabad, ni à Peshawar. La centrale ignorant quasiment tout de la zone, il lui est demandé d'engranger le plus de renseignements possible. Il peut ainsi très tôt prévenir Paris que les Afghans n'agissent pas par nationalisme : « Ils se battent pour leurs vallées. » Enfin, le Sdece n'est

qu'un outil au service du gouvernement. Or le président de la République a choisi de ne pas contrarier les Soviétiques.

Cette simple constatation permet de réecrire une histoire que Marenches se plaira à raconter jusqu'à la fin de sa vie. En Amérique, ce dernier jouit d'une excellente réputation presque héritée de son père qui fut l'aide de camp du général Pershing ; lui-même pendant la guerre servit d'interprète entre les généraux Juin et Clark lors de l'épouvantable campagne d'Italie. Au début du mois de décembre 1980, son ami Arnaud de Borchgrave, chef du bureau parisien de *Newsweek*, organise une rencontre avec celui qui vient de défaire Jimmy Carter aux élections présidentielles, Ronald Reagan. Durant sa campagne, le gouverneur de Californie n'a pas mâché ses mots, brocardant l'URSS comme « l'empire du mal » et la politique de la détente comme un blanc-seing donné aux Soviétiques pour « poursuivre leur politique de subversion, agression et expansionnisme où qu'ils souhaitent dans le monde[230] ». Personne ne peut plus être d'accord que Marenches qui accomplit le déplacement de Paris, seul, en Concorde, avant de rallier Los Angeles et la demeure d'Alfred Bloomingdale, héritier de la célèbre marque de magasins, l'un des plus proches amis du président américain[XXIII]. Reagan vient justement d'être briefé par la CIA et en a gardé l'impression désastreuse que ses interlocuteurs se contentaient de lui lire les grands titres de la presse.

Pendant cinq heures, Marenches, à l'en croire, déploie le grand jeu en prévoyant un effondrement de l'URSS dans les huit ans[231]. Puis il livre une analyse de la géostratégie mondiale à l'aide des cartes grand format qu'il a pris soin d'emporter. Selon lui, plusieurs autres rencontres avec le président américain ont suivi. Dès la deuxième, dans le bureau ovale, il expose à propos de l'Afghanistan : « Il y a différentes manières de combattre dans ce genre de guerre. Il y a la manière massive et il y a la manière intelligente[232]. » Et de mettre sur la table le projet d'une opération secrète dont le but est de rendre la vie insupportable à l'URSS en Afghanistan. D'où le nom de code que le comte a choisi : « Moustique », puisque le minuscule insecte peut rendre fou le gros ours soviétique. Et de développer : l'armée déployée en Afghanistan est d'un modèle classique, le défaut de sa cuirasse est la discipline. Il faut donc pervertir l'esprit du soldat soviétique à l'aide de trois expédients. En premier lieu, Marenches propose

de diffuser des bibles en russe. L'idée n'est pas la sienne, reconnaît-il, c'est « un groupe de jeunes gens à Paris, sans quelque ressource que ce soit », qui s'est lancé sur le projet, mais à petite échelle. Il propose donc à Reagan d'en « inonder les bazars de Kaboul », les soldats diffuseront ensuite eux-mêmes les ouvrages en URSS. « Nous devons combattre les idées avec des idées, souligne-t-il, des mots avec des mots, et parfois même des mensonges avec des mensonges. » Reagan esquisse un sourire, Marenches enchaîne avec sa deuxième idée : « Un groupe de jeunes journalistes à Paris » publierait une copie à l'identique du journal de l'armée soviétique *Krasnaya Zvezda* (« Étoile rouge »), mais avec des articles présentant la réalité de l'URSS et de son armée. Large sourire, cette fois, du président américain. Marenches propose donc sa pièce maîtresse : utiliser la drogue saisie par les agences américaines pour faire comme les Nord-Vietnamiens avec les GI's au Viêt Nam. Coût total estimé : un million de dollars. Reagan paraît emballé.

Marenches aurait par la suite rencontré William Casey, nouveau directeur de la CIA, lui aussi convaincu que l'Afghanistan, le Yémen, l'Éthiopie, témoignent de l'ambition soviétique de mettre la main sur 60 % du pétrole mondial. « Quand nous soutenions la Résistance contre Hitler, explique Casey à ses troupes à sa prise de fonction, cela a sauvé des vies sur le long terme. C'est la même chose en Afghanistan. Cela n'a pas changé[233]. »

Marenches lui soumet l'opération « Moustique », qu'il approuve, mais en y mettant ses conditions : le Sdece doit être aux manettes, la CIA à ses yeux ne sachant pas garder un secret. Marenches veut en revanche avec lui les Pakistanais dont il part dans la foulée à Islamabad s'assurer de la coopération, en fait de la passivité. Il retourne ensuite auprès de Casey finaliser cette fois l'aspect budgétaire. Le meilleur moyen, explique l'Américain, serait de confier l'argent aux « Paks », comme il les appelle, charge à eux de financer ensuite l'opération. Tout est donc prêt, mais capote au dernier moment parce que Marenches n'aurait pu obtenir de Casey l'assurance d'une discrétion totale afin de ne pas découvrir à terme son portrait en une du *Washington Post*…

Voilà la version Marenches. Faut-il cependant la prendre pour argent comptant ? Comme le souligne Hadi, entré au Sdece après le départ du comte : « Marenches était vénéré par les services pour sa connaissance de la

géostratégie, des langues, son contact très humain. Mais en Afghanistan, il plastronnait plus qu'il n'opérait vraiment234. » Il est tout d'abord troublant de noter que l'essentiel de ses souvenirs relatifs à « Moustique », Marenches ne l'a diffusé que dans des publications en anglais, que ce fût le livre *The Fourth World War*, dont il est le coauteur, ou un article de *Time Magazine*235. Roger Faligot et Rémi Kauffer en ont fidèlement repris le récit dans leur *Histoire mondiale du renseignement*, dont Marenches a rédigé la préface et relu scrupuleusement les épreuves236 : c'est donc bien la version qu'il entendait diffuser. Or nombre de points autorisent à s'interroger sur la véracité des faits relatés. S'il est incontestable que le comte a conversé avec Ronald Reagan en novembre, il l'est un peu moins que la rencontre ait eu des suites : l'entourage du nouveau président n'a pas du tout apprécié en effet que le Français ait eu un accès direct à leur champion.

Ce qui fait le plus douter de la démarche de Marenches est la raison qu'il invoque pour en expliquer la mort dans l'œuf. Comment peut-il demander à Casey une assurance sur un *black-out* total, alors que l'affaire du Watergate vient de montrer et la liberté et la puissance de la presse ?

Plus étrange encore : l'amiral Bobby Inman, directeur de la NSA, puis numéro deux de la CIA à partir de février 1981, soit quand « Moustique » aurait dû sévir, indique : « Je n'ai jamais rien entendu à ce sujetXXIV237. » À l'intérieur du Sdece, le propre directeur de cabinet de Marenches, Michel Roussin, affirme de même ne jamais en avoir eu connaissance238. Enfin Léandre témoigne ne jamais avoir été informé d'une visite de son directeur général à Islamabad, ce qui paraît pour le moins invraisemblable.

En faveur du scénario exposé par Marenches existent cependant quelques éléments. Laurent Maréchaux, qui gagnera bientôt l'Afghanistan pour le compte de la Guilde, affirme avoir eu vent de contacts établis non pas par le Sdece, mais par la CIA avec certains de ses compatriotes afin de diffuser des bibles en cyrillique aux soldats russes239. Le général Zia, lui, a évoqué avec un journaliste américain son projet de diffuser non des bibles, mais des corans aux troupes soviétiques originaires des républiques musulmanes d'URSS240. Le journaliste de *Time Magazine* Thomas Sancton relatera de fait que des textes sacrés seront bien distribués à partir de 1984, par l'Isi241. En ce qui concerne le volet le plus controversé de « Moustique »,

la drogue, *VSD* diffusera en 1986 le récit de deux déserteurs soviétiques affirmant que « près de 80 % [des soldats du contingent soviétique] fument du haschich et entre 20 et 30 % se droguent à l'opium ». D'autre part, le général Mohammad Yousaf, chargé des opérations afghanes à l'Isi, confirmera au journaliste français Stéphane Allix que Marenches avait bien proposé aux Américains de pervertir les soldats soviétiques avec de la drogue. « Puis, lâchera-t-il, la France s'est retirée[242]. » La déclaration datant d'octobre 2001, il est à se demander si le général se fondait sur ses propres sources, ou sur les propos déjà publiés de Marenches. Yousaf précisera toutefois que « Moustique » aurait été mené à bien par les Américains « grâce à de faux journalistes ». Outre le mode opératoire, qui semble pour le moins inadapté vu la disproportion gigantesque entre la superficie de l'Afghanistan et l'effectif de journalistes capables d'évoluer dans le pays, il n'est pas impossible que Yousaf ait enfumé son interlocuteur afin d'atténuer la responsabilité de l'Isi dans le trafic d'opium.

Parce que l'explosion de la drogue en Afghanistan est un fait avéré, faut-il pour autant le relier à « Moustique » ? Si semblable opération a été décidée, le Service action y aurait nécessairement participé. Or selon l'un de ses responsables de l'époque, « cela fit partie des projets non réalisés, en particulier celui de la distribution de drogue[243] ». Les trois volets prétendument exposés par Marenches à Reagan ont en réalité été proposés à la volée au cours de séances de *brainstorming* du Sdece. Le seul à s'être en partie concrétisé fut la distribution de bibles. Voulant reproduire en Russie une idée qui a fait merveille en Pologne, Marenches désigne un officier du SA, héritier d'une grande famille aristocrate, pour suivre l'affaire. Chargé des relations avec le gotha européen ainsi que le Vatican, Jacques a ses entrées à Rome où il compte Zaher Shah parmi ses proches connaissances. Ce sont donc l'ex-roi et ses réseaux qui conduiront l'opération avec des bibles offertes par le Vatican.

L'ours n'aura donc pas beaucoup été gêné par le moustique français. Marenches aura voulu compenser *a posteriori* la passivité à laquelle l'avait contraint le gouvernement. En dépit de l'échec de Varsovie et du fiasco de Venise, le président de la République croit toujours en sa capacité d'influer personnellement sur le cours des événements. « Je suis convaincu, a-t-il écrit à Brejnev en octobre en pleine campagne présidentielle américaine,

que le temps nous est désormais compté et qu'il importe, sans plus attendre, de réfléchir aux initiatives à prendre pour désamorcer la crise afghane244. » Selon lui, conditionner le retrait des troupes à la fin des ingérences extérieures, comme le fait Moscou, ne peut conduire que dans une impasse puisque les deux pays principalement visés, le Pakistan et les États-Unis, ne cesseront eux-mêmes leurs agissements que lorsque l'URSS aura quitté le sol afghan. « Si l'Union soviétique, explique-t-il, était disposée à annoncer qu'elle était prête, pour autant que les autres intéressés fassent de même simultanément, à prendre l'engagement de s'abstenir de toute ingérence en Afghanistan, la voie s'ouvrirait à la recherche d'un règlement politique. Je suis convaincu que les autres puissances intéressées se montreraient alors disposées à prendre les mêmes engagements. À partir de là, il devrait être possible de s'entendre soit pour laisser les Afghans entièrement libres de se déterminer comme ils l'entendent, soit, si vous le préférez, pour trouver les moyens de garantir que le gouvernement de Kaboul sera authentiquement indépendant, neutre et non aligné. Une conférence internationale serait sans doute nécessaire à cette fin mais les questions que poserait sa convocation ne devraient pas soulever de difficultés insurmontables. » Nouvelle initiative personnelle du président de la République, donc, mais qui, outre la marge de manœuvre offerte à Brejnev au sujet du gouvernement afghan, repose sur une lecture très optimiste du conflit. L'intrusion, poussée, des Soviétiques dans les affaires afghanes date non de l'invasion, mais de plusieurs dizaines d'années. Les agissements pakistanais et américains n'en étaient pas alors la cause, et ne le sont à présent que partiellement. De son côté, Islamabad ne veut plus simplement désormais le départ des unités soviétiques, mais un gouvernement afghan qui lui soit inféodé, donc la victoire des islamistes qu'il soutiendra, que les chars russes soient à Kaboul ou non.

Mais le président de la République croit à son idée. Le 27 janvier 1981, il propose l'ouverture d'une conférence internationale à laquelle participeraient tous les acteurs réels et supposés du conflit : l'URSS, les voisins de l'Afghanistan, les pays membres du Conseil de sécurité de l'Onu, l'Inde. Le régime de Kaboul, lui, ne serait pas invité, d'abord parce que ce serait le reconnaître, ensuite pour ne pas avoir à convier les partis de la résistance – le Quai d'Orsay craignant une redite de la conférence

interminable sur le Viêt Nam qui s'était enlisée pendant cinq ans à Paris. Or c'est très exactement la faille de ce projet. Dans toutes les capitales, l'accueil est plus que mitigé. Washington ménage la susceptibilité française : Alexander Haig, tout juste nommé secrétaire d'État, salue avec enthousiasme l'initiative, mais le gouvernement américain pose toujours en préalable à toute négociation le retrait des troupes soviétiques.

Le Kremlin, lui, se tait dans un premier temps, mais, deux jours plus tard, Tass rappelle qu'il n'envisage de pourparlers qu'entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran, car le conflit est à ses yeux régional. En Europe occidentale, le ministre des Affaires étrangères néerlandais, Chris van der Klaauw, affirme avec diplomatie que « les pays de la CEE n'approuvent pas unanimement[245] ». Les réactions les plus vives viennent du Pakistan. Les sept partis afghans tolèrent mal d'être laissés sur le bord de la route ; Hekmatyar au premier chef déclare : « Aucune solution n'est possible sans consultation des combattants musulmans. » Le gouvernement pakistanais, d'autre part, fait état de sa « surprise » : « Nous espérons seulement, déclare son ministre des Affaires étrangères, Agha Shahi, que la proposition française ne viendra pas arrêter les progrès récemment accomplis[246]. » Allusion au mandat de la Conférence islamique, reçu par le Pakistan et l'Iran, pour parvenir à l'élaboration d'une base de discussion avec Karmal ; Moscou avait semblé favorable à la présence d'un représentant de l'Onu aux discussions, un progrès certain. Pour apaiser le climat entre Paris et Islamabad, le 31 janvier, Valéry Giscard d'Estaing appelle le général Zia qui, dans les jours suivants, se met à souligner « les aspects positifs » de la proposition française. Mais la presse pakistanaise continue, elle, à la taxer d'« inopportune ».

Le couperet tombe le 20 février. Tout en décrivant le président de la République française comme « un homme réaliste dont les aspirations et les intentions sont sans doute bonnes[247] », Babrak Karmal affirme « toujours s'étonner de propositions émanant de ce que l'on appelle les démocraties bourgeoises » et prévient : « Toute tentative visant à internationaliser l'affaire afghane ne nous intéresse pas. Nous ne pouvons retenir ce qui tente d'exclure l'Afghanistan du règlement de la crise[248]. » Le lieu de sa déclaration, le XXVIe congrès du PC soviétique, balaie la moindre parcelle de doute quant à la décision de Moscou d'enterrer la proposition française.

Une fois de plus, l'esprit d'initiative de Valéry Giscard d'Estaing n'est pas récompensé. Même le Kremlin n'a pas cherché à donner l'impression de l'appuyer. Toutefois, il lui maintient son soutien en politique intérieure. La *Pravda* laisse ainsi facilement comprendre que le président de la République est son candidat pour les élections présidentielles. La campagne qui s'ouvre en France ne laisse que peu de place à l'Afghanistan dans l'opinion publique, préoccupée par les conséquences des deux chocs pétroliers, et dans les ministères. Gabriel Robin, directeur au ministère des Affaires étrangères, en témoigne : « Jusqu'en mai 1981, l'Afghanistan n'est quasiment plus abordé : la campagne domine tous les esprits249. »

Les défenseurs de l'Afghanistan crient à l'oubli en invoquant le silence de la presse, ce qui est quelque peu outrancier. Combien de guérillas dans le monde pourraient se prévaloir des centaines de reportages, articles, livres déjà consacrés à ce paysXXV ? Pour remettre l'Afghanistan au cœur de l'actualité, deux hommes concoctent un magnifique « coup de pub ». Après l'échec de la première caravane humanitaire dans les neiges afghanes, Alain Boinet a prolongé à Peshawar son congé sabbatique pour préparer les prochaines missions de la Guilde. « J'ai aidé les Afghans, dit-il, parce qu'ils n'avaient pas demandé à être envahis, parce qu'ils étaient pauvres, mais si attachés à la liberté et tellement hospitaliers250. » Aussi parce qu'il met les pas dans ceux de son père, membre du réseau du colonel Rémy pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est donc à des milliers de kilomètres de Paris qu'il relie le manque d'intérêt en France pour l'affaire afghane à une absence de figures marquantes. Le chef de parti Gailani est déjà venu dans l'Hexagone, des représentants mineurs de la résistance également, mais avec un accès très restreint aux médias. À l'heure de la télévision, il faut que les Français puissent personnifier la cause afghane. Le candidat est tout trouvé : Franceschi a conduit la Guilde chez Wardak, la Guilde conduira Wardak en France. « Il était parfait, explique Boinet. Pour la forme, il portait beau et parlait français. Pour le fond, il avait de l'autorité, de l'intelligence et puis il était rentré d'Iran pour faire la guerre contrairement à la plupart des Afghans éduqués qui avaient fui le pays. » Afrane, dont il sollicite l'avis, souligne le danger de sembler privilégier le Mahaz, parti auquel Amin appartient. Mais Boinet n'en démord pas, Wardak ferait un porte-parole idéal de la résistance. Première étape : convaincre Gailani, son

chef de parti, de le laisser partir. Il faut s'y reprendre à deux fois. Deuxième étape : obtenir un visa à l'ambassade de France. La démarche est exceptionnelle pour Boinet : « Nous ne pensions même pas à nous rendre à l'ambassade quand nous étions au Pakistan, raconte-t-il. Nous n'avions pas à leur annoncer que nous allions passer clandestinement en Afghanistan. » Circonspect, le diplomate qui lui fait face en ce début 1981 enchaîne les questions : Qui est cet Amin Wardak ? Que fait-il ? Que veut-il ? Mais ni l'ambassadeur, ni le premier conseiller ne demandent à le recevoir et le visa tombe finalement sans grand obstacle. Or il n'est pas anodin pour le gouvernement français, si soucieux de sa relation avec Moscou, de faire venir sur son territoire un opposant armé des Soviétiques qui, de plus, se destine à parler à la presse. Pour Boinet, « cela entrait dans la folie du moment ». Ne faut-il pas plutôt y voir une manière de compenser l'image désastreuse de complaisance avec l'URSS ?

Boinet a l'occasion de mettre en pratique sa détermination à faire connaître la cause afghane dans l'avion volant vers Paris le 9 mars. Le hasard veut en effet qu'à une escale montent à bord François Mitterrand et Lionel Jospin. Boinet hésite à leur présenter Wardak, mais il se ravise, « par manque d'audace », et il le regrettera plus tard. Sur le moment, l'ami Franceschi et son acolyte Manoukian ont préparé un programme suffisamment prenant pour ne pas se laisser dominer par les états d'âme. Toutes les relations dans la presse ont été sollicitées et presque toutes sont preneuses d'une interview. Boinet est stupéfait par l'aisance dont Wardak fait preuve. « La première fois que nous avons pris le métro, se souvient-il, je lui ai donné un ticket et je l'ai observé l'insérer dans la machine comme s'il avait fait ça toute sa vie. » Amin se dit le plus surpris par les cabines téléphoniques : « Vous pouvez appeler qui vous voulez, où vous voulez, quand vous voulez ! » Bien qu'il ait connu l'Iran modernisé du shah, le choc de cultures est redoutable. Il n'est qu'à en juger la tête ébahie des autres usagers quand ils découvrent à leurs côtés ce grand gaillard vêtu à l'afghane, en particulier son turban imposant. « Il était ainsi habillé, explique Boinet, tout simplement parce qu'il s'habillait de la sorte au Pakistan et qu'il est parti avec ce qu'il portait ordinairement. » Franceschi reconnaît, pour sa part, que Wardak aurait de lui-même revêtu un costume occidental, mais qu'il lui a conseillé de n'en rien faire afin de frapper les

esprits[251]. Et c'est plus que réussi. Wardak fait si bonne impression au journal de 13 heures d'Antenne 2 que, fait rarissime, il est invité au suivant de 20 heures ! Dans la rue, les quidams le reconnaissent et lui témoignent leur sympathie. Une conférence de presse est donnée sur les Champs-Élysées dans les salons gracieusement mis à disposition par la société Ricard. Wardak répond aux questions avec un certain talent : « Il y a en Afghanistan à peu près deux cent mille personnes à penser comme les Soviétiques, les lettrés. Le reste, soit 17 millions, n'acceptera jamais la soumission. Je préfère mourir à côté de ces 17 millions que de vivre avec ces deux cent mille[252]. »

Wardak sait aussi flatter l'âme française : « Depuis l'invasion soviétique, nous autres résistants, nous n'avons jamais vu venir à nous que des Français. Journalistes, médecins, infirmiers, jamais de ressortissants d'autres pays occidentaux. Nous tous Afghans y voyons la preuve que vous êtes un peuple passionnément épris de liberté. C'est aussi notre cas. Nous avons reçu une terre libre de nos parents et nous la rendrons telle à nos enfants[253]. » À cette fin, il sait manier la menace – « si les dirigeants occidentaux ne changent pas, ce n'est pas pour nous que j'ai peur, c'est vous que je plains[254] » – et il réclame donc des armes même si, comme tout chef de guérilla, il a une certaine propension à surestimer son importance. Mais peu importe les chiffres. De toute façon, Wardak ne rencontre aucune autorité lors de ce voyage dont seule la portée compte. Et en la matière, Amin a été parfait. *Le Figaro Magazine* le décrit « fier comme un chef de guerre de vingt-neuf ans qui part pour les croisades ». *Afghanistan en lutte* lui consacre sa couverture. Le magazine médical *Tonus*, si décisif dans la création de MSF, lui consacre sa première page et lance une campagne de collecte de médicaments. Un peu plus tard, le reporter Jean Bertolino parlera de « Robin des bois du Djeratu[255] ». La résistance afghane a désormais le visage de Wardak.

Les autres ONG ne sont pas en reste durant la campagne présidentielle. Du 1er au 5 mai, à Stockholm, le MSRA participe à l'organisation d'une session du tribunal permanent des peuples, successeur du tribunal Russell qui avait jugé des exactions commises pendant la guerre du Viêt Nam. Y témoignent des Afghans en exil comme le professeur Kacem Fazelly ou exfiltrés d'Afghanistan comme le commandant Ghafour Youssofzai, des

spécialistes de l'Afghanistan comme Micheline Centlivres et Louis Duprée. Sentence le 7 mai : « L'URSS s'est rendue coupable d'un crime contre la paix internationale. » Des responsables d'Afrane se voient pour leur part convoqués aux renseignements généraux pour une affiche libellée : « Afghanistan : Giscard les abandonne ». Mauvaise piste, les coupables seraient plutôt à rechercher du côté du RPR…

Le 5 mai, le débat du second tour de la présidentielle prend des allures de solde de tout compte. Mitterrand reproche à Giscard d'Estaing le voyage de Varsovie, le 1er mai à Moscou, les résistants qualifiés de « rebelles ». Sa victoire marquera en Afghanistan, comme dans tous les autres domaines de la politique française, une rupture radicale. Il en fait la promesse.

I- Services d'information de l'État.

II- Des partis chiites sont apparus en Iran, mais ils seront beaucoup moins influents.

III- « Union islamique pour la libération de l'Afghanistan ».

IV- « Front pour la libération de l'Afghanistan ».

V- « Front national islamique ».

VI- « Mouvement pour une révolution islamique ».

VII- Déjà des Russes.

VIII- L'Iran est également concerné : 2 millions d'Afghans y trouveront refuge jusqu'en 1989. Mais, englué dans sa guerre avec l'Irak, rétif à ce qui pourrait chagriner le voisin soviétique qui le rappelle régulièrement à l'ordre avec quelques bombardements à la frontière, le gouvernement iranien n'essaiera guère d'en faire une exploitation politique.

IX- Peshawar est le chef-lieu de la province du Nord-Ouest (North-West Frontier Province). Zones tampons avec l'Afghanistan, les Fata (Federally Administered Tribal Areas) sont divisées en sept agences tribales où l'armée et la police pakistanaises n'ont pas le droit de pénétrer. Islamabad y nomme un administrateur sans grand pouvoir.

X- MSF essuie le même refus de la part du gouvernement iranien, pays dans lequel elle est pourtant très présente, y compris au front dans le conflit contre l'Irak.

XI- « Pays des infidèles ».

XII- Le Nouristan est principalement composé de quatre vallées : Kamdesh, Waygal, Petch, Laghman.

XIII- Le navire, dépêché pour secourir en mer les milliers de *boat people* vietnamiens, avait été la cause principale de la scission avec MSF.

XIV- L'événement, à l'époque, il faut le noter, fait à peine l'objet d'un entrefilet dans la presse française.

XV- En dehors du ministre des Affaires étrangères qui a assisté à l'Assemblée générale de l'Onu en janvier.

XVI- « Organisation des jeunesses musulmanes ».

XVII- Comme le souligne Puig, le « Panjshir de Massoud » ne sera jamais qu'une partie du Panjshir, en fait les premiers quatre-vingts kilomètres au nord de Gulbahar.

XVIII- Ensemble des notables civils et religieux d'un village.

XIX- À l'exception des directeurs généraux et des directeurs de service du Sdece puis de la DGSE, tous les noms des officiers de renseignement seront remplacés par un pseudonyme, un prénom en l'occurrence pour coller à l'habitude d'une partie des services d'en attribuer un (voire plusieurs) à chaque nouvelle recrue.

XX- À partir de 1979, la DR perd le SA qui est rattaché directement à la direction générale.

XXI- La source est l'individu qui communique un renseignement. L'agent, contrairement à l'usage qui en est fait communément, est celui qui accepte de travailler pour un service de renseignement le plus souvent contre rémunération (à la différence de l'honorable correspondant qui n'est pas rémunéré). L'« agent secret », au sens populaire, n'est jamais désigné dans les services que par le terme générique d'« officier ».

XXII- Bulletins de renseignement.

XXIII- C'est au début de cette rencontre que Reagan aurait lancé à Marenches : « Ah ! Voici l'homme qui a prévu l'arrivée des Russes exactement au jour et à l'heure près ! »

XXIV- Tout en précisant que le patron de la CIA ne le tenait pas informé de la teneur de ses conversations avec ses homologues étrangers.

XXV- Le minutieux travail de recension effectué par le Centre d'études et de recherches documentaires sur l'Afghanistan (Ceredaf) dès la fin des années 1970 en atteste.

Chapitre IV

Wardak contre Jaruzelski

Cette nuit du 10 mai 1981, les Moudjahidin regardent, incrédules, les volontaires français exulter à l'annonce de la victoire de François Mitterrand. Pour ceux des Afghans qui s'intéressent à la vie politique française, ce serait plutôt une catastrophe puisque le socialiste a toujours assuré qu'il ferait entrer les communistes au gouvernement. « Vous ne comprenez pas, leur expliquent les Français. Mitterrand était le plus antisoviétique des deux[256] ! »

En raison de ses déclarations antérieures très hostiles à l'invasion, le nouveau président de la République est en effet attendu au tournant. D'autant que la situation en Afghanistan se détériore : les combats affectent désormais vingt des vingt-neuf provinces même s'ils se concentrent sur les grands axes. La bataille est particulièrement féroce à Kandahar où, face à des formations de Moudjahidin enfin associées, les Soviétiques doivent finalement dépêcher six cents chars, blindés et camions, appuyés par une soixantaine d'hélicoptères pour rétablir l'ordre. À cette date, une moyenne de 4 700 nouveaux réfugiés afghans se présentent chaque jour à la frontière du Pakistan ; à l'intérieur du pays, ils sont 2 millions. L'Afghanistan est devenu une sorte de province soviétique en guerre : en un an, le montant de l'aide est passé de 34 à 275 milliards de dollars ; en contrepartie, l'URSS détourne entièrement l'économie afghane à son profit en donnant la priorité à l'industrie, aux mines, à l'énergie. Tant pis pour les cultures ; l'URSS ne fournit-elle pas 100 % du sucre consommé ?

Vu de Kaboul, le nouveau cours de la politique étrangère française est difficile à déchiffrer. Les rencontres semestrielles entre ministres des Affaires étrangères soviétique et français, instaurées dix ans auparavant, sont annulées. Les spécialistes de l'Afghanistan attendent dans la foulée la

reconnaissance de la résistance et la fermeture de l'ambassade française à Kaboul. Ils déchantent vite. Avec la présence de quatre communistes dans le gouvernement, les socialistes entendent certes donner des gages de leur indépendance vis-à-vis de l'URSS, mais la fermeté a ses limites. Le nouveau patron du Quai d'Orsay, Claude Cheysson, l'apprend à ses dépens, lui qui, le 6 juin, déclare à Washington : « Tant que les troupes soviétiques seront en Afghanistan, on ne peut pas s'attendre à ce qu'il y ait des relations normales entre la France et l'URSS. » Mitterrand, furieux, explique à Helmut Kohl exactement le contraire : « Naturellement il faut continuer à dire que l'armée soviétique doit évacuer [l'Afghanistan]. Mais il ne faut pas en faire un préalable à la négociation257. »

Le *tempo* est donné : l'Afghanistan n'est certainement pas une raison suffisante pour un changement radical de politique étrangère. De la fermeté, oui ; un *casus belli*, non. Le distinguo est perceptible dans l'une des toutes premières notes rédigées par le conseiller diplomatique Hubert Védrine. Faisant remarquer que le président, dans son livre *Ici et maintenant*, avait envisagé une sorte de « reconnaissance » de la résistance afghane, il demande : « Est-il opportun de soulever ce problème ? Sous quelle forme ? Peut-on prendre l'initiative d'une note présentant les différents gestes possibles ? » Le secrétaire général de l'Élysée, Pierre Bérégovoy, réplique : « Attendre258. » Tout est dit. Pour longtemps.

Il est vrai qu'un rapport a incité à la plus grande prudence. Il est l'œuvre de Jean-José Puig qui, avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, trouve enfin des interlocuteurs disposés à l'écouter. Le Sdece étant peu opérant, les connaisseurs de son espèce sont une source d'information sans équivalent. Or Puig est formel : « On est forcé de constater que les partis se sont aguerris dans la pratique de la "politique politicienne" mais qu'ils sont incapables de faire une analyse objective de la situation, qu'ils n'ont aucun projet réaliste et qu'ils n'ont pas de capacités de synthèse. » *Idem* pour les mouvements maoïstes soutenus par son camarade Truze. De plus, fait remarquer Puig, une représentation pour faire quoi ? Un gouvernement en exil ? Où ? Avec qui ? Avec quel programme ? Une sorte d'OLP ? « Pour l'instant, souligne l'ingénieur, les Afghans écartent le terrorisme comme moyen de se faire entendre. Allons-nous les y contraindre259 ? » Plutôt que les partis de Peshawar, il suggère de soutenir les assemblées locales à

l'intérieur de l'Afghanistan, c'est-à-dire les résistants qui se sont levés spontanément. Il pense surtout à Massoud qu'il est quasiment le seul à connaître en France.

Le 16 juin, le Parlement européen revient à la charge en demandant aux gouvernements des pays membres de reconnaître la résistance afghane « comme une force de libération nationale légitime[260] ». Refus de Paris au prétexte fallacieux de la désunion des partis afghans ; en réalité, il est hors de question d'indisposer le gouvernement pakistanais qui redoute un élément de déstabilisation sur son sol. Une mesure qui froisserait à la fois Moscou et Islamabad n'a aucune chance d'aboutir. Dans le même temps, des contacts discrets sont noués avec l'URSS. Le 16 juillet, Cheysson rencontre Zagladine, chef adjoint de la section internationale du comité central du PCUS, car, explique-t-il, depuis le mois de mai, les relations franco-soviétiques ont été « un peu lointaines[261] ». Toutefois le ministre s'exprime franchement : « [Votre] présence en Afghanistan choque profondément notre opinion. C'est pour nous un problème fondamental ». Zagladine répond : « L'URSS n'est nullement heureuse de maintenir des troupes en Afghanistan. Elle s'emploie à créer les conditions politiques d'un retrait. […] Une discussion "à portes fermées" avec la France sera utile. Après tout, les deux pays se prononcent l'un et l'autre pour un règlement politique négocié, dans le cadre d'une conférence. »

Quinze jours plus tard, Mitterrand reçoit l'ambassadeur soviétique Tchervonenko en guise de geste après sa déclaration de soutien au déploiement des missiles américains en Europe. Et l'Afghanistan n'est même pas abordé. L'ambassadeur Froment-Meurice peut ainsi noter qu'au cours des discussions auxquelles il a assisté, « le langage n'était ni plus ni moins sévère[262] » qu'auparavant. La France retire même son projet de conférence internationale pour appuyer une proposition voisine défendue par les Britanniques. Dans un premier temps, les participants qu'avait prévus la France (Conseil de sécurité et secrétaire général de l'Onu, voisins de l'Afghanistan, Conférence islamique) régleraient les questions de non-alignement et d'indépendance de l'Afghanistan. Puis leur seraient associés les représentants de la résistance et du gouvernement afghans pour évoquer le futur régime du pays. Le Conseil européen adopte le plan le 29 juin à Luxembourg et désigne le secrétaire aux Affaires étrangères britannique,

lord Carrington, pour l'organiser. Début juillet, celui-ci se rend à Moscou, mais il n'a pas atterri que l'agence Tass fait savoir que « cette initiative ne peut servir de base pour des négociations et [que] personne n'entend discuter avec les Occidentaux à ce sujet263 ». Le 6, Gromyko taxe ces propositions de « non réalistes ». Qu'à cela ne tienne, la France maintient son soutien à Carrington, le Quai d'Orsay l'encourageant à se lier avec « les pays les plus actifs au sein des non-alignés et de l'Organisation de la conférence islamique [pour] que la communauté internationale ne laisse pas l'URSS, à la prochaine Assemblée générale de l'Onu, imaginer que l'Afghanistan sera oublié264 ».

Les Français présents sur place y incitent d'autant plus leur gouvernement que l'armée soviétique qu'ils voient à l'œuvre paraît de plus en plus encombrée de ses blindés et de ses avions. L'état-major a bien tenté de s'adapter en faisant appel à des experts vietnamiens de la contre-insurrection qui lui ont suggéré de privilégier l'emploi des forces spéciales, appuyées d'hélicoptères, mais, dès la fin 1980, il sait la partie perdue : trente à trente-cinq divisions seraient nécessaires rien que pour fermer la frontière avec le Pakistan265. L'armée adopte donc la tactique du hérisson : ses forces se rassemblent dans des camps hyperprotégés et délèguent les basses œuvres aux troupes afghanes. On parle d'afghanisation, mais il serait plus judicieux d'évoquer un refus de soviétisation totale. Les résultats ne sont pas meilleurs. En dépit de bombardements aériens et de préparations d'artillerie intensifiées, la guérilla repousse les assauts des Soviétiques qui se retirent en laissant derrière eux des zones dévastées que les populations sont contraintes de fuir. Tous les volontaires français témoignent de l'intrépidité des Moudjahidin, voire de leur témérité comme lorsqu'ils s'avancent face aux chars russes pour épauler et actionner leur lance-roquette en criant « Allah Akbar ! » avant d'être séchés par une rafale de mitrailleuse. Ces sacrifices ne peuvent que doper la volonté des ONG. En France, les appels aux dons perdurent ; « 100 F, ce n'est pas le bout du monde », indique un tract d'Afrane qui précise encore : « Avec 100 F, on peut sauver un peuple. » À Peshawar, une nouvelle ONG, Aime (Aide internationale médicale estudiantine), s'installe durant l'été 1981 ; elle veut ouvrir des dispensaires en Afghanistan, tenus par des médecins locaux qu'elle aura sélectionnés. Ses prédécesseurs ont pour leur part déjà mis en

place neuf centres de soins dans le pays où une dizaine de missions humanitaires ont apporté médicaments, riz, farine, sucre, vêtements et argent. Le bilan reste maigre : n'a encore été distribué que « l'équivalent d'une moyenne de 6 centimes par Afghan266 ». Cependant les Français ont quasiment été les seuls à franchir la frontière. Une dizaine de pays occidentaux ont vu naître des associations de soutien – la mieux structurée étant le comité autrichien qui, grâce aux fonds gouvernementaux qui lui sont alloués, a livré 1,6 tonne de médicaments –, mais elles ne concernent que les réfugiés afghans au Pakistan.

Toutes ces ONG rechignent encore à coordonner leurs actions. Une première réunion est organisée à Hambourg les 6 et 7 juin, mais pour un résultat médiocre. Au moins à Paris les associations de soutien sont-elles plus écoutées que du temps de Valéry Giscard d'Estaing. Au cabinet du ministre des Affaires étrangères, le conseiller du ministre Denis Delbourg explique ainsi au sujet de Puig, Roy et Guillo : « J'ai pu moi-même apprécier leur connaissance du terrain, leur bonne foi et la finesse de leurs analyses267. » Sur la recommandation du directeur de cabinet, les trois se voient accueillir comme consultants au CHEAM (Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes), qui réalise des études sur contrat, principalement financées par les services du Premier ministre. Olivier Roy se voit, lui, offrir 130 000 francs pour deux ans par la Fondation des études de la défense nationale : « Je n'avais aucun ordre de mission, pas de passeport officiel, la fondation aurait dénié m'avoir missionné en cas de problème268. » Puig tempère : « Il y avait alors plus d'écoute que sous l'ère Giscard, mais on ressentait la même frilosité par rapport aux Soviétiques269. » Pourtant ses analyses continuent de remporter un franc succès à la cellule diplomatique de l'Élysée. Le 5 août, sur la foi de l'un de ses rapports, « extrêmement intéressant », Hubert Védrine propose ainsi à François Mitterrand de faire recevoir (au niveau d'un sous-directeur du Quai d'Orsay) les différents courants de la résistance, ce qui n'a jamais été fait. « Le geste sera plus difficile, conclut-il, lorsque le dialogue avec l'URSS aura reprisI. » L'idée va faire du chemin.

Au Pakistan, l'ambassade de France reçoit pour nouvelle instruction d'aider tous les candidats au passage en Afghanistan dans leurs formalités administratives. Plus de problème de visa périmé : à leur retour de mission,

humanitaires ou journalistes sont accompagnés dans les bureaux pakistanais qui, sans sourciller, accordent systématiquement l'autorisation de sortie. À l'instar de Franceschi avec Wardak, Jean-José Puig en oriente chez Massoud. AMI est justement en train de réfléchir à un autre point de chute que le Nouristan devenu infréquentable. De retour de la vallée d'Andarab, Puig croise en mai celle qui y a organisé la première mission, Laurence Laumonier. « Vous devriez aller dans le Panjshir ! C'est un peu loin, mais il y a un bon gars là-bas, qui s'occupe beaucoup de sa population. »

Les treize jours de marche nécessaires n'effraient pas Laurence qui fait équipe avec Philippe Manière. Les informations sur leur futur hôte sont maigres. Et à vrai dire, pour avoir rencontré avant de partir Rabbani qui lui est apparu étonnamment vieux – alors qu'il n'a que quarante ans –, Laurence s'attend à rencontrer un autre croulant. Le voyage débute par un séjour de plusieurs jours dans un camp d'entraînement du Jamiat, à Tremengal, jusqu'à ce qu'Assad, l'un des principaux collaborateurs de Massoud, responsable des caravanes de ravitaillement, sonne enfin le signal de départ. La colonne de deux cents chevaux et mulets s'ébranle, emportant le matériel d'AMI, escortée d'une centaine de combattants. Laurence est la seule femme. Arrivée dans le Panjshir, elle voit se détacher du groupe d'accueil un homme, manifestement jeune ; surprise, elle commet l'erreur de tendre la main à un Massoud gêné. Elle se rattrape aussi habilement qu'elle le peut en prolongeant son geste pour faire mine de réajuster son voile. « Allez vous reposer ! lance le commandant. Je vais venir vous voir ! » L'attente dure deux heures, car Massoud est bien plus pressé de découvrir la toute première DashakaII que le convoi lui a également apportée. Dans une guerre où les airs jouent un si grand rôle, elle vaut tant de vies ! Quand Massoud se présente enfin, Philippe Manière dort. Laurence, qui ne parle pas encore le persan, explique en français le but de sa mission, l'installation d'un hôpital et la formation d'infirmiers, en soulignant néanmoins qu'AMI ne pourvoit pas aux besoins financiers. Massoud hoche de la tête en signe d'approbation ; il ne décevra pas la première ONG s'implantant chez lui.

Laumonier constate très vite la différence avec la pagaille nouristani. En trois jours, l'ensemble de son matériel arrive dans la vallée, sans aucune perte ni aucun pillage. En guise d'hôpital, Massoud offre aux Français l'une

de ses propres maisons qu'il utilise pour se cacher, une ancienne propriété du roi, avec ses marbres et cuirs ciselés, son parc riche en arbres fruitiers, et dont une immense salle accueillera les malades. Les deux Français repèrent bien un gros trou dans l'un des murs d'enceinte, résultat d'un bombardement, mais des villageois sont à l'œuvre pour le réparer. Peu de temps après se présentent dix-sept Afghans déjà sélectionnés par Massoud pour la formation. Que cela se sache : le commandant tient sa vallée !

Les deux médecins sont pour leur part logés dans le village d'Astana, chez Coco SidiqIII, chargé notamment de les nourrir de frites françaises que cet ancien cuistot est fier de savoir préparer. Laurence et Philippe refusent en revanche d'emblée les kalachnikovs qu'il a déposées sous leurs lits de camp. Une manière sans doute de les tester. Car, les deux Français le savent, la plupart des Afghans ne peuvent pas croire qu'ils sont médecins. Des étrangers ne traverseraient pas des milliers de kilomètres uniquement pour les aider ! Tel commandant de Massoud vient par exemple prétexter des nuits blanches pour voir si les Français distribuent facilement des somnifères comme les Soviétiques en arrosent les villages sur leur passage. À plusieurs reprises, les deux AMI se sentent épiés : un jour qu'un Moudjahid leur est amené, grièvement blessé au ventre pour avoir fait sauter une grenade dans une mine d'émeraudes, au moins trente personnes assistent à l'opération, avides de vérifier qu'elles n'ont pas accueilli des espions. « Une autre hypothèse émise par les Afghans, ajoute Laurence, était que les Français qui les rejoignaient venaient en fait expier des bêtises commises chez eux. »

Dans un pays de traditions, les gestes sont d'importance. Le Mawlawi Masstan, qui est également guérisseur, fut le premier patient de Laurence. Par sa démarche, non seulement il espérait calmer son arthrose du genou avec des anti-inflammatoires, mais il entendait démontrer aux habitants qu'ils pouvaient eux aussi faire confiance aux Français. Laurence noue avec lui des liens respectueux et même amicaux. Ainsi le vieux sage lui fait-il partager quelques-uns de ses secrets de médecine traditionnelle à base d'alambic et de pâtes qu'il fait venir d'Inde.

Trois mois d'un travail intensif, à opérer de nuit à la bougie, chauffé par des cendres disposées sous la table d'opération, avec des plastiques tendus aux fenêtres pour tenter de conserver la chaleur. Le travail ne manque pas,

la population étant plus nombreuse qu'en temps de paix puisque les Panjshiri travaillent habituellement à Kaboul. De plus, depuis le printemps 1981, Massoud est particulièrement actif. Non contentes d'avoir repoussé tous les assauts soviétiques, ses troupes attaquent désormais les convois sur la route de Salang. Le 26 mai, elles ont détruit au sol vingt-trois appareils soviétiques à Bagram tandis que d'autres assaillaient le poste de Djabal-Saraj à l'entrée du Panjshir.

Comme au Nouristan, Laurence et Philippe entament le travail de formation dont les règles sont clairement établies et acceptées : l'hôpital ferme ses portes l'après-midi pour laisser place à de vrais cours de médecine, suivis par une douzaine d'élèves, cahier en main, très assidus. « Le plus dur, raconte Laurence, était de leur faire comprendre la responsabilité imposée par le système de gardes. Un matin, nous avons retrouvé mort un patient que nous avions opéré d'une balle dans le ventre parce qu'ils avaient oublié de le surveiller régulièrement. J'ai dû les engueuler à bonne dose270. » Aucun ne s'offusque d'être sermonné par une femme. Coco Sidiq l'a prévenue de toujours se voiler quand Massoud pénètre dans la même pièce qu'elle. Plus par respect d'une tradition ancestrale que par exigence religieuse. Massoud ne trouve rien à redire par exemple aux cours de médecine élémentaire qu'elle dispense aux femmes. Pourtant elle ne l'en a pas prévenu. En souriant, il lui suggère de continuer – « Si tu m'en parles, ajoute-t-il, je serai obligé d'en référer aux mollahs ! » Massoud a appris de son revers de 1975 : il sait que l'appui des autorités religieuses comme civiles lui est indispensable. Sans lui, pas de soutien de la population. Sans population, comme pour Wardak, plus de guérilla possible. Massoud établit, en moins de deux ans, des comités pour chacun des aspects de la vie : justice (un tribunal religieux et même une prison), éducation, questions militaires ; celui chargé de l'économie doit en particulier s'occuper des finances alimentées par une taxation de 10 % sur la vente des émeraudes dont plusieurs mines occupent la vallée et une autre de 5 % sur les salaires des Panjshiri.

En juillet, Laumonier et Manière rentrent au Pakistan, épuisés, mais enthousiasmés par leur hôte. « C'est une mission en or, écrit la première à AMI. La vallée est remarquablement organisée, les écoles fonctionnent, ainsi que les administrations civiles, l'armée des maquisards est sous la

coupe d'un jeune commandant prometteur, Ahmad Shah Massoud271. » Les Afghans sont tout aussi louangeurs à l'égard de Laurence. Une femme, jeune, est venue leur prêter main-forte quand tant d'hommes y rechignent. La légende du « Doctor Laurence » est néeIV. « Regardez ce qu'ils ont fait pour venir nous aider ! dira désormais Massoud à ceux qui doutent. Il faut que nous soyons à la hauteur272 ! » À Peshawar, Laurence croise deux jeunes journalistes, Christophe de Ponfilly et Jérôme Bony, qui veulent réaliser un reportage sur les maquis afghans. Pourtant, les rédactions ne leur portent qu'un intérêt limité. « Ce qui les intéressait surtout, témoigne le second, était de montrer le fourvoiement de l'URSS : il fallait des Popov sur l'image. Les conditions de vie des Afghans, des Moudjahidin passaient largement derrière273. » En France, le professeur afghan Kacem Fazelly leur a déjà conseillé Massoud dont Laumonier brosse à son tour un portrait dithyrambique. Fin juillet, les reporters prennent place dans une caravane de cent chevaux, dirigée par Agha Gul, fidèle lieutenant de Massoud, en compagnie de l'équipe de relève d'AMI (Bertrand Navet, Frédérique Hincelin et Evelyne Guillaume), Puig bien sûr, ainsi qu'un des très rares journalistes américains osant franchir la frontière, Edward Girardet. Tous assistent à la quatrième offensive soviétique dans le Panjshir. Massoud étant informé par son service de renseignement de l'imminence d'une attaque, le 4 septembre, l'hôpital d'AMI est évacué ; heureusement, car il sera dûment pilonné par la suite. Des lâchers de tracts donnent trois jours à la population pour se rendre derrière un drapeau blanc à l'entrée de la vallée. Des bombes à fragmentation et au magnésium sont larguées pendant une semaine avant que huit mille soldats soviétiques et presque autant d'Afghans investissent le Panjshir mais aussi les montagnes au nord et au sud d'où Massoud ne peut donc plus lancer de contre-attaque, harcelé qu'il est de surcroît par le Hezb-e Islami. Rokha est perdue, mais Massoud disparaît comme à son habitude et finit par remporter une nouvelle victoire. Au début simple bout de montagnes à éradiquer, le Panjshir devient une forteresse inexpugnable, symbole de la résistance afghane. Massoud passe bien à l'écran, lui aussi est francophone : il concurrence Wardak dans la presse.

Or celle-ci est un élément clé de l'action française dans la région. À Jacques Huntziger, président de la commission internationale du Parti socialiste qui l'interroge sur les projets du gouvernement français en

Afghanistan, le ministre des Relations extérieures précise en effet que « notre action doit avant tout, aussi longtemps que se prolonge la situation actuelle, contribuer à renforcer l'audience internationale de la résistance, dans la perspective de l'autodétermination du peuple afghan, en dehors de laquelle nous ne voyons pas de solution satisfaisante à cette crise274 ». Sur le plan de l'action diplomatique, Cheysson croit pouvoir annoncer que la position de la France est « ressentie comme intransigeante », mais qu'une « initiative commune [avec le Pakistan] est hors de portée dans les circonstances actuelles ». Et de prôner donc : « Le développement de notre présence humanitaire et culturelle auprès des réfugiés et de celle de la communauté européenne, bien accepté par le Pakistan, doit se poursuivre. […] L'action d'information et de solidarité à mener en France, à laquelle de nombreuses organisations prennent part, me paraît également fondamentale si l'on veut sauver le peuple afghan du risque de l'indifférence. »

À la mi-mars 1982, Cheysson admettra que les ONG pallient la passivité du gouvernement français. D'ici là, en octobre 1981, les principaux membres du MSRA, ainsi que Bernard Delpuech et Michel Verron, licencié de l'Unesco pour avoir évoqué dans *Le Monde* une compromission de l'organisation avec les autorités soviétiques, ont créé le BIA (Bureau international de l'Afghanistan) dont la présidence échoit à Laurent Schwartz. Y est représenté à peu près l'ensemble des courants de la gauche, du PS au PCR. Son premier objectif est de dénoncer l'intervention soviétique quitte à laisser entier un dilemme : comment défendre les droits de l'homme en se reposant sur des résistants dont l'immense majorité ne semble pas se soucier ?… Bernard-Henri Lévy trouve la formule pour résumer le combat : « L'Afghanistan, c'est notre guerre d'Espagne275. » Marek Halter et lui ont ajouté une pincée d'esprit France libre quand ils se sont décidés à faire livrer aux Afghans une demi-douzaine de postes émetteurs, spécialement confectionnés en Italie pour doper leur puissance et les équiper d'antibrouillage. C'est l'opération « Radio Kaboul libre », d'une portée très modeste à l'échelle du pays, mais à forte valeur symbolique en Occident. Parce qu'il a suivi pendant cinq ans les cours de l'université technique de Kaboul, Mohammed Eshaq est chargé de les installer au nord de la capitale. Le premier message allait de soi : « Ici Radio Kaboul libre. Les Afghans parlent aux Afghans. » Les émissions ne durent qu'une demi-

heure par jour, en dari et pachtou, un quart d'heure en russe. Le bulletin, contenant un éditorial, des nouvelles de tout l'Afghanistan, mais aussi des rappels historiques, est confectionné par Eshaq. Suivent des poésies, chants traditionnels et même la réponse au courrier des auditeurs. Le projet est d'étendre le réseau grâce au comité de la radio mis en place par les partis à Peshawar à l'exception du Hezb-e Islami. Mais il outrepasse alors nettement les capacités d'action d'AICF dont l'objectif est avant tout de perpétuer la flamme de la résistance afghane dans les consciences occidentales. BHL en la matière ne recule devant rien en déclarant au *Nouvel Observateur* : « En plein maquis, un commandant m'a adjuré de rappeler à notre président de la République, François Mitterrand, ses propres promesses [au sujet de la reconnaissance de la résistance] et de lui dire que le destin du peuple afghan est un peu entre ses mains276. »

Première ONG d'importance apparue après l'invasion, Afrane enchaîne les missions en Afghanistan qui ont forcément lieu en été puisqu'elles sont assurées durant leurs congés par des bénévoles comme l'étudiante Mariam Abou Zahab atteinte par le « virus afghan » qui paie de sa poche son premier billet – 6 000 francs, une somme en 1981 : « Vu les liens que nous avions tissés avec l'Afghanistan, se rappelle-t-elle, nous ne pouvions pas ne rien faire277. » Amin Wardak reçoit 25 000 francs de l'association. Il récupère également les 250 000 francs apportés en liquide par Laurent Maréchaux grâce au *fund-raising* de la Guilde auprès de toutes les assemblées que les membres de l'ONG parviennent à réunir en France pour sensibiliser au sort des Afghans. Grâce à Médecins du monde qui, depuis un an, a dépêché vingt-cinq médecins en AfghanistanV, il met enfin en place une structure médicale permanente où se relaient les médecins comme Philippe Béasse, Hélène Ceyzeriat, ou les infirmières Nathalie Georgeot et Louise-Marie de La Mata. Une soixantaine d'Afghans y sont formés aux premiers actes d'infirmier.

MSF ne se rendra pas dans la vallée de Jeghatu puisque MDM y opère. Un an de présence dans le Nouristan (à Pittigal, puis Saret) et le Paktia (à Narebir et Sranet depuis le mois de mai) a permis à Claude Malhuret de confirmer une « efficacité limitée278 » de ces missions, mais pas question d'abandonner. MSF vise une région plus éloignée du Pakistan, totalement isolée et ignorée par les ONG, le HazaradjatVI. À l'instar du Nouristan,

celui-ci s'est soulevé de son propre chef et vit désormais en totale indépendance de Kaboul qui n'y aventure guère ses troupes à part à Bamiyan. Une fédération des groupements de libération, la Shura Ettefaq, en assure le gouvernement depuis Waras. À sa tête a été élu Sayyid Ali Behechti qui, en tant que chiite, est respectueux vis-à-vis de Khomeyni bien que l'ayatollah ne l'aide guère comme a pu le constater Gérard Kohout venu en précurseur début 1981. Les Hazaras ne lui en veulent pas : « Il a ses problèmes, a expliqué Behechti au médecin, il est en guerre contre les Américains, il est en guerre avec l'Irak. Pourvu qu'il réussisse sa révolution, pourvu que les chiites puissent s'émanciper et retrouver leur dignité ; nous, on passe après. »

Kohout estime urgente l'implantation de cinq dispensaires avec le concours de l'Etthadia-e Mujahidin Islami Afghanistan, une petite organisation dirigée par Hadji Rassoul, bien implantée à Jaghori, point de passage obligé de toutes les missions. Pour convaincre les volontaires, MSF ne dispose pas encore de bureau de recrutement et se refuse à communiquer sur l'Afghanistan afin de préserver la sécurité de ses équipes sur place. Le médecin ou l'infirmière frappe à la porte de l'ONG avec, en général, l'intention de gagner le Cambodge ou l'Afrique. Très rares sont les candidats pour l'Afghanistan. À Gérard Kohout et sa compagne Juliette Fournot de les faire changer d'avis, avec une préférence pour les femmes, indispensables pour pénétrer dans les maisons. Pour les rassurer, indique Juliette, « nous leur disions que nous étions installés dans les montagnes, loin des combats, ce qui était vrai, sauf à Khost auprès de Haqqani279 ».

Toutes les ONG pionnières essaient autant que possible de choisir au mieux leurs missionnaires. Afrane n'envoie que des personnes ayant déjà l'expérience du pays. À la Guilde, Alain Boinet trie les candidatures en écartant les prosélytes chrétiens, les fanas de la chose militaire, les illuminés. Même un excès d'enthousiasme peut être suspect. Ainsi lorsque trois étudiants de Dauphine se présentent à lui, avides de « faire quelque chose pour l'Afghanistan », les passe-t-il au crible. Savent-ils qu'ils risquent leur vie ? De manière plus pragmatique, se sentent-ils capables de rassembler les 100 000 francs nécessaires au montage de l'opération ? « Je m'attachais surtout à déceler si les candidats étaient équilibrés, mentalement et physiquement. Il ne fallait pas de frappadingues qui

cherchaient à trouver un exutoire en Afghanistan[280]. » Le docteur Augoyard, membre d'AMI, abonde : « Nous ne sommes pas des gens extraordinaires : la situation seule est extraordinaire[281]. » De son côté, fort honnêtement, Kohout reconnaîtra s'être trompé à quelques reprises, par exemple avec ce médecin qui lui a caché que c'était son psychiatre qui lui avait conseillé le grand air afghan pour calmer ses angoisses[282]…

Une fois la sélection effectuée, la préparation des équipes dure en général deux mois. Pour leur inculquer de solides notions de persan, Juliette Fournot a recruté l'ancien interprète de l'ambassade de France à Kaboul, Mohammad Ali Raonaq, qui s'est réfugié à Lyon après l'invasion soviétique. À MDM, le chercheur américain Mike Barry, installé à Vichy, qui a connu le pays comme coopérant, se propose pour former à l'équitation les candidats. Des stages sont également organisés à Bourg-Saint-Maurice, encadrés par des chasseurs alpins, pour s'accoutumer à la survie en montagne. Une réunion est organisée quinze jours avant le départ, pour présenter la mission. Puis deux ou trois jours sont nécessaires pour accomplir à Paris les ultimes formalités et préparer le matériel. Chaque passager n'ayant droit qu'à quarante kilos de bagages, les médicaments, essentiellement les plus onéreux comme les antibiotiques, triés dans un entrepôt de la place d'Italie par des retraités, sont déconditionnés. Ils seront complétés par des achats sur place ou des legs de divers organismes. Le budget Afghanistan de MSF est important : 1 800 000 francs par an, financés uniquement par les dons.

Gérard Kohout, Patrick Danel ou Juliette Fournot accompagnent ensuite les équipes au Pakistan où la dernière a gagné un surnom, Djamila, référence à une héroïne de la révolution algérienne. Une fois à Peshawar, Juliette fait rencontrer à l'équipe les représentants de la région de destination qui lui assignent un groupe de Moudjahidin ainsi que des paysans réfugiés pour s'occuper des bêtes du convoi. Dix Afghans sont également désignés pour préparer les colis de l'expédition. Afin de faciliter les liens, Juliette attribue à chacun de ses compatriotes un surnom afghan. Leurs ceintures sont remplies de billets, pour un total en moyenne de 20 000 dollars par équipe, qui doivent servir à régler les frais d'hôtel au Pakistan, l'achat de la nourriture, des mulets et chevaux, aussi de médicaments de base (aspirine, paracétamol, bandes, compresses…). Pour

ces derniers, MSF peut compter sur la bienveillance d'un grossiste de Peshawar dont les origines pachtounes lui font considérer avec sympathie l'engagement des *French doctors*. Le reste de la somme est ensuite changée au marché noir en roupies pakistanaises et quelques afghanis qui permettront de régler sur place les dépenses supplémentaires de chauffage, alimentation ou encore médicaments, en utilisant généralement les services d'un vieil Afghan à Kaboul.

Les cinq équipes destinées à gagner le Hazaradjat ne s'élancent pas de Peshawar, mais de Quetta afin de gagner plus rapidement la route de Kandahar. Les mules en effet laissent pour l'occasion la place à des camions qui font gagner du temps. Les missions s'avèrent tout de suite d'un intérêt supérieur. Les patients y sont beaucoup plus nombreux, même si l'accueil des mollahs est variable et les combats entre Moudjahidin plus fréquents. Les dispensaires risquent d'être déplacés au gré des péripéties comme à Jaghori où, sitôt les MSF installés, le Nehezad, mouvement pro-iranien, dénonce la présence d'« espions de l'impérialisme français déguisés en médecins » et marche vers leur maison avec l'intention de les expulser du Hazaradjat. Il trouve face à lui deux mille Moudjahidin en armes ayant répondu à l'appel des hôtes de MSF.

Cette expérience n'est qu'une des illustrations des dangers encourus par les ONG et qui irritent au sein des plus hautes instances de l'État. « La crainte était forte, souligne le général Bruno Elie, alors au Secrétariat général de la Défense nationale, de nous retrouver impliqués dans le conflit plus que de raison par l'action inconsidérée de nos free-lance283. » François Scheer, directeur de cabinet de Claude Cheysson, reconnaît de même : « Nous avions la plus grande méfiance à l'époque à l'encontre des ONG et de leur diplomatie parallèle284. » Le Cambodge avait déjà suscité bien des agacements, mais le conflit afghan fait franchir un cap. « L'Afghanistan, expose Hubert Védrine, a toujours été l'objet d'un très grand intérêt d'un tout petit groupe de personnalités à Paris, pour différentes raisons, mais qui ne peuvent dessiner une politique de la France285. » Sur ce point, les avis divergent. « On les suivait d'un œil distant mais forcément intéressé, précise Scheer, puisqu'elles avaient le contact avec les mouvements rebelles286. » Non seulement les ONG sont susceptibles de rapporter des informations, mais, le gouvernement ayant décidé de ne pas

intervenir, elles portent *volens nolens* le drapeau français dans la zone. Laurence Laumonier, Juliette Fournot et Gérard Kohout sont appelés les *French doctors*. Les ONG refusent par essence toute récupération qu'elles jugent même indigne. Si elles sont en Afghanistan, c'est justement parce que des États comme la France renâclent à y intervenir. Or la tentation est trop forte au sein des autorités. « Notre pays, explique la direction Asie du Quai d'Orsay le 1er septembre 1981, est l'un des plus fermes dans le refus du fait accompli en Afghanistan. L'attitude définie à cet égard par le gouvernement trouve un prolongement naturel dans les initiatives privées (équipes médicales en territoire afghan, "Radio Kaboul libre", envoi de secours aux populations afghanes287). » De manière plus explicite encore, Claude Cheysson, en réponse à une question écrite du député Hamel, déclare : « La France manifeste sa solidarité avec le peuple afghan. Elle le fait par les multiples initiatives de ses associations privées, de ses syndicats, de ses partis politiques288. »

Le ministre des Relations extérieures aura beau ajouter à sa liste les « mesures arrêtées par le gouvernement », les défenseurs de la cause afghane seraient incapables de les citer. Le temps leur paraît d'autant plus long que, ailleurs, le gouvernement a su manifester très tôt sa singularité. En août 1981, en effet, la France a appelé l'Onu, conjointement avec le Mexique, à reconnaître comme légitime la participation de la gauche à la résolution de la crise au Salvador. La résistance afghane en a pris espoir. Invitée au congrès de Valence du Parti socialiste, Keshwar Kamal, vingt-huit ans, membre de l'Association révolutionnaire des femmes de l'Afghanistan, écrit à Hubert Védrine une lettre où elle en appelle au « passé de résistant » de François Mitterrand et explique que « le geste de la France pour le peuple salvadorien est un magnifique encouragement pour tous les peuples opprimés289 ».

Le refus de considérer de la même façon l'Afghanistan réussit la prouesse d'insatisfaire à la fois les résistants et une partie du gouvernement afghan. Le 11 septembre, Jean-Claude Gardin, directeur de la Dafa à Kaboul, souligne en effet que « les hommes politiques hostiles à la présence soviétiqueVII s'attendent de notre part à une certaine complicité ». Ainsi réclame-t-il la reprise des discussions interrompues depuis 1979 sur le statut de la Dafa, car ces gens « comprennent mal que la France ne suive pas pour

eux et avec eux la même ligne de conduite qu'avec les mouvements progressistes et nationalistes de l'Amérique centrale ou de l'Afrique noire, qu'ils soient au pouvoir (ex. : Nicaragua, Éthiopie) ou dans l'opposition (ex. : Salvador290) ». Le discours de François Mitterrand à Cancún, le 20 octobre, annonçant une France solidaire de tous les peuples en souffrance, renforce les aigreurs des Afghans et de leurs soutiens. Quand le président de la République clame : « À tous, la France dit : "Courage, la liberté vaincra !" », en exclut-il les Afghans ? Le Quai d'Orsay demeure hostile à toute initiative, mettant un préalable auquel les socialistes eux-mêmes se rallient, l'unification de la résistance. « C'était le grand et unique cheval de bataille des Affaires étrangères291 », déplore Hervé Barré. En un mot, les diplomates attendent l'émergence d'un Jean Moulin afghan. Le parallèle est dans tous les esprits ; *Le Point* annonce ainsi le 27 octobre qu'un gouvernement afghan en exil pourrait se constituer à Londres, présidé par le prince Walid Youssaf, avec « le soutien d'anciens officiers français292 ». Une rumeur de plus…

Au Quai d'Orsay, un organe se montre cependant plus imaginatif. Le CAP, dirigé par l'entreprenant Jean-Louis Gergorin, fait quatre suggestions : l'ouverture d'une antenne consulaire à Peshawar afin d'octroyer les visas aux deux à trois mille Afghans francophones souhaitant émigrer en FranceVIII ; l'organisation d'une petite antenne chirurgicale ; la mise en place d'un programme de bourses ; enfin, des contacts officiels avec les personnalités modérées de la résistance. Pour toute réponse, le 25 septembre, la France renoue officiellement ses relations avec l'URSS à l'occasion d'un déjeuner entre Cheysson et Gromyko au siège de la mission soviétique de l'Onu à New York. Le retrait des troupes d'Afghanistan n'est plus la condition d'un retour à des « relations normales », position confirmée par la *Pravda* du 17 octobre : « L'Afghanistan n'a rien à voir avec les rapports de la France et de l'URSS et ne doit pas empêcher les rencontres au sommet293. »

Les défenseurs du pays sont plus dépités que révoltés. La Guilde du Raid parie alors sur celui qui fait figure d'icône de la résistance, Amin Wardak. Puisque les politiques renâclent, elle se fait fort d'utiliser à nouveau le pouvoir de l'image. À la fin de l'année, le Jeghatu est ainsi fier de proclamer, par son biais, qu'il émet ses propres timbres. En décembre,

l'association organise un nouveau voyage de Wardak en France, avec cette fois pour objectif qu'Amin établisse le contact avec le pouvoir. Une rencontre privée à l'Élysée est obtenue avec Régis Debray, par Boinet et Franceschi. Amin est ravi de pouvoir parler à un proche du président de la République, qui plus est ancien compagnon de Che Guevara. Il le sera encore plus, car seront également présents Hubert Védrine et Danielle Mitterrand. Venu en veste de combat et turban vert d'eau, il repart revigoré et avec la promesse de l'envoi de deux tracteurs que l'épouse du président de la République – qui, *dixit* Amin, « parlait peu et se cachait le visage derrière les mains294 » – promet de lui faire parvenir.

Wardak enchaîne avec une visite au Sénat, à l'Assemblée nationale et chez Médecins du monde. Laurent Maréchaux le cornaque ensuite de l'autre côté de l'Atlantique où il fait la tournée des chaînes de télévision et décroche quelques entretiens au sein de l'administration. Grâce à la Guilde, Wardak prend donc une ampleur avec laquelle, pour l'instant, peu de ses homologues afghans peuvent rivaliser, tout au moins en France. Et c'est justement ce que d'aucuns commencent à critiquer : l'influence réelle du commandant justifie-t-elle tant d'égards ?

À l'actif d'Amin, tous les spécialistes reconnaissent une belle intelligence et le comportement de l'Afghan fantasmé par deux cents ans de littérature : toujours prévenant, très courtois sans être obséquieux, de la pondération dans les propos avec ce qu'il faut de révolte, une foi religieuse intense et en rien sectaire. Sur le terrain, les volontaires français témoignent d'une organisation militaire certaine : des bases de commandement sont disséminées, une dizaine en tout, la principale se trouvant à Ghar-e Morghe, le « nid d'oiseau », forte de plusieurs dizaines de Moudjahidin. Des dépôts d'armes sont creusés dans la montagne, des rudiments d'instruction militaire dispensés, Wardak affirmant s'inspirer de son service militaire, mais aussi de livres envoyés d'Europe ou dénichés au Pakistan. Sur le plan civil, Amin est également attentif aux besoins de sa population. Il peut compter pour cela sur son ami Nadjib Baba, un ingénieur en agronomie ayant fait une partie de ses études en France d'où il est revenu pour partager le sort des siens.

Qu'Amin se montre efficace, à peu près personne ne le conteste. Le tout est de savoir la place qu'il tient vraiment dans le clan Wardak et celle de son

secteur dans l'ensemble de la résistance. Or les Français qui connaissent bien Peshawar sont partagés. Certains affirment qu'Amin n'est pas le chef de famille, ni l'aîné de ses frères – paramètres importants dans une société tribale –, et qu'il doit donc composer avec son père, son oncle, Modir Ghamaï, mais aussi son frère Rohani qui serait le vrai commandant militaire. D'autres répliquent qu'il a en fait reçu délégation de l'autorité des deux premiers qui ne rentrent plus à Jeghatu, que le troisième est son adjoint pour les tâches militaires – ses nombreux allers-retours avec le Pakistan lui interdisant de s'en occuper en permanence –, enfin, et surtout, que, si Amin est en première ligne, c'est que ses deux aînés ont, eux, refusé de quitter Kaboul, où ils ont fondé une famille, pour venir combattre les occupants de leur terre.

La connaissance du français d'Amin et ses bonnes manières lui ont permis de se mettre en avant, avec l'accord du clan, aux yeux des Français. Mais quelle est son influence auprès des autres nationalités ? « Les Afghans de Peshawar, témoigne le journaliste free-lance Alain Chevalérias, ne savaient pas qui il était[295]. » On touche au point le plus délicat. Qu'Amin ait accaparé en quelque sorte le rôle de porte-parole de la résistance dans le Wardak, seuls les Wardaki pourraient éventuellement s'en offusquer. Et ils seraient bien malavisés de le faire alors qu'il leur apporte le seul soutien concret de l'Occident avec les ONG françaises. Mais qu'en est-il de sa capacité de nuisance réelle ? « Il était le chef d'une bande de quelques dizaines de combattants tenant deux ou trois vallées tout au plus[296] », se souvient le correspondant de l'AFP Alain Faudeux[IX], imité par quelques-uns, même si la plupart ne font que passer dans le Wardak afin de se rendre dans d'autres provinces. D'autres avancent qu'Amin joue en fait de son nom : ses interlocuteurs pensent converser avec le représentant de toute la province de Wardak ; or Amin et sa famille n'y tiennent que le district de Jeghatu, « c'est-à-dire, précise Jean-José Puig, vraiment pas grand-chose sur le plan stratégique. Qu'il fût occupé ou non, cela ne changeait rien[297] ». Patrice Franceschi dément en arguant de l'importance des alliances : si les Wardak ne sont effectivement qu'un des clans majeurs de la province, leur influence déborde largement de la vallée au gré des liens familiaux et tribaux qui les unissent à leurs voisins plus ou moins proches.

Le débat autour d'Amin est alimenté par le fait que la résistance est encore très morcelée, sous-équipée, incapable de rejeter l'ennemi hors de ses frontières ainsi que le spécialiste en guérilla Gérard Chaliand en fait état à la fin de l'année – son rapport, accablant, laisse planer une victoire possible pour l'URSS[298]. Non seulement la force de frappe de Wardak est mise en doute, mais il lui est reproché, en fait, son « afghanité » trop poussée : Pachtoune, Amin veut un retour à l'Afghanistan d'avant 1978, ce qui, pour Chaliand et d'autres, manque d'ambition. Une guérilla doit se nourrir d'un corpus politique puissant, qui fait fi des aléas militaires. Cet indispensable alliage – projet politique et puissance guerrière –, les milieux français sont de plus en plus nombreux à ne le trouver que chez Massoud. Outre Gérard Chaliand, qui décrit le commandant comme « un homme exceptionnel », Jean-José Puig a réussi à orienter dans le Panjshir un autre de ses amis, Olivier Roy, qui, bien qu'il ne représente que lui-même, a été très aimablement accueilli en août, quitte à se voir infliger les monologues de Massoud puisque, chaque fois qu'il exposait son point de vue, celui que ses hommes appellent « Amir SahibX » le coupait d'un « laisse-moi t'expliquer[299] ». Il n'en a pas moins gardé l'impression d'un chef, un vrai, tant dans la conduite militaire que dans l'organisation civile de sa vallée qui, *dixit* Chaliand, « vit sans le savoir un phénomène qu'on peut qualifier de détournement du léninisme ». Service d'autobus, écoles primaires, école de cadres, hôpital géré par AMI : Massoud impressionne ses visiteurs et fait irruption à la télévision française. Le 7 janvier 1982, dans le reportage de Ponfilly et Bony *Une vallée contre un empire*, diffusé par Antenne 2, le commandant apparaît jeune, émacié, s'échinant à parler français d'une voix douce. Les critiques en retiennent que la vallée du Panjshir est « une des plus importantes poches de résistance à l'occupation soviétique […] sous la houlette d'un tout jeune commandant, Massoud ». C'est vraisemblablement la première fois que ce nom apparaît dans la presse. *L'Humanité* réagit à sa manière en dénonçant, le 14 janvier, ces « journaux [et] émissions radio ou de télévision [qui] recommencent à chanter les louanges de la "résistance" en Afghanistan ».

Ponfilly et Bony ont, les premiers, porté dans la presse et l'opinion publique le message que Puig s'échine à faire passer dans les milieux officiels. *Time Magazine* ne consacrera un premier article au commandant

qu'en juillet 1982, *El País* en août 1983, le *Times* en 1984. Le plus étonnant est que le reportage des deux jeunes Français a un impact sur les réfugiés afghans eux-mêmes. Ainsi de Daoud Mir, la vingtaine, qui s'est enfui de Kaboul en 1979 et dont les parents l'emmenaient parfois pêcher à l'entrée de la vallée du Panjshir : « À partir de ce moment-là, je n'avais plus qu'une obsession : serrer la main de cet homme[300]. »

Un documentaire néanmoins ne saurait, à cette époque, faire changer la ligne diplomatique du gouvernement. Surtout que Massoud est perçu comme un fanatique religieux – « Fais attention qu'avec tes reportages, entend Bony de la bouche de son rédacteur en chef, tu ne fasses pas trop la propagande des islamistes[301]. » La même appréhension agite le Parti socialiste qui explique à Afrane qu'il préfère entretenir des liens avec des « mouvements à caractère plus laïque[302] ». Or, en se coupant des islamistes, le PS et, par extension, le gouvernement se contraignent à ne percevoir la résistance afghane qu'à travers un prisme très limité voire à ne plus s'y intéresser du tout. La proclamation de l'état de guerre en Pologne dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981 relègue en effet l'Afghanistan au dernier rang des préoccupations des politiques qui, comme tout l'Occident, redoutent une invasion imminente de l'URSS. Et lorsque Claude Cheysson, interrogé sur la réaction de la France au coup de force, répond avec une candeur déconcertante : « Bien entendu, nous n'allons rien faire », les Puig, Roy, Truze, Laumonier et Fournot ont la quasi-certitude qu'il englobe dans son jugement l'Afghanistan. Les faits le leur confirment. Après plusieurs manifestations de soutien à la résistance en janvier 1982, la presse sollicite du Quai d'Orsay les intentions de la France. Mis à contribution à l'Élysée, Hubert Védrine dresse la liste des actions déjà menées : condamnation persistante de l'occupation militaire, envoi de seize mille tonnes de blé en 1981 et participation aux secours organisés par la CEE en faveur des 2,5 millions de réfugiés au Pakistan, enfin, toujours à l'intention de ces derniers, une énigmatique « réflexion sur l'aide médicale[303] ». Le tableau est si indigent que le secrétaire général de l'Élysée, Pierre Bérégovoy, inscrit en commentaire : « Il faudrait quelque chose de plus clair et de plus percutant. »

Si certains amis de l'Afghanistan réclament l'envoi d'une aide militaire, la plupart, beaucoup plus réalistes, insistent pour obtenir la fermeture de

l'ambassade à Kaboul, symbole pour eux de l'acceptation du fait accompli. Or, tout au contraire, le 26 novembre 1981, un nouveau chargé d'affaires y a été nommé en remplacement de Jacques Berthod. Le Jurassien Roland Barraux a enchaîné les postes en Afrique, à Madagascar, aux Comores. L'Afghanistan n'est pas une découverte pour lui puisque en 1969 il l'avait arpenté lorsqu'il avait entrepris de relier Bombay à Paris en voiture. Âprement critiqué, le maintien d'une diplomatie française signifie la volonté de ne pas s'extraire du jeu afghan, d'y conserver un œil indépendant et une liberté d'action en cas de problème. Ce n'est là que de la politique traditionnelle, la France conservant ses représentations ouvertes aussi longtemps que possible quel que soit le pays en cause. De plus, Roland Barraux put tout de suite relativiser l'importance qu'accorde Paris à sa mission. Alors que, de l'autre côté de l'Atlantique, aucun ambassadeur ne peut gagner son pays d'affectation sans avoir été reçu, même brièvement, par le président, il n'a droit qu'à une rencontre impromptue avec Claude Cheysson au détour d'une réception. « Je n'ai pas d'instructions à vous donner, lâche à peine le ministre. Simplement, si vous voyez Karmal, dites-lui que la France n'a pas l'intention d'envoyer des armes ni d'un côté ni de l'autre[304] ! »

C'est le ni-ni diplomatique. À Kaboul, pendant une semaine, Berthod, autre Jurassien, passe les consignes à Barraux. L'ambassade est en excellent état. Un technicien veille en particulier sur le nerf de la guerre, la puissante chaufferie qui causerait bien des soucis en cas de panne durant les hivers. Le palais présidentiel voisin est occupé par les Russes. Karmal n'y réside pas, seulement son frère. Barraux n'aura jamais à s'en plaindre. Les gardes à l'extérieur de l'ambassade sont afghans et très peu zélés. Une seule fois, ils se mettent en tête d'interdire l'entrée à l'interprète du service culturel, Spojmai Zarab[XI], mais il suffit à Barraux de les menacer de couper le chauffage dans leur guérite pour les faire céder.

Berthod lui présente enfin la quinzaine de personnes sous ses ordres – soit le quart des Français vivant à Kaboul : les services culturel et commercial, successeurs *a minima* de la tradition française, un adjoint, Imperato, un consul, Didier Leroy, deux secrétaires, trois gendarmes, l'officier des services et son chiffreur. Roland Barraux est disposé à collaborer en bonne harmonie avec le Sdece, la guerre forçant toujours à

resserrer les rangs. Preuve de sa confiance, il le laisse vérifier si l'ambassade n'est pas sur écoute : « Des agents sont venus de Paris, relate-t-il, et ont tout passé au peigne fin, y compris les logements des secrétaires, des filles remarquables, qui avaient le courage de venir travailler dans ce pays en guerre, mais qui pouvaient être des proies un peu plus faciles pour les services secrets : ils n'ont rien trouvé. »

La présence française au lycée Esteqlal demeure non négligeable avec douze professeurs. La Dafa s'est entièrement repliée à Kaboul où elle inventorie les milliers d'objets récoltés durant ses multiples campagnes de fouilles. Pour le reste des Occidentaux, Barraux retrouve très régulièrement ses homologues : le mardi, ce sont l'Allemand, l'Anglais et l'Italien ; le jeudi, l'Otan, c'est-à-dire les États-Unis et la Turquie. Les réunions ont pour but essentiel l'échange d'informations, pour la plupart grappillées par les services de renseignement respectifs. « Les Américains, explique-t-il, étaient les plus intéressés par les échos des combats entre Soviétiques et Moudjahidin. Ce sont eux et les Pakistanais qui nous délivraient le plus d'informations à ce sujet. » Par contre, Barraux ne se rendra jamais dans les locaux de l'URSS ou d'un pays de l'Est. Lui et ses collaborateurs sont d'ailleurs les seuls dans ce cas. Une manière un peu futile pour Paris de marquer son mécontentement par rapport à la situation. Son chargé d'affaires a une autre particularité. Le royaume saoudien ayant rompu ses relations diplomatiques avec l'Afghanistan, la France a accepté de le représenter. Pour cette tâche, Barraux peut compter sur trois Saoudiens. Leur mission essentielle, si ce n'est la seule, est d'assurer le pèlerinage des Afghans à La Mecque. Travail astreignant puisqu'il s'agit de vérifier les papiers de mille à mille cinq cents musulmans et d'organiser leur voyage avec les compagnies aériennes.

La France ne reconnaissant pas non plus le régime afghan, les seuls contacts de Barraux se limitent au service du protocole qui, toutefois, s'est érigé en ministère des Affaires étrangères bis. Ses fonctionnaires habiles, parlant français ou anglais, savent mettre de l'huile avec le corps diplomatique étranger. La première démarche officielle de Barraux a été de demander, en gage des bonnes volontés du gouvernement afghan, la libération d'un de ses compatriotes, Jean-Paul Silve, un jeune aventurier un peu imprudent arrêté durant l'été à la frontière et condamné à cinq ans de

prison pour « association avec des malfaiteurs et des contre-révolutionnaires ». « Il faut parfois, écrira le diplomate avec humour, croire au père Noël pour en recevoir un don gratuit[305] ! » Il est servi. Le 23 décembre 1981, au matin, un coup de téléphone le prévient de l'amnistie du prisonnier, « en vue d'entretenir des relations amicales avec la République française et pour tenir compte des demandes réitérées de l'ambassade et de sa famille ». « Cela en a fait jaser certains, reconnaît le chargé d'affaires. À tel point qu'ils se sont demandé si je n'avais pas des sympathies dans les milieux communistes[306] ! »

C'est insuffisant pour apaiser l'impatience d'Hubert Védrine à l'Élysée : « Naturellement, souligne-t-il en décembre, il ne doit pas être question de reconnaître la "résistance afghane", celle-ci demeurant extrêmement émiettée, autonome, animée en général par les habitants des vallées eux-mêmes, et au total incapable de se regrouper au sein d'un ensemble unique et représentatif [307]. » Védrine propose donc de « faire un geste » : pourquoi pas une « délégation des principaux mouvements de résistance » reçue à l'Élysée ou au Quai d'Orsay ? « Si nous ne faisons rien, développe-t-il, nous aurons sans doute laissé passer une occasion d'être fermes. Or, un peu de fermeté aujourd'hui nous placerait dans une bonne position pour pouvoir faire un geste de bonne volonté demain à l'égard des Soviétiques quand nous en estimerons le moment venu. Cela nous redonnerait en quelque sorte des munitions tout en étant conformes sur le fond à nos principes. »

Le conseiller diplomatique est bien l'un des rares à conserver de l'intérêt pour le sujet. Directeur adjoint (1981-1982), puis directeur du cabinet (1982-1988) de François Mitterrand, Jean-Claude Colliard reconnaît sans ambages que « la question de l'Afghanistan n'existait pratiquement pas à cette époque[308] ». Celui qui lui a succédé aux deux postes, Gilles Ménage, confirme : « Je n'ai jamais eu à connaître de problèmes concernant l'Afghanistan durant mon long séjour à l'Élysée de 1981 à 1992[309]. » Il est vrai que les socialistes ont des préoccupations européennes plus urgentes en Pologne ou avec la crise des euromissiles. Un homme suscite néanmoins quelques espérances au sein du cabinet. Officiellement « chargé de mission » auprès du président, François de Grossouvre a pris le bureau à l'Élysée de son prédécesseur Victor Chapot, ainsi que ses domaines

d'intervention : les chasses présidentielles et les services spéciaux que, à vrai dire, personne n'a eu la tentation de lui disputer vu l'aversion du PS pour le Sdece. Se forme ainsi autour du personnage une légende, faisant de lui le *deus ex machina* de tous les secrets de la République, qui lui attire bien des visites. « Tous les intellos et ONG allaient pleurer chez Grossouvre à l'Élysée », témoigne un ancien des services.

Roger Faligot, auteur de plusieurs ouvrages sur le monde du renseignement, semble leur donner raison puisqu'il considère que Grossouvre « fait du soutien à la résistance afghane son affaire personnelle310 ». L'assertion est à retenir pour le moins au sens large. De manière directe, Grossouvre n'a guère de moyens d'influer sur la situation : un seul officier du Sdece à Islamabad et Kaboul, une poignée de Français à Peshawar ne suffisent pas pour imaginer la moindre opération d'ampleur. « L'Afghanistan, confirme Pierre d'Alançon qui fut son collaborateur à partir de 1983, ne fut certainement pas un dossier majeur pour nous, comme a pu l'être le Liban par exemple. Mais Grossouvre s'y est effectivement intéressé311. » À cette fin, le conseiller de l'ombre peut compter sur ses excellentes relations avec les services britanniques présents à l'intérieur de l'Afghanistan. Mais il ne saurait en tirer que des renseignements. Il peut espérer plus des relations avec certains dirigeants qualifiés de « compliqués » et dont il sait très habilement tirer profit de la passion commune pour la chasse : Hassan II, Omar Bongo, mais aussi le général Zia. De manière générale, il entretient les meilleures relations avec les Pakistanais, particulièrement leur ambassadeur à Paris, Jamsheed Marker. Mais, selon ce dernier, ce sont les relations franco-pakistanaises, et non les affaires afghanes, qui constituaient leur sujet de discussion. « Il n'y avait pas, ou très peu, insiste-t-il, d'assistance militaire de la France aux Moudjahidin afghans312. » De fait, Paris tente de rétablir avec Islamabad les liens passablement distendus depuis qu'il a rompu unilatéralement, en juin 1978, le contrat prévoyant la livraison d'une usine de retraitement nucléaire à Chasma à cause de l'annonce par le Pakistan de son intention de se doter d'une « bombe islamique ».

De son côté, comme la cellule diplomatique de l'Élysée le souligne, « depuis le coup d'État qui l'a porté au pouvoir en 1977, le général Zia ul-Haq a cyniquement mais habilement consolidé son pouvoir en grande partie

grâce à l'invasion de l'Afghanistan313 ». Autrefois rejeté, Zia entend profiter de la cour que lui font désormais les Occidentaux, soucieux de perpétuer la lutte contre l'URSS. De l'argent, de l'aide humanitaire – la France, avec une livraison de blé pour 8 millions de dollars, est loin derrière les États-Unis (86 millions), l'Allemagne (26 millions), la Grande-Bretagne (15 millions) et même le Japon (14 millions) – et du matériel pour son armée, voilà ce que veut le président pakistanais. L'Afghanistan ne peut survenir dans ses conversations avec les Français que de manière subsidiaire. François Mitterrand a l'occasion de le vérifier par lui-même au cours d'une visite impromptue de Zia le 24 janvier 1982 à Paris. Aucune annonce officielle concernant l'Afghanistan n'en découle, mais la rencontre semble néanmoins agir comme un petit électrochoc. Le 27 janvier, le CAP interroge les spécialistes de l'Afghanistan sur les mesures qu'ils jugeraient utiles et rapidement applicables. L'ouverture d'un consulat à Peshawar, au cœur de la résistance afghane, est réclamée, mais le CAP la juge impossible en raison des « objections et des préoccupations (sécurité) du Pakistan314 ». Les experts sauront faire la distinction entre un prétexte, la sécurité, et la volonté pakistanaise, compréhensible, de rester seuls maîtres à bord.

Le CAP préconise donc d'appuyer les suggestions plus matérielles qui lui ont été faites, relevant presque toutes du domaine médical. La Défense est appelée à se défaire au profit des ONG d'un stock de médicaments inutilisés ou inutilisables en France ; une aide indirecte est sollicitée pour financer les missions à l'intérieur du pays au coût moyen estimé à 50 000 francs, créer une antenne chirurgicale à Peshawar ou y aider à la formation d'infirmiers afghans. Aucune partie n'a réclamé d'aide militaire.

Toutes ces suggestions passent par la table de Régis Debray qui s'apprête à gagner le Pakistan. Sa visite concerne à l'origine le sort des réfugiés en Asie du Sud-Est, mais le philosophe a obtenu d'en profiter pour approcher au plus près la résistance afghane, tout au moins les partis politiques censés la représenter. « Tout en restant officiellement "humanitaire", a-t-il indiqué à Mitterrand, il y aurait intérêt, me semble-t-il, à laisser en pointillé ou en suspens les implications politiques de la démarche (petit signal codé, mais sans provocation, adressé à l'Union soviétique315). »

Arrivé à Karachi le 8 février, Régis Debray rencontre les officiels pakistanais et les responsables du HCR et du Pam avant de gagner Peshawar. Après la visite des camps de réfugiés, en fait souvent des « *show camps* » auxquels ont droit tous les invités du gouvernement, il s'entretient avec les chefs de parti les 10 et 11 février. En juin 1981, ces derniers ont rompu l'union créée un an plus tôt. Les trois modérés ont fondé une nouvelle « Alliance islamique des Moudjahidin afghans » ; les quatre partis fondamentalistes riposteront le 14 mars en donnant naissance à leur tour à l'« Unité islamique des Moudjahidin d'Afghanistan » avec Sayyaf pour président, Hekmatyar en vice-président et Rabbani comme directeur du comité de défenseXII. Les trois dirigeants modérés insistent pour rencontrer Debray hors la présence des Pakistanais. L'Isi en revanche est présent pour la réunion avec les fondamentalistes. Aucun n'ignore le passé singulier de Debray. Même Massoud, du haut de sa vallée, dit « compter sur lui pour que le gouvernement français fasse quelque chose en Afghanistan même si c'est un ami de Fidel Castro316 ». À tous, l'écrivain assure la « solidarité de la France qui n'est pas près d'oublier la violation fondamentale du droit des peuples que constitue l'intervention soviétique dans leur pays317 ». En retour, il se voit réclamer des « armes modernes contre les chars et les hélicoptères pour libérer l'Afghanistan ».

De belles paroles contre des suppliques concrètes ? Dans son rapport remis le 4 mars, Debray expose son pessimisme : « Confronté à la réalité des faits, force est de constater que le soutien concret à la crise afghane déjoue les schémas préconçus qu'on pouvait s'en faire de Paris. Entre les pieuses formules de solidarité, dont les Afghans sont déjà fatigués, et l'aide directe au combat d'un peuple dramatiquement désarmé et démuni, on souhaiterait trouver un juste milieu. Cet échelon intermédiaire apparaît, dans une large mesure, impraticable et peu consistant. »

Un premier enseignement cependant pour le philosophe est qu'il ne sert à rien de proroger l'aide humanitaire aux réfugiés. Le Pakistan en recense 2,3 millions pour lesquels le HCR a déjà déboursé 98 millions de dollars ; 71 millions sont encore prévus pour 1982. Le chiffre est en baisse, car tout aurait déjà été fait : « Tous ces réfugiés, souligne Debray, sont aujourd'hui abrités, nourris, soignés, et, le cas échéant, scolarisés… » Selon lui, le HCR aura ainsi les plus grandes peines à dépenser son budget. À quoi bon

également envoyer des médecins dans un pays qui en forme quatre mille par an ? Les responsables du Pam (qui a dépensé 140 millions de dollars en 1981) ont de même expliqué qu'ils seraient en mesure de faire face à la situation ; quant au Pakistan, il verse 163 millions de dollars sur l'exercice budgétaire (juin 1981-juin 1982). Le « narcissisme des bonnes œuvres », explique Debray, tend à oublier ces chiffres ; donc, ajoute-t-il, rien ne sert de continuer dans cette voie. Ne serait-ce que parce que le Pakistan s'en occupe de manière souveraine, voire ultra-souveraine puisqu'il détourne près de la moitié de l'aide, et que même les premiers concernés, les Afghans, ne le demandent pas : le docteur Rassoul, directeur de l'organisation humanitaire de l'Alliance islamique, ne lui a réclamé que des armes.

Debray se prononce donc formellement en défaveur de la création à Peshawar d'une antenne chirurgicale comme le préconisait le CAP, contre aussi l'évacuation en France des grands blessés. Et de mentionner à l'appui l'échec d'AICF qui a tenté d'installer à Quetta une unité de soins obstétriques et pédiatriques avec des fonds de la CEE : les Baloutches refusaient de s'y faire soigner, les Pakistanais rackettaient. Seules deux mesures, très concrètes, seraient viables selon lui : l'envoi d'ambulances et d'appareils radio mobiles même si le risque existe que le matériel ne serve qu'aux Pakistanais…

Du point de vue diplomatique, Debray prône le renforcement de l'action avec l'affectation d'un agent au consulat d'Islamabad dédié au problème afghan, des moyens supplémentaires pour l'Alliance française à Peshawar qui pourrait devenir le « point de ralliement des Afghans francophones et une antenne d'information », enfin une aide financière au bulletin d'information de Madjrouh (pour un coût de 10 000 francs par mois). De l'autre côté de la frontière, il suggère à son tour de fermer l'ambassade à Kaboul, vieille revendication des défenseurs de la cause afghane. Il félicite aussi et encourage ce qu'il appelle le « travail médical volontaire à l'intérieur de l'Afghanistan », c'est-à-dire l'action de MSF, de la Guilde et des autres ONG qui, de surcroît, « vaut à la France un prestige supérieur à celui de tout autre pays auprès des combattants et des civils (si on peut distinguer…) ». À cette fin, il suggère de dépêcher une mission d'information, en privilégiant le fief d'Amin Wardak. À Paris, enfin, le

secrétaire général de l'Élysée pourrait recevoir officiellement une délégation de la résistance dont, répondant au souhait de Védrine, la venue en France est prévue pour le mois de mars.

Autant l'humanitaire mène dans l'impasse, autant le soutien politique de la résistance lui semble une « obligation » non seulement pour le bien de l'Afghanistan, mais pour l'équilibre mondial. Il explique en effet qu'en Afghanistan « il y a d'un côté un État sans société – Babrak Karmal. De l'autre, une société sans État – l'Afghanistan réel, moins quelques villes et axes de communication ». En Pologne, l'État a écrasé la société ; en Afghanistan, il a échoué. Donc, les États démocratiques doivent transformer cet échec en défaite. Et de suggérer de faire comme l'URSS le voulait à l'origine, c'est-à-dire « une prise à revers du Nord industriel par le Sud "arriéré" », en reprenant l'initiative « juste là où l'Union soviétique est en train de perdre, au défaut méridional de sa cuirasse ». D'où sa conclusion en forme de pirouette brillante : « La plus sûre riposte à Jaruzelski s'appelle aujourd'hui Amin WardakXIII. »

Voilà le Pachtoune reconnu comme l'incarnation et de la résistance afghane et de la lutte mondiale contre l'URSS. Debray néanmoins ne se leurre par sur les résistants : « Croisés de la guerre sainte et non de l'anticommunisme, leur combat n'a rien de volontariste, d'avant-gardiste ou d'"idéologique". Archaïque, unanime, indisciplinée : la révolte paysanne s'enracine au fond d'une terre et d'une histoire et c'est normal, car ils réagissent à une invasion, à un bouleversement de leur société. […] Ils ont bien le droit d'être réactionnaires (incroyablement), obscurantistes, monarchistes, clientélistes, chouans en un mot – mieux, ils ne peuvent que régresser face à la menace de déculturation, car ils n'ont d'autre choix que de s'arc-bouter à leurs valeurs traditionnelles. » Que faire pour les aider ? D'abord, suivant Puig et tous les spécialistes de l'Afghanistan, le philosophe écarte l'unification comme préalable indispensable à tout soutien : ni les Afghans, ni les Pakistanais n'en veulent. La France est très attendue, car, dit-il, elle « pèse bien plus lourd en Afghanistan que ce que nous croyons ». Il préconise donc un appui politique inconditionnel – à l'Onu et dans toutes les instances internationales – sans hésiter à rappeler à François Mitterrand sa déclaration du 31 juillet 1980 : « La résistance

vietnamienne a été reconnue par beaucoup de pays, pourquoi la résistance afghane ne le serait-elle pas ? »

Enfin, Debray en vient à un éventuel soutien militaire qu'il est le premier à mentionner explicitement par écrit à l'Élysée depuis l'invasion. Et pour cause : « élément nouveau », souligne-t-il, le Pakistan, réticent à l'origine par peur de représailles soviétiques et du nationalisme pachtoune, est prêt à évoluer. Zia lui ayant fait part lors de leur rencontre de demandes de concertation, il appelle à se lancer dans une aide militaire, voire à engager le Sdece. Mais avec des conditions et des fins bien précises. En premier lieu, il s'agirait de contourner Islamabad, en établissant un contact direct avec les résistants et « dans la mesure du possible avec les fronts de l'intérieur (commandant Massoud par exemple), comme avec les organisations urbaines de gauche (au premier chef la Sama, basée à Kaboul […]) ». D'autre part, Debray insiste pour que le soutien soit précisément orienté : « Il reviendrait à la France de redonner toutes ses chances à une gauche démocratique afghane en difficulté (à Kaboul), et de faire évoluer le rapport de force politique à Peshawar, autant que possible vers les nationalistes qui, réalistes et sensés, sont les seuls à admettre, après la libération, le rétablissement des rapports traditionnels de bon voisinage avec l'URSS. »

La préférence accordée aux organisations dites de gauche ne surprendra pas de la part de l'ancien compagnon du Che. Toutefois, ajoutée au rôle prééminent accordé à Wardak, ainsi qu'à l'espoir de pouvoir agir sans l'aval des Pakistanais, elle semble dénoter une analyse quelque peu tronquée, probablement due à la brièveté du séjour. L'application des mesures de ce rapport n'en demeurerait pas moins une révolution dans l'attitude de la France qui la placerait sur un rang semblable à celui des États-Unis. Il n'est qu'à constater l'effarouchement des autorités françaises pour en juger. À l'Élysée, Hubert Védrine dit partager « largement318 » l'analyse, mais il en trie précautionneusement les suggestions. Oui à la réception par Bérégovoy des leaders de la résistance, non à la fermeture de l'ambassade ; François Mitterrand partage cet avis et écrit « d'accord » en marge. Oui aux aides financières, techniques ou médicales au Pakistan, mais non à des actions à l'intérieur de l'Afghanistan et principalement des services de renseignement. Le conseiller diplomatique dit en effet comprendre le besoin

d'armes antiaériennes pour protéger les villages, une livraison était même selon lui justifiée dans les premières semaines de 1980, « mais la France peut-elle prendre cette initiative seule, et de façon, un jour ou l'autre, identifiable quand ni les États-Unis ni les autres pays occidentaux, ni les pays islamiques eux-mêmes, sauf l'Égypte, ne l'ont fait ? Le pouvons-nous alors que nous ne le faisons, à ma connaissance, nulle part ailleurs ? On peut opposer à cela la vente d'armes au Nicaragua, mais il s'agit là d'un État. Si la France le faisait dans le cas afghan, au nom de quoi refuserait-elle des matériels demain à tel ou tel autre mouvement ou organisation ? » Le président de la République souligne le passage et ajoute en marge : « difficile en effetXIV ».

Le rapport Debray est également épluché par Claude Cheysson, dont les commentaires sont encore plus décapants : aider l'Afghanistan, et donc le Pakistan, « va à l'encontre de notre politique, de nos intérêts, écrit-il à Védrine le 15 mars. C'est l'Inde qui nous intéresse d'abord, l'Inde voisin direct de l'Union soviétique, l'Inde champion désigné du non-alignement319 ». Toute mesure revenant à « mettre notre drapeau » est selon lui à écarter, ce qui, dans le domaine humanitaire, le pousse même à suggérer d'envoyer des « médecins musulmans ». Cheysson est contre toute intrusion dans le jeu afghan : « Par pitié, ne nous lançons pas dans les guerres entre mouvements afghans ! » Plus traditionnel pour le patron du Quai d'Orsay, le départ des diplomates français de Kaboul lui serait désagréable : « Par pitié, ne fermons pas Kaboul (si on veut fermer une ambassade, faisons-le à Luxembourg ou à Copenhague, pas à Téhéran ou à Tegucigalpa [capitale du Honduras]). » Mais la divergence la plus radicale avec Debray porte sur un recours éventuel au Sdece : « Je frémis à l'idée de lancer nos services spéciaux dans ces terres inconnues ; à voir ce qu'ils sont incapables de faire dans les terres bien connues du Proche-Orient, du Liban même, je suis catégoriquement opposé à tout recours à MarionXV et ses boys là-bas aux confins de l'URSS, dans le débat indo-pakistanais. Le président partage entièrement cette crainte. » Et il ajoute : « Nous ne livrons pas d'armes aux mouvements de libération. Je demande avec la plus grande insistance la résolution la plus catégorique que nous ne commencions pas. Demain, nous serions aux côtés des Sahraouis, des bandes anti-Kadhafi,

après-demain Dieu sait où (Arméniens, Basques…). Ma méfiance est sans limites. Le président a souri de ma véhémence mais a opiné du bonnet. »

L'hostilité à l'égard du Sdece n'est pas propre à Hubert Védrine et Claude Cheysson. Différentes affaires avaient poussé la gauche à inscrire en 1978 dans le programme commun, au chapitre « Police », rien de moins que la dissolution du Service, ainsi que la refonte des RG et de la DST, le transfert de la Sécurité militaire à la gendarmerie320. Le 17 juin 1981, Pierre Marion a succédé à Alexandre de Marenches au poste de directeur général du Sdece. Ce polytechnicien, ancien haut responsable d'Air France, n'a aucune expérience des services, mais il a séduit le nouveau ministre de la Défense, Charles Hernu, avec qui il fréquente la même loge franc-maçonne. Sa nomination signe aussi le mépris du président de la République pour le Sdece. « Il est clair, a vite compris Marion, qu'il ne veut pas utiliser la voie parallèle du renseignement, qu'il ne veut pas m'utiliser comme canal de transmission321. » Il commence par démissionner une cinquantaine de cadres pour « manquements au service », puis entreprend une vaste réorganisationXVI. Considérant n'avoir que le président de la République pour interlocuteur de son rang, il oblige son assistant, le capitaine Pierre Lethier, à des prouesses pour arrondir les angles. Selon François Heisbourg, alors conseiller du ministre de la Défense, « Marion avait un côté Marenches, mais sans les qualités de ce dernier. Un vrai pousse-au-crime, désireux d'intervenir partout dans le monde dès qu'un conflit s'ouvrait322 ».

Le DG affirmera dans ses MémoiresXVII ne rien avoir trouvé sur l'Afghanistan à son arrivée dans les dossiers du Sdece. Coupé dans son élan par le veto catégorique du président de la République, Marenches, de fait, n'avait pu dépasser le stade de l'observation et des premières conjectures. Aux choix géostratégiques de Giscard d'Estaing succédant les suspicions idéologiques du PS, il est à redouter pour le Sdece que l'Afghanistan demeure hors de sa sphère d'intervention. Il arrête cependant à cette époque précise un choix qui non seulement perdurera jusqu'au départ des Soviétiques et même au-delà, mais le distingue des autres services de renseignement. À en croire Marion, la décision aurait été prise après la visite d'une délégation d'Afghans à Paris, ce qui est tout à fait vraisemblable. « Nous savons par nos renseignements, ajoutera-t-il, que les

Pakistanais orientent leur appui – et celui des Américains qui transite par eux – vers les groupes fondamentalistes islamistes qu'ils privilégient. Nous souhaitons de notre côté une meilleure répartition entre les différentes composantes323. »

Mais quel parti, quel commandant choisir ? Comme à son habitude, le Sdece procède à un état des lieux et des acteurs : « le Service est à l'écoute », comme en témoigne l'un de ses officiers de l'époque. Outre les renseignements récoltés par Léandre au Pakistan, complétés par les rapports des chefs de poste des pays impliqués dans le conflit, les services vont aux meilleures sources, les universitaires spécialisés sur la région, et surtout les ONG et diverses individualités qui ont l'expérience inégalable du terrain. La plupart du temps, ils avancent masqués, la couverture traditionnelle étant celle du ministère de la Défense. Les individus sont contactés après l'une de leurs conférences ou publications. C'est le travail de la base clandestine de Paris. Au final, deux commandants sont logiquement retenus par le Sdece : Massoud et Wardak. Soutenir deux tendances à la fois est classique dans une guérilla ; il faut placer autant de fers au feu que possible. « Les services, explique Adrian, futur sous-directeur de la DGSE, auraient très bien pu soutenir Haqqani si Léandre avait établi le contact avec lui à Peshawar324. » Il faut ajouter que la plupart des autres commandants sont déjà traités par les Saoudiens, et même les Iraniens.

Avec Wardak, les services disposent d'un Pachtoune, affilié au parti modéré de Gailani. Avec Massoud, ils ont un Tadjik, membre du Jamiat fondamentaliste. À cette répartition ethnique va correspondre une division au sein même du Sdece. Chaque service ayant vocation à intervenir dans la région prend en effet plus ou moins parti pour son champion : le Service action pour Wardak, le service de renseignement pour Massoud. L'orientation est vraisemblablement liée à la sociologie de leurs cadres respectifs. Si l'anticommunisme est commun aux deux services, la réticence à pactiser avec des islamistes est plus marquée dans les jeunes générations d'officiers qui n'ont pas connu l'Algérie et expérimenté la combativité des musulmans ; logiquement ceux-ci se recrutent prioritairement au SA. Depuis la guerre, les promotions de Saint-Cyr sont également de plus en plus républicaines ; l'empreinte de la religion est moins marquée, les valeurs laïques plus développées. Quand Pierre Lethier suggère ainsi au SA

de prêter plus d'attention à Massoud, il se voit rétorquer l'islamisme du Panjshiri. « Wardak lui convenait beaucoup plus, souligne Olivier Roy : il était classé "laïc325". » Le clivage « religieux » est renforcé par les conséquences géopolitiques. Qui dit fondamentaliste dit en effet, dans la France du début des années 1980, pro-iranien, l'expression persane de Massoud n'arrangeant rien. Or l'Iran, c'est Khomeyni, le grand épouvantail de l'Occident quand le Pachtoune Wardak est hâtivement catalogué royaliste et sympathisant des alliés traditionnels de la France, le Pakistan et l'Arabie saoudite.

La préférence accordée à Massoud et Wardak fera l'objet de bien des critiques par la suite. Il y a d'abord ceux qui regrettent que d'autres commandants n'aient pas été retenus. MSF, engagé dans le Paktia, a pu juger de la combativité d'un Haqqani par exemple, les ONG passées par le Hazaradjat déplorent l'oubli d'un grand leader chiite. Mais comme tout service de l'État, le Sdece dispose d'un budget limité qui lui impose de faire des choix. Avec un seul officier au Pakistan, il est contraint d'accepter les règles du jeu de l'Isi. C'est le principe d'un poste Totem. Ainsi Léandre ne rencontre-t-il aucune autre faction que celles de Massoud et Wardak, parce que l'Isi ne l'y introduit pas et qu'il est dans l'absolue incapacité, faute de temps, de se créer son propre réseau de relations. Hekmatyar est la chasse gardée de l'Isi même si le Français n'a nulle intention de le contacter en raison du portrait calamiteux brossé par les humanitaires. Mais un contact avec Khalès aurait pu s'avérer fructueux. Par déduction, d'aucuns affirmeront que si l'Isi a laissé le Sdece opérer avec Wardak et Massoud, c'est qu'il les estimait quantités négligeables. Outre le fait que ce jugement s'avérera plus que hasardeux par la suite, le Sdece de toute façon a conscience de ses limites. Chacun des commandants lui offre une perspective d'action différente : avec leurs dix bases réparties entre le district de Jeghatu, la province du Ghazni et Kaboul, les Wardak s'avèrent excellents pour saigner l'armée soviétique ; Massoud, lui, outre le fait qu'il a déjà repoussé quatre offensives, semble disposer d'un discours politique construit. Le service de renseignement français dispose ainsi en Afghanistan d'un fusil à double détente, mais aussi à double portée.

Les Américains réduisent la faveur accordée par les Français à Massoud et Wardak à leur francophonie. Le journaliste Kurt Lohbeck se moque ainsi

de « la publicité qu'ils font autour de leur action », Massoud apparaissant comme un mélange de « Jeanne d'Arc et du Cid326 ». « La légende de Massoud, ajoute-t-il encore, est devenue telle que plusieurs observateurs, et même des diplomates, pensaient qu'il était le commandant de toute la résistance. » L'argument n'est pas sans fondement : une langue commune facilite la coopération particulièrement dans un pays où la connaissance d'une langue étrangère est très rare. Les Américains affectent de s'en désintéresser, mais Christophe de Ponfilly témoigne que certains de leurs journalistes ne voulaient pas se rendre dans le Panjshir pour la seule raison que Massoud ne parlait pas anglais. De plus, ils disent mépriser ce lien linguistique pour la bonne raison qu'ils en ont moins besoin : aucune de leurs ONG, aucun de leurs officiers de renseignement, très peu de leurs journalistes franchissent la frontière. Leurs contacts avec les Afghans se limitent aux discussions policées dans les villas des partis de Peshawar ou au club britannique où il y aura toujours un ancien professeur ou étudiant ayant vécu outre-Atlantique pour faire l'interprète. Le critère de la langue n'est pas la traduction d'une paresse, mais le marqueur d'un engagement beaucoup plus volontaire dans les affaires afghanes.

La préférence accordée par les services français à Massoud et Wardak enfin doit être tempérée par la nature de l'aide apportée au début des années 1980. À en croire Pierre Marion, un accord aurait été trouvé avec les Pakistanais : le Sdece pourrait acheminer librement son aide aux Afghans, sans passer donc par le canal de l'Isi. C'est ainsi qu'un détachement du Service action aurait fait le voyage pour « livrer des armes aux résistants, participer à leur lutte et y mener une action soutenue au profit de la fraction afghane non fondamentaliste327 ». Le directeur général s'autorise à ajouter qu'il avait lui-même réussi à en convaincre un général Zia très réticent. À l'appui, il aurait pu citer les *Izvestia*, organe de presse du gouvernement soviétique, qui annoncent que les Moudjahidin sont « fréquemment équipés d'armes françaises328 ».

Le Sdece aurait donc pris pied en Afghanistan et même fait le coup de feu ? « Ce n'est qu'affabulation de la part de Marion329 », riposte sans ambages un cadre de l'époque. Pourquoi l'Isi lui aurait-il accordé ce qu'il a obstinément refusé à la CIA et ses millions de dollars ? Chaque fois que Léandre a évoqué avec ses homologues pakistanais l'éventualité d'une

livraison d'armes, il s'est vu tancer : « Vous, la France, vous êtes loin, mais nous, nous avons l'URSS à notre porte, et c'est une superpuissance330 » qui n'hésite pas à le rappeler à l'occasion en bombardant les zones tribales. De surcroît, en ces premières années de djihad, le SA est déjà très mobilisé en Afrique en raison des gesticulations inquiétantes de Kadhafi, des démêlés au Tchad entre Hissène Habré, Kamougué et Goukouni Oueddeï, des déboires de Dacko en Centrafrique, ainsi qu'au Liban où des factions très hostiles comme Abou Nidal, Georges Habache ou Ahmed Jibril ont la France dans leur collimateur terroriste : le Sdece n'a absolument pas les moyens, ni humains, ni budgétaires, pour entreprendre une opération semblable à celle décrite par Marion. Comment celui-ci de toute façon aurait-il pu braver l'opposition à toute action intrusive manifestée après le rapport Debray par le Quai d'Orsay, la cellule diplomatique de l'Élysée et par le président de la République lui-même ? Car, ainsi qu'en témoigne un haut responsable du Sdece de l'époque, l'appui aux résistants afghans en 1981-1982 fut « presque exclusivement financier331 ». C'est ainsi que Léandre, au début de l'année 1982, accueille à Islamabad un membre du SA, convoyeur de fonds habituel du service. En désignant sa ceinture bien épaisse, celui-ci explique avoir l'équivalent en dollars de 2 millions de francs à livrer à Wardak, une très belle somme, montrant l'investissement du Sdece dans la région. Selon Patrice Franceschi en effet, si François Mitterrand a mis son veto à des fournitures d'armes, « il a agi pour que Wardak puisse s'en procurer332 ». La seule livraison militaire pour Amin dont Léandre aura connaissance de 1980 à 1983 est celle qu'il lui est demandé à lui-même de faire. Elle consiste en deux mallettes à remettre à l'oncle de Wardak à Peshawar, contenant chacune deux pistolets automatiques Browning et surtout deux pistolets-mitrailleurs de taille réduite, eux complètement inédits, qui équipent les services spéciaux allemands : « J'en bavais ! » souligne Léandre en expert. Une manière d'entretenir les bonnes relations. Léandre pourra en vérifier l'efficacité lorsque, sur le départ, il cherchera à vendre les deux chevaux qu'il a achetés à son arrivée au Pakistan. Chaque fois, Amin s'en portera acquéreur. Pour l'un, Léandre recevra en retour la photo de l'animal superbement harnaché monté par un guérillero ; pour l'autre, Wardak lui déclare : « Je ne peux rien te refuser. »

Quelques semaines après les pistolets-mitrailleurs, Léandre reçoit une cargaison de matériels beaucoup plus importante : des appareils radio, des talkies-walkies de marque japonaise, pour un volume de dix mètres cubes, que le commandant entrepose directement dans sa maison. Une nuit, des hommes de Massoud viennent le réceptionner. La plus grande discrétion est requise : pendant que son épouse fait le guet dans la rue, Léandre et son fils aident à charger les caisses dans le camion des visiteurs à l'exception des mâts destinés à supporter l'antenne, trop encombrants et trop peu discrets. Une voisine le surprend d'ailleurs en train de les livrer le lendemain chez Rabbani et lui lancera : « Mais vous livriez des canons ! »

Le matériel radio est plus qu'opportun dans une guérilla de montagne où Massoud doit commander à des groupes très dispersés. Il n'en demeure pas moins insuffisant pour des Moudjahidin dépourvus de tout, surtout au moment où le canal d'alimentation égyptien, qui écoulait ses vieux stocks soviétiques, se tarit après la mort de Sadate en octobre 1981. Les États-Unis achetaient au Caire pour un montant total de 20 à 30 millions de dollars. L'apport français ne tient pas la comparaison, ce qui semble autoriser le chef de poste de la CIA à Islamabad de 1981 à 1984, Howard Hart, à juger sévèrement les activités des services français : « Pour être tout à fait honnête, elles n'étaient absolument pas pertinentes pour l'issue du conflit et donc sans intérêt pour moi333. »

Si le montant du chèque est le seul critère, l'action du Sdece est évidemment négligeable. Mais la réflexion de l'Américain appelle deux commentaires. Premièrement, elle laisse supposer qu'il était informé de tout ce que les Français faisaient ou tentaient de faire. Deuxièmement, comme l'affirme l'un de ses principaux dirigeants de l'époque au cœur du dispositif, « l'objectif essentiel du Sdece n'est pas d'armer les Moudjahidin, mais d'assurer une présence et de rapporter du renseignement334 ». Dans ce cadre, Léandre ne doit pas manquer la moindre occasion. À défaut de livrer des armes aux Moudjahidin, il reçoit ainsi pour mission de récupérer certains armements utilisés par les Soviétiques en Afghanistan. Ses premiers « fournisseurs » sont les commerçants de Darra, ce marché unique au monde de la contrefaçon militaire, mais très peu d'originaux y sont alors proposés. Le commandant doit donc se rabattre sur ses contacts afghans ou certains des Français se rendant régulièrement en Afghanistan auxquels il

passe commande des matériels indiqués par la centrale. Contre rétribution bien entendu. Un lance-roquette RPG-7 lui coûte par exemple 500 dollars. Une fois, Paris lui demande de trouver une nouvelle mitrailleuse lance-grenades russe dont les Américains se seraient procuré un exemplaire. Un aventurier français lui en a déjà fourni quelques munitions. Après avoir vérifié que le marché de Darra n'en proposait pas, Léandre prend contact avec un ingénieur au service de Massoud. Il s'agirait en fait d'une mitrailleuse AGS-17 peu précise, mais lançant des obus de 30 mm dotés d'explosif, arrosant copieusement la zone de tir. Pas de problème, réplique l'Afghan, il en coûtera 10 000 dollars. Le Sdece donne son accord et envoie même 10 000 dollars de plus, en cash, que le chef de poste range précautionneusement dans son armoire forte. Plusieurs jours plus tard, l'ingénieur vient le prévenir que l'arme arrive d'Afghanistan à dos de cheval. Mais dans le même temps, Paris fait savoir que le secrétariat général de la Défense nationale ne veut plus payer. Les nouvelles instructions sont effarantes : « Débrouillez-vous pour l'obtenir gratuitement. » « Ce fut la honte de ma vie », témoigne le commandant qui se souvient encore de la réplique presque dédaigneuse de l'Afghan : « Ce n'est pas grave ! Si vous, vous n'êtes pas intéressé, ne vous inquiétez pas, d'autres le sont ! » Ou comment vendanger des relations pour dix mille malheureux dollars !

Le premier travail d'un chef de poste demeure le recueil de renseignements. Au début des années 1980, l'insécurité est à peu près contenue au Pakistan, aussi Léandre peut-il sans difficulté se rendre à la Khyber Pass, descendre même jusqu'à la frontière afghane où il est ébahi par les changeurs de devises, alignés, leurs liasses de billets bien en apparence sur leurs présentoirs sans que nul songe à les voler. « Il n'y avait aucune agressivité », relate-t-il, lui qui y emmène même sa famille, parfaite couverture. Les épouses des employés de l'ambassade de France excursionnent d'ailleurs dans la vallée de Swat, plus prisée à l'époque pour ses meubles que l'on dirait ciselés au couteau que pour ses réseaux terroristes. La sécurité a toutefois ses limites. Quand Léandre se rend pour le travail à Peshawar, il est toujours armé et accompagné de son radio qui non seulement conduit mieux que lui, mais transporte en permanence un poste spécial de petit format permettant à heures fixes d'établir la liaison avec Paris par ondes courtes. À Islamabad en revanche, les mœurs

courtoises de la diplomatie à laquelle Léandre est censé appartenir reprennent le dessus. Le chef de poste entretient les meilleures relations avec les attachés de défense. L'attaché naval de l'URSS a les larmes aux yeux en apprenant l'emploi supposé de jouets piégés en AfghanistanXVIII : « Je ne peux pas croire que mon pays puisse faire ça ! » Un jour, Léandre se voit convier à une rencontre par son homologue des services de renseignement chinois qui affirme « avoir des choses à lui dire ». Il requiert l'avis de la centrale qui lui recommande chaudement de s'y rendre : pareille invitation spontanée, sans demande de retour, ne doit surtout pas être écartée ! Le jour dit, avec son impétuosité d'Occidental, le commandant ne perd pas une seconde pour demander au Chinois la raison de son invitation. « Doucement ! riposte celui-ci. Nous allons d'abord prendre le thé. On verra ensuite ! » De fait, son hôte finit par lui céder une liasse de documents sur l'Afghanistan et le Pakistan. Un geste de Pékin, dans un combat commun. Beaucoup plus stupéfiante est l'attitude de cet ambassadeur d'un pays du nord de l'Europe qui apostrophe Léandre : « Je vous charge d'un travail, on voudrait savoir à quel stade les Pakistanais en sont pour leur bombe nucléaire. » On se doute que l'affaire en resta là.

Outre le suivi des partis à Peshawar et le renseignement militaire, le commandant doit tenter de rester le plus informé possible sur les activités de ses si audacieux compatriotes dans la région. Un déplacement à Quetta lui permet même d'en éprouver les mérites puisqu'il attrape une très violente gastro-entérite en buvant de l'eau et qu'il est pris en charge par… l'équipe MSF de Denis Metzger. Les associations non médicales ne sont pas en reste. Un jour, à Islamabad, Léandre découvre dans le bureau de son ami journaliste deux hélices d'avion. « Propriété d'Alain Guillo ! » explique celui-ci. De fait, peu après, Guillo lui confie son intention de passer en Afghanistan à bord de deux ULM pilotés par lui et Gérard Chaliand… L'affaire a été vivement débattue au sein des « Amis de l'Afghanistan ». Mécontents de ne pas pouvoir « faire plus » pour les Moudjahidin, Guillo et Chaliand, contre l'avis de Puig, ont même déposé une demande d'aide financière au gouvernement français. Affirmant vouloir « franchir un autre pas », ils souhaitaient doter la résistance d'« engins volants motorisés335 », leur choix s'étant arrêté sur une « aile volante de construction française, motorisée, biplace, transportant 250 kilos de charge

à 80 kilomètres à l'heure ». Avec un tarif unitaire de 35 000 francs, le coût total aurait été de 2,5 millions de francs. En échange, l'association s'engageait à fournir des rapports d'utilisation en terrain montagneux. Jugé, non sans raison, abracadabrant, le projet n'a pas été appuyé, mais « Les Amis de l'Afghanistan » ont persévéré et acheté sur leurs fonds deux engins dont Léandre apprend avec stupeur qu'ils ont été mis à son nom afin de duper la douane pakistanaise qui ne s'en est pas laissé conter. Le reste des engins gît dans un entrepôt de KarachiXIX.

Si excentrique l'idée d'employer des ULM puisse-t-elle paraître, elle démontre l'intensité de l'engagement des volontaires français aux côtés des Afghans. Elle conduit aussi à se pencher sur une question qui collera longtemps à l'histoire des ONG en Afghanistan : agissent-elles avec autant d'indépendance et de désintéressement qu'elles le revendiquent ? Les premiers à se la poser sont les bénéficiaires eux-mêmes. Des premières missions de MSF, Brigitte Vasset relate que les Afghans ne peuvent se faire à l'idée que les *French doctors* ne sont mus que par le dévouement336. Massoud lui-même fait part à Puig de ses doutes : « Il n'arrivait pas à comprendre le fonctionnement de nos démocraties. Pour lui, et les autres commandants, notre présence avait forcément des raisons cachées337. »

À défaut de les prendre pour des praticiens radiés en France, les Afghans soupçonnent les humanitaires d'être des agents à la solde de l'URSS. Furieux de la présence de témoins en Afghanistan, les Soviétiques y vont aussi de leurs accusations feintes d'espionnage. Et ils en ont tiré une conclusion radicale au début du mois de novembre 1981, dans la même semaine, les cliniques MSF du Hazaradjat ont été systématiquement bombardées. Chaque fois, la cible a fait l'objet d'un repérage à 6 heures du matin, ce qui a permis heureusement, sous les conseils experts des Afghans, de les évacuer à temps. Aucun autre bâtiment alentour n'a été visé : « Il était évident que l'on gênait, indique Juliette Fournot. Mais difficile de dire pourquoi. Nous nous interdisions en effet à cette époque de témoigner : Kohout n'avait accordé qu'une seule interview au *Figaro* sous couvert d'anonymat338. » L'effet fut même exactement inverse puisque Claude MalhuretJoanna a décidé de lever le secret. Pour la première fois de son histoire, le 6 février, MSF s'est offert un encart publicitaire dans *Le Monde*

pour dénoncer ces violations des conventions de Genève et faire un appel aux dons, une date charnière pour l'ONG.

Sans pouvoir l'admettre publiquement cependant, les associations elles-mêmes peuvent être amenées à se poser des questions sur leurs volontaires. « J'ai pu en effet, reconnaît Juliette qui assure le recrutement chez MSF, m'interroger sur les motivations de certains d'entre eux. » À Afrane aussi, les candidatures spontanées sont dûment examinées et triées par une commission après le test de leurs capacités morales et physiques dans la propre maison de son président, Gilles Rossignol, située dans la Creuse. « Les gens voyaient passer des groupes d'individus avec des sacs chargés de Bottin, se souvient celui-ci. J'ai vu un jour débarquer la gendarmerie qui se demandait si je n'entraînais pas à des activités subversives339 ! »

Parfaitement renseignés, les Soviétiques savent bien que les médecins ne sont pas des espions au sens premier du terme. Que pourraient relever de compromettant des individus restant bloqués vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans un dispensaire, à des dizaines de kilomètres des zones de combat et sans moyens de transmission ? « Les ONG médicales, révèle Thibault, successeur de Léandre en 1983, étaient incontestablement les sources les plus orientées professionnellement qui soient. De tout leur séjour en Afghanistan, ils n'étaient capables de rapporter que le souvenir de leurs malades et blessés. J'avais beau les questionner, elles semblaient n'avoir jamais rien vu340. » À défaut d'espions à plein temps, les Soviétiques soupçonnent les humanitaires comme les différents aventuriers parcourant le pays à cette époque de servir à l'occasion d'honorables correspondants. En 1981 par exemple, Jean-José Puig, Olivier Roy, Laurence Laumonier et le photographe Pierre Issot-Sergent ont constaté de conserve que jamais les colonnes de Moudjahidin auxquelles ils étaient intégrés n'étaient bombardées après 17 heures. « Nous avions beau être cachés sous nos larges patous, explique Laurence, il restait quand même les dizaines de chevaux en pleine vue341 ! » La déduction est évidente : l'armée soviétique est gouvernée par la bureaucratie ; les pilotes ne veulent pas avoir à rédiger de rapports à leur retour de mission. Un détail, mais qui pourrait être précieux pour un service de renseignement dans l'analyse de la tactique ennemie. Les volontaires sont également nombreux, qui rapportent

l'emploi de gaz toxiques, de massacres d'habitants, autant d'éléments hors de portée pour le Sdece et la CIA confinés au Pakistan.

En accusant les ONG françaises d'espionnage, le Kremlin démontre une grave lacune en psychologie française : si les Anglo-Saxons sont en effet fiers de collaborer avec leurs services de renseignement, les Français, eux, font preuve d'une pudibonderie frôlant l'hostilité, comme Léandre peut parfois le constater à Peshawar avec ceux qui ont compris la vraie raison de sa présence au Pakistan. Laurence Laumonier trie ainsi attentivement ses souvenirs chez Massoud, elle qui est au courant de toutes les allées et venues de commandants dans le Panjshir puisque ceux-ci font toujours un détour par l'hôpital installé dans la vallée. « Les Afghans me faisaient confiance, arguë-t-elle, j'étais l'objet de confidences, il n'était pas question que je les trahisse342. » La collaboration des ONG « historiques » avec le Sdece se réduit donc la plupart du temps à la relation souvent cordiale, rarement prolifique, que peuvent nouer entre eux des Français à l'étranger.

Les ONG françaises ne sont pas des agents du Sdece, mais sont-elles pour autant dégagées de toute visée politique ? Les thuriféraires de Moscou ont ainsi beau jeu de relever qu'aucune d'entre elles ne s'est installée à Kaboul ou dans une quelconque ville tenue par le gouvernement : la souffrance des uns ne vaudrait-elle pas celle des autres ? Les humanitaires répliquent qu'ils ne veulent pas être manipulés par les communistes. « On ne pouvait pas renvoyer dos à dos Staline et Mahomet, la férule soviétique et l'obscurantisme islamiste, analysera MDM en octobre 1990. Parce que, quels que soient les errements futurs de la nation afghane, il y avait dans cette affaire une armée d'occupation, l'une des plus puissantes du monde, et des Afghans humiliés343. » Si noble que soit le camp retenu, il n'en demeure pas moins qu'il est choisi, et pas l'autre. Les ONG médicales s'arc-boutent étrangement pour ne pas le reconnaître alors que là se situe pourtant leur raison même d'exister puisqu'elles ne souffraient plus la neutralité du CICR et des organismes onusiens. Lorsque ses dispensaires ont été bombardés, MSF ne s'est pas contenté, dans un document de vingt-trois pages, de dénoncer l'ignominie soviétique, ni même les autres barbaries commises – évoquant une « guerre de terreur », des « destructions systématiques » –, mais a directement appelé à soutenir massivement la

résistance afghane : « Quand, et comment, un secours, autre que symbolique, lui parviendra-t-il344 ? »

La connivence des ONG avec les Moudjahidin est illustrée d'abord par le fait que les caravanes qui leur font traverser le pays sont bien entendu armées, ensuite par les conséquences des bombardements de novembre 1981 : MSF accepte en effet de déplacer ses dispensaires dans des vallées encaissées, moins facilement atteignables par l'aviation, mais en posant pour condition la protection de batteries antiaériennes. L'accord des commandants locaux en dit également long sur la valeur qu'ils leur accordent. Les ONG affirment ne choisir leurs zones d'intervention que sur des critères objectifs de bassin de population, de moyens d'accès. Mais il est incontestable que MSF, comme AMI, MDM ou la Guilde sont devenus des enjeux pour les partis politiques. La présence d'un hôpital ou la distribution d'argent sont pour un commandant des attributs de prestige. À Peshawar, ça discute beaucoup au siège des partis ou des représentants des fronts locaux pour obtenir l'envoi d'une mission humanitaire. Et même une fois la décision prise, les tensions peuvent persister comme l'expérimente MSF dans le Nouristan. Son dispensaire de Kamdesh ouvert au printemps devait à l'origine soigner en alternance les membres du Hezb-e Islami et du Front libre du Nouristan. Mais en octobre suivant, le chef du front, Anouar Khan, voulut l'exclusivité qu'il n'obtint pas. MSF fut donc invité à plier bagages. Wardak pour sa part considère les ONG comme une « porte ouverte vers l'Occident », mais aussi un moyen pour s'affranchir de la tutelle des partis : « C'est parce que je n'avais pas confiance dans les partis que pendant la guerre j'ai eu tant de relations avec les ONG françaises : elles ne cherchaient pas à influencer notre politique, elles ne faisaient que de l'humanitaire, dans toutes les régions, pour tous les groupes, refusant de se faire récupérer par les partis345. »

« L'indépendance d'une ONG en Afghanistan, indique Juliette Fournot, est vraiment illusoire à cette période346. » Sans aller jusqu'à réclamer la protection d'une batterie antiaérienne, les humanitaires qui s'installent dans une région ont en effet besoin de bâtiments, de bois de chauffage, de nourriture, de guides, des infirmiers à former, de bonnes relations avec le mollah local, car nombreux sont les blessés et malades qui trouvent refuge dans une mosquée. « On était leurs hôtes ! plaide Juliette. Ce fut d'ailleurs

l'un de mes principaux arguments quand nous avons été arrêtés à Kamdesh. Je leur disais : "Vous ne respectez pas le code de l'hospitalité afghan !" » L'engagement des ONG aux côtés des résistants ne date pas d'un accord d'opportunité avec tel ou tel parti, mais de la décision même de s'investir en Afghanistan. De même que nul service de renseignement ne peut opérer sans l'aval de l'Isi, de même nulle ONG ne peut agir en Afghanistan sans l'accord de commandants locaux[XX].

De toute manière, pour juger l'éventuelle implication politique des ONG, seul doit être pris en considération le résultat final : en aidant la population sur place, les associations françaises endiguent en effet le flot de réfugiés vers le Pakistan. Elles s'opposent donc à l'un des desseins principaux de l'URSS en remettant de l'eau dans le bocal de la résistance que Moscou s'échine à vider. Il n'y a pas de rôle plus politique. La seule question qui demeure : les ONG l'ont-elles joué pour le bien des Afghans ou pour contrarier l'URSS ? Selon certains Afghans comme le compagnon de Massoud, Mohammed Eshaq, « il était évident qu'elles nous aidaient parce que nous combattions les Soviétiques[347] ».

Donner l'anticommunisme pour principal moteur à des associations comme MSF, MDM ou AMI serait très outrancier. Elles sont intervenues et interviendront dans bien d'autres endroits de la planète où l'URSS n'est ou ne sera pas impliquée. Afrane pour sa part s'est spécialisée dans l'Afghanistan, mais l'ancienneté de ses liens avec le pays ne laisse guère de doutes sur leur forte charge émotionnelle, plus que politique. Il est par contre une ONG, toujours la même, qui, dès ses premières opérations, a suscité nombre d'interrogations à Peshawar comme à Paris : la Guilde du raid. Son fondateur historique le reconnaît sans ambages : « Pour la direction de l'association, à une exception près, l'anticommunisme est une évidence[348]. » Nombreux sont les témoins de l'époque à pointer l'association du doigt : elle aurait, disent-ils, aidé militairement les Moudjahidin, combattu avec eux, le tout au nom des services de renseignement français. La Guilde s'est organisée depuis l'invasion. Séduit par le dynamisme d'Alain Boinet, Patrick Edel a mis à sa disposition au siège de la rue de Vaugirard un bureau isolé, un téléphone et une bourse. Boinet l'occupera durant sept ans pour superviser toutes les missions sur place. S'agrégeront par la suite quelques permanents et bénévoles comme

Philippe Gautier. Hier prônant l'aventure, d'aucuns affirment que l'association se serait muée en dépendance du Sdece. Ce qui n'est, en rien, le cas.

La rumeur provient d'une confusion entre la Guilde et trois de ses principaux membres. Comme Alain Boinet, Laurent Maréchaux a fait son service militaire dans les parachutistes avant de participer aux actions musclées du mouvement solidariste, une organisation d'extrême droite, qui lui ont valu quelques mois de prison. La cause afghane a ravivé ses vieux démons. À l'été 1981, il affirme donc avoir rejoint le Wardak avec une demi-douzaine d'individus d'un genre particulier puisque tous étaient d'anciens sous-officiers parachutistes, ayant traîné leurs guêtres au Laos, aux Comores, en Birmanie. Mais du mercenaire, ils n'ont que la participation à un conflit étranger à la France : tous agissent bénévolement au service d'une cause politique qu'ils croient juste. Leur objectif était de mettre en place une formation dans le Wardak, « mais nous nous sommes vite rendu compte que cela ne servait à rien, que jamais un Afghan n'accepterait qu'un étranger vienne lui apprendre à se battre : le Pachtoune est convaincu qu'il est le meilleur avec son fusil. Ils rigolaient de nous avec nos fiches ». L'expérience n'a pas été renouvelée, Maréchaux préférant se concentrer sur un combat plus à sa portée, celui des médias. Toutefois son passage et celui de ses compagnons ont eu le temps de faire jaser à Peshawar. Olivier Roy fait ainsi le tri entre « ceux qui voulaient tirer sur les Sovs et les autres. Moi, j'étais dans la guerre, mais je ne voulais pas la faire[349] ».

Puisque Maréchaux appartient à la Guilde, la Guilde est taxée de militariste. Mais le principal responsable de ces soupçons est celui qui a servi de poisson pilote à l'association avant de s'en détacher : Patrice Franceschi. Lui non plus ne se cache pas aujourd'hui d'avoir participé aux combats des Moudjahidin. « À chaque situation, arguë-t-il, il faut adapter son comportement. Puisque c'était une guerre totale décidée par l'URSS, je me devais d'aller au bout de mon engagement. » Et au contraire de Maréchaux, lui va renouveler plusieurs fois l'expérience. Or Patrick Edel est formel : « La déontologie nous imposait de nous limiter à des actions purement humanitaires. C'est donc à titre personnel que Franceschi a pu faire le coup de feu[350]. » Il est vrai qu'Edel lui-même est soupçonné

d'avoir participé à l'OAS. Ce qui explique qu'avec honnêteté il affirme ensuite : « De toute façon, si je l'avais su, je l'aurais félicité pour son engagement tout en étant contraint de lui suggérer de ne pas persévérer dans cette voie. L'action de la Guilde devait rester irréprochable. Il en allait de la sécurité de toutes les autres missions entrant en territoire afghan. Participer aux combats en un endroit aurait mis en danger tous ceux qui n'y participaient pas ailleurs. »

À leur corps défendant, Maréchaux, Boinet et Franceschi ont affublé la Guilde d'une réputation aux antipodes de la réalité. La jeune Anne de Beaumont n'a vraiment rien d'une mercenaire. *Idem* pour Philippe Gautier qui s'investit à plein-temps dans le secours des Afghans. Et puis avec quelles finances la Guilde aurait-elle mené sa petite guerre, elle qui ne récolte de fonds qu'au gré de conférences dans toute la France ? Justement, affirment les accusateurs : grâce au Sdece dont Maréchaux et Franceschi seraient les agents. Le premier le certifie : « En ce qui me concerne, étant incontrôlable et ayant un dossier personnel chargé suite à mon activisme révolutionnaire étudiant, je n'avais vraiment pas la souplesse ni le profil pour postuler au Sdece351. » Dont acte. Une fois encore, le cas de Franceschi a le plus fait fantasmer. Cela tient à son parcours – jeune écrivain, journaliste occasionnel, aventurier –, à sa façon d'entretenir le mystère, à sa famille aussi puisque son père commandait le 1er RPIMa, régiment de base des forces spéciales jusqu'en 1979. En 2010, il reconnaît : « Jamais le SA n'a utilisé la Guilde, c'est une vision très romancée des faits352. » En effet, une source très proche des services confirme que « la Guilde n'a jamais, en aucune manière, été téléguidée par le Sdece, puis par la DGSE353 ». Franceschi n'est d'ailleurs pas le seul à être soupçonné de la sorte. Dans ce qui commence déjà à être appelé l'« Afghan Circus », les étiquettes sont vite accolées à ceux qui se distinguent trop. Pour sa passion de la pêche à la truite, Puig est catalogué Sdece. Pour sa relation entretenue avec les Américains au Pakistan, le photographe Dominique Vergos est lui affublé d'un badge CIA. Un journaliste free-lance enfin attire l'attention, Alain Chevalérias, un habitué de la guerre et des guérillas. Ancien parachutiste et chasseur alpin, il a couvert l'Angola jusqu'à s'y faire emprisonner par Jonas Savimbi. Rallier l'Afghanistan ne lui a donc guère posé de problèmes ; toute guérilla a ses filières plus ou moins organisées.

Mais lui a visé la région frontalière avec l'URSS, car personne ne s'y rendait en 1980 et ne s'y rend toujours pas en 1982. Et pour cause : trois semaines de marche à raison de cinquante kilomètres par jour, en pleine chaleur, sont nécessaires. Même avec son passé militaire et ses barouds en Afrique, Chevalérias est exténué. Dans les colonnes du Jamiat, il a pour coutume de voyager avec des cargaisons d'AK-47, lance-roquettes, mitrailleuses dont, à leur marquage, il reconnaît l'origine. « Le plus flagrant, relate-t-il, était avec les AK-47 : à leur acier de moins bonne qualité que celles des Soviétiques, à leur parement en bois plus tendre, à leur crosse rabattable, on savait qu'elles venaient de Chine354. »

Le premier contact avec le seigneur des lieux fut à peine cordial. Zabiullah est un professeur de théologie qui se méfie des chrétiens. « Je me demandais franchement ce que je faisais là », note Chevalérias. Restant sur place beaucoup plus longtemps que ses confrères, il se fait progressivement accepter et réussit ainsi à accompagner les Moudjahidin lors d'attaques nocturnes de bordjs isolés. Il est aussi à leurs côtés, dans les caves, à subir les bombardements aériens. De retour à Peshawar de son premier et très long voyage, il eut ainsi la surprise d'être reçu avec grand respect par Rabbani qui le fit passer devant tous ses visiteurs attendant depuis des heures. « On m'a beaucoup parlé de vous, débuta le leader en anglais. L'homme que j'ai reçu juste avant vous, savez-vous ce qu'il m'a raconté ? Eh bien, que déguisé en russe, avec des Moudjahidin ayant eux revêtu l'uniforme de l'armée afghane, vous vous êtes présenté à une base soviétique, et que vous avez tué tous les soldats présents. Comme du renfort avait été appelé, un hélicoptère s'est présenté : vous l'avez détruit avec tous ses occupants… » La légende « Abdullah », le surnom que Chevalérias s'est choisi, prit son envol. Et contrairement à beaucoup d'autres, qui se sont targués d'une renommée qui n'a jamais dépassé leur chambre d'hôtel climatisée d'Islamabad, elle fut bien réelleXXI. Le travers est qu'elle lui vaut à lui aussi d'être suspecté d'espionnage. Parce qu'il est l'un des très rares à s'aventurer si loin, Chevalérias voit en effet ce que peu voient. Il est donc détenteur d'informations de valeur qu'il réserve à ses articles dont les rédactions européennes sont friandes, mais aussi, il ne s'en cache pas, en ce qui concerne les plus sensibles, au plus offrant des gouvernements occidentaux. Quand il rapporte ainsi d'Afghanistan un scoop tonitruant, des

clichés du dessous des avions de chasse soviétiques, il les met aux enchères et en tire quelques dizaines de milliers de francs. Plutôt qu'un espion, Chevalérias serait, par son indépendance, un mercenaire de l'information, mais avec un but devenu chez lui une cause, la liberté pour ses amis de Mazar-e Charif.

I- Suivant une habitude qu'il instaure, François Mitterrand inscrit simplement en marge : « Vu. »

II- Mitrailleuse antiaérienne de fabrication soviétique.

III- « Oncle Sidiq », en persan.

IV- L'auteur a pu le vérifier auprès de la plupart de ses interlocuteurs afghans qui n'ont eu de cesse, pour évoquer l'aide humanitaire pendant le djihad, de se référer à un « Doctor Laurence » dont certains ignoraient la véritable identité.

V- Outre la vallée de Jeghatu, MDM s'est rendu plus au sud, à Zabul et Orgun.

VI- Littéralement, le pays des Hazaras qui composent la quasi-totalité de sa population. Il regroupe plusieurs provinces du centre du pays.

VII- Il cite par exemple Behmanesh, président de la culture au ministère du même nom.

VIII- Seulement deux cent quarante Afghans vivent alors en France.

IX- Le récit du voyage d'Alain Faudeux chez Wardak, paru dans *Le Monde*, avait d'ailleurs paru si tempéré que *L'Humanité*, qui conspuait ordinairement chacun de ses papiers, s'était empressée de le saluer. Alain Faudeux eut même droit le 30 mai aux honneurs de la *Pravda* qui lui réserva un encart titré : « Monsieur Faudeux est déçu ! »

X- Maître commandant.

XI- L'un des plus grands auteurs afghans contemporains.

XII- Quant aux mouvements tribaux à l'intérieur du pays, ils se sont réunis le 26 septembre 1981 au Pakistan, mais ils n'ont réussi à s'accorder que sur le principe de la création d'un conseil révolutionnaire des représentants de toutes les régions.

XIII- Védrine met un point d'interrogation en marge.

XIV- Ses seules annotations sur le rapport de mission de Debray : « M'en parler » au sujet de l'audience de Bérégovoy des cinq leaders ; « oui » pour le lancement par le PS d'une souscription. Rien d'autre.

XV- Nouveau directeur général du Sdece depuis mai 1981.

XVI- Une direction générale couvre désormais les trois grandes directions (recherche, contre-espionnage, Service action). Sous la gouverne de Marion, la direction des opérations est confiée au colonel Codé et son adjoint, le commandant Ricard. La DG dispose de trois sous-sections (sécurité, contrôle et personnels) ; une cellule « Plan, prospective et évaluation », ancêtre de l'actuelle direction de la stratégie, est confiée au sous-préfet Arsène Lux. Le patron du SA, le colonel Grillot, qui avait annoncé qu'en cas de victoire des socialistes il quitterait le service en lui prédisant la plus funeste des destinées, reste finalement, mais le SA brûle une partie de ses archives et se défait de ses officiers jugés les moins sûrs…

XVII- Tout comme Marenches, il sera de ces directeurs généraux qui interdisent à leurs troupes de s'exprimer sur leurs activités quand eux s'accordent de publier souvenirs et réflexions…

XVIII- En fait, il s’agit de mines papillons que les enfants prennent pour des jouets.

XIX- Et Léandre aura le plus grand mal à expliquer à son départ du Pakistan qu’il n’en est nullement propriétaire !

XX- Et non de partis de Peshawar ainsi que certains le démontreront par la suite.

XXI- Ainsi que l’auteur a pu le vérifier auprès de ses interlocuteurs afghans.

Chapitre V

Le Lion n’a pas droit à la trêve

« Nous sommes devenus des instruments qui nous ont dépassés. Certains d’entre nous ont disjoncté en se croyant les interlocuteurs privilégiés de certains commandants355. » Philippe Gautier, de la Guilde, désigne cet agrégat de spécialistes autoproclamés, humanitaires authentiques et aventuriers solitaires, qui, de retour en France, profitent du flou régnant autour de toute zone de guerre pour monopoliser la parole, y compris auprès des autorités. L’incroyable division de la communauté afghane en France les sert. Pourtant, les réfugiés sont quelques centaines tout au plus, la plupart préférant l’Allemagne où cinq mille sont recensés. Cette diaspora est pour l’essentiel regroupée autour des grands centres universitaires (Paris, Lyon, Rennes, Dijon), issue de milieux aisés, les seuls à envoyer leur progéniture au lycée. En découle une lecture bourgeoise du conflit, plutôt royaliste et anti-islamiste, qui influence l’analyse des autorités françaises. Les réfugiés participent en effet volontiers aux comités et autres collectifs de soutien créés sur l’ensemble du territoire, l’un d’eux, l’« Union des Afghans de Lyon », ayant même approuvé l’intervention soviétique.

La diaspora a réussi deux prouesses. D’abord, celle d’importer en France la division ancestrale de son pays qui se traduit pour Nawruz, le nouvel an afghan, par trois ou quatre fêtes distinctes à Paris. Du coup, Afrane renonce à les fédérer. « Une assemblée générale a été organisée boulevard Raspail, se rappelle Alain Marigo. L’initiative avait été vivement applaudie. Il y eut affluence. Mais tout s’est dégradé quand il s’est agi de nommer un président. Les querelles intestines ont repris le dessus. C’était terminé356. » Plus fort encore, les Afghans font école en France : il y a désormais des partisans de Wardak, de Massoud, de l’ancien roi, voire d’Hekmatyar, épaulés par les représentants que les partis afghans essaient d’installer à Paris.

Le drapeau du Mahaz de Gailani, parti modéré dont Wardak fait partie, est par exemple porté par Hamed Akram qui a fui en France en mai 1980. Cet ancien élève de l'école polytechnique de Kaboul et de l'école des Mines de Nancy, d'une vingtaine d'années, a été embauché par Total qui a eu l'élégance de lui payer les six mois de salaire qu'il n'avait pu toucher avant de recevoir le statut de réfugié politique en mars 1981. Cet avocat de la cause afghane avance un critère inattendu : la mortalité infantile très élevée en URSS, marqueur de faiblesse évident à ses yeux pour une prétendue grande puissance. « Je sais que vous pensez que nous sommes fous, plaide-t-il, mais l'URSS va s'effondrer en Afghanistan357. »

Wali Nouri, pour sa part, porte haut les couleurs du Harakat, parti de Sebghatullah Modjaddedi qui avait été professeur de philosophie religieuse dans son lycée. Lui est en France depuis le 12 janvier 1979, à 14 heures précises. Représentant des grandes marques automobiles européennes et japonaises à Kaboul, il pouvait redouter le pire à la révolution avec son train de vie aisé, une femme française et un refus absolu de compromission. Prévenu *in extremis* de son arrestation par un ami communiste, il dut abandonner sa maison de quatre cents mètres carrés, ses deux voitures de sport et les trente-deux voitures commandées qui patientaient à la douane. Nouri se méfiait à un point tel qu'il commanda à son majordome de lui préparer une valise pour seulement une dizaine de jours. « À mon retour, ajouta-t-il même, tu diras à mon chauffeur de nettoyer le coupé avant de venir me chercher358 ! »

Le représentant du Jamiat est un personnage clé des relations franco-afghanes. Homayoun Tandar est venu en France en août 1976 après avoir décroché une bourse du Quai d'Orsay. Se destinant à des études d'archéologie, il a passé une première année à Aix-en-Provence avant d'obtenir sa maîtrise à Paris-IV en 1980. « Des jours après l'invasion, raconte-t-il, le sommeil m'a manqué. Je ne pouvais m'endormir la lumière éteinte359. » En raison des difficultés de communication, il n'apprit qu'avec retard que la maison familiale avait été investie par la police à la poursuite de l'un de ses frères qui réussit à gagner le Pakistan, puis occupée par l'armée, cause vraisemblable de la mort prématurée de sa mère. Tandar ne voulut pas rester passif. Fin 1981, alors en DEA, prenant prétexte d'une étude des musées pakistanais, il fut l'un des tout premiers Afghans résidant

à l'étranger à faire le voyage à Peshawar. « Je l'avoue, j'ai menti à l'université ! Mais j'ai tout de même mené à bien cette étude ! »

Vers quel parti se tourner ? Pour lui qui est de famille pauvre, il n'est pas question de se rallier à ceux qui prônent un retour à « l'Afghanistan de papa » : « La société afghane des années 1970 ne me convenait pas. » Restaient le Hezb-e Islami et le Jamiat. L'impression chez le premier fut défavorable : « Une atmosphère lourde, une tristesse débordante. Ils fêtaient encore l'assassinat de Sadate. » En revanche, chez les seconds, « l'accueil fut joyeux, même rieur. Les gens étaient torse nu en raison de la chaleur ». Son choix était à peu près fait quand, marchant dans Peshawar, il fut hélé par son camarade d'Esteqlal, Walid Madjrouh, neveu du professeur.

— Demain, je pars au front ! lui lança ce dernier.

Sans hésiter, Tandar le suivit dans le Kunar où il découvrit l'attaque des chars à la hache. Au bout de deux semaines, il revint à Peshawar mais pour repartir presque immédiatement dans le nord de l'Afghanistan. De retour au Pakistan, Rabbani le convainquit du fait qu'il serait plus utile en France. L'importance accordée par la presse française à Wardak, tout exagérée qu'elle est à ses yeux, ne le gêne pas. « L'essentiel, souligne-t-il, était que l'on parle de la résistance afghane. » Il essaie même d'en profiter en se présentant comme le représentant de l'ensemble de la résistance afghane. « Mon projet, explique-t-il, était de promouvoir en France six commandants qui couvraient à peu près l'étendue du territoire afghan : Massoud bien sûr, mais aussi Ismaïl Khan, Zabiullah, Wardak, Haqqani et Abdul Haq. » À la Guilde, Philippe Gautier le décrit comme « le seul véritable activiste afghan de l'époque à Paris. Il vivait dans la misère, mais on l'emmenait dans toutes nos réunions où son habileté politique était stupéfiante, il parvenait à retourner toutes les salles en sa faveur[360] ! ». L'interlocuteur le plus attentionné, Tandar, le trouve finalement au Quai d'Orsay avec le directeur Asie, Pierre Brochand. « Je lui ai demandé un soutien politique, de faciliter la venue de délégations afghanes en France ainsi que de développer le soutien aux ONG. J'ai tout obtenu[361]. »

Un autre diplomate prête une oreille attentive au combat des Afghans, le conseiller diplomatique du Premier ministre. Bernard Garcia, il est vrai, est un cas à part au Quai d'Orsay. Redouté pour son franc-parler, il est l'un des rares diplomates ouvertement de gauche, puisqu'il fut membre du Cères de

Jean-Pierre Chevènement. Avec lui, Pierre Mauroy peut compter sur des avis toujours tranchés, à l'opposé de la retenue habituelle du Quai d'Orsay. L'Afghanistan le séduit par la francophonie de ses dirigeants et le rôle que peut y jouer la France à la limite des deux blocs. Il regrette de constater que, derrière les discours tiers-mondistes de Cancún, l'Élysée est surtout intéressé par les États-Unis, l'Allemagne, la construction européenne. « Tout le reste, note-t-il, c'est-à-dire l'Amérique latine, l'Asie du Sud-Est, était sous-traité à Matignon dont le bleuI était chaque fois entériné. En particulier, l'Élysée n'avait aucun intérêt pour l'Afghanistan, sinon on aurait pu y faire beaucoup plus362. »

Un épisode important pour le soutien de la France à la résistance le démontre. Le Parlement européen a décidé de consacrer le 21 mars 1982 « journée de l'Afghanistan ». Le Bundestag adopte une motion exigeant le retrait soviétique ; des manifestations de soutien ont lieu en Italie, mais aussi en Australie, au Japon. Aux États-Unis, Reagan décide de dédier le prochain vol de la navette spatiale au peuple afghan. En France, il a été prévu d'accueillir une délégation de cinq représentants de la résistance afghane. Mais désigner leur interlocuteur n'est pas aisé. À l'origine, Hubert Védrine semble avoir obtenu que ce fût le secrétaire général de la présidence de la République. Mais l'Élysée, au dernier momentII, fait machine arrière et transmet l'affaire au Quai d'Orsay où Cheysson ne juge pas utile d'accorder pareille faveur, lui qui, le 8 mars, s'interrogeait encore sur « ce qu'on entend par "résistance afghane" : tout observateur attentif répondra que l'on fait là usage d'un terme générique pour rendre compte de l'action d'une infinité de groupes, de clans, de partis afghans et sans unité organisationnelle363 ». Le secrétaire général du Quai d'Orsay, Francis Gutmann, hérite donc provisoirement du dossier jusqu'à ce que l'Élysée s'avise qu'il faut faire plus en faveur de la résistance. Le dossier est alors transmis à Matignon où Bernard Garcia plaide auprès du Premier ministre « sensible aux gens qui se battaient pour leur identité » en arguant que « cela n'avait rien à voir avec un combat anticommuniste364 ». Il doit affronter la réticence du colonel Henri Paris, conseiller militaire du Premier ministre : les adversaires des communistes sont des islamistes ; Pierre Mauroy, si farouche partisan de la laïcité, entend-il les soutenir ?

Le 23 mars, c'est donc finalement Robert Lion, directeur de cabinet, qui, en compagnie du conseiller diplomatique, reçoit pendant une heure les cinq résistants choisis et convoyés en France par Afrane, le BIA, « Les Amis de l'Afghanistan » et Radio Kaboul libre. Hafizullah représente les Hazaras, Salim, un ex-lieutenant de l'armée afghane, le Front uni maoïste : « Nous les avons fait venir, raconte Tandar, pour faire plaisir à la gauche française qui ne voulait pas recevoir uniquement les membres de partis religieux. Ils ne représentaient qu'eux-mêmes et d'ailleurs ils sont restés en France lorsque les autres sont repartis au pays365 ! » À leurs côtés figurent Abdul Haq, du Hezb-Khalès, Mohammed Eshaq du Jamiat et Massoud. Mais, contrairement à ce que croient encore nombre d'anciens hauts fonctionnaires et de journalistes ayant rencontré la délégation, il ne s'agit pas du Lion du Panjshir, mais de son frère, au prénom certes prêtant à confusion : Ahmed Zia (et non Ahmad Shah).

« Nous avons échangé en français, relate Garcia. Ils étaient très économes de leurs paroles et nous fournirent une très grosse impression de sérieux. En rien des chefs de guerre délurés comme on pouvait en voir dans d'autres parties du monde. » Dans toute l'Europe, jamais des résistants n'ont été reçus à un niveau si élevé. « Un pas vers la reconnaissance », croit pouvoir avancer *Libération* le lendemain. Pourtant Robert Lion, à la sortie, déclare seulement que « les mouvements de résistance traduisent la légitime aspiration à la libération nationale » et il ne leur offre que « l'appui moral » de la France. Afrane ne se fait guère d'illusions : si le bilan est positif sur le plan médiatique, « les réalisations concrètes », elles, « sont longues à venir366 ».

Ahmed Zia Massoud le confirme : « Nous n'avons eu aucune promesse ferme. Nous espérons que des aides concrètes vont bientôt nous être enfin données367. » Abdul Haq, lui, n'a manifestement pas apprécié de se voir conseiller un recours à l'ancien roi ou la tempérance en matière religieuse. « Que l'on nous aide, oui. déclare-t-il à Afrane. Mais contre les Russes et non pas pour changer notre mode de vie368. » Quant à Eshaq, avec le recul des années, il affirme sagement : « Le fait qu'il nous ait reçus était un accomplissement369. » Mais dans l'instant, ses propos sont beaucoup plus incisifs. Début avril, il déclare à la presse : « Aidez-nous ! Nous avons un besoin vital d'armes antichars et antiaériennes. La France ne peut refuser

son aide à la première grande guérilla menée contre l'URSS. […] Que les Occidentaux prennent conscience que notre résistance à l'oppression n'est pas sans limites et que nous pouvons être écrasés370. »

Après Matignon, les cinq représentants afghans font le tour des partis français, à l'exception bien sûr du PCF. Tandar regrette la « tendance dans la classe politique à exploiter le sang afghan dans le jeu intérieur371 ». Le PS tergiverse encore face à l'islamisme d'une partie de la résistance. Hervé Barré doit inlassablement s'y employer à combattre les préjugés sur les populations afghanes, présentées comme forcément arriérées, prisonnières de la charia et du pachtounwali (code coutumier des Pachtounes). À l'occasion de la « fête de la Liberté » de l'UDF, Homayoun Tandar rencontre, lui, les jeunes loups du parti, François Léotard et Alain Madelin. Au RPR, il s'entretient avec Bernard Pons. Dans tous les partis, la même impression : « La défaite afghane est un fait acquis. » Probablement l'un des seuls hommes politiques à y croire encore, le député centriste Jean-Marie Daillet préside l'Association parlementaire des amis de l'Afghanistan. Opiniâtre, il ne perd pas une occasion pour rappeler aux socialistes leur campagne présidentielle : « Que n'ont-ils à ce jour tenu, clamera-t-il le 6 juillet, la promesse électorale qu'ils avaient faite avant le 10 mai de reconnaître, s'ils parvenaient au pouvoir, ses représentants qualifiés372 ! » En mars, Daillet organise la campagne « Une heure de votre salaire pour l'Afghanistan », décalque à droite des « Six heures pour l'Afghanistan », avec lancement à la Maison de l'Europe, en présence de nombreux élus de droite, d'associations et de journaux sympathisants.

Outre les partis, les Afghans réfugiés ou de passage en France peuvent tenter de défendre leur cause à travers les multiples réseaux qui sous-tendent la vie politique française. D'anciens résistants comme Marie-Madeleine Fourcade leur réservent le meilleur des accueils. Juliette Fournot, elle, se fait inviter au « cercle de Canisy », club très discret réunissant politiques, journalistes et intellectuels dans le château de Denis de Kergorlay qui n'est autre que le trésorier de MSF. Elle y rencontre Joan Baez, Frédéric Mitterrand et surtout Hubert Védrine qu'elle trouve « intéressé par l'Afghanistan, mais prenant souvent des airs de sphinx pour éviter d'avouer ses lacunes373 ». Grâce à ces relations, elle parvient à faire

inviter à l'Élysée le docteur Sima, du mouvement de résistance des femmes à Kaboul.

Mais le contexte est de moins en moins favorable à une action française en Afghanistan. Ferme dans la posture, le président Mitterrand enchaîne les gestes de rapprochement avec l'URSS. Entre juillet 1981 et février 1982, il a reçu personnellement à quatre reprises l'ambassadeur Tchervonenko quand Froment-Meurice, lui, n'a jamais pu accéder à Brejnev à Moscou. Le 22 janvier, il a paraphé un important accord gazier. Des cris d'orfraie s'élèvent depuis pour faire remarquer que le pipeline alimentant l'Europe est relié à Samarcande à celui exportant la production tirée du sol afghan par les Soviétiques. La France est donc soupçonnée de participer au pillage de l'Afghanistan. Le *New York Times* et le *Washington Post* estiment qu'elle « a délibérément ignoré les mises en garde du gouvernement Reagan374 ». Des accusations infondées. L'accord afghano-soviétique sur le gaz est antérieur à « Chtorm 333 » ; de plus la production afghane ne représente qu'un centième de la production soviétique. Ce qui est vrai en revanche est que l'URSS achète le gaz en dessous du cours mondial et le revend à prix d'or à l'Europe. Le bénéfice ainsi réalisé est estimé à 350 millions de dollars annuels, qui allègent d'autant ses frais d'occupation375.

La France, tout comme l'Allemagne, ne pouvait se priver du gaz soviétique. L'erreur n'est pas d'avoir signé l'accord, mais d'avoir fait passer l'énergie avant le drame humain. Les Afghans et leurs soutiens attendent désespérément le changement promis pendant la campagne présidentielle. Le reste de la politique étrangère française est à l'avenant. À l'Onu, la France ne change pas de position. Le 15 juin 1982, des « conversations indirectes tripartites » débutent à Genève sous la direction du représentant spécial de l'organisation en Afghanistan, Diego Cordovez, entre le Pakistan, l'Afghanistan et l'Iran sur la base de quatre points : retrait des troupes, non-ingérence dans les affaires intérieures, retour des réfugiés et garanties générales de l'indépendance de l'Afghanistan. La France s'y est dite hostile dès le début en raison de leur caractère régional. À crise internationale, conférence internationale où la résistance doit, selon Paris, être impérativement représentée. Le gouvernement français continue donc à prôner le plan des Dix, adopté au Conseil européen de Luxembourg en juin 1980.

Les Afghans enfin ne comprennent pas que la France puisse accepter de vendre des armes aux sandinistes, comme il est révélé en mars, et le leur refuser à eux. Et ils sont nombreux à voir un symbole dans la disparition en septembre de la Dafa à Kaboul, soixante ans après sa création. La cause en l'occurrence n'est pas politique : « la fin de la Dafa "ancien style" s'inscrivait […] dans une logique scientifique et non pas diplomatique[376] ». Son directeur d'alors, Jean-Claude Gardin, qui s'était engagé dans la France libre à quinze ans, a mis sur pied un authentique « plan de repli » : en toute discrétion, au nez et à la barbe des autorités de Kaboul, sous la direction, à l'ambassade de France, de Didier Leroy, la prodigieuse bibliothèque des archéologues ainsi que quelques appareils sont transférés à l'ambassade dans des caisses métalliques.

L'inertie française est la plus sensible au Sdece qui, depuis un décret du 2 avril, a pris le nom de DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure). En mai, le chef de poste à Islamabad est chargé d'accueillir le DG, Pierre Marion, qui doit rencontrer le général Zia – l'homme a pris l'habitude, très contestée à l'Élysée, de ne s'adresser qu'aux chefs d'État. Dans la voiture qui les conduit vers le QG de l'Isi, il a la stupeur de l'entendre lui demander un point sur la situation.

— Vous pouvez le demander au colonel pakistanais assis à la place du mort, réplique Léandre avec malice, il parle parfaitement le français[377].

Arrivés à l'Isi, les deux hommes sont reçus par le patron des lieux, le général Akhtar Abdur Rahman, qui leur déclare sans ambages :

— Les renseignements que vous nous communiquez sont quasiment sans aucun intérêt pour nous ! Comme vous refusez de nous renseigner sur l'Inde, il faut que vous nous offriez du matériel en échange de ce que nous vous donnons[378].

Et d'annoncer que son choix s'est porté sur des stations d'écoute, en fait des grosses baraques remplies d'appareils radio et d'électronique. Marion donne son accord. Quelques semaines plus tard, Léandre accompagne des officiers du SA et de l'Isi en reconnaissance à Quetta, puis sur les crêtes de la frontière afghane afin de repérer trois ou quatre sites d'implantation. Le chef de poste ne peut s'empêcher de mettre en doute l'intention des Pakistanais. Parlant la même langue, appartenant souvent aux mêmes tribus,

pourquoi l'Isi voudrait-il écouter le Pachtounistan alors qu'il en sait déjà tout ? En revanche, ces stations seraient très utiles à la frontière indienne où rien n'empêcherait de les transporter une fois reçues… Marion affirmera dans ses Mémoires avoir obtenu que les Pakistanais partagent le résultat de leurs écoutes. Dans les faits, Léandre, à part les sempiternelles positions des unités soviétiques, ne recevra rien.

L'absence d'initiative des services français est d'autant plus regrettable que le régime de Kaboul et les Soviétiques prennent leurs marques en Afghanistan. En mars, Karmal a modifié la réforme agraire pour emporter l'adhésion du plus grand nombre : chefs tribaux et propriétaires fonciers ont désormais le droit de posséder et d'hériter plus de six hectares. « Le régime, rapporte le chargé d'affaires Roland Barraux, se sentirait-il suffisamment consolidé pour manier même l'autocritique379 ? » L'eau d'irrigation, oubliée dans la première réforme, a été nationalisée. Un département pour les affaires islamiques est créé ainsi qu'un conseil suprême des oulémas et des chefs religieux. Les ethnies minoritaires se sont vu accorder en décembre 1981 une représentation proportionnelle au sein des gouvernements locaux ainsi qu'un droit à l'éducation dans leur langue. Le 7e plénum du comité central réaffirme solennellement l'égalité des droits politiques pour les différentes nationalités. Kaboul paie des tribus, et les arme, à la frontière du Pakistan pour gêner le transit des Moudjahidin. Barraux, dont les analyses sont très appréciées par le président de la RépubliqueIII, rapporte ainsi que le gouvernement afghan ne montre pas d'usure, que le PDPA apparaît toujours comme l'« élément moteur de la révolution et l'unique dénominateur commun des intérêts afghans ». Le revers au tableau est l'armée. L'effectif a gonflé de 40 000 à 100 000 hommes, mais uniquement grâce au service obligatoire de quatre ans, pour tous les hommes de dix-neuf à quarante ans. Ce n'est guère mieux côté soviétique. Le chargé d'affaires français peut voir à Kaboul des soldats vendre aux locaux leurs armes, leurs uniformes et même du carburant dans la discrétion d'un coin de rue, si besoin en simulant une rixe pour sauver les apparences.

Sur le terrain, l'armée soviétique a pourtant beaucoup appris. L'armement des blindés a été renforcé, des équipes anti-*snipers* développées, des techniques arrêtées pour employer l'infanterie hors des

routes. Dans les airs, le chasseur SU-25 a fait son apparition. Et le succès est enfin là : en janvier, le Parwan a été nettoyé. En mai, les Soviétiques s'attaquent à la vallée du Ghorband. Des victoires sont également remportées dans le Logar en juin ainsi qu'à Herat et à Kandahar. Mais les Soviétiques sont tenus en échec dans le Panjshir de Massoud. Pour la première fois, la direction Asie reconnaît explicitement ses « qualités de stratège et d'administrateur [qui] ont pris valeur de symbole tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afghanistan380 ». Cette cinquième offensive a encore des spectateurs français. Pour le compte d'AMI, Laurence Laumonier remplit sa deuxième mission dans le Panjshir depuis janvier en compagnie de Capucine de Bretagne et Jean-Luc Brémont. Elle y a retrouvé les Afghans qu'elle avait commencé à former lors du premier voyage. Cinq d'entre eux ont depuis été choisis par Massoud pour servir au front. Grâce à la Jeep que le commandant met à leur disposition, les trois médecins peuvent entreprendre des campagnes de vaccination dans toute la vallée, mais aussi assurer certaines urgences qui épargnent par exemple aux femmes de mourir chez elles parce qu'elles n'ont pu être déplacées.

Le 16 mai, Massoud prévient les Français de l'imminence d'une nouvelle opération soviétique. Dans l'hôpital, déjà déplacé à six reprises, le stock de médicaments est réparti entre les dix-sept infirmiers afghans qui, chargés comme des baudets, disparaissent dans les montagnes. Cinq d'entre eux restent avec Laurence et Capucine pour accompagner les blessés tout au fond de la vallée. Départ prévu le lendemain à 5 heures. Sans raison apparente, leur hôte, Coco Sidiq, les réveille deux heures plus tôt. Une initiative salutaire. Car le groupe amorce à peine la grimpée que les Mig surgissent, suivis par les troupes au sol. Des commandos sont héliportés en différents points de la vallée, mais les Moudjahidin, disposés sur les pentes, les mitraillent. Plus de mille pertes chez les assaillants qui conquièrent Rokha, mais aussi Anaba et Bazarak. Jean-Pierre Perrin, de passage pour Afrane, note : « C'est *Apocalypse Now*381 ! » Dans la maison de Coco Sidiq, les soldats découvrent les passeports des Françaises, aussitôt exhibés à la télévision afghane : « Nous avons capturé les médecins français ! » proclame le speaker. La nouvelle met en émoi Islamabad, puis Paris. Nul ne met en doute sa véracité.

Il n'est pas totalement faux d'affirmer que les Françaises sont prisonnières. Mais pas des Soviétiques. Pour leur échapper, Laurence et Capucine ont été installées dans des grottes dont l'ouverture est à peine assez large pour laisser le passage à un être humain. Dans le brouhaha permanent du ballet des avions et des hélicoptères, sans autre nourriture que des racines de rhubarbe, elles en viennent parfois à s'interroger sur le bien-fondé de leur présence. Cette guerre n'est pas la leur. Que font-elles en Afghanistan, si elles ne peuvent même plus soigner ? Quand, finalement, avec mille précautions, elles parviennent à s'éloigner quelques heures des grottes, la maison qui les a accueillies est encerclée par les bombes à peine l'ont-elles quittée. Sans doute une trahison. « J'ai failli me faire un ulcère de stress », raconte Laurence qui se souvient aussi de cette pulsion de meurtre la prenant aux tripes lorsqu'elle peut apercevoir le visage du pilote passant à basse altitude.

Ses angoisses et celles de Capucine ne sont pas terminées. Massoud leur apprend que les Soviétiques sont sur leurs traces ; il faut fuir le Panjshir. Mais pas avec les claquettes en plastique chaussées en se sauvant de la maison de Coco Sidiq. Massoud leur fait distribuer des baskets à la semelle dangereusement glissante, mais c'est mieux que rien. En route, les Françaises rencontrent l'équipe d'AMI chargée de leur relève, complétée de deux journalistes, dont l'Américain Ed Girardet, qu'elles dissuadent de continuer. Faire demi-tour est un crève-cœur pour ceux qui se préparent depuis des semaines, mais mieux vaut la déception que la mort.

Le ministère de la Défense afghan claironne le 2 juin que la résistance a été « éliminée pour toujours[382] » dans le Panjshir. Rabbani dément. Mais à leur arrivée à Peshawar, Laumonier et Bretagne confirment que la vallée est désormais occupée aux deux tiers, que des mines ont été larguées aux quatre vents, que l'hôpital a été pilonné, les bergers tués. Arrivées pouilleuses à l'hôtel Dean's, elles sont accueillies par Alain Guillo qui les croyait encore prisonnières à Kaboul comme tout le monde au Pakistan et même en France, à l'exception peut-être du père de Laurence. « S'il m'arrive un problème, l'avait prévenu celle-ci, ne crois que les Afghans[383] ! » Or, tandis que le Quai d'Orsay était encore convaincu de leur captivité, il a justement été averti directement par Agha Gul, lui-même

dépêché par Massoud à Kaboul pour prévenir les familles, qu'il n'en était rien. « Vous êtes sur le chemin du retour, écrit-il, alors vive la liberté ! »

Le courage et le dévouement de Laurence Laumonier, Capucine de Bretagne et Jean-Luc Brémont servent à l'ensemble des Français opérant dans le pays. Ainsi Alain Chevalérias, qui accomplit son deuxième séjour dans le Nord, d'une durée exceptionnelle de huit mois, trouve-t-il un Zabiullah mieux disposé à son égard. Le commandant s'est rendu auprès de Massoud, qui est hiérarchiquement son chef, et il en est revenu transformé. « J'ai demandé à Massoud, explique-t-il, si on pouvait faire confiance à des étrangers non musulmans qui viennent pour nous aider. Il m'a répondu : "J'en ai beaucoup qui viennent m'aider avec honnêteté et sincérité. Je n'ai aucune raison de ne pas leur faire confiance[384]." »

Chevalérias ne veut plus se contenter de rédiger des articles et décide de conduire lui-même des convois humanitaires vers Mazar-e Charif. Le Sweedish Committee est le premier à répondre à ses appels. Pour éviter les rapines, il est établi qu'un convoi ne partira que lorsque le bon de réception du précédent aura dûment été rapporté avec la signature du commandant. Chevalérias croit pouvoir accélérer la cadence en se dépêchant d'arriver trois jours avant la colonne. « Signe, dit-il à Zabiullah, comme ça, le convoi suivant arrivera plus vite ! » Le commandant le regarde, surpris, presque indigné : « Mais je ne peux pas signer ! Le matériel n'est pas arrivé ! » Souvent armé pour accompagner les caravanes, Chevalérias a bien franchi le seuil du simple témoignage. Il pourrait appuyer la requête de son compatriote, Gérard Viguier, qui, après avoir livré dans le Wardak quinze tonnes de blé et trois mois de médicaments, a adjuré le Quai d'Orsay de fournir à la résistance armes et argent. « Pour M. Viguier, commente le CAP, persister dans une attitude de passivité, de lâcheté, revient, en effet, à laisser se développer le phénomène de palestinisation des Afghans. »

Massoud est de plus en plus cité en exemple pour justifier l'urgence d'un soutien militaire. À preuve, les pertes soviétiques lors de la dernière offensive : 4 000 hommes sans compter les 12 000, 16 hélicoptères, 3 Mig et 60 chars détruits. Laurence Laumonier et Capucine de Bretagne, enfin revenues en France, affirment que, « reconnu par les autres chefs moudjahidin, il fait de plus en plus figure de symbole d'une résistance qui a *de facto* éliminé Peshawar[385] ». Ces Français qui, eux, connaissent le

terrain, savent que la vraie résistance, ce sont les commandants, en Afghanistan, et pas les sept partis politiques choyés par les Pakistanais. Tous invoquent l'« extrême urgence386 » qu'il y a à les aider, car, en face, Hekmatyar n'a pas hésité à lancer le 16 mai ses troupes contre Massoud et lui est grassement financé par l'Isi. Les partis modérés appuient leur requête : début juillet, deux de leurs chefs, Mohammadi et Modjaddedi, expliquent au CAP qu'actuellement Américains, Saoudiens et Chinois ont beau avoir augmenté leur aide, 5 à 6 % seulement des besoins de la résistance seraient pourvus. Ils réclament toujours à la France des armes antihélicoptères, antiblindés et des fusils automatiques387.

Le Quai d'Orsay cependant ne sort pas de sa réserve : selon le CAP, le 8 juillet, il faut « se garder de toute idéalisation de la résistance388 ». Les Soviétiques ont été battus dans le Panjshir, mais ils n'ont pas perdu pour autant la guerre. Le *statu quo*, de toute façon, leur profite, car les conditions de vie des Afghans empirent jour après jour, ce qui pourrait amener à un rejet des Moudjahidin. Le CAP appelle à un « appui discret (financier, médical ou même militaire) », qui reste un vœu pieux. À l'Élysée en effet, Hubert Védrine ne croit pas davantage au succès prochain de la résistance. Apprenant qu'un diplomate américain a affirmé que les Soviétiques « sont prêts à rester longtemps encore en Afghanistan, le coût de leur présence leur paraissant très supportable389 », il explique : « Je suis tout à fait d'accord avec le premier point qui contredit les analyses les plus courantes. » Comme pour lui donner tort, les Moudjahidin infligent durant l'été de cinglants revers aux Soviétiques. Le 28 août, ceux-ci reviennent dans le Panjshir avec, cette fois, la tactique du bouquet de fleurs : après de violents bombardements, des troupes lourdement armées sont héliportées en plusieurs secteurs de la vallée où elles s'enterrent et minent autour de leurs positions tandis que l'aviation arrose les crêtes et les vallées adjacentes. Prévenu par ses informateurs, Massoud éclate tout son dispositif. L'arsenal militaire est replié au fond d'une vallée secondaire bien gardée ; des groupes mobiles sont ensuite dispatchés entre les différents points d'appui soviétiques ainsi qu'au-dessus des gorges d'entrée du Panjshir. Une fois que le convoi blindé soviétique fait son entrée, il lance le harcèlement généralisé. Pendant treize jours, la vallée résonne des affrontements qui font

fuir les derniers habitants. Massoud est à deux doigts d'être acculé dans son repaire, mais il l'emporte pour la sixième fois.

Partout la résistance fait la démonstration de son pouvoir de nuisance. Le 3 août, elle a attaqué le dépôt de munitions de Bala Hissar au cœur même de Kaboul ; dans la nuit du 11 au 12, l'ambassade soviétique ; une réunion du PDPA a été prise pour cible à Paghman. L'agence Tass reconnaît officiellement l'ampleur de la « contre-révolution islamique ». Une première. Mais les Soviétiques répliquent tout aussi durement en nettoyant par exemple le Logar où Philippe Truze parle même de désastre : 2 000 villageois massacrés, 6 villages détruits, 200 Moudjahidin tués.

À l'instar de Truze, les rapports des volontaires français se font parfois plus mitigés. Fini l'exaltation des débuts. Parti de Quetta, l'envoyé du MSRA, Hervé Barré, est arrêté dans le Hazaradjat et déféré devant un tribunal chiite qui lui demande de réciter une prière pour prouver sa foi en Dieu. Un poème en français fait l'affaire. À ceux qui l'interrogent sur la raison de son action, il tente de faire comprendre que, comme en Iran, la France aussi a vécu un bouleversement, en 1789, et qu'elle est prête, car c'est le rôle des démocraties, à secourir ceux qui se dresseront contre l'envahisseur. La réaction de ses interlocuteurs est symptomatique : « Pourquoi ne vous convertissez-vous pas[390] ? »

Plus à l'est, MSF doit, une fois de plus, se frotter aux querelles afghanes. Après le Nouristan et le Paktia, l'ONG a jeté son dévolu sur le Badakhshan, fief de Rabbani, chef du Jamiat, ce qui fait dire à certains qu'elle cherche à le contenter. En réalité, le voyage en Afghanistan est si complexe que le moindre appui doit être exploité. En établissant une base à Koranomunjan au printemps, les Soviétiques ont isolé le Badakhshan du Pakistan. Les Moudjahidin en sont donc réduits à faire un grand détour par le Panjshir avec lequel les relations se sont tendues. Les principaux commandants badakhshi, Najmudin et Bassir Khan, également membres du Jamiat, refusent de mener des attaques tous azimuts ainsi que le leur réclame Massoud, car la population ne peut fuir à Kaboul comme les Panjshiri. Ils privilégient donc les périodes hors récolte. La région étant très éloignée, MSF prévoit d'y envoyer des équipes qui resteront seize mois sur place.

Le 14 juillet 1982, Gérard Kohout et Juliette Fournot emmènent la première équipe composée du docteur Jean-Didier Bardy et de l'infirmière

Christine Assalet. Ils devaient emporter une tonne de médicaments, mais, après trois semaines d'atermoiements à Peshawar puis à Chitral en l'attente d'accompagnateurs compétents, ils ont dû se résoudre à en laisser les deux tiers au Pakistan. En route pour un mois de crapahutage à travers une dizaine de cols à plus de 4 000 m parfois enneigés et des plaines des plus arides. Une caravane si chargée attise les convoitises, car les populations croisées en chemin manquent de tout. Un peu honteux, les MSF en sont réduits à leur distribuer des paquets de vitamines, de paracétamol ou de pansements. Le premier point de chute dans le Badakhshan est la vallée de Teshkan, tenue par le Wakil (ancien député) Sayed Mohiedin. D'abord installée dans une maison désaffectée, l'équipe prépare le montage d'un hôpital dans une grotte, puis, quatre jours plus tard, installe un deuxième dispensaire, à Yaftal, terre de Bassir Khan qui revendique mille deux cents Moudjahidin bien entraînés, auteurs de raids dévastateurs sur la grande ville voisine de Faizabad. Le commandant positionne deux canons de DCA sur les hauteurs de la clinique ainsi qu'une centaine de combattants dans les villages alentour qui, rapidement, plus qu'à la sécurité, servent à canaliser l'extraordinaire affluence. Des numéros de passage sont même distribués, correspondant à dix jours d'attente[IV] !

La mission de témoignage des *French doctors* connaît un nouvel essor durant l'été 1982. À leur retour du Panjshir, Laurence Laumonier et Capucine de Bretagne ont suscité l'admiration du consul américain à Peshawar, très frappé en particulier par les photos de leur hôpital bombardé en dépit de l'immense croix rouge déployée sur le toit. Après un crochet par Paris pour rassembler quelques affaires, elles s'envolent donc pour les États-Unis où elles sont les invitées de l'émission *Good Morning America* avant de rencontrer les sénateurs Gordon Humphrey et Charlie Wilson. « À tous, nous délivrions le même message, avance Laurence : les Soviétiques ne tiendront pas en Afghanistan. Ils occupent les villes, mais jamais ils ne prendront les campagnes. » Les deux jeunes femmes savent trouver les mots justes. « Mais pourquoi deux Françaises sont-elles en Afghanistan ? » leur demande-t-on lors d'une conférence donnée à Harvard. « *Because of La Fayette*[391] *!* » réplique Laurence. Succès assuré !

Bien sûr, les Françaises n'oublient pas de vanter au passage les mérites de Massoud. La publicité de leur action est garantie, pour autant les

retombées, en particulier financières, sont faibles. Or la plupart des ONG françaises atteignent le seuil critique de leur budget : si elles veulent pouvoir satisfaire leurs ambitions, il leur faut trouver d'autres ressources. Contrairement à leurs consœurs britanniques, elles ne perçoivent presque aucune aide publique pour ce genre d'opérations, ce qui fait souligner à Patrick Edel, président de la Guilde, qu'« elles ont été les premières sur le terrain et les dernières à être aidées par des fonds publics français[392] ». À Afrane par exemple, le financement est assuré par les cotisations des adhérents, mais aussi quelques généreux donateurs comme le Secours catholique. « Il fut long d'expliquer en particulier à l'Europe, se souvient Gilles Rossignol, que mieux que livrer du blé – il était illusoire de faire passer des sacs de cinquante kilos à dos d'homme –, il fallait donner de l'argent qui permettrait de l'acheter[393] ! » Vincent Schneiter, qui travaille alors au service de l'expansion économique à l'étranger, profite de l'été pour réussir à faire passer quelques pages d'informations sur l'association dans la presse. « On se demandait pourquoi, se souvient Rossignol, une première vague de chèques arrivait dans le mois suivant l'article, puis une deuxième six mois plus tard. L'un de nous trouva la réponse : nous le devions aux salles d'attente des médecins et dentistes où les patients avaient le loisir de relire l'article ! » Autre source de financement importante : Schneiter a l'idée d'organiser des ventes d'artisanat afghan rue Christine, au siège de l'ONG. Le succès est appréciable, car le journaliste a convaincu les douanes de ne pas faire payer de droits aux produits importés.

L'argent collecté néanmoins reste notablement insuffisant à l'échelle des souffrances du pays. « En tout et pour tout, estime ainsi Laurent Maréchaux, on peut estimer que la Guilde a dû dépenser un million de francs en Afghanistan durant les trois premières années[394]. » MSF est l'ONG la mieux lotie de toutes grâce à son antériorité et à sa renommée. La seule mission du Badakhshan lui coûte l'équivalent de 200 000 dollars par an. Si l'ONG refuse tout financement public, de quelque pays que ce soit, elle peut néanmoins compter sur quelques fonds américains privés. Dès la fin 1981, Claude Malhuret, alors directeur général, est en effet parti aux États-Unis rencontrer un personnage des plus influents, le banquier d'affaires John Train, conseiller de George Bush père, membre de l'Afghanistan Relief Committee (ARC) fondé avant l'invasion soviétique,

et dont l'action privée épouse la volonté des autorités américaines de l'époque de mener discrètement des actions au profit direct des Afghans. Puisque l'envoi d'humanitaires sur place lui est interdit, les ONG françaises seront son relais, MSF en tête. « Comme les groupes français me semblaient très compétents, indique John Train, j'ai décidé de travailler avec eux[395]. » Il résume son admiration pour les ONG par une anecdote : « Un parachutiste américain à qui on demandait s'il aimait sauter d'un avion a répondu : "J'en ai une frousse bleue. Mais j'adore être entouré de gens qui aiment ça." » MSF est le premier bénéficiaire de la générosité de l'ARC et ne s'interroge pas outre mesure sur la provenance des fonds. « L'ARC, explique Malhuret, collectait de l'argent de la part de généreux donateurs privés. Il n'est pas impossible qu'il ait bénéficié de fonds en provenance du Sénat américain. Mais nous n'étions pas obtus au point de les refuser parce qu'ils auraient pu venir en partie du Congrès[V396] ! » De toute façon, au mieux, cela ne représente que quelques dizaines de milliers de dollars[VI]. Laurence Laumonier affirme avoir seulement reçu, lors de son premier voyage, 10 000 dollars. Le plus généreux est en fait George Soros qui n'offre rien de moins qu'un immeuble à Paris pour qu'AMI y installe son siège. Proposition diplomatiquement refusée.

Une partie du Quai d'Orsay est désireuse de faire évoluer la politique de la France dans le sens voulu par les ONG. En novembre, la direction Asie du Quai d'Orsay croit ainsi à l'aboutissement prochain des négociations menées par l'Onu à Genève. Elle se trompe, mais c'est pour elle l'occasion de revenir sur trois ans de diplomatie jugée « ambiguë[397] » où elle a donné l'impression de renvoyer dos à dos la résistance et le régime de Kaboul. Le directeur, Pierre Brochand, souligne que la désunion de la résistance est intrinsèque à la société afghane ; il y voit un signe d'« authenticité », et en appelle à la « sollicitude » de la France. « Nous ne pouvons plus continuer, clame-t-il non sans solennité, à prôner la fermeté sans appuyer ceux qui l'assurent, à savoir le Pakistan et la résistance. » À ses yeux, il faut donc satisfaire les demandes du premier en matière d'armements et faire des « gestes plus ou moins discrets » à l'égard de la seconde. À l'Élysée, Hubert Védrine semble lui donner raison, qui a souligné le 12 septembre « la nécessité d'une aide occidentale à la résistance afghane dont le maintien est la condition essentielle d'un éventuel règlement négocié auquel

seraient contraints les Soviétiques si le coût de l'invasion devenait trop lourd[398] ». Mais lui ne cible pas la France en particulier…

L'aide française reste donc quasi exclusivement concentrée sur la livraison aux réfugiés afghans de 15 000 t de blé[VII]. Et même en la matière, l'effort est mesuré : sans parler des 290 000 t données par les Américains, les Allemands en sont à 43 000 t. Il est estimé que les réfugiés ont besoin de 1 000 t par jour. Sur la scène internationale, la France se cantonne à rappeler sa position lors de la 37e session de l'Assemblée générale de l'Onu fin novembre, puis au Conseil européen des 3 et 4 décembre, en incitant l'URSS à « permettre au peuple afghan de recouvrer sa souveraineté et son indépendance nationales ainsi qu'un statut d'État non aligné ».

Cette réserve s'accompagne d'un réchauffement très net des relations avec Moscou. Du 4 au 10 octobre 1982, une délégation de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale fait une visite en URSS. Si la Pologne est bien mentionnée dans le communiqué commun final, l'Afghanistan est sciemment évincé, comme le commente Maurice Faure, président de la commission, qui ne veut retenir que l'« impulsion nouvelle [donnée] aux relations entre la France et l'URSS[399] ». Le député centriste Jean-Marie Daillet est cinglant : « La pleutrerie n'a pas de limites. » Fin décembre, Cheysson annonce son intention de se rendre en URSS « pour une visite politique à laquelle [le] gouvernement attache une grande importance », soulignant que le dialogue franco-soviétique est « capital[400] ». Le 26 novembre, François Mitterrand démontre également là où se trouvent selon lui les intérêts français en se rendant en Inde, l'alliée de l'URSS, l'ennemie du Pakistan, qui a reconnu Babrak Karmal et s'abstient régulièrement à l'Onu. Toutefois, note la cellule diplomatique de l'Élysée, « la présence armée en Afghanistan inquiète et embarrasse l'Inde, l'accroissement de l'aide américaine au Pakistan l'inquiète plus encore. L'Inde, d'une certaine façon, accepte donc le fait accompli[401] ». Et Mitterrand ne vient pas pour la faire changer d'avis, surtout après la commande de quatre cents Mirage ou du complexe d'aluminium de l'Orissa, et une enveloppe de contrats évaluée à 20 milliards de francs.

Le 29 novembre, le président de la République se montre donc très mesuré en conférence de presse. « L'on ne sortira de ce guêpier [afghan]

que par le retour à l'autodétermination du peuple afghan. Sans doute, il y aura définition d'une neutralisation de cette zone. Mais il ne m'appartient pas d'aller plus loin dans la définition de la paix future[402]. » Comme un journaliste lui demande s'il faut demander en préalable le retrait des troupes ou l'arrêt de l'aide aux rebelles, il déclare prudemment : « Dans ce genre de choses, il faut une certaine concomitance. Ne parlons pas du droit qui est bafoué dans cette affaire. Parlons des faits. On ne peut attendre des puissances en cause qu'elles donnent trop de gages dès le point de départ. » Seule saillie à l'égard de Moscou, le président lance : « Je me suis mis dans l'idée que l'affaire de l'Afghanistan était un poison dans le corps soviétique. C'est mon idée, c'est une hypothèse qui peut très bien être faite. » Mitterrand affirme croire que le changement au Kremlin – Brejnev est mort le 10 novembre, remplacé par Andropov – est susceptible d'apporter du nouveau dans le conflit, mais aussitôt après il précise n'avoir reçu aucune confidence à ce sujet.

Le changement à Moscou déclenche de vrais espoirs, portés par exemple par le transfuge Vladimir Kuzichkin, qui déclare mi-novembre à *Time Magazine* que le KGB d'Andropov était hostile à l'invasion. Au Quai d'Orsay, le CAP en vient même à trouver « utile de s'interroger, d'une part, sur la possibilité de réunir une force internationale [d'interposition et], d'autre part, sur ses éléments constitutifs[403] ». Mais le 24 décembre, le secrétariat général de la Défense nationale sonne déjà le glas des espérances dans sa note *Afghanistan, trois ans après*, qui indique que « la situation de ce pays présente toutes les caractéristiques de l'enlisement. […] la probabilité d'un retrait des forces soviétiques d'Afghanistan [est] extrêmement faible. […] il ne suffirait plus désormais à résoudre la question afghane[404] ». La conclusion du SGDN est pessimiste : « Il n'y aura aucune modification sur le fond : "un contingent limité de l'Armée rouge est entré en Afghanistan à la demande de son gouvernement pour le protéger contre les ingérences extérieures et n'en ressortira que quand ces ingérences auront cessé". Tel est le discours tenu sans faille par Moscou et Kaboul depuis décembre 1979 et réaffirmé encore la semaine dernière dans ces deux capitales[405]. »

À la France de définir une position originale pour sortir du *statu quo* imposé par l'intransigeance soviétique et entretenu par la « passivité »

américaine, antienne habituelle d'un Quai d'Orsay peu tourné vers Washington. Pierre Brochand évoque ainsi un « appui occulte et parcimonieux à la résistance, dont la réalité reste à confirmer depuis la mort de Sadate. En fait les Américains font preuve en Afghanistan d'une retenue qui contraste avec l'engagement soviétique pendant la guerre du Viêt Nam. Washington maintient une ambassade à Kaboul. Des entretiens soviéto-américains sur l'Afghanistan ont eu lieu en juillet à Moscou ». Le gouvernement américain s'adonnerait-il à une sorte de Yalta II, qui laisserait le champ libre à l'URSS dans cette partie du monde ?

L'analyse paraît pour le moins curieuse alors que Washington, contrairement aux Français, multiplie les gestes à la fois symboliques et concrets à l'égard de la résistance. Le 2 février 1983, Reagan reçoit ainsi en personne une délégation de dix « *Freedom Fighters* ». Dès son accession au pouvoir, le président américain avait d'ailleurs publiquement envisagé la livraison d'armes aux Moudjahidin qu'il s'était refusé à qualifier, comme Valéry Giscard d'Estaing, de « rebelles ». Pierre Brochand est-il si mal informé qu'il ignore également la mécanique désormais bien huilée de la livraison d'armes aux Afghans ? Chaque année, avant le vote des budgets par le Congrès, la CIA soumet à l'Isi une liste d'armements qu'elle estime nécessaires aux résistants. Les Pakistanais ne savent ni combien ils coûtent, ni la somme globale à laquelle ils ont droit, prétexte à un marchandage « sans fin entre l'Isi et la CIA », explique le général Yousaf, chargé du programme afghan. Une fois la liste agréée, la CIA achète et livre, principalement par bateau à Karachi, ou par les airs à Islamabad. En 1983, Yousaf estime à dix mille tonnes le volume des armes livrées [65 000 en 1987406]. La plus grosse partie vient de Chine, d'Égypte, mais aussi – et Yousaf ne l'apprendra que des années plus tard – d'Israël, ravi d'écouler des stocks d'armes saisis lors de son invasion du Liban.

Par la suite, l'Isi prend en charge les cargaisons grâce à un ballet d'une soixantaine de camions qui font la navette quotidienne avec l'entrepôt d'Ojhri près de Rawalpindi. Pour la répartition entre les factions, Yousaf assume : c'est l'Isi et lui seul qui en est maître. Selon le général, la distribution s'opère « en accord avec la stratégie globale de guérilla ». Le prisme des partis est pour lui indispensable : il aurait été vain de traiter directement avec les centaines de commandants. Ses critères n'auraient trait

qu'à la seule « compétence sur le champ de bataille » ; l'effectif d'un parti ne compte pas : le petit Hezb-Khalès est mieux doté que le gros Harakat de Modjaddedi, car il serait plus actif. La localisation des commandants joue aussi un grand rôle : plus le commandant étend sa zone d'action, plus il est fourni. Ceux qui agissent ensuite sur Kaboul, les bases, les axes de communication principaux sont privilégiés. Enfin, Yousaf prend en compte le contrôle effectif des commandants par leurs partis afin d'éviter les reventes d'armes abusives. Le grand gagnant est Hekmatyar avec 18 à 20 % des armes, suivi de Rabbani et Sayyaf à 18 %, Khalès et Mohammadi à 14 %, Gailani à 10 % et seulement 4 % pour Modjaddedi[407].

La DGSE sait pour le soutien de la CIA. Pierre Brochand aura-t-il voulu signifier que les États-Unis pourraient faire plus ? De la part de la France qui s'obstine à la réserve, la critique semble déplacée. L'idée d'armer les Moudjahidin est cependant de plus en plus débattue au sein des autorités françaises. Au début 1983, une note du Quai d'Orsay identifie pour la première fois quatre chefs « intéressants[408] » qui, une fois armés, « recruteront sans problème et, devenant plus puissants, et plus actifs, rallieront à eux de nombreuses petites bandes satellites ou même d'autres partis ». Parmi le quatuor figurent Saïd Naïm, un commandant du parti Mahaz à Maidan, et surtout les deux habitués de l'aide des ONG françaises : Wardak et Massoud, encore placés sur un pied d'égalité. Le premier, qualifié de « responsable le plus important du Wardak », pourrait armer vingt à vingt-cinq mille hommes. Massoud, lui, est un « fin politique » à l'« esprit ouvert », pour preuve l'accueil des femmes médecins. Au CAP néanmoins apparaît une mise en garde à son sujet : « S'il est impossible de mettre en doute la ténacité voire l'héroïsme quotidien, inconscient dans sa banalité, des Panjshiri et des Moudjahidin, écrit Maryse Daviet, il est permis de montrer un certain scepticisme quant à leur vision optimiste de l'avenir[409]. »

Après les six défaites infligées aux Soviétiques, le jugement peut surprendre, particulièrement à des milliers de kilomètres de l'Afghanistan. En fait, un docteur de l'AMI a confié que le commandant avait été approché fin décembre par deux généraux du régime de Kaboul pour signer une trêve. L'accusation est lancée : Massoud aurait trahi la résistance. Le commandant lui-même a décrit les circonstances au photographe Pierre Issot-Sergent : à

l'été 1982, il a reçu une invitation à rencontrer le numéro deux du commandement soviétique en Afghanistan. Après avoir consulté sa base, il a accepté – « Il est bon de rencontrer ses ennemis, a-t-il expliqué en pur Afghan, pour savoir ce qu'ils pensent, ce qu'ils ont en tête410. » La trêve fut effectivement signée, d'une durée renouvelable de six mois. Contre l'arrêt des offensives ennemies, Massoud a accepté le maintien d'une garnison soviétique à l'entrée du Panjshir.

Comme il l'a dit à Issot-Sergent, le commandant n'entend pas du tout rester passif : « Cette trêve est une tactique pour nous comme elle est une ruse pour eux. La lutte doit continuer ! » De fait, Jean-José Puig observe le défilé des camions bourrés de Moudjahidin en armes devant les Soviétiques parqués dans la garnison de Rokha qu'ils s'amusent même à saluer. La trêve permet surtout aux dizaines de milliers d'habitants partis se réfugier à Kaboul de revenir, de ravitailler la vallée que la famine guettait, aux autres de quitter les grottes pour reconstruire leurs maisons, d'ensemencer les champs que les Soviétiques ont passés au lance-flammes. La situation était si critique que, pour la première fois, trente familles panjshiri avaient fui au Pakistan. Massoud avait dû lancer un appel à l'aide urgent auquel neuf ONG (dont deux belges, une luxembourgeoises et une suisse) décident de répondre en lui apportant en deux fois l'équivalent de 600 000 francs. Sur cette lancée, Afrane, « Les Amis de l'Afghanistan », la Guilde et deux ONG belge et luxembourgeoise ont décidé de créer la Coordination humanitaire européenne pour l'Afghanistan afin de parler d'une seule voix en particulier devant les instances de la CEE. Les rejoindront bientôt MDM, AMI, MSF, Vétérinaires sans frontières, des organisations anglaise, hollandaise, suédoise et, un peu plus tard, allemande et norvégienne.

Massoud était menacé d'être ce fameux poisson asphyxié dans son bocal. Sans population, plus de guérilla. Ce risque, tous les commandants d'Afghanistan le redoutent comme le pire des dangers. Et pourtant, rares sont ceux à apporter leur soutien au Panjshiri. Le plus connu, Modjaddedi, affirme que « ceux qui le critiquent sont ceux qui sont jaloux de sa notoriété ou bien qui n'ont pas conscience des réalités du terrain. Si Massoud a accepté un cessez-le-feu, c'est qu'il y était contraint411 […] ». Il n'est pas anodin que l'un des détracteurs les plus virulents soit Wardak qui parle d'une « honte pour tout Afghan412 » ! Son relais en France, Patrice

Franceschi, l'appuie en expliquant que la trêve a été « ressentie à peu près partout comme un échec grave et démoralisant de la résistance la plus opérationnelle jusqu'alors413 ».

À l'instar du clan Wardak, ce sont les Pachtounes les plus critiques. À Peshawar où ils sont ultra-majoritaires s'est levée une fronde anti-Massoud qui touche même le Jamiat où sévissent d'anciens Hezb-e Islami. Avec dédain, ils font remarquer que si la victoire colle à la peau du commandant, le Panjshir est dévasté, presque entièrement vidé de sa population. Mais c'est surtout la place grandissante prise par Massoud qui les importune. Car la trêve a aussi des effets positifs pour le prestige du commandant dont les six succès l'autorisent désormais à discuter d'égal à égal avec l'URSS. En France et à l'étranger, les portraits se multiplient dans la presse sur cet homme que tous décrivent charismatique, parlant français, lecteur de De Gaulle. Privilège des plus grands, à peu près n'importe quoi est propagé à son sujet : *L'Express* affirme ainsi qu'à certains « Mahsoud » raconte s'être formé militairement dans les camps palestiniens414.

Pour le dénigrer, les adversaires du commandant invoquent son double jeu. À l'appui, ils citent le colonel du GRU Anatoly Tkachev auquel Massoud aurait déclaré pendant les négociations : « Je ne suis pas l'adversaire de l'Union soviétique ni du peuple soviétique415. » Selon eux, l'ennemi du commandant serait uniquement le gouvernement afghan, pour ne pas dire les Afghans. Quand bien même les propos seraient avérés, non seulement ils seraient de bonne guerre – Tkachev n'est pas obligé d'y croire – mais Massoud n'a jamais caché que le régime athée de Kaboul lui était insupportable, tout comme il l'est à ses confrères commandants. « Et pourtant, relève encore Amin Wardak, cela ne l'a pas empêché de faire alliance avec les Partchami. » Avant d'être une guerre d'insurrection, la guerre en Afghanistan est une guerre civile.

Massoud est vilipendé parce que la trêve a permis à l'ennemi de déplacer ses troupes sur d'autres théâtres. Et de fait, comme l'indique Gregory Feifer, dans son étude très fouillée des opérations soviétiques416, certaines d'entre elles participent au début 1983 à des combats dans la plaine de Shamali. Que la trêve ait libéré l'URSS d'un poids est évident. Mais un Panjshir entièrement soumis et dévasté n'aurait pas soulagé pour autant les autres fronts… Que Massoud ait profité de ce répit pour s'étendre en

revanche est exact. Mais pas encore vers la Shamali. Pendant que la vie revient dans la vallée, que les bazars rouvrent, que le commerce d'émeraudes reprend, lui bascule dans la vallée voisine d'Andarab. Une vraie bataille de conquête d'un mois et demi s'ensuit, émaillée d'exactions, qui lui valent la réprobation d'une population jusqu'alors épargnée par la guerre, mais tenue par le Hezb-e Islami qui harcelait ses flancs, entravait son ravitaillement, voire prêtait main-forte à Kaboul lors des offensives massives. Massoud n'aura pas fait tuer que des Soviétiques dans ce conflit, mais c'était inéluctable, vu sa rivalité avec Hekmatyar.

Somme toute, ce n'est pas la trêve en elle-même qui chagrine ses opposants, mais le simple fait qu'il ait été, contrairement à la plupart d'entre eux, placé en position de la signer. Même Modjaddedi, qui dit le comprendre, tient à préciser que « Massoud n'est qu'un commandant parmi beaucoup d'autres[417] ». Ce qui est vrai. La vallée du Panjshir n'est pas l'Afghanistan et les Soviétiques ont démontré qu'ils pouvaient continuer leur besogne en dépit de son hostilité. En 1983 même, alors que le Panjshir retrouve le calme, Kandahar fait l'objet d'une action combinée des Soviétiques et des troupes de Kaboul. Un mois plus tard, Herat est soumise à un bombardement féroce après avoir été conquise par la résistance. Grâce au soutien de l'étranger, la résistance est toutefois assez forte pour s'imposer à Jaji durant l'été, à Khost à l'automne.

Mais si Massoud n'est qu'un commandant parmi d'autres, comment expliquer alors qu'il soit l'un des sujets centraux des colloques enfiévrés de Peshawar ? Le premier grief qui lui est fait est du même bois que la trêve : Massoud aurait, au moins indirectement, collaboré avec les Soviétiques. « À mon époque, au moins, explique le chef de poste de la CIA à Islamabad, Howard Hart, il a (tragiquement) choisi de ne prendre aucune part active dans la guerre. […] Sa contribution à la guerre était nulle, et il ne méritait pas l'attention qu'il recevait. Il n'y avait que les imbéciles – et ils étaient nombreux – qui pensaient que Massoud méritait cette attention et ce soutien. Vu sa situation stratégique, son refus de jouer un rôle actif contre les Soviétiques, il a en réalité prolongé la guerre, causant la mort de beaucoup de braves Moudjahidin[418]. » Pour s'être reposés sur l'Isi, les Américains n'ont réalisé que très tard l'erreur qu'ils commettaient en

n’appuyant pas plus le Panjshir : le dénigrer aujourd’hui est donc, aussi, une manière de justifier les erreurs d’hier.

Pour étayer leur accusation, les détracteurs de Massoud avancent généralement le fait qu’il n’a pas détruit le tunnel de Salang, nœud essentiel des relations entre l’URSS et l’Afghanistan. L’impact que pourrait avoir une opération de la résistance sur l’ouvrage est à apprécier au regard des dégâts causés par l’incendie d’un camion-citerne le 2 novembre 1982 : un millier de personnes meurent asphyxiées, dont sept cent cinquante soldats soviétiques. La destruction, jugent les accusateurs, serait une action de routine. Or il n’en est rien. Au sud se trouve en effet la vallée de Ghorband, au nord celle de Walian : les deux sont aux mains du Hezb-e Islami hostile et qui, lui, ne se voit pas reprocher sa passivité. Dynamiter le tunnel nécessite de plus, outre les charges d’explosifs, un savoir-faire dont Massoud ne dispose pas. Jean-José Puig peut en témoigner : l’ingénieur Hachemi, des MoustazafinVIII, est venu lui expliquer en 1982 qu’une charge d’une puissance raisonnable, bien placée dans le plafond du tunnel, provoquerait l’effondrement d’une partie de la montagne et son inondation par le lac se trouvant en surplomb. Mais le commandant ne partage pas cet optimisme. Et il n’est pas le seul : en 1984, l’Isi et la CIA estimeront que trois camions bourrés d’explosifs suffiraient pour détruire le tunnel ; mais aucun commandant ne sera en mesure de leur fournir les hommes nécessaires à l’opération419. Et quand bien même la réussite serait au bout, Kaboul se trouverait coupée d’une très grande partie de son ravitaillement. Massoud ne veut pas passer pour un affameur. D’autre part, tant que le tunnel est ouvert, il peut continuer à piller les convois empruntant la route de SalangIX. Wardak y voit d’ailleurs une confirmation de sa compromission avec les Soviétiques : « Tous les convois partant de Kaboul pour Herat en passant par le Wardak, raconte-t-il, perdaient un quart de leurs véhicules alors que Massoud avait négocié avec les Russes : il laissait passer les convois à condition que cent véhicules lui soient chaque fois laissés à disposition420. »

Comme la trahison et l’usurpation ne suffisent pas à discréditer totalement Massoud, les procureurs de Peshawar s’en prennent à sa personne même. « Il était sujet à beaucoup d’attentions de la part de journalistes occidentaux et des services de renseignement, regrette l’officier

de la CIA Howard Hart. Ses relations publiques étaient de premier ordre, il se rendait facilement accessible, et son charme n'avait pas de limites. Il appréciait d'être flatté par ses visiteurs occidentaux qui en ont fait quelque chose qu'il n'était pas[421]. » Qui était-il donc alors ? Un massacreur, à en croire certains. L'exemple le plus souvent cité date de décembre 1980 où le retour triomphant dans le Panjshir aurait été terni par l'exécution à Rokha de trente militants maoïstes du Setam-e Melli. Massoud ne serait pas intervenu, attirant à lui les premiers reproches. A-t-il pensé qu'en demandant la clémence du tribunal religieux il ferait peser un doute, néfaste en ces premières heures, sur la ferveur de son engagement ? L'un de ses derniers compagnons de cette époque, Mohammed Eshaq, qui était présent, dément formellement : « Rokha a été abandonnée par le régime communiste après l'échec d'une offensive soviétique. Aucun membre du Setam-e Milli n'y a été capturé. Ils n'étaient pas à cet endroit[422]. » De plus, est-il envisageable que Massoud et les siens qui n'étaient eux-mêmes qu'une trentaine aient pu procéder à pareille razzia sans déclencher l'indignation et l'opprobre pour de longs mois ? Or Olivier Roy, qui découvrit la vallée peu après, témoigne n'en avoir jamais été informé[423].

Ultime argument pour déconsidérer un Afghan, mettre en doute sa foi ou, au contraire, en Occident, le présenter comme un exalté. Signe que Massoud est vraiment celui qui dérange le plus, il a droit au double traitement. D'un coté, Hekmatyar le fait passer pour un impie comme ont pu le constater à leurs dépens Laurence Laumonier et Capucine de Bretagne. Lors de la cinquième offensive, des tracts furent largués dans le Panjshir. Mehrabuddin Masstan leur en traduisit un exemplaire : « Les deux femmes médecins françaises… ont fui avec le commandant Massoud en emportant toutes les émeraudes du Panjshir[424]. » En fait, il a édulcoré : ce n'est pas de médecins que parle le tract, mais de « Foïcha », de putains. Une calomnie affirme même que Massoud aurait eu un enfant avec l'une d'elles[425]. Dans l'autre sens, le commandant est brocardé pour son islamisme virulent. Plus le terrorisme musulman fait des dégâts en France, plus Massoud est accusé d'être un « barbu comme les autres ». Et de fait, le Panjshiri, par rejet de la société traditionnelle qui confinait le peuple dans la misère et l'arriération, a bien été islamiste, même s'il ne fut pas membre des Frères musulmans. Son futur compagnon, l'Algérien Abdullah Anas, qui fit

lui-même partie de la confrérie, le confirme : « Massoud a suivi les enseignements des Frères musulmans, mais il n'en était pas membreX. Il ne recevait donc pas d'ordres de la confrérie basée en Égypte426. »

Faut-il cependant ne jamais lui pardonner sa jeunesse ? Alors que, justement, la trêve signée en mars 1983 marque une évolution. Certes, comme le reconnaît lui-même Jean-José Puig, Massoud a voulu mettre « l'accent sur la révolution islamique427 » lors de son retour en 1980, mais il s'est heurté à un milieu social traditionnel tenu par les oulémas qui professent un islam « quotidien ». Ses diatribes anticommunistes ne faisaient pas oublier la pénurie alimentaire, la levée de troupes dans la vallée, la misère. Alors, sous la pression des barbes grises, il a signé la trêve et amorcé un virage qui, de l'islamisme, le ramène peu à peu au nationalisme traditionnel afghan.

L'accusation a un but : ne plus faire de distinction entre Massoud et Hekmatyar, érigé en diable antioccidental absolu, ce qui aurait pour effet de tuer dans l'œuf les velléités de soutien de l'Occident. Amin Wardak l'a bien compris : « Massoud n'a rien d'un modéré. […] Idéologiquement, Hekmatyar, Sayyaf et lui sont identiques ; ils ont simplement divergé pour des questions de pouvoir428. » Or la différence avec les deux hommes est flagrante. Contrairement à l'ingénieur qui s'est découvert religieux à l'université, Massoud est très pratiquant depuis son enfance. Le premier est islamiste par opportunisme, le second l'a été par adhésion aux thèses modernistes des Frères musulmans. Le rapport aux Occidentaux, c'est-à-dire aux infidèles, démontre une ouverture spirituelle chez Massoud que n'a vraiment pas Hekmatyar. Enfin, tous ses visiteurs peuvent témoigner que le Panjshiri est pénétré de poésie persane. Son père lui a transmis l'amour de Roumi, Saadi et de Farid Ud-Din Attar, un Soufi, aux antipodes des fondamentalistes. Certes, comme le remarque Mariam Abou Zahab, « les mollahs pachtounes [auxquels elle rend visite en priorité] récitaient eux aussi de la poésie. Tous les Afghans le font429 ». Mais ils ne sont pas, eux, taxés d'intégrisme sanguinaire.

Pour se convaincre définitivement de la différence entre Massoud et Hekmatyar, il suffit d'observer le comportement de l'Isi. L'ingénieur est présenté à tous les services occidentaux comme le recours suprême quand le Panjshiri, lui, est constamment dénigré. Le chef de poste de la DGSE,

Léandre, observe la réaction des officiers de l'Isi quand il invoque son cas : « Ils ont frémi d'horreur. Ils m'ont affirmé qu'il n'était pas un commandant respectable, qu'il ne fallait pas le soutenir[430]. » L'attitude pakistanaise a d'ailleurs sans doute permis à Massoud de contrer les premières offensives soviétiques. Comme les Occidentaux en effet, les Soviétiques sont très présents à Peshawar. De la surreprésentation du Hezb-e Islami dans la ville, ils ont probablement déduit que seul ce parti comptait en Afghanistan et que le Jamiat, présent au Panjshir, serait facilement domptable.

Massoud pâtit de trois désavantages aux yeux des Pakistanais : il est tadjik, victorieux, et fait montre de plus en plus d'indépendance vis-à-vis du système des partis qu'ils ont élaboré. Là est la vraie source de la réputation noire de Massoud. Les Pakistanais contrôlent en effet toutes les informations, publiques et secrètes. À Islamabad, les règles contraignantes imposées à l'ouverture du poste de la DGSE interdisent pratiquement de faire autre chose que de la liaison et de l'échange d'information avec l'Isi ; à Kaboul, le chargé d'affaires français se ravit de l'excellence de ses relations avec ses confrères pakistanais : « Très cordiaux, des intellectuels d'une civilisation millénaire. Nos meilleures sources de renseignements également, souvent plus réalistes que les Américains qui avaient toujours tendance à gonfler les victoires des Moudjahidin[431]. » En France, François de Grossouvre est un relais influent de ses puissants amis pakistanais. Enfin, les volontaires français qui ont pris parti pour d'autres commandants se font également les propagateurs de rumeurs anti-Massoud sans trop réaliser que dénoncer l'un ne rendrait pas forcément service aux autres.

Les Pakistanais utilisent un dernier argument, entendu par Olivier Roy, pour décrédibiliser le Tadjik : « La preuve que Massoud ne vaut pas le coup ? C'est qu'il est aidé par les Français[432] ! » Mike Scheuer, responsable de la cellule Ben Laden à la CIA à la fin des années 1990, écrit de manière encore plus tranchée : « La France n'avait pas d'intérêt stratégique en Afghanistan, elle n'y comprenait pas grand-chose, et y était impliquée principalement à cause de son histoire d'amour qu'elle s'était inventée avec l'image d'un Massoud islamiste modéré, d'artiste-devenu-guerrier indulgent, une image que Massoud a façonnée cyniquement et que les journalistes et politiciens européens ont épuisée pendant vingt ans[433]. » La critique n'est pas totalement infondée. Le reportage de Ponfilly (*Une*

vallée contre un empire), les interventions de Puig et Roy, AMI, ont contribué à présenter Massoud comme le héros afghan par essence, quitte à mettre sa foi intense sous le boisseau. Mais la charge américano-pakistanaise est caricaturale. En premier lieu, l'entourage du commandant lui-même récuse son parti pris profrançais : « Massoud, estime Mohammed Eshaq, n'était l'homme d'aucun pays. Cette étiquette ne lui allait pas434. » Ensuite, le choix d'Hekmatyar par les Pakistanais, ou de Sayyaf par les Saoudiens, ne fut pas à proprement parler une réussite. Enfin, en France, en 1983, Massoud ne compte certainement pas que des soutiens. Comme une partie de la DGSE, d'aucuns croient encore en Wardak qui, lui plus encore, est qualifié à Peshawar d'« homme des Français ». Mais il est vrai que Massoud est en train de voir converger sur son nom et la droite, qui croit trouver en lui un successeur afghan du général de Gaulle, et la gauche, qui se découvre un nouveau Che Guevara.

I- Une note explicative.

II- Une note de Denis Delbourg, conseiller au cabinet de Claude Cheysson, montre que, le 17 mars encore, une visite à l'Élysée est bien toujours au programme.

III- Selon Jean Musitelli, François Mitterrand, « qui lisait très peu les dépêches diplomatiques, ne manquait en revanche jamais celles de Roland Barraux qui décrivait remarquablement en particulier la désagrégation de l'URSS ».

IV- En deux mois, ce sont près de 3 600 consultations qui sont données.

V- John Train affirme à l'auteur que l'« ARC n'a pas reçu de fonds du gouvernement américain ».

VI- Selon Juliette Fournot, le total annuel était de 15 000 dollars qui ont été principalement utilisés pour construire des abris antiaériens autour des cliniques en Afghanistan, une dépense que le siège parisien rechignait à effectuer avec des fonds récoltés au nom de l'action humanitaire.

VII- La France participe aussi à la livraison des 41 000 t de blé versées par la CEE dans le même temps et accorde 400 kg de médicaments au HCR.

VIII- Les Moustazafin sont un parti créé en 1978, dont le nom signifie littéralement « humbles ». Plutôt une organisation secrète, composée d'Afghans de toutes origines qui se sont réunis dans la vallée de Bamiyan, sous la gouverne du commandant Hachemi. Chacun de ses membres a une spécialité (chimie, photographie, couture, etc.).

IX- Le 22 avril 1984, la journaliste anglaise Chris Gregory filmera l'une des nombreuses embuscades montées sur cette route. Bilan des destructions : 5 chars, 9 blindés, 40 camions-citernes, 150 soldats ennemis tués. La *Pravda* elle-même relatera le 20 septembre suivant l'une de ces opérations.

X- Pour le devenir, il suffit d'une simple déclaration.

Chapitre VI

Une assiette bien pleine

À la manière de Janus, les volontaires français s'occupent des deux faces du drame. D'un côté, ils tentent de faire connaître en France et en Europe les leaders afghans ; de l'autre, ils dénoncent la politique de terreur pratiquée par l'URSS. Patrice Franceschi rapporte que « la masse impressionnante de témoignages d'Afghans de bonne foi ne laisse aucun doute : les Soviétiques ont utilisé, au moins ponctuellement, des armes chimiques en Afghanistan, comme ils l'ont très probablement fait au Laos, au Cambodge et au Yémen435 ». *Libération* indique que trois mille personnes en auraient été victimes, chiffre donné par les Américains, mais sans preuve436.

Observateur pour la Fédération internationale des droits de l'homme depuis 1979, Mike Barry a mené une nouvelle mission fin 1982 dans l'est du pays pour collecter des preuves de crimes de guerre en Afghanistan. Avec son équipeI, il a retenu le massacre du village de Padkhawo-e Shana dans la province du Logar : cent cinq hommes, femmes et enfants tués dans l'explosion d'un karezII, préalablement rempli d'essence. Barry a réussi à convaincre l'une des barbes grises locales de venir témoigner, le 20 décembre 1982, en Sorbonne, lors de la deuxième session du tribunal permanent des peuples qui condamne l'URSS pour sa « politique systématique et délibérée de violation des droits fondamentaux des peuples et des individus », tout en refusant, faute de preuves suffisantes, de se prononcer sur l'usage d'armes chimiques.

L'objectif de dénonciation est atteint, la presse internationale fait caisse de résonance. Mais une conséquence fâcheuse est que les observateurs étrangers sont désormais pourchassés dans le Logar. Parmi eux, le docteur Philippe Augoyard, interne en pédiatrie à Rouen, a demandé une mise en

disponibilité de six mois pour se mettre au service des Afghans. Après des soirées à déconditionner puis reconditionner des milliers de médicaments, rue des Amandiers, au siège parisien d'AMI, une infirmière et lui sont partis pour le Logar à la mi-septembre, convoyés par le Harakat avec lequel l'ONG a coutume de travailler. Revenu à Peshawar fin décembre, Augoyard repart avec deux nouveaux médecins, et, le 16 janvier 1983, il est arrêté au QG du Harakat. Une capture fortuite, fera-t-il savoir à sa libération : il se trouvait par hasard dans la maison qui a été investie par une unité conventionnelle et non des commandos. S'ensuivent la prison sordide, les interrogatoires lancinants. Coupé du monde, Augoyard n'a pas le droit d'écrire à ses proches, pas le droit d'écrire tout court, ni de lire, ni de rencontrer le chargé d'affaires, simplement celui d'attendre. Entre de multiples accusations d'espionnage, un interrogateur fait montre de perspicacité : « Nous savons bien que vous ne venez pas en Afghanistan pour apporter des armes ou faire de l'instruction militaire, mais vous apportez une arme bien plus dangereuse, vous apportez l'espoir[437] ! » Après un mois et demi de détention, Augoyard accepte de participer à une conférence de presse où questions et réponses ont été longuement préparées. Il s'y livre à une autocritique dans le plus grand art stalinien qui n'est que le prélude à un procès, pense-t-il, de pure forme.

En France, l'arrestation et la captivité du docteur sont les premières à faire l'objet d'une ardente médiatisation. L'inconscience des volontaires français est parfois avancée, Philippe Truze rappelant par exemple qu'il avait prévenu AMI du danger que représentait à ses yeux le Logar. Mais l'heure n'est pas au procès en responsabilité. Les ONG se constituent en comité de soutien qui fait dans le spectaculaire. Juliette Fournot s'enchaîne par exemple avec quelques-uns de ses confrères dont Bernard Kouchner, gare de l'Est, à Paris, pour empêcher le départ du Paris-Moscou. Mais les défenseurs d'Augoyard sont surpris par l'accueil tiède du Quai d'Orsay. « Ils n'ont rien fait, accuse même Laurent Maréchaux, c'était lamentable[438] ! »

L'ambition des relations avec Moscou l'explique en partie. Au début 1983, la Grande Commission se réunit comme du temps de Valéry Giscard d'Estaing et Pompidou, Michel Jobert annonçant son espoir de réduire le déficit commercial de moitié durant l'année. En voyage le 16 février à

Moscou, Claude Cheysson annonce pour sa part être porteur d'un message à Andropov avec lequel une rencontre est donc rajoutée au programme. Mais l'entretien se concentre sur le problème des euromissiles, le ministre des Relations extérieures relevant « le langage sec et précis dénué de tout romantisme » de son interlocuteur[439].

Le 13 mars, Augoyard passe en jugement. Il se repent à nouveau, jure ne pas avoir vu d'armes chimiques, promet une fois en France de dissuader tous ceux qui voudraient l'imiter, et écope de huit ans d'emprisonnement, peine qui le soulage, lui qui avait fini par craindre une condamnation à mort. Son seul réconfort est la première visite deux jours plus tard du chargé d'affaires Roland Barraux. Le docteur ignore tout des démarches en sa faveur du collectif de soutien. Un appel pour sa libération réussit ainsi à mettre sur la même liste les noms de Jacques Chirac, Michel Platini, Artur London et Vladimir Jankélévitch. Kouchner, président de MDM, refuse de modifier le choix des ONG françaises de se rendre en Afghanistan et plaide pour un « droit d'intervention médicale[440] ». Malhuret invoque, lui, une « neutralité active », consistant à intervenir « partout où on nous le demande[441] ».

Que pèse un otage face à des contingences géostratégiques ? L'idée s'impose à Paris que l'URSS est maîtresse de son destin en Afghanistan. Moscou peut ainsi s'accorder le luxe de n'y laisser qu'un peu plus de cent mille hommes pour un coût journalier estimé de 3 à 4 millions de dollars[442]. Sa puissance se lit dans les moyens engagés : 1 800 chars T-62 et T-72, 750 pièces d'artillerie, un parc d'hélicoptères qui a doublé par rapport à 1979. En face, aux yeux de la plupart des autorités françaises, les 100 000 à 120 000 Moudjahidin n'apparaissent plus en mesure d'inverser la situation. Même s'ils ont infligé des pertes importantes à l'occupant – 5 à 6 000 tués, 10 000 blessés –, le CAP note le 23 mars « une certaine détérioration du rapport des forces au bénéfice de l'Union soviétique[443] ».

La plupart des volontaires français ne partagent pas cet avis. En 1983, Olivier Roy remet ainsi au ministère de la Défense un épais rapport pour exposer que le conflit afghan échappe aux grilles de lecture habituelles, que chaque vallée est un cas à part. « Il n'a eu aucun écho[444] ! » déplore-t-il. Et d'incriminer les experts militaires français et occidentaux qui ne veulent pas d'une remise en cause du mythe de l'invincibilité de l'armée soviétique. Si

l'ogre russe n'a que des pieds d'argile, un effort important, mais limité dans le temps, pourrait l'abattre. Si, au contraire, il ne peut être défait, alors les Occidentaux ne peuvent que le saigner, gage pour les industries d'armement de plusieurs années de débouché pour leurs productions. Dans l'un des tout premiers livres parus en France sur le conflit, Patrice Franceschi voit une raison semblable à la faiblesse des armementsIII délivrés pour l'heure aux Moudjahidin : « Seul un retour vers la guerre froide pourrait amener le monde libre à aider massivement les Afghans. *A contrario*, ces derniers ont tout à craindre des tentatives occidentales pour revenir à la détente. Ils seront sacrifiés sur l'autel des bonnes relations nécessaires entre l'Est et l'Ouest445… »

En la matière, Claude Cheysson ne rassure vraiment pas les défenseurs de la cause afghane. Adepte il est vrai des déclarations stupéfiantes, il annonce à Islamabad que la France dénonce la présence de soldats soviétiques en Afghanistan tout comme elle « condamne la présence de troupes vietnamiennes au Cambodge ou la présence de Sud-Africains en Namibie ». Rien ne peut faire plus plaisir à l'URSS que de voir son forfait ainsi relativisé. Plus étonnant encore, le ministre ose déclarer qu'« en ce qui nous concerne, nous n'avons rien à proposer, car nous n'appartenons pas à cette région et nous ne connaissons pas bien la situation446 […] ». La France peut pourtant revendiquer la meilleure expertise du pays grâce aux Puig, Roy et autres Fournot. Le ministre vient, à l'étranger de surcroît, de donner raison à tous ceux, CIA en tête, qui estiment qu'elle n'a rien à faire en Afghanistan.

Certes, au sein des partis politiques, le conflit continue à n'intéresser que quelques spécialistes. Un « groupe d'études sur les problèmes de l'Afghanistan » a ainsi vu le jour, sous la férule du député socialiste Yves Tavernier ; il comprend une trentaine de parlementaires, de gauche comme de droite. Le Parti socialiste, toujours embarrassé par l'islam, paraît avoir trouvé avec Rabbani, pressenti comme modéré, un champion acceptable. Au RPR aussi, le leader du Jamiat est apprécié. Le maire de Paris, Jacques Chirac, a tenu à le recevoir à l'Hôtel de Ville en 1982 et il a goûté à son optimisme : « Sachez simplement que les Soviétiques sont en difficulté ! lui a dit Rabbani. Nous leur faisons du mal447 ! ». Néanmoins, lorsqu'il crée une délégation aux droits de l'homme au sein de son parti, le chef du RPR

vise plus son électorat que l'Afghanistan. Le mouvement des ONG connaissant un essor considérable, Chirac ne veut pas le laisser à la seule gauche qui fait traditionnellement de la défense des droits de l'homme sa chasse gardée. Le haut fonctionnaire Michel de Guillenchmidt, qui hérite du poste, est très heureux avec l'Afghanistan de pouvoir rendre la monnaie de leur pièce aux communistes qui ont contraint sa famille à fuir la Russie, mais il espère en tirer également profit pour décrédibiliser le gouvernement socialiste et installer la droite dans les milieux de la résistance française, eux aussi plutôt acquis à la gauche.

Si l'Afghanistan sert de support à des combats de politique intérieure, il n'est pas non plus au premier rang des priorités pour le gouvernement. Selon Jean Musitelli, qui rejoindra la cellule diplomatique de l'Élysée en 1984 comme adjoint d'Hubert Védrine, « il ne faut pas comparer l'Afghanistan à la crise des euromissiles ou à la construction européenne. L'Afghanistan n'était pas une priorité stratégique, toutefois cela n'avait rien d'un problème subalterne. On pouvait le classer parmi les questions du deuxième cercle au même titre que les crises régionales ayant un impact hors de leurs frontières comme, à l'époque, le Liban ou le Cambodge[448] ». Les diplomates sont donc les plus concernés ; encore François Scheer, directeur de cabinet de Claude Cheysson, admet-il ne s'être intéressé à l'Afghanistan que par le biais d'amis journalistes : « Je suivais l'affaire afghane plus par amitié pour eux[449]. » Les militaires, eux, se cantonnent à des analyses sur la stratégie et la tactique soviétiques. Le chef d'état-major particulier de François Mitterrand de 1981 à 1985, le général Jean Saulnier, affirme pour sa part : « Je n'ai jamais été chargé de recueillir des renseignements sur cette période [afghane] que je suivais uniquement par des renseignements connus par voie de presse[450]. » Au cabinet militaire du Premier ministre à la même époque, le colonel Henri Paris est encore plus net : « l'Afghanistan est une affaire américaine et soviétique, une guerre coloniale somme toute[451] ».

Si, au ministère de la Défense, le conseiller diplomatique de Charles Hernu, François Heisbourg, avance de même que « l'Afghanistan n'était qu'un bruit de fond[452] », il n'accorde pas moins une attention particulière à un conflit qui permet tout à la fois de consolider les relations franco-américaines et de mener la vie dure aux Soviétiques. C'est donc avec grand

intérêt que, le 28 février 1983, il reçoit dans son bureau de la rue Saint-Dominique Amin Wardak que le CAP présente comme « un des responsables les plus marquants (avec Massoud au Panjshir) de la résistance intérieure[453] ».

Le Pachtoune accomplit une nouvelle visite à Paris. Il n'a rien perdu de son allant, comme lorsqu'il déclare à la presse être « prêt à mourir pour son pays, pour un vrai régime islamique, ce qui, entre parenthèses, n'a rien à voir avec la caricature qu'en a faite Khomeyni en Iran ». Mais la flamme de 1980 se teinte de désillusion quand est évoqué l'appui de la France : « D'un côté, déplore-t-il, il y a les propos de Claude Cheysson sur l'Afghanistan, mais de l'autre, le gouvernement français continue d'acheter du gaz soviétique[454]. » Lors d'un colloque, Amin déclare n'avoir reçu d'aide que d'Afrane, de MSF, de MDM, de la Guilde et du comité hollandais « Afghanistan libre ». Rien d'autre. « C'est une goutte d'eau, explique-t-il. Les autres pays occidentaux et arabes n'ont rien fait. Nous ne savons si les six partis de la résistance ont reçu quelque chose ou s'ils l'ont distribué ; quand on leur demande pourquoi ils ne veulent pas nous aider, ils disent qu'ils n'ont rien[455]. » De plus, Wardak expose que l'aide française lui a valu les récriminations des fondamentalistes. Un mollah a même monté la population contre lui, mais il l'a habilement renvoyé dans ses cordes en révélant qu'il avait fait soigner sa fille à Kaboul par des médecins sous contrôle soviétique.

En exposant qu'il peut être amené à souffrir à cause de sa francophilie, Amin espère faire vibrer la corde sentimentale de ses interlocuteurs et décrocher enfin une aide militaire. Pour ce faire, son voyage a été beaucoup mieux préparé que d'habitude. Du point de vue politique, Amin dit ce que le Quai d'Orsay veut entendre en préconisant que « la seule solution [en Afghanistan] consiste à parvenir à une alliance des groupes de l'intérieur qui se réuniraient en Djirga (assemblée) et imposeraient ses décisions aux partis de Peshawar[456] ». Du point de vue militaire, c'est un véritable rapport sur sa situation et ses besoins en armes que le Pachtoune remet à François Heisbourg, lequel ne peut s'empêcher d'en relever le jargon militaire et la présentation en trois parties de ses conseillers français. Le plus grand intérêt du document est peut-être sa franchise totale. Foin de bravades coutumières sur l'invincibilité des Moudjahidin, Amin révèle sans

ambages que « le noyau permanent de l'organisation militaireIV » de Jeghatu, fort de 25 000 habitants, ne compte en tout et pour tout que 150 à 200 hommes, dotés seulement de 300 fusils, 4 lance-roquettes antichars, un mortier de 82 mm alimenté de seulement 20 à 30 obus par an, une mitrailleuse lourde457… Heisbourg rend compte que le commandant lui a fait en conséquence des demandes en armement et munitionsV, « relativement modestes au demeurant458 ». Mais armer ne sert à rien sans le savoir-faire. Wardak requiert également la formation d'une quarantaine de ses cadres et spécialistes, en trois ou quatre vagues successives, au combat type commando, à l'emploi des armes lourdes, au sabotage, au minage et à la détection chimique. « Précédemment, témoigne Patrice Franceschi, nous avions réclamé beaucoup plus et n'avions rien obtenu. On s'est donc dit qu'en restreignant nos demandes nous pourrions être comblés au moins partiellement459. »

François Heisbourg fait partie des soutiens assidus de la résistance afghane : même s'il n'ignore pas les faiblesses de Wardak, il est favorable à une aide militaire, en sous-main, avec des armements « dont l'origine ne soit pas attribuable aux industries françaises ». Il évoque en particulier l'opération « Nénuphar » grâce à laquelle la France aurait des droits sur la production des SAM-7 par l'Égypte à partir de 1984. Ces armes antiaériennes seraient livrées soit en contrebande, à l'insu d'Islamabad – mais les quantités seront forcément réduites –, soit de conserve avec l'Isi, soit après accord politique avec le gouvernement pakistanais – ce qui peut s'avérer très coûteux. Enfin, François Heisbourg est le premier responsable gouvernemental à plancher sur la formation des Moudjahidin. À nouveau il distingue trois options possibles : « Envoyer des formateurs sur place, par des truchements divers (il y a un certain nombre de médecins et de journalistes français dans les maquis), mais ce serait mettre en péril la sécurité des humanitaires ; accueil par le SA d'Afghans en France ; envoi d'instructeurs français et d'élèves afghans dans un pays tiers, Égypte ou Maroc. »

Le conseiller remet ses réflexions au soir du 28 février à Charles Hernu pour que celui-ci en débatte avec le Premier ministre et le secrétaire général de l'Élysée. Son rapport contient les germes de l'action française en Afghanistan des dix années à venir. « On m'a dit que la note avait produit

un résultat », déclare-t-il en 2010. En fait, il faudra attendre encore deux ans pour en voir le commencement. Le chef de cabinet du DG de la DGSE, Pierre Lethier, révèle en effet que, sur chaque note lui soumettant une demande d'aide précise pour les Afghans, le président de la République inscrit en gros caractères : « Prudence460 ! » Lethier ajoute : « La prudence élyséenne nous oblige, surtout au début du conflit, à limiter nos entreprises. Jamais nous ne recevrons de fonds spéciaux pour les mener et il faudra le faire sur notre budget ordinaire, ce qui constitue un sérieux handicap. »

Sans fonds spéciaux, pas question de livrer des armes. En avril 1982, un entrefilet de *L'Express* avait cru pourtant pouvoir signaler que « l'Élysée a discrètement donné son feu vert à la livraison d'armes légères à la résistance […]. Les premiers fusils d'assaut seraient déjà parvenus aux Moudjahidin461 ». Léandre certifie ne pas les avoir vus passer. Or parvenir à contourner le chef de poste de la DGSE, et donc les Pakistanais, paraît des plus improbables : « On pouvait bien sûr acheminer tout ce qu'on voulait par les bateaux de guerre français qui faisaient escale à Karachi, explique le commandant, mais ensuite, par quelle filière auraient-ils pu les faire transporter au moins en zone tribale ? Cela aurait été très risqué politiquement pour la France, car les services pakistanais me l'ont assez "seriné", tout devait passer par eux qui ensuite répartiraient selon leur bon vouloir462. » La seule livraison évoquée par *L'Express* aura donc été celle d'une information fausse de la part de responsables souhaitant faire croire à une implication supérieure du gouvernement français dans le conflit. Wardak lui-même peut en témoigner qui, en décembre 1983, dans une lettre entamée par « Entendez-vous dans vos campagnes463… ? », déclarera avec désespoir : « Nous résistons toujours. » Sans la solidarité des Français, prêchera-t-il, « notre résistance seule ne pourra pas plus l'emporter que la vôtre lors de la dernière guerre mondiale en Europe ». Mais à la mi-1983, la France n'a ni la volonté ni la capacité de lui fournir les armes réclamées. François Mitterrand avait déjà surpris en appuyant fermement Thatcher dans la crise des Malouines. Il surprend encore plus en envoyant des troupes françaises au Tchad en août 1983, six mois après le début des combats. C'est l'opération « Manta », l'instauration d'un cordon sanitaire au nord du pays. Le 21, six Jaguar et quatre Mirage F1 y rejoignent deux mille cinq cents soldats français, mais aussi quelques poignées de membres

de la DGSE dont les effectifs non extensibles limitent toute possibilité d'intervention simultanée en Afghanistan.

De toute façon, la DGSE n'est pas vraiment en ordre de marche pour mener à bien un engagement si poussé loin de ses terres traditionnelles. Le 10 novembre 1982, Pierre Marion a été démissionné pour incompatibilité d'humeur et de comportement avec le président de la République. La DGSE ayant besoin de retrouver de la sérénité, sa direction est rendue à un militaire, l'amiral Pierre Lacoste. Si l'on ne se fiait qu'à son apparence, le chic de l'officier de marine, et à sa manière de faire, très aimable, l'amiral semblerait déplacé à la tête d'une maison haute en couleur. Mais outre sa ration de faits de guerre, particulièrement en Indochine, Pierre Lacoste est avant tout une superbe intelligence, ouverte à toutes les écoles de pensée et dotée d'un esprit de synthèse d'une redoutable efficacité. Contrairement à ses prédécesseurs, il n'inaugure pas sa prise de fonction par une purge. Ainsi conserve-t-il le chef de cabinet de Marion, Pierre Lethier, tout comme l'ingénieur des télécommunications Henri Serre qui, à vingt-huit ans à peine, se voit promu directeur technique. Auprès de lui, au poste stratégique de directeur du renseignement, Lacoste nomme le général Roger Emin, des troupes de marine, ancien du Sdece, attaché de défense à Rome, tandis qu'au SA le colonel Grillot est remplacé par son adjoint Lorblanchès.

Lacoste a défini deux priorités lors de ses premiers entretiens avec Mitterrand : la réconciliation avec le Quai d'Orsay et permettre enfin à la DGSE de rattraper son retard en moyens techniques de renseignement et en cryptologie. « C'était grotesque, se souvient-il. Nous disposions d'une station d'interception satellite, mais quand je suis allé la visiter, elle ne disposait que d'une ligne téléphonique pour répercuter la montagne d'infos recueillies. » Autre découverte aberrante : la DGSE est presque totalement dépourvue en bureautique. « Nous en étions encore aux fiches sur tambour ! » Dans ce chantier de rénovation, l'Afghanistan est un enjeu secondaire, ce que confirme l'amiral : « François Mitterrand se montrait intéressé par l'Afghanistan, mais on peut raisonnablement estimer que ce n'était pas le premier de ses soucis. » Comme pour chaque dossier, Lacoste a pour principe de toujours s'adresser aux spécialistes : « Il ne faut jamais s'appuyer sur un socle d'information, insiste-t-il, mais surtout sur la connaissance. » Ses deux principales références sur l'Afghanistan sont donc

les universitaires Olivier Roy et Alexandre BennigsenVI, « qui, précise-t-il, était peut-être le seul à Paris à se faire livrer la presse de Tachkent et d'autres républiques soviétiques ; il était donc méprisé par ses confrères et quasiment ignoré de tous, mais c'était un excellent spécialiste ». À partir de ce premier tour d'horizon, l'amiral définit des objectifs modestes : « Nous nous sommes impliqués en Afghanistan, essentiellement pour la recherche de renseignements et aussi afin de nous placer dans la zone. Mais nous gardions nettement en tête le fait que, localement, nous étions la dernière roue du carrosse. »

Deux enseignements en découlent, dont la mise en application va modifier l'attitude de la DGSE en Afghanistan. D'abord, « nous avons toujours été très réticents, affirme l'amiral, vis-à-vis de l'option choisie par les Américains d'aider les Moudjahidin par la voie des Pakistanais. J'en ai moi-même mis souvent en garde Charles CoganVII ». D'autre part, Lacoste privilégiera peu à peu les Tadjiks, « car nous voyions bien que leurs motivations et leurs actions étaient différentes de celles des Pachtounes, moins tribales, plus "afghanes" ».

Pour l'heure, le changement de direction se traduit au Pakistan par de nouvelles directives pour le chef de poste. Léandre se voit réclamer plus d'analyse politique sur le Pakistan, ce qui n'est pas pour lui plaire : « Ça m'ennuyait profondément. Marenches m'avait clairement donné pour mission de réfléchir à la manière d'aider la résistance afghane, pas d'accumuler des rapports. Il y avait des gens beaucoup mieux outillés pour cela à l'ambassade464. » Massoud et Wardak demeurent les seuls à bénéficier des largesses du service, mais d'autres pistes sont explorées, en particulier celle du leader du Mahaz, Pir Gailani, parce que royaliste influent, et celle de Rabbani, à la tête d'un Jamiat majoritairement tadjik et de plus en plus nationaliste, encore que l'appui de la DGSE en ce qui le concerne soit uniquement logistique.

Le manque de moyens n'explique cependant pas tout. Abdul Haq, membre du Hezb-Khalès, a beau s'être taillé une notoriété en enlevant le général soviétique Yevgeny Akhrimiyek, principal conseiller de Karmal, et en faisant exploser un important stock de munitions près de Kaboul, il n'est pas retenu par la DGSE qui lui reproche sa proximité avec trop de services et une efficacité sur le terrain peut-être pas aussi avérée465. Même

Massoud devra attendre pour les armes. Le représentant du Jamiat à Paris, Homayoun Tandar, le constate à chacune de ses démarches : « Ceux qui n'étaient pas au pouvoir affirmaient qu'ils étaient impuissants, les autres remettaient toujours à plus tard[466]. » Le leader centriste Jean Lecanuet ose même lui rétorquer : « La France n'est pas une marchande d'armes ! » Avec beaucoup de culot et autant de naïveté, Tandar entreprend donc d'aller frapper directement à la porte de la DGA sans rendez-vous. « L'accueil a été courtois, se souvient-il, mais j'ai rapidement été expédié ! » Néanmoins, il ne perd pas espoir ; Massoud, qu'il est allé retrouver dans le Panjshir à l'été 1982, lui a dressé une sorte d'agenda : « Il y a trois étapes à franchir dans la relation de la résistance avec l'international, a expliqué le commandant. La première, c'est celle du soutien politique que tu dois travailler. Ensuite, nous pourrons réclamer un soutien diplomatique. Et une fois celui-ci obtenu, alors nous pourrons demander un véritable appui militaire. »

Massoud lui-même peut compter sur les conseils de Jean-José Puig qui l'apprécie d'autant plus qu'il peut le comparer avec tous les autres commandants rencontrés dans ses multiples pérégrinations à travers le pays. « Nous étions souvent en désaccord[467] », affirme le Français comme, en particulier, lorsqu'il insiste pour le faire venir en Europe à l'instar de Wardak, Rabbani et Gailani. Massoud y gagnerait en crédibilité internationale, étoffant son armure militaire d'un duvet politique. Mais il ne veut pas en entendre parler. « J'ai trop de choses à faire ! réplique-t-il. Je ne suis pas un VRP. Je fais la guerre ! » Puig le regrette d'autant plus que, durant l'été, le Panjshiri profite de la reconduction de la trêve de six mois pour réunir chez lui, à Bazarak, cent trente commandants du nord-est de l'Afghanistan : la Shura-e Nazar[VIII] est née. Le Jamiat et les Tadjiks y ont la part belle, mais d'autres partis y sont représentés, ce qui, à terme, pourrait faire de la shura une concurrente directe des partis de Peshawar. Même si, officiellement, Massoud tient à renouveler son entière fidélité à Rabbani. Il ne fait de doute pour personne qu'il a décidé de prendre une part de sa liberté. La guerre en Afghanistan en effet est très spécifique. « On ne se bat pas en fonction du territoire, explique Olivier Roy, mais des clans[468]. » Quand une opération est lancée contre un poste ennemi, il faut ainsi s'assurer de l'accord des commandants de tous les secteurs environnants, car ces derniers considèrent que l'attaque leur revient puisqu'elle se déroule

chez eux. Avec la Shura-e Nazar, Massoud s'offre ainsi comme un droit d'intervention au-delà du seul Panjshir. Il est le premier à sortir de son territoire, et à conquérir plutôt que préserver469. Ses adversaires y voient la preuve de son ambition dévorante, mais comment pousser les Russes hors d'Afghanistan en restant confiné dans une vallée ?

Les Pakistanais grommellent, Rabbani aussi qui voit son autorité rognée. Mais le sort des deux hommes reste irrémédiablement lié. Que Rabbani se sépare de Massoud, et il verra son prestige, donc son autorité, largement dilapidés. Que Massoud se détourne de Rabbani, et il sera privé du peu de la manne américano-pakistanaise qui lui est réservé. Or, et c'est un des mystères de ce conflit, le commandant reste persuadé que, tôt ou tard, Islamabad comprendra l'injustice qu'il lui fait subir, comme en témoigne Mohammed Eshaq : « Massoud regrettait l'attitude hostile que les Pakistanais adoptaient à son égard. Il pensait que de bonnes relations seraient profitables à tous470. » Selon Olivier Roy, « il voulait leur démontrer qu'ils commettaient une erreur en soutenant Hekmatyar. Il n'avait pas saisi que, au contraire, les Pakistanais avaient délibérément opté pour Hekmatyar contre lui ».

Pourtant, Massoud connaît bien le Pakistan pour y avoir vécu plusieurs années. Il lui impute même le désastre de la tentative de coup d'État de 1975 qui faillit lui coûter la vieIX. Son obstination dénote un défaut certain d'analyse politique qui se lit encore dans les limites qu'il fixe à la Shura-e Nazar. Quand Olivier Roy lui fait remarquer que les Pachtounes du Nord qu'elle inclut ne sont pas assez représentatifs, qu'il lui faut en démarcher plus au sud, Massoud s'arc-boute : « C'est la méthode traditionnelle des Afghans, arguë-t-il : un commandant fera tache d'huile autour de lui, etc.471. » Cette conviction trouve sa source dans une autre certitude qui lui vaut un nouveau désaccord avec Puig : Massoud récuse toute idée de dissensions ethniques, les Afghans se battent parce qu'ils sont afghans, et non pachtounes ou tadjiks. Lui seul, ou presque, y croit.

La Shura-e Nazar n'incite pas plus le gouvernement français, et donc la DGSE, à augmenter leur soutien. À part les « HC », aucun officier des services français n'a encore approché Massoud. Néanmoins l'étiquette « France » lui est irrémédiablement accolée. Michael Mueller et Erich Schmidt-Eenboom, auteurs d'une remarquable *Histoire des services secrets*

allemands, croient ainsi pouvoir affirmer que, depuis 1980, il est épaulé en Afghanistan par « un groupe d'une bonne dizaine d'hommes de la DGSE » – on a vu qu'il n'y en avait aucun –, mais aussi qu'il « avait reçu en France une formation en tactique et en guérilla[472] », lui qui n'a jamais connu que le Pakistan. L'apport de la DGSE est encore modeste, mais aucun autre service occidental n'a fait beaucoup mieux. « Massoud, se souvient Puig, se plaignait tout autant du MI6 qui, lui aussi, était surtout intéressé par la pêche aux renseignements[473]. » Pas si sûr à en croire un célèbre compagnon de Massoud, Ahmad « Muslim » Hayat : « Les SAS britanniques sont venus dans le Panjshir dispenser de l'instruction, mais aussi apporter des explosifs, des fusils pour tireur d'élite et des instruments pour la vision nocturne[474]. » Par souci d'économie, les Britanniques ont décidé de concentrer toute leur action dans la vallée du Panjshir. Leur plus importante contribution, selon Stephen Dorril, fut au début 1982 la livraison de radios Racal[475]. Quelques exemplaires tout au plus, à l'image des matériels qu'a fait passer Léandre, histoire d'entretenir les liens. La spécificité britannique toutefois est que, contrairement à la DGSE, tous les ans, un ou deux officiers du MI6 se rendent chez Massoud, accompagnés d'instructeurs militaires qui forment surtout les Afghans à l'utilisation des radios. Selon l'historien Ken Connor, deux d'entre eux ont été interceptés à la frontière en 1982, leurs passeports exhibés en conférence de presse par les Soviétiques, exactement ce que veulent éviter Français et Américains. Par la suite, le MI6 n'a plus fait appel qu'à des SAS sortis du service, mais la sécurité demeurant aléatoire, les Britanniques ont décidé par la suite de transporter leurs stagiaires au Royaume-Uni, dans une propriété de la région de Londres. Pour l'entraînement tactique, sont retenus des sites désaffectés dans le nord de l'Angleterre et en Écosse. Les Afghans, affirme Ken Connor, s'y montrent « très consciencieux, extrêmement capables et ils apprennent rapidement[476] ». Mais s'ils sont d'incontestables guerriers, leurs connaissances de la guerre sont maigres. Les ex-SAS leur enseignent donc comment conduire une bataille, manœuvrer grâce aux communications modernes, employer les armes lourdes, détruire des avions au sol ou monter une embuscade contre des blindés.

Quelques dizaines de Moudjahidin tout au plus auraient été concernés par cette formation qui correspond exactement à ce qu'a suggéré François

Heisbourg après avoir vu Amin Wardak en février. Un autre pays pratique ce genre d'aide à la résistance, l'Allemagne. Des combattants auraient été entraînés en Bavière. « Probablement une petite faveur faite à la CIA[477] », explique Erich Schmidt-Eenboom. Pas de préférence particulière ici pour Massoud. Au contraire, bien que très actif en Afghanistan depuis un demi-siècle, le BND, qui jouit de liens étroits avec les chefs de service de renseignement afghans passés et actuels, fait le choix de « soutenir des cellules sous influence maoïste[478] », dont l'avenir et l'influence paraissent pourtant assez limités. Un commandant de Massoud, Sakhi, témoigne cependant qu'en 1983 deux Allemands auraient passé quelques jours dans le Panjshir et délivré une instruction de deux ou trois jours à un groupe de Moudjahidin. « J'étais très jeune, relate-t-il, j'avais quatorze ou quinze ans, j'étais le plus jeune et j'ai assisté à l'instruction[X479]. »

Et la CIA ? Tenue par son marché avec l'Isi, elle ne peut officiellement favoriser un commandant. Gust Avrakotos, *alter ego* de Charlie Wilson au sein de la compagnie, relatera dans les années 1990 s'être particulièrement pris d'intérêt pour Massoud et avoir mis sur pied une filière indépendante de l'Isi pour l'alimenter en matériel et argent, via un compte suisse. Des membres de l'entourage du commandant affirment cependant en 2010 en ignorer tout. Volonté de l'ancien officier de rattraper une erreur passée ou oubli sélectif des Afghans ? Impossible de se prononcer. Ce qui est en revanche certain est que, fin 1983, Charlie Wilson convainc le Congrès d'allouer 40 millions de dollars aux Moudjahidin. Le député démocrate n'est en fait que la figure de proue d'un lobby proafghan qui a pris de plus en plus de volume à Washington sous l'impulsion de la milliardaire texane Joanne Herring. Celle-ci doit à un Français son engagement acharné contre le communisme : Alexandre de Marenches lui a fait rencontrer l'ambassadeur pakistanais à Paris, puis lui a présenté le général Zia comme l'un des « sept hommes qui se dressent entre le monde libre et le communisme[480] ». Le nouveau maître du Pakistan est tombé sous le charme de cette chrétienne qui est depuis sa meilleure ambassadrice à Washington. Sans en être le moins du monde investis, elle et Wilson se mettent donc en quête au salon du Bourget de 1983 du meilleur missile sol-air pour l'Afghanistan. Ils jettent leur dévolu sur le suisse Oerlikon à l'achat duquel le député convainc le Congrès de consacrer 17 des 40 millions votés.

Cette initiative présente deux inconvénients majeurs. En premier lieu, Charlie Wilson brise la règle tacite entre les deux superpuissances voulant qu'aucune ne harcèle l'autre de manière voyante. Et si l'URSS, piquée au vif, débordait au Pakistan ? C'est ce que craignent le chef de poste à Islamabad, Howard Hart, vieux de la vieille, qui estime suffisamment gêner l'URSS en équipant quatre cent mille Moudjahidin, mais aussi Chuck Cogan, directeur Proche-Orient et Asie du Sud à la CIA[481]. D'autre part, l'Oerlikon est d'un emploi fastidieux pour une guérilla en montagne. Il faudrait des dizaines de mules pour transporter une seule batterie et autant pour les munitions. La guerre est ouverte entre Charlie Wilson et la CIA qu'il juge trop précautionneuse, mais c'est elle qui emporte la première manche : seuls quelques exemplaires seront livrés en guise d'essais qui ne seront pas jugés concluants.

Rétive à livrer des armes, la France démontre également sa grande prudence sur le plan diplomatique. En mai 1983, au terme d'un deuxième cycle de conversations indirectes, le représentant de l'Onu Diego Cordovez annonce que « le problème afghan est en passe d'être réglé à quatre-vingt-quinze pour cent, Andropov n'ayant plus qu'à fixer un calendrier du retrait des troupes soviétiques[482] ». Les diplomates français évoquent un accord « dangereusement insuffisant », même un « simulacre », puisqu'il exclut l'autodétermination des Afghans à laquelle Paris est très attaché. « Ce que nous refuserons en tout état de cause, c'est un accord formel qui, directement ou indirectement, étoufferait la résistance. Les répercussions politiques, morales et historiques en seraient trop profondes pour que les intérêts essentiels de la France et du Pakistan n'en souffrent pas[483]. »

La France n'aura pas à manifester publiquement son désaccord puisque, en juin, l'URSS prend prétexte du refus des États-Unis de se prononcer sur le texte pour ne plus envisager de retrait, entraînant à son tour le Pakistan à briser là. Seul progrès notable, selon la diplomatie française, la réapparition de l'ancien roi dont le retour en Afghanistan pour remplacer Karmal a été évoqué. Kaboul y voit d'ailleurs « une manœuvre de la CIA[484] ». Son neveu par alliance, Homayoun Assefy, explique à la direction Asie que Zaher accorde un « grand intérêt à notre pays[485] », car il lui semble le plus en mesure parmi les grandes puissances à prendre des initiatives réalistes. Entre communistes et islamistes, voilà une troisième voie plus crédible aux

yeux du gouvernement que les maoïstes. Du 13 au 15 août, les proches du roi, dont Assefy, rencontrent à Rome les leaders modérés (Modjaddedi, Gailani, Mohammadi) pour décider de tenir avant la fin de l'année l'assemblée constitutive d'une future organisation déjà baptisée « front uni » : celle-ci grouperait trois cents à quatre cents personnes, où les partis de Peshawar seraient minoritaires. Assefy demande au Quai d'Orsay si la première réunion pourrait se tenir en France, une marque de confiance indéniable. Réponse positive, mais à la condition, à vrai dire rédhibitoire, d'une confidentialité totale, qui dit tout de l'embarras français. La France doit-elle cautionner le clan ancien, elle qui a commencé à s'engager auprès des Tadjiks ? Le directeur Asie préconise de réserver son accord en fonction des participants et du prestige attendu de la manifestation. Mais le blason royal se ternira avant même la fin de l'année. Les spécialistes en effet se succèdent pour expliquer au Quai d'Orsay que l'exil de dix ans empêche Zaher et son entourage d'avoir conscience de l'influence croissante des islamistes, Massoud particulièrement qu'ils présentent avec dédain comme « un fils de famille ». Le comportement du gouvernement français à l'égard de l'ancien monarque semble dès lors inspiré de ce commentaire de Denis Delbourg, conseiller du ministre des Relations extérieures : « Prudence en face d'un homme sans prestige, et prudence dans l'attente de réactions plus claires des autorités intéressées à Moscou, Washington, Islamabad et Téhéran. […] Alors, sympathie pour SM Zaher, mais ne nous avançons pas[486]. »

La réserve à l'égard des modérés est partagée par le SGDN qui, parce qu'ils sont « moins nombreux sur le terrain », ne les estime « pas suffisamment représentatifs[487] ». En revanche, le Centre d'analyse et de prévention du Quai souligne que « la France dispose auprès des modérés de la résistance d'un capital de sympathie important qu'il serait regrettable de ne pas exploiter. […] avec relativement très peu de moyens, on pourrait placer une carte française ou européenne en évitant de laisser la résistance afghane entièrement noyautée par les pays islamiques et les Américains[488] ». L'incertitude règne toujours. Et elle n'est pas près d'être dissipée. Le 9 septembre, Gromyko vient à Paris pour le premier sommet d'importance depuis trois ans. Les négociations sur les euromissiles occupent l'essentiel des discussions – Mitterrand fera un mois plus tard sa

célèbre déclaration : « Les euromissiles sont à l'est et les pacifistes sont à l'ouest. » L'Afghanistan n'est évoqué qu'à la marge, de la même façon que la Pologne, Gromyko se limitant à exposer que « ce problème est du ressort des Afghans[489] ». En découle une impression de passivité du gouvernement français, qui fait suite à ce que le CAP n'a pas hésité à appeler ses « erreurs[490] » dans le traitement de l'affaire Augoyard[XI] : en ne protestant pas à haut niveau, en « n'exigeant d'engagement précis ni sur les conditions de détention de l'otage ni sur les dates de sa libération, ni sur les modalités de celle-ci », la France se serait mise en position de faiblesse vis-à-vis de l'URSS ; en revanche, celle-ci a atteint tous ses buts en démontrant « l'incohérence et l'incapacité à refaire respecter nos droits et nos principes » et en exhibant Augoyard comme la preuve de l'ingérence occidentale dans le conflit.

La note est appréciée à l'Élysée par Hubert Védrine qui rejette en partie la faute sur l'entourage de Claude Cheysson. « Il n'est sans doute pas trop tard, commente-t-il, pour rectifier le ton, même si cela ajoute à d'autres motifs de mécontentement des Soviétiques[491]. » Le CAP suggère que Paris affiche, enfin, son « soutien très net à la cause des associations de médecins. […] peu de Français défendent aujourd'hui davantage l'honneur de la France et il est de la vocation comme de l'intérêt de notre gouvernement d'affirmer hautement le droit élémentaire à l'assistance médicale de toutes les populations[492][XII]. » C'est le plus bel hommage rendu aux ONG. Il est bien mérité fin 1983, première année où toutes les provinces afghanes ont été concernées par l'aide humanitaire. En avril, deux cent quinze médecins ont déjà fait le voyage en Afghanistan. Cheysson n'oublie pas de s'en emparer quand, à nouveau questionné en février 1984 à l'Assemblée nationale, il rappelle l'action de « plusieurs associations françaises de statut privé[493] ». Les sommes engagées ont crû. En 1982, AICF avait dépensé plus de 6 millions de francs, mais en faveur des réfugiés au Pakistan. Afrane, elle, avait distribué 175 000 francs en 1981, 400 000 en 1982, montant déjà atteint à l'été 1983. Toutes les ONG ont adopté le « *cash for food* » afin d'échapper aux périls des caravanes humanitaires. Mais le danger ne fait que changer de nature : ce ne sont plus les caisses chargées sur les mules qui peuvent faire la convoitise des brigands, mais les poches garnies des volontaires eux-mêmes. « Avec le recul des années, témoigne le

missionnaire d'Afrane Christian Destremau, je me rends compte que nous courions un risque insensé[494]. » Pour échapper à la convoitise, Mariam Abou Zahab s'est fait confectionner par sa mère un gilet disposant de plusieurs poches afin de répartir la somme sur tout le buste. Elle en est quitte pour des nuits agitées, car il n'est évidemment pas question de se séparer de sa tenue pour dormir ! Lors des voyages les plus longs, jusqu'à Herat par exemple, les volontaires peuvent compter sur le « hawala », méthode fréquemment utilisée par les Afghans franchissant la frontière : un commerçant de Peshawar leur signe un papier attestant du versement de la somme à l'intention d'un confrère sur place. Pour sa part, une fois la distribution assurée, Bernard Dupaigne, se dépêche de quitter les lieux : « Des villages que nous aidions ont été bombardés, relate-t-il. Mais nous n'avons pas su si la cause était notre aide ou si elle était purement militaire[495]. » Sous son impulsion, Afrane se spécialise dans l'achat à Lahore de pompes à eau que les Afghans acheminent ensuite. Le Moudjahid qui accompagne l'ethnologue a reçu la consigne formelle de ne rien dire de ses activités. Mais la rumeur se propage quand même et crée des situations cocasses. Ainsi un villageois confie-t-il un jour à Dupaigne en toute discrétion qu'un étranger est en train de distribuer de l'argent sans savoir que c'est lui ! « L'association nous envoyait à la mort[496] ! » soupire pour sa part Mariam Abou Zahab avec le recul des années. « Les ONG se sont construit l'image de l'Afghan bon par nature : ce n'était pas vrai ! L'Afghan n'est pas meilleur que le Français ou l'Africain. Il y avait une certaine proportion de bandits ! »

Mariam ne se rend qu'en pays pachtoune, en privilégiant les zones les plus reculées comme l'Oruzgan et Zaboul, loin donc de ce qu'elle appelle avec humour le « Wardak-tour ». « Olivier Roy, se rappelle-t-elle, me disait toujours : "Tu vas chez les ploucs !" » Mariam, *alias* Mariam Bibi pour les Afghans, est vraisemblablement la seule femme occidentale à ne pas voyager avec des vêtements d'homme, la discrétion offerte par le tchadri lui en faisant oublier le poids et la chaleur suffocante. De confession chiite, elle qui ne pratique que peu en France se surprend à se plier en Afghanistan au rite des cinq prières. « Dans un pays en guerre, explique-t-elle, chaque minute peut être la dernière ; on préfère être en accord avec Dieu. » Cette immersion ne l'empêche pas d'être très lucide sur les Afghans. Ainsi sait-

elle pertinemment que certains chefs sont capables de faire croire que la classe est donnée dans leur village afin de s'attirer les subsides de l'ONG. Aussi demande-t-elle aux élèves de lire pour vérifier leur degré d'assiduité. À l'été 1983, elle arpente la région de Kandahar en compagnie du journaliste Jean-Pierre Perrin. La préparation de ce voyage leur a permis de faire la connaissance à Quetta du fils du chef de la tribu majoritaire de la région, les Popalzaï : Hamid Karzai. L'occasion d'apprécier un personnage chaleureux mais peu charismatique, ainsi que le dédain de cette famille affiliée à l'ancien roi pour les non Pachtounes. « Pour lancer un débat caustique dans la famille Karzai, raconte Mariam, il suffisait d'évoquer Massoud. La pique qui revenait le plus était : "C'est qui son père ?" » ou encore : « Ce n'est pas difficile de se battre dans les montagnes, qu'il vienne à Kandahar où tout est plat et on verra ce qu'il sait faire. »

Le Tadjik attire malgré tout de plus en plus les ONG, preuve de son influence grandissante dans l'opinion française. Après AMI, Afrane a fait son apparition dans le Panjshir, dès 1981. « Nous aussi nous avions une carte du pays, souligne Dupaigne avec humour. Nous aussi, on voulait mettre une pastille dans le Panjshir pour dire que nous y étions présents. » Mais cela ne se reproduira pas : « Nous lui avons donné de l'argent, mais le Français qui a fait le voyage est revenu sans aucune liste. Nous n'avons jamais su ce que Massoud en avait fait[497]. » Pas de quoi effrayer les autres ONG apparemment. La Guilde du raid elle-même, qui est si couramment identifiée à Wardak, décide d'y envoyer une mission. Alain Boinet la confie à un bénévole très engagé de l'association, Philippe Gautier qui, dès la fin des années 1970, était parti avec le père Ceyrac dans le sud de l'Inde. Imprégné des *Cavaliers* de Kessel, le jeune homme a trouvé à la Guilde le moyen de combiner sa « passion du voyage et l'envie d'être utile[498] ». Travaillant dans une société d'import-export, il doit expliquer à son patron qu'il part cinq semaines en Afghanistan à partir du 1er juillet. En fait, son voyage durera près de quatre mois. Ses compagnons d'équipée sont Stéphane Thiollier, *alias* Moustapha, qui parle le pachtou et le persan, un fin cavalier, qui a déjà rencontré Massoud avec Jean-Pierre Perrin, et Xavier Strauss, cas presque unique dans la galaxie des missionnaires français, puisqu'il est auditeur au Conseil d'État. « L'Afghanistan n'était pas une motivation en soi, relate-t-il, je m'intéressais surtout aux relations Est-Ouest

dont le pays était un des lieux d'affrontement[499]. » Présenté à Puig et Roy par un ami médecin, Strauss a passé une sorte de marché avec eux : contre des facilités pour se rendre chez Massoud, il s'est engagé à diffuser la bonne parole afghane au sein de sa vénérable institution. À Peshawar, il a droit à quelques jours d'attente au Dean's avant de pouvoir remettre au messager du commandant l'argent confié par « Les Amis de l'Afghanistan », quelques dizaines de milliers de francs. Puis il est conduit auprès de Gautier et de Thiollier qui transportent, eux, en tout, près de un million de francs.

Voyage en bus jusqu'à la frontière, puis à pied et de nuit. L'entrée du Panjshir a été démolie. Par petits groupes, les hommes gravissent les montagnes pour découvrir les villages encore fumants des dernières destructions. Encore deux nuits à attendre l'autorisation d'entrée dans la vallée et une autre de marche. Soudain, dans le silence absolu, un cliquetis d'armes et une injonction : « *Drej ?* » (« Qui va là ? »). Un camion emmène les Français à Bazarak. Massoud doit venir, leur dit-on. Après des heures de discussion, le village est pris d'affolement : il arrive ! Gautier voit une vieille guimbarde noire se profiler. Elle est presque aussi célèbre que son propriétaire : une Volga que Massoud a subtilisée aux Soviétiques. L'attroupement se forme. Tout le monde veut voir le chef qui s'avance vers les Français et les salue. « J'ai ressenti alors, admet Gautier, être arrivé au paroxysme de mon engagement[500]. » Massoud vient saluer ses hôtes étrangers avec d'autant plus de chaleur qu'il sait que certains lui ont été envoyés par Puig et Roy. Il fait aussi forte impression à Xavier Strauss : « Depuis le début du périple, je n'avais vu que des chefs de gang qui étaient toujours prompts à se faire prendre en photo avec leurs kalachnikovs mais qui détalaient à la première balle tirée. Massoud surnageait au-dessus du lot[501]. »

De fait, le Tadjik mène bien une révolution dans le Panjshir, mais c'est celle qui vise à abattre le turbulent « royaume de l'insolence » qui caractérise si bien son pays et son peuple. Lui veut de l'ordre, de l'organisation et de l'intelligence. Après la Shura-e Nazar sur le plan politique, il a ainsi été le premier à doter son secteur d'une double organisation militaire, offensive et défensive. En premier lieu viennent les « Motaharrek », des soldats d'élite, salariés, pouvant intervenir partout dans

la vallée et même au-delà, aux effectifs divisés à la romaine : des groupes de cent, sous les ordres d'un « qommandan », eux-mêmes divisés en unités de trente, elles-mêmes réparties en paquets de dix. Parmi ces Motaharrek figurent les futurs grands lieutenants de Massoud comme Mahammed Fahim ou Bismullah Khan. Pour le volet défensif, le Panjshir est découpé en sept zones, elles-mêmes se ramifiant en vingt-deux « bases », en fait des unités très mobiles, dotées chacune d'une batterie de DCA ZGU-1 (dite « zigouyak ») et d'un mortier. Chaque base doit être protégée et nourrie par les habitants de sa zone, qui sont donc amenés, au gré des circonstances, à troquer la fourche contre la kalachnikov. Elle compte cependant aussi une unité de soldats professionnels, les « zorbati », dont l'effectif dépend de la capacité nourricière de la région, qui, eux, sont salariés, et doivent se tenir prêts à intervenir à trente kilomètres à la ronde. Chaque niveau est fermement invité par Massoud à suivre une formation militaire, avec cours pratiques et théoriques, et même alphabétisation des cadres.

Au cours de conversations souvent nocturnes, car il est insomniaque, le commandant délivre à ses invités français sa vision du conflit qu'il compare souvent à la Seconde Guerre mondiale : « Nos Soviétiques sont vos Allemands[502]. » En retour, les Français lui citent l'exemple de Tito le Croate qui a réussi à gouverner les Serbes, comme lui, le Tadjik, pourrait enfin pactiser avec les Pachtounes. Mais Massoud a une préférence pour le modèle suisse : « Voilà un pays fédéral, qui parle plusieurs langues, qui a plusieurs religions, et qui est riche ! Comment faire la même chose en Afghanistan ? » Le commandant est friand des conseils politiques de ses hôtes, mais il espère aussi beaucoup de leur aide une fois revenus en France. « Des besoins très matériels, explique Xavier Strauss : des chaussures, des vêtements, et bien sûr des armes, en particulier pour lutter contre les hélicos russes. » Le séjour dans le Panjshir ne dure pour lui que quatre jours, mais ils lui ont suffi pour se faire une opinion : le cimetière de carcasses rouillées dans toute la vallée lui a permis de vérifier que l'armée soviétique n'arrivait pas à défaire des va-nu-pieds. Strauss en tirera un livre, *L'Esprit de résistance*, deux ans plus tard. Mission de témoignage accomplie.

La Guilde vient d'établir le contact avec Massoud, mais elle n'oublie pas pour autant d'entretenir ses liens avec Wardak. Avec Patrick Brizay

s'envole pour Peshawar la jeune Anne de Beaumont dont le tout petit gabarit est inversement proportionnel à la ferveur : « Je savais que l'on courait le risque d'être tué, raconte-t-elle. Mais mon engagement me poussait à le dépasser, car je voulais être à la hauteur de mon idéal503. » Elle se rappellera longtemps avec émotion ces Afghans qui lui demandent de manière surprenante s'il est vrai qu'« à Paris des hélicos déversent des pétales de roses ».

De nouvelles ONG sont apparues à Peshawar pour s'investir sur une durée plus ou moins longue. L'« Association du 21 juin » a été créée en juillet 1980 par Danielle Mitterrand dans le dessein de répondre aux multiples sollicitations dont elle était la cible. En 1983, démarchée par des réfugiés pour alphabétiser les enfants afghans, elle récolte un million de francs grâce à un appel de fonds. Une mission est donc partie pour Peshawar du 5 au 15 février 1983, menée par Françoise Fugiers et Luc Veyri ; 1 220 élèves et 45 professeurs du Hazaradjat profiteront des stylos, cahiers, livres, kalam traditionnels et salaires versés pendant un an. À la même période, une association s'investit sur un terme beaucoup plus étendu en Afghanistan. De ses expériences, l'ancien médecin à l'ambassade de France Philippe Truze a tiré une leçon : « Les *French doctors* ne font que de la bobologie504. » Les principales armes des Russes en Afghanistan, ce ne sont pas les hélicoptères, mais la rougeole et la tuberculose dont ils favorisent la propagation en interdisant tout accès à la médecine à des régions entières. En 1981, après avoir prêté main-forte à toutes les ONG à l'œuvre au Pakistan, il a décidé de fonder avec des amis – l'ancien coopérant Philippe Tourny, l'avocat Christian Bruschi, le journaliste Jean Kehayan – le « Collectif Provence-Afghanistan ». À la fin 1982 a paru leur premier tract, *50 000 Vaccins pour l'Afghanistan*, distribué à Marseille devant le stade Vélodrome. Si Truze a fondé sa propre association, c'est que son projet n'a pas été retenu par Médecins du monde et AMI. « Nous ne sommes pas en Afghanistan pour être efficaces ! lui a-t-on répondu chez les premiers. Nous sommes là pour témoigner ! » « Un pays en guerre ne se prête pas à une campagne de vaccination », ont dit les seconds. Truze entend leur démontrer le contraire avec une première campagne de vaccination pour dix mille personnes.

De son côté, MSF doit désormais faire fonctionner une mécanique impressionnante. Aux manettes, Gérard Kohout, qui a managé cent trente-huit volontaires, a cédé la place en 1983 à son ancienne compagne Juliette Fournot qui a installé son QG au Green Hotel de Peshawar. MSF a opéré pour l'instant dans six régions. Les deux premières, Nouristan et Paktia, ont été abandonnées pour raison de sécurité fin 1982. Dans le Hazaradjat, cinq dispensaires avaient été installés depuis l'hiver 1980, tous bombardés entre le 4 novembre 1981 et le 14 mars 1982. Depuis, douze médecins s'y relaient dans deux hôpitaux et un dispensaire. En 1982, MSF a ajouté le Badakhshan où deux hôpitaux tournent en dépit de complications de logistique extrêmes liées à l'éloignementXIII.

« Djamila » fait mentir ceux qui affirment que féminité et charme sont totalement incompatibles avec la gestion d'une si vaste entreprise en terre musulmane. Chaque volontaire subit à présent cinq semaines de stage préalable : équitation et cours de dari le matin, apprentissage du pays l'après-midi. Les missions s'étendant désormais sur une année, ce ne sont pas moins de quatre tonnes de matériel qui doivent être acheminées pour chaque clinique. D'où la nécessité d'une centaine de mules, auparavant fournies par les partis, désormais achetées dans les camps de réfugiés. Avec elles, Juliette doit obtenir autant de paysans qui, venus chercher d'improbables armes au Pakistan, trouvent là l'occasion de revenir au pays. Trente Moudjahidin complètent en général l'équipée. Dans chaque convoi, des colis, préalablement estampillés « PQ » (pour Paquet Qado), sont destinés à être donnés aux pilleurs éventuels.

Chaque dépense oblige à d'âpres négociations avec le siège parisien. Par exemple Juliette réclame l'achat d'un véhicule qui permettrait de se dispenser pour le transport des médicaments des *rickshaws* pakistanais, sources de pertes considérables. Laissée sans réponse, elle décide d'autorité de piocher 15 000 dollars dans la caisse de MSF pour se procurer un pick-up. « Il nous a suffi d'envoyer ensuite un télex à Paris, s'amuse-t-elle, pour demander l'envoi d'urgence de fonds puisque nous ne pouvions plus acheter de médicaments ! » Même en France, l'Afghanistan ne la quitte pas. En 1982, pour soutenir l'éducation, elle prête son concours aux « Amis des enfants de l'Afghanistan », association créée par Gérard Kohout et Patrick Danel, qui fait l'objet des tout premiers mailings de l'histoire de MSF. Ses

parents s'en souviendront longtemps : l'association est domiciliée chez eux et c'est donc sur le sol de leur salon que s'accumulent bientôt les milliers de coupons-réponse. Les premières sommes permettront d'agrandir l'école de Jaghori qui, en 1985, accueillera près de quatre cents élèves, mais aussi de leur fournir des photocopies de livres scolairesXIV, ainsi que des milliers de cahiers, crayons et autres fournitures. Malgré cette activité débordante, Juliette subit les remontrances du siège parisien qui juge les résultats insuffisants au regard des sommes engagées. La mode est aux statistiques, aux tableaux, à la santé publique rigoureuse. Or l'Afghanistan ne s'y prête guère : l'action menée peut paraître dérisoire à Paris, mais elle est vitale pour les populations concernées. Juliette soupçonne une partie de la direction de l'ONG d'être hostile à cet Afghanistan trop éloigné, trop compliqué, jugé irrécupérable. « Malhuret était le seul de mon côté ! arguë-t-elle. Il comprenait, analysait ce que nous racontions, un vrai leader, un excellent stratège. Mais s'il me soutenait sur le plan politique, il ne pouvait pas grand-chose dans le domaine pratique505. »

Un commandant de l'armée française s'apprête à prendre part à la kermesse de Peshawar à la fin du printemps 1983. Après quinze ans passés dans l'infanterie, dont douze en corps de troupe, Thibault avait envie de changer d'air, d'autant que, sorti mal classé de Saint-Cyr, il n'avait aucun espoir de commander un régiment. Recruté par le Sdece en 1978, la routine le reprend après cinq années à la direction du renseignement. « Je pars à l'étranger, prévient-il son chef, sinon je retourne dans la biffe ! » Quelque temps plus tard, celui-ci lui soumet une proposition : le poste d'Islamabad que Léandre, lessivé, va bientôt abandonner. Thibault a vingt-quatre heures pour donner une réponse. « Je suis rentré chez moi, raconte-t-il, j'ai ouvert un atlas pour voir où Islamabad se trouvait et j'ai pris l'avis de ma femme506. » La curiosité, l'envie de changement sont les plus fortes : il accepte en gardant à l'esprit qu'à tout moment il pourrait être affecté ailleurs. Son prédécesseur, Léandre, l'a expérimenté, qui devait originellement être affecté en Algérie. « On a toujours l'impression, note avec humour Thibault, d'être le premier chef de poste à être nommé depuis la création de la boîte. Pendant un temps, on aimait à dire que ce n'était que lorsqu'on partait effectivement vers le pays prévu que l'on pouvait être sûr de sa nomination. Mais depuis qu'un officier s'était vu notifier à peine

arrivé à Madrid qu'il devait tout de suite rentrer à Paris, ce n'était qu'une fois entré dans le bureau du chef de poste que l'on pouvait à peu près commencer à préparer la suite ! »

Thibault se voit simplement recommander par l'amiral Lacoste de « se faire oublier pendant six mois ». Il l'interprète comme une invitation à venir au bout de ce délai évoquer le résultat de son travail. De toute façon, la DGSE est déjà assez occupée ailleurs. Après le Tchad, le Liban revient en une le 23 octobre avec l'attentat du Drakkar. À la manière du conseiller de Claude Cheysson, Denis Delbourg, à qui l'Afghanistan ne paraît pas une priorité pour la France, la DGSE pourrait lancer : « Allons-nous nous mêler de tout, partout dans le monde ? Je trouve notre assiette bien pleine[507]. »

Thibault part seul pour Islamabad, mais sa famille le rejoindra deux mois plus tard. Une épouse et des enfants sont parmi les critères de sélection d'un chef de poste qui, espère la DGSE, sera de la sorte moins vulnérable aux inévitables tentations féminines que pourraient employer les services ennemis et… amis. Au Pakistan, les deux fils du couple seront de surcroît idéaux pour nouer des relations avec les Afghans qui adorent les enfants. Ils poseront ainsi fièrement avec des Moudjahidin bardés d'armes, déclenchant l'admiration, mais aussi la suspicion de leurs camarades de classe.

Le commandant est accueilli par le chef de poste qui, comme le veut la règle, reste à ses côtés pendant deux semaines. Il est surpris, quand il envisage de se rendre à Peshawar pour la première fois, d'entendre Léandre lui conseiller d'en prévenir également les Pakistanais. « J'y vais quand je veux[508] ! » martèle-t-il, ce qui lui vaudra au terme de son premier séjour d'être sermonné par l'Isi. Mais Thibault n'est pas qu'officier de la DGSE, il est aussi breton, et il faudrait plus que quelques officiers pakistanais pour le dissuader d'entreprendre ce qu'il croit juste et bon. L'Isi semble s'y faire « mais ne m'a jamais fourni aucune information utile, note-t-il. Il fallait que je lui soumette mes questions par écrit, plusieurs jours à l'avance. Il ne me répondait presque jamais ». Les Pakistanais en particulier ne respectent guère le marché passé avec Pierre Marion en 1981 : contre la mise en place de stations d'écoute[XV], les Pakistanais s'étaient engagés à faire partager aux Français leurs renseignements. Léandre ayant eu tout à faire puisqu'il a ouvert le poste, Thibault doit constituer seul ses premiers dossiers en se concentrant exclusivement sur la guerre afghane. Il comprend en particulier

à son tour pourquoi il n'est jamais sollicité sur le programme nucléaire pakistanais. « Nous avons appris que les Pakistanais ont déjà la bombe, lui confiera la personne responsable à la centrale. On n'avait pas besoin de toi. » L'amiral Lacoste le confirme : « Nous savions que les Pakistanais étaient de mèche avec les Chinois. Nous suivions de près leurs activités contre l'Inde et toutes leurs démarches pour leur programme nucléaire alors que les Américains nous accusaient de leur donner des centrifugeuses509. »

Thibault découvre la société afghane. « J'ai compris beaucoup de choses, note-t-il, quand j'ai appris qu'ils utilisaient le même mot pour "cousin" et "ennemi". » Le professeur Madjrouh, qui tient à Peshawar le centre d'informations sur l'Afghanistan, aide à décrypter le conflit, même s'il refuse de s'épancher sur certains aspects, comme le système tribal afghan. « Il s'y opposait chaque fois et fermement », décrit Thibault. Le cousin afghan des Lumières ne veut pas être ramené à l'obscurantisme de son pays. L'officier rencontre également l'autre grand poète afghan, Khaliloula Khalili, dont, à sa demande, il adapte un poème en français.

La qualité de ces relations est essentielle pour le recueil de renseignements. Contrairement à ce que l'imagerie populaire retient, explique le commandant, les services secrets ne font pas bon ménage avec le mensonge : « Une source qui sait avoir été dupée ne sera plus jamais prolifique. » Thibault s'astreint donc à se rendre à Peshawar au moins une fois toutes les trois semaines. Le rythme n'est pas anodin, il correspond à l'arrivée de la valise diplomatique à Islamabad. Comme il est illusoire d'espérer rester incognito, il s'impose pour règle de rencontrer toutes les factions afghanes afin de ne pas confirmer certaines dans leurs convictions que la DGSE entretient des liens privilégiés. Rien que la localisation des QG des partis tourne vite à la gageure. Peshawar en effet est en train de doubler sa population. Là où une maison occupait un champ, elle se retrouve subitement encerclée d'habitations hétéroclites qui modifient totalement le plan du quartier. Unique solution : apprendre par cœur les itinéraires afin de ne pas se perdre.

Chaque parti dispose d'un immeuble plus ou moins luxueux, mais qui a toujours des allures de forteresse. Autour gravitent des hommes en armes, mais seuls ceux des deux Hezb-e Islami disposent de sentinelles dont il vaut mieux ne pas titiller la susceptibilité. Grâce à Léandre, Thibault fait la

connaissance d'Amin Wardak. « Il ne m'a pas dit un mot sur le soutien apporté par le SA, s'étonne encore le commandant, ni même sur le fait que des humanitaires français venaient chez lui ! » Le SA a-t-il briefé le Pachtoune dans ce sens ? L'attitude serait grotesque puisque tout l'« Afghan Circus » est au courant. Une fois son premier tour d'horizon assuré, Thibault estime que « la carte Wardak était une perte de temps et d'argent. Quant à l'aide au Jamiat, elle est restée du domaine du symbolique ». Pour ce qui est de Massoud : « C'est un grand chef, c'est indéniable, mais c'est aussi un fondamentaliste, le pendant d'Hekmatyar chez les Tadjiks[510]. » En résumé, selon le commandant, « nous aurions dû nous abstenir d'entrée de jeu de prendre part à ce conflit et nous cantonner au travail de renseignement. Il aurait fallu attendre plusieurs années après l'ouverture du poste, qu'au moins deux chefs de poste se soient succédé, pour décider d'une intervention sur des éléments beaucoup plus fiables ».

L'arrivée de Thibault toutefois ne passe pas inaperçue au sein de la communauté française. Certains refusent de le rencontrer comme Mariam Abou Zahab qui s'interdit tout contact avec l'ambassade française au Pakistan. En tant qu'experte de la région, et musulmane, elle est une cible de choix pour les services qui tentent bien de l'approcher. « Ils n'avaient qu'à prendre le risque d'y aller eux-mêmes ! conteste-t-elle aujourd'hui. Je jugeais cette méthode particulièrement malhonnête[511] ! » Les volontaires français « étaient tous un peu "frappés", se souvient néanmoins Thibault, mais tous étaient aussi très sympathiques ». Les plus perdus savent qu'ils peuvent frapper à sa porte pour trouver un toit, la chaleur d'un foyer français, et quelque alcool. « Ils venaient un peu respirer l'air du pays[512]. » Pourtant Afrane elle-même ne rechigne pas à entourer ses actions d'un secret qui, avec le temps, peut paraître exagéré. Christian Destremau, qui cherchait l'aventure après son diplôme de Sciences Po, s'amuse à rappeler que « les rendez-vous avaient lieu dans un café de la rue de Buci. On se parlait en code ; il ne fallait pas prononcer le mot Afghanistan[513] ». À Peshawar aussi, le secret est la règle. Mais il est tout aussi illusoire. Les propriétaires des hôtels pakistanais en ont assez de voir défiler dans leurs couloirs les Afghans rendant visite aux ONG. Un bref rappel du nombre de chambres louées par les Français à l'année suffit en général à les raisonner. Chaque fois que l'arrivée d'un commandant est annoncée, les humanitaires

accourent dans le quartier tenu par son parti afin de le passer à la question. « Une nuit, se souvient Philippe Gautier, nous rejoignions un commandant qui arrivait d'Afghanistan. Sa maison était située dans un coin paumé, dans l'obscurité la plus parfaite. Nous croyions être seuls, en fait, nous sommes arrivés simultanément avec deux voitures d'autres ONG qui avaient eu la même information que nous[514]. »

Thibault apprend vite à distinguer les mythomanes. « Je fuyais tous ceux qui me disaient, sur le ton de la confidence : "Je sais beaucoup de choses, mais je ne vous dirai rien." Le secret cache très souvent le vide. » Il y a aussi ceux qui fraient avec la CIA. Selon Steve Coll, les principaux agents alors recrutés par la Compagnie sont des « aventuriers européens[515] » : journalistes, photographes, anciens de la Légion. Un américain les récupère à l'aéroport, leur donne un guide afghan, parfois des faux papiers, et même une radio pour transmettre leurs rapports. Le tout pour 1 000 dollars par mois. En juillet 1984, le patron de la CIA, Bill Casey, cédant aux démarches incessantes de Charlie Wilson pour améliorer le rendement de la Compagnie au Pakistan, remplace à la tête du poste d'Islamabad Howard Hart par William Pickney, un ancien de la Navy, de la Tunisie et de la Guinée, mais aussi de l'ambassade de Paris : un élément précieux pour nouer le dialogue et même embaucher certains des Français de Peshawar[516]. Les liens avec les services alliés sont à proscrire pour Thibault. Toutefois, au débouché d'une soirée très gaie, il se voit apostropher par le représentant du MI6 : « Je sais ce que tu fais comme travail. Pourquoi ne le ferions-nous pas ensemble ? » Sans suite évidemment. Thibault est au mieux avec son homologue chinois. « Nous n'avons jamais coopéré, tient-il à souligner, même si certains de nos "amis" ont pu le penser et l'écrire. » À l'occasion d'une conférence qu'il ne veut pas manquer, Thibault, en panne, n'hésite pas en effet à se faire convoyer par le Chinois. « Notre ami du BND est resté estomaqué en nous voyant arriver ensemble ! » Une autre fois, les chefs de poste observent avec stupéfaction un sac passer discrètement de la mallette du Chinois à celle du Français. Tous doivent penser que le papier opaque cache un lourd secret ; aucun ne devine qu'il s'agit des tomates cultivées à l'ambassade de Chine : Thibault avait obtenu quelques jours auparavant de pouvoir aller vérifier par lui-même le bruit selon lequel tout diplomate de l'empire du Milieu

était invité à cultiver son propre potager. De tous les services alliés, la CIA est le seul à lui réserver un coup pendable. Un de ses officiers annonce en effet vouloir apprendre le français. Thibault se voit donc demander l'aide de sa propre épouse, et la mise à disposition de son propre domicile… Pas besoin d'être grand clerc pour deviner que la grammaire et le vocabulaire sont un prétexte pour tenter de mettre la main sur des informations. « Je n'en suis pas revenu, raconte l'officier, qu'ils aient osé me faire ce coup-là à moi[517] ! »

L'anecdote illustre à Islamabad la suspicion entretenue à l'égard des Américains. La DGSE continue à pointer la « passivité des États-Unis », décrivant leur assistance militaire comme « limitée alors que l'Arabie saoudite vient par exemple d'être équipée de manière sophistiquée[518] ». Le Quai d'Orsay est sur la même ligne : « L'administration Reagan, explique la direction Asie, passe pour rechercher l'enlisement de l'Union soviétique en Afghanistan[519]. » C'est pourquoi aucune arme antiaérienne n'aurait été délivrée. « C'est que le caractère global de la "dyarchie" américano-soviétique amène à exploiter les faiblesses de l'autre tout en respectant les règles d'un jeu commun. À cet égard, la contiguïté territoriale de l'URSS avec l'Afghanistan, les liens historiques de ces pays, sont certainement pris en compte par les analyses des dirigeants américains, eux aussi préoccupés de la sécurité de leurs abords. » En bref, l'Afghanistan apparaît presque définitivement aux diplomates français comme une monnaie d'échange avec les Soviétiques : contre le maintien des communistes à Kaboul, l'URSS ne gênerait pas les Américains au Salvador. La supposition semble beaucoup plus empreinte de la méfiance traditionnelle du Quai d'Orsay vis-à-vis des États-Unis que d'une réalité. Washington livre déjà 60 à 80 % des armes des Moudjahidin que Reagan a officiellement reçus, lui. Si jusqu'alors l'effort pouvait paraître contenu, c'est plutôt parce que le gouvernement américain souhaitait saigner plus que terrasser l'URSS. Le Quai d'Orsay ignore de surcroît que même cette attitude est en train d'évoluer sous les coups de boutoir de Charlie Wilson et ses amis qui font de l'Afghanistan un combat des pauvres contre le tyran et collectent de plus en plus de fonds pour les activités de la CIA avec pour antienne : « Il serait indéfendable de fournir aux combattants de la liberté juste assez d'aide pour

combattre et mourir, mais pas assez pour faire avancer leur cause de la liberté[520]. »

À l'automne 1983, les Moudjahidin remportent leur lot de victoires, comme à Khost et Urgun. Leurs raids contre les colonnes ennemies et les aéroports entretiennent l'insécurité, et donc la détestation d'un régime incapable de rétablir l'économie : la production de céréales atteint péniblement le quart de celle de 1978. L'ensemble des Occidentaux présents à Peshawar constate en 1984 l'emprise grandissante du Jamiat. À Paris, le conseiller du ministre des Relations extérieures, Denis Delbourg, s'aventure donc à prédire que la moitié de la résistance « se retrouvera dans sa mouvance dans le courant de cette année[521] ». Cinq des six principaux partis afghans ont désigné son leader Rabbani comme leur représentant à la conférence islamique de Casablanca. Preuve des bonnes dispositions des Pakistanais, celui-ci s'est vu décerner un passeport diplomatique pour l'occasion, « première fois que les Pakistanais encouragent un représentant unique qui ne soit pas une potiche », note Delbourg. Présenté comme modéré, Rabbani est pressenti comme un futur leader acceptable du pays. Il est donc invité à Paris le 16 avril pour une rencontre avec le secrétaire général du Quai d'Orsay, Francis Gutmann, et des représentants des partis français avec lesquels il est très sévère sur la parcimonie de l'aide accordée par les Occidentaux : « Nous avons l'impression de revivre l'époque romaine des jeux de cirque, époque où le peuple repu regardait du haut des gradins de pauvres gens se faire massacrer[522]. » Conscient de la peur grandissante qu'inspirent les intégristes, il s'échine à rassurer : « Nous ne sommes aucunement opposés au progrès social, explique-t-il à Afrane, et nous ne voulons pas un "retour en arrière moyenâgeux". Nous souhaitons que les malheurs actuels se transforment en bonheurs, que les tueries soient transformées en révolution islamique, qui a sa spécificité et qui sera une source de bonheur pour notre peuple. Nous voulons apporter des améliorations dans tous les domaines et le secteur scientifique se développera après la victoire de notre révolution. »

Rabbani est appuyé par Puig et Roy qui n'ont de cesse de convaincre les gouvernements occidentaux des failles de l'armée soviétique, mais il s'agit aussi pour eux de lutter contre certains clichés. Non, l'Afghanistan ne sera pas le Viêt Nam des Russes, car ceux-ci ne visent pas la colonisation. Leur

effectif sur place reste remarquablement stable, la part du pays sous leur contrôle aussi, aux alentours de 20 %. Le colonel Henri Paris, conseiller militaire du Premier ministre, bénéficie ainsi de confidences de Soviétiques qui reconnaissent certes que « l'Afghanistan est une grosse bêtise, les Afghans se battent bien[523] », mais aussi qu'ils ont lu très attentivement toute la littérature française relative à l'Algérie[XVI], qu'ils ont aussi pris conseil auprès des anciens maquisards algériens pour apprendre leurs techniques de guérilla. Confortée par l'arrivée au pouvoir d'un fossile du brejnévisme, Constantin Tchernenko – Andropov étant décédé le 9 février –, l'armée s'est adaptée et a repris du mordant. Le pays se désertifie sous l'effet de la terreur. La population de Kaboul est ainsi passée de 800 000 personnes en 1979 à 3 millions en 1983. Les Soviétiques s'appuient beaucoup plus sur le Khad en créant des « détachements de propagande » et en cherchant à casser l'emprise pachtoune à travers le ministère des Tribus et des Nationalités. « Au total pour l'URSS, indique le CAP en février, le bilan de quatre ans d'occupation n'est pas "négatif" dans son aspect interne. Si elle n'est pas parvenue à soviétiser le pays, la pacification et une variante de la mongolisation ont apporté des résultats partiels : l'intégration inéluctable du pays aux marches de l'empire soviétique[524]. »

Pour Mériadec Raffray, grâce à cette tactique, « les Soviétiques semblent pour la première fois prendre l'avantage sur la résistance[525] ». Outre la prétendue modération américaine et l'adaptation du dispositif soviétique, le Quai d'Orsay voit une troisième raison à la stagnation actuelle : la frilosité pakistanaise. Début avril, le chef d'État-major des armées, le général Lacaze, croit même pouvoir rapporter d'une visite chez le général Zia l'impression que l'objectif final des Soviétiques « reste celui de la vieille Russie, l'accès aux mers chaudes[526] ». Zia lui a fait part de sa conviction que c'est à l'Inde que l'invasion de son pays serait confiée, une manière plus discrète pour l'URSS de prendre pied.

Ne pouvant compter ni sur la puissance militaire des États-Unis, ni sur la taille de l'URSS, ni sur la proximité du Pakistan, le gouvernement français considère de la plus haute sagesse de se maintenir à l'écart du conflit et même de sa résolution. Alors que l'envoyé de l'Onu Diego Cordovez fait en avril une tournée dans la région, la direction Asie campe sur sa

« perplexité[527] », d'autant, précise-t-elle, que « l'évolution des combats en cours peut, pour la première fois depuis quatre ans, peser sur la tournure de l'exercice ; une apparente victoire soviétique dans le Panjshir, qui symbolise une résistance afghane efficace, pourrait amener les Pakistanais à réfléchir sur les conséquences d'une fermeté excessive ».

Les propos du Quai d'Orsay confirment tout à la fois l'installation de Massoud au premier rang des commandants dans la vision française du conflit et la quasi-certitude à Paris que les Soviétiques vont prochainement en venir à bout. Le Panjshir en effet est pour la septième fois la proie d'une offensive préparée depuis un mois à Kaboul. Le 21 avril, les bombardiers lourds Tupolev-16 que leur autonomie autorise à décoller d'URSS, utilisés pour la première fois en Afghanistan, tapissent de bombes la vallée que Massoud, encore prévenu, a fait évacuer par les dernières dizaines de milliers de civils et ses cinq mille combattants. Parmi eux, quatre médecins d'AMI, arrivés seulement une semaine plus tôt, qui se sont intégrés aux colonnes résignées emmenant chèvres, moutons et chevaux avec elles. À peine ont-ils quitté le Panjshir que 20 000 Soviétiques, 6 000 Afghans et 500 blindés aux ordres du général Saradov font leur apparition et s'enfoncent en une semaine jusqu'au col de l'Anjuman qui marque le bout de la vallée. Massoud, dont la mort a été précipitamment annoncée, déplore cent cinquante tués, sa plus grosse perte depuis le début du conflit. Pour la première fois, il demande de l'aide à l'Isi, mais les commandants tenant les zones intermédiaires s'opposent au transit des armes pakistanaises, en prétextant les cols enneigés, en réalité parce qu'ils redoutent la neige alors abondante, soit parce qu'ils n'appartiennent pas au même parti. Yousaf pousse donc Rabbani à « ravaler sa fierté » pour demander assistance à Hekmatyar qui accepte de monter des opérations de soulagement à Jabal Saraj et Golbahar.

En France, la septième offensive est jugée comme un « succès » par le Quai d'Orsay, même s'il n'est que « partiel » : « Massoud n'a pu être "neutralisé" et l'essentiel de ses forces restent agressives spécialement contre la voie directe Kaboul-Termez vitale pour le corps expéditionnaire[528]. » Plus grave encore, « Panjshir 7 » est pour les diplomates le signe manifeste, vu les nouveaux moyens tactiques engagés par les Soviétiques, d'un « risque d'escalade ». La DGSE partage cet avis.

C’est pour elle, à ne pas en douter, un « succès pour Moscou[529] », car, depuis le 8 mai, la vallée est « totalement quadrillée » et la voie du Salang débloquée. Les pertes soviétiques – 1 000 morts et blessés, 7 hélicoptères – sont jugées « acceptables », « celles des résistants (quelques centaines de tués) le sont relativement moins ». D’autre part, la DGSE rapporte la construction de bâtiments en dur dans le sud de la vallée, l’équivalent d’un régiment s’installant dans cinq positions retranchées à Anaba, Rokha, Bazarak, Shaba et Pashgor. Enfin, selon le service de renseignement français, une leçon est définitivement à tirer, contrebattant certains clichés en vogue dans la presse : « Au Panjshir, la solidarité entre groupes de Moudjahidin n’a pas ou peu joué. » La raison en est simple : « La jalousie envers Massoud et les rivalités entre partis à Peshawar. […] Par conséquent, il convient de ne pas adopter une vision romantique des événements. »

De son côté, l’Élysée s’alarme des conséquences de « Panjshir 7 » non pas pour Massoud, mais pour la politique intérieure. « Cette action soviétique, a annoncé Védrine à Mitterrand, va bien sûr provoquer des mises en cause de votre politique à l’égard de l’URSS. Déjà, M. Giscard d’Estaing a demandé pourquoi vous estimiez possible de vous rendre à Moscou alors que vous aviez posé comme préalable le changement de politique de l’URSS en Afghanistan[530]. » De fait, le président de la République a accepté l’invitation des Soviétiques. Son prédécesseur à l’Élysée a beau jeu de lui renvoyer l’opprobre dont il fut victime lors du voyage à Varsovie. Hubert Védrine interroge donc François Mitterrand : « Ne pensez-vous pas que cette condamnation [de la France] devrait être réitérée dans les prochains jours, par exemple par Cl. Cheysson puis au sommet de Fontainebleau, s’il y a une déclaration politique ? » En marge, le président de la République inscrit : « M’en parler. »

Propos sans suite, car l’heure est au recentrage diplomatique : pas question que l’Afghanistan puisse être la source d’un affrontement avec l’URSS. Le Quai d’Orsay triomphe, qui annonce le 7 juin : « Nous n’avons pas de raison d’assouplir notre attitude[531] », tout en soulignant : « Nous ne sommes pas de ceux qui, par des surenchères, recherchent l’enlisement ou l’humiliation de l’URSS. Nous souhaitons au contraire une paix honorable et rapide qui lèverait un obstacle à la normalisation de nos rapports. Fermes sur les principes, nous admettons qu’ils puissent s’appliquer avec souplesse

et qu'en particulier les impératifs de bon voisinage entre l'URSS et l'Afghanistan soient garantis. Nous serions même prêts à coopérer dès lors que des gestes de bonne volonté nous y inciteraient. » Le 19 juin, très inquiètes, six organisations humanitaires adressent à François Mitterrand une lettre ouverte – « sans aucune agressivité », précise Régis Debray qui les reçoit – ainsi qu'une autre personnelle à l'intention du président. « Je me suis borné, explique le philosophe à ce dernier, à indiquer à mes interlocuteurs que les relations politiques avec l'URSS, à vos yeux, ne devaient ni ne pouvaient s'effectuer au prix des principes et que votre voyage ne signifiait nullement que la France songe à passer l'éponge sur l'affaire de l'AfghanistanXVII532. »

Le 21 juin, le président de la République évoque le sort du dissident Andreï Sakharov sous les lustres du Kremlin. L'Afghanistan n'est mentionné qu'une fois, et pas isolément : « Vous connaissez notre désaccord sur l'Afghanistan, ainsi que les questions que nous posons sur le Cambodge. Nous souhaitons avec vous trouver les solutions qui permettront dans la neutralité de ces pays, s'ils la désirent, de parvenir à une paix désirable dans le respect mutuel533. » La frilosité de la diplomatie française se lit également à travers les relations franco-pakistanaises. Paris se refuse à pousser Islamabad à plus de combativité, d'abord parce que l'engagement supérieur des États-Unis l'y conduit naturellement, ensuite pour préserver le meilleur des climats dans une période d'intense négociation commerciale. Deux dossiers dominent les échanges bilatéraux. D'abord, la vente de sous-marins qui ne sera finalisée qu'au début des années 1990. Ensuite, l'accord signé avant l'invasion soviétique par la France pour la construction d'une usine de retraitement nucléaire à la condition que les matériaux n'aient qu'un usage civil. Sous la pression des Américains, Paris a résilié l'accord, incitant naturellement les Pakistanais à réclamer des compensations, essentiellement financières. Roger Duzer, ambassadeur français au Pakistan, participe à ces négociations, face à des interlocuteurs qu'il juge « raisonnables et pondérés534 ». En 1984 se greffe un nouveau contrat portant sur l'achat de trois frégates pour un montant de 3,3 milliards de francs. Une commande « capitale », estime Jean-Michel Gaillard, conseiller du président de la République, dans « la condition actuelle de la construction navale » qui « permettrait notamment aux chantiers de La

Seyne et de Nantes d'éviter un chômage quasi total dans les mois qui viennent[535] ».

Les spécialistes de l'Afghanistan espèrent toujours en François de Grossouvre. Patrice Franceschi le rencontre deux fois à l'Élysée en 1983, Wardak lui-même en 1984[536]. Selon le premier, « c'était Grossouvre qui était demandeur. Il souhaitait seulement s'informer de la situation[537] ». Grossouvre rencontre même le général Zia en janvier 1984. « Pour moi qui étais très attaché de par ma jeunesse aux droits de l'homme, se souvient son assistant Pierre d'Alançon, c'était un moment pénible ! » Mais quelle est l'influence réelle de l'homme de l'ombre ? Pour certains, Grossouvre n'a jamais participé à une réunion de travail à l'Élysée ou dans un ministère. D'Alançon dément vigoureusement, agenda à l'appui. Le fait que, en 1984, Mitterrand confie à son chef d'État-major particulier, le général Saulnier, les rapports avec les services ôte cependant à Grossouvre l'un de ses principaux leviers d'action.

La vie politique détestant le vide, puisque l'Afghanistan est délaissé, au moins dans les déclarations officielles, par le pouvoir, la droite s'en saisit. En novembre 1983, Bernard Pons, secrétaire général du RPR, avait organisé pour Michel de Guillenchmidt un voyage au Pakistan dont le motif officiel était de plaider la cause de Benazir Bhutto au nom du maire de Paris. En fait, le délégué aux droits de l'homme, accompagné de son épouse et de la journaliste Catherine Pégard, s'était immédiatement rendu à Peshawar où Homayoun Tandar lui avait fourni des contacts. Outre Hekmatyar, il y retrouva Rabbani qu'il avait rencontré dans le bureau de Jacques Chirac un an plus tôt et qui lui lança : « Pourquoi n'allez-vous pas à l'intérieur du pays ? » Guillenchmidt était tenu de rentrer en France, mais la proposition ne quitta plus son esprit. Au cours d'un comité central du RPR, il fit donc passer une note à Jacques Chirac présentant son projet de partir en Afghanistan. Le président le fit venir à la tribune pour lui glisser : « Je te couvre[538] ! »

Le RPR subvient aux besoins financiers, mais la mission n'a aucun caractère officiel. Guillenchmidt part en juillet 1984 accompagné du frère de Bernard Pons, un photographe. Pris en charge par le Jamiat, il arpente la région de Tora Bora, assistant à des accrochages lointains, subissant les bombardements à l'aveuglette des Soviétiques. Il réalise que les Afghans

contrôlent la quasi-totalité de leur territoire et il revient à Paris avec la conviction enthousiasmante que l'URSS est en mauvaise posture. « J'employais à dessein, assure-t-il, le terme d'"Armée rouge", car cela évoquait la grande bataille de Stalingrad, les Soviétiques tout-puissants. » Il le répète au *Monde*, à la télévision, puis à toutes les réunions de militants RPR organisées en France où il se débrouille toujours pour convier un Afghan de passage, revêtu comme Wardak en 1981 d'habits traditionnels. « Cela faisait un tabac ! témoigne-t-il. Ils adoraient regarder ces combattants de la liberté contre le communisme ! » Toutefois Guillenchmidt ne persévérera pas en Afghanistan, signe que la motivation est surtout politique. L'année suivante, ce sera en Érythrée qu'il se rendra pour la défense des droits de l'homme.

L'absence d'un « Monsieur Afghanistan » au sein des grands partis nuit au maintien de l'intérêt dans l'opinion publique. Ne devant compter que sur eux-mêmes et quelques journalistes iconoclastes, les spécialistes du pays décident de créer le Ceredaf (Centre d'étude et de recherche documentaire sur l'Afghanistan). Presse, livres, monographies, tout y est pieusement collecté pour constituer le deuxième fonds indépendant le plus important au monde. Un bulletin mensuel est également édité, compilant les *news* parues dans la presse pour une centaine d'abonnés. Parmi ces derniers, l'un de ses principaux responsables, le cartographe Alain Marigo, s'amuse à relever qu'il n'y a que très peu de réfugiés. En revanche, le Ceredaf voit bientôt passer des personnages interlopes tel cet « humanitaire » désireux de potasser son précieux fonds cartographique parce que lui et les siens projettent d'installer des antennes radio sur les plus hauts points du Panjshir… Le 5 septembre, la vallée est d'ailleurs soumise à sa huitième offensive alors que les groupes mobiles de Massoud sévissent sur la route de Salang et à Bagram où le commandant se permet de conduire lui-même un assaut le 16 janvier suivant.

Les premières à utiliser les services du Ceredaf sont les ONG jamais suffisamment renseignées sur les zones qu'elles veulent investir. Outre le financement du centre d'information de Madjrouh, « Les Amis de l'Afghanistan » par exemple ont été à la base du projet « Radio Kaboul libre » qui a fait long feu. Après avoir correctement émis, au Panjshir, à partir du printemps 1982, deux de ses émetteurs ont été détruits par les

bombardements, les quatre autres tombant en panne faute de technicien. Le 25 décembre 1983, elle a fait place à « Radio Moudjahidin » dont les programmes sont confectionnés à Peshawar par tous les partis à l'exception, habituelle, du Hezb-e Islami. La première émission d'une demi-heure depuis un col afghan est captée à Islamabad, soit à cinq cents kilomètres de là. Contrairement à Radio Kaboul libre, qui émettait en modulation de fréquence à partir d'émetteurs de faible portée, sa remplaçante utilise les ondes courtes depuis un seul émetteur. La contrepartie est la mobilité beaucoup plus réduite du nouveau matériel qui doit être gardé en permanence par un groupe de combattants.

Une ONG fait à cette époque son premier voyage en Afghanistan, même si elle porte le sujet dans le débat public depuis 1980 : le BIA. L'accueil à Peshawar de son premier envoyé, Alain de Bures, est plus que mitigé : les partis afghans connaissent l'appartenance à la gauche de ses créateurs issus du MSRA et des « Six heures pour l'Afghanistan ». Le BIA a décidé de concentrer son aide sur l'agriculture. L'expérience d'Alain de Bures est en cela primordiale puisqu'il a derrière lui six années de mission agricole en Iran. Walid Madjrouh, neveu du professeur, accepte de le conduire en compagnie de Camille Fabre dans la vallée de la Kunar où il est sidéré de découvrir un paysage et un système agricole très proches de ceux de ses Pyrénées-Orientales. La division locale des partis est heureuse : le BIA espère éviter ainsi toute inféodation. Sa seconde spécificité est de refuser catégoriquement de jouer comme certaines de ses consœurs à ce que de Bures appelle les « gentils distributeurs de billets de banque[539] ». « Cette distribution, critique Jean Braud, membre de l'association, ne profitait qu'aux gens de l'obédience du commandant qui les guidait dans la Kunar. Dans un certain nombre de cas, on sait que les "missionnaires" pouvaient être très jeunes, inexpérimentés, ne connaissant pas la langue : très pressés de se débarrasser des importantes sommes d'argent dont ils étaient porteurs, ils se hâtaient de réunir la population d'un village pour les distribuer sans essayer de savoir qui allait vraiment en profiter[540]. » L'attaque est sévère de la part du BIA qui arrive seulement au Pakistan quatre à cinq ans après les pionnières. Et elle vise surtout la Guilde du raid. Alain de Bures témoigne que, après le passage de celle-ci dans un village, il a observé les commandants locaux prélever leur part auprès des bénéficiaires. Quand il

s'en ouvre à l'ONG, il s'entend répondre : « Ce n'est pas en soignant les chèvres que vous allez faire progresser la cause de l'Afghanistan ! » Et de commenter : « Ils n'avaient pas tout à fait tort. Notre action n'était peut-être pas plus utile que la leur, elle était cependant moins nocive. » Première lézarde dans le mur apparemment compact des ONG françaises en Afghanistan.

La Guilde va justement se trouver au cœur d'une affaire à retentissement. Depuis son premier voyage chez Wardak, Anne de Beaumont savait qu'elle reviendrait. En 1984, outre l'apprentissage du persan, elle a poussé son engagement jusqu'à démissionner de son travail. Elle ambitionne en août de rallier Herat où aucune ONG ne s'est encore rendue. Pour l'occasion, elle fera équipe avec un autre membre de la Guilde, Yves de Beauregard, diplômé de l'Essec, dont les cheveux blonds et les yeux bleus laissent présager quelques difficultés. Se joignent à eux, avec l'accord du Jamiat, un journaliste américain ainsi qu'une équipe d'Antenne 2, la première à entrer si profondément en territoire afghan : Jacques Abouchar, Jean-Louis Saporito, Georges Hansen.

Direction Quetta où des camions prennent l'équipe en charge pour lui faire traverser le Baloutchistan. À Zahedan, les Français se voient attribuer des tentes avec la recommandation d'en sortir le moins souvent possible, rivalité entre djihadistes oblige. L'attente commence et elle déplaît aux journalistes qui craignent le mécontentement de leur rédaction. Chaque jour, les Moudjahidin annoncent le départ pour le lendemain. Anne de Beaumont, ayant l'habitude du pays, en profite pour potasser son persan. Au bout de trois semaines, les Moudjahidin avouent enfin que le voyage à Herat est impossible. Il supposerait de longer la frontière iranienne où les marécages sont rois. Seule Anne se voit proposer de passer par l'Iran recouverte d'un tchadri : elle refuse poliment, surtout qu'elle transporte avec Yves quelque 180 000 francs. Plus tard, Jean-Louis Saporito expliquera que les Moudjahidin leur ont réclamé 3 millions de francs pour continuer la route : « On a eu l'impression de se faire racketter[541]. »

Retour à Quetta après un mois et demi de gaspillé. La Guilde conseille alors à Anne et Yves de s'orienter vers Kandahar. Le parti Mahaz, avec lequel l'ONG est en relations, accepte de les y convoyer. Anne réclame de ne pas être accompagnée des journalistes, trop peu discrets à son goût, et

pourtant, le 17 septembre, le trio se présente bien au point de rendez-vous de Chaman. Les journalistes ne veulent pas renoncer à leur reportage exclusif. Ils prennent place dans un pick-up tandis qu'Anne et Yves montent à bord d'un 4 × 4 en tête de convoi. Après une heure et demie de route nocturne, non loin de Spin Boldak, c'est l'embuscade en plein désert. Le ciel s'illumine sous l'effet des fusées et des balles traçantes. Les véhicules sont pris à partie de face et de côté à la mitrailleuse. Anne, Yves et leur conducteur ont tout juste le temps de s'éjecter qu'un lance-roquettes fait exploser leur voiture. « On a couru dans la direction opposée aux tirs, se souvient la première. Je crois qu'on ne s'est pas arrêtés de la nuit ! » Au petit jour, les voyageurs se regroupent grâce aux cris d'animaux émis par les Moudjahidin afin de se retrouver. Pour Anne et Yves, l'argent étant resté dans leur véhicule, il ne reste pour solution que de rentrer à ParisXVIII. Mais il manque à l'appel Jacques Abouchar.

La France déplore un nouvel otage. Encore un, serait tenté de s'exclamer le grand public qui avait été déjà très sensibilisé à la détention du docteur Augoyard. Les Soviétiques avaient en quelque sorte prévenu. En mai, Tass avait incriminé MSF et AMI, fait très inhabituel, car l'agence évite généralement de stigmatiser la France. Surtout, lors de la célébration du 14 juillet à Islamabad, l'ambassadeur soviétique Smyrnov avait été plus qu'explicite. À Bertrand Gallet qui lui avait demandé, lui qui s'apprêtait à passer en Afghanistan avec Christophe de Ponfilly, quels seraient les risques encourus en cas d'arrestation, le diplomate avait signifié qu'ils seraient tout bonnement exécutés. Pour autant, les Français ne sont pas les cibles privilégiées de l'URSS ; en réalité, ces arrestations sont le signe de leur insatiable activité. Nul autre pays ne compte autant de ressortissants de l'autre côté de la frontière. Le professeur Madjrouh en témoigne en novembre 1984 : « Les organisations privées françaises sont les premières à apporter de l'aide médicale ou autre. Les journalistes français sont les plus nombreux. Les Afghans ne l'oublieront jamais542. »

Par-delà les rodomontades d'un Smyrnov, l'arrestation de Français embarrasse Moscou. Le directeur Asie du Quai d'Orsay, Michel Combal, en témoigne, qui déjeune avec l'ambassadeur soviétique Vorontsov, le 27 septembre : « Celui-ci, relate-t-il au directeur de cabinet de Claude Cheysson, a confirmé ce qu'il vous avait dit hier : l'affaire n'était pas tenue,

en ce qui concernait les Soviétiques, pour vraiment grave543. » Abouchar en effet n'a pas eu le temps de filmer des scènes « par hypothèse jugées intolérables » (comme des exécutions de prisonniers). D'autre part, « on savait, puisqu'il avait lui-même donné des renseignements détaillés, qu'il n'avait aucune mission autre que journalistique ». Le diplomate soviétique a donc confié qu'« il serait relâché, mais Vorontsov a ajouté que les Afghans le garderaient probablement quelque temps, laissant entendre qu'ils chercheraient à tirer avantage de sa capture ». Le directeur Asie a insisté pour une libération rapide : « Il m'a seulement été répondu, indique-t-il, que toute campagne de presse aurait pour conséquence de compliquer les choses et donc de retarder son retour. »

Tout au contraire, la carte de presse d'Abouchar déclenche un mouvement de soutien au sein des journalistes et des intellectuels encore plus puissant que celui qui avait vu le jour pour Augoyard. Dans la coulisse, bien qu'Abouchar soit détenu par les Afghans, ce sont les Soviétiques qui font l'objet de toutes les attentions. Le chargé d'affaires afghan à Paris s'étonne ainsi que les manifestations aient lieu devant l'ambassade d'URSS : « Je comprendrais qu'on vienne devant mon ambassade544 ! » déclare Keshtmand. Les diplomates soviétiques demandent pour leur part à Eugène Teisseire, président du groupe d'amitié France-URSS à l'Assemblée nationale : « Que se passerait-il si un journaliste soviétique entré clandestinement en France, afin d'exercer son droit d'information sur le FLNC, sur l'ETA ou les séparatistes calédoniens, était arrêtéXIX ? » Ils font également savoir leur mécontentement face à la tribune publiée dans *Le Monde*, le 25 septembre, par Claude Malhuret, intitulée « Le droit de secourir et de témoigner », qui met en avant le « devoir d'ingérence ». Leur gouvernement confirme toutefois ses bonnes dispositions. Suite à un entretien de Cheysson avec Gromyko à New York, il lance le 9 octobre un « appel au gouvernement afghan afin qu'il relâche J. Abouchar sur une base humanitaire545 ». Selon Moscou, cette libération devrait donc survenir assez vite. Mais Vorontsov a bien spécifié au Quai d'Orsay que la démarche ne devrait pas être rendue publique. Le 19, il administre au cabinet du ministre un petit cours de justice façon soviétique : Abouchar sera jugé le 20 pour « association avec des terroristes » et condamné à quinze ans de prison ; le 21, il rencontrera un membre de l'ambassade, puis il sera relâché

et expulsé. Le jour J, le journaliste écope finalement de trois années supplémentaires. Le lendemain seulement, il est autorisé à rencontrer le chargé d'affaires français, hors de sa prison de Sidorat, à l'hôtel Ariana. Roland Barraux se présente, « doublement rassurant », racontera le journaliste, avec ses airs de « notaire et [de] chanoine[546] ». Il a du savoir-faire – Abouchar est son troisième otage – et cela se voit. Il sait parler aux officiels afghans qui restent pendant l'entretien, promet à son compatriote de tout faire pour améliorer son ordinaire, mais il le surprend en lui demandant s'il souhaite la télévision, un luxe tout à fait incongru vu les conditions très sommaires de sa détention.

La condamnation suscite en France une très vive émotion, surtout dans les milieux de la presse, comme le remarque Hubert Védrine qui, le 22, à l'intention du président de la République, évoque « un corporatisme évident », « surtout si on les compare à la relative indifférence qui entoure le sort des prisonniers politiques ou de Français d'autres professions capturés ou enlevés[547] ». Le 25, Abouchar est gracié : sa détention aura été six fois plus courte que celle d'Augoyard. Les ONG sont unanimes pour souligner les répercussions néfastes de l'affaire. Déjà peu appréciées par une partie des autorités françaises, elles se sont vu en effet reprocher à travers la Guilde leur amateurisme. Entre une équipe de journalistes novices en Afghanistan et une ONG qui en était à sa quatorzième mission, le tir de l'accusation semble pour le moins mal ajusté. Mais la Guilde, dès le 4 octobre, rétorque dans un communiqué que, « de toute évidence, ce genre de propos ne vise qu'à discréditer l'action menée en Afghanistan par les organisations médicales et humanitaires qui comptent en permanence des volontaires à l'intérieur de ce pays dont chacun sait dans quel dénuement il lutte pour sa survie[548] ».

Un deuxième coup dur porté aux ONG est l'œuvre de Jacques Abouchar lui-même qui, à son retour, se livre à des déclarations très tranchées sur les Moudjahidin : « Des zozos. Des querelles de chefs, des affrontements tribaux. Les hommes du principal mouvement de résistance, financés et armés par le Pakistan, sont des intégristes fanatiques. Ils font froid dans le dos[549]. » La presse soviétique s'en délecte immédiatement tant et si bien que certains humanitaires iront jusqu'à avancer, sans la moindre preuve, que le journaliste avait en fait été manipulé par le KGB. La colère explique

les excès de part et d'autre. Mais la parole d'un journaliste, porté aux nues pendant un mois en France, est évidemment bien plus dévastatrice. Nul ne s'aventure à souligner son manque d'expérience qui le conduit à assimiler l'ensemble de la résistance au parti d'Hekmatyar qui n'est le « principal » qu'aux yeux de l'Isi.

Néanmoins, l'épisode d'Abouchar n'entame en rien la détermination des ONG. Le 30 octobre, le Quai d'Orsay signale que, « malgré les dangers encourus », les « pénétrations clandestines en Afghanistan à but journalistique ou humanitaire continuent[550] ». Et de citer le Collectif Provence-Afghanistan et la Guilde passés en Afghanistan dans la nuit du 14 au 15 octobre, soit avant la libération d'Abouchar. Car, ainsi que le début de l'année le laissait pressentir, l'URSS resserre son joug sur l'Afghanistan. « La pression soviétique s'est intensifiée considérablement, dit Massoud à Ponfilly et Gallet. Si l'Occident ne nous aide pas, la résistance afghane est condamnée et disparaîtra dans quelque temps[551]. » Comme Wardak, il élargit le problème à l'extérieur du pays : « L'Afghanistan n'est pour les Soviétiques qu'une étape, et il est à craindre que le Pakistan ne succombe lui aussi à la domination soviétique. » Durant l'hiver, de fait, des bombardements meurtriers sont pratiqués à la frontière, même si un nouveau round de conversations indirectes a lieu à Genève du 24 au 30 août. À la manière de la France en Algérie et en Tunisie, les Soviétiques tentent de boucler la frontière avec le Pakistan dans le Paktia et le Kunar. Ils peinent cependant à percer le blocus autour de Barikot, région dans laquelle est dénoncée la dispersion massive de mines. Dix mille soldats sont également déployés le long de la frontière iranienne.

Peshawar voit arriver dans ses camps de réfugiés des habitants des provinces du Nord, signe d'une intensification des combats. Au retour d'une mission exploratoire, Juliette Fournot fournit les détails d'un massacre dans la région de Baghlan en décembre : en représailles d'une embuscade, les Soviétiques encerclent cinq villages et tuent systématiquement leurs occupants, femmes et enfants compris. Près de deux cents morts, bébés comme vieillards, dont tous les noms sont dûment relevés. La *Pravda* répond en quelque sorte à l'ONG le 7 janvier 1985 en expliquant que « le peuple afghan […] sait parfaitement de quoi s'occupent les soi-disant "médecins" et "journalistes" qui, bafouant les lois et les

normes les plus courantes du droit international, pénètrent illégalement dans le territoire du pays où, en liaison étroite avec des bandes de contre-révolutionnaires, ils mènent une activité d'espionnage ». Le 14 décembre, enfin, la résistance perd l'un de ses plus grands commandants : Zabiullah, l'ami de Chevalérias, est tué dans l'explosion de sa voiture sur une mine à Tabyaq.

Certains sont tentés d'accepter l'état de fait. Fin décembre, la spécialiste de la Russie Hélène Carrère d'Encausse diagnostique : « Je crois que, quel que soit le côté tragique de ce constat, l'Afghanistan fait partie désormais du paysage soviétique. Après cinq ans d'occupation, c'est trop tard552. » D'autres sont révoltés. Le 26 novembre, Claude Malhuret écrit à François Mitterrand pour dénoncer une « situation de catastrophe sans précédent553 ». Les ONG ont déclenché des moyens d'urgence, mais qui ne sont pas à la mesure du drame. Pour toute l'année 1984, Afrane a consacré 700 000 francs aux Afghans ; la Guilde, elle, a apporté 300 000 francs dans le Wardak et le Panjshir. Soutenue par l'Association du 21 juin de Danielle Mitterrand, elle a aussi créé et financé dix écoles dans le Wardak, dix-neuf autres devant l'être dans le Hazaradjat grâce au million récolté par la campagne d'appel aux dons. Aucune ONG française ne soutient la comparaison avec certaines associations d'autres pays européens pourtant moins impliquées sur le terrain. Le Sweedish Committee est peut-être le plus riche avec près de 6 millions de francs distribués en cinq ans à des médecins ou des infirmiers afghans retournant soigner à l'intérieur de leur pays.

Après cinq ans d'activité continue, les ONG françaises paraissent essoufflées. Pour chaque commandant, les six pionnières estiment avoir besoin de un million de francs554. Peu est à attendre de la part de la CEE. En 1984, MSF, MDM, Afrane et la Guilde lui ont conjointement réclamé des fonds d'urgence pour venir en aide à la région de Kaboul. Réponse du commissaire français Edgar Pisani : la Commission européenne n'aide pas la population d'un pays en guerre. Claude Malhuret se tourne donc vers le gouvernement français en soulignant que la Suède, la Norvège, la Hollande, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont décidé d'apporter de l'aide à leurs ONG ; il ajoute qu'au Cambodge et en Érythrée déjà la communauté internationale a secouru des populations en détresse dont « le contrôle

échappait aux forces gouvernementales des pays concernés ». Puisque le gouvernement français s'est plusieurs fois enorgueilli officiellement de l'action des ONG nationales, n'est-il pas temps de le concrétiser financièrement ? Le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Louis Bianco, émet un avis favorable. Mais le président de la République, lui, y est formellement opposé : pas de déblocage d'aide spéciale, pas même de rendez-vous pour Claude Malhuret.

Il est vrai que, une fois de plus, le contexte international relègue l'Afghanistan au second plan. Au Tchad, les Libyens refusent de se retirer. François Mitterrand, qui avait tant critiqué la diplomatie personnelle de Valéry Giscard d'Estaing, tente d'y remédier le 15 novembre 1984 en se rendant personnellement en Crète pour convaincre Kadhafi d'obtempérer, rencontre historique entre un chef d'État et l'un des maîtres du terrorisme international. Avec les États-Unis, les relations se tendent à cause des négociations du Gatt et du projet IDS (Initiative de défense stratégique), le bouclier antimissile de Reagan. Le remplacement, enfin, le 17 décembre, de Claude Cheysson par Roland Dumas marque le recentrage de la politique mitterrandienne sur l'Europe. Comme un symbole de la perte d'influence française dans le pays, en décembre, sans concertation, le gouvernement afghan met un terme à la coopération culturelle avec la France datant de soixante ans. « Cela s'est passé simplement, sans animosité, témoigne le chargé d'affaires Barraux. On a simplement signifié aux professeurs que leur contrat ne serait pas renouvelé, qu'ils devaient rentrer[555]. »

Le gâchis est accentué par le refus du gouvernement français d'allouer aux ONG les 3 millions de francs prévus pour le lycée Esteqlal. Les humanitaires se retrouvent encore seuls pour défendre la cause de ceux qui sont désormais leurs amis. Privés de finances, certains privilégient les coups médiatiques comme la visite de Jean-François Deniau dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier dans le Kunar, cornaqué par Alain Boinet, de la Guilde. L'ancien ministre remplit son rôle en mettant magnifiquement en scène sa rencontre avec les commandants dans son livre *2 heures après minuit*, ainsi que dans la dizaine d'interviews qu'il accorde à son retour. Dans *Le Figaro* du 15 janvier 1985, il rappelle le courage des cinq cents Français qui l'ont précédé et trouve la formule juste : « Non au silence »

pour finir par exhorter les « diplomates éminents » et « techniciens sérieux » à agir.

Qu'importe que Deniau ait beaucoup brodé sur son périple, ou qu'il se soit aventuré à promettre aux Afghans ce qu'il ne pourrait obtenirXX, lui au moins a eu le courage de ses opinions. Dans le sens inverse, les ONG accélèrent la venue en France de commandants tous porteurs d'un message catastrophé. Le 20 février, Abdul Haq lance un appel à l'aide à cet Occident qui n'a « pas fait grand-chose » depuis cinq ans : « Je ne sais pas combien de temps nous pourrons encore lutter dans les conditions actuelles, sans armes modernes antiaériennes et antichars556. » Le jeune commandant, vingt-sept ans à peine, qui terrorise les convois soviétiques entre Kaboul et Djalalabad, vise en particulier la France dont il attend qu'elle exerce une pression « ferme, durable et d'envergure » sur les Soviétiques et aussi une aide humanitaire qui n'est jusqu'à présent dispensée que par des organisations indépendantes. Il termine : « Si j'en crois la *Marseillaise*, "la liberté guide vos pas", on aimerait bien qu'elle les guide jusqu'à nous557. » À peine deux semaines plus tard, Amin Wardak et Walid Madjrouh, de passage à Paris, remercient le peuple français d'avoir été « le seul à exprimer sa solidarité558 ». Ils partent ensuite outre-Atlantique expliquer au vice-président Bush que l'aide américaine est phagocytée par les partis qui ne la restituent pas aux vrais combattants de la liberté.

Le seul à ne pas accomplir le voyage en France est finalement Ahmad Shah Massoud. Ce n'est pas faute pour ses visiteurs français de l'y avoir invité. « Se déplacer loin du Panjshir lui faisait peur, avance Amin Wardak, à cause d'un projet d'assassinat qu'Hekmatyar avait fomenté contre lui à la fin des années 1970 au Pakistan, ainsi qu'Abdul Haq me l'avait raconté. » Pour sa part, Massoud avance toujours deux raisons. « Pendant les années du djihad, expose Mohammed Eshaq, Massoud était très occupé à l'intérieur du pays. Il n'était pas possible pour lui de le quitter pendant une longue période. D'autre part, le travail politique du parti était effectué par un bureau à Peshawar où moi-même et d'autres étions impliqués. Je ne pense pas qu'il ait commis une erreur en ne se rendant pas à Paris plus tôt. Cela était à porter à son crédit que tout le monde s'éloignait des combats à part lui559. » La place d'un chef est avec ses hommes : l'argument est valable pour la DGSE qui n'insiste pas pour le faire venir, tout en

remarquant que, si Abdul Haq et Wardak peuvent, eux, se le permettre, c'est parce que leurs troupes sont moins importantes. « Si je me rendais à l'étranger, précise cependant Wardak, c'est parce que j'étais obligé d'aller y chercher l'aide que les partis, qui me rejetaient autant que je les rejetais, refusaient de me donner. De plus, je ne m'absentais que l'hiver durant lequel aucune opération n'est possible. Comme dans le Panjshir au demeurant… » La seconde raison invoquée par Massoud pour justifier son refus de venir en France étonne tous ceux à qui il la présente. « Il a toujours été très respectueux du rôle de chacun, relate Homayoun Tandar, représentant du Jamiat à Paris. En venant en France, il aurait empiété sur le domaine de Rabbani, et cela il ne le voulait pas[560]. » Depuis l'université, les deux hommes entretiennent une relation d'amour-haine. Rabbani mégote sur le ravitaillement de Massoud. Pourtant, le photographe Reza Deghati, qui se rend en Afghanistan à cette époque, entend le commandant ne l'évoquer qu'avec de respectueux « Mollah Sahib[561] ». « Tu ne comprends pas ! lui explique-t-il. S'ils le veulent, ils peuvent me faire pendre demain ! » Pour améliorer leur relation, comme souvent en Afghanistan, un mariage est organisé entre les deux familles : la fille de Rabbani épouse le frère du Tadjik, Ahmed Zia. Pour un maigre résultat. « Massoud, relate Puig, reprochait à Rabbani d'être trop mou, de manquer de vision stratégique pour l'Afghanistan, d'agir trop à l'afghane, enfin de laisser le Jamiat noyauté par le Hezb[562]. » Avec la Shura-e Nazar, cependant, le commandant a commencé à s'émanciper de la tutelle de Rabbani. Au printemps, il dépêche ses frères en Europe, au Pakistan, à Washington pour quémander toute une liste de matériels militaires et médicaux en assurant qu'il pourrait ramener les Soviétiques à la table des négociations en six mois. « Sinon, prédit-il, la guerre pourrait durer quarante ans[563]. »

Cette quête d'autonomie effraie les Pakistanais qui sont l'obstacle principal, selon la DGSE, à une venue du commandant en France. Les services français toutefois ne sont pas assez en position de force pour dicter leur choix à Islamabad. Si populaire Massoud soit-il boulevard Mortier, il ne saurait justifier un différend diplomatique, surtout en pleine crise des otages au Liban qui implique l'Iran, autre grand acteur de la région. La pression pakistanaise est également souvent invoquée pour justifier

l'attitude de Rabbani à l'égard de Massoud. L'Isi recommande en effet au chef du Jamiat, qui reçoit une part d'armes sensiblement égale à celle d'Hekmatyar, de ne pas favoriser le Panjshiri. Qu'il s'y refuse et les autres commandants du Jamiat, comme Ismaïl Khan à Herat, pourraient en subir les conséquences. Parmi les Pakistanais, Frank Anderson, qui dirigera l'Afghan Task Force à la CIA à partir de 1987, distingue même le président Zia qui avait pour Massoud une « animosité personnelle[564] ». Pour preuve, après la mort du général, l'Isi aurait cherché à améliorer le ravitaillement du commandant.

Depuis la trêve de 1983, l'obsession de Massoud est d'étendre son emprise hors du Panjshir, par efficacité militaire, mais aussi, dit-il, par nécessité : il lui faut administrer les milliers de Panjshiri qui ont été déplacés au nord de l'Hindou-Kouch, dans le Badakhshan, le Takhar, le Baghlan. Si la conquête de la vallée d'Andarab a encore correspondu à une vision militaire de la prise de pouvoir, Massoud est décidé désormais à consolider sa structure politique avec des comités dédiés à la santé, à la reconstruction, à l'éducation, à l'économie, etc. La Shura-e Nazar cependant ne compte aucune ville d'importance dans son territoire, aucun axe stratégique, aucune production et subsistent en son sein de nombreux foyers Hezb-e Islami ou des commandants rétifs comme Bassir Khan à Yaftal, qui soutient plutôt Rabbani. Surtout, Jean-José Puig met Massoud devant ses vrais démons ethniques en plaidant qu'un Tadjik doit forcément passer alliance avec des Pachtounes pour espérer gouverner l'Afghanistan. Le commandant croit, à la manière de De Gaulle, que le peuple se rangera spontanément derrière celui qui se bat le mieux pour sa liberté. Or toute l'histoire afghane n'est que rivalités et alliances tribales. Et Massoud part en l'occurrence avec un très gros handicap. Non seulement il s'est coupé des Pachtounes extrémistes rangés derrière Hekmatyar – grossièrement les Ghilzai –, mais il méprise les modérés – Dourrani, Mohammedzai, Barakzai, Popalzaï, et donc les partis qui en sont issus, Mahaz, Jabah, Harakat – parce qu'ils sont les alliés traditionnels de la royauté. Sa marge de manœuvre semble donc confinée au nord et à l'ouest de l'Afghanistan où, de surcroît, Puig lui reproche de traiter avec arrogance les minorités hazara, qizilbash, ouzbèke, etc.

Comme en écho aux ambitions de Massoud, les partis de Peshawar créent le 16 mai 1985 l'Alliance islamique des Moudjahidin après un ultimatum du général Zia. Pour beaucoup, c'est le premier pas vers la reconnaissance internationale de la résistance qui se fait toujours attendre. D'autres espèrent encore en l'ancien roi qui, selon Rabbani, « ne joue aucun rôle dans la résistance[565] ». Mais à Jean-Christophe Victor qui l'interroge à Rome pour le CAP, Zaher affirme qu'il ne prendra aucune initiative. Poussant la réserve jusqu'à l'absurde, il explique « ne pas vouloir encombrer la scène[566] » en donnant pour prétexte son âge : soixante-neuf ans, soit un an de plus à peine que de Gaulle en 1958. Et il en vivra encore vingt…

Nombreux en France sont les partisans d'une solution royale qui ferait émerger un « de Gaulle afghan ». Homayoun Tandar y songe, bien sûr en faveur de son champion, Massoud, mais, « au-delà de la bienveillance, regrette-t-il, il n'y eut jamais les moyens nécessaires[567]. » À la direction Asie du Quai d'Orsay, Pierre Brochand persiste pourtant à défendre une attitude offensive du Quai, regrettant par exemple le 13 décembre que, si le courage des médecins « vaut à notre pays une réputation flatteuse […] », leur action est « d'abord symbolique face aux immenses besoins d'un pays pauvre et dévasté »[568]. Et d'annoncer que les Américains, dont il pointait pourtant régulièrement la faiblesse de l'engagement, viennent de débloquer 2 milliards de dollars dont, précise-t-il, « une partie sera attribuée aux médecins français[569] ».

Le 4 octobre précédent, en effet, date capitale de la guerre en Afghanistan, le Congrès a voté à l'unanimité la résolution Tsongas appelant l'exécutif à « aider le peuple afghan à combattre l'envahisseur étranger », à lui accorder une aide « suffisante non juste pour se battre et mourir, mais pour faire progresser sa cause pour la liberté » : en clair, il donne son feu vert pour une aide militaire. Le fait que Tsongas soit l'un des plus farouches adversaires de la politique de Washington en Amérique centrale en dit long sur la mobilisation entière de la classe politique américaine. Le département d'État, lui, y était peu favorable : il redoute l'embrasement au Pakistan.

Pourquoi les ONG françaises profiteraient-elles de cette manne ? Parce que le Congrès maintient pour condition expresse qu'aucun Américain ne pénètre en territoire afghan. Fin 1984, le directeur de MSF, Claude

Malhuret, qui n'a jamais cessé le lobbying avec ses amis John Train et Rosanne Klass, est ainsi invité à une conférence à l'université Harvard dont le compte-rendu est publié par la revue *Foreign Affairs*. Le docteur se trouve donc convié à donner une autre conférence à laquelle assiste le vice-président George Bush en personne. « Sa simple présence, relate-t-il, valait un blanc-seing du gouvernement américain pour notre action en faveur de l'Afghanistan570. » Le gratin politique est stupéfié par sa description d'une armée soviétique ne tenant qu'un cinquième du territoire afghan, offrant bien des possibilités pour aider la population. « Ils me prenaient pour un dingue à l'instar de ce que j'avais pu penser de Gérard Kohout quand il m'avait dit que l'Afghanistan, c'était la Suisse ! » Au sortir, Bush promet de tout mettre en œuvre pour aider les ONG françaises. L'étape suivante se déroule au Congrès où le sénateur Gordon Humphrey, chef de la Congressional Task Force of Afghanistan, demande à Malhuret de venir témoigner en mars 1985. Celui-ci invite Juliette Fournot à s'y rendre à sa place : comment une nation née de l'esprit de liberté et d'aventure pourrait-elle ne pas être captivée par le récit de cette jeune femme de trente ans, chapeautant seule les dizaines de missions MSF en Afghanistan où ses fils ne sont pas autorisés à pénétrer ? Le 4 mars, intimidée, Juliette s'assoit dans la salle des *learnings*, au Capitole, face à une brochette de parlementaires. Photographies à l'appui, elle se lance dans un exposé cru sur les souffrances d'un peuple qu'elle dit menacé de « destruction ». Les Afghans ont besoin de tout. Pour les aider, indique-t-elle, MSF a envoyé 254 docteurs et infirmières qui ont monté treize cliniques du Badakhshan au Hazaradjat. Huit d'entre elles ont été sciemment bombardées. Mais, en tout et pour tout, les ONG européennes n'ont pu distribuer aux Afghans en 1984 que l'équivalent de 150 000 dollars. Juliette conclut : « Les combattants de la liberté afghans sont en guerre avec l'armée soviétique depuis cinq ans. Leur capacité à se maintenir a surpris le monde entier et leur a gagné son admiration. Leur capacité matérielle à contenir l'invasion soviétique sont en danger. Les gouvernements amis devraient agir maintenant. »

Pendant une semaine, la jeune femme multiplie les rencontres et les exposés avec tous ceux qui pourraient s'intéresser à l'Afghanistan. Et elle réalise la méconnaissance totale du terrain des autorités américaines. Elle est reçue au Pentagone, où le chef de la commission de la sécurité lui offre

en échange de ses informations un véritable trésor : des cartes d'état-major de l'Afghanistan, très détaillées, qui s'avéreront extrêmement utiles pour les missions MSF. Devant le CSIS (Center for Strategic and International Studies), Juliette met en exergue le risque de famine non seulement parce qu'il est réel, mais parce que « c'était le sujet qui semblait le plus intéresser le sénateur Humphrey. Par ce biais, il entendait forcer la main du Congrès et du département d'État pour obtenir des crédits supplémentaires571 ».

De fait, au sortir d'une de ses conférences, la jeune femme est accostée par Phyllis Oakley qui dirige le bureau Afghanistan au département d'État. « On m'avait beaucoup parlé de Juliette Fournot, explique-t-elle, et de ce qu'elle, et d'autres, faisaient sur place572. » La diplomate révèle disposer de 2 millions de dollars pour l'Afghanistan, mais qu'elle ne parvient pas à dépenser puisque les Américains ont interdiction d'y entrer. « Les voulez-vous ? » finit-elle par lâcher.

La somme est certes dérisoire au regard de ce qu'annoncera quelques jours plus tard le *Washington Post* : suite à l'autorisation accordée par le Congrès fin 1984, la CIA va fournir 280 millions de dollars aux Moudjahidin en 1985, et 250 encore en 1986, auxquels il faut rajouter un montant identique versé par l'Arabie saouditeXXI… Néanmoins, 2 millions de dollars représentent à peu près le double du montant investi par toutes les ONG françaises en Afghanistan depuis 1980. Mais Juliette Fournot ne peut les accepter, MSF ayant toujours refusé les financements gouvernementaux. « Non, réplique-t-elle donc. Toutefois, je connais d'autres ONG françaises qui pourraient s'en servir à bon escient573. »

De retour à Paris, elle réalise des études de budget pour Afrane, la Guilde et MDM, car elle connaît les attentes américaines. Puis une première réunion est organisée avec les trois ONG. Tant d'activisme vaudra à Juliette les honneurs de la presse prosoviétique de Kaboul qui, le 26 décembre 1986, lui prêtera tout à la fois des accointances avec la CIA et une arrestation « pour délit de contrebande de stupéfiants et d'antiquités574 ». Une lettre du ministère afghan garantissant son élargissement sera même reproduite, datée de décembre 1967. Juliette avait alors… douze ans, un peu jeune pour conduire et transporter elle-même « 9 kilos de haschich et 8 kilos d'opium »…

La corne d'abondance américaine surgit à point nommé pour les ONG qui arrivaient au bout de leurs capacités. La coordination humanitaire européenne décide de mettre sur pied une *task force* où Laurence Laumonier représentera les médecins, Laurent Maréchaux les autres volontaires français, une Britannique, Romy Fullerton, et un membre du Norvegian Committee les autres pays. Outre-Atlantique, ils se font particulièrement remarquer à la première réunion des ONG américaines qui, appâtées par le budget bientôt voté, s'apprêtent à déferler au Pakistan. Parlant du haut de leur expérience, ils critiquent violemment le projet du directeur pour l'Afghanistan d'USAID[XXII], Larry Crandall. L'agence officiellement indépendante du gouvernement américain est soupçonnée d'être le bras humanitaire de la CIA dans le monde, même si elle s'en est toujours défendue. Sous l'action de Charlie Schnabel, second de Charlie Wilson, elle réfléchit à investir dans les opérations *cross-border*. Le premier budget est modeste : 6 millions de dollars pour l'année 1985 afin d'acheter nourriture et médicaments. Mais il est emblématique : il est la toute première preuve d'une implication directe des Américains dans le conflit. Les Français cependant ne sont pas du tout d'accord sur les modalités, Crandall, ancien du Viêt Nam, souhaitant créer sur place une usine à gaz qui permettrait en fait aux Pakistanais de gérer les fonds et de les distribuer à leur guise. « Dans ce cas, clament Maréchaux et Laumonier, nous ne participerons pas ! » La menace est prise très au sérieux. Victoire pour les Français : l'usine à gaz ne verra pas le jour. Mais les Français restent toujours critiques à l'égard d'USAID que Charlie Wilson ne cesse de harceler pour qu'elle se montre beaucoup plus active. Lui voudrait que soit financée l'entrée en Afghanistan de la centaine de médecins et infirmières américains qui se sont déclarés volontaires sans même cacher qu'il voulait en faire des « appâts[575] » : leur capture inciterait enfin Washington à livrer les Stinger aux Moudjahidin. Crandall pour sa part s'installe à Peshawar le 2 septembre avec une obsession : dépenser les 6 millions de dollars avant le terme de l'année fiscale fixé à la fin du mois[XXIII]. Plutôt que tout donner pour les réfugiés, il achète des centaines de 4 × 4 qu'il cède aux commandants afghans, à la seule condition, un peu naïve, qu'ils ne servent pas aux trafics de toute sorte avec le Pakistan.

Laurence Laumonier est l'une des premières à bénéficier des largesses américaines. Anticipant la ruée des ONG à Peshawar, elle entreprend en effet de lancer la formation des centaines de personnels médicaux afghans qui, de retour dans leurs provinces d'origine, chacun à leur niveau, pourront prodiguer des soins de manière indépendante. Après avoir obtenu le *Non Objection Certificate* indispensable des Pakistanais, elle met donc en place en partenariat avec Solidarité Afghanistan Belgique, le MTA (Medical Training for Afghanistan), première école de formation médicale, financée par USAID mais aussi la CEE. Parallèlement à un hôpital qui accueille les réfugiés afghans, une formation de dix-huit mois est dispensée ; la première promotion compte treize élèves. Entre-temps, en octobre, un autre membre d'AMI, Arielle Calmejane, a créé une structure semblable pour former à la chirurgie de base le personnel médical afghan.

Pour les autres ONG françaises acceptant les fonds américains, un système se met en place dont les rouages principaux sont Bill Krug, faisant office d'intermédiaire avec le Congrès, et Chris Lafleur, en poste, lui, à l'ambassade américaine à Paris. Ce dernier qui se prête avec amusement à l'un des déjeuners organisés par Afrane où, se souvient Christian Destremau, « il ne fallait surtout pas prononcer le mot Afghanistan. Le diplomate n'a compris qu'au bout de quelques minutes qu'on le remplaçait par Portugal[576] ! ». Le budget des ONG en Afghanistan explose : en 1985, par exemple, Afrane dépense 1,3 million de francs, soit le double de 1984 ; la Guilde arrête un budget de un million de francs, la participation financière américaine se chiffrerait à 100 000 dollars pour chacune des huit régions qu'elle compte desservir[577]. À Médecins du monde, qui n'a même pas encore de siège – l'association est hébergée par les internes de Paris –, Truze se souvient pour sa part avoir pu dépenser près de 200 000 dollars en 1985 et 1986, pour ses activités dans le Wardak.

Le financement par les Américains d'associations privées françaises fait grincer des dents. Certains accusent celles-ci de s'enrichir indûment, ce qui est grotesque vu les sommes engagées et les besoins énormes. De plus, si le seul but des humanitaires français était de gonfler leurs finances, mieux aurait valu pour eux limiter leurs actions aux camps de réfugiés au Pakistan où un financement cette fois international leur était garanti avec, de surcroît, une prise de risque bien moindre. L'interrogation principale concerne la

finalité de l'aide américaine : les dollars servent-ils à orienter l'investissement des ONG dans le sens de la politique de Washington ? « Ils ne nous ont jamais donné d'instructions, clame Alain Boinet, et ne nous ont jamais imposé quoi que ce soit578. » À la Guilde, Laurent Maréchaux précise à peine : « Ils nous réclamaient parfois de leur rapporter du renseignement sans contrepartie. Par exemple, ils étaient très intéressés par la base soviétique Unit installée entre Ghazni et Kaboul. Nous le faisions pour entretenir nos bonnes relations, pour mettre de l'huile dans les rouages579. » Les Français se voient également demander de se rendre en Arabie saoudite pour conforter les Saoudiens dans leur volonté d'aider les résistants afghans. Un rôle qui les dépasse vraiment. « Les Américains, reconnaît Maréchaux, nous prêtaient beaucoup plus que ce que l'on pouvait vraiment faire. » À Médecins du monde, Mike Barry, qui coordonne les actions de l'ONG de 1986 à 1989, affirme de même : « Cet argent était légitime, car le combat face à un totalitarisme inhumain, celui des Soviétiques en Afghanistan, était juste580. »

Il semble avéré que les Américains n'ont pas explicitement demandé aux ONG françaises d'aider tel ou tel commandant, telle ou telle ethnie. « C'est ne rien comprendre à la mentalité américaine, explique Laurence Laumonier, que de croire que la distribution de cet argent devait servir à orienter les projets dans le sens voulu par les donateurs. Les Américains n'avaient qu'une seule ambition : dépenser l'argent alloué par le Congrès parce que sinon celui-ci le reprenait à la fin de l'exercice581 ! »

Au fond, personne ne conteste le dévouement manifesté par les ONG, ni la valeur de leur témoignage, ici comme là-bas. Mais les bonnes intentions sont parfois mal reçues ; question de culture… D'aucuns, comme Jean-José Puig, leur reprochent d'importer le modèle occidental de pensée. « Les Afghans, dit-il, parlaient de colonisation indirecte. » Il rappelle ainsi souvent aux volontaires sur le départ qu'il est préférable de ne pas imposer l'hygiène comme une norme médicale, mais de rappeler qu'elle est commandée par le Coran. Ainsi de cette ONG qui ouvre un dispensaire pour soigner les familles les plus pauvres, ce qui entraîne la création d'un bazar faisant concurrence à celui déjà en place. Ou encore, dans le Panjshir, ce nouveau chef d'équipe qui croit bon de faire passer une femme enceinte devant toutes les barbes grises qui font la queue. Par suite, lorsque l'un des

membres de son équipe ira tenter d'endiguer dans un village une épidémie de méningite, il ne trouvera personne à soigner : toutes les maisons resteront closes, conséquence du déshonneur infligé aux sages.

Pour y remédier, la plupart des ONG ont mis en place des stages de formation. À MDM, Mike Barry enseigne ainsi pendant dix jours les mœurs et les coutumes afghanes comme des rudiments de dari et de pachtou. Son acolyte Pierre Bitcheff, ancien du Cadre noir de Saumur, qu'il a recruté, apprend lui l'équitation aux volontaires dans le domaine voisin de la Cour. Monter à cheval, dans un pays dénué d'infrastructures, peut s'avérer vital. Mais la nature humaine reprend parfois le dessus, particulièrement chez des volontaires dans l'ensemble très jeunes. « Nous avions beau les briefer pendant des jours sur leur comportement sur place, raconte Malhuret, ils se laissaient toujours rattraper par le naturel français : certains, en arrivant sur place, comme ils avaient eu très chaud, se jetaient tout nus dans la rivière, femmes comprises. Une autre, petite femme blonde dégourdie, s'est permis de rabrouer le chef de village582 ! »

Luc Veyri, directeur de l'Alliance française à Peshawar depuis avril 1985 et membre d'Afrane dès sa création, tient le rôle de ce que l'on appelle aujourd'hui un « consul d'influence », sorte de représentant officieux de l'ambassade de France, vers lequel les autorités pakistanaises peuvent se tourner en cas de problème. Les Afghans fréquentant l'Alliance lui permettent de souligner quelques incongruités commises par les ONG, à commencer par la préférence donnée aux francophones. Luc Veyri suggère ensuite aux ONG de ne pas canaliser toute l'action humanitaire à Peshawar – il faut dire que les « concurrents » étrangers ne sont pas légion – et de salarier leurs volontaires afin de leur assurer une couverture médicale au retour en France, aussi de se regrouper dans un bureau officiel afin de centraliser les demandes afghanes. Mais il leur réserve surtout deux piques qui pourraient être reprises par de nombreuses personnes en France, surtout au gouvernement. D'abord, écrit-il, « il serait temps pour ces associations d'aborder leur action selon des données d'efficacité à moyen terme afin d'inciter les populations à rester sur le terrain alors qu'une simple aide pécuniaire et provisoire n'a que des effets momentanés et parfois pervers en faisant resurgir de vieux conflits dans les villages ou les régions583 ». Ensuite, Veyri reproche aux ONG la mise en danger de leurs membres par

manque de précaution : « Jamais l'Afghanistan ne devait justifier pour un Français de perdre sa vie584. » Les deux points sont plus que fondés. Mais ne sont-ils pas la définition de l'action humanitaire depuis sa création ?

I- Le juriste Ricardo Frailé et le photographe Michel Baret.

II- Il s'agit d'un antique réseau d'eau souterrain (pour éviter l'évaporation). L'eau est recueillie au pied des collines et dirigée vers la plaine en pente douce afin d'être amenée le plus loin possible. Tous les cinquante mètres se situe une cheminée d'aération destinée à permettre le curage.

III- Il évalue à tout juste 5 à 7 000 le nombre d'armes collectives (RPG, mitrailleuses, etc.) reçues par les Moudjahidin de 1979 à 1982, et de 100 à 150 000 celui des fusils d'assaut et fusils semi-automatiques.

IV- Selon Amin Wardak, « il ne s'agissait que du nombre de soldats de la base principale du district de Jeghatu. Le nombre total de Moudjahidin était supérieur, tout comme l'armement » [témoignage recueilli par l'auteur].

V- Seize missiles antiaériens, 36 lance-roquettes RP-7, une douzaine de canons, 6 mitrailleuses lourdes, 600 AK-47, 30 fusils pour sniper, mais aussi de quoi mettre sur pied un réseau téléphonique de campagne, ainsi que 3,54 millions de francs annuels (dont plus de la moitié pour verser 30 francs de salaire journalier aux combattants) comme budget de fonctionnement.

VI- Né à Saint-Pétersbourg en 1913, Bennigsen détient la chaire d'histoire de l'islam non arabe à l'École des hautes études ; il enseigne également dans diverses facultés américaines. Son credo : les musulmans de toute l'URSS sont le meilleur frein à la soviétisation. Ses adversaires, nombreux à l'époque, estiment au contraire que l'URSS a réussi à casser tout sentiment islamiste dans les républiques asiatiques.

VII- Chef de poste de la CIA à Paris.

VIII- Conseil de supervision. Au terme de « shura », les Pachtounes préfèrent celui de « Djirga ».

IX- D'ailleurs Jean-José Puig s'appuie, lui, sur cette malheureuse aventure pour affirmer que, au contraire, Massoud n'espérait rien des Pakistanais.

X- Ce groupe, baptisé « Roshan », sera plus tard anéanti.

XI- Le docteur a été libéré le 9 juin 1983.

XII- Instructive est une des autres propositions : « Se préparer à une autre affaire Augoyard », car cela se reproduira forcément. « Le choix n'est pas entre "la voie discrète des négociations" et des protestations publiques contre-productives mais entre une négociation fondée sur la seule persuasion et une négociation jouant de différentes menaces et notamment de celle de l'exploitation dans l'opinion publique. »

XIII- De son côté, depuis 1980, MDM a envoyé 18 équipes de 2 à 4 personnes uniquement dans le Wardak (Jeghatu et Maidan surtout), avec une médecine itinérante. L'ONG toutefois a également souffert des raids de l'aviation soviétique qui a rasé ses bases relais. Quant à AMI, depuis mai 1981, elle est présente dans le Panjshir où se relaient en permanence des équipes de 3 à 5 personnes. Au début 1982, elle a ouvert une mission dans le Logar où Augoyard fut capturé.

XIV- Il n'y en a pas assez d'exemplaires au Pakistan.

XV- Thibault, pas plus que Léandre, n'en connaît l'implantation réelle, à la frontière afghane comme prévu, ou indienne.

XVI- Vingt ans avant le général Petraeus, commandant en chef des forces alliées en Afghanistan…

XVII- Mitterrand écrit en marge : « Vu. »

XVIII- Pour cette mission, Anne de Beaumont remportera l'année suivante le grand prix de l'audace décerné par la Fondation de la 2e DB. Ou quand se retrouvent les réfractaires de tout âge à l'ordre établi…

XIX- D'où deux hypothèses : ou les Soviétiques considèrent déjà que l'Afghanistan fait partie intégrante de l'URSS, ou ils estiment que ces trois régions ne sont pas françaises !

XX- « Il leur a demandé tout ce dont ils avaient besoin et les Afghans se sont prêtés au jeu », relate Laurent Maréchaux à la Guilde. Les Afghans n'ayant rien vu venir, quand Abdul Haq viendra se faire soigner en France en 1987, il ira frapper chez Deniau, rue Saint-Guillaume. « Le valet de chambre est venu nous ouvrir. Abdul Haq lui a dit : "Je viens chercher des armes." Nous avons entendu une porte claquer. En regardant à la fenêtre, nous avons vu Deniau s'enfuir par la porte de service ! » [témoignage de Laurent Maréchaux recueilli par l'auteur.]

XXI- À titre de comparaison, l'année précédente, les guérilleros antisandinistes, qui ne sont certes que 15 000, n'avaient reçu que 24 millions.

XXII- United States Agency for International Development.

XXIII- Il en obtiendra quinze de plus pour 1986, trente en 1987.

Chapitre VII

Nouveau casting

À l'été 1985, Reza Deghati, photographe iranien réfugié en France, marche vers la vallée du Panjshir. Il en rêve depuis des années et a dû signer une décharge à *Time Magazine* qui jugeait le voyage aventureux. Après trois semaines d'épopée, arrivé à Safed-Shir, il aperçoit dégringoler du versant de la montagne un groupe de cinq hommes, très agiles, pas tous armés. Le regard de ses interlocuteurs change subitement : Amir Sahib arrive !

Massoud demande à l'un des siens d'étaler un vêtement à terre pour l'interview. Le sachant grand joueur d'échecs, Reza a pensé à lui apporter en cadeau un échiquier pliable. « Sors le nôtre ! » lance le commandant, enjoué, à l'un de ses gardes du corps qui extirpe de son sac à dos un jeu aux dimensions extravagantes : « Tu joues ? » demande-t-il au photographe avant d'ajouter, goguenard : « Tu ne crois pas être un rival à ma hauteur585 ? » Cette partie scelle leur amitié. Pendant plusieurs jours, Massoud le rejoint pour jouer et bavarder. Il lui confie sa certitude que les Russes seront défaits sous dix ans, qu'un gouvernement de transition sera mis en place, puis qu'une Loya Djirga se tiendra pour organiser le nouveau pouvoir. « Nous sommes des mangeurs de Talkhan ! » commente-t-il enfin. Les Anglais traduisent improprement par « mangeurs de pierres » ; en fait, le Talkhan est cette pâte de mûres séchées, bourrée d'énergie, que les Panjshiri sucent à longueur de journée, souvent en guise de seule nourriture. Elle est un peu le symbole de leur résistance inextinguible.

— Tu te vois président de la République ? demande encore Reza à Massoud.

— Non, dit le commandant en éclatant de rire, j'ai horreur de ça !

— Que feras-tu alors une fois la paix venue ? Tu auras forcément un poste.

Massoud se penche et désigne un village, au fond de la vallée :

— Le poste que je garde pour moi, c'est celui d'instituteur de ce village !

— J'ai déjà vu des guérilleros, insiste Reza, ils sont pleins aux as…

— Mon seul trésor, ce sont mes livres. D'ailleurs j'en ai enterré la plupart pour être certain de les retrouver.

Avec la plupart de ses visiteurs français, Massoud affecte de camper cette posture d'intellectuel, presque désabusé, ayant été contraint à prendre les armes. Sincère ou non, il se garantit ainsi des portraits flatteurs dans la presse ; c'est pourtant avec les armes qu'il s'exprime le mieux. Le 28 juin, ses hommes détruisent au nord-est de Kaboul un convoi de cent cinquante véhicules. Auparavant, par un assaut mûrement réfléchi, dans la nuit du 15 au 16, il a enlevé la position retranchée de Pashgor tenue par cinq cents soldats gouvernementaux. Les Soviétiques répliquent en lançant la neuvième offensive dans le Panjshir. Un temps encerclé à Mokhi, Massoud leur échappe encore. Dans les combats, une centaine de ses prisonniers afghans trouvent la mort ; Soviétiques et Panjshiri s'en renvoient la responsabilité. Mais pourquoi Massoud aurait-il ordonné pareil massacre, lui qui avait proposé un échange quelque temps auparavant ? Les Soviétiques en revanche ont souvent préféré éliminé leurs détenus plutôt que de céder au chantage. L'épisode coïncide avec une intensification des opérations militaires. L'URSS se concentre en particulier sur le complexe de Jawar, une base tenue par Haqqani à la limite du Pakistan, réputée pour accueillir la plupart des armes fournies par l'Isi. Les Soviétiques poursuivent toujours la même stratégie : fermer la porte frontière avec le Pakistan. Un mois après les bombardements sur les grottes de Jawar, dix mille soldats appuyés par des centaines de blindés ont tenté de rallier Barikot qu'un siège de dix mois oblige à ne ravitailler que par les airs. Herat est le siège d'importants combats durant l'été. *Idem* à Khost le 24 août, pour l'une des plus violentes batailles depuis le début du conflit. Quinze mille soldats soviétiques, soit plus de dix pour cent du corps expéditionnaire, partent à l'assaut, soutenus pour la première fois par les hélicoptères Hind. Le but est de desserrer enfin l'étau des Moudjahidin autour de la garnison assiégée depuis trois mois. En face, les troupes d'Haqqani utilisent les missiles sol-sol et autres lance-roquettes reçus du

Pakistan. Le 9 septembre, Khost respire, mais la route la reliant à l'axe principal Kaboul-Peshawar demeure la proie des Moudjahidin.

Pour les spécialistes de l'Afghanistan, cette recrudescence militaire, qui fait de 1985 l'année la plus sanglante depuis le début du conflit, trouve sa cause à Moscou : le 10 mars, Mikhaïl Gorbatchev a succédé au grabataire Tchernenko. Les têtes pensantes de « Chtorm 333 » disparaissent dans la foulée[I] : Chevardnadze remplace Gromyko aux Affaires étrangères ; le chef d'état-major, Ogarkov, en poste depuis 1977, est congédié au profit du maréchal Akhromeyev tandis que Sokolov a déjà pris la place d'Oustinov depuis trois mois. Anatoly Chernyaev, bras droit de Gorbatchev, note que, dès la nomination du premier secrétaire, « le comité central et la *Pravda* ont été assaillis de lettres. Très peu étaient anonymes. […] Le thème : en quoi avons-nous besoin de [l'Afghanistan] ? Quand cela se terminera-t-il ? La plupart étaient écrites par des femmes, débordant de compassion […][586]. » À la sixième année de guerre, l'appareil soviétique semble à peine prendre conscience de l'engrenage où il s'est fourvoyé. Chernyaev, lui, a une préoccupation en tête : « Nous ne pouvons laisser la guerre de Brejnev-Andropov devenir la guerre de Gorbatchev[587]. » Mais sortir à présent du conflit ruinerait le prestige de l'URSS. Tout est donc mis en œuvre pour consolider les acquis et si possible accroître l'emprise en Afghanistan afin de laisser plus tard l'impression d'un seigneur abandonnant gracieusement ses terres et non d'un usurpateur chassé à coups de fourche. À Gorbatchev de justifier d'ici là le maintien des troupes par la menace islamiste au sud de l'URSS. Mais le prétexte est flagrant : si le danger était tellement pressant, pourquoi l'effectif soviétique reste-t-il si constant ?

En face, les Moudjahidin commencent à sentir les effets du changement de ton à Washington. Grâce à l'augmentation des crédits, les livraisons de la CIA s'accroissent, notamment en mortiers chinois MBRL de 107 mm, qui permettent d'allonger sensiblement la portée des tubes de 82 jusqu'alors en possession des Moudjahidin. Les mille exemplaires livrés jusqu'en 1987 autorisent en particulier Abdul Haq et Sayyaf à frapper Kaboul qui est l'obsession du chef de l'Isi. Ils contraignent les Soviétiques à agrandir le périmètre de sécurité autour de la capitale et donc à y immobiliser de précieuses unités.

Nombre de journalistes français témoignent durant l'année 1985 de l'amélioration de l'armement. Néanmoins ils font également part de la grogne persistante des commandants en raison de la rétention pratiquée par les partis de Peshawar. De son côté, le gouvernement français met toujours son veto à des livraisons autres que symboliques. À Islamabad, le chef de poste de la DGSE, Thibault, en est le comptable scrupuleux. Chaque livraison s'effectue en effet à l'aéroport d'Islamabad par Transall dont l'équipage ne manque jamais de lui offrir un verre de muscadet. Les matériels offerts aux Afghans sont plus destinés à entretenir les bonnes relations qu'à soutenir une guérilla. Ainsi un soir Thibault apprend-il que Rabbani tient absolument à le rencontrer. Il imagine une affaire importante, aussi n'est-il pas peu étonné d'entendre le chef du Jamiat lui exposer que les pistolets à silencieux qui lui ont été récemment livrés ont besoin d'être réarmés à chaque coup ; tête de Thibault qui n'a jamais vu de silencieux qu'au cinéma ! Mais il est surtout ébahi de voir un chef de parti majeur s'entretenir de pareil détail avec le représentant de la DGSE. « Jamais aucun parti, certifie-t-il, ne m'a passé commande de matériels militaires ou autres. » L'ambassadeur français au Pakistan, Roger Duzer, qui fait le même constat, en donne la raison : « Les Afghans que j'ai rencontrés voulaient un engagement supérieur de la France, mais ils ne réclamaient pas grand-chose du point de vue matériel, car ils savaient que la France était très en deçà de ce que pourraient fournir les Américains. Pour ce qui est du soutien politique, ils savaient l'avoir déjà. Nous ne nous en cachions pas588. »

Probablement les Afghans nuanceraient le propos. Certes, chaque année, la France vote la résolution de l'Onu condamnant l'invasion et l'occupation soviétiques ; mais le maintien de l'ambassade à Kaboul est tout aussi constamment reproché. En juillet 1985, Roland Barraux y a cédé la place de chargé d'affaires à son camarade de l'École nationale de la France d'outre-mer, Christian Lambert, un habitué des pays difficiles et de l'Extrême-Orient. « Je préfère cent fois, relate celui-ci, recevoir des roquettes que de devoir assumer les cocktails des grandes ambassades de Rome ou de Berlin589 ! » L'adjoint au secrétaire général du Quai d'Orsay a su lui annoncer avec humour son affectation en Afghanistan : « Alors, voilà encore un beau poste qui vous échoit ! Ne vous inquiétez pas, pour vos obsèques, nous prendrons tout en charge ! » Ce furent aussi à peu près les

seules indications reçues. « C'est bien simple, témoigne Lambert, dans ce genre de pays et de contexte, plus c'est compliqué, moins les instructions sont nombreuses. On part à l'aventure en se fiant à notre bon sens, en essayant de privilégier l'honnêteté intellectuelle. » Pour lui, de toute façon, la politique de la France sur place se résume à saper l'emprise du colosse soviétique. « L'URSS, note-t-il, simplifiait notre vision de l'Afghanistan. » Les communistes français saluent à leur manière son départ. En septembre, Lambert a la désagréable surprise d'apprendre non par le Quai d'Orsay, mais par un article du *Figaro* intitulé « Délation » que, à la fête de l'Huma, on s'est indigné de la nomination à Kaboul d'un anticommuniste notoire. Un procédé « stalinien », estime Lambert qui, de fait, se voit pointé du doigt dans un pays cadenassé par les communistes…

Le chargé d'affaires n'en mène pas moins son travail premier d'information dont, à la cellule diplomatique de l'Élysée, Jean Musitelli loue la qualité : « Roland Barraux et Christian Lambert nous délivraient des informations de première main dans des télégrammes très vivants, sachant mêler le contexte global et les informations concrètes590. » Par ses échanges avec ses homologues occidentaux, indien et pakistanais, Lambert peut de fait disposer d'une vision du conflit plus large que celle du représentant de la DGSE à l'ambassade, aux activités plus que réduites. Très difficile dans Kaboul verrouillé par le KGB et le Khad de bâtir un réseau de sources. Les deux officiers du service de renseignement qui se sont succédé de 1981 à 1989 se sont donc souvent contentés d'observer.

Christian Lambert apprécie particulièrement le chargé d'affaires américain, Douglas McWilliams, qui lui a montré sa propre salle du chiffre. Ensemble ils échangent assez librement sur l'aide apportée aux Moudjahidin, toutefois Lambert note : « Lui comme tous les Occidentaux étaient férus de détails sur les différents groupes de la résistance, leurs ethnies, leurs religions. Ils devaient abreuver leurs hiérarchies de télégrammes ennuyeux. Moi, je reconnais que ces informations ne m'intéressaient pas. » Lambert préfère en effet se focaliser sur l'état des forces soviétiques et de leurs alliés afghans. Pour lui, l'Afghanistan était « avant tout un clou dans la chaussure de l'URSS » qu'il enfoncerait volontiers encore plus profondément. Mais la tendance est autre en France. En mars 1985, les ministres des Affaires étrangères français et soviétique se

sont ainsi rencontrés douze fois depuis mai 1981 et l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev apporte l'espoir d'une amélioration encore plus notable. Selon Jean Musitelli, « Mitterrand avait déjà repéré, en 1984, son ironie, sa distance par rapport aux dinosaures du parti ; il sentait qu'il voulait se différencier par rapport à ses prédécesseurs591 ». De fait, pour Hubert Védrine, « il faut indiscutablement distinguer l'avant et l'après-Gorbatchev592 ». Avant, « une partie des services français est très avide de jouer un sale coup aux Russes » mais, à l'arrivée du premier secrétaire, « Mitterrand comprend très vite, comme Thatcher, et à la différence de Kohl et de Bush père, que Gorbatchev est différent, surtout qu'il n'emploiera pas la force en Europe de l'Est ». L'enthousiasme n'est pas vraiment partagé à Moscou où Gorbatchev évoque, lui, à sa prise de pouvoir, une « époque d'affrontement » pour les relations franco-soviétiques : « À Moscou, nous avions l'impression que les socialistes, François Mitterrand en tête, ne voulant pas compliquer leurs relations avec Washington […] ni avec les forces de droite à l'intérieur du pays, adoptaient délibérément une "ligne dure" envers l'Union soviétique593. » Mais la signature de contrats pour un montant total de 8 milliards de francs contribue à atténuer cette impression. Le 26 juin, Gorbatchev annonce réserver à la France sa première visite à l'étranger.

Dès le lendemain, Roland Dumas ne s'embarrasse pas pour saluer le retour de « relations normales et privilégiées avec l'Union soviétique ». En juin 1982, le président de la République avait déclaré : « Je voudrais bien améliorer les relations avec l'Union soviétique, mais pas au prix d'un certain nombre de principes : je ne passe pas l'éponge sur l'affaire de l'Afghanistan, pas davantage sur l'affaire de la Pologne. » L'éponge a dû sécher… L'Afghanistan est soigneusement évité dans les déclarations officielles. C'est ainsi que dans son allocution de bienvenue au premier secrétaire de l'URSS, le 2 octobre, le président de la République n'y fait aucune référence explicite. Il a juste ajouté à la main dans son discours préparé une formule déjà employée à Moscou en juin 1984 : « Tout peuple est en droit de disposer de lui-même594. » Un préprojet mentionnait pourtant, clairement, l'Afghanistan595. Pour ne pas contrarier l'invité de la France, toutes les manifestations de protestation sont également interdites.

L'Afghanistan cependant surgit dès le premier entretien entre les deux hommes. Après avoir abordé la négociation stratégique sur les forces nucléaires et le désarmement conventionnel, Mitterrand glisse une question à Gorbatchev : « Pourquoi n'êtes-vous pas en mouvement en Afghanistan ? Vous risquez l'enlisement[596]… »

Le premier secrétaire réserve sa réponse pour le lendemain. En soirée néanmoins, les deux chefs d'État ont un tête-à-tête dont François Mitterrand livrera la teneur au Conseil des ministres suivant : « J'ai dit à Gorbatchev : "C'est la plus grande faute que vous ayez commise depuis la dernière guerre. Vous êtes condamnés par les pays du tiers-monde. Vous êtes brouillés avec les musulmans. Vous épuisez votre armée. Vous inquiétez l'Occident. Il faut mettre fin à cette situation." » Gorbatchev aurait fait part de sa ferme intention d'y remédier.

Le 3 octobre, le premier secrétaire est muet sur l'Afghanistan lors de son discours au Parlement français. Mais le sujet revient comme prévu sur la table avec le président de la République[597].

— Pourquoi n'acceptez-vous pas un statut de neutralité ? demande Mitterrand. La situation actuelle vous est préjudiciable. Il y avait des propositions de Pérez de Cuéllar intéressantes.

— Nous sommes très intéressés à un règlement politique, réplique le premier secrétaire. Dans l'avenir, je vois un Afghanistan non aligné, ami de l'URSS avec laquelle, je vous le rappelle, il a 2 200 km de frontière commune. Je suis décidé à favoriser le processus des Nations unies. Des possibilités existent. Je compte sur la compréhension et l'appui de la France. Je n'ai pas le projet d'y maintenir indéfiniment nos troupes. Ce n'est pas notre volonté. Le processus que nous envisageons est le suivant : 1) cessation des ingérences ; 2) garanties internationales ; 3) retrait des troupes.

Et Gorbatchev d'ajouter :

— Mais je crains que les Américains ne soient pas intéressés par un règlement.

— C'est votre intérêt bien compris d'en terminer. La France est prête à prendre des initiatives en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'Onu.

La déclaration du Soviétique est primordiale, même si ses conditions au retrait ne diffèrent guère de celles de ses prédécesseurs. François Mitterrand est convaincu. À Reagan, il décrit Gorbatchev comme « sérieux, nouveau, encore empreint de la lourdeur soviétique » et surtout : « Sur l'Afghanistan, j'ai l'impression qu'il va bouger[598]. » Le président de la République se charge de diffuser l'information auprès de ses homologues. Musitelli insiste à ce sujet : « La transparence fut complète à cette période avec Reagan comme avec Thatcher et Kohl. Il est même rare dans l'histoire de voir des chefs d'État réussir à gérer d'aussi grandes crises de manière collective, aussi intelligemment concertée. »

Mitterrand écrit encore à Reagan le 12 octobre : « Sur l'Afghanistan, sans renoncer à la position soviétique connue, il m'a affirmé que son pays n'avait pas l'intention d'y maintenir durablement sa présence militaire et que les efforts de l'Onu devaient être encouragés. […] Il saura sans nul doute insuffler un ton nouveau à la politique extérieure soviétique et rompre avec la réitération monotone de positions déjà connues[599]. » Le but du Soviétique est atteint : il pourra désormais compter sur le Français pour transmettre le message d'un changement radical à Moscou et pour peser sur le processus de Genève. « La France est pour la neutralité de l'Afghanistan et un contrôle international de cette neutralité, annonce Mitterrand en conférence de presse. Le peuple afghan doit pouvoir disposer de lui-même. »

De fait, ce sera la politique du gouvernement français jusqu'au retrait soviétique. À peine rentré à Moscou, Gorbatchev somme Babrak Karmal d'ouvrir des négociations avec la résistance, « d'oublier le socialisme et de raviver l'islam, de respecter ses traditions et de montrer au peuple quelques bénéfices tangibles de la révolution[600] ». Et de conclure : « Nous vous aiderons, mais seulement avec des armes, pas avec des troupes. » Huit jours plus tard, le 25 octobre, à la tribune de l'Onu, Ronald Reagan choisit d'aborder les sujets qui fâchent, le respect des droits de l'homme en URSS et les conflits régionaux : Afghanistan, mais aussi Angola, Cambodge, Proche-Orient. Trois semaines plus tard, l'URSS encaisse un revers diplomatique sans précédent : cent vingt-deux pays – un record depuis 1980 – votent la résolution de l'Onu réclamant le retrait immédiat des forces étrangères d'Afghanistan. Un vrai test pour la détermination de Gorbatchev

à sortir du pays. En France, les sceptiques sont nombreux à l'instar de Bernard Dupaigne : « Une fois de plus, Moscou cherche à obtenir par la négociation ce qu'il n'a pas réussi à obtenir par la guerre[601]. » Un réfugié afghan en France, Shah Bazgar, qui a décidé de revenir soutenir les siens au pays, écrit de même : « Nous ne croyons pas aux rumeurs qui donnent Gorbatchev plus accommodant que ses prédécesseurs[602]. » Le représentant du Jamiat à Paris, Tandar, fait partie des plus dubitatifs. Il redoute un abandon progressif du soutien à la résistance afghane. « J'ai donc tout fait pour que l'Afghanistan ne demeure pas un sujet isolé, relate-t-il, mais qu'il concerne en particulier les pays du tiers-monde. » C'est ainsi qu'il initie une collaboration avec Solidarnosc via une connaissance, le peintre Adam, aux attaches polonaises. « L'objectif était de faire faire à Paris des cassettes qui seraient ensuite distribuées en Pologne[603]. » De même, Tandar noue des liens avec les syndicats chrétiens du Chili, d'Argentine et du Venezuela.

Sa crainte se révèle justifiée. Non seulement le gouvernement socialiste fait crédit à Gorbatchev, mais au même moment, la DGSE est aspirée dans le maelstrom de l'affaire Greenpeace : les politiques accusent les « espions » de barbouzeries, les espions dénoncent la lâcheté des politiques. Le chef de poste à Islamabad en est quitte pour quelques moments désagréables : « "Condoléances !" me lançait l'officier des services anglais[604]. » Réduit au rôle d'observateur, Thibault fait chez Sayyaf deux rencontres qui le laissent perplexe fin 1985. Repérant dans le salon d'attente un homme qui n'est pas vêtu à l'afghane, il engage la conversation ; l'individu reconnaît facilement être saoudien et venir pour le djihad. La seconde rencontre est beaucoup moins cordiale : Thibault accoste un barbu aux yeux clairs parlant un français très pur, qui se prétend tunisien, et le rabroue lorsqu'il lui demande ses activités.

— Ça ne vous regarde pas ! claque-t-il. Les infidèles n'ont rien à faire ici. Partez !

— Je suis invité, réplique Thibault. Ce n'est pas vous qui commandez !

Mais quand il fixe son contact chez Sayyaf pour obtenir son soutien, celui-ci baisse piteusement le regard. Dans un pays où les règles d'hospitalité sont sacrées, l'attitude n'est pas anecdotique. Elle signifie la prise de pouvoir des étrangers. Thibault quitte les lieux et n'y reviendra jamais[605].

La confirmation tombe peu de temps après lors d'une conférence de presse donnée par Hekmatyar. Thibault entend deux Saoudiens apostropher vertement le leader du Hezb-e Islami ; il ne parle pas arabe mais reconnaît le mot « kafir ». Les deux s'expriment ensuite en anglais pour être compris de tous : « Tu ne dois pas recevoir d'aide des infidèles ! hurlent-ils. Aucun contact avec eux ! » Hekmatyar serait bien en peine : au moins la moitié de son armement lui est fourni par les États-Unis et la Chine !

Jusqu'à cette date, Thibault le reconnaît volontiers, « ceux qu'on appelait de manière générique les Arabes ne revêtaient pas d'importance. » En juin 1984, la DGSE avait ainsi pu rassurer le Quai d'Orsay : « Les attentats des résistants ne sont pas identifiables au terrorisme. Il n'y a pas actuellement trace d'exportation d'un terrorisme de style moyen-oriental en Afghanistan606. » Signe d'une présence accrue, les humanitaires français sont également nombreux à croiser la route d'Arabes à Peshawar, souvent au prix d'algarades hostiles avec les Algériens qui les soupçonnent de visées forcément colonisatrices. Les ONG islamiques, aux moyens incroyablement plus élevés, toisent leurs consœurs occidentales quand elles ne tentent pas de les évincer en les taxant parfois ouvertement, via le journal saoudien *Arab News*, de conduite contraire au Coran, voire de prosélytisme chrétien, et même de mauvaise médecine puisque la rumeur est propagée que les Français auraient une fâcheuse tendance à amputer pour rien. L'une d'entre elles, Lejna, basée au Canada, propose ainsi une aide très importante à Amin Wardak à condition qu'il se sépare des Français607. Peine perdue. *Idem* chez Ismaïl Khan qui les chasse aux cris de : « Ce n'est pas vous qui faites la loi. » Au Badakhshan, soumis au chantage du départ des médecins contre une aide militaire, les chefs locaux optent pour MSF.

En 1985, Olivier Roy croise une centaine de combattants dans le Nouristan. Shalwar kamiz militaires, rangers, AK-47 flambant neuves, une certaine discipline : pas de doute, ce sont des Arabes. Il en a confirmation lorsque l'un d'eux, passant à sa hauteur, lui lance en français : « Que fais-tu là, toi608 ? » En novembre encore, à Jawar, Christian Destremau et Jean-Pierre Perrin, se font rosser par trois Black Muslims qui ne supportent pas la présence de « kafir » à leurs côtés. Haqqani fait expulser ces derniers, mais Perrin et Destremau repèrent encore un Algérien, des Égyptiens et

même un libraire français, converti à l'islam en 1970, convaincu du devoir sacré du djihad et n'ayant que l'Arabie saoudite pour référence.

Les Afghans eux-mêmes n'hésitent pas à dénoncer ceux qu'ils appellent les « Ikhwani » (Frères musulmans) ou « Wahhabis » (en référence à l'Arabie saoudite), en particulier les Saoudiens qu'ils considèrent comme des Bédouins mal élevés, car ils mangent avec toute la main quand eux n'utilisent que les dernières phalanges. Surtout, les wahhabites raillent avec arrogance leur manière de prier et d'orner les tombes des martyrs avec des fanions. Le choc de traditions est finalement plus violent encore qu'avec les Occidentaux qui, eux au moins, ne pénètrent pas dans le champ sacré de l'islam.

Combien sont ces Arabes en 1985-1986 ? L'officier de la CIA Milton Bearden les estime à 25 000 en dix ans de guerre[609], le journaliste Lawrence Wright à peine à 3 000[610]. D'où viennent-ils ? Principalement d'Arabie saoudite, du Yémen et d'Algérie. Pour la plupart, *persona non grata* dans leurs pays, ils font du Pakistan leur patrie de substitution et même de dernier secours. Des desperados de l'islamisme. La quasi-unanimité dit avoir été séduite par les discours d'un cheikh jordanien vantant l'invincibilité du Moudjahid et la beauté du martyre : né en 1941 en Palestine, initié aux Frères musulmans par des professeurs jordaniens[611], Abdullah Azzam se détourne assez rapidement de la cause palestinienne jugée trop marxiste et part étudier à la mosquée al-Azhar d'où il revient imprégné des théories de Sayyid Qutb. En 1984, il édicte une fatwa selon laquelle le djihad afghan est à la fois *fardayn*, c'est-à-dire un devoir individuel pour chaque musulman, mais aussi *fard kifaya*, c'est-à-dire un devoir pour la communauté musulmane tout entière. Il lie alors ses efforts à ceux d'un jeune homme d'origine yéménite âgé de vingt-sept ans, Oussama Ben Laden, qui fut son étudiant à Djedda. Plus tard celui-ci affirmera avoir accouru en Afghanistan dès la fin de l'année 1979 et tenu un rôle majeur dans l'organisation du djihad. En fait, jusqu'en 1984, il ne remplit que des missions de transporteur de fonds à destination des volontaires arabes. Comment ce fils de grand bourgeois, sans légitimité militaire, politique ou religieuse, sans connaissance particulière, qui, contrairement à ses frères, n'a jamais connu que l'Arabie saoudite, pourrait-il aspirer à autre chose ? Le vrai financier du djihad est le prince Turki Al Fayçal, fils du roi Fayçal,

directeur de l'Istakhbarat, c'est-à-dire des services secrets saoudiens. Il était à Islamabad dès janvier 1980 pour recenser ceux qui sauveraient l'islam en terre afghane et probablement pakistanaise, car le prince croit, lui aussi, à la course vers les mers chaudes. Par son truchement, les volontaires saoudiens se voient offrir des facilités pour le voyage vers le Pakistan, mais il fallait parmi eux des représentants de l'élite saoudienne, d'où le choix d'Oussama, sans fonction précise au sein de l'entreprise familiale. En 1984, Ben Laden loue à Peshawar une villa au 61 de la rue Sayyid Jamal al-Din Afghani et une dizaine d'autres de bon standing à Hayatatab en bordure du camp de réfugiés afghans. À l'époque, son discours comme son comportement sont empruntés, presque gauches. Lui qui nourrit les ventres ne saurait rivaliser avec Azzam qui nourrit cœurs et esprits.

À la fin de l'année 1984, un constat s'impose : le djihad afghan ne fait pas recette. Tout au plus une centaine d'Arabes traînent à Peshawar. Azzam et Ben Laden créent donc en octobre le Bureau des services pour accueillir et orienter les candidats vers la frontière afghane sans exclusive pour une faction : un Arabe doit avant tout être au service de la lutte anticommuniste. Les rôles sont bien répartis. À Ben Laden l'intendance, sur la base des finances que ses relations avec Turki lui permettent de recueillir auprès des services saoudiens et des grandes familles du Golfe ; à Azzam la ligne doctrinale par lui-même propagée jusqu'aux États-Unis où des antennes du Bureau sont ouvertes. Washington voit en effet avec bienveillance l'émergence de ce qu'il considère comme un équivalent des brigades internationales d'Espagne, impliquant plus de nations dans la lutte contre l'URSS. La CIA s'en fait l'observateur d'autant plus satisfait qu'elle n'a rigoureusement aucun lien avec elle. Contrairement à ce qui sera répandu après le 11-Septembre, Ben Laden n'est pas le Frankenstein des services américains. Ceux qui veulent absolument faire de la CIA la mère d'al-Qaida arguënt que les Américains n'ont pas financé Ben Laden mais qu'ils ont versé, via l'Isi, des millions à Haqqani qui, lui, accueillait les Arabes, ou encore qu'ils ont ouvert en grand leurs portes aux tournées de propagande d'Abdullah Azzam. Les Américains furent-ils jamais accusés d'avoir favorisé la propagation du communisme dans le monde pour avoir soutenu à bout de bras Staline pendant la Seconde Guerre mondiale ?

Il est d'ailleurs cocasse de relever que, à l'époque, la théorie exactement inverse est avancée, par exemple par Alain Chevalérias, l'un des tout premiers à évoquer dans la presse occidentale le « cas » des Arabes afghansII. Dans un article du 20 décembre 1985, le journaliste remarque que beaucoup viennent de Libye, d'Algérie et de Syrie, pays proches de l'URSS. « Ne sont-ils pas eux-mêmes manipulés inconsciemment par des agents extérieurs612 ? » demande-t-il. Réduits par leur faute à une caricature de barbus extrémistes, les guérilleros afghans perdraient en effet la sympathie des Occidentaux, l'oubli l'emporterait, laissant toute liberté aux Soviétiques pour parachever leur œuvre.

Comme ennemi de son ennemi, Ben Laden fut bien l'ami de la CIA, mais elle ne l'a traité que comme tel et non comme un membre de sa famille. De même pour la DGSE. Une fois qu'il a réalisé l'ampleur de l'immixtion arabe au Pakistan, le chef de poste, Thibault, qui, désormais, prend toujours soin de s'armer avant de se rendre à Peshawar, tente de recueillir des informations sur le Bureau des services. Il peut rapporter que la plupart des Arabes sont oisifs. « Beaucoup de jeunes qui ont rejoint le djihad, décrit de fait al-Qarni qui enseigne à l'université du djihad de Peshawar, manquaient d'une vraie éducation islamique. En effet un grand pourcentage d'entre eux avaient mené auparavant une vie dissolue613. » L'instruction consiste donc d'abord à leur enseigner le Coran, la manière de prier, de se comporter, puis les règles du djihad et bien sûr quelques cours « militaires », mais très rudimentaires. Pour Thibault, « les Arabes ne prenaient pas part aux combats ».

Quant au danger qu'ils représentent pour les humanitaires français en Afghanistan, Abdullah Anas certifie que Azzam a déclaré à ses subordonnés : « N'ayez aucun ennui avec les Occidentaux en Afghanistan. Ils ont passé des accords avec les commandants afghans, c'est leur problème614. » Pourtant, un premier incident majeur se produit en novembre 1985. Le chef du Jamiat, Rabbani, convoque Juliette Fournot pour lui annoncer qu'il a lui aussi refusé l'argent offert par les wahhabites pour se défaire des humanitaires français. Mais c'est pour lui demander ensuite, en prenant prétexte d'une sécurité mal assurée, de ne plus envoyer de femmes. « Elles sont trop visibles, arguë-t-il un peu piteusement. Elles prêtent trop le flanc aux critiques de nos frères arabes615. » Un

« intellectuel afghan » a ainsi déclaré au journaliste du *Nouvel Observateur* Pierre Blanchet : « Nous ne comprenons pas ce que les Français viennent faire ici. Et nous n'aimons pas les médecins femmes. Elles font de la propagande pour le socialisme et provoquent les hommes616. » Depuis le début des opérations *cross-border*, la présence de personnel féminin a été un paramètre fondamental. Sans elles, impossible de soigner les femmes, d'entrer dans les maisons en Afghanistan. Juliette s'offusque, et comme elle n'obtient pas gain de cause, le 21 novembre, MSF annonce la suspension des missions pour l'hiver.

Tous les chefs afghans sont loin d'imiter Rabbani. De passage à Paris au printemps suivant, le chef du parti Jabha, Sebghatullah Modjaddedi, confirme que « la présence des femmes européennes parmi ces équipes médicales est tout à fait indispensable617. » Avec l'autorité du théologien, il affirmera : « Il n'y a absolument aucune objection religieuse qui pourrait faire obstacle à la présence de femmes, médecins ou infirmières, parmi vos équipes médicales. Peut-être simplement, dans certaines régions, pour tenir compte d'éventuels préjugés de notabilités et pour éviter de donner prise à la propagande soviétique, vaudrait-il mieux envoyer des couples mariés. » Dans un cri du cœur, il encense ces Français qui « étaient les premiers, et presque les seuls, à aider nos populations civiles. Je me demande pourquoi. Ce sont eux qui ont le plus de sympathie pour nous ». Les soutiens en France des partis les plus modérés, dont Modjaddedi fait partie, y voient la confirmation de l'extrémisme de Rabbani, pourtant de plus en plus présenté en Occident comme le recours afghan. En tout cas, l'accès de fièvre islamiste est de courte durée puisque, dès le printemps, MSF est autorisé à renvoyer des femmes, Juliette ayant même l'habileté d'en profiter pour obtenir l'appui du Jamiat pour l'envoi d'une mission à Herat où l'ONG n'avait encore jamais pu se rendre.

Même si la suspension décidée par MSF a été brutale et symbolique, elle n'inquiète pas l'Occident et pas davantage la hausse vertigineuse de la production d'opium. Du temps des Britanniques, la culture était strictement confinée aux vallées de Herat, Kaboul, Kandahar et Djalalabad. Après l'interdiction décrétée par le Pakistan sous pression américaine, qui fit chuter la récolte de 800 t en 1979 à 45 t en 1985, les Afghans alimentent les laboratoires de transformation situés derrière la frontière pakistanaise – leur

nombre sera estimé à plus d'une centaine dans la seule région de Khyber en 1988[618]. Les camions de la NLC pakistanaise livrent des armes à l'aller et emportent de la drogue au retour avec le blanc-seing de l'Isi. En 1981-1982 déjà, cette filière, couverte par des autorités pakistanaises complices, comblait la moitié des besoins européens et américains en héroïne. L'épidémie est telle que Jean-José Puig se voit demander par un sous-secrétaire d'État américain si l'ambassade des États-Unis à Islamabad est impliquée. « Vous avez assez de fonctionnaires pour le savoir ! » lui réplique-t-il.

Le problème est que l'opium est produit par les chefs de parti et leurs commandants – Hekmatyar est dit propriétaire de pas moins de six laboratoires dans le Baloutchistan – qu'il n'est pas question de contrarier. D'autant que la plupart ont beau jeu d'arguer de la faiblesse de leurs ressources pour justifier leurs activités. Parce que la drogue n'irrigue pas massivement le marché français, elle n'est pas une préoccupation pour la DGSE. Seul le comportement des Soviétiques en Afghanistan intéresse Paris. Curieusement, les services de renseignement ignorent pourtant un épisode mystérieux : depuis 1980, les volontaires français – notamment Jean-José Puig, Olivier Roy, Alain Guillo, Jean-Christophe Victor – et des journalistes, comme le Britannique Nick Downie[619], ont été nombreux à observer dans nord de l'Afghanistan un phénomène lumineux de taille énorme, en forme de demi-disque. La plupart pensent à un essai nucléaire en plein ciel. Aussi quelle n'est pas leur surprise, quand ils le rapportent à des officiers en France, de ne susciter que moquerie. « Ils nous rétorquaient que nous avions rêvé ! Cette histoire les gênait[620] ! » commente Puig qui croit pouvoir le mettre sur le compte du mépris que lui et ses camarades inspirent aux autorités militaires. Dans ce cas, le constat vaut pour l'Occident tout entier. Écartant l'hypothèse d'aurores boréales, un chercheur canadien, Rob Elphinstone, estimera en effet en 1988 que, dans les directions approximatives observées, se trouvent deux sites d'essais soviétiques, Nurek au Tadjikistan et Tyuratam au KazakhstanIII. Les caractéristiques transmises par les témoins le feront conclure à un essai de SS-25 ou, plus intéressant encore, à un faisceau laser capable de rendre inopérants les satellites en orbite basse ou les missiles balistiques[621]. Elphinstone dit avoir subi des pressions pour ne pas continuer et diffuser ses

recherches622. En quoi ces essais, s'ils étaient avérés, gêneraient-ils les hauts états-majors alliés ?

L'intérêt de l'opinion publique est toujours là comme le démontre la presse lors du sixième anniversaire de l'invasion. Si *Le Matin* préfère insister sur « le fanatisme islamique » qui gagnerait les Moudjahidin, *Le Figaro* voit pour 1986 « l'année des remises en question ». Massoud fait désormais l'unanimité : *Le Monde* l'appelle l'« émir du Panjshir » et vante son charisme, « son sens de la stratégie et de l'organisation », tout en gardant « le côté un peu gauche de l'éternel étudiant623 ». Haqqani prend aussi plus d'ampleur. Les journaux semblent découvrir que le Paktia qu'il commande est une zone stratégique pour le ravitaillement de tous les maquis afghans. Entré en rébellion dès 1971 pour contrer l'infiltration du communisme en Afghanistan, il fut de deux des trois complots ourdis contre le roi puis son cousin. Pourtant, à quarante-deux ans, il est quasi inconnu du grand public. L'homme, il est vrai, est beaucoup moins avenant que Massoud. Coiffé d'un épais turban clair, la barbe très fournie et colorée au henné, le sourire très rare : un de ces visages qui devaient nourrir les cauchemars des familles anglaises au XIXe siècle. Durant l'été 1985, les forces de Kaboul ont maintes fois essayé de lui faire entendre raison, mais ce sont les Soviétiques qui ont dû venir à leur rescousse.

Jawar est finalement détruite pendant l'hiver, pendant que la résistance est défaite autour de Mazar, mais ces succès ressemblent pour l'URSS à des victoires à la Pyrrhus. Gorbatchev le redit devant les diplomates soviétiques à la fin du mois de mai 1986 : « Il est clair que nos troupes ne peuvent se maintenir longtemps là-bas624. » Le but doit être à la fois de tarir les sources d'alimentation en armes des résistants et d'impulser à l'intérieur du pays une nouvelle politique pour capter le soutien populaire. À nouvelle politique, nouveau leader. Au début du mois, Karmal a quitté le pouvoir, officiellement pour raison de santé, même s'il demeure président du conseil révolutionnaire. À sa place apparaît celui que *L'Humanité* se contente de présenter comme « un médecin de trente-neuf ans625 » et que les Afghans surnomment Gaw, le taureau, à cause de sa carrure robuste et de sa mine toujours renfrognée. Le nouveau maître de Kaboul incarne jusque dans son nom le virage du régime. Celui qui ne se faisait appeler que « Nadjib » reprend son nom complet « Nadjibullah », qui signifie « noble par Dieu ».

Jusqu'alors chef du Khad, il capitalise sur sa seule personne nombre d'abominations du communisme en Afghanistan. Comment le Kremlin peut-il espérer une ouverture avec lui ? Les Pakistanais s'empressent de rapporter qu'« aucune réconciliation n'est à attendre de lui » tandis que d'autres le présentent comme « un tueur efficace[626] ». En fait, Moscou installe un homme qui lui doit toute sa carrière, donc plus fiable, *a priori*. Nadjibullah est un homme du sérail, spécialiste des questions tribales. À lui l'édification d'un vrai État afghan communiste, les Soviétiques se chargeant d'instaurer militairement l'ordre et l'obéissance.

La volonté de changement de l'URSS en Afghanistan est également motivée par l'imminence de l'arrivée de nouveaux armements pour la résistance, plus modernes et dévastateurs. Le KGB n'a pas beaucoup à s'employer pour la prédire, puisque la presse elle-même s'est plusieurs fois fait l'écho de l'augmentation considérable des fonds investis par la CIA, voire de la livraison de matériels précis. Car rien n'est secret dans cette prétendue guerre secrète : *La Tribune de Genève* avait révélé dès le 28 janvier 1985 que les États-Unis avaient passé commande de neuf canons Oerlikon de 20 mm sur roue pour les Afghans à « livrer sans doute par le canal de la CIA ».

Depuis l'ouverture du conflit, les Moudjahidin réclament à cor et à cri des armes antiaériennes que l'année 1986 leur apporte enfin. Le ton a été donné en avril, par le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, Geoffrey Howe : « Après plus de six ans d'occupation, le temps de l'action est venu, celui de la parole révolu[627]. » Les premiers missiles sol-air sont de fait britanniques, des Blowpipe, « peut-être le meilleur exemple, déplore encore Yousaf, de la prise de contrôle par la politique et l'argent d'un jugement militaire[628] ». À la mi-1985, l'Isi avait en effet fait savoir qu'il n'en voulait pas : le tireur doit rester debout à découvert pour viser, tirer et orienter le missile. Les Pakistanais savaient que les Britanniques en avaient été si déçus aux Malouines qu'ils ont entrepris de lancer un nouveau programme (Javelin). Le général Zia a passé outre, ne voyant que les fruits politiques à retirer de cette preuve de l'implication de la Grande-Bretagne dans la guerre. « Une fois encore, écrit Yousaf, les Moudjahidin furent les perdants quand d'autres, très loin des combats, se faisaient des millions. » Au printemps, l'entreprise publique « Shorts of Belfast » fournit à la CIA

trois cents exemplaires, en fait un reliquat de stock. C'est le projet 279. Partis de l'aéroport d'Aldergrove, ils sont envoyés à Chypre et de là vers l'Afghanistan, via l'Égypte ou le Golfe. Trois cents autres suivront. La CIA se charge de la livraison, la formation des tireurs étant rudimentaire puisqu'il s'agit d'épauler et de viser, le missile se guidant semi-automatiquement à la chaleur de l'appareil. Yousaf affirmera que, durant ses quatre années passées à l'Isi, aucune destruction n'a pu être attribuée au tir d'un Blowpipe…

Il existe un autre matériel sur le marché : le Stinger américainIV. Son efficacité bien supérieure a longtemps été le principal handicap à son introduction. Le général Zia redoutait de le voir employé contre son propre avion ; les Américains, eux, voulaient éviter qu'il ne tombe aux mains des Soviétiques qui l'auraient étudié sous toutes ses coutures, ou des Iraniens qui, en pleine expansion terroriste, pourraient le retourner contre eux. La CIA quant à elle jugeait les Afghans incapables de se servir d'un matériel si sophistiqué, au vu des mauvais résultats obtenus avec les SA-7 soviétiques. Il lui a fallu du temps pour réaliser que la cause en était le sabotage opéré par les Polonais à qui elle les avait achetés. La Compagnie a néanmoins continué à manifester sa réticence. Or Zia a levé son désaccord depuis la défaite de Jawar où l'Isi stockait une large part des armes attribuées aux Afghans. Mais toutes les préventions disparaissent dans le courant de l'année : les Moudjahidin doivent recevoir leurs premiers Stinger à l'été et il est savoureux de noter que l'ambassade soviétique à Washington commence à s'en plaindre avant même leur utilisation.

Dans le registre diplomatique, Paris se montre toujours aussi précautionneux. Début 1986, Hekmatyar est reçu officiellement par le Premier ministre de la Malaisie à l'occasion de l'ouverture d'un bureau d'information de la résistance afghane dans ce pays. Le 11 mars, Margaret Thatcher s'entretient avec Abdul Haq, une première en Occident ; sept jours plus tard, Modjaddedi et Gailani répondent aux questions de la commission des Affaires étrangères du Parlement allemand. Paris entre finalement dans la danse, mais pas à l'initiative des socialistes. Avec la cohabitation consécutive aux élections législatives de mars, le gouvernement de droite entend marquer un changement. Un colloque organisé par le BIA lui offre une première occasion : des représentants de la résistance afghaneV, qui

n'avaient jusqu'à présent eu pour interlocuteurs que des hauts fonctionnaires, conversent avec le secrétaire d'État aux droits de l'homme, vieille connaissance de l'Afghanistan, Claude Malhuret, ainsi que le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Didier Bariani. Homayoun Tandar les accompagne également chez Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale : « Je pense, se souvient-il, que ça lui rappelait sa propre résistance en 1940629. » Même si aucune promesse n'est formulée par les autorités françaises, le gouvernement afghan réagit vivement en convoquant le chargé d'affaires à Kaboul pour dénoncer, *dixit* la radio officielle, « le début d'une nouvelle activité hostile à l'Afghanistan qui vise à détourner l'attention de l'opinion publique française des progrès socio-économiques réalisés par la république démocratique d'Afghanistan630 ».

Le gouvernement Nadjibullah n'est pas au bout de ses peines. Une délégation afghane rallie en effet les États-Unis début juin. À sa tête, Rabbani, président de l'alliance enfin formée par les sept partis, sous la pression de l'Arabie saoudite. Reagan lui déclare : « Votre but est le nôtre : la liberté de l'Afghanistan. Nous ne vous laisserons pas tomber631. » Pour ne pas sembler être le jouet des Américains, Rabbani a prévu ensuite une tournée en Europe. La France est pour lui une priorité : outre sa sympathie historique pour la cause afghane, elle serait en mesure de fournir toutes les passerelles nécessaires pour l'Afrique, Reagan lui ayant suggéré de chercher des appuis diplomatiques dans le tiers-monde. Dès le 24 mars, en visite à Stockholm, Rabbani, accompagné de Gailani et de Modjaddedi, avait envisagé de venir en France à la condition d'être reçu à l'Élysée. Le nouveau conseiller diplomatique du président de la République, Jean Musitelli, avait appuyé l'idée afin de griller la politesse à Jean-François Deniau, qui devait organiser une resucée du tribunal Russell, et surtout à Malhuret, car, disait-il, « c'est l'un des rares domaines où le nouveau secrétaire d'État aux Droits de l'homme risque de se montrer actif ». Arguments insuffisants pour Mitterrand qui avait mis son veto.

Dans une cohabitation de combat, le Premier ministre Jacques Chirac flaire le bon coup. Le fait qu'il soit prévu que Rabbani parte rencontrer Thatcher à son départ de Paris a sans doute balayé les ultimes réticences de son cabinet. L'intervention du roi Fahd a également compté. Le 23 juin, Rabbani est donc reçu par le ministre des Affaires étrangères, puis par

Jacques Chirac qui précise qu'il a tenu bon face aux diplomates qui se sont succédé pour lui conseiller la plus grande discrétion. « J'ai dit "non", explique-t-il, je vous reçois en tant que Premier ministre et à l'hôtel Matignon632. » Habile, Rabbani réplique : « J'attache beaucoup plus d'importance à l'entretien que j'ai avec vous », sous-entendu qu'à ceux de Washington ou de Londres. Il ne peut que se réjouir des propos du Premier ministre qui dresse un parallèle avec la résistance française, d'abord en évoquant son appartenance à la famille politique du général de Gaulle, puis en faisant référence aux divisions des résistants français pour féliciter le mouvement vers l'union des Afghans. D'autre part, Jacques Chirac lui confirme la préférence française pour le Jamiat en indiquant que « le gouvernement avait établi de bons contacts avec différents mouvements de résistance mais sans vouloir s'ingérer dans leurs affaires intérieures, il avait un respect particulier pour le professeur Rabbani et pour l'action qu'il développait ». Le Premier ministre procède enfin à deux annonces qui comblent l'Afghan. En premier lieu, il lui garantit son aide pour rencontrer d'autres dirigeants européens et africains. Ensuite, progrès décisif dans la politique du gouvernement français depuis 1979, il explique que, « sur le plan militaire, le gouvernement [est] disposé à accroître son aide à la résistance. Des accords [ont été] conclus avec le Pakistan pour faire passer une aide dans des conditions à déterminer avec les représentants qualifiés sur le terrain ». Sans plus de précision.

En conférence de presse, Rabbani aura beau jeu de déclarer n'avoir fait « aucune demande d'ordre militaire633 ». Quatre jours plus tard, dans sa lettre de remerciements à Jacques Chirac, il indique : « Je vous assure que les Moudjahidin afghans et le peuple afghan n'oublieront pas toute aide matérielle que la France pourrait nous donner à ce stade critique de la lutte634. » Et il signale ainsi avoir déjà reçu « une offre des sociétés Sofma et SatVI […] pour certains types d'équipement que nous pouvons utilement employer ». Impossible de savoir le détail de ces propositions, mais il est à supposer qu'elles ne se limitent pas aux habituelles cargaisons de munitions que la DGSE a pu autrefois livrer. Dans le domaine diplomatique enfin, Jacques Chirac n'a certes pas évoqué une reconnaissance officielle de la résistance, mais elle est pour ainsi dire actée dans l'esprit de Rabbani qui déclare envisager une représentation unique à Paris de l'alliance des partis,

seuls le Jamiat et le Hezb-e Islami y ayant pour l'instant un bureau. Le Quai d'Orsay est tout à fait favorable.

La réaction pakistanaise à la visite du Tadjik est scrutée à la loupe par le gouvernement et l'Élysée. D'un côté, Islamabad ne peut que se satisfaire d'une prise en considération supérieure par la France du problème afghan. De l'autre, elle craint comme la peste toute union solide de résistants qui serait un contre-pouvoir inquiétant sur son sol. Pour Paris, la satisfaction pakistanaise est particulièrement importante avec la perspective de plusieurs très gros contrats – règlement de l'affaire de Chasma, des turbines Alsthom, Mirage 2000, trente-cinq hélicoptères Gazelle – même si, « en aucune manière, souligne Jean Musitelli, les Pakistanais ne se sont emparés de l'Afghanistan comme d'une arme de rétorsion dans la négociation des contrats d'armement. Au demeurant, cela aurait été très malhabile de leur part[635] ».

La réaction de Moscou est aussi négative que prévu, au moins dans les apparences. En juillet, Chevardnadze transmet la protestation officielle de son gouvernement à Jean-Bernard Raimond. Gorbatchev parlera même d'une « renaissance de l'antisoviétisme en France[636] » à Chirac venu lui rendre visite en mai 1987. L'agence de presse afghane Bakhtar accuse, elle, le gouvernement français d'« entraver le règlement pacifique » du conflit en recevant des « contre-révolutionnaires afghans ». Mais derrière les déclarations convenues, à Paris comme à Moscou, l'Afghanistan est de moins en moins considéré comme un point de clivage. Mitterrand a fait le choix de croire en la bonne foi de Gorbatchev. Il cherche donc à aménager une sortie de crise qui ne soit pas une déroute pour le premier secrétaire. À un Reagan sceptique, il précise : « Je ne suis pas de ceux qui refusent la crise, mais je pense qu'il serait erroné de le pousser à l'échec. » Le 9 juillet, en visite à Moscou, il explique à Gorbatchev être « convaincu qu'on n'a pas utilisé [pour l'Afghanistan] toutes les possibilités offertes par la médiation du secrétaire général des Nations unies. Il faut traiter tous les aspects à la fois. Cela ne peut pas se terminer par la capitulation d'une des deux parties[637] ». Le premier secrétaire acquiesce : « Je dois dire très franchement, et les informations le prouvent, que dès qu'il y a une ébauche de rapprochement des positions entre Afghans et Pakistanais, les Américains retiennent le Pakistan. Les États-Unis pourraient bien ne pas

être intéressés par un règlement, vouloir profiter de cette blessure pour continuer à critiquer l'Union soviétique. Nous en avons parlé en octobre dernier. J'ai dit que je compte sur la contribution positive de la France sur l'Afghanistan. Je confirme ce souhait. » L'intérêt exprimé par le Soviétique pour la France n'est pas feint. Son proche conseiller Anatoly Chernyaev soulignera l'importance du point de vue mitterrandien, particulièrement lorsque le Français lui fait part de sa confiance en Reagan : « Il me semble que, en dépit de son passé politique, Reagan est de ces chefs d'État qui cherchent un moyen intuitif pour sortir de ce dilemme. Contrairement à beaucoup d'autres politiciens américains, Reagan n'est pas un automate. C'est un être humain638. » Gorbatchev en aurait abandonné certaines idées préconçues à l'égard de l'Américain.

Le président de la République joue exactement le même rôle avec ses homologues occidentaux. Il s'échine à rassurer, à gommer les clichés ayant cours sur le premier secrétaire, même si, au terme de ce voyage, il écrit à Margaret Thatcher : « J'ai trouvé Gorbatchev un peu en retrait sur la question de l'Afghanistan sans doute à cause de résistances sur le terrain639. » De fait, le Soviétique espérait sans doute des résultats plus rapides et favorables à son changement de politique à Moscou et à Kaboul. Mais celui-ci s'est manifesté trop tard pour Washington. L'arrivée imminente des Stinger ne laisse aucun doute à l'URSS qui, en conséquence, ne traduit pas sur le terrain ses velléités de repli. Durant l'été 1986, les combats s'intensifient au cœur même des villes, surtout à Kandahar et Herat, ainsi qu'à la frontière pakistanaise, Tass annonçant même en juillet dix mille morts chez les Moudjahidin dans le Paktia640, un chiffre extravagant puisque supérieur à l'effectif de toute la résistance dans la province.

Le 28, Gorbatchev prévoit de rapatrier six à huit mille hommes, mais les défenseurs de l'Afghanistan crient à la manœuvre comme en 1980 à Venise puisque, au même moment, les négociations reprennent à Genève. Un retrait plus important est conditionné au ralliement des opposants au régime de Kaboul. « Sinon, explique le premier secrétaire, tous ceux qui encouragent et financent la guerre non déclarée contre l'Afghanistan doivent le savoir : si l'intervention continue, l'Union soviétique n'abandonnera pas son voisin dans le malheur. Notre solidarité

internationale avec le peuple afghan tout comme les intérêts de la sécurité de l'Union soviétique l'excluent absolument641. »

Le message de Gorbatchev s'adresse notamment au gouvernement français qui, un mois après la visite de Rabbani, se prépare à prendre des mesures en faveur du peuple afghan. Jacques Chirac décide une hausse sensible de l'aide aux réfugiés (1,6 million de francs) ; elle sera triplée en décembreVII. Mieux, le 17 juillet, Claude Malhuret annonce l'attribution d'une subvention gouvernementale aux ONG exerçant « en zones libérées de l'Afghanistan ». L'aide débloquée reste modeste : trois ministères (Affaires étrangères, Coopération et Droits de l'homme) se cotisent pour débloquer 2 millions de francs au profit des quatre ONG les plus actives sur place (MDM, AMI, Afrane et la Guilde du raid). Mais c'est une fois encore le symbole qui compte : après les États-Unis, la France officialise sa participation à la guerre en Afghanistan ; elle est la première à le faire en Europe. « De manière symbolique, témoigne Maréchaux à la Guilde, Malhuret nous a fait un chèque de 15 000 francs qui nous a permis d'annoncer enfin que nous apportions en Afghanistan de l'aide du gouvernement français642. »

Pour Kaboul, c'est la confirmation que les ONG sont des antennes déguisées des services secrets. « Si une affaire Augoyard se reproduisait, rectifie Malhuret, le gouvernement afghan doit savoir que la réponse française sera très vive643. » Moscou a beau jeu de fournir pour preuve des desseins politiques des humanitaires français leur obstination à ne pas s'installer à Kaboul où le chargé d'affaires Christian Lambert témoigne pourtant de conditions désastreuses : « Les Afghans ont un niveau de vie très bas. Ils vivent comme au Ier siècle de l'Hégire. Peu d'hygiène. Un médecin finlandais d'une ONG française me témoignait ainsi qu'elle avait examiné une fille dont les vêtements avaient fini par s'incruster dans la peau, car elle n'en changeait jamais ». À l'occasion de l'un de ses déplacements, le diplomate manque d'être écrasé par un homme couvert de bandages et vêtu d'un pyjama qui vient de sauter de la fenêtre de l'hôpital fondé par les Français. Encore très ému, il s'enquiert auprès de son ami afghan de la fréquence des suicides à Kaboul. Et d'apprendre que, en raison de la pénurie de médicaments, des patients préfèrent abréger de la sorte leurs souffrances. Afin d'améliorer leur sort, Lambert en est donc réduit à

demander à Paris en urgence médicaments et matériels médicaux ; il ne reçoit que quelques boîtes de fil chirurgical.

Prendre place dans les villes serait pour les ONG une compromission. Soutenir les Afghans en province constitue tout autant une caution pour la résistance, mais elles l'assument, n'ayant jamais eu l'intention de rester neutres. De toute façon, elles n'auraient sans doute pas les moyens pour agir sur deux fronts. Afrane par exemple profite de l'afflux d'argent américain pour se concentrer sur la réfection des karez. À la Guilde, Amin Wardak est toujours aussi fidèlement soutenu. À l'été 1986, deux jeunes aventuriers un peu spéciaux lui apportent un million de francs, somme tout à fait considérable. Édouard et Domitille Lagourgue sont très jeunes, vingt-cinq et vingt-deux ans, et ils viennent de se marier. Drôle de voyage de noces. Édouard aspirait à se « rendre utile » depuis ses quatorze ans lorsqu'il distribuait des tracts en faveur des montagnards des hauts plateaux vietnamiens. Après des nuits sordides au Rose Hotel de Peshawar, lui et sa femme, ainsi que Michel Bouziat, sont pris en charge par le « Mollah noir », un passeur célèbre pour son turban noir, sa barbe hirsute et son attitude pouilleuse alors que ses trafics lui rapportent une fortune. Un 4 × 4 puis un âne permettent d'atteindre à Jawar la base d'Haqqani. Lagourgue entend les Moudjahidin s'exclamer « *Batché ké !* » En français : « Des enfants ! » Encore huit jours de marche à rythme soutenu avec, dans l'autre sens, les familles partant se réfugier au Pakistan. « Nous entrions, raconte-t-il, dans un pays qui se vidait ! Une nuit, nous en avons compté plus de mille[644]. » De fait, trois cents cinquante camps, aux trois quarts dans la province du Nord-Ouest, accueillent désormais 3,5 millions d'Afghans.

Arrivée enfin à Jeghatu. Wardak vient lui-même accueillir les Français. Lors d'une attaque soviétique, il les met à l'abri, avec l'équipe de Médecins du monde, dans une grotte où sont entreposées une partie de ses armes. « J'ai dormi, se souvient Édouard, sur des mines antichars ; on m'a dit qu'elles ne pouvaient exploser si le poids restait inférieur à quatre cents kilos ». Après huit jours à se nourrir d'oignons, le groupe retrouve l'air libre devant une vallée dévastée. L'article d'un de leurs compagnons, « Sorti de l'enfer », publié par *Le Courrier picard*, vaudra à Lagourgue la colère de ses beaux-parents à son retour en France : Domitille et lui leur avaient simplement parlé d'un séjour dans les camps de réfugiés…

Édouard revient peu de temps après à Peshawar assumer la mission que le directeur de l'Alliance française, Luc Veyri, avait plus ou moins ébauchée. La déposition devant le Congrès a en effet ouvert quelques portes à Juliette Fournot. L'ambassade du Pakistan à Paris l'a appelée en personne pour lui demander en quoi son gouvernement pourrait l'aider. Le premier réflexe a été de réclamer une plus grande tolérance pour les visas. Et elle l'a obtenue. Dorénavant le passeport de chaque humanitaire en partance pour le Pakistan est envoyé à l'ambassade qui rédige pour chacun une lettre à l'intention des services d'immigration à Islamabad. La confiance s'instaurant, le conseiller culturel confie même à Juliette que « MSF est bien vu en haut lieu[645] ». Autant en profiter : en septembre 1986, délaissant la semi-clandestinité des hôtels de Peshawar, MSF, MDM, la Guilde et Afrane se mettent en quête d'une maison commune où chacun disposerait d'un bureau mais où l'intendance serait mutualisée. Critère le plus important : un vaste terrain, le premier objectif étant de pouvoir stocker correctement le matériel apporté par chaque équipe en Afghanistan. Le choix se porte sur une grande bâtisse du 2 Park Lane, dotée d'un demi-hectare de jardin en bordure de la Croix-Rouge, vite appelée « Maison-Blanche » en raison de sa couleur. Louée conjointement par les quatre ONG, elle devient une sorte de *hub* humanitaire où les commandants afghans sont orientés vers la meilleure ONG en fonction de leurs besoins et de leur localisation. Le premier administrateur, nommé d'un commun accord, est Édouard Lagourgue, ce qui attestera, selon les plus critiques, de la mainmise de la Guilde sur l'action humanitaire en Afghanistan et donc, puisque à l'ONG colle alors abusivement l'étiquette de sous-marin des services secrets, celle du gouvernement, de droite, sur des organisations vaguement classées à gauche. C'est oublier que parmi les quatre ONG se trouve MSF dont le budget doit être le décuple de celui de la Guilde, qu'Étienne Gille a longtemps supervisé les actions humanitaires d'Afrane, que Bernard Kouchner dirige MDM : des vieux briscards de l'Afghanistan ou de l'aide humanitaire, pas vraiment du genre à se laisser dominer par un chevau-léger comme Lagourgue.

La Maison-Blanche reste à l'image de l'aventure afghane des ONG, un rassemblement de bonnes et très jeunes volontés, parfois brouillonnes, mais imperturbablement dévouées à la cause afghane. Dès le premier hiver,

assurant seul la permanence, Lagourgue peut témoigner de l'intérêt suscité par la Maison-Blanche au vu du défilé incessant de malades, d'infirmes, de commandants qui le pressent d'écrire à divers chefs de gouvernement. « On recevait tout le monde, souligne-t-il, la Maison n'a jamais été fermée à quiconque, même au Hezb-e Islami646. » Une fiche est rédigée pour chacune des demandes d'assistance et transmise aux quatre ONG pour étude, voire à l'extérieur, par exemple vers les Italiens s'il s'agit d'une épidémie de tuberculose ou vers le Sweedish Committee pour des aides financières aux infirmiers afghans de l'intérieur ou au MTA pour la formation de « *health workers* ». *Volens nolens*, le jeune homme doit également assurer un rôle d'interface avec l'ambassade de France à Islamabad puisque lui revient de régler différents soucis d'ordre administratif. Il peut y compter jusqu'en décembre 1986 sur un jeune diplomate dont les ONG louent unanimement la bienveillance647, Régis Koetschet, nommé numéro deux de l'ambassade en 1984. Cet arabisant, qui a occupé divers postes au Proche-Orient, le leur rend bien : « Il fallait les voir partir du Pakistan, relate-t-il avec admiration vingt-cinq ans plus tard : quinze jours de marche pour gagner les cols du Badakhshan, lesquels étaient ensuite fermés six mois à cause de la neige. Ils se retrouvaient alors coupés de tout en Afghanistan. Je les voyais revenir, très maigres, un peu hirsutes, mais emballés par ce qu'ils avaient vécu648. » Koetschet est catégorique : « Ils n'étaient ni des aventuriers ni des inconscients. Ils répondaient simplement à une aspiration, portés certainement par les récits de Kessel et Malraux, le film *Les Cavaliers* qui venait de sortir, les premiers reportages de Ponfilly et Bony… » Avec lui, les ONG rencontreront toujours une oreille attentive. Les Afghans aussi. La plupart anciens d'Esteqlal, ils supplient l'ambassade de pouvoir continuer leurs études ou travailler en France. « Le temps de vérifier leurs dires, indique Koetschet, et nous leur accordions presque toujours leurs papiers. Beaucoup ont mené des carrières tout à fait formidables en France ou quand ils sont revenus en Afghanistan : médecins, professeurs, ingénieurs, etc. » Parmi eux, le romancier Atiq Rahimi, prix Goncourt 2008.

Édouard Lagourgue enfin établit les meilleures relations avec les financiers des ONG à Peshawar. D'un côté, la CEE qui n'intervient que dans les camps de réfugiés jusqu'en 1986, date à laquelle elle entreprend à

son tour de subventionner les opérations *cross-border*. L'autre principal financier est l'IRC, auquel USAID a en quelque sorte donné délégation pour choisir les meilleurs projets parmi les ONG. « On lui présentait le programme annuel, regroupant plusieurs missions, par régions, relate Lagourgue. Son directeur, Tom Yates, n'avait rien d'un faux nez. De manière très pragmatique, il validait ou non les projets649. » Ce mode de financement poussera, avec raison, le journaliste américain Kurt Lohbeck à s'indigner de « l'antiaméricanisme de beaucoup des Européens [à Peshawar] alors qu'ils se précipitaient pour obtenir le moindre centime de la part des Américains650 ». S'il est vrai que les Français critiquent vertement les choix de la CIA et d'USAID au Pakistan, les relations sont néanmoins très cordiales avec les cousins d'Amérique. « Les Américains nous enviaient, raconte Lagourgue. Ils trépignaient d'entrer eux aussi en Afghanistan. Souvent ils nous demandaient de leur rapporter des souvenirs avec lesquels ils pourraient épater leurs familles à leur retour : un tapis, de l'artisanat, etc. »

Ces derniers mois, le couple Lagourgue a pu aussi faire la connaissance de nouveaux compatriotes à Peshawar. Depuis juin 1985, en raison du nombre extraordinaire d'amputés, Handicap international intervient dans les camps de réfugiés du Baloutchistan à la demande du HCR. Un atelier d'appareillage a même été installé, tournant hélas à plein régime. En avril 1986, MRCA (Medical Refresher Courses for Afghans), créé l'année précédente par trois Français, dont Arielle Calmejane, a ouvert son premier hôpital-école de vingt-huit lits à Peshawar dans un ancien caravansérail. Avec l'appui de la CEE et de deux ONG historiques (AMI et Solidarités), l'association lancera ensuite la construction d'un centre de formation pour les réfugiés afghans (Integrated Training Center) qui verra le jour à Hayatabad au début 1989. Une ONG de taille beaucoup plus importante prend également ses marques à Peshawar, AvicenVIII. À sa tête, un vétéran de l'Afghanistan, le docteur Philippe Truze qui vient d'accomplir la tournée des bailleurs de fonds. Avec passion, il leur a expliqué qu'il n'était plus question pour lui de soigner quelques milliers de personnes dans une région déterminée d'Afghanistan, mais de fournir aux Afghans une arme anti-soviétique des plus performantes, la vaccination. Le principal fléau causé par l'envahisseur est en effet bactériologique : en isolant les populations

dans les hautes vallées, les Soviétiques offrent un terrain de chasse redoutable à la rougeole qui peut se propager en toute liberté. Le docteur a pu constater que, dans le Logar par exemple, la maladie tuait un enfant sur trois. En vaccinant, il compte donc bien sûr sauver des innocents, mais aussi, et il n'hésite pas à le proclamer, permettre à la résistance d'assurer à terme le renouvellement de son effectif. Sûr de son coup après l'avoir expérimenté dans le Wardak, il loue deux grandes villas à Peshawar où il monte une chaîne du froid et achète un grand nombre de camions. Pour le stock de vaccins, il reçoit l'appui de Charles Mérieux, fondateur des laboratoires éponymes. Il démarche ensuite les partis afghans surtout pour obtenir que chaque commandant volontaire envoie une équipe en formation. Avec l'aide d'une trentaine d'expatriés, les premiers cours sont dispensés, d'une durée de trois à quatre mois. Les stagiaires ont ainsi droit à des leçons de mathématiques afin de savoir effectuer la règle de trois indispensable au dosage des vaccins. La mise en pratique se déroule dans le Paktika. Jamais ce fief pachtoune n'aurait sans doute cru que, un jour, il verrait sa population vaccinée par des Hazaras, des Turkmènes ou des Ouzbeks !

À partir de cette première vague de vaccinateurs pourront être formés des superviseurs, eux-mêmes se muant par la suite en administrateurs. C'est ainsi un immense système de vaccination que Truze et les siens ont la prétention un peu folle de plaquer sur le pays. Avicen forme aussi les vaccinateurs d'autres ONG et même de l'Unicef qui veut faire un sort aux nombreux reproches qui lui sont faits de n'intervenir, comme ses statuts l'y contraignent, qu'à Kaboul.

On reproche à Avicen de substituer des objectifs de santé publique à l'action humanitaire. Truze leur donne raison : son association ne se veut pas un pompier de l'urgence, mais un bâtisseur du nouvel Afghanistan. Le message passe. Son vieux complice de Kaboul, Emmanuel Delloye, désormais en fonction au Quai d'Orsay, lui obtient quelques subsides français. La Commission européenne est également mise à contribution. MDM, dont Truze est alors le coordonnateur des opérations, accepte de le financer à hauteur de 400 000 francs par an.

La volonté d'Avicen d'agir dans l'ensemble de l'Afghanistan, et non plus à l'échelle d'une vallée, est la même qui a présidé à la création de l'antenne afghane de MSH (Management Sciences for Health) à Peshawar. D'où des

heurts fréquents, mais sans acrimonie, avec la Française qui a accepté de le rejoindre, Laurence Laumonier. « L'enjeu entre Laurence et moi, reconnaît Truze, était clairement à celui qui réussirait à mettre en place le futur système de santé de l'Afghanistan libre651. » Après ses missions dans le Panjshir, Laurence n'a pu refuser la proposition des Américains qui se disent prêts à investir 60 millions de dollars sur sept ans dans le domaine de la santé publique en Afghanistan. « Vous serez notre conscience652 ! » lui a même dit à leur première rencontre le chef d'équipe, Bill Oldham, ancien numéro deux d'USAID au Viêt Nam. MSH travaille de concert avec les comités de santé des partis pour former des milliers d'agents de santé dans les villages, créer une demi-douzaine de systèmes de santé, mais aussi des hôpitaux régionaux, des dépôts de médicaments et un système de logistique. Sous l'impulsion de Laurence, il noue également des liens directs avec les commandants de l'intérieur, comme Ismaïl Khan à l'ouest, Massoud au nord et au nord-est ou Haqqani à l'est, les seuls à même d'organiser ces administrations dans leurs régions respectives.

Les ONG médicales françaises font la moue. Selon elles, le monitoring et surtout la durée de formation des personnels médicaux seraient insuffisants, d'où parfois une gabegie de médicaments et un emploi inadéquat. Derrière la critique professionnelle pointe le reproche lancé aux Américains depuis l'AMGOT en 1944 : ils ne se préoccuperaient que de mettre en place une administration afghane dans le domaine médical, mais aussi éducatif, agricole et logistique, avec l'intention finale de former un gouvernement en exil qui reviendrait aux partis afghans alors que la résistance intérieure est en train de s'émanciper. MSH ne fait aucun mystère autour du fait que son but en Afghanistan, comme dans tous les nombreux pays où il intervient, est de rebâtir un système de santé sur les ruines de celui laissé par la guerre.

Avec MSH comme avec les ONG, les partis tentent par tous les moyens de préserver leur influence. Toute organisation qui s'ouvre de son souhait de changer de région peut se voir plus ou moins aimablement menacée par le commandant des lieux de représailles sur les convois empruntant ses terres. De manière générale, les relations se tendent entre ONG et commandants. Dans le Badakhshan ainsi, le Wakil Sayed Moyedin a installé son QG à l'intérieur de l'hôpital MSF, « portant parfois un jugement sur notre travail, relate un membre de l'équipe, allant même, certaines fois,

jusqu'à chasser nos hospitalisés653 ». Le pire survient avec Thierry Niquet. « Un rien exalté avec son grand manteau654 », comme le décrit Régis Koetschet qui a dîné avec lui la veille de son départ, déjà auteur de quatre séjours en Afghanistan, il remplit en septembre une première partie de mission au profit d'Afrane et de la Guilde dans la région de Kunduz, sans incident. Quand son compagnon d'équipée, Hervé Franjeul, décide de rentrer pour des raisons de santé, lui continue. Le 15 novembre, sans nouvelles de lui, les ONG démarchent les partis. À la Maison-Blanche Édouard Lagourgue mène son enquête, tout comme Luc Veyri à l'Alliance française et un peu plus tard Dimitri de Kochko à l'AFP. Les premières informations recueillies sont plutôt rassurantes puisque Thierry Niquet est censé avoir été aperçu dans le nord du pays par des Afghans. Peu à peu néanmoins, la thèse d'un assassinat par un commandant du Hezb-e Islami, à Cholgar, se fait jour. Le 8 décembre, le parti d'Hekmatyar se fend d'un communiqué pour la démentir et annoncer une enquête. Ne comptant certainement pas s'en satisfaire, Gilles Rossignol et Christian Destremau, pour Afrane, et Alain Boinet, pour la Guilde, viennent spécialement de Paris interroger tous les partis à Peshawar où ils se font fraîchement recevoir par le Hezb-e Islami. Pourtant leurs recherches ne laissent presque plus de doutes sur sa responsabilité. En janvier, Hekmatyar est obligé de la reconnaître tout en promettant des sanctions. L'ingénieur récuse cependant la cupidité – Niquet transportait de l'argent – en avançant plutôt l'exaspération du commandant de voir les ONG françaises le snober au profit de Massoud. Manœuvre désespérée pour reporter la faute sur son ennemi juré, Hekmatyar redoute lui aussi que les ONG n'acceptent plus de travailler avec lui. De fait, un embargo est décidé pour une année par certaines associations.

Le coupable, dûment identifié, ne sera jamais châtié. Les circonstances de l'assassinat de Niquet restent toujours mystérieuses. Il est en tout cas le premier Français à payer de sa vie son engagement au service des Afghans. Les ONG ayant réclamé la plus entière discrétion à la presse au moment de sa disparition, l'opinion publique n'en saura rien. Le gouvernement soviétique, qui avait exploité les affaires Augoyard et Abouchar, ne se manifeste pas non plus. Finalement, seule l'ambassade de France au Pakistan interpelle Édouard Lagourgue pour faire passer un message peu

glorieux : « On m'a clairement laissé entendre qu'il fallait que les ONG freinent sensiblement leurs missions en Afghanistan. "Nous n'avons qu'un chargé d'affaires à Kaboul, me disait-elle, vous comprenez, s'il y a des ennuis, c'est sur nous que cela retombera[655]." »

Le décès de Thierry Niquet bouleverse jusqu'aux plus anciens volontaires français, le ressentiment contre le Hezb-e Islami s'amplifie, mais il ne saurait être question de lever le pied. Ce serait donner raison à Hekmatyar, à ceux des Arabes qui réclament leur départ, aux Soviétiques pour qui ils ont toujours été des témoins gênants. Bien mieux, certains pousseront leur engagement plusieurs mois plus tard jusqu'à combattre aux côtés des Afghans. Revenu en Afghanistan après quelques années d'éloignement, Patrice Franceschi créera alors les « commandos du Wardak » à la demande d'Amin, avec l'aide d'une demi-douzaine de compatriotes recrutés dans son réseau de connaissances, tous anciens militaires, Bernard Wolfrom faisant office de second. L'écrivain-aventurier précise : « L'initiative fut entièrement personnelle[656]. » Et de livrer une justification tout à fait vraisemblable : « À cette époque, Amin n'intéressait plus les services qui avaient fait le choix de Massoud. »

Ni Wardak ni Massoud ne profitent encore à cet instant de ce qui est passé à la postérité comme l'arme fatale aux Soviétiques en Afghanistan. En septembre 1986, les sept partis de Peshawar sont réunis par le chef de l'Isi, le général Akhtar, en présence du chef de poste de la CIA, Milton Bearden ; ils apprennent l'arrivée des tout premiers Stinger. L'accord américano-pakistanais, *dixit* Yousaf, prévoit la livraison de 250 lance-missiles avec 1 000 à 1 200 munitions[657] qui seront distribués prioritairement, selon les quotas de l'Isi, aux fondamentalistes. Bearden n'y trouve rien à redire. « La réalité, écrira-t-il, voulait que l'islam, dans sa spécificité afghane, était ce qui cimentait l'alliance des combattants. Tenter de réorganiser socialement l'Afghanistan en distribuant des armes pendant que les Soviétiques avaient encore cent vingt mille hommes sur place était, à mon avis, la recette d'un désastre[658] […]. » De toute façon, ce sont aux Pakistanais qu'il appartient de désigner les heureux bénéficiaires ; ce sont eux aussi – ils ont insisté auprès de Washington – qui vont former les tireurs, dans le camp d'Ojhri. Les Américains obtiennent tout de même que les Afghans filment avec une caméra VHS chaque tir de Stinger. C'est donc

devant son écran que Ronald Reagan assiste à la première destruction d'un aéronef en Afghanistan, un hélicoptère soviétique, au-dessus de l'aéroport de Djalalabad. Elle est l'œuvre, le 26 septembre, d'un commandant du Hezb-e Islami, Ghaffar, qui en abat deux autres dans la foulée. La CIA en obtient la confirmation satellite le lendemain. La planète entière saura désormais tout de la terreur des pilotes soviétiques chaque fois qu'ils montent à bord de leurs carlingues. Une fois de plus, une opération normalement ultrasecrète s'étale dans tous les journaux. Ce qui compte n'est peut-être pas que le géant russe vacille vraiment encore, mais que l'opinion publique mondiale en ait la conviction.

I- Gorbatchev est parfois accusé d'avoir été partie prenante dans la décision d'envahir l'Afghanistan. Une archive d'Andropov, découverte quelques années plus tard, exposera de fait que le vote au Politburo avait été nominal. Sauf que Gorbatchev n'y était alors que suppléant.

II- *Le Journal de Genève* a publié le 26 novembre 1985 son article « L'Afghanistan travaillé par les missionnaires intégristes ».

III- Que le fameux U2 américain abattu en 1960 avait tenté d'espionner.

IV- L'avantage du Stinger : une portée de 5 km, transportable à dos d'homme, à visée optique et guidage infrarouge. Pourvus en brouilleurs et détecteurs infrarouge contre le SA-7, cette fois, les aéronefs soviétiques seraient à la merci des tireurs. Il leur faudra donc voler plus haut, ce qui diminue évidemment leur soutien aux troupes au sol.

V- Sebghatullah Modjaddedi et le commandant Aref du Jamiat.

VI- La Sofma est la Société française de matériel d'armement. La Sat désigne-t-elle la filiale de la Sagem (Société anonyme des télécommunications) ?

VII- L'aide alimentaire sera également augmentée : 20 000 t de blé, au lieu de 17 000, devraient être livrées, le gouvernement continuant d'autre part à payer le quart des 21 millions de francs consentis par la CEE pour les réfugiés afghans. Les bourses d'études, une dizaine en 1986, passeront à vingt-cinq.

VIII- Acronyme de « Afghanistan Vaccination & Immunization Center » et hommage au philosophe Avicenne.

Chapitre VIII

Aux services

À partir de la fin 1986, Luc Veyri voit défiler à Peshawar quelques dizaines d'Arabes francophones, des Maghrébins pour l'essentiel, mais aussi des « beurs » comme il est alors coutume de dire. Le bureau des services d'Abdullah Azzam recrute en effet également en France où sa publication, *Djihad*, est vendue 5 francs[659]. Abdullah Anas, adjoint d'Azzam, admet d'ailleurs « la présence de professeurs français au bureau à Peshawar[660] ». Ne faisant montre d'aucune hostilité, ils viennent à l'Alliance française se détendre autour d'un thé et de quelques revues. Mais leur détermination farouche frappe Veyri : « Ils ne parlaient pas souvent de leur participation au djihad, mais on les sentait gonflés à bloc contre le communisme et, pour certains, contre l'Occident[661]. » À l'occasion, il peut faire plus ample connaissance avec ceux qui se retrouvent sans argent ni papiers à l'hôpital de Peshawar et auxquels il propose de joindre leurs parents.

Le terrorisme arabe, qui affecte déjà les intérêts français depuis une dizaine d'années, incite nécessairement les services français à scruter attentivement ces filières de transit vers une zone de guerre. Justin, chef d'état-major de la direction du renseignement à la DGSE de 1986 à 1989, témoigne ainsi avoir pu constater, à l'occasion d'un voyage à Riyad avec le directeur général, que « les Saoudiens effectuaient déjà un gros travail à leur sujet au Pakistan. Ils nous ont clairement fait part de leur peur de l'intégrisme en Afghanistan. C'était manifestement une grosse préoccupation pour eux[662] ». Pour autant, il s'agit plus d'observer que d'influencer. Selon Jean Musitelli, « les filières djihadistes ne faisaient pas partie des préoccupations gouvernementales : les Arabes ne me sont pas alors connus et encore moins Ben Laden[663] ». À Kaboul, le chargé

d'affaires Christian Lambert confirme : « Dans mes années d'exercice en Afghanistan, je n'ai jamais entendu parler de Ben Laden664. »

Il peut quand même sembler curieux que les services ne s'intéressent guère à des Français allant se battre pour une terre qui leur est étrangère. Même deux ans plus tard, Matthias, officier de la DGSE en poste à Peshawar, sera surpris par la réaction de la centrale parisienne à son message classé A1, c'est-à-dire du plus haut niveau de confiance : une source lui aura astucieusement procuré la photocopie des passeports de quelques-uns de ces djihadistes français, une prise magnifique ; pourtant, Paris ne donnera pas suite665. Thomas Twetten, directeur à la CIA à cette époque, en donne la raison : « Nous considérions que les volontaires arabes étaient un problème pour les Afghans et les Pakistanais et que nous n'avions pas intérêt à superviser leur contribution très minime. Nous n'estimions pas qu'ils s'entraînaient pour fomenter des actes de terrorisme une fois de retour en terre arabe ou nord-africaine. Nous ne rassemblions pas de renseignements à leur sujet666. »

Ainsi l'afflux des Arabes ne reste-t-il en réalité un sujet de préoccupation que pour les spécialistes du pays qui, par leurs connaissances de l'islam et des traditions afghanes, peuvent anticiper les problèmes à venir. Jusqu'au départ des Soviétiques cependant, il va surtout être utilisé contre Massoud. Les humanitaires français en effet sont nombreux à rapporter la présence d'Arabes à ses côtés. « Rabbani me l'a certifié, explique par exemple Juliette Fournot. Il affirmait que le Jamiat ne pouvait se passer de leur argent667. » Un homme est particulièrement désigné comme l'âme damnée de Massoud : l'Algérien Abdullah Anas. De son vrai nomI Boujoumaa Bounoua, il était imam dans l'ancien village de Descartes, quand, en 1984, à vingt-quatre ans, il est tombé sur une coupure du journal koweïtien *El Moujtaba*, publication des Frères musulmans faisant état de la fatwa d'Azzam ordonnant à tous les musulmans de libérer l'Afghanistan du joug soviétique. « Pour un Algérien, relate-t-il, partir de son pays signifie dans quatre-vingt-dix pour cent des cas traverser la Méditerranée. L'Afghanistan, cela représentait le grand saut668 ! » Après avoir décroché un visa pour le Pakistan, Anas fut l'un des premiers Arabes à rallier Peshawar en ignorant tout du contexte. Pour lui, la résistance ne formait qu'un bloc, et s'il rejoignit le Jamiat, ce ne fut que fortuitement, au gré d'une rencontre à

Peshawar. Direction Mazar-e Charif, chez Zabiullah. Quand Juliette Fournot l'y rencontre, elle a droit à une violente tirade : « Il m'a reproché d'être une kafir, que les Français n'avaient rien à faire en Afghanistan comme ils n'avaient rien à faire en Algérie669. »

Anas le reconnaît aujourd'hui volontiers : « Au début, pour un Algérien comme moi qui ne connaissais rien, tout était blanc ou noir : le monde se divisait entre les musulmans et les non-musulmans. À Mazar, je voyais donc d'un mauvais œil les étrangers qui venaient aider en Afghanistan. Après, j'ai compris qu'ils étaient là pour aider eux aussi670. » Par « après », Anas sous-entend après sa visite chez Massoud. Car, au bout de six mois, l'Algérien veut à tout prix connaître le commandant. À la manière de Jean-José Puig, sa rencontre ressemble à un coup de foudre. Massoud ne parlant pas arabe, les premières paroles échangées sont… en français. Massoud lance à Anas : « Tu ne repars plus, j'ai besoin de toi. » Anas pour sa part se souvient : « J'ai tout de suite su que je pourrais passer avec lui le restant de mes jours. Pour la première fois de ma vie, j'ai eu l'impression de me trouver. » Selon Daoud Mir, au rôle bientôt charnière auprès de Massoud, « au début, Anas faisait surtout pression sur Amir Sahib pour que cela se passe comme chez Hekmatyar ou Sayyaf671 », c'est-à-dire qu'un camp d'instruction soit installé et réservé aux Arabes. Massoud l'en a découragé : le combat est celui de l'Afghanistan, c'est donc avec les Afghans que les Arabes doivent s'entraîner.

Pour ses détracteurs, la présence d'Anas signerait l'intégrisme de Massoud. Le raisonnement paraît plus que hâtif. Il est indéniable que le commandant a accueilli des Arabes sur ses terres. « Il y avait deux *guest houses*, témoigne Olivier Roy, l'une pour les Occidentaux, l'autre pour les Arabes672. » Mais quel chef de guerre au monde, dans l'état de pénurie où il se trouve, refuserait l'aide spontanée de combattants mûs de plus par la force déraisonnée du djihad ? « On a doublement besoin d'eux, explique Massoud à Olivier Roy. Ce sont des combattants arabo-islamiques qui peuvent nous aider. Et puis, ajoute-t-il avec humour, ce sont d'excellents démineurs ! » Contrairement aux Afghans, en effet, qui sont revenus de leurs sacrifices du début de guerre, les Arabes partent à l'assaut droit devant en hurlant : « Allah Akbar ! » Moyen radical de vérifier si des mines ont été posées… « Les gens de Massoud nous racontaient, se souvient Édouard

Lagourgue, que, comme ils tenaient absolument à mourir en héros, eh bien, les Moudjahidin les positionnaient en première ligne673 ! »

Néanmoins l'apport des Arabes à Massoud fut maigre à tous points de vue. Le bureau des services ne donnait, selon Anas, « pas de quoi faire vivre les combattants au front pendant une journée. Massoud recevait bien plus d'un riche homme d'affaires afghan, sinon du commerce des émeraudes674 ». Les Arabes ne se seraient pas comptés plus d'une centaine, au total, dans le Panjshir jusqu'en 1989. Anas les recrute lui-même, en privilégiant leur « ouverture d'esprit ». Sa « brigade » inclut ainsi des Saoudiens, des Égyptiens, des Turcs, des Nord-Africains. Il certifie n'avoir compté qu'un seul Français, Algérien d'origine, vers 1985 : « Il a disparu un jour sans qu'on sache pourquoi. J'ai appris plus tard qu'il avait décidé d'aller apprendre l'arabe au Yémen. » Le professeur de djihad al-Qarni le confirme : quatre-vingt-quinze pour cent des Arabes sont allés soit chez Hekmatyar soit chez Sayyaf. « Très peu d'Arabes ont rejoint Massoud, raconte-t-il. Et nous les connaissons tous675. » C'est ainsi qu'Abdullah Anas concentre la presque totalité de son temps et de l'argent du bureau des services – 500 000 dollars lors de son dernier voyage – à des activités civiles. À Peshawar, il a en effet convaincu Azzam que tuer des Soviétiques ne suffisait pas ; il fallait éduquer et soigner des Afghans sur place. Grâce à lui voient le jour trois hôpitaux, autant d'écoles et une dizaine de madrasa. « Nous nous sommes également occupés d'un millier de veuves et d'orphelins676 », ajoute-t-il. L'un des principaux lieutenants de Massoud, Ahmad « Muslim » Hayat, le confirme : « Anas a œuvré dans le soutien des écoles et des hôpitaux. Aucune autre influence. Il n'était pas un terroriste, et s'est même opposé aux terroristes arabes et au Hezb-e Islami en expliquant que Massoud se battait pour son pays677. »

De surcroît, le Panjshiri est probablement l'un des commandants les plus honnis des Arabes afghans. Cheikh Azzam le premier, sur la foi des rumeurs propagées sur son compte à Peshawar, lui voue une haine solide. Nombre de ses prêches du vendredi ont repris les accusations d'Hekmatyar contre « l'agent des Français ». Outre l'influence d'Hekmatyar jouent également des comportements aux antipodes. Dans les camps d'Hekmatyar, c'est un peu comme à la foire. Les Arabes arrivent, vident leur chargeur, repartent, précise al-Qarni : « Ils faisaient tout ce qu'ils voulaient sans aucune

supervision678. » Un groupe a voulu faire de même chez Massoud. Il s'invite dans le Panjshir, monte une opération sans l'en avertir, pour finir par attaquer des Moudjahidin d'un autre bord. Le commandant le fait emprisonner et ne le relâche qu'après bien des palabres. De retour à Peshawar, le groupe se répand contre lui, en l'accusant d'être un pion de l'Occident, mais cette fois parce que, en tant que fils d'officier, il aurait fait ses études en URSS, ce qui est faux.

On comprend donc mal que des Occidentaux, prenant prétexte de la présence d'Arabes dans le Panjshir, continuent à présenter Massoud et Hekmatyar comme des jumeaux de l'islamisme afghan. Le premier est parfaitement conscient des ravages potentiels d'une telle assimilation. « Dès le début, explique Daoud Mir, il m'a demandé d'expliquer aux Européens ses différences idéologiques avec Hekmatyar679. » Les preuves sont nombreuses. En 1986, Massoud noue par exemple une alliance avec les ismaïliens de Mansour Nadiri pour étendre son emprise jusqu'au Badakhshan : ils sont chiites, et donc détestés par Hekmatyar. L'accueil des docteurs français est un autre élément en sa faveur, tout comme cette phrase qu'il aimait à lancer devant Laurence Laumonier : « Après la guerre, il faudra des élections en Afghanistan. Et les femmes voteront ! » Quand Olivier Roy s'étonne de l'interdiction de fumer dans toute la vallée, le commandant lui explique qu'il ne peut s'opposer à une volonté du conseil des oulémas. Mais c'est pour lui indiquer aussitôt où en acheter discrètement. Quand Bertrand Gallet l'interroge sur le nouveau fléau touchant l'Occident, le sida, Massoud lui rétorque que, une fois au pouvoir, il lancera de grandes campagnes prophylactiques. « Ce sera l'occasion de faire évoluer les mœurs680 ! » ajoute-t-il même. D'aucuns jugeront que le commandant est suffisamment retors pour adapter son discours à ses interlocuteurs. Mais il y a deux différences avec Hekmatyar, aussi indiscutables qu'ignorées : jamais il n'a pu être pris en flagrant délit d'appel au djihad contre des régions musulmanes qu'il aurait accusées d'apostasie ; jamais il n'a menacé l'Occident, comme Hekmatyar, de retourner ses armes contre lui une fois l'URSS renvoyée à demeure.

Détesté par les Arabes, et par les Afghans les plus intégristes, Massoud l'est enfin par Ben Laden lui-même. Précision importante, car, quelques années plus tard, un raccourci aura cours dans les services de

renseignement : Abdullah Anas = bureau des services, Ben Laden = bureau des services, donc Anas = Ben Laden et puisque Anas = Massoud, eh bien, Massoud = Ben Laden. Or Anas souligne que, dans un premier temps, le Saoudien ne voulait même pas évoquer le Panjshiri à Peshawar. « Il n'en a jamais rien dit, relate-t-il. Il écoutait les rapports que j'en faisais et c'est tout. Je lui ai même suggéré de m'accompagner chez lui, mais il affirmait qu'il ne voulait pas froisser Hekmatyar qui était de loin le plus influent[681]. » Quand, plus tard, l'Algérien lui vantera les succès de Massoud contre les Soviétiques, Ben Laden lui lâchera : « Arrête tes exagérations ! Il ne s'est rien passé à l'intérieur de l'Afghanistan. » Anas d'ajouter : « Si Ben Laden avait accepté de m'accompagner, je suis sûr que cela aurait changé la donne en Afghanistan. Massoud était victime d'une violente propagande. Pour le comprendre réellement, il fallait le rencontrer. Ben Laden aurait été sous le charme et il aurait changé son fusil d'épaule… » Anas en veut pour preuve le revirement d'Abdullah Azzam qui, deux ans plus tard, changera effectivement d'avis sur Massoud.

Il apparaît donc que les Arabes sont surtout un prétexte en Occident pour, à nouveau, noircir le portrait du Panjshiri. La CIA notamment ne croit guère en lui : le chef de poste à Islamabad, Milton Bearden, n'a toujours pas oublié la trêve de 1983 ; il le soupçonne de vouloir se placer pour la conquête du pouvoir. Quand Gary Schroen, alors patron des officiers traitants du programme afghan, envisage de le rallier dans le Panjshir, il s'entend rétorquer : « Trop dangereux[682]. » En France aussi, Massoud a ses opposants. À la DGSE, les critiques ont toujours existé, et sont entretenues par le *turn-over* des cadres qui voit les anciens d'Algérie remplacés par des jeunes officiers plus laïcards. À son tour, la DST se met à considérer avec méfiance le commandant qui a le grand défaut à ses yeux en pleine vague de terrorisme pro-iranien d'accueillir, dit-on, des « beurs ». Ces services sont alimentés au Pakistan par tous les ragots des commandants concurrents, y compris au sein du Jamiat : « Les pires rumeurs, témoigne Anas, venaient des propres "amis" de Massoud qui étaient jaloux de sa renommée[683]. » Tous ceux-là n'admettent pas l'aura de plus en plus écrasante du Panjshiri dont le visage orne désormais les *rickshaws* de Peshawar avec le torse de Bruce Lee et une AK-47 à la main. La presse ne

parle plus que du « Lion du Panjshir » ; le commandant devient même le héros d'un roman, *Lie down with Lions*II, signé Ken Follett.

Si Massoud doit être rangé parmi les intégristes les plus dangereux pour avoir accueilli des Arabes, pourquoi ne serait-il pas également désigné comme le plus farouche allié des Occidentaux puisqu'il a reçu des dizaines d'humanitaires français, mais aussi quelques combattants polonais sûrs de partager le même combat contre l'URSSIII et même, à en croire Daoud Mir, un mercenaire français, surnommé « Jacques684 » ? Ce procès récurrent en islamisme est aussi la conséquence du portrait parfait brossé par les soutiens de Massoud depuis cinq ans. À trop le présenter comme un chevalier guidé par l'esprit des Lumières, ils ont attisé les jalousies et appelé les critiques. Frank Anderson, responsable de l'Afghan Task Force à la CIA, l'expose alors à ses interlocuteurs français : « Gulbuddin n'est pas aussi mauvais que vous le craignez, ni Massoud aussi bon que ce que vous espérez685. »

Le procès est d'autant plus regrettable qu'il se trompe de cible. En 1986, Abdullah Azzam doit affronter la concurrence redoutable d'un groupe d'Égyptiens, pour la plupart des docteurs et des ingénieurs, qui vont capter le mouvement djihadiste. À leur tête, le chirurgien Ayman al-Zawahiri se fait appeler Abdul Mu'iz. Depuis 1966, il a fédéré des opposants au régime nationaliste de Nasser qui ont donné naissance au Djihad islamique égyptien. Emprisonné et torturé avec nombre des siens après l'assassinat de Sadate, il s'est exilé à sa libération au Pakistan où il avait déjà travaillé dans un hôpital du Croissant-Rouge en 1980. Autour de lui, son vieux complice Sayyid Imam al-Sharif, dit docteur al-Fadl, mais aussi Mohammed Atef, *alias* Abou Hafs Masri, et Ali Amin al-Rashidi, beau-frère d'un des assassins de Sadate, qui en 1983 a combattu un temps dans le Panjshir, d'où son pseudo de guerre, Abou Oubayda al-Banshiri. Ils sont pauvres, très peu nombreux, séduisants par leur culture et leur abnégation au service du djihad. Mais ils sont aussi ultra-déterminés et sans pitié pour tous ceux qui les empêcheraient d'atteindre leur but, détourner le djihad afghan à leur propre fin qui est l'élimination de tous les régimes musulmans dits corrompus. Trois hommes sont dans leur collimateur. Massoud est le premier, car trop pro-français : dès son arrivée à Peshawar, Zawahiri fait distribuer des tracts l'accusant, à tort, de vouloir bannir la charia en Afghanistan. Le deuxième est Abdullah Azzam lui-même, le cheikh

appartenant aux Frères musulmans détestés par l'entourage de Zawahiri qui les qualifie même de « traîtres[686] » pour avoir choisi la voie politique. Mais le cheikh est surtout l'obstacle à abattre pour atteindre le troisième personnage clé du Djihad islamique égyptien : Ben Laden, non pas pour son apport idéologique, à peu près nul, mais pour son argent, qui pourrait financer toutes les luttes. Selon Anas, Azzam en met en garde Oussama, mais celui-ci répond toujours fort civilement : « Je sais ce que je fais[687]. »

Le désaccord se creuse durant l'année avec un centre d'entraînement pour point de clivage. Les Arabes afghans les plus opiniâtres en effet sont envoyés en formation dans des camps de l'autre côté de la frontière. Comme Mariam Abou Zahab a pu le constater fortuitement lors de l'une de ses missions pour Afrane, ce sont pour l'essentiel « de simples assemblages de baraques en bois, planquées dans la montagne, où les Arabes s'exercent au vieux fusil anglais ou au maniement des explosifs[688] ». En quelques endroits cependant, comme à Tora Bora pour Khalès ou Khalden pour Sayyaf, les Pakistanais ont employé les grands moyens pour creuser la roche, terrasser les pentes, bâtir en dur et tracer des routes. Ben Laden décide de favoriser plus particulièrement celui de Jaji, à vingt kilomètres de la frontière, non loin de Parachinar, avec une intention bien ancrée : en faire le foyer d'une légion arabe dont il prendrait la tête. L'agent comptable du djihadisme a-t-il nourri des complexes à côtoyer les guerriers afghans ? Ben Laden ne rêve que d'une « tanière des lions » (Massada al-Ansar, nom donné au camp de Jaji) et s'attire les reproches d'Abdullah Azzam : un bataillon de quelques dizaines d'individus ne pourra jamais rien changer au cours de la guerre ; en revanche, l'envoi d'un Arabe dans chaque vallée permet d'insuffler un esprit nouveau, une autre lecture du Coran, de mieux doser aussi l'aide financière et médicale.

Les ONG françaises sont les témoins gênants de la prolifération des Arabes. Elles savent la réalité, peu glorieuse, de leur engagement en Afghanistan. Violemment attaquées, elles reçoivent le soutien des partis modérés, atterrés eux aussi par ce cancer qui prend sur le djihad afghan. Modjaddedi, dans le numéro d'octobre 1986 de *Défis afghans*, s'emporte contre les Arabes qui « devraient prendre leur relais [des Français] et envoyer des femmes médecins en Afghanistan […]. Ils ne l'ont jamais fait, que je sache, pas même avec des médecins hommes ! Qu'ils le fassent donc

maintenant689 ! ». Modjaddedi pourrait citer en référence Juliette Fournot qui réalise une première à la fin de l'année 1986. Comme Philippe Truze, elle veut en effet entreprendre la vaccination de plusieurs régions, mais MSF y est réticent. Pas vraiment du genre à se laisser décourager, elle prend langue à Islamabad avec l'Unicef qui, pourtant, a l'habitude de ne dialoguer qu'avec des gouvernements, et a la chance d'y trouver pour interlocuteur Carl Shonmeyer, un Norvégien amoureux de l'Afghanistan. Est donc montée la première opération *cross-border* clandestine de l'organisation internationale. Pour l'occasion, MSF dépêche de Paris Éric Laurent, un logisticien, chargé d'organiser la chaîne du froid. Or Juliette veut mener la campagne en hiver, pour profiter de la présence de toutes les familles à la maison. Et comme souvent, sa pugnacité aidant, elle obtient gain de cause. C'est donc une chaîne du chaud et du froid que Laurent met en place, et, en octobre 1986, les caravanes s'élancent pour rejoindre les équipes parties trois mois auparavant. Cent cinquante mille enfants sont vaccinés, un taux de couverture record de quatre-vingt-quinze pour cent.

Saluées par les Afghans, dénigrées par les intégristes – ce qui est une autre forme de reconnaissance de leur efficacité –, les ONG françaises ne se sentent toujours pas appuyées par le gouvernement. Les déclarations du début de la cohabitation ont fait long feu comme le constate Emmanuel Delloye, nommé responsable de la coopération pour le secteur de l'Asie du Sud et du Sud-Est. Les ONG doivent déposer leur demande de cofinancement pour chacun de leurs nouveaux projets. À elles de convaincre que ceux-ci sont raisonnables, dans une zone qu'elles connaissent, en évitant de donner l'impression de saupoudrer leur action dans tout le pays. Delloye ne parvient pas à susciter un intérêt supérieur de sa hiérarchie : « Les problèmes africains, regrette-t-il, l'emportaient toujours en matière de coopération690. » Les fonds à disposition restant modiques, il obtient tout de même l'appui de parlementaires pour les faire croître quelque peu. « Je n'ai jamais senti jusqu'à il y a quelques mois, déclare-t-il en février 2010, que l'Afghanistan était stratégique pour la France. »

Mais le blocage afghan du Quai d'Orsay dépasse amplement le seul problème des ONG. Régis Koetschet, en poste à l'ambassade de France à Islamabad, avoue que les instructions de Paris étaient maigres, pour ne pas

dire plus : « La France ne jouait pas dans la zone une carte géostratégique. Nous n'avions ni l'ambition ni le pouvoir de faire basculer la donne d'un côté ou de l'autre. Aucun des commandants que nous rencontrions n'était non plus en mesure d'abattre le régime soviétique à lui seul. Ils n'attendaient de la France ni soutien matériel important ni démarche politique particulière. Ils recherchaient surtout une reconnaissance qui les valorise, une écoute, enfin une caisse de résonance à leurs préoccupations. De notre côté, on essayait surtout d'obtenir auprès d'eux des renseignements sur ce qui se passait sur le terrain. Un travail de diplomate. On discute, on noue des relations, en espérant en retirer des informations utiles et constructives691. »

La prudence du gouvernement français s'explique fin 1986 par la conjonction de deux éléments. Dans un premier temps, le piétinement de la résistance. En dehors d'offensives rondement menées par quelques commandants comme Massoud et Abdul Haq, les Moudjahidin se rendent compte de leurs limites : leurs roquettes ne viendront jamais à bout des positions retranchées adverses. De partout parviennent des informations selon lesquelles les paysans refuseraient l'hospitalité aux insurgés par peur des représailles. De plus, le piège du ravalement du pouvoir, via Nadjibullah, est en train de fonctionner. L'Afghanistan est un modèle qui fera bientôt des émules au Nicaragua, en Angola, au Mozambique, au Cambodge et même en Pologne en 1989. L'ex-parti communiste se défait de sa tunique rouge pour se parer de nationalisme vert. Lui seul serait le rempart face aux « bandits de la rébellion », qui n'ont plus le choix qu'entre participer au processus de réconciliation, et conforter ainsi le parti au pouvoir, et le refuser, au risque de s'affubler d'une image d'irrémédiables opposants à toute résolution pacifique du conflit. À l'extérieur, Moscou continue à jouer la carte française. Le jeu de séduction opère avec le président de la République qui, dans un livre de réflexions paru cette année-là, confie : « Je ne suis pas sûr que l'exigence d'une évacuation préalable à toute négociation soit la meilleure façon d'aboutir692. »

À la fin de l'année, le tropisme russe, la réticence à l'égard des ONG, parfois le désintérêt pour la zone conduisent le gouvernement à une position des plus mesurées. Si, à l'occasion du septième anniversaire de l'invasion, le ministre des Affaires étrangères français tient à manifester, dans un

langage moins diplomatique, « sa profonde sympathie et son admiration pour le combat courageux que mène le peuple afghan pour la restauration de son indépendance et de sa liberté », il n'évoque jamais qu'un renforcement de l'« aide matérielle et humanitaire aux réfugiés afghans693 ». De fait, fort des propos tenus par Jacques Chirac à Rabbani en juin, Homayoun Tandar demande à être reçu par le cabinet du Premier ministre afin de réclamer une subvention pour le bureau du Jamiat à Paris, appelé à devenir, dit-il, « le principal organisme représentatif de la résistance à l'étranger694 ». Le conseiller technique qui le reçoit lui réplique « qu'il n'[est] pas de tradition que la France [subventionne] une représentation à Paris695 ».

Après les déclarations du Premier ministre, et alors que la CIA a déversé 470 millions de dollars en 1986 – 630 millions suivront en 1987 –, les services français peuvent-ils se limiter au poste d'observation d'Islamabad et à des gestes de courtoisie à l'égard de Massoud et de Wardak ? Le Panjshiri ne cache pas sa déception à Bertrand Gallet : « Je ne comprends pas. La France est une grande puissance. Regardez ce que les États-Unis et l'URSS investissent en Afghanistan. Que fait la France696 ? » Le commandant a probablement été influencé par l'arrivée très tôt dans le conflit d'un Jean-José Puig dans la vallée. L'a-t-il pensée annonciatrice de bien d'autres, suivies de matériels ? Or non seulement les Français, mais les Américains ne l'aident pas. Ainsi les Stinger ne viennent-ils pas jusqu'à lui – il ne touchera les deux premiers qu'en septembre 1987 et uniquement parce qu'un des commandants du Jamiat les lui aura cédés pour en avoir reçu quatre.

Le commandant reste pourtant d'un imperturbable optimisme. C'est ainsi qu'il a demandé dès 1985 à Bertrand Gallet de l'aider à obtenir des Milan, missiles antichars de fabrication française : « Il était très au fait de tout ce qui existait en matière d'armement, relate le compagnon de route de Christophe de Ponfilly. Vu les chars utilisés par les Russes, il était sûr que les Milan étaient faits pour lui. » Gallet s'est exécuté auprès du cabinet de Roland Dumas. Mais, début 1987, aucun Milan n'est en vue. Et pour cause. Pierre Lethier, que le nouveau directeur de la DGSE, le général René Imbot, a gardé à ses côtés, fait part dans ses Mémoires d'une note du 30 janvier 1987 dans laquelle Régis Debray dit se rallier finalement, lui qui était

partisan d'un soutien plus actif, à la prudence mitterrandienne : une aide militaire française « pourrait devenir prétexte à refroidissement des liens avec l'URSS. Comme nous ferons toujours moins que la CIA, qui a voté 250 millions de dollars d'aide, nous ne serons jamais pilotes dans cette affaire, mais pilotés, et sous hégémonie étrangère, comparses dans un orchestre dirigé par d'autres pour jouer une musique qui ne sera pas la nôtre[697] ». À la réticence du philosophe vis-à-vis des Américains s'ajoute à l'Élysée une méfiance absolue envers tout ce qui pourrait concerner de près ou de loin la DGSE. L'affaire Greenpeace – nom de code « Satanic » pour les services – a laissé des traces. Or, sans DGSE, pas de livraison d'armes possible, tout au moins pour un volume digne de l'engagement d'un pays comme la France. « L'Afghanistan, insiste Jean Musitelli, n'a été géré que sur le plan politique et diplomatique[698]. »

« Satanic » porte judicieusement son nom pour la DGSE, mais elle va paradoxalement la relancer dans le conflit afghan. Le principal responsable en est le général Imbot, un ancien résistant, saint-cyrien, major de l'École de guerre, chef d'état-major de l'armée de terre, bref le plus beau profil de soldat imaginable, qui s'est piqué de technique au point de moderniser l'armée française comme peu l'avaient fait avant lui. Les Américains l'apprécient, William Casey, patron de la CIA, le premier qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, parachuta des armes dans le maquis du futur général. Langley fut d'ailleurs l'une des toutes premières visites du nouveau DG qui en est revenu avec la très ferme intention d'accorder plus d'importance à l'Afghanistan[699]. A-t-il été converti par Casey, vexé par la modestie de l'investissement français par rapport à celui des Américains ? Impossible de se prononcer. En tout cas, Imbot sollicite l'accord du président de la République, qui le lui donne. Ce qui peut sembler curieux vu la diabolisation passagère de la DGSE et la teneur des relations avec l'URSS. Mitterrand aura-t-il voulu ne pas « laisser » l'Afghanistan à son Premier ministre qui lui a donné une nouvelle et indiscutable impulsion ? « De manière générale, assure Jean Musitelli, il n'y eut aucune friction sur ce sujet entre le président et le gouvernement, simplement une attitude de surveillance de la part des uns et des autres[700]. » Le président de la République a certainement relevé que la DGSE est bien introduite au cabinet du Premier ministre puisque y figurent Michel Roussin, ancien

directeur de cabinet de Marenches, et Fernand Wibaux, ancien résistant, conseiller aux affaires africaines, un très proche de Jacques Foccart.

Trois autres raisons expliquent l'accord de l'Élysée. Tout d'abord, selon une source proche des services, le général Imbot profite du climat propice créé par un coup très rondement mené au Moyen-Orient par les siens. Ensuite, il a su convaincre le président de la République de la nécessité impérieuse de ne pas laisser le terrain libre aux Américains et à leurs alliés arabes alors que le départ des Soviétiques apparaît désormais inéluctable. Enfin, et c'est capital, Imbot n'entend pas déroger à la coopération avec l'Isi dont il s'agit en quelque sorte d'alléger le fardeau. Les relations franco-pakistanaises sont « très bonnes » à cette époque, selon l'ambassadeur français à Islamabad de 1986 à 1989, Henri Servant : « Les Pakistanais, ajoute-t-il, se souvenaient très bien que nous avions formé leurs sous-mariniers à Rochefort. Ils se réjouissaient aussi de notre coopération en matière nucléaire. L'Afghanistan n'était donc pas un sujet de discorde[701]. » Justin, chef d'état-major de la DR de la DGSE, peut constater *de visu* l'excellence du lien avec les services pakistanais lors de la visite en France, pendant une semaine, du chef de l'Isi : « Ils étaient au courant de l'aide que nous apportions à Massoud et ils ne s'en sont jamais plaints[702]. »

Pour ses futures opérations en Afghanistan, la DGSE a retiré une leçon primordiale de l'affaire du *Rainbow Warrior* : il faut cloisonner à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur des services. Au niveau politique, très peu de personnes seront donc informées des activités afghanes, Imbot étant en communication quasi exclusive avec Mitterrand, ce qui explique au demeurant les scénarios les plus abracadabrantesques circulant de nos jours. C'est ainsi que la propre autorité de tutelle de la DGSE, le ministère de la Défense, ignorera presque tout. Le général Jean Heinrich, chargé du bureau des affaires réservées au cabinet du ministre, qui assure traditionnellement le lien avec les services de renseignement, ne découvrira le détail du travail de la DGSE que lorsqu'il recevra le commandement du Service action en 1987.

À l'intérieur même des services, l'Afghanistan est suivi par une poignée d'officiers dont le général Imbot, bien sûr, et le directeur du renseignement. Le dossier lui-même est confié à une cellule fantôme qui n'appartient pas administrativement à la DGSE et dont seul le patron du SA, le colonel

Lesquer, connaît l'existence : une idée du général Emin pour épargner à certains précieux éléments la purge prévisible après « Satanic ». À sa tête, Benjamin, ancien parachutiste, expert de l'action clandestine – il revient de trois années passées au Liban. Ses activités, dès la fin 1985, ont commencé par une mise à plat de tous les contacts afghans de la DGSE au Pakistan, en France et dans d'autres pays où la diaspora s'est étendue. Massoud, Wardak, le royaliste Gailani, mais aussi Abdul Haq, tous leurs avantages et inconvénients ont été soupesés pour confirmer *in fine* la primauté donnée au Tadjik. Justin en témoigne : en 1986, à son arrivée à la DGSE, « le choix en faveur de Massoud avait déjà été fait. En tout cas, il y avait un consensus total à son sujet à mon état-major de 1986 à 1989[703] ».

L'esprit d'indépendance d'Amin Wardak a fini par agacer. « Indépendant ne veut pas dire hostile, plaide Patrice Franceschi auprès des services français. Bien au contraire, il ne vous trahira pas. Amin est le plus proche ami de la France dans la région[704]. » L'un des problèmes de Wardak est qu'il ne « fait » pas assez guerrier. D'un naturel pondéré et réfléchi, il est affable avec ses invités et d'une grande chaleur. Franceschi témoigne par ailleurs qu'il n'exécutait pas les prisonniers comme la plupart de ses homologues. Bref, à une époque où les sociétés occidentales se cherchent des chefs de guerre inspirant la crainte, pour leurs faits de guerre comme Abdul Haq ou pour leur cruauté comme Hekmatyar, Wardak détonne. Face à lui, non seulement Massoud respire le combattant, mais sa région est beaucoup plus visée par les attaques soviétiques. Avec le Tadjik, les services pensent tenir une pièce maîtresse de l'échiquier afghan sur lequel Wardak ne leur paraît être qu'un pion. Enfin, Massoud est défendu dans les médias par Christophe de Ponfilly avec qui Franceschi estime, en toute amitié, ne pas pouvoir rivaliser : « Lui faisait des films à l'impact bien supérieur à tous les livres et articles que je pouvais écrire. » Sans déprécier le Panjshiri, il s'échine à défendre que le soutien apporté à l'un ne doit pas obligatoirement signifier l'abandon de l'autre. Pourquoi ne pas garder deux fers au feu ? D'autant qu'ils sont providentiellement complémentaires : avec Wardak, la DGSE entretiendrait un moyen de peser sur la route Kandahar-Kaboul, quand avec Massoud, elle peut agir sur celle reliant Kaboul à l'URSS.

Au Quai d'Orsay, Claude Martin évoque un « choix idéologique français » : « Sous l'influence des relais nombreux dont il disposait à Paris, dans la presse, dans les milieux politiques et même dans certains cabinets ministériels, le commandant Massoud était devenu non seulement un héros, ce qui était vrai, mais aussi un démocrate porteur des valeurs occidentales, ce qui était nettement exagéré. Nous prenions parti pour une faction contre une autre, ce qui n'était pas le meilleur moyen de favoriser la réconciliation nationale et le retour à la paix, objectif ultime après le départ des Soviétiques[705]. »

Pour Claude Martin, et d'autres, la solution qui s'impose serait de s'abstenir. Ils sont partiellement entendus. Quelles armes en effet pourrait livrer la DGSE ? Américains et Britanniques ont opté pour le missile antiaérien portable : l'armée française n'a pas encore l'équivalent dans son arsenal ; le Mistral n'entrera en service qu'en 1990 avec, de surcroît, pour spécifications de sécurité, imposées par les armées et la DGA, de ne pas être aussi facilement transportable et utilisable que le Stinger[IV]… C'est ainsi que la DGSE juge avec sévérité la distribution de ces missiles. Assistant à l'une des réunions régulières avec le chef de poste de la CIA à Paris, Charles Cogan – qui avait lui-même dirigé les premières opérations clandestines en Afghanistan –, Florent, jeune capitaine du SA, relate que « Benjamin, responsable de la cellule Afghanistan à la DGSE, et d'autres les ont mis en garde contre le danger encouru de donner à des extrémistes comme Hekmatyar des armes aussi perfectionnées alors que celui-ci jurait, une fois que les Soviétiques seraient chassés, de régler son compte au Grand Satan[706] ! ». Même si Cogan et ses compatriotes paraissent sûrs de leur fait, Florent revient sur la possibilité déjà évoquée de modifier l'électronique de l'engin afin d'en limiter la durée de vie. « Mais pourquoi donc ? s'écrie l'un des Américains. Les méchants, ce sont les Rouges ! » Thomas Twetten, chef de la division de l'Asie du Sud à la CIA, reconnaît seulement que la CIA a « diffusé l'information selon laquelle la durée de vie des batteries était très courte pour décourager les Moudjahidin de les mettre de côté[707] ».

Quant à Vince Cannistraro, également présent à certaines de ces rencontres CIA-DGSE, il doute tout bonnement que les Stinger soient venus sur la table[708]. Les deux parties s'accordent cependant pour reconnaître

l'utilité de ces échanges : contre les renseignements sur Massoud, dont la CIA ignore presque tout, les Américains offrent de très précieux clichés satellite. Les velléités françaises d'intervenir plus fortement les satisfont plus qu'elles ne les gênent. Le Soviétique reste l'ennemi commun et puis Langley sait bien que l'effectif et le budget de la DGSE limiteront de toute façon son action. De fait, en dépit des déclarations d'intention, autorités et services ne paraissent pas encore mûrs pour envoyer du matériel français qui signerait l'implication de la France dans la guerre. Une fois encore, la mesure et la discrétion l'emportent. Fin 1986, un cargo empli principalement de mortiers de 122 mm, mitrailleuses et kalachnikovs avec leurs cargaisons adéquates de munitions, mais aussi d'informatique et de groupes électrogènes, accoste à Karachi709. Le matériel est presque exclusivement issu du bloc de l'Est et remis aux représentants de Massoud qui n'a jamais su que la DGSE avait en fait profité de l'aubaine d'un bateau saisi au large de la Bretagne. Départ et destination avaient mis la puce à l'oreille des services de renseignement : Libye-Irlande. L'essentiel de la cargaison fut donc expédié au Pakistan avec l'accord des Britanniques.

Quelques mois plus tard, Jean-José Puig pourra vérifier *de visu* l'arrivée dans la vallée des caisses d'obus de 122 dont il se demandera pourquoi les Pakistanais, si rétifs à tout renforcement du Tadjik, ont accepté de les laisser passer. La raison en est simple : l'opération est ponctuelle. La seule autre livraison de la DGSE est plus folklorique : une brigade de pigeons voyageurs, bon vieux remède à la pénurie de radios. Dressés en France, les volatiles sont transportés au Pakistan, mais ils n'auront pas l'occasion d'évoluer dans les cieux afghans, car des soldats soviétiques mitrailleront la colonne emportant leurs cages.

Le regain subit de passion pour les Afghans a ses limites. L'intervention de la France en Afghanistan reste très en deçà de ses capacités, dont l'affaire Luchaire, sortie par *L'Express* en novembre 1987, montre un aperçu : la société d'armement est accusée d'avoir exporté 450 000 obus vers l'Irak, avec l'assentiment du ministère de la DéfenseV. Massoud peut certes s'estimer plus heureux que Wardak qui, lui, n'a jamais reçu et ne recevra pas d'armes de la France. La livraison d'équipements militaires cependant n'est qu'une des facettes de l'intervention d'un service de renseignement. Puisqu'elle coûte cher et qu'elle en identifie trop l'auteur, la

DGSE, bien décidée à accroître sa participation au conflit, initie un autre programme dont elle peut plus facilement maîtriser les tenants et les aboutissants : la formation de groupes d'une douzaine de Moudjahidin à l'art de la guérilla. L'objectif de discrétion absolue semble avoir été atteint : Thomas Twetten et Frank Anderson, tous deux de la CIA, affirmeront ne pas en avoir été informés710. « C'est un travail classique pour le service711 », déclare pour sa part le général Costedoat qui sera chargé de le poursuivre à sa prise de commandement du SA en 1989. Son prédécesseur, le général Heinrich, qui est à l'origine du programme, explique que « l'Afghanistan ne fut pas le seul pays pour lequel on a formé des insurgés mais, incontestablement, le dispositif mis en place fut d'une importance exceptionnelle712 ». Reste à décider le lieu de formation. C'est exclu à l'intérieur même de l'Afghanistan ; de plus, le coût de la dizaine d'instructeurs et du transport du matériel nécessaire serait trop élevé. Le budget pousse de même à écarter la piste pakistanaise, sans compter que l'Isi n'a jamais accepté sur son sol, y compris pour la CIA, aucune instruction opérée par des étrangers. Cela tombe bien : le SA n'a pas non plus envie de lui dévoiler ses techniques. Une délégation de l'Isi s'est d'ailleurs rendue dans le camp ultra-secret de Cercottes, au sud d'Orléans, quelques semaines plus tôt. « Ils voulaient que nous les aidions à former des hommes et à fournir du matériel aux Afghans, relate Roger, lieutenant-colonel au SA. Mais ils ne nous considéraient que comme un prestataire de services. Tout devait passer par eux. Nous avons donc soigneusement refusé713. »

La formation se déroule donc en France. Exfiltrés d'Afghanistan, les stagiaires reçoivent un passeport à Islamabad et s'envolent pour Paris, direction ensuite Cercottes, mais pas seulement ; les camps de Caylus et de la Braconne, à quinze kilomètres d'Angoulême, sont également mis à contribution. « On les amenait en hélico ou dans des camions bâchés dans différents camps militaires en fonction des activités prévues, indique Roger. Il ne fallait pas qu'ils sachent où ils se trouvaient : sécurité absolue. » Les premiers Afghans ayant les honneurs de la formation sont logiquement des hommes de Massoud, tous commandants à la demande du SA afin qu'ils puissent instruire à leur tour une fois revenus dans le Panjshir. Homayoun Tandar les accueille à Paris, puis Roger les prend en charge à Cercottes. Un

jeune Moudjahid, connu de tous les Français ayant arpenté le Panjshir, qui figure d'ailleurs sur les images rapportées par Ponfilly et Gallet, fait office d'interprète : Mehrabuddin Masstan. Roger ne se plaint pas de la perte de temps induite par la traduction : « Cela me donnait le temps de réfléchir entre deux réponses. » L'officier loue la combativité et la motivation des Afghans, largement supérieures à celles des stagiaires africains par exemple. Pendant un mois, il leur inculque les rudiments de la tactique de guérilla : montage d'embuscade, utilisation d'armes lourdes (avec application des tables de tir, mesure au télémètre, etc.), sabotage d'ouvrages d'art, acquisition et transmission du renseignement, organisation de la logistique, etc. : « Ils ont démontré d'excellentes qualités, relate-t-il, en particulier au tir au mortier où ils se sont révélés aussi efficaces que des Occidentaux. » Et tant pis pour certaines de leurs attitudes comme cet ancien professeur qui, se souvient-il, « était si intégriste qu'il m'interrogeait sur la composition du yaourt, car on lui avait dit qu'en France certains pouvaient être composés à base d'os de porc ».

La DGSE ne forme pas qu'à l'emploi des armes. À la fin de l'année 1985, l'École supérieure de journalisme de Lille (ESJ) a remporté un contrat très particulier du ministère des Affaires étrangères. Il s'agit de former dix Afghans pendant trois mois et demi à l'utilisation des techniques modernes de photo et vidéo. Le but est de contrecarrer la propagande soviétique grâce à un accès direct et facilité aux informations. Condition *sine qua non* imposée à l'ESJ : confidentialité totale. Et pour cause, puisque la DGSE est à la manœuvre. Après les avoir réunis au Pakistan, elle accompagne les dix stagiaires vers la France où elle les remet en quelque sorte à un jeune journaliste, Jean-Michel Lobry, alors chef de département à l'ESJ, chargé de les cornaquer durant toute la durée du stage. À leur arrivée en décembre 1985, il les conduit à la maison d'accueil des jeunes travailleurs, où il a officiellement réservé des chambres pour des étudiants, et les fournit en effets chauds, car ils grelottent dans leurs tenues légères. Bien vite, par interprète interposé, il apprend que parmi eux figure un ancien ministre des Transports, le chef d'un parti politique, des commandants notoires. Pour les noms, il retient celui d'un Pachtoune aux traits fins, manifestement très respecté par ses camarades qui requièrent toujours son avis avant de prendre une décision : Hamid Karzai. Né en 1957

à Kandahar, cet ancien élève au lycée Habibia était parti étudier en Inde pour apprendre l'anglais avant, son diplôme en poche, de rejoindre en 1983 Quetta où sa famille a trouvé refuge. Peu à peu, des liens se tissent : quand Lobry invite les Afghans à dîner à la maison, il doit prévenir son épouse qu'elle recevra en cadeau un album des atrocités commises par les Soviétiques en Afghanistan et leur fille… une mitraillette en plastique[714]. Le week-end, il prend lui-même le volant pour les conduire hors de Lille se divertir dans des centres de vacances[VI]. Le secret de l'opération est néanmoins éventé par *L'Humanité* qui, à la toute fin du stage, révèle sur deux pages la présence de combattants afghans à l'ESJ. Comme des photos figurent également dans l'article, il ne fait guère de doute que le journal a bénéficié de complicités à l'intérieur de l'école.

Ce sera le seul stage de la sorte. Jean-Michel Lobry devait ensuite partir installer un laboratoire photo et un studio de montage à Peshawar. Le budget ne lui sera finalement pas accordé alors que, dans le même temps, en mai 1986, 50 000 dollars sont offerts par le Congrès américain pour fonder dans la même ville une agence d'informations afghane avec ses propres journalistes et techniciens afghans. 450 000 dollars sont également réservés à la création au Pakistan de Radio Free Afghanistan à côté de laquelle « Radio Kaboul libre » et « Radio Moudjahidin » des ONG françaises semblent plus que modestes, même si elles avaient le mérite, elles, d'émettre depuis l'Afghanistan.

Les Afghans formés en France déplorent bientôt leur première victime. Le drame a lieu dans le nord-est de l'Afghanistan, chez Massoud qui a pris le 23 août l'importante ville de Fakhar, à la frontière du Tadjikistan, donc à des centaines de kilomètres du Panjshir. Le 11 novembre, le commandant met la dernière main à une nouvelle opération d'ampleur, sur la ville de Nahrin. Selon une source proche des services, l'opération aurait en fait été planifiée à Paris, par la DGSE, qui a fourni plans et radios au Panjshiri[715]. Par hasard, deux Français sont d'ailleurs présents. Alain Boinet et Jean-François Marlin s'apprêtaient à quitter le Panjshir quand Massoud leur a annoncé ne pas pouvoir assurer la sécurité de leur retour. Ils partagent donc la même grotte que lui quand l'attaque est lancée en fin d'après-midi pour limiter les risques d'une riposte héliportée. « Ce sera difficile[716] », annonce Massoud à Boinet. Trois cents Moudjahidin partent à l'assaut de

deux cents soldats gouvernementaux dotés de chars et d'artillerie. Le commandant Panah, célèbre jusqu'à Moscou pour ses attaques de convoi, conquiert le poste principal. Comme les défenseurs répliquent violemment, les combats durent jusqu'au 13, la chance étant du côté de Massoud puisque des nuages bas empêchent l'aviation d'intervenir. La victoire est au bout, mais les pertes sont importantes : 19 morts et 26 blessés. Parmi eux, le Panjshiri Sayyid Burhanuddin, ancien collaborateur d'Homayoun Tandar au bureau parisien du Jamiat, ancien d'Esteqlal, du département de français de l'université de Kaboul, puis de la faculté d'Orléans où il a consacré un mémoire de maîtrise à Baudelaire. Il avait été formé en France à la photographie. « Le reportage qu'en fera Antenne 2, relate Roger, commence sur l'objectif percé de l'appareil que je lui avais moi-même donné. On voit sur le film l'instant où il est touché, la caméra commençant à tournoyer dans les nuages717. » À ses côtés a également été tué un cameraman, Kabir. Le premier sur les lieux, Boinet récupère la cassette miraculeusement intacte, ainsi que le pakol criblé d'éclats et ensanglanté de Sayyid qu'il offrira telles des reliques à Homayoun Tandar à Paris.

Après Thierry Niquet, Sayyid Burhanuddin est la deuxième victime déplorée par les Français depuis le début de leur engagement. Les mois qui séparent leurs disparitions respectives ont été marqués par la prolifération des Stinger dont toutes les conséquences ne se font sentir qu'en 1987. Geoffroy Linyer, jeune missionnaire de la Guilde, qui s'est passionné pour l'Afghanistan après avoir entendu son professeur à Sciences Po, Xavier Strauss, raconter son périple dans le Panjshir, est sans doute l'un des tout premiers à en faire état dans la presse. Grâce aux missiles, écrit-il dans *Le Monde*, « la résistance abat, en moyenne chaque jour, près de deux avions ou hélicoptères. […] Si ces armes ne permettent pas aux Moudjahidin de remporter la victoire, elles leur permettent de conserver ou de retrouver un moral de vainqueur718 ». En réalité, les Stinger ont ramené la lumière en Afghanistan. Les Moudjahidin, qui ne se déplaçaient que la nuit, pour échapper aux bombardements et aux *strafings*, osent enfin s'aventurer de jour alors que, au contraire, les appareils soviétiques attendent désormais l'obscurité pour sortir. Comme les routes sont désormais utilisables, beaucoup plus d'armes sont acheminées depuis le Pakistan. Les montagnes retrouvent leur caractère ancestral de sanctuaire, plus rien ne pouvant à

présent en déloger les résistants. Le Stinger renvoie paradoxalement l'Afghanistan aux temps ancestraux.

Le gouvernement soviétique enrage. « Si nous continuons sur le même chemin, a annoncé Gorbatchev lors du Politburo du 13 novembre, nous devrons nous battre pendant vingt-six ans encore719 ! » Chevardnadze milite pour la fixation d'une date de retrait tandis que le maréchal Akhromeyev avance que la bataille du peuple est perdue. Gorbatchev conclut, exaspéré : « Notre but stratégique est de tout terminer dans un, au maximum deux ans, et de retirer nos troupes. » Le dépit vire à la colère à Moscou quand des commandos de Moudjahidin formés par l'Isi perpètrent des destructions en Ouzbékistan. L'URSS fait savoir aux Américains que, en cas de répétition, le Pakistan serait envahi. En Afghanistan, la riposte soviétique se décompose en deux temps. D'abord, le 1er janvier 1987, Nadjibullah propose une « réconciliation nationale » que l'agence Tass se précipite pour présenter comme l'« événement le plus important des premiers jours de l'an neuf ». Le programme propose un cessez-le-feu unilatéral de six mois à partir du 15 janvier, l'inscription de l'islam comme religion nationale dans la nouvelle Constitution, une amnistie générale. Nadjibullah va au-delà des recommandations soviétiques en proposant aux leaders de l'opposition, « dans certaines circonstances », de faire partie du processus. Les chefs des sept partis, réunis à Peshawar, rejettent l'offre et appellent de leur côté à la création d'un gouvernement intérimaire. À défaut de paix, Kaboul aura donc réussi à unifier, à son détriment, ses opposants.

Le second volet de l'action de l'URSS est militaire. Au printemps, de nouvelles offensives sont menées sur la route Kaboul-Khost, afin de la garder ouverte. À l'ouest, en mai et juin, les Soviétiques encaissent près de Kandahar leur plus cinglant revers depuis la bataille d'Arghandad en 1979. Échec aussi à Maidan où plusieurs appareils sont abattus grâce aux Stinger. Entre-temps, le 17 avril, le camp de Jaji est le cadre de violents combats durant plusieurs jours. Sayyaf repousse l'assaut, toutefois ce n'est pas lui qui remporte les lauriers, mais Ben Laden commandant d'une escouade de combattants arabes. Qu'importe que ceux-ci se soient débandés sous la mitraille, le Saoudien, qui a été blessé, a trouvé son BadrVII. Le chef des services secrets saoudiens, le prince Turki, voit là une occasion pour accentuer le recrutement de djihadistes. Des cassettes sont diffusées dans le

monde entier, montrant Ben Laden à cheval ou tirant à la mitraillette. Celui-ci est dorénavant convaincu qu'il peut rejeter le communisme de l'autre côté de l'Amou-Daria.

Ce sont pourtant les seuls Moudjahidin qui en ont la capacité. En juin, ils coupent à nouveau la route de Djalalabad. Le 14 juillet, Massoud prend la garnison de Kalafghan puis celle de Koranomunjan. À Herat, imitant la Shura-e Nazar du Nord-Est, Ismaïl Khan initie un « conseil de l'Ouest » dans la province de Ghor. Jamais les Moudjahidin n'ont semblé autant en position de déloger l'URSS. À la demande du général Powell, nouveau conseiller à la sécurité nationale de Reagan, la CIA rédige une note très pessimiste sur l'avenir de l'Afghanistan en cas de départ des Russes : « Le régime [Nadjibullah] pourrait s'effondrer avant que le retrait soit achevé720. » Lui succédera, selon elle, un gouvernement islamiste, certes moins dur qu'en Iran, mais « au mieux ambivalent à l'égard de l'Occident, au pire activement hostile, particulièrement à l'égard des États-Unis ». Des voix s'élèvent donc pour demander s'il ne vaudrait pas mieux maintenir Nadjibullah en poste. La CIA, le département d'État, la Maison-Blanche s'affrontent sur le terme de l'aide militaire fournie aux Afghans avec une question primordiale : Gorbatchev est-il sincère lorsqu'il parle de retrait ? Le débat est facilité par le départ de deux des principaux chefs de services secrets responsables du programme d'aide, William Casey à la CIA, mort en janvier 1987, et le général Akhtar à l'Isi qui laisse en mars la place à Hamid Gul. Le Congrès, de plus en plus impressionné par les succès de Massoud, commence à demander des comptes sur Hekmatyar : pourquoi lui donner des millions alors qu'il a refusé, quelque temps auparavant, de serrer la main de « Reagan l'infidèle » ? Le chef de poste de la CIA à Islamabad persiste cependant à le présenter comme le plus efficace contre les Soviétiques.

Pour endiguer la montée des plus extrémistes, les Américains poussent les Pakistanais à revenir au système de répartition d'armes qui prévalait jusqu'en 1983, c'est-à-dire une distribution directe aux commandants. Mais Hamid Gul, qui passait pour un modéré, en profite pour accroître encore plus la part d'Hekmatyar et des plus sectaires, appuyé par le chef de poste de la CIA Milton Bearden qui exècre les partis traditionalistes. Or les résistants ayant logiquement repoussé l'offre de réconciliation nationale de

Nadjibullah, Gorbatchev dégaine habilement au printemps la carte royale, en évoquant un recours possible aux « personnalités afghanes actuellement en Italie ». Il n'est pas question d'un retour à la monarchie, mais du rôle de transition que pourrait jouer Zaher. D'aucuns évoquent le précédent de Juan Carlos après la chute de Franco dans l'avènement de la démocratie en Espagne. Si, en retour, l'ancien roi fait savoir son refus d'entrer dans un gouvernement de coalition, il déclare tout de même : « Nous pensons qu'[une] solution [politique] existe avec Mikhaïl Gorbatchev721. » En faisant appel à lui, le premier secrétaire sait pouvoir creuser un peu plus les divisions inter-Moudjahidin : Modjaddedi y voit de fait une « alternative raisonnable », Hekmatyar la qualifie de « ridicule » et le Jamiat déclare « impossible de lui accorder une quelconque crédibilité »722.

L'option royaliste fait aussi de plus en plus d'émules à la DGSE, mais les raisons en sont autant géopolitiques que de cuisine interne. Depuis plusieurs mois, l'Afghanistan est accaparé par le Service action qui, sous la férule de Benjamin, oriente l'essentiel des opérations vers Massoud. La direction du renseignement (DR) se sent de plus en plus à l'écart au fur et à mesure que le retrait soviétique devient évident : elle veut, elle aussi, participer au grand jeu. Elle mise sur le parti de l'ancien roi dont la figure principale est Pir Ahmed Gailani, un homme séduisant, pro-occidental, venu à quelques reprises en France depuis l'invasion, qui disposerait d'une plus grande audience en Afghanistan de par ses accointances royales, mais aussi son rôle de leader spirituel ; la DGSE a pris contact avec lui dès 1984. Thierry, officier de son état-major, part donc pour le Pakistan le rencontrer en compagnie de son représentant à Paris, Hamed Akram. La DR se retourne ensuite vers le SA pour obtenir que son nouveau champion soit soutenu. Le SA obtempère de bonne grâce, mais son choix de l'officier traitantVIII en dit long sur sa volonté de faire primer ses liens avec Massoud et Wardak : Florent, jeune capitaine passé par Polytechnique, n'est entré à la DGSE qu'en 1986 et il vient à peine d'intégrer le SA. Recommandé par Hector, un vieux capitaine, directeur d'instruction à Cercottes, pour être l'OT de Gailani, il sollicite les conseils de ses homologues, Roger pour Massoud et Marc pour Wardak, et s'envole pour le Pakistan en mai 1987. En guise de cadeau pour le fils de Gailani, il sollicite un pistolet Beretta. Ce sera bien la seule arme qu'il livrera jamais à son parti, le Mahaz723.

Florent prend contact avec le nouveau chef de poste à Islamabad, Michel, qui lui donne l'impression de crouler sous le travail. L'ancien officier de l'armée de l'air avait, il est vrai, occupé auparavant des postes économiques aux États-Unis et au Japon, pas vraiment la meilleure mise en condition pour une zone de guerre dans l'Asie folle. Observer une guérilla si complexe face à l'une des deux grandes puissances ne peut être qu'une épreuve pour un homme seul. Et Léandre et Thibault l'ont expérimenté avant lui avec plus ou moins de réussite. La première mission de Florent est de « faire du rens », selon le jargon des services. Un tour régulier au marché de Darra lui permet de repérer les dernières trouvailles de l'équipement soviétique. Doté d'une enveloppe de quelques dizaines de milliers de francs, il fait un marché sélectif qui repart par le Transall qui, périodiquement, fait le tour de l'Asie pour récupérer les matériels rassemblés par différents postes. Pour les armements hors de son budget, le capitaine est censé prendre des photos et attendre la réponse de la centrale quatre à cinq semaines plus tard ; autant dire que le vendeur aurait déjà disparu. Florent est donc l'un des tout premiers officiers à utiliser le système de transmission Inmarsat-C, qui lui permet d'expédier par satellite de petits fichiers numériques, de l'ordre de 20 à 30 ko, en temps réel. Boulevard Mortier, un analyste étudie les clichés, lui demande par téléphone d'éventuels zooms, et décision est prise, dans l'heure, d'acheter ou non. De retour à Paris, Florent assiste parfois à l'ouverture de ses emplettes. Comme à Noël, toutes les réactions sont possibles. Les experts de la direction technique sont emballés de découvrir le dernier masque à gaz russe ou tel fusil bricolé, mais ils poussent des cris d'orfraie quand Florent leur annonce le prix finalement payé par Michel…

L'autre volet de la mission du capitaine démontre l'intérêt malgré tout porté par la DGSE à la carte Gailani : en juillet 1987, il doit à son tour convoyer à Cercottes une douzaine de combattants du Mahaz : un « commandant » et une dizaine de « capitaines ». Florent s'occupe personnellement du fils de Gailani pendant une quinzaine de jours, les autres recevant des cours de combat, de maniement des explosifs, ainsi qu'une formation de gardes du corps pour le chef du Mahaz. Encore a-t-il fallu au préalable surmonter les réserves de l'officier de renseignement de Gailani qui, à son arrivée au camp, a exhibé un coran pour assener : « Nous

ne validerons cette formation que si elle est conforme au contenu du Livre724. » L'encadrement s'est contenté de lui indiquer la direction de La Mecque. Le rituel de la prière manque cependant d'avoir une grave conséquence. Au bout de quelques jours, les Afghans insistent en effet pour visiter Paris distant d'à peine une heure trente de route, eux qui, pour la plupart, n'ont jamais connu que leur vallée. Le tourisme n'est pas vraiment au programme du stage, mais la direction du camp cède, un petit tour dans la capitale valant sans doute quelques livraisons d'armes pour entretenir le prestige de la France. Florent fait monter le groupe dans un van aux vitres teintées et cap est mis au nord. Mais en route, les passagers réclament un arrêt. Le voyage est déjà suffisamment périlleux pour ne pas y ajouter une étape. Le capitaine toutefois ne saurait priver les Afghans de prière. Un lotissement en construction, qu'il pense à l'abri de tout, devrait faire l'affaire. Le groupe s'est tout juste agenouillé qu'un motard surgit de nulle part. Stupéfié par la scène, il rate son virage et tombe. La déveine ! Par chance, il n'a rien et Florent le remet en selle en lui déconseillant de raconter ce qu'il a vu. Il doit se montrer suffisamment convaincant puisqu'il n'y aura pas de suite. Pour cet épisode. Car les tourments du capitaine ne sont pas terminés. Une fois à Paris, le groupe commence sa visite mais, après quelque temps, Florent s'aperçoit qu'un Afghan manque à l'appel. L'un de ses camarades explique qu'il avait depuis longtemps préparé son coup, qu'il est inutile de le rechercher, car il est parti rejoindre son frère…

En septembre, Florent retourne à Peshawar prendre en charge un deuxième groupe de Moudjahidin du Mahaz. Il en profite pour vérifier la mise en pratique des cours donnés au premier en se rendant dans un camp de Gailani à la frontière pakistanaise. L'agencement est rigoureux : d'abord les milliers de tentes des réfugiés, puis les installations militaires et paramilitaires, enfin le champ de pavot. Florent a droit à une démonstration complète de l'instruction, en particulier au tir au canon de 106 mm monté sur Jeep qui a fait tant de morts dans l'armée française dans les années 1950-1960 en raison d'un défaut de centrage. « L'impression d'ensemble fut très satisfaisante », se souvient-il.

Le SA accueille à Cercottes un autre groupe, mais à la composition particulière vu l'histoire de l'engagement français dans la région. Ils sont cinq, acheminés de nuit au camp de la forêt orléanaise, dans un bus aux

vitres comme toujours opaques. Les y attend un capitaine du SA, Ludovic. Il n'a pas été choisi au hasard : à la fin de leur formation d'entrée, les officiers sont affectés en fonction de leurs résultats et de leurs expériences respectives. Avec ses huit années passées dans les compagnies de combat de la Légion étrangère, Ludovic est donc prédestiné à l'enseignement des coups osés. Commandant de la section guérilla du SA, il sait que les cinq hommes viennent du Wardak. Trois d'entre eux sont des commandants, le quatrième est Rohani, le frère d'Amin, commandant militaire entre autre du district de Jeghatu où œuvrent les ONG françaises. Quant au cinquième, il s'agit d'Amin lui-même. Pourquoi les services ont-ils décidé de lui accorder cette faveur alors qu'il semblait écarté au profit de Massoud ? Le plaidoyer de Patrick Franceschi a peut-être convaincu, en particulier à la DR, de se préserver une carte dans cette partie de l'Afghanistan.

En guise de logement, des *mobile homes* ont été installés dans une clairière, à l'écart du camp : « Personne au camp ne savait ce que nous faisions, relate Ludovic. Quand on se croisait au mess entre officiers, on ne se racontait jamais l'objet de nos missions. » Ainsi le chef du camp lui-même ignore ce que les Afghans font chez lui, sa mission se limitant à s'assurer qu'ils puissent le faire… « Dans des structures héritées de la hiérarchie militaire, ajoute Ludovic, cela créait des situations parfois difficiles à gérer. Il n'est pas simple pour un colonel de ne pas savoir ce que font les commandants et capitaines sous ses propres ordres725 ! »

Le cloisonnement rapproche aussi les officiers de leurs stagiaires. Ludovic prend un soin particulier à prendre tous ses repas en leur compagnie et à rester trois fois par semaine à dormir au camp. Il apprend à apprécier Amin : « Un homme cultivé, très calme, plutôt modeste et réservé, mais avec une grande autorité naturelle. Beaucoup de recul, très reconnaissant à l'égard de la France, il nous remerciait sans cesse.

Une première étape de la formation est de retaper physiquement les Afghans, « surtout Amin qui est arrivé très amoché ». Donc, beaucoup de sport, puis c'est l'apprentissage classique, d'abord des sports de combat, des cours de secourisme, du tir, uniquement avec des armes soviétiques. Ludovic peut constater qu'il y a loin entre la réalité et la légende de guerriers hors pair : « Les Moudjahidin ne sont pas des militaires de carrière. Leur formation de base est très limitée. Ainsi se débrouillent-ils

tout juste au tir, mais uniquement au fusil. C'est généralement le cas avec les guérilleros de tous les pays. Les Tchadiens par exemple se prétendent également excellents tireurs ; comme les Afghans, ils affirment "être nés les armes à la main". La pratique est souvent tout autre. »

Après les armes, les explosifs. Ludovic note à ce sujet le refus de Wardak d'apprendre, ainsi que le SA le lui propose, comment préparer un attentat urbain, piéger des voitures par exemple. « Il nous a répondu : "Nous sommes des combattants, pas des terroristes." » Puis vient la pratique du mortier où, contrairement à ce qui avait été constaté avec les gens de Massoud, les Afghans ne brillent guère non plus. Une aventure savoureuse survient à cette étape, semblable à celle vécue par Florent. L'entraînement doit en effet avoir lieu à Caylus. Afin de garantir la discrétion, à la tombée de la nuit, un hélicoptère Puma vient donc chercher le groupe et ses instructeurs français. Une ferme est prévue à leur effet, très à l'écart du camp. Comme dans n'importe quelle opération clandestine, le balisage du terrain d'atterrissage a été réduit à l'essentiel. Mais en vol les passagers voient une flamme jaillir à l'intérieur de la carlingue : une pièce a cassé. Le pilote est obligé d'atterrir d'urgence en autorotation dans un champ. Le groupe n'est pas pour autant sorti d'affaire. Il est en effet hors de question que les Afghans quittent l'habitacle. Ce sont les pilotes qui tapent à la porte d'une ferme voisine pour prévenir les gendarmes, lesquels savent ne pas se montrer curieux.

La tactique militaire des Afghans est sommaire. « Au début du stage, relate Ludovic, nous leur demandions de nous raconter leurs attaques. C'était simple : ils alignaient un maximum d'hommes armés et ils attaquaient au courage. L'essence de notre formation était de leur indiquer comment attaquer à dix et pas à cent. » Autre règle de base : s'adapter au terrain. Ainsi pour l'utilisation des lance-roquettes RPG-7 contre les avions ennemis au sol. Le SA apprend au groupe à confectionner une rigole avec deux planches en bois à fixer sur un pied. Il s'agit ensuite d'aller river le tout avec les roquettes en bordure d'aéroport. Une mise à feu électrique est confectionnée. Ainsi l'effet sera-t-il redoutable de nuit : en quelques secondes, plusieurs objectifs pourront être atteints, rendant hystériques les Soviétiques qui se croiront entourés de dizaines de combattants dotés du matériel dernier cri de visée nocturne. La leçon est bien apprise, Ludovic

est formel : « On a pu voir par la suite que les Afghans avaient mis en œuvre ce qu'on leur avait enseigné. »

Le bilan est très satisfaisant avec les Wardak qui cèdent la place à un autre groupe que Roger forme aux transmissions. D'autres stagiaires se voient enseigner, outre les techniques militaires, des méthodes pour fixer la population. « Nous leur avons appris, explique le général Heinrich, à construire des abris souterrains, des caches pendant les bombardements, mais aussi un dispensaire726. » Au final, selon le commandant du SA, « les Afghans se montrent de bons élèves mais uniquement sur ce qui les intéresse. Ils étaient peu intéressés par les notions abstraites, la planification. Ils voulaient surtout apprendre le maniement des armes, des explosifs, tout ce qui pouvait avoir un effet immédiat dans leur guerre ».

La formation des Moudjahidin s'avère un bon investissement pour la DGSE. Elle permet non seulement d'augmenter le rendement des coups portés aux Soviétiques, mais elle crée aussi des liens très forts avec plusieurs personnalités qui peuvent être appelées à jouer un rôle majeur dans l'Afghanistan libéré. Certains au SA ne partagent pas cet avis, jugeant que les Afghans ne sauraient jamais être les alliés de la France. « Finalement, témoigne Roger, qui commande Cercottes à partir de 1988, plus le temps passait, et plus on en venait à se sentir proche des Russes. On se disait : "Merde, on est en train de tuer des gars comme nous !" Ces jeunes soldats que l'on voyait à la télé se faire dézinguer dans des montagnes nous rappelaient férocement les appelés du contingent dans les Aurès727. » Le programme est en tout cas jugé suffisamment efficace pour qu'il résiste aux divers changements affectant la DGSE en 1987, d'abord le remplacement du général Imbot par le général Mermet, puis, à la direction du renseignement, l'arrivée du général Pons à la place du général Emin.

La DGSE poursuit donc son œuvre discrète appuyée par un gouvernement décidé à imprimer l'empreinte française. À l'Assemblée nationale, le 18 mai, Jean-Bernard Raimond a déclaré que « la France a, depuis quelques mois, entrepris de manifester plus activement que par le passé sa solidarité avec le peuple afghan ». L'aide alimentaire a été portée à vingt mille tonnes ; 950 000 francs supplémentaires ont été versés au HCR à la fin 1986. En janvier 1988, interrogé au Sénat, le ministre des Affaires étrangères révélera pour la première fois le montant de l'aide accordée à la

résistance afghane : 2,5 millions de francs pour l'année 1987. D'autre part, la France appuie diplomatiquement celle-ci afin qu'elle s'affirme en Europe, auprès des Nations unies mais aussi dans le tiers-monde. Pour préparer l'ouverture d'un bureau de l'alliance unifiée à Paris, Jean-Bernard Raimond part rencontrer à Islamabad les sept partis, une première pour un ministre des Affaires étrangères français et une décision « hardie », car, quelques jours plus tard, Jacques Chirac doit se rendre en URSS. Les autorités soviétiques n'y feront pas allusion en public, mais, en privé, le Premier ministre Ryjkov confiera à son homologue français le mécontentement de Moscou. « Cela dit, ajoute-t-il, nous sommes décidés à nous retirer militairement de l'Afghanistan. » Chevardnadze le confirme cinq mois plus tard, le 22 septembre 1987, au secrétaire d'État George Schulz qui en reste bouche bée. En contrepartie, les Russes demandent l'aide de la CIA pour arrêter une solution politique. Mais le 27, Gorbatchev fait part à Reagan de sa crainte d'un État islamiste, qui rappelle l'une des justifications données à l'invasion de 1979. Les Américains en déduisent que l'URSS bluffe, qu'elle n'a pas l'intention de quitter l'Afghanistan. Robert Gates, alors directeur adjoint de la CIA, y croit tellement peu que, le 31 décembre, il parie 25 dollars avec le sous-secrétaire d'État Mike Armacost que Reagan achèvera son second mandat sans changement en Afghanistan. *Idem* à la DGSE : « Les Soviétiques achèveront leur retrait en 1989 seulement, souligne Hubert Védrine en 2010, contrairement à ce que pensaient les services[728]. »

Pointer tous « les » services est injuste. Une partie de la DGSE se convainc de la volonté des Soviétiques de partir grâce à l'écoute très instructive des conversations des équipages de char : y transparaissent en premier lieu une chute de moral depuis plusieurs mois déjà, ensuite le soulagement né de la certitude que le retour est pour bientôt[729]. Mais il est vrai qu'une autre partie de la DGSE campe, elle, sur sa conviction : le théâtre afghan n'est pas près de se refermer, y compris au début 1989, à quelques semaines du retrait effectif des toutes dernières troupes. Pour preuve : un groupe de Moudjahidin de Massoud sera alors à l'entraînement à Cercottes. La raison est sans doute à chercher du côté du KGB qui vient de réussir un coup d'enfumage de premier ordre. Un de ses agents doubles, Aldrich Ames, haut responsable du contre-espionnage à la CIA, a donné à

ses homologues occidentaux des informations et des sources entièrement vérolées730. Enfin, Hubert Védrine aurait pu souligner que le gouvernement, président de la République compris, ne croit pas non plus au retrait. « Optimisme de Vorontsov731 », a commenté Mitterrand en février quand celui-ci, qu'il apprécie particulièrement, lui a expliqué qu'il prévoyait un retrait soviétique dans les dix-huit mois. À quelques semaines près, le délai s'avérera pourtant exact.

L'Afghanistan se rappelle à la France fin 1987 avec trois affaires mettant une fois encore en lumière l'implication des siens. En août, dans les environs de Jurm, une équipe de dix Français, leurs accompagnateurs afghans, quatre tonnes de matériel, devant assurer la relève des équipes MSF du Badakhshan et du Hazaradjat, disparaissent. Des messagers arrivent à Peshawar pour indiquer qu'ils ont été capturés, que des morts seraient à déplorer, que les cent chevaux de la caravane et le matériel auraient été confisqués. Jour après jour, grâce aux Afghans qui traversent la frontière, Juliette Fournot peut affiner le tableau : le coupable est un commandant du Hezb Hekmatyar associé à un groupe de Wahhabis. Si des Afghans ont bien été tués, aucune perte n'est à recenser parmi les Français. L'affaire est d'une exceptionnelle gravité, pourtant Juliette fait le choix de n'en rien dire à l'ambassade de France. De même a-t-elle obtenu que Rony Brauman, président de MSF, n'en avise pas les services français. « MSF est une ONG, explique-t-elle, nous n'avions pas à solliciter l'intervention du gouvernement. D'autant que le Hezb-e Islami aurait certainement réclamé des armes ou de l'argent en contrepartie et cela aurait donc pris beaucoup plus de temps732. » Le drame est survenu en Afghanistan, il faut donc le régler à l'afghane. Puisque le Hezb-e Islami est responsable, la jeune femme obtient un rendez-vous avec Hekmatyar lui-même grâce à un commandant nouristani du parti, aidé par MSF. Cette ancienne connaissance de son père assistera à l'entretien parce que telles sont les habitudes afghanes, mais Juliette y voit aussi l'assurance que son message sera diffusé à l'intérieur du pays. Hekmatyar est courtois, mais sans parvenir à se détacher de sa traditionnelle froideur. À ses côtés, un grand Saoudien aux yeux de velours dont le charme et l'éducation ne laissent pas indifférent. Plus tard, Juliette se demandera s'il ne s'agissait pas de Ben Laden. L'homme en tout cas ne s'exprime qu'en arabe sans jamais la

regarder. Hekmatyar, lui, préfère l'anglais, mais Juliette parle en persan pour que le Nouristani comprenne la conversation. Tout en partageant gâteaux et thé traditionnels, l'ingénieur garantit à son invitée que tout n'est que malentendu, que jamais il n'a pu donner l'ordre d'intercepter une caravane humanitaire.

— Nous sommes tous des combattants, nous voulons tous chasser l'occupant ! plaide-t-il. Jamais nous ne nous en prendrons à un Mehman (un invité).

— J'ai le nom du commandant du Hezb qui les a pris en otage ! riposte sans hésiter Juliette.

— Il a sans doute fait ça de son propre chef…

— J'ai besoin de cette caravane. Il faut absolument que je récupère le personnel, les chevaux et le matériel.

Hekmatyar promet de s'en occuper, mais rien ne se produit. Était-il sincère dans son déni, connaissait-il vraiment des difficultés de communication avec le Badakhshan ? En tout cas, un messager vient apprendre à Juliette quelque temps plus tard qu'un hélicoptère a atterri non loin du lieu de détention de la caravane. En est descendu un général soviétique, tout droit arrivé de Kaboul. Une hypothèse plus que vraisemblable se fait donc jour : le Hezb-e Islami tente de négocier les otages français contre de l'armement, du gros armement, des chars, des canons, autant de matériel qu'il ne pourrait jamais acheminer depuis le Pakistan. De leur côté, Moscou et ses séides afghans y gagneraient une affaire Augoyard puissance dix.

Avec un culot incroyable, Juliette revient à la charge d'Hekmatyar :

— Vos hommes se comportent comme des kafir ! lui lance-t-elle effrontément en sachant la portée de l'accusation pour un fondamentaliste. Si la négociation aboutit avec les Chourawi [les Russes], j'en ferai état dans toute la presse. Ce sera une bombe !

Le leader du Hezb-e Islami a-t-il eu, cette fois, le temps de faire passer des ordres ? Il se veut rassurant :

— C'est une erreur ! Tout va s'arranger.

Un retour salutaire de la raison ? En réalité, les trois principaux commandants du Badakhshan, Bassir, Shamsuddin et le Wakil, exaspérés par le comportement du Hezb-e Islami, ont positionné leurs troupes sur les crêtes surplombant le lieu de détention. Et un soir, les prisonniers français voient leur garde, seul, alors qu'ils sont quatre d'ordinaire, ouvrir leur porte et leur indiquer la direction à suivre pour regagner la liberté. La négociation avec l'URSS a dû capoter : dix otages d'un coup auraient été un poids bien trop insupportable pour Kaboul et Moscou. Hekmatyar, de son côté, ne pouvait prendre le risque d'un scandale au moment même où la manne américaine se déverse sur son parti et dans ses poches.

L'équipe est sauve, mais tout le matériel est perdu. Juliette n'a même pas le temps de le regretter. À peine une semaine après, deux autres médecins français, à bord d'un camion emportant cent mille doses de vaccin dans le Wardak, sont à nouveau kidnappés. Et à nouveau le Hezb-e Islami est pointé du doigt. Puisque MSF a monté l'opération avec le Mahaz, Juliette, prenant toujours l'affaire à bras-le-corps, part sonner chez le chef du parti, Pir Gailani. Cette fois, la géographie est complice. Comme le relief est très plat, les communications passent facilement avec le Pakistan. Gailani peut donc rameuter en urgence tous les commandants du secteur n'appartenant pas au Hezb-e Islami pour encercler le QG de celui-ci. L'équipe est aussitôt relâchée, avec tout son matériel.

Une question demeure : le Hezb-e Islami a-t-il coordonné ces kidnappings pour faire pression sur MSF, et à travers l'ONG, sur toutes les autres ONG françaises, ou s'agit-il d'un hasard ? La suite tend à privilégier la seconde hypothèse. Ne s'embarrassant toujours pas de circonvolutions, et afin d'éviter toute nouvelle mésaventure de ce genre, Juliette Fournot réinvestit la maison d'Hekmatyar à qui elle réclame séance tenante un laissez-passer pour toutes ses équipes. L'ingénieur ne se fait pas prier. Détachant une feuille, il rédige quelques lignes qu'il signe et tamponne dûment. Et de fait, MSF n'aura jamais plus maille à partir avec le Hezb-e Islami. Toutefois, Juliette voudrait que des leçons en soient tirées. Elle s'en va donc à Islamabad expliquer à l'ambassadeur américain et à Larry Crandall, patron d'USAID, qu'ils ont choisi un poulain bien peu fiable. « Vous ne connaissez rien à la géopolitique, lui réplique le second. Occupez-vous de vos malades ! Ce ne sont pas vos oignons ! » Pensant tout

le contraire, Juliette s'en ouvre à Ed Girardet qui réfléchit justement à un projet d'article sur le détournement de fonds d'USAID : menacé, il ne l'écrira jamais.

Les Français n'ont pas fini de payer leur engagement. Le 12 septembre 1987, Alain Guillo, journaliste indépendant qui a couvert de nombreuses guérillas, rend visite au commandant Pahlawan dans le Faryab, à la frontière de l'URSS. Il ne sait pas que celui-ci a passé un marché avec les Soviétiques. Son groupe est capturé à peine arrivé, embarqué dans des hélicoptères, direction la prison de Pol-e Tcharkhi. Une sorte de fatalité pour Guillo dont le père officier de l'armée française avait déjà été capturé et torturé par les Japonais durant la Seconde Guerre mondiale. Comme tous ses prédécesseurs, le journaliste est suspecté d'espionnage. Il faut dire qu'a été trouvé sur lui un carnet contenant des relevés de positions d'unités soviétiques ainsi que des noms, dont l'un suivi de la mention « DGSE ». Guillo est de ces journalistes engagés qui ont délibérément choisi leur camp. Son projet de doter la résistance d'ULM est encore raconté à Peshawar. Pendant plusieurs semaines, son sort reste mystérieux. L'administrateur de la Maison-Blanche, Édouard Lagourgue, et le photographe Dominique Vergos interrogent les Afghans en payant si besoin les barbes grises. Mais c'est au hasard de la lecture d'une cassette VHS que des Moudjahidin lui ont demandé de copier qu'il reconnaît furtivement, dans un reportage de la télévision officielle afghane, le visage d'Alain Guillo. Aussitôt il transmet la bande à l'ambassade de France, puis le correspondant de l'AFP Gilles Bertin prend un cliché de son écran et informe Paris de la détention du journaliste. À Kaboul, le chargé d'affaires Christian Lambert n'obtient la confirmation de la police afghane qu'après plusieurs jours. Il prend donc contact avec le secrétaire d'État aux Affaires étrangères qui, en français, reproche vivement à la France d'envoyer des espions dans son pays.

— Que diriez-vous, lance-t-il, si nous envoyions des espions afghans en Corse ?

— Mais vous avez tout à fait raison ! rétorque Lambert. Cet homme, on ne le connaît quasiment pas. C'est un journaliste free-lance. Mais je suis sûr que vous me comprendrez : mon boulot est de le libérer. Que feriez-vous à ma place[733] ?

L'Afghan fait signe qu'il a compris et la discussion se détend. Plusieurs jours plus tard, le diplomate est autorisé à visiter le prisonnier à Pol-e Tcharkhi, bunker hideux, gardé par des sikhs du Khalq qui, à peine sorti de la voiture, lui braquent leur kalachnikov sur le ventre. À l'intérieur, une odeur abominable d'urine le saisit. Le directeur de la prison, qui se fait appeler commandant général, est une caricature de brute, à la moustache épaisse et au regard glauque. Son bureau chauffé par un poêle à bois est tapissé de posters du Kremlin et de la mer Noire. Lambert observe que la femme interprète qu'il a amenée avec lui tremble de peur. Sans surprise, l'Afghan lui fait la leçon, présente Guillo comme un espion et ajoute : « Tous les ans, je me rends dans la grande URSS, au bord de la mer Noire. Voilà un pays où tous les problèmes ont été réglés, où tout est meilleur. Y compris le cognac. » Lambert saisit la balle au bond : « Monsieur le commandant général, permettez-moi de vous dire, en ce qui concerne le cognac, que la France en a du bon, au moins égal à celui de la grande URSS. Et je vais vous le prouver. » De retour à l'ambassade, il fait livrer les bouteilles disponibles dans la cave. Succès sur toute la ligne. Un mois plus tard, il reçoit la faveur rare d'être invité à déjeuner par le commandant général qui reconnaît l'excellence du breuvage français. Le contact est établi. Désormais, Lambert peut améliorer l'ordinaire du prisonnier en lui faisant livrer de la nourriture et un sac de couchage.

La répétition des malheurs survenus aux journalistes et aux humanitaires est parfois interprétée en France comme la preuve de la montée de l'intégrisme en Afghanistan. La corrélation est aussi facilement établie que fausse. Ce ne sont pas les Arabes qui enlèvent les Occidentaux, mais les Afghans, et la cupidité est leur principale motivation. Ce constat incite même certains, comme Étienne Gille à Afrane, à relativiser l'expansion de l'extrémisme musulman. « Replacée dans son contexte, écrit-il, la "montée de l'intégrisme" dénoncée avec emphase par certains commentateurs n'apparaît pas comme réellement significative[734]. » L'amitié pour les Afghans pousse parfois à enjoliver leur lutte. À l'échelle de la résistance, l'intégrisme est de fait insignifiant, mais il est bien là, accroché à certains partis comme un parasite coriace. Le général Fleury, chef d'état-major particulier du président de la République, probablement sur la foi de renseignements de la DGSE, s'inquiète ainsi de l'activisme des partis

intégristes (Hekmatyar et Sayyaf) qui « dépêcheraient actuellement leurs troupes (près de dix mille Moudjahidin) autour de Kaboul pour être en mesure de renverser le régime de Nadjibullah. Leur attitude antioccidentale est de plus en plus manifeste (menace contre les journalistes et les organisations humanitaires[735]) ».

Très opiniâtres en fin d'année 1987, les Moudjahidin assaillent sans relâche la vallée de la Kunar et deviennent maîtres des communications entre Kaboul et Khost dont Haqqani, appuyé par quelques renforts de Gailani, entame le siège en novembre. La ville contrôle la route principale vers le Pakistan, mais elle a aussi une forte valeur symbolique : nombre des membres du gouvernement, de cadres du parti et de l'armée sont originaires de la province du Paktia dont elle est la capitale. Les Soviétiques échouent une première fois à desserrer l'étau. Ils reviennent donc mi-décembre pour la plus vaste offensive depuis l'invasion : cinq divisions, deux brigades de Spetsnaz, près de trois mille chars et blindés. Mais les dix-huit mille Moudjahidin leur tiennent la dragée haute pendant près de trois semaines. La ville est finalement ravitaillée, mais les maquisards coupent à nouveau la route de Gardez à la fin janvier. Pour la première fois du conflit, la DGSE en est le témoin direct. Achevant une mission au Pakistan au profit de Gailani, Florent réclame en effet de pouvoir suivre les troupes de celui-ci à l'intérieur du pays où aucun officier n'est encore entré, en tout cas en zone de bataille. « Faites ce que vous voulez, je ne veux rien savoir[736] ! » lui réplique le général Pons, patron de la direction du renseignement. Les Afghans le griment, et c'est barbu, planqué dans un fond d'ambulance, que le capitaine franchit la frontière. Sur les hauteurs de Khost, il assiste avec émerveillement au récit enflammé d'un des commandants de l'assaut, francophone émérite, et ne peut résister à la tentation de balancer quelques giclées de mitrailleuse au passage d'un Mig. Le séjour est de peu d'intérêt pour la DGSE, si ce n'est d'avoir pu observer les Moudjahidin *in situ*.

À Kaboul aussi, Nadjibullah se heurte à un mur. Le cessez-le-feu qu'il a proposé le 15 janvier a été ignoré par les Moudjahidin. Le 29 novembre, une Loya Djirga, la septième seulement depuis le début du siècle, est réunie pour voter la nouvelle Constitution, « placée sous les auspices de "Dieu clément et miséricordieux" ». Parlement élu par le peuple, multipartisme, président élu par une autre Loya Djirga au pouvoir constituant : toutes les

apparences démocratiques sont respectées. Mais ni l'Occident, qui dénonce les immenses pouvoirs accordés au président et au PC afghan, ni les Moudjahidin n'approuvent. Tandis que Nadjibullah prononce son discours sur la réconciliation nationale, quatre explosions font trembler les murs de l'école polytechnique qui accueille les mille cinq cents délégués. « Vous entendez comme ils tirent aveuglément sur la ville737 », lâche seulement NadjibullahIX.

Le gouvernement français salue d'autant moins l'évolution du régime qu'Alain Guillo est toujours détenu à Pol-e Tcharkhi. Le 4 janvier 1988, annonce est faite de sa condamnation à dix ans de prison. Les Afghans font savoir que seule une demande de grâce du président de la République lui-même pourrait être prise en considération. De quoi retarder considérablement la libération. Les amis d'Alain Guillo montent un collectif qui se réunit au sous-sol des locaux de MSF, avenue des Gobelins : Claude Malhuret, Jean-José Puig, Gérard Chaliand, Patrick Brizay, Alain Boinet, Christophe de Ponfilly, tous les vétérans de l'Afghanistan y figurent, mais ils n'ont pas l'impact du comité de soutien d'Abouchar, probablement parce que Guillo n'appartient pas à une rédaction aussi influente que celle de la télévision publique.

L'affaire ne perturbe guère les relations franco-soviétiques. Officiellement, le ton reste ferme. Pour le huitième anniversaire de l'invasion, le Quai d'Orsay appelle encore et toujours l'URSS à « retirer toutes ses troupes dans le courant de 1988 selon un échéancier fixe » avec instauration à Kaboul d'un « gouvernement de transition dont l'indépendance ne pourrait pas être mise en doute738 […] ». Mais dans les relations de face à face, Français et Soviétiques entretiennent des contacts constructifs, voire compréhensifs. Le directeur Asie, Claude Martin, rencontre souvent à Moscou le premier vice-ministre des Affaires étrangères, ancien ambassadeur à Paris, Vorontsov. « Il me disait au sujet de l'Afghanistan : "Ce sera pire après notre départ, vous nous regretterez739 !" » Et de ponctuer parfois en faisant allusion au danger de propagation de l'islamisme : « On fait en Afghanistan le travail pour tout le monde ! » Claude Martin témoigne : « Les Soviétiques voulaient que la France joue un rôle important en Afghanistan. » Le Quai d'Orsay a son idée à ce sujet : il extirpe des cartons le vieux projet de conférence

internationale, celui de Valéry Giscard d'Estaing amendé par le Conseil européen en 1980. « Nous disions aux Soviétiques, souligne Claude Martin : dès que vous serez partis, vous participerez à cette conférence qui permettra d'éviter que l'Afghanistan ne sombre dans le chaos. »

L'initiative vient finalement du Kremlin. Le 8 février, la télévision soviétique interrompt la diffusion d'un film pour donner lecture de la déclaration du premier Soviétique annonçant que le retrait des troupes d'Afghanistan commencera le 15 mai et s'achèvera dix mois plus tard. Fait capital, celui-ci n'est plus conditionné au maintien à Kaboul d'un régime sympathisant. « Le retrait des troupes soviétiques […] est une chose […], déclare Gorbatchev, la réconciliation nationale et la formation du gouvernement de coalition en sont une autre. C'est un problème afghan purement intérieur. Seuls les Afghans sont à même de le régler740. » À eux donc de décider le « statut définitif de leur pays », avec l'aide de l'Onu si besoin.

La décision unilatérale surprend la planète entière qui fait le lien avec l'apparition des Stinger. Les chiffres des pertes d'aéronefs soviétiques sont pourtant aléatoires. Les Moudjahidin revendiquent 270 destructions entre septembre 1986 et mai 1989. Le colonel russe Alexeï Petrichenko, ancien pilote et commandant d'un régiment d'hélicoptères en Afghanistan, citera, lui, dans la revue polonaise *Tecknika Wojskowa*, fin 1992, un total divisé par deux741. Comme souvent, la vérité se situe entre les deux : en moyenne, 38 appareils étaient abattus par an dans la période 1980-1985 contre 65 en 1987X.

Toutefois, le Stinger ne saurait être la seule cause du retrait. Alain Chevalérias témoigne ainsi que les hélicoptères se sont adaptés en volant plus bas, que les bombardements sont plus brefs mais qu'ils persistent. Il relève également que les Soviétiques « peuvent tenir indéfiniment742 » dans leurs postes retranchés. La vérité est que l'URSS ne veut plus de cette guerre. Même dans une dictature, une telle hostilité de l'opinion publique ne peut être ignorée. Des lettres de protestation, signées de leurs auteurs, affluent par milliers dans les ministères et les rédactions. Le Politburo y est d'autant plus sensible que ses membres ayant décidé l'invasion sont morts ou partis à la retraite. Depuis son accession au pouvoir suprême, Gorbatchev a demandé à son état-major de limiter les pertes, ce qui a été

réalisé en poussant l'armée afghane en première ligne. En 1988, les Soviétiques ont ainsi perdu 760 hommes, deux fois moins qu'en 1986[743]. Le premier secrétaire, enfin, a compris au bout de ses deux premières années d'exercice qu'il n'avait rien à attendre ni du régime de Kaboul, que les Moudjahidin rejettent en bloc, ni des Américains qui n'ont pas réagi comme il le souhaitait à la démarche de Chevardnadze en septembre 1987. En décrétant lui-même le retrait, seul, il contraint toutes les parties à revenir autour de la table de négociation.

Ainsi les discussions amorcées à Genève sous l'égide de l'Onu en 1980 aboutissent-elles le 14 avril 1988 avec la signature de quatre accords, prévoyant la non-interférence et la non-intervention (signé par l'Afghanistan et le Pakistan), les garanties internationales (signé par l'URSS et les États-Unis), le retour volontaire des réfugiés (Afghanistan et Pakistan), le retrait des « troupes étrangères » sur une durée de neuf mois (Afghanistan et Pakistan, avec États-Unis et URSS comme témoins). La précipitation semble avoir présidé à leur rédaction, ainsi qu'en attestent deux ambiguïtés majeures. En premier lieu, aucune précision n'est donnée sur la nationalité de ces « troupes étrangères » ; d'ailleurs Nadjibullah s'empresse peu de temps après de préciser : « Nous n'avons aucune intention de renoncer à l'aide de l'URSS en matière de coopération militaire. » D'autre part, les accords prévoient de ne plus aider les « terroristes », terme rejeté par les Moudjahidin, et tous ceux qui les ont aidés.

Après huit années calamiteuses, l'URSS peut considérer Genève comme un succès. Ainsi qu'elle l'a toujours réclamé, les Moudjahidin n'y ont pas été représentés au contraire du Pakistan, un peu comme si, en 1962, la France avait conclu la paix en Algérie avec la Tunisie mais sans la présence du FLN. Le Kremlin peut également se ravir de l'acceptation du calendrier de retrait qu'il avait décrété unilatéralement. Enfin, la libre détermination des Afghans, martelée par François Mitterrand à chaque évocation du conflit, n'est pas envisagée.

Genève apparaît *in fine* comme le meilleur écran de fumée derrière lequel les Soviétiques peuvent procéder au retrait de leurs troupes sans trop de honte. Mais il ne règle presque rien en Afghanistan, y compris en ce qui concerne les combats, puisque, s'appuyant sur le maintien de la coopération

militaire de l'URSS avec Nadjibullah, Reagan refuse d'interrompre l'aide aux résistants.

Les accords de Genève ont une conséquence heureuse, en France. Alain Guillo est retenu depuis le 12 septembre, ce qui en fait le Français ayant passé le plus de temps derrière les barreaux afghans. Le 11 mars, grâce aux liens d'amitié entre Bertrand Gallet et Jean Musitelli, le collectif a obtenu un entretien avec François Mitterrand, plus sphinx que jamais : « Il nous a écoutés sans rien dire, explique Puig, et a seulement conclu : "Je vais réfléchir" ! » Heureusement, Musitelli rassura le groupe : « Je crois que c'est bon744 ! » Le cas de conscience de la demande de grâce réclamée par Kaboul a été résolu. Le 22 avril, le conseiller diplomatique part en effet rencontrer en catimini le chargé d'affaires afghan Wahidullah, chez lui, 32, avenue Raphaël, pour lui expliquer que, dans un esprit exclusivement humanitaire, Mitterrand est prêt à faire une démarche auprès de Nadjibullah, un geste important même s'il ne constitue en rien une reconnaissance de sa part.

Wahidullah agit prestement. Trois jours plus tard, il rappelle Musitelli à l'Élysée pour transmettre l'assentiment de Kaboul. Mitterrand aussitôt informé, un scénario est mis sur pied : une copie de sa lettre, non signée, sera remise au chargé d'affaires afghan afin qu'il en découvre la teneur. Ensuite, une mission sera envoyée en Afghanistan récupérer Guillo. Régis Debray se porte aussitôt volontaire, mais Mitterrand ne veut pas d'un de ses proches pour l'opération. La mission échoit donc à Gilbert Pérol, secrétaire général du Quai d'Orsay, ce qui permettra en plus d'impliquer le gouvernement. Les élections présidentielles interrompent le processus : Mitterrand ne veut pas exploiter cette libération comme Chirac a pu le faire avec les otages du Liban. « Il l'avait fortement critiqué, souligne Musitelli, il ne pouvait décemment faire de même745 ! » Ce n'est donc que le 16 mai que le président réélu signe la lettre dont une copie est remise à Wahidullah deux jours plus tard. Le 24, celui-ci fait savoir que Nadjibullah est d'accord pour la libération. Rendez-vous est fixé au 27 pour l'émissaire français : Alain Guillo est libre après neuf mois de détention. Gilbert Pérol, secrétaire général du Quai d'Orsay, appelle Paris pour réclamer un appareil spécial afin de le rapatrier. « Étonnamment, relate le chargé d'affaires français qui est à ses côtés, alors que nous pouvions parfois attendre plusieurs jours pour

avoir la ligne avec Paris – car elle passe toujours par Moscou ! –, cette fois-ci le contact fut immédiat[746]. » La dépêche AFP qui tombe le lendemain reprend la tonalité réclamée par l'Élysée : « Dans l'entourage de M. Mitterrand, on soulignait […] que le chef de l'État entendait ainsi effectuer une démarche humanitaire qui ne signifie nullement une reconnaissance du régime de Kaboul[747]. »

Alain Guillo a profité de l'ambiance plus favorable des lendemains de Genève. Un autre événement survenu au même moment aurait pu cependant jouer en sa défaveur s'il avait été mal interprété. Le 29 mars, le correspondant de l'AFP Gilles Bertin a en effet rapporté la livraison dans le courant du mois, par l'intermédiaire d'« un pays ami » non précisé, de cent cinquante missiles Milan. Selon ses sources, « les sept groupes de l'alliance des Moudjahidin ont déjà reçu cette arme », notamment le Jamiat et le Hezb-e Islami. La formation serait assurée par une vingtaine d'Afghans avec une efficacité de tir de soixante pour cent seulement en raison de l'ancienneté du stock[XI]. Mais des Milan plus récents auraient été livrés. Le 1er mai, Gilles Bertin précise encore : « L'emploi par les Moudjahidin afghans du missile antichar franco-allemand Milan pourrait bouleverser l'équilibre actuel des forces entre la résistance islamique et les troupes soviéto-afghanes, un résultat comparable à celui obtenu par l'utilisation du missile sol-air américain Stinger, affirment certains diplomates occidentaux à Kaboul. » Le premier Milan en Afghanistan aurait été tiré à Barikot, le 23 avril. Le 19 mai, Bertin encore indique qu'« une colonne blindée de l'armée afghane a été pratiquement détruite le mois dernier près de Djalalabad » par les Moudjahidin du commandant Sadiq qui auraient tiré trente-deux missiles.

L'envoi par la France d'armes lourdes alimente en fait les rumeurs depuis des mois à Peshawar. En 1987, Juliette Fournot a eu vent, de la part d'Afghans enthousiastes, que les Français expérimentaient des canons dans le Kunar. Une volontaire de MSF lui témoignera par la suite qu'il y en aurait eu aussi à l'extrême opposé, dans le Badakhshan. Mais il y a souvent un gouffre entre la rumeur et la réalité. Qu'en est-il en l'occurrence ? Premier point : des Milan ont bien été livrés. En mai, les Afghans sont nombreux à relater qu'ils ont vu les missiles « en petite quantité », mais « paraît-il très efficaces[748] », précise par exemple Agha Gul à MSF.

Second point : l'origine des matériels. Grâce à ses sources, le très entreprenant correspondant de l'AFP a pu récupérer des photos de Milan dans des camps de Moudjahidin. Les numéros de série bien visibles autorisent à affirmer qu'ils ont été produits en France[749].

Des missiles fabriqués en France, aux mains désormais des Moudjahidin : il semble une lapalissade d'en déduire que la France, donc la DGSE, a fourni en missiles antichars la résistance afghane. Du strict point de vue militaire, ce serait parfaitement justifié. Le colonel Porokhonenko, commandant d'une division de parachutistes à Kaboul, a beau expliquer à l'AFP que « cette arme demande une très longue formation et beaucoup de dépenses ; ce n'est pas une menace dangereuse, car elle n'est pas du tout adaptée au terrain afghan, trop montagneux[750] », il cherche surtout à rassurer ses troupes susceptibles de les affronter. Dans les années 1980, le Milan représente soixante-quinze pour cent du marché du missile antichar. Sa sortie en 1976 fut une révolution, car il était le premier missile de la deuxième génération doté de la « Command-to-Line-Of-Sight[XII] », c'est-à-dire d'un guidage automatique après repérage de la cible quasi infaillible. De surcroît, le Milan est pratique à transporter. Son poste de tir est composé d'un trépied, d'un viseur et d'une lunette thermique afin de pouvoir opérer la nuit. À côté est installée la rampe de lancement qui n'accuse aucun recul. Poids total : quatre kilos. Le missile en pèse tout de même onze de plus, mais, en général, un homme peut en porter deux sur le dos. Le Milan était réclamé de longue date par les Afghans, car, contrairement à ce qu'affirme le colonel soviétique, il permet d'allumer les colonnes russes depuis les crêtes grâce à sa portée de deux kilomètres. Le RPG-7, lui, ne pouvait être tiré à plus de trois cents mètres : le tireur, obligé à faire face, y passait souvent juste après.

Si la tactique militaire justifierait l'envoi par la France de Milan, le coût de l'opération – Gilles Bertin évoque déjà « plusieurs centaines d'exemplaires » le 10 avril – insinue déjà un doute : un poste de tir Milan vaut à l'époque aux alentours de 100 000 francs, un missile à peu près trois fois moins. La DGSE aurait donc livré pour l'équivalent de 20 millions de francs, une somme réservée à ses zones traditionnelles d'intervention ?

C'est du point de vue politique que l'opération semble le moins probable. Pourquoi le président de la République – autorité incontournable en la

matière –, qui a décidé de tout mettre en œuvre pour faciliter la tâche de Gorbatchev, lui aurait-il planté un tel couteau dans le dos après avoir été réticent, pendant des années, à toute intervention massive des services français ? Sans compter que les Milan continuent manifestement à être livrés en Afghanistan après la signature des accords de Genève. Or « à partir de l'annonce du départ des Soviétiques, souligne Jean Musitelli, il n'était pas raisonnablement pensable de soutenir militairement les Afghans751 ». À ce degré de cynisme, même Machiavel dont on dit le président si inspiré passerait pour un naïf.

Monter une telle opération supposerait ensuite que soit maintenu un secret absolu. Or, avant même que Gilles Bertin lève le lièvre, les Soviétiques savent à peu près tout du dispositif français comme en témoigne le général Guy Bouchaud, attaché de défense adjoint à Moscou de 1988 à 1991 : « Ils évoquaient régulièrement la présence française auprès de Massoud752. » De surcroît, il a suffi au gouvernement français d'observer l'exemple des Anglo-Saxons pour dissiper toute illusion d'entretenir le secret. Depuis le début, les Américains communiquent abondamment. L'aide aux Afghans étant un temps soupçonnée d'être détournée dans le cadre de l'Iran Gate, le chef de poste de la CIA Milton Bearden organise même des visites de *congressmen* jusque dans les camps d'entraînement pakistanais. Mieux valait avoir, écrit-il, le Congrès « dans la tente et pissant dehors que hors de la tente et pissant dedans753 ». Quant aux Britanniques, c'est pis encore. En juin 1987, la livraison des Blowpipe a déclenché une vive polémique à la Chambre des communes lorsque trente missiles furent saisis par les forces gouvernementales et exhibés à Kaboul, numéros de série bien en évidence. L'URSS mit solennellement en garde la Grande-Bretagne contre toute poursuite des livraisons.

Un autre indice permet de mettre très sérieusement en doute toute opération de cette ampleur de la part de Paris : aucun des hauts fonctionnaires interrogés, en poste à cette époque, n'en a souvenance. Le chef de l'état-major particulier de François Mitterrand de 1987 à 1989, le général d'armée Jean Fleury, en témoigne : « Je pense que si soutien il y a eu, il n'a pu être que marginal et n'a pas donné lieu à des débats à l'Élysée754. » Le conseiller diplomatique de Jacques Chirac, François Bujon de L'Estang, explique de même « ne pas avoir eu à traiter du

problème de l'Afghanistan755 ». Même affirmation du côté de son homologue au cabinet du ministre de la Défense, Hubert de La Fortelle756. On peut certes invoquer la thèse de l'amnésie de complaisance, ou encore du complot collectif visant à étouffer une sombre affaire, mais l'expérience prouve que ce serait loufoque, surtout à vingt-cinq ans de distance.

Dernier argument, et non des moindres, pour écarter la possibilité d'une livraison française : pour ce genre d'opérations, la DGSE est incontournable. Or selon le chef d'état-major de la DR, Justin, elle n'est toujours pas en odeur de sainteté à l'Élysée : « Je l'ai très bien senti dans chacune de mes visites dans les cabinets ministériels : il fallait limiter les opérations du SA au strict minimum par crainte qu'un nouvel échec se produise. Mitterrand a été furieux de l'échec de la Jeep au LibanXIII ; cela a contribué à balayer toute estime pour le service757. » Certes, sous l'impulsion d'Imbot, la DGSE a été autorisée à augmenter ses activités en Afghanistan, mais il y a loin entre recueillir du renseignement, témoigner de l'attention à certains commandants et accélérer le sort du conflit.

La thèse d'une implication de la DGSE dans la livraison de Milan résulte sans doute d'une confusion. Les services français en effet ont bien fourni aux Moudjahidin un lance-roquettes antichar – ce qui explique que les humanitaires aient pu être informés par leurs amis afghans d'une livraison *stricto sensu* française. Mais c'est bien là le seul élément commun avec les Milan. L'opération eut lieu au début de l'année 1987, et non en 1988 ; elle a concerné quelques exemplaires et non des centaines ; seul Massoud en a profité ; enfin, il ne s'agissait pas de Milan, mais d'Apilas. La DGSE fit à l'occasion d'une pierre deux coups. L'Apilas en effet est un matériel moderne que le Service technique de l'armée de terre voulait tester en situation contre le blindage composite des chars soviétiques. Soucieux d'entretenir de bonnes relations, le général Imbot accepta donc d'en faire transporter quelques unités en Afghanistan sans véritable espoir de retour d'expérience vu les conditions d'engagement758.

Mais il reste quand même une énigme : des Milan de fabrication française ont été utilisés en Afghanistan ; par qui ont-ils pu être livrés ? Puisque les missiles sont sortis des usines françaises, leur destination devrait être connue. La vente d'armes en effet est soumise à l'approbation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de

matériels de guerre. L'acheteur s'engage à fournir un *End User Certificate*, qui lui interdit de revendre ou de céder à un autre destinataire ses acquisitions. Voilà pour la théorie. En pratique, des pays officiellement acheteurs réexpédient parfois des armements à destination de zones de guerre. C'est ainsi que, si l'on en croit les numéros de série figurant sur les clichés donnés à Gilles Bertin, un tiers a pu racheter le lot et le transporter jusqu'au Pakistan. Un élément met sur la piste : l'extraordinaire publicité accordée à l'arrivée de ce nouveau matériel en Afghanistan. Le 7 août, Gilles Bertin peut encore évoquer la distribution de Milan autour de Kaboul aux troupes du Jamiat, du Hezb Khalès et de Gailani. *L'Événement du jeudi* révèle, lui, le 28 juillet, que vingt missiles ont été utilisés à Bachassor, au sud-ouest de Kaboul, dix-huit ayant atteint leur cible. Paul-Marie de La Gorce parle encore « des colonnes de véhicules de transport mais aussi de mulets acheminant des missiles antiaériens Stinger et Blowpipe et des missiles antichars Milan à destination des bases de maquisards[759] » ; manifestement bien informé, il est en mesure d'ajouter que l'arme est également utilisée contre les positions fortifiées[XIV].

Six cents Milan ont été tirés par les Tchadiens contre les troupes de Kadhafi : qui le sait ? Comme le souligne le chargé d'affaires français à Kaboul, Christian Lambert, « ce qui importait à l'époque, comme dans chaque livraison d'armes à vrai dire, fut que cela se sache[760] ». Or qui, depuis le début du conflit, pratique mieux le tapage médiatique que la CIA ? La Compagnie a parfaitement saisi la force de l'outil médiatique. Or l'effet Stinger en 1988 s'amenuise comme l'ont constaté Chevalérias et d'autres après lui. Pour entretenir le feu de la guerre en Occident, la CIA se doit d'engranger de nouvelles victoires marquantes. « Les blindés soviétiques étaient devenus notre nouveau défi[761] », écrit Milton Bearden. Frank Anderson, nouveau patron de la division Asie du Sud-Est, planche donc sur toutes les armes antichars disponibles. Et c'est ainsi que son équipe opte pour le Milan.

Interrogé, Anderson affirme ne pas vouloir dévoiler un éventuel pan de la coopération entre DGSE et CIA[762]. Son prédécesseur, Thomas Twetten, est à peine plus loquace : « À quelques reprises, nous avons acheté [les armes] en pleine connaissance de cause du gouvernement ou du service de renseignement vendeur. Je ne me souviens pas, mais je serais surpris

d'apprendre que les services de renseignement français ne nous ont pas aidé à introduire les Milan directement dans le PipelineXV763. » Le fin mot est livré par Marc Sageman, membre de l'Afghan Task Force de la CIA depuis 1986. En 1987, il a rejoint Islamabad où il dirige les programmes d'aide unilatérale aux Moudjahidin. Il est donc le mieux informé sur le sujet. « On soutenait les Moudjahidin en leur achetant des équipements, relate-t-il, qui étaient ensuite livrés aux Pakistanais, à la cellule logistique de l'Isi comme le décrit très bien le brigadier Yousaf dans son livre *Bear Trap*XVI. Il n'y eut absolument aucune autre personne dans ce circuit, personne d'autre n'a livré d'armes. Et donc en particulier, les Français n'ont pas livré de Milan en 1988. Tout a été acheté par nous et les Saoudiens avec le budget que votait le Congrès, abondé au dollar près par les Saoudiens, sur un compte en Suisse764. »

Marc Sageman est donc très clair : « C'est nous, les Américains, qui, en 1988, avons jugé bon d'acheter des Milan pour la résistance afghane. Nous les avons ensuite livrés à Karachi aux Pakistanais qui se sont eux-mêmes occupés de la distribution. » Ces explications dissipent une incongruité. Les observateurs se demandaient pourquoi des commandants du Hezb-e Islami avaient pu être équipés en Milan par des Français : parce qu'ils l'ont été par les Pakistanais, tout comme cela fut le cas pour les Stinger. De même, aucun Français n'a participé à l'instruction : les Américains ont formé les Pakistanais qui ont ensuite pris en main les Afghans. Au bout de deux à trois heures, les tireurs sont capables de diriger un Milan à deux kilomètres dans une meurtrière de bunker large de vingt centimètres…

Seuls deux mystères persistent. D'abord, comment certains des missiles sont-ils passés de l'armée française aux Pakistanais ? « Je ne sais pas leur parcours exact, indique Sageman. Je pensais qu'ils venaient de France. » « Probablement, indique pour sa part Thomas Twetten, les missiles ont-ils été transportés par avion militaire français ou par un vol affrété par la CIA depuis le territoire français ou par l'intermédiaire d'un pays tiers qui était acheteur régulier de missiles Milan765. » La première hypothèse semble improbable vu la prudence coutumière du gouvernement français et l'ignorance sur l'opération affichée par nombre d'anciens des services766. Néanmoins, cloisonnement oblige, elle n'est pas à écarterXVII. Restent les deux autres en sachant que, en 1988, 200 000 Milan ont été commandés,

par 37 pays. Les plus vraisemblables sont l'Égypte, acteur du conflit depuis 1980, ainsi que la Malaisie avec laquelle la DGSE avait noué des liens renforcés depuis quelque temps. Le reporter du *Figaro* Thierry Desjardins reçoit de fait pour confidence à l'ambassade de France au Pakistan que « la France [vend] des Milan à beaucoup de pays et que donc certains de ces pays arabes notamment pouvaient revendre ou donner leurs Milan767 ».

Le second mystère, dans le seul cas où les missiles ne venaient pas des stocks de l'armée française, relève plus de la psychologie politique. En théorie, certes rarement appliquée, la France a dû donner son accord à l'Égypte, ou à tout autre pays concerné par le programme, pour que les missiles puissent être revendus, via la CIA, aux Pakistanais. Vu son refus de livrer des Milan aux Afghans, pourquoi donc y consent-elle, surtout après les accords de Genève ? Tout d'abord, comme le souligne Marc Sageman, les Milan ont été commandés, croit-il, dès 1987 : « La logistique prend du temps avant la livraison des missiles. Et puis il fallait entraîner les Afghans768. » Or, en 1987, le gouvernement français, comme Washington, n'est absolument pas convaincu de la volonté soviétique d'évacuer l'Afghanistan. D'autre part, en donnant son autorisation, Paris gagne sur tous les tableaux : officiellement, il reste en retrait du conflit ; dans les faits, il participe à l'effort de guerre américain. Et très accessoirement, vu les volumes concernés, il en profite financièrement puisque les pays ayant cédé une partie de leur stock, généralement de première génération, se retournent vers lui pour en racheter des flambant neufs…

Les Moudjahidin n'ont qu'à se réjouir de leur nouvelle arme même si, à Marc Sageman, ils affirment qu'elle fait beaucoup de bruit. Des rapports angoissés des unités blindées soviétiques parviennent de tout l'Afghanistan. Milton Bearden évoque même le cas d'un hélicoptère abattu par un Milan. Les chars disparaissent de l'est du pays où les antichars ont été distribués prioritairement en raison d'un relief propice aux embuscades. Bearden précise aussi que Massoud n'en a pas bénéficié, car, selon lui, le Panjshiri est alors « presque installé dans une sorte de somnolence. Ahmad Shah Massoud semblait avoir établi un cessez-le-feu tacite avec la 40e armée soviétique et passait le plus clair de son temps à s'implanter politiquement dans le nord de l'Afghanistan769 ». L'officier de la CIA, très proche de l'Isi, n'a jamais fait partie des soutiens du Tadjik et c'est une litote. Le

général Latif, chargé de l'équipement militaire de Massoud, confirme en tout cas ses propos770. Par contre, Amin Wardak, lui, recevra son lot de missiles selon Patrice Franceschi771. Quelle meilleure preuve de la non-implication de la DGSE dans cette opération : sa cellule afghane aurait très certainement procédé de manière exactement inverse.

I- Tous les djihadistes prennent un nom de guerre en Afghanistan.

II- Titre français : *Les Lions du Panjshir*. Il évoque le destin d'une Américaine mariée à un docteur français de MSF, mais qui espionne en fait pour le compte du KGB. Sans attribuer de fausses intentions à l'auteur, on peut y voir aussi une illustration de la méfiance qu'inspirent aux Américains les ONG françaises.

III- L'un d'eux, Lech Zondek, a d'ailleurs été tué au combat en juillet 1985.

IV- Ce qui semble donc contredire les allégations de Jonathan Pollard, ancien officier de renseignement américain, condamné à la prison à vie pour espionnage au profit d'Israël, affirmant que les Français auraient été d'accord pour livrer « quelques centaines » de missiles au Pakistan (*in* Elliot Goldenberg, *The Spy Who Knew Too Much. The Government Plot to Silence Jonathan Pollard*, SP Books, 1993).

V- Un non-lieu a été prononcé en 1989.

VI- Celui de Bouvines laissera un tel souvenir à Hamid Karzai que, lors de sa première visite officielle en France en mars 2002, il causera quelques tourments au service du protocole en demandant d'y faire un détour. Refusé pour raison de sécurité.

VII- Bataille mythique pour le monde arabe, la première remportée par les musulmans.

VIII- Le plus souvent désigné par ses initiales, l'OT est chargé des relations de la DGSE avec une série d'individus, d'« agents » dans le langage des services.

IX- Hamid Karzai aura peu ou prou la même réaction à l'été 2010 quand les Taliban bombarderont Kaboul lors de la Loya Djirga de la paix.

X- En 1988, les Soviétiques ont limité au maximum les déplacements aériens, d'où des pertes moindres.

XI- Le Milan est en effet garanti dix ans, la durée de vie de son moteur à poudre.

XII- Asservissement sur la ligne de visée.

XIII- Tentative de représailles contre le Hezbollah libanais après l'attentat du Drakkar d'octobre 1983.

XIV- Comme les Britanniques l'avaient fait aux Malouines contre les tranchées argentines.

XV- Surnom donné au circuit de livraison des armes de la CIA en Afghanistan-Pakistan.

XVI- Yousaf ne décrit pas en revanche la livraison des Milan, car le livre fut publié un an auparavant.

XVII- Du reste, dans la série documentaire *Histoire des services secrets français* diffusée par France 5 au début 2011, l'ancien préfet Jean-Charles Marchiani avance que des missiles Milan appartenant à la Légion étrangère stationnée à Djibouti auraient été livrés aux Afghans… Hypothèse somme toute vraisemblable, mais qui n'a pu concerner que quelques unités de Milan.

Chapitre IX

À l'heure de la fermeture

Une espèce de fatalité frappe les services français en Afghanistan. La bride longtemps gardée courte par le gouvernement malgré les démarches successives de leurs DG, ils ne sont pour rien dans l'arrivée de missiles français. Et ils n'ont pas le temps de se réjouir de l'atout offert aux Afghans que l'essentiel des Milan termine en feu d'artifice. Le 10 avril 1988, en effet, Gilles Bertin est témoin d'une explosion énorme au Pakistan, entre Rawalpindi et Islamabad. Comme une sorte de champignon se forme, les Pakistanais demandent à toutes les ambassades d'évacuer les lieux et de se réfugier dans les montagnes alentour. En fait, il s'agit du dépôt d'Ojhri où l'Isi stockait dix mille tonnes d'armes destinées aux Moudjahidin, qui a explosé, causant plus de cent morts et mille blessés, essentiellement dans le bidonville attenant.

L'ambassade américaine au Pakistan estime à 125 millions de dollars le matériel détruit. Des munitions égyptiennes mal manipulées seraient à l'origine, mais la chasse aux coupables est ouverte : KGB, Khad, Isi, CIA, tous auraient un mobile. Marc Sageman dément catégoriquement : « Explosion absolument accidentelle, indique-t-il. Nous ne savions pas encore si nous allions opter pour la symétrie positive ou négative, c'est-à-dire si chaque camp, américain et soviétique, allait continuer à appuyer leurs réseaux. On avait donc tout stocké à Ojhri, et ce qui devait arriver arriva avec une telle proportion d'armes stockées au même endroit[772] ! » La thèse la plus simple est souvent la plus vraisemblable.

La formidable explosion salue en tout cas un vrai tournant dans le conflit. En octobre 1986, les Russes avaient convoqué la presse occidentale pour témoigner du retrait de six régiments, mais les Pakistanais avaient fait savoir que, dans le même temps, deux fois plus d'unités étaient envoyées à

Kaboul. En revanche, le retrait annoncé en février 1988 démarre bien en mai pour une chute de moitié en quatre mois de l'effectif du corps expéditionnaire. Le seul véritable point de friction avec les Moudjahidin demeure la route Kandahar-Kaboul. Fin mai, la résistance prend Qarabah, dans la province de Ghazni, et met une telle pression sur Spin Boldak, au sud-est de Kandahar, que les Soviétiques sont obligés d'en retarder l'évacuation. Leurs convois foncent désormais sur la route de Kaboul, appuyés par leur artillerie qui pilonne systématiquement devant et les bas-côtés. Ailleurs, le repli s'opère sans heurt. Le 26 mai, le Panjshir est entièrement libéré ; le 18 juin, Zaboul est la première capitale de province investie par la résistance depuis l'invasion. « Les Afghans vont reprendre tout l'Afghanistan, annonce Homayoun Tandar dans *Le Monde*, et personne ne les en empêchera[773]. » Toutefois, le représentant du Jamiat encourage aussi la France à ne pas relâcher la pression sur l'URSS.

Prenant le retrait pour un fait acquis, le gouvernement français réfléchit à l'avenir du pays et, se plaçant dans la trajectoire des années précédentes, privilégie le volet humanitaire. Sadruddin Aga Khan est justement chargé de coordonner les programmes d'assistance humanitaire et économique par le secrétaire général de l'Onu. « Une période de fort optimisme[774] », décrit Jean-David Levitte, alors ambassadeur auprès des Nations unies à Genève. Le prince lui explique qu'il dit attendre beaucoup de la France en matière de finances, d'ONG, mais aussi de chercheurs qui « sont parmi les meilleurs spécialistes de la société afghane[775] ». Il demande à être reçu par François Mitterrand qui accepte. Signe de l'importance accordée à sa venue, des entretiens sont également prévus avec le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, ainsi que l'épouse du président de la République. Sadruddin arrive en terrain conquis le 12 juillet. « Les critères qu'il a retenus, souligne le conseiller diplomatique à l'Élysée, ne peuvent que recueillir notre approbation : neutralité politique, coopération pragmatique avec les chefs locaux au plus près des besoins, souci d'éviter un détournement de l'aide au profit de Kaboul. Il n'a pas obtenu que les contributions financières transitent par un fonds unique : elles sont versées par les États aux institutions spécialisées (HCR notamment) et aux ONG[776]. » Le prince évalue à 1,2 milliard de dollars l'aide nécessaire dans une première phase (retour des 5 millions de réfugiés étalé jusqu'en 1989,

déminage, relance de l'économie), la seconde, estimée à 800 millions, concernant la reconstruction du pays jusqu'en 1993. Jean Musitelli souligne que l'estimation est « sans doute forcée compte tenu des possibilités réelles d'utilisation sur le terrain, mais Sadruddin craint qu'après le retrait soviétique l'intérêt et la solidarité internationales ne fléchissent fortement ».

Le 12 juillet, Mitterrand annonce au prince un doublement de la contribution financière de la France qui passe à 100 millions de francs. Ainsi que celui-ci l'a demandé, l'armée française participera également à la formation des démineurs afghans dans le cadre de l'opération « Salam ». Enfin Sadruddin pourra compter sur les conseils permanents non seulement de Jean-David Levitte à Genève, mais de plusieurs experts français comme Jean-José Puig, Olivier Roy et Chantal Lobato. Les ONG vétérans de la guerre apparaissent comme des intermédiaires obligatoires, mais l'Onu les considère encore avec méfiance. De leur côté, privilégiant leur indépendance vis-à-vis de toute organisation même internationale, elles jugent trop courte la durée du plan et aussi, sur la base de leur expérience, trop élevé le montant engagé avec d'innombrables risques de déperdition et de corruption. Enfin, elles s'interrogent sur l'identité des bénéficiaires. À leurs yeux, les commandants afghans semblent les plus à même de connaître les besoins des régions qu'ils administrent depuis des années, mais les agences de l'Onu ont toujours refusé de négocier avec eux.

À partir de la fin juillet, des « poches de paix », identifiées juste de l'autre côté des frontières pakistanaise, iranienne et soviétique, accueilleront donc les premiers réfugiés de retour avec le soutien de l'Onu. L'objectif est de faire tache d'huile en partenariat avec les autorités en place, qu'elles soient prosoviétiques ou Moudjahidin. Olivier Roy et Chantal Lobato préparent par exemple le terrain à Herat, Jean-José Puig dans le Panjshir. Face à la ruée de deux cents nouvelles ONG à Peshawar, avides de prendre une part du gâteau que s'apprêtent à distribuer l'Onu et divers contributeurs, les ONG vétérans comme MSF ont décidé de créer l'Acbar (Afghan Coordination Body for Afghan Reconstruction), organe de coordination de toutes les ONG que Sadruddin Aga Khan vient rencontrer à Peshawar dans une ville où pas un jour ne se termine sans un attentat du Khad ou du KGB. La Maison-Blanche demeure un concentré de tous les humanitaires et journalistes de passage, mais aussi de toutes les idéologies

qui ont marqué la France ces vingt dernières années. Des personnalités émergent comme celle du docteur Chabat qui écrit ses Mémoires en latin, Bernard Kouchner ou encore Jean-François Deniau, revenu en mission officielle avant les élections présidentielles, un pistolet glissé dans sa ceinture.

— Ils sont tous comme ton ministre ? demande à Édouard Lagourgue l'un des commandants, enthousiasmé par la conversation.

— Oh que non ! Ils ne nous ont envoyé que le plus timide de tous[777] !

Début juillet, probablement à cause des Milan, l'agence Tass a cru pouvoir accuser la France, et l'Égypte, d'avoir envoyé en Afghanistan des instructeurs militaires. Il est vrai qu'en janvier elle avait déjà chiffré à quatre-vingt-cinq le nombre de conseillers américains et français sur le sol afghan à une époque où, du côté de la DGSE, seul Florent s'était distrait à faire le voyage jusqu'à Khost. Le Quai d'Orsay réplique qu'« il n'a pas connaissance de la présence de conseillers militaires français auprès des Moudjahidin en Afghanistan[778] ».

Matthias, commandant de la DGSE, peut cependant constater l'extraordinaire grenouillage des différents Services américains à Peshawar : « Ils étaient peut-être une centaine dans la ville, raconte-t-il, entre les agents officiels, les ONG et les journalistes qui travaillent naturellement pour leur service. Moi, j'étais seul[779] ! » Matthias n'a que quelques jours de présence au Pakistan où la centrale a décidé d'affecter un officier traitant, presque à plein-temps, en raison du surmenage du chef de poste à Islamabad, Michel. La décision peut paraître tardive – Peshawar était la capitale de la résistance avant même l'invasion soviétique – mais elle correspond aussi à l'accélération des événements dans la région depuis l'arrivée de Gorbatchev à Moscou et le changement de majorité en France. La DGSE est aussi une administration, avec ses lenteurs inhérentes, surtout lorsqu'il s'agit de débloquer un budget. Matthias se définit comme spécialisé sur, et non spécialiste de l'Asie du Sud-Est au sein de la DGSE. Son temps de commandement de capitaine achevé au 153e RI, peu enclin à affronter la routine d'un état-major, il s'était en effet porté candidat pour participer pendant trois ans à la mission d'accueil des réfugiés en Thaïlande. La mise en condition pour l'Afghanistan fut parfaite puisque les installations servaient bien entendu de base arrière à la résistance. Entré

ensuite à la DGSE, après presque deux ans au sein du secteur Asie, il fut affecté à l'entité de la direction du renseignement chargée des opérations spéciales. Son nom parut donc une évidence quand il fut décidé d'envoyer un OT pour s'occuper uniquement de l'Afghanistan. « Il faut bien dire aussi, ajoute-t-il avec franchise, qu'il y avait très peu de candidats : tout le monde trouvait un prétexte pour ne pas y aller, même ceux qui clamaient auparavant haut et fort l'intérêt d'un tel poste. »

Matthias apprend sur place que Michel n'avait guère le temps de se rendre à Peshawar plus de trois jours par mois. Lui décide d'y consacrer cinq ou six jours par semaine, au détriment du chiffreur du poste qui devra travailler vendredi, jour de repos en terre d'islam, et de sa famille, qui s'habitue à ne le voir que très épisodiquement. Par commodité, mais aussi pour réduire les frais, il loue une maison sur Jallaludin Afghani Road, à cent mètres de la zone tribale, tout près du siège du Jamiat. À ses voisins, membres d'ONG, il rapporte de l'ambassade courrier et journaux ; à l'Alliance française, il peut même offrir des films. Mais il se fixe une règle d'or : ne jamais impliquer les humanitaires dans ses activités. « Le moindre pépin qui leur serait survenu m'aurait causé trop de tourments ! » Bien sûr, il ne s'interdit pas d'écouter leurs récits de voyage à leur retour d'Afghanistan autour d'un verre au club américain, mais, précise-t-il, « ce n'était en aucun cas un débriefing ! ».

Son arrivée ne saurait passer inaperçue. Comme tous ses prédécesseurs, Matthias est tout d'abord allé se présenter au chef de l'Isi à qui le général Pons, directeur du renseignement, avait rendu visite six mois auparavant. Il n'aura jamais à se plaindre des services pakistanais, ni à s'en réjouir non plus. « Chaque semaine, expose-t-il, ils me remettaient un rapport en anglais qu'il fallait traduire. Cela n'avait vraiment pas un grand intérêt : ce n'était qu'une liste d'opérations à porter, bien sûr, au crédit du Hezb-Hekmatyar. » Généralement, les mêmes informations figurent dans le *Post* et le *Nation*, deux journaux pakistanais en langue anglaise. Matthias est parti avec peu d'instructions et ne doit pas s'attendre à en recevoir beaucoup : « Rien d'affolant, souligne-t-il. On a l'habitude de prendre des initiatives. D'où l'expression qui revient régulièrement dans les messages des OT sur le terrain : "Sauf avis contraire du service, voilà ce que je vais faire…" » La première tâche est de se constituer un réseau de sources à

Peshawar. Armé d'un pistolet qu'il prend soin de placer sur sa table de nuit avant de se coucher, le commandant arpente la ville et apprend à reconnaître les partis vraiment actifs des grenouilleurs à l'instar de ce chef de parti modéré qui « réclamait sans cesse plus d'argent et d'armement que ce à quoi il pouvait aspirer vu son nombre de combattants réels. En fait, je l'ai soupçonné de revendre le surplus de matériel qu'on lui donnait ». Comment arriver à distinguer les vrais combattants ? « Ça se sentait, affirme Matthias. Dans certains mouvements, on se limitait à de la parlotte. En revanche, avec un Abdul Haq par exemple, on savait quand il avait monté un coup. » L'énorme maison dans laquelle vit celui-ci, avec murs d'enceinte, gardes du corps et une salle opérationnelle dernier cri dont la plupart des états-majors français pourraient être jaloux, ne laisse non plus guère de doutes sur sa participation à différents trafics moins glorieux.

La DGSE ayant décidé de le soutenir, Matthias entretient des liens privilégiés avec Gailani. Le 13 juillet 1988, la direction Asie du Quai d'Orsay se dit favorable à ce que le ministre le reçoive. Le chef du Mahaz souhaite en effet faire une tournée des pays africains comme la France y a aidé Rabbani en 1986. « Il serait particulièrement utile, souligne le Quai d'Orsay, que nous profitions de la présence d'un modéré à la tête de l'alliance [dont Gailani est le porte-parole] pour encourager cette tendance au moment précisément où Islamabad tend à prodiguer ouvertement ses faveurs aux éléments sectaires et intégristes du Hezb-e Islami de M. Hekmatyar780 ». Celui-ci ne tarde pas à se signaler auprès de Matthias. Un jour, son chargé des « relations extérieures » se présente à la villa du commandant. Il n'est autre que le gendre de l'ingénieur, Ghairat Baheer, que Matthias décrit « beau garçon, une barbe noire de jais, la trentaine ». La visite est intéressée. Hekmatyar veut en fait profiter de la présidence tournante de l'alliance qu'il occupe pour obtenir la reconnaissance officielle de celle-ci par les Occidentaux. Ainsi y gagnerait-il lui-même en prestige… « Pendant deux heures, raconte Matthias, Ghairat Baheer m'a tenu un discours enflammé, pro-islamiste. Je lui ai répliqué que, en Occident et en France en particulier, nous avions une longue tradition de multipartisme et d'alternance – nous venions justement d'en vivre une avec la réélection de Mitterrand. En conséquence, sans même demander l'accord de Paris, je lui

ai fait part de mon refus. » Et d'ajouter : « Paris n'aurait pas compris de toute façon que je transmette ce genre de proposition ! »

Une autre visite intéressée est celle d'un commandant beaucoup moins connu en Occident, mais à l'influence non négligeable en Afghanistan, le chef militaire du Harakat-e Islami, Anouari, l'un des leaders chiites de Kaboul. « Il voulait qu'on l'aide à faire du terrorisme urbain, c'est-à-dire flinguer des officiers soviétiques, faire sauter les infrastructures, etc. » Matthias rapporte à Paris qui fait part de son refus motivé par la crainte de pertes civiles trop élevées dans une ville aussi dense que Kaboul. Il constatera par la suite que les services iraniens ont su prendre le relais auprès d'Anouari tout comme ils se sont manifestement rapprochés de Massoud à en juger par les sacs de riz envoyés par Téhéran et entreposés chez son frère Ahmed Zia.

L'ensemble de ces contacts lui permet de faire son marché dans les matériels militaires soviétiques qui demeurent une priorité pour la centrale. « Nos préférences, indique-t-il, allaient aux mines, aux hélicos et aux leurres, trois domaines dans lesquels les Soviétiques étaient en avance par rapport à nous. » Une liste de matériels est remise aux Afghans qui rapportent de leur pays la photo de l'objet concerné et le prix qu'ils en réclament. Matthias répercute ensuite à Paris qui donne ou non son accord. « J'ai ainsi vu passer sous mon nez un camion-radio Shelter-Trans tout neuf et un hélico MI-35, car nous n'avons pas pu nous aligner. » En revanche un superbe coup est réalisé grâce à Massoud qui lui procure la première notice complète du MI-35. Le matériel acheté est transporté par les Moudjahidin jusqu'à Peshawar où il est pris en charge par les hommes de Gailani jusque dans une dépendance de l'ambassade de France à Islamabad.

Pour le reste de ses activités, Matthias distingue deux écoles à la DGSE : « Il y avait ceux qui pensaient que pour résoudre le problème afghan, il fallait privilégier l'option politique et s'appuyer sur les partis en exil au Pakistan : c'était le cas de Michel et d'autres. » Lui-même y est hostile : « Mohammadi, Modjaddedi et les autres étaient beaucoup trop mollassons. Ils parlaient beaucoup, mais agissaient peu. Les parlottes de Peshawar, ça ne menait jamais à grand-chose. » L'officier préconise donc de tout parier sur les commandants de l'intérieur, en faisant un tri parmi eux. Tout en restant en contact avec Gailani et Amin Wardak, il mise sur Massoud et

Abdul Haq : « En dépit de l'aura de Gailani dans les milieux traditionalistes, ses troupes manquaient d'efficacité à l'image de leur chef, le général Rahim Wardak, qui ne quittait guère sa villa de Peshawar. Amin Wardak, lui, brillait, que ce soit au service de sa population ou sur le champ de bataille, mais il me semblait qu'il n'avait pas un sens national aussi poussé, ce "désir d'Afghanistan", que Massoud ou Abdul Haq. » Pour autant, Matthias est loin de céder à toutes leurs exigences. Comme lorsque Abdul Haq lui réclame des missiles sol-air français. Le Pachtoune est en train de s'affranchir de ses liens serrés avec la CIA à laquelle il reproche d'avoir préféré Hekmatyar qu'il déteste. « Comme nous, explique Matthias, il lui reprochait son fanatisme, de ne pas combattre l'URSS mais ses rivaux, et de tuer les ONG. » Plutôt que de lui livrer des armes, le commandant de la DGSE tente d'opérer un rapprochement entre lui et Massoud afin qu'ils s'allient avant le départ des Soviétiques. Mais quand l'un dit « oui », l'autre dit « non ». « Je n'en dormais plus. Une fois, j'ai même réussi à obtenir un "oui" des deux côtés, je suis rentré chez moi très excité, mais dès le lendemain, les bisbilles reprirent. » Le plus réticent des deux est incontestablement Abdul Haq qui, s'il reconnaît les mérites de Massoud, n'en oublie pas moins qu'il est tadjik, donc minoritaire dans la population, et lui pachtoune, donc majoritaire. Matthias prend également l'initiative de faire coopérer Amin Wardak et Massoud via Nadjib Baba. Le but est d'enrichir la Shura-e Nazar de commandants pachtounes qui permettraient à Massoud de rivaliser avec les partis de Peshawar. Mais l'inertie ethnique et politique est trop forte. De toute façon, comment auraient réagi les partis et l'Isi à cette union ?

Par l'entremise de Matthias, le soutien de la DGSE à Massoud se consolide au Pakistan. Celui qui assure le lien du Panjshiri avec Paris a singulièrement changé depuis son exil en France en 1979. Daoud Mir a quitté Rennes pour Paris où il a occupé un emploi à mi-temps au musée Grévin. Longtemps les reportages des journalistes français l'ont découragé de rejoindre le maquis : le combat en montagne nécessite des capacités d'endurance et d'acclimatation que lui, le Kabouli, estimait ne pas avoir. Il a donc privilégié l'action politique et rencontré les premiers journalistes, ainsi que les ONG présentes sur place, surtout Afrane où il fut heureux de retrouver Étienne Gille, son ancien professeur de maths à Esteqlal. Très peu

pratiquant, il redoutait la fréquentation des fondamentalistes. Mais en 1985, Daoud se décidant finalement en faveur du Jamiat, Homayoun Tandar lui confia ses premières missions, accompagner des journalistes à Peshawar ; il franchit ensuite la frontière pour se rendre compte des conditions de vie rudimentaires des Moudjahidin. « Et c'est pire encore chez Massoud ! lui assena le commandant du Jamiat Anouar Djedaleq. Va t'en rendre compte par toi-même781 ! » C'était trop tôt pour Daoud Mir qui, auréolé de son prestige de Moudjahid, revint à Paris donner sa première interview à une chaîne italienne. Ses absences répétées auraient pu lui coûter cher, mais le directeur du musée Grévin, Bernard Thomas, s'était pris de passion pour la résistance afghane. La première rencontre avec Massoud survint en 1987 à l'occasion d'un voyage où Daoud servit de guide à Ponfilly et Gallet. « Très éprouvant, se souvient-il, les cols étaient très rudes ! Et ils les connaissaient mieux que moi ! » Remarquant sa parfaite connaissance du français et du persan, le commandant lui demanda de rester quelques mois avant de le renvoyer en France comme son représentant personnel. Aurait-il jugé le bureau du Jamiat à Paris trop favorable à Rabbani ? Homayoun Tandar dément formellement782.

Daoud quitta le Panjshir en même temps qu'Abdullah Abdullah qui, lui, gagna l'Angleterre où il devait, notamment, apprendre l'anglais. Une fois à Paris, Daoud ne perdit pas de temps. Première interview au *Nouvel Observateur*, « Cinq mois avec Massoud », dès janvier 1988 : « L'Afghanistan est un pays musulman, y déclara-t-il. Mais notre conception, c'est la tolérance et la modération. Il n'y a pas de modèle à suivre783. » Il faisait alors allusion à l'Iran. L'article lui valut des inimitiés dans une partie de la diaspora qui lui reprocha de n'être ni hazara, ni tadjik, ni pachtoune : né à Kaboul, Mir est trop libre à leurs yeux. Quelques jours plus tard néanmoins, Tandar lui annonça que « des gens » désiraient le voir. Ils se rendirent ensemble au rendez-vous et découvrirent deux individus très bien habillés : l'un, la peau plutôt mate, les yeux bleus ; l'autre, « Français de souche », comme le décrit Daoud. La discussion tourna bien entendu autour de l'Afghanistan jusqu'à ce que Tandar soit obligé de quitter la table en raison d'une obligation. Resté seul, Daoud ne résista pas à l'envie de questionner le duo :

— Qui êtes-vous ?

— Tandar ne vous l'a pas dit ? s'étonna l'un.

— Non.

— Nous appartenons à la DGSE.

Des précisions ne furent pas de trop, car l'acronyme ne lui disait rien. Le plus petit des deux était en fait Benjamin, chargé de l'Afghanistan au SA.

— C'est la première fois que l'on nous parle de la sorte de Massoud, expliqua-t-il. Pourrait-on se rencontrer à nouveau[784] ?

Quelques jours plus tard, il invita Daoud Mir à rencontrer boulevard Mortier le général Pons en personne. Dans le bureau du directeur du renseignement l'attendaient également une demi-douzaine de personnes, stylo et carnet en main. Impressionné, Daoud exhiba une lettre où le commandant le reconnaissait comme son représentant, ce qui fit sourire le directeur du renseignement. Puis il se leva et indiqua sur la carte punaisée au mur toute l'organisation du Jamiat en Afghanistan, les contingences de Massoud, ses besoins urgents, les problèmes politiques avec l'Arabie saoudite, l'aide pakistanaise qui ne parvenait pas jusqu'à lui. Sa fraîcheur, son dynamisme firent l'unanimité.

Daoud Mir sert depuis de courroie de transmission entre la DGSE et Massoud, la première mise en place depuis l'invasion. Il en profite pour mener à bien un projet rapporté du Panjshir : « Massoud voulait informatiser ses personnels, armements et munitions, ce que personne n'avait encore fait. » La DGSE fournit le matériel en espérant récupérer les très précieuses données. Matthias voit donc Daoud arriver à Islamabad où sa famille va l'héberger enrivon deux mois. Un spécialiste de l'informatique est envoyé par la DGSE pour le former. Puis Daoud gagne le Panjshir pour répondre à toutes les questions soumises par le Service : qui commande quoi et où ? Quelles sont les quantités d'armes, etc. ? Matthias en sort un rapport de près de cinquante pages, Massoud insistant seulement pour que la DGSE ne le divulgue pas. Par la suite, souhaitant qu'une dizaine de ses commandants soient formés à Cercottes, le Panjshiri les sélectionne lui-même en prenant soin que toutes les provinces de la Shura-e Nazar soient représentées ; puis, il soumet son choix pour accord aux barbes grises, et son frère Ahmed Zia les accompagne à Islamabad où Matthias les accueille, leur offre un rafraîchissement et les aide à gagner la France. Les hommes de

Massoud n'ont évidemment pas de passeport, mais un laissez-passer leur permettant d'obtenir au consulat français d'Islamabad un visa de trois mois. Les autorités pakistanaises tentent par tous les moyens d'empêcher leur départ. À Karachi, elles prétextent l'absence d'un papier pour refouler le groupe qui, contraint de revenir à Islamabad, rate finalement l'avion. Partis le lendemain, ils sont dirigés sur Cercottes où Daoud, n'ayant pas confiance en certains de ses compatriotes, s'improvise traducteur.

Parmi les groupes passés avant la fin de l'année, les instructeurs du SA forment eux-mêmes quelques tireurs Milan. Filmés au Caméscope par leurs camarades également entraînés à cette fin, ils démontreront en Afghanistan l'inefficacité du missile contre les chars soviétiques de dernière génération. Le bilan total de la formation n'en demeure pas moins très positif selon le général Heinrich : « Incontestablement, relate-t-il, cette opération a rapporté de très beaux fruits. Elle nous a livré des éléments très intéressants en particulier sur le fonctionnement de l'Armée rouge qui était tout de même le grand ennemi de l'époque. Elle nous est apparue conventionnelle et très sclérosée[785] ! » Les Afghans de leur côté se montrent parfois réticents à appliquer les consignes enseignées en France. Par exemple, pour l'investissement d'une gorge, leurs instructeurs français leur ont appris à faire une reconnaissance par les hauteurs. « Pendant cinquante fois, cela peut ne rien donner, commente le général Heinrich. Mais à la cinquante et unième, on évite des morts. Eux le faisaient à quatre ou cinq reprises. Ensuite, ils se rabattaient sur leur stratagème à eux : ils faisaient entrer un camion dans la gorge ; s'il revenait intact, c'est qu'il n'y avait personne ! »

Dans ses Mémoires, Amin Wardak reconnaît également, sans jamais l'évoquer, l'utilité de cette formation : « Au début, écrit-il, nous attaquions tous ensemble, nous étions trop nombreux, nous consommions beaucoup de munitions et nous faisions beaucoup de bruit[786]. » Mais à l'automne 1988, soit après le stage de Cercottes, son frère Rohani conduit une très brillante opération sur l'aéroport de Ghazni, qui se solde par la destruction de plusieurs hélicos – quarante, selon Amin[787] –, de dépôts de munitions et de carburant, sans perte côté afghan. Pour autant, Wardak ne retrouvera plus jamais chez les Français son aura du début des années 1980. Avec le départ des Soviétiques, un nom s'impose dans la presse : Massoud, « Massoud le

moderne788 » pour *Le Monde*, « l'aigle [qui] fondra sur Kaboul », pour *L'Express*789, « Le de Gaulle afghan » pour Patrick de Saint-Exupéry790.

Le plus lucide sur Massoud est finalement Massoud lui-même qui, en septembre 1988, explique avec franchise : « L'annonce du retrait des Soviétiques nous a totalement pris de court791. » Le commandant est incapable de basculer de la défense à l'attaque générale et n'envisage qu'à moyen terme la prise de la capitale dont il se rapproche pourtant de semaine en semaine. Aussi rit-il quand lui sont rapportés les propos d'Abdul Haq : « Je prendrai Kaboul ! Massoud ?… Mais il fera partie de mon gouvernement ! » Lui-même s'attend à une partie difficile et promet à ses interlocuteurs français, une fois la victoire totalement acquise, d'organiser des élections libres, au suffrage universel. L'homme a changé : au début de l'année, les barbes grises l'ont convaincu de se marier. Celui qui aspire au plus grand destin en Afghanistan ne pouvait rester célibataire. Le choix s'est porté sur la dernière fille de Tadjoudin, son vieux compagnon de route, dont un des fils, Rachodin, est déjà chargé du commerce des pierres du Panjshir. Pari Ghol a dix-sept ans, des yeux très verts ; elle est née à Bazarak, à quelques centaines de mètres de Jangalak, le village de Massoud qui venait souvent loger chez ses parents pendant le djihad. L'union est tenue tellement secrète que même les frères de la mariée en ignoreront tout jusqu'à la naissance du premier enfantI.

Les critiques de Massoud affirment que les Soviétiques ont acheté sa passivité pour s'assurer un retrait paisible. Vieille rengaine, datant de la trêve de 1983. Plus documenté, Gregory Feifer, auteur d'une remarquable étude du conflit, évoque une confidence de Massoud en 1987 : « J'espère que les Russes resteront quatre ans de plus. » La raison : « Nous sommes experts en guérilla, pas en gouvernement. Le Jamiat et la Shura-e Nazar ne devraient jamais rejoindre le gouvernement792. » Brillant tacticien militaire, Massoud peine toujours en matière politique. Jean-José Puig qui l'a rencontré peu après les accords de Genève déplore son refus d'admettre les rivalités ethniques qui vont immanquablement conduire à la guerre civile, les Pakistanais poussant Hekmatyar au pouvoir à Kaboul. « Mais c'est vous qui créez le chaos, lui réplique étonnamment Massoud, vous les étrangers qui cherchez à nous dresser les uns contre les autres ! C'est vous les fauteurs de troubles qui attisez les inimitiés alors que nous vivons en

paix ! Nous sommes tous afghans et le pouvoir ne doit pas être l'apanage d'un clan ! Il doit être défini démocratiquement, sans tenir compte de l'identité ethnique793 ! » Une utopie pour la plupart des observateurs. Ses projets d'alliance laissent également pantois. En dépit de toutes les avanies subies, Massoud continue à garder de la considération pour le Hezb-e Islami qui le hait, et écarte les minorités qizilbash et ismaïlienne qui, elles, seraient prêtes à le soutenir. Il explique encore à Puig vouloir attirer Sayyaf et Khalès dans son giron. Une autre erreur : Sayyaf ne représente que l'ouest de Kaboul, le Paghman ; Khalès, quelques tribus autour de Khost, Djalalabad et Baghlan. Et puis les deux ne sont guère recommandables. Et le Français de lui suggérer plutôt Gailani et Modjaddedi, beaucoup plus influents chez les Pachtounes, et en particulier chez les Mohammedzaï, c'est-à-dire la famille royale, encore très populaire au sein de toutes les ethnies : « Symboles de l'Afghanistan archaïque contre lequel nous devons lutter maintenant ! » réplique Massoud qui charge la barque royale de tous les malheurs de l'Afghanistan. Pour lui, le seul ciment du pays doit être l'islam. Il s'enferme ainsi dans un discours réducteur qui rebute les modérés, largement majoritaires dans la population. Or ce n'est qu'en dépassant les clivages du djihad qu'il parviendrait à proposer une alternative crédible à Nadjibullah qui, à force d'être rejeté par les plus extrémistes, apparaît de plus en plus comme le seul rempart contre la guerre civile.

Comme la plupart des commandants, Massoud a tempêté quand, à l'instigation des Pakistanais, les sept partis ont décidé, pendant les accords de Genève, de la création d'un gouvernement provisoire. Sa composition, annoncée le 21 juin, ne l'a pas rassuré : vingt-huit membresII dont la moitié est réservée aux partis à la représentativité pourtant très indécise en Afghanistan. La présidence revient à Sayyaf, le poste de Premier ministre à Hekmatyar, lui que sa biographie officielle dit désormais dans la « lignée des de Gaulle, Jaurès et Lumumba794 ». Massoud riposte en organisant la cinquième réunion de la Shura-e Nazar à Takhar avec quarante représentants de dix provinces qui s'entendent pour gouverner eux-mêmes les territoires libérés. Et comme Ismaïl Khan s'apprête à faire de même dans le sud du pays, l'inquiétude grandit à Peshawar.

Le danger le plus grave pour Massoud vient néanmoins du djihadisme arabe que le départ annoncé des Soviétiques incite à une importante évolution durant l'année 1988. Plus tard, par commodité, on associera tous les djihadistes. Or le djihad est double. Il y a d'abord le djihad défensif : le devoir pour tout musulman de défendre une terre d'islam envahie. « Pour ce djihad-là, explique Abdullah Anas, rien ne différencie un Massoud d'un Hekmatyar, d'un Ben Laden, d'un Azzam. » L'Algérien parle encore à ce sujet de « guerre juste ». « On peut dire, se plaît-il à ajouter, que Maginot était un Moudjahid au même titre que cheikh Azzam. Les deux ont cherché à défendre leur terre contre l'envahisseur. » Le point de clivage, apparu en 1988, c'est-à-dire une fois le retrait soviétique programmé, survient au sujet du Djihad al-Talab, ou djihad offensif : la volonté d'exporter le combat partout où l'islam peut être considéré en danger.

En avril, Abdullah Azzam a appelé à la constitution d'une « avant-garde novatrice [qui] sera la baseIII de la société à laquelle nous aspirons ». Après l'Afghanistan, il projette donc de transporter le djihad en tout premier lieu en Palestine, où il a contribué à créer le Hamas islamiste face à l'OLP laïque, puis dans les républiques asiatiques d'URSS, au Cachemire, en Afrique de l'Ouest, en Bosnie et même en Espagne, terre des Omeyyades et des Abbassides. Mais il n'est pas question pour lui de toucher à l'Égypte ni à quelque autre pays musulman. C'est le point de rupture avec le docteur al-Zawahiri qui veut faire mordre la poussière au régime du Caire. Entre eux deux, Ben Laden tergiverse. Ni la Palestine ni l'Égypte ne le motivent, mais il est déterminé à franchir un cap. Pour lui, le djihad ne peut se limiter à la construction d'hôpitaux ou d'écoles. Le combat de Jaji a agi comme un révélateur. Le djihad, à ses yeux, ce ne peut être que la guerre. En août, il crée avec Oubaydah, Hafs et Fadl, Abou Hajer et Wa'el Julaidan une nouvelle structure dont il reçoit la direction comme « cheikh » : al-Qaida voit le jour. Les services occidentaux n'y prêtent guère attention, même si leurs correspondants nord-africains, eux très bien informés, ont déjà mis en lumière des passerelles entre l'Afghanistan et le Soudan par exemple. À Peshawar, une source indiquera ainsi en octobre à Matthias qu'« un dénommé Ben Laden, qui habite pas très loin de chez toi, entraîne des Arabes795 ». De fait, le Français finit par le croiser dans la rue à quelques reprises : « Il était immanquable, relate-t-il : très grand, longue barbe et

efflanqué comme un loup. » Le commandant indique à la centrale les activités du Saoudien et reste surpris de ne pas recevoir de demande de complément d'informations. Il s'en ouvre au chef de poste, mais celui-ci lui affirme n'avoir connaissance ni de Ben Laden ni des djihadistes français. « Personne ne connaissait Ben Laden à Peshawar », précise Matthias.

Autre point méconnu des services : l'affrontement entre les deux tendances du djihad se cristallise sur le cas Massoud. En 1988, en effet, Abdullah Anas a convaincu Abdullah Azzam de faire le voyage jusqu'au Panjshir pour se rendre compte par lui-même de l'erreur qu'il commettait au sujet du Tadjik. Et à l'instar de la plupart des Occidentaux, cheikh Azzam est tombé sous le charme. Non, Massoud n'est pas le dépravé décrit par les Pakistanais et les Pachtounes de Peshawar ; oui il se bat contre les Soviétiques et les communistes afghans. « D'abord, je t'ai haï, lui confia-t-il, ensuite j'ai été indifférent, enfin nous t'aimons désormais sans limites796. » De retour au Pakistan, selon le Saoudien al-Qarni, « cheikh Abdullah Azzam pensait qu'aucun autre Moudjahid n'avait la stature de Massoud. Il avait l'habitude de l'appeler le héros du Nord797 ». Furieux de ce changement d'attitude, Zawahiri et ses acolytes n'entendent pas laisser Azzam, comme il l'annonce, réorienter l'aide du bureau des services vers le Panjshir. Leur stratagème est inique et il n'a jamais été dévoilé. Quelques mois après la visite de Cheikh AzzamIV, Anas est aux côtés de Massoud dans le Panjshir quand il reçoit une lettre de celui-ci l'invitant à rentrer sans délai au Pakistan. Les deux hommes décident de ne pas y prêter attention, les deux semaines de marche nécessaires invitant toujours à soigneusement peser l'intérêt d'un tel trajet. Mais à peine trois jours plus tard, une autre missive arrive, demandant si Anas est bien en route. « L'insistance de Cheikh Azzam est curieuse, souligne cette fois Massoud. Cela doit être important, tu devrais y aller798. »

Anas s'exécute et arrive dans Peshawar en ébullition. Massoud est menacé d'un procès en apostasie pour « haine des Arabes ». Voilà pourquoi Abdullah Azzam a tant insisté : il compte sur celui qui épousera sa fille en 1990 pour défendre le commandant. Anas apprend vite l'origine de l'affaire : des Arabes ayant combattu avec Massoud ont rendu un rapport délétère à leur retour au Pakistan. Parmi eux figure même l'un de ses compatriotes algériens, Qari Saïd. Pendant trois jours, Anas ferraille avec

les accusateurs qui défilent, essentiellement des Égyptiens et des Yéménites, aucun Saoudien. « Si Massoud hait les Arabes, leur lance-t-il, que fais-je là ? Ce que vous faites est mal. Nous sommes les hôtes des Afghans. Nous ne sommes pas là pour leur dicter ce qu'il faut faire. Vous ne parlez même pas le persan, vous ne comprenez donc rien à ce qu'ils disent ! » Le plaidoyer est passionné. Fort de ses trois années passées aux côtés du Tadjik, Abdullah Anas riposte point par point aux attaques comme celles présentant le commandant comme « l'homme de la France ». « J'ai eu droit à tout, se souvient Anas. Certains le décrivaient aussi comme l'homme de l'Iran. D'autres comme celui des Russes. Alors je leur ai dit : "Comment un même homme peut-il servir à la fois tant d'intérêts parfaitement contradictoires ?" » Les accusations les plus farfelues sont avancées : un Arabe se lève ainsi pour raconter que Massoud a fait construire une piscine pour « ses » infirmières françaises. « Mais vous débloquez complètement ! » rétorque Anas qu'Azzam appuie : « Vous n'êtes pas qualifié pour juger Massoud ! tonne le cheikh. Anas, lui, a passé trois ans avec lui. Lui seul peut témoigner avec un esprit de justice. » Dans l'intimité d'un dîner, il confie à son futur gendre : « Ces gens-là sont fous. » Selon Anas, le commandant aurait été blanchi. Selon al-Qarni, le verdict n'aurait pas été si net, les juges cherchant à éviter les foudres de la communauté arabe. En tout cas, il sera pour le moins aventureux à l'avenir de ranger Massoud dans la même catégorie qu'al-Qaida et que tous les intégristes antioccidentaux.

Massoud doit aussi subir les conséquences des agissements des Pakistanais qui ne rêvent que d'installer Hekmatyar à Kaboul. Le général Zia tient absolument à faire de Kandahar la capitale des insurgés et ridiculiser par là même Moscou. Après des milliers de morts, parmi lesquels nombre de Pakistanais, la ville reste aux mains des forces de Kaboul. Le 10 août, c'est Kunduz qui est la proie du Hezb-e Islami et du Jamiat. Pillages et brutalités poussent la population à chercher la protection des soldats gouvernementaux qui sont très violents. Non seulement la résistance afghane échoue, mais elle dilapide ainsi ses liens avec une population fidèle depuis 1979.

Un rebondissement majeur se produit de l'autre côté de la frontière le 17 août : Zia périt dans le crash de son avion. Matthias se rend

immédiatement à Islamabad : une source lui apprend qu'une bombe a été cachée dans le cageot de mangues offert au général Zia à son départ. Au nom de la DGSE, il adresse ses condoléances au patron de l'Isi. Le lendemain, l'employé de maison du chef de poste lui annonce une visite. Dans les mains de l'individu… un cageot de mangues ! Matthias demande qu'il soit ouvert dans le jardin, aussi loin que possible ! Plus de peur que de mal : sous les mangues, figure un carton de remerciements du chef de l'Isi. Les auteurs de l'attentat n'ont pas été identifiés. La mort de Zia ouvre une période de flottement dont bénéficie Jean-José Puig. Ayant accepté l'offre de l'Onu, l'ami de Massoud a rejoint l'équipe du prince Sadruddin aux côtés du Pakistanais Zia Rizvi et du Chypriote Benon Sevan. Zia ul-Haq meurt au moment même où il devait passer la frontière pour mener la mission « Salam III » chargée de faire le relevé des dégâts occasionnés par la guerre depuis 1979. Le HCR, le Pam et toutes les autres organisations internationales se désistant les unes après les autres pour les funérailles, lui convainc l'Aga Khan d'y assister. L'occasion est trop belle d'obtenir les faveurs d'Islamabad. De fait, le ministre des Affaires étrangères lui accorde un blanc-seing, quitte à lui reprocher – comme les Américains et les Pakistanais – de faire l'apologie de Massoud. « Nous avions aggravé notre cas, souligne Puig, en rendant visite aux ismaïliens qui sont détestés par les Pakistanais. »

Le Français revient aussi à Paris avec une suggestion conjointe de plusieurs commandants et des autorités de Kaboul : pourquoi la France n'organiserait-elle pas une conférence à Paris ? Le projet est couvé par le Quai d'Orsay depuis plusieurs mois. Selon le directeur Asie, Claude Martin, son principal instigateur, « le seul intérêt de la France en Afghanistan à l'époque est clairement de jouer un rôle dans la résolution d'un grand conflit[799] ». Afin de la placer sous les meilleurs auspices, le diplomate se rend auprès de l'ancien roi pour tenter de le convaincre de lancer un appel à l'union nationale : « Il n'en voulait pas, il se sentait très bien à Rome », relate-t-il. Hekmatyar dénonce un « complot international », mais aussi anglais, indien et de « certains milieux juifs[800] », visant à réinstaller Zaher Shah à Kaboul ; Massoud en revanche a déjà fait savoir son accord à Jean-José Puig. À la direction Asie, les diplomates sont mobilisés par les essais nucléaires dans le Pacifique, les relations avec la Chine, le contexte au

Japon et en Birmanie, et surtout par la paix au Cambodge dont la première session de discussions doit s'ouvrir à Paris le 30 juillet 1989. De toute façon, Claude Martin n'estime pas le pays mûr pour semblable processus. « Au Cambodge, explique-t-il, la volonté était là, dans toutes les parties, de promouvoir la paix. Hun Sen était le premier à la vouloir, car il se sentait illégitime et recherchait donc une sorte de bénédiction de Sihanouk. » Au contraire, « l'Afghanistan est un pays frustrant. Les factions semblent irréconciliables, nul avenir de paix ne semble envisageable, quoi qu'on fasse801 ».

Le retrait des troupes soviétiques ne reprend que le 15 novembre 1988. Exactement dans le même temps, outre trente chasseurs-bombardiers Mig-27, Moscou équipe l'armée afghane en missiles SS-1 sol-sol (des Scud) et de la manière la plus ostensible puisque les camions les transportant vont jusqu'à défiler devant l'ambassade américaine à Kaboul. Le monde s'interroge. S'il a été copieusement utilisé durant la guerre Iran-Irak, le Scud, en effet, trop imprécis, n'est absolument pas adapté à la lutte contre une guérilla. En revanche, les villes de la frontière pakistanaise sont désormais à portée. Moscou envoie un message clair à Islamabad : gare aux Pakistanais s'ils continuent à armer les Moudjahidin !

De son côté, l'Onu s'obstine. Pour donner une suite aux accords de Genève, son représentant, Diego Cordovez, évoque d'abord pendant l'été, à Islamabad, un conseil des notables, puis en décembre, à Riyad, un gouvernement de coalition. Les deux tentatives sont torpillées soit par crainte d'une prédominance pachtoune, soit par le refus de toute conciliation avec Nadjibullah. Les Saoudiens prennent le relais, mais leur projet se heurte aux exigences des chiites d'obtenir un quart des postes gouvernementaux alors qu'ils ne représenteraient que 15 % de la population. L'UnocaV, mise en place par les accords de Genève pour aider à la transition et à la reconstruction, est perçue par les partis de Peshawar comme un soutien au régime de Kaboul puisque l'instauration de zones de paix qu'elle réclame en préalable à tout versement d'aide neutralise commandants et partis qui les guignaient. Les Moudjahidin pointent aussi le fait que Sadruddin est ismaïlien, c'est-à-dire chiite. En décembre s'ouvrent à Taëf les premières négociations officielles entre Soviétiques et résistants. L'ambassadeur à Kaboul, Vorontsov, et Burhanuddin Rabbani conduisent

les délégations. Les Moudjahidin se disent prêts à ne pas perturber l'évacuation de l'armée soviétique, en revanche ils ne veulent pas entendre parler d'un accord de gouvernement avec les communistes. Vorontsov tente à son tour de convaincre Zaher de jouer un rôle fédérateur à Kaboul, sans plus de succès que tous ses prédécesseurs occidentaux.

Plus la date butoir du retrait approche (15 février 1989), plus l'angoisse monte d'une guerre civile. La sécurité dans la capitale se dégrade de plus en plus. « Quand je tire trois roquettes sur Kaboul, avait expliqué Abdul Haq à Afrane en 1987, il y en a toujours une pour l'ambassade soviétique802. » Il aurait pu ajouter qu'il y en a une autre pour le palais présidentiel ; or celui-ci jouxte l'ambassade de France. Pareil voisinage a déjà suscité quelques frayeurs aux diplomates. Un soir, des opposants khalqi à Nadjibullah ont même assailli le bâtiment. Aux premiers échanges de tirs, le chargé d'affaires Christian Lambert partit se réfugier dans la salle de bains qui a l'avantage d'être dépourvue de fenêtres. « Je n'avais pas vraiment peur, souligne-t-il. La nature humaine est extraordinaire, elle s'adapte à toutes les conditions, mêmes les pires. À force de côtoyer la guerre, on s'y fait803. » Pourtant, dehors, l'engagement était féroce, les Soviétiques faisant donner leurs blindés. Au moins une soixantaine d'assaillants furent tués. « Un de mes collaborateurs, ajoute Lambert, a enregistré les bruits de la bataille. Nous avons envoyé la bande au Quai pour qu'ils aient la confirmation que nous ne racontions pas de blagues quand nous rapportions des combats à l'intérieur même de Kaboul. »

Fin 1988, l'ambassade finit par être touchée à son tour par une roquette visant le palais royal. La cuisine est criblée d'éclats, portes et fenêtres sortent de leurs gonds, les gendarmes qui séjournent dans une petite maison à l'écart sont secoués, heureusement sans dégâts. Christian Lambert se trouve alors à Paris. Rappelé d'urgence à Kaboul, il découvre que la chance fut de la partie. L'engin est en effet tombé dans le jardin à une vingtaine de mètres des bâtiments et, surtout, sur la cuve à mazout de l'ambassade. Si celle-ci avait cédé, l'explosion aurait tout ravagé. Quelques jours plus tard, le chargé d'affaires a la surprise de voir débarquer à l'ambassade l'attaché militaire chinois, très intéressé par la péripétie. L'origine de la roquette n'y est pas pour rien : elle a été fabriquée dans son pays.

L'affaire en tout cas ne crée aucun incident diplomatique. « La roquette avait été tirée par les Moudjahidin, rappelle Lambert, c'est-à-dire par nos "amis". Nous ne pouvions donc émettre aucune protestation ! » En novembre, il rentre à Paris, son collaborateur Raymond Petit reste seul pour régler les affaires courantes. La question de la fermeture de l'ambassade fait l'objet d'un débat au Quai d'Orsay, depuis plusieurs semaines. À ceux qui invoquent l'insécurité se joignent les tenants d'un geste politique qui serait un désaveu pour Nadjibullah. Le Quai d'Orsay y est réticent. D'abord, la tradition de la diplomatie française est de maintenir ses ambassades ouvertes quel que soit le régime. Ensuite, le maître de Kaboul, sans être nullement reconnu, n'est pas non plus rejeté par nombre de diplomates. « Il incarnait une sorte de Khrouchtchev après un Staline[804] », commente Didier Leroy, alors rédacteur Afghanistan au Quai d'Orsay. Le même débat agite Washington où le chef de poste de la CIA à Kaboul, Gary Schroen, est contre la fermeture tandis que Frank Anderson, patron de la division Asie du Sud-Est, la préconise afin d'activer le renversement du régime[805].

En optant finalement pour la fermeture, les Américains auraient-ils fait se lever un vent de panique dans les chancelleries occidentales ? Pour Loïc Hennekinne, conseiller diplomatique du président de la République, si la France décide à son tour de fermer, ce n'est pas pour des motifs politiques mais uniquement en raison de l'insécurité ambiante. « On ne pouvait pas laisser notre chargé d'affaires sous les roquettes[806] ! » explique-t-il. De fait, le 3 février, *L'Express* présente Abdul Haq comme « l'homme qui veut prendre Kaboul ». Deux cents commandants, de toute envergure, entourent à ce moment la capitale à la tête de trente mille Moudjahidin. Haq reconnaît que les exactions seront « inévitables, mais nous ferons en sorte que cela ne dégénère pas en bain de sang ». « On s'attendait à beaucoup de grabuge[807] », confirme le directeur Asie. Une note décidant de la fermeture temporaire de l'ambassade est rédigée par le cabinet du ministre des Affaires étrangères et soumise à François Mitterrand qui, Hennekinne en témoigne *de visu*, y appose en marge un « oui ». Le Quai d'Orsay lance la procédure ; c'est compter sans l'opiniâtreté de Raymond Petit qui s'y oppose contre vents et marées. « On l'entendait sans cesse nous répéter à la radio, relate Claude Martin, qu'il ne se passait absolument rien à Kaboul, qu'il ne courait aucun danger. » Le 6 février, Petit brûle les archives les plus

sensibles, plie le drapeau tricolore, appose des scellés sur les portes et confie les clés, ainsi qu'une partie du personnel afghan, à ses homologues turcs. Il est le dernier diplomate occidental à quitter Kaboul en compagnie du chargé d'affaires autrichien, Hans Meyer. La seule ambassade européenne à demeurer habitée est celle de l'Italie où une figure de la communauté étrangère, le père Panigatti, l'un des très rares représentants de l'Église avec deux sœurs de Jésus françaises au courage exemplaire, entend continuer son sacerdoce en terre musulmane.

L'affaire connaît néanmoins à Paris un épilogue inattendu. Quelques jours plus tard, le conseiller diplomatique, Loïc Hennekinne, a la surprise de se voir interpeller par le président de la République :

— Pourquoi avons-nous fermé notre ambassade à Kaboul ?

— Parce que vous en avez donné l'autorisation, réplique-t-il.

— Quoi ? s'étonne le président[808].

Hennekinne soupçonne certaines ONG d'avoir actionné l'entourage de François Mitterrand. Il clôt le débat en allant chercher la note correspondante avec le « oui » manuscrit.

La conquête rapide du pouvoir par les Moudjahidin est une évidence pour tout le monde. À Islamabad, les équipes de télé affluent pour embarquer dans les convois censés entrer en triomphe dans la capitale. Le 9 février, Olivier Roy prédit dans *Le Monde* que « le régime de Kaboul disparaîtra dans les mois qui suivront le retrait soviétique[809] » ; la CIA, elle, ne donne pas plus de six à douze mois à Nadjibullah. À partir du 11 février, l'armée afghane commence à tirer des Scud sur les lignes occupées par la résistance entre Djalalabad et Torkham. Le but est de casser l'offensive en préparation sur Kaboul que Nadjibullah dénonce en raison du soutien massif apporté par l'armée pakistanaise. En réaction, il exalte le nationalisme afghan, parlant même de « guerre sainte » contre les visées annexionnistes du grand voisin.

À l'approche des derniers jours, les titres deviennent de plus en plus angoissants. « La peur entre dans Kaboul » pour *La Tribune de Genève* le 8 février[810], « Une odeur de peur » pour *VSD* le 9[811], « Le trou noir » pour *Le Nouvel Économiste* le 10[812]. Or rien ne se produit. Les restes de la 40e armée soviétique se retirent d'Afghanistan, selon l'expression du

journaliste russe Artyom Borovik, comme « la mer à marée basse[813] ». À la date prévue, soit le 15 février, le maréchal Gromov est le dernier soldat soviétique à franchir symboliquement le pont reliant Mazar à Termez en Ouzbékistan, en lançant un pompeux : « Je ne laisse personne derrière moi. » Officiellement, ses troupes sont accueillies au pays comme ayant débarrassé l'Afghanistan des « ingérences extérieures » et installé un gouvernement stable. De fait, le maintien de Nadjibullah surprend. Les jours passent et les Moudjahidin n'investissent toujours pas la capitale. L'absence d'une débâcle a valeur de victoire pour le Kremlin. D'aucuns soulignent que les Soviétiques sont partis de leur plein gré. « On a fait croire aux Afghans qu'ils avaient chassé l'Armée rouge, souligne l'officier de la DGSE Matthias. En fait, les Soviétiques contrôlaient ces principales villes et les axes majeurs, et les Moudhahidin le reste. Un joueur d'échecs aurait parlé de "pat[814]". » À l'opposé, Olivier Roy estime que l'URSS était vaincue sur toute la ligne. « On voyageait comme on voulait en bus à l'intérieur du territoire, souligne-t-il. Les Soviétiques ne tenaient plus que quelques points isolés[815]. »

L'évacuation de l'URSS est le symbole d'une faillite. Sur les 600 000 soldats envoyés en Afghanistan, 14 453 ont été tués[VI], plus de 53 000 blessés ; 118 avions, 333 hélicoptères, 147 chars, 1 314 engins blindés, plus de 11 000 camions ont été détruits[816] ! Les chiffres poussent le général Yousaf, ancien chef de la cellule afghane à l'Isi, à conclure : « Les seuls vainqueurs en Afghanistan sont les Américains[817]. » L'Afghanistan a lézardé l'URSS, ce que les Afghans de la diaspora traduisent par une formule : le mur de Berlin est tombé à Kaboul.

En vérité, la fin du conflit est à l'image de sa genèse. Pas plus que les motivations à envahir l'Afghanistan n'ont pu être totalement établies et hiérarchisées, pas plus les causes et les objectifs ayant conduit à l'évacuer ne peuvent l'être. Ce qui est sûr en revanche est la tragédie infligée à l'Afghanistan : 1,2 million de morts, soit près de 10 % de la population, taux comparable à celui de la Russie durant la Seconde Guerre mondiale.

Du côté français, le 26 février, l'infirmier albigeois Christophe Cany, vingt-six ans, qui remplit sa première mission pour Médecins du monde, est emporté par une avalanche avec son accompagnateur afghan dans le Wardak. Sa mort ponctue de la plus triste des manières dix ans d'une

solidarité singulière non pas entre deux pays, mais entre deux peuples qu'*a priori* tout éloignait. Thierry Niquet avait été le premier à payer de sa vie son dévouement. D'autres sont morts non pas sur le terrain afghan, mais au Pakistan. Dans la nuit de Noël 1988, le photographe Dominique Vergos a été retrouvé mort dans sa villa de Peshawar, une balle dans la nuque. Comme il vendait ses informations au plus offrant, et que celui-ci était souvent la CIA, sa mort fut elle aussi sujette aux extrapolations. En réalité, le commandant de la DGSE Matthias, qui avait pris un verre avec lui la veille au soir, a vu le corps et conclu après enquête qu'en toute vraisemblance son compatriote est mort pour s'être battu avec son domestique à qui il avait eu la mauvaise idée d'offrir une kalachnikov818.

La communauté française de Peshawar accusa une autre perte douloureuse le 11 février 1988 : le poète Madjrouh fut assassiné. Édouard Lagourgue se souvient de ces longues soirées à la Maison-Blanche, rideaux tirés pour plus de discrétion, autour d'un verre : « Un sage, atypique, colérique, gourmand de l'Occident mais profondément afghan. Il aimait à se rappeler ses promenades sur le Boul'Mich avec une de ses camarades de la Sorbonne819. » De fait, quand Jean Musitelli l'avait rencontré un mois auparavant, il avait été impressionné : « N'ayant jamais vu d'Afghans, je m'imaginais tout un tas de choses. Madjrouh impressionnait par sa culture humaniste, il se référait volontiers aux Lumières et citait Diderot820. » Édouard et sa femme Domitille furent des rares Français à assister à son enterrement. Même si l'auteur du crime ne sera jamais identifié, personne ne se fait de doutes sur la responsabilité du Hezb-e Islami : « Tout le monde, témoigne Matthias, partageait ce sentiment à Peshawar821. » Le centre que le poète dirigeait était l'un des rares à distiller une vision de la résistance dégagée du système de pensée pakistanais. Signe qui ne trompe guère, il était apprécié autant par les fervents soutiens de Massoud, comme Puig et Roy, que par ceux des Pachtounes, comme le BIA.

En ajoutant les otages, et les tentatives de prise d'otages, les Français ont donc payé un tribut important au conflit. Qu'en ont-ils retiré ? Du point de vue diplomatique, le bilan est maigre. La politique du gouvernement français a été sans cesse critiquée, du voyage de Valéry Giscard d'Estaing à Varsovie à la fermeture de l'ambassade par François Mitterrand. Son projet de conférence internationale est resté lettre morte. L'aide financière a

toujours été modique, le soutien politique à la résistance n'est intervenu que tard, à la faveur de la cohabitation. Pis, le président de la République a créé une déception à la hauteur de l'espoir suscité en 1981 en rapprochant la France de l'URSS. La géopolitique le dictait, mais les Afghans en ont retenu l'image désastreuse d'une France en retrait par rapport à l'image qu'ils pouvaient se faire d'elle avant l'invasion. La première véritable concrétisation de l'aide française est l'envoi, début 1989, au Pakistan, des trente hommes du 6e régiment du génie d'Angers, commandés par le capitaine Carreau, qui commencent la formation des réfugiés afghans au repérage des mines, à leur manipulation et à leur destruction. Près de dix millions d'engins antipersonnel ont été largués ou déposés par les Soviétiques, particulièrement à la frontière du Pakistan, sans compter les mines posées par les Moudjahidin eux-mêmes.

Dans un pays en guerre, l'intention d'un État se lit aussi à l'action de ses services de renseignement. Si le budget investi est le critère, celui du Sdece puis de la DGSE est évidemment négligeable au regard des 2 milliards de dollars déversés par les Américains et les Saoudiens. En 1989, la CIA finance mensuellement une quarantaine de commandants à hauteur de 5 000 à 50 000 dollars chacun, Massoud ayant droit, lui, à une enveloppe à l'insu de l'Isi[822]. Ce ne sont pas les dizaines de milliers de francs offerts à la représentation du Jamiat à Paris, ainsi qu'à une poignée de personnalités afghanes, ni les quelques tonnes de matériel livrées en dix ans qui permettent aux services français de rivaliser. L'action sur le terrain fut discrète, à en juger par la réflexion de Thomas Twetten, chef de la division Asie du Sud-Est, puis adjoint au directeur des opérations à la CIA : « Nous aurions salué les efforts de la DGSE et nous lui aurions offert un appui financier [si nous en avions eu connaissance] ; les activités françaises ont dû nous sembler mineures[823]. »

Cependant, l'efficacité d'un service ne peut se juger sur la seule base des dollars dépensés. Partie avec retard par la faute d'un pouvoir politique obnubilé par ses liens avec le Kremlin, la DGSE a d'abord prouvé à l'Isi qu'elle pouvait intervenir hors de ses territoires traditionnels, démonstration importante en pleine négociation franco-pakistanaise. Ensuite, en ce qui concerne le théâtre afghan, elle a su se créer avec un savoir-faire éprouvé des relations, son propre réseau de sources, dont deux caractéristiques sont

primordiales pour l'avenir : à peu près tous les partis et toutes les ethnies ont été approchés ; et surtout, en investissant sur Massoud, la DGSE a eu la bonne intuition. Dans le recueil d'informations, l'ancienneté des contacts compte presque autant que le montant du chèque. Trivialement, les services français ne peuvent que se féliciter du rendement de leur modeste investissement.

La DGSE a aussi profité de la gloire récoltée par les humanitaires français. Combien ont-ils été à donner un bout de leur vie à l'Afghanistan ? Rien qu'à MSF, Juliette Fournot a managé quelques centaines d'expatriés de toutes les spécialités médicales ; ajoutés aux envoyés des autres ONG, cela fait un bon millier d'individus à avoir témoigné par leur présence de la solidarité avec les Afghans. Ils furent en tout cas suffisamment nombreux pour que les Afghans appellent *French doctor* tout Occidental croisant leur route. Tous les partis ont été aidés, y compris le Hezb-e Islami, toutes les régions touchées. Le bilan est extraordinaire au regard de la difficulté, du relief, de la faiblesse des budgets, même si l'argent américain leur a ouvert des perspectives supérieures. Logiquement, certains ont donc tenté de récupérer ce succès à leur compte. « Il est évident, témoigne l'ethnologue Bernard Dupaigne, que l'État s'est servi des ONG pour assumer une politique qu'il ne voulait pas entreprendre lui-même officiellement. Nous lui avons donné bonne conscience. Mais c'est normal, cela faisait partie du jeu[824]. » De fait, Jean-Michel Lacombe, directeur adjoint du département Asie depuis 1988, admet que, « grâce aux ONG, le Quai bénéficiait d'informations de première main[825] ». Sur leur efficacité concrète, d'aucuns feront remarquer qu'avec 80 % de la population illettrée et un système scolaire qui a perdu 3 000 de ses 3 500 écoles depuis 1978, l'Afghanistan est un chantier qui les dépasse. Mais dès le début, elles ont pris le parti de préférer le peu au rien. Sans MSF, MDM, Afrane ou la Guilde, l'Occident serait resté à la porte de l'Afghanistan.

L'hommage est d'ailleurs quasi unanime en 1989. Interrogé deux ans plus tôt par Antenne 2, le général Zia avait déclaré : « [La] contribution [française] au combat de l'Afghanistan est immense. Lorsque je dis combat, je ne parle pas, bien sûr, de fournitures d'armes. Mais ici, au Pakistan, j'ai pu voir que le problème afghan trouvait une résonance dans le monde libre, en Europe de l'Ouest, dans les pays occidentaux, grâce, la plupart du temps,

aux journalistes français. Et nous sommes fiers de dire que, dans le domaine médical, dans les soins à donner aux réfugiés et aux blessés, nous avons été aidés par les médecins bénévoles français826. » Hekmatyar lui-même, reçu à Paris, le 3 novembre 1988, par le vice-président de l'Assemblée nationale, a remercié « toutes les ONG venues au secours des Afghans827 ».

Quel avenir désormais ? Dans l'ensemble, les humanitaires français ne se posent pas longtemps la question du maintien de leurs activités : les Afghans ont toujours besoin d'eux. De l'aide d'urgence, ils doivent basculer à l'aide au développement et, par conséquent, accroître leurs compétences techniques en plus du courage qui a toujours été leur point commun. Le BIA le symbolise au mieux, qui se dissout pour laisser place à une nouvelle association, Madera (Mission d'aide au développement des économies rurales en Afghanistan). Mais faut-il aller à Kaboul ? Patrick Edel, délégué général de la Guilde, estime que, après le départ des Soviétiques, « la situation était beaucoup trop compliquée, les cartes étaient trop brouillées. L'avenir nous a prouvé que nous avions fait le bon choix828 ». Alain Boinet, qui dirigeait les opérations afghanes au sein de l'association, prend donc son indépendance avec « Solidarités Afghanistan ». À Peshawar, l'Onu presse les ONG et les comités internationaux d'aide à la population afghane de se transférer dans la capitale. Afrane et MSF se sont même vu offrir un million de dollars pour diriger la distribution de blé dans le Badakhshan depuis Kunduz. Le débat prête à la polémique. Bernard Kouchner, devenu secrétaire d'État à l'Action humanitaire, qui a doublé l'aide aux ONG l'année précédente, est contraint de se fendre d'une lettre, le 18 février, pour expliquer que « la dignité humaine comme l'action humanitaire ne gagneraient pas à ce que soient reconstruites des frontières que nous avons tous transgressées au nom des droits de l'homme et du devoir d'ingérence ».

Une nouvelle page est à écrire pour les ONG, mais elle ne pourra jamais être aussi épique. Fini le temps des projets fous comme celui de Jean-Christian Kipp qui, à l'été 1986, à la tête d'une caravane de la Guilde, traversa l'Amou-Daria à la nage simplement pour planter un drapeau « Liberté ! » en terre soviétique. Alain Boinet aime à voir dans les années 1980 une geste où les volontaires français furent « pareils aux chevaliers de la Table ronde. Nous avons partagé pendant plusieurs années une aventure

dont les enjeux étaient la liberté, l'indépendance et la solidarité, sur un chemin parsemé d'obstacles. Surmonter ces épreuves a conféré à chacun une valeur remarquable829 ». La jeune Anne de Beaumont, qui est retournée deux fois en Afghanistan après la capture de Jacques Abouchar, affirme pour sa part : « L'Afghanistan nous a tous changés. Mon point de vue d'Occidentale catholique a été profondément bouleversé. En Afghanistan, on était sur une autre planète, il n'y avait pas de béton, pas de téléphone, pas de télé, pas de moyens de transport autres que les chevaux. Rien n'était carré, même les murs des maisons étaient arrondis, c'est très symbolique830. » Comme pour beaucoup de ses camarades, le retour en France est délicat, les dépressions seront nombreuses, parfois jusqu'au suicide. C'est sans doute le prix à payer pour une jeunesse française qui, comme le décrit Philippe Gautier, « avait l'impression à sa petite échelle de pouvoir influer sur le cours des événements, au moins dans quelques villages, d'écrire un tout petit bout d'histoire831 ».

I- Ce sera un fils, Ahmad, le 28 mai 1989. Suivront Fatima en 1992, Miriam en 1993, Aïcha en 1995, Zohra en 1996 et Nasrine en 1998.

II- 14 représentants des Moudjahidin, 7 réfugiés et 7 personnalités « vivant actuellement à Kaboul » selon le communiqué.

III- « Base » se traduisant « al Qaida » en arabe, il sera dit qu'Azzam a inventé l'organisation terroriste. En fait, le terme revient souvent dans la dialectique djihadiste.

IV- Comme souvent en Afghanistan, où le calendrier grégorien n'est pas en vigueur, il est très difficile de déterminer précisément la date. Abdullah Anas est en tout cas à peu près sûr que ce fut en 1988.

V- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian and Economic Assistance Programs in Afghanistan.

VI- Chiffre officiel que beaucoup s'accordent à doubler.

Chapitre X

L'apprentissage du vide

« Une fois le retrait de l'URSS terminé, confie Benoît d'Aboville, l'Afghanistan a disparu des écrans radar. Ce fut une grosse erreur[832]. » Surtout, fâcheuse coïncidence, au début 1989, le premier gouvernement en exil, mis sur pied en juin 1988, ayant démontré son inconsistance, chaque parti politique, sunnite et chiite, a envoyé à Rawalpindi deux représentants pour trouver un successeur à Nadjibullah ; seule certitude, ce ne serait ni Hekmatyar ni Massoud. Le 23 février, après de longues palabres, un gouvernement intérimaire est élu avec pour président celui qui porte le nom le plus connu à l'intérieur du pays, Modjaddedi, Sayyaf recevant le poste de Premier ministre, Nabi Mohammadi celui de la Défense. Arrivé seulement sixième en nombre de voix, Rabbani n'hérite que de la Reconstruction, ce qui fait planer le doute d'un vote antitadjik. À son grand mécontentement, Hekmatyar n'est « que » ministre des Affaires étrangères – désignation singulière pour un homme qui déteste à peu près les quatre cinquièmes de la planète. La première réunion du gouvernement se tient symboliquement en Afghanistan, non loin de la frontière, le 10 mai. L'Arabie saoudite, le Soudan et Bahreïn sont les premiers à le reconnaître officiellement. Washington dépêche un représentant avec rang d'ambassadeur, Peter Tomsen. La France, elle, tout comme la Grande-Bretagne, demande à son ambassadeur à Islamabad de se rendre auprès de Modjaddedi, ce qui fait bondir *L'Humanité :* « Paris serait-il en train de préparer le terrain pour reconnaître un "gouvernement" fantoche afghan dont même les groupes armés rebelles à l'intérieur du pays refusent l'autorité ? Ce serait, si tel était le cas, une violation ouverte des règles internationales[833]. » Tout n'est pas faux : le 6 mai, le Premier ministre, Michel Rocard, avait émis le souhait que soit reconnu pour autorité légale en Afghanistan « le commandement unifié de la résistance[834] », sorte de CNR à l'afghane, ce que n'est pas ce

gouvernement puisque les commandants de l'intérieur sont ignorés. Tous les « ministres » demeurent en fait dans leurs locaux de Peshawar, sans guère de responsabilités.

De l'autre côté de la frontière, l'Afghanistan de l'après-URSS est une terre à prendre. Les structures traditionnelles ayant été balayées par le conflit, les potentats locaux se sont multipliés, les commandants pensant pouvoir s'approprier le pouvoir laissé vacant soit en récompense de leurs exploits guerriers, soit en distribuant prébendes et trafics divers. L'anarchie guette, perspective intolérable pour les Pakistanais qui viennent de faire accéder Benazir Bhutto au poste de Premier ministre. Pendant toute la campagne électorale, celle-ci a dénoncé la politique afghane du général Zia et défendu un Afghanistan « indépendant et modéré », doté d'un gouvernement représentatif de toutes les tendances de la résistance. Mais, en guerre larvée avec l'Inde, les généraux pakistanais veulent à tout prix s'assurer des arrières solides. Le nouveau pouvoir leur accorde trois mois pour régler l'affaire. Le patron de l'Isi, Hamid Gul, s'affole et se rabat sur un ancien plan du général Zia : conquérir une grande ville afghane et escompter que l'effet de sidération soufflerait le régime. Le 6 mars, il expose son projet devant le cabinet de sécurité nationale où Benazir Bhutto a exceptionnellement convié l'ambassadeur américain Oakley alors qu'aucun Afghan n'est présent… Djalalabad, plus proche du Pakistan que Kaboul, donc plus propice au ravitaillement des assaillants, est censée tomber en une semaine. Kandahar semblait plus facile pour beaucoup, mais les Pakistanais redoutaient le coup de pouce qui aurait ainsi été donné aux royalistes dont c'est le berceau. À Peshawar, en tout cas, l'excitation règne. Non loin de la Maison-Blanche, au-delà de la voie ferrée, un terre-plein sert de base de rassemblement aux combattants : « Les Moudjahidin hurlaient, se souvient Matthias, ils se frappaient la poitrine et se shootaient avant de partir au combat. » L'officier de la DGSE trouve une excitation voisine chez les humanitaires, qui passent leur temps sur les cartes. Une certitude commune : « Tout le monde était sûr de la victoire des commandants, témoigne Matthias. Le responsable d'une ONG m'a même demandé l'honneur d'entrer le premier à Kaboul comme si j'en avais la compétence[835] ! »

Dix mille Moudjahidin partent à l'assaut, mais ils sont desservis par le terrain plat, désertique, n'offrant pour abris que les tranchées des karez. L'ambassadeur soviétique à Kaboul, Vorontsov, dénonce la participation de « milliers de soldats pakistanais ». Réplique symétrique de Benazir Bhutto : « Pas un seul soldat n'a traversé la frontière et pas un seul ne la traversera[836]. » Pendant ce temps, à Peshawar, Matthias observe les avions de chasse pakistanais enchaîner les décollages.

Deux semaines d'affrontement se soldent par un échec. Les Moudjahidin pilonnent la ville qu'ils avaient jusqu'alors épargnée, provoquant l'exode de dizaines de milliers d'habitants qui viennent encombrer leurs axes de ravitaillement. Les troupes gouvernementales répliquent avec des bombardements aériens massifs et quatre cents tirs de Scud avec l'aide de conseillers soviétiques. Sans chars ni avions, les Moudjahidin sont impuissants, d'autant qu'ils pâtissent d'une absence totale de stratégie, résultat de la désunion des partis politiques. Un événement dramatique renforce de surcroît la volonté de résister jusqu'au bout des assiégés : dix-sept prisonniers sont sauvagement exécutés. Comme ils étaient sous la garde du Mahaz, parti modéré, personne ne comprend. En fait, celui-ci les avait confiés à des combattants arabes qui ont saisi l'aubaine pour dissuader les forces gouvernementales de pactiser avec Gailani et ses amis traditionalistes. C'est réussi : les assiégés, convaincus que la victoire est leur seule issue, sont galvanisés et soutiennent le combat pendant des semaines.

Résultat, à Peshawar, l'angoisse décuple. Des Scud sont tombés en zone tribale sans exploser. Les Américains se barricadent chez eux ; la ville est parcourue par les dizaines de camions importés en urgence du Japon pour convoyer les renforts vers le front. Le retour des premiers blessés prouve l'intensité de la bataille. « La casse a été énorme, témoigne Matthias. Il y en avait tellement et si peu d'ambulances en revanche que les pauvres gars étaient empilés les uns sur les autres à l'arrière des pick-up ! Beaucoup sont morts en cours de route[837]. » Quant aux survivants, les ONG occidentales se voient refuser de leur prêter assistance. En effet, les Arabes font désormais la loi à Peshawar : ils ont donné ordre de convoyer tous les Moudjahidin dans l'hôpital bâti avec des fonds koweïtiens. Le départ des Soviétiques n'a pas enrayé leur afflux dans la ville où ils sont logés dans les

« beit » financés par Ben Laden à Peshawar et dans sa banlieue, par Hekmatyar dans le quartier de l'université ou par Sayyaf dans sa vaste « université du Da'wa et du Djihad » à Pabbi, destination privilégiée des deux cents Algériens. « Il n'y avait pas d'accord entre lui et nous, commente Abdullah Anas. Simplement il parlait arabe[838]. » Si beaucoup limitent leur engagement à servir de chauffeurs, de secrétaires ou de cuisiniers, certains gagnent ensuite les camps du Hezb-e Islami de Khalid ben Walid et Djihad Wal, de Sayyaf à Khalden et Khost, ou encore al-Farouk, tenu par des Égyptiens. Un journaliste de *La Voix du Nord* se souviendra longtemps de leur rencontre : « Ils ont voulu me flinguer, témoigne-t-il auprès de Matthias, quand ils ont découvert que j'étais non seulement journaliste, mais français ! » Trois mois plus tard, le tableau est pitoyable : Djalalabad ne tombera pas ; la résistance afghane est plus morcelée que jamais ; Modjaddedi, pourtant pourchassé sous la monarchie, réclame un retour de Zaher Shah ; et on compte 3,5 millions de réfugiés au Pakistan. Le 26 mai, Hamid Gul est limogé.

À Paris, les connaisseurs de l'Afghanistan tentent d'alerter sur le danger de laisser le pays aux mains des seuls Pakistanais. La fin selon eux est connue d'avance : Hekmatyar ramassera le pouvoir. La DGSE voudrait en convaincre la CIA, via des intermédiaires pakistanais et saoudiens. En effet, le gouvernement français n'a pas totalement tourné la page Nadjibullah dont les appels à la réconciliation font en partie oublier les excès du passé. Une nouvelle prise d'otages fait office de test entre Paris et Kaboul. Le 14 août, deux membres de Handicap International, Vincent Gernigon et Xavier Lemire, sont victimes d'une embuscade dans le Helmand. Le premier, technicien prothésiste, est tué ; le second, kinésithérapeute, blessé de trois balles, est arrêté. Kaboul exploite la promesse d'une libération rapide pour obtenir la réouverture de l'ambassade de France. Outre l'impossibilité de céder au chantage, le moment est jugé très inopportun par le Quai d'Orsay. « La situation était beaucoup trop instable, souligne François Scheer, alors secrétaire général. C'était un point d'interrogation permanent. Nous ne pouvions faire courir ce risque à notre personnel[839]. »

Reste le prisonnier. Le 15 septembre, le rédacteur Afghanistan Didier Leroy participe à une réunion de cabinet dont le directeur, constatant le blocage, lui lance : « Vous qui connaissez l'Afghanistan, pourquoi n'y iriez-

vous pas ? » Le diplomate saute dans le premier avion avec instruction de ne revenir qu'une fois la libération obtenue. Au cours de la négociation, il est averti que le gouvernement afghan est disposé à rendre la liberté au Français si le président de la République en fait la demande écrite à Nadjibullah. La même requête avait été faite, on s'en souvient, pour Alain Guillo. Cette fois, Paris donne son accord sans barguigner, mais, par sécurité, la lettre n'est envoyée que deux heures avant l'instant prévu de la libération. Dans les locaux de l'Onu, Didier Leroy est penché devant le télécopieur. Les lignes se succèdent les unes aux autres, disant la gratitude du président de la République pour cette libération, mais, stupeur, après le nom de Nadjibullah, l'Élysée a inscrit « président de la république islamique d'Afghanistan »840 ! Impossible de remettre le document en l'état. Leroy s'improvise alors faussaire. Il découpe le morceau de texte inadéquat, remue les bureaux pour dénicher une machine à écrire disposant de la même police de caractères, et tape lui-même la bonne mention en s'y reprenant à plusieurs fois pour la placer à l'endroit exact. Puis il réinsère la feuille dans le télécopieur pour faire croire qu'elle en est sortie. Les Afghans n'y voient que du feu. Le prisonnier est libéré et ramené à Paris.

La mésaventure augure d'une nouvelle ère difficile pour les ONG, pour lesquelles le départ des Soviétiques est un soulagement, mais aussi une source de tracas. Les luttes fratricides entre Moudjahidin font vite détester le pays ; les dons s'effondrent. Parallèlement, une centaine d'ONG internationales se sont jetées sur la mariée afghane que l'URSS venait d'abandonner. En découle sur le terrain une concurrence dont les commandants afghans sont les premiers à jouer : les vallées « se vendent » au plus offrant. La nature de l'aide évolue enfin. Si le soutien médical reste toujours nécessaire, la reconstruction d'un pays dévasté appelle d'autres moyens, d'autres méthodes. Les aventuriers doivent céder la place aux experts, le courage et la passion au règne de la raison. Les Américains coupant les finances, l'Union européenne, via Echo (European Communauty Humanitarian Office) prend le relais. Et Mike Barry, vétéran de l'action humanitaire, dénonce la reprise par les ONG du discours de Bruxelles, plutôt favorable aux Moudjahidin, elles qui ont toujours refusé d'intervenir à Kaboul. L'alignement les pousserait en l'occurrence à taire certains massacres comme celui rappelé par Mike Barry, en mars 1989, de

deux cents soldats gouvernementaux par un groupe de Khalès – et que MDM, présent non loin, aurait décidé de taire[841].

Les complicités d'hier ne pouvaient disparaître à la simple faveur du départ du dernier « Chourawi ». C'est particulièrement vrai avec la DGSE que ses choix de la fin du djihad placent en bonne position. Massoud est attendu comme le futur maître du pays. Enfin sorti de son repaire du Panjshir, il prend ses quartiers à Taloqan, capitale de 30 000 habitants de la province de Takhar. Un hôpital sommaire y soigne les blessés, l'école pour filles a rouvert. Massoud est fier de présenter au journaliste de *L'Express* Patrick de Saint-Exupéry la Shura-e Nazar qu'il préside, active dans quinze des vingt-neuf provinces, et l'« armée islamique », scindée en bataillons de cinq cents hommes équipés à la soviétique. Son objectif, dit-il, est de conquérir avant l'hiver d'autres grandes villes afin de faire tache d'huile, tout en évitant le combat frontal. C'est l'épuisement des forces gouvernementales qu'il vise, espérant que Kaboul tombera alors comme un fruit mûr. Son armement est pourtant limité – « Cette année, nous n'avons pas touché une seule cartouche[842] », affirme-t-il au Français – mais la précarité est pour lui la preuve de son indépendance vis-à-vis du Pakistan, des États-Unis et de l'Arabie saoudite. Il rejette aussi l'éventualité d'une guerre civile, car, toujours mû par cette espèce de candeur qui l'empêche de voir la réalité des conflits interethniques, il refuse de s'en prendre au Hezb-e Islami, quels que soient ses méfaits. « Il y a d'autres priorités beaucoup plus importantes », estime-t-il. Et pourtant, Hekmatyar, lui, a déjà lâché ses troupes pour éliminer la concurrence. L'un des siens, Sayed Djamal, a tué sept commandants et vingt-neuf hommes de Massoud à Tangi Fakhar. Rattrapés, lui et son frère seront à leur tour exécutés le 24 décembre. Serein, Massoud annonce à Saint-Exupéry : « Dans un an, il y aura un perdant et un gagnant dans la guerre d'Afghanistan »…

Les obstacles se multiplient pourtant sur la route du Panjshiri : les ismaïliens, avec qui il n'a pas voulu s'allier, lui interdisent l'accès de la route du Salang tandis qu'il est tenu à distance de la plaine de Chamali par le commandant Farid, du Hezb-e Islami. Toujours désireux d'étirer sa zone d'influence, faisant fi de toutes les alliances, Massoud tente de prendre la ville gouvernementale de Shar-e Bozorg. Il s'y heurte non seulement aux troupes de Kaboul mais au Hezb-e Islami et au Setam-e Melli. Grave échec,

mais pas de nature à modifier le soutien apporté par la DGSE. « Les services, explique Alain Juillet, futur directeur du renseignement, exercent la diplomatie noire de la France. Ils font ce que les diplomates ne feront jamais : voir les opposants, approcher les dictateurs. Leur boulot est d'être là avant pour avoir une profondeur de vue. La plupart du temps, ils essaient de rester au contact, histoire d'être présents si un changement politique s'opère[843]. » C'est la politique du « au cas où », alors que la CIA se désintéresse très rapidement du pays après le départ des Russes. Le nouvel homme clé s'appelle Antonin, il a rejoint la DGSE par volonté de « faire quelque chose contre les Soviétiques » ; « manœuvrer en forêt mon escadron ne servait à rien, je voulais être vraiment utile »[844]. Après une affectation au SA, il est passé à la direction du renseignement à sa sortie de l'École de guerre. Durant l'hiver 1988-1989, Benjamin l'approcha : « Des gens de Massoud doivent être formés : ça t'intéresse[845] ? » Antonin ne laissa pas passer l'occasion. Les accords de Genève dataient déjà de plus de six mois : il n'y avait pas meilleure preuve de la volonté de la DGSE de rester présente en Afghanistan. Épaulé par un commandant plus jeune et deux officiers chargés de la logistique, il a pris en charge à Cercottes une quinzaine de Moudjahidin. Et c'est ainsi que l'un des lieutenants les plus célèbres de Massoud, « Muslim » Hayat, suivit à la télévision française le départ des troupes soviétiques de son pays : « Nous avons été formés pendant quinze jours au commandement, aux transmissions, ainsi qu'au tir au Milan[846]. » Même s'il loue leur combativité, et leur soif d'apprendre, Antonin est sans illusions sur les résultats obtenus : « Vu leur niveau quand ils sont arrivés, il s'agissait plus d'une tentative de formation[847]. »

Benjamin a néanmoins insisté pour que le Service en tire quelque profit. Les Afghans reçoivent donc également une formation d'agents action et de montage d'opérations spéciales, permettant à Massoud de constituer un embryon de service de renseignement qui mène ses premières missions de l'autre côté de la frontière soviétique. Au fond, la DGSE a voulu agir avec les Afghans comme le SOE et l'OSS britanniques avec le BCRA pendant la Seconde Guerre mondiale. Ainsi a-t-elle pu bénéficier d'informations utiles sur les bases logistiques et les états-majors arrière soviétiques, complétées par la direction technique dont la montée en puissance décidée par l'amiral Lacoste est effective en 1989. « Avant 1986, témoigne Justin, chef d'état-

major de la direction du renseignement, nous étions dans ce domaine, au niveau du Danemark. En 1993, sans atteindre le niveau américain qui est indépassable, nous serons revenus au contact des Allemands et nous nous serons rapprochés des Britanniques848. »

Benjamin lui ayant cédé le dossier, Antonin se prend vite au jeu afghan. « J'étais convaincu, explique-t-il, de par mon étude du dossier, de par mes discussions, de par ce qu'en retranscrivaient les journalistes, que Massoud était un chef d'exception et qu'il fallait enrichir la liaison. » Reste à convaincre la centrale, assez réticente. Une réorganisation de la DGSE lui en offre l'occasion. Le nouveau directeur général, Claude Silberzahn, a en effet décidé de tirer les enseignements de l'affaire du *Rainbow Warrior* et de créer une direction des opérations (DO) qu'il confie au général Jean Heinrich. Y sont regroupés le service Y, où opèrent tous les experts de la récupération de documents sensibles, par le vol, l'effraction, le braquage de coffres-forts, etc. ; ensuite, le SA : « Jusqu'à présent, explique celui qui en prend le commandement, le général Pierre-Jacques Costedoat, le Service action était aux mains de la direction du renseignement. Or celle-ci était surtout axée sur la collecte de renseignements auprès de sources traitées. Le chef du Service action se retrouvait donc la plupart du temps sans directive849. » Désormais, la direction des opérations lui distribuera ses missions selon des procédures très précises prévoyant l'étude du contexte, un passage devant un comité des opérations pour tester les agents en partance, etc. Sur les organigrammes officiels, la DO n'est composée que du SA et du service Y. Mais, en réalité, elle a été renforcée d'une structure entièrement nouvelle et ultra-secrète au point que, à ce jour, elle n'a encore jamais été totalement révélée. Convoqué par Silberzahn, Antonin se voit en effet proposer la direction du « Service mission ». L'idée est venue du constat d'un vide dans les zones d'intervention de la DGSE. De fait, le recueil du renseignement humain est principalement dévolu à la DR via ses postes à l'étranger. Or, en général, dans un pays en guerre, la France ferme son ambassade, au moins provisoirement. Pas d'ambassade, pas de poste, donc pas de renseignements recueillis directement sur le terrain par des officiers français. Le Service action n'a pas vocation à rapporter du « rens » autre qu'opérationnelI. Il mène des opérations ponctuelles, soutient matériellement des mouvements insurrectionnels, mais ne traite pas de

sources, n'entretient pas de réseau d'agents, autant d'activités qui ne s'improvisent pas. L'Afghanistan est dans ce cas. Pas de chef de poste à Kaboul. Le Service mission recrute donc des officiers, en partie au SA, qui agiront sous couverture – c'est-à-dire en dissimulant leur identité. C'est en quelque sorte comme si la DO se dotait de son propre service de renseignement, d'où la désignation logique d'Antonin, puisqu'il a la double expérience du SA et de la DR.

Les premiers moyens du Service mission sont dérisoires. « En tout et pour tout, se souvient Antonin, j'ai reçu un bureau et un téléphone ! » Quant à ses zones d'intervention, l'Afghanistan paraît d'autant plus idéal que la DR s'en détourne quelque peu. Certes, à la fin de l'année, le poste d'Islamabad s'enrichit de la présence de Thierry, officier traitant qui va se consacrer intégralement à Peshawar. Mais, avec le départ des Russes, la DR reporte son attention sur le Pakistan, dans un contexte qui s'y prête puisque la France mise beaucoup sur ce pays pour ses ventes d'armes. Le désintérêt des politiques pour l'Afghanistan en est aussi la cause : le dossier est considéré comme clos. « L'Afghanistan n'était pas dans mes préoccupations, reconnaît Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la Défense. J'étais bien plus accaparé par les affaires du Golfe, le processus de paix au Proche-Orient, l'Égypte[850]… » S'y ajoute une grande réticence à l'égard des services depuis l'affaire du *Rainbow Warrior* : « Je voulais principalement cantonner la DGSE dans un rôle d'information. Telles sont les instructions que j'ai données au préfet Silberzahn : le plus possible d'analyse, le moins possible d'action. » La même retenue s'observe à l'Élysée et au Quai d'Orsay où Jean-José Puig essaie vainement par exemple de présenter celui à qui il croit pouvoir prédire le plus grand destin, à condition d'être soutenu : Hachemi, un Mustazafin, « extrêmement brillant, dit-il, plus que Massoud sans doute[851] ». Cet ingénieur chimiste, de la minorité Quilzibach, appartient à la véritable élite du pays, ces descendants de la garde prétorienne du premier roi d'Afghanistan, régulièrement massacrés en raison de leur influence. Hachemi été le seul à arracher une capitale provinciale aux Soviétiques, Bamiyan, ce que Massoud, lui, n'a jamais réussi à Faizabad ou Kunduz. Il le doit à son intelligence, à l'instruction poussée de ses quelques centaines de combattants et à sa capacité à réaliser l'union autour de lui. Mais personne

en France n'accepte de l'aider. Puig en est réduit à lui offrir 5 000 dollars des « Amis de l'Afghanistan », ainsi que des semences.

« Peut-être avec une pointe de naïveté, reconnaît Antonin, j'étais convaincu que nous tenions une carte à jouer. Massoud était francophile, nous le connaissions et l'aidions depuis longtemps. Sans même l'avoir rencontré, je sentais que l'on pouvait parier sur lui. Cela permettrait à la diplomatie française de conserver un fer au feu[852]. » La DGSE remplit là sa prime mission d'assurer aux autorités toutes les alternatives possibles dans une région en crise. Et elle agit de son propre chef. « Le maintien de la liaison avec Massoud est une initiative des services[853] », souligne le général Costedoat, patron du SA. Et le débat à la centrale est animé. « Il y avait au sujet de Massoud, admet Costedoat, une forte différence d'appréciation entre la DO et la DR, et elle existait avant même que j'en prenne la direction. » Sous l'impulsion de Benjamin, le Tadjik est devenu la chasse gardée du SA, donc de la DO, qui le défend désormais d'autant plus vigoureusement qu'elle ne lui était pas des plus favorables au début du djihad. Néanmoins, la DR, qui garde le dernier mot sur toute analyse sortant de la DGSE, en sait parfaitement les qualités, et les défauts. Juge-t-elle Massoud fini ? Parie-t-elle sur d'autres personnalités comme l'ancien roi ou ses soutiens Gailani et Modjaddedi ? Entend-elle tout bonnement tourner la page à l'instar de la CIA ? Son directeur général, Claude Silberzahn, semble accréditer cette thèse en écrivant dans ses Mémoires qu'il a voulu, à son entrée en fonction, en finir avec l'anticommunisme virulent des services, sous-entendu les retirer de zones où ils n'ont plus à être impliqués, et par intérêt géopolitique, et par économie budgétaire. À ce titre, Antonin trouve l'argument décisif en annonçant que le coût serait minime. « C'est le propre des très grandes puissances, souligne le général Costedoat, que de pouvoir privilégier une seule stratégie, de n'entretenir qu'un courant politique à la fois, car elles ont la richesse nécessaire pour se réorienter en cas de nécessité vers une voie alternative. Nous, nous sommes obligés de ménager le choix de toutes les options le plus longtemps possible. Et on a décidé que Massoud, bien que tadjik, représentait, peut-être, une solution de recours. »

Grâce à son obstination, Antonin obtient gain de cause. Il s'occupe en premier lieu à renforcer le tout premier maillon de la chaîne à Paris. Le représentant du Jamiat, Homayoun Tandar, a décidé de mettre fin à ses

activités après un voyage en Afghanistan durant l'été 1989 : « La bataille de Djalalabad m'a marqué, explique-t-il, je ne me reconnaissais plus dans ce combat-là. » Les locaux du Jamiat, au numéro 49 de la rue Saint-Honoré, sont fermés. Le jeune Daoud Mir qu'il a recruté quelques années plus tôt semble désigné pour assurer la relève, mais il est sans le sou, logé avec femme et enfants dans un très modeste appartement des Buttes-Chaumont. Antonin se prend d'affection pour le jeune homme aux multiples qualités dont la première est incontestablement de porter très haut l'étendard de Massoud en France. Avec son français parfait et la fougue de sa jeunesse, Daoud sait toujours présenter le portrait le plus flatteur du commandant dont il écarte d'autant plus facilement la ferveur religieuse que lui-même n'est pas pratiquant. Avec un culot incroyable, il décroche des rendez-vous partout, dans presse, au Quai d'Orsay, même à la DGSE où ses interlocuteurs sont souvent stupéfaits de le voir oublier de manger tant il a à dire. Antonin décide de lui faire attribuer une aide financière suffisante pour louer un local au 14, rue Jean-Jacques-Rousseau, embaucher une secrétaire, aider ses frères Haroun et Ayoub qui, étudiant à Reims et à Strasbourg, deviennent ses collaborateurs aux côtés d'un Panjshiri, Mehrabuddin Masstan, resté en France après être venu y soigner une grave blessure, enfin payer les voyages en Europe et aux États-Unis où Daoud est décidé à « vendre » le commandant à la réputation pas aussi flatteuse qu'en France. En février 1990, il peut ainsi rencontrer à Washington Peter Tomsen nommé représentant auprès du gouvernement en exil, un comportement pas forcément apprécié par la centrale de la DGSE qui préférerait conserver l'exclusivité des contacts du jeune homme.

Sur le terrain, Antonin réalise sa première opération en mettant sur pied, de concert avec le SA, une opération humanitaire. Un avion Transall, bourré de manteaux, chaussures et divers effets militaires cédés par l'armée française, fait le voyage à destination de la population du Panjshir. On est évidemment très loin des 200 000 dollars que verserait mensuellement le chef de poste de la CIA au représentant de Massoud à Peshawar et du surplus de 900 000 dollars accordé en mai 1989 par le même Gary Schroen au frère du commandant, Ahmed Zia, pour mener un programme de reconstruction dans le nord[854]. Au moins ce lien permet-il à Massoud de continuer à penser et à affirmer autour de lui qu'un pays comme la France

le soutient. Les autres partis afghans ne bénéficient pas des mêmes largesses. « Nos contacts, témoigne Assem Akram, fils de l'ancien ambassadeur afghan en France et qui représente le parti de Sebghatullah Modjaddedi à Paris, étaient cordiaux, car la résistance afghane jouissait à l'époque de la sympathie générale. Mais mon impression, très certainement due aux divisions de la résistance, reflétées dans la multiplicité des bureaux de représentation en France, était que les autorités françaises avaient du mal à calibrer leurs interlocuteurs et se demandaient à quel niveau il était acceptable d'avoir des relations avec des représentations non officielles[855]. »

La désaffection est générale. Autrefois instruments de la confrontation entre les deux grandes puissances, les Moudjahidin sont désormais quantité négligeable, voire dérangeante dans le cadre d'un futur réchauffement entre Washington et Moscou. Afin de les contraindre à trouver une solution politique, Américains et Saoudiens commencent à refermer le robinet de l'aide durant l'été 1989. Or il est patent que le Kremlin, lui, continue à alimenter Kaboul, ainsi que son ministre des Affaires étrangères Chevardnadze le promet à Nadjibullah le 6 août, à hauteur de 250 à 400 millions de dollars mensuels. Les Américains estiment à trois cents le nombre de ses conseillers encore présents en Afghanistan, principalement chargés des batteries de Scud dont six cents exemplaires ont été livrés depuis février (au prix de un million de dollars pièce)[856].

Parallèlement, Moscou met l'Afghanistan sous perfusion humanitaire. Depuis le retrait militaire, Aeroflot transporte chaque jour mille cinq cents tonnes de vivres et marchandises diverses que la libre circulation sur les deux routes principales du pays, celle du Nord, par le tunnel de Salang, et celle du Sud, vers Djalalabad, permet de distribuer dans tout le pays. Ainsi la disette annoncée avec fracas après le départ de l'URSS n'a-t-elle pas lieu. Nadjibullah en sort profondément renforcé. Sa politique de réconciliation nationale à base de proclamation de l'islam comme religion d'État, de liberté économique, de transformation du PDPA en Hezb-e Watan (qui renonce à l'idéologie communiste), de reconnaissance de l'opposition – les Moudjahidin sont invités à dialoguer –, enfin de nationalisme antipakistanais porte ses fruits auprès d'une population lassée par la guerre. De leur côté, les Moudjahidin entretiennent une image de division et de

folie meurtrière. En août 1989, 350 roquettes s'abattent sur la capitale, faisant 108 morts et 306 blessés.

Dans une de ses dernières tribunes, Homayoun Tandar déclare que « la France ou la CEE devraient jouer un rôle. Il existe un engagement moral, une sorte de dette morale vis-à-vis d'un peuple qui s'est battu[857] ». Et d'inviter les ONG françaises à faire pression sur le gouvernement. D'aucuns se prennent à espérer la première visite d'un chef d'État français à Islamabad, en février 1990, pour évoquer l'Afghanistan avec le Pakistan. Le conseiller diplomatique du président de la République, Loïc Hennekinne, pourrait les détromper. Ayant exceptionnellement fait lui-même le voyage préparatoire, il déclare en effet à son retour à François Mitterrand : « Monsieur le président, il n'y aura qu'un seul sujet : le nucléaire[858] ! » D'où lui vient cette intuition ? « Simplement du fait que Benazir Bhutto est la fille du père du nucléaire pakistanais, que celui-ci a été pendu, et qu'elle ne pouvait donc que s'inscrire dans son sillage sous peine de donner l'impression de le trahir ! » Et, de fait, la délégation française passe deux jours avec les Pakistanais à étudier la vente de la centrale nucléaire annoncée par le président de la République le 21 février. « Nous avions tenté de l'en dissuader, souligne Jacques Attali. Mais voici qu'il ouvre la porte à la prolifération. "Aucun danger", explique-t-il. Des experts lui auraient démontré que nos centrales n'étaient pas utilisables à des fins militaires[859]… »

Les défenseurs de l'Afghanistan peuvent gloser sur les oubliettes où les accords commerciaux semblent une fois de plus repousser l'Afghanistan. Toutefois ce n'est pas à cause de la centrale nucléaire ni des Mirage ni des sous-marins que la France ne cherche pas à influencer la politique menée en Afghanistan par le Pakistan, mais en parfaite conscience de son absence de prise sur un dossier où toute posture trop tranchée de sa part ne conduirait qu'à l'ostraciser. Conditionner la vente d'armements militaires à la cessation de l'appui pakistanais à Hekmatyar ou à un renforcement de celui de Massoud se solderait en toute vraisemblance par la récupération des marchés correspondants par des pays moins scrupuleux encore, voire à la rupture du lien fragile tissé avec les services pakistanais depuis 1980. La bonne diplomatie, ouverte comme secrète, consiste à éviter les ultimatums et à parvenir à infléchir en douceur le partenaire.

Là où la France pèche véritablement en ce début 1990, au même titre que toute la communauté internationale, c'est dans l'étiolement de l'aide à la reconstruction dont la supervision a été confiée à Sadruddin Aga Khan. Jean-David Levitte, alors représentant de la France auprès de l'Onu à Genève, qui seconde le prince dans une partie de ses tâches, reconnaît en 2010 que « l'espoir n'a pas duré, car nous avons péché par insuffisance non pas en quantité, mais en durée ». Peu à peu en effet, alors que l'opération Salam a engrangé un milliard de dollars, les programmes s'arrêtent. « Il n'y avait pas de volonté d'engager le peuple afghan dans un processus de démocratisation et de modernisation860 », explique l'ambassadeur. La même erreur avait déjà été commise à Haïti où, en 1986, Jean-Claude Duvalier fut débarqué sans lendemain. « En Afghanistan, analyse Jean-David Levitte, les Occidentaux étaient soulagés que les Soviétiques aient perdu, mais la communauté internationale n'était pas préparée à fournir l'effort nécessaire d'au moins dix ans qui devait suivre. Or celui-ci est indispensable, sinon l'effort ponctuel accompli en situation de crise est dilapidé. » Le diplomate s'efforcera de méditer la leçon lorsqu'il deviendra le conseiller diplomatique des présidents Chirac et Sarkozy.

Une trentaine d'ONG opèrent alors à l'intérieur de l'Afghanistan. MDM est dans son fief historique du Wardak, Solidarités dans le Paghman et à l'ouest de Kaboul, Afrane dans le Badakhshan, Madera fait de l'irrigation au sud de Djalalabad. En tout, le gouvernement français leur a accordé 10 millions de francs en 1989. Mais un nouveau drame les affecte, qui va mettre comme un point final à l'épopée des années 1980. Dans la nuit du 27 au 28 août, l'hôpital MSF à Yaftal, au nord de Faizabad, région tenue par le commandant Bassir Khan, est investi par un groupe d'Afghans. L'infirmière parvient à leur échapper, mais son compatriote de vingt-huit ans, Frédéric Galland, est tué par balle. C'est la première fois que les *French doctors* sont expressément pris pour cibles. Comme si dix ans d'amitié, de dévouement, étaient foulés au pied. MSF en tire les conséquences et retire sa vingtaine d'expatriés encore dans le pays.

Le climat est devenu très tendu à Peshawar aussi. Des infirmières afghanes travaillant pour les Occidentaux sont enlevées et disparaissent pour toujours. L'organisation australienne Shelter Now International voit son centre d'accueil dévasté dans le camp de Nasir Bagh après qu'un

mollah a hurlé au prosélytisme chrétien. Des sièges d'ONG sont cambriolés. « Plus personne ne peut garantir notre sécurité et l'efficacité de notre travail[861] », explique Philippe Bonhour chez MDM. De fait, les Français sont ouvertement appelés à laisser la place aux ONG islamiques, Hekmatyar réclamant que l'intégralité de l'aide humanitaire pour l'Afghanistan passe désormais par les partis. Condition évidemment intolérable pour les ONG, surtout avec ce personnage.

Les auteurs du crime de Yaftal ne seront jamais formellement identifiés. Le pionnier des missions MSF, Gérard Kohout, retourne pourtant enquêter en Afghanistan tandis que Juliette Fournot, bien qu'enceinte de sept mois, reprend du service à Peshawar. Le premier met en avant une préparation de la mission moins consciencieuse qu'auparavant : il apparaît ainsi que Frédéric Galland avait renvoyé les gardes afghans prévus pour l'hôpital, refusant la pratique en cours depuis le début des missions en Afghanistan en raison de diverses atteintes à la sécurité. La seconde, elle, incrimine des rivalités entre les groupes de Moudjahidin. « Pour la mémoire de Frédéric, vous nous devez la vérité et juger les auteurs de ce crime », lance-t-elle au responsable du secteur de Bassir Khan et au leader du Jamiat qui a si longtemps profité de la présence de MSF. Elle conclut : « Tout le monde est d'accord chez les Afghans qu'il s'agit d'un assassinat politique. Sont incriminés en priorité : le Khad, les commandants Najmudin et Aryan Poor. Dans l'esprit de toutes les personnes avec lesquelles je me suis entretenue, il est clair que des instigateurs politiques extérieurs au secteur de Yaftal ont utilisé des rancœurs locales contre Bassir et que, pour lui nuire, ils se sont attaqués à MSF[862]. » Najmudin est réputé pour sa grande brutalité ; quant au second, il ne parvient pas, comme Massoud le lui demande, à asseoir son autorité dans le Badakhshan où il n'est maître que de la vallée de Keshem. Il est inconcevable d'imaginer le Panjshiri demander à Aryan Poor pareil crime. Qu'il ait pour objectif de décrédibiliser Bassir est possible. Mais il ne saurait dilapider dix ans d'amitié avec les Français, surtout dans un contexte des plus difficiles pour lui. Suite à une opération inaboutie[II], la CIA en effet a décidé de réduire drastiquement ses versements. De surcroît, les Saoudiens prennent de plus en plus de place dans le paysage pakistano-afghan. Alors que l'allocation de la CIA pour l'Afghanistan a été diminuée à 280 millions de dollars par le Congrès en 1990, leur aide, publique et

privée, atteint 535 millions[863] qui partent en priorité vers les commandants les plus virulents, Hekmatyar au premier chef. Massoud n'a droit qu'à des miettes, car il est perçu à Riyad comme persanophone, donc proche des Iraniens bien qu'il soit sunnite. Une tentative de putsch le 7 mars 1990, ourdie par Hekmatyar et le ministre de la Défense de Nadjibullah, Shah Nawaz Tanaï, démontre que l'Isi, si ce n'est la CIA[III], continue à tirer les ficelles. Bref, pourquoi Massoud se mettrait-il la France à dos au moment précis où les grands argentiers le poussent plus loin sur le banc des prétendants au pouvoir ?

Le drame de Yaftal a ravivé à Paris l'acuité d'une question : tant de Français peuvent-ils être laissés dans des zones si périlleuses sans aucune représentation pour les secourir en cas de problème ? La réouverture de l'ambassade, un an après sa fermeture, refait surface, évoquée dès le mois de février, à Islamabad, par François Mitterrand : « Si [la France] a retiré son chargé d'affaires, a-t-il expliqué, c'est parce qu'il y avait danger. […] Il y a moins de danger, on revient ! Cela n'engage en rien notre politique[864]. » Pourtant, quelques jours plus tôt, des roquettes avaient encore tué quarante-trois personnes à Kaboul… Le vétéran de l'action humanitaire, Stéphane Thiollier, alors dans la capitale, met en garde : « La France est prévenue, on dit qu'en cas de réinstallation des roquettes seraient pointées sur l'ambassade et [que] le gouvernement lui-même pourrait se mettre de la partie en ajustant mieux ses tirs que ceux des Moudjahidin[865] ». Derrière ces prédictions inquiétantes se cache en fait la crainte des défenseurs de l'Afghanistan que Paris ne cherche, par la réouverture, à légitimer Nadjibullah. Quand elle est officialisée le 26 avril 1990, faisant de la France la première nation à rouvrir après avoir été la dernière à fermer, le Pakistan fait part de son « inquiétude », les États-Unis de leur « déception », la résistance parle d'« abandon »[866]. Néanmoins, le conseiller diplomatique du président de la République, Loïc Hennekinne, balaie toute connivence avec le régime de Kaboul : « En aucune manière il ne s'est agi d'un geste d'ouverture à l'égard de Nadjibullah[867]. » Même commentaire de la part du sous-directeur Asie méridionale au Quai d'Orsay, Alain Pallu de Beaupuy : « Il n'y avait aucune portée symbolique, ni volonté politique de légitimer Nadjibullah[868]. » Ce qui n'empêche évidemment pas celui-ci de s'en emparer pour déclarer au *Figaro* que, à ses

yeux, « la France a la crédibilité et le prestige nécessaires pour jouer un rôle dans la solution du problème afghan, peut-être même en tant que médiateur, pour réunir les Afghans autour d'une table. Les relations historiques et culturelles entre nos deux pays autorisent cet espoir, ainsi que le réalisme et l'esprit rationnel des dirigeants français[869] ».

Dans quelle mesure le gouvernement aura-t-il vraiment voulu jouer ce rôle ? Il est par exemple à noter que la Russie ne réagit pas au retour français, ce qui semblerait accréditer la thèse d'une volonté de Paris d'assurer une médiation avec le pouvoir en place. D'autre part, il n'est pas improbable que le Quai d'Orsay, prenant acte de la capacité, totalement imprévue, de Nadjibullah à tenir, ait également parié sur sa clairvoyance à abandonner en douceur le pouvoir au moment où se disloque l'empire soviétique. Autre possibilité : le souhait de reprendre possession d'un point d'observation ayant pris de la valeur depuis l'indépendance des républiques d'Asie centrale, avec la crainte corollaire d'une expansion de l'islamisme. De manière très pragmatique enfin, pendant l'intermède, Alain Pallu de Beaupuy a fait le voyage à Kaboul et constaté *de visu* que l'ambassade n'avait pas été vandalisée, qu'un semblant de sécurité régnait dans la ville même si cette notion peut être relative pour cet ancien officier ayant passé six années dans la Légion étrangère. « Le Quai n'a que vaguement hésité[870] », témoigne-t-il par conséquent. Thierry Bernadac est donc désigné comme le nouveau chargé d'affaires, lui qui a l'expérience des pays agités puisqu'il a été en poste dans l'Irlande de l'Ira, la Pologne de Solidarnosc, enfin à Chypre en plein conflit avec la Grèce. Uniquement des postes européens en revanche, ce qui tendrait à confirmer la volonté de Paris de ne pas chercher une trop grande implication. « Mes instructions étaient extrêmement simples, relate le diplomate : profil bas ! Et : débrouillez-vous[871] ! » Son équipe est réduite : un intendant-trésorier, deux policiers pour la sécurité (avec leurs femmes), un ancien diplomate de l'ambassade de Téhéran parlant la langue. Ce n'est que six mois plus tard que la DGSE envoie un officier, issu des fusiliers marins, avec qui Bernadac noue le meilleur des contacts. « De toute façon, commente-t-il, c'est préférable lorsque l'on est obligé de vivre en comité si réduit ! » Robert aurait dû ouvrir le poste à Kaboul plus tôt, mais le contexte

international en a décidé autrement. Sa mission, clandestine : « observation de l'étanchéité de Kaboul et des mouvements qui pourraient y opérer[872] ».

Un rapide état des lieux permet de constater la sécurité défaillante de l'ambassade : seulement quatre gilets pare-balles, pas de voiture blindée ; l'une des premières décisions de Bernadac est d'entamer la construction d'un bunker dans le jardin, la roquette reçue par les précédents occupants ornant toujours le hall. Sans directive politique ambitieuse, ni guère de moyens, l'action du chargé d'affaires ne peut être que modeste. Un peu d'action culturelle pour soutenir l'enseignement du français bien mal en point dans les lycées Esteqlal et Malalaï, à peine plus d'aide humanitaire. Mais là n'est pas à vrai dire l'intérêt premier de sa mission. Bernadac doit avant tout proposer au Quai d'Orsay une analyse plus fine de la situation afghane, lui qui se trouve désormais au cœur. Pour les relations avec les autorités locales, il jouit ainsi de l'avantage par rapport à ses prédécesseurs de pouvoir s'adresser non pas au chef du protocole, mais au ministère des Affaires étrangères qui tient à des relations courtoises. Rencontrer Nadjibullah lui-même n'est pas envisageable ; le chargé d'affaires ne le croise que fortuitement lors d'une cérémonie à l'ambassade soviétique. « La lumière s'est éteinte quand nous nous sommes retrouvés non loin l'un de l'autre. Je n'ai pu m'empêcher de penser à un attentat ! relate-t-il avec humour. Ce n'était évidemment qu'une panne de courant[873]. »

Le chargé d'affaires brosse le portrait d'un président afghan revigoré par la victoire de Djalalabad sur les Moudjahidin et les Arabes, dopé par l'échec du coup d'État d'Hekmatyar et d'une partie de l'armée, à l'image rénovée par un parti au pouvoir qui ne veut plus de centralisme démocratique et un gouvernement qui s'ouvre aux non-communistes. « Certes, décrit-il, c'était plus une œuvre cosmétique qu'un changement en profondeur, mais les fondements d'une libéralisation du régime étaient posés. » En mai, Gorbatchev l'a juré à George Bush : Nadjibullah n'est « nullement une marionnette entre nos mains[874] ». D'autre part, à Kaboul, les autorités font remarquer que « reprocher à Nadjibullah la période où il dirigea le Khad équivaut à reprocher à Bush d'avoir dirigé la CIA[875] », comme si le Khad et la CIA étaient à mettre dans le même sac. Le 3 septembre, l'Afghan vient à Paris pour la première fois. Reconnaissance implicite de son gouvernement, clame Kaboul. En fait, il est invité par l'Onu pour une

conférence sur les pays les moins avancés se tenant dans la capitale. Il y eut cependant un précédent ignoré : en janvier 1988, une invitation officielle lui avait été adressée par Paris, pour une conférence sur le désarmement chimique. Une erreur apparemment que le Quai d'Orsay avait dû s'escrimer à rattraper en le dissuadant de venir sous le prétexte que sa sécurité ne pourrait être assurée. Cette fois-ci, Nadjibullah rencontre le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas – simple « courtoisie[876] », fait savoir le Quai d'Orsay –, et répond aux interviews des journaux français.

Thierry Bernadac insiste néanmoins, l'homme ne saurait être la solution : « Son passé de communiste est rédhibitoire en terre d'islam. » Un expert du pays vient le confirmer sur place. Durant l'été 1990, Jean-José Puig fait le voyage à Kaboul à l'invitation du gouvernement afghan dont l'intention est trahie par une succession de faveurs. Puig pose ainsi en préalable la libération de son vieux complice de pêche de la vallée d'Andarab, Abdul Nawbahar : obtenue. À sa descente de l'avion à Kaboul, le tapis rouge a été déroulé, le vice-ministre des Affaires étrangères en personne s'est déplacé pour l'accueillir. Dans les jours suivants, Puig fait la tournée de tous les plus hauts responsables du pays, accompagné par le chargé d'affaires français. Sa conclusion est pessimiste : « La réconciliation fonctionne, car Nadjibullah a retiré tous les motifs d'insurrection légitimes, mais en payant le prix fort ; des groupes font allégeance quand d'autres au contraire se renforcent dans l'opposition. C'est donc un risque croissant de guerre civile qui point à l'horizon[877]. » Puig envoie parallèlement à Massoud une note pour l'inciter à abandonner la lutte armée et se lancer dans le combat politique : il en sera quitte pour une brouille de plusieurs mois. Pour sa part, Thierry Bernadac ne croit pas aux chances du Panjshiri qu'il décrit comme une « création de l'Occident » ; de plus, il faut forcément à ses yeux un Pachtoune à la tête du pays. Qui alors ? L'ancien roi est trop effacé, les chefs de guerre sont trop sanguinaires ; le chargé d'affaires place quelque espoir en Gailani, l'un des chefs de parti modérés.

C'est à l'ensemble de l'Afghanistan que cette politique du « faute de mieux » semble appliquée. Une même fatalité accable le pays depuis dix ans, voulant qu'il connaisse des périodes déterminantes pour son avenir exactement au même instant où le monde traverse une zone de turbulence d'une intensité exceptionnelle : chaque brique du mur de la honte tombée à

Berlin semble transportée à Kaboul pour ériger celui de l'indifférence derrière lequel l'Afghanistan disparaît peu à peu. Ils sont ainsi peu nombreux à s'alerter d'abord de la prolifération de la culture du pavot grâce auquel, dans les laboratoires du Pakistan, sont produites chaque année deux cents tonnes d'héroïne. « Les sept partis de Peshawar, dénonce le général Rafi, chargé du dossier chez Nadjibullah, constituent un véritable cartel de la drogue. Ce sont de vrais petits Noriega[878] ». Accusations que lui renvoie bien sûr le gouvernement provisoire des Moudjahidin : « Nous combattons le trafic de drogue, proclame son ministre de l'Information, c'est contraire aux principes de l'islam et nous n'avons rien à voir avec cela. » Il est pourtant clair que les principales zones de guerre civile sont souvent celles de production de l'opium ; la lutte entre Hekmatyar et le mollah Nasim, chef du Helmand, conduira à l'assassinat de celui-ci, devenu entre-temps vice-ministre du gouvernement provisoire afghan, après qu'il eut passé un accord avec l'ambassadeur américain à Islamabad : 2 millions de dollars contre l'interdiction de production du pavot dans sa région[879].

Autre phénomène des plus marquants et ne déclenchant guère d'intérêt en Afghanistan, le durcissement du mouvement des djihadistes arabes qui s'est accéléré après l'assassinat du responsable du bureau des services, Abdullah Azzam, le 24 novembre 1989, à l'entrée de la mosquée Saba-e Leil de Peshawar. Comme le souligne son gendre Abdullah Anas, « Cheikh Azzam avait beaucoup trop d'ennemis. Nombre de services secrets ou de mouvements divers ont pu faire le coup. Comment savoir lequel[880] ? » Ce qui est sûr est que sa disparition profite aux Égyptiens qui, derrière Zawahiri, disputaient encore l'argent de Ben Laden au Palestinien. Désormais, ils ont le pouvoir et les finances au sein d'al-Qaida pour qui l'Afghanistan n'est qu'un repaire. C'est particulièrement flagrant lorsque Ben Laden s'en va proposer au prince Sultan, ministre de la Défense saoudien, de déboulonner l'infidèle Saddam Hussein avec sa propre armée – pas moins de 60 000 hommes, clame-t-il, qui se seraient aguerris en Afghanistan. Non seulement son offre est repoussée tant elle est insensée, mais la famille royale appelle les Américains à la rescousse, ce qui achève de la rendre insupportable aux yeux de Ben Laden. Dès lors, l'Afghanistan, qui a failli être débarrassé du cancer arabe, ne cessera de souffrir de ses métastases. D'autant que, en août 1990, quatre jours à peine après le

franchissement de la frontière koweïtienne par les blindés irakiens, le Pakistan s'enfonce dans l'intégrisme : Benazir Bhutto est limogée.

Second coup de pouce aux plus sectaires, les États-Unis décident des sanctions contre le Pakistan en raison de son programme nucléaire. L'aide militaire, d'un montant annuel de 564 millions de dollars, est arrêtée. Washington ne freinait déjà guère les dérives d'Islamabad en Afghanistan, désormais le champ est totalement ouvert à toutes les inspirations pakistanaises. Les commandants de l'intérieur tentent bien de coordonner enfin leurs efforts. Pour la première fois depuis onze ans, Massoud se rend le 15 octobre au Pakistan, à Chitral, assister à une shura sans Sayyaf, qui boycotte, ni Hekmatyar, qui n'est pas invité. À l'occasion, il ne manque pas de faire quérir « Docteur Laurence » dont il a appris la présence, ainsi que celui qui est devenu son mari, l'ancien MSF, Paul Ickx. Laurence Laumonier, qui ne l'a pas revu depuis six ans, le trouve un peu vieilli, en proie plus que d'habitude au tic qui lui fait soulever l'épaule. Elle occasionne aussi une belle frayeur au garde du corps du Panjshiri quand elle plonge la main dans son sac à main. Mais c'est pour en sortir un sachet de dragées qui célèbre finalement autant la naissance de son premier fils que celui du commandant.

Rien ne sort de la shura et Massoud commet une erreur certaine en refusant de rencontrer le prince Turki, patron des services secrets saoudiens, qui a pourtant fait le voyage exprès. Quelques semaines plus tôt, le commandant lui avait envoyé Daoud Mir pour tenter de s'attirer enfin ses largesses. Après en avoir averti la DGSE, celui-ci avait tellement plaidé la cause du commandant que le prince s'était écrié en se bouchant les oreilles : « Ça suffit ! J'ai compris ton message, je vais arranger une réunion entre Massoud et les chefs pakistanais. Ce n'est pas vrai que je n'aime pas Massoud[881] ! » Mais si le Panjshiri a pris de l'ampleur sur le plan militaire, il reste réservé en matière politique. Ne se départant pas d'un respect – incompréhensible pour beaucoup de Français – à l'égard de Rabbani, il ne veut pas des ragots qu'occasionnerait sa rencontre avec Turki. Pour autant, il enchaîne plusieurs conversations du plus haut niveau avec des responsables pakistanais dont un général qui lui aurait déclaré : « Vous n'aurez plus jamais de problèmes avec nous, si vous vous en tenez à une stratégie à l'intérieur du pays[882]. » Promesse de Gascon ?

Amin Wardak soupçonne Massoud d'avoir reçu au Pakistan l'assurance d'« énormes moyens[883] ». Depuis près de un an, le Pachtoune ne ménage pas ses efforts pour favoriser l'émergence d'une coordination des commandants. Une première shura s'est tenue le 21 mai à Jawar, chez Haqqani, une autre le 27 juin avec près de trois mille participants. Le compagnon de Wardak, Nadjib Baba, fut alors dépêché auprès de Massoud pour le convaincre de participer à la troisième, dans le Badakhshan, aux côtés de plusieurs commandants très influents. C'est ce qu'il fait le 11 novembre, de retour du Pakistan. Selon Wardak, il donne son accord pour des opérations concertées, en particulier pour l'entrée dans les grandes villes, mais « il trichait, écrit-il, il n'était pas fidèle à ses engagements ni à ses alliances. Il ne voulait pas partager le pouvoir[884] ». Et pour cause : Wardak le soupçonne d'avoir été choisi par les Pakistanais comme le nouveau maître de Kaboul. La rancœur n'y est sans doute pas pour rien. Amin passe vite par pertes et profits d'abord l'assentiment qu'aurait donné Massoud pour pactiser avec des Pakistanais dont l'intrusion dans les affaires du pays le révulse. Ensuite, et surtout, à supposer que le raisonnement de Wardak soit juste, à savoir que les Pakistanais ont choisi Massoud parce que tadjik, et donc condamné à l'échec face aux Pachtounes, pourquoi s'embarrassent-ils d'un plan si biscornu alors qu'avec Hekmatyar ils disposent d'un candidat tout trouvé, entièrement sous contrôle, pour entretenir l'Afghanistan dans le désordre perpétuel qui les ravirait ?

La vindicte d'Amin Wardak ne s'arrête pas au Pakistan. Massoud se voit accusé de pactiser plus ou moins directement avec la Russie, l'Inde et l'Iran au gré de ses alliances. Est-il si insensé de penser ne pouvoir résoudre l'écheveau afghan sans prendre en compte tous les intérêts en jeu ? L'esprit d'indépendance d'Amin est des plus nobles, mais probablement pas des plus réalistes. C'est avec l'appui tactique et financier des Pakistanais et des Saoudiens que, le 31 mars 1991, Khost tombe ainsi aux mains des Moudjahidin qui l'assaillaient depuis dix-sept jours. Les leçons de Djalalabad ont été tirées : les assauts ont été coordonnés, et surtout aucun prisonnier n'a été exécuté, soldats et civils ayant même reçu la garantie d'être protégés. Un millier de Moudjahidin auraient été tués ou blessés. Nadjibullah décrète une journée de deuil national. « Nous allons poursuivre nos activités militaires jusqu'au renversement du régime de marionnettes

russes[885] », déclare quant à lui le gouvernement en exil. Kaboul riposte le 20 avril en expédiant plusieurs Scud sur la ville d'Asadabad, réputée pour abriter un marché d'armes florissant et tenue par les Moudjahidin depuis 1988. Des centaines de morts seraient à déplorer.

Pendant ce temps, les projets de paix s'accumulent, le plus souvent menés par le secrétaire général de l'Onu, Pérez de Cuéllar, et son envoyé spécial en Afghanistan, Benon Sevan, en partenariat avec le Pakistan, l'Iran, les États-Unis, l'Arabie saoudite. Étrange destin que celui de ce pays misérable qui se joue dans les salons d'hôtels luxueux aux quatre coins du globe. Et la France ? Nadjibullah est le premier à souligner qu'elle a été le « premier pays occidental à rouvrir son ambassade et nous avons salué ce geste. Nous réalisons la place prestigieuse que la France occupe sur le plan international, et, pour cette raison, elle peut jouer un rôle de médiateur entre les différentes forces en présence en Afghanistan ». Et Nadjibullah de rappeler au *Monde* qu'il a vécu neuf mois en exil à Paris, qu'il a confié sa fille à un hôpital français quand elle est tombée malade. « Je saisis donc cette occasion, explique-t-il, pour adresser ma sincère gratitude à la France[886]. » Joignant le geste à la parole à l'occasion de la « Journée de la femme », il invite les épouses des gardes de sécurité de l'ambassade de France pour leur remettre des cadeaux. L'officier de la DGSE Robert affirme pourtant qu'à sa connaissance « Nadjibullah n'a pas "approché" l'ambassade[887] ». Thierry Bernadac se garde ainsi de donner satisfaction au régime qui demande l'appui de la France pour relancer les lycées Esteqlal et Malalaï, voire la Dafa, comme au temps de la royauté. *Idem* du point de vue économique : l'ambassade se contente de jouer les intermédiaires pour ceux qui veulent faire des affaires sur place. Par exemple, la Sagem réorganise le système de télex de Kaboul fin 1991 ; Alcatel guigne le réseau téléphonique. Plusieurs mois plus tard, Air France vendra trois Boeing 727 d'occasion à la compagnie afghane Ariana. Une aide d'urgence de un million de francs est enfin débloquée par Paris après un tremblement de terre à Faizabad le 1er février 1991. Nommé directeur Asie au Quai d'Orsay cette année-là, Jean-David Levitte estime de fait que ses dossiers les plus urgents sont « les tensions entre Taïwan et la Chine, ainsi que les négociations de paix au Cambodge ». L'Afghanistan vient en troisième position, « en particulier en raison de la présence de Français sur

place, vivant dans des conditions plus que délicates. Nos buts étaient donc d'abord de contribuer à l'apaisement, et dans le même temps d'assurer la sauvegarde des diplomates et des employés locaux. D'où des arbitrages à effectuer quasiment au quotidien888 ». Au cabinet du ministre des Affaires étrangères, le pays est suivi par l'ancien coopérant à Kaboul Emmanuel Delloye qui s'efforce de rassembler le plus de fonds. La France distribue à cette époque 2 millions de francs pour le déminage, 1 million au HCR, mais aussi près de 5 millions aux ONG (dont 2,1 millions pour Madera, 1,3 pour Avicen, 1,3 pour AMI).

La DGSE n'est pas mieux lotie que le Quai d'Orsay. Pas question pour son chef de poste de s'éloigner de Kaboul de plus de dix kilomètres, soit le périmètre établi sous l'occupation soviétique. De sa propre initiative, Robert essaie quand même de passer à travers les mailles du filet en compagnie d'un policier de l'ambassade. Mais après être parvenu à déjouer les lignes de défense entourant Kaboul, ils sont repérés, mis en joue, conduits *manu militari* au PC le plus proche. Robert sera-t-il le premier officier de la DGSE capturé en Afghanistan ? Au pis, l'affaire sera très néfaste pour l'influence de la France dans la région, au mieux, Nadjibullah tentera d'en tirer un quelconque profit. Par chance, après des palabres de plusieurs heures, l'officier parvient à recouvrer la liberté avec son camarade contre la promesse d'un versement d'argent jamais tenue. Il pourra au moins se targuer d'avoir touché de très près les lignes avancées des forces gouvernementales sur lesquelles la centrale lui demande de se renseigner ! À l'avenir, pour accomplir ses autres missions – « reprendre contact avec certains HC, observer le "travail" du Khad depuis l'implosion du KGB, en même temps que la politique du pouvoir mis en place par l'ex-URSS » –, il profitera des voyages que le régime organise pour démontrer aux quelques diplomates étrangers les « victoires » acquises contre l'opposition. Bénéficiant d'un poste d'observation précieux, Robert a été sollicité par la CIA, d'abord à Paris, ensuite dans un pays d'Extrême-Orient – afin de garantir toute la discrétion nécessaire – pour enquêter dans le cadre d'une coopération interservices sur l'approvisionnement en armes lourdes du régime afghan, particulièrement en Scud : « Ils arrivaient à Kaboul régulièrement de Russie, relate-t-il, à bord de gros-porteurs russes Iliouchine, puis ils finissaient le trajet en camion soit vers le dépôt de

munitions soit vers des destinations préétablies. […] Il était difficile et dangereux de s'en approcher[889]. »

Quant aux services afghans, arguë-t-il, « ils travaillaient en "solo", à la soviétique, sans prendre de grandes précautions, souvent au volant de leurs véhicules bien identifiés, dans certains quartiers de la ville ou directement en face des résidences qu'ils surveillaient. Ils ne se cachaient pas et étaient évités par bon nombre de personnalités de l'ancien régime[890] ». Aucun contact avec les services russes et pourtant, à Paris, à la fin de l'année 1990, le directeur général de la DGSE et le chef du SA, le général Costedoat, ont reçu leur chef. « L'objectif, commente le second, était de faire un premier tour d'horizon pour voir comment nous pouvions être plus efficaces sur certains dossiers. C'était une amorce de collaboration, concernant surtout la lutte antiterroriste et le suivi de la prolifération des matières fissiles. […] Nous avons mis en place un système de coopération entre nous, mais dans une sorte de poker menteur : nous voulions en effet à terme mener nos propres opérations clandestines[891]. » L'Afghanistan n'a pas fait partie des discussions, de toute façon il est accessoire à Moscou où, le 19 août 1991, Gorbatchev affronte une tentative de putsch. « Chtorm 333 » n'y est pas étrangère : l'armée ne digère pas d'avoir été désignée comme seule responsable de l'échec. Acculé, le pouvoir cherche à lâcher du lest. Le 13 septembre, le secrétaire d'État James Baker et le ministre des Affaires étrangères russe Boris Pankin décident d'arrêter conjointement toute aide à Nadjibullah et aux Moudjahidin à partir du 1er janvier 1992. Massoud parle de « faute grossière[892] » de la part de Washington, car, sans elle, Nadjibullah aurait été contraint de négocier rapidement. D'autre part, l'Isi continue à appuyer Hekmatyar qui se prépare à prendre Kaboul. L'ambassadeur américain Tomsen met en garde Washington : une victoire des extrémistes serait catastrophique.

L'Afghanistan semble dorénavant ouvert au plus offrant. À Kaboul, Robert note que les résistants avec qu'il est en relation, des Pachtounes, membres de l'ancienne administration ou intellectuels francophones, sont inquiets. À beaucoup, Massoud apparaît comme le « sauveur » : « Ils le jugeaient l'égal de personne, souligne Robert. Il était adulé, tout au moins dans Kaboul, par les intellectuels et surtout le petit peuple pour lequel il était un héros[893]. » Même s'il n'a pas fait parler les armes depuis quelque

temps, le Tadjik est loin d'être resté inactif. Il a ainsi chargé Abdul Rahman, qui dirige son service de renseignement, d'infiltrer le régime, et le docteur a fait merveille. À tel point que Nadjibullah aurait lancé à ses ministres : « Je sais que chacun d'entre vous a reçu une lettre du docteur Abdul Rahman. Je suis finalement le seul qui n'y ait pas eu droit[894]… » En décembre, Massoud explique au *Figaro* que ses conditions pour un gouvernement transitoire étaient l'absence du parti Watan au pouvoir, ainsi que celle de l'ancien roi qui, selon lui, « n'a ni la confiance d'une majorité d'Afghans, ni la compétence, ni l'énergie nécessaires[895] ».

Nadjibullah vacille finalement par le jeu des alliances. La dernière en date fait tout basculer : le général ouzbek Abdul Rachid Dostom, l'un de ses principaux subordonnés, fait défection au profit de Massoud qui prend un risque en acceptant son offre, car il passe pour un communiste aux yeux des Moudjahidin et pour un boucher à l'opinion publique, mais le commandant peut dorénavant compter sur quarante mille hommes avec chars, artillerie et aviation. Le chef des ismaïliens, Naderi, se joint à eux. Tout le Nord lui échappant, le président prend peur, se sépare des officiers qui ne sont pas de son ethnie pachtoune et qui, dans le même élan, s'en vont encore étoffer les rangs du Panjshiri. Le 24 mars 1992, le comité exécutif du Watan demande à Nadjibullah de quitter le pouvoir. Une seule énigme demeure : qui, d'Hekmatyar ou de Massoud, va récupérer la place encore chaude ? Le bain de sang semble inévitable.

Même Ben Laden interfère pour que les deux parviennent à un accord, mais la présence de Dostom est un point d'achoppement. Massoud hésite. Une partie de son entourage le pousse à installer la Shura-e Nazar à Kaboul pour instaurer la loi martiale le temps de donner au pays une nouvelle Constitution. D'autres, comme Jean-José Puig, l'adjurent pendant des semaines de n'en rien faire : « Attends ! lui disais-je. Le seul capable d'assurer l'intégrité du territoire afghan pour l'instant, c'est Nadjibullah. Attends que le fruit soit mûr pour t'en saisir. Si tu prends la capitale maintenant, ce sera le chaos[896]. » À la DGSE, on fait le pari de combats prolongés. C'est ainsi qu'Alexandre, adjoint au commandant de la force spéciale – sorte de réserve dans laquelle pioche le SA au gré de ses missions –, s'est entendu ordonner au début du printemps de former au combat de rue une vingtaine de Moudjahidin de Massoud qui n'ont encore

principalement évolué que dans les montagnes. À cette fin, il sélectionne une quinzaine d'instructeurs et se met en chasse d'un terrain d'entraînement. Apprenant que le GIGN s'exerce régulièrement sur une ancienne base de l'Otan en bordure de Dreux, il prend contact avec un responsable local du génie qui ne cache pas sa stupeur quand il apprend que l'équipe compte tirer à balles réelles. Voilà donc Alexandre et les siens cantonnés sur l'aire la plus isolée possible qu'ils entreprennent de transformer en une réplique de Beyrouth. Tirs en meurtrières, exercices de démolition et d'attaque de blindés : tout y passe. Mais, la veille de leur arrivée, après quatre jours de préparation intensive, la nouvelle tombe : mission annulée. Et pour cause : Massoud a pris Kaboul !

Tout est allé très vite. Dans la nuit du 16 au 17 avril, l'État-major afghan a déclaré la déchéance de Nadjibullah qui eut sa fuite à Varennes : le cortège l'emmenant avec sa famille vers le DC-9 de l'Onu qui devait leur faire quitter le pays fut intercepté par les miliciens de Dostom et contraint de revenir sur ses pas. Pendant ce temps, ayant appris qu'Hekmatyar commençait à s'infiltrer dans la capitale pour libérer des prisonniers ou prendre possession de points stratégiques, Massoud a retourné une partie des autorités qui lui ont livré l'aéroport. Alors que le chef du Hezb-e Islami s'endormait avec la certitude de défiler le lendemain en vainqueur, Dostom faisait atterrir des centaines d'hommes qui ont fait leur la capitale. Ainsi le lendemain le chargé d'affaires français voit-il « les soldats afghans qui gardent l'ambassade poser leur kalachnikovs à terre, se déshabiller, revêtir une tenue civile, et disparaître[897] ». L'officier de la DGSE saute immédiatement dans une voiture pour gagner les abords de la ville et voir « le premier char faire doucement mouvement vers Kaboul ». Comme à Paris en 1944, des résistants de la dernière heure, ici coiffés de leur plus beau pakol, surgissent à tous les coins de rue.

Sous la pression pakistanaise, les partis de Peshawar s'accordent au soir du 24 avril pour désigner Modjaddedi chef d'État par intérim pour deux mois, Rabbani devant prendre sa suite pour une durée double. Hekmatyar est nommé Premier ministre, Massoud ministre de la Défense, les deux pour six mois. Les autres ministères sont partagés tels des tributs de guerre entre les différentes factions à l'exception des chiites dont Sayyaf et Khalès ne veulent pas. Un « conseil de direction » réunira les chefs de parti, un

Conseil du djihad fera office de Parlement où chaque parti disposera de cinq délégués ; au bout de six mois, une Loya Djirga désignera un nouveau président intérimaire pour dix-huit mois avec mission de faire adopter une nouvelle Constitution et de préparer des élections générales.

Personne n'est dupe : l'accord du 24 avril est mort-né. Hekmatyar ne le signe pas. De fait, au même moment, il lance l'assaut sur Kaboul. La première décision du président intérimaire est donc d'orchestrer la défense, en nommant Massoud à la tête d'un conseil pour la sécurité de la capitale, qui réunit les six partis de Peshawar, mais le véritable rempart de la ville est en fait le général Dostom dont les milices, alliées à celles de Baba Jan, s'emploient avec leur redoutable efficacité à rejeter Hekmatyar en périphérie. Même au pays de la valse des alliances, de gros efforts de pédagogie sont bien nécessaires pour faire comprendre que l'Ouzbek et ses alliés, hier forces centrales du régime communiste, sont aujourd'hui au service du peuple. Amin Wardak par exemple en tire la conclusion que Massoud et ses alliés ne sont plus des Moudjahidin, car, « être moudjahid, cela veut dire se battre pour défendre sa liberté et sa foi[898] ».

Hekmatyar pensant ne pas avoir dit son dernier mot, ses soutiens pakistanais freinent l'arrivée à Kaboul du président intérimaire Modjaddedi. De guerre lasse, celui-ci décide, le 27 avril, de se passer de son avion dont le décollage est sans cesse retardé pour gagner la capitale par la route. Arrivé de nuit aux portes de Kaboul, il préfère attendre le lever du jour pour faire son entrée, exubérante, Massoud et Dostom tentant de la sécuriser autant que possible. L'ambassade de France voit converger vers elle la cohue qui vise en fait l'ancien palais royal mitoyen. Dès le lendemain, elle salue l'événement en souhaitant que « le consensus déjà très large dont [Modjaddedi] dispose puisse encore s'étendre ». Mais le chargé d'affaires voit dans l'exode des Kabouli les prémices d'une guerre civile tandis que Robert affirme : « Dès le départ nous savions que jamais cela ne marcherait[899]. » L'officier de la DGSE discute bientôt avec les nombreux reporters qui se sont imposés dans les convois de Moudjahidin. Certains lui font part de leur étonnement, et parfois de leur déception, face à une libération sans heurt : « D'ailleurs, beaucoup d'entre eux repartirent peu après[900]. » Robert, qui doit rapporter aussi fidèlement que possible le retour des leaders politiques à Kaboul, ne possède aucun moyen de

transmission indépendant et se retrouve donc tributaire du chiffreur de l'ambassade. « Les événements, relate-t-il, étaient rapportés en France avec plus de rapidité par les journalistes qui pouvaient envoyer leurs papiers par satellite. De mon côté, je devais m'en remettre à la valise diplomatique en ce qui concerne les documents et les photos[901] ! » Il a donc tout loisir pour se consacrer à un cas qui préoccupe : Nadjibullah a trouvé refuge dans les locaux de l'Onu qui jouxtent le jardin. Que faire s'il s'avise de faire le mur et de demander l'asile politique ? Le renvoyer à ses pénates apparaît la solution la plus souhaitable !

Le 28 avril au ministère des Affaires étrangères a lieu la cérémonie du transfert du pouvoir entre Modjaddedi et le vice-président de Nadjibullah, Abdurrahim Hatif. Le protocole est à peu près respecté ; les anciens tenants du pouvoir, presque au complet, reconnaissent leur défaite et les vainqueurs s'abstiennent de déclarations tonitruantes. « Ils ont voulu faire ça très dignement, en dépit de la déliquescence générale[902]. » commente Bernadac qui y assiste.

La République démocratique est morte, vive l'État islamique d'Afghanistan ! Une amnistie générale est promulguée. Seul contre tous, Hekmatyar balance çà et là quelques roquettes sur Kaboul où dès le 29 avril, le Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, accompagné du prince Turki, fait un voyage de trois heures pour rencontrer Modjaddedi. Les experts estiment qu'Hekmatyar, grâce à toutes les armes économisées dans les années 1980, dispose de quoi guerroyer cinq ans encore. Officiellement, la France se cantonne à prendre acte de la nouvelle situation en souhaitant que « les différentes composantes de la nation puissent vivre ensemble[903] ». Son chargé d'affaires rencontre à deux reprises le nouveau vice-ministre des Affaires étrangères, Hamid Karzai, qu'il décrit « assez ouvert, même plutôt libéral ». En effet, comme il l'interroge sur l'opportunité de laisser aux filles un libre accès à l'éducation, le Pachtoune déclare ne prêter aucune attention au port du voile. « Peut-être a-t-il dit cela parce qu'il avait affaire avec un Occidental, souligne Bernadac. Mais je ne le crois pas[904]. » Les Moudjahidin décrètent une série d'interdits en accord avec la charia. Le dernier bar de la ville, situé à l'Intercontinental, est fermé ; les combats de coqs sont progressivement bannis, les drapeaux verts poussent aux quatre coins de la ville tandis que la télévision afghane diffuse

de la musique religieuse ; est instauré un tribunal islamique pour juger les crimes contre « Dieu et l'humanité », qui laisse craindre une épuration sanglante. Les femmes sont obligées de se couvrir les cheveux, mais, officiellement, pas question pour elles de tchadri[IV] : un pantalon léger est glissé sous les jupes pour cacher la cheville, le maquillage se fait plus léger. Plus que tout, elles peuvent continuer à étudier, elles qui représentent quarante pour cent des effectifs à l'université, et à travailler : deux cent cinquante mille seraient à l'œuvre tant dans le public que dans le privé. Toutefois, alors dans le Logar où elle sert d'interprète pour AMI, Mariam Abou Zahab voit arriver des dizaines de réfugiés de Kaboul, parmi lesquels les femmes critiquent ces « sauvages descendus de leurs montagnes qui nous obligent à porter le tchadri ». À Peshawar aussi, les camps se remplissent de familles persanophones, plus éduquées, plus fortunées aussi. Un signe qui ne trompe pas : les commerçants pachtounes, qui ont un sens redoutable des affaires, y bouleversent leurs échoppes pour proposer des vêtements dans le style de la capitale afghane. Relativement préservés par la guerre jusqu'alors, les Kabouli, qui ont goûté au libéralisme social impulsé par le roi et entretenu par les Soviétiques, considèrent avec effroi l'arrivée des Moudjahidin. C'est un choc de cultures avec un mépris, partagé des deux côtés, qui vire souvent à la haine.

Le chargé d'affaires tire la sonnette d'alarme : sans une aide internationale puissante, l'avenir du pays est très compromis. En mai, MSF livre vingt tonnes de médicaments et d'équipement pour la construction de deux hôpitaux de guerre ; MDM quant à elle quitte le Wardak pour s'installer à Kaboul, au grand dam d'Amin qui lui offrait l'hospitalité depuis 1980 : « À partir de 1992, écrit-il non sans amertume, les ONG sont devenues otages des politiques et la France n'a plus soutenu que le Jamiat-e Islami, le parti de Massoud[905]. » La deuxième partie de sa phrase est vraie, mais uniquement pour cette période. De plus, l'appui français n'est qu'une goutte d'eau par rapport au plan Marshall dont l'Afghanistan aurait besoin, mais la communauté internationale voit dans la guerre civile en gestation une raison supplémentaire pour rester à l'écart. Russes et Américains croient s'être débarrassés de l'Afghanistan quand ils ont en fait allumé une bombe à longue mèche.

Comme prévu, les accords de Peshawar sont déchirés en quelques semaines seulement. Le 25 mai, Massoud tient une conférence de presse avec Hekmatyar pour annoncer le cessez-le-feu, le retrait des troupes de la capitale où la sécurité sera désormais assurée par les petits partis, enfin des élections dans les six mois. Mais Dostom n'a pas la moindre envie de se retirer dans ses provinces du Nord et Massoud doit également composer avec l'un des leaders des ismaïliens, Sayyed Jaffar, qui lui aussi l'a aidé à prendre Kaboul. Flotte au-dessus de sa tête le spectre de Batch-e SaqaoV. Les roquettes tombent au hasard sur Kaboul, tuant ici trente-deux personnes à une station d'autobus, là dix autres au marché central. En juillet, les hôpitaux sont saturés de blessés. Les affrontements opposent Dostom à Hekmatyar, mais aussi les chiites du Hezb-e Wahdat aux sunnites de l'Ittihad-e Islami de Sayyaf qui n'ont pas supporté la nomination de l'un des leurs au ministère de la Sécurité nationale. La libanisation progresse. Quelques grands commandants, qui occupent une partie de la capitale, comme Abdul Haq, Kochaï et Amin Wardak, décident de ne pas prendre parti et de se retirer dans leurs fiefs.

La transmission du pouvoir, prévue après deux mois d'exercice, se déroule dans un climat délétère. Le jeu afghan est si retors que Massoud, qui s'était entendu avec Modjaddedi, ne souhaite plus que son départ alors qu'Hekmatyar, qui l'avait férocement critiqué, finit par le rallier… Le 28 juin donne le *tempo* des quatre années à suivre : à peine intronisé, le nouveau président, Burhanuddin Rabbani, qui a tout fait pour s'attirer les bonnes grâces du Hezb-e Islami – l'un des siens, Ostad Abdul Farid, devenant Premier ministre –, est pris pour cible par des roquettes tirées depuis les positions d'Hekmatyar qui, le 10 août, fait à nouveau donner ses troupes.

Dans la nuit du 17 au 18, une roquette s'abat sur l'ambassade de France, détruisant quatre voitures et provoquant un début d'incendie, mais sans aucune victime. Selon *Le Monde*, elle aurait été tirée des positions du Hezb-e Islami906. « Nous étions dans le bunker, témoigne Thierry Bernadac, et nous avons eu la désagréable expérience de le voir bouger ! » Sa décision d'en lancer le chantier dès son arrivée à Kaboul s'avère des plus judicieuses ! Le 18, il est félicité par le ministre des Affaires étrangères pour « la qualité du travail accompli avec compétence et sang-froid dans les

conditions les plus difficiles907 ». Le lendemain, les forces gouvernementales se lancent à l'assaut des positions d'Hekmatyar qui arrosent la ville, mais la colline clé de Tapa Taj-Bik leur tient la dragée haute.

La nouvelle roquette qui s'abat le 21 scelle le sort de l'ambassade. Trois employés sont tués, un ouvrier d'entretien, un factotum et un chauffeur, deux autres blessés. Thierry Bernadac s'entend demander par son adjoint :

– Quand partons-nous ?

Et lui de répondre, s'en étonnant encore aujourd'hui :

– Pourquoi ?

– C'est trop dangereux908 !

Quelle ne sera pas sa surprise en apprenant peu après que les trois derniers représentants de l'Onu avaient déjà fui en catimini. Or ils étaient justement chargés de faire le lien entre les autorités de Kaboul, Hekmatyar et les diplomates internationaux ! Le chargé d'affaires se laisse convaincre. De toute façon, du fait de la fermeture de la Banque d'Afghanistan, l'ambassade n'a plus que 3 000 dollars en caisse pour clore le mois. Attendre un hypothétique cessez-le-feu et l'instauration d'un éventuel pont aérien ne sert à rien puisque Hekmatyar tient l'aéroport. Un télégramme prévient Jean-David Levitte de l'évacuation.

Bernadac fait détruire le sceau, enterrer les armes dans le jardin et confie l'argenterie à l'ambassade turque. Alors qu'il brûle les archives, des Afghans viennent lui demander d'emporter les leurs, ce qu'il refuse. Il ne réalisera qu'après qu'il s'agissait de celles du Parti communiste. Toutes les autorités afghanes sont prévenues du départ et fixent pour seule condition, relate l'officier de la DGSE qu'« aucun Russe (enfants compris) ne nous accompagne909 ». Comme la route du Sud est impraticable, il faut couvrir quatre cents kilomètres vers le nord et l'Ouzbékistan où Robert obtient de la centrale l'envoi d'un avion avec une équipe de récupération. Avant de partir, Thierry Bernadac prend soin de recueillir tous les laissez-passer nécessaires auprès du Hezb-e Islami, du Jamiat et des milices de Dostom. Le 24 avril, les diplomates français embarquent dans un car avec leurs homologues italiens, l'ambassadeur bulgare qui a été blessé au bras et deux de ses collaborateurs, ainsi que quatre Indiens littéralement terrifiés. La

femme présente à bord s'est voilée, personne n'est armé, et le moins d'argent possible est emporté. « La plus grosse angoisse n'était pas d'être abattus ou dévalisés en cours de route, précise Thierry Bernadac, mais d'être pris en otages par le commandant Amanoullah qui, le 6 août précédent, avait enlevé un délégué du CICR. »

Le convoi est intercepté à vingt-huit reprises, mais, grâce aux précautions prises par le chargé d'affaires, il repart chaque fois. « Les Afghans ont un très fort code de l'honneur, commente-t-il. S'ils accordent leur protection, ils ne se parjureront jamais. » Cela n'empêche pas l'un d'eux de lancer aux Français un sinistre : « Vous n'arriverez jamais vivants910 ! » À une autre halte, le car est entouré de combattants peu amènes ; en fait les hommes du frère de Naderi, leader des ismaïliens, qui viennent leur souhaiter bonne route !

Les douaniers russes et ouzbeks ne font pas de manières pour laisser l'équipée traverser l'Amou-Daria après quatorze heures de route. « Nous arrivâmes, témoigne Robert, juste avant la fin du délai d'attente donné par les Russes à notre avion Hercule qui fut d'ailleurs fouillé de fond en comble à son arrivée. Nous avions quant à nous tous eu le temps de nous faire apposer un visa à l'ambassade russe avant notre départ911. » L'évacuation est une réussite dont le Quai d'Orsay et la DGSE se félicitent mutuellement. Le sang-froid du chargé d'affaires, secondé par Robert, a permis à la France de s'extirper sans dégât humain. « Kaboul, c'est un petit peu Beyrouth », déclare Bernadac à son arrivée à Paris. Seule y demeure une petite structure de MSF qui entreprend de tenir le principal hôpital de la ville, mais avec des moyens très précaires. « On a rouvert trop tôt », déclare un haut fonctionnaire au chargé d'affaires de retour au Quai d'Orsay ; pour une fois que la France se montrait optimiste en Afghanistan…

I- On parle de « RFA » (renseignements aux fins d'action).

II- En janvier 1990, les Américains lui ayant demandé de couper la route de Salang. Massoud a demandé 500 000 dollars que l'officier de la CIA Gary Schroen a donné à son frère Ahmed Zia. Mais le commandant n'est pas passé à l'action et son entourage affirme ne pas avoir reçu l'argent, sans qu'il soit vraiment possible de savoir où se situent la cause et la conséquence…

III- Elle affirme ne pas en avoir été informée.

IV- La « burqa » est le terme pakistanais.

V- Au début 1929, l'Afghanistan est en proie à des troubles. Le 14 janvier, le roi Amanoullah abdique en faveur de son frère, mais c'est le chef de la révolte tadjike qui a mis le feu aux poudres

dans le Nord, Habiboullah Kalakani, qui accapare le pouvoir. Le règne de celui qui est appelé avec mépris Batch-e Saqao (le fils du porteur d'eau) est éphémère. Le 17 octobre, il est fusillé.

Chapitre XI

Sept ânes, un taureau et un lion dans une même cage

Au mois de mai, Massoud donnait sa première conférence de presse à Kaboul. Aux côtés d'un Masood Khalili en larmes – car il pensait ne jamais vivre ce jour-là –, il définit la sécurité de la population comme sa première priorité. Au même moment, trois roquettes s'abattirent sur la ville. « Je pense que c'est Hekmatyar912 », glissa Massoud à Khalili. La guerre entre les deux frères ennemis s'étalait au grand jour et elle n'est vraiment pas pour plaire aux Kabouli épargnés somme toute par la guerre. Des affiches sont apparues sur les murs : « Reprenez vos sept ânes et rendez-nous notre taureau ! » En d'autres termes, dehors les sept partis de Peshawar et vive Nadjibullah ! À l'étranger, déjà délaissé par les chancelleries, l'Afghanistan sombre dans l'indifférence avec une guerre civile qui rebute même les plus investis. Ainsi Jean-José Puig a-t-il le sentiment d'être trahi, lui qui avait tant mis en garde Massoud contre le danger de prendre le pouvoir trop hâtivement. Il décide de ne plus retourner en Afghanistan, ce qui équivaut presque à un divorce avec ce pays pour lui qui s'est marié à l'afghane.

De retour à Paris, Thierry Bernadac confie également son pessimisme : « Hekmatyar est un personnage monstrueux, qui se bat uniquement par principe, sans autre vision de l'Afghanistan que son intérêt personnel. » Et d'appeler à le couper de ses soutiens. Une fin politique quand d'aucuns rêvent déjà d'une fin tout court. Bernadac ne voit guère de personnalités sur la scène afghane susceptibles de s'imposer, puis de rassembler. Seul Pir Ahmed Gailani, bien connu par les autorités françaises, lui semble apte à jouer le rôle d'intermédiaire entre le pouvoir et les modérés. Quant à Massoud, qu'il a brièvement rencontré, il le juge « charmeur, mais un fondamentaliste qui a profité de l'image humaniste que lui ont fabriquée

certains en France ». Il appelle toutefois à ne pas le rejeter : une alliance avec les Pachtounes pourrait lui permettre de se maintenir.

Massoud a tellement été présenté comme le sauveur qu'il ne pouvait que décevoir. Tout est bon à présent pour le dénigrer. Il occupe l'ancien bureau de Nadjibullah au ministère ? Il est taxé de « néocommuniste ». Il ne réprime pas assez rapidement les milices Hezb-e Islami qui arrosent Kaboul à la roquette ? Il serait trop mou. Il déteste parader dans Kaboul ? Il est trop absent. Pourtant Massoud travaille d'arrache-pied, occupant véritablement le pouvoir dont le président Rabbani ne récupère que des miettes. En particulier, il a annoncé la création d'une armée dite « islamique » qui impose de désarmer toutes les milices de Kaboul et des grandes villes, au grand dam de leurs chefs. À l'automne 1992, les chiites du Wahdat, alors ses alliés, basculent dans l'opposition, car ils refusent de se délester de leur artillerie lourde. Régulièrement ils font le coup de feu dans les quartiers ouest de la capitale où ils sont majoritaires.

Antonin, chef du Service mission à la DGSE, continue à croire fermement en Massoud. « Nos opérations auprès du commandant, souligne le général Costedoat qui dirige alors la direction des opérations, étaient complètement clandestines à cette époque. La direction du renseignement n'en a pas été informée913. » Le secret tient aux années de divergences de vue entre une DO plutôt favorable à Massoud et une DR plutôt propachtoune. Cloisonnement oblige, les deux directions opèrent le plus souvent non pas en totale indépendance – la DR ayant connaissance du résultat des opérations de la DO –, mais parallèlement, comme des chevaux de course qui évolueraient dans deux couloirs séparés et qui ne se retrouveraient qu'à intervalles réguliers. La DR ignore donc les intentions d'Antonin, mais pas son voyage à Kaboul quelques mois plus tard, car le chef du Service mission fut accueilli à l'ambassade de France par l'un des siens, Robert, chef de poste.

La rencontre avec Massoud est de celles qui ne s'oublient pas. Cornaqué par le jeune Daoud Mir qui avait fait le voyage avec lui, Antonin fut épaté par le commandant : « Je n'ai jamais vu un homme d'un charisme aussi renversant et dès le premier abord. Un magnétisme qui émanait même lorsqu'il ne parlait pas, par son attitude, ses regards, sa façon d'être. Il impressionnait par son immense modestie et sa piété914. » C'est

« typiquement le chef que l'on suit. » Et l'officier de la DGSE en a encore la confirmation avec chacun des émissaires venant à lui qui ne parlent du commandant qu'avec « admiration et souvent les larmes aux yeux. Certes, en Orient, le chef est toujours vénéré, mais il y avait quelque chose en plus à son contact915 ». Après lui avoir remis une lettre personnelle de félicitations de Pierre Joxe, ministre de la Défense, Antonin entama une conversation qui pourrait se résumer, côté Massoud, par : « Nous avons besoin de tout. » Au gré de l'échange, les demandes matérielles, militaires et civiles s'affinèrent et Antonin quitta le commandant en lui promettant de les appuyer. Ce qu'il fait depuis son retour à Paris sans grand succès.

Contingenté sur le plan matériel, Antonin espère compenser en apportant à Massoud un soutien politique de la France plus affirmé. Ainsi fait-il le siège du bureau de Jean-David Levitte, directeur Asie au Quai d'Orsay. Il évoque la francophonie, mais aussi l'influence de la France dans cette partie du monde où elle est traditionnellement absente : il serait précieux de pouvoir compter un allié aux frontières de l'ex-URSS, de l'Iran et du Pakistan. Ainsi que le souligne Daoud Mir lui-même, « comme officier des services, il était difficile [à Antonin] de faire passer un message politique916 ». Le diplomate reste sur la réserve ; l'idée de prendre parti pour une faction ne lui sied guère. Chargé des négociations de la paix au Cambodge, il s'astreint par exemple à ne faire aucune exclusive, y compris à l'encontre des Khmers rouges. « Il est évident, explique-t-il en 2010, que, de par notre histoire, nous étions plus proches de Massoud917 », néanmoins « cet engagement de la France auprès du commandant avait nécessairement des limites. Il était ainsi hors de question de l'appuyer massivement et ostensiblement contre Hekmatyar, si détestable que celui-ci pût nous paraître. Nous avons fait ce que nous pouvions pour soutenir Massoud dans la discrétion, en l'équipant de matériel de transmission, en logistique, en le soutenant sur le plan militaire ». À cette époque, le Quai d'Orsay est quasiment à l'unisson. « En ce qui concerne la place des femmes dans la société, Massoud n'était pas beaucoup plus libéral que les autres, relate Alain Pallu de Beaupuy, sous-directeur Asie méridionale, même si, comme les Iraniens, il était moins dur que les Saoudiens. Sur ce point, il sympathisait aussi avec nous parce que nous n'étions pas proches des Pachtounes918. »

Passé la déception, Antonin se raisonne : « Il faut savoir prendre en compte les répercussions éventuelles vis-à-vis du Pakistan, des États-Unis. La prudence française est regrettable, mais amplement compréhensible919. » La relation avec Islamabad est à considérer avec une vigilance toute particulière au début des années 1990. Se cherchant de nouveaux appuis depuis le retrait américain, les Pakistanais se rapprochent des membres du Conseil de sécurité de l'Onu où, à leurs yeux, la France occupe une place à part. En février 1990, François Mitterrand a promis à Benazir Bhutto une centrale nucléaire de neuf cents mégawatts, mais, comme le Pakistan refuse de signer le Traité de non-prolifération, la livraison est suspendue. Un an plus tard, François Scheer, alors secrétaire général du Quai d'Orsay, a cependant assuré à Islamabad que l'engagement serait tenu par la France. En janvier 1992, le Premier ministre, Nawaz Sharif, en a obtenu la confirmation du président de la République contre l'accord pakistanais pour un contrôle international sur les installations, mais aussi l'achat d'avions, de dragueurs de mines et d'une centrale thermique. En mai, le chef d'État-major des armées, Jacques Lanxade, est ainsi parti négocier la vente d'une vingtaine de Mirage 2000 – capitaux puisque les Américains refusent désormais de livrer des F-16 – et trois sous-marins Agosta ; le montant du contrat atteint 3,5 milliards de francs. La France et le Pakistan sont donc deux excellents partenaires commerciaux que des considérations sur l'Afghanistan ne doivent pas perturber. Venu à Paris le 17 novembre 1992, Nawaz Sharif déclare à François Mitterrand : « Je vous suis reconnaissant de votre appui à propos de l'Afghanistan. Une solution est en vue. Nous sommes en faveur d'un règlement politique et de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité. À travers l'Afghanistan, c'est l'accès à toute l'Asie centrale qui devient possible920. » Ce qui sous-entend tout d'abord qu'Islamabad compte bien conserver la main en Afghanistan, ensuite qu'une fois la solution politique mise en œuvre grâce aux Pakistanais l'Afghanistan offrira des débouchés économiques dont la France pourra profiter. L'accès à l'Asie centrale en particulier ouvre la perspective d'un pipeline reliant les réserves de gaz turkmènes à l'océan Indien. Un marché gigantesque, hautement stratégique, dont il ne s'agirait pas de s'exclure par des positions dérangeant trop le gouvernement de Nawaz Sharif…

Dès son arrivée à l'été 1992, le nouveau chef de poste de la DGSE a un avant-goût de l'agacement des Pakistanais vis-à-vis du soutien français à Massoud dont ils paraissent ne rien ignorer. Adrian raconte : « Ils l'évoquaient en disant : "Votre ami Massoud", avant d'ajouter avec moins d'humour dans le ton : "Mais que faites-vous donc avec lui ? Il est fichu[921] !" Adrian s'interdit de leur répondre sur ce sujet. « Je ne sais rien », se contente-t-il de dire. Selon lui toutefois, « l'Isi savait que je n'étais pas chargé de Massoud, l'immense majorité de mes contacts à Peshawar étant pachtoune ». De toute façon, Adrian ne ment qu'à moitié. « La DR, confirme-t-il, ne s'est jamais occupée de Massoud et j'ai toujours su qu'il était traité par le SA, sans jamais avoir sollicité d'information particulière sur cette liaison[922]. »

Le cas Massoud néanmoins ne saurait provoquer un clash entre la DGSE et l'Isi. Aucune des parties n'y a intérêt : les Français ont besoin des relais pakistanais, tout au moins de leur complaisance, tandis que les Pakistanais ne voudraient pas créer d'incident avec l'un de leurs principaux partenaires occidentaux. La DGSE peut de toute façon compter sur son chef de poste pour arrondir les angles. Attiré par l'aventure et la mystique de l'espion, Adrian est entré au Sdece en 1976 après un début de carrière comme officier pilote dans l'aéronautique navale. Après les premières années passées au Service action, pour lesquelles il fut plusieurs fois cité, il suivit son chef, le colonel de Marolles, quand celui-ci intégra la direction du renseignement. Le Pakistan est son quatrième poste, ce qui en fait certainement l'un des plus expérimentés de la « boîte ». Pour se mettre dans le bain afghan, il peut compter sur un élément des plus précieux, Thierry, officier traitant détaché à Peshawar en 1990. Pendant encore une année, celui qui est surnommé à la centrale le « Lawrence d'Arabie français » – pour son expérience et sa tenue afghane – pourra lui peindre un tableau presque complet de l'imbroglio ethnique et religieux, une aide providentielle puisque des dossiers très lourds attendent également Adrian au Pakistan avec la prolifération nucléaire, les tensions au Cachemire, la reconquête du pouvoir par Benazir Bhutto. À tout seigneur, tout honneur, le chef de poste prend contact avec tous les partis de Peshawar à l'exception de celui de Sayyaf – « manque d'opportunité sérieuse », précise-t-il. Khalès, Modjaddedi, Mohammadi, même la tendance modérée du Hezb

Hekmatyar sont approchés, chaque fois avec l'autorisation préalable de la centrale. Le seul chef de parti avec qui Adrian s'entretient en personne est Pir Gailani, ce qui confirme qu'à la DGSE aussi, comme au Quai d'Orsay, le chef du Mahaz peut toujours apparaître porteur d'espoir. « Le but, indique Adrian, était de recueillir du renseignement, mais aussi d'être placé au cas où. » La contrepartie de la collecte est, on s'en doute, d'abord financière. « Il y avait les réguliers, que l'on payait chaque semaine ou chaque mois, et les occasionnels pour lesquels on pouvait par exemple financer une partie de la construction d'une mosquée. » Quant à ses contacts français, Adrian se fait une règle de ne pas tisser de liens professionnels avec les ONG : « Cela aurait été la meilleure manière d'attirer l'attention sur elles et de les compromettre. » Il faut bien dire aussi que, comme dans les années 1980, nombre de leurs responsables n'ont pas une fibre patriotique exacerbée. « Alors que, chez les Anglo-Saxons, notamment les Britanniques, souligne Adrian, tout membre d'une ONG est une source d'information potentielle pour leur service, en France, il demeure une forte suspicion à l'encontre de ceux qui sont toujours considérés comme des "barbouzes"[923]. »

Même si les Moudjahidin sont désormais à Kaboul, le poste d'Islamabad demeure une fenêtre indispensable de la DGSE sur l'Afghanistan. « Le Service a ainsi produit chaque année, relate Adrian, plusieurs centaines de notes sur les évolutions afghanes, soit bien davantage que sur tout autre pays de la zone Asie. Notes qui irriguaient, en fonction de leurs sujets, les grands correspondants du Service, c'est-à-dire l'Élysée, Matignon, la Défense et le Quai[924]. » Contrairement à la pratique d'autres services étrangers, ces notes ne contiennent pas de renseignements bruts, mais une analyse aussi argumentée que possible. La qualité d'un service de renseignement se juge peut-être autant à ses prouesses pour recueillir les informations qu'à sa compétence à les faire connaître et comprendre. « Quand nous n'avions pas de retour, surtout du Quai, nous le réclamions, précise Adrian. Pour les fiches sur l'Afghanistan la tonalité des réponses a toujours été éminemment positive. Une fois encore, la DGSE était pratiquement la seule sur ce dossier[925]. »

Toute la science d'Adrian et de ses congénères est bien nécessaire pour décrypter la zizanie qui règne à Kaboul. Après un cessez-le-feu signé le

23 août, Rabbani est allé rencontrer Hekmatyar le 23 septembre pour reporter de concert la faute des troubles sur… les milices communistes. En octobre, le premier est censé abandonner la présidence, mais il n'en fait rien, prenant prétexte de l'insécurité. Les accords de Peshawar sont bafoués, achevant de gangrener un équilibre qui n'a en fait jamais existé. Quelle part en incombe à Massoud ? D'aucuns, comme l'historien Assem Akram, insistent sur le « soutien militaire sans faille » qu'il apporterait à Rabbani dont il serait donc le complice. Pourtant, jusqu'à la fin de sa vie, le commandant dénoncera l'entêtement du leader du Jamiat dont, année après année, il n'a de cesse de se détacher. Toujours est-il que se monte durant l'automne, face à l'entente Jamiat-Sayyaf qui tient l'essentiel des ministères, une coalition des mécontents allant de Modjaddedi à Hekmatyar, en passant par les chiites du Wahdat (emmenés par Mazari) et, plus étonnant encore, par l'ancien allié de Massoud, Dostom. De part et d'autre, c'est l'alliance de la carpe et du lapin, de partis sans autre point commun que leur soif inextinguible de pouvoir. En particulier, la coopération de Massoud avec Sayyaf, chef des wahhabites afghans, fait jaser. Au Quai d'Orsay comme à la DGSE, certains y flairent la confirmation de l'extrémisme du Panjshiri. Or là encore, l'opportunisme est vraisemblablement la seule explication. Massoud demeure un opposant absolu au retour de la royauté ou de ses sympathisants. Nuls alliés ne lui apparaissent en la matière meilleurs que les fondamentalistes, dangereux dans la seule province du Paghman. Son erreur est de ne pas saisir combien cette alliance peut être nuisible à son image en Afghanistan même, où le soufisme rejette le wahhabisme, et à l'étranger. « Le combat entre Massoud et Hekmatyar était à torts partagés, souligne ainsi Frank Anderson, ancien haut responsable de la CIA. Hekmatyar est sans aucun doute le plus voyou de tous, mais il n'est pas le seul responsable du foutoir. En général, j'ai été profondément déçu par l'échec total des chefs afghans pour amorcer un processus politique […] J'étais dégoûté par la corruption et la tyrannie que les "commandants" ont amenées avec eux dans le pays après avoir chassé les Soviétiques et leurs alliés afghans. Massoud n'a pas fait mieux que les autres dans le domaine926. »

Le 5 décembre, la poudre parle à nouveau entre chiites d'un côté, Jamiati et wahhabites de l'autre. Quatre jours plus tard, Massoud s'affronte à

Dostom pour le contrôle de l'aéroport. Le calme revient au bout d'une semaine, mais Kaboul est désormais un patchwork de factions se regardant en chiens de faïence. En janvier, Rabbani est réélu à la présidence pour deux ans par une shura à la composition et au fonctionnement fortement contestés par plusieurs partis. Le 19, Massoud tente de desserrer l'étau autour de Kaboul, mais Hekmatyar au sud et Mazari à l'ouest ne s'en laissent pas conter. Le 13 février, les Hazaras, pour l'essentiel des civils, sont massacrés dans le quartier d'Afchar-Mina. Selon Assem Akram, les responsables sont les troupes de « Massoud et de Sayyaf ». Le Tadjik démentira toujours. La violence extrême déployée, le systématisme avec lequel femmes et enfants ont été tués, laissent toutefois penser que la guerre civile ne peut être la seule explication. La haine viscérale des wahhabites de Sayyaf pour les chiites, considérés comme des hérétiques, semble une raison plus plausible même s'il n'est évidemment pas exclu que les Jamiati aient pris part aux exactions sans avoir besoin d'un ordre de Massoud.

Le chef du Service mission de la DGSE n'y accorde aucun crédit. Enthousiasmé par sa première rencontre, il s'est transformé en ambassadeur de luxe du Panjshiri en France. Lui faire rencontrer le plus grand nombre de responsables politiques et ministériels, d'ambassadeurs, de médias, en bref lui donner cette étoffe internationale qui lui fait tellement défaut et lui épargnerait certainement à terme les accusations les plus pernicieuses, telle est son ambition. Antonin est persuadé que le charisme de Massoud agirait sur les autres comme sur lui. Mais pour cela, il faut le faire venir en France et franchir donc deux obstacles. Le premier est interne : le commandant est dorénavant ministre de la Défense, sa réception vaudrait reconnaissance du gouvernement provisoire. Antonin doit donc plaider auprès de son directeur général, qui donne son accord. Le second obstacle est Massoud lui-même qui a déjà maintes fois refusé l'offre des Puig, Ponfilly et autres Gallet à faire le voyage en France. Au début de l'année 1993, Antonin reprend donc la direction de l'Afghanistan en compagnie d'un officier du SA, car le voyage a aussi pour objectif de renforcer la coopération militaire. Les deux ne s'attendent certainement pas à l'accueil qui leur est réservé. Une immense berline aux vitres fumées vient en effet les chercher pour les conduire à un palais en marbre, gardé par des soldats en culotte de cheval, claquant des talons comme les Russes. Un dîner plantureux leur a été

préparé dans une salle immense au bout de laquelle sont assis Massoud et celui qu'il a promu chef des services spéciaux, son vieux compagnon, Mohammed Fahim : « Puis-je te demander un service ? lance le commandant à Antonin au bout d'un certain temps. Je te donnerai tout ce dont tu as besoin : pourrais-tu m'aider à former des officiers de renseignement927 ? »

Le chef du Service mission flaire le bon coup. Rien de tel pour la DGSE que de participer à la mise sur pied des services d'un pays qu'elle a dans le collimateur. Mais en Afghanistan, le projet lui paraît farfelu : « Nous étions dans un pays de tradition orale, note Antonin. Le secret ne dure jamais. C'était mission impossible928. » De plus, « c'était dangereux d'accepter, car cela nous impliquait politiquement en cas de problème ». Néanmoins, refuser serait considéré comme un affront par Massoud. La DO est donc dans la quasi-obligation d'accepter, au moins en partie, elle qui a fait du contact avec Massoud le fondement de son action dans la région. À charge pour elle de convaincre une direction générale *a priori* réticente.

Pour le volet politique de sa mission en tout cas, Antonin fait chou blanc. « Le plus gros problème à Kaboul, souligne-t-il, était l'inconstance du gouvernement. Celui de Rabbani était virtuel. » Or Massoud, en dépit de son aura de chef, très pieux, très simple, refuse d'y remédier. « Il était évident qu'il n'était pas à sa place au ministère de la Défense, regrette Antonin. Il avait de l'ambition pour son pays, pas pour lui929 ». Ainsi, « comme tout Afghan, il pensait se suffire à lui-même. Il rechignait à coopérer pleinement avec les étrangers qui n'avaient rien à faire en Afghanistan ». À son tour, le lieutenant-colonel voit donc ses demandes pressantes d'une visite en France repoussées *sine die*. Pas de quoi lui faciliter la tâche au sein de la DGSE où il a fort à faire avec d'autres chefs de service partisans, eux, de Wardak ou de Gailani, ou encore les défenseurs des lobbys de l'armement hostiles à tout ce qui pourrait orienter le jeu afghan dans un sens contraire au dessein d'Islamabad.

Pourtant, la présence du Service mission auprès de Massoud est un atout considérable puisque seuls le Pakistan, l'Arabie saoudite et l'Iran conservent du personnel diplomatique à Kaboul. Les Américains gardent fermée leur ambassade depuis 1989 et, si la CIA s'intéresse encore au pays, c'est essentiellement pour les Stinger et pour arrêter le Pakistanais Mir

Amal Kasi qui, le 25 janvier 1993, a tué deux officiers de la CIA et blessé trois autres aux États-Unis. Le retrait occidental laisse l'Afghanistan aux mains des Pakistanais et des Saoudiens qui, le 15 février, obtiennent des belligérants un cessez-le-feu et un accord de gouvernement. Le 7 mars, les chefs de huit partis prorogent le mandat de Rabbani jusqu'en 1995 et instituent Hekmatyar Premier ministre. Dans les huit mois, une Assemblée constituante devrait être élue. Épine de taille : le cas Massoud n'est pas réglé. C'est à Hekmatyar qu'il revient de nommer les ministres, ce qu'il fait un peu plus tard, mais sans titulaire à la Défense. Rabbani refuse donc d'avaliser le gouvernement et la situation est à nouveau bloquée. Début mai, les combats à Kaboul entre Tadjiks d'un côté, Hezb-e Islami et chiites de l'autre, font encore près de mille morts et quatre fois plus de blessés selon MSF. Le 19, à Djalalabad, après trois semaines de palabres, neuf partis parviennent à s'entendre sur la composition du gouvernement : avec Hekmatyar à sa tête, le ministère de la Défense échoit à une commission que dirigera Rabbani pendant deux mois au bout desquels les représentants de toutes les provinces éliront le nouveau ministre. Massoud accepte de démissionner afin qu'« Hekmatyar n'ait aucun prétexte pour continuer les combats[930] ». Il se retire à Djabal Saraj, au débouché de la vallée du Panjshir, mais il renâcle à laisser pénétrer « l'ingénieur » dans Kaboul. Rabbani rencontre donc à nouveau ce dernier à Paghman, le 13 juin. Mais les combats reprennent de plus belle, dans la capitale mais aussi au nord-est, ainsi qu'à Kandahar et Hérat.

La situation est ubuesque : le président ne peut plus sortir de la capitale où son Premier ministre est dans l'incapacité d'entrer tandis que les forces armées restent aux mains, en dépit de sa démission, du ministre de la Défense ! Malgré tout, en novembre, *Le Monde* salue « quelque chose qui ressemble à l'amorce d'un nouvel État afghan[931] ». Rabbani à Kaboul, Ismaïl Khan dans six provinces de l'Ouest, Dostom dans ses fiefs du Nord, Massoud dans le Takhar, le Parwan, la Kapisa et le Badakhshan assureraient la stabilité du pays. Les points de fixation demeurent les zones pachtounes, de Kandahar à Djalalabad. Mais ici encore, les derniers succès de Massoud semblent avoir calmé beaucoup d'ardeurs. De plus, l'influence d'Hekmatyar s'y est réduite comme peau de chagrin. L'ingénieur, désormais circonscrit dans sa citadelle de Sarobi, serait-il fini ? Massoud se

permet d'évoquer dans la presse française son remplacement au poste de Premier ministre par Gailani, qui rassurerait à la fois les Pachtounes et les Occidentaux.

En tout cas, la DGSE tient parole. Une demi-douzaine d'instructeurs du Service action se succèdent à Kaboul pour des durées de deux à trois mois chacun afin d'aider à la création des services spéciaux de Massoud. Enseigner le recueil de renseignement, les techniques de sabotage et d'élimination n'est rien ; il faut ensuite bâtir *ex nihilo* toute une administration capable de recouper, de traiter, d'exploiter les informations rassemblées. Des années n'y suffiraient pas. Mais le Service mission ne veut pas décevoir le commandant. À sa tête, Antonin cède la place à Rodrigue dans le courant 1993. Saint-cyrien, parachutiste des troupes de marine, le lieutenant-colonel est entré au SA à Cercottes en 1983. Les Afghans perdront-ils au change avec lui ? Comme le souligne le général Costedoat, « les sources réclament très souvent le maintien de leurs OT, car elles s'attachent à eux[932] ». Et en l'occurrence, Daoud Mir, représentant la Shura-e Nazar à Paris, n'a eu qu'à se ravir de sa relation avec Antonin : « Il fut bien plus qu'un "espion". C'est grâce à lui que le budget de la représentation [à Paris] a été largement abondé. Il a établi une relation très particulière avec Massoud et le mouvement, faite de confiance et d'estime réciproques. Il ne passait pas son temps à tenter de recueillir des renseignements[933]. » Antonin ne faisait pas mystère sur son parti pris en faveur de Massoud, mais c'est le lot de beaucoup d'OT qui, à force de partager le quotidien de leurs interlocuteurs, même leur intimité – Antonin, par exemple, connaissait bien la famille de Daoud –, s'investissent plus que de raison dans leur combat. « La centrale, remarque le général Costedoat, a tout à fait conscience de la perte relative d'objectivité des officiers[934]. » Un « agent secret », pour reprendre l'expression populaire, n'est pas un surhomme. Pourquoi Antonin aurait-il résisté au charisme de Massoud alors que tous ses compatriotes, ONG et journalistes avant lui, y compris ceux qui avaient les *a priori* les plus durs, y ont succombé ?

Sans poste à l'ambassade, la direction du renseignement tend à relativiser les informations remontées par la DO, de surcroît par une structure aussi jeune, pour ne pas dire inexpérimentée, que le Service mission. Surtout, elle ne croit pas à l'avenir de Massoud à la tête du pays. Une fois la transition

assurée, il sera selon elle renvoyé dans son Panjshir natal, soit par les urnes, si le processus démocratique va à son terme, soit par la révolte coalisée, et majoritaire, des Pachtounes. En résumé, là où la DO voit en Massoud un de Gaulle, la DR, elle, ne reconnaît qu'un second Batch-e Saqao.

Rodrigue n'infléchira pas la vision du Service mission. L'Afghanistan n'est pas pour lui une découverte puisqu'il secondait Antonin dans ce dossier depuis 1991, mais, à son tour, il va trouver l'énergie pour défendre le Panjshiri dans son premier déplacement périlleux à Kaboul. Le lieutenant-colonel part sous couverture, avec une fausse identité, des faux papiers qui le promettent, comme aime à dire l'un d'eux, à « n'avoir plus qu'une main derrière une main devant » en cas d'arrestation. Toute l'année, souvent sans prendre de vacances à cause de l'urgence imposée par l'actualité, les officiers de son acabit enchaînent les conflits. Leurs allers-retours ne se font pas entre la France et l'étranger, mais entre la paix et la guerre, entre une vie de richesse, de facilités – mais aussi d'égoïsme et d'aveuglement – et une vie de baroud, de misère – mais aussi de solidarité et de partage. Cette bascule permanente peut s'avérer extrêmement stimulante, ensorcelante même, mais ses effets sont potentiellement dévastateurs sur le moral, ainsi que sur la vie de famille pour qui n'a pas su trouver un *modus vivendi* avec celle ou celui qui partage sa vie. De là aussi, l'empathie du Service mission avec ses contacts : converser avec Massoud sous les roquettes attise forcément plus les sentiments qu'à la terrasse d'un café d'un pays en paixI. « Les gens à Paris, conclut Rodrigue, se moquaient de savoir que j'étais en permanence sous les obus935. »

Accompagné du fidèle Daoud Mir, il rallie Kaboul où il est pris en charge par une escouade de gardes du corps de Massoud qui l'installent dans une villa. Et, comme tous ses prédécesseurs français, de Jean-José Puig à Antonin, il attend. Amer Sahib ne déroge pas à ses habitudes du djihad. Surchargé de travail, il est incapable de tenir un rendez-vous. Et puis, un soir, la villa est en ébullition. Dehors, un cortège barre la rue : Massoud arrive. Un repas est donné au rez-de-chaussée à l'issue duquel Rodrigue et Daoud Mir s'isolent avec lui à l'étage. La séduction opère à nouveau. « Un seigneur, d'un charisme absolu, se souvient le lieutenant-colonel. Ceux qui l'ont accusé d'islamisme ne l'ont jamais vu. Massoud n'inspirait pas la crainte comme un vilain barbu despotique, mais le respect. Il fut l'une des

cinq personnes qui m'ont le plus impressionné dans ma vie[936]. » Rodrigue est ainsi admiratif devant la manière du commandant de balayer les mises en garde qu'il lui adresse déjà sur la sécurité de son entourage : « Il voyait très haut. Il se fiait ainsi beaucoup à son instinct pour nouer des relations avec les étrangers. Il relativisait aussi beaucoup le sens de la vie : "Nous ne sommes que de passage[937]." »

Même s'il avait appris à l'apprécier à distance depuis 1991, Rodrigue rentre à Paris avec une estime sans bornes pour le commandant qui ne se démentira jamais : « Je ne lui connaissais guère de défauts[938] », dit-il encore en 2010. Il balaie donc d'un revers de main les principales accusations portées contre Massoud. Islamiste ? Rodrigue a vu un soufi, pondéré, jamais agressif à l'égard des Occidentaux. Un trafiquant de drogue ? L'officier, qui aura l'occasion de visiter le Panjshir, certifie qu'« il n'y avait pas d'opium. Ce n'était que du blé, à perte de vue ». Le commandant lui assure tout entreprendre pour lutter contre la production et la consommation de drogue. En revanche, il est évident que certains des commandants sous ses ordres en tirent profit et donc lui aussi par le ricochet des taxes. Mais quel chef de guerre peut-il mettre comme condition préalable à leur ralliement de cesser leurs activités les plus lucratives, qui sont aussi le seul moyen de pallier l'arrêt des versements américains et saoudiens ?

Dernière saillie à l'encontre du Tadjik : il s'enrichirait indûment grâce à l'exploitation des émeraudes et des lapis-lazuli du Panjshir et du Badakhshan. Qu'il en ait fait une de ses sources de financement est aussi manifeste que compréhensible. Tout commandant d'une guérilla commence par exploiter les richesses de ses terres. Rodrigue a fait la même observation en Angola. Mais pour l'heure, Massoud n'en tire aucun bénéfice personnel. Ses détracteurs pourraient aller constater par eux-mêmes les logements pour le moins modestes occupés par Massoud et sa famille dans le Panjshir et les comparer aux possessions en Afghanistan, mais aussi au Pakistan et dans les pays du Golfe, de la plupart de ses homologues commandants. Dans un contexte où les billets de banque voyagent par valises entières, la cupidité saute aux yeux grâce aux villas, aux 4 × 4 et autres bijoux. En la matière, Massoud fait preuve d'une honnêteté proche de l'ascétisme.

Rodrigue, au fond, ne lui reconnaît qu'une erreur : il peine à hiérarchiser les tâches. « Pendant que nous parlions, se souvient-il, il réglait lui-même au téléphone les tirs de ses canons ou il plaçait ses troupes. Parfois c'est lui-même qui signait le papier permettant à tel de ses hommes qui faisait la queue de se ravitailler en cartouches. » D'aucuns y voient un manque de confiance pour ses subordonnés, d'autres un excès d'humanisme qui lui interdit de trier ses visiteurs. La conséquence toutefois dépasse largement les frontières de Kaboul : Rodrigue reprend le projet d'Antonin de donner du volume politique au commandant et lui réitère donc l'invitation à venir en France. « Chaque fois, raconte-t-il, il m'a répondu qu'il était en guerre, qu'il ne voulait pas abandonner ses troupes en plein combat. » C'est donc à lui de plaider sa cause à Paris. Comme Antonin, l'officier prend le chemin du Quai d'Orsay. Et comme lui, il est déçu. « On m'a écouté très poliment, félicité pour mes actions, on a souligné l'intérêt de mes propositions, mais rien n'a suivi939. » Il reste la DGSE où le lieutenant-colonel n'hésite pas à faire venir Daoud Mir chez le directeur généralII – son seul véritable interlocuteur pour le dossier afghan avec le directeur des opérations – afin de décrocher un soutien plus appuyé au commandant. Son argumentaire se doit d'être solide. Nombreux à la DR sont ceux qui jugent la moisson en renseignements du Service mission forcément lacunaire et orientée. « La situation était très dure à vivre moralement, explique Rodrigue. Nous revenions du terrain, avec des informations, et on nous expliquait que nous n'avions pas tout compris940… » Adrian souligne de fait : « Les officiers du Service mission, si courageux fussent-ils, ne pouvaient avoir qu'une vision parcellaire : *quid* en effet du jeu pakistanais, iranien ou indien ? *Quid* des autres formations afghanes, etc.941 ? »

Mais Rodrigue n'est pas du genre à capituler et, appuyé par son directeur des opérations, le général Costedoat, il obtient un premier progrès fondamental, la mise en place d'une liaison satellitaire directe avec Massoud. Ainsi à toute heure la DGSE pourra-t-elle le questionner et lui-même pourra-t-il faire passer des messages via la famille Mir. À Paris, Daoud est équipé d'un ordinateur portable pour crypter la communication et d'une antenne satellite. Il désigne son frère Haroun, qui vient de terminer sa maîtrise de physique fondamentale à Jussieu, pour tenir l'autre bout de la ligne à Kaboul avec un matériel semblable. La direction du renseignement

sera souvent étonnée de la rapidité et de la précision des réponses apportées à ses questions par la DO.

Enfin, Rodrigue obtient l'accord de sa hiérarchie pour des missions beaucoup plus délicates, mais que lui réclame Massoud lui-même : l'élimination physique de certains de ses opposants les plus sanguinaires. Dans le langage des services, ce sont les opérations « Homo » pour lesquelles les sections Alpha du SA sont spécialement formées. Pour la DGSE, elles entrent parfaitement dans le cadre de son action en Afghanistan puisque leur coût financier et humain, côté français, est mesuré. Qu'il y ait eu ou non passage à l'acte, le seul accord donné par la centrale a dû ôter les derniers doutes que pouvait entretenir Massoud sur l'engagement des services français à ses côtés. « Il voulait avant tout pouvoir se dire et parfois dire aux autres, témoigne Rodrigue, qu'un grand pays comme la France était à ses côtés. » De quoi revigorer le commandant que Daoud Mir décrit abattu par la guerre civile : « Si j'avais su, lui déclare-t-il, je n'aurais jamais fait tout ça contre Daoud942III ! » Mais il reprend vite le dessus. En septembre 1993, Hekmatyar propose d'accueillir en Afghanistan le cheikh aveugle Omar Abdel Rahman, leader spirituel de la Jamya Islamiya, soupçonné d'être mêlé à l'attentat du 26 février précédent contre le World Trade Center, en qui il voit le « leader de la nation islamique » : une sorte de répétition du futur couple infernal Mollah Omar-Ben Laden. En très bon tacticien, Massoud saisit l'occasion pour dénoncer le danger de l'extrémisme islamique pour le pays et la région tout entière. Il fait diffuser en France, via Daoud Mir et *Le Monde*, un manifeste politique ayant pour objectif la mise en place à Kaboul d'un « État avec un esprit islamique mais modéré943 ». Sous l'égide de l'Onu et de l'Organisation de la Conférence islamique, mais aussi sous le contrôle d'un conseil des commandants de l'intérieur, qui écarterait donc les partis de Peshawar, des élections seraient organisées, instaurant un système parlementaire et démocratique, qui tiendrait compte des spécificités de chaque ethnie. Massoud propose d'ici là à Hekmatyar, qu'il décrit comme un « dictateur », et, une fois encore avec habileté vu l'actualité, comme un « frère jumeau de Saddam Hussein », de venir enfin dans la capitale occuper son poste de Premier ministre à condition que les bombardements cessent. Sinon, avec le soutien du Jamiat, de Sayyaf, de Gailani, de

Mohammadi, il se dit prêt à se battre, « jusqu'au bout », pour « sauver le pays ». Et d'en appeler à l'aide l'Occident, en évoquant un « devoir moral » à l'égard non seulement de l'Afghanistan, mais aussi de ses propres populations que le terrorisme sponsorisé par Hekmatyar pourrait frapper. Ce sera son antienne jusqu'en 2001 : l'aider, lui, c'est, pour l'Occident, se mettre à l'abri des dangers islamistes.

En attendant, en novembre, Massoud attaque les positions de Dostom le long de la frontière russe. Décision lourde de conséquences, car, jusqu'alors, officiellement, l'Ouzbek était demeuré neutre. Rabbani s'en était même récemment rapproché et c'est peut-être là la raison du comportement de Massoud qui ne veut pas être mis en concurrence. Les deux continuent un jeu de « je te tiens, tu me tiens » qui date de plus de dix ans. Tant que Massoud n'aura pas réussi à élargir sa base, il ne peut se couper de Rabbani qui lui apporte l'onction politique. De même, tant que Rabbani n'aura pas sous sa coupe d'autres forces armées, il ne peut se passer de Massoud. Dostom en a parfaitement conscience. Plutôt que de répliquer sur le plan militaire, il fait appel aux bons offices de Rabbani qui obtient un retrait des forces de Massoud. Mais celui-ci n'abandonne pas son projet de réduire la capacité de nuisance de l'Ouzbek. Son pendant à l'ouest, Ismaïl Khan, partageant la même volonté que lui, les deux hommes prévoient d'attaquer simultanément Dostom en direction de Mazar. Prévenu, celui-ci choisit de frapper le premier, le 1er janvier 1994, à Kaboul où il reçoit immédiatement l'appui d'Hekmatyar alors que, à l'origine, l'ingénieur combattait justement Massoud en raison de son alliance avec cet ancien communiste ! Plusieurs provinces sont aussi le théâtre d'affrontements sanglants. « Rabbani dirige le pays pour le seul bénéfice des Tadjiks, justifie le porte-parole d'Hekmatyar. Toutes les forces islamiques ont décidé cette offensive pour mettre fin à une situation douloureuse944. » La Croix-Rouge évoque près de deux mille morts en deux semaines. Un temps malmenées, les troupes de Massoud parviennent cependant à se cramponner dans la capitale. Les combats se figent avec la rivière Kaboul pour front.

Au moins le dernier carnage aura-t-il simplifié la carte d'une ville jusqu'alors morcelée. D'un côté, Massoud, Sayyaf, mais aussi le petit parti chiite Harakat de l'ayatollah Mohseni, les milices ex-communistes de Baba

Jan et une fraction du Wahdat (emmenée par Akbari) que les Iraniens ont poussée à faire bande à part. De l'autre, Dostom, Hekmatyar, le gros du Wahdat, le Jabha de Modjaddedi, formant le conseil supérieur de coordination de la révolution islamique (CSCRI). Les trois autres vétérans du djihad, Gailani, Khalès, Mohammadi, ne prennent pas ouvertement parti même s'ils sont plus proches de l'opposition que du gouvernement. La moitié de la population de Kaboul fuit vers Djalalabad ou à la campagne. La capitale est privée d'électricité par Hekmatyar qui tient la centrale de Sarobi. Plus d'eau courante non plus ; le choléra s'installe. Les habitants qui accusent Islamabad de leurs déboires saccagent le 23 février l'ambassade pakistanaise. Les sites gouvernementaux, le quartier Microrayon cher aux Soviétiques, le Parlement, les banques, le bazar, les principaux commerces, tout a été pulvérisé dans le centre. L'ambassade française est miraculeusement indemne même si une roquette a détruit l'un de ses porches. Le dernier ambassadeur en poste est celui de l'Indonésie et seul le CICR vient désormais au secours de la population. « Les gens ont raison de nous en vouloir, confie Massoud au *Figaro*, mais que peut-on faire ? Pour arriver au pouvoir […], Hekmatyar est prêt à tout : trafic de drogue, terrorisme et guerre sans fin. Si, par malheur, il parvenait à son objectif, alors les gouvernements étrangers le regretteraient longtemps. » De son côté, Hekmatyar lâche cyniquement : « C'est la guerre et c'est normal[945]. »

Tout le monde met la main à la pâte pour obtenir l'arrêt des combats : le traditionnel duo pakistano-saoudien, une délégation de commandants emmenée par Haqqani, alors que l'ancien roi Zaher propose encore et toujours la tenue d'une Loya Djirga. En mars 1994, l'Onu se réinvite sur la scène afghane par l'intermédiaire du nouveau représentant spécial du secrétaire général, le Tunisien Mahmoud Mestiri. Le gouvernement français pour sa part reste en retrait, deuxième cohabitation oblige. Il privilégie les négociations du Gatt, la normalisation des relations avec la Chine, la dévaluation du franc CFA, le génocide rwandais et la Yougoslavie. C'est pourtant à cette époque qu'apparaissent dans son jeu diplomatique des experts de la région à l'analyse déterminante. À Islamabad est nommé ambassadeur un diplomate au patronyme rêvé pour qui doit représenter le pays puisqu'il s'appelle Pierre Lafrance. Sitôt arrivé à Islamabad, il fait le

voyage dans la capitale afghane afin de rencontrer quelques-uns des principaux leaders. Il en retire l'impression que les tensions existent mais qu'elles sont indifférentes à la population qui ne veut pas de la continuation de la guerre.

Le désir de suprématie des commandants reste cependant très fort. De plus, il s'avère illusoire de compter sur les bons offices de l'Onu puisque son représentant local n'a pas autorité pour rencontrer les chefs de guerre : comme il ne le fait qu'à titre personnel, il ne peut décrocher que des couloirs humanitaires pour l'acheminement de l'aide. L'ambassadeur français voit donc une possibilité : pourquoi la France, avec son expérience des personnes et des lieux, ne seconderait-elle pas l'Onu ? Lui-même est trop loin à Islamabad ; il faut un diplomate expérimenté, qui puisse séjourner sur place, le plus longtemps possible, avec déjà une connaissance étendue afin de ne perdre aucun temps. Ainsi, à Berlin, le deuxième conseiller de l'ambassade, Didier Leroy, reçoit en septembre 1993 un appel du Quai d'Orsay très enthousiaste : « Le directeur Asie va t'appeler, on a donné ton nom pour Kaboul946 ! » La joie n'est pas partagée : « Je ne veux pas retourner là-bas ! » réplique-t-il, lui qui a été vice-consul en Afghanistan de 1980 à 1984, puis rédacteur Afghanistan de 1988 à 1990. « C'est terminé pour moi, je viens de me remarier ! » Son interlocuteur insiste : « Ne refuse pas ! Ce ne serait pas bon pour ta carrière ! » Deux heures plus tard, nouveau refus à l'échelon supérieur. Un quart d'heure de répit et, cette fois, c'est Jean-David Levitte qui sort le grand jeu : « On a pensé à vous, vous seriez si utile là-bas… » Leroy est désarçonné, car il apprécie beaucoup le directeur Asie. Au bout de une semaine de réflexion, il finit par accepter en posant comme condition de disposer d'une valise satellite Inmarsat : « Il n'y avait pas de téléphone portable à l'époque, or j'allais me retrouver seul à Kaboul. » Vu le coût, le Quai d'Orsay ne dispose que de trois exemplaires : l'une est à Sarajevo, l'autre au Liban ; celle de secours à Paris sera donc pour lui.

Officiellement, Didier Leroy est chargé d'affaires, non pas par intérim comme ses prédécesseurs, mais itinérant. Question de circonstances – l'explosion de l'URSS et de la Yougoslavie a fait naître de multiples pays où la France doit être représentée en urgence – mais aussi d'option diplomatique : Leroy n'aura pas à présenter ses lettres de créances au

pouvoir en place qui ne s'en trouvera donc pas légitimé. Toujours la fameuse neutralité. Les Afghans apprécient en revanche le fait que les bureaux du nouveau représentant de la France se situent à Paris et non par commodité à Islamabad : « Ils avaient enfin le sentiment que les affaires de leur pays n'étaient pas gérées comme toujours depuis le Pakistan947. » Surtout, ils ne peuvent noter qu'avec gratitude que le Français est le seul diplomate occidental en poste à Kaboul, comme autrefois les médecins et les volontaires français étaient les seuls à partager les souffrances de la population. À chacun des vingt-sept voyages de deux à trois semaines qu'il fera en Afghanistan jusqu'en décembre 1997, le rituel est toujours le même : arrivé de New Delhi sans l'un des trois Boeing achetés d'occasion à Air France par Ariana, Didier Leroy commence par installer au-dessus du bunker de l'ambassade de France l'antenne « en parapluie inversé » de son téléphone Inmarsat, puis il la relie à un téléphone, un télex et une machine à chiffrer. Son premier message pour Paris et New Delhi, sa base arrière, est invariablement : « La station Kaboul est ouverte. »

L'ambassade est en ruine : vitres brisées, toits des garages à terre, six carcasses de voiture calcinées dans la cour. De 1994 à 1997, treize roquettes tomberont encore sur ses locaux. « Le plus inattendu pour moi, relate Leroy, fut la facilité avec laquelle on s'installe dans une sorte de routine de la guerre948. » Cinquante Français vivent alors à Kaboul, essentiellement des personnels de santé à la retraite. La plupart du temps seul, ou simplement accompagné d'un chiffreur ou d'un gendarme pour sa sécurité, le diplomate prend possession du bunker fermé par une porte blindée digne de la Banque de France, doté d'un salon et d'une dizaine de petites chambres dont une est transformée en salle des cartes afin qu'on puisse y suivre l'évolution des fronts. L'une de ses premières tâches est de mettre à l'abri les six mille livres du centre culturel français et les onze mille de la Dafa, une collection unique, qu'il avait déjà contribué dans les années 1980 à transférer clandestinement à l'ambassade. Le lendemain de chacune de ses arrivées, il rend visite au chef du protocole du ministère des Affaires étrangères afghan pour lui livrer la durée de son séjour, la liste des personnalités qu'il souhaite rencontrer, ainsi que les lignes de front qu'il envisage de franchir. Au cours de l'un de ces entretiens, deux roquettes explosent dans le bureau voisin : les deux hommes se relèvent poussiéreux mais indemnes ; en revanche un

diplomate afghan est grièvement blessé à côté. Leroy aide à le transporter jusqu'à l'hôpital de la République où œuvre une équipe de MSF, mais l'Afghan meurt dans ses bras. Il n'en dit rien à Paris de peur de déclencher un rapatriement intempestif.

« Rencontrer les principaux chefs politiques, religieux, militaires, sans exclusive, à Kaboul et dans les principales villes », telles sont ses instructions, avec une précision, capitale : « Sans le prisme pakistanais[949] ». À cette fin, Leroy utilise la Land Rover de l'ambassade pour ses déplacements en prenant toujours soin de s'entourer d'Afghans à la barbe bien pendante : une mesure de précaution, mais aussi un besoin, car l'un d'eux parle le pachtou que lui ne comprend pas. Sa première rencontre est pour Sayyaf qui le reçoit dans son village de Paghman, près de Kaboul, au petit déjeuner. Le chef de parti fait bonne impression : « On a besoin de la France, dit-il même. Quand la paix sera revenue, nous voulons développer [l'apprentissage de] la langue française. Nous aurons également besoin de juristes et de professeurs de droit. » Allusion au rôle qu'avait pu jouer le professeur Louis Fougère avec Zaher Shah.

Leroy se rend ensuite chez Massoud dans le quartier moderne où il réside quand il est à Kaboul. « Ce qui m'a le plus frappé chez lui, c'est qu'il parlait toujours en se référant à une carte. Les autres disaient souvent n'importe quoi, ou ne disaient rien. Lui, il tenait à montrer ses positions, ses projets. Un vrai stratège militaire. » Le chargé d'affaires relève aussi son humour, sa décontraction, ainsi que son absence de roublardise. Toutefois, il ne succombe pas à la massoudolâtrie, car « il n'était ni un héros ni un saint ». Du coup, vu de Paris, le voilà soupçonné de frilosité. « Pour ma part, je préférais développer une position équilibrée. La meilleure manière de servir Massoud n'était certainement pas de l'encenser à longueur de télégrammes. »

Le 25 juin 1994, les troupes de Massoud reprennent les collines de Bala Hissar et Maranjan, d'où Dostom arrosait la ville de roquettes. Quelques semaines auparavant, elles avaient déjà arraché aux ismaëliens, alliés de l'Ouzbek, une ville décisive au nord de Salang, se garantissant ainsi la route du Tadjikistan. Rabbani est donc en position de force pour annoncer, au terme du prolongement de son mandat, qu'il se maintient encore jusqu'en décembre. Le 20 juillet, il accepte néanmoins de prendre part à une

conférence organisée par Ismaïl Khan à Herat, réunissant près de neuf cents Afghans. Les critiques fusent, un grand raout uniquement destiné à conforter le Jamiat puisque aucun autre chef de grand parti n'est présent. La Loya Djirga est cependant appelée à se réunir le 28 octobre. Entre-temps le représentant de l'Onu, Mestiri, réussit à son tour à rassembler des représentants de toutes tendances à Quetta, mais le plan qui en découle ne recueille pas non plus l'unanimité, la participation de Dostom aux futures instances gouvernementales étant un point d'achoppement.

En octobre, Didier Leroy fait l'état des lieux. À cette date, les bombardements à Kaboul ont fait vingt cinq mille morts, 20 000 blessés, 350 000 réfugiés950. L'opposition compte le plus de soldats – vingt-cinq mille, richement armés – mais un épouvantail, Hekmatyar, et une girouette, Dostom. Leurs deux principaux alliés, le chiite Mazari et Modjaddedi, ne sont pas sûrs. La coalition gouvernementale, elle, dispose de quinze mille hommes, dotés d'une dizaine d'avions de chasse, de quelques dizaines d'hélicoptères et d'avions de transport, mais ses faiblesses sont de nature politique : « Massoud, explique Leroy, a échoué dans sa tentative de rassembler autour de lui un large éventail ethnique, confessionnel et géographique à la hauteur de ses ambitions nationales. […] À mesure que le Jamiat gagne militairement du terrain, il en perd politiquement en raison de l'obstination et de l'isolement accrus de M. Rabbani et du coût très élevé en pertes humaines que Massoud doit infliger à la population de Kaboul pour se défendre des offensives de l'opposition951. » Selon le chargé d'affaires, la solution repose entre les mains des commandants qui n'ont pas voulu participer aux combats jusqu'à présent, pour l'essentiel des Pachtounes, plus ou moins modérés du point de vue religieux, Abdul Haq, Hadji Qadir, Gailani et Khalès : en tout, à peu près quinze mille combattants qui devraient rallier Massoud, Hekmatyar leur étant vraiment trop insupportable.

Cette vision n'est pas partagée par celui qui exerce au Quai d'Orsay une influence considérable, l'ambassadeur Pierre Lafrance, plus critique à l'égard de Massoud qui resterait à ses yeux un chef de guerre tadjik. Donc en rien représentatif. Démarchant chaque chef afghan, il tente de leur faire admettre qu'ils agissent par orgueil, qu'ils sont en fait incapables de gouverner seuls le pays, d'où la nécessité de parlementer avec les autres et

l'espoir d'une Loya Djirga dans un avenir plus ou moins proche, qui entérinerait leur accord.

Mais Lafrance entreprend aussi ceux qui tirent les fils en Afghanistan depuis presque vingt ans. La réaction de Benazir Bhutto est assez symptomatique : quand l'ambassadeur évoque l'Afghanistan, elle lui paraît « visiblement perplexe » et le renvoie à ses conseillers spécialistes du pays. Il comprend rapidement que ces derniers gravitent plus à l'Isi et au ministère de l'Intérieur qu'aux Affaires étrangères, preuve s'il en était du sentiment des Pakistanais que l'Afghanistan fait partie intégrante de leur pré carré. À l'Isi, le tableau qui lui est dressé est caricatural : puisque le pays se diviserait entre le Sud pachtoune et le Nord non pachtoune, nul ne pouvait espérer mieux que l'alliance contractée entre Hekmatyar et Dostom. Le ministre de l'Intérieur, le général Babar, se montre beaucoup plus perspicace. Lafrance le décrit comme un « vieil acrobate de la diplomatie entre factions952 ». Et pour cause, comme gouverneur militaire de Peshawar, l'officier a rencontré dans les années 1970 tous les leaders afghans actuels qui n'étaient encore que de jeunes révoltés sans influence. L'ambassadeur voudrait qu'il appuie le représentant de l'Onu, Mestiri, qui s'efforce de les rassembler. « Ce qu'il fait est très bien, réplique Babar, mais ce que je vais faire, moi, est encore mieux. »

Lafrance ne voit pas à quoi le général fait allusion. Personne n'a encore entendu parler des TalibanIV, ces milliers de jeunes réfugiés pachtounes dans les camps pakistanais, éduqués en zone tribale dans les madrasa deobandies dont le nombre a explosé sous le général Zia et qui prêchent l'islam du retour aux sources, empruntant au wahhabisme le refus de tout artifice décoratif ou musical. Tout ce qui est soufi, chiite, hindou y est honni. L'enseignement concerne presque exclusivement les hadiths du Prophète et la charia. Parmi ces élèves a figuré Mohammed Omar Akhund, né en 1959 près de Kandahar, preux combattant du djihad antisoviétique où il a perdu un œil. Devenu Mollah Omar dans la mosquée de Sangsar, il a vu se coaliser autour de lui un groupe d'une trentaine d'individus qui, exaspérés par les dépravations des seigneurs de la guerre, tentent de fédérer à leur tour des commandants moudjahidin, ainsi que les autorités religieuses et prennent attache avec les mouvements taliban. Dotés de moyens très limités, ils entreprennent dans un premier temps de nettoyer la route

Kandahar-Herat où des *check points* rançonnent systématiquement les voyageurs. Le dernier, tenu par le commandant Saleh, livre un stock d'armes important, mais aussi deux cadavres de femmes nues, violées, égorgées. En apprenant la nouvelle, la population gronde. Aussi le chef du district, Hadji Bashar, ancien commandant du Jamiat, se soumet-il spontanément au groupe, et pour preuve, demande à se faire raser le crâne en plein bazar. Le 12 octobre 1994, les Taliban chassent des séides d'Hekmatyar du village frontière de Spin Boldak.

Une question agitera bientôt toutes les chancelleries : la rapidité de propagation de ce mouvement de révolte, la facilité avec laquelle il recrute, entasse les armes, fait régner l'ordre, ne trahissent-elles pas une manipulation… pakistanaise ? Le soupçon traduit une analyse faussée de l'Afghanistan, supposé revenir mécaniquement au calme après le départ de l'URSS puis celui de Nadjibullah. C'est ignorer l'extraordinaire mécontentement populaire face à ces grands commandants qui, ressemblant de plus en plus à des seigneurs de la guerre, rivalisent en pillage, corruption et exactions diverses. L'Afghanistan en 1994 est une terre brûlée, dévastée, sans autorité. Les Taliban, ce sont tout simplement les premières pousses sauvages après le passage de l'incendie. Ils n'ont aucune peine à proposer une solution à un peuple révulsé. Pour autant, les Pakistanais, flairant le bon coup, ne se contentent pas de prendre le train en marche ; ils s'installent à la droite du conducteur et alimentent la locomotive avec tout le charbon à leur disposition. Les Taliban sont pachtounes, rigoristes, ils seraient parfaits pour remplacer à Kaboul les favoris d'autrefois mais qui ont déçu, principalement Hekmatyar. C'est ainsi que le général Babar les présente à quelques-uns de ses interlocuteurs comme ses « enfants » !

À preuve, la magnifique opération d'enfumage qu'il vient de réaliser. Le principal tracas du Pakistan était de ne pas pouvoir profiter comme il l'espérait, à cause du brigandage institutionnalisé en Afghanistan, de l'écroulement de l'URSS pour commercer avec l'Asie centrale. Après avoir aidé les Taliban à s'emparer d'un stock d'armes chez Hekmatyar, le général a donc mis sur pied un traquenard : un convoi de trente camions, conduits par d'anciens militaires pakistanais, quitte Quetta le 29 octobre, en direction d'Achkhabad. À l'intérieur, du matériel médical, mais le commandant Atchakzai qui contrôle la route pense plutôt à des armes et arraisonne le

convoi. Le piège s'est refermé : le Pakistan requiert l'aide des Taliban qui, le 2 novembre, surgissent à l'improviste, exécutent Atchakzai et prolongent leur route sur Kandahar dont le gouverneur fidèle à Rabbani, le mollah Naqibollah, pourtant à la tête de deux mille cinq cents hommes, se retire sans coup férir. Immense victoire pour un mouvement balbutiant, avec un trésor militaire à la clé une nouvelle fois. Les Taliban prennent le contrôle de la province, ordonnent le désarmement de toutes les milices, s'emparent de Mig ainsi que d'hélicoptères et lynchent quelques récalcitrants pour l'exemple.

À partir de cette date, le soutien pakistanais ne fait plus aucun doute : « Dans les semaines suivant l'émergence du mouvement taleb en Afghanistan, témoigne Adrian, nous avons vu les OT des services pakistanais à Quetta remonter tout de suite en Afghanistan auprès de Mollah Omar. Nous avons également observé les longs convois de camions pakistanais, dont nos sources afghanes faisaient le décompte, emportant les élèves des madrasa vers l'Afghanistan pour ramener l'ordre. Les Pakistanais leur fournissaient donc du matériel, mais aussi des hommes avec les élèves des madrasa où se mêlaient réfugiés afghans, pachtounes et pakistanais. Les Saoudiens faisaient de même avec les madrasa qui étaient sous leur obédience[953]. » À l'extérieur des services, en revanche, le mouvement taleb reste très méconnu. À Kaboul, un des amis afghans de Didier Leroy lui lance même : « S'ils ne sont pas soutenus par les Pakistanais, je les rejoins[954] ! »

Le premier journaliste occidental à les approcher est Stéphane Allix qui, en février 1995, pénètre dans Kandahar talibanisé. Au palais du gouverneur, il est courtoisement reçu par le secrétaire particulier de Mollah Omar, Wakil Ahmad Moutawaqil, à peine plus vieux que lui, qui l'autorise à se promener à sa guise à la seule condition de ne pas photographier d'« êtres vivants ». Il peut ainsi interroger le numéro deux du mouvement, le mollah Hassan, qui lui livre le programme taleb d'une simplicité redoutable : « Faire appliquer la loi islamique en Afghanistan. » Au gré de ses déplacements, il croise un homme, « grand, maigre, un large turban sur la tête et un châle sur les épaules », dont le seul œil bleu-gris « scrute, perce mieux que deux »[955] : le mollah Omar qui, tout aussi surpris, accepte de lui tendre une main molle, ce qu'il ne fait jamais à un « infidèle ». Allix regrettera de ne pas

avoir osé le prendre en photo alors qu'il a l'appareil autour du cou : cela aurait été un vrai scoop, car nul n'a encore pu le faire.

À Paris, la DGSE demande à Adrian d'enquêter, notamment auprès de l'Isi, et l'autorise à fournir en échange quelques informations sur un pays tiers. « Je leur ai demandé qui était Mollah Omar, relate le chef de poste. Ils m'ont aimablement sorti une fiche le présentant comme un ancien djihadiste, sans affirmer qu'ils l'appuyaient naturellement. J'ai transmis à Paris956. ». Selon lui, les Pakistanais n'ont aucune raison de lui faire des cachotteries : « Le seul dossier qu'ils aient jamais refusé d'évoquer avec moi, affirme-t-il, était celui du Cachemire. » Deux raisons peuvent donc justifier la rareté des informations. D'abord, la spontanéité du mouvement taleb. Ensuite, et ce n'est pas encore très clair dans toutes les chancelleries, les tiraillements intenses à l'Intérieur des services pakistanais : l'Afghanistan a toujours été sous la coupe de l'Isi, qui préférerait continuer à appuyer les anciens commandants comme Hekmatyar. Le jeu du général Babar est ressenti comme une intrusion du ministère de l'Intérieur dans ses affaires, mais aussi de Benazir Bhutto qui, pour revenir au pouvoir, a fait alliance avec les partis traditionalistes musulmans en promettant de financer leurs madrasa en zone tribale.

En Occident, les Taliban profitent à leurs débuts de leur ambiguïté sémantique. Qui dit taleb dit étudiant, donc jeunesse, renouveau : le mollah Omar et les siens bénéficient d'un *a priori* positif. Olivier Roy a beau souligner que, « l'ennui, c'est que les Taliban sont différents des autres factions afghanes : ils pensent ce qu'ils disent957 », comme très peu savent de quoi il retourne, n'est retenu que leur goût même intransigeant pour l'ordre, bien appréciable en période de guerre civile. Et puis, se dit-on, même au cas où le mouvement dégénérerait, il y aura toujours Massoud : si le Lion du Panjshir a eu raison de l'URSS, mettre au coin ces turbulents « étudiants » sera pour lui une sinécure. Les Taliban ne sont donc pas inquiétés, et, partout, les services diplomatiques ou de renseignement reviennent à leurs marottes datant du djihad. Au Pakistan, Adrian a toujours fort à faire avec les chefs de parti que se disputent Rabbani et Hekmatyar. Ainsi Gailani, vieille connaissance des Français, continue à réclamer à la DGSE un soutien financier sous le prétexte, explique Adrian, de renforcer son autonomie par rapport au chef du Hezb-e Islami. « Quand un

commandant basculait vers le Hezb-e Islami faute de moyens financiers, commente le chef de poste, c'était le contrôle de la région qui était perdu[958]. » Le projet gigantesque de pipeline entre le Turkménistan et le Pakistan devient l'enjeu à la mode pour se rallier l'appui des grandes puissances. Les Pakistanais le brandissent pour justifier leur exigence de sécurité dans l'Ouest afghan, d'où le soutien aux Taliban. Mais Massoud renverse habilement l'argument. « C'est son entourage lui-même qui a mis le pipeline sur le tapis, relate le chef du Service mission, Rodrigue, chargé de la liaison avec le commandant. Ils m'ont indiqué un tracé sur une carte en pointant une région de rébellion : "Aidez-nous à la sécuriser, avançaient-ils, et le pipeline sera sûr[959]." » Cette région, c'est bien sûr celle des Taliban qui sont en train de faire tache d'huile depuis Kandahar. Pourtant, le pipeline ne semble pas intéresser les industries françaises. Didier Leroy à Kaboul et Adrian à Islamabad[V] témoignent ne jamais avoir été prévenus durant leur présence dans la région de la venue des entreprises pétrolières nationales.

La France, à cette époque, ne se départ pas de ses habitudes. Le chargé d'affaires rend visite au seigneur de Mazar-e Charif, faiseur et défaiseur de toutes les alliances depuis deux ans, Abdul Rachid Dostom. Dans un palais typiquement soviétique, avec ses plafonds bas sur une salle immense meublée d'un interminable tapis rouge et de quelques faux sièges Louis XV, une dizaine de journalistes sont venus immortaliser la scène. Après les photos et déclarations d'usage, Dostom met tout le monde dehors. « Je veux parler seul à seul avec M. l'ambassadeur », déclare-t-il. Didier Leroy renonce à lui expliquer la nuance avec un chargé d'affaires et s'attend à une déclaration fracassante sur la guerre civile ou à des demandes d'armes : « Monsieur l'ambassadeur, annonce Dostom avec ferveur, je voudrais un centre culturel français à Mazar-e Charif[960] ! »

Leroy, sidéré, promet de transmettre au Quai d'Orsay, qui ne donnera pas suite. La France demeure aux yeux des Afghans la patrie de la culture. Elle continue d'ailleurs à subventionner le lycée Esteqlal, mais à Peshawar, où, à l'instigation du prince Wali Jan et de Mohammed Ali Raonaq[VI], il a en quelque sorte été recréé en 1988, avec l'appui de l'Éducation nationale française et de diverses ONG comme Afrane. Des promotions de quatre cents élèves, issus des camps de réfugiés, continuent d'y apprendre le

français et de postuler à un bac équivalent à celui de leurs camarades en France. Didier Leroy plaide en faveur d'un accroissement du nombre de bourses pour les diplômés désireux de venir à Paris, même s'il sait qu'il sera impossible de les récompenser tous. L'aide au développement piétine. Au Quai d'Orsay, l'ancien coopérant à Kaboul Emmanuel Delloye, qui a été nommé sous-directeur à la coopération gouvernementale et décentralisée, peine à faire évoluer les mentalités. En tout, une vingtaine de Français œuvrent alors dans le pays. Depuis l'été 1992, AMI opère dans le Nouristan, le Logar, le Nangarhar et le Panjshir. Vétérinaires sans frontières s'active dans le Wardak, le Kounar, le Nouristan et le Badakhshan. À Afrane, Bernard Dupaigne axe l'essentiel des activités sur la rénovation des karez, les pompes à eau qu'il a développées dans les années 1980 n'ayant pas l'heur de plaire aux bailleurs de fonds européens. L'ethnologue connaît sur le bout des doigts ce système d'irrigation ancestral pour avoir même démontré dans les années 1960 son existence dans le nord de l'Afghanistan quand les spécialistes ne le localisaient que dans le Sud. « Mais là encore, raconte-t-il, les eurocrates ne comprenaient pas à quoi les karez pouvaient servir ! Alors que l'action de médecins, d'infirmiers, ça, c'était facilement compréhensible961. » Au final, avec un budget forcément en baisse par rapport au temps du djihad, Afrane concentre ses activités dans le Logar et le Ghazni, mais aussi à Kaboul où elle participe avec d'autres ONG françaises au programme KEP (Kabul Emergency Program), financé par Echo depuis 1994, consistant à assurer la distribution d'eau potable pour deux cent cinquante mille personnes, la production de boulangerie, le ramassage des ordures ménagères.

De son côté, Madera s'est développée dans le Nouristan, le Laghman, le Kounar, le Hazaradjat et le Ghor avec la remise en culture d'hectares en friche, des travaux d'irrigation, la création d'un réseau de cliniques vétérinaires, le développement du microcrédit. La plus importante de toutes les ONG (en dehors de MSF) est incontestablement Avicen qui, à la fin des années 1980, est une énorme machine présente dans tout le pays, dotée d'un budget annuel de 40 millions de dollars et de huit cents salariés. « Du pro, du gros ! » a ainsi demandé Bruxelles à son fondateur Philippe Truze. Le retrait des Américains de l'aide au développement a été très profitable au docteur qui a pu récupérer la plus grande partie du réseau de MSH, ses

équipes afghanes et ses centres de soin. L'ONG réactive des centres de protection maternelle infantile, soutient l'hôpital Indira-Gandhi et Mastourat, ouvre en partenariat avec des établissements marseillais, une banque du sang initiée par les Soviétiques, bâtit le premier programme de dépistage du virus du sida dans le sang des donneurs. L'ONG crée enfin Ashiana, des centres destinés à recueillir les enfants des rues, qui travaillent toute la journée afin d'aider le peu de famille qui leur reste. Sans leur interdire cette activité vitale, elle les vaccine, bien sûr – son activité première –, mais leur apporte aussi l'hygiène, leur apprend à lire, à compter, l'anglais, palliant ainsi la fermeture des écoles de Kaboul.

L'influence grandissante d'Avicen peut susciter des dénigrements. D'aucuns lui reprochent en particulier, à elle autant qu'à des ONG historiques comme Solidarités, de jouer de ses connivences afghanes pour faire passer à ses convois humanitaires le verrou de Sarobi, l'un de ceux qui permettent à Hekmatyar de tenir le blocus de Kaboul. Mike Barry, figure historique de l'aide aux Afghans, préférerait que, au nom du « droit humanitaire », les agissements d'Hekmatyar soient publiquement dénoncés et que le blocus soit brisé par des opérations spectaculaires comme un pont aérien. Avicen, ainsi que ses consœurs, réplique préférer l'efficacité, jurant, comme l'écrit Didier Leroy, que les accords passés avec les commandants, exploitant en fait les liens tribaux, « ne vont jamais jusqu'à la compromission ni jusqu'à la complaisance face à un chantage962 ». Mais ce n'est pas tout. Mike Barry s'emporte également contre le choix de la plupart des ONG de toujours utiliser le Pakistan pour base arrière, ce qui revient à ses yeux à consolider la politique d'Islamabad. Il est certain que la facilité a pu conduire certains humanitaires à ne pas déroger, après le départ de l'URSS, à une routine qui leur fut si complexe à installer. Mais tourner le dos au Pakistan obligerait à passer par les républiques d'Asie centrale à la stabilité politique encore très incertaine. Quant à l'accusation de parti pris propakistanais, il suffit de lire le rapport étoffé du chargé d'affaires français fin 1994 pour la tempérer : « Nous souffrons, écrit-il, de la réputation de soutenir davantage le camp gouvernemental963. » Les commandants de l'Est afghan, Khalès et Abdul Haq en tête, ont en effet reproché aux Français, en sa présence, de « n'aider que Massoud964 » : il est assez difficile d'envisager qu'une même organisation puisse à la fois servir les

intérêts des Pakistanais et ceux du Panjshiri qui sont diamétralement opposés…

À Kaboul, le chargé d'affaires cherche tous les moyens susceptibles de ramener la paix. Rapprocher Massoud et Hekmatyar est la solution la plus logique, mais sans doute la plus délicate. Aussi Didier Leroy privilégie-t-il ce qu'il appelle « la formule de l'aspirine », ou comment former une « molécule stable », avec les atomes « Massoud » et « Zaher Shah », chacun coalisant autour de lui un faisceau de relations, partisans, sympathisants. Sa première visite est pour l'ancien roi, à Rome, qui l'accueille en lui demandant : « Avez-vous des nouvelles de mon cousin le comte de ParisVII965 ? » L'idée d'une association avec Massoud dans l'intérêt du pays lui sied. « Un grand guerrier, un grand nationaliste », dit-il en ajoutant qu'il a déjà reçu ses émissaires. De fait, il a confié à Daoud Mir qu'il considérait le commandant comme « son fils et un héros de la patrie966 ». Massoud est dans les mêmes dispositions. Au cours d'un des dîners copieux qu'il aime à donner à ses invités, il confie sa grande estime pour le monarque au chargé d'affaires qui sait peser dans ces propos la part de diplomatie obligatoire.

Mais la formule de l'aspirine ne fonctionne pas. Quand Zaher privilégie la rédaction d'une Constitution, Didier Leroy est stupéfait de constater que Massoud, lui, n'y a pas réfléchi. Grosse erreur. À la manière d'un général Giraud déclarant en 1943 « un seul but, la victoire », Massoud, imité par tout son entourage, n'anticipe guère l'après-guerre civile. Comme à Laurence Laumonier en 1982, comme à Reza Deghati en 1985, il répond à Leroy qui l'interroge sur ses projets personnels : « Mon rêve serait de reprendre des études d'ingénieur. Je voudrais bâtir des barrages967 ! » Belle humilité, vraisemblablement sincère, mais qui n'est pas à la hauteur de l'enjeu. L'Afghanistan a besoin d'un leader, non d'un architecte.

Les mêmes failles apparaissent quand Didier Leroy interroge Massoud sur la ligne Durand. Le point est capital, car de l'acceptation par les Afghans de cette frontière avec le Pakistan dépend la stabilité de la région. Or quelle n'est pas sa surprise d'entendre Massoud tergiverser pour finalement déclarer qu'il soumettrait la question par référendum aux Afghans. Ce manque de consistance politique lui coûte. Au Quai d'Orsay, la sous-directrice Asie méridionale, Chantal Poiret, affirme : « Je répétais sans

cesse que Massoud devait pratiquer l'ouverture. Il avait prouvé qu'il était un grand chef militaire, il devait montrer qu'il pouvait déployer de semblables compétences en politique. C'est à l'homme fort de faire un geste envers les autres parties968. » À chacune des nombreuses visites de Daoud Mir, devenu chargé d'affaires à Paris, elle lui martèle : « "Mais ouvrez donc ! Faites l'ouverture !" Il me répondait toujours : "Ce n'est pas le moment ! Nous venons de prendre le pouvoir. Nous devons d'abord consolider notre position, ensuite on verra." »

Les Français ne sont pas les seuls à tenter de convaincre Massoud. L'Algérien Abdullah Anas l'incite à choisir entre « prendre tous les pouvoirs, et se comporter de manière dictatoriale, comme Nasser, ou, au contraire, délaisser tous les pouvoirs, comme le général soudanais Swar… Au lieu de ça, il est resté entre deux eaux et ça l'a conduit à sa perte969 ». Anas en discute souvent avec le commandant, mais il s'attire pour réponse : « Tu es arabe, tu ne sais pas ce qu'est l'Afghanistan. » Jean-José Puig a droit au même discours quand il lui reproche d'avoir pris Kaboul sans programme politique : « Cela ne lui plaisait pas du tout quand je lui parlais de guerre civile. Il disait que les questions ethniques étaient sans importance en Afghanistan970. » Son chargé des relations extérieures, Abdullah Abdullah, parcourt les capitales pour expliquer, comme à Afrane au printemps 1995, qu'« il y a un énorme décalage entre l'image que se fait le monde extérieur et la réalité qui est que les Afghans, quelle que soit leur ethnie, ont résisté contre ces gens au service des pouvoirs étrangers. Le monde a ainsi oublié l'Afghanistan sous prétexte qu'il s'agirait d'une guerre civile971 ». En réalité, Massoud voit son pays non pas tel qu'il est, mais comme il voudrait qu'il soit, uni, rassemblé contre le danger qui viendrait du Pakistan avec Hekmatyar, de l'Ouzbékistan avec Dostom ou de l'Iran avec Mazari, quand ces pays ne font qu'appuyer, pour leur propre avantage bien entendu, des divisions ethniques affirmées.

Les années de guerre civile finissent par dilapider le capital de confiance que lui avait rapporté le djihad. On évoque son nom dans des massacres subis par des chiites à Kaboul ou dans des tentatives d'assassinat contre des adversaires. Parmi ceux qui croient toujours en Massoud, Rodrigue, chef du Service mission, maintient la liaison de la DGSE contre vents de guerre afghane et marées de doutes français. Du coup, seules des opérations

mineures sont montées, et encore avec une prudence d'expert-comptable. « Les premiers matériels, témoigne Daoud Mir, ont été des radios militaires, même pas françaises, des japonaises, et j'ai été obligé de faire une lettre pour certifier que c'était le gouvernement afghan qui les achetait[972]. » Massoud ne cache pas son impatience. À chaque contact avec Rodrigue, il exhibe une liste de requêtes : « Il me disait comprendre parfaitement que la France ne puisse s'impliquer ouvertement dans le conflit, commente l'officier. Mais il avait des attentes qu'il nous savait capables de satisfaire[973]. » Son représentant à Paris, Daoud Mir, n'y va pas par quatre chemins : « Si la France ne fait pas un geste, nous arrêtons toute relation. À quoi sert l'appui des services français s'il n'y a jamais rien qui vient en notre faveur[974] ? » Les combats avec Hekmatyar et Dostom, l'émergence des Taliban obligent en effet le Jamiat à faire feu de tout bois pour recompléter ses stocks. Même Adrian, chef de poste à Islamabad, est démarché par Masood Khalili, représentant de Rabbani à Islamabad, pour du matériel et de l'argent, ce qui lui vaut des remontrances puisque cet aspect-là du dossier afghan est du domaine exclusif de la direction des opérations.

La DGSE ne peut plus reculer. Depuis dix ans qu'elle « traite » Massoud, elle lui a toujours mégoté son soutien militaire. Or, « dans les services comme en amour, il faut tôt ou tard des preuves », souligne l'un des hauts responsables de l'époque. Et voilà les fameux Milan de retour. Sauf que tout est inversé par rapport à 1988. Hier présentée comme pourvoyeuse de centaines de missiles aux Moudjahidin, alors qu'elle n'y était quasiment pour rien, la France cette fois-ci est bien l'actrice principale de l'opération et dans le secret le plus total.

Alors pourquoi maintenant ? Le directeur des opérations, le général Costedoat, reconnaît que le Service a régulièrement proposé la livraison de missiles antichars, mais les ministres successifs ont toujours émis un refus : « Ce n'était pas un désintérêt de leur part mais l'illustration que l'Afghanistan n'était pas prioritaire à leurs yeux. » Le changement de majorité en 1993 peut donc être une des raisons de l'accord cette fois donné, d'autant que le ministre de la Défense François Léotard a toujours compté parmi les défenseurs les plus affichés du commandant Massoud. Mais la décision incombe principalement à François Mitterrand. Ce

changement tactique peut aussi s'expliquer par un rapport de force nouveau : Massoud n'était qu'un commandant de guérilla dans les années 1980, désormais il représente à Kaboul ce qui se rapproche le plus d'un État de droit, voire d'un cheminement vers un État de droit alors qu'Hekmatyar et Dostom semblent ne promettre que la chienlit. Une livraison de matériels militaires relèverait de la coopération interétatique et non plus d'une action clandestine. Ainsi que le note le général Costedoat, « c'est une décision éminemment politique puisqu'il s'agit d'une livraison d'armes, qui implique donc le pays géostratégiquement ». Mais contre qui ? Certainement pas les Taliban : la livraison en effet a été décidée à la fin de l'année 1994 ou au début 1995, or, à cette époque, les Taliban sont méconnus et jugés peu dangereux pour l'avenir du pays. C'est bien Hekmatyar qui est dans la ligne de mire des missiles, mais comment Islamabad va-t-il considérer l'immixtion de la France dans son jeu ? Se vengera-t-il sur les juteux contrats d'armes ? Côté français, Victor, qui succédera bientôt à Rodrigue auprès de Massoud, certifie que, « jamais, en réunion préparatoire [à la DGSE], cet argument n'a été abordé. Jamais personne n'a mentionné que pareille action pourrait gêner la vente des sous-marins au Pakistan975 ».

D'où deux hypothèses : soit le gouvernement français vise le *black-out* complet, et c'est bien illusoire ; soit la livraison est trop modeste pour contrarier les Pakistanais. Et cela semble le cas : selon le général Latif, chargé de l'équipement de Massoud à l'époque, quarante missiles auraient été livrés, ainsi que dix postes de tir. Quatre sont restés avec Massoud, six autres ont été distribués à d'autres commandants, dont le général Atta à Mazar976. Pas de quoi renverser le cours du conflit, ni grever les finances françaises, ni trop chagriner le Pakistan avec lequel les échanges commerciaux en 1993 se sont chiffrés à 5 milliards de francs. Au même moment, François Léotard appose ainsi sa signature sur un contrat de vente de trois sous-marins Agosta pour un montant de 5,4 milliards de francs.

Le choix d'un missile antichar semble découler de l'analyse des affrontements en cours – en fait des accrochages très brefs entre colonnes de véhicules – même si très peu de blindés sont alignés. Toutefois, Ludovic, alors chef du bureau assistance de la direction des opérations (donc chargé des livraisons militaires), relativise : « Il ne faut pas toujours chercher un

rapport avec le contexte politique ou militaire. Il se trouve qu'à ce moment-là les services ont voulu conforter leur position auprès de Massoud pour telle ou telle raison, et, dans la précipitation, on a dû regarder ce que nous avions en stock. C'est ce qui se passe usuellement. On se retrouve au pied du mur à se demander : Que peut-on faire ? Le directeur général trépigne ; on fait le tour des possibilités matérielles et techniques. On observe qu'il y a du matériel prévu pour telle opération qui a été annulée, que c'est stocké à tel endroit, disponible, donc ça fait l'affaire977 ! »

Nul pays tiers n'a apparemment été invité à casser son « End User Certificate » ; les armes en effet sont chargées non pas sur une base discrète de la DGSE dans un coin d'Afrique, mais à Roissy, dans un des avions de la compagnie nationale afghane Ariana. L'appareil, complété presque à ras bord par des munitions de tous calibres, s'envole pour… Moscou, les Russes ayant passé un marché avec Massoud : contre son refus de soutenir la guérilla tadjike dont il pourrait se sentir proche, le Kremlin lui garantit la sécurité de ses deux principales voies de ravitaillement, par Moscou et New Delhi. Mais la poisse s'en mêle. L'avion d'Ariana tombe en panne. À Paris, Daoud Mir est dans tous ses états, et quelques officiers des services aussi. Il serait vraiment du plus mauvais effet que les Russes se prennent d'envie de visiter l'appareil et de dévoiler au grand jour le soutien apporté par la France. Daoud Mir se précipite pour obtenir la pièce mécanique nécessaire au redécollage de l'avion et la met sur un vol Air France le lendemain. À Moscou, son adjoint Mehrabuddin Masstan, qui accompagne le chargement, s'empresse de la porter aux équipes de maintenance et l'appareil peut reprendre les airs. Peu après, deux instructeurs du Service action feront le voyage à Kaboul pour former les tireurs.

La France pouvait-elle faire plus ? En théorie, oui : d'autres chefs de guérilla, en Afrique surtout, pourraient en attester. Mais, en l'espèce, rien ne l'y incite : Massoud ne convainc pas suffisamment et les intérêts de la France en Afghanistan sont trop réduits pour qu'elle encoure des risques supérieurs. Au sein de la DGSE, les obstacles sont nombreux. Rodrigue lui-même n'insiste pas pour décrocher plus. Si grande que soit son estime pour Massoud, il connaît les limites du commandant, en particulier politiques, que la direction du renseignement n'a de cesse de mettre en exergue : « Ils

avaient fait un calcul rapide, explique-t-il : les Pachtounes sont largement majoritaires, il fallait donc les soutenir plutôt que Massoud. »

Cloisonnement oblige toutefois, la DR semble ne rien savoir des livraisons de Milan. Chef de poste à Islamabad, Adrian évoque sa surprise en l'apprenant en 2010 et s'étonne d'une telle décision du Service : « Quel était en effet l'intérêt pour la France de prendre parti en faveur d'un clan contre un autre dans une guerre civile ou une guerre des chefs ? Il est clair qu'il n'y a pas eu de concertation avec la DR, car celle-ci aurait très probablement mis en doute l'utilité de l'opération978. » Même préoccupation à Matignon où les conseillers diplomatiques suggèrent, à l'occasion de la venue de Benazir Bhutto à Paris début novembre 1994, de « féliciter le Pakistan pour les efforts de médiation qu'il déploie dans certains conflits régionaux, et notamment dans la crise tadjike. Nous estimons que le Pakistan a un rôle modérateur à jouer, en raison de son attachement aux principes de démocratie et de tolérance979 ». La dernière assertion laisse un peu pantois au regard des menées pakistanaises en Afghanistan, une nuance que le conseiller diplomatique de François Mitterrand, Jean Lévy, ne manque donc pas, lui, d'apporter : « L'influence bénéfique que ce grand pays d'Islam modéré est susceptible d'exercer dans son environnement général est incontestable sauf en Afghanistan où les tentatives de médiation d'Islamabad sont antinomiques avec certaines ingérences pakistanaises (essentiellement de l'armée)980. »

Le lien avec le Pakistan pèse irrémédiablement sur la vision française de l'Afghanistan et partage les autorités. À Kaboul, le chargé d'affaires Didier Leroy fait ainsi savoir, non sans ravissement pour lui, après avoir pris attache avec tous les partis en lice : « nous sommes désormais en mesure de faire valoir à nos interlocuteurs afghans de l'intérieur, très sensibles sur ce sujet, que, pour nous, le Pakistan n'est plus le point de passage obligé dans notre relation avec l'Afghanistan981 », ce qui serait une révolution depuis l'invasion soviétique. Depuis des semaines, il est lui-même passé à l'acte en tentant d'amener Massoud et Hekmatyar à un cessez-le-feu. « Le but, relate-t-il, était avant tout de faire cesser les bombardements sur Kaboul qui, en 1994, avaient causé quatre mille morts. » Son projet reçoit l'aval du Quai d'Orsay ; le ministre, Alain Juppé, écrit en marge de la note correspondante : « OK, félicitez M. Leroy ! » Le diplomate rencontre donc

séparément Massoud et Hekmatyar à quelques reprises. Après moult palabres, en février 1995, il décroche l'accord des deux commandants : influence de la France, mais aussi récompense de la somme de courage et d'obstination déployée, enfin solution de la dernière chance pour « l'ingénieur ». Depuis novembre en effet, les Taliban lui taillent des croupières dans tout le Sud. Osant dorénavant sortir des régions ethniquement semblables, ils se rapprochent dangereusement du dernier bastion d'Hekmatyar.

Pour lieu de la rencontre, Didier Leroy opte pour une ferme en bordure de Kaboul dont le propriétaire lui est toujours redevable de lui avoir rapporté de France des lunettes. Hekmatyar cependant fait preuve d'ultimes réticences :

– Qu'est-ce qui me dit qu'on ne va pas me tirer dessus à mon arrivée ?

– Je monterai dans la même voiture que vous ! réplique Leroy qui est convaincu que jamais le camp adverse ne prendrait le risque insensé de tirer sur un diplomate français[982].

Les négociations capotent au dernier moment. Selon *Le Figaro* du 4 février, « alors que [Massoud et lui] avaient accepté cette initiative, Gulbuddin Hekmatyar a peu après dénoncé avec virulence la France, accusée de soutenir Ahmad Shah Massoud[983] ». En fait, les Taliban viennent de donner l'assaut contre son QG de Charyasab d'où il ordonnait le pilonnage de Kaboul. Islamabad lui enjoint de fuir : l'Isi le lâche devant le succès phénoménal des Taliban qui ont dit vouloir « pendre[984] » tous les commandants afghans. Le Logar, pièce maîtresse de l'opposition à Massoud, passe sous contrôle taleb, Hekmatyar se réfugie dans son ultime fief, Sarobi, à quatre-vingts kilomètres de Kaboul.

Outre le soutien pakistanais, évident par les armes et la tactique employées, les Taliban doivent leur expansion à deux facteurs difficilement compréhensibles en Occident. En premier lieu, contrairement à ce qu'une partie de la presse explique, ils ne sont pas perçus par la population comme des conquérants, mais comme des libérateurs. Comment, s'offusque-t-on à Paris, ces barbus incultes pourraient-ils être appréciés alors qu'ils n'apportent qu'interdictions, châtiments corporels, vexations ? D'abord, parce qu'ils ne font que rétablir, dans certaines régions pachtounes, un ordre

préexistant, ensuite parce que les commandants ont tellement abusé de leur position que les populations ne peuvent accueillir qu'avec soulagement ceux qui osent les déboulonner. Le cas de Hamid Karzai est assez emblématique : pour qu'un homme si fin, issu d'une famille respectée, en vienne à soutenir des rustres comme les Taliban, il faut une dose importante d'exaspération – et d'opportunisme aussi bien sûr. Lui-même a subi directement les excès du pouvoir en place puisque, bien que sous-ministre des Affaires étrangères, il a été arrêté par Fahim pour des soupçons de connivence avec l'Isi, emprisonné, avant de s'évader et de s'exiler aux États-Unis.

Le second facteur de réussite des Taliban est la passivité, la complaisance même de Massoud à leur égard. En février encore, Rabbani ne cache même pas le soutien apporté par le Jamiat : « Nous avons demandé à nos commandants dans les zones que nous contrôlons, explique-t-il à *Libération*, de les aider à libérer les troupes, à désarmer les combattants, à mettre fin à la corruption[985] ». À Paris, Daoud Mir explique, lui, que, « pour l'instant, ils brûlent les champs de pavot de Kandahar et cela est très bien[986] ».

Massoud livre à Rodrigue la raison profonde de son attitude : « Ce qui était le plus important à ses yeux, rapporte celui-ci, était qu'ils étaient en train de régler son compte à son ennemi principal, Hekmatyar. » Pourtant, le chef du Service mission ne cache pas au commandant ses inquiétudes : comment rester confiant devant un mouvement qui conquiert tout le Sud avec une telle rapidité ? « Il me répondait avec beaucoup de tranquillité qu'il ne s'agissait que de jeunes étudiants en religion, des fanatiques, qui ne lui inspiraient aucune crainte. » Ainsi Abdullah Anas l'entendit-il expliquer : « Leurs cœurs sont purs[987] » au gouverneur de Kandahar pour obtenir qu'il baissât les armes face à eux. Une fois de plus, et même si c'est un tort unanimement partagé, Massoud commet une grossière erreur politique. D'une part, ainsi qu'il l'expliquera à Jean-José Puig, « il ne pensait pas que les Taliban seraient aussi bornés, qu'ils tiendraient absolument à aller jusqu'à Kaboul et ne se contenteraient pas de tenir le Pachtounistan[988] ». D'autre part, et c'est une constante chez lui, il se méprend totalement sur le jeu pakistanais : après avoir mis tant de temps à

admettre que l'Isi ne voudrait jamais de lui, il ne le croit pas capable de tirer un trait sur Hekmatyar.

Il est trop tard quand Massoud cherche à pactiser avec les Taliban, en mars 1995, à Maidan Shar. Selon Mohammed Eshaq, le commandant aurait dit à leur émissaire, le mollah Rabbani, que « le combat dans Kaboul causerait bien des souffrances à la population. Il lui a donc demandé ce qu'était leur but. Les Taliban ont répondu qu'ils souhaitaient instaurer la loi islamique dans le pays. Massoud a affirmé n'avoir pas d'objection à ce sujet. Il leur a proposé la constitution d'une commission avec les oulémas des deux côtés pour discuter d'une solution. Ils ont donné leur accord. Massoud est donc rentré à Kaboul préparer sa délégation d'oulémas, mais les Taliban n'ont jamais envoyé la leur 989 ». Plus tard, selon Eshaq, il sera dit que « les Taliban avaient en fait pour projet de faire prisonnier Massoud, mais que le mollah Rabbani s'y était opposé puisque Massoud était prêt à un accord ». La guerre est inévitable à Kaboul. Les Taliban réalisent un beau coup en ralliant sous leur bannière, eux les sunnites intransigeants, les chiites hazaras du Wahdat, acculés par Massoud, et dont le chef, Mazari, est tué le 13 dans d'étranges conditionsVIII. Mais Massoud réagit encore. Après avoir sévèrement bombardé les quartiers sud-ouest de la capitale, il sonne la charge qui repousse l'ennemi, le 19, jusqu'à Charyasab – le mollah Bordjan, qui conduit la ruée taleb depuis un mois, est tué. Premier revers des fous de Dieu, suivi d'un deuxième, le 1er avril, à Shindand, ancienne base soviétique au sud d'Herat. Au fond, Massoud est d'une constance rare, aussi piètre politique qu'excellent stratège.

Il n'en reste pas moins que toutes les chancelleries cherchent désormais à en savoir plus sur le mouvement taleb. À Islamabad, le chef de poste de la DGSE doit s'employer à recruter de nouvelles sources. Il s'intéresse en priorité aux madrasa de la zone tribale autrefois fidèles à Khalès et Modjaddedi pendant le djihad, et qui ont basculé dans l'extrémisme sous l'influence pakistano-saoudienne. Deux d'entre elles jouissent d'une influence prépondérante. À Karachi, le Mawlawi Mohammed Youssouf Binori accueille des centaines d'étudiants au Jamiat-ul Oulom-e Islamiya. Mais la madrasa la plus importante est incontestablement, à Akora Khattak, Darul Uloom Haqqania, dirigée par le Mawlawi Sami ul-Haq, personnage jovial à la barbe teintée au henné. Près de trois mille élèves peuvent y

postuler au bout de dix ans à un doctorat en études islamiques. Sami ul-Haq prétend avoir formé pendant le djihad quatre-vingts pour cent des commandants pachtounes. Mais le plus intéressant est que pratiquement tout l'entourage de Mollah Omar a été son élève et demeure très attentif à ses conseils. Pour la DGSE, la madrasa est en quelque sorte l'un des sas d'accès à la shura de Kandahar, organe de direction central du mouvement taleb.

Selon l'historien Assem Akram, affolée par la propagation taleb dans le pays, la coalition à Kaboul aurait envisagé de transférer le pouvoir à une instance neutre, chapeautée par Zaher Shah, l'arme de la dernière chance pour des opposants au retour de la monarchie, afin de contrecarrer l'emprise ennemie chez les Pachtounes. Les Taliban ayant été repoussés militairement, le projet ne va pas plus loin. De même, Rabbani, qui avait projeté de quitter la présidence à la fin du ramadan (21 février 1995), décide de se maintenir. Le calme s'installe dans la capitale, à tel point que le chargé d'affaires français suggère aux entreprises françaises de venir y prospecter des marchés. De leur côté, Abdullah Abdullah et Wali Massoud font le tour des capitales occidentales pour obtenir la réouverture des ambassades. Mais le représentant spécial de l'Onu, Mahmoud Mestiri, sape leurs efforts en déclarant : « À l'heure actuelle, le présent "gouvernement" n'est pas un véritable gouvernement. Il n'a aucune base légale, il ne contrôle que deux des cinq principales villes d'Afghanistan et approximativement huit de ses trente-deux provinces990 ». D'aucuns y reconnaissent la patte pakistanaise. De même, l'opposition afghane dénonce de plus en plus la bienveillance de la Russie qui fournit Kaboul en munitions et pièces détachées, qui laisse se poser les avions de Massoud à Moscou et Douchanbe, qui imprime même les afghani sans aucune autorisation internationale. En contrepartie, en mai, Rabbani accueille une rencontre avec le président tadjik Rakhmonov et Sayed Abdullah Nouri, leader d'un des principaux partis de la résistance.

Sur le terrain militaire, il n'y a que deux manières de procéder pour refouler le mouvement taleb dans son bastion kandahari : par Herat ou par Ghazni. En août, Ismaïl Khan lance l'offensive sur la première voie : il grignote le Helmand mais, face à lui, les Taliban se sont refaits. Grâce à l'Isi, aux Saoudiens, à Dostom, il est refoulé jusqu'à Herat d'où il s'enfuit

le 5 septembre. Massoud échoue de même sur l'autre axe d'opération, Dostom ayant cette fois prêté main-forte aux chiites du Wahdat dans le Hazaradjat qui perturbe toutes les communications entre Herat et Kaboul. La direction des opérations de la DGSE pour autant ne lui retire pas sa confiance. Durant l'été, elle lui apporte en particulier une aide originale et à peu de frais. Depuis de nombreuses années, le commandant juge insuffisante la part qui lui revient du commerce des émeraudes, soit dix pour cent sur le prix d'adjudication de la boulie, vente aux enchères réalisée dans le Panjshir en respect de la chariaIX. *Le Monde*991 chiffrera en 1999 à 60 millions de dollars la somme correspondante : « C'est complètement fantaisiste, affirme l'expert Jean-Claude Michelou. Cela voudrait dire que l'Afghanistan produisait pour 600 millions de dollars au total. Or la Colombie est le premier producteur mondial, et la meilleure année, en 1995, elle en a retiré 450 millions992 ». D'autre part, il est pour le moins incertain que Massoud parvienne à récupérer l'intégralité de la taxe de dix pour cent vu les combines des Panjshiri pour ne pas la payer et les prélèvements des intermédiaires, dont certains dans son propre entourage. « Depuis le début de la guerre, confirme Daoud Mir, Massoud taxait les commerçants du Panjshir sur leurs ventes. Mais autant la pratique est facile avec les lapis-lazuli, de grosses pierres, autant les émeraudes se dissimulent aisément. Nombre de Panjshiri trafiquaient donc avec le Pakistan993. »

En fait, selon Daniel Piat, « le volume mensuel des ventes à Peshawar pouvait en moyenne être estimé à 1,5 million de dollars et les prix pratiqués étaient probablement le double ou le triple de ce qu'ils étaient à la boulie dans le Panjshir994. » Ce qui signifierait que Massoud ne retirait pas plus de quelques millions du négoce. Les pierres de mauvaise qualité sont alors écoulées via le Pakistan par une société suisse, Vanico SA, basée à Genève, liée à Mme Moussaiev, riche joaillière de Londres. Mais il reste à faire avec les plus belles pièces. La DGSE veut aider Massoud à en tirer un meilleur profit. Son nouveau directeur des opérations, Dominique Champtiaux, n'a pas besoin de chercher loin : sa promotion de l'IHEDN compte un expert joaillier, également conseiller du commerce extérieur, Didier Giard, dont la famille est dans la profession depuis 1887. Celui-ci enrôle Daniel Piat, lapidaire et négociant en pierres précieuses depuis le début des années 1960, probablement l'un des meilleurs experts au monde pour qui les

pierres du Panjshir sont « les plus belles qui puissent exister[995] ». Admirateur de Massoud, il lui a déjà proposé ses services à plusieurs reprises depuis 1984. En août, sous les bons offices de la DGSE – ce dont Daniel Piat n'a peut-être pas conscience –, le duo gagne Kaboul où il s'entretient avec le commandant et Abdullah Abdullah. Après quelques jours de préparation, il accompagne Massoud dans le Panjshir où il a eu en 1993 un prédécesseur, Jean-Claude Michelou, approché pour la même raison dès la fin des années 1980.

Une fois l'inspection faite, retour à Kaboul où un rendez-vous est prévu pour le soir même avec un Massoud pendu au téléphone car il a lancé une offensive importante contre les Taliban. Daniel Piat fait un rapport qui rejoint les observations de Michelou deux ans plus tôt : « Les filons étaient inclus dans des roches dures ; l'extraction avec des explosifs récupérés dans les bombes russes non explosées causait d'énormes dégâts aux cristaux et en altérait la valeur. » Avec Didier Giard, il propose de créer une véritable Bourse à Kaboul où vendeurs et acheteurs négocieraient librement, mais avec des règles inspirées de celles régissant les capitales européennes, qui assainiraient et internationaliseraient le marché. Les deux experts voient alors Massoud, emballé, laisser parler l'architecte pour en esquisser les plans sous leurs yeux.

Le temps du commandant semble néanmoins compté à Kaboul. L'ensorcellement taleb a opéré à Islamabad, à Riyad, mais aussi à Washington où l'on se prend à envisager un remède miracle à tous les maux de l'Afghanistan : les Taliban ont annoncé leur projet d'éradiquer la drogue qui infeste les États-Unis, ils ont acculé Hekmatyar qui a formé dans ses camps certains des auteurs des attentats contre le World Trade Center de février 1993 et les intérêts américains en Arabie saoudite ; Benazir Bhutto est venue leur expliquer qu'ils seraient une force stabilisatrice ; enfin, l'ordre instauré dans le Sud et l'Ouest, particulièrement à Herat que Massoud échoue à reprendre le 16 octobre, ouvre les meilleures perspectives pour la construction du pipeline entre l'ex-URSS et le Pakistan. Le président Niyazov, « père de tous les Turkmènes », ayant donné son accord, Unocal, dix-septième compagnie pétrolière américaine, signe avec son gouvernement le 21 octobre. Le chef de la délégation américaine à Achkhabad déclare au *Figaro* que le projet, d'un montant de

3 milliards de dollars, mené de conserve avec Delta Oil, compagnie à larges capitaux saoudiens, permettra d'acheminer 20 milliards de mètres cubes de gaz, pendant trente ans[996]. Le pipeline entre dans une stratégie beaucoup plus large des États-Unis qui entendent diminuer leur dépendance aux puits moyen-orientaux, ainsi que l'influence dans la région de la Russie et de l'Iran. Sans compter que le bonheur des compagnies pétrolières américaines n'est pas pour déplaire à Bill Clinton, en quête de soutiens financiers pour sa réélection, ce que dénonce férocement une partie de la CIA, derrière Robert Baer : « La Maison-Blanche et le Conseil de sécurité nationale, arguë-t-il, sont devenus des cathédrales du commerce où les intérêts des grandes affaires ont surpassé l'intérêt à protéger les citoyens américains à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis[997]. »

La volte-face américaine est stupéfiante : l'Afghanistan, délaissé au début des années 1990, est subitement convoité. Responsables du changement, les Taliban font également s'interroger le Quai d'Orsay. À partir de 1996, témoigne Didier Leroy, « certains ont commencé à se demander si un accord était possible avec eux. Il leur semblait qu'ils seraient là pour longtemps, autant pactiser. Pour ma part, jusqu'à mon départ en 1997, la réponse a toujours été négative : c'était contraire à nos principes et nos intérêts[998]. » La tentation peut exister à Paris comme à Washington de miser sur une force nouvelle. Le ministre de la Défense, Charles Millon, témoigne que « beaucoup se demandaient rue Saint-Dominique pourquoi nous soutenions Massoud. Ils affirmaient que nous nous enfermions dans une politique sans issue en Afghanistan[999] ». Daoud Mir sent bien le flottement ; il profite de la cérémonie organisée à l'Élysée à la mort de François Mitterrand pour déclarer à chaque représentant étranger : « N'oubliez pas Massoud[1000] ! » Mais le désintérêt ne touche pas que le commandant. Directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Denis Bauchard affirme : « À l'époque, nous étions essentiellement accaparés par l'Algérie, la Tunisie, le Zaïre. L'Afghanistan n'intéressait pas grand monde. Dans mon souvenir, aucune cellule de crise n'a été mise en place, ni aucun arbitrage soumis au ministre[1001]. » « Il faut le dire clairement, ajoute Charles Millon, l'Afghanistan n'était pas un sujet de première importance de 1995 à 1997. J'ai eu plusieurs conseils de défense, des conseils franco-allemands, des réunions de l'Otan : jamais

l'Afghanistan ne fut abordé. Le grand sujet, qui nous obnubilait, était la Bosnie, car nous avions des troupes là-bas. J'en étais informé quotidiennement. Il y avait aussi l'Afrique avec le Congo et les tensions entre l'Érythrée et le Yémen ou encore la Tchétchénie[1002]. » Massoud se démène en vain pour dénoncer dans la presse les manigances pakistanaises – listes de prisonniers à l'appui – qu'il cite désormais pour étayer sa thèse illusoire d'une guerre entre deux pays, et non entre ethnies afghanes. Bravache, il annonce toutefois au *Figaro* que les Taliban « n'arriveront plus à ébranler le régime[1003] ».

Le 4 avril, le mollah Omar est nommé « Amir-al Mominin » (commandeur des croyants) à Kandahar, lors de la plus grande réunion de chefs religieux pachtounes jamais organisée en Afghanistan. Pendant ce temps, Rabbani contacte Hekmatyar, Dostom, les chiites, pour former un gouvernement élargi. Il obtient aussi un accroissement de l'aide de la Russie, de l'Iran, de l'Inde, tous inquiets de l'éventualité d'un gouvernement taleb. Les uns livrent des armes et de l'essence ; les autres instaurent un pont aérien entre Bagram et Masshad où ils forment également des combattants sous la gouverne d'Ismaïl Khan ; les derniers accroissent enfin les moyens aériens de Kaboul. De leur côté, le Pakistan et l'Arabie saoudite appuient grassement les Taliban qui peuvent également compter sur l'intérêt américain. Washington n'est pourtant pas garanti d'être payé de retour. Si le pipeline est sa motivation première à soutenir le mollah Omar et ses sbires, comme la presse l'affirmera après le 11-Septembre, alors il semble avoir parié sur le mauvais cheval. Le chef de poste de la DGSE, Adrian, apprend en effet que, très vraisemblablement, le projet serait confié non pas à Unocal, mais à la société argentine Bridas. Il le tient de l'ambassadeur de ce pays qui lui-même en a obtenu la confidence du mari de Benazir Bhutto, Asif Zardari, à qui il est lié par une passion pour le polo et les chevaux argentins. De fait, Bridas s'active dans ce dossier depuis des années, si bien que l'ambassadeur américain, Thomas Simons, aurait même osé insinuer, devant le Premier ministre pakistanais, que la compagnie avait corrompu son mari[1004]… Grillé à Islamabad, Unocal cherche des appuis à Kandahar même, mais les Taliban refusent de pactiser.

Pour les Américains, l'investissement – si ce n'est financier, au moins politique – sur les Taliban semble donc à fonds perdus. Et il va devenir

diaboliquement contreproductif au fur et à mesure de leur conquête du pouvoir. Le 16 mai 1996, c'est en effet un fantôme du djihad plein de rage antiaméricaine qui atterrit à Djalalabad avec ses trois épouses, certains de leurs dix enfants et quelques dizaines de séides. Oussama Ben Laden est de retour en Afghanistan. Une déchéance à tous points de vue pour le Saoudien, car il a été chassé du Soudan où il avait ouvert des camps d'entraînement. Ben Laden considère comme une punition ce séjour forcé chez les Afghans qu'il a toujours méprisés. Ce ne sont pas les Taliban qui l'accueillent, ni Massoud comme ses détracteurs ne se sont pas gênés d'avancer. S'il est vrai, selon Abdullah Anas, que Rabbani a proposé à Ben Laden de venir en Afghanistan, ce fut « par charité », « une sorte de dette », dit encore l'Algérien1005, après les services qu'il avait rendus au temps du djihadX. Mais si Massoud avait souhaité l'accueillir, c'est à Kaboul que le Saoudien aurait abouti, non dans ce camp de baraques et de tentes misérables, cerné de barbelés, que les commandants de trois factions différentes (Sayyaf, Hekmatyar et Khalès) lui ont réservé dans un premier temps. *In fine*, que serait allé faire Ben Laden chez celui qu'il a fait passer en jugement en 1988 ?

La vérité est que l'Afghanistan se voit imposer un homme avec qui il croyait en avoir terminé. Ben Laden est au fond du trou ; il a perdu la plupart de ses finances et de ses troupes en quittant le Soudan ; le chef militaire de son organisation, le fidèle parmi les fidèles Oubaidah al-Banshiri, s'est noyé dans le lac Victoria. Enfin le combat contre les États-Unis en Arabie saoudite lui échappe : deux attentats, le 13 novembre 1995, puis le 25 juin 1996, ont visé les intérêts américains sans qu'il y soit mêlé. Mais il est tenace. Après avoir pris possession, en plagiant le Prophète, des grottes de Tora Bora, il décide de frapper un grand coup en lançant le 23 août son appel à « la guerre contre l'occupation américaine de la terre des deux lieux saints », faisant de la libération de l'Arabie saoudite la priorité du djihad, comme autrefois Azzam avec l'Afghanistan. La vraie nouveauté de ce texte est qu'il pourfend les alliés des Saoudiens, les « croisés et les sionistes ». Le djihadisme visait en effet jusqu'à présent soit les puissances venant occuper des terres d'islam (dans sa vision dite défensive), soit les régimes munafiq – c'est-à-dire musulmans qui, à ses yeux, dévoieraient l'islam (un djihad offensif, en rien obligatoire, qui avait

provoquée un débat avec Abdullah Azzam). Voici que Ben Laden introduit une sorte de culpabilité par procuration afin d'impliquer le plus grand nombre de musulmans, le tout donc sans disposer de la moindre légitimité religieuse et sans proposer même une amorce de projet politique pour la société islamique qu'il parviendrait à édifier.

La colle ne prend pas du tout avec les Taliban. Ben Laden écoute de la musique, fait du sport, regarde la télé – et l'utilise beaucoup – et, surtout, il a éduqué ses filles et accepté la séparation d'avec l'une de ses quatre femmes. Sa fatwa du 26 août indispose de plus les Taliban puisqu'elle mécontente les Américains qui leur sont peu hostiles pour l'heure. Des émissaires quittent donc Kandahar pour venir lui demander de se calmer. Le Saoudien ne fait encore l'objet que d'une surveillance de la part des services de renseignement. À la CIA, une cellule spécifique a été créée en janvier, la « Bin Laden Issue Station », nom de code « Alec », pour pister ses activités. Toutefois, selon Steve Coll, pour l'année 1996, la Compagnie ne produit qu'un dossier intitulé *Oussama Ben Laden : un financier de l'extrémisme islamique*. Aucun lien de connivence n'a ainsi pu être établi avec les deux cerveaux de l'attentat contre le World Trade Center, le Pakistanais Ramzi Youssef et son oncle, Khaled Cheikh Mohammed. Al-Qaida, créée en 1988, n'apparaît non plus dans aucun rapport. Et pour cause, puisqu'elle n'est pas l'hydre terroriste popularisée par le 11-Septembre, avec un chef, une direction hiérarchisée et des nervis lui prêtant allégeance – afin de donner un nom à l'ennemi de l'Occident. En 1996, al-Qaida serait plutôt un spectre sans déterminisme, par lequel le Saoudien parvient à donner une cohérence à l'action de groupes disparates qui, par lui, ont accès à des camps d'entraînement, mais surtout des circuits financiers, des réseaux de relations de par le monde. Une franchise du terrorisme international qui ne figure même pas sur la liste des douze organisations terroristes dressée par Bill Clinton, le 23 janvier 1995.

Une « cellule Ben Laden » a-t-elle vu le jour à la DGSE ? Selon le journaliste Ian Hamel, elle existe dès 19951006. Alain Chouet, qui prendra bientôt la direction du service de renseignement de sécurité, dément : « S'il y en avait eu une, je l'aurais su puisque j'étais le patron du service concerné. Au sein de mon service, l'activisme islamique sunnite était traité globalement par une structure spécialisée pour laquelle al-Qaida n'était

qu'une mouvance parmi d'autres de la "galaxie" Jamya Islamiya1007. Cette structure entretenait avec ses homologues américains (et autres) une coopération semblable à tous les autres secteurs et services de la DGSE1008. »

Toutefois, Ben Laden est loin d'être un inconnu pour les services français. « La DGSE, affirme même Alain Chouet, a été le premier service occidental à tirer la sonnette d'alarme sur Ben Laden. Sans grand succès d'ailleurs. » Selon lui, le Saoudien a été repéré dès le début des années 1980 quand il tenta illusoirement de mettre sur pied des maquis islamistes, dans le djebel Akhdar, afin de renverser Kadhafi. Par la suite, ses activités de sponsor du djihad antisoviétique ont été répertoriées, les mouvements financiers de sa famille attentivement suivis, même si, depuis 1992, Ben Laden est sorti du radar afghan, ce que confirme Adrian : « Jamais, entre 1992 et 1996, je n'ai eu à m'intéresser à lui. »

La fatwa du 26 août relance l'intérêt des services français non pas tant pour les conséquences en Afghanistan que pour les répercussions potentielles en Afrique du Nord et sur les populations d'origine immigrée en France : on craint que le djihad afghan une fasse à nouveau recette. Dans ce cadre, Jacques Poinas, patron de l'UclatXI de 1992 à 2002, affirmera que la DST a vraiment eu le Saoudien à l'œil à partir de son départ du Soudan1009. En 1996, un enquêteur de la division nationale antiterroriste, Jean-François Battin, expose lors d'une conférence sur l'islamisme que Ben Laden finance les « maisons » du Pakistan chargées d'accueillir les djihadistes : « Nos "valeureux combattants" venus de France, souligne-t-il, ne sont pas très nombreux à supporter ces conditions et reviennent au bout de quelque temps1010. » De fait, la plupart des attentats visant des intérêts occidentaux font apparaître un lien avec les camps d'entraînement en Afghanistan. En France, la première affaire révélant l'existence des filières afghanes fut la fusillade dans un hôtel à Marrakech le 24 août 1994 : seize des accusés, de la région d'Orléans, étaient passés par les camps afghans. Une succession d'enlèvements, d'assassinats touchant des Français en Algérie jusqu'à la fin de l'année a pour sinistre apothéose le détournement de l'Airbus A-300 d'Air France. L'horreur franchit ensuite la Méditerranée pour huit nouveaux attentats entre juillet et octobre 1995, avec 13 morts et 280 blessés au bilan. Coupable désigné : le GIA, né en 1992, dont l'émir

Djamel Zitouni veut châtier la France pour son soutien à un gouvernement algérien qui a interrompu le processus électoral. Du surnom de ses principaux dirigeants, comme Tayyeb al-Afghani ou Djafar al-Afghani, le lien avec le djihad afghan est facile à déduire. Comme al-Qaida, il ne s'agit pas d'une organisation centralisée, mais de petits groupes éclatés – il est donc plus correct de parler « des » GIA – dont le plus actif et le plus sectaire est probablement le Takfir Wal Hijra (Repentance et exil) qui, formé d'anciens « Afghans », recrute en Europe auprès des jeunes voyous et petits dealers, des paumés qui peuvent boire de l'alcool, se droguer et se raser pour se fondre dans la masse et mieux frapper. Leur seul point commun, selon le juge Jean-Louis Bruguière, est le passage en Afghanistan. Des filières sont mises au jour en France dès 1994. Pour le magistrat antiterroriste, « le but final [est] une guerre violente, radicale, qui prône l'institution de la charia comme seule Constitution licite et légitime[1011] ».

Outre leurs méfaits, qu'ils aient été spontanés ou téléguidés par la sécurité militaire algérienne comme il est depuis avancé, les GIA interfèrent avec le dossier afghan en ce qu'ils sont utilisés pour à nouveau porter préjudice à Massoud. Le tour de passe-passe est le suivant : sous le principe qu'il ne peut exister de « bons » islamistes – principe qui sous-tend la répression militaire en Algérie –, GIA et Fis ne font qu'un, le second n'étant que la devanture acceptable du premier. Or qui est à la fois membre de l'instance exécutive du Fis, en exil depuis 1992, et de l'entourage de Massoud ? Abdullah Anas que la France a d'abord accueilli en 1991 avec son camarade Kamreddine Kherbane[XII], avant de les expulser en août 1992 pour « menaces à l'ordre public ». D'où la conclusion : Massoud soutient le terrorisme international.

L'accusation est souvent un peu plus feutrée. Le spécialiste de l'Afghanistan Gilles Dorronsoro a ainsi expliqué en 1992 que « photogénique, élégant, Massoud sait charmer ses interlocuteurs en leur tenant le discours qu'ils espèrent ». Selon lui, « encore à l'automne dernier [1991], Massoud entraînait des islamistes de différents pays dans des séminaires politico-militaires[XIII1012] ». De manière plus explicite, Xavier Raufer relata dans *L'Express* du 13 août 1992 que le Tadjik aurait amené dans son sillage à Kaboul deux à trois mille Algériens : « La filière algérienne en Afghanistan, indiquait-il, est fidèle au « modéré » Ahmad

Shah Massoud. […] Elle lui fournit même une partie non négligeable de son état-major, une dizaine de cadres éprouvés. » Quant aux djihadistes de base, ils seraient orientés vers des camps d'entraînement, « installés dans des vallées afghanes isolées », puis renvoyés au paysXIV.

Si le procédé sent sérieusement le réchauffé, il serait fallacieux de tout rejeter en bloc. Les Arabes sont présents à Kaboul, c'est une certitude. L'ancien chargé d'affaires Thierry Bernadac avait relevé la présence de quatre mille d'entre eux, la plupart chez Sayyaf toutefois, même si tous les « commandants importants » lui semblaient en disposer. L'officier de la DGSE qui se trouvait alors à l'ambassade se fait plus précis : « La présence d'Arabes aux côtés de Massoud a rapidement été signalée », raconte Robert qui put compter sur un contact bien placé, « un intellectuel resté dans Kaboul, en relation permanente avec les hommes de Massoud »1013. Il recueillit ainsi et transmit l'identité de quelques-uns à la DGSE. Parmi eux, des « Beurs », mais peu, croit-il se souvenir. « Ils étaient identifiés "algériens"1014 », dit-il avant de relativiser leur dangerosité : « La présence d'Arabes était plus perçue comme un apport de conseillers que comme une menace potentielle pour la France dans le futur1015. » De toute façon, le déclenchement de la guerre civile l'empêcha de prolonger son enquête. De même, Adrian, chef de poste à Islamabad, a scrupuleusement noté les allées et venues d'Abdullah Anas à Peshawar, appris la présence d'Arabes chez Massoud et lui aussi soupçonné l'existence de camps d'entraînement sous sa responsabilité même s'il précise avec honnêteté « n'avoir jamais su où ils se trouvaient, car la plupart de [ses] sources étaient pachtounes. De fait, l'immense majorité des camps non liés à Massoud se situait en zone pachtoune, de loin la plus combative depuis le lancement du djihad1016 ».

L'étiquette « terroriste » accolée à Massoud toutefois ne résiste pas à l'analyse. Au sujet d'Abdullah Anas tout d'abord : comme les dernières années du djihad l'ont démontré, ce n'est pas lui qui a converti Massoud à l'islamisme, mais bien Massoud qui lui a fait abandonner ses théories les plus sectaires, ainsi que le procès de Peshawar l'a démontré en 1988. La ligne suivie par Anas a consisté à renoncer à l'exportation du djihad comme Ben Laden le voulait, et à prôner la voie politique qu'a barrée le gouvernement algérien en 1991 en annulant les élections législatives.

« Anas a toujours combattu le GIA[1017] », résume Olivier Roy que rejoint l'expert américain des réseaux de terrorisme Marc Sageman[1018]. D'autre part, les cohortes décrites par *L'Express* n'ont semble-t-il pas dépassé « une dizaine d'Algériens[1019] », selon Anas. Mohammed Eshaq témoigne qu'aucun n'a jamais figuré dans l'entourage direct de Massoud[1020], ce qu'a constaté l'OT Rodrigue à Kaboul. Un seul d'entre eux, selon Abdullah Anas, aurait plus tard rallié le GIA : Qari Saïd. Et, tient-il à préciser, « entre la fin du djihad afghan et son retour en Algérie se sont écoulés deux ans durant lesquels il a été recruté par al-Qaida[1021] ». Dernier point concernant Anas, et non des moindres : il a quitté Massoud en 1993. « Nous [les Arabes] avions trois solutions, explique-t-il : soit la guerre civile contre Hekmatyar, soit tenter d'opérer le lien entre les deux clans, soit partir. » Pour la première, « c'était de la folie et nous n'avions pas en tant qu'Arabes à nous en mêler ». Pour la seconde, « c'était un parfait foutoir ». Pourtant Anas connaît Hekmatyar pour l'avoir souvent rencontré au Pakistan : « Un homme charmant dans le privé, mais fou de pouvoir. » Il ne lui est donc resté que la troisième solution, qu'il a également ordonné à ses hommes de suivre. À partir de 1993, il n'y aurait donc plus eu d'Algériens dans l'entourage ou sous les ordres de Massoud.

Mais, à vrai dire, quels que soient les agissements et les intentions d'Abdullah Anas, les services français ont suffisamment d'éléments en main pour dénouer les prétendus liens de Massoud avec le terrorisme islamiste. En premier lieu, les deux chefs du Service mission qui se sont succédé à ses côtés, Antonin et Rodrigue, témoignent de la volonté du commandant de coopérer dans le domaine des filières arabes. Le premier ajoute certes que le dessein de Massoud a toujours été de discréditer Hekmatyar, principal hôte des djihadistes étrangers en Afghanistan. « Toutefois, précise-t-il, nous n'avons guère recueilli d'éléments sérieux. Je me demandais toujours si les gens de Massoud n'en rajoutaient pas au sujet d'Hekmatyar pour l'enfoncer encore plus[1022]. » De son côté, Antonin n'était pas en mesure d'enquêter plus loin sur ces filières – « Cela aurait nécessité des moyens bien plus importants que ceux dont je disposais. Il aurait fallu que j'ouvre un bureau spécialisé, donc un intérêt supérieur du DG, donc du Quai et des politiques. » Or « sa » période afghane se situe dans le creux de deux vagues d'attentats (1986 et 1995). Son successeur,

lui, approfondit la discussion avec Massoud et la moisson est bonne : « Le commandant lui-même nous a livré l'emplacement de plusieurs camps djihadistes chez les PachtounesXV. » Le Panjshiri coopère avec d'autant plus d'entrain que la manœuvre lui permet de charger la barque de son rival, « un brigand, comme il le décrit dans *Le Figaro*, qui reçoit l'aide de la CIA, de l'Arabie saoudite, du Pakistan, qui se procure de l'argent en cultivant le pavot, qui fabrique de la fausse monnaie, utilise les mercenaires algériens1023 ». Selon Daoud Mir, des Afghans seraient même venus à Paris, à la direction des opérations de la DGSE, avec un dossier très fourni : « Nous avons donné beaucoup de renseignements sur les Arabes d'Hekmatyar que nous avions fait prisonniers et sur lesquels nous avons trouvé par exemple des numéros de téléphone en France. Grâce à notre aviation, nous avons aussi pu fournir des photos aériennes des camps avec leur localisation exacte1024 ». En conséquence, il s'autorise à dire au général Costedoat : « Voyez tout ce que l'on vous apporte comme informations ! Il n'est pas normal que, en retour, la France ne nous donne rien. » Même si Daoud Mir a tendance à exagérer son influence, il n'en reste pas moins que les missiles Milan ont été offerts exactement à cette époque à Massoud. On imagine mal la DGSE, et donc le gouvernement, livrer des armes à un homme qui fomenterait des attentats contre la France. Quant au commandant, quel serait son intérêt à utiliser les Algériens contre la France qui, même si elle n'est pas aussi généreuse qu'il le souhaiterait, est la seule à se manifester à ses côtés, à lui fournir un relais diplomatique et médiatique capital pour lui ? Le machiavélisme vaut en position de force, pas dans la précarité qui est la sienne.

La mise en cause de Massoud illustre un fait résumé par Daoud Mir en parfaite connaissance de cause puisque, assurant la liaison cryptée quotidienne avec l'Afghanistan, il est sans cesse sollicité par la DGSE : « Les djihadistes arabes étaient la préoccupation première des services à cette époque. » Il pourrait être plus précis en spécifiant « services français », car, ainsi que le note le chef de poste à Islamabad, Adrian, de tous les services occidentaux, seuls à cette époque les Français « travaillent » en Afghanistan : « Les Britanniques s'en détournaient, et puis il y avait le vieux conflit colonial. Les Allemands et les Italiens n'étaient pas intéressés. Les Russes avaient un léger passif dans le pays… Quant aux

Américains, il n'y avait que les aspects politiques qui les motivaient : l'influence du Pakistan, la déstabilisation de la zone, etc. Mais personne ne s'intéressait alors aux filières afghanes, surtout pas les Américains qui pensaient être à l'abri sur leur sol national[1025] ». C'est que la CIA traverse une très mauvaise passe avec un Bill Clinton rétif au monde du renseignement, des coupes drastiques dans le budget, un *turn-over* de cadres désastreux puisque partent les plus expérimentés, et une priorité donnée à la technologie (satellite, écoutes, etc.) qui n'est pas adaptée à la lutte contre-terroriste. Enfin, les yeux américains sont braqués sur Saddam Hussein, sur les réseaux iraniens comme le Hezbollah et évitent de trop d'attarder sur le financement d'autres organisations par les Saoudiens, géostratégie oblige. Seul le cas de Ramzi Youssef, auteur de l'attentat contre le World Trade Center le 26 février 1993, les ramène en Afghanistan et porte la lumière, selon l'expression du FBI, sur « une nouvelle génération de terroristes islamistes sunnites » pour qui les camps afghans sont une étape quasi obligatoire. La CIA désigne Youssef comme « un nouveau phénomène terroriste », international, et, surtout, mettant en danger des « symboles nationaux comme la Maison-Blanche et le Capitole », via l'emploi d'avions comme armes : « Si les terroristes opérant dans ce pays [États-Unis] sont aussi méthodiques [que Ramzi Youssef[XVI]], ils identifieront de sérieuses déficiences dans le système de sécurité de nos vols intérieurs[1026] ».

Les propos d'Adrian sont confirmés par le DO de la CIA, Robert Baer, qui révèle qu'en 1994 – en fait certainement depuis le départ des Soviétiques – la CIA « ne recueille plus d'informations en Afghanistan[1027] ». Plus grave, Baer fait comprendre que le « fondamentalisme islamique » n'est tout simplement pas pris en compte : « En infiltrant quelques agents dans les mosquées à l'époque, écrit-il, on aurait pu comprendre quelles formes allait prendre la guerre sainte, combien de jeunes gens étaient prêts à lancer des attaques suicide, etc. Nous nous en sommes bien gardés. » Même constat dépité chez Thomas Simons, ambassadeur américain à Islamabad, qui affirme que, à cette date, la CIA « n'a rien sur l'Afghanistan. Ils avaient retiré tous leurs atouts. En fait, ils avaient tourné la page[1028] ».

La DGSE, elle, avec ses moyens forcément limités, a un intérêt majeur à ausculter l'Afghanistan : « L'attentat de Saint-Michel [25 juillet 1995] venait d'avoir lieu, raconte Adrian, et des éléments avaient prouvé que les auteurs étaient passés par le Pakistan. » Le départ de la filière est assez bien identifié. Les apprentis djihadistes sont dirigés vers deux personnages centraux à Londres : le borgne égyptien Abou Hamza et le Palestino-Jordanien Omar Abou Omar *alias* Abou Qatada, animateurs des mosquées des Quatre-Plumes et de Finsbury Park, viviers d'islamistes. Direction ensuite Islamabad ou Lahore, puis Peshawar où les volontaires sont logés dans d'anciens locaux du bureau des services d'Abdullah Azzam. Le passage en Afghanistan est un peu plus obscur. « S'en occupait une toute petite équipe composée uniquement d'Arabes, témoigne Adrian. Or nos sources étaient essentiellement afghanes. Elles ne pouvaient longtemps traîner autour de leurs bureaux sous peine d'être repérées. Une partie de notre attention, ajoute-t-il, se portait sur l'activité des ONG arabes qui étaient saoudiennes, qataris, mais aussi canadiennes[1029] ». Ces ONG accomplissent un vrai travail humanitaire sur le terrain, en soignant, éduquant, fournissant des prothèses. Depuis le départ des Soviétiques, elles recyclent les djihadistes qui sont désormais *persona non grata* dans leur pays – tel cet ancien professeur du Caire utilisé comme source par Adrian. Mais elles servent aussi parfois de chevaux de Troie pour faire entrer en territoire afghan des candidats au djihad antioccidental. Adrian parvient néanmoins à installer quelques capteurs. Il demande par exemple au directeur de l'Alliance française à Islamabad de lui signaler la visite d'Arabes ou de jeunes « Beurs ». Surtout, il fait part dès 1993 au consulat français de sa volonté d'être informé de toute demande de visa d'un Français portant barbe et calotte et souhaitant se rendre en Inde. En effet, note-t-il, « nous avions remarqué que des groupes de sept en faisaient la demande tous les deux à trois mois ». Ce sont en fait des membres du Jamiat Tabligh (Société pour la propagation de la foi), créé en 1927, dont le principe fondateur est un peu l'inverse de celui d'une mosquée : au lieu de demander aux fidèles de venir apprendre le Coran, c'est le Coran qui vient à eux, par le biais de pèlerins. Les Tablighi sont salafistes puisqu'ils prônent un retour aux sources de l'islam, mais pas djihadistes au sens qaidesque. Au contraire, ils pensent que la prédication – le Dawat – peut efficacement pallier les armes pour parvenir à leurs fins[XVII].

Chaque année, les Tablighi organisent un grand rassemblement à Raiwind, au Pakistan. Pour ce qui concerne les jeunes recrues, elles sont envoyées en Inde après une formation initiale à Islamabad afin de s'exercer au prêche, ce qu'elles n'avouent pas facilement à Adrian. De plus en plus intrigué, celui-ci a donc décidé de les recevoir personnellement lorsqu'elles se présentent au consulat. « Au début, relate-t-il, je jouais le jeu, leur posant des questions sur leurs motivations à se rendre là-bas. Ils me répondaient qu'ils allaient faire du tourisme. Or à leur longue barbe et à leur couvre-chef, il était évident qu'ils appartenaient au Tabligh. Par la suite, je les mettais donc devant le fait accompli. Et certains me racontaient comment ils avaient été recrutés dans la banlieue parisienne par des Tablighi venus d'Islamabad. » Le Tabligh est par ailleurs la deuxième mouvance musulmane en France derrière l'UOIF. Installé à Paris depuis 1972 sous l'impulsion d'un peintre en bâtiment tunisien, Hamadi Hammam, qui préside l'association Foi et pratique, son cœur est situé à la mosquée Omar, immeuble de deux étages de la rue Jean-Pierre-Timbaud à Paris, où le cerveau des attentats de Paris en 1985-1986, Fouad Ali Saleh, a recruté deux de ses complices. Adrian acquiert la conviction que le Tabligh n'est pas une organisation terroriste, mais que les filières djihadistes utilisent ses canaux pour s'infiltrer au Pakistan et, de là, en Afghanistan. Il est ainsi établi que deux des auteurs des attentats de Marrakech en août 1994 ont fait un voyage du Tabligh au Pakistan. En conséquence, Adrian alerte la centrale qui en informe ses correspondants au sein de l'Uclat et obtient de l'ambassade de France à Islamabad que le nombre de visas attribués aux Tablighi soit considérablement revu à la baisse. Est-ce une conséquence, ou le résultat d'une analyse semblable des services en France, en septembre 1995, les RG ont désigné le Tabligh comme un « mouvement à caractère sectaire[1030] », « un ventre mou d'où émergent depuis une dizaine d'années la plupart des responsables de l'islam radical en France ». C'est ainsi qu'une autre association tablighi, Tabligh Al-Dawa Il Allah, créée en 1978, concurrente de Foi et pratique, a également été pointée du doigt par la DCRG, car « de nombreux exemples ont notamment montré l'utilisation des filières religieuses du Tabligh par les mouvements de lutte armée, dans l'acheminement des candidats moudjahidin, vers les camps d'entraînements militaires pakistano-afghans[1031] ».

Adrian se renseigne ensuite sur les camps djihadistes grâce à des sources infiltrées. Ainsi Omar NasiriXVIII, proche du GIA en Belgique, a-t-il en 1995 négocié avec la DGSE la protection de sa famille contre un séjour en Afghanistan. Le Tabligh ne lui sert qu'à gagner le Pakistan. Orienté ensuite ver Peshawar, il est logé dans une des maisons de Hayatabad où Ben Laden accueillait déjà en son temps les volontaires arabes, désormais sous la coupe d'Abou Zoubeïdah qui est l'ordonnateur des allers-retours avec l'Afghanistan. De l'autre côté de la frontière, le premier camp, pour quasiment tous les djihadistes, est celui de Khalden tenu par Ibn al-Cheikh al-LibiXIX et le Jordanien Abou Bakr à qui ses faits d'armes, avérés ou non, au Cachemire et au Tadjikistan, confèrent une grande aura. L'attentat à la station Saint-Michel y a été célébré avec force rafales de kalachnikov. Préparation physique intensive, entraînement aux armes, aux explosifs (par l'Érythréen Abou Yahya), aux techniques militaires de base, à l'assassinat, au kidnapping : Khalden est un *ersatz* de camp militaire où règne une forte discipline. À peine deux Algériens s'y entraînent, en revanche beaucoup de Tchétchènes, de Tadjiks, d'Ouzbeks et de Cachemiri. Les Taliban n'y ont vraiment pas bonne presse. À quelques reprises, ils s'invitent d'ailleurs dans le camp avec fracas, obligeant al-Libi et Abou Bakr à des courbettes hypocrites. Car l'Afghanistan n'est à leurs yeux qu'une terre d'entraînement pour la Palestine, la Tchétchénie, le Cachemire. Le combat des Taliban leur est indifférent et ce n'est que parce qu'il vise la Shura-e Nazar, présentée comme « démocrate », qu'il ne leur est pas complètement étranger.

Au bout de quelques mois, les volontaires arabes sont dispatchés dans d'autres camps en guise de spécialisation. Adrian est ainsi le premier à révéler l'existence de Darounta. « En 1995, explique-t-il, la CIA nous a indiqué au Pakistan n'avoir aucun renseignement précis sur ce camp. Des échanges d'infos sur le sujet ont été envisagés sans résultat compte tenu des lacunes américaines sur le sujet. » Darounta a pour spécialité les explosifs. Le matériel y est plus sophistiqué qu'à Khalden, l'ambiance plus relâchée. Nombre d'individus y font des allers-retours avec les zones de combat contre Massoud. Adrian apprend également que le camp abrite des laboratoires de fabrication de produits chimiques et de poisons. À l'instar de la plupart des camps, il ne s'agit que d'un ensemble de baraquements

épars, tenus par des Arabes et des Afghans. Adrian a l'occasion d'en expérimenter lui-même les méfaits puisque, le 19 novembre 1995, une explosion secoue ses bureaux à Islamabad. « Comme j'étais très exposé à cause de mes activités, raconte-t-il, j'ai pensé avoir été visé. » Mais il réalise aussitôt après que la cible était l'ambassade d'Égypte, distante d'une centaine de mètres, où, le premier sur les lieux, il retrouve l'ambassadeur, sonné, mais indemne, au milieu de seize cadavres et une soixantaine de blessés. La Jamya Islamiya est derrière, historiquement hostile au gouvernement égyptien ; les deux terroristes ont été formés aux explosifs à Darounta par un très proche de Zawahiri, Abou Khabab al-MasriXX. L'ambassadeur Pierre Lafrance rencontre un peu plus tard le ministre de l'Intérieur pakistanais, le général Babar, qui, incrédule, n'arrive pas à accepter que pareil acte ait été commis dans son pays. Aurait-il oublié quinze ans de portes ouvertes aux djihadistes de tout crin dont il était facile à craindre qu'un jour ils sévissent sur les lieux mêmes de leur exil ? De plus, les Pakistanais mettent aussi la main à la pâte terroriste. Pour la première fois, le chef de poste de la DGSE révèle en effet l'existence du Lashkar-e Taiba (Armée des pieux), mouvement d'activistes cachemiri opérant dans le Cachemire indien, mais dont les bases se situent en Afghanistan. Délicat toutefois pour lui d'en savoir beaucoup plus : « On en parlait très précautionneusement avec l'Isi pour ne pas les brusquer, explique-t-il. De toute façon, ils nous répondaient toujours ignorer de quoi il s'agit ! La seule information que nous avons réussi à leur arracher était l'existence de camps de réfugiés cachemiri au Pakistan1032. »

L'action de la DGSE est forcément limitée dans cette partie du monde. Seul, Adrian est incapable de superviser la myriade de « camps » autour de Khost et Djalalabad. « Nous ignorions tout par exemple, reconnaît-il avec franchise, de certains camps très importants de Sayyaf qui accueillait la plupart des Arabes1033. » Le juge Jean-Louis Bruguière estime à onze cents le nombre de Français, d'origine nord-africaine ou convertis à l'islam en Afghanistan1034. Très peu en sont revenus avec la formation complète du terroriste : comme les Maghrébins, ils sont en effet le plus souvent snobés par les Saoudiens et les Égyptiens, et cantonnés dans des tâches d'intendance.

Hors le prisme terroriste, qui n'intéressait déjà qu'une poignée de services en France, la situation en Afghanistan a fini par lasser. Afin d'élargir leur base, Massoud et Rabbani nomment le Pachtoune Abdur Rahim Ghafourzai vice-ministre des Affaires étrangères. Puis, le 25 juin 1996, ils réintronisent Hekmatyar Premier ministre, ce qui pourrait sembler concrétiser des années de négociation pour les rapprocher, mais n'est plus qu'un aveu de faiblesse puisque l'ingénieur, refoulé par les Taliban à Sarobi, ne représente plus que lui-même. Pis, la population afghane, et l'opinion internationale, y voient une alliance entre seigneurs de la guerre oubliant momentanément leurs différends face au péril taleb. Massoud échappe à un attentat lors de l'inauguration d'une mosquée. Les comploteurs appartiennent à son entourage, ne supportant plus son jusqu'au-boutisme par rapport aux mollahs de Kandahar : il refuse de les sanctionner et même il les promeut en signe sans doute de sa puissance intacte. La direction des opérations de la DGSE lui garde en tout cas sa confiance. Et elle le manifeste avec le voyage à Kaboul que fait son chef, le général Champtiaux, en compagnie de Rodrigue et de Daoud Mir. C'est une première en Afghanistan non seulement pour les services français, mais pour leurs homologues occidentaux.

Quelque temps plus tard, Rodrigue cède la liaison avec le commandant à Victor, passé officier à l'EMIA de Coëtquidan, et qui a participé à la première guerre du Golfe avant de rejoindre la DGSE. Les pays en guerre non francophones sont sa spécialité au Service mission où il a dû longuement se documenter avant de prendre la relève de Rodrigue : « C'est toute la différence avec les agents du SA, explique-t-il, ceux qui ne sont diligentés sur place qu'à l'occasion, pour régler un problème de communication, de livraison d'armes, etc. Ils ne connaissent presque rien sur le sujet, et c'est à l'avantage de tout le monde : en cas de capture, ils ne pourront rien révéler de compromettant[1035]. » Victor parle de « rêve qui se réalise[1036] » au sujet de sa première rencontre avec Massoud : « C'était un dieu vivant pour des individus de mon espèce. Quand j'étais en école d'officier, nous rêvions tous de nous battre contre le grand ennemi de l'époque, les Soviétiques. Or quelle plus belle figure de combattant de l'URSS que celle de Massoud ? » Un soir, après avoir patiemment attendu dans une maison, il est conduit dans un quartier de Kaboul qu'il ne peut

localiser. Autour d'une tasse de thé, il découvre un Massoud sur ses gardes : « Il était fatigué de tous ces humanitaires, de tous ces journalistes, de tous ces Français qui lui promettaient monts et merveilles, qui affirmaient tous travailler avec les services, mais qui au final ne se révélaient que des marchands de rêve. La plupart ne revenaient jamais en Afghanistan. » Aussi le commandant lui lance-t-il en guise de conclusion : « J'espère que tu reviendras[1037] ! »

À la deuxième rencontre, les langues se délient : « Mais qu'est-ce qu'il veut ton gouvernement ? » Sous-entendu : pourquoi ne m'aide-t-il pas plus ? Les instructions de Victor sont claires : « Avant toute chose, ne pas s'engager, ne rien promettre. Tout *a minima*[1038] ». Il tente de justifier l'inertie gouvernementale, puis il met en avant la représentation de la Shura-e Nazar à Paris dont, sans la DGSE, le commandant serait privé. Mais c'est insuffisant pour Massoud qui, du coup, « restait en arrière de la main lorsqu'il s'agissait de nous distribuer tous les renseignements dont il disposait ». Victor doit donc se rabattre sur ses adjoints, avec qui il s'est lié, mais la centrale n'a pas la même notion du temps : « Souvent, elle me réclamait des réponses rapides, parfois même dans les heures qui suivaient. Elle ne comprenait pas les formidables contraintes du terrain. Parcourir dix kilomètres pouvait prendre des journées[1039] ».

Paris est d'autant moins rassuré que, dans l'un de ses premiers rapports, Victor fait part de ses doutes sur la capacité de Massoud à gagner la guerre en se fondant sur la pagaille à Kaboul, des alliances friables, un armement pas forcément supérieur à celui de l'adversaire. De plus, il constate que, « contrairement à la légende, les hommes de Massoud ne sont pas spécialement plus courageux ou combatifs que les autres[1040] ». Mais en l'état, la politique de la DGSE consiste à préserver des liens. En août, d'ailleurs, elle contribue à faire progresser la question des émeraudes : le joaillier Didier Giard revient en Afghanistan avec vingt-cinq kilos de ciment expansé, solution imaginée par l'expert Daniel Piat pour améliorer l'extraction des pierres. Mais le projet de Bourse, lui, ne verra pas le jour : les Français ne récupéreront pas le marché des émeraudes. Selon Daoud Mir, la faute aux Panjshiri qui, à Peshawar, « déclarent haut et fort : "Massoud ne fera pas ce que le prince Daoud n'a jamais réussi à faire, nous déposséder des mines"[1041] ». Ensuite, parce que d'autres se montreront

plus persuasifs, les Polonais, qui, en 1997, proposeront contre les pierres brutes des armes russes. « Vraisemblablement, commente Daniel Piat, cet échange fut fait en valorisant les gemmes à un prix beaucoup plus élevé que celui du marché. De leur côté, on peut imaginer que les Polonais ont attribué aux armes une valeur également très élevée. » Ce ne sont que des suppositions, mais fondées sur des observations imparables : les lots d'émeraudes du Panjshir disparaîtront alors des grandes foires mondiales de Bâle, Tucson et Hong Kong. Daniel Piat apprendra d'autre part que les Polonais ont acheté aux Israéliens des machines pour tailler les pierres brutes.

Enfin, et surtout, les émeraudes échappent aux Français parce que la capitale elle-même se dérobe à Massoud. La DGSE ne s'y attendait pas, abusée par la légende d'invincibilité du Lion du Panjshir. Victor repart pour Kaboul alors que, le 10 septembre 1996, les Taliban ont pris Djalalabad. Désormais la route reliant le Pakistan à Kaboul est entièrement aux mains de ces derniers qui reçoivent des convois entiers d'armements et d'effectifs fraîchement levés dans les madrasa. En quelques jours, le Nangarhar, le Kunar et le Laghman tombent dans leur escarcelle, sous la menace des armes et le charme des pots-de-vin. De plus, au nord, Dostom s'est emparé de la route du Salang et menace donc la seule voie de repli vers le Panjshir.

Au même moment, Gary Schroen, chef de poste de la CIA à Islamabad, renoue le contact avec Massoud. Ce retour à Kaboul est motivé par le programme de rachat des Stinger, ensuite par l'appel au djihad antioccidental lancé par Ben Laden en août. Pour les missiles, les Américains n'obtiennent que le revers de leur pièce puisque Massoud n'en a jamais eu que… huit exemplaires. Le commandant promet cependant d'aider à rassembler tous ceux qui ont été distribués dans le Nord, de quoi renflouer ses caisses puisque chaque Stinger est racheté entre 80 et 150 000 dollars. Pour Ben Laden, il tient le même discours qu'aux Français – l'homme n'a rien à voir avec l'Afghanistan, il est dangereux pour l'Occident – et il promet des renseignements. Mais les Taliban le prennent de vitesse. À portée de Kaboul, ils font pleuvoir au hasard les roquettes. Le 24 septembre, Sarobi est pris par surprise : Kaboul n'est qu'à vingt kilomètres. L'ensemble de la communauté européenne vient dérouler des sacs de couchage à l'ambassade de France. À nouveau, un chargé d'affaires

français doit élaborer un plan d'évacuation. Dans un premier temps, Didier Leroy pense fuir en convoi automobile par Djalalabad, mais ce serait se jeter dans la nasse taleb. L'Onu et le CICR promettent finalement de mettre à sa disposition des avions à Bagram encore aux mains de Massoud. De son côté, le même jour, Victor accepte l'invitation inattendue du frère de Daoud Mir, Haroun, d'aller essayer un pistolet Makarov tandis que les roquettes tombent à proximité… Peu après, les hommes de Massoud l'invitent à les suivre : « Il faut que tu changes d'endroit. Trop dangereux ici ». Victor tente d'en apprendre plus sur la situation militaire, mais les guerriers n'avouent pas que Massoud est en train de monter la ligne de la dernière chance dans le quartier de Microrayon. Direction une autre villa, plus petite, où l'officier se retrouve seul, loin de l'immense embouteillage causé par la fuite de milliers d'habitants. Des explosions retentissent : les troupes de Massoud font sauter les dépôts de munitions. Et puis le silence. La nuit venue, les Taliban pénètrent dans la capitale par les quartiers est. La prison de Pol-e Tcharkhi et l'académie militaire sont investies.

Au petit matin du 26 septembre, on frappe à la porte de Victor qui, sans ouvrir, reconnaît la voix de Haroun Mir : « Le chef te demande. C'est cuit, les Taliban sont là. Ils vont tout prendre jusqu'à Golbahar [c'est-à-dire à l'entrée de la vallée du Panjshir] Que veux-tu faire ? Partir ou nous suivre ? » L'Afghan explique qu'il s'agit d'un repli sans combat, en emportant le maximum d'hommes et de matériels ; Massoud ne veut pas perdre de forces dans un combat perdu d'avance, qui lui aliénerait définitivement la population. « Mais je te préviens, ajoute-t-il. Si tu viens, on ne sait pas quand tu pourras rentrer en France ! Si tu ne viens pas, un avion va partir sous peu à Delhi[1042]. » Victor n'a besoin que de quelques secondes pour se décider. S'il suit Massoud, il sera bloqué pour de longs mois dans le Panjshir, sans quasiment aucun moyen de communication avec Paris à l'exception du téléphone satellitaire du commandant, évidemment écouté par tous les services de la région. Il décide de partir.

L'aéroport échappe encore aux Taliban. « Ce n'était pas une bataille rangée, relate Victor. Plutôt des tirs sporadiques, sans objectif déterminé[1043] ». Pour autant, la chienlit est totale. Le vol est retardé de deux heures pour, dit-on, permettre à un dignitaire afghan d'évacuer toute sa famille. Dans l'avion, Victor ne reconnaît personne. Et pourtant, après

avoir dirigé l'évacuation de l'ambassade, Didier Leroy et son gendarme de sécurité ont réglé leurs billets à même le tarmac : le chargé d'affaires ne voulait pas suivre au Pakistan les personnels dont il a dirigé l'évacuation. L'avion finit par décoller, mais, stupeur, alors qu'il devait prendre la route de Delhi, le voici qui se pose à Djalalabad en terre taleb ! Victor s'entend demander par son voisin dans un mauvais anglais :

– Que faisiez-vous à Kaboul ?

L'officier s'estime en confiance, car il pense que les passagers ont tous bénéficié d'une ultime faveur de Massoud pour quitter le paysXXI.

– Je viens de voir le commandant pour la biographie que je veux lui consacrer.

Il voit son interlocuteur se raidir et l'entend lui murmurer :

– Surtout ne parlez pas ! Ne dites rien1044 !

À travers le hublot, Victor repère les Taliban, reconnaissables à leur manière de nouer le turban, qui encerclent l'appareil. « Je me suis enfoncé dans mon siège, il ne me restait plus que ça à faire ! » Deux Taliban montent à bord, remontent la travée en dévisageant chaque passager, s'arrêtent à hauteur d'une rangée et ordonnent à un homme de les suivre. Nul ne paraît connaître son identité.

Pendant ce temps, à Kaboul, après avoir pris le palais présidentiel, les Taliban foncent dans le quartier des ambassades, investissent les bureaux de l'Onu, s'emparent de Nadjibullah qui a refusé d'accompagner Massoud et le pendent. Le mollah Omar nomme un gouvernement intérimaire de six hommes, dirigé par le mollah Rabbani qui annonce la mise en place d'un « système totalement islamique1045 ». À Paris, Victor retrouve une centrale guère émue. Tout juste une analyste lui lance-t-elle : « Vous êtes rentré plus tôt que prévu1046 ! »

I- Ce qui n'est pas le cas à Islamabad et Peshawar, en proie à de très nombreux actes de terrorisme et de violence, toute l'année.

II- En juin 1993, Claude Silberzahn cède la place à Jacques Dewatre, ancien du Sdece.

III- Le prince qui renversa le roi Zaher en 1973 et fut à son tour chassé par les communistes en 1978.

IV- « Taliban » est le pluriel de « taleb ». L'usage dans la presse est dorénavant de dire « un taliban, des talibans ». Mais, par respect pour tous ceux qui, dans le monde entier, s'échinent à apprendre « un cheval, des chevaux », nous conserverons la règle correcte.

V- Jusqu'en 1997 pour le premier, 1996 pour le second voire 2000 puisqu'il dirigera ensuite le « secteur » à la DGSE, c'est-à-dire la région englobant l'Afghanistan.

VI- Une figure de la diaspora afghane. Lui-même ancien élève d'Esteqlal, il est tombé amoureux du théâtre lors de ses études d'ingénieur en France, ce qui l'a poussé à traduire puis à jouer Molière à Kaboul. Depuis son exil, il est aussi l'un des maîtres de l'enseignement du persan en France.

VII- Au début des années 1960, le général de Gaulle avait mandaté Henri de France pour expliquer aux pays musulmans qu'il allait donner l'indépendance à l'Algérie.

VIII- Meurtre prémédité par les Taliban, dit le Wahdat ; légitime défense, ripostent ceux-là. L'historien Assem Akram incrimine, lui,… Massoud : « Grâce à du matériel électronique très perfectionné fourni par la France », écrit-il, il aurait été informé du transfert de Mazari en hélicoptère et aurait obtenu son élimination… Outre l'existence très improbable de ce matériel – en tout cas sa livraison par la France [personne à la DGSE ne l'a confirmée à l'auteur] –, cela supposerait donc que Massoud a obtenu de ceux qu'il combat férocement à ce moment de tuer leur allié…

IX- La plus importante se tient à Safed-Shir. Des pierres de très bonne qualité sont échangées suivant un rituel codé, vendeurs et acheteurs éventuels fixant leur prix en s'échangeant des poignées de main au cours desquelles une pression sur telle phalange signifie tant de milliers d'afghanis, sur telle autre tant de centaines. Seuls les Panjshiri ont droit d'y participer.

X- Selon Anas, Massoud n'a pas non plus accordé la « nationalité » afghane à Ben Laden – concept au demeurant assez flou en Afghanistan. En revanche, il l'a bien offerte à l'Algérien.

XI- Unité de coordination de la lutte antiterroriste.

XII- Ancien officier de l'armée algérienne qui gérait à Peshawar le bureau chargé d'orienter les volontaires algériens en Afghanistan via une ONG musulmane.

XIII- Gilles Dorronsoro conclut quand même : « Massoud est une exception, comme islamiste porteur d'un projet modernisateur » (in *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 57, 3e trimestre 1992).

XIV- Interrogé par l'auteur, Xavier Raufer précise : « J'avais alors des sources de terrain indubitables. Ce qui a été alors recueilli émanait directement des intéressés, algériens le plus souvent. En réalité, avec du recul, c'étaient quelques centaines de jeunes Algériens, mais, dans ces années-là, le consulat pakistanais à Alger avait délivré trois mille visas à des Algériens (dont des commerçants, des affaires familiales, etc.). Et dans l'état-major de Shah Massoud, il y avait une dizaine d'Algériens au moins, issus de la mouvance Fis ou même GIA. »

XV- Après un entretien avec l'entourage de Massoud, Olivier Weber, dans *Le Point* du 30 décembre 1994, désigne les principaux : Charyasab, c'est-à-dire le QG d'Hekmatyar ; Jaji, fief de Ben Laden ; Kundjak, dans le Logar ; enfin un camp dans le Paktia. Pour venir en Afghanistan, les Algériens profiteraient des services d'ONG musulmanes comme l'IIRO (International Islamic Relief Organization).

XVI- Il a finalement été arrêté au Pakistan le 8 février 1995. Peu auparavant, un appartement avait été perquisitionné à Manille, appartenant à Khaled Cheikh Mohammed, l'oncle de Ramzi, et où un de ses complices, Abdul Hakim Mourad, a révélé que des attentats sur une douzaine d'avions de ligne américains étaient planifiés, mais aussi l'assassinat de Clinton aux Philippines, celui du pape à Manille, enfin l'utilisation d'un avion comme bombe sur Langley. C'était l'opération « Bojinska ».

XVII- De même, les Taliban sont salafistes et non djihadistes. À l'époque. C'est par dérive que certains de leurs leaders vont le devenir.

XVIII- Probablement un pseudonyme. Fait assez exceptionnel, il a publié son récit chez Flammarion en 2006 : « *Au cœur du djihad*. *Mémoires d'un espion infiltré dans les filières d'al-Qaïda*.

XIX- Personnage clé du déclenchement de la guerre en Irak. Al-Libi sera en effet le premier dirigeant d'importance d'al-Qaida arrêté en novembre 2001. Transporté en Égypte par la CIA, il expliquera, peut-être sous la torture, que l'Irak accueillait également des membres d'al-Qaida depuis décembre 2000. Ces affirmations seront largement exploitées et par George Bush et par Colin Powell, en particulier en février 2003 devant le Conseil de sécurité.

XX- Le même Abou Khabab recrutera et formera Ahmed Ressam, arrêté à la frontière américano-canadienne fin 1999, ainsi que Richard Reid, l'homme à la chaussure piégée sur le vol Paris-Los Angeles en 2002. Il sera aussi mis en cause pour l'attentat contre l'*USS Cole* en 2000. Mis à prix pour 5 millions de dollars, il sera tué par un drone en 2006 au Pakistan.

XXI- Il semblerait en particulier que se trouvaient à bord les sœurs de Massoud et leurs familles qui s'apprêtaient à fêter avec lui le mariage d'un de ses beaux-frères.

Chapitre XII

Quand le diable ne rêve que de reconnaissance

Kaboul s'est couvert de blanc, couleur des kolab – ces calottes portées par les Taliban – et de leurs drapeaux. Ailleurs annonciatrice de paix, la couleur symbolise en Afghanistan l'avènement d'un ordre nouveau dont, dès le 29 septembre 1996, le département d'État américain se réjouit, souhaitant qu'il puisse « rétablir rapidement l'ordre et la sécurité ». Les ONG œuvrant déjà dans les zones sous domination taleb sont partagées. Tandis qu'Afrane témoigne de l'intérêt des Taliban pour l'enseignement, MDM mentionne à Herat une cascade d'interdits, à commencer par l'interdiction de l'école pour les jeunes filles, mais aussi du droit au travail pour les femmes, des règles contraignantes dans le secteur médical, la disparition de la musique, des jeux, des chants, même de la poignée de mains dans la rue[1047]. Vincent Rousselet, membre de Handicap International installé à Kandahar depuis deux ans, reconnaît ainsi que la lapidation publique d'un couple en juin 1996 a choqué, que la chasse aux cheveux longs fait grogner, mais que, aux yeux des habitants, « la paix et la sécurité retrouvées après des années de guerre valent bien ce prix[1048] ».

Pour les Taliban, tout a failli. Il faut donc revenir à la source, aux traditions, à une bien utopique perfection islamique, en espérant que Dieu, satisfait, se montrera reconnaissant. Kaboul l'Occidental, la Babylone moderne, doit subir un châtiment exemplaire, à la hauteur de tous ses prétendus péchés. La logique des fous de Dieu est implacable. Pourquoi bannissent-ils les cerfs-volants ? Parce que, lorsque ceux-ci s'accrochent à un obstacle, il arrive qu'on doive escalader un mur, avec le risque de surprendre une femme dans sa maison. Tout est à l'avenant. Pourquoi interdire les colombes ? Parce qu'elles sont lâchées d'un toit, point de vue parfait pour espionner les femmes. Plus de femmes dans les ONG, plus de femmes au travail. Pour les hommes, c'est barbe de plus de dix centimètres,

turban et shalwar kamiz obligatoires. Tchadri pour les femmes qui n'ont plus droit aux talons, car ils attisent les pulsions… La presse affirme que les Taliban instaurent la terreur à Kaboul ; en fait, la leur, face à la société moderne, est plus grande encore. En appliquant à Kaboul sans discernement le même régime que dans le reste du pays, ils commettent une erreur majeure : les journalistes, les diplomates, la plupart des humanitaires vérifient de leurs propres yeux la réalité d'un mouvement dont ils n'avaient encore eu que des échos. Le choc de culture interdit toute finesse d'analyse : accueillis avec curiosité à leur apparition, les Taliban passent dorénavant pour un mouvement de Pachtounes obscurantistes.

Seule l'Unicef toutefois suspend ses activités. Les ONG, elles, décident de les continuer afin de ne pas punir doublement la population. Contraintes de s'adapter, la plupart des organisations médicales féminisent leur personnel afin de pouvoir continuer à soigner les femmes et leurs enfants qui représentent les trois quarts de leurs patients. Le mollah Ehsanullah, de la shura centrale, leur a tenu un discours très rassurant après la chute de Djalalabad : « Les Taliban sont des gens comme tout le monde… Ils ne sont opposés à personne et ne veulent pas agir contre les doits de l'homme. […] L'islam est notre religion, et, selon l'islam, nous traitons tous les êtres humains de la même manière. […] Nous respectons et apprécions les étrangers qui travaillent en Afghanistan et nous apportent de l'aide[1049] ». Car d'elle, dit le mollah, dépend l'ouverture au monde du mouvement. De même, selon l'ancien compagnon d'Amin Wardak, Patrice Franceschi, alors président de Solidarités, la situation à Kaboul est « calme et détendue ». Les Taliban sont des « gens peu cultivés, mais pas méchants », « très capables de pragmatisme et susceptibles d'évoluer », qu'il est donc souhaitable de ménager : « Nous pouvons soit les radicaliser du fait d'une trop grande raideur de notre part, soit les faire évoluer, si nous abordons leurs croyances avec respect »[1050].

D'emblée, l'administration américaine a opté pour la seconde hypothèse. Le 18 novembre 1996, Robin Raphael, sous-secrétaire d'État à l'Asie du Sud, déclare aux Nations unies dans une réunion à huis clos : « Les Taliban […] apparaissent comme un pouvoir stable. La véritable source de leur succès a été la volonté d'un grand nombre d'Afghans, en particulier des Pachtounes, de troquer les guerres interminables et le chaos contre des

mesures de paix et de sécurité même au prix de sévères restrictions sociales. Il n'est pas dans l'intérêt de l'Afghanistan, ni dans l'intérêt d'aucun d'entre nous, que les Taliban se retrouvent isolés[1051]. » L'ambassadeur américain à Islamabad, Thomas Simons, rencontre leur ministre des Affaires étrangères, le mollah Ghaus. Par ces canaux diplomatiques, Washington entend seulement poser les deux questions qui lui semblent vitales : les camps d'Hekmatyar, de Sayyaf et des Arabes vont-ils être fermés ? Les Taliban savent-ils où se trouve Ben Laden ?

Le fonctionnement du nouveau régime cependant ne laisse pas d'intriguer. La shura que préside à Kaboul le mollah Rabbani est censée réunir les nouveaux ministres du pays. Mais les journalistes rapportent que la plupart désertent leurs bureaux qui ne fonctionnent que quatre heures le matin, le reste de la journée étant réservé aux prières et à la sieste. « Tous les ministères étaient vides, explique Mariam Abou Zahab, car leurs titulaires étaient au front[1052] ». D'autre part, l'inactivité à Kaboul n'est que le signe du transfert du pouvoir à Kandahar. Au sommet de la pyramide taleb, le mollah Omar décide de tout, souvent sans en référer à quiconque même s'il n'a jamais quitté Kandahar que deux fois dans sa vie[I]. À ses côtés, la shura de Kandahar et la Cour suprême islamique, présidée par le Mawlawi Sayyed Mohammed Pasanai, constituent le véritable gouvernement. Chacune de ces instances fait la part belle aux Dourrani ; seuls trois postes de ministre reviennent aux Ghilzai. Cette prédominance donne naissance à une rumeur à l'automne : et si les Taliban préparaient en fait le retour de l'ancien roi puisqu'ils appartiennent aux mêmes tribus ? C'est vraiment faire peu de cas du libéralisme dont Zaher avait fait preuve durant son règne, et qui est incompatible avec le fondamentalisme. D'autre part, certains de ses plus fidèles soutiens, comme Pir Gailani, rejoignent alors l'opposition. Enfin, le roi déclare depuis 1973 qu'il n'a aucune ambition politique même si, en septembre, conséquence sans doute des manœuvres habiles des Pakistanais qui lui ont laissé croire que les Taliban préparaient son retour, il rompt le silence et se dit prêt à retourner au pays « jouer le rôle qui [lui] revient[1053] ».

Aux yeux de l'Occident, la principale alternative aux Kandahari reste Massoud. La guerre qui les oppose est ethnique, religieuse voire nationaliste : Pachtounes (et même Dourrani) contre le reste des tribus,

fondamentalistes contre modérés, suppôts pakistanais contre indépendantistes afghans. À peine a-t-il mis pied à terre de l'hélicoptère qui l'a arraché à Kaboul que Massoud s'est adressé à ses troupes : « Même si le dernier morceau de terre libre n'est pas plus large que mon pakol, je me battrai jusqu'à mon dernier souffle pour le défendre. Et vous ? Laisserez-vous votre pays prisonnier ? Ou le défendrez-vous comme de bons musulmans[1054] ? »

Le commandant en veut à Burhanuddin Rabbani de ne pas avoir su nouer les alliances nécessaires pour contenir les Taliban. Aussi décide-t-il de s'y employer lui-même. Le 10 octobre, il réunit le chiite Khalili et l'Ouzbek Dostom, que les Taliban et les Pakistanais ont vainement essayé de débaucher, pour former le « Conseil suprême pour la défense de la mère patrie », amorce du futur « Front uni ». Deux jours plus tard, il reprend l'offensive et parvient jusqu'à Bagram d'où il peut bombarder l'aéroport de Kaboul que Dostom pilonne dans le même temps. Renforcés par de nouveaux bataillons d'étudiants levés dans les madrasa, mais aussi grâce à la conscription forcée, les Taliban contre-attaquent à leur tour à l'ouest, où Ismaïl Khan est submergé, puis à Kaboul d'où Massoud est rejeté jusque dans le Panjshir. Impossible pour eux d'aller plus loin : la vallée a été barricadée et transformée en poudrière ; chaque recoin, chaque grotte a été exploitée pour cacher ici des munitions, là des explosifs. Massoud semble revenu vingt ans en arrière, à l'époque des Soviétiques. L'envoyé du *Figaro* Renaud Girard le décrit comme « le Napoléon du Panjshir[1055] », mais il connaîtrait plutôt son île d'Elbe qu'un Austerlitz. Le commandant est acculé et a beaucoup de soucis à se faire pour ses effectifs futurs. Il se tourne donc vers l'étranger où il utilise l'argument habituel du dernier rempart contre l'islamisme radical pour obtenir des fonds. L'Iran répond favorablement ; en Russie, le général Lebed, un ancien d'Afghanistan, secrétaire du Conseil de sécurité, a déjà évoqué la possibilité d'une « aide matérielle et financière[1056] ». Pour les Américains, les Stinger restent la seule monnaie d'échange, mais forcément limitée.

En France, les partisans du Panjshiri vivent la redistribution des cartes afghanes comme une calamité et ils prédisent le pire pour l'Afghanistan. Les autres y voient une occasion de donner au pays la stabilité qui lui fait défaut. L'ambassadeur Pierre Lafrance est l'artisan d'une tentative de

dialogue avec le nouveau régime. Il rencontre son représentant à Islamabad qui lui tient un discours raisonnable et modéré, ensuite le mollah Ghaus. L'objectif est de définir les conditions auxquelles une paix serait possible entre les factions. Les Taliban connaissent en effet les liens privilégiés de la France avec Massoud. À certaines conditions, affirment-ils, ils peuvent s'entendre avec lui.

La volonté de négocier des Taliban n'étonne pas l'ambassadeur. Leur raisonnement est quasi marxiste : nous avons fait la révolution, nous avons obtenu la création d'un émirat, voyons comment celui-ci peut englober tout le monde pour lui assurer une pérennité. Lafrance tente de les canaliser, en jouant par exemple sur leur très fort souci d'indépendance, y compris par rapport au Pakistan. D'autant que, très vite, il apprend que le mouvement est divisé. Un Moutawaqil par exemple se montre soucieux de le faire évoluer. L'influence de l'ambassadeur est incontestable au Quai d'Orsay. Son pari de discuter avec le régime et de tabler sur un retour au calme, si douloureux soit-il pour la conception française des droits de l'homme, est repris au plus haut niveau. Les voix sont rares, comme celle de Chantal Poiret, sous-directrice Asie méridionale, pour affirmer que « les Taliban sont des obscurantistes, d'une inculture absolue, qu'ils n'ont aucun recul politique » et que, en conséquence, « il ne faut rien attendre d'eux »1057. Au fond, la position de Lafrance entre dans la conception gaullienne des relations diplomatiques : la France discute avec des États, non des régimes. Parce qu'elle est la seule à avoir assuré une présence quasi continue, par sa diplomatie ou ses ONG, elle ne veut pas rompre avec Kaboul par aveuglement. Ce qui ne doit pas avoir pour conséquence de rompre les ponts avec le précédent pouvoir ; en quelque sorte, savoir dire presque oui aux uns sans tout à fait dire non aux autres.

Nul objectif ne saurait mieux convenir à la DGSE. Le travail auprès des Taliban a déjà été entamé par Adrian au rôle désormais primordial dans le dispositif afghan puisque la plupart de ses sources sont pachtounes. Il convainc la centrale de les utiliser pour nouer des liens avec le mouvement dans un double objectif : « Faire du rens et se forger suffisamment d'influence pour tenter, via certaines sources, de peser sur la vie du régime, de le rendre plus humain1058. » Depuis quelques mois, Adrian a ainsi mis en place un réseau de sources permettant d'approcher au plus près du

mollah Omar. À la fin de l'été 1996, il quitte le Pakistan, mais pas l'Afghanistan puisqu'il est promu à la tête du secteur Asie. Lui succède à Islamabad Patrice, ancien chef de poste au Yémen. « Ma première mission, explique celui-ci, l'essentielle même, était d'essayer de faire le point sur la nébuleuse taleb. À l'époque, les chefs de guerre ne parlaient des Taliban qu'à la troisième personne du pluriel ; c'étaient deux mondes pas forcément communs. Il fallait donc déterminer qui était vraiment taleb, qui n'était que sympathisant, leurs principaux alliés, les ramifications tribales, etc. » Un très gros boulot : « Nous n'avions pas encore de contacts au plus haut niveau, il ne s'agissait que de renseignement indirect, des individus qui pouvaient approcher les Taliban sans en être. »

Une fois le tableau rafraîchi, Patrice reçoit pour instruction d'instaurer un canal officieux avec le régime : « Il fallait que l'on puisse s'appuyer sur quelque chose le jour où nos intérêts seraient en cause en Afghanistan. » C'est en effet l'obsession de toute diplomatie, officieuse comme officielle, que de se garantir des relations qui, le moment venu, lui permettront de secourir ses ressortissants en mauvaise posture. Il n'est donc pas peu cocasse que, sous peu, DGSE et Quai d'Orsay se voient critiqués à Paris, mais aussi par certaines ONG, pour leurs échanges avec les Taliban alors que ceux-ci sont en partie motivés par l'action humanitaire française dans le pays. « En fait, explique même Patrice, la France ne voulait pas s'engager en Afghanistan. Or elle l'était déjà par le fait de la présence massive de ses ONG. Leur absence aurait arrangé tout le monde[1059] ! »

Tout en prenant langue avec l'ambassadeur taleb, Patrice ne cache rien de ses contacts à l'Isi. « Il a été informé du canal que nous avions mis en place. Mais il se demandait toujours si nous ne jouions pas double jeu[1060]. » Ses interlocuteurs pakistanais lui font toutefois deux reproches majeurs au bout de quelques semaines. En premier lieu : « Pourquoi ne reconnaissez-vous pas les Taliban ? Ce sont les maîtres du pays. » ; une preuve que la conversion des services pakistanais est bien définitive. Le deuxième reproche est historique et servi au directeur général de la DGSE, Jacques Dewatre, en visite au Pakistan : « Pourquoi soutenez-vous encore Massoud ? » En revanche, « jamais, témoigne Patrice, l'Isi ne nous a demandé de rompre le lien avec le commandant ». Sans doute lui-même n'y verrait-il trop rien à redire. Avec l'ambassadeur Lafrance, il aime à

comparer le changement de régime à Kaboul à la Révolution française : du passé faire table rase. « Dans les dîners, raconte-t-il, les femmes pakistanaises comparaient Kaboul à Sodome et Gomorrhe. Elles parlaient de ces “putes” d’Afghanes. Le mouvement taleb est apparu comme un retour à l’ordre[1061] ». Pour lui, le soutien de l’Isi ne fait aucun doute. Et il va même jusqu’à soupçonner le mollah Omar d’être l’un de ses agents. Néanmoins il ne peut étayer son jugement : les convois d’armes, toute l’infrastructure mise à disposition des Taliban par les Pakistanais transitent par le Baloutchistan et Quetta où il ne dispose d’aucune source…

En ce qui concerne le régime taleb, Patrice isole le noyau dur, extrémiste, à combattre résolument, mais il est à ses yeux circonscrit. Le reste est un agrégat d’anciens djihadistes, d’opposants provinciaux à la mainmise de Kaboul, de déçus de Massoud, des « soldats de Valmy », comme il les appelle. Pour peser sur un mouvement dont le moteur est essentiellement religieux, nulle meilleure manière que de pénétrer les divers courants de pensée qui le composent ou l’influencent. Le soufisme jouit aux yeux de la DGSE de trois qualités en Afghanistan : il est modéré, très représenté et ardemment hostile au wahhabisme. Un contrepoids parfait donc aux Taliban dont certains membres sont issus. Avec Gailani, les Français disposent déjà d’un relais capital au sein de la secte Qaderiyah dont il est le chef spirituel. Dans l’autre secte soufie, la Naqshbandiyah, Adrian a déjà recruté plusieurs sources bien placées.

Les finesses de la composition du mouvement taleb ne filtrent pas jusqu’en Occident où l’on retient surtout le port du tchadri, perçu comme une soumission infligée aux femmes. Une pétition de « Feminist Majority » attire l’attention du nouveau secrétaire d’État Madeleine Albright sur le sort de ce pays[1062] ; à Paris, une affiche couvre les murs du métro : « En Afghanistan, 100 % des femmes sont portées disparues[1063]. » Vu de Kaboul, le sentiment est tout autre : le tchadri existe dans les villes depuis des décennies. « Non, les Taliban ne l’ont pas inventé[1064] ! » martèle Mariam Abou Zahab. Au surplus, ils se moquent dans leur ensemble de la réaction internationale : le monde s’arrête pour eux à la limite de leur quartier ou à la plus proche mosquée. Les leaders en font même leur miel, car les femmes dévoilées incarnaient ce qu’il y avait pour eux de pire dans l’Afghanistan moderne. En brocardant outrageusement la « burqa » à

Kaboul, les journalistes occidentaux ne réalisent pas qu'ils confortent le mollah Omar et les siens. Plus l'Occident vaticine, plus ils répriment dans les grandes villes où la claustration des femmes éduquées devient une sorte de marqueur de leur action.

Le journaliste Stéphane Allix dénonce le décalage entre la réalité du pays et le traitement des médias « parfaitement partial, grossièrement simpliste et dangereux[1065] ». Le reste des critiques est à l'avenant. La fermeture des écoles de filles ne commence ainsi à faire scandale en Occident que lorsqu'elle touche Kaboul, fin 1996. À Kandahar, elle était en vigueur depuis novembre 1994 sans que les médias s'en soient préoccupés ; et personne n'a rappelé que les Moudjahidin avaient détruit les écoles pendant le djihad. De même, le commerce de la drogue devient subitement insupportable en Occident, comme si le nouveau régime en était responsable. Or il est bien antérieur à son avènement. Les Taliban appliquent à son égard la même attitude que les chefs de guerre : ils prélèvent la Zakat (à peu près dix pour cent des revenus) sans réaliser que, à Washington ou à Paris, on en déduira leur implication dans le trafic. Le Pakistanais Ahmed Rashid a estimé à 100 millions de dollars annuels les revenus qu'ils en tireraient, une somme, mais qu'il faut comparer aux 3 milliards annuels que le mollah Omar et les siens percevraient des échanges commerciaux avec le Pakistan.

Idem pour les camps d'entraînement que les Taliban ont récupérés dans leur progression fulgurante. Ainsi qu'Adrian en a reçu la confidence des Pakistanais, ceux-ci ont affirmé à l'Isi qu'ils allaient les fermer. Ils n'en font rien. Au contraire, contre une déclaration d'allégeance au mollah Omar, les Taliban confient à Ben Laden une partie des anciennes installations d'Hekmatyar sans deviner la suite… De son côté, l'Isi se garde bien de faire pression pour obtenir la fermeture puisque, en laissant les camps ouverts, il se préserve une monnaie d'échange éventuelle avec les services de renseignement des pays qui y comptent des ressortissants. Enfin, les Taliban n'ont pas intérêt à s'attirer la mauvaise humeur des Saoudiens qui financent les camps.

Ultime contresens commis sur eux : ils ne sont pas une création d'Islamabad – *L'Humanité* évoque ces « ultra-intégristes[…] recrutés et formés par les services secrets pakistanais[1066] » – mais une tendance

ancestrale du pays. Les élites occidentales plaquent en Afghanistan une grille de lecture inadaptée, bâtie sur les droits de l'homme, les valeurs démocratiques, l'esprit des Lumières. Ceux qui font entendre des voix discordantes en sont pour leurs frais : « Je me suis fait vertement critiquer, relate Mariam Abou Zahab, quand je déclarais que c'était un mouvement social. Il ne fallait surtout pas les humaniser, chercher à comprendre leurs motivations1067 ! » Stéphane Allix, lui, éprouve des difficultés à expliquer que la circulation est possible pour un Occidental : « Pendant des mois, témoigne-t-il, j'ai pu me promener dans les zones sous contrôle taleb sans aucune inquiétude. C'est dans le nord que j'ai dû user de mille précautions pour échapper au kidnapping ou au rançonnage1068. » D'ailleurs, les ONG françaises continuent à opérer en pays taleb sans être inquiétées : MDM œuvre à Herat, MSF dans le Ghazni, AMI dans le Logar avec des médecins femmes, Solidarités près de Maidan Chahr… Les hôpitaux de Kaboul enfin doivent à l'obstination de Frédéric Roussel, patron d'Acted, de pouvoir se chauffer avec du charbon extrait dans la vallée de Ghorband.

Puisque l'Occident discerne un péril taleb, les stéréotypes foisonnent à nouveau : « À Paris, tout ce que disait Massoud était parole d'Évangile, regrette le chef de poste de la DGSE à Islamabad. Ils ne se rendaient pas compte qu'ils étaient intoxiqués par différents services étrangers. » Par exemple, en octobre 1996, la presse annonce qu'une jeune fille de dix ans a été amputée pour avoir verni ses ongles. « J'ai réussi à établir par mes sources, souligne Patrice, que c'étaient les services iraniens qui avaient enfumé tout le mondeII1069. » L'Iran tout comme la Russie et l'Inde considèrent d'un très mauvais œil l'expansion taleb. Ils font donc logiquement tout ce qui est en leur pouvoir pour les dénigrer dans la presse, mais aussi sur le terrain, au côté de Massoud. « Les Milan que nous lui avons livrés en 1994-1995 n'étaient vraiment rien en comparaison de ce qu'il recevait d'eux1070. » Que faire désormais du commandant ? L'embarras s'empare de la DGSE comme de la CIA. Les directions du renseignement, se fondant particulièrement sur les appréciations de leurs officiers respectifs à Islamabad, tous très imprégnés des considérations propachtounes de l'Isi, recommandent de s'en désintéresser. « Nous aligner avec Massoud et ses combattants, écrit le nouveau directeur de la CIA, George Tenet, nous mettrait de mèche avec le diable, pour un gain potentiel

minime voire nul1071. » De même, à la DR française, le succès taleb ne fait que confirmer des années de doute à l'égard du Panjshiri. Pour Patrice, « l'option Massoud était perdue d'avance. Il était acculé, sans avenir, fini ».

En face, les directions des opérations demeurent de farouches soutiens – peut-être parce qu'elles sont les seules à l'avoir côtoyé. À la CIA, d'aucuns prônent ainsi l'envoi de missions. Et de fait, quatre d'entre elles gagneront le Panjshir de 1997 à 1999. À la DGSE, même si Rodrigue a passé la direction du Service mission à Edgar, la DO conserve sa confiance au commandant. Toutefois, la retraite précipitée de Kaboul a fortement déçu. À l'instar de la plupart des autorités politiques et des médias, les opérationnels étaient persuadés de la capacité de résistance de Massoud – l'envoi de Victor quelques jours avant la chute de Kaboul en atteste. Le représentant du commandant en France, Daoud Mir, les avait même alléchés : « Dans sa maison de Djabal Saraj, Massoud m'a dit en août 1996 : "Sache que dans très peu de temps, il va y avoir un grand coup. Des commandants taliban vont se rallier à nous. C'est secret1072." » En fait, le Panjshiri aurait pactisé en toute discrétion avec le mollah Rabbani, couramment présenté comme le dignitaire taleb le plus modéré, qui, lui, en aurait eu assez de l'immixtion pakistanaise. Un renversement d'alliance des plus classiques en Afghanistan. Mais les Taliban ont pris Massoud de vitesse avec leur dernier coup de collier.

On comprend que la déroute du Panjshiri se solde en particulier par la mise à l'écart de Daoud Mir. Or, de lui et de son frère dépendait la liaison satellitaire avec le commandant ; de plus, une partie du matériel de transmission aurait été égarée lors de la fuite de Kaboul. Aux politiques qui, désorientés par l'irruption de ces mollahs inconnus, lui réclament l'opinion de Massoud, la DGSE doit avouer son incapacité à le joindre. Début 1997, le DO, le général Champtiaux, lance donc à ses troupes : « Il faut retrouver Massoud ! » Puis il surgit dans le bureau de Victor en expliquant qu'il vient d'apprendre qu'un certain « général Saleh » dit être le porte-parole du commandant au Tadjikistan. L'homme faisait partie des sources cédées par Rodrigue à Victor qui a même assisté à son mariage. Champtiaux lui demande donc de se débrouiller pour le retrouver à Douchanbe, avec, pour donnée de base, un Tadjikistan déchiré par la guerre civile, truffé de Russes dont une division occupe la frontière avec l'Afghanistan. Première étape

obligatoire à Moscou afin de décrocher quarante-huit heures plus tard le visa pour le Tadjikistan. Victor mesure la difficulté de sa tâche à Douchanbe. Son hôtel, dont il est le seul client, se transforme chaque soir en bordel pour soldats russes. Au bout de deux jours, par recoupement d'informations, il parvient à localiser un bâtiment où, lui a-t-on dit, vivrait une forte communauté afghane. Le premier barrage est franchi sans difficulté mais, au second, le Français comprend avoir fait mouche : les hommes sont armés, signe de la présence d'une personnalité dans les locaux. Accosté par l'un d'eux, Victor lui tend un carton plastifié qu'il a pensé à faire confectionner avant son départ. Y est inscrit en tadjik : « Bonjour, je voudrais rencontrer le général Saleh que je n'ai pas vu depuis des années. Dites-lui que j'ai assisté à son mariage. » Il n'a pas à attendre longtemps. Saleh se présente et lui donne immédiatement l'accolade.

– Je voudrais voir le « chef », lui indique Victor. Fais ton possible !

– Il est enfermé dans le Panjshir, réplique l'Afghan. C'est très compliqué. Tu y tiens vraiment[1073] ?

Comme Victor insiste, il promet de faire le nécessaire. Le soir, il l'invite à dîner, dans son appartement au confort spartiate, où il explique que rallier le Panjshir depuis Douchanbe est impossible car les Tadjiks refusent l'atterrissage aux hélicoptères de Massoud.

– Toutefois, ajoute-t-il, tu as de la chance ! Le chef va venir à la frontière. Tu pourras repartir avec lui[1074].

Après une longue attente le lendemain, Victor est conduit tout près de l'aérodrome, dans une maison où une seule porte le sépare de Massoud. Mais celle-ci ne s'ouvrira pas, car le commandant choisit de ne pas le recevoir. « Il conversait très certainement avec d'autres visiteurs, des Russes entre autres, commente l'officier. Tout le monde voulait l'aider dorénavant, on se bousculait à sa porte. Il m'a donc traité sans égards, tel le journaliste que je prétendais être, afin de ne pas dévoiler ma couverture. Il était essentiel que celle-ci subsiste, car le Tadjikistan était désormais notre seule porte d'entrée pour le Panjshir. » L'officier fait semblant d'être contrarié afin de donner le change, mais il s'éloigne sans regret. L'essentiel a été accompli : le contact est renoué avec Saleh, la DGSE sait désormais à qui s'adresser pour joindre Massoud.

De fait, quelques semaines plus tard, Victor refait le trajet. Et cette fois, Massoud le prend à bord de son hélicoptère toujours décoré d'un bouquet de fleurs, avec un vieux fauteuil de Lada recouvert de couvertures pour son usage, un canapé pour les autres passagers comme dans n'importe quelle maison afghane, enfin, une énorme citerne qui n'est autre que le réservoir supplémentaire… Ou comment voyager la mort en face. La chaîne du Pamir franchie, Victor retrouve le Panjshir et cette impression d'être en plein air, mais enfermé entre quatre murs : les parois quasi verticales de la vallée sont autant des remparts que des pièges en raison des mines autrefois larguées par les Soviétiques. Massoud fait part au Français de son plaisir à le revoir dans des circonstances moins faciles qu'à Kaboul. Victor commence par procéder à la destruction du matériel de cryptage restant, le rapporter en France, via le Tadjikistan, serait risqué ; Russes et Américains seraient trop heureux de pouvoir casser le code mis au point par la DGSE. Pour le reste, le soutien du SA à la formation des services de renseignement de Massoud et l'instruction au tir au Milan ont évidemment été interrompus et il n'est pas question de les relancer prochainement. De toute façon, la direction des opérations est alors presque entièrement tournée vers les Balkans, l'Afghanistan fait simplement l'objet d'un suivi.

À cette fin, Victor remplit une nouvelle mission dans le Panjshir pour installer une nouvelle ligne de communication avec un agent du SA. Compte tenu des risques à la frontière russo-tadjike, il opte pour un autre itinéraire, par l'Ouzbékistan. Un crochet à Douchanbe lui permet de récupérer un traducteur chez Saleh. Le surlendemain, l'équipée fait route vers Termez, à la frontière afghane. Une autorisation spéciale est requise pour traverser à pied le pont ferroviaire par lequel l'URSS acheminait ses renforts. Victor et son technicien s'avancent sur l'ouvrage, bardés comme des mulets du matériel de transmission et de tous les ustensiles nécessaires à leur couverture. « On a franchement flippé, se rappelle le premier. Nous ne savions pas comment nous serions accueillis par les gardes de Dostom de l'autre côté. » Plus de peur que de mal. Le lendemain, les deux hommes sont conduits à Mazar-e Charif où Massoud est venu rencontrer Dostom. C'est à nouveau dans son hélicoptère qu'ils gagnent ensuite le Panjshir. Le technicien installe la nouvelle liaison dont la charge, à Paris, revient désormais au successeur de Daoud Mir, Mehrabuddin Masstan, bien connu,

et très apprécié, de toutes les ONG auxquelles il servit de guide dans la vallée. Au cours de ce voyage, Victor prend également la mesure du soutien de l'Isi aux Taliban en approchant les prisonniers du commandant. L'un d'eux lui révèle sans difficulté être pakistanais, et qu'ils sont nombreux dans son cas.

Le retour de mission réserve une surprise de taille. Un hélicoptère dépose Victor à la frontière du Tadjikistan en compagnie d'un subordonné de Massoud au rôle essentiel, Ahmad Hayat, par tous appelé « Muslim ». Fils d'officier comme le commandant, opposé aux communistes dès le lycée, arrêté et interrogé par la police politique, il fut l'un des agents de Massoud à Kaboul où il se fit à nouveau emprisonner avant de recouvrer la liberté par la complicité d'un membre du Khad originaire du Panjshir. Après une formation militaire au Pakistan, il fut promu commandant du secteur englobant les villages de Jangalak et Malaspa, et mena à ce titre de nombreux assauts destructeurs contre les colonnes soviétiques. À la frontière, un chauffeur le prend en charge avec Victor pour les conduire à Douchanbe. Au détour d'un virage, la route est barrée par des hommes dont la tenue rassure le Français : capote en cuir, kalachnikov flambant neuve, tout semble indiquer qu'ils appartiennent aux services secrets tadjiks. « Nous allons subir un interrogatoire, peut-être faire un peu de prison, pense-t-il, mais rien de grave. Nous serons libérés rapidement. » Muslim est contraint de céder la place du mort à l'un de ces individus. Victor note alors une expression de très vive inquiétude sur son visage. « Je n'en menais vraiment pas large ! » Profitant du fait que les autres ne parlent pas l'anglais, il tente d'interroger son compagnon à mots couverts : « Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? » Muslim marmonne des réponses toujours vagues. L'officier est de moins en moins rassuré quand il observe le chauffeur quitter la route, ranger sa voiture à l'abri des regards, puis le sommer de descendre. Muslim en profite pour lui expliquer avoir annoncé qu'il était un journaliste français, ce qu'il répète de vive voix.

– Donc tu es un ami de Massoud ? surenchérit l'un des hommes.

– Oui, oui, s'empresse-t-il de répliquer. Je le connais depuis longtemps. Je dois écrire un livre sur lui. C'est pour ça que je le vois souvent.

L'homme grommelle une réponse glaçante que traduit Muslim :

– On va vous tuer ! Massoud est notre ennemi.

Fort heureusement, son acolyte, fouillant dans le sac de Victor, en extirpe un téléphone satellitaire qui inspire immédiatement son collègue :

– Tu vas appeler l'ambassade de France à Moscou, lui dire que tu es notre otage et que nous voulons de l'argent.

Victor respire. Quand bien même ses ravisseurs seraient des fondamentalistes, l'appât du gain les rend malléables. Au même moment, l'autre met au jour dans ses affaires une pochette contenant 2 000 dollars qui semble immédiatement calmer leurs ardeurs. Muslim et Victor sont libres à condition de ne jamais revenir dans la zone. Leur chauffeur confie alors que, deux heures plus tôt, un marchand afghan a été exécuté dans le même secteur pour la seule raison qu'il faisait commerce avec Massoud. « Je n'avais qu'une peur, indique à son tour Muslim à Victor : que tu prononces le mot de "bandit". C'est une très grave insulte en tadjik[1075] ! »

De retour à Douchanbe, l'officier de la DGSE se retrouve sans le sou pour rallier la France. Par chance, le flair lui avait conseillé de déposer auprès d'une connaissance une enveloppe contenant quelques billets. « Je n'en prenais quasiment jamais la précaution », note-t-il. De cet épisode, il choisit de ne rien dire au retour dans son rapport. « Incident de sécurité en cours de mission, inscrit-il simplement à l'endroit réservé, avec perte d'argent et de vêtements. » La raison : « Ils ne m'auraient pas cru pour cette histoire pour laquelle je ne disposais d'aucune preuve matérielle. » Ce n'est que plusieurs mois plus tard que le général Champtiaux sera informé par Abdullah Abdullah qui lui vantera le courage de son subordonné. Victor y gagnera une citation.

La DO est rassurée sur la liaison avec Massoud, mais elle a fort à faire à Paris, car, selon l'adage, malheur au vaincu. À la centrale, au Quai d'Orsay, les critiques s'amoncellent à nouveau sur le compte du Panjshiri dans le dessein, plus ou moins avoué, de faire des Taliban les chevaliers blancs de l'Afghanistan. Aux accusations habituelles des années 1980 – massacres, trafic de drogue, etc. – s'ajoutent des récriminations plus dans l'air du temps : Françoise Chipaux rapporte dans *Le Monde* que, dans le Panjshir aussi, les filles vont rarement à l'école et qu'elles sont « couvertes de la même burqa bleue ou blanche[1076] ». La différence avec Kaboul est

pourtant majeure : « Chez Massoud », comme disent les observateurs, les femmes n'obéissent pas à une loi, mais à la tradition. Quand Patricia Lalonde l'interrogera en 2001 sur le port du tchadri dans le Panjshir, Massoud répondra de fait : « Up to them1077 ! » (« Libre à elles ! ») D'ailleurs, sa femme, Sediqa, affirmera après sa mort ne jamais l'avoir portéIII. Et si très peu de filles vont en classe dans la vallée, les garçons ne sont pas logés à meilleure enseigne : la faute à la guerre. Mais dès que celle-ci fait relâche, comme à l'été 1999, une humanitaire, Anne Passieux, dénombrera autour de Bazarak dix écoles de filles et de garçons, cinquante-deux professeurs féminins. Dans le Panjshir, conclura-t-elle, « nous pouvons témoigner que la plupart des filles sont scolarisées, soit peut-être deux mille1078 ! »

Derrière les droits accordés ou non aux femmes, un autre procès, lancinant, perdure, celui de l'intégrisme. En 1980, Massoud était un Hekmatyar bis. À présent, il ne vaudrait pas mieux que les Taliban qu'il combattrait donc, non par différend religieux ou idéologique, mais pour de seules raisons ethniques. C'est le retour du « tous les mêmes, ces barbus ! ». Or si Massoud a pu faire alliance avec les Taliban pour évincer Hekmatyar, il les méprise pour leur conception de l'islam, qu'il juge trop indienne, lui qui est si fier de l'indépendance de l'Afghanistan, mais aussi totalement arriérée alors qu'il défend, lui, héritage de son islamisme de jeunesse, la modernisation du pays. « Je connais la religion mieux qu'eux1079 ! », lâche-t-il à Victor avant de compléter, pince-sans-rire : « Et j'en ai vu des fondamentalistes ! »

Dernière accusation : Massoud serait un agent de l'étranger. « Plusieurs de ses anciens commandants, témoigne Patrice, m'ont affirmé qu'ils ne le reconnaissaient plus. Ils le décrivaient comme un pion des Russes et des Indiens1080. » Les Iraniens sont aussi cités. Mais si le commandant ne fait pas affaire avec ces pays, qui sont aussi les plus proches de l'Afghanistan, où pourra-t-il se fournir en armes puisque le Pakistan lui est fermé ? « J'essayais de faire comprendre que l'aide que lui accordait l'Iran gênait la France, explique Victor, mais il me répondait invariablement : "D'accord, je renonce à cette aide-là, mais que fait alors ton gouvernement pour nous aider1081 ?" » De toute façon, en quoi les armes fournies pendant le djihad par l'Arabie saoudite, les pays du Golfe, le Pakistan étaient-elles plus

respectables ? C'est enfin oublier que l'aide n'a rien de gratuit. Non seulement les Russes font payer, très cher, mais eux, comme les IraniensIV, comme les Indiens, voient dans les Taliban un facteur de déstabilisation régionale. Leur soutien à Massoud trouve une bonne part de sa justification dans celui des Saoudiens et des Pakistanais aux Taliban.

Ils sont peu nombreux en revanche à mettre au crédit de Massoud une évolution majeure : pour la première fois, il rend public son désaccord avec Rabbani dans une interview donnée à ses fidèles visiteurs Ponfilly et Gallet : « Oui, le président Rabbani est la cause de beaucoup de nos difficultés1082. » Et de lui imputer l'essentiel du désamour populaire pour avoir renoncé à céder la présidence comme il était prévu – moyen commode pour dissimuler sa propre responsabilité dans la guerre civile. La rupture en tout cas semble quasi consommée quand il annonce : « Rabbani est certes le drapeau de notre parti… mais seulement au sens où le drapeau suit le vent. Il y a ceux qui veulent dominer les événements et les autres qui suivent le mouvement en espérant avoir du pouvoir. Rabbani est de ceux-ci. »

Massoud va-t-il enfin s'émanciper sur le plan politique ? Manifestement le Quai d'Orsay n'attend pas la réponse puisque, dès le mois de janvier 1997, son chargé d'affaires est envoyé à Kaboul où il est le seul diplomate occidental. Faut-il y voir un message d'ouverture adressé aux Taliban ? Didier Leroy est vite mis à contribution puisque, le 22 février, deux expatriés d'Action contre la faim, José Daniel Llorente et Frédéric Michel, sont arrêtés pour avoir participé à une fête aux côtés d'Afghanes en violation de la loi islamique. Le porte-parole des Taliban tient à préciser qu'il ne leur sera fait aucun mal, le ministre de la Justice, Jalilullah, ajoutant, sans vraiment rassurer, que la peine de mort ne leur sera pas appliquée… Le Quai d'Orsay demande leur libération sans procès et ordonne à Didier Leroy de ne pas rentrer avant de l'avoir obtenue. La partie est difficile. Son interlocuteur principal est le mollah Abbas, ministre de la Santé, qu'il part rencontrer à Kandahar. Après plusieurs jours de négociation, il est fermement suggéré à Leroy de prendre attache avec le patron des services secrets taliban : « Sans lui, vous n'obtiendrez rien ! » Le diplomate s'exécute et rencontre un individu peu ragoûtant, rétif à tout dialogue. Comme autrefois les Soviétiques, les Taliban sont embarrassés par cette affaire qui affecte le seul pays occidental n'ayant pas rompu le

dialogue. Le déblocage se fait finalement grâce à l'entremise de l'Arabie saoudite, moyennant finances vraisemblablement. Condamnés pour la forme à un mois de prison le 19 mars, les deux humanitaires sont expulsés. Leur mésaventure toutefois aura démontré que n'est pas entièrement usurpée la justification de la présence d'un diplomate français en Afghanistan.

« Il y eut beaucoup plus de prises d'otages que celles dont la presse s'est fait l'écho, témoigne le chef de poste de la DGSE à Islamabad. Il y en eut une bonne douzaine qui ont concerné des Français mais aussi des Néerlandais, des Belges… La plupart toutefois n'ont pas duré plus de vingt-quatre heures. » Patrice est catégorique : « Les Taliban ne demandaient jamais de rançon. Pour eux, la prise d'otages était un moyen de gagner une reconnaissance1083. » Des ONG françaises présentes à Kaboul, Afrane est la seule à axer son aide sur l'éducation sous l'action d'Étienne Gille – Bernard Dupaigne ayant créé de son côté en 1996 Afrane Développement avec Mariam Abou Zahab et Christian Destremau pour soutenir l'agriculture. Esteqlal, seul établissement à fonctionner normalement avec Amani, se voit aidé dans l'organisation des examens de fin d'année. Afrane y assure des cours de français, forme trois professeurs pour enseigner cette langue et distribue de la nourriture à chacun des cents quarante enseignants. Enfin, elle ouvre une « maison d'Afrane », placée sous la responsabilité d'Olivier Tirard-Collet, tenant lieu de centre culturel où le français est là encore enseigné, principalement pour les employés afghans des ONG. De son côté, AMI a retrouvé le terrain afghan après la chute de Nadjibullah, d'abord dans ses régions anciennes du Panjshir et du Logar, puis dans le Kunar où des dispensaires sont ouverts, enfin à Kaboul en 1995 où elle a surtout pris en charge la rénovation du laboratoire central. « En 1997, on ne savait pas à qui s'adresser dans les administrations, témoigne l'un de ses expatriés, Christian Blanchard. C'était au petit bonheur la chance, tout le monde essayait de son côté1084. »

L'incurie taleb conduit les ONG à assurer le fonctionnement de pans entiers de la société. Outre le système de santé qu'elles tiennent à bout de bras, Acted par exemple devient le principal pourvoyeur de pain. En palliant l'incapacité du régime à subvenir aux besoins essentiels de la population kabouli, les ONG sont vite accusées de parti pris protaleb de même qu'elles

avaient été taxées d'anticommunisme dans les années 1980 parce qu'elles refusaient de s'installer dans la capitale afghane. Surtout que, dans le même temps, d'autres, comme Bertrand Gallet, peinent à trouver des financements dans le Panjshir : les bailleurs de fonds français et européens, relate-t-il, « faisaient de la *realpolitik* en considérant que, si on finançait le Panjshir, on entretenait la guerre et on faisait souffrir encore plus les Afghans[1085] ». Les humanitaires français sont les témoins des sentiments partagés des habitants, soulagés d'avoir été débarrassés de l'abominable guerre des Moudjahidin, mais terrorisés par les mesures taliban. Ils voient avec compassion leurs collaborateurs afghans forcés de se laisser pousser la barbe, de se couper les cheveux court, obligés d'aller à la mosquée. « Certains, se souvient Christian Blanchard, portaient des jeans bien que cela soit interdit pour marquer leur liberté. Les policiers les pourchassaient dans la rue à coups de bâton[1086]. » Lors des mariages, les gens osent à peine diffuser quelques secondes de musique afin de ne pas être repérés. Les femmes souffrent le plus du régime ; l'interdiction de travailler à partir de 1997 pousse les veuves et les célibataires à mendier dans la rue. Seul secteur où elles sont autorisées à exercer : la médecine. Mais plus pour longtemps.

Le 6 septembre, les Taliban donnent un nouveau tour de vis : les hôpitaux de Kaboul sont interdits aux femmes, patientes comme personnel. Sous la pression des ONG, le mollah Abbas, ministre de la Santé, accepte une dérogation, uniquement pour les urgences, et si la femme est accompagnée. Mais la peur conduit la plupart des établissements à les refuser même dans ces cas-là. Désormais, dans la capitale pourtant bien pourvue en infrastructures médicales, seule la clinique Rabia Balkhi, quarante-cinq lits à peine, sans eau courante ni électricité, est autorisée à les accueillir. Le régime en promet la construction d'un grand hôpital qui leur sera réservé ; en le finançant à hauteur de 64 000 dollars, l'OMS se voit accusée à son tour de légitimer une politique inique[1087]. Finalement, devant la menace du CICR et des ONG de se retirer de Kaboul, les Taliban plient : le 5 novembre, les femmes sont à nouveau autorisées dans les hôpitaux à condition qu'elles soient dûment séparées des hommes.

Une ONG en revanche n'échappe pas aux foudres taliban. En mai 1997, les locaux d'Avicen avaient déjà été investis *manu militari*, une quarantaine

de ses employés étant arrêtés. L'ONG est devenue trop puissante, avec des relais partout dans le pays. Elle se voit accusée de trafic d'armes, un stock étant découvert lors d'une descente de miliciens. Selon son fondateur, Philippe Truze, leur détention avait été autorisée en raison des importantes sommes en liquide conservées dans ses murs. Mais les Taliban y voient la preuve d'une conspiration au profit de Massoud ; des soupçons repris par certains Français eux-mêmes1088 qui voient en Avicen une créature des services français. « En fait, raconte Truze, les Taliban qui nous en voulaient étaient d'anciens communistes, des Khalqi, qui se vengeaient de l'aide que l'on avait apportée aux Moudjahidin pendant la période du djihad1089. » Il parvient à faire libérer les siens en intervenant auprès des Taliban « historiques », qu'il avait côtoyés dans les années 1980. Mais l'affaire a un effet déplorable sur les bailleurs de fonds, l'ONG tombe en liquidation de paiement. Truze ne le regrette qu'à moitié. D'un côté, il planchait depuis plusieurs mois déjà sur une transmission des activités médicales à une ONG afghane, Ibn Sinna (nom arabe du maître Avicen). De l'autre, il voulait diversifier son action en investissant le domaine économique afin d'aider les Afghans à se dispenser, rien de moins, des financements internationaux qui les tiennent à la gorge. Comme toujours, il voyait grand. L'Afghanistan le pardonne rarement aux étrangers…

Les frictions entre ONG et les autorités afghanes restent toutefois très concentrées autour de Kaboul. Ainsi, Madera, qui se consacre exclusivement au développement rural, parce qu'elle intervient dans les campagnes, et pas à Kaboul, parce qu'elle n'emploie pas de femmes, parce qu'elle a une antériorité sur le terrain, est considérée avec bienveillance par les mollahs au pouvoir, ce qui lui vaut aussi l'étiquette « protaleb ». L'irritation du régime peut aussi s'expliquer par ses revers militaires. Le 19 mai, en effet, il a conquis Mazar-e Charif grâce à la défection de quatre des généraux de Dostom, dont son second, Malik Pahlawan ; victoire saluée à leur manière par le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis qui en profitent pour reconnaître leur gouvernement. Mais Mazar ne tarde pas à se rebiffer et Pahlawan, qui vire à nouveau casaque, reprend le contrôle de sept des provinces du Nord. Pour empêcher les survivants de s'échapper par le sud, Massoud prend Djabal Saraj, non loin de l'entrée du tunnel de Salang qu'il fait sauter. Le journaliste Ahmed Rashid évoque

3 000 tués et blessés en deux mois pour les Taliban, 3 600 prisonniers, mais aussi 250 Pakistanais tués et 550 capturés… Devant l'urgence, Mollah Omar condescend à se rendre à Kaboul. Ses viviers de chair à canon, les madrasa pakistanaises, sont à nouveau mis à contribution, ainsi que les tribus Ghilzai, dans l'est du pays, mais les troupes rassemblées par Haqqani, rallié aux Taliban depuis 1995, désertent quand un encadrement taleb leur est imposé. De son côté, Massoud sort du Panjshir en emportant tout sur son passage. L'officier du Service mission Victor est à ses côtés lors de la reconquête de Golbahar et Djabal Saraj en s'interdisant de tirer le moindre coup de feu. De toute façon, il n'est pas armé. « Ce genre de comportement, dit-il, met en danger l'agent, sa mission, donc la France. » Il a suffisamment à faire avec le recueil de renseignements dont il abreuve la centrale. « Je transmettais mes informations en temps réel et, la plupart du temps, je les assortissais de photos qui, contrairement aux textes, ne peuvent être balayées d'un revers de main1090. »

L'officier peut ainsi témoigner du soutien de plus en plus ferme des Iraniens et des Russes. L'accord signé par le gouvernement tadjik le 27 juin 1997 avec l'opposition islamiste ouvre à Massoud l'aéroport de Kouliab qui devient la plaque tournante de son ravitaillement. Deux semaines plus tôt, il a créé le « Front national islamique uni pour la sauvegarde de l'AfghanistanV », qui rassemble Tadjiks, Ouzbeks et Hazaras. « S'il n'avait pas des traits creusés et des cheveux blancs, relate Christophe de Ponfilly qui le retrouve alors, je pourrais croire être revenu en 19811091… » Beaucoup le voient déjà comme le nouveau maître du pays. Charikar tombe mi-juillet, puis Bagram. En fuyant, les Taliban empoisonnent toutes les sources et détruisent les puits de la plaine de Chamali pour empêcher le retour de la population. Kaboul est encerclé par les Tadjiks au nord et à l'est, les Hazaras au sud et à l'ouest. Christophe de Ponfilly et Bertrand Gallet, qui ont rejoint Massoud, assistent à un grand repas donné à la lumière des torches électriques dans un immeuble inachevé. « Les Moudjahidin hurlaient tous : "À Kaboul1092 !" », se souvient le second. Mais Massoud réplique calmement : « Pour y faire quoi ? »

Deux problèmes se posent en effet à lui. D'abord, les munitions : les Iraniens le rationnent pour ne jamais lui laisser que quelques jours d'opération devant lui. Ensuite, Malik Pahlawan a perdu Kunduz, offrant

aux Taliban une plate-forme aérienne qui leur permet de maintenir dans le Nord une pression à prendre en considération. Massoud a appris de 1992. « J'attendrai le temps qu'il faudra, affirme-t-il au *Figaro*. Je ne veux pas refaire les erreurs du passé[1093]. » L'Onu tente d'intercéder, mais les Taliban lui reprochent de ne pas avoir dénoncé les massacres commis à Mazar. Kofi Annan ne désarme pas. Il envoie en août 1997 l'Algérien Lakhdar Brahimi qui revient avec une demande, comme en 1980, de faire cesser toutes les « ingérences extérieures »… Le groupe « Six plus deux » est mis sur pied, avec les six voisins de l'Afghanistan auxquels s'adjoignent Américains et Russes. Pour sa part, la France participera bientôt à la réunion des vingt et un pays « ayant une influence en Afghanistan[VI] ». En octobre, le programme des Nations unies sur le contrôle international des drogues (Pnucid) croit remporter un premier succès en signant un accord avec les Taliban prévoyant l'éradication du pavot en dix ans contre la fourniture de cultures de substitution. Quatre-vingts pour cent de l'approvisionnement en héroïne de l'Europe disparaîtrait ainsi pour un coût minime de 25 millions de dollars. Mais il n'y aura pas de suite.

Autre sujet de préoccupation, l'influence lancinante de Ben Laden. Ulcéré par les diatribes antiaméricaines qu'il lançait de Djalalabad, le mollah Omar l'a fait venir à Kandahar sous le prétexte de mieux assurer sa sécurité. Il pense le contrôler, mais c'est lui qui, peu à peu, va être sous emprise. Le Saoudien est plus qu'habile. Choisissant de s'installer à l'écart de la ville dans une ancienne caserne soviétique, Tarnak Farm, très rudimentaire, il affirme : « Nous voulons vivre une vie primitive[1094]. » En fait, quatre-vingts bâtiments voient le jour, en brique, avec mosquée, bureaux, silo à blé et puits, le tout pouvant accueillir deux cents personnes. Tout est à l'avenant : le Saoudien place ses pions dans l'entourage de Mollah Omar, attire les financements du Golfe, projette un programme d'entraînement de djihadistes arabes dans la province d'Oruzgan. Lui-même est sous l'influence de l'Égyptien Zawahiri qui s'est pourtant discrédité en faisant preuve d'imprudence dans le Caucase, ce qui lui a valu quelques mois d'emprisonnement, puis en commanditant l'attentat de Louxor du 17 novembre qui, par son aveuglement, a pour effet instantané d'éteindre le djihad armé en Égypte. Mais le docteur ne veut plus se contenter de son ancienne patrie. Ce qu'il vise, c'est le monde, une

ambition partagée par Ben Laden qui ignore que, au même moment, une équipe de trente Afghans équipés et entraînés par la CIA – nom de code : « Trodpint » – a répété son enlèvement. L'opération avorte finalement au début 1998 en raison de la crainte américaine de dommages collatéraux pour les familles habitant Tarnak Farm.

Du côté de la DGSE, comme le remarque le chef de poste à Islamabad, « l'intérêt sur Ben Laden était avant tout documentaire. Il n'y avait pas de recherche à son sujet[1095] ». Lui-même toutefois y est particulièrement attentif, car c'est lui qui, en décembre 1992, alors en poste au Yémen, a démasqué les commanditaires de l'attentat contre l'hôtel Aden. « Je n'ai eu d'autre mérite, souligne-t-il, que d'être sur place au bon moment. » Patrice est ainsi l'un des tout premiers au sein des services français à relever le nom de la nébuleuse terroriste : « Dans un journal local pakistanais – l'étude de la presse représentant une grosse part de notre travail –, le nom d'al-Qaida est apparu pour désigner les réseaux de Ben Laden. Auparavant, on ne parlait que de "mouvance Ben Laden"[1096]. » Selon Jean-Pierre Filiu, seulement un cinquième des djihadistes arabes intègrent l'organisation[1097], pour un effectif total très difficile à évaluer. Les Pakistanais sont les plus nombreux dans les camps d'entraînement avec leurs réseaux Harakat ul-Mujahid (HUM), Lashkar-e Tayyiba et Jeish-e Mohammed. Vient ensuite le MIO (Mouvement islamique d'Ouzbékistan) du mollah Yuldachev et Jouma Namangani. Le groupe philippin Abou Sayyaf, la Jamya Islamiya indonésienne y ont également des représentants, ainsi que le Jordanien Zarqaoui qui organise un camp à lui près d'Herat pour son groupe Al-Tawhid wal-Jihad (Unification et djihad), tourné vers l'Irak. Massoud, mais aussi Dostom, alimentent les Français en informations à leur sujet. Toutefois, moins enthousiaste que ne l'était Rodrigue, l'OT de Massoud relativise encore la qualité des éléments fournis : « Je me demande même, affirme-t-il, s'il était en mesure d'en détenir. » Le commandant en effet est coupé du reste du pays. L'efficacité de son service de renseignement est vantée, mais il est le seul à posséder un téléphone satellitaire. Tous les émissaires envoyés dans le Hazaradjat ou le Badakhshan ont besoin au minimum de cinq jours de marche pour rapporter leurs observations.

Au-delà des contraintes matérielles, l'officier du Service mission soupçonne Massoud de rester volontairement dans la réserve : « Il fallait se

battre, relate-t-il, car il utilisait très souvent la langue de bois. Quand il faisait le point pendant des heures sur le dispositif militaire, carte à l'appui, et que je lui posais des questions, il restait très vague. De même quand je l'interrogeais sur les questions qui nous intéressaient, comme le soutien de l'Iran ou du Pakistan, il éludait. » Le chat se mord alors la queue : Massoud ne donne pas de renseignements à la DGSE parce qu'il ne s'estime pas assez aidé. Et la DGSE ne l'aide pas plus, car elle pense ne pas être assez informée… Le commandant toutefois ne peut pas ne pas apprécier l'abnégation du Français à le rejoindre dans le Panjshir où le Service mission trouve toute sa justification : à travers Victor, la France reste présente au fin fond de l'Afghanistan. Au fil des mois, l'officier s'est fait apprécier en partageant le dur quotidien des Panjshiri comme lorsqu'ils franchissent le col de Salang, 3 500 m, en tirant dans la neige des bidons de vingt litres d'essence, les chaussures simplement emballées dans des sacs en plastique. « Le retour à Paris a été difficile ce coup-ci, admet-il. Ces gens qui vivaient dans des conditions effroyables souriaient alors qu'en France ils ont tout et qu'ils passent leur temps à se plaindre. » Les conversations avec la direction Asie du ministère des Affaires étrangères en particulier lui paraissent souvent en décalage. Victor y distille des informations sur Massoud, comme Antonin et Rodrigue avant lui, mais l'effet produit est identique. « Au sujet de Massoud, relate François Dopffer, directeur Asie à partir de 1997, les services avaient établi un rapport de force avec nous. C'était leur chasse gardée, mais il manquait une politique derrière tout cela[1098]. »

Comme la presse couvre alors peu le pays, que les ONG restent dans leur réserve coutumière, le diplomate tente par tous les moyens d'améliorer sa vision de l'Afghanistan par des rencontres avec les spécialistes comme Olivier Roy. Son analyse est assez rapide. D'un côté, un régime aussi peu ragoûtant que peu connu. De l'autre, des politiques français ne manifestant pas d'intérêt pour le pays. Une conclusion s'impose à ses yeux : « Nous n'avions rien à faire avec les Taliban. Nous ne pouvions qu'être perdants. Nous ne devions leur donner aucun encouragement et attendre qu'ils aillent d'eux-mêmes à l'échec, ce qui était inéluctable. » Tel est son cap pour les trois années à venir : aucune normalisation avec Kaboul ni même une amorce de dialogue. Une option géostratégique du gouvernement français le

conforte dans cette voie : Jacques Chirac a décidé de rééquilibrer la position française dans la région. D'où l'ouverture à l'Inde et l'invitation acceptée pour la fête nationale indienne en janvier 1998. « Nos interlocuteurs, note Dopffer qui accompagne le président de la République, étaient particulièrement coriaces en raison du poids de la bureaucratie indienne, de leur sentiment de supériorité. Mais nous avons décidé d'augmenter la négociation en matière nucléaire et d'armement. » Le repositionnement ne va pas sans heurt, vu, explique-t-il, « l'importance de notre coopération militaire avec le Pakistan ».

Malgré les réticences du directeur Asie, un premier dignitaire taleb vient à Paris en décembre 1997. Le Mawlawi Aktar Mohammed Mansour est ministre de l'Aviation civile. Sa visite est purement technique ; aucune autorité française ne le reçoit officiellement. Il est pourtant difficile de ne pas y déceler un geste d'ouverture à l'égard du régime alors que, à Washington, le département d'État a déjà reçu trois ministres taliban.

La venue du Mawlawi en France entre parfaitement dans le cadre de la mission de la DGSE : « L'action clandestine, précise le général Costedoat, est vitale pour donner une liberté d'action à l'autorité politique, en lui permettant de mener une politique différente de celle annoncée par le fait même que l'action est masquée1099. » Or, en l'occurrence, la DGSE remporte un succès certain auprès des Taliban qui sont dans une quête effrénée de reconnaissance internationale. L'entreprise de séduction a commencé très tôt avec le chef de poste à Islamabad qui s'est vu transmettre une proposition des Taliban de céder à la France le pipeline. « Mais Total, précise Patrice, était en train de négocier à l'époque avec les Iraniens. Il n'était donc pas question pour eux de s'embarquer aussi avec les Taliban. » Loin de prendre la mouche, les mollahs invitent ensuite l'officier de la DGSE à venir constater par lui-même qu'ils contrôlent bien le pays. Une mission top secret, car il ne s'agit pas d'un simple voyage d'observation. Patrice est convié à passer plusieurs jours au cœur même du chaudron taleb, à Kandahar, où il est reçu par un des plus proches collaborateurs de Mollah Omar. Le Français n'est pas accompagné, mais il ne se sent pas pour autant en danger : les Taliban respectent eux aussi les règles d'or de l'hospitalité afghane même si l'accueil est frustre. Patrice vérifie le clivage qu'il avait observé depuis le Pakistan entre les sectaires

refermés sur eux-mêmes et les partisans d'une ouverture à l'étranger. « Ils étaient plus fins que leur caricature, expose-t-il. Certes, ils ne comptaient pas de diplômés du Mit, mais les lettrés, même s'il s'agissait essentiellement de docteurs du Coran, tenaient leur place. » Leur revendication n'est pas matérielle – ils ne réclament ni armes, ni conseillers militaires – mais plutôt psychologique : « Pourquoi ne sommes-nous pas aimés1100 ? » demandent-ils ardemment, ce qui démontre leur méconnaissance totale du monde. Pour prouver leur bonne volonté, ils laissent même leurs femmes, bien sûr revêtues d'un tchadri, demeurer dans la même pièce qu'eux. « Pourquoi, ajoutent-ils, ne pouvons-nous disposer d'ambassades alors que Massoud, qui n'est plus à la tête du pays, lui, le peut ? » Il n'est évidemment pas question pour Patrice d'abonder dans le sens des Taliban. Toute concession serait ressentie comme un pas accompli non par le chef de poste au Pakistan, ni même par la DGSE, mais par la France elle-même. D'autant que les mollahs ne se privent pas de dénoncer la présence régulière de Français chez Massoud. Peut-être ne connaissent-ils pas encore le lien entretenu par le Service mission via Victor, mais ils savent que des ONG y accomplissent un travail quasi permanent. « Or, souligne Patrice, un Taleb ne fait pas la distinction entre une ONG et un espion. Ils ignorent les réticences très françaises des organisations humanitaires à l'égard des services secrets. »

À lui de jouer finement. Sa simple présence à Kandahar doit être considérée comme la preuve de l'intérêt de la DGSE pour le mouvement. Il assure répercuter les préoccupations de ses hôtes à la centrale, mais sans rien promettre. « Dans ce genre de contacts, explique-t-il, le plus important est le temps. Pour qu'une relation soit efficace, il faut qu'elle soit entretenue. » C'est pourquoi, dorénavant, il rencontrera à espaces réguliers des émissaires dépêchés à Islamabad par les services de renseignement taliban, mais aussi des dignitaires. Parmi eux, Moutawaqil, même si la rencontre n'est pas aisée. L'Afghan parlant très difficilement anglais, un interprète est indispensable, mais très peu souhaitable vu le secret. Les deux parties finissent par se présenter chacune avec un homme de confiance pour une discussion encore très formelle. Toujours préoccupé par l'incompréhension internationale, le Taleb affirme très sérieusement au Français vouloir rencontrer le pape afin de débattre avec lui des questions

religieuses. Du manichéisme du mouvement : puisque lui est voué à Allah, il ne peut imaginer que l'autre camp ne le soit pas au Dieu des chrétiens. Patrice se contente de servir d'intermédiaire avec l'ambassade d'Italie. En ce qui le concerne, une rencontre est prévue à terme avec le mollah Omar lui-même, ce qui serait un signe des Taliban puisque le « commandeur des croyants » se fait une règle de ne parler qu'à ses coreligionnaires. Patrice toutefois y est plutôt hostile : « Il aurait fallu que je lui offre à mon tour des preuves de notre bonne volonté. Or je n'avais rien à lui proposer[1101] ! »

Par ces contacts, Patrice contribue à nourrir l'indispensable lien grâce auquel il pourra, le cas échéant, tenter d'influer sur un régime honni, mais aussi de lutter contre l'influence grandissante exercée par Ben Laden et Zawahiri. « Pour tous les services, explique Alain Chouet, bientôt chef du service du renseignement de sécurité à la DGSE, la cible des activistes islamiques était d'abord les régimes musulmans riches dont les Frères musulmans souhaitaient accaparer le pouvoir et la rente hydrocarbure. Mais peu d'entre eux avaient compris que, pour affaiblir ces régimes, les islamistes avaient pour stratégie de les couper d'abord de leurs soutiens extérieurs. Bien avant les Occidentaux, les islamistes avaient tiré les leçons de la première guerre du Golfe : si le Koweït et l'Arabie saoudite ont pu survivre à l'offensive de Saddam, c'est parce que l'Occident a volé à leur secours. C'est cette alliance qu'il fallait briser en rendant globalement le monde musulman haïssable au reste de la planète qui n'aurait plus aucune envie d'y intervenir. Les "ploucs mystiques" d'Afghanistan [selon l'expression d'Olivier Roy pour désigner les Taliban], prêts à toutes les outrances imbéciles, habilement stimulés par les Frères d'Égypte et du Golfe, ont largement contribué à fabriquer l'image avant que les premiers coups soient portés[1102]. »

En Afghanistan, la DGSE est exactement dans sa mission de diplomatie de l'ombre. En dépit de ses demandes réitérées, même s'il a été renforcé d'un officier traitant, Patrice se voit ainsi refuser, en partie pour des raisons financières, l'autorisation de monter certaines opérations de renseignement. Le budget n'est jamais que la traduction d'une volonté politique. Si la région n'est pas mieux servie, c'est qu'elle n'apparaît pas prioritaire. La responsabilité en est partagée. Jacques Chirac maintient la DGSE dans son tropisme africain coutumier ; aucune réorientation vers le Moyen-Orient et

encore moins vers l'Asie méridionale. De plus, il n'a guère d'appétence pour les services : « Il a donné d'emblée des consignes très fermes pour éviter toute manipulation[1103] », se souvient Jean-Claude Mallet, alors secrétaire général de la Défense nationale. Mais il ne semble pas non plus que la direction générale de la DGSE ait fait campagne : « Jamais aucun ministre n'aurait refusé une réaffectation de budget à un directeur général lui faisant une présentation claire de la situation du Pakistan », explique Mallet. C'est ce qui explique que le haut fonctionnaire mette en avant la DST plus que la DGSE dans la lutte antiterroriste jusqu'au milieu des années 1990 : « La montée des Taliban inquiétait, note-t-il, mais nous ne pensions pas à des retombées terroristes. » Ce n'est pas l'Afghanistan qui obnubile les services français mais la Méditerranée. Depuis la vague d'attentats de 1995, le contre-espionnage se concentre sur l'Algérie. « Les filières arabes les intéressaient, remarque Patrice, si un Algérien ou un Beur étaient impliqués[1104]. » Pour ceux-là, il dispose de quelques points d'observation où « il suffisait de planter une caméra et de regarder qui passait devant ». Ces points, ce sont bien sûr, dans la droite lignée d'Adrian, le bureau des visas à l'ambassade de France, mais aussi l'Alliance française à Peshawar ou encore l'université d'Islamabad où des Français d'origine nord-africaine s'inscrivent à leur arrivée au Pakistan avant de disparaître dans la nature.

Patrice recense ainsi une dizaine de candidats au djihad, mais ses liens avec les services taliban ne sont pas suffisamment avancés pour qu'il connaisse leur destination en Afghanistan. En 2010, le garde du corps de Ben Laden confirmera son enquête en évoquant la présence à l'intérieur du pays d'une quinzaine de « Français de souche », souvent venus avec leur épouse, auxquels il faudrait rajouter quatre-vingts combattants français, eux d'origine comorienne, sénégalaise ou nord-africaine. Beaucoup ont besoin d'un traducteur en arabe et ils sont réputés « en général courageux[1105] ». Si certains viennent en conscience régler un compte avec l'Occident, la plupart sont des jeunes sans repères, croyant accomplir une sorte de service religieux comme tout bon musulman y est invité par le Coran. Ils sont des proies faciles pour les prédicateurs en France qui enrobent leurs délires politiques d'un caramel prétendument sacré[1106].

Patrice collabore efficacement avec le représentant du SctipVII, antenne de la police à l'ambassade de France, qui est lui-même en lien avec la division antiterroriste du parquet de Paris. Une différence d'approche sépare néanmoins la DGSE de la DST : « Quand un suspect ou une structure sont identifiés, explique Patrice, la première laisse mûrir, pour enrichir le renseignement, en infiltrant par exemple, quand la seconde, elle, veut enquêter et surtout interpeler. » Et d'évoquer un cas où il avait réussi à débaucher une source au sein d'un camp de réfugiés à Peshawar, point de passage d'al-Qaida : « La police a commencé à interroger à gauche et à droite ; il ne se passa plus rien dans ce camp ! » De son côté, la DST accuse la DGSE de faire de la rétention d'informations. Guerre de chapelle ? La situation devrait inciter à la surmonter. Le 23 février 1998, Ben Laden crée le Front islamiste international pour le djihad contre les juifs et les croisés : le manifeste, signé par quelques leaders terroristes du Pakistan, du Bengladesh, du Cachemire et d'Égypte, déclare que « tuer et combattre les Américains et leurs alliés, qu'ils soient civils ou militaires, est une obligation pour tout musulman qui est en mesure de le faire dans son pays ». Difficile de faire plus clair. Au département d'État américain pourtant, Ben Laden n'est toujours pas une priorité : la prolifération nucléaire en Inde et au Pakistan, voilà ce qui le tourmente dans la zone. Lui, comme toutes les chancelleries occidentales, ne réalise pas qu'al-Qaida est tel un trou noir, né à l'origine de la dérive ultra-violente de la frange extrémiste des Frères musulmans, alimenté ensuite dans les années 1980 par les Américains et les Saoudiens dans leur lutte contre le communisme et la révolution iranienne, se goinfrant depuis de tout ce que le monde arabe ressent comme des injustices (présence américaine en Arabie, sort de la Palestine, déflagrations de la mondialisation), pour finalement constituer un élément fédérateur de la contestation. La France est dans son collimateur en raison de sa participation à la première guerre du Golfe, de son soutien au régime algérien, de sa traque des islamistes algériens et égyptiens. Elle se voit aussi blâmée pour son prétendu mauvais traitement des populations musulmanes à l'intérieur de ses frontières, enfin pour le soutien apporté à Massoud qui retarde la domination complète du Mollah Omar sur l'Afghanistan. En octobre 2000, Ali Mohammed, membre d'al-Qaida, certifiera que Ben Laden avait réfléchi à des attaques contre des intérêts

français au Sénégal en 1993, contre la base de Djibouti et l'ambassade de France à Nairobi en 19941107.

Néanmoins, Patrice ne ressent toujours pas d'intérêt supérieur pour l'Afghanistan de la part de la centrale. Or l'instant se prêterait selon lui à une action auprès de la branche modérée des Taliban que Ben Laden agace au plus haut point avec ses philippiques alors qu'il s'était engagé à rester discret. « À cette époque, certifie le chef de poste, les camps d'entraînement étaient l'objet de discussion entre la mouvance Ben Laden et les chefs de guerre comme Hekmatyar et ses semblables près de la frontière, plus qu'entre les Taliban et Ben Laden lui-même. » C'est ainsi que la DST, dont l'action était jusqu'alors monopolisée par le terrorisme d'État iranien, syrien, libyen, par les GIA, renforce très nettement son intérêt pour la zone. Son directeur depuis septembre 1997, Jean-Jacques Pascal, alerte le ministre de l'Intérieur et son directeur de cabinet sur les ravages potentiels de l'islamisme international. Dès le mois de mars 1998, il leur remet une monographie de Ben Laden : « Il s'agissait plus, explique-t-il, d'une réflexion à base d'analyses et de travaux d'universitaires, alimentée par les télégrammes diplomatiques, mais tout de même, elles étaient très, très rares à l'époque1108. »

La déclaration du 23 février ébranle enfin les services américains : désormais, l'Afghanistan ne sera envisagé à Washington et Langley qu'à travers le prisme Ben Laden. Les Taliban ne comprennent pas pourquoi ils se voient reprocher les agissements d'un homme qu'ils méprisent, mais qu'ils ne sauraient expulser eu égard à leur code d'honneur – même si celui-ci peut servir de prétexte aux plus intransigeants d'entre eux. Ils se raidissent, presse et politiques les ostracisent un peu plus, alors que la shura de Kaboul supporte de moins en moins l'emprise de la Cour suprême islamique de Kandahar. Son chef, le mollah Rabbani, se fait taper sur les doigts en avril lors de la réception de l'émissaire américain Bill Richardson. Il est également soupçonné d'encourager la rébellion à Djalalabad où commerçants et trafiquants en tous genres avec le Pakistan grognent contre les diktats kandahari.

L'aggravation du climat est particulièrement sensible chez les ONG dont l'ambassadeur taleb à Islamabad attribue les malheurs au fait qu'elles embaucheraient d'anciens communistes et que les femmes « refusent de

respecter les règles de l'État afghan et se livrent à des activités illicites[1109] » [c'est-à-dire qu'elles travaillent et étudient]. Fin 1997, chacune d'entre elles s'est vu demander de signer un protocole afin de pouvoir œuvrer en Afghanistan. Devant les atteintes à leurs libertés contenues dans cette sorte de *vade-mecum*, le collectif Acbar, où est regroupé l'essentiel d'entre elles, est intervenu, mais les pourparlers sont à peine terminés que la loi correspondante est adoptée.

Contrainte supplémentaire, en mai 1998, les ONG médicales ont l'obligation de demander une autorisation pour employer des Afghanes, qui n'est jamais accordée. Début juin, toute aide à l'éducation des filles est interdite, les écoles clandestines ne sont plus tolérées. Le 29, les ONG sont convoquées pour être informées que, conformément à un décret pris par le mollah Omar, elles doivent se regrouper dans le campus vétuste de l'école polytechnique. Elles s'indignent : leur sécurité n'y serait pas du tout assurée. De plus, elles ne disposent pas du million de dollars nécessaire pour réhabiliter les locaux. Ce diktat se double d'une vive polémique avec l'Onu. Le 13 mai en effet, celle-ci a signé avec les Taliban un MOU (Memorandum of Understanding), sorte de charte de l'humanitaire en Afghanistan, qui est en fait le premier document signé par les Taliban avec une organisation internationale. D'aucuns parmi les ONG parlent même de reconnaissance de fait, d'autant plus grave qu'y sont reprises nombre des contraintes taliban contre lesquelles Acbar s'était battue, notamment sur le recrutement des femmes, leur accès aux soins. Médecins du monde évoque une « porte ouverte à une politique discriminatoire ». Le Quai d'Orsay, lui, appelle les autorités de Kaboul à « changer de politique et [à] adopter une approche nouvelle afin de permettre une reprise rapide de l'aide humanitaire[1110] ». Le Conseil des ministres européens décide de suspendre tous les financements d'Echo, de loin les plus généreux en Afghanistan avec 200 millions de dollars les deux années précédentes. En réplique, le 14 juillet, les trente-cinq ONG se voient accorder cinq jours pour déménager. Le 20, les turbans noirs du bureau 11 du département de la sécurité investissent sans ménagement leurs locaux situés pour la plupart dans le quartier de Wazir Akbar Khan. Laissant jusqu'à 15 heures aux Occidentaux pour quitter la ville, ils procèdent à l'inventaire des lieux et apposent des scellés. Un convoi de minibus prend la direction du Pakistan

par Djalalabad où, trois jours auparavant, deux employés afghans de l'Onu ont été égorgés. « C'est la fin de la présence des ONG étrangères à Kaboul, annonce Charles MacFadden, chargé de la coordination, et probablement le début de la fin pour les étrangers en général1111. » Il n'y a plus dans Kaboul d'Occidentaux que les membres du CICR et les deux petites sœurs de Jésus ; 1,2 million de Kabouli sont laissés dans le dénuement. Les six mille sept cents employés afghans des ONG se retrouvent sans travail, des quartiers entiers sans eau, ni soins, ni nourriture. « Que Dieu se montre miséricordieux », note Olivier Tirard-Collet, représentant d'Afrane. « Dieu et les Nations unies vont combler le vide1112 », semblent lui répliquer les Taliban puisque, de fait, les agences onusiennes, elles, restent. Mais pas longtemps, même si le clivage est net : l'Onu refuse de couper totalement les ponts avec le régime. « Comme toutes les autres parties qui veulent aider cette population prise en otage, explique l'envoyé spécial Lakhdar Brahimi, [l'Onu] est obligée de parler aux preneurs d'otages1113. »

Cette position rejoint celle d'une partie des autorités françaises dont le nouveau chargé d'affaires en Afghanistan est le représentant. Déjà présent à Kaboul avant l'arrivée des Soviétiques, Jean-Yves Berthault a enchaîné les postes dans le monde arabe, Alger, Damas puis Rabat où, en 1996, il était premier secrétaire quand le Quai d'Orsay cherchait un candidat pour assurer à Islamabad le poste de conseiller politique du chef de l'UNSMAVIII, Norbert Holl. Il donna son accord contre la promesse d'être ensuite nommé chargé d'affaires. C'est chose faite fin 1997 au départ de Didier Leroy. D'abord installé comme son prédécesseur au bureau des ambassadeurs itinérants à Paris, Berthault remplit des missions en Afghanistan et dans les pays impliqués. « L'une des principales raisons de cette mission, explique-t-il, était le maintien à Kaboul des ONG françaises », même si le directeur Asie tient à « recadrer » leurs activités : « Ce n'était pas à elles, note François Dopffer, de mener une politique en Afghanistan1114. » Un point de vue qui tendrait à devenir iconoclaste avec un éditorial du *Monde* qui, le 22 juillet, a réclamé l'application d'un droit d'ingérence en Afghanistan. Le but de Jean-Yves Berthault est de se donner les moyens de protéger les humanitaires, mais aussi de profiter de leur connaissance incomparable du terrain. À chacune de ses venues, il organise ainsi à l'ambassade une belle réception avec projection d'une de ces vieilles bobines de film traînant dans

la bibliothèque et dîner de qualité pour les changer de leur ordinaire. Lui-même n'hésite pas à mettre la main à la pâte pour tirer le meilleur parti des denrées encore disponibles dans la capitale. Il n'oublie pas non plus d'aider les petites sœurs de Jésus qui, payées 3 dollars par mois, vivent dans des conditions plus que rudimentaires. « Quand je leur ai fait obtenir une allocation de 2 000 francs, je leur ai demandé la promesse qu'elles ne la redistribueraient pas aux pauvres tout en me doutant bien qu'elles ne la tiendraient pas[1115] ! »

La visite du seul diplomate occidental de cette importance à Kaboul ne saurait toutefois concerner que les ressortissants français. Les Taliban y sont très attentifs et peuvent être tentés de l'interpréter comme une marque d'intérêt supplémentaire de la part de la France. D'autant que Jean-Yves Berthault leur est connu depuis son poste à l'UNSMA. Il était même allé plaider la cause des deux expatriés de Handicap International auprès du gouverneur de Kandahar en février 1997. C'est donc pour lui, chaque fois, une mission d'équilibriste. Ses paroles doivent être pesées afin qu'elles ne puissent être interprétées comme une main tendue. « Je n'avais rien de particulier à leur dire, ni même à leur demander, raconte-t-il. Mais c'était une manière de les neutraliser que de discuter avec eux. » En quête de reconnaissance internationale, les Taliban ne s'entêtent pas à ressasser leur volonté de récupérer le bureau afghan à Paris, le siège à l'Onu, tous deux aux mains du Front uni : « Ils étaient surtout demandeurs de missions, de voyages à l'étranger, car ils pensaient qu'en commençant à établir des relations, la reconnaissance serait progressivement au bout. »

Une ritournelle revient cependant dans leur bouche : « Vous voulez établir de bonnes relations avec nous, mais vous soutenez notre pire ennemi. » Au chargé d'affaires de leur faire remarquer que sa présence à Kaboul est la meilleure preuve de sa neutralité. Il se garde bien de le leur dire, mais le soupçon de parti pris pro-Massoud est quelque peu déplacé en ce qui le concerne, puisqu'il porte un jugement très nuancé sur le Panjshiri, dont il ne comprend pas l'engouement médiatique suscité en France. « Par certains aspects, relate-t-il, il n'était pas moins fondamentaliste que les Taliban et surtout il ne pouvait être porteur d'une vraie solution politique. Dans ce pays tribal, seul un leader émanant de la majorité pachtoune pouvait l'emporter. » D'un autre côté, Jean-Yves Berthault relativise les

méfaits attribués aux Taliban avec une comparaison judicieuse : « Ce régime avait des aspects éminemment répugnants, mais pas plus que d'autres pays avec lesquels nous entretenions de bonnes relations. Les lapidations et les exécutions publiques avaient été beaucoup moins nombreuses que ce que les médias avaient rapporté. Ne sont-elles pas monnaie courante en Arabie saoudite ? »

Ces jugements pondérés lui valent d'être montré du doigt par certains défenseurs de l'Afghanistan qui y voient de la duplicité. Jean-Yves Berthault admet en « avoir peut-être fait un peu trop – même si c'était indispensable – en recevant quelques dignitaires taliban à l'ambassade de France », mais le soupçonner de partager leurs visées, ou même d'éprouver de la sympathie à leur égard, est outrancier, car nul n'est plus opposé à ces enragés d'Allah que cet amoureux des arts et d'histoire, pétri de bonnes manières. Selon Chantal Poiret, sous-directrice Asie méridionale au Quai d'Orsay, « Jean-Yves Berthault a agi au service de l'État. L'accuser d'être protaliban est déplacé, sa tâche était particulièrement ardue[1116] ». Car le chargé d'affaires ne peut décider seul de rencontrer les mollahs : comme Patrice à la DGSE, il opère avec l'accord de sa hiérarchie, si nauséabond que le régime puisse lui sembler. Serrer la main aux Taliban, même dîner avec eux ne signifie en rien l'acceptation du fait accompli. Tout au contraire, Berthault les estime condamnés à plus ou moins court terme. « La population en avait assez des conflits. Or c'était une vue de l'esprit que d'espérer que les Taliban et l'alliance du Nord parviendraient à un accord. »

L'essentiel de son action consiste à défendre une troisième voie : « J'ai été conduit à penser que, vu l'état de déliquescence du pays, seule la monarchie pourrait lui redonner des bases solides. » En l'absence de gouvernement, d'armée, d'administration, seuls demeurent les symboles et les traditions. Le symbole, pour le diplomate, c'est l'ancien roi, qui aurait encore le soutien de la population pour laquelle il représente l'âge d'or de l'Afghanistan, une époque sans guerre civile même si la vie était dure. Les traditions, elles, seraient incarnées par les tribus. Il faut donc trouver le mouvement qui serait capable de les conduire à la réunion de la Loya Djirga. D'où la première visite à Zaher, mais aussi des liens tissés à Rome et à Genève, avec toutes les tendances de la famille royale qui, en matière de manigances, rivalise avec n'importe quelle cour en exil. Berthault est

très surpris par l'attitude de l'ancien monarque, l'homme qui ne veut plus être roi. Il a beau s'échiner à lui exposer l'état catastrophique de l'Afghanistan et le rôle providentiel qu'il pourrait y jouer, Zaher ne trouve à lui rétorquer que : « La monarchie appartient au passé[1117]. »

Si les démarches du côté de Rome sont décevantes, Jean-Yves Berthault n'en a pas moins commencé, dès sa mission à l'UNSMA, à rechercher la figure emblématique dans le personnel politique proroyaliste qui pourrait drainer un soutien populaire suffisant et fédérer ce qu'il reste d'Afghanistan. Gailani est longtemps apparu comme l'homme providentiel avec ses manières occidentales et sa respectabilité de leader soufi. La DGSE l'appuie depuis 1984 et Adrian, devenu chef de secteur, continue à lui apporter le soutien de la centrale. Mais c'est vers un autre Pachtoune que Berthault s'oriente, lui aussi bien connu des services français pour avoir suivi un stage de formation au journalisme à Lille en 1985 : Hamid Karzai, fils du chef de la tribu Popalzaï, qui a la caractéristique d'avoir été vice-ministre sous les Moudjahidin, puis pressenti comme ambassadeur à l'Onu par les Taliban, les deux partis l'ayant finalement déçu. « Il m'était apparu honnête, désintéressé, courageux, un vrai patriote, un homme d'État, explique le diplomate. Surtout, alors que tous les chefs m'avaient évoqué leurs intérêts personnels ou tribaux, lui ne se préoccupait que du bien public. » D'aucuns reprochent à Karzai de ne pas avoir autant d'entregent qu'il le prétend, mais Berthault, lui, croit en sa capacité de rassemblement. Depuis 1997, en véritable conseiller politique, il le présente à tous ses homologues ambassadeurs et aux journalistes, prépare en sa compagnie les entretiens avec les émissaires américains, iraniens, indiens, etc. Il se rapproche également de lui en le prévenant de la menace d'un attentat contre son frère. Lorsqu'il le fait venir à Paris, il est ému de l'entendre lui confier : « Si Dieu nous permet d'accéder un jour au pouvoir, je voudrais que Kaboul devienne une ville de lumières comme Paris, où les femmes pourront aller et venir à leur guise. » Pourtant, le ministère des Affaires étrangères ne lui réserve qu'un accueil mitigé. Berthault n'en est que plus dépité : « Karzai attendait tout de la France, déplore-t-il. Il me conjurait de ne pas le pousser dans les bras des Américains. »

Au regard du destin de l'Afghan, la réserve – pour ne pas dire le rejet – du Quai d'Orsay peut paraître regrettable, mais elle est explicable. D'abord,

la guerre civile, avec ses rebondissements à répétition, a achevé de rendre incompréhensible le jeu afghan à la diplomatie française ; il faut la perspicacité et l'implication de Jean-Yves Berthault pour miser sur Karzai. Plutôt que de prendre un risque, dans une région jugée de peu d'intérêt pour la France, Paris campe dans sa neutralité. Mais Karzai pâtit aussi, comme le relève Patrice à la DGSE, d'être « perçu comme trop entre les mains des Américains. D'ailleurs la centrale ne m'a jamais rien demandé à son sujet ». De fait, la CIA a établi le contact avec lui depuis le temps du djihad, au même titre que tous les personnages susceptibles d'être un jour mis à contribution dans leurs provinces d'influence. Mais la qualité d'écoute n'y semble pas meilleure que chez les Français. Depuis 1996, Karzai n'a de cesse de mettre en garde les Américains contre l'emprise grandissante de Ben Laden sur les Taliban. « Qui m'écoutait ? regrettera-t-il en 2008. Personne1118. »

En Afghanistan, ne sont retenues de l'action du chargé d'affaires que ses allées et venues à Kaboul. Qu'en pense Massoud ? « Nous savions, témoigne son fidèle compagnon Muslim, que les Français entretenaient des contacts diplomatiques avec les Taliban via M. Berthault quand nous, nous n'étions en contact qu'avec les services secrets. Mais quand bien même, je pense que les Français ne pratiquaient pas de double jeu. Nous sommes reconnaissants à la France d'avoir été à nos côtés en cette période difficile1119. » Daoud Mir y ajoute une raison pragmatique : « Le commandant savait que la CIA soutenait les Taliban. L'appui français à ces derniers ne pouvait pas peser grand-chose en comparaison1120. » Même s'il est difficile de croire que Massoud n'éprouve aucune aigreur, il peut de fait se rassurer avec Victor dont l'énergie employée à surmonter tous les obstacles pour le rejoindre est en quelque sorte le témoin de la volonté de la France à demeurer envers et contre tout à ses côtés. Heureusement pour lui, il ignore le débat vif qu'il suscite encore à Paris : « Le maintien de la liaison avec Massoud, relate un haut responsable des services, n'était pas un problème qu'à l'intérieur de la centrale, il l'était au niveau gouvernemental. Les politiques s'interrogeaient sur la fiabilité de Massoud : est-il contrôlable ? Est-il sûr ? Le gouvernement ne voulait pas être entre ses mains1121. »

La DO se bat pour obtenir la prolongation d'une mission qui lui rapporte une moisson quotidienne d'informations dont elle ne pourrait disposer autrement. La situation militaire cependant ne plaide pas en sa faveur. L'été 1998 est catastrophique pour l'opposition. En juillet, entièrement rééquipés par les Saoudiens et les Pakistanais, les Taliban prennent Maïmana, la capitale du Faryab, dont l'aérodrome leur permet d'acheminer au plus près ravitaillement et renforts. En août, ils font tomber Sheberghan, le fief de Dostom qui s'enfuit en Turquie. Mazar, dernière grande ville aux mains du Front uni, 450 000 habitants, n'est plus qu'à cent vingt kilomètres. Un avion du CICR en évacue précipitamment les humanitaires occidentaux. Le 8 août, elle est investie et mise en coupe réglée. Onze diplomates iraniens y sont exécutés par les Taliban pour espionnage. Téhéran réagit en massant soixante-dix mille hommes aux frontières. Massoud tente de reprendre la ville, mais l'absence de coordination avec les Hazaras plombe ses efforts. Pis, les Taliban s'emparent les uns après les autres des verrous du Panjshir : Andarab, Khawak… Massoud décide de mettre précipitamment sa famille à l'abri à Douchanbe. Quelques jours après, il reprend Taloqan, mais désormais quatre-vingt pour cent du pays est aux Taliban. Le commandant retrouve sa posture de dernier rempart devant une autre forme d'impérialisme. « Nous avons été dans une position pire quand les Russes étaient ici, déclare son porte-parole, Abdullah Abdullah, mais nous les avons battus1122. »

Le pouvoir taleb se trouve renforcé dans sa détermination par un autre événement. Le 7 août, huitième anniversaire de l'entrée des troupes américaines en Arabie saoudite, des attentats ravagent les ambassades américaines à Nairobi et Dar es Salam. « L'armée de libération des lieux saints » les revendique mais, à peine une semaine plus tard, la CIA peut apporter à Bill Clinton les preuves de l'implication d'al-Qaida. Le monde expérimente le djihad globalisé, puisque, pour la première fois, les cibles se situent en terre non musulmane et concernent exclusivement des civilsIX. Les Américains décident de riposter en bombardant les camps d'entraînement à l'aide de soixante-quinze missiles Tomahawk pour un résultat contre-productif. Les dégâts occasionnés sont dérisoires et c'était prévisible vu la configuration des lieux. Le bilan serait de cinq morts selon les Arabes, vingt-deux morts pour les Taliban, trente morts pour les

Américains. Parmi eux, pas de Ben Laden dont la présence était annoncée dans l'un des camps, mais qui a probablement bénéficié d'une fuite, les Américains ayant dû prévenir les Pakistanais des frappes pour que ceux-ci ne croient pas à une offensive de l'Inde[1123]. Donateurs du Golfe et candidats au djihad antiaméricain se pressent au service du Saoudien dont le prestige est décuplé. Soit l'effet exactement inverse à celui recherché. Les Américains ont, eux, aggravé leur image en ayant frappé simultanément l'usine pharmaceutique d'al-Shifa au Soudan parce qu'elle était soupçonnée de fabriquer des armes chimiques pour al-Qaida. Or il n'en était rien. 750 millions de dollars auront donc été dilapidés pour remuer beaucoup de sable et priver l'un des pays les plus pauvres au monde de l'une de ses seules industries…

De plus, de sérieux doutes apparaissent sur les motivations premières du président américain qui, entre les attentats et les frappes, a dû témoigner depuis la Maison-Blanche dans le cadre du scandale Monica Lewinsky. Le mollah Omar ne se prive pas d'annoncer que Bill Clinton a tenté de faire oublier « cette affaire honteuse de la Maison-Blanche qui a prouvé qu'il était un menteur et un homme dénué de décence et d'honneur[1124] ». Les Américains ne pouvaient faire pis : depuis la déclaration du 23 février, le mollah Omar était décidé à se débarrasser de Ben Laden ; au mois de juin, il avait assuré au prince Turki, patron des services secrets saoudiens, qui s'était déplacé en Afghanistan, qu'il le livrerait à Riyad sous la seule condition que des oulémas afghans et saoudiens trouvent un motif idoine à l'expulsion. S'exécuter désormais donnerait l'impression que les Taliban sont soumis aux Américains et aux Saoudiens. Loin de le détruire, les Tomahawk ont achevé de construire un pont entre le mollah Omar et Ben Laden. Voilà le sort des deux hommes lié presque à leur corps défendant. Quand, quelques jours plus tard, Turki vient en personne récupérer Ben Laden avec deux avions, le mollah Omar affirme n'avoir rien promis et refoule le prince.

Washington a donc tout faux. Le mollah Omar considère Ben Laden non plus comme un hôte gênant, mais comme un allié dont il a par ailleurs apprécié l'appui de la fameuse « brigade 55 », composée de djihadistes arabes, lors de la reconquête de Mazar. Les deux se rapprochent encore plus à la faveur d'un attentat au camion piégé visant le 25 août le « commandeur

des croyants » qui en réchappe, mais compte une de ses filles parmi les victimes. Ben Laden bondit sur l'occasion pour lui promettre une nouvelle résidence à sa hauteur. L'Arabie saoudite réagit en fermant son ambassade à Kaboul, mais le Pakistan, lui, ne modifie rien à sa politique que Téhéran dénonce de plus en plus violemment. Quant aux Français, le chef de poste de la DGSE à Islamabad constate un durcissement : « Le bombardement avec les Tomahawk nous a obligés à revoir tout notre dispositif. Les Afghans l'ont considéré comme une trahison. Tout était à refaire. Les rencontres étaient plus difficiles à organiser, les émissaires venaient avec de moins en moins de choses à dire. Les vallées du nord du Pakistan nous étaient désormais interdites, on ne pouvait plus y aller comme auparavant1125 ! »

En rien décontenancés par la riposte américaine, les Taliban repartent à l'assaut et, le 13 septembre, s'emparent de Bamiyan. Quelques jours plus tard, Pierre Lafrance, qui a quitté le poste d'ambassadeur au Pakistan depuis plusieurs mois déjà, est appelé par sa femme en urgence : l'Unesco souhaiterait le dépêcher auprès des Taliban. À partir du 18 en effet, ceux-ci ont commencé à s'en prendre aux bouddhas, patrimoine unique de l'influence hindoue en Afghanistan. Une lubie puisque, en 1996 déjà, ils avaient menacé de les faire sauter. Lafrance semble désigné pour la mission. Outre les contacts qu'il a établis avec le régime, il s'est occupé de la Spach (Society for the Preservation of Afghanistan's Cultural Heritage). Son intervention, et celle de quelques autres, sont salutaires : la destruction est annulée. Sous la pression de deux cent mille soldats iraniens à la frontière, le mollah Omar accepte également de recevoir pour la première fois l'émissaire de l'Onu Lakhdar Brahimi et d'accomplir des gestes de conciliation à l'adresse de Téhéran.

Le 8 décembre, la résolution 1214 de l'Onu condamne les Taliban pour l'accueil accordé aux terroristes internationaux, la violation des droits de l'homme et le trafic de drogue. Deux mois auparavant, le Français Bernard Frahi a repris ce dernier dossier au sein du Pnucid et constaté la très mauvaise qualité des relations avec les Taliban. Il se souviendra longtemps de sa première rencontre avec le Taleb chargé de la question : turban noir et visage parcouru de cicatrices, le mollah Akhundzada déverse sur lui deux ans de reproches. Mais il parvient à capter son intérêt en proposant de

mettre en place un nouveau type de coopération susceptible de conduire, dans le domaine de la lutte contre la drogue, à une reconnaissance internationale. De fait, en février 1999, dans les bâtiments de l'Onu à Islamabad, les représentants des offices de lutte contre la drogue de la plupart des pays occidentaux se réunissent avec une délégation de neuf Taliban. Frahi peut désormais compter sur la reconnaissance d'Akhundzada qui tire de la rencontre un prestige certain auprès de ses pairs et confrères. Il peut le vérifier trois semaines plus tard en se rendant en Afghanistan où il annonce la mise en chantier d'un programme d'assistance destiné à éradiquer la culture du pavot dans quatre districts (près de Djalalabad et de Kandahar). La somme est faible, 10 millions de dollars, et elle ne sera distribuée qu'aux fermiers, sans passer par le truchement des finances taliban, mais les mollahs ne cachent pas leur satisfaction. Le Français a tenu parole. Dans le code d'honneur pachtoune, cela vaut tous les titres. Une relation de confiance s'est établie, qui ne fera que fructifier.

La DGSE est dans le même cas, qui parvient à satisfaire l'une des revendications principales du régime. Après sa prise de fonction en 1996 au secteur Asie, en effet, Adrian a été le premier à coucher par écrit le projet d'une représentation taleb officieuse à Paris, en sachant que des Pachtounes réfugiés de longue date feraient parfaitement l'affaire pour l'assurer même s'ils ne partagent pas toutes les idées des mollahs. La note de la DGSE fut transmise au plus haut sommet de l'État, mais le nouveau pouvoir socialiste, après avoir arbitré entre ses diverses composantes, décida de ne pas donner suite, de même qu'il refusa la deuxième revendication des mollahs, la visite d'une délégation de haut niveau dans la capitale. Mais Adrian est têtu. Il a représenté son projet d'une visite à la fin de l'année 1998 en arguant qu'il fallait à tout prix éviter d'ostraciser le régime alors qu'il est en voie de durcissement. Et il finit par obtenir gain de cause. Un personnage très important du régime, Wakil Ahmad Moutawaqil, accompagné de trois Taliban, atterrit donc à Paris dans la discrétion la plus absolueX. Pris en charge par le Service action dès l'aéroport, le groupe est transporté dans des voitures à vitres fumées jusqu'à leur hôtel où certains d'entre eux font un sort aux minibars… Moutawaqil n'en sort que pour être conduit tout aussi secrètement au Quai d'Orsay où une rencontre a été prévue avec l'un des représentants du ministère. Le directeur Asie, François

Dopffer, a souhaité ne pas être celui-là. « Pour bien démontrer le peu d'intérêt que je leur accordais, explique-t-il, j'ai désigné le sous-directeur Asie méridionale, un puits de science, en qui j'avais toute confiance1126. » Choix tout sauf anodin puisque le haut fonctionnaire est… une femme, Martine Dorance. Adrian fait passer le message : qu'elle ne tende pas la main à ses visiteurs ! Au sortir, il récupère un Moutawaqil pas franchement satisfait par la conversation, mais peu importe : l'essentiel est qu'il puisse raconter à son retour, c'est-à-dire dès le lendemain, qu'il a été reçu à un haut niveau. Un très bon point pour la DGSE.

Faut-il y voir un lien avec l'action des services français, des ouvertures sont pratiquées par le régime avec les ONG qui avaient fui Kaboul en juillet 1998. Pour la plupart, celles-ci ont continué à travailler dans les campagnes où l'ordre taleb est plus souple. D'autres ont tenté de persévérer par des moyens détournés dans la capitale, comme Afrane qui a continué à soutenir des écoles clandestines, en particulier de filles, via l'association des anciens élèves d'Esteqlal et Malalaï. À la fin de l'année 1998, un *modus operandi* est défini : les Taliban acceptent que chaque ONG ouvre une sorte de bureau de liaison à l'école polytechnique tandis que, de leur côté, les humanitaires acceptent de se soumettre à une procédure d'enregistrement leur permettant de travailler en Afghanistan. La démarche toutefois n'est pas anodine puisqu'elle conduit à pactiser, au moins en apparence, avec un régime non reconnu par la communauté internationale. D'où des critiques peut-être excessives, comme celles des ethnologues Micheline et Pierre Centlivres, trente ans d'expérience du pays, brocardant ces ONG « qui doivent perdurer, justifier leur existence, obtenir des fonds » et donc « sont prêtes à aller assez loin dans les concessions »1127.

Le débat est si dur à trancher entre le refus de toute compromission et le souci d'aider une population en grande souffrance ! En découle immédiatement un autre : la France doit-elle bannir toute relation avec les Taliban ou se réserver la possibilité de discuter avec eux en cas de problèmes rencontrés par les humanitaires ? Nul n'est besoin d'invoquer à l'appui l'exemple des pays qui ont fait le choix de ne pas renvoyer à Kaboul de personnel diplomatique puisque eux n'y ont pas de ressortissants ; aucun d'entre eux n'accuse autant de prises d'otages et de morts que la France. Le chargé d'affaires Jean-Yves Berthault est au cœur de la tourmente. À Paris,

les médias se déchaînent contre les Taliban. L'AFP a beau avoir annoncé en mars que, en un an et demi de présence à Kaboul, le régime a procédé à huit mises à mort – loin donc des exécutions à la chaîne partout décrites –, l'opinion ne retient que ces mises en scène détestables dans des stades où se massent trente cinq mille personnes. L'Union européenne ayant lancé le 8 mars la campagne « Une fleur pour les femmes de Kaboul », *L'Express* évoque ces « femmes encagées[1128] », *Le Figaro* ces « femmes interdites[1129] », ce qui confirme la féminisation intensive du drame afghan en Occident : l'Afghane derrière le grillage de son tchadri symboliserait l'Afghanistan derrière les barreaux. Le directeur de Madera, Jean-François Cautain, n'est pas vraiment écouté quand il explique qu'une large partie de la faute incombe aux Soviétiques qui avaient libéralisé, tout, trop vite[1130]. À l'aune de la diabolisation des Taliban, les actions de Jean-Yves Berthault à Kaboul ne peuvent être perçues que comme une forfaiture. Et pourtant elles sont suivies d'effet. C'est ainsi que le diplomate profite de la mort en couches de la deuxième épouse du ministre de la Santé, une toute jeune fille, pour lui faire remarquer que le drame aurait pu être évité si elle avait eu accès aux hôpitaux publics. « Ses yeux se remplirent alors de larmes, relate-t-il. Nous avons longuement discuté, et, en conclusion, il s'est exclamé : "Vous m'avez convaincu. À partir d'aujourd'hui, sept hôpitaux seront ouverts aux femmes." »

Conscient de l'impact considérable sur les opinions publiques occidentales de la politique taleb, indéniablement d'une inhumanité sans précédent, mais dont il se garde de dire qu'elle est intrinsèque à une large part de la société afghane, le porte-parole de Massoud, Abdullah, lance en février 1999 un cri d'appel dans *The Middle East* : « Nous avons vraiment le sentiment de combattre ici en faveur de la civilisation. Les Taliban ne reconnaissent ni ne se comportent d'une manière conforme aux normes internationales. Leur traitement des femmes ne correspond à aucune tradition afghane. Nous avons vraiment l'impression que l'Occident nous a laissés tomber. Pendant dix ans nous avons combattu contre l'empire du mal. […] Est-ce trop demander à l'Occident d'avoir un peu d'aide en retour ? » Dans le même temps, en France, Bernard-Henri Lévy écrit après avoir rencontré le Panjshiri : « Massoud a tout perdu. Mais par l'âme et le songe, il résiste. Quel symbole[1131XI] ! » Jean-Yves Berthault en est pour

ses frais quand il oblige les Taliban à le laisser rencontrer leur ennemi numéro un, soit dans le Panjshir, soit à Douchanbe. « Chaque fois, un voyage effroyable, très difficile, à cause des conditions météo, du relief. D'autre part, en raison de ses multiples activités, Massoud pouvait prendre une semaine pour accorder un entretien. » Le personnage lui apparaît « très charismatique, d'une présence remarquable », mais il ne manque pas de lui reprocher avec véhémence le maintien de l'ambassade à Kaboul. « Il considérait, affirme Berthault, que nous étions là-bas dans les mains de l'ennemi, c'est-à-dire des Pakistanais[1132]. » Massoud utilise toutes les ficelles à sa disposition. Dans la presse française, il se donne ainsi le beau rôle en annonçant que, une fois au pouvoir, il ne manquerait pas, lui, de livrer Ben Laden à la justice internationale[1133]. Le mollah Omar lui fait écho en quelque sorte : « Même si la moitié de l'Afghanistan est détruite, explique-t-il à un journaliste pakistanais, je ne donnerai pas Ben Laden[1134]. » Une position vivement dénoncée, mais qui n'est que le décalque de ce que disait Sebghatullah Modjaddedi, chef d'un des partis modérés de Moudjahidin, dès le début 1980 : « Combats jusqu'à la mort pour celui qui a trouvé refuge chez toi[1135]. »

Le Saoudien n'a sans doute pas conscience de l'extrême fragilité de son existence. À plusieurs reprises, sa présence ayant été précisément localisée, la Maison-Blanche et la CIA réfléchissent à l'éliminer. Chaque fois, la peur des dommages collatéraux les paralyse : victoire de la folie sanguinaire sur la démocratie. Le double attentat en Afrique a ébranlé le système de défense américain qui se sent vulnérable. La CIA multiplie donc les mises en garde pour se protéger en cas de récidive. D'où un afflux de renseignements qu'elle canalise systématiquement vers la Maison-Blanche elle-même prise d'une boulimie d'informations. À l'automne 1998 sont tombées des menaces d'attentat utilisant des avions bourrés d'explosifs. D'autres annoncent une action sur le sol américain lui-même : Ben Laden chercherait à recruter des individus à l'intérieur des États-Unis. Mais Bill Clinton et le patron de la CIA, George Tenet, préfèrent concentrer leur attention sur les menaces d'armes de destruction massive en Russie, en Corée, etc. Dans un rapport daté de l'hiver 1999, le second dit sa conviction que le Saoudien chercherait à frapper les États-Unis plutôt par une attaque chimique ou bactériologique, mais il ne le place pas en tête de ses priorités, tout comme

le régime taleb n'est pas désigné comme une menace directe même si en juin Washington a décrété des sanctions à son égard.

Les pressions n'affectent pas la détermination des Taliban. Le 21 avril 1999, Massoud, appuyé par les Hazaras, leur reprend Bamiyan. Puis, le 26 juin, ses représentants rencontrent à Rome les partisans de l'ancien roi pour enfin tenter de mettre sur pied la Loya Djirga qui déciderait de l'avenir du pays. Mais les négociations s'enlisent. Où l'organiser : en Afghanistan, au Pakistan, en Europe ? Quand, comment et avec qui ? Gailani est pour y associer les Taliban, Karzai propose même l'égide du mollah Omar. Fin juillet, décidés à en finir, vingt à trente mille Taliban foncent vers le repaire de Massoud par la plaine de Chamali, poussant devant eux des dizaines de milliers de réfugiés que les humanitaires français de MSF, AMI, MDM ainsi que le CICR, installés dans le Panjshir et le Badakhshan, voient débouler. « Nous sommes là, écrit le docteur Guy Caussé, seuls témoins du calvaire de ces damnés de la Terre qui avancent, dans l'oubli et le silence du reste du monde[1136]. » En août, Frédéric Roussel, président de l'ONG Acted, évoque une « catastrophe humanitaire[1137]. » À sa suggestion, la France envoie à Douchanbe une aide d'urgence de trente neuf tonnes de nourriture et d'aide humanitaire qui sont ensuite acheminées par camion dans le nord de l'Afghanistan. Le Front uni doit faire face à plusieurs fronts dans les provinces de Parwan et de Kapisa. Alors que la base de Bagram change plusieurs fois de maître, Massoud est contraint de décrocher de la plaine de Chamali en abandonnant les villes stratégiques de Charikar et Djabal Saraj. Puis c'est Golbahar, à l'entrée de la vallée du Panjshir, qui tombe. La tournure est si mauvaise que l'Iran et la Russie réclament un arrêt immédiat des combats. Mais Massoud n'a pas dit son dernier mot. En une journée, le 5 août, avec le renfort des hommes réfugiés dans la vallée et qui ne veulent pas d'une nouvelle occupation taleb, il reprend tout le terrain perdu dont la plaine de Chamali. Sur sa lancée, il porte le fer dans des fiefs pachtounes du Laghman et du Nangarhar. Par deux fois, il aurait eu au téléphone le mollah Omar, car l'Afghanistan reste une guerre romaine, toute en retournement d'alliances. Ainsi, la veille d'une attaque importante, le commandant s'est vu proposer d'entrer au gouvernement. Il a répondu qu'il n'en était bien sûr pas question, qu'il fallait une coalition à la tête du pays, et, le lendemain, tout le monde s'est tiré dessus.

« Massoud étrille les Taliban1138 », titre *Libération*. Même *L'Humanité* cède au dithyrambe : « Le Lion du Panjshir résiste aux intégristes1139 ». Qu'il semble loin le temps de l'URSS… Le représentant du Front uni en Inde, Masood Khalili, annonce, en confirmant ce que Victor avait constaté *de visu* pour la DGSE, qu'au moins douze officiers pakistanais auraient été tués alors qu'Islamabad nie toujours toute participation. Les Pakistanais jouent sur les mots : leurs soldats sont contraints de démissionner de l'armée avant d'être engagés en Afghanistan… Mais Washington n'est toujours pas prêt à faire pression sur eux. Même si une partie du département d'État finit par être séduite par la vista de Massoud, son chef, Sandy Berger, observe de quel côté penche la balance : d'un côté, Massoud ; de l'autre, le programme nucléaire pakistanais, le Cachemire, les menaces sur une démocratie chancelante… En clair, le commandant ne vaut pas le coup de vexer Islamabad, ce que regrettera George Tenet : « Nous n'avons jamais été capables d'obtenir un feu vert de notre gouvernement pour aider de manière sérieuse Massoud et son alliance du Nord dans leurs efforts de soustraire l'Afghanistan aux Taliban1140. » Le Conseil national de sécurité donne ainsi son accord pour collaborer avec le Panjshiri sur le renseignement, dans le dessein de coffrer Ben Laden – un satellite est positionné pour mieux couvrir la région, la NSA développe des moyens spécifiques –, mais pas question de changer la donne en Afghanistan. Les soutiens de Massoud espéraient beaucoup plus.

À la direction des opérations de la DGSE, le dossier afghan change de main. En 1997, le Service mission, à la direction duquel Edgar avait succédé pendant un an à Rodrigue, est revenu à un professionnel de l'action : sorti de Saint-Cyr dans la cavalerie, Rémy est entré au SA en 1989, se plaçant ainsi dans la lignée de ses ancêtres passés par le BCRA. Un an plus tard, une blessure l'obligea à abandonner le commandement de l'un des commandos de la force spéciale du SA et à en rejoindre l'état-major. Le général Champtiaux lui offre carte blanche dans un secteur géographique d'intervention grossièrement défini par tout ce qui est à l'ouest d'une ligne Balkans-Chine. Ce qui n'est encore qu'un bureau, comptant une demi-douzaine de membres tout au plus, va donc s'étoffer au fil des mois jusqu'à en compter une cinquantaine en 2002. Rémy sélectionne lui-même ses recrues, en particulier, fait nouveau, des civils. À

chaque concours d'entrée à la DGSE, il est le seul à pouvoir préempter les candidats, la plupart diplômés de sciences politiques ou de relations internationales, qu'il convoque ensuite en août, un mois avant le début du stage. Une première série de tests est menée, en situation et psychologiques, avec l'appui respectivement d'un ancien nageur de combat et d'un médecin du Service, les deux se fondant sur leurs propres grilles de sélection. Elle permet de retenir une poignée de candidats dont au final seuls une demi-douzaine sont conservés. Vladimir est de ceux-là, remarqué par Rémy pour son calme, sa droiture et son efficacité. Lui aussi issu de Saint-Cyr, son excellent rang de sortie lui a permis de rejoindre les troupes de marine pour une dizaine d'années avant d'intégrer la DGSE en 1997, pour l'adrénaline. Le chef de Service mission décide de lui confier la liaison avec Massoud.

La transmission de témoin se fait dans un restaurant à Paris. D'un côté, Victor et Vladimir ; de l'autre, Mehrabuddin Masstan qui a succédé à Daoud Mir. Victor avoue avoir ressenti beaucoup de tristesse à s'éloigner de l'Afghanistan : « J'avais quand même failli y laisser ma peau ! » Vladimir ne doit pas compter sur les archives de la direction des opérations pour se faire une opinion : en tout et pour tout, il n'y a qu'un fin carton, rempli de notes manuscrites où les ordres de mission et relevés de rendez-vous surclassent les comptes-rendus et les analyses de fond. Vladimir peut cependant s'appuyer sur Masstan, véritable mémoire de toutes les opérations françaises dans son pays, qu'elles fussent l'œuvre de la DGSE ou des ONG. Le Panjshiri l'éclairera aussi de manière très utile sur les actions de Jean-Yves Berthault auprès des Taliban. En raison du cloisonnement, en effet, Vladimir ne sait rien des démarches du Quai d'Orsay ni même de la direction du renseignement à Kaboul et Kandahar. En revanche, il n'ignore rien des tensions toujours générées par le maintien du Service mission dans le nord de l'Afghanistan qui paraît à certains responsables de la DR de plus en plus superflu au fur et à mesure que les liens avec les Taliban se concrétisent. « Pour la plupart des pays, souligne Pierre-Antoine Lorenzi, alors chef de cabinet du directeur général, il y a des divergences entre la DO et la DR. Dans les Balkans aussi, il y avait d'un côté les pro-UCK, plutôt la DO, et de l'autre, ceux qui étaient fidèles à l'alliance séculaire avec les Serbes, plutôt la DR. Mais, parmi les pro-UCK, il y avait aussi des DR[1141]. »

En tout état de cause, la DR dispose d'une sorte d'imprimatur quel que soit le pays. C'est elle qui dit sur quoi enquêter, car grâce aux renseignements récupérés par toutes les sources ouvertes et secrètes dans le monde entier, elle dispose d'une vision beaucoup plus globale des dossiers et fixe la ligne de la DGSE. Par conséquent, la relation nouée avec les Taliban a tendance à recevoir la priorité. Néanmoins, Massoud est le seul à avoir reçu des armes de la DGSE. Selon Alain Chouet, l'Afghanistan a même été l'unique pays hors d'Afrique où la France ait procédé à de semblables livraisons dans les années 1990[1142]. Même s'il attend plus, l'entourage de Massoud apprécie : « C'était mieux que rien, relate Muslim. Bien sûr cela ne comblait pas nos attentes ; nous ne demandions pas la lune. Mais nous savions que les Français avaient des moyens limités[1143]. »

Les Taliban ne se privent pas de dénoncer dans leurs journaux le soutien de la DGSE « en argent, conseillers militaires, instructeurs et équipement, incluant des missiles antichars Milan » : « La vallée du Panjshir, clament-ils, n'est pas une destination de vacances »[1144]. Eux ne se soucient guère du nombre de ces missiles ; ils ne retiennent que la preuve, agaçante, de la persévérance de la DGSE. Adrian, chef du secteur, doit s'employer pour leur faire avaler que les Français ne soutiennent pas Massoud : « Nous entretenons simplement un contact qui date du djihad. La meilleure preuve que nous voulons établir de bonnes relations avec vous est que nous laissons les ONG travailler à Kaboul[1145] » – ce qui confirme, comme dans les années 1980, la récupération politique potentielle des humanitaires, le plus souvent à l'encontre de leur volonté.

Vladimir apporte sa pierre à l'édifice au cours de sa première mission dans le Panjshir début mai 1999. Direction Douchanbe, érigé en plate-forme de l'espionnage. Dans le seul *fast-food* de la ville, Muslim se fait un plaisir de lui montrer du doigt tous ses homologues russe, tadjik, iranien, attablés ! Cinq jours s'écoulent, à attendre, sans qu'aucune explication lui soit fournie – la patience est une vertu cardinale chez les opérationnels. Le jour J, Vladimir est amené à l'aérodrome où stationnent des hélicoptères russes. Massoud arrive, le salue à peine d'un « bonjour ! » en français, sa seule parole de tout le voyage. À une halte, l'officier de la DGSE est autorisé à descendre et à prendre des photos d'une base logistique du Front uni à la stupeur des autres passagers afghans qui s'en offusquent avant d'être

rappelés à l'ordre par Massoud lui-même. Arrivé à Taloqan, Muslim lui indique une *guest house* où il en est quitte pour une nouvelle attente. Au troisième soir surgit enfin Massoud qui lui fait un topo brillant de la situation militaire pendant une heure et demie. L'officier transmet ensuite la liste de questions préparée par la direction du renseignement, qu'il a dû apprendre par cœur, ainsi qu'un lot de GPS, histoire d'entretenir les bonnes relations. Et puis Massoud disparaît. Vladimir le revoit quelques jours plus tard, puis effectue un rapide aller-retour dans le Panjshir afin d'équiper d'une batterie solaire la station cryptée permettant la liaison satellite avec Paris.

Le plus important est à venir. Au retour en France, après avoir rencontré une seconde fois le commandant, Vladimir apprend en effet du général Champtiaux qu'il doit se préparer à passer dorénavant six mois par an dans le Panjshir. Le directeur des opérations veut-il le mettre à l'épreuve ? Vladimir relève le défi qui, de toute manière, correspond bien à l'objectif du Service mission d'accroître ses activités. Reste à fabriquer une couverture qui, contrairement à ses prédécesseurs, ne doit pas se limiter à sa seule personne et à la durée du voyage. C'est une structure entière qui doit être inventée de toutes pièces, avec raison sociale, siège, employés, etc., tout devant être à la fois rigoureusement exact et globalement faux. Trois mois sont nécessaires pour le montage, qui est accepté par Rémy puis par le général Champtiaux, et six de plus pour le mettre en place en France et à l'étranger. C'est un changement de braquet important pour le Service mission. Tous les trimestres, Vladimir fera des séjours de deux mois à Douchanbe. De là, il pourra multiplier à loisir les allers-retours dans le Panjshir où, le jour, il travaillera dans le cadre de sa couverture, la nuit il assumera sa mission de renseignement. On parle de « semi-clandestinité » puisque Massoud et quelques membres de son entourage, triés sur le volet, connaîtront l'appartenance au Service de Vladimir : Masstan, qui l'accompagne à chacun de ses voyages, Muslim, Saleh Registani à Douchanbe, Amrullah Saleh qui fait le lien avec Massoud, l'ingénieur Aref, patron des services de renseignement du commandant, Younès Qanouni, ancien ministre de l'Intérieur, enfin Abdullah Abdullah, qui fait souvent office de traducteur. Les mois durant lesquels Vladimir se consacrera à d'autres missions dans le mondeXII, la liaison satellitaire mise en place par

Rodrigue et rétablie par Victor permettra de conserver le lien avec le Panjshir.

Ce genre d'opération coûte cher en énergie et en argent. Elle prouve l'intérêt de la DGSE pour Massoud à l'heure où, presque partout, les Taliban sont donnés vainqueurs. En décembre 1999, Vladimir, accompagné d'un agent du Service action, s'apprête à convoyer à Taloqan, planqué dans un poste de télévision, un contrôleur de tir pour Milan, car les Afghans se sont plaints du taux de réussite des missiles. Il faut dire qu'ils ont une manière très personnelle de les utiliser, très près de leurs cibles, à la limite minimale pour les armer. L'hélicoptère de Massoud tardant trop à venir les chercher, Vladimir décide de partir par la route, ce que le Service lui a interdit, car c'est sur ce même trajet que Victor avait été intercepté. Mais le commandant ne veut pas être contraint d'annuler la mission. Arrivé en voiture au bord de l'Amou-Daria, il a la stupeur de voir des Afghans traverser le fleuve sur des bottes de paille chargées sur des pneus… Il se croit revenu vingt ans en arrière à Saint-Cyr quand il apprenait les moyens de fortune pour franchir un cours d'eau. Non loin du guet tenu par un colonel du FSB, il observe le dépôt d'armes et de matériels, les citernes enterrées qui bordent le fleuve. Une fois sur l'autre rive, il rallie le Panjshir où le sous-officier du SA procède comme convenu au réglage. L'opération permet de remarquer en premier lieu que les Afghans disposent d'un modèle antichar russe de qualité supérieure au Milan. Autre surprise : par les numéros de série, l'officier de la DGSE découvre qu'ils possèdent un poste de Milan non livré par ses prédécesseurs : il a en fait été subtilisé aux Taliban qui l'avaient eux-mêmes reçu des Saoudiens, via les Pakistanais.

Le réglage des Milan est typique de la « politique du geste » : Vladimir tente d'en tirer profit pour apporter des réponses aux demandes de la centrale sur Ben Laden, al-Qaida, les filières arabes en Afghanistan comme en Tchétchénie. Massoud se montre toujours aussi évasif ; le Panjshir se situe loin de Kandahar où vit le Saoudien et des zones frontalières où s'entraînent ses troupes. Heureusement les lieutenants du commandant sont plus bavards, en particulier au Tadjikistan où la représentation du Front uni se montre très avisée. Ainsi la centrale peut-elle esquisser à l'intention du Quai d'Orsay et de l'Élysée les perspectives du pays, même si Hubert Védrine reconnaît en 2010 qu'« il n'y avait guère d'enjeu pour la France en

Afghanistan à cette époque[1146] ». Le ministre des Affaires étrangères affirme toutefois avoir été informé de l'activité des services, « en particulier le soutien à Massoud », tout en ajoutant : « Je n'ai rien trouvé à y redire ; ils remplissaient ce qui a toujours été leur mission. »

Vladimir n'est pas le seul Français à rencontrer régulièrement Massoud à cette époque. Il y a ce jeune saint-cyrien de vingt-neuf ans à peine qui, fuyant la routine d'une carrière toute tracée, a décidé de rallier Massoud dont les exploits contre les Soviétiques enchantaient sa jeunesse. Conseillé par le journaliste Stéphane Allix, Johan Freckhaus a gagné Douchanbe au milieu de l'été 1999. Son offre de service, entièrement gratuite et pour une durée indéterminée, a dû faire se poser bien des questions aux proches de Massoud : si Freckhaus n'est pas mercenaire, serait-il alors un agent des services français ? Certainement pas. L'officier reçoit de Massoud le surnom très répandu de Nadjib et il est affecté, au regard de ses qualifications, à l'instruction des jeunes commandos. L'aligner au front lui ferait courir un trop gros risque de capture ou d'enlèvement dont Massoud ne veut pas de peur de donner raison aux Taliban qui l'accusent d'être soutenu par les Français et les Russes. Rapidement toutefois, le commandant confie à Freckhaus la formation des chefs de groupe, chefs de section, tireurs d'élite et appuis mortier.

Les Français se succèdent dans le Panjshir à l'été 1999. Il y a les volontaires de MSF et d'Acted, des journalistes et puis, il y a deux hommes politiques, Alain Madelin et Brice Lalonde, les seuls à avoir répondu à un appel lancé en France aux partis politiques par Mehrabuddin Masstan à venir constater par eux-mêmes que la situation n'est pas celle décrite par les médias. Massoud sait choisir ses mots. À la presse, il dit son attachement à un « islam mesuré[1147] » pour marquer son opposition aux mollahs. Devant les hommes politiques, il brandit la menace de « ces milliers d'étrangers qui se préparent sur [notre] sol [et] porteront le djihad dans vos foyers. L'Occident va entrer dans une spirale d'attentats ». De quoi, espère-t-il, inciter le gouvernement français à débloquer l'essence et les munitions nécessaires, mais également à exercer une pression politique sur le Pakistan. En réaction, témoigne Adrian à la DGSE : « Mes sources taliban se sont plaintes de ce voyage : comment, affirmaient-elles, vous souhaitez établir de bonnes relations avec nous et vos politiques vont au chevet de

notre ennemi[1148] ! » La protestation devient officielle le 13 septembre quand les Taliban réclament par le biais de leur porte-parole que « la France cesse d'envoyer des délégations pour rencontrer des commandants de l'opposition dans le nord de l'Afghanistan[1149] ».

De son côté, Alain Madelin est déçu par l'attitude des autorités françaises : « Je crois, dit-il, que [Chirac] n'a pas vu venir la crise afghane[1150]. » Comme le souligne Jean-Marc Rochereau de La Sablière, futur conseiller diplomatique du président de la République, « les sujets qui préoccupent alors le président sont l'Irak, le Moyen-Orient, la Russie. L'Afghanistan n'est jamais traité qu'au travers des événements qui surgissent de manière impromptue. On ne suivait pas le fil rouge[1151] ». Le directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, Gérard Errera, ajoute pour sa part le Kosovo et la construction de la défense européenne, et confirme que « l'Afghanistan n'était pas dans notre collimateur[1152] ». Le Quai d'Orsay forge même un concept pour définir l'attitude de la France vis-à-vis du régime taleb, mais aussi de Massoud : la « neutralité active ». Pourtant, durant l'été 1999, le chargé d'affaires à Kaboul a été conduit à transférer ses bureaux de Paris, où sont installés tous les ambassadeurs itinérants, à Islamabad. Choix curieux, puisqu'il donne l'impression de soumettre la diplomatie française aux desiderata pakistanais. Jean-Yves Berthault affirme y avoir été opposé, mais il a tout de même réussi à préserver son indépendance : « J'ai tout fait, relate-t-il, pour essayer d'obtenir un rendez-vous avec l'Isi afin de leur démontrer qu'ils faisaient fausse route avec le mollah Omar : je ne l'ai jamais obtenu ! »

À la même période, marquée par le conflit de Kargil entre Pakistanais et Indiens, Sévérien remplace Patrice à la direction du poste de la DGSE. Voilà dix ans qu'il a rejoint les services après une carrière d'officier l'ayant par exemple mené au Liban. Nouveau signe de l'importance prise par la région boulevard Mortier, il est accompagné de deux adjoints, l'un dit SR (service de renseignement), l'autre CE (contre-espionnage). À Islamabad, la « neutralité active » version services se traduit par l'entretien de contacts avec tous les partis afghans, sauf celui de Massoud, Sévérien citant un adage chinois pour l'expliquer : « On ne noue pas son chapeau dans un verger et jamais ses souliers dans un potager car le paysan va croire qu'on lui vole des fruits ou des légumes[1153]. » Parler avec les représentants du

Panjshiri le compromettrait aux yeux des Pakistanais et de leurs affidés afghans. De toute façon, ils sont pris en charge par la DO. Pour le reste, « je n'avais aucun interdit, indique-t-il. Je devais mener une politique réaliste, sans idéologie. Mes ordres étaient de consolider le canal de communication avec les Taliban ». Nul parti pris protaleb ne doit en être déduit : « Les Taliban étaient infréquentables au plan officiel mais incontournables dans le contexte local, souligne Alain Chouet, chef du service de renseignement de sécurité. C'était à la DGSE qu'incombait le rôle de garder le canal ouvert. Ce qui n'implique ni sympathie ni approbation mais autorise un dialogue susceptible d'éviter les mauvaises surprises1154 », au premier rang desquelles l'enlèvement d'humanitaires. Un employé afghan de Madera est d'ailleurs tué par balle à Peshawar.

Sévérien se fixe pour but d'approcher le patron des services de renseignement taliban, Qari Ahmadullah. Rendez-vous lui est fixé dans une maison de Peshawar. L'attente y dure plus de une heure, le temps sans doute que les Taliban vérifient la sécurité des lieux. Le chef du service de renseignement se présente enfin, courtois, et propose à Sévérien, comme à Patrice en son temps, de venir en Afghanistan afin de se rendre compte par lui-même du contrôle du pays par les siens. Pas besoin de visa, arguë-t-il, il fera le nécessaire. Sévérien rend compte à la centrale qui, ne pouvant écarter le risque d'une prise en otage ou d'une instrumentalisation, lui indique d'accepter l'offre, mais par la voie conventionnelle. Le chef de poste fait donc une demande de visa, et prend un avion de l'Onu pour rallier Kaboul. Les entretiens sont de pure forme, la visite se suffit à vrai dire à elle-même. À la suivante, Sévérien invoque « un souci de discrétion » pour voyager par la route, en fait il veut s'offrir le plaisir de franchir la mythique Khyber Pass. De l'autre côté, une voiture taleb l'emmène à la *guest house* réservée aux visiteurs de son espèce, où l'accueille un des responsables des services taliban qui aura son heure de gloire deux ans plus tardXIII. De là, il est amené à Kaboul après un arrêt très intéressant à… Darounta. « Évidemment ils ne m'ont pas montré le camp d'entraînement, relate-t-il, mais j'aurais été capable de le leur décrire assez précisément ! » Depuis Adrian, la DGSE y consacre en effet une attention toute particulière. Le chef de poste est autorisé à prendre des photos, il réalise même un film vidéo à Kaboul avec pour seule restriction de ne pas prendre de visages.

Profitant du reflet des baies vitrées de l'ambassade de France où il se fait conduire, il n'en réussit pas moins à photographier son ange gardien, Wasiq, chargé du protocole des services secrets taliban. La centrale, comme tout service, adore mettre un visage sur chacune de ses fiches.

Le voyage permet aussi à Sévérien de vérifier l'attitude de la population vis-à-vis des Taliban. « Comme la route était défoncée, relate-t-il, nous avons crevé à deux reprises. Chaque fois, les habitants ont chaleureusement accueilli mes accompagnateurs. » De leur côté, les Taliban font part de leurs réclamations à la DGSE. « Eux aussi, ils avaient des besoins, détaille Sévérien. En l'occurrence, ils voulaient accroître leur représentativité. Ils estimaient que l'ambassade à Paris n'était pas légitime puisque occupée par des gens de Massoud. Ils voulaient donc un bureau, plus ou moins officiel, semblable à celui qui avait été ouvert à l'Onu1155. » Cette requête illustre de manière très intéressante le clivage au sein du mouvement taleb, non pas tellement entre « durs » et « modérés » du point de vue religieux, qu'entre ceux qui ne se fient qu'à Dieu pour agir – et tant qu'ils sont victorieux, ils estiment être dans les meilleurs termes avec lui – et ceux qui aspirent à une reconnaissance internationale qui leur permettrait de voyager, d'apprendre, pourquoi pas de s'améliorer. Parmi ces derniers, Sévérien range Moutawaqil, Zaeef, Ramatullah, aussi Abibullah Faouzi qui a refusé un poste en Afghanistan pour que sa fille puisse continuer à étudier au Pakistan.

La revendication d'un bureau à Paris est ancienne, Patrice y avait eu droit ; le fait qu'elle n'ait pas été exaucée suffit à démontrer l'embarras qu'elle suscite. Qui pactise avec les Taliban est garanti d'un opprobre durable, l'Afghanistan étant sorti des rubriques de politique internationale où il végétait depuis « Chtorm 333 » pour occuper la une des magazines féminins. Une motivation de premier ordre est donc nécessaire pour en accepter l'augure ; or le Quai d'Orsay n'en voit guère. Le chargé d'affaires veille déjà à la destinée des ONG ; la DGSE, la DST et les RG scrutent les filières djihadistes utilisées par les jeunes de banlieue – bref, tous les « visiteurs » français de l'Afghanistan sont à peu près dans le collimateur. La Chine, par exemple, ayant des frontières communes, recherche l'assurance des Taliban qu'ils n'appuieront pas la révolte musulmane du Xinjiang ; la visite de ses universitaires à Kandahar peut donc se

comprendreXIV. Mais la France ? Pourquoi courrait-elle le risque de s'afficher aux yeux du monde comme l'alliée de brutes incultes ?

À Sévérien de trouver le meilleur moyen de faire lanterner ses interlocuteurs. Par son action, le réseau d'influences tissé par Adrian et Patrice est enrichi de contacts avec certains dignitaires soufis dont le chef de poste a pu constater avec quelle déférence des responsables taliban les accueillaient. Le mollah Omar lui-même embrasserait les lettres envoyées par les chefs spirituels des principales sectes. Il se dit aussi qu'il aurait eu un rêve prémonitoire avant le dernier assaut sur Mazar : la victoire lui aurait été assurée s'il reconstruisait telle mosquée. La mosquée fut reconstruite et il l'a emporté… Peu importe l'authenticité du rêve, c'est sa publicité qui compte, car il est typique du soufisme.

Un bouleversement considérable va donner un coup de pouce à Sévérien. Le 12 octobre 1999, le Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, démet de ses fonctions de chef de l'armée le général Musharraf, en déplacement à Colombo. Depuis le conflit de Kargil et l'annonce d'un retrait partiel du Cachemire sous la pression internationale, l'armée était entrée en fronde. Aussitôt Musharraf revient au pays, atterrit à Karachi où Sévérien apprend par l'une de ses sources la certitude que son putsch va réussir : « Mon contact m'a décrit en direct que le commandant militaire local avait fait accueillir Musharraf par une garde d'honneur. C'était donc lui le chef1156. » De fait, le général prend le pouvoir en dépit de l'engagement de Washington le 20 septembre de s'opposer « fermement à toute tentative de changer le gouvernement à travers des méthodes extraconstitutionnelles 1157 ». Le discours-programme de Musharraf, une semaine plus tard, réussit le tour de force de soulager à la fois la population et l'Occident : « J'ai un grand respect pour les oulémas, déclare-t-il, mais j'attends d'eux qu'ils dessinent le vrai visage de l'islam. Je les appelle à faire taire ces voix qui exploitent la religion à des fins personnelles en la déformant1158. » Quand il affirme enfin que « l'islam enseigne le progrès et non la bigoterie », les milieux occidentaux pensent tous qu'il fait allusion aux Taliban : Islamabad cessera-t-il enfin de les soutenir ? Les familles de Quetta, Peshawar, Karachi en ont assez de voir leurs fils endoctrinés dans les madrasa, puis partir se faire hacher menu par Massoud. On se plaît à rappeler que Musharraf est un Muhadjir, un de ces réfugiés musulmans

ayant fui l'Inde à la partition, traditionnellement en retrait des querelles religieuses. Mais le directeur de la plus grande madrasa du pays, Sami ul-Haq, s'empresse de mettre les points sur les I : « Aucun dirigeant pratiquant un sécularisme rigide ne peut survivre au Pakistan. » Selon lui, le général « n'osera pas serrer la vis des madrasa parce qu'il sait qu'il y a de forts éléments islamiques dans l'armée »1159. Le porte-parole du mouvement cachemiri Lashkar-e Taiba dit de même sa confiance de ne pas être inquiété. Musharraf en est donc réduit à pratiquer un grand écart permanent entre, d'un côté, le soutien aux islamistes, dont les Taliban qui pourraient à l'occasion prêter main-forte pour le Cachemire, et, de l'autre, l'apaisement des Occidentaux.

Le coup d'État est suivi d'un coup de balai dans les services de renseignement à l'œuvre au Pakistan : « Il a remis les compteurs à zéro. Ceux qui avaient de l'ancienneté et des contacts partout se sont retrouvés au même niveau que les nouveaux arrivants1160. » Parmi ses contacts, le chef de poste peut rapidement compter Hamid Karzai que le chargé d'affaires Jean-Yves Berthault lui a présenté. Le Pachtoune a trouvé une motivation supplémentaire à son engagement après l'assassinat de son père, coupable d'avoir suggéré aux mollahs de débarrasser le pays de tous les djihadistes étrangers. Berthault entreprend de son côté l'ambassadeur italien à Islamabad pour le convaincre de l'intérêt pour la diplomatie italienne de profiter de l'exil de Zaher près de Rome pour jouer la carte du roi. Séduit, son interlocuteur obtient l'organisation à Rome, du 22 au 25 novembre, d'une conférence réunissant soixante-seize Afghans de diverses tendances – mais dans l'ensemble proroyalistes – qui prendra le nom de « groupe de Rome ». Tandis que le diplomate américain d'origine afghane Zalmaï Khalidzad y fait une première apparition remarquée, Jean-Yves Berthault représente la France, toujours aux côtés d'Hamid Karzai, avec l'intention de faire accepter un projet ambitieux : à l'ancien roi la posture de père de la nation, à Karzai le poste de Premier ministre. La famille royale semble approuver, même si le propre neveu de Zaher, Homayoun Assefy – également proche des Français puisqu'il est réfugié à Dijon –, reproche à l'ancien roi un manque de volonté, ainsi qu'un entourage « déconnecté de la vie politique et n'ayant dans le contexte aucune influence sur le terrain1161 ». À l'issue de la conférence est arrêté le principe d'une

convocation « aussi rapide que possible » de la Loya Jirga chargée de désigner un gouvernement de transition. Le flou de la formule dit bien le peu d'enthousiasme entourant ce projet, la Loya Djirga n'ayant quasiment jamais servi qu'à légitimer le pouvoir en place, non à en faire émerger un nouveau. De fait, quand les délégués du groupe de Rome vont le présenter à Kandahar, les Taliban mettent pour condition à leur participation la convocation de l'assemblée par le mollah Omar. Ce qui la condamne pratiquement à l'avance. Quant au Front uni de Massoud, il est historiquement hostile à l'institution royale qu'il perçoit comme un instrument de domination pachtoune.

Un événement retentissant permet à Sévérien de mettre pour la première fois à l'épreuve ses liens établis avec les Taliban. Le 24 décembre 1999, un vol d'Indian Airlines, décollant du Népal avec cent soixante passagers, est piraté par cinq membres du HUM, mouvement cachemiri, qui obtiennent de poser l'appareil à Kandahar. Vu les acteurs en lice, toutes les hypothèses sont possibles : il s'agit de Cachemiri, donc le Pakistan est à la manœuvre ; le HUM s'entraîne en Afghanistan, donc les Taliban sont complices ; il réclame la libération de trente cinq de ses militants, tous détenus en Inde, donc New Delhi est derrière, recherchant à aggraver l'image terroriste du Pakistan. Comme trois Français font partie des passagers, Sévérien et son équipe gagnent Kandahar. Les autorités refusent toute négociation. Le détournement est pour elles l'occasion de se montrer à la communauté internationale sous un meilleur jour. D'autant que, le 15 octobre précédent, l'Onu leur a accordé un mois pour extrader Ben Laden sous peine de sanctions économiques. « C'était reconnaître que notre loi est assujettie à celle écrite par les Américains, explique leur ambassadeur à Islamabad. Cela aurait été la démonstration qu'il n'existe ni loi ni justice dans les pays islamiques puisqu'on pouvait livrer un musulman – quels que soient ses crimes – pour le faire juger ailleurs. Enfin c'était la preuve que les musulmans sont incapables de respecter leurs propres lois ou qu'ils n'y croient pas1162. » Les Taliban ont donc proposé de juger eux-mêmes Ben Laden avec les preuves fournies par les États-Unis, ou par une cour étrangère, à la composition établie par des États islamiques. Ou alors d'arrêter Ben Laden et de le priver de tout moyen d'action et de communication. Rien n'a été retenu. Un mauvais point pour les modérés du

régime. Sévérien peut toutefois noter avec quel soin les délégations de toutes les nations sont accueillies à l'aéroport de Kandahar. Les Indiens, pourtant les soutiens de l'ennemi Massoud, jouissent des mêmes égards.

La conclusion survient au huitième jour, les pirates ayant obtenu la libération de trois militants cachemiri (dont l'un assassinera le journaliste américain Daniel Pearl). Si tous les Français sont indemnes, un Indien a été poignardé à mort. Le Premier ministre, Lionel Jospin, adresse ses remerciements à « tous ceux qui ont permis cet heureux dénouement1163 », dont les Taliban peuvent estimer, à juste titre, faire partie.

I- Pour se rendre à Kaboul.

II- Le 14 avril 2008, à la télévision, Nicolas Sarkozy justifiera l'engagement occidental en Afghanistan par le fait que tout dialogue est impossible « avec des gens qui ont amputé d'une main une femme parce qu'elle avait mis du vernis à ongles ». Christian Salmon, dans un article fouillé du *Monde* en date du 3 mai 2008, démonte la manipulation.

III- On passera sur la critique grotesque faite à Massoud de ne jamais montrer son épouse à ses visiteurs français : ni Wardak, ni Haqqani, ni aucun Afghan ne le fera jamais…

IV- Selon le compagnon de Massoud, Muslim, qui faisait le lien avec la plupart des services étrangers, « jamais l'Inde n'a donné d'arme ou de munition. Ni même un apport financier. Essentiellement un appui politique ».

V- C'est le terme inventé par les Pakistanais, « Alliance du Nord » (pour en réduire la portée géographique et politique – alors que des Pachtounes la rejoindront par la suite), qui est le plus souvent utilisé, ce qui symbolise fort bien leur empreinte sur le conflit… Nous n'utiliserons pour notre part que l'expression « Front uni ».

VI- Les autres participants : Allemagne, Arabie saoudite, Chine, Égypte, États-Unis, Inde, Grande-Bretagne, Iran, Italie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan, Pays-Bas, Russie, Suède, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie, enfin l'Organisation de la Conférence islamique.

VII- Service de coopération technique internationale de police.

VIII- United Nations Special Mission to Afghanistan.

IX- Il y eut certes le précédent du World Trade Center en 1993, mais il n'a pas été formellement attribué à al-Qaida. Khaled Cheikh Mohammed en était l'organisateur, et il n'était pas encore affilié à Ben Laden.

X- La date exacte, dans les premiers mois de 1999, semble-t-il, n'a pu être établie.

XI- « BHL en Afghanistan ou Tintin au Congo », réplique le 22 le spécialiste de l'Afghanistan Gilles Dorronsoro, pour qui « Massoud est plus sûrement un révolutionnaire islamiste et un homme de guerre de génie qui utilise rationnellement les étrangers pour améliorer son image internationale ».

XII- Un OT peut assurer la liaison avec plusieurs personnalités à la fois, généralement dans des pays très éloignés s'il y agit sous couverture.

XIII- Il apparaîtra en photo aux côtés du journaliste de *Paris Match*, Michel Peyrard, capturé par les Taliban le 8 octobre 2001.

XIV- En décembre 1999, une délégation taleb se rendra à Pékin. En 2000, l'ambassadeur chinois au Pakistan sera reçu par Mollah Omar en personne.

Chapitre XIII

La machine folle

À la fin de l'année 1999, l'Afghanistan entre dans le tourbillon qui l'emmènera jusqu'au 11-Septembre. À la CIA, George Tenet avertit la Maison-Blanche de la menace de dix à quinze attentats ourdis par al-Qaida. Le 30 novembre, les services jordaniens arrêtent un lieutenant de Ben Laden qui projetait de faire exploser l'hôtel Radisson à Amman pour la fête du nouveau millénaire. Une dizaine de jours plus tard, l'Algérien Ahmed Ressam est intercepté à la douane américano-canadienne : dans son coffre, de quoi faire sauter l'aéroport de Los Angeles. L'activiste est connu des services français qui avaient lancé à son encontre une commission rogatoire internationale. Les juges antiterroristes Jean-Louis Bruguière et Jean-François Ricard devaient se rendre au Canada pour l'interroger, mais la procédure locale exigeant de prévenir le suspect, celui-ci avait pris la fuite. Pour eux, l'Algérien agit dans le cadre de ce qu'ils appellent « les réseaux Ben Laden ».

Les Américains ne perdent pas une seconde pour exploiter les connaissances françaises. « Dès qu'ils ont mis au jour les projets de Ressam, indique le préfet Pascal, directeur de la DST, deux officiers de la CIA ont débarqué rue Nélaton pour qu'on les briefe sur ce qu'était le terrorisme algérien, ce dont se sont chargés mon adjoint, Jean-François Clair, et le chef du contre-terrorisme, Louis Caprioli. On en a profité pour leur expliquer que Ressam faisait partie d'une organisation à plus large vue[1164]. » Les Américains en effet ne voulaient voir en lui, puisqu'il est algérien, qu'un membre des GIA. Son passage par le camp de Darounta pour une formation aux explosifs et le versement de 12 000 dollars par al-Qaida sont établis, ainsi qu'un contact, en Afghanistan, avec une cellule interpellée depuis à Francfort, le 29 juin, dont le chef est Kamel Karray, *alias* Omar le Tunisien. Mission de cette dernière : récolter de l'argent pour

le djihad, mais aussi préparer un attentat. Les Allemands arrêtent *in extremis* le 21 décembre ceux qui ont pris sa suite : une cassette révèle qu'ils visaient le marché de Noël à la cathédrale de Strasbourg. Leur chef, Mohamed Bensakhria, dit Meliani, sera rattrapé en Espagne et extradé.

Par touches successives, la DST et les RG parviennent à peindre un tableau à la fois dense et alarmant des filières terroristes. Leur collaboration avec la DGSE est parfois laborieuse. Le directeur général de la caserne des Tourelles, Jacques Dewatre, entretient avec son homologue de la DST des relations difficiles. Incompatibilité de caractères, mais aussi rivalité historique entre les deux services, renforcée par l'affaire Farewell. Les réunions du Cilat (comité interministériel de lutte antiterroriste) s'avèrent improductives. Mais un très net progrès survient en décembre 1999 avec la nomination de Jean-Claude Cousseran à la tête de la DGSE. Jean-Jacques Pascal le connaît depuis longtemps ; ils se tutoient. Dès leur première rencontre, ils décident de jouer cartes sur table : chacun fera partager à l'autre tous les renseignements en sa possession. « Je ne veux pas attendre que la DGSE ait sorti une note jaune pour enquêter sur un péril national, souligne le directeur de la DST. Pour tout ce qui touche la sécurité nationale, il faut que nous travaillions main dans la main. » Et il s'en fait une règle : chaque jour, la DGSE est mise en copie des notes partant chez le ministre de l'Intérieur, à Matignon et à l'Élysée. « Même si cela ne concernait que des questions de patrimoine, souligne le préfet, je voulais qu'ils aient tout. » À charge de revanche, la DGSE fournit ce qui est susceptible d'intéresser la DST. D'où un très gros travail de tri, car sa production journalière est beaucoup plus volumineuse.

Des sujets de tension persistent bien sûr, dont le déploiement de la DST dans les ambassades, comme à Islamabad où deux commissaires lui servent déjà de référents. Mais Jean-Jacques Pascal tient particulièrement à nouer un échange avec l'Isi, dont la DGSE revendique le monopole. La DST réagit de même en Algérie qu'elle considère comme sa chasse gardée quand la DGSE veut s'y montrer plus entreprenante. Le secrétaire général de la Défense nationale, Jean-Claude Mallet, regrette le « raisonnement par compartiment » des différents services. D'abord, souligne-t-il, « beaucoup pensaient que c'étaient les Américains et uniquement eux qui étaient visés. La politique arabe de la France était censée nous mettre à l'abri de ce genre

de menaces ». Ensuite, « la tendance très lourde était que chaque théâtre avait sa logique propre » : le terrorisme algérien ne pourrait viser que l'Algérie et la France, les Cachemiri l'Inde, le djihad égyptien l'Égypte, etc. Face à une mondialisation du terrorisme, la mondialisation des services de renseignement est à la traîne. Jean-Jacques Pascal regrette par exemple que les Allemands se montrent un peu trop obnubilés par le PKK à cause de leur forte communauté turque.

Il plaide aussi en faveur d'une duplication de l'arsenal judiciaire français qui, par le délit d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », permet d'intervenir très en amont des attentats. Celui qui en fait un usage pour certains abusif, pour d'autres salutaire, Jean-Louis Bruguière, traverse l'Atlantique en janvier 2000 pour exposer au FBI les menaces islamistes : « Nous avons la preuve, dit-il, que [Ressam] avait été chargé de préparer un attentat aux États-Unis », qu'il a séjourné en Afghanistan et que des réseaux dormants se trouvent certainement sur le sol américain. Par la suite, il affirmera avoir transmis près de trois mille pièces de procédure. Les Américains lui apparaissent perdus « dans cette nébuleuse, cet entrelacs de structures, de réseaux, de groupes composés d'individus ayant plusieurs pseudonymes. Des noms d'autant plus compliqués qu'il y avait peu d'arabophones et de spécialistes du monde musulman parmi eux[1165] ». Il faut dire que la coopération FBI-CIA est exécrable. De surcroît, la problématique islamiste pour les Américains tend à se résumer à la seule personne de Ben Laden. Tels les chasseurs de primes au Far West, ils concentrent la plupart de leurs efforts sur sa traque en Afghanistan, initiant le plus vaste recrutement de sources depuis l'invasion soviétique. Mais le Saoudien est une anguille qui leur échappe, sans cesse.

De son côté, la DGSE se limite à relever les éléments se rattachant à al-Qaida quand ils apparaissent dans ses filets. « Elle n'était clairement pas notre priorité », raconte Sévérien. C'est ainsi que le journaliste Ian Hamel relate, sans y croire, que la DGSE aurait appris en juillet 2000 que Ben Laden souffrait de « problèmes rénaux et dorsaux[1166] ». Elle aurait même obtenu le numéro de série d'un appareil de dialyse devant lui être livré. Selon une source proche des services, il s'agit d'une pure intox : comment le Saoudien pourrait-il endurer les conditions de vie spartiates que lui impose la traque de la CIA ? D'ailleurs, son garde du corps, le Saoudien

Abou Jandel, témoignera que, durant les trois années vécues quotidiennement à ses côtés, il ne l'a vu malade qu'une fois, qu'il ne souffrait pas des reins, mais du larynx à cause, dira-t-il, du napalm utilisé par les Soviétiques1167. Deux pistes s'avèrent plus sérieuses. En premier lieu, la DGSE décortique les circuits financiers, analysant à la loupe les opérations des ONG islamiques et leurs éventuels liens avec le terrorisme. D'autre part, il y a les filières djihadistes qui continuent à tracasser les services puisque des Français les empruntent tel Brahim Yadel qui, une fois arrêté, déclarera à la DST être parti « pour des raisons religieuses. […] Mon but était la défense d'un État islamique. […] Je voulais me battre contre l'alliance du Nord1168 » : al-Qaida a enfin réussi à retourner le djihad contre le Panjshir.

Au début 2000, la DGSE augmente sa connaissance sur ces réseaux au hasard d'une visite à Islamabad de Jean-Claude Cousseran et de son directeur de la stratégie, Bruno Joubert. Les relations avec l'Isi se sont en effet largement distendues depuis quelques années, la reprise des essais nucléaires par le Pakistan y étant pour beaucoup. La direction générale veut rétablir un dialogue constructif, le relais pakistanais étant des plus utiles pour l'Afghanistan. Mais sur quels sujets réamorcer la discussion ? Alors que le nucléaire semblait le plus évident, les analystes de la centrale ont argumenté en faveur des filières djihadistes utilisées par les Maghrébins. Il insiste : « le *deal* devait porter sur les filières arabes, pas sur les Taliban : les Pakistanais n'auraient jamais accepté que nous marchions sur leurs plates-bandes. » Reste à déterminer les éléments du dialogue : que peut proposer en échange la DGSE ? Les Français ont par le passé fourni aux Pakistanais quelques matériels, dont deux Falcon équipés par la suite pour la guerre électronique. Mais ils ont bien mieux dans leur besace : les satellites, seuls les Américains pouvant rivaliser avec eux parmi les alliés du Pakistan.

Cousseran et Joubert donnent leur accord : un accès à certaines informations satellitaires contre les filières. Dans le courant 2000, des opérations communes, comme l'infiltration des combattants arabes sont donc menées par la DGSE non pas avec l'Isi, mais avec l'Intelligence Bureau (IB), dépendant du ministère de l'Intérieur. Aux Pakistanais l'action proprement dite, aux Français l'analyse, le recoupement des données

récupérées. « Cela nous a permis, indique Sévérien, de pénétrer certaines structures comme l'université à Kaboul ou l'entourage de diverses personnalités taliban. » De manière plus subsidiaire, le chef de poste obtient enfin des photos du mollah Omar d'excellente qualité.

La DGSE conforte ainsi sa position dans la région. Nul autre service ne peut se targuer d'échanger et avec les Taliban et avec Massoud. La CIA ne discute plus qu'avec le Front uni, le BND allemand est très actif au Pakistan, mais il se concentre sur le trafic de dérivés nucléaires (mercure rouge, tritium, etc.).

Sévérien peut également bénéficier de la fenêtre sur le Tabligh mise en place par ses prédécesseurs. Invité au rassemblement de Raiwind, il se fait présenter quelques-uns de la quarantaine de Français et de francophones qui y assistent. « Au déjeuner, relate-t-il, j'ai rencontré deux jeunes issus de l'est de la France, qui n'étaient pas musulmans de naissanceI. Mais ils ont eu à la mosquée cette écoute qu'ils n'avaient trouvée nulle part ailleurs. Le Tabligh leur a proposé des voyages en Arabie saoudite, au Pakistan, en Inde, tous frais payés : ils n'étaient plus prisonniers de leur tour HLM. » Nichés dans les immenses camps de tentes servant de dortoirs ou de lieux de prière se tiennent des markaz, ces petits marchés où les pèlerins viennent essentiellement chercher leur nourriture. Aux côtés des boulangeries et des épiceries se dressent les stands prosélytes des diverses organisations terroristes de la région, essentiellement à destination du Cachemire : c'est là que les mauvaises rencontres s'opèrent.

L'ensemble des sources permet à Sévérien de peaufiner encore la vision de la DGSE des camps d'entraînement afghans qui monopolisent de plus en plus l'attention. Ces ensembles de baraques et de stands de tir, ils restent très difficilement localisables par satellite. Les analystes photo cherchent en général à repérer un rectangle qui en est le cœur : tout camp en effet, si rudimentaire soit-il, se dote d'une mosquée en dur. Mais le renseignement humain demeure le plus efficace. Depuis Adrian, la DGSE mène ses propres tentatives d'infiltration qui rencontrent des succès divers. Tel Pakistanais revenu auréolé de ses faits d'armes au Cachemire semble ainsi à Sévérien pouvoir faire un bon instructeur en Afghanistan. Sauf que les Arabes se méfient comme de la peste des Cachemiri : lorsqu'il arrive à Kandahar, ses trois compagnons arabes sont immédiatement pris en charge, pas lui. De

fait, la plus grande vigilance est de mise de l'autre côté de la frontière où al-Qaida a même mis sur pied un service spécialement chargé de débusquer des taupes. Selon le garde du corps de Ben Laden, au moins sept auraient été démasquées1169.

En retour, Sévérien et son équipe doivent apporter un soin méticuleux dans le recrutement de leurs sources. Ce qui distingue la DGSE de la CIA n'est pas tant le budget que l'utilisation qui en est faite. Grâce à leurs fonds presque inépuisables, les Américains achètent en effet des tribus entières, avec les risques inhérents de gaspillage. La DGSE, elle, doit dûment sélectionner, à l'intérieur de chacune d'entre elles, l'individu qui sera le plus rentable. C'est ainsi, relate Sévérien, que, « à une réunion, mon homologue de la CIA m'a sorti une photo satellite de haute résolution du camp de Darounta, mais sans me laisser en prendre copie. Je lui ai sorti nos photos à nous, qui l'ont stupéfié mais sans l'autoriser non plus à les conserver : il était vert de rage ». Et pour cause : Sévérien a équipé certaines de ses sources d'appareils photo. Ce sont donc des prises de vue de l'intérieur qu'il est capable d'exhiber. Darounta, il est vrai, est le camp le mieux connu des Français depuis presque une dizaine d'années. Situé près de la ville du même nom et de la route menant à la Khyber Pass, dans un vallon isolé, il est considéré comme très sûr par les Arabes. La proximité d'un barrage hydroélectrique lui a de plus permis d'échapper aux frappes de Tomahawk. Les stagiaires ne s'y mélangent pas. Nord-Africains d'un côté – ils ne reçoivent en général qu'une formation religieuse –, Afghans et Pakistanais de l'autre, séparés des membres d'al-Qaida destinés à intervenir à l'étranger qui, eux, sont placés sous le contrôle direct de Ben Laden. Les fonds, affirme la DGSE1170, proviennent de l'organisation du Saoudien, mais aussi d'ONG musulmanes, de collectes dans le Golfe, enfin de la participation des stagiaires. Grâce à ses sources, Sévérien apprend que, dans une zone sécurisée, des poisons sont mis au point et testés sur des chiens. La crainte étant maximale de la détention d'armes chimiques et bactériologiques par al-Qaida, la centrale lui demande de récupérer des bouts de cadavres d'animaux qui sont enterrés non loin. « Mais ma source n'a pas pu le faire, note-t-il : trop dangereux1171. »

Très attentifs également au risque de fabrication d'une bombe « sale », les services français ont établi en 1997 qu'une faible quantité d'uranium a

probablement été en possession des Taliban, en fait un déchet enterré par les Soviétiques à leur départ de Kaboul[1172]. Des ingénieurs spécialisés dans le nucléaire ont été approchés par la nébuleuse terroriste en Algérie, au Pakistan, en Irak, en Iran. Mais rien n'atteste du moindre progrès en la matière. Au contraire, il semblerait qu'al-Qaida ait été menée en bateau par des trafiquants d'Europe de l'Est. Une somme colossale d'argent aurait de même été offerte aux Tchétchènes pour l'acquisition de têtes nucléaires russes. Sans succès, mais les services occidentaux sont sur leurs gardes.

La coopération avec les Américains peut parfois faire des étincelles, comme lorsque la DGSE se voit demander son aide pour arrêter une personnalité sur laquelle elle est la mieux renseignée. « Chaque fois qu'on approchait de l'opération, note Sévérien, la sécurité se renforçait autour d'elle. Nous avons donc finalement refusé[1173]. » Colère de la CIA ! Sévérien évite une autre source de conflit lorsque les Taliban lui offrent des pièces détachées de ce qu'ils appellent avec humour les « missiles Monica », en fait les Tomahawk tirés en plein scandale Lewinsky. « Regardez, arguënt-ils, vous en apprendrez beaucoup ! » Le chef de poste réplique qu'il est sûr du contraire, et la centrale lui ordonne d'en rester à distance : les Américains le prendraient comme une compromission…

Sévérien et son chef de secteur, Adrian, persistent à croire que les Taliban peuvent être amenés vers des positions moins radicales. Ils ne sont pas les seuls. La journaliste du *Monde* Françoise Chipaux déclenche la colère des féministes en titrant un de ses reportages en Afghanistan « La condition des femmes s'est quelque peu améliorée à Kaboul[1174] », où elle relate l'ouverture de treize écoles primaires pour filles, rebaptisées « écoles d'enfants ». « C'était toujours dans la plus grande discrétion, affirme Jean-Yves Berthault, car cela faisait partie des petits arrangements entre modérés et extrémistes. Des choses étaient accordées pendant un temps, puis à nouveau interdites. Il fallait savoir composer habilement et ne pas les brusquer[1175]. » Qui croire alors que la commission des droits de l'homme de Onu, elle, décrit une « situation effroyable[1176] » ? L'auteur du rapport, la Sri Lankaise Radhika Coomaraswamy, qualifie de « dérisoires » les dernières améliorations : « Aucun régime de par le monde qui traite les femmes comme les Taliban ne devrait être accepté dans la communauté des nations[1177]. »

L'explication de la divergence de vues tient vraisemblablement dans la perception du régime taleb. Certains le voient homogène, implacable, d'autres lui reconnaissent des failles qu'ils veulent creuser. Il n'y a rien d'étonnant à ce que la DGSE s'y essaie, à moins que les services ne soient condamnés à ne discuter qu'avec les partis dits respectables, auquel cas ils n'auraient plus aucune utilité. La vraie question est dans la limite à imposer à leur action. La DGSE compte-t-elle seulement assurer la sécurité de ses compatriotes en Afghanistan, enrichir ses connaissances sur le terrorisme ou tenter de peser sur le régime ?

À son investigation, le 6 février 2000, un nouveau cran est franchi dans les relations avec la France. Un an après Moutawaqil, Abdul Rahman Zahed, vice-ministre des Affaires étrangères, conduit à Paris une délégation taleb que l'ancien chef de poste à Islamabad, Patrice, accueille à l'aéroport. Toujours à la manœuvre, le Service action assure la protection des Afghans ou plutôt leur isolement, car tout contact avec la presse est proscrit. Finalement informée, la presse se livre à des courses-poursuites dans Paris pour parvenir à capturer un visage. L'escorte policière la tient à bonne distance quand les Taliban pénètrent au Quai d'Orsay puisque, même si le ministère des Affaires étrangères précise qu'il ne s'agit pas d'une visite officielle, une nouvelle rencontre a été prévue et, semble-t-il, toujours avec la sous-directrice Asie méridionale. Une fois encore, l'écho que les Taliban donnent à la rencontre en Afghanistan suffit à mesurer son impact. « Ils ne racontaient pas qu'ils avaient été reçus par une femme, relate Sévérien, mais que le Quai d'Orsay leur avait réservé le meilleur des accueils et cela suffisait à leur prestige. » Ils en font d'ailleurs tellement que le directeur Asie demande au chef de poste de leur conseiller plus de retenue afin que la diplomatie française ne passe pas pour complice du régime[1178]. Contrairement à ce qui sera écrit après le 11-Septembre, le Quai d'Orsay reste d'une prudence de Sioux.

Le directeur Asie, François Dopffer, convient cependant qu'« il y eut bien un domaine dans lequel [il a] estimé que nous pouvions coopérer avec les Taliban, mais à travers l'Union européenne : la drogue ». En 1999, l'Afghanistan a produit 4 581 t d'opium, soit 75 % de la production mondiale, en augmentation de 70 % par rapport à 1998. Constatant que 97 % de cette production provient de zones contrôlées par les milices

taliban, l'organisation internationale du contrôle des stupéfiants estime « douteuse[1179] » leur volonté d'éradication. Le directeur du Pnucid, pour l'Afghanistan et le Pakistan, Bernard Frahi, ne se prive pas d'expliquer à Akhundzada – chargé du problème à Kandahar – que le décret prévoyant la destruction d'un tiers des surfaces pris par le mollah Omar en août est inapplicable : comment un chef de district peut-il s'assurer de ce genre de quotas sur des parcelles couvrant plusieurs centaines d'hectares ? Il faut tout interdire ou tout tolérer. De fait, en février 2000, une « *preliminary survey* » – une mission exploratoire en langage onusien – permet d'estimer que les surfaces cultivées sont à peu près semblables à celles de 1999. En réalité, les chiffres plus précis de l'ONUDC[II] démontreront sous peu que, si la production a bien diminué d'un tiers, les surfaces cultivées, elles, n'ont chuté que d'un dixième, de 91 000 à 82 000 ha. Et, à dire vrai, Bernard Frahi n'a qu'à s'en réjouir : il tient la preuve tangible, indiscutable, qu'un décret du mollah Omar n'a pas été appliqué, une atteinte gravissime à son honneur et à celui de tous les dignitaires. Aussi compte-t-il bien la brandir quand, le 2 mai suivant, les Taliban le font venir à Kandahar. Tandis que le mollah Motmaïn, porte-parole du mollah Omar, reste impassible, le mollah Hassan ressort la complainte habituelle sur l'absence de reconnaissance internationale. Si, en tant que fonctionnaire de l'Onu, Frahi n'a pas le pouvoir de négocier avec eux, il peut en revanche user de conseils :

– Éliminez l'opium, lance-t-il. C'est une mesure facile à contrôler, nous avons nos satellites pour cela. Les journalistes pourront en témoigner. Vous verrez, les répercussions internationales seront exceptionnelles[1180] !

– Ah bon ? lâche le mollah Hassan avec une candeur surprenante.

Frahi développe alors un argument capital : en mai 1992, il était en responsabilité dans la plaine de la Bekaa quand les Syriens ont accepté, sous pression de l'Onu, d'y éradiquer le pavot. La communauté internationale n'y a pas cru dans un premier temps, mais, un an plus tard, elle dut bien admettre son erreur à tel point que la drogue fut l'un des trois sujets évoqués par George Bush avec Hafez el-Assad lors de leur rencontre en 1993. Frahi fait le parallèle avec l'Afghanistan, autre pays musulman, qui pourrait bénéficier par ce biais, comme la Syrie en son temps, d'une tribune internationale et de formidables retombées pour son agriculture. Et il enfonce le clou en exhibant le décret d'août 1999 :

– Vous m'avez mis en situation inconfortable ! À Vienne, j'affirme que vous êtes des gens responsables, que vous représentez la population afghane. Or les surfaces cultivées n'ont pas diminué d'un tiers. Je perds donc la face et Mollah Omar n'est pas pris au sérieux.

Les deux mollahs sont piqués au vif, eux qui sont avides de démontrer leur pouvoir. Rendez-vous est pris pour le lendemain, le temps d'informer le commandeur des croyants de la teneur des discussions. Ils reviennent avec un message mystérieux :

– Vous allez assister bientôt à quelque chose d'exceptionnel !

De fait, le 27 juillet, le mollah Omar décrète la prohibition de la culture de l'opium. Les administrateurs de district ne pourront plus jouer sur les difficultés à faire respecter la règle du tiers pour laisser la production perdurer. Des comités de surveillance patrouillent, les contrevenants sont emprisonnés. Les dégâts risquent d'être dévastateurs pour une population subitement privée de son principal revenu, mais les Taliban y voient le prix de la reconnaissance internationale. Ce n'est pas leur seul geste. Catherine Bertini, chargée du Pam à Kaboul, les fait revenir sur l'interdiction faite aux femmes de travailler dans les agences de l'Onu non médicales : sa menace de fermer les boulangeries – qui emploient trois cent soixante Afghanes – suffit à les en dissuader. Le 17 août encore, les mollahs rouvrent le musée de Kaboul, pour eux un concentré d'œuvres impies. L'entreprise de séduction opère aussi sur le champ de bataille. Sévérien est invité à Charikar pour rencontrer des commandants qui auraient abandonné Massoud : « Pourquoi le soutenez-vous alors qu'il est mort ? en profitent-ils pour demander. C'est un agent des Russes et il va perdre ! » Le chef de poste de la DGSE a l'habileté de leur répondre : « Massoud a la reconnaissance internationale pour lui. Faites pression pour obtenir une représentation à l'Onu, et alors nous pourrons reconsidérer notre position[1181] ! » Il ignore que, quelques kilomètres plus loin, dans l'autre camp, au même moment, se trouve Vladimir. Cas vraisemblablement unique dans la région de deux membres d'un service occidental face à face.

Massoud pour sa part traverse des difficultés. En novembre 1999, l'un de ses précieux alliés, Najmudin Khan, a été tué dans le Badakhshan. Quand Gary Schroen, de la CIA, lui rend visite en mars 2000, il trouve l'homme « charismatique » et « sage », mais il rabâche aussi tous les reproches

colportés par l'Isi : « [Massoud] a aussi laissé ses hommes participer au meurtre de milliers de Hazaras à Kaboul » ; « il a aussi trempé dans le trafic de drogue » ; enfin, « à des époques diverses, il a accepté de l'argent des Russes, des Iraniens, des Indiens et des Américains »1182.

Les visiteurs qui se succèdent dans le Panjshir traduisent le changement de perception du problème afghan en Occident. Au début de l'été, le chargé d'affaires français à Kaboul apprend ainsi qu'un groupe de femmes envisage de s'y rendre. En fait, il s'agit d'une délégation des quarante Américaines, Françaises, Espagnoles et Algériennes de l'association Negar-Soutien aux femmes d'Afghanistan, créée par Shoukria Haidar et Chantal Véron, qui sont venues à Douchanbe le 25 juin manifester leur soutien aux femmes qu'elles disent opprimées par les Taliban. Comme Massoud n'a pu les rejoindre, elles ont décidé de lui apporter elles-mêmes la charte des droits de la femme qu'elles ont rédigée pour rappeler, notamment, le droit à l'égalité entre hommes et femmes, à la sécurité personnelle, à la santé physique et mentale, à l'éducation, au libre usage du voile. Jean-Yves Berthault avertit les Taliban qu'il doit en urgence se rendre chez Massoud. « De toute façon, explique-t-il, grâce à leur service de renseignement ou grâce aux Pakistanais, ils auraient appris mon voyage. Je préférai le leur dire moi-même1183. » Il peut donc aller déclarer au commandant : « Je comprends l'intérêt médiatique que peut avoir cette démarche pour vous. Mais les Taliban vont s'en irriter. Les plus radicaux vont se retourner contre les Français qui sont de loin les plus nombreux en Afghanistan. Nous savons ce que la France vous apporte comme aide, pourquoi ne continuez-vous pas à en profiter dans le secret ? D'autre part, vous savez que ces femmes vont se comporter dans le Panjshir comme en Europe. Elles vont choquer. » Le commandant le remercie, mais il réserve ses commentaires pour le groupe de femmes qui vient finalement le 2 juillet à Khodja Bahauddin. Le diplomate, se moque Massoud, l'aurait adjuré de rester à l'écart de la manifestation afin que sa sécurité à Kaboul n'en pâtisse pas !

« Un procédé malhonnête », réplique en 2010 Jean-Yves Berthault : « Ce n'était évidemment pas pour moi que j'étais venu, mais pour la sécurité des ONG, qui était ma plus grande crainte. Je ne souhaitais pas découvrir un beau matin deux humanitaires français pendus aux lampadaires de Kaboul. » De fait, vu le soutien de la DGSE apporté à Massoud, les Taliban

auraient déjà, s'ils le souhaitaient, bien des raisons de s'en prendre au diplomate. Les propos du commandant auraient-ils été mal compris ? De toute façon, la manifestation reste avant tout dans le domaine du symbolique. Comme les organisatrices n'ont pas réussi à convaincre des femmes politiques françaises, la couverture médiatique est faible. De plus, Massoud accepte de signer la charte, mais il y ajoute à la main : « en respect des traditions ». Manière précautionneuse de prendre ses distances avec l'initiative, affirment ses adversaires. Simple conformation au fonctionnement de la société afghane, rétorquent les autres. C'est en réalité la traduction du positionnement difficile du commandant, obligé à la fois de séduire l'Occident et de rassurer les Afghans. D'ailleurs, le malaise est suffisant chez Negar pour que l'association décide de ne pas faire de publicité sur le soutien apporté par Massoud : trop compliqué à expliquer. Comme l'est à vrai dire toute la situation en Afghanistan qui ne saurait se réduire à un combat entre pro et anti-tchadri.

Nouvelle visite mi-juillet. Comme le Panjshiri ne vient pas en France, les hommes politiques continuent de venir à lui : après Lalonde et Madelin, le député européen et général Philippe Morillon, les députés Jean-Michel Boucheron, socialiste, et Richard Cazenave, RPR, sont emmenés par deux complices de longue date du commandant, Christophe de Ponfilly et Bertrand Gallet, le tout cornaqué par Vladimir, qui, sans révéler son appartenance à la DGSE, est là autant pour s'assurer du bon déroulement du séjour que pour ne rien manquer de la conversation… Là encore, Ponfilly tempête contre l'absence de télévisions à la conférence de presse au retour : « À vous de jouer, s'exclame-t-il à l'adresse de la classe politique. Quittez cette "neutralité active" qui n'est en fait pas aussi neutre qu'il y paraît[1184]. »

L'attitude de la France ne varie pas mais, en 2000, États-Unis et Russie élisent de nouveaux présidents : un changement serait-il en vue ? Vladimir Poutine se montre très préoccupé par l'islamisme à ses frontières. Il facilite donc à Massoud, qu'il rencontre, l'accès à certaines armes dont des chars. Le commandant ne les ayant jamais utilisés que comme des pièces d'artillerie, il demande à Johan Freckhaus de lui dénicher une documentation sur l'emploi de l'arme blindée dans les combats d'infanterie. Le fait qu'il la veuille en français témoigne que nul autre que lui ne la lira.

Rien à attendre en revanche du côté de Washington. Pourtant le plan de Massoud semble séduisant : il projette en effet d'allumer des feux de révolte sur toute la lisière nord et ouest, où les Taliban sont faiblement implantés, puis de souffler pour que le feu prenne partout, lui-même ralliant l'une après l'autre les poches avec ses troupes. Une fois l'emprise sur le Nord assurée, il appuierait dans le Sud les rebelles pachtounes au régime de Kaboul, dont Hamid Karzai et Abdul Haq. Mais, au département d'État, le numéro trois, Thomas Pickering, compare son alliance au si fragile Congrès national irakien : pas question de l'aider militairement. La CIA non plus n'y croit pas. Karzai, pour elle, n'a pas assez d'influence, Abdul Haq est un fort en gueule égocentrique. Seuls quelques éléments de la direction des opérations comme Cofer Black plaident la cause de Massoud, mais la partie est rude : au Conseil de sécurité nationale, Richard Clarke parle du Front uni tout bonnement comme de « trafiquants de drogue, qui violent les droits de l'homme. Ils représentent une minorité ethnique. Ce n'est pas quelque chose autour de quoi vous allez construire un gouvernement national ».

Le seul élément qui renverserait probablement la vapeur en faveur de Massoud à Washington est l'aide qu'il pourrait apporter à la traque de Ben Laden, mais le Saoudien demeure hors de sa portée. Le commandant le répète à Vladimir qui vient livrer dans le Panjshir un simulateur de tir pour Milan, ainsi que quelques exemplaires de missiles. Pas de quoi bien sûr modifier le cours des événements, mais la simultanéité avec la prise par les Taliban de Taloqan, le 15 septembre, après un mois de siège, permet aux services français d'affirmer qu'ils sont toujours aux côtés de Massoud quelle que soit la tournure des événements. La ville en effet était le siège politique du Front uni, qui se replie sur Takhar, dans le Badakhshan, dernière province en sa possession outre le fief du Panjshir. Beaucoup prédisent en Occident une fin rapide, les lignes de ravitaillement de Massoud seraient en effet désormais coupées, ce que dément Johan Freckhaus. Pourtant, c'est un Massoud quelque peu abattu qu'interroge *Le Figaro :* « Je n'ai aucun soutien étranger, explique-t-il. Si j'en disposais comme les Taliban, l'histoire aurait été différente. […] Nous nous sommes battus à un contre cinq, nous avons résisté des années durant. Maintenant, je ne sais pas ce qui va se passer[1185]. » C'est que le vent semble de plus en plus tourner. Moscou se montre plus réservé à l'égard de l'Afghanistan,

sans doute sous l'effet d'un récent rapprochement entre Poutine et Musharraf, ainsi que des déclarations apaisantes de Moutawaqil sur l'absence de visées taliban en Asie centrale. L'Iran rouvre également son consulat à Herat, un représentant commercial taleb est autorisé à s'installer à Téhéran. Enfin, les Taliban envoient une délégation à New York.

Un dernier coup de poignard, en tout cas perçu comme tel, atteint Massoud : le 22 septembre 2000, le vice-ministre des Affaires étrangères, Zahed, revient à Paris, sept mois à peine après son premier voyage. Pour le journaliste pakistanais Ahmed Rashid, l'un des plus au fait sur la situation, il ne fait guère de doute qu'il s'agit d'un « tournant significatif de la politique étrangère1186 » de la France : « Paris semble avoir décidé que la paix en Afghanistan viendrait uniquement en travaillant avec, et non contre, les Taliban. » Il y aurait selon lui un *deal* : contre l'appui diplomatique français, le régime taleb aiderait la France à améliorer sa position commerciale dans la région, particulièrement Total qui fait déjà partie d'un consortium exploitant le grand gisement iranien, et qui, à peu près au même moment, signe un contrat avec Parco, société détenue conjointement par le Pakistan et Abu Dhabi, gérant de la plus importante raffinerie pakistanaise. La présomption ressemble pourtant à un vieil épouvantail. De 1998 à 2001, Jean-Yves Berthault affirme n'avoir vu qu'une seule fois deux représentants de la compagnie pétrolière, désireux de s'informer sur l'état politique de l'Afghanistan, et qui repartirent en déclarant que rien ne pourrait y être entrepris vu les conditions calamiteuses. Tous les chefs de poste de la DGSE à Islamabad depuis 1992 sont à l'unisson pour témoigner ne jamais avoir eu vent de visées de Total dans la région. Pas la peine de toute façon d'aller chercher le pétrole : « Le canal avec les Taliban, témoigne Loïc Hennekinne, alors secrétaire général du Quai d'Orsay, est purement pragmatique. Il ne fallait pas se couper du régime en place. Il n'y avait évidemment aucune sympathie1187. »

Le Point est le seul à flairer le vrai motif de la venue de Zahed : l'ouverture d'un bureau officieux à Paris1188. Pour son titulaire, les Taliban pensent avoir un candidat tout trouvé : Amin Wardak. Réfugié à Paris, celui-ci ne les a pas ralliés, mais il ne les renie pas non plus. « J'affirme surtout, écrira-t-il, que le régime précédent était bien pire1189. » Zahed, accompagné de deux autres Taliban, le rencontre dans son appartement où

quelques figures de la diaspora afghane ont également été conviées. « Une soirée réussie[1190] », conclut Wardak qui affirme cependant avoir repoussé l'offre.

Une course contre la montre est engagée avec les durs du régime. Le 12 octobre, l'attentat d'al-Qaida contre le bâtiment américain *USS Cole* ôte la vie à dix-sept marins. Obnubilé par les élections présidentielles, Washington ne réplique pas de peur de plomber la campagne d'Al Gore par un éventuel échec. Certes, les partisans de Massoud parviennent enfin à mobiliser la CIA, mais le plan d'aide conséquent qui est élaboré – de l'argent, des hélicoptères, des camions, des munitions, un peu d'artillerie, mais ni avions, ni chars, pour un coût estimé de 50 à 150 millions[1191] – est finalement retoqué, la tendance favorable aux Taliban, et surtout au Pakistan, l'emportant fin décembre. Massoud continue à ne compter que sur ses voisins : début novembre, le ministre de la Défense russe, Igor Sergueïev, et celui des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazi, sont venus à Douchanbe étudier avec lui comment mieux résister aux Taliban. Exactement dans le même temps, le groupe « six plus deux », auquel les trois pays participent, planche avec les mollahs sur une sortie de crise qui pourrait se résumer au versement d'une aide financière massive par les grands voisins de l'Afghanistan contre la formation d'un gouvernement de coalition et l'assurance du respect des droits de l'homme. Le 30 octobre, reçues au Quai d'Orsay, les ONG françaises dénoncent l'absence d'initiative de leur gouvernement, et des Européens en général. Elles haussent encore le ton quand l'Onu décide de sanctionner le régime taleb par la résolution 1333 votée par la France. Pourtant, Hubert Védrine avait annoncé que, « le plus souvent, les sanctions aveugles et mécaniquement reconduites frappent beaucoup plus les populations… que les dirigeants[1192] ». Embargo sur les armes, saisie des avoirs à l'étranger, interdiction de voyager pour les dignitaires. L'Afghanistan est désigné comme le foyer du terrorisme international et se voit demander l'expulsion de Ben Laden, la fermeture des camps d'entraînement, l'interdiction effective de l'opium et des garanties sur la sécurité des organismes humanitaires. Les Taliban sont furieux : le Front uni, lui, peut continuer à acheter des armes. Huit ONG françaises – toutes les historiques à part MSF – pronostiquent une crise humanitaire sans précédent, liée à la grave

sécheresse affectant le pays, et disent craindre des représailles. Pour l'heure, les Taliban se contentent de se retirer des discussions de paix et de fermer à Kaboul les bureaux de l'Onu que le personnel a abandonnés par précaution la veille.

L'attitude des ONG provoque un débat. D'aucuns leur reprochent le maintien de leur présence dans la capitale, soit exactement l'inverse des années 1980. Les Kabouli seraient-ils, selon eux, moins à aider avec des mollahs à leur tête qu'avec des communistes ? *A contrario*, pourquoi les humanitaires acceptent-ils aujourd'hui les lois arbitraires qu'ils refusaient hier ? Certes, il n'y a pas d'occupation étrangère aussi flagrante que celle des Russes, mais l'interventionnisme d'Islamabad est un secret de Polichinelle. Longtemps installées au Pakistan, les ONG françaises ont appris à composer avec ce paramètre du casse-tête afghan, si difficile à supporter soit-il pour les défenseurs de l'indépendance du pays. Quitter maintenant Kaboul serait abandonner à son triste sort la population dont elles ont commencé à s'occuper – nuance capitale – avant l'arrivée des fous de Dieu. La plupart se fixent donc une limite semblable à celle édictée par MSF dont quarante membres sont alors à l'œuvre : que les contraintes imposées par les Taliban n'obèrent pas la capacité d'œuvrer où, avec et au profit de qui elles souhaitent – ainsi des femmes travaillent-elles ou consultent-elles dans les dispensaires de MSF.

Ce pragmatisme les met en porte-à-faux. « Nous sommes plus que jamais entre le marteau et l'enclume, l'Onu appelant au secours tout en provoquant le durcissement de la situation[1193] », explique Guy Caussé, responsable de MDM dans le pays. Il est clair cependant que l'intervention des humanitaires profite aux Taliban qui, incapables d'administrer le pays, trouvent avec eux des supplétifs providentiels, mais les utilisent également comme une preuve de leur ouverture au monde. « Les Taliban sont tranquilles, ils ont trouvé leurs avocats[1194] », en déduit par exemple la journaliste Françoise Causse. Deux points méritent cependant d'être soulignés. D'une part, le Front uni bénéficie également de l'aide des ONG. Ensuite, en quoi affamer la population et la priver du peu d'éducation qu'il lui reste fera-t-il plier un régime si obtus ? L'enjeu de la présence des ONG peut être sujet à des questions, mais envisager dorénavant leur départ serait à la fois catastrophique pour les Afghans et bénéfique pour les durs du

régime qui pourraient l'exploiter comme une nouvelle preuve de l'égoïsme occidental. Sans ignorer l'intérêt financier que certains peuvent retirer de la prolongation de leur séjour en Afghanistan, il ne faut pas transformer les ONG en boucs émissaires d'une absence de réflexion sur le sort du pays.

Le chargé d'affaires Jean-Yves Berthault, lui, ne ménage pas ses efforts. En 2000, défendant la troisième voie, il a à nouveau accompagné Hamid Karzai à Paris où il a été reçu par le Quai d'Orsay et la DGSE. Le Pachtoune s'est vu refuser un soutien financier, mais il n'en porte pas grief à la France à en juger par le document qu'il vient apporter à Berthault au début 2001. Dessus, une liste de noms. « Il y avait de grosses pointures, se souvient le diplomate, ainsi que des membres de la diaspora, très majoritairement pachtounes. Beaucoup ont occupé les plus hautes fonctions après 2001. » En fait, ce n'est rien de moins qu'un plan de soulèvement détaillé que Karzai propose en demandant une certaine somme d'argent pour le financer. La DGSE est habituée à ce genre d'opérations, mais Sévérien est sceptique. D'abord, il croit savoir que Karzai a déjà fait la même offre à l'ambassade américaine à Islamabad, qui l'aurait refusée. Son train de vie confortable laisse aussi planer quelques doutes sur ses rapports avec l'argent. Mais rejeter l'offre de but en blanc serait une faute grossière. Même si les Popalzaï ne sont pas majoritaires, ils ont une influence non négligeable et puis les alliances se font si vite en Afghanistan ! Sévérien obtient donc de prendre connaissance de la liste des chefs et des commandants qui ont donné leur accord à Karzai. Plusieurs rencontres sont organisées à Islamabad pour étudier les moyens nécessaires et le *modus operandi*, Sévérien obtenant du Pachtoune qu'il rédige de sa main le rapport final afin de conserver une trace incontestable… Le projet avortera sans que Berthault en sache la raison. Pour sa part, Sévérien affirme qu'à force de proposer ses services à différents pays il semblerait que des fuites aient atteint Kandahar. Des individus présents sur la liste auraient été mis hors d'état de nuire par les Taliban. Peut-être au final la DGSE n'a-t-elle pas jugé Karzai suffisamment influent pour mener à bien le projet ou a-t-elle redouté d'ajouter du désordre à un contexte qui n'en a pas besoin ?

La nouvelle venue d'un Taleb à Paris, le 7 février 2001, tend à accréditer la deuxième hypothèse. Et elle fait scandale. Des associations comme Negar dénoncent une entorse aux sanctions de l'Onu interdisant tout

déplacement aux dignitaires du régime. Le Quai d'Orsay réplique que le mollah Abbas, ministre de la Santé, vient, « à sa demande », évoquer le cas des ONG françaises en Afghanistan. De fait, Solidarités et quelques autres associations, mais pas MSF ni MDM, assistent aux entretiens, ACF expliquant qu'il n'y avait pas de « raison de refuser de rencontrer quelqu'un que nous, ONG françaises, rencontrons régulièrement à Kaboul[1195] ». Pour souligner encore le trait, le porte-parole du Quai d'Orsay affirme que l'entrevue avec le directeur Asie a été « purement technique[1196] ». Mais le voyage a aussi, et peut-être surtout, pour objet de progresser dans l'instauration d'un bureau à Paris même si Hubert Védrine déclarera deux mois plus tard au Sénat : « Certains pays [ont] accepté l'existence officieuse dans leur capitale d'une représentation du régime taleb », la France, elle, a « toujours refusé »[1197]. Pourtant, le mollah Abbas rencontre à son tour Amin Wardak qui lui aurait renouvelé son refus de servir de représentant : « Je ne voulais pas d'un honneur qui m'oblige à me taire, affirme-t-il, et je n'étais pas d'accord avec leur politique, trop radicale. » La charge reviendra donc à Rahmatollah Safi, réfugié à Londres.

Ce cinquième voyage d'un ministre taleb donne lieu à plusieurs manifestations de protestation présentant le gouvernement français comme complice de l'abomination des mollahs et Wardak comme un Taleb. « Seul le groupe qui soutient Massoud m'accuse de cela[1198] », explique Amin. *Marianne* va justement interroger le Panjshiri : « La déception est grande, dit-il. La France, patrie des droits de l'homme, invite un responsable d'un mouvement qui soutient le terrorisme international, massacre les minorités ethniques, réduit les femmes en esclavage, gère la société uniquement sur des interdits. Je ne comprends pas cette visite[1199]… » Par ce discours, Massoud démontre sa science des opinions publiques : il sait où appuyer pour se donner le beau rôle et apparaître en Occident comme la conscience d'un Afghanistan meurtri et délaissé. De son côté, le gouvernement français, vivement attaqué, rappelle par la voix d'Hubert Védrine ce qui a été sa position depuis 1996 : « Maintenir un dialogue suivi avec les différentes parties au conflit afghan, ce qui ne signifie pas que tous les interlocuteurs afghans sont considérés ou traités de la même façon. » À ce titre, le ministre précise que « le message adressé aux Taliban a également pour objectif de leur faire comprendre qu'ils doivent mettre un terme au

soutien qu'ils apportent au terrorisme international, comme à la production et au trafic de drogue, que la France considère comme des menaces sérieuses pour la stabilité régionale et internationale et qui vont à l'encontre des intérêts de sa sécurité ».

La fermeté de cette déclaration en date du 4 avril s'explique en partie par un événement survenu entre-temps et qui, pour beaucoup, marque la fin des espoirs. Le 26 février, le mollah Omar ordonne par décret de détruire toute la statuaire préislamique en Afghanistan. Des antiquités sont vandalisées au musée de Kaboul et à Ghazni, mais c'est vers les bouddhas de Bamiyan que tous les regards se tournent. Le 1er mars, un commandant se met à l'œuvre. L'Unesco redemande en urgence à Pierre Lafrance d'intervenir. « Les Taliban ne sont plus ceux que vous avez connus ! le prévient leur ambassadeur à Islamabad. La sagesse n'y est plus de mise. Seule compte la charia. On ne peut plus raisonner qu'en termes religieux, la politique ne sert plus à rien. » Lafrance prend les avis de sommités religieuses comme le cheikh Youssef, très respecté des intégristes, ou le cheikh de la grande mosquée al-Azhar. Il rencontre aussi Sami ul-Haq, chef de la madrasa Haqqania, en espérant qu'il pourra peser sur ses anciens élèves devenus ministres. Un dossier est constitué et transmis à la Cour suprême taleb pour contester la décision de destruction au regard de la charia.

Des premiers bruits laissent croire au succès de la démarche : le mollah Omar aurait accepté un sursis. De nouveaux arguments pourront donc être amassés, les Pakistanais pourront se rendre sur place, tout comme le comité des oulémas. Comme une rencontre entre Moutawaqil et Kofi Annan est organisée à Islamabad, Lafrance d'expliquer au premier, ministre des Affaires étrangères taleb, que, chez les bouddhistes, les statues ne sont pas des idoles, mais une forme de commémoration. Le Coran oblige à respecter les témoignages des autres religions, car ils permettent de renforcer sa foi en l'islam. Les compagnons de Mahomet eux-mêmes l'ont fait, les Égyptiens également avec les vestiges des pharaons : les Taliban doivent faire de même avec les bouddhas. Moutawaqil murmure en prenant congé : « Je ne suis pas très optimiste, mais il ne faut jamais désespérer1200 ! » Le 11 mars néanmoins, alors que Lafrance transmet encore une lettre de l'Unesco à l'attention du mollah Omar, les Taliban annoncent que la

destruction a pris fin, information confirmée peu après par des photos et des vidéos.

Avec les bouddha, s'écroulent les espoirs d'ouverture d'un régime qui est apparu irraisonné, d'une obstination presque puérile comme lorsque le ministre de la Culture, Qudratullah Djamal, a conseillé aux Américains de s'adresser à Rabbani « puisque c'est lui que l'Onu reconnaît[1201] ». Ayant eu vent du projet de destruction, le chargé d'affaires français s'est rendu quelques jours auparavant à Kaboul avec une délégation des membres du comité exécutif de la Spach, ainsi que des ambassadeurs de Grèce et d'Italie au Pakistan, pour indiquer aux Taliban que la communauté internationale serait prête à faire des gestes en contrepartie de l'annulation. « Je pense, analyse-t-il, que notre visite eut malheureusement un effet contre-productif. J'ai compris *a posteriori* que les extrémistes avaient lancé à leurs opposants : "Ah ! vous voyez, les ambassadeurs ne viennent nous voir que pour les statues alors que nous demandons une reconnaissance depuis des années[1202] !" »

Dans une sorte de contre-pied caractéristique de sa manière, le régime éradique la culture du pavot. En février, Bernard Frahi, accompagné de deux officiers de liaison canadien et norvégien, ainsi que d'un expert agricole pakistanais, n'ont vu que des champs de blé dans le Nangarhar, le Laghman et le Kunar où était produits vingt-cinq pour cent de l'opium afghan. *Idem* dans le Helmand, qui assurait, lui, la moitié de la production. Le Français en atteste dans son rapport que publie le *New York Times* : « Bien que cela soit difficile à croire, aucun champ de pavot n'a été identifié dans la zone[1203]. » En mai, deux missions internationales partent le contrôler, l'une dans l'ouest du pays, l'autre dans l'Est, avant, chacune, de revérifier ce qu'a vu l'autre. La conclusion est sans appel : partout, même dans les régions les plus récalcitrantes, le pavot a disparu. Ainsi en 2001 la culture n'atteindra-t-elle que 185 t, correspondant en fait à la production dans la région aux mains de l'opposition. « Principalement, souligne Frahi, des fermiers pour leur usage personnel[1204]. »

Ici encore, l'interprétation du comportement taleb est périlleuse. Bernard Frahi pense à une volonté évidente de la part du régime de donner des gages à la communauté internationale. Mais, dans ce cas, pourquoi font-ils exploser les bouddhas exactement au même moment ? Certains y voient une

volonté de leur part d'être purs de toute compromission avant de lancer la lutte contre le monde. D'autres enfin évoquent le dessein de faire grimper les cours de l'opium : « Improbable, témoigne le chef de poste de la DGSE, les Taliban n'étaient pas en possession des centres de stockage qui étaient répartis entre les zones tribales, l'Ouzbékistan et l'Iran1205. » Ces premiers mois de 2001 sont en réalité la preuve d'un basculement indéniable du régime dans une folie autodestructrice que symbolisent deux événements. L'un, connu, est le mariage d'un fils du mollah Omar avec une fille de Ben Laden, eux qui se méprisaient cordialement quelques années plus tôt. L'autre, ignoré, et dont a connaissance Sévérien grâce à Qari Ahmadullah : les Arabes se sentent suffisamment en confiance pour faire une descente dans les locaux des services de renseignement taliban et rafler la plupart des documents détenus sur les djihadistes étrangers.

Les Français perçoivent vite les conséquences de la politique menée par les Taliban. D'abord, les réfugiés afghans affluent au camp de Sangatte près de Calais. Ensuite, plus personne n'y croyait, Massoud accepte de venir en Europe. Le 3 avril, un avion de l'Aga Khan le transporte à Paris en compagnie de l'Ouzbek Piranqul, du Hazara Anwari et du Pachtoune Aref Nourzaï, censés représenter toutes les tendances du Front uni. Fin mars, Abdullah Abdullah a été reçu par le secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères, pour étudier, officiellement, « la situation politique et humanitaire en Afghanistan ». Toutefois, ce n'est pas le Quai d'Orsay qui a lancé l'invitation, mais la présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine, suite au voyage fait l'été précédent par le général Morillon. Une interrogation est sur toutes les lèvres : qui va le recevoir en France ? Ses partisans rêvent d'une rencontre à l'Élysée. Même si le commandant n'est « que » vice-président de l'État islamique d'Afghanistan – le seul reconnu par l'Onu –, ils mettent en avant le symbole fort pour l'Afghanistan, mais aussi pour la France qui, en quelque sorte, se rattraperait du manque d'audace passé. Presse et intellectuels exercent une forte pression relayée par une partie du cabinet du président de la République à l'affût du « bon » coup » médiatique. Mais la cellule diplomatique y est franchement hostile, à l'instar de Jean-François Girault qui, chargé de la région, souligne que, « en tant que chef de guerre de la minorité tadjike, comme en raison de son image brouillée chez les Pachtounes, Massoud n'incarnait pas le

rassemblement ni n'était une issue. Nous redoutions également des représailles taliban contre nos organisations humanitaires. Enfin, Massoud n'avait pas les qualités et l'aura que lui prêtaient la presse et certains intellectuels ; comme chef de guerre, il avait commis beaucoup d'erreurs[1206] ». Erreurs que certains journalistes ne se privent pas de brocarder, tel Jean-Pierre Perrin à *Libération* avançant que « ses artilleurs – comme ceux des autres clans islamistes – [ont transformé] la capitale en Verdun », qu'il « ne cesse de reculer » depuis 1996, et qu'aujourd'hui il est « flanqué de chefs islamistes bornés, comme Burhanuddin Rabbani, le président afghan, et Rassoul Sayyaf, un criminel de guerre prosaoudien »[1207].

Avant de soumettre une proposition de position au président de la République, la cellule diplomatique se concerte avec Matignon et le Quai d'Orsay. Faire recevoir le commandant par le Premier ministre à Matignon aurait été un signe politique très fort. Pour sa part, au Quai d'Orsay, Hubert Védrine relate : « On m'a dit que Massoud allait venir au Parlement européen et il m'a été demandé si je voulais le rencontrer alors que ce n'était pas prévu. J'ai réfléchi et j'ai répondu par l'affirmative en raison de l'intérêt particulier que j'avais développé pour le pays. Je me disais qu'il fallait que l'on pèse plus sur place, que l'on définisse enfin une vraie politique[1208]. » Au final, c'est donc une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères plutôt qu'avec le président de la République que Jean-François Girault suggère à Jacques Chirac qui approuve. Les partisans de Massoud n'auront pas leur photo sur le perron de l'Élysée, mais, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, ils pourront arguer que le Panjshiri a été reçu par le chef du Quai d'Orsay quand les Taliban n'ont eu droit qu'au directeur Asie. D'où la satisfaction de Massoud qu'il aurait confiée à sa femme, Pari Ghol : « Je vois dans les yeux des gens qu'ils me comprennent et qu'ils vont nous aider. Pari, je crois que c'est gagné. Nous ne sommes plus seuls. Nous allons retrouver notre liberté[1209] ». Homayoun Tandar, qui avait été le représentant du Jamiat à Paris pendant les années 1980, et qui l'accompagne comme interprète, confirme que le but principal du voyage est atteint avec la rencontre au Quai d'Orsay : « Nous avions compris que, militairement, nous aurions de la peine à l'emporter. Il nous fallait donc une victoire diplomatique sur le Pakistan qui était faible en la

matière. […] Massoud était grand ce jour-là, avance Tandar. Il comprenait tout ce que le ministre lui disait et il avait donc le temps de préparer ses réponses1210. »

Massoud était « un homme très séduisant, confirme Hubert Védrine. Je l'ai fait sourire en lui disant que j'avais voyagé dans son pays et en l'interrogeant sur le lycée Esteqlal. Quand je lui ai demandé ses idées pour son pays, il a surtout souligné le danger représenté par les Taliban : "Vous ne vous rendez pas compte de la menace qu'ils font peser contre la France et l'Occident en général !" » Et le ministre d'ajouter : « Il avait raison1211. » Voilà tout ce que Massoud délivre comme message d'alerte. Une légende courra Paris après le 11-Septembre, selon laquelle il en aurait dit beaucoup plus, assez en tout cas pour parer les attentats à venir. Il n'en fut rien. Le commandant n'a fait que répéter ce qui est en réalité son antienne depuis le départ précipité de Kaboul. La DGSE, dont le numéro deux, le général Champtiaux, et le DO, le général Bout de Marnhac, lui rendent visite au Plaza Athénée, est logée à la même enseigne. Pourquoi Massoud dirait-il à Paris ce qu'il affirme être incapable de révéler dans le Panjshir à Vladimir ou encore à la CIA ? De même, le commandant ne pouvait attendre de la France des promesses financières ou militaires supérieures à ce qu'il a toujours reçu. Tout juste Hubert Védrine lui garantit-il une hausse sensible de l'aide humanitaire. Comme le rappelle son ancien OT Rodrigue, « Massoud avait surtout besoin de pouvoir dire : "La France est à mes côtés." »

Le Panjshiri profite de son séjour pour dénoncer encore plus vigoureusement la mainmise pakistanaise. Le porte-parole du Quai d'Orsay se garde cependant d'en faire mention au sortir de l'entretien avec Védrine, préférant évoquer « les ingérences étrangères responsables selon Massoud de la poursuite de la guerre et du maintien au pouvoir des Taliban ». Aussi le commandant en rajoute-t-il lors de la conférence de presse qui suit, appelant George Bush à « exercer sur le Pakistan la même pression que celle exercée pour mettre fin à la guerre au Cachemire1212 ». Pour le reste, son discours est rodé : droit de vote et de travail pour les femmes, démocratie, et même recours au roi si le peuple le souhaite. En revanche, sa formule « Je suis un islamiste modéré1213 », même si elle a pour but de le distinguer des mollahs de Kandahar, ne paraît pas des plus heureuses dans

un pays régulièrement secoué par des attentats et où seul le premier terme risque d'être retenu.

Petit tour à l'ambassade d'Afghanistan décrépite, puis réception au Sénat par le président Christian Poncelet avec les égards réservés à un chef d'État, Raymond Forni faisant donc de même à l'Assemblée nationale. Le 5 avril, le commandant gagne Strasbourg pour une conférence de presse conjointe avec Nicole Fontaine qui, à sa grande surprise, déclare le Pakistan coupable de soutenir les Taliban et désigne Massoud comme le seul interlocuteur de l'Afghanistan pour l'Europe. Revenu à Paris, il est conduit très discrètement au Val-de-Grâce par Vladimir. Le diagnostic est rassurant : hernie discale. Il peut donc honorer le lendemain l'invitation de l'Aga Khan à Chantilly et recevoir les dizaines de visiteurs afghans accourus de toute l'Europe. Trois d'entre eux ont une importance particulière : Kacem Fazelly, Zalmaï Rassoul et Amin Farhang lui apportent une lettre de l'ancien roi dans la continuation des échanges entre le groupe de Rome et le Front uni. Le commandant appuie désormais le projet de Loya Djirga sous l'égide de Zaher, une évolution que Jean-José Puig et Olivier Roy avaient vainement essayé de lui faire suivre en leur temps. Les deux hommes se succèdent également au Plaza. Car le voyage à Paris prend aussi des allures de tragédie grecque avec tous les compagnons du djihad et des années 1990, les Laumonier, Ponfilly, Gallet, Bony, Issot-Sergent qui ne pouvaient manquer de venir saluer celui qui, pour une fois, est venu à eux. Didier Leroy est là aussi, qui lui apporte un volume de *Vers l'armée de métier*, dont, grâce à tous ses visiteurs dans le Panjshir, Massoud doit déjà posséder plusieurs exemplaires. Tous le trouvent fatigué, un rien désabusé alors que *L'Humanité*, le 5 avril, en fait son « homme du jour » : que de chemin parcouru depuis « Chtorm 333 » !

Incontestablement, le voyage accroît le prestige international de Massoud. Il n'est qu'à lire l'agacement de Mike Scheuer, officier de la CIA chargé de la cellule Ben Laden, dénonçant un grand « art de la manipulation », à l'encontre d'« Européens crédules » qu'il a réussi à « berner »[1214]. Quant aux Taliban, ils comparent la réception au Parlement européen à un « acte de tyrannie envers le peuple afghan[1215] ». Il est probable aussi, comme le souligne Daoud Mir, que « le voyage à Paris a décidé de la mort de Massoud : ses adversaires ont compris qu'il prenait

beaucoup trop d'ampleur. Il fallait l'arrêter avant qu'il soit complètement hors de portée pour eux[1216] ». Paradoxalement, ni les services ni le gouvernement n'ont de motifs de satisfaction après cette visite. Le président de la République, le Premier ministre, le Quai d'Orsay en sortent à nouveau stigmatisés, par exemple par Bernard-Henri Lévy qui écrit dans le *Journal du dimanche* : « La mauvaise foi des éternels Norpois [diplomate emblématique cher à Proust] l'a emporté une fois de plus sur le courage et la grandeur. La prudence, la pusillanimité, peut-être la raison d'État, ont eu raison du devoir d'amitié à l'endroit d'un peuple libre et combattant[1217]. » Le philosophe a en partie raison quand il avance que la sécurité des Français en Afghanistan est un prétexte. La raison première de la réserve des autorités françaises est donnée par Thierry Dana, chargé des dossiers politico-militaires à la cellule diplomatique de l'Élysée en 2001 : « L'idée était plutôt à l'époque de consolider le pouvoir en place. On ne pouvait pas commencer à soutenir officiellement des factions, quel que soit le poids de Massoud[1218]. » Ce n'est pas tant le Massoud de 2001 qui fait peur, mais le spectre de celui de 1992 dont l'arrivée au pouvoir a été suivie de quatre années d'une épouvantable guerre civile : la deuxième chance existe rarement en la matière.

À la DGSE, la direction du renseignement partage ce sentiment, elle qui travaille depuis cinq ans à établir un canal de communication avec les Taliban. « Massoud n'était pas un élément d'avenir, affirme Adrian. Jamais il n'aurait pu gouverner durablement le pays. » La mort, quelques jours plus tard, du mollah Rabbani, est interprétée comme un nouveau coup dur pour le commandant : le leader de la shura de Kaboul était pressenti comme la figure de proue des « modérés » du régime. C'est lui que Massoud avait rencontré en 1995 avec des espoirs d'alliance. D'ailleurs une partie de son entourage soupçonne que le mollah, officiellement mort d'un cancer, a été assassiné. Si la perspective d'un retournement majeur au sein du mouvement taleb s'éloigne, les choses en revanche se concrétisent avec le groupe de Rome dont Hamid Karzai joue souvent le rôle d'émissaire auprès du Panjshiri. En mai, Qanouni conduit une délégation du Front uni à Rome où, le 10, un accord est signé : Massoud et les siens se rallient officiellement au processus de la Loya Djirga. Toutefois, il reste à composer la commission mixte chargée de réfléchir aux conditions de la réunion de

l'assemblée. Or c'est souvent le point le plus épineux puisque d'elle dépendra la représentation de chacun des courants politiques.

Une course semble désormais engagée avec le régime taleb dont la lutte contre la drogue porte ses fruits. Fin mai, le secrétaire d'État américain, Colin Powell, annonce une allocation de 43 millions de dollars pour lutter contre la sécheresse et envisage d'autres financements pour le programme de cultures de substitution. Le 10 août, Kofi Annan reconnaît publiquement le progrès : « Il incombe donc à la communauté internationale de répondre positivement à ce progrès ou de faire face à une augmentation aussi rapide de la production à la fin de l'année au cas où les fermiers reviennent à la production de pavot. » Le secrétaire général de l'Onu appelle les fonds financiers internationaux et les banques régionales à soutenir les efforts de culture alternative. En raison du 11-Septembre, et des opérations qui prendront l'Afghanistan pour champ de bataille, nul ne saura jamais quelle était la véritable intention des Taliban. Ce qui paraît curieux est que l'éradication ait été menée à bien alors que le 11-Septembre était déjà sur les rails, avec les conséquences très prévisibles d'un opprobre international. Les mollahs sous-estimaient-ils l'impact des attentats ? Faut-il y voir la marque de l'emprise définitive d'al-Qaida sur leur mouvement qui ne les aurait pas mis dans la confidence et qui les rendrait aveugles au reste du monde ? Peut-être, plus sûrement, une nouvelle conséquence du triomphe de l'irrationnel à Kandahar qui peut leur faire faire tout et son contraire comme lors de la destruction des bouddhas. D'un côté, des tours tombent, de l'autre le pavot est éradiqué : la balance est équilibrée…

Si le 11-Septembre a surpris par son déroulement, l'éventualité d'un attentat majeur est anticipée par tous les services de renseignement. À Washington, jamais la menace n'est parue si exceptionnellement élevée au vu des interceptions téléphoniques de la NSA : entre mai et juillet, trente-trois évoquent une attaque imminente. George Bush déclare à ses conseillers qu'il veut éliminer Ben Laden, mais, quand il écrit à Musharraf quelques semaines plus tard au sujet du terrorisme, ses termes restent très mesurés. Les services de renseignement listent l'Italie, Israël, l'Arabie saoudite parmi les pays susceptibles d'être visés par un attentat. Dans ce flou, une seule certitude : ce sont des intérêts américains qui seront frappés. Sur le mode opératoire, comme le souligne Alain Chouet, qui dirige alors le

service de renseignement de sécurité à la DGSE, « l'hypothèse de l'utilisation d'aéronef comme arme volante (qui reste très "hypothétique" dans l'affaire de l'Airbus en décembre 1994) a toujours été prise en compte même avant 1994 ». Le projet « Bojinska », éventé en janvier 1995, a fait l'effet d'une piqûre de rappel. La CIA récupère bien des renseignements annonçant le crash d'appareils sur des objectifs civils, mais à trop être à l'écoute, elle est submergée par les autres hypothèses.

Une arrestation aurait pu la mettre sur la voie. Le 16 août, Zacarias Moussaoui, trente-trois ans, économiste diplômé d'une école anglaise, est interpellé dans le Minnesota, après avoir été dénoncé par son instructeur d'école de pilotage intrigué par son désintérêt pour les manœuvres de décollage et d'atterrissage… Comme il est franco-marocain, le FBI interroge la DST qui réplique aussitôt connaître ce musulman radical, qui a réussi à convertir le Bordelais Xavier Djaffo, élève avec lui à Londres, mort depuis en Tchétchénie. Les services français font part de leur préoccupation comme en témoigne le SGDN, Jean-Claude Mallet qui se souvient avoir signalé à ses services, à l'Élysée et à Matignon, une note documentée de la DST sur le comportement sidérant de Moussaoui. Les Français mettent en garde leurs homologues américains. « Nous, DGSE et DST, relate Alain Chouet, considérions Moussaoui comme un élément particulièrement dangereux et nous le suivions à la trace depuis des mois avec la certitude qu'il préparait quelque chose. Nous l'avions perdu dans les rues de Londres. Sa réapparition aux États-Unis était pour nous un indice d'alerte maximale. » Les services suggèrent donc vivement aux Américains de presser Moussaoui de faire la lumière sur ses projets. Mais la justice locale se refuse à diriger l'enquête dans cette direction avec un simple défaut de visa pour véritable infraction. Elle estime en particulier ne pas avoir le droit de fouiller l'ordinateur portable de Moussaoui où des éléments de premier ordre seront mis au jour par la suite. Elle propose donc de l'expulser afin que la justice antiterroriste française puisse le mettre en examen dans le cadre de son enquête sur les filières djihadistes. D'où cette conclusion, dérangeante, du juge Bruguière : « Compte tenu des éléments que nous leur avons fournis, et de ceux qu'ils avaient recueillis de leur côté, [les Américains] auraient pu recouper un certain nombre de données et probablement découvrir ce qui se tramait[1219] ». D'aucuns conjecturent

plus hâtivement : si les Américains, moins imbus d'eux-mêmes, avaient écouté les Français, ils auraient évité la catastrophe.

Aux soupçons d'arrogance, sera également agrégée la rengaine de l'Américain cow-boy. Le cadre : la troisième réunion du groupe « Six plus deux », qui tente de faire discuter Taliban et Front uni, du 17 au 21 juillet 2001 à Berlin. Agacé par l'intransigeance des Taliban, en particulier dans leur refus à se débarrasser du Saoudien, l'un des représentants américains, l'ancien ambassadeur à Islamabad Thomas Simons, aurait évoqué une « option militaire » en Afghanistan, depuis les républiques d'Asie centrale. C'est en tout cas ce que le participant pakistanais, Naiz Naik, aurait rapporté1220. La suite paraît logique : le Pakistan avertit les Taliban et al-Qaida qui, comprenant qu'ils n'ont plus rien à perdre, déclenchent l'opération du 11-Septembre ; les États-Unis seraient donc victimes de leur brutalité. Et encore faudrait-il également rappeler, comme cela sera fait abondamment de notre côté de l'Atlantique après le drame, que, bien évidemment, ils ont « créé » Ben Laden, soutenu les extrémistes en Afghanistan-Pakistan, etc. Résumons-nous : les Américains n'ont pas cru les Français et ils se sont comportés en apprentis sorciers ; bref, avec le 11-Septembre, ils n'auraient eu que ce qu'ils méritaient ?… Les ressorts de bien des scénarios élaborés par la suite reposent sur cet antiaméricanisme primaire. Tout est à la fois beaucoup plus compliqué et beaucoup plus simple.

D'abord, effaçons tout lien entre Berlin et le 11-Septembre : non seulement le délai aurait été bien trop bref pour monter une opération efficace, mais l'ambassadeur Simons dément, avec véhémence, avoir jamais fait croire à une intervention militaire. Tout juste a-t-il évoqué l'hypothèse de frappes s'il était finalement prouvé que l'attentat contre l'*USS Cole* du 12 octobre 2000 était l'œuvre d'al-Qaida – c'est-à-dire des représailles semblables à celles qui avaient suivi la destruction des ambassades américaines à Nairobi et Dar es Salam1221. « Il y a donc une probabilité, mais extrêmement faible, explique-t-il, qu'un ou plusieurs membres de la délégation pakistanaise, dans leur rapport de la réunion à leur retour à Islamabad, aient pu mal interpréter comme une menace militaire générale, soit la position américaine au sujet de l'*USS Cole*, soit une remarque à part d'un membre de la délégation américaine1222. » Et ce n'est pas non plus

l'ultime entretien de Christina Rocca, directrice Asie au département d'État, le 2 août, avec l'ambassadeur taleb au Pakistan, où elle réitère les demandes d'expulsion de Ben Laden, qui a déclenché la frappe qaidesque.

L'autre pilier de la démonstration des tenants d'une Amérique victime de ses errements ne résiste pas non plus aux faits. Que les services français aient eu une bonne « lecture » de ce qui se tramait est incontestable : « Il y avait, confirme Alain Chouet, des faisceaux d'indices et d'informations, provenant de pays arabes ou musulmans avec lesquels les Américains n'avaient pas de relations ou des relations d'hostilité mais avec lesquels nous avions quelques bonnes "connivences"[1223]. » Tous ces renseignements ont effectivement été transmis. « Il est très clair, relate Louis Gautier, conseiller défense du Premier ministre, que nous leur avons donné beaucoup d'éléments, sur les facteurs de risque, le mode opératoire des futurs terroristes[1224]. » Mais, nuance décisive qu'Alain Chouet souligne fermement : « Il est injuste, injustifié et irresponsable de dire que les Américains n'en ont pas tenu compte[1225]. » Et de toute façon, comme surenchérit Gautier : « Ces éléments restaient imprécis : il serait très inexact d'affirmer que les Américains avaient toutes les données en main leur permettant de parer l'attaque. »

À preuve, les services français tombent dans le même panneau qu'eux : le 28 juillet, le Franco-Algérien Djamel Beghal, trente-six ans, est arrêté à la douane de Dubai. Sous la pression, il avoue projeter un attentat, à Paris, contre l'ambassade américaine. Dans la nuée des innombrables hypothèses courant depuis des semaines, cette révélation fait office de phare : les services occidentaux, plus convaincus que jamais qu'une opération d'envergure aura lieu en Europe, y affectent en conséquence tous les moyens disponibles. Le préfet Jean-Jacques Pascal, directeur de la DST, le confirme : « L'arrestation de Djamel Beghal, que mes services avaient repéré depuis 1994 avant de perdre sa trace, a eu une importance de premier ordre et nous a tous orientés sur la piste d'un attentat sur le Vieux Continent[1226]. » Un fait pourtant n'attire guère l'attention : Beghal a été balancé par ses amis au Pakistan. Les services n'apprendront que plus tard l'identité du responsable de la manœuvre : Khaled Cheikh Mohammed, connu pour sa proximité avec Ben Laden et son implication dans l'attentat contre le World Trade Center en 1993. C'est à dessein qu'il a lâché Beghal

afin d'avoir les mains un peu plus libres dans la préparation du 11-Septembre dont il est le véritable cerveau. Les avis divergent seulement sur la réalité du projet confié à Beghal. Venu par le Tabligh au Pakistan, celui-ci est passé par les camps afghans où il fut un jour convoqué dans le saint des saints d'al-Qaida, le camp d'al-Badr, pour apprendre qu'il avait été retenu pour organiser à Paris une sorte de réplique de l'attentat de Nairobi. Or Beghal est un « Beur » et les « Arabes » n'ont que mépris pour les Nord-Africains ; ils ne leur confieraient jamais une opération si stratégique. D'où l'analyse d'Alain Chouet : « Sur le fond, le plan de Beghal consistant à commettre un attentat contre l'ambassade américaine de Paris était une pure intoxication. Il n'avait pas les moyens de réaliser cette opération[1227] ». Jean-Jacques Pascal, lui, est persuadé du contraire ; de fait, l'enquête mettra au jour des complicités déjà établies, en banlieue parisienne et en Espagne, avec un stock d'explosifs, l'achat prévu d'une camionnette pour servir de bélier, etc.

En tout cas, Khaled Cheikh Mohammed a atteint son but : « L'obsession des services français à l'été 2001, confirme Jean-Claude Mallet, est la menace d'attentats en Europe contre les intérêts américains. Jamais personne n'avait imaginé une frappe massive sur le sol américain[1228]. » Néanmoins, il ne faut pas exagérer l'efficacité du leurre : une réactivité supérieure lors de l'arrestation de Moussaoui, deux semaines plus tard, en aurait probablement annihilé les effets. Mais là non plus, et contrairement aux amateurs de simplification, ne pas croire qu'en fouillant en temps voulu les affaires, et les desseins du Franco-Marocain, le 11-Septembre aurait été automatiquement déjoué. Il aurait fallu faire preuve d'une diligence extrême. De plus, comme le révèle le juge Jean-Louis Bruguière, Moussaoui s'entraînait sur 747 quand les autres élèves pilotes se concentraient sur des 757 et des 767. Dans ces derniers cas, c'était donc plutôt les vols intérieurs qui étaient à contrôler, dans le sien, les long-courriers, en particulier vers l'Europe.

Le projet a été mûrement réfléchi, pensé, organisé. Khaled Cheikh Mohammed l'avait soumis dès 1996-1997 à un Ben Laden pas suffisamment en cour chez les Taliban pour accepter de l'appuyer. Il joue sur les failles d'une démocratie américaine où l'accès aux transports et le séjour sont d'une facilité déconcertante, où personne ne croit que des

individus, sans expérience de la violence, munis de cutters, puissent prendre le contrôle d'un appareil. La polémique sera également forte sur les échecs à répétition rencontrés par la CIA dans les années 1990 pour éliminer Ben Laden. La peur du dommage collatéral en fut la principale cause, même si, celui-ci étant plus une façade pour al-Qaida, à destination des médias et de l'opinion publique arabes, il y a fort à parier que, malgré son élimination, l'organisation aurait continué ses basses œuvres sous l'impulsion de son véritable inspirateur, l'Égyptien Zawahiri. Le 11-Septembre n'est pas un épiphénomène, mais l'aboutissement de trente ans d'erreurs, de peurs, d'habitudes, et, en cela, il était imparable.

Reste à expliquer ce qui a été présenté comme les préliminaires de l'opération. Le 9 septembre, après avoir passé la nuit à réciter de la poésie, Massoud et son ami Masood Khalili ont prévu d'aller déjeuner sur les bords de l'Amou-Daria et lire *Le mémorial des saints* de Farid al-Din Attar. Mais, auparavant, le commandant doit s'acquitter de ses tâches routinières : appels téléphoniques, entretiens avec ses visiteurs, diverses tâches d'organisation… Quand il en a terminé, il indique à Khalili qu'il y a encore ces deux journalistes arabes qui attendent de l'interviewer depuis neuf jours. « Il n'est pas convenable de les faire patienter plus longtemps, lui explique-t-il. L'interview sera terminée en cinq minutes[1229] ! » À peine s'est-il assis au milieu des siens que l'un des journalistes, Abdessatar Dahmane, lit sa première question : « Que ferez-vous de Ben Laden si vous rentrez à Kaboul ? » À l'un de ses gestes, le compagnon de Massoud Assem Sohaïl devine son intention. Il se jette sur lui, mais le terroriste a le temps d'actionner la bombe. Le corps d'Assem ne suffit pas à amortir l'impact. Massoud est atteint sur tout son côté droit. Il râle. L'autre prétendu journaliste, Boueri, indemne, est enfermé, mais il parvient à s'échapper et est finalement abattu : la colère a gâché sans doute la seule chance de jamais connaître les commanditaires. À moins que, ainsi que l'affirme très tôt la rumeur, ce ne soit justement la volonté d'empêcher la vérité d'émerger. Car on s'interroge sur les complicités dont auraient bénéficié les deux hommes pour accéder au commandant, sur Sayyaf chez qui ils sont d'abord passés et qui a toujours récusé toute responsabilité, indiquant même à l'Américain John Anderson qu'il aurait fait par la suite « tout ce qu'il a pu[1230] » pour dissuader Massoud de les rencontrer.

La mort d'« Amer Sahib » est souvent présentée comme le coup d'envoi du 11-Septembre. D'aucuns avancent même qu'elle devait servir à « réveiller » les cellules dormantes aux États-Unis pour synchroniser les attentats. Absurde : le 11-Septembre est une opération réglée comme du papier à musique ; or le 9 septembre, lui, est une fausse note. Massoud aurait très bien pu ne jamais recevoir les deux faux journalistes. Cet aspect très aléatoire fait douter certains dans les services sur la valeur réelle accordée par les commanditaires à cette opération, confortée par la même considération que dans le cas de Djamel Beghal : les deux terroristes étaient tunisiens. Certes, leur francophonie a pu être jugée comme un précieux sésame pour approcher au plus près de Massoud. Mais si son assassinat devait servir de déclencheur au 11-Septembre ou représenter un objectif de première importance, les responsables auraient-ils choisi parmi ceux qu'ils méprisent le plus, et laissé une telle place aux impondérables ?

D'un autre côté, la mort de Massoud s'inscrit assez bien dans l'optique fixée par al-Qaida d'attirer les Occidentaux en Afghanistan pour déclencher un djihad général. À cette fin, un préalable souhaitable était de ne laisser aux envahisseurs aucune prise, aucune terre sur laquelle ils pourraient s'appuyer et mener leur guerre : se débarrasser de Massoud et des derniers territoires encore sous son contrôle s'avérait nécessaire. Il n'est qu'à juger l'accablement du premier cercle du commandant pour réaliser le désarroi de l'opposition : « J'étais certain à cent pour cent avouera Abdullah Abdullah, que le Front uni s'effondrerait1231. »

D'où l'éternelle, et dernière question : Massoud en vie aurait-il inversé la donne en Afghanistan après le 11-Septembre ? La plupart des autorités françaises, qu'elles lui aient ou non été favorables, se rejoignent pour estimer qu'il était condamné à l'échec. Comme Vladimir a pu le constater lui-même, jamais les Taliban ne l'auraient délogé du Panjshir : l'entrée avait été méticuleusement minée pour provoquer un effondrement complet des parois, interdisant toute entrée de véhicules. Massoud aurait donc résisté, mais dans une situation finalement semblable à celle de ses débuts, totalement isolé dans le Panjshir.

Contre la vision d'un Massoud condamné, il y a ces alliances qu'il a reconstituées avec l'Ouzbek Dostom, les Hazaras Mohaqeq et Khalili, les Pachtounes Hadji Qadir à Djalalabad et Gul Agha Sherzaï à Kandahar, enfin

le Tadjik Ismaïl Khan. Le terrain aussi : la clé pour les Taliban était de couper les lignes de ravitaillement du Nord, dont la barge tractée sur l'Amou-Daria à Dacht-e Qala par où était passé Vladimir, mais le relief y est très favorable à la défense. Enfin, l'officier français qui a rejoint le commandant en 1999, Johan Freckhaus, certes guidé par son immense admiration, en livre un portrait bien éloigné de celui d'un futur vaincu. « D'abord, pour la première fois depuis très longtemps, il a pris en août un mois de congé pour s'occuper de son fils : pas vraiment le signe d'un homme préoccupé. Et surtout, il prévoyait pour l'automne une attaque sur tous les fronts et de tous les maquis, attaque pour laquelle il m'avait demandé en particulier de le renseigner sur des talkies-walkies cryptés, mais aussi de lui trouver de la documentation tactique sur l'emploi combiné des chars et de l'infanterie en offensive1232. »

Le pessimisme sur les chances de Massoud en Occident peut s'expliquer en premier lieu par une perception faussée des guerres afghanes qui ne sont pas de grandes batailles de chars ou d'infanterie, mais une succession de coups de force et de renversements d'alliance dont, en effet, le commandant était sans doute encore capable. Ensuite, et surtout, Massoud paie à nouveau à Paris son départ de Kaboul en 1996 quand tout le monde croyait en son invincibilité : il n'est pas de plus sévères que ceux qui ont déjà été déçus. En tout cas, le commandant, lui, l'avait bien prédit à Homayoun Tandar, dès le début des années 1980 : « J'aurai les cheveux blancs que l'Afghanistan sera toujours en guerre1233. » La fatalité veut qu'il disparaisse après avoir adressé un dernier message à la France à travers l'ultime interview qu'il offre, la veille de sa mort, au reporter du *Point* Roland Bariseel : « Nous espérons que la France, qui a été tout au long de l'histoire un État toujours défenseur des droits de l'homme et des droits des femmes, prenne ses responsabilités face au problème afghan et prenne aussi conscience de la véritable nature du régime taleb, hostile aux droits de l'homme et aux droits des femmes. Si la politique française était plus active face aux Taliban et à leurs alliés, les Pakistanais, ce serait peut-être mieux1234… » Ses adversaires dénonceront un discours en décalage par rapport à la société afghane et au récent passé du commandant. En ce qui le concerne, Massoud est parti sans regret : « Chaque homme, dit-il lors de son passage en France, qui, en réfléchissant sur son passé, a l'impression d'avoir été utile, n'a rien

à regretter. Moi, grâce à Dieu, je suis sûr du choix que j'ai fait, du chemin que j'ai suivi, j'en ai la certitude absolue1235. »

I- « Le Tabligh, souligne Adrian, dont les pèlerins ne sont censés œuvrer que dans les milieux musulmans pour y prêcher la bonne parole, a aussi effectué des conversions dans les milieux français chrétiens. »

II- Mission de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime.

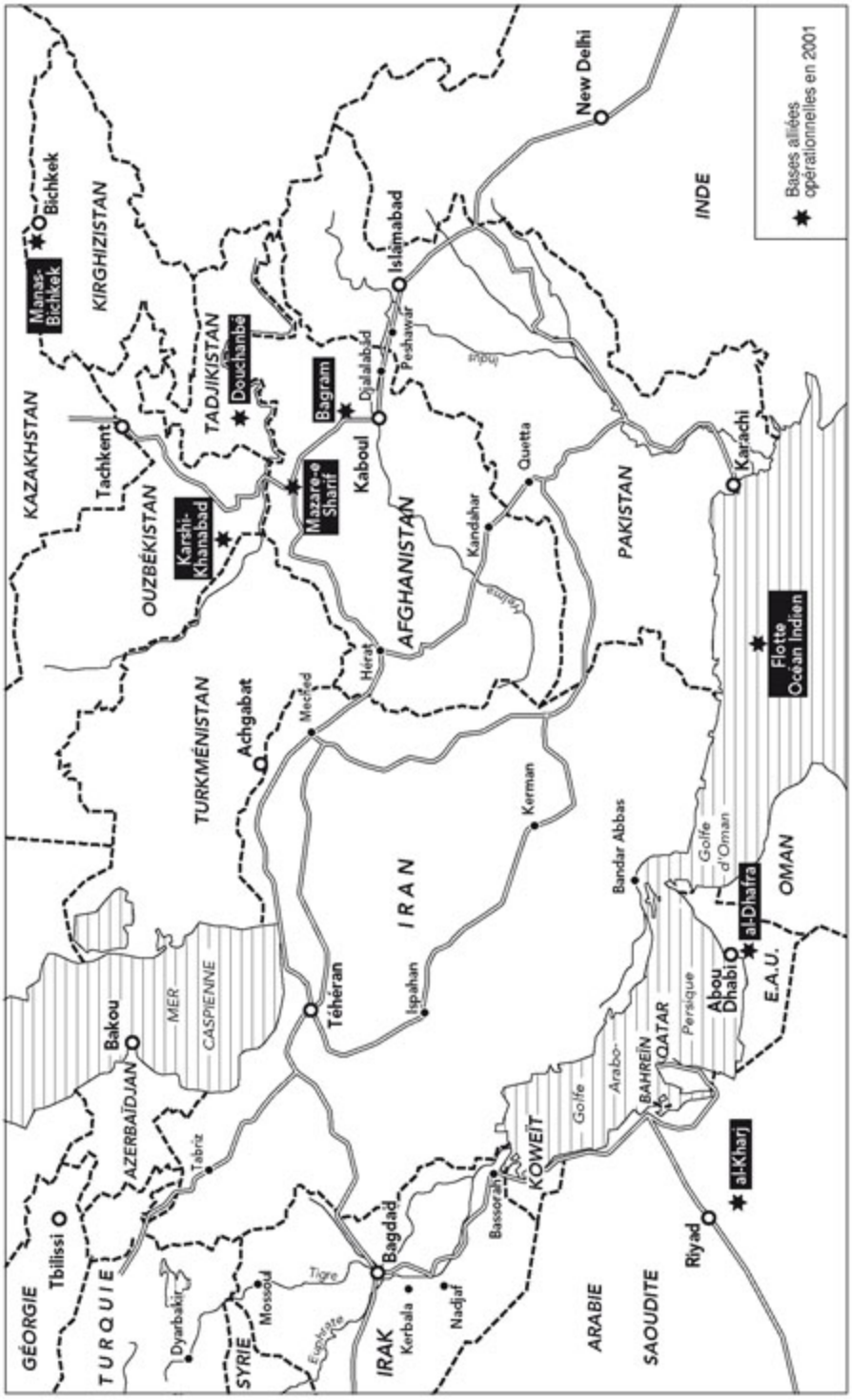
Chapitre XIV

« C'est à l'heure du danger que je souhaite partager votre fortuneI »

Massoud n'est pas mort. Au matin du 10 septembre, l'agence Tass, toujours très bien informée dans la région, a beau officiellement annoncer le décès du commandant, Mehrabuddin Masstan réplique : « Mensonge ! » dans *Le Figaro*, ajoutant même que « d'ici à demain, notre chef apparaîtra et redonnera une interview1236 ». Le chargé d'affaires est relayé par l'entourage de Massoud qui le dit uniquement blessé au bras, à la jambe et au cou. L'intoxication est pratiquée à tous les niveaux hiérarchiques. Au cabinet d'Hubert Védrine, Cyril Bouyeure reçoit un appel de l'ambassadeur afghan à l'Onu demandant que la France accueille le blessé « en urgence pour le sauver1237 ». Requête surréaliste, car le chef du Service missions, Rémy, a eu connaissance de la vérité très peu de temps après l'attentat de la bouche même de Masstan qui a demandé à la DGSE de ne pas rendre la nouvelle publique le temps pour le Front uni de se ressaisir face aux Taliban. Une marque de confiance incontestable partagée par la CIA. Vladimir se trouvant alors en Côte d'Ivoire, le numéro deux de la DGSE, le général Champtiaux, réclame qu'il se transporte en urgence dans le Panjshir.

Le drame ne suscite pas d'inquiétude particulière parmi les autorités françaises. Pour le vice-amiral Dumontet, chef du cabinet militaire de Lionel Jospin, « la France n'est que très peu impliquée en Afghanistan1238 ». Même sérénité au ministère de la Défense où le cabinet planche seulement sur quelques questions factuelles : « Qui est derrière l'attentat ? Quelles sont les conséquences prévisibles dans la région1239 ? » Le soir même, différents scénarios sont évoqués par Alain Richard avec son directeur de cabinet, Dominique de Combles de Nayves, et son conseiller

diplomatique, Christian Lechervy. « Cet événement, relate celui-ci, n'a pas suscité d'inquiétude particulière, car nous étions déjà en éveil sur le terrorisme. »



La mort de Massoud semble en revanche, au même moment, faire des heureux de l'autre côté de la planète. Le secrétaire général du Quai d'Orsay, Loïc Hennekinne, doit en effet donner une conférence de presse le 10 septembre à Islamabad : « J'ai eu en face de moi des journalistes pakistanais manifestement ravis de l'événement et qui me lançaient des "votre ami Massoud1240" ! » Cela ne trouble pas Hennekinne, venu pour renforcer les liens de la France avec le Pakistan, et qui est reçu par Musharraf en personne, signe de l'intérêt conféré à cette visite. Après les politesses d'usage, le Français ne fait pas mystère des préoccupations de la France et, quelques heures avant les attentats à New York, sur la base des rapports communiqués par les services, il se montre même devin :

— Nous sommes très préoccupés par l'influence néfaste des madrasa. Vous formez des gens que nous retrouvons par la suite en Afrique du Nord, en Europe, et peut-être même s'en trouve-t-il en Amérique du Nord !

— Ne soyez pas inquiets ! réplique le général. Nous allons très prochainement intégrer les madrasa dans le système éducatif pakistanais.

Hennekinne ne peut s'empêcher de penser que le président se moque de lui : ledit système éducatif est dans un état de délabrement sans nom. Il aurait mieux fait d'avouer que les madrasa sont incontrôlables. Pour autant, le diplomate retire de cette rencontre une « très bonne impression » de Musharraf. « En revanche, précise-t-il, je suis resté très dubitatif au sujet de l'Isi, par exemple du général Gul, ancien patron des services, qui m'a stupéfié par l'étroitesse de ses liens et sa convergence de vues avec le régime taleb. » Mais c'est là une constante de l'équation pakistanaise.

La mécanique diplomatique française a repris son rythme normal quand, le 11 septembre, à 14 h 46, heure de Paris, survient le crash d'un Boeing sur la tour nord du World Trade Center.

Le secrétaire général de la Défense nationale, Jean-Claude Mallet, qui s'est fait installer un mur d'écrans dans son bureau, avertit aussitôt par téléphone le conseiller défense du Premier ministre, Louis Gautier, qui n'y croit pas. Après s'être lui-même branché sur LCI, celui-ci appelle aussitôt Lionel Jospin qui se montre interloqué d'être dérangé en pleine réunion avec Jean Glavany. Mais Gautier a à peine le temps de lui annoncer le premier attentat que se produit sous ses yeux le second. À 15 h 03, la tour

sud est à son tour percutée. Gautier se transforme d'office en commentateur improvisé de l'actualité à un Premier ministre qui n'y croit toujours pas.

— Je t'assure, réitère Gautier, allume la télé[1241] !

Mêmes scènes à l'Élysée où le conseiller diplomatique du président, Jean-Marc de La Sablière, est joint par Jean-David Levitte, représentant de la France à l'Onu, qui lui décrit en direct ce qu'il voit du WTC avec ses jumelles. Jacques Chirac est alors en visite à Rennes. Aux journalistes qui suivent le déplacement, il dit son « immense émotion » après ces « attentats monstrueux ». Dominique de Villepin lui déconseille de rester sur place comme il l'envisage. « Il faut que vous rentriez ! renchérit Jean-Marc de La Sablière. C'est une très grosse affaire. Il faut que vous soyez à votre bureau pour établir les contacts qui vont se nouer[1242]. » Le président acquiesce. Est-il saisi par la même fébrilité qui s'empare alors de Tony Blair ? Assistant à une réunion du congrès des syndicats à Brighton, celui-ci revient aussi en urgence à Londres. « Il est difficile aujourd'hui, écrira-t-il en 2010, de comprendre la peur qui nous habitait à ce moment-là. Pour ce que nous en savions, d'autres attaques allaient survenir. Nous nous attendions à apprendre d'atroces nouvelles à tout moment[1243]. »

Dans l'avion du retour, Jacques Chirac appelle le Premier ministre pour convenir de la réunion d'un conseil de défense restreint. Puis il contacte son chef d'État-major particulier, le général Henri Bentegeat :

— Prenez contact notamment avec les Américains. Je vais organiser une réunion à l'Élysée avec le Premier ministre dès cet après-midi. Réfléchissez à ce qu'on pourrait faire[1244].

Le président de la République ne précise pas s'il pense à une action militaire. Tous les services se mettent en branle. Le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur préconise la mise en place de Vigipirate renforcé, une première depuis 1995. De son côté, le secrétaire général de la Défense nationale met en place une cellule de crise capable d'effectuer une synthèse des événements, d'en tirer les premières analyses, puis d'assurer le suivi de la crise. « Dans les minutes qui suivent les attentats, raconte-t-il, nous avons isolé seulement trois groupes disposant des capacités pour réaliser un tel attentat : en tête, venait al-Qaida[1245]. » Le désarroi règne aussi. Au Quai d'Orsay, le directeur des affaires politiques, Gérard Errera, confirme : « On

s'est tous sentis complètement désarmés. C'est là tout le génie maléfique des terroristes que de créer des situations insolites auxquelles personne ne peut être préparé. » Impression confirmée par un tour du monde des ambassadeurs : « C'était, avoue-t-il, l'incompréhension devant l'incompréhensible[1246]. » Pour autant, Hubert Védrine, alors en réunion à Bruxelles, ne tergiverse pas quand les journalistes lui demandent s'il trouverait légitime une réponse américaine : « J'ai répondu "oui", sans même consulter ni Jospin ni Chirac, car je savais que nous partagions ce même avis[1247]. »

Le ministre des Affaires étrangères ne se trompe pas sur les intentions américaines. Cinq minutes après l'attentat contre le Pentagone, George W. Bush appelle le vice-président, Dick Cheney, qui a été conduit précipitamment dans le bunker situé sous la Maison-Blanche. « Nous sommes en guerre[1248] ! » déclare-t-il. Le 11-Septembre se présente comme un coup terriblement parfait. Soit les Américains restent inactifs, et ils passent pour des pleutres. Soit ils ripostent, et, dans ce cas, le piège afghan, fatal aux Perses, aux Britanniques, aux Russes, les attend. Selon Tony Blair, il n'y a de toute façon que deux attitudes possibles : sanctionner les Taliban et les contenir, ou bien une intervention militaire. « Je continue de penser, écrira-t-il, que c'était la bonne décision même si personne – moi y compris – n'a su anticiper l'ampleur des coûts, des implications et des conséquences que cela allait engendrer[1249]. » Après pareille tragédie, ajoutera-il, « le mieux est de suivre son instinct et ses convictions. Il n'y a rien d'autre à faire ».

À Paris, le général Richard Wolsztynski, numéro deux de l'État-major, est en désaccord avec ses troupes ; lui ne croit pas que l'avion se soit trompé de route : « Vous avez vu ce ciel limpide ! Il s'est foutu dedans, oui[1250] ! » Coup de fil du ministre de la Défense qui lui demande son analyse de la situation. « On vient de fermer un livre d'histoire, réplique-t-il, et on est en train d'en écrire un autre. » Tous les militaires ne sont pas à l'unisson. « Nous ne nous sommes pas sentis concernés, admet en toute franchise le général Yves Crène, alors chef d'État-major de l'armée de terre. Nous n'avions pas l'impression que le monde avait subitement changé[1251]. » Parce que les attentats ont frappé le sol américain pour la première fois, parce que l'Europe, elle, y est hélas accoutumée, la

perception est forcément différente sur les deux rives de l'Atlantique. L'état-major de l'armée de terre reste accaparé par ses tâches au Kosovo, et par la deuxième phase, difficile, de la professionnalisation des armées.

À l'Élysée, La Sablière planche avec Villepin sur la déclaration du président de la République qui la modifie à la marge une fois revenu de Rennes. « Comme tout le monde, reconnaît le conseiller diplomatique, nous avions choisi le registre émotionnel. » À Matignon, Lionel Jospin, dans le quart d'heure suivant le deuxième attentat, a réuni autour de lui son directeur de cabinet, Olivier Schrameck, son conseiller diplomatique, Jean-Maurice Ripert, ainsi que Louis Gautier et le vice-amiral Dumontet qui le décrit « très ému, mesurant tout de suite l'extrême gravité de la situation et son caractère désastreusement novateur[1252] ». En revanche, l'intervention du Premier ministre est calamiteuse dans sa forme : la solidarité proclamée avec le peuple américain est éclipsée par le cadrage dans un coin de couloir, en légère contre-plongée. Louis Gautier lui avait suggéré le geste beaucoup plus symbolique de se rendre à l'ambassade américaine ; mais le Premier ministre a estimé que tel n'était pas son rôle[1253].

Louis Gautier réunit en urgence les patrons des services de renseignement : Jean-Claude Cousseran pour la DGSE, Jean-Jacques Pascal pour la DST, Yves Bertrand pour les RG et le général André Ranson pour la DRM, tous accompagnés de leurs adjoints. Les services sont ordinairement la chasse gardée du président de la République, mais Lionel Jospin, méfiant, cohabitation oblige, a préféré installer auprès de lui un conseiller défense. Avec le Kosovo, la Macédoine, l'Albanie, Louis Gautier a ainsi pris l'habitude de jouer un rôle inédit de coordination à laquelle les services sont, par essence, plutôt hostiles. Le 11 septembre, pas de place cependant pour les batailles d'*ego*. « Après un tour de table intéressant, mais restant dans le flou, relate Gautier, Cousseran a annoncé être sûr à quatre-vingts pour cent qu'al-Qaida était à l'origine de ces attentats. » À la DGSE, de fait, une cellule de crise a été créée à l'intérieur du « centre de situation », institué par le directeur général un an plus tôt, et qui rassemble heure par heure les renseignements recueillis dans le monde entier. Le patron de la DST abonde dans le même sens. À peine quelques minutes après la deuxième frappe, le ministère de l'Intérieur lui a réclamé une analyse à chaud et il n'a pas hésité : « Je lui ai répondu presque du tac au tac, relate

Pascal, qu'il s'agissait d'un coup d'al-Qaida, mais sans aucun élément qui le corroborait *a priori*. C'était juste une très forte intuition[1254]. » Même réflexe de l'autre côté de l'Atlantique : alors que Ben Laden ne revendiquera les attentats qu'en octobre, George Tenet, patron de la CIA, désigne son organisation.

Crise ou pas, la cohabitation ne déroge pas à ses habitudes. Puisqu'un conseil de défense doit avoir lieu à 18 heures, un comité de défense restreint se tient une heure plus tôt à Matignon. Une règle instaurée par le Premier ministre dès sa prise de fonction en 1997 pour bien signifier qu'il n'entendait pas rester étranger aux affaires de défense. Quatre ministres concernés par la sécurité (Intérieur, Défense, Affaires étrangères et Transports) sont présents. Daniel Vaillant présente la mise en place du plan Vigipirate renforcé, Alain Richard le plan modifié de survol de la capitale. « Le ton de Jospin est très politique[1255] », selon le vice-amiral Dumontet, lorsqu'il expose trois priorités : d'abord, réitérer la solidarité de la France avec les Américains ; ensuite, inciter le Conseil de sécurité de l'Onu à adopter une première résolution de condamnation ferme ; enfin, déclencher une réaction européenne et non un cavalier seul français. « Nous n'avons pas parlé d'Otan », précise le chef de cabinet militaire.

La politique reprend alors ses droits. À la sortie du conseil de défense qui doit suivre, Chirac veut exposer lui-même le renforcement du plan Vigipirate. Refus de Jospin : puisque la décision relève de la sécurité civile, elle est de son ressort. Daniel Vaillant en fait donc l'annonce avant la tenue du conseil de défense. Celui-ci s'ouvre par un accord unanime sur la nécessité de ne pas précipiter les signes de solidarité avec les Américains. Tout reste encore si flou. La question suivante, elle, donne lieu à une bataille de chiffonniers : Les attentats font-ils peser une nouvelle forme de menace sur la France ? Selon l'organisation en place, et les textes parfois anciens en vigueur (décret de 1975), le Premier ministre annonce que la défense aérienne du territoire relève de sa responsabilité, de même que l'emploi de la force pour les actions de l'État en mer. Jacques Chirac le contre en avançant qu'il est le chef des armées et, à ce titre, chef de l'armée de l'air. « C'était médiocre, se souvient l'un des participants. Le décret datait de vingt-cinq ans, il avait été pris par Giscard d'Estaing et signé par le chef des armées[1256]. » Et d'incriminer une partie du commandement de

l'armée de l'air qui soutiendrait le Premier ministre, trop heureux de pouvoir se targuer d'être rattaché directement à lui. « Les militaires, sanctionne Bentegeat, sont souvent plus loyalistes que les loyalistes eux-mêmes1257. » Le vice-amiral Dumontet nuance le tableau : « En tout cas, jamais Jospin ne s'est arc-bouté pour défendre absolument sa primauté en la matière1258. » Et le général Thorette, chef du cabinet militaire du ministre de la Défense, abonde en son sens : « Personne ne pouvait imaginer que le Premier ministre aurait donné un ordre de tir sur un avion sans en référer au préalable au président de la République1259. »

À 21 h 30, Jacques Chirac profite de son allocution télévisée pour camper son rôle de chef d'État en annonçant que, à sa demande, s'est réuni un conseil restreint dès le premier soir. « Les mesures de précaution qui s'imposent, développe-t-il, ont été prises immédiatement par le gouvernement, et le plan Vigipirate, que vous connaissez, est mis en œuvre. Nous agissons avec le Premier ministre bien sûr en étroite concertation, et évidemment tous les pouvoirs publics sont mobilisés. » Lionel Jospin ne s'en laisse pas conter. Le lendemain, il enregistre deux interviews pour TF1 et France 2.

Au-delà de cette rivalité guère productive, tous les services de la République se sont mis en branle. Tard dans la journée du 11, une réunion s'est tenue chez le Cema avec le général Jean-Patrick Gaviard, sous-chef opérations, et le contre-amiral Patrick Hébrard, chef d'un outil déterminant au sein de l'État-major des armées : le centre opérationnel interarmées (Coia). Installé dans les sous-sols de la rue Saint-Dominique, celui-ci assure en effet une double mission, d'abord de veille, pour permettre au Cema d'étayer ses propositions au président de la République, ensuite de central de commandement opérationnel. Le 11 septembre, Kelche, Gaviard et Hébrard étudient les trois hypothèses de réaction américaine afin de pouvoir indiquer sans délai au président de la République les options correspondantes pour la France. Soit les Américains attendent pour voir, soit ils répliquent d'abord de manière ciblée puis en montant en gamme, soit ils emploient les gros moyens tout de suite. Le trio privilégie la deuxième hypothèse. *A priori*, Paris devrait donc d'abord engager ses moyens navals déjà présents dans l'océan Indien, puis des moyens aériens,

les moyens terrestres venant en dernier à cause du temps nécessaire pour les déployer.

Le cabinet du ministre de la Défense, pour sa part, se soucie de rétablir le contact avec les Américains – Pentagone et CIA. « Il s'agissait surtout de posture politique, témoigne Christian Lechervy. Nous tenions à manifester notre solidarité et à entrouvrir des portes pour une éventuelle coopération s'ils en étaient demandeurs1260. » Depuis l'entrée en fonction de la nouvelle administration Bush, les points de friction se sont cependant accumulés : résurgence du bouclier antimissile, rejet du traité de Kyoto et de la Cour pénale internationale. S'y ajoute une absence d'empathie entre diplomates : autant Hubert Védrine avait réussi avec Madeleine Albright à instaurer une relation de confiance mutuelle, autant il a échoué d'emblée avec le général Powell. Les communications par-delà l'Atlantique étant très perturbées, le contact n'a pu être obtenu qu'en toute fin de journée. Les Américains ont annoncé l'envoi d'une délégation des services pour les jours à venir, le conseiller diplomatique d'Alain Richard s'apprêtant à faire le trajet inverse.

Pendant ce temps, au Quai d'Orsay, le ban et l'arrière-ban des politiques et des maîtres espions participent à une cellule de crise. Pour le SGDN, Jean-Claude Mallet, la priorité doit aller à une révision du dispositif de sécurité de la France qui s'avère totalement obsolète face à un événement du genre 11-Septembre. « J'avais déjà prévenu, au printemps 1999, le président de la République, le Premier ministre, le Quai et le ministère de la Défense, explique-t-il, que notre protection face aux risques NBCII était quasi nulle1261. » Une dizaine de groupes de travail sont chargés d'un audit du système de surveillance national. « Vigipirate n'était absolument plus adapté, indique Mallet. Toute la planification antiterroriste a été revue à partir du 12 septembre. » En raison des multiples ministères concernés, près de deux ans seront nécessaires pour achever pareil chantier.

Concernant l'Afghanistan, les services de renseignement tentent de rassembler toutes les informations utiles dans la perspective d'un engagement militaire français. À la DRM, la récolte est maigre. « L'Afghanistan n'était clairement pas une préoccupation pour nous, souligne son chef en 2001, le général André Ranson. Nous étions alors préoccupés par la Macédoine, où l'armée française participait à des

missions de collecte d'armes légères[1262]. » La DRM hiérarchise en effet les pays en fonction des risques d'intervention armée, son but étant de fournir à l'Ema les informations nécessaires à l'entrée et au déploiement des troupes françaises. Il y a quand même un « fond de sauce ». Le général Elie, qui a commandé la DRM de 1995 à 1998, avait ainsi reçu de Christophe de Ponfilly, via son père, un ingénieur de l'armement, des cartes soviétiques de première main. « Mais il est vrai, reconnaît-il, que nous n'étions pas en mesure de fournir des éléments beaucoup plus précis sur, par exemple, l'environnement proche de l'aérodrome de Mazar qui concernera directement les unités françaises, mais à vrai dire, personne ne les détenait à l'époque. »

Même la CIA, comme le rapporte le journaliste James Risen, ne dispose que de vieilles cartes russes[1263]. Cela n'empêche pas Donald Rumsfeld, durant le premier conseil de sécurité nationale qui se tient dans la nuit du 11 au 12 (en France), de plaider pour une riposte en Afghanistan, la plus rapide possible afin de bénéficier de l'indulgence de l'opinion publique en cas de dommages collatéraux. Or, vu l'absence de troupes dans la zone et de plans au Pentagone, il déplore le risque de voir deux mois s'écouler avant les premières frappes. Autant dire une éternité au regard de l'émotion ressentie par le peuple américain et le monde entier. Le vice-président Cheney pointe la difficulté de désigner des cibles vu l'éloignement et la pauvreté du pays. George Tenet, lui, souligne qu'al-Qaida opère dans le monde entier :

— Nous avons un problème avec soixante pays !

— Prenons-les un à la fois, réplique Bush.

Le 12 septembre, Tenet ayant dissipé la plupart des derniers doutes sur la responsabilité d'al-Qaida, Bush veut savoir ce que les militaires sont capables de faire « immédiatement ». Les attentats l'ont galvanisé. À son entourage, il dit avoir été choisi par Dieu pour être le rempart de l'Amérique face à la déferlante terroriste. « Très peu de choses », réplique Rumsfeld. En fait, le général Tommy Franks, patron du Centcom[III], l'avouera plus tard : si le Centcom a des dizaines de plans tout prêts pour libérer des otages, évacuer des ambassades, frapper des cibles al-Qaida avec des missiles, il n'a rien pour attaquer de manière conventionnelle l'Afghanistan. Les états-majors doivent donc se mettre au travail, tout de

suite. « L'Amérique, témoigne Franks, en avait fini avec les demi-mesures et les piqûres d'aiguille. Nous étions en guerre1264. »

Comment se défaire de ces lointains Taliban à l'effectif estimé à 60 000 hommes auxquels s'ajoutent 3 000 « Arabes », 9 000 Pakistanais hâtivement recrutés dans les madrasa, ainsi que 2 500 partisans du MIO ouzbek et quelques centaines de Tchétchènes et d'Ouïgours1265 ? La confrontation est classique, entre le politique qui, subitement, veut aller très, très vite et le militaire qui voit sur sa carte que l'Afghanistan est très, très loin. Surtout quand il s'agit de frapper le nuage évanescent qu'est al-Qaida. « Je veux que ça bouge1266 », lâche Bush qui, peu avant 11 heures, s'écrie devant les journalistes : « Il s'agit d'une bataille gigantesque entre le bien et le mal. Mais le bien triomphera. » Est ainsi ébauchée la guerre globale contre le terrorisme, le camp du bien contre l'axe du mal.

Au conseil de sécurité suivant, le débat porte sur l'ampleur de la riposte : doit-elle concerner uniquement al-Qaida ou tous les pays soutiens du terrorisme ? Pour la première option se prononcent Bush, Powell et Cheney ; pour l'autre, Rumsfeld et Wolfowitz qui proposent déjà de frapper l'Irak : le Pentagone planche depuis des mois sur un renversement de Saddam Hussein, soupçonné de vouloir acquérir et utiliser des armes de destruction massive. L'échange justifie en tout cas les craintes qui sont apparues à l'Élysée quelques heures seulement après l'effondrement du World Trade Center. « Nous pensions, expose Thierry Dana, alors à la cellule diplomatique, que Washington s'emparerait de ce prétexte pour terminer le travail inachevé par George Bush père, abattre l'Irak afin de sécuriser et Israël et l'approvisionnement en pétrole1267. »

Aux militaires chargés de préparer la réplique, le président américain donne instruction d'« estimer s'il est bon de frapper SH [Saddam Hussein] en même temps. Pas seulement BL [Ben Laden1268] ». À son collaborateur Stephen Cambone, il réclame également la recherche des « preuves d'une implication irakienne1269 ». Pourtant, dès les premières heures, la CIA a fait part de nombreux indices permettant légitimement de ne désigner que l'organisation terroriste comme le commanditaire du 11-Septembre. Dans la journée du 12, elle reçoit l'appui des passagers du tout premier avion pénétrant l'espace américain : Richard Dearlove, patron du MI6, et Eliza

Manningham-Buller, adjointe du directeur du MI5, qui, au 7e étage de Langley, celui des directeurs, lancent à brûle-pourpoint :

— J'espère que nous sommes tous d'accord sur le fait que nous devons nous concentrer sur l'Afghanistan et ne pas être tentés de lancer une attaque sur l'Irak.

— Absolument, réplique Tenet. Nous sommes tous d'accord. Certains pourraient vouloir relier les deux, mais aucun d'entre nous ne veut aller dans cette voie[1270].

Cette conversation avec les cousins britanniques augure des suivantes avec les autres services amis qui ne cachent pas leur inquiétude de voir la CIA mener des opérations unilatérales sur leur sol, par exemple l'enlèvement de ressortissants suspectés d'être impliqués dans les attentats du 11-Septembre. Au même titre que ses homologues européens, la DGSE a transmis à ce sujet sa part d'appréhensions au chef de poste de la CIA à Paris, le très expérimenté William Murray. « Vous devez comprendre, répond à tous Tyler Drumheller, que nous avons été attaqués et que ceux qui nous ont attaqués n'ont pas décollé de Kaboul[1271]. » Toutefois Américains et Européens s'entendent pour privilégier au maximum la coopération qui doit commencer d'ores et déjà par l'arrestation du plus grand nombre de militants suspects.

À Paris, les gouvernants sont embarrassés. La très profonde angoisse qui traverse également la population française commande de ne pas rester inactif. D'un autre côté, la plus extrême prudence est de mise, la France n'ayant pas coutume de s'engager aveuglément, particulièrement lorsqu'elle n'a pas été visée. La perspective d'un conflit en Afghanistan n'est pas du tout pour plaire ni à Lionel Jospin, ni à Jacques Chirac qui, contrairement à une image souvent colportée, n'est en rien un va-t-en-guerre et spécialement en Afghanistan. « Il y voyait en effet un bourbier potentiel, précise Thierry Dana, et il se fondait en particulier sur l'histoire pour cela[1272]. » La mesure sera donc la règle de conduite immuable du président de la République pour tous les mois à venir. C'est ainsi que l'une de ses préoccupations premières est de savoir si sa visite aux États-Unis, programmée de longue date pour le 18 septembre, est maintenue. Le conseiller diplomatique du président de la République téléphone à Condoleezza Rice. « C'est dans les moments de drame, réplique la

conseillère à la sécurité nationale de George Bush, que l'on a besoin de ses amis. » Et La Sablière se souviendra longtemps de ce qu'elle ajoute : « L'Amérique est debout[1273]. » Le président américain lui-même fait ensuite savoir à son homologue que des terroristes ne sauraient décider de l'agenda de chefs d'État.

Ces paroles de soutien sont certes toujours les bienvenues, mais elles ne sauraient suffire. En fin de journée du 12, la France parvient à témoigner de sa solidarité avec un geste beaucoup plus fort, et néanmoins presque complètement ignoré. Si George Bush a déjà comparé le 11-Septembre à un acte de guerre, rien pour l'heure ne lui permet d'en tirer la conséquence d'une attaque de l'Afghanistan ou de l'Irak. Le droit international possède en effet une lacune : un État peut-il répondre par la force à l'agression d'un groupe non étatique ? L'Onu y apporte une contribution essentielle, sous l'impulsion du président de son Conseil de sécurité pour le mois de septembre, le Français Jean-David Levitte. Alors que l'immeuble des Nations unies à New York est en cours d'évacuation, il provoque une réunion qu'il est même un temps envisagé d'organiser dans une cafétéria voisine. Les portes fermées, en moins d'une demi-heure, il fait adopter la résolution 1368 dont la délégation française avait préparé la première mouture[1274]. Un texte fondamental, puisqu'il déclare que les « épouvantables attaques terroristes qui ont eu lieu le 11 septembre 2001 […] comme tout acte de terrorisme international » doivent être considérés « comme une menace à la paix et à la sécurité internationales ». En conséquence, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies, il reconnaît aux États-Unis « le droit inhérent à la légitime défense individuelle ou collective », celui de recourir à la force, d'arrêter les coupables et leurs complices, de les déférer en justice, sans toutefois préciser quel sera le tribunal compétent[IV]. Fait unique, la Chine a voté pour, la Russie aussi. Parmi les dix membres non permanents figuraient également des pays musulmans. Pourtant, de cette séance historique, tant par le contenu de ses décisions que par les circonstances de son vote, la presse française ne dit mot avant le 16 septembre.

Probablement les Américains auraient-ils tôt ou tard obtenu le feu vert onusien. Mais l'abnégation de Jean-David Levitte leur ôte dès le lendemain du drame l'épine de la légalité de leurs éventuelles répliques. « Pour

Jacques Chirac qui a pu parfois passer pour antiaméricain, note le général Bentegeat, manifester sa solidarité avec les États-Unis relevait d'une évidence et même d'une obligation. Pour une fois, nous ne nous sommes pas posé de questions. L'énormité des attentats du 11-Septembre nous en a empêchés[1275]. » Reste à savoir quelle est la part d'indications présidentielles ou d'improvisation. Jean-Marc de La Sablière est net : il n'a pas donné lui-même d'orientation ni transmis d'instruction du président de la République. Levitte a donc agi de sa propre initiative, et cela ne surprend pas du tout le conseiller diplomatique qui l'approuve, car Jacques Chirac aurait été d'accord : « Nous étions des ambassadeurs aux Nations unies un peu difficiles pour le Quai, admet-il, car nous savions, pour avoir été ses proches collaborateurs, ce que le président de la République pensait, comment il réagirait, et nous n'hésitions pas à appeler directement l'Élysée en cas de doute important. Dans ce cas, il fallait agir dans l'urgence[1276]. » Sauf que le téléphone ne passe toujours pas. « Jean-David Levitte n'a reçu aucune instruction du Quai en ce sens, confirme Gérard Errera, directeur des affaires politiques aux Affaires étrangères. C'est le travail d'un ambassadeur que de prendre ce genre de décisions importantes[1277]. » Tout le ministère n'est pas à l'unisson, surtout le directeur des organisations internationales, le plus concerné. En revanche, le président de la République félicite Levitte pour sa promptitude et son habileté. Son conseiller Thierry Dana insiste : « Il fallait à tout prix profiter de l'énorme émotion du moment. La même résolution, présentée une semaine plus tard, aurait pu rencontrer l'opposition de tel ou tel membre du Conseil de sécurité[1278]. »

Si nul ne conteste la légitimité politique de la résolution, certains de ses aspects provoquent un débat, principalement l'autorisation accordée aux Américains d'user de la légitime défense qui est strictement définie par le droit international : l'État victime est censé avoir subi une « agression armée ». Or la résolution 1368 ne parle que d'« attaque terroriste ». De toute façon, selon le droit international, une « agression armée » ne peut être commise que par un État, « contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique » d'un autre État. Les preuves sont-elles évidentes, le 12 septembre, d'une responsabilité, voire d'une complicité, entre l'émirat islamique d'Afghanistan et les attentats perpétrés ? Ces questions apparaissent à beaucoup superflues dans la

tempête de l'après-11-Septembre. Selon eux, l'ignominie des pirates de l'air justifierait à elle seule de se contenter de soupçons, qui plus est très étayés, pour châtier les coupables désignés.

La violence ne devant jamais légitimer la violence, les experts parviennent néanmoins à trouver des fondements juridiques solides pour étayer la résolution 1368. Selon les critères émis par la commission du droit international, organisme de l'Onu, l'Émirat en effet a doublement fauté : en n'empêchant pas al-Qaida de préparer puis de perpétrer des attentats ; ensuite en participant lui-même à des activités menaçant la paix et la sécurité internationales. Donc, la légitime défense autorise les Américains à attaquer l'Afghanistan. Mais, là encore, la résolution détonne par deux incongruités : elle ne précise pas que ce sont les États-Unis qui reçoivent le droit d'exercer la légitime défense ; elle oublie de mentionner l'Afghanistan comme responsable alors que les précédentes résolutions 1267 et 1333 avaient clairement pointé du doigt le régime taleb pour la présence de camps d'entraînement terroristes sur son sol. Enfin, outre la nécessité d'une agression armée initiale, le droit international fixe des conditions à l'usage de la légitime défense qui semblent ne pas avoir été tout à fait respectéesV. L'ensemble de ces questions laissé en suspens témoigne de la volonté du Conseil de sécurité, sous la gouverne déterminante de Jean-David Levitte, d'offrir sans délai aux Américains le cadre juridique indispensable à leurs probables ripostes.

L'Onu n'est pas la seule à apporter un concours précipité aux États-Unis. Le 11 septembre, la plus haute autorité militaire de l'Otan, le comité militaire, était en visite en Italie et en Hongrie en présence du SaceurVI, le général Joseph Ralston. Au programme : échanges de vues sur les Balkans, nouvelle structure des forces de l'Otan. Dès l'annonce des attentats, les délégations sont rentrées à Bruxelles ; en revanche, l'exercice militaire d'opération de soutien de la paix « Cooperative Key 2001 », mêlant neuf pays de l'Otan et treize pays partenaires, s'est poursuivi en Bulgarie. À l'instar des Nations unies, le Conseil de l'Atlantique nord décide de statuer séance tenante sur les attentats. Dans la soirée du 12 septembre, son secrétaire général, lord Robertson, déclare que, « s'il est établi que cette attaque était dirigée depuis l'étranger contre les États-Unis, elle sera assimilée à une action relevant de l'article 5 du traité de Washington ».

C’est-à-dire que les membres de l’Otan se devront d’apporter leur soutien aux États-Unis, y compris militaire, comme le confirme lord Robertson en conférence de presse.

L’annonce surprend peut-être encore plus que celle de New York. Jamais l’article 5[VII] n’avait encore été invoqué. Et surtout, personne n’avait encore envisagé qu’il le fût dans ce sens-là, l’Otan ayant vu le jour pour justifier, en cas d’attaque soviétique, l’intervention américaine en Europe. Aucun État membre n’a soulevé d’objections, à part la Belgique sur des détails juridiques. « On a accepté l’article 5, note La Sablière. Nous étions dans une position de soutien aux Américains, nous ne pouvions donc faire de difficultés[1279]. » Gérard Errera confirme que le Quai d’Orsay, historiquement récalcitrant à l’égard de l’Otan, n’est pas intervenu, « mais il était évident que nous devions appuyer, car l’occasion était vraiment trop belle d’appliquer l’article 5 dans un sens qui, à dire vrai, n’était pas vraiment prévu[1280] ». Reste à savoir qui en est à l’origine. Il semblerait que lord Robertson ait fait la paire avec le représentant permanent des États-Unis, Nicholas Burns. Conscient des réticences de la nouvelle administration américaine à l’encontre de l’Otan, le secrétaire général aura voulu frapper fort. Mais pas forcément juste. Bush et Rumsfeld n’ont jamais cru à l’Alliance. Son irruption dans les plans du Pentagone au moment précis où les États-Unis couvent leur vengeance est un peu vécue comme celle d’une équipe de division inférieure qui tiendrait absolument à participer à un match de première ligue. L’accueil mitigé reçu par lord Robertson lors de sa première visite à Washington après les attentats témoignera du malaise suscité par le recours à l’article 5 dont l’imprécision fait autant débat que la pertinence. Le texte conditionne ainsi son application à la livraison de preuves qui ne seront finalement fournies par les Américains que le 2 octobre via Frank Taylor, coordonnateur du contre-terrorisme. Ensuite, l’Otan ne détaille pas la nature du soutien qu’elle souhaite apporter aux Américains et, conformément à l’esprit de l’article 5, elle laisse à chacun des pays membres la liberté d’y contribuer à sa guise.

Ceux-ci réagissent donc en ordre dispersé, encore que leurs choix soient parfois très contraints. Il en va de même pour les Pakistanais. Dès le matin du 12, Powell a obligé Musharraf à le prendre au téléphone pour l’interpeller : « Vous êtes avec nous ou contre nous[1281]. » Pendant ce

temps, Richard Armitage, sous-secrétaire d'État, lance, lui, au directeur de l'Isi de passage à Washington : « Si vous choisissez les terroristes, alors nos bombardements vous renverront au Moyen Âge. » Pour Musharraf, le calcul est vite fait : « Maintenant, nous pouvions nous détacher des TalibanVIII. Dans tous les cas, ils n'avaient aucune chance. Pourquoi devrions-nous mettre en péril nos intérêts nationaux pour un régime primitif qui serait vaincu ? » D'autant que le général voit d'autres intérêts à rejoindre les Américains : des profits financiers et économiques, la fin du statut de paria accolé au pays en raison des essais nucléaires. La Russie, l'Iran, la Turquie assurent également les États-Unis de leur soutien.

S'il se réjouit du soutien inconditionnel de Berlusconi et Schröder, Tony Blair, qui s'est improvisé « petit télégraphiste » comme Valéry Giscard d'Estaing vingt ans auparavant, note, en revanche, « non sans inquiétude, que Jacques Chirac, en particulier, [prône] la prudence quant aux actions à entreprendre1282 ». Le Britannique a parfaitement saisi l'humeur du président de la République : la France va s'engager, mais à sa manière. Selon Louis Gautier, conseiller défense du Premier ministre, « il a rapidement été établi que la DGSE avait produit un remarquable travail en Afghanistan, que ce soit dans le Nord, auprès de Massoud, ou auprès des Taliban, qui permettait d'analyser avec beaucoup de recul une participation française aux futurs combats1283 ». Dès le 11 septembre, le général Charles Ricour, qui commande à Aix-en-Provence la défense aérienne de la zone sud, se trouvait ainsi à Villacoublay quand il reçut un appel urgent du major général de l'armée de l'air : « Préparez-vous ! Vous serez le représentant du Cema auprès du commandement américain en Arabie saoudite1284. »

Les motivations du président de la République à agir en Afghanistan sont de trois ordres selon Jean-David Levitte : « Jacques Chirac n'avait pas de grand dessein en Afghanistan. Il a accepté d'intervenir militairement d'abord parce que la France devait en être. Ensuite, on ne pouvait accepter de laisser perdurer le bouillon de culture terroriste que constituait l'Afghanistan. Il fallait donc réagir aussi par souci de protection de la sécurité de notre territoire national. Enfin, et enfin seulement, notre engagement fut la prolongation sous une autre forme du lien séculaire unissant nos deux pays1285. » Mais ni la volonté de démontrer sa solidarité

avec les Américains, ni le souci d'assurer la sécurité de la France ne font se départir Jacques Chirac d'une préoccupation peut-être supérieure : ne pas mettre le doigt dans un engrenage dangereux. « La France n'est pas en première ligne dans cette affaire, souligne La Sablière. Elle n'a pas à s'investir militairement. Surtout que personne ne s'est jamais imposé en Afghanistan les armes à la main. Les risques de pertes sont élevés, or le président a gardé de son expérience de la guerre d'Algérie le souci constant, dans toute la mesure du possible, de limiter les pertes humaines[1286]. » La tendance est semblable à Matignon où un deuxième comité restreint analyse les moyens d'intervention de la France. Selon le vice-amiral Dumontet, « le Premier ministre est lui aussi résolu à un emploi mesuré de la force, même s'il faut pour cela se mettre au service des Américains[1287] ». Il ne s'agit encore que de déclarations d'intérêt. Au cabinet du ministre des Affaires étrangères, par exemple, « Hubert Védrine souligne tout de suite que nous devons nous investir, souligne Cyril Bouyeure, ne serait-ce qu'au regard de notre présence culturelle ancienne[1288] ». Mais l'Afghanistan est considéré comme un pays lointain, sur lequel l'influence française est limitée.

Le degré d'implication dans les opérations à venir dépend beaucoup, en premier lieu, de l'importance accordée au 11-Septembre. Dès le 12, le comité interministériel de lutte anti-terroriste (Cilat) réunit ainsi autour du ministre de l'Intérieur tous les services de renseignement et de sécurité qui se partagent en deux camps : ceux qui pensent, comme le SGDN, Jean-Claude Mallet, que les attentats de la veille sont un bouleversement historique, et ceux qui estiment, comme les patrons de la DST et de la DGSE, qu'ils s'inscrivent dans la trajectoire des dix années précédentes. L'analyse de ces derniers coïncide avec la circonspection du commandement français face à tout nouveau conflit. Nulle image d'Épinal n'est peut-être plus fausse en effet que celle, en France, de généraux toujours prêts à engager le fer. « Les militaires au plus haut niveau, explique le général Thorette, qui sera bientôt chef d'état-major de l'armée de terre, sont toujours très prudents quant à l'engagement dans des opérations. Ils redoutent en effet de perdre sur le moyen terme le soutien des politiques et de ne pas disposer de tous les moyens nécessaires[1289]. » Et c'est plus particulièrement vrai en septembre 2001, avec le général Jean-Pierre Kelche à la tête de l'État-major des armées. Un pays éloigné, méconnu de l'armée

française ; des frappes terroristes qui ont visé les États-Unis et pas la France ; beaucoup d'émotion populaire… Autant de critères qui engagent le Cema à la plus grande réserve. Sans compter que la France est déjà lourdement engagée hors de ses frontières. Comme ancien chef de la division « plans, programmes, évaluation », le général Kelche a une solide culture du budget. En 2001, les Opex ne sont pas financées par un budget rectificatif : les sommes éventuellement engagées pour l'Afghanistan seront à prélever sur des dépenses déjà prévues. Après entretien avec le président de la République, il donne la feuille de route à son sous-chef opérations, le général Jean-Patrick Gaviard : « Le président estime que l'Afghanistan n'est pas dans la sphère stratégique de la France comme l'Afrique ou le Moyen-Orient. Il faut donc que nous y allions, afin de démontrer notre solidarité aux Américains, mais de telle manière que l'on puisse s'en retirer dès qu'on le veut1290. »

Des délégations américaines du département d'État, de la CIA, du FBI rejoignent enfin Paris, avides de partager leurs informations et surtout de les confronter à l'analyse d'autres services. Dans le même esprit, une équipe du ministère de la Défense gagne les États-Unis. « Nous avons balayé, se souvient Christian Lechervy qui en faisait partie, tous les mouvements terroristes ayant pu commettre pareil acte. Les Américains étaient très ouverts et professionnels, mais ils nous ont surpris par certaines de leurs approximations, à tel point que l'on s'est demandé si celles-ci étaient dues au niveau hiérarchique élevé de nos interlocuteurs, qui ne pouvaient donc être au courant de tout, ou si, plus simplement, leurs services peinaient véritablement dans certains domaines1291. » La seconde hypothèse se vérifie tant les Américains semblent mal à l'aise avec les ramifications des réseaux terroristes ou la diversité ethnique et politique d'un pays comme l'Afghanistan. « Grâce à nos services, ajoute Lechervy, nous avions probablement une perception plus large », notamment grâce aux photos du satellite Hélios, qui auraient permis de localiser certains repaires d'al-Qaida. Cofer Black, patron à la CIA du centre de contre-terrorisme, confirme l'aide apportée par la DGSE : « Dans l'histoire de l'Amérique, témoigne-t-il, depuis notre guerre de révolution jusqu'à maintenant, les Français ont été les meilleurs des alliés quand les Américains ont eu besoin de leur aide dans les situations les plus désespérées. Notre projection en

Afghanistan après le 11-Septembre était à l'avenant. D'un point de vue professionnel et personnel, je suis reconnaissant pour l'aide apportée par nos alliés français, souvent méconnue[1292]. »

Au Pentagone, le général Franks propose d'envoyer soixante mille hommes en Afghanistan, mais dans un délai incompressible de six mois. Autant dire un siècle vu les attentes du peuple américain. À court terme, il n'y a qu'une solution : les forces spéciales. Afin de préparer leur arrivée le 13 septembre, George Tenet expose l'envoi d'équipes paramilitaires de la CIA en Afghanistan qui travailleraient avec « les forces d'opposition, principalement[IX], le Front uni[1293] ». Cofer Black détaille ensuite : les Taliban sont à mettre dans le même panier qu'al-Qaida puisqu'il a été impossible de les désolidariser. Il s'agit bien de mener une guerre, et pas seulement une traque de criminels, en privilégiant la vitesse et l'adaptation. Black n'exclut pas une victoire en quelques semaines seulement. George Bush a enfin ce qu'il veut : une guerre d'un nouveau genre évitant les erreurs de l'armée soviétique.

Le patron de la CIA prétendra que les services américains se préparaient depuis des années à agir en Afghanistan. Au moment du 11-Septembre, la Compagnie disposait ainsi selon lui d'une centaine de sources au sein du Front uni, mais aussi chez les Pachtounes réfractaires aux Taliban, représentant huit « réseaux tribaux[1294] ». Pourtant, la CIA est obligée de rappeler le vétéran Gary Schroen, l'un des rares chez elle à parler le persan. Avec quatre officiers, il est chargé de sonder le Front uni sur sa capacité à combattre les Taliban et à aider à la traque de Ben Laden. Nom de code : « Jawbreaker ».

Pour autant, le premier officier de renseignement à regagner le Panjshir n'appartient pas à la CIA, mais à la DGSE. Vladimir, qui atterrit au Tadjikistan le 13 septembre, incarne vingt ans de relations avec Massoud dont le 11-Septembre a démontré, envers et contre tout, l'extrême pertinence. Sa mission doit normalement durer deux semaines : elle se prolongera jusqu'en novembre. Douchanbe est en ébullition. Tous les services y fraient avec l'obsession de deviner ce que trament les Américains. Le soir même de son arrivée, Vladimir obtient un hélicoptère pour rallier le Panjshir. Son but est de rencontrer au plus vite le successeur de Massoud, Mohammed Fahim, afin, en tout premier lieu, de s'assurer de

la pérennité du Front uni que beaucoup croient encore menacée. Dans son escarcelle, il a aussi une annonce prometteuse : d'autres équipes sont appelées à le rejoindre. La DGSE en a pris la décision très tôt afin de disposer d'un plus grand nombre de « capteurs » sur un théâtre d'opérations appelé, de manière évidente, à prendre une ampleur considérable. Ainsi pourra-t-elle répondre aux attentes prévisibles des politiques en informations fiables – indépendantes de la CIA, pour être clair. Il s'agit d'une initiative, et non d'une demande gouvernementale.

Mohammed Fahim est pour l'instant injoignable, néanmoins Vladimir ne reste pas oisif. Les Afghans lui confient en effet un sac plastique plus que sensible puisqu'il contient des débris de la caméra ayant abrité l'explosif fatal à Massoud, ainsi que les films et photos pris par les deux kamikazes. Le geste en dit aussi long sur la confiance envers les services français que sur les suspicions ayant alors cours chez les Afghans sur une éventuelle implication de la CIA. Des commandants crachent leur venin sur ce prétendu dernier coup de pouce offert par Washington à ses « amis » taliban. Vladimir exfiltre les débris vers l'ambassade de France au Tadjikistan qui les expédie à Paris par la valise diplomatique. Le laboratoire de la DGSE en fera l'analyse rigoureuse qui permettra de remonter la filière des commanditaires. Pas d'Américains dans le coup, mais bien al-Qaida avec des complicités pakistanaises. En revanche, il ne sera jamais établi si les deux meurtriers ont pu bénéficier d'appuis dans l'entourage de Massoud. Le 16 septembre ont lieu les obsèques du commandant. Seul représentant de sa famille, le fils aîné, Ahmad, douze ans, déclare : « Mon père acceptait de mourir en martyr pour le pays » avant d'ajouter « mais pas si tôt[1295] ». Les Panjshiri crient justice. Ils semblent entendus aux États-Unis où, le même jour, la riposte américaine est baptisée « Infinite Justice ». Par crainte de choquer les musulmans – seul Allah étant dépositaire de la justice –, l'opération prend finalement pour nom « Liberté immuable » (« Enduring Freedom »).

Deux jours plus tôt, grâce à la résolution 1368, le Congrès américain a autorisé à la quasi-unanimité George Bush à user de la force contre les auteurs, directs et indirects, des attentats. Mais les partisans de l'Irak n'ont pas encore désarmé. Le week-end suivant, à Camp David, Paul Wolfowitz, secrétaire à la Défense adjoint, arguë que les troupes américaines vont

s'épuiser à traquer al-Qaida dans les grottes labyrinthiques d'Afghanistan : mieux vaudrait frapper l'Irak sur lequel, à force de phosphorer depuis la guerre du Golfe, le Pentagone est incollable[1296]. Le général Shelton présente pour sa part trois options militaires, en fait trois crans d'intervention : soit uniquement, comme Clinton en son temps, des tirs de missiles de croisière sur les camps d'entraînement ; soit, en plus, des frappes aériennes sur des sites taliban ; soit enfin les deux précédentes options plus les troupes au sol, mais pas avant une douzaine de jours en raison de la distance. Le Conseil national de sécurité reste sur sa faim. De surcroît, au grand dam du général Powell, Bush se dit prêt à lancer l'Amérique seule dans la bagarre. Wolfowitz pousse son avantage : l'Afghanistan ne sera pas aisé à attaquer vu son relief, son passé alors qu'avec l'Irak, les chances d'un succès rapide sont bien plus élevées. Selon lui, la part de responsabilité de Saddam Hussein dans les attentas du 11-Septembre, *dixit* le journaliste Bob Woodward, atteindrait « 10 à 50 %[1297] ». Powell, médusé, met en garde le Conseil : jamais les Alliés ne suivront les États-Unis en Irak alors qu'ils sont tous derrière pour l'Afghanistan.

George Tenet présente un nouveau plan plus étoffé dont le titre laisse songeur : « destruction du terrorisme international ». « Cette guerre, déclare-t-il, ne sera jamais "les Américains contre les Afghans[1298]". » Il suggère une assistance directe au Front uni, puis des contacts avec des chefs pachtounes dans le Sud, dont six commandants taliban qui seraient susceptibles d'aider à se débarrasser du mollah Omar. Figurent aussi dans son plan la fermeture des frontières, l'assèchement des finances d'al-Qaida, la traque de ses membres dans pas moins de quatre-vingt-douze pays. De l'ambition, voilà qui plaît à George Bush qui approuve le lendemain en lançant : « Je veux que la CIA soit la première sur le terrain. » De fait, c'est la troisième option du plan Shelton qui est retenue. Outre la guerre secrète, la panoplie entière des ripostes possibles sera utilisée : bombardements, missiles de croisière, troupes au sol. Le secrétaire aux Finances Paul O'Neill se voit, lui, chargé de la « guerre financière » contre al-Qaida[1299]. L'Irak est écarté, pour l'instant, faute de preuves. Le président américain veut une « croisade, [une] guerre contre le terrorisme » dont le principal

trophée, Ben Laden, doit être ramené, comme au temps du Far West, « mort ou vif ».

Les États-Unis se gardent bien sûr de communiquer sur ces options stratégiques. À la direction du renseignement militaire, dont l'un des premiers objectifs, pour l'heure, est de renseigner les autorités françaises sur les projets de Washington, le général Ranson admet que « les Américains ont agi très vite alors qu'ils nous disaient être encore en train de réfléchir[1300] ». Le président Chirac peut cependant espérer en apprendre plus au gré de sa visite aux États-Unis. Le 18 septembre se retrouvent pour dîner Hubert Védrine, Jean-Marc de La Sablière, Catherine Colonna, François Bujon de L'Estang et Thierry Dana côté français ; le général Powell, Condoleezza Rice et Dick Cheney côté américain. L'ambiance est cordiale, mais peu productive. Bush impressionne par sa rage à vouloir arrêter les coupables. « La teneur était la suivante, souligne La Sablière : soit les Taliban livraient Ben Laden, soit on allait le chercher. » Craignant un amalgame entre les terroristes et l'ensemble du monde musulman, Jacques Chirac suggère à l'Américain de peaufiner sa communication. La coopération du Pakistan et de l'Iran dans la chasse des Taliban est également abordée. Quant à la participation militaire de la France, elle n'est envisagée qu'en tête-à-tête entre les deux présidents. Le général Bentegeat, le seul à y assister, entend Jacques Chirac demander à George Bush :

— Que voulez-vous ? Je vous promets que nous le ferons dans la mesure de nos possibilités[1301].

Mais Bush reste muet. Le choc du 11-Septembre, l'indécision de son propre État-major l'empêchent d'envisager encore l'immixtion des Alliés dans le drame vécu par l'Amérique. Au final, seul est donc évoqué un renforcement de la coopération franco-américaine dans les domaines du renseignement, de la justice, de la lutte contre l'argent sale. Le voyage a aussi permis de balayer certains clichés. À toute la délégation française, le président américain est apparu, certes impénétrable, mais connaissant parfaitement ses dossiers. « Bush, décrit Gérard Errera, s'est montré raisonné, sans ambition de vouloir se précipiter, de riposter pour riposter, comme Clinton avec ses missiles lancés dans les champs. Nous avions vu un président responsable[1302]. » Ses sentiments pour la France ne sont pas non plus en cause. Pas encore contaminés par la francophobie de Cheney et

Rumsfeld, ils sont empreints de la même sympathie que chez son père. Enfin, tous les intervenants français en témoignent, contrairement à ce qui sera plus tard rapporté, le Texan n'a nullement laissé présager que l'Afghanistan ne serait qu'une étape. « Jamais, répète ainsi La Sablière, l'Irak n'a été envisagé au cours de ce voyage comme la suite logique[1303]. » Sa seule évocation fut au sujet des « *smart sanctions* » auxquelles le conseiller diplomatique réfléchit avec le secrétaire d'État américain depuis quelque temps : comment concentrer les sanctions sur l'armement, les alléger partout où elles nuisent à la population.

Le voyage à New York est un succès pour Jacques Chirac dont les images de l'hélicoptère survolant Ground Zero font le tour du monde. Le peuple américain apprécie, toutefois la presse comme le *New York Times* ne manque pas de relever que « la France est au début d'une campagne présidentielle et malgré le déversement de sympathie débordante du peuple français, on se demande encore avec quelles troupes la France pourrait contribuer à quelque chose. Le ministre de la Défense, Alain Richard, a exprimé des réserves il y a quelques jours sur ce qu'il a décrit comme des déclarations belliqueuses de Washington ». D'autre part, en conférence de presse le 19, à la Maison-Blanche, Jacques Chirac refuse de reprendre les termes de George Bush pour évoquer la lutte contre le terrorisme : « Je ne sais pas, déclare-t-il très diplomatiquement, si nous devons employer le mot "guerre". » Le président américain lui réplique : « Il y a eu quatre attentats et près de six mille morts, est-ce que vous n'appelez pas cela une guerre[1304] ? » Premier grand écart public entre la fougue texane et la réserve corrézienne. Le lendemain, Bush précise sa pensée à la nation américaine : « Notre guerre contre le terrorisme commence avec al-Qaida, mais elle ne s'arrêtera pas là. elle ne s'arrêtera pas tant que tous les groupes terroristes de portée mondiale n'auront pas été trouvés, arrêtés et vaincus[1305]. » Ultimatum est donné aux Taliban de livrer tous les membres d'al-Qaida et de fermer les camps d'entraînement.

Jacques Chirac revient en France avec l'auréole du premier chef d'État ayant tenté de réconforter l'Amérique. Le flou laissé sur une éventuelle coopération militaire ne peut cependant que préoccuper l'État-major des armées qui se doit d'anticiper. Dès l'après-midi du 20 septembre, son chef appelle le général Franks pour lui annoncer que « la France entend

contribuer “vigoureusement” à la campagne en cours, avec un porte-avions, des transporteurs, des chasseurs-bombardiers, et des forces spéciales[1306] ». Il vient en fait de proposer toute la palette des moyens français. Mais lui non plus ne reçoit pas de réponse. « Bonnes nouvelles de ce côté », commente simplement Franks. Pourtant, c’est une évidence pour lui, les Américains auront une large coalition à leurs côtés. Il charge ainsi son chef d’État-major, le colonel Michael Hayes, de bâtir sur la base MacDill du Centcom de quoi accueillir les officiers de liaison des différentes nations. Bientôt soixante-huit caravanes constitueront le « *Coalition Village* ». Mais les futurs alliés auront bien d’autres murs à franchir avant d’y prendre place. Le « *We* » du « *We are at war* » qu’aime à répéter en boucle le général Franks est un « *We* » américain, et accessoirement allié. « À tort, mais de manière compréhensible, explique Jean-Marc de La Sablière, ils ont décidé que c’était leur affaire, et pas une affaire collective[1307]. » Le cœur, la raison et la mémoire les y motivent. Le cœur : le 11-Septembre est pire que Pearl Harbor, car il est survenu sur le continent, dans une ville emblématique des États-Unis. La raison : l’éloignement de l’Afghanistan met en avant la question primordiale du transport aérien des moyens militaires ; le Pentagone a suffisamment de soucis dans la projection de ses propres troupes pour ne pas avoir à s’occuper de ceux de leurs alliés généreux, mais néanmoins démunis. Enfin, la mémoire : les Américains gardent un souvenir échaudé de l’Otan lors de la campagne de frappes aériennes au Kosovo en 1999. Les Français y avaient déployé une centaine d’appareils, faisant d’eux le deuxième contributeur, mais le président Chirac avait interdit de bombarder certaines cibles – les ponts sur le Danube en étaient l’exemple le plus mémorable – afin d’éviter les dommages sur le long terme. Forts de cette expérience, les Américains ne veulent plus avoir à soumettre à d’autres leur ciblage. Gaviard, qui commandait alors les forces aériennes françaises et qui est devenu depuis sous-chef opérations à l’Ema, les décrit « fermés[1308] » : « Des missions de liaison nous arrivaient régulièrement, mais elles ne nous demandaient absolument rien. Ils ne voulaient plus d’une alliance où tout le monde aurait son mot à dire ; c’était leur guerre avant tout. »

À Paris, la circonspection prédomine et, jour après jour, elle se nourrit même de tensions intrafrançaises. La cohabitation subit avec le 11-

Septembre une mise à l'épreuve sans précédent, d'autant qu'elle s'appuie sur un arriéré déjà important. Olivier Schrameck, directeur de cabinet de Jospin, évoque une « guerre de tranchées[1309] ». Dès le 13 septembre, Lionel Jospin a tiqué en entendant la déclaration de Jacques Chirac sur CNN annonçant que la France se plaçait résolument dans le camp américain. Hubert Védrine a appelé l'Élysée pour en faire atténuer les termes. Le Premier ministre ne compte pas plier devant la pratique des institutions voulant que, en cas de crise internationale, le président de la République occupe le devant de la scène. Demandant à ses ministres de réfléchir au renforcement de la sécurité dans les espace publics et à de nouveaux instruments de lutte contre le terrorisme, il s'affiche à la préfecture de police de Paris, aux Invalides avec les victimes des précédents attentats, devant les préfets réunis au ministère de l'Intérieur. Le 21 septembre, il est à Toulouse trois heures à peine après l'explosion de l'usine AZF. « L'hypothèse de l'attentat est venue à tous les esprits[1310] », témoigne son chef de cabinet militaire. L'angoisse est d'autant plus grande que la région est celle du Premier ministre. Même stupeur à l'État-major des armées. « Bien sûr qu'on a fait le lien avec le 11-Septembre ! s'exclame le général Gaviard. On s'est tous dit que les terroristes avaient sévi à Toulouse[1311] ! » Le 24, avec un ton présidentiel, le Premier ministre expose à l'IHEDN que « la France ne se dérobera pas à ses responsabilités », et ajoute : « Nous gardons dans ce cadre la libre appréciation de la participation militaire de la France à un engagement de forces[1312]. » Pas question de « se laisser aller à des considérations sur un affrontement entre le monde occidental et le monde islamique » ; le Premier ministre s'engage à ce que les éventuelles opérations soient « proportionnées, stratégiquement et militairement justifiées, politiquement cohérentes ».

Chirac et Jospin n'oublient jamais de s'effacer *in fine* devant l'intérêt premier de la nation, que ce soit par sens du service de l'État ou par calcul. « La cohabitation, analyse Louis Gautier, conseiller défense de Lionel Jospin, est un jeu de "Tu me tiens, je te tiens par la barbichette." Le premier qui agit est mort s'il échoue[1313]. » Et quand bien même l'orgueil des deux hommes serait le plus fort, leurs entourages respectifs prennent le relais. Le ministre de la Défense, Alain Richard, joue ainsi un rôle essentiel

d'intermédiaire entre le gouvernement et le président de la République qu'il s'astreint à rencontrer tous les lundis matin. « Chirac et Jospin, témoigne le général Thorette, alors son chef de cabinet militaire, avaient bien en tête qu'il ne fallait pas créer de clash sur des questions de défense[1314]. » D'aucuns avanceront que Chirac a réussi à ranger Richard dans son camp, d'autres que le ministre ne voulait pas marquer son passage aux armées par des positions politiciennes. En tout cas, « le moindre membre de son cabinet, souligne le conseiller diplomatique du ministre, qui se serait aventuré à essayer de profiter de la cohabitation pour attiser le feu avec l'Élysée, aurait sauté[1315] ».

Si, malgré tout, un sujet de discorde apparaît entre la présidence et Matignon, la cohabitation peut compter sur un dernier filet de sécurité pour ne pas le laisser perdurer. Les chefs des cabinets militaires à l'Élysée, à Matignon, à la Défense, mais aussi des différents services de l'Ema, de la DRM, de la DGSE, se connaissent en effet de longue date, pour certains depuis leurs études. « Grâce à nos liens, explique le général Thorette à la Défense, nous pouvions calmer les tensions ou les édulcorer[1316]. » L'harmonie presque parfaite entre deux d'entre eux s'avère plus providentielle encore. D'un côté, le chef d'État-major particulier de Jacques Chirac, le général Henri Bentegeat, très apprécié pour sa finesse et sa courtoisie, voire sa gentillesse, qui s'entend remarquablement avec le Cema, ce qui est rare pour un chef d'État-major particulier. De l'autre côté, le chef de cabinet militaire du Premier ministre, le vice-amiral Alain Dumontet. « J'ai souvent été le premier à l'informer[1317] », avance cet ancien commandant de la *Jeanne-d'Arc*. « En fait, avance-t-il, les conseils de défense étaient une chambre d'enregistrement des comités de défense où tout avait été arrêté avec l'accord du chef d'État-major particulier. »

Pour l'Ema, l'Afghanistan est une découverte à tous les sens du terme : « Jamais, témoigne le général Gaviard, on n'aurait pensé y être engagés un jour[1318] ! » Le premier contact du Cema Jean-Pierre Kelche avec l'Afghanistan fut très certainement la carte qu'il a déployée sur son bureau vers le 15 septembre, en compagnie de son sous-chef opérations. Lui qui se prépare à céder son commandement en 2002 se voit donc aux prises avec une opération des plus délicates : « Son souci constant, souligne le général Gaviard, était d'éviter les pertes humaines au maximum. » Cette exigence

d'une sécurité maximale constitue un paramètre essentiel de l'engagement de la France. L'autre est fourni par Bentegeat à Gaviard : « Il m'a dit, explique celui-ci, que Chirac avait décrit l'Afghanistan comme "une région non stratégique pour la France", mais qu'il fallait qu'elle démontre sa solidarité. » De gros moyens, donc, devront être employés, mais pour une durée d'engagement courte, ce qui exclut *a priori* un envoi important de troupes terrestres : une fois sur place, il serait trop complexe de les rapatrier rapidement. « Nous avons tout fait, témoigne de fait l'amiral Hébrard, patron du Coia, pour ne pas rester englués en Afghanistan pour de longues années1319. »

Parmi toutes ces incertitudes, un élément apparaît très vite tangible : l'armée de l'air, comme en ex-Yougoslavie, sera largement mise à contribution. D'où un problème majeur à régler en urgence pour l'État-major des armées : la route est longue entre Paris et Kaboul ; par où passeront les avions et où se poseront-ils ? Le degré d'implication dans le conflit augmente pour les pays concernés : le survol du territoire est moins compromettant que l'ouverture de bases. Pour le premier aspect, vu la géographie de l'Afghanistan, seules deux solutions se présentent, par le Pakistan ou par l'ex-URSS, toutes deux ayant une forte signification géopolitique. Pour l'atterrissage, le général Bruno Elie, chargé de mission auprès du ministre de la Défense, spécialiste de l'Asie centrale, pointe deux pays : le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

Les mêmes interrogations agitent les Américains. La Russie est très loin d'accepter leur arrivée massive sur ces anciennes terres. Le 13 septembre, à Douchanbe, ses services de renseignement ont promis au Front uni un soutien accru tandis que ses diplomates convainquaient le président Rakhmonov d'interdire son espace aérien à l'US Air Force1320. Les « pays en stanX », en particulier, refusent d'accueillir les CsarXI, ces missions de sauvetage de pilotes sans lesquelles aucun déploiement aérien n'est envisageable. L'attention du Pentagone se focalise sur l'Ouzbékistan qui, en dépit d'un patient travail de rapprochement opéré par Washington depuis quatre ans, renâcle en prétextant des menaces de représailles islamistes. Le ministre de la Défense taleb, le Mollah Obaïdollah, le menacera de fait de « djihad » le 27 septembre en cas de soutien logistique aux Américains. Que les États-Unis échouent, et l'Ouzbékistan serait emporté dans la

déstabilisation générale de la région qui s'ensuivrait. Mais le président Karimov sait aussi les avantages à retirer d'une acceptation : non seulement il éliminerait les soutiens étrangers aux mouvements islamistes sévissant sur ses terres, mais il y gagnerait en prestige et en finances, ce genre d'accord se doublant souvent de juteuses retombées d'argent. Sa valse hésitation pousse Vladimir Poutine à mettre de l'eau dans son vin antiaméricain : si l'Ouzbek accepte, s'afficherait à la face du monde sa perte de contrôle dans la région. Le Russe s'improvise donc M. Bons-offices auprès des leaders locaux. Le 22 septembre, un marché est passé avec George Bush : contre l'arrêt de toute critique à l'encontre de la politique russe en Tchétchénie, et la promesse de consulter la Russie avant toute implantation dans la zone, les Américains auront accès aux bases d'Asie centrale, de manière temporaire. Peu après, le Tadjikistan ouvre son ciel tandis que l'immense base de Karshi-Khanabad prend des allures de ruche.

Entre-temps, « Jawbreaker » a décollé de Ramstein le 19. Gary Schroen est accompagné d'une équipe rodée – moyenne d'âge quarante-cinq ans, une vingtaine d'années d'expérience chacun – mais aussi de 3 millions de dollars en liquide. Sans aucun visa, ils atterrissent en Ouzbékistan, initiant une pratique qui va finir par porter de vilains fruits à Tachkent. Les Tadjiks s'en mêlent, barguignant le survol de leur territoire, et l'équipe en est quitte pour six jours d'attente. De quoi calmer la ferveur du discours que leur a tenu le patron du centre de contre-terrorisme à leur départ : Ben Laden et ses séides doivent être tués. « Vivants, ici, en prison, ils deviendraient un symbole, un point de ralliement pour d'autres terroristes[1321]. »

Le 20 septembre, un millier d'oulémas se rassemblent justement à Kaboul pour statuer sur la demande d'expulsion des États-Unis. Certains, parmi les plus influents, déclarent que, si la responsabilité de Ben Laden dans les récents événements est établie, il doit être chassé. L'exaspération de ces sages après cinq ans de gabegie l'explique pour l'essentiel, mais aussi leur haine des Arabes. Le vote est sans appel : 650 voix pour le départ de Ben Laden, 350 contre. Les termes de la résolution restent toutefois mesurés puisqu'elle invite le Saoudien à quitter le pays « de son plein gré […] quand cela sera possible ».

Comme il n'est pas question de s'en remettre au bon vouloir de Ben Laden, l'équipe « Jawbreaker », enfin libérée des tracasseries tadjikes,

rejoint le Panjshir le 27 septembre, soit deux semaines après Vladimir qui, toutefois, n'est pas informé de son arrivée. Et pour cause, aucune coopération CIA-DGSE n'a été arrêtée sur le terrain. D'ailleurs, alors que « Jawbreaker » ne fait aucun mystère sur son appartenance aux services, le Français, lui, n'a pas levé sa couverture. « J'étais au courant du lien de Massoud avec la DGSE, révèle Henry Crumpton, qui dirige les opérations de la CIA en Afghanistan. Et nous l'avons encouragé tout comme ceux des autres services de renseignement. » Il précise toutefois : « Nous ne nous sommes pas appuyés sur la DGSE pour établir nos contacts avec le Front uni après le 11-Septembre. Nous avions maintenu des liens distants jusqu'en septembre 1999 à partir de quand nous avons régulièrement déployé des équipes dans la vallée du Panjshir pour des opérations conjointes1322]. » Ainsi, Gary Schroen avait-il lui-même rencontré l'ingénieur Aref, chef des services de renseignement de Massoud, à Paris, en avril 2001. De toute façon, avec sa puissance financière, et la soif de vengeance qui anime les siens, la CIA débarque dans le Panjshir tel autrefois Gengis Khan : rien ni personne ne doit lui résister. « Les Américains n'ont confiance qu'en eux-mêmes, surtout en matière politique, explique le général Bentegeat. Vu toutes leurs capacités en renseignement, et leur budget, ce que nous pouvions leur apporter en la matière était négligeable. Ils ne s'ouvrent que sur des dossiers où l'on peut leur apporter des éléments nouveaux, comme sur le terrorisme nord-africain où nous sommes très bons. Sur l'Afghanistan, c'était sans commune mesure1323. »

Schroen annonce à Aref son intention d'établir des contacts directs avec le plus grand nombre de commandants du Front uni, en prétextant la volonté de ses supérieurs d'être en prise directe avec le terrain. En fait, les Américains se méfient d'une mainmise tadjike, voire panjshiri sur le mouvement de libération nationale. Ils espèrent dans le même temps soulever les Pachtounes du Sud. Les 500 000 premiers dollars versés à Aref lèvent bien des préventions ; Fahim a droit au double le lendemain. L'argent était à l'origine destiné à préparer les combats, mais Schroen se veut pragmatique. Rallier les tribus du Sud, qui ont pour la plupart soutenu les Taliban, serait trop long. Seul le Front uni est en mesure d'agir en masse. En l'appuyant, l'ennemi pourrait être rapidement défait. À cette fin, Fahim donne son accord pour que « Jawbreaker » procède à un relevé GPS des

fronts de Kaboul, puis de Taloqan. Les coordonnées sont ensuite transmises à l'aviation américaine pour la préparation du plan de frappes. L'opération est évidemment ultrasecrète, et pourtant la DGSE n'en ignore rien. Elle le doit à dix ans de présence continue auprès de Massoud, à deux ans d'un travail assidu du dernier OT, Vladimir, à qui Aref, à peine les Américains ont-ils quitté son bureau, transmet la carte mentionnant la centaine de sites que lui et les siens ont désignés comme des cibles potentielles. Aucune contrepartie n'est réclamée, alors que Schroen a déjà dû débourser près de 2 millions de dollars. Dans ce pays à la littérature riche en équivalents de Jean de La Fontaine, la morale reste que la tortue l'emporte sur le lièvre, le métier à tisser sur la planche à billets.

Avec quelques heures de décalage par rapport à « Jawbreaker », le commandant part à son tour faire le relevé GPS des blockhaus, ponts, maisons, centres de stockage, pistes d'aérodromes sélectionnés. Puis, allongé dans une baraque, pendant deux longs jours, sans discontinuer, il transmet le tout à la centrale en liaison cryptée. Grâce à cette magnifique prise, le gouvernement français peut enfin répondre à quelques questions qui demeuraient en suspens : non, Washington ne va pas châtier l'Afghanistan par un tapis de bombes ; il va probablement déployer des troupes au sol. Seul le *timing* résiste encore aux investigations de Vladimir qui ignore que la date du début des bombardements, d'abord fixée au 2 octobre, a été repoussée, faute qu'on ait pu déployer une équipe de sauvetage aérien à proximité de l'Afghanistan.

À la fin du mois, le conseiller diplomatique du président de la République traverse l'Atlantique pour faire un nouveau point avec Condoleezza Rice. Il apporte l'accord de la France pour l'ouverture aux Américains du ciel, des aéroports et des ports français, le Premier ministre ayant levé ses ultimes réticences. Il annonce également la mise à disposition des tout premiers moyens militaires français, une frégate et un pétrolier-ravitailleur. Le gouvernement ne pouvait faire ni moins – au risque de faire douter les Américains de la sincérité des déclarations françaises – ni plus : ne sachant quelles sont les intentions américaines, l'Ema n'engage guère la France avec ces deux bâtiments appelés à évoluer à des centaines de kilomètres de l'Afghanistan. La réaction américaine ne trompe pas. Quand Condie Rice rapporte au conseil de sécurité la proposition transmise par

Jean-Marc de La Sablière, qui vient s'ajouter à celles des Allemands, des Australiens, des Canadiens, Donald Rumsfeld s'exclame : « Nous voulons les intégrer dans la mesure où cela nous est possible[1324] », en clair : dans la mesure où nous en avons envie. C'est flagrant avec l'Otan à laquelle, depuis le vote de l'article 5, Washington n'a fait aucune demande précise.

Contrainte à l'attente sur le plan militaire, la France prend une initiative diplomatique le 2 octobre en transmettant à l'Union européenne un « plan action Afghanistan » en six points pour gérer l'après-Taliban. L'objet est essentiellement de placer l'action de la communauté internationale dans le domaine humanitaire et de l'aide à la reconstruction sous la férule coordinatrice d'un groupe de contact, formé par l'Union européenne, les États-Unis, les voisins de l'Afghanistan, les agences de l'Onu et les ONG. C'est-à-dire, en fait, les intervenants qu'elle avait proposés dès 1980 à l'exception notable des ONG qui, en vingt ans, se sont imposées sur la scène internationale. L'ambition inavouée est d'empêcher l'appropriation du dossier par les Américains et les Russes, mais les moyens pour y parvenir restent très flous. Ainsi le plan ne se prononce-t-il guère sur l'aspect sécuritaire puisqu'il se limite à prôner que l'« ordre intérieur » soit assuré, en précisant que « la communauté internationale devra y contribuer », formule bien vague qui ne dit rien sur l'envoi de troupes, la formation de soldats afghans, etc. Paris insiste en revanche sur un vaste plan de déminage, succédané de la mission « Salam » de la fin des années 1980. Pour l'économie et le social, le gouvernement français entend capitaliser sur sa propre expérience de la coopération, en insistant sur l'aide à l'agriculture, ainsi que sur l'éducation et la santé, « en particulier au profit des femmes ». Le volet politique, le plus intéressant, frappe par son souci d'une totale neutralité. Le plan expose en effet que « l'urgence est d'éviter un vide politique à Kaboul, qui laisserait perdurer les conflits entre les factions et les groupes ethniques. Pour cela, nous encourageons, par nos contacts, une large réunion, quels qu'en soient la forme et le nom, des diverses composantes de l'Afghanistan, d'où émanerait une autorité de transition représentative, acceptée par les Afghans ». Campant sur une position datant quasiment de l'invasion soviétique, la France insiste : « Ce processus suppose qu'aucune des composantes de l'Afghanistan ne capte le pouvoir et ne l'exerce à son seul profit. L'ancien roi pourrait jouer un rôle

politique pour catalyser l'accord de toutes les composantes du pays pendant la transition. » Bref, un plan très fédérateur, trop à en juger par son but quasi utopique de « faire converger les démarches des Afghans, de l'ex-roi, des membres permanents du Conseil de sécurité, des pays voisins, des autres pays intéressés, du secrétaire général des Nations unies et de son représentant, de l'Union européenne ». Mais selon le directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, Gérard Errera, « le plan d'action était plutôt un positionnement d'ordre général destiné à "exister" en vue des futures réunions internationales concernant l'Afghanistan[1325] ».

Comme toujours, l'investissement dans un projet se mesure aux sommes dépensées. Or, comme au Kosovo, la France renâcle à mettre la main à la poche. Le 5 octobre, le porte-parole du Quai d'Orsay annonce une mobilisation totale de 35 millions d'euros. Onze millions sont débloqués en urgence pour les ONG tandis que le ministère de l'Agriculture contribue à l'aide alimentaire via le Pam. Onze autres millions sont également versés aux agences internationales comme le CICR ou l'Unicef.

Du point de vue militaire, la France confirme publiquement le 3 octobre, lors d'une réunion de l'Otan à Bruxelles, ce que Jean-Marc de La Sablière a livré en primeur à Condoleezza Rice. Quelques détails supplémentaires sont fournis. Pour le survol de son territoire, un préavis ne sera demandé que pour les avions de combat américains ; sur mer, les deux navires retenus sont le *Var*, bâtiment de commandement et de ravitaillement, aux ordres du capitaine de frégate Christophe Balducchi, et le *Courbet*, une frégate furtive, commandée par le capitaine de frégate Olivier Devaux, richement dotée en moyens d'écoute et qui sort de son premier grand carénage. Les deux bâtiments devront participer à la surveillance du trafic dans le nord de l'océan Indien, les Américains redoutant la fuite de membres d'al-Qaida par la mer, du Pakistan vers la Somalie ou le Yémen. L'opération permet au général Bentegeat d'affirmer que « les Français sont les premiers à répondre aux appels américains et dans les meilleures circonstances[1326] ». Si l'envoi du *Var* et du *Courbet* a recueilli un consensus à l'Élysée et à Matignon, ce n'est pas du tout le cas pour le navire amiral de la marine française, le porte-avions *Charles-de-Gaulle*. Le vice-amiral Dumontet explique même que « la seule vraie question qui a agité les cabinets ministériels à cette époque au sujet de l'engagement français était : Oui ou non, faut-il envoyer

le groupe aéronaval[1327] ? » Lui-même en est un fervent, et logique, partisan, tout comme le général Bentegeat à l'Élysée qui partage l'amour du président de la République pour un bâtiment « auquel il était très attaché, ne serait-ce qu'en raison de son nom ». L'État-major des armées a également placé l'engagement du porte-avions en tête de ses propositions puisqu'il remplit tous les critères exposés par Jacques Chirac : il s'agit du fleuron de l'armée française – qui symboliserait donc la force de la solidarité avec les États-Unis – et, pour des raisons de maintenance, il ne peut rester sur zone que quelques mois – ce qui éviterait l'enlisement.

L'affaire est pourtant loin d'être réglée. Le vice-amiral Dumontet apprend en effet par des indiscrétions que des oppositions majeures se dressent, dont, surtout, celle, primordiale, du Cema. Aussitôt il prend contact avec Bentegeat qui le lui confirme. L'armée de l'air en particulier voudrait conserver la suprématie sur les opérations comme en ex-Yougoslavie. Mais l'opposition vient aussi des politiques. Dumontet est ainsi stupéfait d'entendre à l'Assemblée nationale le président Giscard d'Estaing persifler lors du débat sur la participation française : « À ma connaissance, l'Afghanistan n'est pas un pays côtier. » « Alors, raconte-t-il, j'ai pris le taureau par les cornes. » La situation lui paraît en effet insensée. Certes le porte-avions n'est en service que depuis le 18 mai et il est actuellement à quai. Mais dans le jargon de la marine, il n'est qu'en entretien : il peut être à tout moment mobilisé. D'autre part, comment la France pourrait-elle ne pas envoyer son porte-avions dans le cadre d'une opération pour laquelle il a très exactement été conçu ? Comme le souligne l'amiral Hébrard, patron du Coia, « son envoi était un signe politique fort. Mais ne pas l'envoyer l'aurait également été[1328] ! » Le premier engagement dans une opération majeure permettrait aussi l'acquisition d'un savoir-faire pour le bâtiment, son escorte et ses appareils, dont les Rafale pour lesquels ce serait la première campagne. Le vice-amiral met enfin en avant l'intérêt premier du porte-avions : l'inutilité d'une base terrestre pour ses avions. Le *Charles-de-Gaulle* est un bout de France qui vogue à des milliers de kilomètres. L'argument est contesté. L'Afghanistan se trouvant en effet à huit cents kilomètres des côtes, les avions devraient être ravitaillés en vol, or le navire n'emporte pas dans ses cales d'appareils capables de ravitailler pour des missions si longues. Il faudrait donc s'en

remettre aux Américains et aux Britanniques. En d'autres termes, ce qui serait gagné au sol serait, pour partie, perdu dans les airs.

Dumontet le sait, ce qui se joue derrière le choix des forces à envoyer en Afghanistan, c'est le profil de l'armée française du futur. En pleine période de restructuration, chaque armée joue des coudes pour démontrer au gouvernement et aux législateurs sa parfaite adéquation avec les conflits modernes. Le débat sur la construction d'un nouveau porte-avions, à propulsion nucléaire ou classique, bat alors son plein. Bloquer le premier à quai condamnerait par avance le second. Dumontet n'entend pas s'en laisser conter. Il rédige une note laissant libre cours à son incompréhension et qu'il remet en mains propres au Premier ministre. Il se doit d'être convaincant, car aux rivalités d'autres armées s'ajoute la circonspection de la gauche : le *Charles-de-Gaulle* transporte des bombardiers qui signeront donc une implication significative de la France alors que, selon elle, la responsabilité des Taliban ne serait pas encore totalement avérée. « Faut-il porter la guerre en Afghanistan, s'interroge lui-même Lionel Jospin à l'Assemblée nationale, au risque de frapper, avec les terroristes, tout un peuple qui n'a aucune responsabilité dans les événements du 11-Septembre ? Je me réjouis de constater qu'au sein même du peuple américain des voix s'élèvent pour dire leur réserve à l'égard de toute attitude dictée par "l'esprit de l'Ouest". » Et le Premier ministre d'avancer que, si les États-Unis font le choix d'« opérations militaires lourdes, aux conséquences imprévisibles », alors : « Nous y serions pour notre part opposés et, *a fortiori*, opposés à ce que la France y participe d'une façon ou d'une autre ».

L'opiniâtreté de Dumontet cependant est payante. À l'ouverture du comité restreint du 2 octobre, le général Kelche donne lecture du résultat des cogitations de l'Ema : est envisageable la participation des avions de reconnaissance et de combat, de quelques troupes au sol, etc. Quand il semble en avoir terminé, le Premier ministre l'interroge sur le groupe aéronaval. Le général affirme qu'il allait en parler, en ajoutant que le porte-avions ne serait pas tout à fait prêt. Sans hésiter, Lionel Jospin lui rétorque que les Français ne comprendraient pas qu'il reste à l'écart des opérations[1329]. La décision est arrêtée et approuvée dès le début du conseil restreint suivant par le président de la République qui n'était pas à convaincre. Reste tout d'abord à vérifier que les Américains sont preneurs,

ensuite à mettre le groupe aéronaval sur le pied de guerre. D'aucuns se mettent à penser qu'il résout à lui seul l'équation française en Afghanistan. « L'esprit restait, au Coia comme à l'Ema, témoigne l'amiral Hébrard, de limiter au maximum les moyens engagés, et, comme le porte-avions partait, beaucoup espéraient qu'il suffirait1330. » Mais chaque armée continue à plancher, particulièrement l'armée de l'air. Tous les soirs, son centre d'opérations se réunit à la base de Balard, sous la présidence du général Jean-Pierre Job, chef d'État-major de l'armée de l'air, pour débattre des hypothèses de déploiement, avec la même question centrale qu'au Pentagone : Où se poser ? Le 23 septembre, une délégation des ministères de la Défense et des Affaires étrangères s'est rendue à Tachkent afin de tenter d'obtenir les faveurs ouzbèkes. Outre l'atterrissage de la flotte française, elle dut plaider la cause des ONG qui se sont massées à Termez en l'attente d'une autorisation pour se déverser dans le nord de l'Afghanistan. Parmi elles, AMI, qui, vingt ans après, se trouve donc du côté de la frontière d'où décollaient les avions soviétiques pour bombarder ses dispensaires dans le Panjshir. Mais pas plus qu'aux Américains les Ouzbeks n'ont donné leur feu vert. L'envoi des avions français reste donc en suspens, d'autant que le général Kelche n'a pas caché en conseil de défense des problèmes prévisibles d'interopérabilité et de soutien. « Depuis le Kosovo, explique le général Bentegeat, l'armée française souffrait en effet de graves problèmes de munitions : à chaque restriction budgétaire imposée aux armées, c'était là où c'était le plus facile que l'on coupait, c'est-à-dire les stocks de munitions1331. »

Des avions cloués au sol, le *Charles-de-Gaulle* à quai, l'engagement français se limite donc pour l'heure aux deux navires ayant mis le cap sur l'océan Indien. Il est une dernière hypothèse, envisagée dès les premières heures, l'emploi des forces spéciales, qui aurait un double avantage. En premier lieu, elles agissent au sol et seraient donc la preuve ultime de la solidarité française. D'autre part, elles semblent idéalement cadrer avec l'objectif fixé par Washington et Paris d'une empreinte minimale sur le terrainXII, et avec les buts premiers du conflit, la traque des leaders d'al-Qaida et la destruction de capacités militaires du régime taleb. Les forces spéciales en ont acquis l'expérience au Kosovo en 1999-2000. La casse humaine serait inévitable, mais aussi plus acceptable pour les responsables

politiques puisqu'un secret absolu entoure leurs missions. À l'Élysée, le conseiller diplomatique s'en fait donc l'avocat enthousiaste : « J'ai informé le président de la République, explique Jean-Marc de La Sablière, de l'intérêt américain concernant les forces spéciales dont m'avait fait part Condie Rice[1332]. »

Installé à Taverny, le QG du commandement des opérations spéciales (Cos[XIII]) demeure dans l'expectative. Depuis le début de l'été, le général Henri Poncet en a pris les rênes. La participation des forces spéciales ne peut faire pour lui aucun doute. Ses « emmerdeurs », ses « iconoclastes », ses « trublions », comme il appelle indistinctement ses hommes, lui paraissent faits pour l'Afghanistan. Il voit donc grand. « L'idée, raconte-t-il, était alors d'engager un détachement autonome d'environ cinq cents hommes avec une forte composante forces spéciales renforcée d'une compagnie parachutiste pour assurer le travail plus classique d'infanterie, de protection du camp, etc. » Dès le 25 septembre, il a envoyé l'un de ses officiers à Tampa, QG du Centcom, pour établir le contact avec les Américains et envisager une coopération. Toutefois, le dernier engagement massif des forces spéciales remonte déjà à « Turquoise », en 1994, au Rwanda. De plus, le Cos n'en est qu'à ses balbutiements : « Nous hésitions encore, relate Poncet, entre une quatrième armée à l'américaine – les forces spéciales étant indépendantes des trois autres – ou des unités dans lesquelles le Cema piocherait en fonction des opérations. » Pour le général, l'Afghanistan est une magnifique occasion pour enfin faire bouger les lignes. « Pendant trois ans, dit-il, mon principal souci a été de fédérer les différentes composantes terre, air, mer du Cos. » Quoi de mieux qu'une campagne pour y parvenir et pour obtenir au passage, en urgence, quelques dotations d'armement supplémentaires ?

À partir de la mi-septembre, Poncet a donc organisé avec l'autorisation du général Kelche une revue de détail de toutes les composantes du Cos au camp de Caylus, une première. Commandos marine, 13e RDP, 1er RPIMa, hélicoptères, tout le monde était présent. Selon l'amiral Hébrard, patron du Coia, « la requête du patron du Cos était ancienne, on n'a fait que l'accélérer un peu[1333] ». En rien l'opération ne doit être considérée comme un tour de chauffe avant le grand saut. « Les forces spéciales doivent seulement se tenir prêtes au cas où », ajoute Hébrard. L'occasion permet en

tout cas au général Poncet de présenter un tableau volontairement contrasté. Certes, ses unités sont d'une qualité indéniable, redoutable outil de guerre ayant déjà fait ses preuves, mais elles brillent aussi par leur hétérogénéité qui rendrait kafkaïen un engagement collectif. Bien entendu, chaque arme entendant conserver ses traditions, les tenues sont différentes, mais ce n'est que le plus frappant. Les postes radio aussi sont dissemblables, ainsi que les lots d'outillage des hélicoptères Puma différents dans les armées de terre et de l'air, les procédures de vol… Le plus emblématique est peut-être le fusil d'assaut : le 1er RPIMa utilise des M16 américains parce que le Famas français n'est pas autorisé par l'armée de terre à tirer des grenades M203, à l'inverse du CPA 10 de l'armée de l'air dont les Famas sont équipés du dispositif. « Je ne me suis pas gêné, relate Poncet, pour exposer toute cette diversité au général Kelche, avec les nuisances prévisibles sur l'interopérabilité. Mais j'étais convaincu de réussir à les fédérer en me disant que mon mauvais caractère me permettrait, si besoin était, d'aplanir les éventuelles dernières dissensions[1334]. »

La revue de détail dure toujours quand le conseiller diplomatique du président de la République retourne, le 4 octobre, s'entretenir avec Condie Rice en compagnie de ses homologues allemand et britannique. Comme pour la précédente réunion, rien de constructif n'en sort. Les Américains distillent quelques informations, mais ne prennent pas la peine de recueillir l'avis de leurs alliés. « C'était une illusion de partage, souligne La Sablière. En aucun cas les Américains ne nous demandaient notre avis sur telle ou telle opération. Jamais nous n'entrions dans les détails[1335]. » Comment en serait-il autrement avec un Cema américain, le général Richard Myers, qui en est encore à se demander « quel rôle donner aux principaux alliés[1336] ». Les Français néanmoins sont avertis que Washington pourrait les solliciter pour des avions de combat, d'espionnage ou de ravitaillement, et, éventuellement, pour des forces spéciales. Au soir du 5, un conseil de défense restreint décide que Paris répondra favorablement à une demande officielle qui se fait attendre. Et pour cause, les Américains sont encore indécis sur leur stratégie. Les cibles que leur ont suggérées les Afghans leur semblent insuffisantes, pas assez marquantes pour l'opinion publique. Le Centcom ne sait toujours pas s'il investira le pays par le nord ou le sud. Et puis, faut-il accorder un répit après les frappes pour permettre aux

Pachtounes du Sud de se révolter contre les Taliban ? Les Pakistanais vont-ils jouer le jeu ou continuer à appuyer les milices du mollah Omar ? Comme le souligne le journaliste Ron Suskind, l'opération « Liberté immuable » ressemble fort dans sa conception à l'improvisation qui avait présidé à la Nasa lors du désastreux vol Apollo 131337.

Un déclic majeur est toutefois survenu le 1er octobre avec l'ouverture du ciel et d'une base ouzbeks. C'est un tournant dans la politique étrangère du pays après dix ans d'indépendance qu'annoncent donc de conserve le président Karimov et Donald Rumsfeld. Officiellement, l'accord ne porte que sur des opérations humanitaires et de « *search and rescue* » qui, en fait, sont le prélude indispensable aux frappes aériennes. Officiellement également, le président ouzbek n'a demandé aucune contrepartie. Karimov a « vendu l'Ouzbékistan pour 8 milliards de dollars1338 », ironisent les Russes qui ont chargé la barque : le 12, la facture pour les Américains est arrêtée à 15 millions de dollars pour le mois d'octobre, 120 millions en équipement militaire étalés jusqu'en 2003, 82 millions pour les services de renseignement nationaux, enfin 55 millions de crédit1339.

La Csar pouvant prendre position, le général Franks, le 5 octobre, passe à nouveau en revue les cibles à frapper avec le président américain. Trente et une seulement sont retenues de prime abord, principalement la DCA taleb et les camps d'entraînement d'al-Qaida. Sous la pression, le patron du Centcom décide d'arrêter enfin une date définitive pour le début des bombardements : ce sera le 7. Dans le Panjshir, le commandant de la DGSE Vladimir n'en sait encore rien, mais, ce même 5 octobre, il obtient enfin un entretien avec Fahim. Pour la première fois, il se présente à lui ès qualités et lui expose l'offre de coopération des services français. L'Afghan n'exprime aucune émotion : d'un même mouvement, il prend acte de la proposition de la DGSE, l'accepte et exhibe une liste de matériels militaires incluant rien de moins que des chars et de l'artillerie lourde. Vladimir doit trouver les mots justes pour lui expliquer que la France n'a jamais été si généreuse et qu'elle ne suggère qu'un soutien tactique. Sans susciter plus de réaction chez son interlocuteur.

La DGSE est également à l'œuvre au Pakistan, cette fois auprès de ses contacts pachtounes. Après la shura des oulémas ayant décidé du départ de Ben Laden, un personnage des plus influents dans la sphère talib mandate

un de ses proches pour faire passer un message à Sévérien : « Est-il vrai que la France n'extrade pas les personnes encourant la peine de mort dans les pays qui les recherchent ? » Le chef de poste répond par l'affirmative. Et il se souviendra toujours de la question que lui soumet alors le messager : « Est-ce que la France peut, dans ce cas, s'engager à ne pas livrer Ben Laden1340 ? » Dans une carrière, ce genre de proposition est unique, à peine croyable, mais l'Afghan ne plaisante pas du tout. Pour la DGSE, ce serait, *a priori*, la récompense de vingt ans de travail ; la France en retirerait probablement un prestige considérable. Mais que de complications en perspective ! Comment, et où, le Saoudien serait-il remis aux Français ? Comment l'extrader ensuite vers Paris ? La France a-t-elle vraiment envie d'accueillir l'icône du terrorisme international ? Et enfin, et surtout, comment faire accepter aux Américains que l'instigateur du crime le plus épouvantable perpétré sur leur sol pourrait être protégé par des lois françaises ? Est-il même seulement susceptible d'être traduit devant une juridiction nationale ?

Sévérien transmet à la centrale qui se contente de lui demander d'attendre. La DGSE veut se donner le temps de la réflexion et, sans doute, en offrir au destin pour qu'il la débarrasse de ce cadeau empoisonné. De fait, l'affaire n'aura pas de suite, car, le 6 octobre, les Américains adjurent une dernière fois les Taliban de livrer le Saoudien. Le lendemain, Vladimir se voit inviter par les Afghans à quitter les lieux au plus vite : en l'absence de réponse taleb, les frappes doivent commencer dans la soirée. Le commandant a, une fois de plus, bénéficié de la primeur d'une information capitale puisque George Bush ne prévient, lui, Jacques Chirac qu'une demi-heure avant le début des bombardements.

Près de cent États se sont rangés derrière la bannière étoilée, dont quarante par l'ouverture de leur espace aérien, ce qui en fait la plus large coalition de tous les temps face à la réalisation terroriste la plus abjecte, mais aussi contre l'un des pays les plus pauvres au monde. Loin du tapis de bombes déversé en Irak ou pendant la Seconde Guerre mondiale, une trentaine d'objectifs seulement sont traités, dont trois dans la région de Kaboul. Le lendemain, les commandants du Front uni font la moue tandis que les interceptions radio permettent de mesurer le soulagement des Taliban.

Le lancement de « Liberté immuable » a créé des turbulences jusqu'à Paris où, sitôt sa conversation avec George Bush terminée, Jacques Chirac a prévenu Lionel Jospin qu'il allait procéder à une déclaration télévisée, sans lui en dévoiler le contenu. Le Premier ministre apprend donc que « les opérations militaires se feront sur une longue période. Elles viseront à punir les coupables et à détruire en Afghanistan les infrastructures des réseaux terroristes et leurs soutiens. Nos forces y participeront ». On imagine sa surprise agacée lorsque Jacques Chirac révèle non seulement que, déjà, deux navires sont engagés, mais que d'autres moyens suivront : « Nous assumerons notre part dans un esprit de solidarité et de responsabilité. C'est ce que j'ai dit au président Bush qui m'a appelé cet après-midi avant le début des opérations. » Le gouvernement apprécie d'autant moins que, dans le même temps, à la radio, Alain Richard, lui, a été muet sur les frappes puisqu'il en ignorait tout. « Comme souvent, se gausse François Hollande, porte-parole du PS, [le président de la République] a été non pas trop rapide à intervenir – c'est sa fonction et c'est son droit –, mais trop prompt à apporter une réponse à une question qu'on ne connaissait pas, c'est-à-dire le montant des demandes américaines et leurs détails matériels ou humains[1341]. »

Pour autant, si Jacques Chirac réussit à conforter son image de chef des armées, sa déclaration recouvre opportunément l'indécision persistante sur la nature de la participation française. Selon le général Bentegeat, le président de la République pensait alors essentiellement à des moyens aériens. L'AFP, elle, évoque des forces spéciales dont elle mentionne le rassemblement « quelque part en France ». Le 8 octobre, le ministre de la Défense compte reprendre la main et il explique que « les États-Unis savent que nous pouvons entrer en action avec des dizaines d'avions ou de bateaux et des milliers d'hommes, pour participer à des opérations sur des objectifs relevant du système terroriste sur le territoire afghan[1342] » ; la décision ne serait qu'« une question de jours ». Surenchérissant sur le président de la République, il ajoute : « Nous n'avons aucune limitation quant aux sites où nous agirons[1343] », sous-entendu même en dehors de l'Afghanistan. Mais le plus stupéfiant est pour la fin : Alain Richard annonce le renforcement des équipes de la DGSE et de la DRM en Afghanistan. Selon lui, des « équipes de moins d'une dizaine d'hommes chacune » évolueraient sur

place. « Ce fut une belle gaffe[1344] », reconnaît son conseiller diplomatique de l'époque, Christian Lechervy, réitérée deux jours plus tard par Hubert Védrine qui évoque encore « quelques hommes sur le terrain[1345] ».

Il est peu commun d'entendre un ministre divulguer des opérations censées rester secrètes ; encore plus pour raconter des craques : il n'y a aucune DRM en Afghanistan et Vladimir est le seul représentant de la DGSE, de surcroît réfugié pour l'heure au Tadjikistan. Le ministre de la Défense se sera-t-il laissé emporter par les tambours de la guerre ou a-t-il été intoxiqué par une DGSE soucieuse de faire étalage de ses capacités ? L'anecdote est surtout emblématique de l'incertitude générale régnant dans tous les centres de pouvoir au sujet de la participation française. « Nous avons dit "oui" à toutes les demandes qui nous ont été adressées et sommes prêts à répondre aux demandes qui suivraient[1346] », déclare le porte-parole du ministère de la Défense, le général Alain Raevel. C'est la confirmation que les Américains n'ont pas encore été très exigeants. De toute façon, la France est-elle en position de faire plus ? Si les socialistes trouvent « légitime » l'action américaine, Verts et communistes réclament, eux, un « vrai débat » au Parlement dont le Premier ministre ne veut pas. « La lutte engagée contre le terrorisme, y compris dans sa dimension militaire, déclare-t-il le 9, ne prendra pas la forme qu'elle avait prise pendant la guerre du Golfe ni même pendant le conflit du Kosovo, celle, pour nous aussi, d'un engagement global dans un conflit global. » Et il martèle : « Je peux dire de la façon la plus nette que, si la situation devait conduire à nous entraîner dans un engrenage que nous ne jugerions pas souhaitable, et contre notre volonté, je ne m'y prêterais pas, pour ce qui me concerne. » Dans le même temps, conformément au souhait de Jacques Chirac, l'État-major des armées a soumis aux Américains une proposition d'engagement de « trente avions[XIV] sur le théâtre des opérations[1347] » dont, le 8, Condie Rice a demandé au général Franks d'étudier le besoin. De fait, à cette date, toutes les cibles identifiées avec le Front uni ont été « traitées ». L'US Air Force en est à les bombarder à nouveau pour ne pas rester inactive et donner le sentiment d'un abandon aux Afghans qui, de plus, savent les appréhensions de Washington au sujet d'une capture trop rapide de la capitale. Pour les mêmes raisons logistiques et politiques qui incitaient en 1944 Eisenhower à refuser à de Gaulle la libération de Paris, le général

Franks ne veut pas que Fahim concentre ses efforts sur Kaboul. Lui a mis sur pied un plan en trois étapes : Mazar, pour contrôler la route de ravitaillement vers l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ; puis Kunduz, pour posséder tout le Nord ; enfin et enfin seulement, la plaine de Chamali avec, tout au bout, Kaboul, non sans l'espoir que, entre-temps, les Pachtounes auront su se coaliser pour empêcher la mainmise tadjike sur la capitale. À cette fin, le chef de poste de la CIA à Islamabad requiert un minimum de bombardements dans le Sud. Gary Schroen, chef de l'équipe « Jawbreaker », en tombe des nues : comme autrefois Leclerc, Fahim, selon lui, fondra sur la capitale, avec ou sans les Américains.

Pour tenter de renforcer la coopération entre les deux pays, l'État-major des armées français envoie le 13 octobre à Tampa, QG du Centcom, une mission de liaison, conduite par le général Jean-Paul Raffenne, une figure des troupes de marine, ancien attaché de défense à Washington. L'officier, très dynamique, prend son travail à cœur. « Tu ne t'adresses qu'à Gaviard ou à moi ! » lui dit Kelche. « Résultat, relate le sous-chef opérations, comme je possédais à la maison un poste DCS-500 crypté, il me réveillait chaque nuit à 2 heures pour m'indiquer ce qu'il avait appris ou ce qu'il suggérait ! » Les cinq officiers retenus pour l'accompagner – un spécialiste de chaque domaine – n'ont que quelques heures pour se préparer. Parmi eux, le colonel Patrick de Rousiers, commandant la base aérienne de Nancy, a l'avantage d'avoir déjà travaillé avec une partie des généraux du Centcom pour avoir été en poste à Vicenza lors de la campagne de bombardement du Kosovo, ainsi qu'à Incirlik lors des opérations dans le nord de l'Irak.

Le staff français décolle avec des arguments à faire valoir, les différentes propositions échafaudées par l'Ema depuis quelques semaines en matière d'avions, de bateaux et de forces spéciales. « Un premier appât, comme l'appelle Rousiers, afin de démontrer à nos hôtes le sérieux de l'engagement français[1348]. » Il s'agit certes d'être présents aux côtés des Américains, mais tout autant de décrypter leurs intentions. « La crainte était alors très forte à Paris, relate le général Gaviard, que Washington se lance dans un choc de civilisations, une guerre de religions que nous voulions à tout prix éviter. » Dès les premières heures, Raffenne et ses officiers comprennent le dilemme auquel sont confrontés les Américains : comment faire participer les Alliés à des opérations qui pourraient être menées sans

eux ? Comme au Kosovo, la coalition est une épine que les Américains acceptent de planter dans leur pied, principalement pour ne pas donner raison à ceux qui crient à une guerre américaine contre le monde musulman. Plus que l'avion, c'est le drapeau sur sa carlingue qui les intéresse. « Un jour, poursuit le général Gaviard, les Belges ont proposé un de leurs escadrons de F-16. Un général américain l'a refusé, mais, dès le lendemain, il s'est dit ravi de l'accepter : sa hiérarchie avait dû entre-temps lui expliquer la portée diplomatique de l'offre1349. »

Contrairement à ce qui a souvent été avancé à Paris, les Français ne sont nullement ostracisés. S'ils ne font pas partie du premier cercle traditionnellement composé des Britanniques, Australiens et Néo-Zélandais, admis, eux, au cœur du cœur du commandement, ils participent à la plupart des réunions organisées par le général Franks, à l'intérieur même du Centcom. Il faut dire aussi que la France est l'une des rares nations à pouvoir proposer bombardiers, ravitailleurs et avions de transport indispensables à leur déploiement très loin de leurs frontières. Le général Raffenne dispose même d'un bureau au cœur du bunker central, une faveur qui, en France, équivaudrait à laisser un Américain prendre un siège dans le très secret Coia.

Le Centcom est sans équivalent en France puisqu'il est en liaison directe avec le secrétaire à la Défense et le président des États-Unis. Très vite, la mission de liaison rassure Paris : non, le Centcom n'est pas en train de planifier une autre opération en Irak. « Clairement, explique le général de Rousiers, les militaires américains avaient à cœur de répondre aux angoisses de leurs concitoyens. Ils n'avaient qu'une chose en tête : faire payer al-Qaida et éviter que cela se reproduise1350. » En conséquence, seuls les pays ayant un lien avec la nébuleuse terroriste sont passés au crible de leurs experts militaires. « C'était très largement l'Afghanistan, souligne Rousiers, mais aussi d'autres pays de la région dont, une fois de plus, l'Irak ne faisait pas partieXV. »

Le 14 octobre, Alain Richard a beau annoncer que la France se place « dans une hypothèse longue, avec la perspective d'opérations diversifiées nécessitant des contributions à géométrie variable », l'État-major des armées ne sait toujours pas où poser ses appareils. L'option pakistanaise a été écartée, faute de stabilité politique. La délégation des ministères de la

Défense et des Affaires étrangères passée en septembre par Tachkent avait également rendu visite aux autorités turkmènes, mais un soin supérieur fut apporté au voyage au Tadjikistan dont les liens étroits avec le nord de l'Afghanistan laissaient facilement pressentir une implication prochaine dans le conflit. Dès le retour à Paris, il a donc été décidé d'y affecter de manière temporaire un attaché de défense, le lieutenant-colonel Philippe Sidos. Toutefois, même le début des frappes en Afghanistan n'a pas incité les présidents des pays frontaliers à ouvrir leurs bases aux Occidentaux. La solution se dessine à la faveur d'un entretien téléphonique entre Jacques Chirac et Vladimir Poutine, le 8 octobre, au cours duquel le premier expose ses difficultés à poser les avions français. Témoin de la scène, le général Bentegeat est formel : « Chirac n'a pas demandé à Poutine d'intervenir en sa faveur1351. » C'est donc de son propre chef que celui-ci propose « l'Ouzbékistan ou, encore mieux, le Tadjikistan », qui a ses faveurs puisque la présence militaire russe encore forte pourrait assurer la sécurité de la flotte française.

Tadjikistan ou Ouzbékistan ? Le choix semble aller de soi puisque, le 8 ou le 9 octobre, le lieutenant-colonel Sidos est convoqué par le ministre de la Défense tadjik qui propose aux Français d'ouvrir une base dans son pays. Ses motivations plongent une fois encore leurs racines dans les vingt années précédentes. « Les Français ont aidé Massoud, arguë-t-il, et ils n'ont pas créé les Taliban. Vous ne cherchez pas à nous couper de Moscou ni à nous imposer un modèle politique et économique1352. » Plus surprenant, il ne demande rien en échange. « En faisant cette offre, explique le colonel, ils démontraient leur ouverture. Ils étaient aussi en quête de respectabilité. » Aussitôt il se met en chasse d'un moyen de communication afin d'en prevenir Paris. Il finit par accepter la proposition de l'ambassade allemande qui le met en garde contre l'interception certaine des Américains et de Berlin bien sûr. Tant pis, l'urgence prime. Mais Sidos en est pour ses frais. Après un long silence de plusieurs heures, un colonel du Coia l'avertit seulement de conserver l'offre au chaud jusqu'à ce que l'Ouzbékistan lui soit finalement préféré. « D'abord, explique l'amiral Hébrard, les Américains y étaient. Ensuite, c'était l'un des rares pays de l'ex-URSS où l'on enseignait le français. Enfin, nous y avions des intérêts économiques1353. » De fait, les relations franco-ouzbèkes sont alors en très

net progrès. L'ambassadeur français à Tachkent, Jacques-André Costilhes, a ainsi obtenu l'ouverture d'un centre culturel français qui sera le plus important de toute l'Asie centrale. Du point de vue militaire, le général Bouchaud, attaché de défense jusqu'en 2001, a mis sur pied une coopération prévoyant l'instruction des forces spéciales ouzbèkes par leurs homologues françaises.

Contre lui, le Tadjikistan avait une mauvaise image au Quai d'Orsay qui le considérait toujours comme une colonie russe plus qu'un pays indépendant, et la préférence manifestée par Poutine a été pressentie comme une manœuvre de manipulation potentielle. Pourtant, selon le général Bentegeat, « nous aurions mieux fait d'aller directement au Tadjikistan ». Car l'Ouzbékistan devient vite un casse-tête, en partie à cause des Français eux-mêmes. Le Quai d'Orsay a en effet cru judicieux de solliciter l'ambassadeur français à Moscou, Claude Blanchemaison, pour obtenir des autorités russes une intervention auprès des Ouzbeks. Au fond, il ne s'agit que d'exploiter l'offre de service de Poutine. Le 9 octobre, Blanchemaison est reçu par le vice-ministre des Affaires étrangères russe, Goussarov, ainsi que par le bras droit du ministre de la Défense qui l'assurent de l'aide de leur pays. L'attaché militaire français, le général Moinard, y voit la confirmation des excellents liens tissés avec ses homologues qui se comportent, dit-il, « avec une grande franchise », n'hésitant pas à « nous conseiller utilement[1354] ». Confiant, l'ambassadeur avertit Paris d'une réussite prochaine.

Requérir le soutien de la principale puissance de la région est certes compréhensible, sauf qu'il a fallu attendre trois jours pour que l'ambassadeur français à Tachkent se voit inviter à obtenir l'atterrissage de deux avions de reconnaissance et de deux ravitailleurs, ainsi que l'arrivée de deux cent cinquante soldats français. Comment attendre pareille bienveillance de la part des Ouzbeks qui ont appris entre-temps que Paris a préféré s'adresser en premier lieu à leurs anciens colonisateurs ? Sans compter que si les Russes, tenant parole, sont intervenus auprès de leurs autorités, ce fut vraisemblablement pour faire jouer la carte tadjike… La fin de non-recevoir tombe le 14 octobre. Raison officielle : les bases ouzbèkes ne sont pas capables d'accueillir à la fois les Américains et les Français. En réalité, le président Karimov redoute la réaction populaire à l'arrivée d'un

deuxième pays occidental dont il sait ne pas pouvoir obtenir de grands avantages en compensation. D'autre part, George Bush avait pris la peine de l'appeler personnellement à quatre reprises depuis le 11 septembre, alors que ni Jacques Chirac ni Hubert Védrine n'ont jugé bon de décrocher leur téléphone. « Nous n'avions pas compris, reconnaît humblement Christian Lechervy, conseiller diplomatique du ministre de la Défense, à quel point ces pays sont hypercentralisés. Toutes les décisions sont prises au niveau de la présidence, que ce soit le montant des contrats, les horaires, etc. Nous étions persuadés que nous pouvions convaincre très facilement Karimov, y compris en agissant auprès des Russes. Nous pensions que la première tranche de l'usine de munitions que nous venions d'achever jouerait en notre faveur. Nous nous surestimions[1355]. » Même franchise de la part de Thierry Dana à la cellule diplomatique de l'Élysée : « Nous n'avons pas été très habiles de passer par Moscou pour obtenir l'autorisation des Ouzbeks[1356]. » Espérant encore obtenir gain de cause, le Quai d'Orsay se tourne vers les Américains pour qu'ils acceptent de partager la base de Karshi-Khanabad. Avis négatif du Centcom le 16 octobre… « Américains et Russes nous ont menés en bateau, conclut l'ambassadeur Jacques-André Costilhes. Les uns invoquaient l'absence de place sur la base, les autres ne voulaient pas en fait d'un aéroport internationalisé à leurs frontières[1357]. »

Les avions à cocarde tricolore ne se poseront donc pas à Karshi. Le coup est rude pour l'orgueil national et il complique la tâche de l'État-major des armées. Cependant, en toute discrétion, des moyens ont bien commencé à être déployés. Leur objectif est de recueillir des renseignements de toutes sortes sur l'Afghanistan, l'état des forces en présence, mais aussi la mise en place de la machine de guerre américaine. Comme il est encore hors de propos d'employer des troupes à l'intérieur du pays, c'est donc de l'extérieur que la mission est menée à bien. En premier lieu, les satellites sont positionnés au mieux. Ensuite est dépêché en mer d'Oman, sous le commandement du capitaine de frégate Bernard Musset, le bâtiment de transport *Bougainville*, utilisé à l'origine dans le cadre du programme d'essais nucléaires, reconverti depuis 1998 dans le recueil de renseignement. Navire armé, il emporte à bord le système Minrem[XVI] prévu pour les interceptions de transmissions au profit de la DGSE et de la DRM. Enfin, des équipes mobiles d'interception sont déployées par la

DRM en Afrique et dans l'océan Indien afin de « triangulariser » l'Afghanistan, c'est-à-dire d'en rendre possible l'écoute. Le patron du renseignement militaire estime au total que deux cents hommes en plus des effectifs travaillant habituellement pour la DRM (centre d'écoute à Paris, analystes d'images, etc.) ont été mobilisés à cet effet ; toutes ses suggestions en la matière ont été acceptées. « On n'a rien demandé d'impossible, souligne le général André Ranson, comme le parachutage de troupes en Afghanistan pour le renseignement. C'est notre métier de calibrer nos demandes1358. »

La composante aérienne de ce recueil préliminaire de renseignements doit être assurée par trois types d'appareils. D'abord, le Transall C-160 Gabriel et le DC-8 Sarigue, destinés à la guerre électronique. Ensuite, les Mirage IV-P pour la reconnaissance photographique. Mais se pose pour eux le même problème que pour les avions de bombardement : la France ne dispose d'aucune base suffisamment proche. Une visite du ministre de la Défense aux Émirats arabes unis débloque la situation. Le pays a pourtant reconnu les Taliban. Mais les excellents liens de Jacques Chirac avec son fondateur, Cheikh Zayed, la coopération militaire fructueuse depuis quelques années et la conviction d'Alain Richard emportent son adhésion : voilà l'armée française bienvenue sur la base d'al-Dhafra, à trente kilomètres au sud d'Abu Dhabi, à la condition expresse que ses avions ne participent pas au combat. Le général Gaviard s'en réjouit : les Américains y basent déjà leurs U2, Black Hawk et leurs drones. Aussitôt, le Gabriel, conçu à l'origine pour espionner la frontière entre les deux Allemagnes, vient opérer des relevés électromagnétiques précis au-dessus de l'Afghanistan. Vu que les États-Unis disposent de ce genre d'appareils en pagaille, il serait tentant d'en conclure à une défiance franco-américaine. C'est méconnaître les règles exigeantes d'une coalition, même entre deux pays amis. Depuis le retrait français de « Southern WatchXVII », les Américains refusent en effet de partager leurs renseignements purement militaires avec les Français, plus par respect d'une stricte éthique que par manque de confiance. L'armée de l'air est donc obligée de procéder elle-même à ces relevés avant l'arrivée de ses appareils de combat.

Un mois après le 11-Septembre, la guerre en Afghanistan reste principalement une guerre du renseignement. Grâce au travail des chefs de

poste à Islamabad, des OT du Service mission, la DGSE a transmis à la CIA d'épais dossiers sur les camps d'entraînement d'al-Qaida, notamment celui de Darounta, bombardé par l'aviation américaine, mais aussi une description fouillée des réseaux financiers de la nébuleuse terroriste, ses soutiens politiques dans le monde, ainsi que d'impressionnants listings téléphoniques. Au cours des réunions bihebdomadaires, les Français font part à leurs confrères américains et britanniques de leur certitude que Ben Laden cherche à acquérir des armes de destruction massive[1359]. Des savants pakistanais auraient ainsi été approchés dans le domaine nucléaire et chimique. La DGSE communique la liste des laboratoires d'al-Qaida qu'elle a recensés.

Des années d'un travail quotidien permettent de résoudre également une affaire délicate sur place. Le 9 octobre, Michel Peyrard, journaliste à *Paris Match*, est arrêté par les Taliban à l'est de Djalalabad malgré le tchadri qu'il avait revêtu. Les Taliban l'inculpent pour espionnage et lui refusent « toute clémence » en raison du matériel de communications qu'il transportait. En temps de guerre, le sort du reporter pourrait être des plus funestes. Mais le soir même de l'événement, le chef de poste de la DGSE à Islamabad met à profit la « ligne rouge » établie avec le chef des services secrets taliban. « Aucun satellite ne serait allé aussi vite que nous[1360] ! » affirme Sévérien non sans fierté en ajoutant : « Ils m'avaient dit : "Si vous avez besoin un jour de nous, n'hésitez pas." Je les ai donc contactés en leur disant : ce jour est arrivé. Nous avons obtenu satisfaction grâce à la qualité de la relation établie[1361]. » Le 3 novembre, le journaliste recouvre la liberté à Torkham, poste frontière.

Entretenir des liens avec ceux qui sont désormais des ennemis avérés pourrait choquer une opinion publique encline à la simplification. L'ambassadeur taleb à Islamabad, Abdul Salam Zaeef, écrira ainsi avoir lui aussi intercédé en faveur de la libération de Peyrard afin d'éviter d'« ajouter la France à nos ennemis[1362] » même si Paris aide Washington à bombarder l'Afghanistan. De part et d'autre, tout est souvent question de dosage. Aucune rançon n'a ainsi été versée pour Peyrard, mais le propre frère d'un très haut dirigeant des services secrets taliban pourra compter sur l'aide de Sévérien pour fuir l'Afghanistan. Dans toute guerre, les services secrets négocient la paix à coups de retour d'ascenseur. En l'occurrence, la DGSE

en profitera pour réaliser une opération exceptionnelle. Divers responsables du régime ont en effet sondé Sévérien avant le 7 octobre sur le thème : « Ce régime est fou, ne pourrait-on travailler ensemble[1363] ? » S'il a accepté d'extirper le frère du Taleb, c'est qu'en contrepartie Sévérien s'est vu promettre un trésor à l'évacuation de Kaboul : les archives détenues par le régime sur les djihadistes arabes. Des documents essentiels sur l'organisation des réseaux terroristes internationaux.

La CIA n'est pas en reste pour contacter les Taliban au Pakistan et tenter de les débaucher. Elle suggère à Zaeef de former avec les ministres de la Défense et de l'Intérieur un gouvernement hostile au Mollah Omar, en contrepartie de quoi les bombardements cesseraient. L'ambassadeur refuse et, le 15 octobre, informe le guide des Taliban que vont passer à l'offensive trois commandants appuyés par les Américains : Abdul Haq et Malek Zarin à l'est, Hamid Karzai dans le Sud. « Je suis sûr à quatre-vingt-dix pour cent que ce ne sont que des menaces, lui réplique le Mollah Omar, et que les Américains ne lanceront pas d'attaque contre l'Afghanistan[1364]. » Abdul Haq a été l'un des commandants les plus actifs du djihad, et, en dépit d'un pied perdu sur une mine, sa fougue est restée intacte, qui le fait tempêter contre les bombardements : « Rien ne change. Le sang le moins cher du monde est celui des Afghans[1365]. » Amin Wardak affirme qu'il aurait pu faire partie des commandants sélectionnés pour l'opération. Au début du mois d'octobre, il a en effet été convié à Paris chez un Américain, « sans doute de la CIA[1366] », explique-t-il, qui lui a proposé de revenir prendre part aux combats, puis au nouveau gouvernement à Kaboul. Refus poli de l'intéressé : « Je ne veux pas tuer ma population pour les intérêts américains. » Sous le coup de la colère, l'officier de la CIA fit redescendre ses enfants de leur chambre et leur désigna Wardak : « Regardez cet homme, il se bat contre les Américains[1367] ! »

L'insuccès des opérations en Afghanistan exaspère en effet Washington. Le 13 octobre a eu lieu le premier largage de munitions au-dessus de Khadja Bahauddin, George Bush ayant insisté pour que les Américains ne soient pas perçus comme des croisés. Un fiasco. Par peur des Stinger, les appareils volaient trop haut et, erreur incroyable, les conteneurs ont été poussés à l'extérieur sans parachute… L'officier de la CIA, Gary Schroen, en est quitte pour verser 500 000 dollars de plus au Front uni afin de

compenser ce qui n'a pas été livré[1368]. Jusqu'à la mi-décembre, huit cents tonnes de matériels militaires et médicaux, de nourriture seront déversées en quarante et un sites différents, provoquant des réactions mitigées en France. Si Bernard Kouchner et Marc Gentilini, président de la Croix-Rouge française, applaudissent, les ONG se montrent critiques, Rony Brauman soulignant que « ces largages sont destinés non pas à nourrir des affamés mais à affirmer qu'on les nourrit[1369] ». Le plus grand danger aux yeux des détracteurs serait de bâtir un pont entre politique et humanitaire, ce dont toutes les ONG se sont soigneusement dispensées depuis vingt ans. Mike Barry, autre vétéran de l'action humanitaire dans le pays, remarque néanmoins que, du temps du djihad, « ni MSF, ni MDM, ni bien d'autres organisations caritatives européennes […] n'étaient politiquement neutres – voire même "indépendantes" » puisqu'elles étaient pour l'immense majorité financées par des organisations américaines, « relais discrets du gouvernement de Washington[1370] ».

La déveine se prolonge dans le nord de l'Afghanistan avec l'arrivée annoncée de la toute première équipe des forces spéciales américaines (nom de code « ODA-555 »). Le colonel Mulholland, chef de la task force « Dagger » installée à Karshi-Khanabad, reçoit l'autorisation de déployer douze hommes dans le Panjshir, mais ni l'Ouzbékistan, ni le Tadjikistan n'en ont été prévenus… Ils interdisent donc le survol de leur territoire ; pas question pour eux d'appuyer ouvertement l'intervention alliée. De plus, l'ingénieur Aref fait part des réticences des commandants du Front uni à accepter la présence à leurs côtés de soldats américains dont les conseils leur semblent superflus après plus de vingt ans de guerre. Finalement convaincu de leur utilité, particulièrement pour le guidage laser des frappes aériennes, Fahim donne son accord, mais en y mettant pour condition que les Américains abandonnent leurs uniformes : dix ans d'occupation soviétique y ont rendu les Afghans allergiques. Gary Schroen n'a pas fini de se faire du mauvais sang : Langley lui confirme la réticence du commandement à anticiper la chute de la capitale. Les prochains bombardements viseront donc Kunduz et Mazar, très peu la région de Kaboul. 1,7 million de dollars sont censés adoucir la colère du Front uni. « ODA-555 », emmenée par le sous-officier David Diaz, atterrit finalement le 19 octobre en Afghanistan, six semaines après le 11-Septembre ; elle part

renforcer Bismullah Khan, commandant le front de Kaboul. À Mazar, Dostom reçoit également le soutien de la nouvelle équipe « alpha » de la CIA, mais lui, le rugueux, le redouté, souvent présenté comme un boucher, propose de lui-même de la partager avec l'autre grand commandant de la région, Ostad Atta.

Côté français, le rassemblement de Caylus achevé, les forces spéciales attendent toujours leur affectation : un attelage DGSE-Cos pourrait-il être monté à l'image de celui formé par la CIA et la task force « Dagger » ? Les moyens engagés ne sont évidemment pas du même acabit. Vladimir est seul quand Schroen a trois adjoints ; ses finances ne peuvent rivaliser avec les 3 millions de dollars déjà dépensés par l'Américain auxquels sont venus s'ajouter dix autres livrés dans quatre valises par deux convoyeurs de la CIA. Du point de vue logistique, l'Ouzbékistan étant encore fermé aux Français, les forces spéciales n'ont pas de base relais indispensable pour une projection. Mais le principal obstacle est de nature politique : l'engagement de forces spéciales aux premières heures de la bataille serait un signal fort que ni Jacques Chirac ni Lionel Jospin n'ont envie de donner.

Vladimir reçoit quand même du renfort. Comme il l'a annoncé à Fahim le 6 octobre, la DGSE, en effet, a planifié une ambitieuse opération. Quatre équipes de trois ou quatre hommes chacune, composées d'un chef, de un transmetteur et d'un ou deux spécialistes, très bien équipés, sont appelées à pénétrer en Afghanistan pour offrir une aide opérationnelle (formation de commandos, déminage, conseils tactiques, etc.) aux commandants qui, en contrepartie, faciliteront leur recueil de renseignements. La tâche relevant de la pure technique militaire, il a été décidé à la direction des opérations de transférer le dossier afghan du Service mission, qui le gérait depuis plus de dix ans, au Service action. Toutefois, les Afghans insistent pour que Vladimir soit chargé de l'infiltration des équipes. Le 16 octobre, il est donc sur le tarmac de Douchanbe pour accueillir les trois hommes de la première de ces missions, baptisée « Harpon », où figure tout de même un membre de son service, Maxime, un adjudant-chef récemment recruté en provenance du SA. Le lendemain, le quatuor gagne l'Afghanistan par la filière permanente mise en place par Vladimir depuis deux ans. Contrairement aux Américains, tous sont clandestins, ce qui donne lieu à une scène cocasse. Dans les deux hélicoptères du Front uni qui les transportent figurent en effet

plusieurs journalistes partis couvrir les premières opérations américaines. Mille trois cents trépignent à Peshawar, plus de mille à Douchanbe, quatre cents arpenteraient déjà le Panjshir. « Pour la première fois, rapporte Ponfilly, l'Afghanistan est à la portée du monde entier[1371]. » Et c'est une source d'ennuis parce que, à l'atterrissage à Khodja Bahauddin, personne ne vient accueillir Vladimir et ses « amis » ; du coup, les journalistes commencent à flairer le pot aux roses : quatre types très sportifs, la quarantaine, dans un pays en guerre… Le commandant appelle Mehrabuddin Masstan pour lui expliquer qu'il y a urgence à leur faire quitter les lieux.

« Harpon » rencontre des difficultés à s'intégrer au dispositif afghan. Fahim se montre en effet incapable de fixer un rendez-vous. Peut-être s'interroge-t-il aussi sur l'utilité qu'il peut retirer du SA. Le premier contact avec la direction du Front uni ne se déroule que le 25 octobre, avec Abdullah Abdullah, et il n'est pas forcément de première qualité. Dans l'intervalle, les membres de l'opération se fondent dans le paysage, adoptant la tenue traditionnelle et laissant leur barbe pousser. Même les Américains, qui d'ailleurs ont agi à l'identique, doivent n'y voir que du feu. Le chef des opérations afghanes à la CIA, Henry Crumpton, le confirme à sa manière : « Les équipes françaises en Afghanistan n'étaient ni sous nos ordres ni sous notre contrôle. Nous ne l'avons jamais escompté. Nous les considérions comme des alliés précieux. Il y avait suffisamment de travail pour nous tous[1372]. » Dans un souci d'efficacité, Crumpton a cependant requis que tous les renseignements militaires pertinents recueillis par ses hommes soient communiqués aux Français – via, probablement, l'ambassade à Paris.

La présence de la DGSE, après le *Var*, le *Courbet*, le Gabriel et le Sarigue, ne laisse plus de doute sur l'investissement militaire de la France en Afghanistan. « Pourtant, note le général Bentegeat, les Américains ne s'en souviennent pas. Pour eux, seuls les Britanniques étaient à leurs côtés à ce moment, parce que, eux, ils avaient des forces spéciales engagées[1373]. » Une nouvelle composante aérienne renforce encore le dispositif français. Le 21 octobre, deux Mirage IV de reconnaissance stratégique décollent d'Istres, font étape à Djibouti et se dirigent finalement vers al-Dhafra dans le secret absolu comme l'ont réclamé les Émiratis, même si, dès le 19, et

avec donc quelques jours d'avance, l'*International Herald Tribune* a annoncé leur évolution dans le ciel afghan. Les accompagnent deux Boeing ravitailleurs obligés de faire un large crochet par Oman, l'autorisation de survol n'ayant pas eu le temps d'être demandée à l'Arabie saoudite. À bord a pris place la quinzaine de personnels nécessaires pour chaque Mirage : des mécaniciens bien sûr, mais aussi ceux qui s'occuperont du tirage et de l'analyse de leurs clichés. À la tête du détachement, le lieutenant-colonel Vincent Cousin commande depuis le mois de juillet l'escadron 1/91 Gascogne basé à Mont-de-Marsan. La mission est presque de routine pour cette unité habituée à partir au pied levé partout sur le globe même si le planning est particulièrement serré : le détachement doit se poser le dimanche aux Émirats arabes unis (EAU) ; sa première mission doit impérativement se dérouler le mardi, pour que, le mercredi, les premiers clichés soient présentés en marge du Conseil des ministres.

Le détachement atteint al-Dhafra et s'installe dans un hangar au milieu du désert. Excellent accueil des Américains. Le Mirage IV a beau être un vétéran – vingt ans de veille nucléaire –, sa vitesse à plus de Mach 2 à très haute altitude et ses exceptionnelles capacités de prise de vue continuent à faire des envieux. Ce qui n'est pas sans poser un problème de taille. Khaled al Bu-Ainnain, chef d'État-major des EAU, s'ouvre en effet au général Gaviard de son intérêt pour les renseignements que récolteront les appareils français. Communiquer des informations sur les Taliban au représentant d'un État qui les a reconnus ne va pas de soi. Le sous-chef opérations de l'Ema préfère donc prendre ses précautions en lui réclamant des MOU[XVIII] afin d'établir noir sur blanc que les Mirage n'auront pas à transmettre leurs renseignements aux Émiratis. Mais le général Wald, au Commandement central des forces aériennes américaines, qui connaît bien lui aussi Khaled, le rassure : « Tu peux lui faire confiance[1374]. »

Comme prévu, la première mission a lieu le mardi 23 octobre. Les objectifs en sont fournis par le Caoc[XIX] américain en Arabie saoudite – il s'agit de survoler les principales zones d'affrontement avec les Taliban dans le Nord ainsi qu'autour de Kaboul – et la DRM en France – qui concentre son intérêt sur l'efficacité des bombardements américains : « Le dispositif taleb nous était familier, explique son chef, le général Ranson. De plus, par

nos systèmes d'écoute, nous étions capables de déduire si tel ou tel centre de commandement ennemi était ou non en service[1375]. »

La mise en service des Mirage s'accompagne de conjectures sans conséquence. Aux États-Unis, elle fait craindre à tort que les Français n'en profitent pour interférer dans la direction des opérations. « À la limite, témoigne le général Gaviard, ils auraient souhaité que nous leur donnions l'op-con, le contrôle opérationnel de nos avions, pour en disposer plus librement ; ce que bien sûr nous n'avons pas fait[1376]. » En France, le Premier ministre impose que les clichés passent par le filtre de la DRM avant d'être transmis aux Américains, en fait à leur attaché de défense à Paris. Selon le vice-amiral Dumontet, chef de son cabinet militaire, « c'était une manière pour lui de montrer, malgré le vote de l'article 5 de l'Otan, le non-alignement de la France avec les États-Unis[1377] ». Et tant pis pour l'efficacité moindre même si la DRM, appliquant des instructions venues de haut, s'avisera de ne pas faire remonter toutes les photos à Paris et d'en traiter une partie sur place.

Les missions s'enchaînent pour les Mirage IV, une par jour, d'une durée de sept heures en moyenne d'abord au-dessus de Mazar, Herat et Kunduz. Lors d'une mission, les aviateurs français prennent ainsi en photo l'intégralité de la route de Kaboul à Kandahar utilisée par les Taliban pour fuir. Le lieutenant-colonel Cousin le reconnaît : « Ce furent nos plus belles missions[1378]. » Même si l'immensité du pays provoque parfois un sentiment de solitude : en cas d'éjection, l'équipage sait qu'il ne devra compter que sur lui-même. Et il ne faut pas espérer trouver un refuge dans les zones tribales pakistanaises : « On nous y tirait dessus autant qu'en Afghanistan ! » Le Stinger étant encore très redouté, les Mirage volent souvent en supersonique dans les vallées : leur arrivée y prend de court les Taliban et en plus les assourdit. Dès les premiers jours, Cousin réalise que, dans chaque secteur où évolue son unité, des attaques aériennes sont lancées le lendemain avec une redoutable efficacité. Son unité pourra bientôt revendiquer un succès de première importance : à la demande du commandement américain, les Mirage photographient toute la région de Tora Bora par bandes de trois kilomètres de largeur, chacune étant survolée au moins deux fois. Les analystes français sont ainsi les premiers à localiser précisément les grottes aux trous de ventilation pratiqués dans la roche.

Auparavant, l'aviation alliée se révèle particulièrement précieuse pour les opérations de Mazar où la situation évolue. Du 20 au 23 octobre, en effet, la ville a été assaillie par Dostom au sud et Atta à l'est. La légende retiendra les charges à cheval de l'Ouzbek, AK-47 au poing. Mais sa vraie arme, c'est le détachement américain qui l'accompagne et désigne les unes après les autres les positions taliban à l'aviation américaine qui largue les effroyables BLU-82, des bombes désintégrant tout dans un rayon de cinquante mètres. « Subtil, ça ne l'était pas, reconnaît le patron de la CIA, George Tenet, mais les attaques terroristes sur Washington et New York, qui nous avaient amenés en Afghanistan, ne l'avaient pas été non plus[1379]. » Les Américains en revanche maintiennent leur réticence à bombarder assidûment le front de Kaboul, espérant un bien improbable soulèvement pachtoune dans le Sud. À peine trois semaines après le début des frappes, comme y avaient eu droit les Soviétiques, la presse, des deux côtés de l'Atlantique, notant que le ramadan approche, mais aussi l'hiver qui empêchera toute opération militaire, commence à évoquer un enlisement, qui rime immédiatement avec Viêt Nam. Le 25 octobre, en aparté, Condie Rice incite George Bush à resserrer les rangs, à vérifier que tout le Conseil national de sécurité est derrière lui. Ce qu'il fait le lendemain. Mais le général Powell reste hostile à toute entrée des Tadjiks et des Ouzbeks dans Kaboul. Les Américains envisagent donc de les arrêter aux abords de la capitale, pari pour le moins hasardeux. Un nouveau *team* des forces spéciales (« ODA-585 ») arrive en Afghanistan dans la nuit du 25 au 26, ainsi qu'une équipe de coordination. Néanmoins, l'improvisation persiste. Washington n'ayant pas fixé de cap précis – Que faire de l'Afghanistan libéré ? de Kaboul ? Où faut-il arrêter le Front uni ? Les Taliban modérés doivent-ils participer au gouvernement ? –, le flottement est général avec une CIA et un Pentagone, un Tenet et un Rumsfeld, qui se disputent le *leadership* sur le terrain.

L'embrouillamini est encore pire chez les Afghans. Le « groupe de Rome », qui rassemble les partisans de l'ancien roi, demande en vain aux chefs de guerre de faire allégeance à un conseil créé avec le Front uni le 1er octobre. De plus, l'Arabie saoudite et le Pakistan tiennent ardemment à un gouvernement afghan emmené par un Pachtoune, or aucun n'a émergé depuis l'ouverture du feu tandis que la Russie, l'Iran et d'autres ne veulent

pas entendre parler d'un ancien taleb. À Douchanbe, le 22 octobre, Poutine a reconnu Rabbani comme étant toujours le président du pays et invité ses services à le considérer comme tel. Washington réagit sept jours plus tard par la voix de Rumsfeld qui exprime son désaccord. Au passage, le secrétaire à la Défense négocie avec les Tadjiks l'utilisation de trois de leurs bases. Le 26 octobre, la CIA subit un contrecoup sévère avec la mort d'Abdul Haq dans l'Est afghan. Même si elle lui avait formellement déconseillé de franchir la frontière pakistanaise, cette disparition rejaillit sur elle comme l'échec patent de ses essais d'ouvrir un second front dans les régions pachtounes.

Mais la CIA pense avoir une autre corde à son arc : Hamid Karzai. L'homme a la légitimité du djihad, la respectabilité héritée de son père, une manière d'être et de paraître qui plaît aussi aux Occidentaux. Avec lui, les Américains croient disposer d'un mélange de Massoud du Sud et de professeur d'université. Avant le 11-Septembre, Karzai s'était vu notifier par l'Isi un ordre de quitter le territoire pakistanais où il résidait depuis 1983. En fait, le Mollah Omar n'en pouvait plus de ses manigances à Quetta. Depuis le 8 octobre, sans armes, avec seulement trois compagnons, il est rentré en Afghanistan à l'arrière d'un camion, puis en moto pour rallier son fief de Tarin Kowt et enfin réaliser le vieux projet proposé naguère à Jean-Yves Berthault et Sévérien de mener la fronde des chefs de tribu pachtounes contre les Taliban. L'opération est considérée comme tellement dangereuse que la CIA a refusé de lui adjoindre du personnel. Un téléphone satellite est tout ce qui les relie. Et il est utile puisque, le 3 novembre, grâce à lui, Karzai peut appeler à la rescousse la cavalerie des Navy Seals pour être évacué *in extremis* de la province d'Oruzgan. Rumsfeld commet alors l'incroyable imprudence de révéler son équipée à des journalistes au Pakistan. Afin de ne pas passer pour un lâche alors que son pays est en guerre, Karzai retraverse la frontière, mais cette fois avec le détachement opérationnel alpha (« ODA-574 »), composé de onze hommes des forces spéciales, les premiers Américains à pénétrer dans le Sud afghan.

Des Français font de même en retrouvant les vieux réflexes du djihad. Les ONG présentes en Afghanistan sont en effet coupées de tout ravitaillement. Le Pakistan a fermé la frontière, les Taliban ne veulent plus laisser passer de convoi, les Américains larguent nourriture et médicaments

à l'aveugle. « De tous les côtés, estime Jean-Hervé Bradol, président de MSF, dont les locaux sont pillés à Mazar et Kandahar, il y a manipulation des thèmes humanitaires1380. » Même constat chez AMI qui entreprend donc de faire franchir la frontière à quatre cents chevaux et une escouade d'ânes pour acheminer quinze tonnes de médicaments dans le Panjshir où l'ONG est historiquement installée. « On est comme à la porte », témoigne sa présidente, Danièle Faure-Imbert.

Pour ce qui est d'un investissement militaire, le 25 octobre, sur la base d'Istres, Jacques Chirac a exposé : « Nous avons fait connaître aux États-Unis notre disponibilité de principe à participer à des opérations spéciales1381. » Aucune demande n'est encore venue, laissant l'Ema dans une attente désormais pénible. Néanmoins, à la fin du mois, un événement dévoile presque définitivement aux Français les intentions américaines. Le Centcom décide en effet, de concert avec le département d'État, d'organiser une série de visites dans les pays voisins de l'Afghanistan avec pour but d'y installer des moyens importants. La composition de cette mission en dit long aussi sur la volonté expresse de Washington de ne pas agir en solitaire. Les Américains tiennent en effet, parmi les quatre officiers qu'emmène un de leurs généraux, à la présence d'un élément de la mission de liaison française à Tampa, le colonel Patrick de Rousiers, qui, parlant parfaitement l'anglais, aura donc en quelque sorte la charge de représenter les alliés de l'Amérique, en ayant tout à fait conscience de la forte probabilité pour lui de servir de faire-valoir aux Américains. L'insistance avec laquelle il lui est demandé de voyager en uniforme, avec le badge tricolore bien apparent, ne laisse guère de doutes à ce sujet. Mais il ne saurait être question de faire la fine bouche. Non seulement l'honneur accordé à la France ne se refuse pas, mais l'État-major des armées à Paris ne pouvait rêver meilleure manière d'être informé des ambitions américaines dans cette partie du globe. Avant même le départ, Rousiers est ainsi autorisé à entrer dans le cœur du Centcom pour participer à des réunions organisées avec le département d'État à Washington. Les cinq officiers s'envolent ensuite pour le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan, l'Ouzbékistan ne faisant pas partie du programme puisque les Américains entendent y demeurer seuls. Dans chaque capitale, le rituel est identique : ils sont accueillis à l'ambassade américaine dont le maître des lieux les conduit ensuite auprès

du chef d'État local, puis auprès des divers ministres concernés par une éventuelle implantation militaire. Chaque fois, Rousiers est ostensiblement présenté comme la preuve de l'existence d'une coalition autour des Américains. Mais il ne trouve rien à y redire puisqu'il participe à l'intégralité des réunions dont il peut ensuite à loisir retranscrire la teneur à l'État-major des armées.

Désormais, le gouvernement français n'a plus de doute sur l'investissement prolongé des Américains dans la zone : le conflit ne se limitera pas seulement à des frappes aériennes, ni à des missions de forces spéciales. À court terme, des troupes vont intervenir au sol, et à moyen terme sera engagée l'aide à la reconstruction. Aucun détail n'est encore délivré sur le dispositif à mettre en place, les compensations réclamées par les gouvernements hôtes ou encore la composition de la participation alliée. Quelque compliqués qu'ils puissent être, ils ne seront rien face à cette révolution qu'est l'installation sur le long cours d'unités occidentales dans l'ex-URSS. Comme si l'Afghanistan faisait chuter une deuxième fois le mur de Berlin.

En attendant, le 30 octobre, à Douchanbe, Fahim dit toute son amertume au général Franks sur ce soutien aérien qui ne vient pas. Avec ou sans lui, affirme-t-il, il lancera sous peu l'attaque générale. Un échec serait catastrophique. Le patron du Centcom promet donc, enfin, comme Gary Schroen le réclamait depuis le début du mois, de concentrer les frappes autour de la capitale. La pression médiatique explique aussi ce revirement. « Trois semaines de bombardement sans victoire », a titré le *Herald Tribune* le 27 octobre. « Les Taliban courent toujours », avait écrit *Libération* la veille. Pourquoi Ben Laden n'est-il pas déjà sous les verrous ? Pourquoi Kaboul n'est-il pas tombé ? Les médias veulent tout, tout de suite. Leurs correspondants sont partout, au Tadjikistan, sur le front afghan, à Kaboul, au Pakistan, traquant l'espion derrière le moindre individu de type européen vêtu d'un treillis ou pourvu de muscles un peu supérieurs à la moyenne. Les bavures s'enchaînent, que Washington met sur le compte du machiavélisme des Taliban, qui utilisent des « boucliers » humains. *Le Figaro* diffuse le 29 octobre une photo particulièrement cruelle de quatre enfants morts sous les bombes. De violentes critiques se lèvent dans le monde musulman et elles ont pour conséquence impromptue d'inciter les Américains à réviser

leur réticence à engager les troupes alliées à leurs côtés, afin, en partie, de diluer la responsabilité des erreurs. Les forces spéciales britanniques seraient déjà prévues dans les futurs engagements.

Le 31 octobre, devant l'accumulation des critiques dans la presse, George Bush lance au Conseil de sécurité : « Nous perdons la guerre des relations publiques[1382]. » Le bombardement malheureux d'un centre de la Croix-Rouge gomme presque toutes les opérations humanitaires menées jusqu'alors. L'absence de victoires médiatiques, comme la libération d'une grande ville, la capture de dirigeants taliban ou d'al-Qaida, plombe également les efforts américains.

Le 1er novembre, le front de Mazar est arrosé par des B-52 et des B-1 qui provoquent l'affolement chez les Taliban. Puis c'est Taloqan et Kunduz qui sont visés. Fahim grogne : ce n'est pas ce qui avait été décidé à Douchanbe avec le général Franks ! Or son attaque est prévue pour les premiers jours de novembre avec toutes ses forces, soit 12 000 hommes, 20 chars, 20 blindés, 50 canons[1383] ; sans appui, pour détruire les positions retranchées de la plaine de Chamali, il laisse miroiter l'échec. Mais le Centcom n'en démord pas : d'abord Mazar, puis Taloqan, puis Kunduz et enfin Kaboul. C'est que, de retour aux États-Unis, Franks a déclaré sans ambages au Conseil de sécurité : « Je n'ai aucune confiance en l'opposition [afghane[1384]]. » S'il encense Dostom pour les vingt kilomètres qu'il accomplit chaque jour à cheval quel que soit le temps, le général voue Fahim aux gémonies.

Partagée entre le désir d'agir et l'angoisse de l'embourbement, la France reste dans la position de remplaçante d'un match dont le président de la République ne dédaigne pas jouer le rôle d'arbitre. Le 5 novembre, Jacques Chirac retourne à Washington exposer à un Bush transformé en chef de guerre qu'il faut faire attention à ne pas ébranler tout le Moyen-Orient au nom de la lutte antiterroriste, sans régler le problème palestinien. Il espère que Bush va lui livrer ses projets pour l'après-Afghanistan : il n'obtient rien. Pis, le lendemain, le président américain déclare : « Aucune nation ne peut être neutre dans ce conflit. […] Ou bien on est avec nous, ou bien on est contre nous dans le combat contre le terrorisme. » Jacques Chirac met, lui, en avant l'urgence de la définition d'une solution politique et la nécessité d'impliquer l'Onu où la France tente, timidement, de faire adopter

son « plan action Afghanistan » par l'entremise d'une résolution commune avec les Britanniques. Non seulement les Nations unies n'adhèrent pas au projet, mais, le même jour, Washington nomme son propre représentant spécial auprès de l'opposition afghane, James Dobbins, qui a l'expérience des zones difficiles après la Somalie, Haïti, la Bosnie et le Kosovo.

Le Quai d'Orsay cependant n'abandonne pas encore l'espoir de peser. Hubert Védrine cosigne avec le directeur des affaires politiques, Gérard Errera, une note suggérant d'utiliser l'Afghanistan comme un levier et, à la manière du projet de directoire franco-anglo-américain présenté par de Gaulle en 1958, de lancer des partenariats entre Européens, Américains et Russes pour donner une nouvelle impulsion non pas seulement à l'Afghanistan, mais à la paix au Proche-Orient, ainsi qu'à la lutte contre le terrorisme et la prolifération nucléaire. Une vision très ambitieuse, hardie même, mais qui, selon Errera, n'a pas franchi l'étape de Matignon. « Le Premier ministre n'a pas commenté, explique-t-il, et Jacques Chirac n'en a sans doute jamais eu connaissance. » L'occasion est manquée de remettre la France au cœur des discussions internationales. Mais la proposition aurait été bien difficile à mettre en œuvre dans le contexte compliqué de la cohabitation et encore plus à l'horizon de l'élection présidentielle. De plus, analyse Gérard Errera, « nous nous étions trompés sur les intentions américaines. Nous les pensions plus ouverts alors qu'ils avaient opté pour une démarche unilatéraliste, avec utilisation massive de force, sans considérations pour leurs alliés[1385] ». Le doute est en effet devenu certitude. « Les Américains ne nous ont presque rien demandé ! témoigne Jean-Marc de La Sablière, conseiller diplomatique du président de la République. Cette administration n'écoutait pas et ce fut sa plus grande erreur[1386]. » L'homologue de Gérard Errera au département d'État lui livre une comparaison édifiante : « Le 11-Septembre a été perçu par chaque Américain à la manière d'un cow-boy qui revient chez lui, découvre sa maison brûlée, sa femme morte et qui pense que c'est sa faute parce qu'il n'a pas su les protéger. » L'impression du premier voyage du président de la République aux États-Unis s'est donc évanouie. C'est ainsi que, lors de la même conférence de presse conjointe avec George Bush, le 6 novembre, Jacques Chirac, se targuant de l'engagement de deux mille de ses compatriotes dans les opérations, fait une nouvelle offre de service en

déclarant que la France est prête à envoyer sur place des forces spéciales « à condition que nous sachions quelle est la nature de la mission et d'être associés à la planification ». Quelques heures plus tard, le Cema détaille sur LCI les attentes françaises : « Il faut une vision complète du renseignement, une planification commune avec les Américains et un contrôle national sur nos forces. […] Aujourd'hui, on n'a pas encore réalisé ces conditions-là, parce que ce sont des conditions extrêmement précises et spécifiques. » Mais le Centcom s'abstient toujours de requérir l'appui des forces spéciales françaises. Paris est d'autant plus motivé à accroître son implication que, le 7, le chancelier Schröder annonce l'envoi de trois mille neuf cents hommes, sans spécifier toutefois ni la date, ni leur emploi. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, des troupes de combat allemandes vont être déployées hors de leur territoire.

Les derniers consultés sont finalement les Afghans. Or leurs propos sont explicites : « Nous n'avons pas besoin de soldats américains. Nous avons assez de combattants[1387] », explique Ostad Atta, commandant sur le front de Mazar. Des armes, des munitions, un appui aérien, voilà ce que le Front uni réclame encore. Mais le 8 novembre, alors que Bismullah Khan est sur le point de lancer l'offensive sur Kaboul, seuls deux chasseurs F-16 viennent pilonner les dix mille Taliban retranchés face à lui avec chars et artillerie. La flotte initialement prévue aurait une fois encore été détournée au dernier moment sur Kunduz. Fahim enrage mais, comme il l'a expliqué à Vladimir, il n'en fera qu'à sa tête. Que les chasseurs-bombardiers se présentent enfin, que les forces spéciales américaines, jusqu'à présent très peu actives, l'appuient ou non, il sonnera la charge le 11 novembre.

Tout se présente pour le mieux puisque, dans la nuit précédente, Mazar est conquis. L'officier de la CIA Tyler Drumheller témoigne pourtant que l'issue paraissait si incertaine pour la Compagnie qu'elle était en train de plancher sur le ravitaillement pour l'hiver[1388]. Donald Rumsfeld demande aussitôt au général Franks de réfléchir à l'entrée rapide de troupes alliées dans la ville afin de juguler les tentations de Dostom et d'Atta de contrôler l'aéroport et « peut-être [de] mettre en place via l'Otan un effort de secours [de l'Afghanistan] par voie aérienne[1389] ». Mais le secrétaire à la Défense est clair : pas question de s'embarrasser avec l'Organisation elle-même et encore moins avec l'Onu. « Une sorte de "coalition des volontaires" »,

précise-t-il. Au général Franks de prendre contact avec les missions de liaison à Tampa.

Le 11 novembre, les commandants Atta et Khalili coupent une partie des routes de repli aux Taliban évacuant Mazar. Mais le commandement américain ne veut toujours pas de Kaboul. L'aviation commence le nettoyage de Taloqan dont le commandant taleb, Mollah Dadullah, prévient Kandahar qu'il abandonne la ville. Bariolaï attaque dans l'après-midi sur les talons des fuyards et s'empare de Taloqan le 11. Les défenseurs retraitent vers l'ouest où ils retrouvent ceux de Mazar qui marchent vers l'est. Ensemble, du 11 au 23 novembre, ils feront fort Chabrol à Kunduz d'où des vols secrets de l'Isi exfiltreront Arabes et Pakistanais.

La conquête de la ville est marquée au cours d'une embuscade taleb par la mort de trois journalistes – deux Français, Johanne Suton de RFI et Pierre Billaud de RTL, et un Allemand, Volker Handloik de *Stern*. Chargé de rapatrier les corps, l'attaché de défense à Douchanbe, le lieutenant-colonel Philippe Sidos, se voit refuser par les Tadjiks l'utilisation de leurs hélicoptères. Contraint de se rabattre sur la route, il frappe aux portes des ambassades allemande et américaine pour obtenir des véhicules, lui-même en étant dépourvu. Parti de nuit de Douchanbe, il est abandonné en cours de route par les deux diplomates allemands qui s'étaient joints à lui et qui jugent la mission trop dangereuse. Le lieutenant-colonel, lui, ne renonce pas. À ce titre, il est le premier officier français à entrer officiellement en territoire afghan, le 11 novembre. L'ONG Acted s'est chargée d'organiser une chapelle ardente pour les journalistes, le Front uni de confectionner des cercueils. Après chargement dans les 4 × 4 américains, le petit convoi repart pour Douchanbe où il est attendu à la morgue de l'hôpital russe : belle coopération entre les nations. Sidos est alors scandalisé par l'attitude de journalistes qui tiennent absolument à lui faire dire que leurs trois confrères ont été exécutés. « Leurs corps portaient de grosses plaies, relate-t-il. Il était clair qu'ils avaient été tués au cours d'un affrontement. » Mission accomplie pour lui qui n'y gagne que la colère de l'ambassadeur allemand pour une conduite jugée trop aventureuse !

Dans le même temps, Taloqan et Kunduz ayant cédé, les Américains consentent enfin à bombarder la plaine de Chamali, permettant à Bismullah Khan de lancer l'assaut sur Kaboul. Les adversaires les plus coriaces sont

les Arabes. Le 12, des rapports indiquent que les Taliban évacuent la capitale, affaiblis par les défections successives de leurs commandants. Le Front uni s'était engagé à ne pas entrer dans la capitale et à laisser l'Onu négocier la fin des combats. Mais pas plus que le général Leclerc avait pu être freiné à l'entrée de Paris Bismullah Khan ne saurait abandonner à quiconque la libération de Kaboul qu'il prétend être sous la menace de pillages et de règlements de compte. Pas question de laisser rééditer les exactions de 1992 qui avaient discrédité les Moudjahidin. Ses troupes traversent une plaine de Chamali ravagée : les Taliban ont brûlé vignes, maisons, arbres en représailles. Des centaines de corps ennemis jonchent le sol : pour la plupart des étrangers. Le 13 novembre, la libération de Kaboul par le Front uni est annoncée à la télévision afghane par une femme, Djamila Moudjahed. Le directeur de la CIA, George Tenet, aimera écrire que la victoire a été possible grâce à cent dix officiers de la CIA, trois cent seize hommes des forces spéciales et « un grand nombre » de commandos opérant derrière les lignes ennemies1390. Il faudrait y associer les forces du Front uni qui ont mené l'assaut de bout en bout. La participation française fut limitée, pourtant la DGSE réussit à se frayer un chemin dans Kaboul parmi les tout premiers. L'équipe « Harpon » patientait en effet dans le Panjshir, un peu désœuvrée, quand son radio, branché en permanence sur le front, a appris la ruée finale. Aussitôt Maxime et ses deux coéquipiers ont sauté dans un véhicule de Moudjahidin. Toutefois, leurs films et photos, même envoyés en temps réel à la centrale, ne constitueront en rien des scoops : dans la smala fonçant vers Kaboul, il y avait certainement plus de journalistes que de membres des services occidentaux. De plus, le hasard aura voulu que le propre numéro deux de la DGSE, le général Champtiaux, était bloqué à Douchanbe depuis trois jours par une météo qu'on lui présentait comme exécrable. Lui aussi averti du dernier coup de collier, il a réussi à décrocher une place dans un hélicoptère afghan qui le dépose à Bagram avec les premiers éléments. Sous peu, il rencontre Fahim et Abdullah Abdullah à Kaboul.

Des discussions décisives se tiennent le même jour d'abord au Conseil de sécurité de l'Onu où Lakhdar Brahimi plaide en faveur de l'instauration de l'ordre à Kaboul : « Une valeur symbolique immense », explique-t-il puisque les Soviétiques avaient, eux, laissé place à la guerre civile. Le

représentant de la France, Jean-David Levitte, annonce pour sa part : « Nous devons montrer aux Pachtounes qu'ils ont un avenir à Kaboul. » Dans le même souci d'éviter une emprise tadjike, l'ambassadeur Dobbins, nommé représentant spécial du gouvernement américain, s'envole pour Rome afin de rencontrer l'ancien roi qui est courtisé comme aux plus belles heures de la monarchie afghane. Le représentant spécial de l'Onu Francesco Vendrell, Abdullah Abdullah, les Américains, les journalistes de toute l'Europe se succèdent dans la villa romaine de Zaher où Hubert Védrine lui-même s'est rendu dès le 15 octobre. Un autre diplomate français joue à Rome une partie des plus prometteuses. Jean-Yves Berthault n'est plus chargé d'affaires à Kaboul depuis la fin du mois d'août, mais il a été mandaté par Paris pour maintenir le contact avec l'entourage de Zaher. Il croit fermement aux chances d'un mécanisme politique confiant un rôle premier à l'ancien roi et à Hamid Karzai. Mais quelle n'est pas sa déception d'entendre Zaher confirmer son hostilité au retour de la monarchie : « C'est fini tout ça1391 ! » Berthault croit déceler dans ces propos l'influence socialiste qu'exerça la famille parisienne qui l'avait accueilli pendant ses études au lycée Janson-de-Sailly. En revanche, il est ému en l'entendant déclarer : « Je n'ai qu'une faveur à demander à Dieu, qu'il me fasse mourir à Kaboul. » Le diplomate n'est guère plus heureux avec les Américains qu'il est ensuite chargé d'aller informer outre-Atlantique sur les équilibres politiques en présence. Ce n'est toujours pas en 2001 que les fils des révolutionnaires accepteront le principe d'une monarchie ni même d'un succédané. Et puis les descendants du roi, à l'exception notable de son petit-fils, le prince Moustapha, diplômé de sciences politiques au Canada, ne semblent pas en mesure d'assurer la pérennité de la dynastie. En réalité, dans la diplomatie comme dans les armes, les Américains sont bien décidés à ne pas se laisser dessaisir du dossier afghan.

I- Marquis de La Fayette aux révolutionnaires américains (1777).

II- Nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques.

III- Abréviation de United States Central Command : basé à Tampa en Floride, ce commandement militaire couvre vingt-cinq pays du Moyen-Orient (dont l'Irak) et de l'Asie centrale.

IV- Les États-Unis n'ayant pas ratifié la convention de Rome prévoyant l'instauration d'un tribunal pénal international, il ne reste que les juridictions américaines, ce qui transposerait le danger posé par ces détenus à l'intérieur même du territoire américain. D'où les centres de détention controversés de Bagram, puis Guantanamo, hors de tout cadre légal.

V- L'État agressé doit répliquer de manière immédiate. Or les premières frappes ne surviendront que le 7 octobre… Il faut de plus que la riposte ait pour but unique de mettre fin à l'agression : il est patent que l'ambition internationale est supérieure, avec l'éviction des Taliban de la vie politique afghane. Enfin, la réplique doit être proportionnée : *quid* des civils victimes des frappes américaines ?

VI- Commandant suprême des Forces alliées en Europe.

VII- « Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord. »

VIII- Ce qui est au passage une reconnaissance du soutien apporté par le Pakistan qui le niait depuis 1994.

IX- Et donc pas exclusivement.

X- Comme il est de coutume de désigner les pays frontaliers de l'Afghanistan : l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan.

XI- Combat, search and rescue.

XII- « *Light footprint* ».

XIII- Le commandant des forces spéciales est aux ordres directs du Cema. Il puise dans les troupes mises à disposition par l'armée de terre : 1er régiment parachutiste d'infanterie de marine (1er RPIMa), 13e régiment de dragons parachutistes (13e RDP) et 4e régiment d'hélicoptères des forces spéciales ; par la marine : commandos Trépel, Jaubert, de Montfort, de Penfentenyo et commando d'action sous-marine Hubert ; et l'armée de l'air : commando parachutiste de l'air no 10 (CPA 10), escadrille d'opérations spéciales, escadron d'hélicoptères « Pyrénées ».

XIV- Le nombre paraît un peu surprenant au regard des contraintes logistiques d'un déploiement si lointain.

XV- Impossible d'en savoir plus sur ces « autres pays ».

XVI- Moyens interarmées de renseignement électromagnétiques.

XVII- Depuis la première guerre du Golfe, les Français participaient à la surveillance aérienne de l'Irak, découpée en deux zones, d'où deux opérations parallèles (« Northern Watch » et « Southern Watch »). En 1998, les Américains décidant de relever le parallèle fixant la frontière entre les deux opérations, les Français se retirent de « Southern Watch ».

XVIII- Memorandum of Understanding (mémorandum d'accord).

XIX- Combined Air and Space Operations Center : Centre de commandement interarmées et interallié, installé sur la base saoudienne d'al-Kharj, planifiant et contrôlant toutes les opérations aériennes sur le théâtre (armée air, aéronavale, moyens air des forces terrestres).

Chapitre XV

De l’art français de la critique facile

La chute de Kaboul conduit à s’interroger sur la suite des opérations. Le jour même, Jacques Chirac tient à en fixer les limites : « Nous sommes solidaires d’une action militaire conduite en Afghanistan. Nous estimons qu’il n’y a aucune raison de l’élargir au-delà de ce pays[1392]. » C’est-à-dire en Irak dont Paris redoute qu’il ne soit dans l’ombre de « Liberté immuable ». Pour ce qui est de l’Afghanistan, l’arsenal de la guerre du renseignement déployé à al-Dhafra et dans l’océan Indien paraît quelque peu insuffisant pour démontrer la solidarité voulue par le président de la République. « Que fait la France ? Pourquoi ne participe-t-elle pas[1393] ? » s’entend demander le lieutenant-colonel Sidos à Douchanbe par son homologue américain.

Ce n’est pas faute de candidats. « Tout le monde voulait y aller », témoigne le général Gaviard. Légionnaires, parachutistes, toutes les unités d’élite se projetteraient volontiers en Afghanistan pour enrichir leur expérience et démontrer leur savoir-faire qui, en retour, assurerait la pérennité de leurs armes respectives dans une armée en pleine transformation. La guerre est aussi une entreprise. Le mystère tourne plus particulièrement autour du Cos que d’aucuns donnaient partant à coup sûr dès la fin septembre. Après la libération de la capitale, la traque d’al-Qaida et des dignitaires taliban revient plus que jamais en tête des préoccupations américaines. La France est-elle prête à y participer avec l’outil le plus approprié ? « On aurait pu nous envoyer dans le nord-est de l’Afghanistan chez Massoud, c’était du pain bénit ! » déclare leur chef, le général Poncet. La relation de vingt ans avec Massoud, la présence de Vladimir et de la mission « Harpon », semblent y prédisposer. Les forces spéciales agiront exactement de la sorte trois ans plus tard dans l’est du Zaïre. Mais pour l’Afghanistan, c’est désormais sûr, tout envoi en nombre est exclu. « Les

raisons ne m'ont pas été fournies », avance Poncet. Elles sont en fait un agrégat de réticences, de préjugés, d'hésitations à tous les échelons décisionnels, très caractéristiques de l'époque. En premier lieu, le président de la République lui-même, s'il loue les compétences du Cos, n'est pas certain de ses capacités à opérer aux côtés des Américains et des Britanniques. Le Premier ministre ensuite a immédiatement manifesté son opposition qui s'explique doublement : outre sa méfiance, coutumière, et celle d'une partie de son cabinet, à l'encontre des Américains, il n'a guère apprécié d'avoir appris le projet d'engagement du Cos lors d'un conseil de défense restreint alors que l'État-major des armées ne l'avait pas mentionné lors du comité restreint tenu juste auparavant et que Jacques Chirac, lui, via son chef d'état-major particulier, en avait été informé. Le Quai d'Orsay y est également hostile, cette fois par suspicion d'un rapprochement avec l'Otan. L'amiral Dawson ne le cachera pas au général Poncet : l'objectif à terme des Américains est de court-circuiter la direction des opérations de maintien de la paix à l'Onu pour instaurer l'Otan comme le seul recours en cas de crise. Le Quai d'Orsay considérerait donc l'envoi des forces spéciales comme un premier doigt dans l'engrenage otanien qui risquerait à terme d'entraîner toute l'armée française. Il n'en veut pas. Dernière autorité réticente, le Cema lui-même qui s'est toujours montré très précautionneux dans l'envoi de troupes. À cette pondération s'ajoute une indéniable indépendance d'esprit à l'égard du chef de l'État et du Premier ministre. Contrairement à ses trois successeurs, Jean-Pierre Kelche n'a pas été chef de l'état-major particulier du président de la République. Sa dernière expérience « politique » fut de diriger le cabinet militaire d'Alain Juppé, alors Premier ministre. C'est ainsi que, dès le début octobre, il a publiquement fait savoir que, selon lui, les forces spéciales étaient « pratiquement en situation de suremploi[1394] » en raison de leur alignement dans les Balkans. Le général Poncet désapprouve et préfère mettre la déclaration sur le compte de la discussion budgétaire à venir. Enfin, il est parfois avancé dans les cabinets ministériels[1395] que les forces spéciales n'inspirent pas suffisamment confiance au gouvernement. Aux mêmes causes les mêmes effets : ses opérations étant entourées d'un secret semblable à celui qui protège les opérations de la DGSE, le Cos, insuffisamment connu encore, peut susciter des appréhensions, surtout en des instants aussi sensibles que l'après-11-Septembre.

Le débat autour des forces spéciales est néanmoins rendu inutile par l'attitude américaine. « Jamais, témoigne le général Bentegeat, ils ne nous ont demandé de les mettre à leur disposition[1396]. » Là encore, les raisons sont variées. Les Américains connaissent la valeur de leurs homologues français comme ils le démontreront en 2002 en offrant au général Poncet le commandement du volet forces spéciales du grand exercice Otan. Hormis les Britanniques, les Français sont les seuls en Europe à disposer d'un outil aussi complet, disposant des trois armes et d'un état-major capable de tout coordonner. En revanche, il est vrai que les Américains n'ont encore jamais opéré avec le Cos. Or un terrain aussi difficile que l'Afghanistan appelle une interopérabilité absolue, d'où un besoin en matériels, en particulier de transmission, dont les Français ne disposent pas, mais aussi une excellente connaissance de l'anglais. Aux heures les plus tendues, les Américains se tourneront toujours naturellement vers leurs cousins britanniques, canadiens, australiens et néo-zélandais. Certes, à partir de décembre, des forces spéciales danoises, norvégiennes, et surtout allemandes – les Kommandospezialkräfte (KSK) – feront également leur apparition en Afghanistan, mais, par leur armement, leur formation, elles se rapprochent plus des unités de choc françaises, comme les groupements de parachutistes, que du Cos. Les KSK par exemple sont en fait des commandos de l'armée de terre, sans moyens aériens propres. Les tâches qui leur seront assignées se limiteront le plus souvent à la surveillance d'aéroports, la protection de convois, etc. Cette sélectivité est probablement d'ailleurs l'ultime cause du refus américain d'enrôler des forces spéciales françaises. « En les prenant, indique Thierry Dana à la cellule diplomatique de l'Élysée, ils nous faisaient entrer dans le saint des saints où ils n'avaient peut-être pas envie de nous voir » : al-Qaida doit rester une chasse gardée.

D'autres services, en l'occurrence français, ont également pu considérer l'Afghanistan comme leur pré carré. « Le SA voyait d'un très mauvais œil notre arrivée là-bas[1397] », explique le général Poncet. De fait, en 2001, les relations sont suffisamment tendues entre DGSE et forces spéciales pour que la première refuse de donner aux seconds les plans de pistes aériennes en Afghanistan. Entre les deux maisons, pas de synergie, car le métier n'est pas le même. Les uns sont clandestins, les autres en uniforme. Pas de raison donc pour qu'ils s'entendent ni se concertent. Le SA n'a pas apprécié de

voir le Cos, à peine créé, injecté lors de la première guerre du Golfe alors que lui, qui disposait de deux commandos parfaitement adaptés à ce genre de missions (Long Range Desert Group et action urbaine), dut rester l'arme au pied. Il ne veut donc pas se faire « chiper » l'Afghanistan où il s'est investi depuis 1979.

Le renfort que va bientôt recevoir la mission « Harpon » à Kaboul viendra donc du SA. Entre-temps, deux jours à peine après la libération de la ville, deux nouveaux officiers de la DGSE y font leur apparition. Dès la chute de Kaboul, en effet, le directeur général a assuré au Premier ministre que les services seraient les premiers dans la ville avec pour priorité de reprendre possession de l'ambassade. Un officier de l'équipe de Sévérien à Islamabad, ainsi qu'un policier du Raid de l'ambassade de France au Pakistan, font le voyage, mais la DGSE a décidé de rouvrir le poste à Kaboul, une nécessité impérieuse vu l'inexorable ruée de tous les services comptant dans le monde. André Le Mer, directeur adjoint du renseignement, convoque donc deux officiers dans son bureau parisien. L'un, Gérard, officier des troupes de marine, est spécialiste du Moyen-Orient ; l'autre, Maximilien, officier de l'aéronavale au centre d'essais en vol d'Istres jusqu'en 1991, débuta à la DGSE à l'espionnage industriel. Rouvrir un poste leur est familier puisqu'ils l'ont déjà fait l'un en Arabie saoudite et au Koweït, l'autre au Viêt Nam. Sans savoir la durée de la mission, cap est mis sur Cercottes où ils sont tous les deux équipés en vêtements chauds, radio, argent et armes : au cas où les événements tourneraient mal, ils doivent pouvoir en effet opérer séparément. En route pour le QG de la direction des opérations, le fort de Noisy ; de là, un véhicule banalisé les conduit à l'une des bases aériennes de la DGSE, où les rejoignent des hommes du GIGN, pour un décollage vers Perpignan afin de récupérer une équipe des forces spéciales. Le rôle d'embarquement s'allonge à cette occasion et de manière pas banale : une dizaine de réfugiés afghans, dont des futurs membres du gouvernement, prennent également place à bord. Gérard et Maximilien peuvent ainsi suivre leurs premiers cours de dari avec un ministre en devenir tandis que l'équipage se met à flamber des crêpes au cognac… Les Afghans en restent bouche bée.

À Douchanbe, le 15 novembre, les passagers sont transférés sur un Transall de l'armée de l'air qui leur donne une idée de ce qui les attend : le

dessous de la carlingue est blindé et ils se voient distribuer des gilets pare-balles pour eux, mais aussi pour calfeutrer les parois… L'avion se pose à Bagram, probablement le premier de l'armée française. « Il n'y avait personne, décrit Maximilien, à tel point que nous avons bu le thé en bout de piste ! Deux gars sont finalement arrivés en 4 × 4 de nulle part, nos gardes du corps, pour nous conduire à l'ambassade de France. » Des coups de feu retentissent encore dans Kaboul, des groupes de Taliban livrant un dernier baroud d'honneur. Les hommes du GIGN sont déçus de découvrir leur collègue du Raid à l'ambassade : ils pensaient la ramener dans le giron de la gendarmerie. Les bâtiments sont investis à pas de loup, lampe torche bien en avant pour détecter les éventuels pièges. Maximilien, officier de la Royale, découvre sur la porte du poste de la DGSE un autocollant « J'aime la marine » laissé par son prédécesseur, Robert, neuf ans auparavant. La première nuit sera compliquée : à quinze, dans le bunker de l'ambassade, avec un filet d'eau pour toute commodité.

La chute de Kaboul rend impérieuse une présence française au sol. « Il faut que nous soyons sur la photo[1398] », indique le président Chirac au ministre de la Défense. D'autant que les médias français font de plus en plus de gorges chaudes sur les moyens engagés par la France pourtant loin d'être modiques au regard de ceux des autres nations : toujours cités en exemple, les Britanniques n'ont pour l'instant tiré que quelques missiles Tomahawk depuis le 7 octobre ; leur participation se limite à des vols de reconnaissance, le prêt de la base de Diego Garcia et du ravitaillement en carburant. Le général Raffenne transmet opportunément une demande américaine pour une centaine de soldats français à Mazar fraîchement libéré. Jacques Chirac y est favorable, Lionel Jospin est réservé. Après avoir réuni les présidents de groupe de la majorité plurielle à l'Assemblée et au Sénat, il s'entend confirmer que Verts et communistes ne veulent pas d'une intervention française. Un compromis est trouvé : un bataillon à forte composante médicale sera envoyé, donnant un velours militaire à la participation française. Ce sera le volet terrestre de l'opération « Héraclès ».

Le 14 novembre, un conseil de défense restreint définit la mission du 21e RIMa du colonel Marill : assurer « une base de sécurité pour le rétablissement des infrastructures et des conditions de vie normale dans la zone nord[1399] ». Concrètement, il s'agit de sécuriser l'aéroport de Mazar.

Le communiqué du ministère de la Défense reflète l'embarras du gouvernement. Il souligne à large trait le caractère humanitaire d'une mission qui n'est pas menée aux côtés des Américains, mais « dans la coalition, notamment avec les Américains ». Pour sa part, le ministre de la Défense ne perd pas de temps pour préciser à la presse que l'envoi de soldats français n'est qu'une « question de jours ». Pour faire bonne mesure, le gouvernement annonce également le 16 que la France va verser à l'Afghanistan 41 millions d'euros au titre de l'aide d'urgence et à la reconstruction.

Le même jour, l'élément précurseur – une section d'infanterie et une cellule tactique, soit une soixantaine de marsouins commandés par le colonel Jean-Marc Salliard – décolle d'Istres après avoir reçu ordres, équipements et munitions au pied de l'avion. Trois difficultés les attendent sur place : l'insécurité aux abords de l'aéroport, les mines, le climat très rude passant de 15 °C le jour à -15 °C la nuit. Reste au préalable à régler la question toujours pendante de l'entrée en Afghanistan. Le communiqué du ministère de la Défense daté du 15 donnait pourtant l'Ouzbékistan comme destination aux marsouins. Or, depuis le refus opposé en octobre, rien n'a changé à Tachkent où les autorités, de surcroît, n'ont pas apprécié diverses demandes de survol déposées à la dernière minute par la FranceI. L'ambassadeur à Tachkent, Jacques-André Costilhes, dit craindre du remue-ménage qui commence dès l'escale en Turquie. Parvenus le 17 sur la base Otan d'Incirlik, Salliard et ses marsouins se voient refuser d'en redécoller le matin du 18, faute de l'autorisation adéquate du gouvernement turc. Selon l'ambassadeur de France à Ankara, Bernard Garcia, depuis le vote par le Parlement français de la reconnaissance du génocide arménien (survenu le 18 janvier 2001), les Turcs, parmi d'autres mesures de rétorsion symboliques, ont décidé de supprimer l'autorisation de survol permanente dont bénéficiaient les Français, lesquels sont donc contraints de déposer une demande au cas par cas. Manifestement quelqu'un l'a oublié à l'État-major ou au Quai d'Orsay… Toutefois, les contacts ont été maintenus entre diplomates, comme en témoigne Jacques Sturm, alors numéro deux de l'ambassade : « Dans les relations multilatérales, les Turcs donnaient l'impression de nous contrer, mais dans des échanges quotidiens, ce sentiment était très largement atténué. Il n'est qu'à constater le bilan somme

toute positif des échanges commerciaux de l'année 2001, y compris pour certains marchés militaires[1400]. » Toujours est-il que l'incident constitue un bien mauvais début pour le déploiement français. L'ambassade fait le nécessaire pour décrocher l'accord du ministère des Affaires étrangères turc et c'est en C-17 américain que les marsouins rallient l'Ouzbékistan en milieu d'après-midi. Sauf que l'accord de Tachkent n'a toujours pas été obtenu… La veille au soir, le président Karimov, furieux, a même déclaré que « l'on n'entre pas dans l'Ouzbékistan comme dans un moulin[1401] ». L'ambassadeur Costilhes suggère au Quai d'Orsay un appel téléphonique de Jacques Chirac à son homologue ouzbek qui l'apprécie beaucoup. Mais l'inverse n'est pas vrai : ni l'Élysée ni le Quai d'Orsay ne veulent en entendre parler.

Le soir du 18 novembre, le 21e RIMa rejoint donc l'aéroport de Karshi-Khanabad que l'US Army métamorphose depuis un mois. Les cantonnements américains occupent un rectangle de 800 m de longueur sur 400 de largeur où la première floraison fut celle des antennes satellite. La tour de contrôle a été modernisée, un hôpital et des entrepôts ont été construits, le tout alimenté par d'immenses générateurs tournant jour et nuit. Non loin du parc d'hélicoptères Chinook et Black Hawk, le QG des forces spéciales du colonel Mulholland, le Joc (Joint Operations Center), a été surnommé le « serpent » en raison de la vingtaine de tentes vertes mises bout à bout pour accueillir son matériel de communication utltramoderne[1402]. Après pareille vision, plus personne ne peut douter de l'investissement des Américains dans la région.

Vingt marsouins doivent normalement rester sur place et installer un État-major tactique, les quarante autres sont appelés à être héliportés jusqu'à Mazar afin de préparer l'arrivée de leurs deux cents camarades mis en alerte sur la base de Miramas. Le lieutenant-colonel Francis Bordachar, qui a été nommé commandant du bataillon français « Héraclès porte nord », est convoqué le 20 à 17 heures au bureau de l'escadrille des forces spéciales américaines où, après avoir été pesé tout équipé, il doit signer une décharge afin d'embarquer dans un CH-47 en compagnie du général américain Franks, d'une partie de son État-major, ainsi que d'un autre officier français, appartenant au Cos. Escorté par deux Black Hawk, l'hélicoptère décolle de nuit, et, au bout d'une heure et demie, entame un vol au ras du

sol, dans un paysage sans la moindre lumière : l'Afghanistan. Après un atterrissage au milieu de nulle part, une colonne de 4×4 surgit et conduit les passagers dans un village où des Moudjahidin sont postés tous les cinq mètres. Bordachar est gâté : « Cette nuit-là, j'ai dîné avec les commandants Dostom, Mohaqeq et Khan à qui les Américains m'ont présenté comme le représentant de la France[1403]. » Après le dîner, lui et son comparse sont emmenés à l'école turque de Mazar où les forces spéciales ont installé leur PC. But de la mission : établir le contact, préparer l'arrivée des marsouins à l'aéroport et prendre attache avec l'équipe de déminage américaine avec laquelle ils devront sécuriser le site. Et, plus généralement, « sentir le terrain ».

Les difficultés rencontrées par le 21e RIMa sont partiellement éclipsées en France par l'annonce, toujours le 21 novembre, de l'envoi dans l'océan Indien du groupe aéronaval. Le Premier ministre en est l'auteur, ce qui n'est pas sans déclencher la colère du président de la République. « Peut-être avons-nous été trop rapides[1404] ! » reconnaît le vice-amiral Dumontet qui était chargé de prévenir l'Élysée, mais qui ne regrette rien : « Il incombe au Premier ministre d'annoncer quels moyens sont engagés, à quelle date, son gouvernement étant chargé d'assumer les coûts correspondants. Le président de la République, lui, ne fait que prendre la décision d'engagement. »

Le départ du porte-avions est l'aboutissement de sept semaines de préparation. En dépit des moqueries parues dans la presse, les avaries subies les mois précédents sont oubliées. « Nous n'aurions jamais pris, sinon, le risque de l'engager[1405] », affirme le vice-amiral Richard Laborde, alors capitaine de vaisseau commandant le *Charles-de-Gaulle*. Comme pour les Mirage à al-Dhafra, la flotte française ne peut surgir tel un chien dans un jeu de quilles à l'intérieur de l'armada anglo-américaine. Fin octobre, le commandant de la Force d'action navale, l'amiral Jean Moulin, s'est donc envolé pour Bahreïn, QG du commandement américain de l'océan Indien. « Les Américains, témoigne-t-il, se sont montrés enthousiasmés par la perspective de l'arrivée du *Charles-de-Gaulle*, symbole très fort de la solidarité alliée à leurs yeux alors qu'aucun autre allié engagé ne pouvait envoyer d'avions au-dessus de l'Afghanistan[1406]. » Le 21 novembre, à peine le Premier ministre a-t-il annoncé le départ, le capitaine de vaisseau

Laborde assure qu'il n'a besoin que d'une semaine pour appareiller. Tous les pleins sont assurés en un temps record ; les Rafale acquerront durant la traversée les qualifications opérationnelles qui leur manquent encore. De toute façon, ils ne participeront pas aux opérations puisque le soutien des troupes au sol est impossible avec la première génération de l'appareil.

Pendant ce temps, la situation en Afghanistan piétine. Taliban et al-Qaida refluent vers le sud voire au Pakistan. Henry Crumpton, chef des opérations de la CIA, adjure le général Franks de fermer la frontière du Pakistan ; la présence de Ben Laden est rapportée près de Djalalabad. Sans succès, il plaide sa cause auprès de Bush, arguant de l'inefficacité des troupes afghanes et de la non-coopération des Pakistanais. Sur le plan diplomatique, un progrès est réalisé grâce au représentant spécial du président américain, James Dobbins, qui est de la première mission depuis douze ans à entrer en Afghanistan, moins de une semaine après la chute de Kaboul. Avec lui, des représentants du département d'État, du Pentagone, le directeur de la CIA, mais aussi Abdullah Abdullah. Il s'agit de convaincre les nouveaux maîtres de la capitale de former un gouvernement de large union qui inclurait des membres de la diaspora, le roi au premier chef. L'ancien compagnon de Massoud étonne en annonçant que le Front uni ne veut pas de Rabbani à la tête du pays. « Je suggère que vous lui disiez qu'il doit partir[1407] », déclare-t-il même à Dobbins avant de proposer à la place, de manière tout aussi surprenante, Hamid Karzai. « Il le connaissait depuis qu'ils avaient été ensemble au gouvernement, relate Dobbins. Abdullah, Qanouni et Fahim savaient qu'ils avaient besoin d'un chef pachtoune qui ne soit pas membre du Front uni et ils pensaient pouvoir travailler avec Karzai[1408]. »

Dans la foulée, l'Américain obtient l'organisation d'une conférence pour sceller l'avenir de l'Afghanistan. Selon lui, c'est le représentant de l'Onu, Lakhdar Brahimi, qui aurait choisi Bonn, et il l'approuve : cette ville universitaire, retombée dans la quiétude depuis le transfert de la capitale à Berlin, est « le lieu idéal pour séquestrer l'opposition afghane jusqu'à ce qu'elle forme un nouveau gouvernement[1409] ». Dominant le Rhin sur une colline boisée, la résidence de Petersberg a été rénovée quelques années plus tôt pour accueillir un centre de conférences international. La paix au Kosovo y a déjà été discutée en 1999. Elle serait l'une des raisons de l'appétence allemande à organiser elle-même l'événement. En 1999, Berlin

en effet avait grogné lorsque Français et Britanniques avaient monté à son insu la conférence de Rambouillet alors qu'elle assurait la présidence de l'Europe. « Vous m'avez bien eu ! » s'amuse encore à lancer l'ancien ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer à Gérard Errera, alors directeur au Quai d'Orsay. Mais l'Afghanistan n'est pas qu'un rattrapage pour l'Allemagne ; les liens sont anciens. Pendant vingt-cinq ans, Bonn a formé la police afghane, puis accueilli en exil ses plus hauts responsables qui, en retour, lui ont offert une expertise certaine du conflit avec l'URSS. La diaspora afghane y étant la plus nombreuse d'Europe, les dirigeants de la résistance sont souvent venus la mettre à contribution pour financer le djihad. Ainsi, selon l'historien des services secrets allemands, « la moitié des participants de la conférence étaient des sources du BND[1410] ». Quoi qu'il en soit, l'Allemagne prend un gros risque avec cette conférence montée à la dernière minute et dont le déroulement menace d'être chahuté. À une semaine de l'ouverture, rien n'est décidé, ni l'ordre du jour, ni la liste complète des participants, ni quels seront les pays observateurs.

La France aurait-elle pu, ou dû, être à la place de l'Allemagne ? Elle aussi peut se prévaloir de liens avec l'Afghanistan non seulement anciens, mais également, et contrairement à sa voisine, très récents grâce à la geste humanitaire pendant le djihad. Ses services ont été les seuls à assurer en continuité vingt ans de relations avec ses principaux leaders actuels. La raison est toujours la même : « Nous ne portions pas d'idée précise, reconnaît le directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, Gérard Errera. L'Afghanistan était plus l'affaire des Américains et des Allemands. Nous continuions à le voir comme un pays compliqué, pas vraiment dans notre zone d'influence[1411]. » Or, comme le souligne Thierry Dana auprès de la cellule diplomatique de l'Élysée, « la conférence allait avoir nécessairement une forte connotation économique dans la perspective de la reconstruction du pays, et nous estimions que notre présence militaire constituait déjà une charge financière significative même si elle n'était pas comptabilisée[1412] ». Le 21 novembre, à Washington, la reconstruction de l'Afghanistan est chiffrée à 30 milliards de dollars par la Banque mondiale, l'Union européenne et la Banque islamique de développement. Quel sens aurait une conférence où le pays organisateur serait l'un des plus avares ?

La France n'est donc pas candidate et voit même avec soulagement l'Allemagne relever le défi. Son gouvernement reste toujours sur la réserve. À l'Assemblée nationale, Lionel Jospin qualifie la chute des Taliban de « délivrance », mais il appelle les nouveaux maîtres du pays à « faire preuve de retenue dans la reconquête, en respectant le droit humanitaire[1413] ». Comme pour lui répondre, lors de la grande prière du vendredi suivant, Rabbani dit le droit des femmes, absolu, de travailler, d'être scolarisées et soignées. Pour Mike Barry, « les premiers sourires de femmes à surgir, sous le voile relevé, le lendemain du 13 novembre 2001 à Kaboul, furent les vraies lueurs de l'aube, à la fin de la nuit[1414] ». Le 22 novembre, la France néanmoins est l'un des premiers États à rouvrir leur ambassade, avec la Grande-Bretagne, toutes deux ayant été précédées par l'Iran le 20. Jean-Marin Shuh est le premier diplomate français sur place, accompagné de deux gendarmes, avec rang de chargé d'affaires et non d'ambassadeur. Il est accueilli par les deux officiers de la DGSE, Maximilien et Gérard, qui, présents depuis une semaine, se sont réparti les tâches. Plus âgé, Gérard fait désormais office de chef de mission ; il s'occupe des contacts politiques, particulièrement avec le ministère de Affaires étrangères ; Maximilien, son adjoint, assure la relation avec les autres sources, notamment dans l'entourage de la famille royale et du futur président Karzai[II]. Ensemble, ils visitent les unes après les autres les maisons dont ils ont appris qu'elles avaient été occupées par les Taliban : « Nous avons ainsi récupéré nombre de documents, beaucoup de faux papiers en particulier. » Ceux-ci sont confiés à deux experts dépêchés par la centrale, l'un dit CP (contre-prolifération), l'autre CT (contre-terrorisme). Les deux officiers vivent vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec leurs gardes du corps, « des gars super, qui savaient être discrets, mais qui ne nous lâchaient pas, même pour aller soulager nos besoins ».

Kaboul grouille alors d'individus très particuliers : très sportifs, mal rasés, le teint légèrement tanné, coiffés d'un pakol ou d'un bonnet marin, car il fait très froid, ils se prétendent tous humanitaires ou journalistes et se retrouvent au Herat Restaurant, juste en face du parc de Shar-e Nao, à l'heure du dîner. Ils appartiennent en fait à la CIA, au FSB, au MI6 et ils tiennent presque table ouverte, le commandant Vladimir pouvant y surprendre l'un de ses homologues américains vantant à un Afghan les

mérites de son agence, exposé PowerPoint à l'appui. Parmi eux, les Français se sont faits plus nombreux depuis la libération de la ville. Ainsi que Vladimir l'avait annoncé au Front uni, trois nouvelles équipes du SA se sont introduites clandestinement dans le pays. Leur répartition auprès des commandants a été négociée avec Fahim, contrairement donc à la CIA qui a imposé la présence des siens : l'habitude française de la discussion. Des informations sont d'ailleurs parvenues à la DGSE selon lesquelles la CIA, ayant appris la présence de « Harpon », ne voudrait plus d'elle dans le Nord. Vladimir obtient un rendez-vous avec Fahim pour vérifier qu'il ne s'agit que d'un tuyau percé. Quatre membres du SA ont donc rejoint Ostad Atta à Mazar, ce qui compense en quelque sorte le choix qu'avait fait la CIA d'appuyer, elle, le concurrent, Dostom. Quatre autres agents prennent la direction du QG de Mohammed Daoud qui investit Kunduz le 23 novembre. Sept mille cinq cents Taliban et membres d'al-Qaida y sont capturés. Un demi-millier prend la fuite avant d'être rattrapé et anéanti par Dostom et l'aviation américaine – avec les Mirage IV de reconnaissance du lieutenant-colonel Cousin pour spectateurs. Trois mille autres prisonniers, tous non afghans, sont transférés par Dostom de Kunduz à Shebergan en conteneur, sans eau ni nourriture. Ceux qui ne meurent pas étouffés sont exécutés par balle et jetés dans des fosses communes à Dasht-e-Leili. Enfin, trois cents autres se révoltent à l'est de Mazar, au fort de Qala-e Jangi le 25 : le Front uni s'emploie à reprendre leur contrôle avec l'aide de la CIA qui y perd un officier, Mike Spann, premier tué américain du conflit. Le dernier quatuor du SA est le seul dans l'est du pays. Il rejoint à Djalalabad « Babrak », de son vrai nom Hazrat Ali. Est-ce un hasard si la CIA l'a également choisi pour déployer sa nouvelle équipe baptisée « Juliet » ? En tout cas, les Français peuvent compter à Djalalabad sur les bonnes dispositions d'un autre commandant, réfugié politique à Dijon depuis 1996. Revenu au Pakistan en octobre, Hadji Zaman Ghamcharik a vu ses offres de service acceptées par la CIA, car son influence dans le Nangarhar est incontestable ; de plus, contrairement à Hazrat Ali, il est pachtoune, de la tribu Khugyani, et il a toujours été hostile aux Taliban. Peu importe que les deux hommes rivalisent en pouvoir, mais aussi en corruption, orgueil et brutalité.

À Kaboul, Fahim peut compter sur la mission « Harpon » que deux nouveaux éléments ont étoffée. Et ce n'est pas tout. Dans la lignée des programmes de formation offerts par la DGSE aux Moudjahidin depuis 1987, le Service action envoie huit hommes supplémentaires dans les jours suivant la chute de la capitale. Direction pour eux Djabal Saraj, à l'entrée du Panjshir, pour instruire les troupes du Front uni. En tout, la direction des opérations compte donc vingt-cinq hommes en Afghanistan, sans compter Vladimir, même si le *timing* des arrivées a pu laisser à désirer. Atta et Daoud ont reçu leurs équipes après ou peu de temps avant le dernier coup de fusil tiré pour faire céder le front adverse. Mais la CIA n'a pas fait beaucoup mieux en dépit de moyens considérablement supérieurs. L'important était d'être présent avant la distribution des lauriers même si la brusque montée en régime a pu s'accompagner de toussotements. Par exemple, les agents du SA ne sont pas les mieux formés pour l'entretien des sources ; dans un pays aussi complexe que l'Afghanistan, la conversation est même un art qui ne s'improvise pas. L'équipe de Kaboul peine donc à obtenir du renseignement des leaders afghans qui regrettent leurs prédécesseurs du Service missions. Le retour de Vladimir remettra opportunément de l'huile dans les rouages.

En attendant, la DGSE a du pain sur la planche. Deux journalistes de l'AFP font en effet une découverte stupéfiante dans l'entrée et le sous-sol d'une des propriétés de l'ancien ministre de la Défense taleb, située dans le quartier de Karte Parwan : des missiles antichars MilanIII. Des armes françaises chez un dignitaire taleb : il n'en faut pas plus pour que certains accusent, à demi-mot, le gouvernement français d'avoir armé le Mollah Omar et ses sbires. À preuve le titre du *New York Times* dès le 16 novembre. « Comment les Taliban ont pu les obtenir, cela n'est pas clair ». Le 21 novembre, à l'Assemblée nationale, Alain Madelin, qui est allé à la rencontre de Massoud en 1999, lance au Premier ministre : « Tout se passe comme si cette victoire, vous ne l'aviez pas prévue, vous ne l'aviez pas voulue, en tout cas pas sous cette forme-là1415. » Son « vous » englobe la cohabitation tout entière, Jacques Chirac ayant eu le tort, à ses yeux, d'avoir déclaré, le 13, dans le sillage des réticences américaines : « Il était probablement difficile d'empêcher les forces du Front uni d'entrer dans Kaboul. » Cette suspicion est le résultat à la fois de l'ignorance, logique, de

l'action de la DGSE auprès du Tadjik depuis dix ans et de l'hystérie médiatique consécutive à la prise du pouvoir par les Taliban qui a considérablement appauvri le débat en le réduisant à une vision binaire de l'Afghanistan. Qui ne proclame pas haut et fort son soutien à Massoud soutient forcément les Taliban et donc leur fournit des armes. L'absurdité en épargne heureusement quelques-uns. L'AFP propose ainsi deux pistes quant à l'origine des missiles dont elle a appris, sans doute opportunément, que la France en avait équipé Massoud dans les années précédentes : « Les Milan pourraient provenir des armes prises, lors de combats anciens, par les Taliban aux forces du Front uni ou de stocks laissés par celui-ci quand il était à Kaboul de 1992 à 1996 ». La DGSE se devant de vérifier, Vladimir obtient de pouvoir inspecter les missiles. Un indice lui saute aux yeux d'emblée : les numéros de série sont bien visibles. Or tout matériel français livré à l'étranger par la DGSE passe entre les mains des techniciens de la « salle 20 » qui s'échinent à effacer tout élément permettant de le tracer. De toute évidence, les Milan ne sont donc pas « français ». L'analyse des numéros le confirme : il s'agit d'un lot acheté par l'Arabie saoudite au début des années 1990, offert ensuite aux Taliban via l'Isi.

Les hommes de la DGSE ont longtemps été les seuls militaires français en Afghanistan. Ce n'est plus le cas depuis que le lieutenant-colonel Bordachar a atterri à Mazar pour préparer l'arrivée du 21e RIMa. La fin des combats à Kunduz et dans la région devait normalement entraîner le transfert de quarante de ses compatriotes installés à Karshi-Khanabad. C'était sans compter les Ouzbeks qui interdisent dorénavant tout départ de soldats français et, encore pis, toute nouvelle arrivée. À Paris, les cabinets se renvoient la balle : le Quai d'Orsay accuse l'État-major des armées d'avoir confondu l'Asie centrale avec son « terrain de jeu » africain où il se dispense régulièrement des autorisations nécessaires. « Une fois que la décision d'envoyer des troupes a été prise, relate Gérard Errera au Quai d'Orsay, le général Kelche nous a affirmé qu'il prenait l'affaire en main[1416]. » Les militaires reprochent aux diplomates de ne pas avoir fait le nécessaire auprès des Ouzbeks. « La décision avait été prise en conseil de défense, note le général Gaviard. C'était donc au Quai à faciliter la projection par les démarches diplomatiques nécessaires[1417]. » L'armée soupçonne une raison politique derrière le raté : Lionel Jospin chercherait

par tous les moyens à empêcher l'intervention au sol des Français. Le soupçon ne paraît guère fondé : il relèverait d'une curieuse schizophrénie de la part de Matignon qui a donné son accord à l'opération. D'un autre côté, est-il vraiment imaginable qu'une unité régulière de l'armée française, dont le départ est annoncé officiellement par le président de la République, se prenne d'envie de faire escale et d'atterrir là où bon lui semble ? Si la responsabilité du personnel diplomatique à Tachkent semble hors de cause – l'ambassadeur n'ayant eu de cesse de mettre en garde le Quai d'Orsay contre tout comportement hâtif –, le tort est vraisemblablement partagé entre des services sous pression depuis le 11 septembre. Or la précipitation n'est jamais bonne conseillère, que ce soit rue Saint-Dominique ou au Quai d'Orsay. Les Britanniques connaissent d'ailleurs la même mésaventure : le 16 novembre, à midi, une centaine de commandos des Royal Marines ont fait irruption sur l'aéroport de Bagram pour préparer l'arrivée de pas moins de quatre à six mille soldats de Sa Gracieuse Majesté. Eux non plus n'ont pas prévenu leurs hôtes, le Front uni en la circonstance, qui réagit de la même manière que les Ouzbeks : les voilà consignés au bord de la piste.

Comment résoudre l'imbroglio qui risque de ternir l'image de la France ? Le général Bruno Elie, chargé de l'Ouzbékistan au cabinet de la Défense, est envoyé sur place en urgence le 21 novembre. « Le cabinet, explique-t-il, était persuadé qu'il suffirait que je me rende sur place pour que la situation se dénoue ! » Or il se rend vite compte que la situation est inextricable. Lui qui dispose d'un réseau de relations étoffé dans le pays n'est reçu que par le ministre de la Défense ; impossible de rencontrer le moindre conseiller du président Karimov. « Nous ne savions pas, à l'Ema, témoigne le général Gaviard, où se situait le blocage ! » Les militaires croient finalement comprendre que les Ouzbeks invoquent l'ancienneté de la piste pour refuser le déploiement français. Dans d'autres cabinets ministériels, on suppute que les autorités locales seraient trop gourmandes financièrement, ce que dément l'ambassadeur Costilhes à Tachkent : « Les Ouzbeks savaient très bien que nous ne pouvions pas leur donner beaucoup. Cela n'a jamais été un préalable à leur accord. Il s'attendaient bien à des dividendes économiques, mais à terme, pas sur le moment[1418]. » En fait, il faut en revenir au péché d'orgueil originel : les Ouzbeks ne pardonnent pas aux Français de ne pas avoir demandé leur autorisation pour se déployer et de

leur faire au surplus porter la responsabilité du blocage. Pour tenter de les amadouer, le 22 novembre, Charles Josselin est envoyé sur place. Le fait qu'il soit ministre de la Coopération rappelle que vingt-cinq tonnes d'aide humanitaire sont toujours bloquées à Termez. Mais les Ouzbeks se souviennent que les Américains, eux, avaient envoyé rien de moins que leur secrétaire à la Défense, ainsi que le général Franks ; d'autre part, ils relèvent que le ministre de la Coopération est avant tout celui de l'Afrique, ce qui n'est pas vraiment pour eux un signe de considération. « Nous ne voulons pas être traités comme des Africains, entend l'ambassadeur français, nous sommes un État souverain ! » Aussi Josselin n'est-il pas reçu par le président alors qu'il est porteur d'un message de Jacques Chirac. « Je ne vous cache pas, déclare-t-il à la presse, que j'aurais aimé, en venant ici, avoir des résultats plus immédiats[1419]. »

Ce n'est que le 24 que le lieutenant-colonel Bordachar reçoit du renfort, mais il est plus que modeste : deux officiers du Cos, dont le lieutenant-colonel Bernard Hufschmidt, pionnier des opérations spéciales dans l'armée de l'air. De plus, tous repartent à Karshi deux jours plus tard : il n'y a donc plus aucun soldat français à Mazar ! La situation paraît si compromise que le retour en France du 21e RIMa commence à être envisagé. Ce serait évidemment désastreux pour le gouvernement. La chasse aux fautifs atteint les sommets puisque l'Élysée soupçonne Matignon d'avoir torpillé une opération qui tenait à cœur au président de la République tandis que le cabinet de Lionel Jospin taxe d'amateurisme les militaires et par ricochet l'entourage de Jacques Chirac. Le 5 décembre, Reuters mentionnera les critiques du Premier ministre à l'égard du président qui, à ses yeux, aurait dû attendre avant d'annoncer le déploiement à Mazar. « Je pense, dira-t-il, qu'il vaut mieux annoncer quand on est sûr que les choses vont se faire. C'est ce à quoi je me suis tenu[1420]. »

Une fois encore, les cabinets jouent le rôle de tampons. Au ministère de la Défense, le général Thorette tient à saluer les efforts incessants du directeur du cabinet d'Hubert Védrine, Pierre Sellal. De même, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Loïc Hennekinne, qui assiste à tous les conseils restreints, témoigne qu'« il n'y a jamais eu de divergences majeures exprimées entre les ministères de la Défense et des Affaires étrangères. Je n'ai jamais eu connaissance de problèmes notables avec les militaires ».

Mais de même que le 21e RIMa doit pour une bonne part son envoi aux commentaires acerbes dans la presse sur l'absence de Français en Afghanistan, la presse est à l'origine de la colère de Jacques Chirac qui, le 23, peut par exemple lire en une du *Parisien* : « Mais où est la France ? » « La France piétine », renchérit *Libération* dont le spécialiste des affaires militaires, Jean-Dominique Merchet, note que, pour les soldats français, « l'Afghanistan est le pays où l'on n'arrive jamais ». Au cours d'un sommet franco-allemand à Nantes tenu le même jour, le président de la République se dit « choqué » par la situation en Ouzbékistan. Quant aux critiques sur la prétendue modicité de la participation militaire française, il les juge « profondément injustes » et « attentatoires à l'honneur et au respect[1421] » dus aux armées. Ce qui n'empêche nullement Merchet, cinq jours plus tard, de qualifier de « camouflet pour la France[1422] » le non-envoi des forces spéciales françaises.

Un événement complique l'affaire. Le 24 novembre, le ministre de la Défense ouzbek se plaint auprès de l'ambassadeur de France à Tachkent d'avions français persistant à survoler le pays, à se poser à Karshi et à redécoller pour Douchanbe. « Faites quelque chose ! mugit-il. Ce n'est pas bien ! Ce n'est pas bien ! » Jacques-André Costilhes reste incrédule ; il pense même à une manœuvre des Ouzbeks pour aggraver la situation. Il transmet tout de même au Quai d'Orsay, qui interroge l'État-major des armées. Personne ne sait à qui appartiennent les appareils ! Le général Gaviard n'obtient finalement la solution que par la confidence d'un ami pilote au CFAP[IV] : l'avion est en fait la propriété de la DGSE qui ne s'embarrasse pas – mais c'est son lot quotidien en période de crise – d'autorisations de survol ou d'atterrissage. Gaviard a été averti que la livraison concernerait des missiles pour le Front uni. En réalité, il s'agit de matériels, certains militaires, à destination de Vladimir et des équipes du SA. Qu'importe au fond pour les Ouzbeks qui ne retiennent que le fait que leur souveraineté a de nouveau été bafouée.

Un dernier facteur peut expliquer la capilotade à Karshi-Khanabad : les réticences américaines. L'amiral Quigley, adjoint du secrétaire à la Défense, le confirme le 30 novembre dans le *Washington Post* : les États-Unis estiment prématuré tout déploiement de forces alliées à des fins humanitaires. Une source de complications inutile, selon lui. Le jugement

s'applique à l'Afghanistan, mais aussi à Karshi-Khanabad où l'arrivée en nombre des Français imposerait des aménagements à l'US Army. « Il était évident, souligne le général Bentegeat, que, essentiellement pour des contraintes d'interopérabilité, nous étions un poids pour les responsables militaires sur place, que nous leur compliquions la vie1423. » À leur échelle, les Français avaient fait montre des mêmes lenteur et agacement, lors des opérations au Kosovo, pour intégrer des éléments marocains et mongols. À Mazar se greffe probablement de surcroît une gêne spécifique qu'avance le colonel de Rousiers à la mission de liaison à Tampa : « Peut-être la CIA était-elle en train d'y faire quelque chose1424. » Le lieutenant-colonel Bordachar abonde en son sens : « La CIA était effectivement présente et déjà en train de collecter les futurs locataires de Guantanamo ; il n'était pas impossible que nous la dérangionsV1425. »

L'épisode ouzbek a des effets paralysants sur le déploiement des armées françaises. Sans base relais, la France est incapable de déployer quelque moyen que ce soit en Afghanistan. L'État-major des armées n'a plus pour seule obsession que de poser ses avions. Le Coia se souvient alors des bonnes dispositions tadjikes. « Il faut que ce soient les Français qui viennent les premiers au Tadjikistan ! a même déclaré le président Rakhmonov au Cema Jean-Pierre Kelche. Si ce sont les Américains, nous ne pourrons pas résister à leurs valises de billets1426. » L'attaché de défense Philippe Sidos s'entend donc demander si les appareils peuvent atterrir sans danger à Douchanbe. Le lieutenant-colonel fait remarquer qu'il s'agit tout de même d'un aéroport international, doté de tous les moyens de levage et de déchargement nécessaires, et que quand bien même ceux-ci viendraient à manquer, il entretient les meilleures relations avec les Russes qui prêteraient donc sans ciller. Vladimir Poutine lui-même avait expliqué à Jacques Chirac sa préférence pour le Tadjikistan. Le Quai d'Orsay sollicite l'appui de son ministre des Affaires étrangères auprès du président tadjik, appui qui, comme le souligne le général Moinard, attaché de défense à Moscou, « a évidemment été important1427 ». Le lieutenant-colonel Sidos est invité à négocier l'accord à Douchanbe. Les Tadjiks réclament seulement que les vols français vers Mazar soient à vocation humanitaire. « Il m'a fallu un peu les baratiner, reconnaît l'attaché de défense. » L'accord prévoit, initialement pour une durée de trois à six semaines, l'instauration

d'un pont aérien entre Paris et Douchanbe avec des ATSVI, les Transall assurant la dernière partie du trajet jusqu'en Afghanistan. Les Tadjiks ne demandent ni compensation financière, ni – et c'est à mettre au crédit de Sidos – aucun droit relatif à l'utilisation de l'aéroportVII.

L'accord restant évidemment secret, la presse française continue à pilonner les autorités sur leur inertie. *Le Monde* évoque cette « armée française qui s'en va-t-en guerre par le chemin des écoliers1428 ». Patrick Devedjian, porte-parole du RPR, reprend les accusations d'une partie de l'Ema soupçonnant le gouvernement de freiner des opérations auxquelles il ne serait pas favorable. Toujours dans *Le Monde*, Jacques Isnard se moque du « porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle* [qui] fait chauffer les machines. En principe, si tout va bien – mais on n'est jamais à l'abri de surprises avec ce beau et capricieux bateau –, le bâtiment sera sur zone, en océan Indien, aux alentours du 20 décembre. Tant pis pour le Noël de l'équipage1429 ! ». La presse se gausse du fait que le porte-avions n'a pas encore appareillé alors que le Premier ministre a annoncé son départ le 21 novembre. En fait, le bâtiment quitte Toulon le 1er décembre avec deux semaines d'avance sur le programme prévu. « On part à deux mille, annonce non sans solennité le pacha à son équipage, nous ne savons pas à combien nous reviendrons1430. » Pas de dramatisation déplacée : le capitaine de vaisseau Laborde sait très bien que l'opposition aérienne est quasi inexistanteVIII, mais les impondérables techniques sont le lot de toute opération. Il ajoute : « Nous ne savons pas non plus quand nous reviendrons. »

Trois jours plus tard, l'armada française, baptisée Task Force 473IX, se présente devant Port-Saïd où elle bénéficie d'une faveur. La demande d'autorisation pour le franchissement du canal de Suez par des bateaux armés doit être déposée usuellement trois semaines à l'avance. Dans l'urgence, Jacques Chirac a directement appelé son homologue Hosni Moubarak qui a donné son feu vert.

Il est assez paradoxal que la France, qui a toujours été extrêmement prudente à s'engager militairement dans la zone pendant vingt ans, mette en branle le fleuron de son armée alors que s'ouvre une séquence capitale dans le domaine diplomatique où, en revanche, elle a toujours été relativement active et où, à présent, elle est en retrait. Dans le château de Petersberg où

s'ouvre la « conférence de Bonn » le 27 novembre, les Français en effet ne sont pas nombreux. Trente-deux Afghans y représentent quatre délégations racontant à elles seules un quart de siècle d'histoire de leur pays. Celle du Front uni de feu Massoud est emmenée par Younès Qanouni qui boite légèrement depuis une tentative d'assassinat par Hekmatyar – il était d'ailleurs venu se faire soigner en France. Les Américains attendaient Abdullah Abdullah, mais celui-ci préfère rester à Kaboul pour calmer les humeurs prévisibles d'un Rabbani laissé sur la touche du redémarrage national. Hekmatyar, lui, a envoyé son gendre, Homayoun Jareer, qui dirige la délégation du groupe de Chypre, représentant les exilés en lien avec l'Iran. Les partisans du roi sont guidés par le docteur Abdul Sattar Sirat, ancien ministre de la Justice de Zaher Shah. Enfin, le groupe de Peshawar agit au nom des Pachtounes exilés au Pakistan. Pour Amin Wardak, tous ne sont que des « marionnettes entre les mains d'étrangers[1431] ». L'amertume le pousse à l'excès, mais il est vrai que des tendances de la société et du djihad afghans ne sont pas représentées et que, d'autre part, meurtri par le 11-Septembre, l'Occident ne trouve pas injustifié de tenter de s'immiscer dans les affaires afghanes. Le représentant spécial de l'Onu Lakhdar Brahimi est le seul non-Afghan avec son second Francesc Vendrell à participer aux réunions. Le 27 novembre, sitôt la séance inaugurale terminée, Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères allemand, est prié de sortir, tout hôte de la conférence soit-il. Si marionnettes il y a, alors les fils les reliant à leur manipulateur sont rompus à partir de cette heure. Quant à l'ambassadeur américain, James Dobbins, il ne lui reste qu'à intervenir au moment des pauses. Or non seulement les délégués ne boivent pas d'alcool, si pratique pour délier les langues, mais ils respectent le ramadan, augmentant ainsi la fatigue liée au décalage horaire : « Comment une conférence où tout le monde est sobre, affamé et fatigué, demande avec humour Dobbins, pourrait-elle être couronnée de succès[1432] ? »

Côté français, le Quai d'Orsay a envoyé deux de ses représentants, la cellule diplomatique de l'Élysée Thierry Dana, mais sans argent à offrir, leur rôle ne peut être que modique. « Les Français n'étaient pas aussi actifs à Bonn que les Allemands et les Britanniques, relate ainsi l'ambassadeur Dobbins. Je ne me rappelle aucune conversation spécifique avec eux[1433]. » La France se dit seulement preneuse de programmes de formation et

d'éducation. Elle dispose pourtant d'atouts dans la conférence. Outre les délégués afghans dont elle a aidé, conseillé, accueilli un certain nombre, elle soutient de longue date Lakhdar Brahimi avec qui Jean-Marc de La Sablière par exemple entretient les meilleurs liens. Quant à la DGSE, son absence aurait été incompréhensible après tant d'années d'investissement sur place. Contrairement aux Américains néanmoins, elle ne missionne aucun de ses plus hauts responsables. L'indispensable Vladimir est donc présent. Pour lui qui, pendant deux ans, a réussi à entrer et sortir du Panjshir assiégé, s'infiltrer dans la résidence de Petersberg devrait être un jeu d'enfant. Il n'en est rien. Les salles de réunion et de repos sont scrupuleusement gardées comme si le monde craignait la contamination par l'Occident. Grâce à l'un des plus vieux complices de la France, Mehrabuddin Masstan, Vladimir réussit quand même à déjouer la surveillance. Il peut ainsi, tard dans la nuit, seul Occidental, recevoir discrètement dans un bureau, les uns après les autres, les délégués du Front uni qui lui narrent par le menu l'ensemble des discussions. Par son biais, la centrale, et donc le gouvernement, apprennent en primeur le choix définitif en faveur de Karzai, dont le nom est encore si peu connu dans les chancelleries. La prouesse se double d'une autre divulgation primordiale : le Front uni a marchandé la présidence contre les plus hauts postes gouvernementaux. Ce que refuse de croire l'ambassadeur Dobbins : « Non, le Front uni n'avait pas négocié préalablement avec Karzai les ministères. De toute façon, celui-ci n'a joué aucun rôle dans la distribution des portefeuilles. »

En attendant la désignation du gouvernement afghan, Paris est enfin soulagé du casse-tête ouzbek. À l'Élysée, le conseiller diplomatique Jean-Marc de La Sablière réalise que le Quai d'Orsay n'obtiendra pas satisfaction. Redoutant une humiliation pour la France et ses ravages sur l'opinion publique, il entreprend de décrire par le détail la situation au président de la République qui lui lance en conclusion : « Dites à votre amie que si cela ne se règle pas, je retire les troupes[1434]. » Le diplomate s'exécute et appelle « l'amie », Condie Rice, qui affirme ne pas être informée de l'incident, ce qui confirme le peu de signification de cet apport français pour l'heure, aux yeux de Washington. « C'est sérieux, ajoute-t-il, cette situation n'est pas acceptable pour nous ! » Rice jure donc de régler

l'affaire, et, de fait, quelques heures plus tard, le Centcom ayant probablement été sommé d'agir, les Américains ont résolu le différend avec les autorités locales. Ou comment l'envoi de soldats français en Afghanistan depuis l'Ouzbékistan, après avoir été discuté avec Moscou, est finalement résolu par Washington. Le général Elie en témoigne : « La France n'a offert aucune compensation financière. » Elle ne fera parvenir à Tachkent qu'un avion rempli d'effets militaires dont son armée ne savait que faire depuis la professionnalisation et qui vexera tellement les Ouzbeks qu'Elie fera annuler *in extremis* la deuxième livraison prévue.

Le 1er décembre, le colonel Salliard peut donc enfin prendre la direction de Mazar avec ses marsouins du 21e RIMa, pour une opération dont le ministère de la Défense s'empresse de rappeler que l'objectif est de « faciliter le travail humanitaire des organisations internationales et des organisations non gouvernementales[1435] ». À peu près au même moment, mille sept cents soldats britanniques du commando 45 se lancent dans la traque d'al-Qaida.

La vexation ouzbèke n'a pas pris fin pour autant. Tachkent refuse à la France l'atterrissage de deux avions emmenant le deuxième échelon du 21e RIMa. Le pont aérien vers Mazar ne s'effectuera donc pas depuis Karshi, mais Douchanbe, les Ouzbeks autorisant en revanche le survol de leur territoire. Le 5 décembre, le lieutenant-colonel Sidos s'apprête à accueillir les premiers appareils français au bout d'une piste sécurisée par les Afghans eux-mêmes, une faveur obtenue par l'attaché de défense au gré de ses bonnes relations avec le représentant du Front uni à Douchanbe, Wadoud Qoudoussi. Les deux Transall des forces spéciales ont décollé le 3, l'un de Toulouse, l'autre d'Évreux, pour se rejoindre à Istres. Dans leur soute, des commandos de l'air, des mécanos, de quoi prendre pied à Douchanbe et des dollars pour payer les ravitaillements en essence. Escale à Istanbul, puis à Astrakhan, les équipages préférant ne pas se poser de nuit à Douchanbe qui est atteint le 5. Mazar aurait dû être rallié dès la nuit suivante, mais, par mesure de sécurité, il est décidé d'attendre le 7. L'un des appareils tombant en panne, tout le poids du premier atterrissage en Afghanistan repose donc sur les épaules d'un équipage. Quelques minutes avant le décollage, l'attaché de défense est encore appelé par le Coia qui ne cache pas son appréhension : « Dans un quart d'heure, nous avons une

réunion avec le Cema. Est-ce que vous pouvez nous garantir que les avions vont réussir ? » La mésaventure du 21e RIMa a rendu tout le monde frileux. Le lieutenant-colonel prend le risque de répondre par l'affirmative. Et de fait, non pas une, mais deux rotations sont opérées avec la complicité de la nuit. Installé dans le cockpit, Sidos peut observer les pilotes aborder avec leurs lunettes de vision nocturne la piste de un kilomètre de long sur quarante mètres de large, balisée de six loupiotes blanches par les éléments des forces spéciales qui ont récemment rejoint les hommes de Salliard et Bordachar. Un avion américain leur a cependant grillé la politesse : il s'est posé alors que la piste était encore en travaux, l'armée américaine n'aura pas voulu laisser aux Français l'honneur d'ouvrir l'aéroport de Mazar. Néanmoins son commandement sera beau joueur puisque le général Franks en personne confiera à Philippe Sidos : « Grâce à vous, on a pu poser nos avions ! Une fois Douchanbe ouvert aux Français, les Tadjiks ne pouvaient nous refuser de poser nos C-171436 ! » L'opiniâtreté du colonel aura de fait été l'indispensable prolongement sur le terrain de l'accord décidé en haut lieu entre Paris, Moscou et Douchanbe.

Le premier poser d'assaut en Afghanistan a été périlleux comme en témoignent les leurres antimissiles largués, il a aussi une vertu pédagogique. L'ambassadeur français à Moscou, Claude Blanchemaison, a en effet insisté auprès de Sidos pour qu'embarque une équipe de TF1, emmenée par Françoise-Marie Morel. Le lieutenant-colonel n'y voit pas d'inconvénient, puisque France 2 était déjà allée à Mazar par d'autres moyens ; l'Ema beaucoup plus : « Son inquiétude, relate Sidos, était surtout que l'on ne puisse pas ramener les journalistes ! » Finalement, l'équipe tourne des images de l'opération qui font taire les critiques sur l'engagement militaire français.

Le pont aérien se met en place grâce auquel le 21e RIMa peut amorcer sa mission de sécurisation de l'aéroport. Les vols, d'une durée de quarante-cinq minutes, d'abord assurés par les forces spéciales, seront confiés ensuite à des escadrons de transport réguliers.

À Bonn pendant ce temps, les discussions prennent tournure. La DGSE continue à en être le témoin indiscret grâce à Rémy, chef du Service mission, qui a remplacé Vladimir. Sous couverture, il s'est installé dans un hôtel à une dizaine de kilomètres de Petersberg où, tous les soirs,

Mehrabuddin Masstan vient lui raconter le détail des conversations. Avec, chaque fois, quelques heures d'avance, il sait donc que les délégations se sont accordées pour une administration intérimaire de six mois, dont elles choisiront les membres, terme au bout duquel se tiendra une Loya DjirgaX, ouverte par le roi, puis qu'un gouvernement de transition prendra place pour dix-huit mois afin de préparer une nouvelle Constitution et organiser des élections. Rémy apprend ensuite que les Afghans ont accepté non sans difficulté le principe d'une force internationale de sécurité, d'abord à Kaboul, « le cas échéant » dans d'autres centres urbains. De fait, le 20 décembre, la résolution 1386, plus tard complétée des 1413 et 1444, donne pour rôle à la Fias (Force internationale d'assistance à la sécurité) d'« aider l'Autorité intérimaire afghane à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs, de telle sorte que l'Autorité intérimaire afghane et le personnel des Nations unies puissent travailler dans un environnement sûr ». Dix-sept nations, dont seulement deux musulmanes, doivent fournir quatre mille cinq cents hommes, placés sous le commandement des Britanniques les six premiers mois, à tour de rôle ensuite. Avec « Liberté immuable », ce sont deux opérations qui se dérouleront donc simultanément en Afghanistan, le CSTC-A (Combined Security Transition Command-Afghanistan) étant censé assurer la coordination, tâche promettant d'être ardue puisque les Américains utiliseront évidemment la même logistique pour les deux opérations, comme dans les Balkans.

À Petersberg, l'annonce suivante, qui survient au dixième jour, n'est pas une surprise : après d'ultimes tergiversations du groupe de Rome, Karzai est choisi pour diriger le gouvernement provisoire. La finesse de l'homme, ses démarches incessantes depuis cinq ans auprès de toutes les chancelleries, sa connaissance de l'anglais, de l'ourdou, ont porté leurs fruits : combien d'Afghans auraient pu à la fois satisfaire Kaboul, Washington, Moscou, Téhéran et Islamabad ? Paris, pour sa part, se contente de prendre acte sans enthousiasme. « Il n'était pas forcément notre homme, souligne Gérard Errera au Quai d'Orsay, mais nous n'avions personne à proposer à la place1437. » Même commentaire à l'Élysée : « Nous avons soutenu Karzai, mais sans plus, parce qu'il était un point médian parmi toutes les factions afghanes, explique Thierry Dana. Il n'y avait pas d'alternative. L'essentiel était de remettre en place les institutions afghanes, un système de

gouvernement. Il fallait quelqu'un à leur tête, quelqu'un symbolisant le pouvoir, ce fut Karzai[1438]. »

Dernière épreuve pour les conférenciers : le partage des portefeuilles ministériels. Chaque délégation remet sa liste de candidats à Lakhdar Brahimi qui a la charge d'en tirer le meilleur compromis. Le Front uni postule non seulement pour la Défense, l'Intérieur et les Affaires étrangères, mais pour les trois quarts des postes en arguant que c'est lui qui a conquis la capitale. Après d'ultimes négociations au doux air de IVe République française, un gouvernement de vingt-neuf ministres est mis sur pied, le Front uni en récupérant seize à son profit dont les trois plus importants, comme réclamé. Du coup, le ministre de la Défense, Fahim, et le patron des services de sécurité, Aref, sont les anciens geôliers du nouveau président du pays. « C'est du passé et pardonné[1439] », explique Karzai au journaliste pakistanais Ahmed Rashid.

La répartition des ministères consacre les divisions ethniques de l'Afghanistan. Elle rassure cependant l'Europe et les États-Unis, qui y voient un facteur de stabilité. Un événement va rappeler cependant à tous que l'Afghanistan n'est pas l'Occident. « *Dead or alive* », a lancé Bush au sujet de Ben Laden. Des rapports concordants ont démontré que le Saoudien était à Djalalabad aux alentours du 12 novembre, qu'il y a donné un discours enflammé au centre d'études islamiques, puis qu'il a pris la route du sud. Sa destination serait soit la zone tribale soit les grottes de Tora Bora où Hazrat Ali apprend par ses sources qu'al-Qaida aurait massé des centaines d'hommes. Serait-ce le Berchtesgaden de Ben Laden, son ultime refuge ? L'aviation américaine matraque les montagnes – « avec la régularité d'un coucou suisse[1440] », selon l'un des assiégés – et l'assaut est donné le 12 décembre avec l'appui des forces spéciales américaines et britanniques. Au cinquième jour, le dernier bastion est vaincu, Tora Bora révèle son incroyable labyrinthe de grottes, caves et dépôts, à la fouille duquel la DGSE prendra part plus tard, mais nulle trace de Ben Laden. Pas de cadavre non plus. A-t-il été pulvérisé par les bombardements ? Un peu pour sauver la face, le général Franks, tout comme Dick Cheney, déclarera en 2004 n'avoir jamais eu l'assurance qu'il y était vraiment[1441]. Pourtant, le 7 décembre, Hadji Zaman Ghamcharik confiait encore au *Figaro* : Ben Laden « est ici. Nos espions l'ont confirmé. Il a encore été vu il y a deux ou

trois jours[1442] ». Le commandant était parmi les mieux informés puisqu'il partageait avec son ennemi juré Hazrat Ali la responsabilité de l'attaque. Voilà pour les Américains un coupable tout trouvé. De fait, l'après-midi du 11, Ghamcharik avait demandé une trêve de douze heures pour obtenir la reddition des membres d'al-Qaida avec lesquels il avait établi le contact. Mais au matin du 12, personne ne s'était présenté.

Huit cents combattants, ont estimé les services de renseignement, en auraient profité pour se faire la belle. Ben Laden était-il parmi eux ? « Ben Laden, estime Alain Juillet, directeur du renseignement à la DGSE à partir de 2002, a probablement pu s'échapper de Tora Bora parce qu'il a donné quelques millions aux commandants qui l'encerclaient. C'est évident[1443]. » Faire cependant de la corruption la seule cause de l'échec patenté serait d'abord révélateur d'une méconnaissance de la société afghane dont elle est un élément constitutif. Les Occidentaux eux-mêmes auraient pu l'utiliser à leur profit pour fermer la frontière en payant grassement une vieille connaissance du djihad, Djalaluddin Haqqani, dont les troupes tiennent précisément le secteur ; en lieu et place, les Américains ont bombardé sa maison, tuant une partie de sa famille et ouvrant une dette de sang qui ne se refermera jamais.

« S'inviter » en Afghanistan et compter sur la loyauté d'individus qu'on ne connaissait pas une semaine plus tôt expose à de graves désillusions. Les Américains devaient anticiper ce genre de défections. Mais en avaient-ils les moyens et la motivation ? Somme toute, l'assaut sur Tora Bora, qui se trouve à la frontière du Pakistan, peut être comparé à un raid de la police pénétrant, à la recherche d'un malfrat, par la fenêtre d'une maison sans s'assurer de la surveillance de la porte de service. De l'autre côté de la frontière, en effet, Musharraf, qui compte bien s'acheter une légitimité à Washington avec la traque de Ben Laden, certifie avoir fait héliporter des troupes pour récupérer les fuyards : deux cent quarante ont bien été capturés, de vingt-six nationalités[1444]. La main sur le cœur, le général affirme : « Nous avons fait tout ce qui était possible pour retrouver Ben Laden, mais il nous a échappé. » La vérité est que l'armée pakistanaise était incapable de contrôler la frontière située dans les 27 000 km_2 des zones tribales où elle n'est entrée pour la première fois qu'en 2000. Sans compter que, habilement, les djihadistes ont fait diversion en attaquant le Parlement

indien le 13 décembre, ce qui a provoqué un mouvement des troupes indiennes aux frontières et en réponse des Pakistanais, à l'exact opposé de Tora Bora.

Du côté de l'armée américaine, le comité des Affaires étrangères du Sénat arguera en 2009 qu'« il y avait suffisamment de troupes américaines à l'intérieur ou près de l'Afghanistan pour exécuter la manœuvre classique de "*sweep and block*" qui était requise pour attaquer Ben Laden et essayer d'empêcher sa fuite[1445] ». Pourquoi n'ont-elles pas été employées ? Les antiaméricains exploitent le fiasco de Tora Bora comme une preuve de la concussion de George Bush avec la famille du Saoudien, de l'appartenance de celui-ci à la CIA, et autres calembredaines de ce genre. En réalité, l'erreur congénitale de Washington est de penser que Ben Laden et sa bande, tout nuisibles qu'ils sont, ne peuvent être seuls à l'origine du 11-Septembre, qu'ils ont forcément eu recours aux services d'un État. Ainsi que les Français le redoutent depuis les attentats, l'Irak fait parfaitement l'affaire en dépit des liens impossibles entre une al-Qaida wahhabite et Saddam Hussein. Plutôt que traquer la puce Ben Laden, les États-Unis préfèrent donc se réserver pour l'éléphant irakien.

Ni la DGSE, ni les forces spéciales françaises n'ont pris part à la bataille de Tora Bora qui leur livre néanmoins un tribut non négligeable. Parmi les fugitifs bloqués dans les montagnes se trouvaient des Français qui n'ont plus pour seule obsession que de gagner l'ambassade de France à Islamabad pour échapper à la CIA et aux commandants qu'elle a achetés. L'un d'eux, Djamel Loiseau, vingt-huit ans, se perd dans le massif ; il meurt de faim et de froid. Nizar Sassi, lui, est arrêté au Pakistan et livré à la CIA. Il paiera son périple afghan de trente mois d'internement à Guantanamo et de dix-huit autres dans les prisons françaises. Le chef de poste de la DGSE à Islamabad est aux abois pour tenter de récupérer le plus d'informations sur ces « Arabes » français. Mais sa moisson est décevante. « Le problème, admet-il, est que nous n'avions plus la main. Les Américains pouvaient mettre six fois plus cher que nous. Même Hadji Zaman Ghamcharik, que nous avions aidé, ne nous donnait plus rien alors que je savais qu'il avait récupéré des Arabes. Avec insistance, il m'a finalement confié une poignée de passeports[1446]. » Le cas des djihadistes s'ajoute à celui des dignitaires taliban qui, eux aussi, cherchent à tout prix une protection. Comprenant

qu'il est dans la ligne de mire américaine, leur ambassadeur au Pakistan, Zaeef, demande l'asile politique aux pays ayant reconnu les Taliban, mais aucun ne lui répond. De guerre lasse, il s'adresse aux Anglais qui lui font part de leur refus et aux… Français : un « conseiller de l'ambassadeur », relate-t-il, lui indique que l'ambassade est disposée à l'accueillir, mais qu'elle ne s'opposera pas à une arrestation par les Américains. De toute façon, il est trop tard : les soldats pakistanais encerclent sa maison. « Je reste néanmoins très reconnaissant à l'ambassadeur français, écrit Zaeef, d'avoir fait ce geste1447. »

Le dogme du *light footprint* a une autre conséquence en Afghanistan : les Américains ne veulent pas faire partie de la force internationale, préférant réserver leurs troupes à la chasse aux cerveaux du 11-Septembre et à leurs complices. Comme dans la plupart des opérations de l'Onu, une fois le grand principe adopté, reste donc à trouver les nations qui voudront le mener à bien. À Paris, le 12 décembre, un conseil de défense statue sur la participation française après avoir étudié à la loupe la nature du mandat, sa durée, son organisation. Le président de la République réaffirme à cette occasion les deux piliers de la position de la France, appuyée par le Premier ministre, et qui ne changera plus jusqu'à l'arrivée de son successeur : les Français ont un devoir de solidarité envers les Américains et l'Afghanistan n'est pas dans leur zone d'intérêt. Quatre points capitaux en découlent. Le premier : les troupes françaises doivent être engagées au sol. Le deuxième et le troisième point sont inspirés par le même souci de se mettre à l'abri d'un éventuel engrenage : la participation française doit être limitée, mais « à un minimum décent1448 ». Aucun chiffre n'est fixé, mais quatre cents hommes sont alors présents sur le terrain, effectif raisonnable vu que la Fias en compte seulement mille six cents. « On s'est fixé par la suite pour limite, explique le général Bentegeat, le niveau d'un gros bataillon renforcé, soit à peu près mille cinq cents hommes. » Enfin, le dernier point est un pari sur l'avenir : la France doit participer à la formation de l'armée nationale afghane (Ana) à laquelle il reviendra de tenir le pays une fois la coalition partie.

Un général cependant entend ne pas laisser les avions de combat français à l'écart du conflit. « On avait investi beaucoup d'argent pour moderniser l'armée de l'air, explique le sous-chef opérations : les Mirage 2000-D

avaient été dotés de frappes guidées au laser, ils volaient de nuit contrairement aux Jaguar pendant la guerre du Golfe ; on sortait du Kosovo pour lequel avait été accumulée une grosse masse d'armements et de munitions, bref on était prêt[1449] ! » Le général Gaviard est d'autant plus motivé que bientôt le *Charles-de-Gaulle* arrivera sur zone et que ses Super Étendard seront engagés. L'orgueil de l'aviateur en prend un coup, mais aussi, éventuellement, l'honneur national : les jours de trop mauvaise mer, l'aéronavale sera clouée au porte-avions et aucune aile française n'évoluera en Afghanistan.

Gaviard sera donc un aussi ardent avocat des Mirage 2000 que Dumontet, chef du cabinet militaire du Premier ministre, a pu l'être pour le *Charles-de-Gaulle*. Se pose toujours la même question : Où les baser ? L'Iran, le Pakistan et l'Ouzbékistan sont inenvisageables. Pourquoi pas le Tadjikistan ? Seule certitude : l'État-major des armées n'envisage pas d'assurer seul les frais induits par l'installation de ses chasseurs-bombardiers. Une collaboration avec les Américains est indispensable. Or ceux-ci ne manifestent guère d'empressement. Le colonel de Rousiers, qui a fait en leur compagnie la tournée des aérodromes, rapporte leur hésitation persistante : le corps des marines veulent le Tadjikistan, l'Air Force le Kirghizistan, les deux se rejoignant pour exclure l'Afghanistan, principalement par peur des Stinger. Le général Gaviard prend donc l'affaire en main et part pour Douchanbe s'entretenir avec le ministre de la Défense tadjik qui ne veut pas d'avions de combat sur l'aéroport civil international. De toute façon, l'endroit est déjà saturé et il manque de ravitailleurs. Enfin, et Gaviard ne l'avoue pas, la perspective de faire garder les Mirage par les forces tadjikes ne lui sied guère. « Allez voir à Kouliab[1450] ! » lui suggère le ministre. La proposition n'est pas innocente. La ville, près de la frontière, se situe dans la région dont le président est originaire… Le sous-chef opérations s'y rend avec l'attaché de défense américain, enchaîne sur la visite de deux autres bases, mais le constat est partout le même. Des pistes défoncées, des réservoirs d'essence crevés, les maîtres des lieux ivres : tous ces aérodromes sont hors d'usage. Le temps presse pour Gaviard que le général Bentegeat appelle régulièrement afin de lui confier que le président de la République est sur le point d'annoncer

l'engagement de Mirage français. « Un vrai numéro d'équilibriste », résume-t-il en 2010.

L'un de ses camarades de promotion, et ami, partage la même impression au Caoc américain. Le général Charles Ricour, nommé dès les premières heures, représentant du Cema et commandant de tous les éléments aériens déployés par la France en AfghanistanXI, est arrivé avec son équipe – un adjoint air, colonel Jovet, et un adjoint mer, capitaine de vaisseau Silve – sur la base d'al-Kharj, le 8 décembre. Il y a remplacé le colonel Bribet qui avait supervisé l'arrivée à al-Dhafra du Transall Gabriel, du DC-8 Sarigue et des Mirage IV. Le gigantisme de Prince Sultan Base, comme elle est aussi appelée, dépasse l'entendement. Même logés à vingt-cinq kilomètres du centre de contrôle, les Français se situent toujours à l'intérieur d'al-Kharj. Le plus surprenant se trouve sur les pistes elles-mêmes. D'abord, ces F-15, F-16 et divers transporteurs de l'US Air Force, une flotte d'une centaine d'unités. Et puis, Ricour et les siens découvrent les avions saoudiens : c'est l'équivalent de la moitié de l'armée de l'air française qui est aligné sous leurs yeux !

L'accueil des hôtes est distant, voire tatillon. Dès qu'un avion français se pose, une dizaine de douaniers l'assaillent pour en vérifier le contenu. Les Saoudiens tiennent en effet à démontrer qu'ils ont certes accepté le stationnement d'Occidentaux, mais en leur fixant des limites intangibles : qu'ils n'imaginent pas augmenter leurs effectifs ou le matériel imparti à la signature de l'accord ! La gêne des Saoudiens à participer à des opérations contre l'Afghanistan l'explique probablement, mais aussi la puissance américaine qui rend dérisoire à leurs yeux la participation de toute autre nation. Enfin, les relations avec le président Chirac se sont récemment dégradées. Les Saoudiens ont refusé d'acheter les Mirage 2000 et les Rafale, préférant faire le choix des Anglo-Saxons. Pour chacune de ses demandes, le général Ricour, à qui il est rappelé de diverses manières qu'il n'est qu'un général de brigade, se voit donc contraint de déposer une demande écrite dont la réponse nécessite un délai incompressible de huit jours. Alors convoqué, il a immanquablement droit à un cours sur le Coran de trente minutes, puis à un autre sur la situation dans le monde et la diplomatie. Seules les deux dernières minutes de l'entretien sont consacrées à sa demande et c'est pour s'entendre annoncer que la réponse viendra par

le courrier. C'est pourquoi il n'hésite pas à resquiller avant l'arrivée sur zone des bombardiers français. Le Cema lui a en effet donné délégation pour autoriser l'ouverture du tir. Or pour se prononcer, il a besoin de tous les renseignements disponibles. Les photos recueillies par les Mirage IV à al-Dhafra seraient un atout précieux, mais sa petite station satellite Syracuse ne lui permet pas en l'état de les recevoir… Un peu d'astuce permet d'y remédier sans en avertir les autorités locales. Ricour pourra toujours arguer que les Américains font exactement de même.

Le général Ricour sympathise très vite avec son homologue britannique, Miller. Pour l'épater, il lui soumet une photo de Mirage IV et n'est pas peu fier de son effet : le Britannique est soufflé par sa qualité exceptionnelle et promet à son tour d'exhiber une sienne image satellite de la zone. Qui ne viendra jamais. Car les Anglo-Saxons demeurent intraitables : les Français ne sont pas autorisés à accéder à leurs informations. « J'étais banni1451 ! » résume Ricour qui, sachant l'intransigeance des Alliés à ce sujet, n'insiste pas. Pourtant, avec les bombardiers qu'elle est sur le point d'engager, la France n'est rien de moins que le deuxième contributeur aérien en Afghanistan. Les Britanniques ne fournissent que des Awacs et des ravitailleurs. Quant aux autres nations, elles sont tout bonnement absentes. « Une seule fois, souligne Ricour, nous avons vu passer deux bombardiers AV-8 italiens sur un porte-avions américain. »

Les Américains toutefois savent gré aux Français de leur effort. Ricour peut le mesurer à l'accueil très cordial que lui réserve le général Michael « Buzz » Moseley, en tournée des différentes bases moyen-orientales sur lesquelles il exerce son autorité. Pourtant, le nouveau patron du Caoc n'est pas vraiment du genre à être impressionné. Avec la 9e Air Force, il dispose de moyens équivalents à toute l'armée de l'air française ! Très francophile, il fait entrer Ricour pour la première fois dans le saint des saints du commandement aérien, une cathédrale en plein désert d'islam, dont la salle de conduite des opérations est dotée d'écrans géants et de deux immenses cartes qui disent tout des intérêts américains dans la zone : l'Afghanistan et l'Irak. « Si vous avez un problème, lui lance-t-il, vous pouvez compter sur moi ! »

Il y a deux manières de considérer le déploiement français en Afghanistan. Celle adoptée par nombre d'observateurs qui, dans la foulée

des péripéties vécues par le 21e RIMa, raillent ce que Jacques Isnard appelle dans *Le Monde* du 12 décembre « les déconvenues de l'armée française ». Ils dénoncent les lacunes de l'Ema, les moyens inadaptés des unités françaises, le comportement va-t-en-guerre de Jacques Chirac face à un Lionel Jospin qui serait réfléchi, et brocardent l'omnipotence américaine. Mais projeter des forces à cinq mille kilomètres, dans une région inconnue, auprès d'un allié avide de vengeance et peu disposé à faire de la place aux autres, dans un climat de cohabitation pas forcément propice à l'efficacité, était une gageure que, malgré tout, les armées françaises sont en passe de relever. Le porte-avions symbolise au mieux ces querelles partisanes. « À sa façon, écrit Jacques Isnard, le déploiement du *Charles-de-Gaulle* illustre la position ambiguë des armées françaises en Afghanistan et pas seulement le fait, comme Lionel Jospin le reproche à demi-mot à Jacques Chirac, que la France s'est projetée dans ce scénario afghan d'une manière prématurée, décalée ou à retardement selon les cas[1452]. » L'utilité militaire de l'envoi du porte-avions peut être débattue, mais son arrivée dans l'océan Indien témoigne de l'excellent travail des marins et d'une coopération parfaite avec les Américains. Le commandant du *Charles-de-Gaulle*, Richard Laborde, a juste eu une grosse frayeur à Port-Saïd. Bien qu'il l'ait déjà faite avec le *Foch*, il appréhendait quelque peu la traversée de l'étroit canal même si le mastodonte est doté des instruments de navigation les plus perfectionnés. Comme de coutume, un pilote égyptien monta à bord pour assurer la manœuvre. Or à peine la passerelle franchie, il jura ses grands dieux que le canal était dans la direction opposée à celle indiquée par les cartes !

Le 18 décembre, la Task Force 473 atteint l'océan Indien. Le général Ricour en profite pour enregistrer deux victoires symboliques en obtenant d'abord que ce soit un détachement de liaison français qui entre les données des Super Étendard dans la base numérique du Caoc, puis qu'un autre de ses officiers, formé à cet effet aux États-Unis, supervise toute la flotte de reconnaissance aérienne Hawkeye, française et américaine. La task force a été précédée sur zone par la frégate *Courbet* qui rentre au même moment à Toulon après deux mois intenses se soldant par dix escortes de bâtiments et l'interception d'une dizaine d'embarcations de fugitifs. Le navire est

remplacé par la frégate anti-sous-marine *La-Motte-Picquet* aux ordres du capitaine de vaisseau Benoît Chomel de Jarnieu.

La task force soulage les Américains d'une partie de leur fardeau. En premier lieu, son sous-marin d'attaque est chargé de ce que les marins appellent le « blanchiment de zone[1453] » : à lui de s'assurer qu'aucun autre submersible ne vient frayer au sein de l'armada alliée. La frégate antiaérienne, d'autre part, prouve pour la première fois sa capacité à assurer une mission « *red crown* », c'est-à-dire la surveillance aérienne sur mer comme sur terre, avec cette tâche primordiale de désigner à l'ensemble de la flotte que tel appareil est ami, tel autre ennemi. Le groupe aéronaval remplit enfin un créneau, au sens premier du terme. Les Américains le placeront en effet un peu plus tard à l'extrême droite de leur dispositif afin que l'une de ses frégates, dotée d'un sonar actif à grande profondeur, puisse par avance dissuader toute velléité indienne de mener des incursions sous-marines.

Le 20 décembre doit se dérouler la première mission aérienne. Marins et aviateurs s'y sont préparés durant la traversée. L'opposition étant à peu près nulle, le paramètre clé est la durée du vol : cinq heures, une de moins que la limite extrême pour le Super Étendard, une première pour tous ses pilotes. Tout a donc été pensé, jusqu'au plus personnel, comme l'évacuation de l'urine, qui pousse certains, par appréhension, à ne plus rien boire un jour avant leur vol. Les aviateurs doivent aussi se familiariser avec les procédures américaines, les fréquences radio, les plans de ravitaillement, tout autant de nouvelles données qui se transformeront ensuite en routine, mais qui peuvent nourrir bien des angoisses à quelques heures du premier catapultage. Une grosse contrainte est liée à l'impossibilité de ravitailler les Super Étendard avec le C-135 français. Les services d'un VC-10 britannique sont donc requis, obligeant à une coordination minutieuse. Enfin, qui viendra à la rescousse en cas d'éjection ? Le Pakistan a donné son accord pour des atterrissages en urgence, mais si l'incident se produit au-dessus de l'Afghanistan ? Là encore, les Américains pallient l'insuffisance des hélicoptères français de l'Alat : ce sont leurs équipes qui interviendront. La France toutefois ne sera pas loin. Les Hawkeye de son groupe aéronaval prendront même une part prépondérante dans le contrôle aérien. « À deux reprises, témoigne en 2010 le vice-amiral Laborde, les

Américains, suite à des problèmes techniques, ont perdu un appareil. Chaque fois, ce fut un Hawkeye français qui a supervisé la récupération des aviateurs1454. » Pas de meilleur moyen pour s'assurer la reconnaissance et la sympathie des Alliés ! Quant aux Super Étendard, ils sont les seuls à pouvoir seconder les Américains en opération : les Britanniques n'engagent aucun avion de combat.

Pour leurs premières missions, les Super Étendard restent à l'écart du nord de l'Afghanistan où ont lieu les principaux combats et où, de plus, le plus gros du travail a déjà été accompli par les B-1 et les B-52. Même s'il pose le problème de la confidentialité puisque Islamabad doit en être informé, le survol du Pakistan et de la frontière afghane se fait sans casse : aucun tir de missile sol-air ne sera à déplorer durant toutes les opérations. Peu à peu, parfois en outrepassant les réticences de l'aéronavale, le rayon d'action des missions est allongé, et, fin décembre, pour la première fois en Afghanistan, un Super Étendard demande l'autorisation de faire feu au sud-est de Kaboul. Les règles d'engagement édictées par Paris sont exigeantes, mais au fond très simples : si aucun dégât collatéral n'est à craindre pour la population, le général Ricour, installé au Caoc en Arabie saoudite, peut donner le feu vert. Par la suite, les Français se voient confier des objectifs fixes où des mouvements suspects ont été détectés la nuit – mission « *fix and kill* », disent les Américains. Chaque jour, deux Super Étendard de bombardement et deux autres de reconnaissance sont en vol. La prise de photos avant et après la frappe permet de juger de la justesse du tir.

Une seule restriction a été prévue à la liberté de décision de Ricour : le cas particulier où une frappe viserait directement Ben Laden ou le Mollah Omar. Non pas que Paris considère être seul en mesure de décider du sort des deux personnages : qu'ils soient débusqués dans un lieu isolé ou à bord d'un véhicule en marche, et le général peut de lui-même accepter qu'un avion français les prenne pour cibles, y compris pour les tuer. Mais les deux hommes ont l'habitude de s'entourer de civils qui sont autant de boucliers humains. Au Caoc, Ricour peut ainsi constater que le Mollah Omar en particulier s'est plusieurs fois trahi en utilisant son téléphone portable, mais qu'il a toujours échappé aux Américains. Sa mort ou celle de Ben Laden valent-elles d'éventuelles récriminations internationales ? L'Ema a tranché : en pareilles circonstances, Ricour a ordre de demander l'avis de Paris. Ce

qu'il ne fera jamais, car, assure-t-il, « les circonstances ne se sont jamais prêtées à ce que des avions français aient à tirer sur Mollah Omar ou Ben Laden[1455] ».

Les armées aiment à rivaliser entre elles. Ainsi les aviateurs se plaisent-ils parfois à moquer l'engagement du porte-avions dans un pays enclavé comme l'Afghanistan. En retour, les marins leur font remarquer que leur première mission aérienne date du 20 décembre quand, eux, ils ne savent toujours pas où se poser. Les Tadjiks ont avancé que les gros Boeing C-135 endommageraient leurs pistes ; or sans ravitailleurs, pas d'avions. Les Alliés se rabattent donc sur le Kirghizistan qui lui aussi leur a fait des offres de service à « prix réduit ». Dans le sillage des Américains, l'État-major des armées opte pour l'aéroport de Manas-Bishkek où le chef de son élément précurseur semble taillé sur mesure : le colonel Saster Kochanowski vient de commander Salon-de-Provence, il sait donc tout du fonctionnement d'une base ; d'autre part, il est issu du renseignement et il parle couramment le russe, deux atouts pour traiter avec les autorités locales. Le 16 décembre, en compagnie de deux autres officiers français, il a décollé de la base américaine de Ramstein pour le Kirghizistan, à bord d'un avion emmenant la vingtaine de militaires américains chargés de préparer le déploiement du dispositif aérien coalisé. Tous trois sont en civil, car l'accord diplomatique franco-kirghize ne sera signé qu'un mois plus tard.

Plusieurs paramètres compliqués sont à prendre en considération. D'abord, la géographie du Kirghizistan, blotti entre le grand frère kazakh et l'ogre chinois. Ensuite, l'anémie économique d'un pays où la moitié de la population est au chômage. Enfin, le « cas » Manas qui est un aéroport civil international actif. Le président kirghize a été très net : « Tout déploiement est toléré mais il ne doit pas perturber les activités aériennes civiles, en particulier celle du président qui est considérée comme hautement prioritaire sur le reste[1456]. » En découle l'impression que les Kirghizes ont accepté l'arrivée des avions alliés sans réellement en mesurer les conséquences. Tout chasseur-bombardier ayant logiquement besoin de ses bombes, une soute à munitions doit obligatoirement être construite, une perspective effrayante pour les Kirghizes sur un aéroport international ! Pendant un mois, les aviateurs français s'échinent à les rassurer, en arguant que la soute sera disposée à distance de sécurité. Les démarches sont

compliquées par l'absence d'une ambassade française à Bichkek. En visite, le général Gaviard se voit proposer une autre base voisine qu'il refuse puisque le problème s'y reproduira. De leur côté, les Américains construisent un dépôt de taille gigantesque qu'ils surnommeront le Taj Mahal lorsqu'il sera opérationnel à l'été 2002. Leur coopération avec les Français est irréprochable : Kochanowski a été nommé commandant en second du détachement allié, une reconnaissance pour l'effort accompli par la France. « *Take care of my boys* », lui confie même le chef d'État-major des armées américain.

Gaviard revient sur place le 31 décembre et met fin aux atermoiements : si la soute n'est pas construite au 25 janvier, annonce-t-il au ministre de la Défense kirghize, les avions français ne viendront pas. Au colonel Kochanowski de composer avec les exigences très serrées de Paris, la réticence des Kirghiz et le propre planning des Américains. Le général Gaviard prolonge son voyage dans la région en se rendant à Mazar pour passer le réveillon du nouvel an aux côtés des soldats français. Depuis leur arrivée très commentée, les dernières poches taliban ont été résorbées par les Américains, non sans que leurs défenseurs aient préalablement massacré ou vendu leurs supplétifs arabes. Les Français ont ainsi pu assister à un ballet d'hélicoptères américains et britanniques venus récupérer les plus gros poissons. Les conditions de vie sont difficiles pour eux sur un aéroport dont Pachtounes, Ouzbeks, Hazaras et Tadjiks se disputent le contrôle. Au milieu, le colonel Salliard, RepfranceXII et le lieutenant-colonel Bordachar, commandant le bataillon « Héraclès porte nord », sont soumis à des règles d'engagement si complexes qu'elles sont quasi impossibles à transposer sur le terrain. Pour simplifier le tout, les soldats n'ont reçu pour consigne que « la stricte légitime défense appliquée aux personnes de la coalition ». Les Français néanmoins gardent parfaitement en tête que leur mission a une portée avant tout symbolique. Aussi se concentrent-ils sur la sécurisation de l'aéroport que le génie américain doit rendre opérationnel même si, depuis que sont tombés Kaboul et Bagram, Mazar a perdu beaucoup de son attrait. La piste ainsi n'a été réparée que pour accueillir du fret militaire acheminé par les C-130 américains.

Le général Gaviard a tenu à être accompagné dans sa visite du général Yves de Kermabon, patron de la 6e BLBXIII dont des éléments prêtent

main-forte aux marsouins. Le 1er janvier, il part sous escorte des forces spéciales françaises rencontrer Dostom qui se présente un rien éméché, mais qui n'oublie pas de lui remettre un petit mot : « Cher Monsieur Jacques Chirac, Dostom, ministre de la Défense, vous souhaite une bonne année 20021457 ! » Gaviard lui demande sur quel territoire il prétend exercer sa nouvelle fonction. « Mais là où je suis ! » réplique avec franchise l'Ouzbek qui, avec la même honnêteté, explique rester fidèle aux Turcs qui l'aident, le financent, l'habillent…

Le général peut enfin constater la bonne marche du pont aérien établi par les Transall depuis Douchanbe même s'il menace de s'interrompre au bout de trois semaines d'opérations. « Vous abîmez nos pistes ! Quand partez-vous1458 ? » L'attaché de défense, Philippe Sidos, a beau jeu de répliquer qu'un Transall peut se poser sur du sable. Il passe volontairement sous silence l'Airbus qui fait également des liaisons… Le lieutenant-colonel a déjà démontré ses capacités en interdisant aux gardes-frontières tadjiks l'inspection des Transall qu'ils réclamaient ou encore en réglant les difficultés du ravitaillement en essence : avec la complicité du directeur de l'aéroport, il a obtenu que la compagnie publique Tadjik Airlines livre vingt-cinq tonnes par jour aux Français, abondées par une société privée. Sidos reçoit enfin 5 000 dollars à distribuer au lycée militaire pour l'achat de diverses fournitures. Il organise aussi des goûters pour les plus jeunes qu'il fait parfois monter à bord des Transall : « Qui osera tirer sur les avions de ceux qui aident les enfants ? » demande-t-il. Les soldats français peuvent ainsi se promener librement dans la ville alors que des observateurs de l'Onu sont assassinés dans la vallée proche de Garm.

À Mazar, *Le Monde* explique le 4 janvier que les deux cent cinquante marsouins « rongent leur frein sous l'aile américaine ». Aussi, quand le général Gaviard évoque la phase suivante d'une installation à Kaboul dans le cadre de la Fias votée par l'Onu, le lieutenant-colonel Bordachar veut se lancer immédiatement dans une sorte de *remake* de la croisière jaune pour rouler en convoi jusqu'à la capitale. Il en veut. Si certains marsouins gagnent bien Kaboul, l'essentiel du premier détachement français de la Fias – le « Batfra », dit-on – est fourni par le 1er régiment de spahis de Valence et une cinquantaine de sapeurs parachutistes du 17e RGP auxquels Gaviard rend ensuite visite. Le tableau n'est guère enthousiasmant dans la capitale :

« Nous n'étions pas très bien considérés », reconnaît Gaviard. À partir de janvier, le bataillon français reçoit la charge des quartiers nord de l'aéroport (de conserve avec les Britanniques et les Espagnols) et des deux axes menant à la base de Bagram. Une portion congrue, mais qui répond au double objectif d'être présent et en position de se retirer rapidement en cas de problème majeur. L'aide humanitaire est à l'avenant. Le 21 décembre, les pays donateurs, réunis à Bruxelles, ont évalué à 9 milliards de dollars sur cinq ans les besoins de l'Afghanistan. Comme l'utilisation d'une telle somme nécessite d'énormes garanties, un programme d'urgence de 600 millions est établi pour aider la population à passer l'hiver. Reste à déterminer qui doit payer… C'est le but de la réunion de Tokyo en janvier avec une priorité absolue : ne pas renouveler l'erreur de 1989. En tout, ce sont 2 milliards d'euros qui sont promis pour 2002 par 61 pays et 21 organisations internationales, 5 milliards ensuite sur cinq ans. La somme est conséquente, mais, ramenée au nombre de participants ou d'habitants[XIV], elle est inférieure à ce qui avait pu être amassé pour la Bosnie ou le Kosovo, pourtant en bien meilleur état que l'Afghanistan. 290 millions « seulement[1459] », *dixit* James Dobbins, sont promis par les Américains. Pour sa part, la France se limite à 30 millions d'euros – et encore un tiers est en fait constitué du coût du déploiement militaire –, principalement consacrés à l'éducation – la réfection d'Esteqlal et de Malalaï – ainsi qu'à la médecine, avec la remise en état de l'hôpital Ali Abad de Kaboul. Paris se propose également de reprendre l'inventaire des richesses archéologiques. Un retour aux sources après soixante années de fouilles par la Dafa.

De son côté, la DGSE tente d'accroître son influence à Kaboul. Depuis son installation mi-novembre, à l'instar des journalistes et des humanitaires, Maximilien a pris l'habitude de déambuler dans Chicken Street, de prendre un thé ici, de déjeuner avec les commerçants là quand les Américains bloquent la rue avec deux blindés à chaque extrémité pour permettre à l'un de leurs officiers de faire ses emplettes. Au début, les contacts entre services des deux pays sont rares : « Ils nous snobaient », commente Maximilien. Il faut dire que la quinzaine de Français, gardes du corps compris, ne fait pas le poids face à la centaine d'agents de la CIA qui accaparent l'hôtel situé juste en face de la présidence. En revanche, la coopération de la DGSE est

excellente avec les Allemands et les Espagnols, nombreux étant leurs officiers à avoir suivi une formation à Perpignan.

Pour les Afghans, Maximilien et son compère Gérard héritent des réseaux de relations tissés depuis dix ans par tous leurs prédécesseurs à Kaboul et Islamabad, ainsi que par les chefs de poste des pays où la diaspora était le plus présente. Les directions des opérations et du renseignement se mettent autour de la table pour une sorte de « comité de sources » afin de passer au crible l'ensemble des contacts. Un bras de fer s'engage, car, évidemment, chacune considère l'Afghanistan comme son pré carré. « En général, note Maximilien, il n'y avait pas de problème pour prolonger le contact avec la plupart des sources, car beaucoup étaient sponsorisées par la France. » Les plus délicates sont justement celles qui ont été bâties sur une relation d'estime, de confiance. À Maximilien de reprendre contact avec chacune d'entre elles, de les inviter à dîner, de discuter, longuement. « On refait comme dans la Résistance », explique-t-il pour illustrer son travail de construction de réseau. « On utilise des boîtes aux lettres, on débriefe, on recoupe, etc. »

Le plus difficile est d'identifier les réseaux taliban. « Un homme d'affaires, rasé de près, raconte Maximilien, fut fier de m'exhiber une photo de lui enturbanné, avec une longe barbe : c'était un ancien taleb ! » Les seigneurs d'hier n'ont pas tous fui au Pakistan ; la plupart se sont simplement fondus dans la population. Une ruse permet d'en apprendre un peu plus. L'ambassade étant dépourvue de photocopieuse, Maximilien se rend chez un photographe dont un client n'est autre que… le ministère de l'Intérieur afghan : « J'ai pu ainsi récupérer, explique-t-il, un grand nombre de documents, en particulier beaucoup de photos. »

Comme d'habitude, il y a un gouffre entre l'imagerie populaire autour des services secrets et la réalité de leur travail. D'aucuns déduisent l'échec de la DGSE de l'absence de capture de figures emblématiques. C'est oublier, d'abord, le secret, qui peut conduire à ne rien révéler d'une opération, ensuite, et surtout, les démarches préliminaires à une arrestation. L'« agent secret » est bien plus fourmi que frelon : il amasse d'innombrables détails, utiles ou pas, beaucoup plus qu'il n'élimine ou qu'il n'arrête. La presse recherche naturellement le plus croustillant. *Libération* affirmera ainsi en 2009 que, selon les carnets du général Rondot, Jacques

Chirac se serait opposé à des assassinats ciblés de membres d'al-Qaida, Jospin et Richard y étant, eux, « assez favorables[1460] ». Rien de tel pour jeter la suspicion sur les motivations des uns et des autres. L'ancien Premier ministre aura beau répliquer : « C'est de la fantasmagorie », l'opinion publique en retient l'impression de divergences au plus haut sommet de l'État sur les buts à atteindre et les moyens investis, sans guère se demander si c'est le rôle de la France d'abattre des terroristes ne l'ayant pas visée…

Même si les accords de Bonn ont consacré une forme d'union nationale, Kaboul est aux mains du Front uni auquel la DGSE est historiquement liée. Un atout indéniable. Mais il n'est jamais de bonne politique de se reposer sur une seule source de renseignement. Fin 2001, le calme l'emportant au moins au nord, la DGSE réfléchit donc à se doter d'un autre point d'observation qui soit pachtoune – par souci de diversification – et au sud de Kaboul, plus près de la frontière, là où les Américains concentrent désormais leurs efforts, sans toutefois leur être liés – les politiques insistent beaucoup sur cet aspect. Un service doit toujours avoir de la mémoire, même si elle n'est pas toujours correctement exploitée. En l'occurrence, la DGSE dispose d'un contact rêvé : Amin Wardak, peut-être le premier commandant approché au tout début du djihad. Sa province est idéalement située, sa famille respectée. De plus, depuis 1995, Amin est réfugié en France ; rien de plus facile pour s'entretenir avec lui. Seul grain de sable : les liens se sont quelque peu distendus. « En général, regrette l'officier du SA Ludovic, les services ne savent pas entretenir le suivi des relations[1461]. »

Ainsi, en compagnie de Roger, devenu commandant de Cercottes, avait-il soumis le projet d'organiser des rencontres, deux fois par an, avec les Afghans formés au camp pendant le djihad, le tout à l'étranger par souci de discrétion. « Le coût, relate-t-il, aurait été minime au regard des sommes dépensées par ailleurs, quelques milliers de francs, mais ce n'était pas dans la logique de la maison. » Deux raisons : d'abord, les directeurs de la DGSE, soumis aux caprices des politiques, sont obligés de favoriser une politique du coup par coup, généralement incompatible avec un investissement à long terme. Ensuite, comme dans n'importe quelle administration, les services sont soumis à des guerres de chapelle. « Après le djihad, témoigne Ludovic, la direction du renseignement a tout de suite

voulu récupérer la main sur les sources afghanes. Elle considérait le SA comme des gros bras incapables d'assurer un suivi des relations. » Les contacts se perdent, jusqu'au jour où survient une urgence. Au début du mois de décembre, le général Champtiaux, numéro deux de la DGSE, réfléchit tout haut à la meilleure manière de regagner la confiance de Wardak.

— Savez-vous que c'est moi qui lui ai appris à tirer au mortier ? s'amuse Ludovic, alors adjoint du directeur des opérations.

Champtiaux fait un bond. Il s'en va frapper au bureau du DG pour lancer, goguenard : « Je vous présente celui qui a formé Wardak à tirer au mortier ! » Jean-Claude Cousseran interroge Ludovic sur le personnage : Est-il fiable ? Acceptera-t-il de collaborer à nouveau avec le Service ? Ludovic est l'officier idéal pour renouer le lien sur l'autel des souvenirs communs. Un dîner est organisé, qu'il espérait intime, mais où sont présents une douzaine d'officiers. « Pour ceux qui étaient récemment arrivés au Service, tente-t-il d'expliquer, Wardak faisait figure de mythe. En le voyant lui, ils avaient l'impression de voir un autre Massoud1462. » Sous la pression de l'enjeu, la DGSE bouscule les usages orientaux de la discussion pour obtenir au plus vite l'accord du Pachtoune. Amin néanmoins ne peut écarter cette occasion de reprendre place dans le paysage politique afghan ; elle est un peu inespérée après son refus de pactiser avec la CIA. Le marché est conclu. La DGSE élabore un plan de ravitaillement de Jeghatu, essentiellement en médicaments et vêtements, un peu de matériel radio, mais très peu d'armes. Elle ne déroge donc pas à ce qu'elle a quasiment toujours pratiqué en Afghanistan même si l'heure semble appeler à plus d'audace. L'aspect principal de cette nouvelle collaboration néanmoins est l'envoi d'un binôme du Service action dans le Wardak. Après avoir franchi la frontière, fin décembre, cachés dans le coffre d'une voiture, les deux agents atteignent Kaboul et enfin Ghazni. C'est en février qu'ils reçoivent le largage par Transall des vingt tonnes de matériel prévues. Hélas, la mission tourne court au bout de trois mois. Réticences des Wardak à coopérer vu la faiblesse de l'aide militaire ? Manque d'investissement des services dans la zone ?

L'échec dans le Wardak est assez représentatif de la politique générale de la France en Afghanistan : un affichage de volonté, mais sans véritable

suivi. La participation française à la reconstruction pèche par les mêmes défauts. Si Éric Lavertu, attaché de coopération, est l'un des premiers diplomates français à retrouver Kaboul en janvier, durant toute l'année 2002 la France rechigne à dégager des fonds. Pourtant, en juillet 2001, le Premier ministre avait justement mis en place un nouveau dispositif de gestion des crises, réservant notamment un rôle important à l'Agence française du développement. Mais le passage à la pratique s'avère calamiteux, chaque ministère voulant préserver ses prérogatives. Il faudra des années avant que la DREEXV ouvre une véritable mission économique à Kaboul, confirmant dans les affaires le manque d'intérêt politique de la France pour l'Afghanistan.

Certes, le contexte n'est toujours pas très engageant. Le 17 février 2002, le général Elie, chargé de mission auprès du ministre de la Défense, se rend pour la première fois à Kaboul dans le dessein d'évaluer les risques et de jauger les premiers résultats obtenus. Les soldats français ont installé leur campement sommaire au bout de l'aéroport, le PC du colonel Moné, Repfrance, ayant, lui, pris position dans une villa à moitié détruite. La ville n'est pas « *secure* », comme disent les militaires. Par peur d'un tir de mortier, les Transall français venus de Douchanbe se dépêchent de redécoller une fois leur livraison faite et chaque *check point* tenu par une faction est abordé avec prudence. Le général Elie constate cependant que l'ambassade a repris du service et qu'elle s'active dans les deux domaines traditionnels de l'aide française en Afghanistan, la santé et l'éducation. De fait, dès le début décembre, Martine Storti s'est vue chargée d'étudier la relance de la coopération avec les écoles afghanes. Cette inspectrice générale de l'Éducation nationale est une habituée des zones difficiles puisqu'elle a déjà œuvré au Kosovo. Une mission est donc venue sur place faire un état des lieux dans les lycées Esteqlal et Malalaï. A-t-elle su que, dès les premières heures de la libération, un officier de la DGSE, détaché du poste d'Islamabad, avait défendu le premier le projet des Américains d'y installer leur QG ? De même, dès le 30 novembre, une équipe du ministère de la Santé a évalué les établissements sanitaires de Kaboul. Le 18 décembre, les hospices civils de Lyon en ont dépêché une autre dans le dessein de relancer la coopération médicale existant de longue date entre les deux villes.

Afin de réfléchir à une extension de la participation française en Afghanistan, dans le domaine tant militaire qu'économique, une douzaine d'officiers réservistes sont priés au début février de suspendre leurs activités professionnelles pendant trois semaines. Mais ces officiers ont l'habitude d'être sollicités au pied levé. Être réserviste au Cos implique de réagir comme n'importe quel élément du Cos. Pour assurer le rythme trépidant des missions des forces spéciales, ces hommes s'entraînent très régulièrement avec les unités auxquelles ils sont rattachés, essentiellement le 1er RPIMa et les commandos marine. Leur mission : l'expertise initiale de théâtre ou, comme le général Poncet aime à dire, rédiger le « Petit futé de l'Afghanistan des forces spéciales[1463] ». Tout doit être passé en revue. D'où l'appel aux réservistes qu'affectionne tout particulièrement Poncet, car il permet la mise en commun de connaissances manquant à l'armée professionnelle.

La mission porte un nom de code « évident » : « Kessel ». Après escale à Douchanbe, elle atterrit à Bagram et gagne dans la capitale la villa délabrée occupée par les quelques éléments du Cos prépositionnés pour assurer la protection de l'ambassade ou celle de personnalités, françaises et afghanes. Le travail peut commencer. Agissant par binômes, très mobiles et aussi très bien armés, les officiers se déploient dans la ville et ses alentours pour expertiser le réseau d'électricité, estimer les besoins des populations rurales ou encore l'état des routes. La règle chez les forces spéciales est de n'agir qu'en uniforme, un écusson tricolore portant la mention « France » écrite en persan. Toutefois, les hommes du petit groupe chargés d'établir le contact avec les autorités afghanes choisissent, afin d'instaurer d'emblée la confiance, d'opérer en civil, sans rien cacher de leur qualité d'officiers français. Le geste est si vivement apprécié qu'ils se voient invités au sortir de l'entretien à revenir en uniforme. « Vous m'honoreriez[1464] », lâche un ministre à l'un d'eux qui, partout, constate l'image très positive de la France, les Afghans sachant gré aux Français de ne pas avoir compté parmi les prédateurs de leur pays. Dans les villages en particulier, les maleks exposent qu'à leurs yeux la France est la terre d'élection de la générosité puisqu'ils n'ont jamais croisé de ses habitants qui ne soient médecins ou humanitaires. De leur côté, les autorités sont preneuses de tout ce que la France pourra offrir. D'abord, des troupes, car, et c'est une surprise pour la

mission « Kessel », le gouvernement dit attendre beaucoup de la Fias dont il réclame déjà le déploiement à l'extérieur de Kaboul. Ensuite, les besoins sont immenses en matière de reconstruction. Le Cos a pu en juger, l'Afghanistan est à terre. Les quartiers hazaras de Kaboul sont dans un état pire que Beyrouth, ce qui semblait difficilement imaginable. « Une impression de termitière, décrit l'un des officiers. Les bâtiments étaient comme rongés. » Or reconstruire s'annonce terriblement compliqué, car, en 1996, à leur arrivée à Kaboul, les Taliban ont détruit toutes les archives des ministères. Comment rebâtir sans même connaître les fondations d'un pays tout entier ? La mission « Kessel » peut déjà apporter une première aide en annonçant au gouvernement afghan que le double d'une partie des archives est détenu par certaines ONG françaises, par exemple les plans du réseau d'approvisionnement en eau potable de Kaboul. Au bilan, elle dresse un tableau en demi-teinte. Économiquement, l'Afghanistan est exsangue, le Cos ayant eu la sensation de revenir au Moyen Âge quand il fut reçu à la bougie par certains ministres afghans. La population manque de tout, l'agriculture a été dévastée. Du moins un des chapitres de son rapport est-il titré « Les guerriers sont fatigués1465 » : une fois les derniers Taliban mis en fuite, l'Afghanistan pourra se relever à condition d'une très solide perfusion financière de la communauté internationale. Les Français peuvent jouer un rôle de premier plan en raison de leur cote d'amour sans équivalent.

Le surlendemain à peine du retour de « Kessel » en France, le Cema dispose sur son bureau d'un rapport très complet, accompagné de cartes, croquis et coupes, le tout ayant été imprimé et broché dans des conditions de discrétion maximales. Si le général Kelche est le seul destinataire de l'exemplaire complet, il n'en est pas le seul utilisateur. Une fois les informations militaires à caractère sensible expurgées, le document est en effet transmis au secrétaire général de la Défense nationale qui a mission de le distribuer au Medef. Les leçons de la Yougoslavie en effet ont là encore été tirées. Plus question d'envoyer des soldats français sur un théâtre extérieur sans en tirer le moindre bénéfice industriel ou commercial comme ce fut le cas en Bosnie. Le Cos s'inspire de la pratique des Anglo-Saxons qui, en la matière, ne s'embarrassent d'aucune prévention : leurs réservistes portent à la fois le drapeau national et celui de leur entreprise.

En dépit des préconisations de la mission « Kessel », les résultats se feront attendre en Afghanistan. En 2005, le directeur du Medef international, Thierry Courtaigne, estimera même que « le cas de l'Afghanistan marque un retour très net en arrière par rapport à ce que nous avions su mettre en place au Kosovo[1466] ». Alors que Gerhard Schröder s'entourera de nombreux chefs d'entreprise lors de sa première visite, ceux-ci restent à l'écart en France, Vinci Construction et Alcatel étant parmi les rares à tirer leur épingle du jeu dans les premiers mois de la reconstruction.

Militairement, en revanche, des Français vont être bientôt engagés grâce à l'opiniâtreté de leur détachement sur la base kirghize de Manas. « L'exercice, en extrapolant, relate le colonel Kochanowski, correspondait à construire un dépôt de munitions au milieu de Roissy avec, de surcroît, les déplacements du président de la république à prendre en compte[1467]. » Sa connaissance du pays, des relations diplomatiques et du russe, deuxième langue du Kirghizistan, lui est plus que salutaire. Ainsi que la somme conséquente investie par la France en quatre mois – 7 millions de dollars (18 pour les Américains). L'aide du colonel de réserve René Cagnat, auteur de plusieurs ouvrages sur la région, ainsi que du chef de l'antenne consulaire, Bernard Rouault, n'est pas non plus de trop, car, dans ce pays où Lénine trône encore en majesté dans les rues, il n'est pas simple de déposséder un paysan de sa terre. Ce n'est que peu de temps avant le 25 janvier, date limite fixée par le général Gaviard, après de multiples démarches de Kochanowski auprès de toutes les autorités compétentes, que la situation est enfin débloquée. Aussitôt le génie de l'air part sur place réaliser la prouesse de construire la soute à munitions en trois semaines. Au colonel d'obtenir ensuite des Américains les créneaux nécessaires aux gros-porteurs affrétés par la France pour acheminer les mille huit cents tonnes de matériel indispensables aux six Mirage 2000 déployés. Le chiffre peut paraître faible par rapport au Kosovo où la France aligna une centaine d'appareils. Mais la durée du trajet entre le Kirghizistan et l'Afghanistan impose des ravitaillements en vol, d'où la clé du dispositif aérien : le nombre de ravitailleurs dont même les Américains manquent. L'entrée en jeu des bombardiers impose donc de mettre fin le 13 février à la mission des Mirage IV qui en utilisent deux exemplaires. 77 missions, soit 450 heures de vol, leur ont permis de référencer 1 700 objectifs, dont plusieurs grottes

inédites de Tora Bora, offrant au commandement français une photographie exceptionnelle – au sens premier du terme – de l'Afghanistan. Les Américains appréciaient tellement leur travail qu'ils leur avaient cédé la reconnaissance des zones prioritaires.

Avec trois ravitailleurs C-135 disponibles, la France peut aligner six bombardiers d'une valeur inestimable pour Washington. Non pas que sans eux la campagne aérienne serait impossible – il n'aurait guère coûté aux Américains de piocher six F-15 supplémentaires dans leur énorme armada. En revanche, l'impact politique est considérable : les Mirage les autorisent à déclarer au monde qu'ils ne sont pas seuls à bombarder l'Afghanistan, qu'il ne s'agit donc pas d'une guerre de l'Amérique contre l'islam.

Les Français surgissent à point nommé pour participer à la première grande offensive décidée par les Américains depuis le début des frappes aériennes. Les services de renseignement sont convaincus qu'al-Qaida a trouvé refuge dans les montagnes du Paktia, au sud de Gardez, plus précisément dans la vallée de ShahikotXVI, ancien fief de Haqqani pendant le djihad. Les Américains ne veulent pas d'un Tora Bora bis. Pas question donc de laisser les milices afghanes mener l'assaut. De toute façon, les chefs de guerre n'ont plus la même ardeur au combat depuis la prise de Kaboul ; la traque d'al-Qaida est loin d'être pour eux une priorité. Les Américains seront donc le fer de lance de l'opération « Anaconda ». Mais le parfum de victoire de ces dernières semaines a dû enivrer le commandement. À Bagram, dans ce qui a été surnommé le « camp fantôme » en raison du secret qui l'entoure, les troupes se préparent sans trop d'appréhension à pourchasser à peine cent cinquante à deux cent cinquante Taliban et membres d'al-Qaida, pas de quoi les impressionner. La CIA n'est pas crue quand elle prévient peu de temps auparavant le déclenchement que les combattants seront sans doute le triple et qu'ils se sont tapis dans les hauteurs d'où ils seront nettement plus difficiles à déloger. De surcroît, à l'intérieur même des unités retenues pour l'assaut, la coordination est mal assurée : ni la 10e division de montagne, ni les forces spéciales ne savent qui doit assurer le *leadership*. Mais le plus incroyable survient dans la liaison entre le sol et les airs. Le 28 février, au centre de commandement des opérations aériennes d'al-Kharj, un officier de liaison de l'armée de terre américaine se présente en effet au briefing de 18 heures

afin d'annoncer le lancement de l'opération pour le lendemain. La stupeur est totale, personne n'en avait été prévenu ! Il faut remonter loin pour retrouver des opérations terrestres menées sans aucune demande de soutien à l'aviation ! La procédure bat en brèche des années d'exercices interarmées. De surcroît, le général Moseley, patron des lieux, est absent. Un tour de table est organisé pour analyser les attitudes possibles. Il ne fait pas de doute que ce cavalier solitaire est la conséquence du récent renversement des composantes menante et soutenante : jusqu'en février, l'armée de l'air décidait les opérations et l'armée de terre suivait. Désormais déployée à Bagram, la présence sur le sol afghan de l'US Marine Corps a été officialisée. « Anaconda » est comme l'acte de baptême de sa prise de pouvoir. Voyant ses homologues américains décontenancés, le chef du détachement français au Caoc, le général Charles Ricour, suggère de rattraper le temps perdu en particulier en ce qui concerne l'absence d'appui aérien qui expose les troupes à de graves dangers. Son intervention est-elle efficace ? En tout cas, de retour deux jours plus tard, Moseley tiendra à lui manifester ses remerciements.

En attendant, le premier jour d'« Anaconda » vire à la catastrophe. Le 1er mars, en effet, la surprise sur laquelle compte beaucoup le général Hagenbeck est vite dissipée. Face à un millier de Taliban, les Américains accusent en une seule journée vingt-huit blessés, deux hélicoptères abattus, plusieurs endommagés. Les avions finissent par se présenter sur zone mais la précipitation n'est pas mère d'efficacité. Tout change avec le retour de Moseley au Caoc qui réunit aussitôt ses généraux dans la salle de guerre. Depuis quelque temps, Ricour avait réussi à s'y introduire à force de discrétion. Mais quand il entrebâille la porte et qu'il voit l'ensemble des officiers à l'intérieur se retourner immédiatement vers lui, avec le regard des mauvais jours, il n'insiste pas et referme aussitôt. « Le général Moseley, relate-t-il, m'a été reconnaissant de ne pas avoir cherché à m'imposer dans cette réunion des plus tendues où il a manifestement passé un savon à tous ses subordonnés. »

Dans les heures suivantes, les ailes alliées décuplent leurs efforts pour gommer les erreurs des quarante-huit dernières heures. Les appareils du *Charles-de-Gaulle* sortent jusqu'à quinze fois par jour, en soutien des troupes au sol. Le 11 mars, le ministère de la Défense, révélant leur

participation à « Liberté immuable », annonce que vingt-cinq cibles liées à al-Qaida ont été bombardées. « Nous étions là pour ça1468 ! » commente Ricour. Cependant, *Le Monde* croit savoir que les Français en ont refusé certaines par crainte de dommages collatéraux. Pourtant, à la connaissance du vice-amiral Laborde, alors pacha du porte-avions, « il n'y eut aucun refus de frappe de la part du commandement français. Les seuls cas où les Français n'ont pas largué leur bombe furent liés à des incapacités techniques, par exemple l'impossibilité pour un pilote de repérer sa cible1469 ». Même dénégation de la part du général Ricour qui a délégation du Cema pour chaque ouverture du feu : « Nous travaillions en totale franchise, raconte-t-il. Je leur disais : "Faites-moi confiance, si je peux y aller, j'irai. Mais dans le cas contraire, je vous en préviendrai tout de suite de telle sorte que la cible pourra quand même être traitée à temps." Mais en réalité, je n'ai jamais eu à manifester mon refus. »

À partir du 24 mars, les Mirage 2000 apportent à leur tour leur contribution à « Anaconda ». Une double performance. D'abord, ils n'ont rallié le Kirghizistan que deux jours plus tôt après avoir reçu l'autorisation de survol de la Russie. Ensuite, pour atteindre l'Afghanistan, ils doivent traverser l'Himalaya pendant quarante minutes, à plus de 5 000 m, en emportant des bombes de 250 kg et 6,5 t de carburant. Pour les secourir, une équipe ResalXVII a été constituée à Douchanbe : dix-huit hommes, issus principalement des commandos de l'air, mais aussi deux gendarmes du peloton de haute montagne de Chamonix, transportés par des hélicoptères tadjiks, car ceux des Français ne peuvent voler au-dessus de deux mille mètres. Dans le cadre d'« Anaconda », les Mirage frappent trente et un objectifs, principalement des grottes d'al-Qaida où les risques de dégâts collatéraux sont quasi nuls.

Si la base de Manas accueille désormais des Néerlandais, des Espagnols, des Australiens, des Danois et des Sud-Coréens, seuls les quatre cents Français engagent leurs avions aux côtés des F-18 américains. À Shahikot, un drone Predator venu à la rescousse des Rangers marque ainsi les assaillants qu'un Mirage vient mettre à la raison1470. Les *boys* du Texas ou du Kentucky qui auront échappé à la mort grâce à des *Frenchies* basés au Kirghizistan après six mois de péripéties émiraties, ouzbèkes, tadjikes, pourront expliquer aux sceptiques que, par-delà les querelles politiques et

les échos de la presse, la solidarité en Afghanistan entre la France et les États-Unis n'est pas une vue de l'esprit.

I- Dont celles, vraisemblablement, des appareils de la DGSE ayant transporté au Tadjikistan la mission « Harpon », puis Maximilien et Gérard.

II- Ce qui lui vaudra quelques années plus tard de revenir sur zone pour négocier la libération d'otages français avec l'aide bienveillante du président afghan et de son entourage proche.

III- Leur nombre varie selon les sources de dix-neuf à vingt-deux.

IV- Commandement de la Force aérienne de projection.

V- Pour sa part, Henry Crumpton, chargé des opérations de la CIA en Afghanistan, ne se rappelle pas d'interdictions concernant l'arrivée des Français à Mazar, mais, admet-il, « c'est possible » (témoignage recueilli par l'auteur).

VI- Avion de transport stratégique (Airbus ou DC-10).

VII- Tout juste les Tadjiks demanderont-ils dans les semaines suivantes que les Français paient la réfection des pistes, des parkings et des aérogares.

VIII- Le *Charles-de-Gaulle* emporte donc moins d'aéronefs qu'il ne le peut : 6 Super Étendard modernisés pour la reconnaissance et l'assaut, 2 Hawkeye pour le contrôle de l'activité air, 2 Rafale F1, des hélicoptères Puma (pour le transport) et Dauphin (pour le sauvetage).

IX- Sous le commandement de l'amiral François Cluzel, elle comprend, outre le *Charles-de-Gaulle*, les frégates *La-Motte-Picquet*, *Jean-de-Vienne* et *Jean-Bart*, le sous-marin d'attaque nucléaire *Rubis*, le ravitailleur *Meuse* et l'aviso *Commandant-Ducuing*.

X- Il n'y a eu que vingt Loya Djirga depuis 1707, dont la dernière, le 28 novembre 1987, est considérée comme illégitime par les Afghans en raison de l'occupation soviétique.

XI- « Repfrance » et « Comelef » dans le jargon militaire.

XII- Plus haute autorité militaire française sur un théâtre d'opération.

XIII- Brigade légère blindée.

XIV- Le ratio est de 67 dollars par habitant alors qu'il fut de 100 dollars au Rwanda, 220 dollars en Palestine, 250 dollars en Bosnie.

XV- Direction des relations économiques extérieures.

XVI- « Place des rois » en pachtou.

XVII- Équipe de recherche et secours aérolarguée.

Chapitre XVI

De l'ancienne guerre de l'ombre à l'ombre d'une nouvelle guerre

S'il en était encore dans le monde musulman pour se questionner sur les intentions de Ben Laden, la situation de l'Afghanistan au début 2002 est sans équivoque. « Ce qu'a fait al-Qaida, insiste l'ancien compagnon algérien de Massoud, Abdullah Anas, cela relève du takfirI, pas du djihad ! La preuve : l'Afghanistan est aux mains des Américains1471. » De fait, pour celui qui prônait la lutte contre les croisés dans le monde entier, la présence des milliers de soldats occidentaux sur le sol même d'où il avait lancé ses appels ressemble fort à un échec. Lui qui, dans les années 1980, avait contribué à les chasser, a ramené les chrétiens en terre d'islam. En ces premières heures revigorantes de conquête, peu se demandent si telle n'était pas la véritable intention d'al-Qaida. Ils préfèrent s'interroger sur l'opportunité de la réaction occidentale au 11-Septembre et ses conséquences sur la politique intérieure de l'Afghanistan. L'ancien responsable de la traque de Ben Laden au sein de la CIA, Mike Scheuer, souligne ainsi que, si les étrangers n'étaient pas intervenus, « nous aurions assisté à la défaite militaire du Front uni, à la consolidation dans tout le pays du pouvoir taleb et à la lente émergence de la première chance de paix et de sécurité en Afghanistan depuis presque un quart de siècle1472 ». Cela revient à reprocher aux Américains d'être intervenus sous le coup de l'émotion et sans mesurer que Massoud n'avait pas de successeur au sein du Front uni.

En France aussi, l'ombre du commandant domine les cogitations politiques et diplomatiques. Même mort, il a été proclamé vainqueur et il n'est pas de bon ton de le critiquer, au moins publiquement. Aussi, quand le président de la République et le Premier ministre réfléchissent à qui confier

la rédaction d'un rapport sur l'aide de la France à la reconstruction du pays, ils optent pour Bernard-Henri Lévy qui, à force de déclarer sa passion pour Massoud, ne sait sans doute plus lui-même qu'il ne l'a jamais rencontré qu'une fois. Le philosophe remet son travail deux mois plus tard. Et sans surprise, il définit des priorités dans la droite ligne du débat biaisé des cinq dernières années. Si l'écrivain place en effet en première préoccupation la restauration de la sécurité en Afghanistan, avec la constitution d'une armée et d'une police solides, il ne peut s'empêcher pour la deuxième de revenir sur l'un de ses chevaux de bataille : « Pour le visiteur occidental, écrit-il, c'est la première inquiétude, le premier baromètre, le premier test : où en sont les femmes ? » Pour le visiteur occidental, peut-être. Mais sûrement pas pour l'Afghan du bazar ou des campagnes, qui en est à sa vingt-deuxième année de guerre, qui a le ventre vide, qui ne comprend rien à ces arrivées et ces départs d'étrangers dans ses vallées. Cet Afghan-là ne comprend forcément rien à l'appel de BHL pour financer, « sous l'égide du ministère des Droits de la femme, un forum international des femmes appelé à énoncer les grands principes d'une future charte des droits de la femme afghane ». En réalité, BHL démontre à son tour l'incompréhension des Occidentaux vis-à-vis d'une culture et d'une histoire qui leur demeurent absconses. Il illustre surtout l'étroitesse des ambitions françaises. Quand il propose pêle-mêle l'ouverture d'un centre culturel français Joseph-Kessel, d'une Maison afghane des écrivains, d'un hôpital français, il ne fait que souligner les moyens limités de la France, pendant d'une implication pour le moins contrôlée en Afghanistan. Or la situation dans le pays appelle bien des décisions : un enfant sur quatre meurt avant quatre ans, trente-cinq pour cent sont mal nourris et l'espérance de vie est tombée à quarante-deux ans. De mars à novembre, près de 1,8 million de réfugiés reviendront au pays, tirant sur des ressources nationales déjà maigres. Suivra un autre million, rapatrié d'Iran en deux ans après accord avec Téhéran.

Le 24 mars 2002, Hubert Védrine rencontre à Kaboul Abdullah Abdullah et Younès Qanouni, respectivement ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, avec qui il revient sur la contribution française à la reconstruction. Dès 2001, alors que Kaboul souhaitait faire converger l'ensemble de l'aide internationale vers des fonds communs, la France a fait le choix de capitaliser sur son expérience du pays et de privilégier, donc,

l'aide bilatérale. C'est pourquoi elle ne participe pas au Fonds de reconstruction de l'Afghanistan (ARTF) géré par la Banque mondiale. Dans la grande tradition de la coopération française, Védrine profite de son voyage pour rouvrir solennellement les lycées français qui « sentaient encore le plâtre humide[1473] ». Un hôpital de Kaboul sera également rénové avec le concours d'Acted, la coopération médicale entre Kaboul et la faculté de Lyon relancée, une aide alimentaire distribuée, des projets agricoles financés de manière très locale. Voilà qui ne dévie pas d'un pouce de la ligne définie par Jacques Chirac : que la France soit présente, que cela se voie, mais qu'elle ne s'implique surtout pas dans les affaires afghanes. Quand Paris décide ainsi d'envoyer six enseignants et quatre administrateurs, les Japonais assurent quant à eux près de soixante pour cent de l'aide à l'éducation.

Au total, la participation française ne représente que 35 des 550 millions d'euros promis par l'Union européenne sur deux ans. On est loin des 100 millions fournis par les Allemands et les Britanniques, et même à la traîne des Néerlandais, Espagnols, Italiens, Suédois et Danois. Une fois encore, les humanitaires français ambitionnent donc de pallier la carence de leur gouvernement. L'un des vétérans, Alain Boinet, pointe ainsi l'urgence de couvrir les besoins élémentaires de la population. Avec 23 volontaires et 350 employés afghans, l'ONG qu'il dirige depuis 1987, Solidarités, distribue alors 15 000 tonnes d'aide alimentaire à près de 295 000 personnes. Elle s'attelle aussi à la reconstruction de maisons dans le centre du pays. « Par expérience au Rwanda ou encore en Bosnie, déclare-t-il, nous avons appris à Solidarités que les débuts sont décisifs, tout comme les cinq premières années qui doivent concrétiser et optimiser tous les moyens promis[1474]. » Mais la donne a changé : les ONG françaises ne représentent désormais plus que dix pour cent du total des ONG internationales opérant en Afghanistan, sans compter le millier d'ONG créées par les Afghans eux-mêmes.

Elles ne doivent pas compter non plus sur un appui massif de l'Agence française pour le développement. L'Afghanistan en effet ne fait pas partie de la zone de solidarité prioritaire. Beaucoup d'humanitaires en viennent même à penser que le gouvernement a décidé de s'en désintéresser. Avant le 11-Septembre, le ministère des Affaires étrangères prenait soin de les réunir

chaque trimestre. Après, si le Quai d'Orsay a bien tenté de coordonner leur action, ce fut principalement pour faire passer les consignes de sécurité et discuter en termes généraux des projets élaborés. Rien du côté financier. La raison pour Alain Boinet tient au fait que « Bonn a tout réglé aux yeux de certains[1475] » ; le redressement de l'Afghanistan serait désormais en cours, l'avis des ONG subalterne. Le Quai d'Orsay revient à sa frilosité coutumière à l'égard des ONG qui, de leur côté, se targuent de ne pas avoir besoin des conseils des diplomates vu leur expertise du pays : plus de la moitié des vingt-cinq ONG françaises en lice ont été créées en relation avec l'histoire récente de l'Afghanistan. Mais elles ne pèsent guère face aux grosses machines anglo-saxonnes comme Care ou Oxfam. De plus, cette antériorité n'est plus forcément un atout. Nombre des nouveaux responsables du pays reviennent d'exil ; ils n'ont pas vu les Français à l'œuvre dans les périodes difficiles. Et la France qu'ils observent à leur retour reste à l'écart de l'aide multilatérale ; les plus francophiles se sentent floués. Dans les ruines de Kaboul, le pragmatisme balaie la nostalgie : ce qui compte, c'est le montant du chèque français.

Les ONG espèrent beaucoup du retour au Quai d'Orsay d'un connaisseur du pays à la tête de la coordination de l'aide. Quittant un poste à Dublin, Emmanuel Delloye retrouve l'Afghanistan qu'il a connu coopérant puis professeur dans les années 1970. Dès sa prise de fonction, il s'assure de nommer sur place des représentants qui seront à même de jauger la situation dans les trois secteurs retenus par la France. Frédéric Tissot, ex-AMI, s'occupera du volet santé ; Farouk Faroukzaï, ex-Madera et ancien fonctionnaire du ministère afghan de l'Agriculture, aura pour mission de sélectionner les semences adaptées au pays, fournir une aide à l'élevage, développer la pisciculture. Enfin, l'Ina et France Télévisions initient un programme de préservation des archives de la télévision et du cinéma afghans[1476].

Première préoccupation, des Occidentaux comme des Afghans, la sécurité, même à Kaboul, est encore très relative. « Depuis que nous nous sommes installés début janvier, relate le colonel Marill, rien ne nous est tombé dessus. Mais les résidus d'al-Qaida et des Taliban, toujours présents dans le secteur, sont un souci permanent[1477]. » La tension est liée au retour du roi Zaher annoncé pour le 17 avril. Les soldats français ne quittent pas le

gilet pare-balles dans leurs déplacements qui leur ont fait mettre au jour des roquettes et un mortier pointés sur l'aéroport. Pourtant, les deux piliers de la stratégie de Ben Laden se sont écroulés en quelques semaines : les Taliban se sont évanouis au Pakistan ou fondus dans la population afghane et les éventuels leaders islamistes se gardent bien de soutenir l'ancien VRP du djihad qui a perdu Abou Djafar, près de Tora Bora en novembre 2001, Abou Hafs al-Masri, chef militaire de l'organisation, lors d'un raid sur Kaboul, enfin Abou Zoubeïda, arrêté en mars au Pakistan. Ben Laden n'a donc plus pour priorité que de consolider son ultime repaire, probablement chez Haqqani, et recomposer une alliance avec ses partenaires de fortune : les islamistes ouzbèkes du MIO, eux aussi réfugiés dans la zone, et les Cachemiri. Tous sont lancés dans une course contre la montre pour gagner une légitimité. L'attentat de Richard Reid le 22 décembre 2001 sur le vol Paris-Los Angeles a échoué, mais, en janvier 2002, le journaliste américain Daniel Pearl a été assassiné. Le 11 avril, al-Qaida active le Tunisien Nizar Naouar, qui a deux fois séjourné en Afghanistan, pour faire sauter un camion-citerne devant la synagogue de Djerba : 21 morts dont 2 Français. Le 15 juin, le consulat américain de Karachi est pris pour cible[II].

Cette série d'attentats est d'autant plus inquiétante que, parallèlement, Washington commence à détourner son attention vers l'Irak. Ainsi dès le mois de mars la CIA a-t-elle fermé son antenne de Kandahar[1478]. Du côté français, DGSE et DST maintiennent leur surveillance des aspirants djihadistes nord-africains. Le 17 février a été révélée la présence d'au moins deux Français à Guantanamo : Mourad Benchellali, vingt ans, originaire de Vénissieux, et Brahim Yadel, trente ans, du département de la Seine-Saint-Denis. En avril, un Algérien de vingt-sept ans, Redouane Daoud, est arrêté aux Pays-Bas. La DGSE le soupçonne d'avoir géré pour le compte du GSPC[III] une filière djihadiste vers l'Afghanistan et de préparer des actes terroristes. Il s'évade, mais il sera à nouveau arrêté en novembre, gare du Nord, à Paris. Dans le groupe interpellé avec lui figure un autre Algérien, qui, lui, était pisté pour avoir participé à un stage de plongée au Safe Diving Club d'Eindhoven aux côtés de plusieurs individus originaires du Proche et Moyen-Orient : était-ce la version maritime du 11-Septembre ? La DGSE met en avant des risques potentiels sur les barrages et les centrales nucléaires[1479].

Si « Liberté immuable » a pour un temps nettoyé l'Afghanistan du péril terroriste, Kaboul n'en demeure pas moins un « point chaud » de la planète. À ce titre, la DGSE y déploie encore des effectifs importants, la direction du poste étant désormais attribuée à Gilbert, l'un de ses officiers traitants les plus expérimentés puisqu'il a à son actif une demi-douzaine de postes. À Kaboul, peu de temps lui est nécessaire pour cerner la situation. Le très long message qu'il rédige avant l'été servira de feuille de route à la DGSE pour les années à suivre. Y sont en particulier étudiées les éventuelles alternatives à Karzai comme le clan Massoud ou Dostom. « Wardak n'en faisait pas partie ! » témoigne un officier. En revanche, les qualités d'Ismaïl Khan y figurent en bonne place. Le Tadjik, alors âgé de cinquante-six ans, est une pièce maîtresse de l'échiquier afghan depuis le djihad. Leader de la révolte à Herat en 1979, aussi adulé que craint, son autorité s'étend sur cinq provinces grâce à deux ou trois dizaines de milliers d'hommes. Les Américains s'intéressent particulièrement à lui depuis leur arrivée en Afghanistan, car son fief sert de porte de service aux membres d'al-Qaida qui, ne parvenant pas à gagner le Pakistan, s'enfuient vers l'Iran.

Ismaïl Khan est un chef de guerre ; à preuve, le 29 avril, Rumsfeld en personne vient faire chez lui sa première visite en province. Pour la DGSE, celui qui est appelé « l'émir de l'Ouest » est une vieille connaissance. Dans les années 1990, Adrian avait facilité les études de son fils Mirwais en France. En 2000, Vladimir avait pour une fois délaissé Massoud pour le rejoindre à Mashhad, en Iran, où il s'était réfugié après s'être libéré des geôles taliban. Son voyage, celui d'un des très rares officiers du renseignement français en Iran depuis une dizaine d'années, n'a pas dû passer inaperçu aux yeux des Pasdaran qui surveillaient activement le réfugié. Se présentant à Ismaïl Khan comme « un envoyé du gouvernement français », le commandant n'avait pour mission que de s'assurer des projets du guerrier. Pas dupe, le Tadjik comprit certainement l'appartenance aux services de son visiteur. Vladimir retourne le voir en 2002, cette fois à Kaboul, mais le contact est rude. L'officier s'entend reprocher des années d'absence, d'indifférence, de promesses non tenues par les Occidentaux. En citant l'aide apportée depuis le 11 septembre par le Service action aux commandants de Mazar, Taloqan et Djalalabad, il parvient à tempérer la vindicte. Rendez-vous est ainsi pris à Herat pour continuer la discussion.

Ismaïl Khan se montre d'emblée cordial et pour cause : il transmet à Vladimir une « liste des courses » où figurent des chars et du matériel lourd. Sur la route du retour, en compagnie de Mehrabuddin Masstan, un pneu éclate à la traversée d'un village. Descendant du véhicule, les passagers sont rapidement entourés de jeunes enturbannés, à la longue barbe. Bien vite la présence d'un « Blanc » dans le groupe est relevée.

— Qui est cet Européen ? demande l'un des villageois. Il a de l'argent ?

Masstan répond calmement tout en adjurant ses camarades de réparer au plus vite. À peine se sont-ils éloignés qu'ils aperçoivent dans le rétroviseur un groupe de jeunes bondir dans leur 4 × 4 pour les prendre en chasse. Heureusement ils sont une dizaine, ce qui alourdit le véhicule. Vladimir échappe ainsi à une capture qui aurait été la première d'un officier du renseignement dans le pays.

La DGSE n'est pas la seule à croire en l'avenir d'Ismaïl Khan. En 1988, déjà, Jean-Pierre Guinhut était à l'ambassade de France à Téhéran quand il s'escrima à lui envoyer un émissaire de renom, Olivier Roy. « Par deux fois, précise-t-il, il a été vendu aux Russes. À la troisième, nous n'avons pas prévenu les Iraniens et la rencontre a pu avoir lieu1480. » Pour lui, Ismaïl Khan est bien plus qu'un Tadjik, restriction facile que dégainent les pro-pachtounes pour barrer tout avènement au pouvoir d'un concurrent jugé dangereux. « Les gens n'y connaissent rien, complète-t-il. Il est plus persan que tadjik. Herat fut l'une des cinq capitales du KhorassanIV. Mais Khan est sunnite, d'où des relations difficiles avec les Iraniens qui ont tenté de l'éliminer dans les années 1980. » L'avis de Jean-Pierre Guinhut est d'autant plus précieux en 2002 que, en mai, il est le premier ambassadeur français nommé à Kaboul depuis 1980. L'homme, qui vient de boucler trois années à Bakou, est l'un des représentants de la vieille tradition orientaliste, forgée au moule des Langues O'. Guinhut connaît parfaitement toute la région, et l'Afghanistan au premier chef, puisque, à partir de 1969, il l'a sillonné en touriste et en amateur éclairé des civilisations persanes. Hubert Védrine l'emmène avec lui lors de son dernier voyage comme ministre des Affaires étrangères en Afghanistan. « Il m'a présenté à Karzai le 23 mai, décrit l'ambassadeur avec humour, comme une cigogne dépose l'enfant au pied des futurs parents. »

La réouverture d'une ambassade a beau être un symbole fort, Kaboul reste Kaboul. La première des priorités est donc de se préparer au pire : l'ambassade a déjà été évacuée à deux reprises ; le diplomate doit prévoir la troisième. Or les plans alliés ne le satisfont pas du tout : « Kaboul, décrit-il, c'est Diên Biên Phu, une cuvette exposée à tous les feux. Ces plans d'évacuation par les airs étaient irréalistes. » En 2003, il obtiendra donc de haute lutte la modification de la procédure de sauvetage non seulement des Français, mais de toute la communauté européenne. « J'avais prévenu que je refuserais de laisser dans la rue le moindre étranger qui, menacé d'être massacré, serait venu me demander l'hospitalité. » Le plan emprunterait peu ou prou la route du nord, suivie par Thierry Bernadac et les siens en août 1992. En prévision, Jean-Pierre Guinhut rencontre donc un à un tous les potentats locaux qui, le jour J, pourraient lui venir en aide, y compris le redoutable Dostom. De toute façon, les instructions de l'ambassadeur ont été claires : « Qu'elles vinssent du Quai d'Orsay ou du président de la République, précise-t-il, elles stipulaient que la France, comme la Grande-Bretagne d'ailleurs, devait discuter avec toutes les parties. »

En ce qui concerne ses homologues, Jean-Pierre Guinhut tient à établir les meilleurs rapports avec l'Américain Robert Finn qui était déjà son *alter ego* en Azerbaïdjan. Les deux hommes ont en commun d'avoir tous les deux rouvert l'ambassade de leur pays et de posséder une culture très étendue de la région. Le Français se garde bien de moquer les conditions drastiques de sécurité qui entourent Finn. Un jour, en effet, celui-ci s'entend formellement déconseiller de se rendre à une fête afghane. Bien lui prend de suivre la recommandation : un attentat y fait un massacre. « Donc, indique Guinhut, chaque fois qu'il me conseillait la prudence, je le suivais ! » Lorsque Finn lui propose une voiture blindée, l'ambassade de France en étant dépourvue, il accepte aussi, même si elle s'accompagne de gardes du corps américains… « J'ai dit "oui" pour établir le meilleur contact, explique-t-il. Mais j'ai immédiatement télégraphié à Paris que je désirais l'envoi urgent d'une voiture. » La belle américaine restera donc au garage. Pour Guinhut, ces bonnes relations sont justifiées par le « travail vraiment extraordinaire effectué par les soldats américains, des forces spéciales qui étaient en voie de remporter la fameuse conquête des cœurs, jusqu'à ce que

l'Irak impose une relève dans le personnel tant militaire que diplomatique ».

Au bout de six mois de présence, l'armée française entre elle aussi dans une routine. Jacques Chirac a tenu à le rappeler à George Bush, qui, le 27 mai, a fait un geste envers la France en étant le premier président américain à passer le Memorial Day hors des États-Unis : « Chaque fois que l'essentiel est en jeu, lui a-t-il déclaré, vous pouvez compter sur nous comme nous savons pouvoir compter sur vous[1481]. » La France est en Afghanistan et y demeurera. Le cordon ombilical entre les deux pays est assuré par l'escadron de transport stratégique 3/60 « L'Esterel », autrefois employé entre la France et le Pacifique dans le cadre du programme nucléaire. C'est lui qui assure les liaisons Paris-Douchanbe puis Douchanbe-Kaboul.

En avril, au sein du « Batfra » stationné à l'aéroport de la capitale, le 7e bataillon de chasseurs alpins (BCA) de Bourg-Saint-Maurice, aux ordres du colonel Thierry Corbet, a pris la relève du 21e RIMa et du 1er RSM, pionniers de la présence française en Afghanistan. Sur le départ également, le 17e régiment de génie parachutiste a largement avancé la « dépollution » de Bagram, une zone de combats intenses depuis le temps du djihad, mais a aussi fortifié le QG du Batfra, ainsi que ses deux campements, baptisés « Cazeilles » et « Kersauson ». Pour les soldats français, la découverte de Kaboul est enthousiasmante. « On sortait de l'euphorie de la libération, souligne Nicolas Le Nen, alors adjoint de Corbet. La relation avec la population était excellente[1482]. » C'est ainsi que Bismullah Khan, devenu chef d'État-major des armées, en souvenir du soutien français à Massoud, organisera un voyage dans le Panjshir à l'occasion du premier anniversaire de la mort du commandant. « Un vrai cadeau de sa part », note Le Nen. Signe de l'extrême vigilance des autorités françaises, une autorisation spéciale de sortie de la capitale est demandée au président de la République lui-même. « Nous redoutions plus que tout, analyse l'amiral Hébrard, que l'un de nos hommes soit capturé et gardé en otage[1483]. » Jacques Chirac vient en effet d'être réélu ; il n'est pas question de revivre le sinistre précédent de 1995, quand, peu de temps après sa première élection, deux aviateurs, qui avaient dû s'éjecter, avaient été arrêtés par des Serbes. Vingt ans après Jean-José Puig ou Laurence Laumonier, les soldats goûtent donc,

comme Français, à la chaleur de l'accueil et, comme chasseurs alpins, à la splendeur des paysages encaissés du Panjshir. Kaboul est à l'avenant, le retour de l'ancien roi ayant fait disparaître les dernières tensions. « Nous n'avons pas tiré une seule balle jusqu'en septembre ! se souvient Le Nen. Nous n'avions pas de blindés, pas de VAB. Si nous disposions déjà d'un gilet pare-balles, nous nous déplacions en P4 [Jeep] dans Kaboul, nous pouvions faire nos emplettes à Chicken Street. Bref, nous pouvions vivre comme deux ans plus tôt à Mitrovica. »

Corbet et Le Nen se ravissent aussi des excellentes relations avec le chef de la DRM afghane qui organise à leur intention un thé avec les plus grandes figures de la résistance : Dostom, Ismaïl Khan, Fahim… « Le fait qu'on était français les touchait visiblement », témoigne-t-il. Mais pour les deux officiers, le moment le plus chargé en émotion est incontestablement la visite à l'ancien roi. Une audience de une heure, dans un français parfait. « Un moment hors du temps », aime à se souvenir Le Nen qui décrit Zaher « très lucide, mais triste d'être trop vieux pour pouvoir assumer dans la durée son rôle de père de la nation afghane ». Pour le commandant, le soutien de la population kaboulie à l'ancien roi est indéniable. Il a même pu le toucher du doigt puisque les chasseurs alpins ont assuré la protection de l'aéroport lors de son retour, le 17 avril.

Hélas, ce tableau serein a déjà tout d'un trompe-l'œil. L'adjoint du commandant de la DRM afghane confie en aparté à Corbet et Le Nen, dans un français lui aussi impeccable puisqu'il est ancien d'Esteqlal, que le Pakistan ne saurait longtemps rester à l'écart, qu'Hekmatyar sévit encore, enfin que les Taliban ont reculé mais qu'ils sont certainement en train de fourbir leurs armes. Les Français qui, selon les souhaits de Jacques Chirac, ne s'éloignent guère de Kaboul, secteur largement sécurisé, s'y intéressent de loin. Le combat avec les Taliban est pour les Américains et les Britanniques, et Le Nen n'en a aucun regret. « L'Afghanistan était déjà une expérience en lui-même pour la plupart d'entre nous, indique-t-il. Nous étions déjà heureux d'y être et le contrôle de la sécurité sur une zone qui s'étendait tout de même jusqu'à la plaine de Chamali nous prenait suffisamment de temps[1484] ! »

En juin, le Batfra reçoit la visite du nouveau ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie. Le voyage est l'occasion pour celle-ci de féliciter

Hamid Karzai pour le plébiscite qu'il vient de recevoir : 82 % de voix à la Loya Djirga prévue par les accords de Bonn l'ont nommé à la tête du gouvernement. Son triomphe est également celui du Front uni : Abdullah Abdullah, Fahim et Aref conservent leurs prérogatives, seul Qanouni perd son fauteuil de ministre de l'Intérieur. Mais les chefs de guerre trustent aussi les postes de vice-présidents puisqu'ils sont attribués à Fahim encore, au Hazara Khalili et au Pachtoune Hadji Qadir. L'envoyé spécial de George Bush, Zalmaï Khalidzad, y voit la preuve de leur « désir de résoudre les problèmes politiquement » et « de faire partie du processus ». D'autres observateurs croient à un calcul de Karzai qui chercherait à saper leur autorité en les rivant dans la capitale, loin de leurs terres. Mais tous les Français qui ont alors l'occasion de l'approcher sont surtout frappés par la foule de gardes du corps américains qui ne le quitte jamais[1485] : difficile de ne pas y voir le symbole de l'emprise de Washington. L'un d'eux a droit à une faveur exceptionnelle. À sa cérémonie d'investiture, Karzai a tenu à convier un diplomate français qui reçoit des mains de Zaher Shah la plus haute décoration afghane. Jean-Yves Berthault, qui a été injustement mis en cause en France, se voit ainsi récompensé de ses efforts pour tenter de ramener la paix au temps des Taliban.

— Pourquoi es-tu consul général à Karachi et non pas ambassadeur ici ? lui demande même Karzai.

— Demande au président de mon pays ! réplique Berthault, non sans amertume[1486].

Sans doute les Américains n'auraient-ils pas apprécié la présence à Kaboul d'un homme ayant noué avec le nouveau président afghan des liens si étroits.

Michèle Alliot-Marie profite également de son déplacement pour installer à Kaboul soixante instructeurs français venus de la 27e brigade d'infanterie de montagne. Au printemps, en effet, les pays donateurs pour la reconstruction en Afghanistan se sont partagé le secteur de la sécurité et la France s'est engagée à former trois des six bataillons d'infanterie, de six cents hommes chacun, du corps d'armée de Kaboul. Le but que se fixent les Alliés est de former au total 60 000 soldats, 8 000 dans l'armée de l'air et 12 000 gardes-frontières. « Reste, comme le souligne le général Elie qui

accompagne le ministre, à trouver l'argent pour les équiper et les payer[1487]… »

L'opération, baptisée « Épidote », a été échafaudée après que le colonel Moné eut transmis une demande américaine sur place. Elle répond parfaitement aux critères de l'engagement français : elle s'inscrit dans la sortie de crise et ne rive pas les soldats à l'Afghanistan puisque l'accord est à renouveler tous les six mois. Jean-Marc de La Sablière, conseiller diplomatique de Jacques Chirac jusqu'en mai, revendique de l'avoir ardemment défendue à l'Élysée, mais aussi, par la suite, au Conseil de sécurité de l'Onu où il vient d'être nommé représentant français : « Chaque fois que la formation de l'Ana y était évoquée, se réjouit-il, j'aimais à rappeler aux Américains, qui avaient tendance à l'oublier, que la France y contribuait à leurs côtés[1488]… » Il le fait avec d'autant plus d'à-propos que, pour former leurs tout premiers soldats afghans, les Américains ont été obligés d'emprunter 25 000 dollars aux Français. Quand le Centcom lui réclama la somme, le département d'État répondit en effet par la négative, car l'Afghanistan n'était pas un État auquel l'armée américaine était autorisée à donner de l'argent… Le général DeLong, adjoint de Franks, en a donc été réduit à frapper à la porte du représentant français au Centcom. Une anecdote que le chef d'État-major français ne se privera pas de lui rappeler en 2003, en plein *French Bashing*[1489]…

Après le départ du *Charles-de-Gaulle* dont les appareils ont accompli un dixième des missions de la coalition, « sans un seul incident, ni une seule panne, à croire qu'un ange gardien veillait sur nous », confie le vice-amiral Laborde, la présence française dans les cieux afghans n'est donc plus assurée que par les six Mirage 2000 basés à Manas. Leur présence si loin d'Afghanistan commence d'ailleurs à soulever des critiques à Paris. Le gouvernement craindrait pour la sécurité de ses chasseurs-bombardiers. « Le risque a été longtemps mis en avant, souligne de fait le général Richard Wolsztynski, chef d'état-major de l'armée de l'air à partir de 2002, de se faire descendre par des missiles sol-air[1490]. » Mais par la suite, des avions français ont bien commencé à se poser à l'intérieur de l'Afghanistan, comme les Transall. En ce qui concerne les chasseurs-bombardiers, les Français demeurent les seuls à l'extérieur du pays pour la bonne raison qu'ils sont aussi les seuls à voler aux côtés des Américains… Faute de

ravitailleurs en effet, aucun autre pays de l'Otan n'a pu en aligner. Restent les Américains qui, effectivement, ont commencé à atterrir en Afghanistan. Les Français ne les imitent pas par manque de moyens logistiques sur place. Ne serait-ce que garantir aux aviateurs une nourriture saine et de l'eau potable est indispensable : un pilote atteint de tourista peut s'évanouir… Une fois ces paramètres réglés, le déménagement pourra se faire en quelques heures. En attendant, au début octobre, c'est donc vers la France que les Mirage mettent le cap après six mois afghans. Selon l'État-major des armées, ils ont largué cinquante et une bombes à guidage laser, le tout sans dommage collatéral[1491]. Au total, les pilotes de l'armée de l'air ont accompli 900 sorties pour 4 500 heures de vol[1492].

Au début de l'automne, il ne reste donc en Afghanistan que les cinq cents hommes au sein de la Fias, les soixante instructeurs de l'Armée nationale afghane, le détachement aérien de cent trente hommes à Douchanbe et deux navires dans l'océan Indien. Le gouvernement s'en satisfait pleinement puisque les objectifs fixés dès le début des opérations sont remplis : la France est présente, solidaire, active, mais pas trop. L'Afghanistan est désormais une « Opex » (opération extérieure), certes plus compliquée logistiquement que l'habituelle Afrique ou la proche ex-Yougoslavie, mais pas beaucoup plus ambitieuse. « Nous n'avons parlé d'Afghanistan avec le général Kelche qu'au cours de réunions purement informelles[1493] », se souvient ainsi le général Crène, chef d'état-major de l'armée de terre. Et il ajoute : « Dans les armées, la tendance était très nettement la suivante : moins on met le pied en Afghanistan, mieux on se portera. » Cette réticence est en premier lieu le résultat de la professionnalisation voulue par Jacques Chirac : non seulement l'armée n'est pas encore entièrement en état de marche, mais ses effectifs professionnels encore réduits lui imposent des choix : pour 1 000 hommes projetés à l'extérieur, 3 à 4 000 sont à réserver en France pour leur formation et les relèves. Ainsi, avec son nouvel effectif de 130 000 hommes, l'armée de terre pourrait-elle, à l'extrême limite, en projeter 50 000 à l'extérieur. Le ratio des Américains n'est pas meilleur : malgré 1,2 million de professionnels, ils ne pourront déployer que 200 000 hommes en Irak en 2003. Enfin, le souvenir des défaites russes et britanniques incite à la prudence en Afghanistan. « À chacune de nos réunions, qui étaient cordiales, souligne le général Crène, les Russes nous

invitaient à ne surtout pas nous engager dans ce pays ! » Ainsi, jusqu'à son remplacement par le général Thorette en août 2002, ne sera-t-il directement concerné par l'Afghanistan que par une simulation théorique menée par son État-major, consistant à analyser si la France avait la capacité d'envoyer sur place une grande unité (c'est-à-dire l'équivalent d'une division). « Malgré les difficultés, avance-t-il, la réponse fut positive. » Mais il s'agit seulement pour l'État-major de l'armée de terre de tester une hypothèse qui, en 2002, apparaît très improbable. De retour en France après avoir accompagné le ministre de la Défense, le général Elie peut ainsi prévoir dans son rapport de mission une sortie de théâtre en… juillet 2004 : « Cela paraissait déjà énorme, souligne-t-il, à certaines autorités militaires qui étaient partantes pour d'ores et déjà s'en retirer1494 ! »

Les 21 et 22 novembre, l'Otan doit donner à Prague une impulsion décisive à la présence alliée en Afghanistan. « Un sommet extrêmement lourd1495 », témoigne le général Bentegeat. De fait, le contexte est historique puisque sept anciens pays du bloc de l'Est intègrent l'Organisation. Il est aussi très tendu en raison de la menace de plus en plus précise d'une intervention américaine en Irak. Jacques Chirac en profite pour mettre une nouvelle fois en garde George Bush avec ce ton du professeur à l'élève qui agace fortement son homologue : « Vous prenez le risque de créer, lui assène-t-il, des bataillons de petits Ben Laden deuxième génération1496. » Mais Prague doit aussi statuer sur une évolution capitale pour l'Afghanistan : la transmission, voulue par les Américains, de la Fias à l'Otan. Selon le général Delcourt, qui est alors le représentant militaire de la France au sein de l'Alliance atlantique, « dans l'ensemble, la France se montre très réticente à un engagement de l'Organisation sous quelque forme que ce soit en Afghanistan. Car si l'on acceptait l'Afghanistan, où pourrions-nous ensuite refuser d'aller1497 ? ». Le débat est ancien. Dès le 31 juillet 1980, François Mitterrand alors candidat à l'élection présidentielle avait déclaré : « Que l'Afghanistan et l'ensemble du Moyen-Orient ne soient pas couverts par cette alliance [l'Otan] relève de l'évidence politique et géographique1498. » Le sens et la nature de cette évidence ont bien changé : des kamikazes saoudiens, yéménites, libanais, formés en Afghanistan, se regroupant en Allemagne, ont frappé le cœur du pouvoir américain ; les frontières n'existent plus. Dominique de Villepin, nouveau

ministre des Affaires étrangères, l'a admis en mai au sommet de Reykjavík. Benoît d'Aboville, représentant français à l'Otan, déclare lui-même au *Washington Post* en novembre : « Le débat qui dure depuis dix ans sur l'engagement de l'Otan à l'extérieur de ses frontières s'est terminé en même temps que les Twin Towers tombaient[1499]. » L'Afghanistan toutefois ne serait pas une première. Par trois fois déjà, l'Otan s'est déployée hors de son pré carré : la Bosnie en 1995, les bombardements du Kosovo en 1999 et le désarmement des combattants macédoniens en 2001 qui mobilisa 4 800 hommes de 12 pays différents

Jacques Chirac appuie le projet, lui qui est pourtant si hostile à toute emprise américaine, et pour trois raisons. En premier lieu, la crise larvée sur l'Irak appelle à ne pas créer de conflit supplémentaire avec les États-Unis. Ensuite, les Européens s'attendent en échange que Washington mette moins de bâtons dans les roues de leur projet de défense commune. Enfin, le général Bentegeat y est favorable, vu que les Britanniques n'accepteront pas d'autre solution, et que la coordination avec les Américains en sera améliorée. Le Quai d'Orsay pour sa part préférerait à l'Otan le maintien d'une coopération bilatérale avec les États-Unis au sein de la coalition, mais le remplacement de Hubert Védrine par Dominique de Villepin a permis à l'Élysée de réintégrer les Affaires étrangères dans le giron présidentiel. De surcroît, tous les directeurs ne partagent pas le même avis. Thierry Dana, récemment passé de la cellule diplomatique de l'Élysée à la direction Asie, juge par exemple « inéluctable[1500] » l'arrivée de l'Alliance en Afghanistan.

La transmission de la Fias à l'Otan est actée à Prague, sans être formellement décidée. Pour parachever ses bonnes dispositions à l'égard de l'Alliance, la France s'érige néanmoins comme le deuxième contributeur en troupes de la nouvelle force de projection rapide de vingt mille hommes (à l'horizon 2006). De fait, le général Bentegeat reconnaît que « l'Otan exerçait une fascination sur les militaires français[1501] ». Un calme relatif règne alors en Afghanistan, mais le pays se rappelle régulièrement à l'actualité par des actes terroristes. Le 6 octobre, le pétrolier *Limburg*, tanker au pavillon français, a été visé par un boutre rempli d'explosifs au large du Yémen. Six jours plus tard, deux boîtes de nuit furent détruites à Bali : 202 tués, dont 88 Australiens. Le 28 novembre, à Mombassa, deux

missiles ratent un avion civil israélien, mais, quelques minutes plus tard, un hôtel touristique prisé par les Israéliens est détruit par l'explosion d'un camion piégé : quinze morts. Chaque fois, al-Qaida est pointée du doigt, soit à cause d'une implication avérée, soit par de simples présomptions qui démontrent le triomphe de l'organisation au moins dans les esprits. Et chaque fois, les médias rappellent que Ben Laden n'a toujours pas été arrêté.

La DGSE apporte son écot à la traque par l'analyse méticuleuse des messages vidéo et audio du Saoudien, ainsi que des interceptions téléphoniques. Ses effectifs à Kaboul comptent désormais près d'une soixantaine de membres, pour l'essentiel les équipes chargées de l'instruction des unités afghanes. Le Service action forme par exemple l'équivalent des unités antichars de l'armée française, en montant sur des Jeep les quatre postes Milan livrés dans les années précédentes. Parallèlement, le Service mission, sous la gouverne locale de Vladimir qui en est à son quarantième séjour dans le pays, entretient le contact avec ses vieilles connaissances, principalement Abdullah Abdullah, Fahim et Amrullah Saleh. La partie n'est pas facile, certains ne cessant de lui rappeler qu'il leur suffit de claquer des doigts pour obtenir ce qu'ils souhaitent des Américains. Mais la moisson de renseignements est copieuse sur les Taliban ainsi que sur les filières d'al-Qaida ayant leurs racines au Pakistan. Informations transmises par Vladimir à Paris, sans connaissance des suites données.

L'Afghanistan marque l'importance grandissante prise au sein de la DGSE par le Service mission qui n'apparaît encore sur aucun organigramme. Du temps d'Antonin et de Rodrigue, il ne comptait que quelques officiers traitants, installés au même étage que la direction des opérations, boulevard Mortier. Dorénavant, une quarantaine d'hommes le composent au fort de Noisy où sont regroupés tous les services opérationnels de la DGSE. Militaires et civils, hommes ou femmes, de tous horizons, sont triés sur leur capacité à endosser une identité fictive sur le long terme. Rémy en a transmis les rênes à Alexandre, ancien chef des opérations au SA, qui reçoit un à un pendant quatre heures chaque candidat pour bien vérifier s'il sait dans quoi il s'engage. Les missions en Afghanistan sont menées en général sous couverture permanente : ni les

Afghans, ni les Américains, ni aucun soldat français, pas même le chef de poste de la DGSE à Kaboul, ne doivent connaître leur véritable identité et leurs activités.

La direction du renseignement cependant n'est pas en reste. Seulement la nature des informations qu'elle collecte est différente puisqu'elle agit, elle, sous passeport diplomatique ; à défaut de connaître exactement l'appartenance au Service de ces officiers, les interlocuteurs afghans savent avoir affaire avec un représentant de l'État français. La DR se heurte néanmoins à des difficultés. Depuis leur arrivée à Kaboul, en effet, les Américains ont fait main basse sur le pays et annoncé qu'ils ne supportaient pas les contacts qu'avait maintenus la DGSE avec ceux qu'ils désignaient dorénavant, sans distinction, comme des terroristes : « Une part de mes sources, explique Adrian, a disparu[1502]. » Beaucoup d'autres, comme d'anciens commandants ou chefs de parti, que les services français soutenaient depuis l'invasion soviétique, ont cédé aux énormes sommes offertes par les Américains qui ont en quelque sorte acheté l'exclusivité de leurs informations. Impossible pour les Français de rivaliser. Heureusement l'ancienneté des relations n'est pas oubliée de tous les Afghans qui, parfois, à peine ont-ils empoché les dollars américains, ne rechignent pas à livrer gratuitement les mêmes informations à la DGSE…

L'Afghanistan est devenu un véritable marché du renseignement qui génère logiquement sa flopée d'aigrefins. « Comme les Afghans ont vite compris l'intérêt que nous portions aux renseignements vitaux, explique Maximilien, nous avons été abreuvés de fausses informations[1503]. » C'est ainsi qu'à la veille de Noël 2002 un Taleb vient lui annoncer l'imminence d'un attentat au Canada. Maximilien transmet en urgence à la centrale tout en faisant part de ses réserves : l'homme, manchot, paraît curieux. Paris lui demande de prendre contact avec le chef de poste canadien à Kaboul. « En règle générale, souligne Maximilien, c'est à la DR d'indiquer aux chefs de poste les contacts à prendre avec les autres services et le contenu des discussions. Mais en Afghanistan, en raison de la présence de la Fias, nous étions autorisés à nouer des contacts directs. » L'entrevue a lieu à l'hôtel Serena où le Canadien lui déclare tout de go :

— C'est un escroc ! Il m'a déjà vendu un attentat à Roissy !

Ce genre de combines se tarira quand les services mettront enfin en place une coordination internationale sur les sujets les plus sensibles : traque des criminels, récupération des Stinger, apparition de nouveaux engins piégés. En revanche, pour le cas le plus sensible, Ben Laden, l'échange d'informations ne se fait qu'au niveau des centrales. Maximilien reconnaît néanmoins que « le Saoudien n'était pas une priorité du poste ». Rien d'étonnant : le 11-Septembre ayant frappé New York et pas Paris, les Américains en font leur chasse gardée. « Fin 2001 et durant l'année 2002, témoigne un officier, on travaillait sur le pipeline. » Une importante réunion se tient à ce sujet à Islamabad puis à Kaboul, sans la France, Total n'étant pas de la partie pour l'exploitation du gaz, ni les sociétés comme Technip pour l'entretien des infrastructures. Le Service s'y distingue cependant en obtenant le contenu des conversations ainsi que des documents confidentiels.

Un poste à l'étranger peut parfois recevoir des demandes étonnantes de la centrale. Ainsi à Kaboul un officier de la DR s'entend-il demander de récupérer un Scud dans la perspective de plus en plus rapprochée d'une nouvelle guerre en Irak. La mission est une gageure : comment renvoyer le missile en France ? Le charger dans un avion serait évidemment des plus périlleux… L'officier parvient tout de même à en récupérer un exemplaire grâce à la complicité des services afghans. Il suggère alors à la centrale de dépêcher un expert, solution évidemment plus pratique. La réponse tombe : existe-t-il une soufflerie à Kaboul ? Sans doute l'interlocuteur aura-t-il passagèrement oublié la pauvreté extrême du pays…

Avec des Taliban mis en déroute, très peu d'observateurs évoquent fin 2002 la possibilité d'une insurrection pérenne. L'espoir est là d'une aide internationale abondante, qui permettra de conquérir si ce n'est l'appui des Afghans, tout au moins leur docilité. Mais la première année de présence occidentale n'a pas franchement convaincu. Le 18 décembre, le Groupe de soutien à l'Afghanistan, composé des plus importants donateurs, dont les États-Unis, l'Union européenne et le Japon, créé en 1997, décide de s'autodissoudre pour laisser place à un « groupe consultatif », dirigé par le ministre afghan des Finances, Ashraf Ghani Ahmadzai. Pour l'heure, les promesses de dons ont atteint 2 milliards de dollars, dont 1,5 milliard versé. Karzai plaide pour obtenir l'aide occidentale à « la réhabilitation et à la

reconstruction du pays en finançant des programmes destinés à un redressement sur le long terme ». Ashraf Ghani, lui, évoque la construction d'autoroutes, la distribution d'eau, la scolarisation pour « les garçons et les filles ». Regroupées dans le collectif Acbar, soixante-dix-sept associations actives de longue date en Afghanistan appellent à une meilleure coordination, un millier d'ONG ayant été enregistrées à Kaboul. Elles refusent catégoriquement de servir de supplétifs aux armées occidentales et au gouvernement afghan : « L'utilisation de structures militaires pour fournir assistance et soutien à la reconstruction […] peut conduire à pervertir l'action humanitaire1504. » L'objet du litige est la mise en place, au début de l'année, des PRT (Provincial Reconstruction Team), des cellules autonomes, à l'origine créées par les Américains, mêlant civils et militaires, chargées d'aider à la reconstruction en offrant aux acteurs gouvernementaux la sécurité d'une enceinte militaire pour travailler. La première a vu le jour à Gardez, dans le Paktia, mais avec un seul civil à l'intérieur. En fait, le but est tout d'abord d'aider les autorités de Kaboul à prendre ancrage dans des régions pauvres en présence militaire à coup de programmes d'assistance et de développement qui les rendraient populaires, ensuite, beaucoup plus ambitieux, de « faire sortir » les Alliés de Kaboul en leur confiant des secteurs, toujours dans le cadre de l'Otan, en commençant par le Nord (à Kunduz).

L'Afghanistan de l'après-2001 révolutionne l'humanitaire des années 1980. Tony Blair avait clairement annoncé la couleur en évoquant après le 11 septembre une « coalition militaro-humanitaire ». Le 2 février 2003, neuf ONG, dont Madera et ACF, s'alarment : « Il est à craindre, notent-elles, que la population tende progressivement à assimiler les volontaires humanitaires à des éléments de l'armée américaine. Ce processus est de nature à ruiner les efforts déployés par les ONG pour établir un lien de confiance, de respect et de partenariat avec les populations1505. » Même inquiétude chez MSF : « Comment va-t-on distinguer entre les réservistes en uniforme et en armes qui font du travail humanitaire et les soldats ? se demande le coordinateur médical de l'ONG, Luc Gadras, à Bamiyan où s'installe la deuxième PRT. Au niveau de la sécurité, c'est un problème1506. » Pour les Taliban, la ligne de partage pourrait ne plus être entre soldat et humanitaire, mais entre Afghans et infidèles.

Si la France est fermement opposée aux PRT, l'Allemagne, elle, se porte d'emblée candidate. Elle reçoit ainsi la charge de Kunduz, zone il est vrai la plus calme et la plus économiquement prometteuse. Berlin entend ainsi consolider sa position de force dans la région après avoir accueilli la conférence de Bonn, fourni le plus de troupes à la Fias et d'euros au Fonds européen pour l'aide à la reconstruction. Aider les Afghans, auxquels les Allemands sont liés depuis les années 1920, est l'objectif, mais loin d'être le seul. En s'impliquant comme jamais depuis la Seconde Guerre mondiale dans les affaires internationales, le gouvernement allemand espère arracher un siège au Conseil de sécurité, une demande qu'il exprimera officiellement le 21 septembre 2004.

Au tour ensuite des Italiens de faire part de leur intérêt pour les PRT, espérant sans doute profiter d'une présence accrue en Afghanistan pour améliorer leurs échanges déjà fructueux avec les Iraniens. Le gouvernement français campant, lui, sur son refus, le secrétaire général de l'Otan, lord Robertson, vient à Paris rencontrer Jacques Chirac qui, dans un premier temps, dit ne pas comprendre l'intérêt des PRT. Mais quand le représentant de la France à l'Otan, Benoît d'Aboville, présent à l'entretien, lui explique qu'il s'agit de copies des SASV d'Algérie, le président de la République, emporté par ses propres et douloureux souvenirs, exprime cette fois son désaccord complet. « Mon intervention n'a pas plu au Quai, souligne d'Aboville, car une partie était tout à fait disposée à faire plaisir aux Américains1507. » À l'État-major des armées, la majorité est également hostile aux PRT. « Pourtant, reconnaît l'amiral Hébrard, alors patron du Coia, le principe était le bon : diffuser des bienfaits économiques et agricoles dans les provinces par un phénomène de taches d'huile1508. » Mais là plus encore, l'expérience de l'Algérie est rédhibitoire. « Jacques Chirac a eu raison de mettre son veto1509 », déclare le général Bentegeat. D'Aboville insiste : « Il était ridicule d'affirmer que les PRT allaient soutenir les gouverneurs locaux. Les troupes alliées disposaient de moyens considérables alors que les autorités afghanes se déplaçaient en taxi1510 ! »

La France maintient son cap d'une présence en Afghanistan affirmée, mais des plus précautionneuses. Son armée se concentre sur ses tâches habituelles sous l'impulsion du nouveau Repfrance, le colonel Nuytennes, patron du 2e régiment de dragons. En août 2002, le DIO du lieutenant-

colonel Segerand avait achevé la formation d'un premier bataillon de l'armée afghane. Il a donc été remplacé par le DIO II, emmené par le lieutenant-colonel Rambaud, avec des instructeurs issus de la 3e brigade mécanisée, qui en termine à son tour en février 2003. Le premier jalon fixé en 2002 est atteint. À partir du 13 février, un nouveau partage des tâches est arrêté. La Grande-Bretagne réclame en effet de pouvoir participer à la mission de formation qui prend une importance grandissante puisque sa réussite conditionne, aux yeux de la plupart des dirigeants internationaux, le succès de l'intervention alliée. La France assumera donc dorénavant la formation des officiers de l'Ana, celle des sous-officiers et des soldats du rang revenant aux Britanniques et aux Américains. Sur une durée de huit semaines, « Épidote » forme en priorité des colonels et des lieutenants-colonels, surtout dans l'infanterie, avec une répartition d'âge surprenante puisque aucun élève officier n'a moins de trente ans, vingt pour cent se situant entre quarante et quarante-cinq ans, trois dépassant les cinquante ans ! Pour régler les soldes, et s'assurer qu'elles vont bien à leurs destinataires, les Français appliquent les méthodes de la Légion étrangère : les hommes défilent en rang devant l'encadrement pour toucher leur paie en liquide.

La machine à instruire reprend, imperturbablement. De rares désertions sont à déplorer, mais les absences sont nombreuses en raison de la faiblesse du réseau routier qui rallonge considérablement les permissions. Dans le courant 2003, la France accepte également d'ouvrir une école d'état-major qui verra le jour l'année suivante : sont prévus deux stages, de dix semaines chacun, pour un total de cent vingt officiers. Au programme : deux semaines de révision, trois d'expressions écrite et orale, enfin deux exercices d'État-major, en classe. Aux côtés des professeurs envoyés par les écoles d'État-major françaises figureront quinze assistants afghans. Une fois encore, seul le corps d'armée de Kaboul est concerné, Paris s'y tient. Mais le terme de la mission française s'obscurcit quelque peu. Par ses sources afghanes, le général Elie, qui suit de près le dossier au cabinet de Michèle Alliot-Marie, apprend que le gouvernement de Karzai n'ambitionne pas de créer une armée de soixante mille hommes, chiffre fixé par les Américains, mais de cent cinquante mille[VI]. Le général fait alors un rapide calcul : au rythme actuel, cinq mille soldats seront formés à la mi-

2004. Douze années seraient donc nécessaires pour atteindre cet effectif ! « Mais ça n'inquiétait personne, se souvient-il. Une routine s'était installée, à petit rayon. Personne ne s'affolait. »

Pour le général Elie, le but premier de la formation de l'Ana doit demeurer de permettre aux Alliés de se retirer au plus vite du pays : « La police n'a pas la culture de service public, souligne-t-il, elle est la première visée par la corruption. » L'encasernement, la surveillance des officiers limitent beaucoup ce fléau au sein de l'armée. Il est également vrai que la composition de l'Ana a été savamment étudiée par les Français et les Américains. « Nous avons décidé d'appliquer la même grille ethnique que dans le reste du pays », explique Elie, même si la procédure peut paraître aléatoire puisqu'il n'y a pas eu de recensement en Afghanistan depuis trente ans. En ce qui concerne l'armée française, la première fournée de l'école d'état-major est constituée de vingt-cinq officiers tadjiks, vingt-neuf Pachtounes, trois Hazaras, deux Pachaï et un Sayyed. Le but est certes de coller peu ou prou à la réalité ethnique de l'Afghanistan, mais aussi de faire admettre à un ministre de la Défense tadjik, en l'occurrence Mohammed Fahim, une armée qui ne soit pas exclusivement composée des siens. Des difficultés apparaîtront avec les ethnies les plus minoritaires, mais aussi à l'échelon des officiers où le ratio sera parfois difficile à tenir : comment faire si les candidats de telle ethnie sont insuffisants ? Les Américains se montrent également rétifs à la nomination de certaines catégories d'Afghans. Ainsi, deux jours avant le premier cours, demandent-ils aux Français de recaler l'un des officiers retenus sous le prétexte qu'il est mollah. Les Français tiennent bon, arguant de ses excellentes compétences et de son passé de Moudjahid. « On peut même dire qu'on l'avait choisi pour ça ! » s'amuse Bruno Elie.

Cette coopération sans accroc majeur vole en éclats lorsque, le 20 mars 2003, les États-Unis frappent à nouveau l'Irak. C'est le résultat de mois de discussions âpres, de débats tronqués, de chausse-trapes, cherchant à dissimuler le désir jamais éteint d'une partie du gouvernement américain de terminer le travail commencé en 1991. Les Français y ont pris leur part. En 2003, le détachement de Mirage IV, qui avait survolé le ciel afghan à l'automne 2001, a ainsi participé aux missions de reconnaissance au-dessus de l'Irak. Leur chef, le colonel Cousin, a proposé, et obtenu, de survoler

chaque zone inspectée par l'Onu avant, pendant et après sa visite, afin de vérifier si les Irakiens truquaient : « Nous n'avons absolument rien noté », déclare-t-il. De même, sur l'ensemble de ces missions, jamais aucune trace d'arme de destruction massive n'a été relevée. « Les Américains ne semblaient pas inquiets de notre présence, ajoute le colonel. De toute façon, l'opération était déjà programmée. Ils nous ont fait déguerpir dès qu'elle a été sur les rails[1511]. »

Dominique de Villepin, par son discours à l'Onu, a scellé, le 14 février, un désaccord historique entre Washington et Paris. Les conséquences en seront multiples. « Cette envolée, note un haut responsable de la DGSE, a fait des ravages à tous les niveaux, y compris dans les services où nos homologues nous considéraient presque comme des ennemis. Il a fallu bien des opérations communes pour renouer la confiance[1512]. » Mais le ministre des Affaires étrangères n'est peut-être pas le seul responsable du clash avec Washington. Une mission hautement secrète a pu aussi y contribuer de manière fortuite. Le 14 décembre précédent, à l'occasion d'une visite en Arabie saoudite, le général Jean-Patrick Gaviard avait été averti par un de ses amis américains haut placés du lancement de l'attaque au printemps. Son rôle étant de prévoir toutes les éventualités, le sous-chef opérations à l'Ema avait alors émis le souhait que, à toutes fins utiles, quelques places soient réservées aux appareils français sur les bases moyen-orientales. Elles lui avaient été assurées, ainsi même qu'un stock de bombes pour une durée de trois semaines. Tandis que, vraisemblablement, ce haut responsable américain envoyait le compte-rendu de sa visite à Washington, le général Gaviard s'empressa de rapporter ces informations capitales au général Bentegeat qui, dès le lendemain, lui enjoignit de s'envoler pour les États-Unis. Le 16 décembre, Gaviard fit donc face à un panel de généraux du Pentagone à qui il présenta le plan préparé par l'État-major des armées, prévoyant le déploiement de dix mille hommes, d'une centaine d'avions, de forces spéciales, ainsi que du groupe aéronaval mais en l'assortissant d'une condition *sine qua non* : « La France ne s'engagera aux côtés des États-Unis que si, et seulement si, Saddam Hussein utilise des Scud[1513]. »

Il ne s'agissait que d'une étude, indispensable pour anticiper un éventuel déploiement, nullement d'une intention. Le chef d'État-major des armées cherchait seulement à prévenir toute espèce de mésaventure semblable à

celle vécue par le 21e RIMa en Ouzbékistan. En l'occurrence, pour projeter si loin dix mille hommes, trois mois de délai étaient nécessaires. Sauf que les Américains, en dépit de l'insistance de Gaviard à bien souligner que sa visite n'était qu'informelle, l'ont en toute vraisemblance interprétée à leur manière. « Ce fut l'une des raisons supplémentaires du *French Bashing*, avance-t-il. Ils ont pu se dire que nous ne mettrions jamais notre menace à exécution, que, comme en 1991, nous râlions mais qu'au final nous ne refuserions pas de participer. »

À la désillusion vient surtout s'ajouter la colère suscitée à Washington par les démarches tous azimuts de la France pour convaincre les membres non permanents du Conseil de sécurité de l'Onu de ne pas voter la résolution américaine. De là l'intensité et la durée du froid entre les deux nations. Bagdad tombe le 9 avril, Bush sonne la fin des hostilités le 1er mai. Les retombées pour l'Afghanistan, pour l'heure, n'intéressent pas Washington. Une grande part des forces spéciales en sont retirées. Attitude d'autant plus regrettable qu'une résurgence du terrorisme est déplorée. En quelques mois, à la frontière pakistanaise, le Nord- et le Sud-Waziristan sont devenus des Afghanistan miniatures de l'ère taleb. S'y requinquent al-Qaida, sous l'impulsion de son nouveau chef militaire[VII], Abou Faraj al-Libbi, les anciens Taliban, les mouvements cachemiri, le MIO, parfois en reconstituant des camps d'entraînement comme à Angur Adda. Ben Laden s'approprie la paternité des attentats perpétrés de par le monde, que ce soit à Bali le 12 octobre 2002, à Casablanca le 16 mai 2003, et bientôt à Madrid, le 11 mars 2004. Le Saoudien, en revanche, n'a encore que peu d'attrait pour l'Irak où le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui lance le djihad en août. En France, le 1er juin, le Marocain Karim Mehdi, trente-cinq ans, est arrêté à Roissy en compagnie du converti allemand Christian Ganczarski. Lors de sa garde à vue à la DST, cet ancien d'Afghanistan et de Bosnie reconnaît, avant de se rétracter, avoir participé à la préparation d'un attentat prévu pour l'été à la Réunion. D'autres seraient projetés en Europe avec le même mode opératoire : des avions modèles réduits téléguidés.

Plus les mois passent et plus Ben Laden apparaît tel le héros invincible échappant à la plus grande puissance mondiale. D'aucuns en viennent à se demander s'il est vraiment pourchassé. « Qui a intérêt à retrouver Ben Laden ? » demande Alain Chouet, qui vient de quitter son poste de chef du

service de renseignement de sécurité à la DGSE : « Le retrouver mort lui donnerait l'aura du martyr et provoquerait la fermeture d'un dossier qui autorise actuellement Washington à intervenir partout dans le monde au nom de sa poursuite. Le retrouver vivant serait encore plus problématique, car il faudrait le juger et le condamner au risque de renforcer son influence dans le monde musulman et de révéler les nombreuses connivences qui ont longtemps existé entre l'administration américaine, les services pakistanais et les militants de la mouvance1514. »

Les services de renseignement poursuivent toutefois leur traque. Au printemps 2003, les cerveaux du 11-Septembre (Khaled Cheikh Mohammed) et de l'attentat contre les ambassades en Afrique et l'*USS Cole* (Walid Ben Attash) sont arrêtés par les Pakistanais. Le premier, précise Sévérien, ancien chef de poste à Islamabad, « a fait partie de la tentative de rattrapage de Musharraf qui avait perdu beaucoup de son crédit auprès des Américains après le 11-Septembre, pour leur avoir présenté les Taliban comme fréquentables. Aussi chaque fois qu'il s'est rendu à Washington s'est-il efforcé d'apporter des gages pour sa rédemption. KCM en a fait partie. Les Pakistanais, qui l'avaient hébergé, l'ont balancé à la CIA1515. »

Ces arrestations pourraient laisser à penser que, sans le changement de cap américain en Irak, de meilleurs résultats auraient pu être obtenus en Afghanistan. Rien n'est moins sûr. L'implication de l'US Army y était faible en comparaison du contingent autrefois déployé par les Soviétiques. Surtout, il y a cette désagréable impression que les États-Unis se sont une fois encore trompés au pire des moments, lorsque les Afghans avaient le plus besoin d'eux, comme en 1989, quand ils laissèrent tout le champ libre aux Pakistanais et aux Saoudiens ; comme en 1992, quand ils se désintéressèrent du nouveau pouvoir à Kaboul ; comme en 1996, quand ils parièrent sur les Taliban sans toutefois jamais les reconnaître. Le drame des Afghans est d'avoir toujours été considérés comme un enjeu de second ordre.

Le 16 avril 2003, les Américains parachèvent leur changement de cap. Bouclant les négociations ouvertes à Prague, le Conseil de l'Atlantique nord décide de confier à l'Otan, à partir du mois d'août, le commandement des quatre mille sept cents hommes de la Fias. Il ne fait en réalité qu'officialiser une implication de plus en plus forte de l'Alliance. En février, l'Allemagne

et les Pays-Bas, volontaires pour prendre conjointement les commandes de la Fias, avaient fait part de leurs difficultés à constituer un QG. Obligés de gérer la pénurie, ils ont réclamé à l'Otan de pouvoir utiliser leurs éléments déployés à Brunssum, quartier général des forces alliées d'Europe centrale. Une longue discussion s'est ouverte durant laquelle le gouvernement français, attentif à toute nouvelle implication de l'Alliance, manifesta son désaccord. Un compromis fut finalement trouvé : Allemands et Néerlandais obtinrent gain de cause, mais à condition qu'en aucune manière ils ne fassent référence à l'Otan. La supercherie ne trompa pas longtemps. « De fil en aiguille, relate le représentant français au sein de l'Alliance, Benoît d'Aboville, l'Otan s'est retrouvée impliquée. On peut vraiment dire qu'elle est entrée en Afghanistan par l'escalier de service[1516]. »

L'ambassadeur insiste : « Nous n'avons jamais eu de débat clair sur la portée de l'engagement en Afghanistan. L'Otan s'est engagée sans penser que ce serait une guerre longue. Avec Karzai qui commençait à asseoir son autorité et des Taliban encore peu vigoureux, tout le monde avait en tête une opération du genre Kosovo où l'Otan opérerait la stabilisation du pays après avoir pris attache avec les locaux. » Les militaires, eux, sont ravis, qui trouvent un nouveau théâtre où s'employer au moment où les opérations prennent fin dans les Balkans. De leur côté, les détracteurs de l'Alliance y voient la confirmation de la conception américaine de l'Otan, une boîte à outils qu'ils utilisent à l'envi. D'autres soulignent désormais le danger de faire apparaître l'Afghanistan comme une terre de combat entre l'Occident et l'islam, écueil qu'évitait partiellement une coalition internationale plus large.

Le 11 août, le mandat de la Fias, qui ne concerne encore que la zone de Kaboul, est officiellement transmis à l'Otan. Un mois plus tard, dans la poursuite du calendrier prévu, il est élargi au nord et à l'ouest du pays. Mais le 18 novembre, l'adjoint du commandant de la Fias, le général canadien Andrew Leslie, fulmine : « Il n'y aura pas d'expansion sans troupes, sans hélicoptères, sans avions supplémentaires. L'Otan a un million de soldats, dix mille hélicoptères. Où sont-ils ? J'ai trois hélicoptères : l'un est toujours en panne à cause de la poussière, l'autre est en *stand-by* en cas d'évacuation médicale, ce qui fait qu'il n'en reste qu'un[1517]. » Les nerfs s'échauffent, car la sécurité se dégrade : en trois mois, la Fias et les ONG ont subi autant

d'agressions qu'en une année. Leslie voudrait douze à quinze mille hommes de plus. Or seule la Norvège a accepté d'en envoyer deux cents, l'Allemagne prenant elle en charge la PRT de Kunduz. « 90 % à 95 % des 3 à 3,5 millions d'habitants de la capitale, ajoute Leslie, soutiennent et souhaitent la présence de la Fias, mais 4 % voudraient nous voir partir pour reprendre leurs activités criminelles, et 1 % veulent nous tuer parce qu'ils souhaitent le retour de l'Afghanistan à l'état d'anarchie. Kaboul est le cœur de l'Afghanistan, et si l'autorité transitoire était directement attaquée ici, cela anéantirait toute chance pour le reste du pays. »

Une fois encore, l'Afghanistan est victime de l'Irak. La nouvelle guerre décrétée par l'administration Bush impose à son commandement une noria de troupes à la manière de Pétain au temps de Verdun. Les unités les plus mobiles, fortes de deux années d'expérience, sont transportées en Irak et remplacées par des unités classiques, statiques, moins bien tenues, agissant comme elles y sont habituées, à coups de grandes opérations dont trente ans de guerre ont pourtant démontré l'inefficacité en Afghanistan. Un peu comme si le chirurgien-dentiste abandonnait la fraise pour revenir au maillet. *Idem* à la CIA qui, au début 2002, avait envisagé de mettre sur pied une sorte de « CIA afghane », entièrement composée de locaux qui, pensait-elle, pourraient facilement évoluer entre Afghanistan et Pakistan pour débusquer les Taliban. Le redéploiement des budgets et des effectifs reporte le projet *sine die*. S'ensuivent beaucoup de déchets dans la chasse aux Taliban et des dégâts collatéraux supérieurs. Les Américains se défaussent sur l'Otan qui, de surcroît, connaît des lenteurs dans son déploiement. Les insurgés en profitent pour reprendre possession des territoires laissés momentanément vacants.

À cause de l'affaire irakienne, les relations militaires franco-américaines se réduisent à la portion plus que congrue. Certes, le chef d'État-major des armées, qui a été attaché de défense à Washington, entretient d'excellentes relations de l'autre côté de l'Atlantique, et le général Gaviard garde l'habitude d'accueillir chez lui son ami Moseley à chacune de ses visites à Paris. « On ne pouvait pas tout couper, témoigne ce dernier, car, forcément, nous serions amenés à retravailler ensemble[1518]. » Pour le reste, c'est porte close. La traduction est presque infantile : dans chaque institution militaire américaine sont distribués des badges permettant d'accéder à différents

secteurs ; plus le pays est considéré comme un allié sûr des États-Unis, plus l'accessibilité est grande. « Et en l'occurrence, souligne le général Poncet, patron du Cos, les Français ont été remisés au même niveau que des pays insignifiants[1519] ! » Donald Rumsfeld a en effet décidé de suspendre les accords de coopération militaire franco-américains. Plus une seule visite n'est autorisée, plus d'entraînement commun. Le plus grave est la cessation, du jour au lendemain, de l'approvisionnement de l'armée française en matériels américains.

Le général Bentegeat est contraint de s'en ouvrir au président de la République et au ministre de la Défense. « Je leur ai expliqué que cela devenait très problématique. Il fallait lâcher sur certains points. Les catapultes de notre porte-avions, par exemple, ne sont produites qu'aux États-Unis ! On ne pouvait continuer à se couper d'un allié si important[1520]. » Pour renouer la relation, la France n'a pas d'autre solution que de faire un geste. Bentegeat a son idée : « Le moins coûteux et le plus intéressant était l'envoi des forces spéciales en Afghanistan. » Deux ans après avoir été recalé, voici donc que le Cos réapparaît dans les plans de l'État-major. Pour le Cema, l'Afghanistan devrait permettre aux Français de faire la démonstration supplémentaire que les forces spéciales peuvent intervenir partout : « Il y avait un besoin de reconnaissance, souligne-t-il, par rapport aux Britanniques et aux Américains ». Au cours d'un conseil de défense restreint, il expose de manière « simple et abrupte » que « le Cos a besoin de s'exercer dans des conditions difficiles et il faut absolument renouer le contact avec les Américains. » L'envoi des forces spéciales en Afghanistan marquerait une évolution importante dans la politique de la France qui, depuis des décennies, n'engage de troupes que pour la défense d'un territoire ou l'aide au développement. Ici, il s'agirait bien de les aligner dans des opérations offensives, et sous le commandement direct des Américains, pas celui de la Fias. Jacques Chirac donne raison à son ancien chef d'État-major particulier, auquel le relient la confiance et l'estime plus que la simple hiérarchie, mais en précisant comme il aime à le faire :

— Je vais dire « oui », mais pas pour les raisons que vous m'avez données. Je dis « oui », car il est important que l'armée dispose de forces ayant une expérience plus variée.

Le président de la République en informe ensuite George Bush au cours du G8 qui se tient à Évian du 1er au 3 juin 2003. « Je savais, explique Bentegeat, qu'au fond de lui il avait mesuré l'importance de cette décision vis-à-vis des Américains. La preuve en est que, deux mois après l'engagement des forces spéciales, il a été ravi d'entendre Bush le féliciter pour la qualité des forces spéciales françaises. »

En urgence, certains défauts d'équipement du Cos sont corrigés. Pour le reste, l'État-major français négocie un soutien logistique complet des Américains, en particulier pour les hélicoptères, car le Cos est dépourvu d'appareils capables d'emporter douze hommes à 2 500 m. Quand ils s'envolent vers l'Afghanistan, les hommes des forces spéciales ont une double pression sur les épaules. De leur comportement dépendent non seulement le prestige militaire des armées françaises, mais un rétablissement plus rapide des relations avec les Américains. « Il fallait, explique le général Gaviard, que les généraux américains avec lesquels nous étions restés en bons termes puissent s'appuyer sur leur prestation pour justifier leur demande au Pentagone et au département d'État de resserrer les liens avec la France1521. »

La mission, baptisée « Arès », est ultrasecrète. Aucun journaliste ne doit en être informé, ce qui démontre encore que la cible n'est pas l'opinion publique française ou afghane, mais les autorités américaines. « Arès » débute pourtant par une déception : les Français sont placés sous le commandement de la 10e division de montagne, et non des forces spéciales américaines. « Ils imaginaient détruire des laboratoires de trafiquants, traquer les rebelles taliban, déplore le chef d'État-major des armées, on leur a assigné un secteur, Spin Boldak, dans le sud-est de l'Afghanistan. » À quoi bon déployer l'élite de l'armée française pour accomplir un travail d'infanterie ? Le général Bentegeat s'avise cependant que leurs prédécesseurs allemands et roumains ont été logés à la même enseigne : les Américains testent les forces spéciales avant de les injecter. Ensuite, vu sa superficie, équivalente à celle du Kosovo, peuplé de 2 millions d'habitants, le secteur assigné aux Français devrait en fait accueillir deux voire trois régiments. Un travail d'infanterie peut-être, mais d'une ampleur hors normes. Voilà qui cadre mieux avec la vocation du Cos. De plus, ce sont les officiers délégués par Poncet auprès du commandement américain qui ont

eux-mêmes proposé Spin, car le village, au sud de Kandahar, n'est qu'à dix kilomètres du Pakistan : « C'était pour nous l'occasion, explique le patron du Cos, de démontrer notre savoir-faire en matière de surveillance de la frontière. »

À la tête du détachement, Poncet a fait un choix singulier. À l'automne 2002, le Cos était parti, comme chaque année, s'entraîner en Jordanie, pays avec lequel il entretient des liens affirmés depuis que le futur roi Abdallah, qui commandait alors les troupes jordaniennes, avait sollicité sa coopération pour former ses propres forces spéciales. À cette occasion, le général avait beaucoup apprécié l'officier de liaison français, « JocelynVIII », un arabisant, connaisseur de la culture musulmane, et qui, comme lui, a passé les quinze premières années de sa vie en Algérie. Dès son retour en France, il s'est donc empressé de le recruter pour le Cos et c'est naturellement à lui qu'il pense pour l'Afghanistan où la somme de toutes ses compétences serait du meilleur aloi. Sauf qu'il est capitaine de vaisseau… Cris d'orfraie à l'armée de terre qui ne conçoit pas qu'un marin prenne la tête d'un détachement dans un pays dénué de côtes ! Poncet ne cède rien. L'officier lui paraît le meilleur pour le poste et il lui offre l'occasion d'affirmer son indépendance : « Je prônais des opérations interarmées, explique-t-il, et je faisais la preuve sur le terrain que je m'y tenais. »

En août, deux centaines d'hommes s'envolent pour l'Afghanistan, principalement issus du 1er RPIMa de Bayonne, complétés d'équipes d'observation du 13e dragons parachutistes, de commandos de marine, du CPA 10 (qui guide les frappes aériennes), d'experts en écoute des 44e et 54e régiments de transmissions… En raison de la confidentialité de la mission, le commandement français à Kaboul est réduit à voir passer cette troupe équipée du dernier cri sans rien pouvoir lui demander. Direction Spin Boldak où la position assignée aux forces spéciales semble avaliser le choix d'un marin : un fort rustique, figé au milieu de la plaine désertique, tel un navire dans l'océan. Une piste aérienne a toutefois été aménagée par les Américains qui assureront tous les transports à l'exception du ravitaillement. Quand la présence du Cos sera révélée plusieurs mois plus tard, l'absence d'hélicoptères français sera brocardée comme le symbole de l'asservissement aux Américains. « Bien sûr, reconnaît le général Bentegeat, les Français rêvaient d'avoir leurs propres appareils, mais il

valait mieux cela que de ne pas y aller du tout. De plus, les Américains fournissaient un soutien en transport et en appui feu remarquable. Pourquoi s'en priver dans le cadre d'une coordination parfaite[1522] ? »

Avant de se mettre à l'œuvre, les forces spéciales se font ouvriers du bâtiment pour remettre sommairement les lieux en état avec l'aide d'Afghans. Le Cos adapte ensuite à sa sauce le travail d'infanterie qui lui a été dévolu. Ce qu'il y a de spécial dans ces unités, ce n'est pas tant les opérations qu'elles mènent que leur manière de les conduire. Foin donc en ce qui les concerne d'opérations classiques de bouclage, ratissage et embuscade. Si les forces spéciales peuvent à l'occasion patrouiller pour affirmer la présence française et rassurer la population, l'essentiel de leur mission se concentre sur le recueil de renseignements. Afin d'y préparer ses officiers, Jocelyn les a fait plancher sur la guerre d'Algérie en les envoyant aux archives militaires de Vincennes tirer quelques règles de base de contre-insurrection, et les moderniser. Spin n'est qu'à quelques kilomètres de la ligne Durand. Les tribus Nourzai, Alikozai et Atchakzai vont et viennent entre l'Afghanistan et le Pakistan comme des voisins de palier entre leurs appartements respectifs. « Il ne s'agit pas d'un travail de surveillance de frontière *stricto sensu*, précise pourtant l'un des officiers ayant commandé le fort, mais de détection des zones de passage et des bases des Taliban sur notre territoire[1523]. » Planquer à la frontière s'avère en effet moins fructueux qu'en ex-Yougoslavie, car l'essentiel du trafic avec le Pakistan, hommes comme matériel, passe par la route, noyé dans le flot des particuliers. Pour traquer les Taliban, les forces spéciales évoluent donc par équipes légères (une Jeep P4 et un camion VLRA), très autonomes, pendant deux à trois semaines, en sillonnant la région. Officiellement, elles ont ordre de ne pas franchir la frontière mais un GPS peut opportunément tomber en panne… Des postes d'observation sont également immergés dans le paysage pendant des jours, missions dans lesquelles excellent les dragons.

Les accrochages sont rares, car la région de Spin Boldak n'est pas un sanctuaire taleb, contrairement au Helmand par exemple. Mais chaque fois, l'appui américain est sans faille, d'une efficacité redoutable, grâce en particulier aux terribles avions A-10. Avec les renseignements recueillis, qui débordent largement la seule sphère taleb, le Cos est en mesure d'élaborer une banque de données informatique très fouillée, complétée par des

discussions avec les chefs de village, les mollahs, les paysans. Qui appartient aux Taliban ? Qui n'est que sympathisant ? À quelle heure les Taliban passent-ils ? Tout est bon à prendre, en gardant en tête, a prévenu le général Poncet, qu'« un Afghan dit une chose, en pense une autre et en fait une troisième[1524] ». Cette foule de petits détails permet au final de dégager les méandres du réseau de tribus locales, leurs alliances, les conflits d'intérêts entre propriétaires terriens, commerçants, mollahs, etc.

Les forces spéciales peuvent ainsi apporter à l'État-major français une vision très utile d'une partie du sud de l'Afghanistan où la DGSE, historiquement concentrée sur le Nord, n'a jamais évolué que de manière ponctuelle. Les Taliban sont alors en phase de reconstruction. En mars a été créé le Rahbari Shura, le conseil de direction, présidé par le Mollah Omar. Une trentaine de membres le composent à Quetta, chargés de la stratégie générale de l'insurrection, en concurrence plus ou moins forte avec la shura de Haqqani. Quelques hauts dignitaires assureraient en sus des portefeuilles comme la Défense ou les questions religieuses. Le travail de renseignement et d'observation des Français suscite aussi l'intérêt des Américains qui, se voyant offrir l'accès à la base de données, s'étonnent de leur connaissance de la zone. Mieux, sur la base des analyses établies par le Cos, ceux-ci orchestrent avec succès quelques opérations d'éradication des filières d'infiltration taliban.

La mission de base du Cos est remplie. D'où la satisfaction du chef d'État-major des armées quelques années plus tard : « C'est l'une de mes grandes fiertés, reconnaît le général Bentegeat, d'être à l'origine de l'envoi des forces spéciales en Afghanistan[1525]. » Il pourrait ajouter une grande première qui lui est également due. Le porte-avions *Charles-de-Gaulle* revenant dans l'océan Indien après un an et demi d'absence, le général a négocié avec le commandement américain que ses Super Étendard puissent appuyer au sol, en priorité, les forces spéciales françaises. Débarrassé de l'obstacle de la langue, le couple Cos-aéronavale démontrera une efficacité redoutable, hélas sans suite, les Américains décidant de ne plus donner d'affectation spécifique aux appareils.

Au début 2004, l'effectif du Batfra est stable : quatre cent cinquante hommes issus de vingt-cinq unités différentes. Dans la capitale, ils peuvent croiser leurs compatriotes des ONG, toujours très actifs. L'ambassadeur

Jean-Pierre Guinhut tient en particulier à saluer le travail d'Acted dont le fondateur, Frédéric Roussel, « a réalisé un grand nombre de projets dans le nord du pays et rendu d'éminents services à l'ambassade[1526] ». Les humanitaires français ont été encouragés par une décision importante du gouvernement. Sous la pression de parlementaires, et de fonctionnaires du Quai d'Orsay comme Emmanuel Delloye, l'Afghanistan est intégré dans la zone de solidarité prioritaire jusqu'alors réservée aux pays de l'Afrique francophone, aux îles Caraïbes, à l'ex-Indochine, en bref, à l'ancien empire colonial français. Il ne faut pas y voir le signe d'une visée hégémonique, mais bien le reflet d'une prise de conscience. À partir de cette date, l'Agence française de développement (AFD) peut financer deux programmes d'une ambition supérieure à tout ce qui a été précédemment entrepris : la réhabilitation et le développement de la filière du coton à Kunduz (pour 16 millions d'euros) et l'instauration d'un système national de transfusion sanguine (pour 5 millions d'euros).

Depuis quelque temps cependant, des voix afghanes ont commencé à se faire entendre pour critiquer le maintien en Afghanistan des ONG, et leur omniprésence dans les affaires du pays. L'entrepreneur Ismaël Karimpour dénonce ainsi leur vision qui « consiste en une dramatisation systématique de la situation et il ne peut en être autrement, car cette dramatisation est le fonds de commerce de ces organisations. Comment peut-on envisager que l'entreprise des pompes funèbres marche s'il n'y a pas ou s'il y a peu de morts[1527] ? ». Et de regretter que ne soient jamais évoqués la stabilisation de l'afghani, la réforme du code de l'investissement étranger, les accords signés avec l'Iran et l'Inde pour offrir à l'Afghanistan un accès au port iranien de Chabahar.

À l'empathie datant des années 1980 tend à se substituer la recherche d'un intérêt économique. Certains Afghans pointent le soutien dissimulé des ONG au régime, en tout cas aux anciens chefs de guerre, alors qu'aucune n'accepterait d'œuvrer en pays taleb. Arguments en partie fondés : des ONG comme Afrane ou Solidarités sont nées avec le djihad, mais si elles trouvent un avantage financier certain à rester en Afghanistan, elles sont surtout motivées par un attachement à la population qu'aucune autre organisation ne peut ressentir, puisque aucune autre ne lui est liée depuis tant de temps. Quant au favoritisme, il tient à l'amitié créée depuis vingt ans

avec des familles, des clans, des tribus. C'est ainsi que, contrairement aux accusations, certaines ONG comme Madera, historiquement présente dans le sud et l'est du pays, travaillent bien avec les Taliban. « Les ONG sont au service de la dignité humaine, expose l'ambassadeur Lafrance qui a pris la présidence de l'association ; elles mènent leurs actions de manière à assurer le maximum de dignité au plus grand nombre possible dans leur domaine de spécialisation1528 […]. »

Un fait ne trompe pas. Dans la critique naissante faite aux ONG rarement sont distinguées les « historiques » des « opportunistes », celles qui ont connu les dirigeants afghans à Peshawar ou dans le maquis et celles qui ne sont venues que pour récupérer leur part du butin de l'aide internationale. Car, en réalité, c'est plus leur nationalité qui commence à poser un problème. Les mécontents ne se plaignent pas d'un ingénieur Madera ou d'un professeur Afrane, mais d'un Européen qui persiste à vouloir les aider. La complainte n'est qu'un des signes de l'irritation due au maintien de la présence occidentale.

Les esprits les plus chagrins trouvent d'ailleurs de quoi alimenter leur mécontentement en apprenant que les Occidentaux ont conseillé le gouvernement afghan pour la nouvelle Constitution prévue par les accords de Bonn. Le droit afghan aussi a fait l'objet d'une répartition. Si les Allemands ont obtenu le code du commerce et les Italiens l'organisation judiciaire, ce fut à Jacques Chirac, au cours d'une rencontre à New York en 2003, que Hamid Karzai demanda l'aide de la France pour la rédaction de la loi fondamentale du pays. L'Afghan devait avoir en mémoire le professeur Louis Fougère qui avait prodigué ses conseils au roi, en 1964, pour instaurer une monarchie constitutionnelle. Un texte ambitieux avait été rédigé par les Afghans, trop peut-être. Rejoignant l'Américain Barnett Rubin, le professeur Guy Carcassonne, sorte de plombier constitutionnel déjà mis à contribution en Albanie, en Afrique du Sud, au Kazakhstans, se rend à huit reprises à Kaboul. Pour lui, aucun pays n'a de spécificités incontournables : « Jusqu'à preuve du contraire, relate-t-il, je suis face à des hommes et des femmes faits de chair et de sang, qui ont envie de vivre en paix dans un système légitime. Il faut qu'ils apprennent, car la démocratie, nulle part, n'est née naturellement. Elle a toujours été le fruit d'efforts, et d'efforts, si possible, bien encadrés. […] Ce qu'il nous a fallu [aux

Français] cent ans pour comprendre, eux, dans le monde moderne, n'auront pas besoin de plus de dix ou quinze ans[1529]. »

Guy Carcassonne sait très bien que le pays n'est pas mûr. Mais il estime qu'il faut quand même lui offrir la démocratie, comme un but à atteindre. En guise de chemin, il prône un régime à l'indienne, avec président élu au suffrage indirect. Mais les Afghans tiennent au suffrage universel, une sorte de nostalgie de la monarchie. Le Français s'y rallie finalement, en ajoutant au texte les pare-feux indispensables pour éviter un régime présidentiel[IX], le régime parlementaire demeurant selon lui le plus adapté à la complexité de la société afghane. Le texte est presque bouclé quand il doit retourner à Paris pour la rentrée universitaire de janvier 2004. Quelle n'est donc pas sa stupeur quand, deux jours plus tard, entrant en possession du texte finalement voté par la Loya Djirga le 4 janvier, il constate que le Conseil des ministres, qui devait simplement se prononcer sur un détail, l'a entièrement refaçonné. Les Américains sont sans doute intervenus au dernier moment pour toiletter la Constitution à leur goût. En découle une hybridation inédite entre un régime présidentiel à l'américaine et l'élection du président au suffrage universel direct ainsi que le référendum à la française. Sauf que les apprentis constitutionnalistes, s'ils ont supprimé par exemple la responsabilité collective du gouvernement, ont instauré celle, individuelle, des ministres. Une Assemblée indissoluble peut donc saborder le gouvernement d'un président lui-même intouchable… D'où un risque patent de blocages pérennes avec, de surcroît, l'obligation pour tout nouveau texte d'être en conformité avec les « croyances et articles[1530] » de l'islam, ce qui fait reposer une large part de l'édifice constitutionnel sur la Cour suprême. « Ainsi, souligne Guy Carcassonne, là où les artisans de ce choix croient naïvement qu'il leur apportera l'équilibre relatif des institutions de l'Amérique du Nord, il risque d'importer tous les dérèglements dont n'a cessé de souffrir l'Amérique du Sud [1531]. »

Innovation dans tout le monde musulman, la « république islamique d'Afghanistan » reçoit pour devoir constitutionnel de lutter contre le terrorisme, la culture et le trafic de drogue, en se référant expressément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la Charte des Nations unies. Si beaucoup n'y voient que des vœux pieux, d'autres saluent l'inscription dans le marbre de tâches dont chaque semaine qui passe

démontre l'urgence. Ragaillardis, les Taliban se sont désormais assurés de bases solides dans les zones tribales d'où ils pensent pouvoir initier de plus amples opérations en Afghanistan. Pressé par Washington, Islamabad y a lancé le tout premier raid de l'armée pakistanaise en octobre 2003, dans le Sud-Waziristan, suivi d'un deuxième en mars 2004. Mais le Pakistan crée la stupeur en décrétant le 24 avril une amnistie générale pour les insurgés locaux en échange de l'obligation imposée aux étrangers – djihadistes arabes comme al-Qaida – de se faire recenser… Furieux, les Américains abattent par un tir de missile le leader terroriste pakistanais Nek Mohammed, déclenchant une fronde chez les Waziri. D'où une opération de plus grande ampleur encore dans le Sud-Waziristan conclue par un nouvel accord tout aussi piteux. Les Taliban et al-Qaida s'en trouvent confortés ; ils annexent peu à peu la zone à la manière de Ben Laden à Kandahar entre 1996 et 2001. Le Saoudien n'a toujours pas été appréhendé. Ce n'est pas faute pour la DGSE de l'avoir pisté à cette époque grâce à l'écoute téléphonique de ses gardes du corps qui ne font jamais référence qu'au « prince » ou à « son excellence[1532] ». Sur la base de cartes extrêmement détaillées, les analystes ont réussi à déterminer sa position pendant une dizaine de jours, à quelques kilomètres près, non pas au Pakistan, mais au Nouristan afghan. Comment a-t-il pu en réchapper ? Faut-il y voir la baraka, l'efficacité de son organisation, ou une volonté pas si affirmée des Occidentaux de l'arrêter ?

En l'état, il est impossible de se prononcer. Trop facile est l'attitude des adeptes de la conspiration criant à la duplicité, qui n'a pas existé, entre la CIA et Ben Laden. Puisque al-Qaida refait parler d'elle le 11 mars avec les attentats dévastateurs de Madrid, des rumeurs rejaillissent, parfois colportées par les plus hautes autorités. Le ministre de la Défense déclare à *L'Express*, le 22 mars 2004, au sujet des forces spéciales : « Nos hommes sont bien implantés et connaissent très bien le terrain. Grâce à certaines informations, ils ont pu effectivement contribuer récemment à [la] localisation [de Ben Laden]. » Michèle Alliot-Marie choisit bien ses termes : le Cos n'aurait été qu'un maillon de la chaîne du renseignement, et encore, précise-t-elle, le résultat final doit être considéré avec prudence. Un mois plus tard, *L'Express* encore relate qu'une mission du général Rondot à Spin Boldak a permis d'établir que le « Saoudien est vivant. Sa santé n'est

pas mauvaise. Il se déplace avec une petite escorte dans les fameuses zones tribales, à la frontière pakistano-afghane, aux alentours de la ville de Khost1533 ». Il n'y a rien d'étonnant à ce que la DGSE ou le Cos récoltent dans leurs filets des informations relatives à Ben Laden. Devant l'émotion créée par ces déclarations, le général Bentegeat fait judicieusement remarquer que, de toute façon, il existe une marge entre « localiser une personne et procéder à l'arrestation d'une personne ». Mais la porte est ouverte aux extrapolations. Dans leur ouvrage *Les islamistes sont déjà là*, Christophe Deloire et Christophe Dubois avancent ainsi que, fin 2003-début 2004, la DGSE aurait mené « une délicate opération d'arrestation de [Ben Laden] aux confins de l'Afghanistan et du Pakistan1534 ». Deux éléments permettent cependant d'en douter : la DGSE ne dispose pas des moyens nécessaires, humains et financiers, à une opération de cette ampleur – il suffit de se rappeler les montages complexes de la CIA à la fin des années 1990 pour s'en convaincre ; en outre, quand bien même elle mobiliserait toutes ses capacités, la capture du Saoudien correspond-elle à une priorité française ? Certes, le 28 février 2004, sur la chaîne al-Arabya, Zawahiri a rangé la loi sur l'interdiction du port du voile dans les lieux publics dans la même catégorie que « l'incendie des villages en Afghanistan, la destruction des maisons sur les têtes de leurs occupants en Palestine, le massacre des enfants et le vol du pétrole en Irak ». L'Égyptien a dénoncé cette « France, pays de la liberté, [qui] défend la liberté de se déshabiller, d'être dissolu et de se décomposer, mais [qui] combat la chasteté et la pudeur ». Depuis, les responsables antiterroristes redoutent que le message n'ait activé une cellule dormante sur le sol national. Une menace d'attentat justifierait-elle pour autant de mobiliser d'immenses énergies pour arrêter Ben Laden, ce qui braquerait sur la France tous les projecteurs djihadistes internationaux ?

Deux journalistes français, Éric de Lavarène et Emmanuel Razavi, vont encore plus loin. Dans leur reportage *Ben Laden, les ratés d'une traque*, diffusé en 2006, des membres des forces spéciales, ou prétendus tels, affirment avoir eu Ben Laden dans leur viseur, mais les Américains ne leur auraient pas accordé l'autorisation de l'abattre. Pourquoi des militaires français requerraient-ils l'accord de Washington ? Pourquoi pourchasser le Saoudien si c'est pour le laisser s'enfuir ? Au moins deux questions fondamentales qui restent sans réponse. Mais peu importe puisque tout y

est : la France complice des États-Unis pour laisser l'abominable terroriste continuer ses sales œuvres, justifiant ainsi la poursuite de l'occupation alliée de l'Afghanistan. Le ministère de la Défense démentira formellement, arguant que la procédure décrite pour l'ordre d'ouverture du feu est irréaliste. Le général Poncet, qui, il est vrai, a cédé le commandement du Cos deux ans plus tôt, certifie que « jamais les forces spéciales n'ont eu Ben Laden dans leur collimateur. C'est du grand n'importe quoi1535 ! ».

Ce genre d'annonces tonitruantes a une autre conséquence malheureuse : elle fait passer à la trappe la réalité du travail des services de renseignement, beaucoup moins tapageur, beaucoup plus besogneux, mais aussi beaucoup plus utile. Les Français ont une expertise unique en la matière, qui permet par exemple à la DGSE, dès le soir du 11 mars 2004, alors que le gouvernement espagnol désigne l'ETA comme responsable des explosions dans les gares madrilènes, de privilégier la piste islamiste, et plus particulièrement les réseaux nord-africainsX. C'est la première fois que le sol européen est touché. La forte présence musulmane en France, et l'engagement des troupes françaises en Afghanistan, font redouter des attentats dans l'Hexagone. Selon le ministère de l'Intérieur, quatre auraient déjà été déjoués sur son sol depuis décembre 20001536.

Le 29 juillet, la DST estime dans un rapport détaillé qu'al-Qaida préserverait « un fort potentiel de nuisance1537 ». Son état-major serait éclaté entre le Pakistan, l'Iran et l'Irak. Au sommet, une shura de neuf personnes compterait les cinq membres fondateursXI siégeant également au comité religieux – le plus important des huit à l'œuvre [dédiés aux opérations, aux maisons d'hôtes, au front afghan, aux médias, etc.] – avec Abou Souleyman al-Mauritani, qui en est le président, Suleyman Abou Ghayth al-Koweïti et deux imams œuvrant en Angleterre, Abou Bassir et Omar *alias* Abou Qatada. À la fin du mois, quatre des sept Français détenus à Guantanamo, arrêtés en Afghanistan ou au Pakistan aux prémices de l'opération « Liberté immuable », sont libérés. « C'est l'aboutissement de longs efforts1538 », déclare Jacques Chirac. La libération a été négociée en mai par le ministre français de la Justice avec son homologue américain. Elle vise en partie à atténuer les protestations croissantes sur les conditions de détention à Guantanamo. Mourad Benchellali, Nizar Sassi, Brahim Yadel et Imad Kanouni sont rapatriés dans un Hercule français, encadrés par deux

médecins et douze policiers de l'unité d'escorte de la police aux frontières. Dès leur atterrissage, ils sont pris en charge par la DST qui ne les considère pas comme des activistes de grande envergure. De fait, à peine dix-huit mois plus tard, Nizar Sassi aura la liberté de publier son témoignage, *Prisonnier 325, camp delta*XII.

La résurgence du terrorisme islamiste international a des répercussions en Afghanistan ainsi que le note le chef d'État-major de l'armée de terre, le général Bernard Thorette : « En tant que connaisseur du monde arabo-musulman, je sentais bien l'instabilité de la région où, en dépit de tous nos efforts, nous serions forcément ressentis, tôt ou tard, comme des occupants1539. » Le 2 juin 2004, cinq membres de MSF sont tués à bord de leur véhicule sur une route de la province de Badghis. L'embuscade aurait été revendiquée par les Taliban accusant l'ONG de « travailler et d'espionner » au profit des Américains. En fait, le commanditaire est un chef de police récemment limogé cherchant à démontrer que, sans lui, la région bascule dans l'anarchie. Quoi qu'il en soit, le 28 juillet, MSF, qui œuvre alors dans treize provinces grâce à quatre-vingts expatriés et mille quatre cents employés afghans, met un terme à vingt-quatre années de présence dans le paysXIII. À la même époque, les troupes françaises déplorent leurs premiers tués, tous dans des accidents de la circulation : le 9 août, le caporal Murat Yagci, du 1er RPIMa ; puis le 21 octobre, le 1re classe Thierry Jean-Baptiste et le maréchal des logis Simah Kingue Eithel Abraham, tous deux du 3e régiment de hussards.

C'est dans ce contexte délicat, qui tend à faire changer d'avis des opinions publiques occidentales à l'origine favorables à ce conflit, que la France prend une responsabilité supplémentaire, mais temporaire en Afghanistan. En février, le président Chirac a en effet suggéré à Jaap de Hoop Scheffer, secrétaire général de l'Otan, de céder le commandement de la Fias, qui étendait justement son emprise dans l'ouest du pays, à l'Eurocorps. Créé en 1992, alimenté en troupes par cinq pays (France, Allemagne, Espagne, Belgique et Luxembourg) jusqu'à hauteur de soixante mille hommes, le corps européen n'en serait pas à sa première. En 1998-1999, il a participé à la Sfor en Bosnie, puis, en 2000, il a commandé la Kfor au Kosovo. L'Afghanistan lui permettrait de prouver qu'il peut intervenir dans des conjonctures plus instables et lointaines. Les Américains

approuvent, et, fin février, Jacques Chirac peut en faire l'annonce officielle lors du sommet germano-franco-britannique de Berlin.

Au général Jean-Louis Py de mettre l'Eurocorps en ordre de marche. Une grande satisfaction pour lui puisque, dès qu'il en a reçu le commandement en septembre 2003, ce saint-cyrien de cinquante-cinq ans a fait le tour des cinq nations concernées pour présenter l'engagement en Afghanistan comme un geste de réconciliation après le refus de combattre en Irak. L'Union européenne doit en profiter pour démontrer ses capacités à s'impliquer dans une zone très éloignée de ses frontières. « Notre départ fut l'une des premières preuves concrètes des avancées de l'Europe, mais la presse n'y a consacré aucune ligne1540 ! » regrette le général Py.

Ce n'est que la première désillusion d'une longue série. Le général James L. Jones, commandant suprême des forces alliées en Europe, n'ayant pas estimé nécessaire de déployer un PC opératif en Afghanistan, Py devrait donc se limiter à la dimension militaire des opérations, sans aucun regard sur les aspects civils et politiques. Or la première élection présidentielle est prévue pour le mois d'octobre. Une énorme lacune qu'il se charge de combler d'autorité. « Je me suis retrouvé, relate-t-il, à occuper quatre-vingts pour cent de mon temps à faire du commandement opératif. » Avant le décollage prévu en août, il se rend à l'Élysée où il n'est pas reçu par le président de la République, mais par le chef d'État-major particulier, ce qui ne laisse pas présager le plus grand intérêt pour sa mission. Ses consignes se limitent à préserver l'harmonie à l'intérieur de l'Eurocorps avec les Allemands et à l'extérieur avec les Américains. Pour sa part, l'Otan ne lui transmet aucune instruction, mais un plan à appliquer. Le général Py se débrouille donc, seul, pour se renseigner au mieux et partager les tâches : au général allemand Löser les opérations militaires *stricto sensu*, à lui les relations avec les autorités politiques qui lui sont normalement interdites. « Ma méthode a été en quelque sorte validée depuis, souligne-t-il, puisque l'Otan a mis en place un PC opératif en 2008 en Afghanistan. »

Dès son arrivée à Kaboul, le commandant de l'Eurocorps rend visite au président Karzai qui ne manque pas de lui rappeler son stage en 1985 à Lille, ville chère au général puisqu'il y a servi au sein de la Force d'action terrestre. Puis il rencontre le ministre de la Défense Fahim, son chef d'État-major Bismullah Khan, le ministre de l'Intérieur Djalali, ainsi que le

conseiller à la sécurité nationale, le docteur Rassoul, un francophone et expert en transplantations rénales. « Je connais mieux la France que vous ! » lui lance enfin l'ancien roi qui propose même de mettre à sa disposition… « vingt mille cavaliers » ! Bientôt le général Py n'ignore rien des liens familiaux unissant les politiques, explication de bien des tourments gouvernementaux. « Je me suis placé au niveau du pays, aime-t-il à dire, non comme le commandant des forces d'un pays. » À ses yeux, la mission de la Fias s'apparente beaucoup plus à un protectorat qu'à une occupation. C'est ainsi que son prédécesseur, le Canadien Rick Hillier, a judicieusement mis des planificateurs à disposition du gouvernement afghan afin de pallier l'absence de cette strate administrative que vingt-cinq ans de guerre ont arasée. En présence de tous ses conseillers, Karzai lance au général Py : « L'aide internationale n'arrive pas dans le Nord. Vous devez y remédier ! » Dix jours plus tard, il le rappelle pour lui faire un aveu édifiant : « Mon général, parlez-moi du Nord ! » Le président demande donc au commandant de forces étrangères de le renseigner sur la moitié de son pays… Mais le patron de l'Eurocorps ne l'accable pas : « L'Afghanistan est coupé en deux par l'Hindou-Kouch, barrière encore très marquante puisque seulement percée par le tunnel du Salang. Les Alliés, eux, avec leurs moyens aériens, s'en affranchissent facilement. Il leur est donc finalement plus facile d'appréhender ce qui se passe de l'autre côté. »

Le premier constat d'ensemble du général s'avère positif : une Constitution, des élections en vue, un semblant de gouvernance, et un grand espoir palpable au sein de la population. La formation de l'Ana et de la police porte encore tous les espoirs, même si le général Py regrette que la réflexion initiale ait été fondée sur une mauvaise analyse américaine : « Ils n'ont pas compris que c'était l'inverse de notre schéma occidental ; en Afghanistan, c'est la police qui patrouille et l'armée qui surveille. » Grâce à son franc-parler, il a réussi à tisser avec eux une relation de confiance, particulièrement avec leur ambassadeur, Zalmaï Khalidzad. Pour le reste des Alliés, il se plaît à citer le maréchal Foch : « Depuis que j'ai commandé une coalition, j'ai beaucoup moins d'admiration pour Napoléon. » Si les Français patrouillent qu'il fasse jour ou non, certains contingents ne sortent jamais la nuit, et d'autres limitent leur sortie à une durée de une heure. Les soldats à l'écusson tricolore se mêlent à la foule, prennent le thé dans les

chaïkhanas, nouent des relations même forcément éphémères. C'est ainsi qu'à la stupeur du maréchal Fahim le général Py décide de se rendre à la commémoration de la mort de Massoud où il reçoit un accueil chaleureux. À l'occasion, il peut ainsi interpeller avec malice le général Barno, commandant de « Liberté immuable » : « Toi, tu peux dépenser 20 millions de dollars, moi, pour sept mois, je n'ai que 35 000 dollars, et pourtant, c'est moi qu'ils embrassent ! » Il ajoute : « Si le haut commandement américain peut comprendre comment il faut s'adapter à la population, les échelons inférieurs sont beaucoup trop obtus. En dehors des États-Unis, il n'y a rien pour eux ! »

L'épouvantable bureaucratie que représente l'Otan, concrétion de toutes les bureaucraties des États membres, n'arrange rien. Elle peut ainsi conduire à des erreurs incroyables comme cette station météo réclamée par l'Eurocorps pour l'aéroport de Kaboul qui reste bloquée pendant cinq mois parce que la Finlande, qui doit la livrer, a découvert peu auparavant que l'Afghanistan était un pays en guerre ! Ou encore ces centaines de lits de camp qui arrivent à Bagram en ordre dispersé, obligeant les militaires français à un gigantesque Meccano pour les reconstituer…

L'Afghanistan est le pays de toutes les invraisemblances. Le général Py ne s'étonne pas de voir une bombe exploser le 29 août devant la société privée de sécurité américaine DynCorp, deux semaines après avoir entendu un membre éminent du gouvernement sommer un diplomate américain de lui faire quitter le pays au plus vite. « C'est comme ça que ça se passe là-bas ! » commente-t-il, presque blasé. Les imbroglios de la politique afghane sont pourtant parfois croquignolets. Un Hekmatyar, recherché par toute la coalition pour ses liens avec le terrorisme, peut ainsi venir discuter avec Karzai, au palais présidentiel, sans être arrêté, pour envisager une réconciliation et abandonner la lutte armée. L'accord s'avère impossible en raison de l'amnistie des crimes de guerre réclamée par l'« ingénieur ». « Mon général, explique Karzai au général Py, en Afghanistan, quand les relations sont rompues, elles continuent derrière la porte. »

Le trafic de drogue illustre à lui seul toutes les contradictions de l'Afghanistan moderne. Il en est à la fois le venin mortel et la perfusion de survie. Du côté de la population, et des administrations, aucune autre activité ne peut fournir aussi rapidement un semblable profit. Du côté des

Taliban, c'est une source de revenus pour acheter les armes, payer les troupes, dédommager les familles de kamikazes. Comment lutter si aucune des parties n'y a intérêt ? Ainsi, dans le même temps, un renseignement peut informer la Fias qu'un convoi de camions est en route vers le Tadjikistan emportant deux à quatre tonnes d'opium et un autre que tous les chefs de police sur le trajet ont été préalablement réunis afin de ne pas lui faire obstacle. Le président Karzai incarne au plus haut sommet le yin et le yang de la lutte antidrogue. Lui sont systématiquement reprochés les agissements de son frère, présenté – jamais officiellement – comme un des grands profiteurs du marché de la drogue à Kandahar. Pourrait également être ajouté son beau-frère, Nourzai, qu'il a nommé ministre des Frontières et des Tribus, un poste idéal pour contrôler les filières de la drogue vers le Pakistan et surtout l'Iran. Mais cela n'empêche pas Karzai de tancer dans le même temps les cinq cents gouverneurs et chefs de police qui n'arrivent pas à juguler le trafic : « C'est inacceptable alors que l'Europe vient nous aider ! Je veux que ça cesse ! » Il serait temps : plus de 200 000 ha sont consacrés à la culture du pavot ; l'Afghanistan produit quatre-vingt-sept pour cent de l'opium dans le monde…

L'Otan apparaît désarmée dans cette lutte qui, de toute façon, ne fait pas partie de ses missions. Toute patrouille découvrant un trafic ou un laboratoire est bien entendu autorisée à les détruire. Mais pas question de se mettre en chasse. Michèle Alliot-Marie se fend en juillet 2005 d'une tribune dans *Le Monde* pour expliquer que « le succès ne sera pas au rendez-vous tant que demeurera le problème de la drogue. L'Afghanistan est encore le premier producteur d'opium du monde. Comme le trafic est aidé par l'instabilité, il participe du maintien de celle-ci[1541] ». Le ministre couvera un temps l'idée de transférer la lutte antinarcotique à l'Otan mais le chef d'État-major des armées parviendra à l'en dissuader. De fait, la France s'y est toujours catégoriquement opposée et réitère régulièrement sa position à Bruxelles. Comme l'expose le vice-amiral d'escadre Patrick Hébrard, alors sous-chef opérations à l'Ema, « le risque était grand de se mettre à dos les cultivateurs, dont c'est le gagne-pain, et les trafiquants dont de nombreux chefs de guerre qui nous étaient favorables et qui risquaient de basculer du côté des Taliban[1542] ». La lutte antidrogue a échu aux Britanniques qui éprouvent les pires difficultés, aggravées par des querelles entre diverses

agences américaines (DEA, CIA, etc.). Ainsi, de 1998 à 2001, la CIA avait localisé en Afghanistan vingt-cinq laboratoires majeurs que la Maison-Blanche et le Pentagone se sont refusés à bombarder après le 11-Septembre : seuls les terroristes devaient être visés1543. Le journaliste du *New York Times* James Risen se fait l'écho d'accusations suspectant Donald Rumsfeld d'avoir passé un *deal* avec les chefs de guerre en 2004 : les États-Unis fermeraient les yeux sur la drogue si les Taliban étaient chassés d'Afghanistan.

Les Français dénoncent également la méthode utilisée pour éradiquer le fléau : la destruction systématique des champs. À Bruxelles, leur ambassadeur auprès de l'Otan s'escrime à expliquer aux Américains qu'il s'agit d'une culture traditionnelle, que les paysans ayant perdu leurs vergers pendant la guerre civile n'ont plus de source de revenus, que la drogue séchée leur sert en quelque sorte de trésorerie : en cas de mauvaise récolte, c'est un moyen sûr de récolter un peu d'argent. Rien n'y fait. Or en repoussant un peu plus loin dans la misère les paysans, les Alliés ne font qu'alimenter le vivier de l'insurrection grandissante. Pourtant, des solutions palliatives semblent exister. Le pavot pourrait être remplacé par du safran dont le prix de marché est tout aussi élevé. Du bétail, ardemment demandé par les paysans, pourrait également faire son apparition. La France elle-même a réintroduit le coton dans le Nord même si les besoins importants en eau de cette culture soulèvent certaines questions.

La contribution tricolore à la lutte anti-drogue est modeste, mais conforme au « dogme chiraquien » interdisant toute opération inutilement risquée. Dans les airs, trois Mirage F1CR de l'escadron 1/33 Belfort se posent à Douchanbe dans le cadre de l'organisation des élections présidentielles dont la date est fixée au 9 octobre. Avec les sept mille soldats à sa disposition, le général Py « [n'a] même pas un homme à mettre par bureau de vote1544 ! ». Les Américains évoquent la création de Quick Reaction Forces qui le laisse indifférent. Lui préfère le dialogue et la franchise. Il fait donc le tour des provinces pour mettre le marché entre les mains des gouverneurs : « Je suis là pour appuyer le gouvernement, pas pour assurer la sécurité. Ce sont vos élections, c'est à vous de les sécuriser ! » Le plus folklorique est indéniablement Dostom qui, en tenue traditionnelle, reçoit la délégation de l'Otan dans un ranch digne de celui de

Michael Jackson avec piscine olympique au bord de laquelle il a fait préparer une collation. Au général Py qui déclare ne pas savoir comment l'appeler – gouverneur, général, monsieur le candidat – il réplique : « Appelez-moi DostomXIV ! » Comme avec Daoud à Kunduz ou Atta à Mazar, le Français ne mâche pas ses mots : si des troubles surviennent, il emploiera chars, avions et hélicos en évitant bien sûr de préciser qu'il n'en dispose aucunement ! Quelle n'est pas sa stupeur d'entendre l'Ouzbek s'exclamer : « Mon général, faites tout ce que vous voulez, mais surtout n'envoyez pas les hélicoptères ! » Le souvenir de l'armée soviétique est encore bigrement présent.

L'Afghanistan est alors la proie de nouveaux attentats, mais aussi de déclarations fracassantes. Human Rights Watch publie un rapport, *La Loi du fusil*, indiquant surtout que « les Afghans craignent plus les commandants locaux que l'insurrection des Taliban ». Pourtant, dix millions d'entre eux, dont 41,5 % de femmes selon l'Onu, s'inscrivent sur les listes pour voter en faveur des dix-sept candidats. Le général Py déclare au *Monde* : « Il faut s'attendre à avoir des choses difficiles à vivre à l'approche de l'élection non seulement à Kaboul, mais dans les grands centres urbains1545. » Le 9 octobre, les bureaux ont à peine ouvert que les journalistes se succèdent dans son bureau pour décrocher la preuve ici d'un bain de sang, là d'une attaque suicide. Ils repartent bredouilles ; le seul incident est dû aux gardes de sécurité de l'ambassadeur américain qui, jugeant qu'une voiture roule trop près de leur convoi, balancent des grenades. Le principal opposant à Karzai, Younès Qanouni, dénonce des irrégularités et se joint à treize autres candidats pour demander l'annulation du vote, avant de revenir sur sa déclaration, ce que beaucoup d'Afghans auront du mal à accepter. La plupart des observateurs internationaux s'accordent pour attester dans l'ensemble la validité d'un scrutin qui a atteint 75 % de participation : un chiffre exceptionnel. Karzai remporte plus de la moitié des suffrages et est élu dès le premier tour, Qanouni ne recueillant qu'un peu plus de 16 %XV.

Ce succès, inattendu, récompense indéniablement les efforts de la coalition et des Afghans depuis les accords de Bonn qui trouvent là leur conclusion. Les Américains ne perdent pas de temps pour demander, le 13 octobre, lors d'une réunion informelle des ministres de la Défense de l'Otan, en Roumanie, la fusion entre « Liberté immuable » et la Fias.

Français et Allemands font immédiatement part de leur désaccord, Michèle Alliot-Marie expliquant que, « pour nous, une fusion des opérations ne revêt aucune valeur opérationnelle1546 ». Le secrétaire général de l'Alliance explique cependant qu'elle serait bien à l'étude en 2005. De fait, le 22 février suivant, les ministres se mettent d'accord à Nice pour élargir le contrôle de l'Otan à l'ouest de l'Afghanistan grâce à un renfort de cinq cents hommes qui porteront à huit mille neuf cents l'effectif total de la Fias.

Du côté français, et dans le cadre de « Liberté immuable », les forces spéciales, passées sous commandement de leurs homologues américaines, voient leur effectif renouvelé tous les six mois. En mars 2005, Bertrand prend le commandement de Spin Boldak où il entame de gros travaux afin de rendre plus confortable ce fort où plus de la moitié des hommes dorment encore sous tente. Dans le jargon américain, la « *fire base* » se transforme peu ou prou en « *forward operating base* » (FOB). Les forces spéciales sortent alors d'un hiver très dur qui a quasiment paralysé toute action, hélicos américains et véhicules au sol ayant éprouvé les pires peines à évoluer. Bertrand fait le choix d'un mouvement quasi perpétuel. Tenir ce si vaste territoire avec seulement deux cents hommes serait illusoire. Deux attitudes sont donc possibles : soit des patrouilles tous azimuts, avec des résultats aléatoires ; soit privilégier deux secteurs identifiés comme les points de passage taliban les plus actifs. Bertrand décide d'y installer une base relais, sorte de petit fort où les troupes stationnent à tour de rôle tous les quinze jours et à partir duquel des patrouilles sont en permanence menées. Leur plus beau trophée : l'arrestation d'un groupe d'une vingtaine de Taliban qui a nécessité en amont un imposant travail de recoupement, mais aussi, le jour de l'arrestation, une promptitude parfaite d'exécution. Car les Taliban ont évidemment cherché à s'enfuir. Sur un terrain qu'ils connaissent parfaitement, ils partaient avec un gros avantage. Heureusement les forces spéciales avaient au préalable acheté au marché de Kandahar un lot de motos pakistanaises qui leur permirent de continuer la poursuite sur les sentiers de chèvre. Certes, au final, elles n'arrêteront aucun des trente-sept responsables d'al-Qaida recherchés, les Américains mettant la main sur le quinzième, al-Libbi, en mai. Le travail accompli par les Français peut paraître laborieux, pourtant il est précieux, car il livre à la coalition une vision en profondeur de l'insurrection dans la zoneXVI.

D'ailleurs les Américains ne se privent pas de le couvrir d'éloges à chaque rencontre avec des responsables français[1547].

À l'été 2005, la coalition a besoin de toutes ses capacités, car l'insurrection connaît un indiscutable regain d'activité. « Devant nous, il n'y a que de la bricole ! » lançait le général Barno, commandant de « Liberté immuable ». Mais le chef d'État-major afghan, Bismullah Khan, lui, ne s'y trompait pas. À chaque visite du général Bentegeat depuis 2004, il prophétisait : « Méfiez-vous de la province du Helmand [qu'aucune troupe n'occupe alors] ! C'est de là que les Taliban repartiront[1548] ! » Son raisonnement était simple : la province est en tête de la production de drogue, une sorte de coffre-fort pour l'insurrection. Bien vu : les troubles s'y multiplient. L'insurrection doit également sa recrudescence à l'importation d'Irak des méthodes terroristes. Le 17 octobre 2004, Zarqaoui a publiquement prêté allégeance à Ben Laden. Cependant, le 6 novembre suivant, vingt-six oulémas saoudiens ont signé une fatwa indiquant qu'il revenait aux seuls Irakiens de mener le djihad dans leur pays ; l'implantation d'al-Qaida échouera donc pour bonne part, mais elle suffit pour dupliquer les techniques terroristes en Afghanistan où le nombre d'attentats suicide grimpe de 21 en 2005 à 141 en 2006. Mais le plus fréquent est l'Improvised Explosive Device (engin explosif improvisé) ou IED, responsable de la mort de la plupart des quatre mille trois cents GI's tués en Irak ; les Taliban passent peu à peu de la bonbonne de gaz remplie de clous aux munitions déclenchées par ondes radio ou infrarouge. Cinq cent trente cas recensés en 2005, le triple en 2006. Un véhicule du Cos a ainsi la mauvaise surprise d'entendre sur son passage le « pschitt » de la bombe qui, heureusement, fait long feu. Le 17 septembre 2005, le caporal-chef du 1er RPIMa Cédric Crupel, vingt-huit ans, n'a pas cette chance : il est le premier à trouver la mort en pareilles circonstances.

Très peu d'autorités civiles et militaires veulent encore le reconnaître, mais l'insurrection se nourrit aussi d'un dépit grandissant au sein de la population estimant trop lente l'amélioration de ses conditions de vie. Un abcès de fixation se forme autour des ONG. Dès sa mise en place en décembre 2001, le gouvernement afghan a dénoncé le fait qu'elles récupèrent directement l'aide versée par les donateurs. Des accusations graves d'incompétence, voire de corruption et d'enrichissement sont

lancées, dans la grande majorité des cas avec beaucoup de légèreté et d'autant plus d'incongruité que nombre de ministres en ont été membres dans les années 1980 et 1990. Les procureurs oublient de surcroît que le délabrement du pays au début 2002 exigeait des actions urgentes que l'État, encore incapable de les assumer, fut bien soulagé de confier aux ONG. Fin 2004, le ministre du Plan, Ramazan Bachardoust, ancien étudiant en droit en France, a remis en cause le travail des 2 355 ONG à l'œuvre dans le pays, dont 333 étrangères. Où sont passés les 2 milliards attribués à l'Afghanistan lors de la conférence de Tokyo ? demande-t-il en ajoutant : « Il n'y a pas deux pour cent des Afghans qui sont satisfaits du travail des ONG1549. » Achat de voitures de luxe, marchés truqués, tout y passe. Les ONG françaises ne sont pas épargnées ; accusés d'être « le plus souvent hors la loi », les vétérans d'Afghanistan rappellent leur ancienneté, mais aussi leur souci constant de formation qui doit faciliter à terme la transmission de témoin aux Afghans. « Nous le faisons parce que c'est indispensable, note Alain Boinet. Qui s'en plaindra1550 ? » Claire Magone, pour AICF qui est présent depuis 1995 en Afghanistan, pointe le risque d'une « exigence de transparence [qui] se transforme en chasse aux sorcières ».

Bachardoust est finalement contraint à la démission, mais d'autres prennent sa suite. Le ministre des Finances, Anouar ul-Haq, dénonce le 19 avril 2005 le « gouvernement parallèle » formé par les ONG qui se voient accusées de faire monter les prix à Kaboul à cause de leurs salaires élevés. Care International riposte en soulignant qu'entre janvier 2002 et septembre 2004 les ONG n'ont perçu que moins de 10 % de l'aide internationale, 45 % allant aux agences des Nations unies, 28 % au gouvernement, 16,5 % à des entreprises privées. Grâce à son action, Acbar, qui regroupe vingt-trois ONG afghanes et internationales parmi les plus anciennes, affirme avoir fourni de la nourriture à 1,5 million d'Afghans, éduqué à la santé trois fois plus de monde, réparé ou construit 388 hôpitaux ou centres de santé, 3 092 écoles, près de 7 000 km de canaux d'irrigation, 7 300 km de routes carrossables.

La critique pousse les ONG à une remise en question même si, dans un pays dévasté, sans plus aucune structure administrative, la tentation était naturelle d'agir à sa guise, sans guère en référer aux autorités locales.

Certaines en ont indiscutablement fait une rente, freinant plus ou moins le redressement afghan qui, à terme, rendrait leur présence inutile. D'autres se sont vues califes à la place du calife, s'occupant de chantiers de reconstruction qui ne relèvent pas de l'aide d'urgence ou du développement. Le recadrage n'est pas toujours facile à accepter, surtout au profit d'un État encore incompétent. Mais les ONG qui ont eu tendance à l'oublier doivent revenir à un rôle d'appoint, de rustine et non de colonne vertébrale. Leur interlocuteur doit être l'Afghan, non l'Afghanistan.

Le mécontentement populaire est, enfin, lié à un sentiment d'injustice. Human Rights Watch publie un rapport fracassant le 6 juillet 2005, intitulé *Du sang sur les mains : les atrocités passées à Kaboul et l'héritage de l'impunité en Afghanistan*, rappelant que nombre de chefs de guerre occupent des fonctions importantes : Dostom, chef d'État-major du haut commandement des forces armées ; Sayyaf, conseiller de Karzai, Fahim, ministre de la Défense jusqu'en décembre 2004. « Il fallait les juger comme en 1945, déplore Amin Wardak en France, quand les résistants ont châtié les traîtres. Alors qu'en Afghanistan il n'y eut aucune sanction. Pis, les chefs de guerre ont reçu de nouveaux pouvoirs, ils ont reçu de l'argent des Américains. Les Afghans n'auraient-ils pas droit à la Justice[1551] ? » Malheureuse concordance, les bavures de l'armée américaine se multiplient : le 1er juillet, l'US Air Force bombarde un village afghan et tue au moins dix-sept civils. Le Cema français se montre très inquiet des répercussions catastrophiques sur la population. « L'Afghanistan, détaille le général Wolsztynski, chef d'État-major de l'armée de l'air, ce sont de longues vallées tortueuses. Lorsque nous recevons les coordonnées de la frappe, si elles désignent un point à moins de vingt-cinq mètres d'un village, nous nous faisons un devoir de refuser. Pour nous, c'est une règle d'or. » Le général Bentegeat en fixe, d'autorité, une autre : « Ils ne devaient pas ouvrir le feu sur des zones habitées sans la présence au sol d'un détachement de guidage français[1552]. » L'initiative est personnelle, le général n'en a référé à personne : « J'étais suffisamment en entente avec le président Chirac pour savoir qu'il serait d'accord, de même pour Michèle Alliot-Marie. » Mais les Américains sont furieux.

— Cela nous pose de gros problèmes ! lui confie, sur place, le général Eikenberg. Imaginons que l'on nous tire dessus depuis une maison, vous

serez responsable de la mort de nos gars !

— Je le comprends très bien, réplique posément le Français. Mais je sais que chaque fois qu'un enfant est tué, on perd une partie de la guerre. Nous perdons l'Afghanistan à cause de ces bavures. Je prends donc le risque pour nos forces.

À la fin de l'été, la France renforce justement son dispositif aérien dans la perspective des élections législatives avec trois Mirage F1CR et trois Mirage 2000-D. Douchanbe, où stationnent les deux Transall, accueille trois cents militaires de plus. Le scrutin se tient le 18 septembre sans incident majeur. Mais les Français opèrent aussi en faveur des Américains suivant une répartition décidée par le général Bentegeat : dix-huit sorties pour la Fias, dix pour « Liberté immuableXVII ». Le 14 septembre, en revanche, Michèle Alliot-Marie réitère le refus de la France à toute fusion entre les deux opérations que la dégradation en Irak et l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans incitent encore plus les Américains à réclamer. Susceptibilités nationales mises à part, et à la condition de bien définir les missions et les troupes nécessaires pour les accomplir, la fin de la dyarchie Fias-« Liberté immuable » est pourtant souhaitable. Officiellement la première est chargée de la stabilisation politique de l'Afghanistan tandis que la seconde s'atelle au contre-terrorisme. Mais « Liberté immuable » intervient souvent dans les secteurs de la Fias qui, en retour, peut être conduite à intégrer des troupes américaines comme en 2006 lorsque l'Otan prend en main le secteur est de l'Afghanistan. La Fias couvrant désormais l'ensemble du territoire, le général Bentegeat plaide pour que la France assure le commandement à Kaboul : « Il fallait que nous prenions notre part, explique-t-il. J'ai suggéré au président Chirac que, puisque notre effectif était relativement faible, nous prenions un secteur bien visible. » C'est chose faite le 6 août par le biais du général Le Bot qui pourra compter sur un renfort de quelques centaines d'hommesXVIII.

Jacques Chirac néanmoins a été ferme. Son accord a pour condition que les soldats français « ne se retrouvent pas systématiquement entraînés dans des combats dans le sud et l'est du pays, zones dominées par les Taliban1553 ». Le commandant de la Fias, le Britannique David Richards, l'apprend à ses dépens qui, en mauvaise posture, réclame durant l'été l'engagement des troupes de Kaboul dans sa zone de combat, décrite

comme « dangereuse ». Le Cema français est pour, estimant que les forces spéciales sont déjà engagées, qu'elles ont essuyé leurs premières pertes, que l'armée française a besoin de s'aguerrir. « Et puis il ne fallait pas donner l'impression que l'armée française avait peur », explique-t-il. Mais Jacques Chirac s'y oppose formellement. Il faut dire que les pertes françaises se sont accumulées ces derniers mois. Le 4 mars 2006, Loïc Le Page, maître principal du commando Trépel, fils du premier patron du Cos, a été tué après avoir tenu tête pendant vingt minutes à un assaut taleb dans le village de Salam Kalay. Le 15 mai, Kamel Elward, para du 17e RGP, a perdu la vie dans une opération de déminage. Cinq jours plus tard, deux hommes du 1er RPIMa, l'adjudant Noël Gazeau et le caporal-chef David Poulain, qui avaient traîné leurs guêtres sur plusieurs théâtres d'opérations, furent tués près de Kandahar. Le 25 août encore, une embuscade taleb ôtera la vie aux commandos Frédéric Paré et Sébastien Planelles.

Preuve toutefois de l'acceptation de certains risques, l'armée française met sur pied à la demande de l'Otan sa première OMLT, ces équipes de quelques officiers et sous-officiers détachés auprès des unités afghanes, en l'occurrence l'état-major du 201e corps d'armée afghan, pour instruire, entraîner et faire le lien avec la Fias. Le groupe aéronaval a également remis le cap sur l'océan Indien en mai.

Même s'ils ont obtenu gain de cause avec l'extension de la Fias à l'ensemble du pays, les Américains se plaignent à nouveau de l'Otan qui renâcle pour fournir les deux mille hommes supplémentaires réclamés par le général Jones, patron du commandement des forces alliées en Europe. « Cela me rendait fou, reconnaîtra George Bush. L'Afghanistan était censé être une guerre dont le monde entier avait reconnu la légitimité et la nécessité. Et pourtant, nombre de pays envoyaient des troupes au champ d'action tellement réduit que nos généraux se plaignaient qu'elles ne faisaient que prendre de la place. L'Otan était devenue une alliance à deux vitesses avec certains pays prêts à se battre et beaucoup d'autres non[1554]. » Pas la peine pour lui d'indiquer lesquels il range dans telle ou telle catégorie… Cent quarante soldats ont déjà été tués depuis janvier dans l'est du pays ; dans le Paktika, les attaques ont triplé en quelques semaines. De plus, le mouvement taleb se structure. En octobre, la Majlis al-Shura, assemblée du conseil, voit le jour. Très secrète, elle serait composée de

treize membres et s'y retrouveraient toutes les tendances de l'insurrection. Pour contrebattre les progrès de l'insurrection, le général Richards se veut plus proche des Afghans : les soldats de l'Otan, déclare-t-il, « seront une force plus à l'écoute des besoins des populations. Leur puissance militaire ne se limitera pas à vaincre les Taliban mais, de manière tout aussi importante, elle servira à assurer l'avenir des villages et des localités » : le Britannique ouvre ainsi le premier chapitre de la « conquête des cœurs et des esprits ».

Mais il n'y a pas que les Afghans. La DGSE fait part de sa préoccupation sur l'accroissement du nombre des candidats étrangers au djihad, surtout dans le Helmand, en pointant la responsabilité du Pakistan puisque la plupart passent par ses madrasa : « Exaspéré par les pressions répétées de la communauté internationale, écrit-elle, le pouvoir pakistanais tente ainsi de montrer ses capacités de nuisance1555. » Le 23 juin 2006 Zawahiri a désigné Kaboul comme le cœur du djihad afghan. Les Taliban seraient appuyés de séparatistes cachemiri du Jaish-i-Mohammed, ainsi que des sympathisants d'Hekmatyar qui aide toujours les candidats au martyre à franchir la frontière. La DGSE laisse craindre des actions contre les militaires français à Kaboul et à Spin Boldak, mais aussi les civils, comme lorsque, en octobre 2005, des membres d'ACF furent menacés d'enlèvement. En Grande-Bretagne, dans la nuit du 9 au 10 août, les policiers arrêtent vingt-quatre individus en train de préparer l'explosion en vol de six appareils au-dessus du continent américain. Al-Qaida « centreXIX » est désignée comme le commanditaire. L'organisation de Ben Laden subit cependant un gros revers en Irak où, le 7 juin, Zarqaoui est éliminé par une frappe aérienne américaineXX. D'autre part, à partir de février 2007, le commandant en chef américain à Bagdad, le général Petraeus, impulse une nouvelle stratégie, consistant principalement à favoriser le retournement des nationalistes irakiens contre les étrangers d'al-Qaida. Peu à peu chassé du pays, Ben Laden reporte son attention en Afrique du Nord où le GSPC de l'Algérien Abdelmalek Droukdal, qui se verrait bien en nouveau Zarqaoui, réclame son intégration à al-Qaida, offrant ainsi une fenêtre très opportune sur toute l'Afrique centrale. Le 11 septembre 2006, jour évidemment choisi à dessein, Zawahiri avalise la décision. Trois mois plus tard naît al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI)

qui se signale par ses premiers attentats. Dans la dialectique qaidesque, l'Américain cède la place au Français et à l'Espagnol qui sont désignés comme les cibles privilégiées dans tout le Maghreb.

L'Afghanistan s'enfonce dans le marasme, ce qui n'incite guère Paris à s'y investir plus intensément. La France ne se place qu'au quatorzième rang des pays donateurs, avec 68 millions de dollars versés depuis 2003, soit dix fois moins que la Grande-Bretagne, six fois moins que l'Allemagne et même deux fois moins que les Pays-Bas et la Suède, sans parler des 3,6 milliards versés par les Américains. Le 31 janvier 2007, lors de la conférence de Londres, elle contracte au même titre que cinquante-neuf autres pays un plan de partenariat avec l'Afghanistan d'une durée de cinq ans, appelé « Afghan compact ». Successeur des accords de Bonn qui ont tout de même donné à l'Afghanistan une Constitution, un président et un Parlement élus, Londres veut aller plus loin. Au total, à peu près huit nouveaux milliards de dollars sont récoltés dont, victoire de Karzai, le gouvernement afghan arrache le droit de gérer lui-même une plus grande part. En échange, il s'engage sur douze points, répartis en trois chapitres. Pour accroître la sécurité, première priorité, il devra tripler les effectifs de l'Ana (pour atteindre soixante-dix mille hommes), dissoudre toutes les milices avant 2008, déminer largement, ratifier la convention de l'Onu contre la corruption, créer des institutions judiciaires dans toutes les provinces (dont des prisons). Kaboul s'engage ensuite à lutter contre la misère en réduisant chaque année de 3 % le nombre d'Afghans vivant avec moins de un dollar par jour et de 5 % le nombre de ceux souffrant de malnutrition. Enfin, les infrastructures du pays seront modernisées avec des routes, des aéroports, l'électrification dont devront bénéficier 65 % des foyers dans les villes, 25 % dans les campagnes. Enfin, 60 % des filles et 75 % des garçons devront être inscrits à l'école primaire avant 2010. La fixation d'objectifs si précis laisse quelque peu pantois, autant que l'énoncé d'ambitions à l'inverse aussi floues qu'« améliorer le réseau routier » ou « augmenter de façon substantielle les saisies de drogue ». Désireux de donner une impulsion plus constructive, le 28 novembre 2006, à l'occasion du sommet de l'Otan de Riga, Jacques Chirac avait signé une tribune diffusée dans trente-six pays proposant la création d'un groupe de contact, rassemblant « les pays de la région, les principaux pays engagés et les

organisations internationales », semblable à celui existant au Kosovo, plus large donc que le projet américain de ne regrouper que les démocraties. Le projet n'était pas non plus sans rappeler celui proposé par Valéry Giscard d'Estaing en 1980 ou encore le « plan action Afghanistan » du Quai d'Orsay en 2001. Et comme eux, il n'aura pas de suite.

Aucun pays ne s'engage à accroître sa participation militaire, mais certains, comme l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, acceptent, sous condition d'urgence, d'assouplir les restrictions d'engagement de leurs troupes afin de soulager le fardeau de la coalition dans le sud du pays où se déroulent les plus violents combats. « Au cas par cas », indique pour sa part Jacques Chirac.

Dans ce contexte dégradé, où chaque renfort est âprement négocié, le gouvernement français prend la décision de retirer ses forces spéciales. Depuis l'été 2006, dans le cadre d'un regroupement de troupes, celles-ci ont quitté Spin Boldak pour un secteur très montagneux près de Djalalabad. Selon le général Bentegeat, « il y avait un risque de casser l'outil[1556] ». Fin 2005, le chef d'État-major des armées n'avait pas hésité à plaider pour leur maintien et le président de la République s'était rangé à son avis sans ciller. Cette fois, les forces spéciales lui paraissent proches de la rupture. L'effectif étant limité et les zones d'intervention multiples dans le monde, le *turn-over* trop important empêche ainsi le Cos de s'entraîner, ce qui est l'une de ses forces principales. Certains en sont déjà à leur troisième tour d'opérations en Afghanistan et les pertes sont de plus en plus lourdes : six tués et plus de trente blessés en six mois, un bilan bien trop élevé pour un effectif de deux cents hommes. Le général Bentegeat ne veut plus faire le trajet jusqu'à Bayonne, garnison du 1er RPIMa, pour assister aux obsèques. « Ce n'était plus le même enthousiasme qu'au début, souligne-t-il, car les gars n'avaient plus leur secteur à eux, leur terrain de chasse, comme ils disaient. » Le Cema sonne donc la fin, et lui seul : « Jacques Chirac ne réclamait absolument pas leur départ même si son chef d'état-major particulier, Jean-Louis Georgelin, y était favorable. »

Les Américains, eux, n'y trouvent rien à redire puisque, selon le colonel Jacques Aragones qui fait alors partie de la mission de liaison à Tampa, « nous acceptions d'augmenter notre participation aux OMLT[1557] ». De plus, le groupe aéronaval revient en mars, ses Rafale s'engageant pour la

première fois au-dessus de l'Afghanistan, trois autres prenant la relève à Douchanbe où ils assurent cent cinquante-deux sorties. À Paris, enfin, le retrait des forces spéciales est d'autant mieux accepté que le général Bentegeat a une arrière-pensée : « Dans mon esprit, explique-t-il, il ne s'agissait que d'une pause avant leur retour en Afghanistan1558. » Mais en 2011, les forces spéciales ne sont toujours pas revenues. Comme le souligne le général Thorette, ancien chef d'État-major de l'armée de terre, « leur engagement, comme leur retrait, est la marque du président de la République et du Cema1559 ». Or de 2007 à 2011, l'Afghanistan s'enfonce dans un bourbier. Peu nombreux sont les hommes politiques qui souhaitent associer leur nom à un désastre partout annoncé…

I- Pratique consistant à déclarer qu'un musulman a renié sa foi, qu'il est désormais à ranger parmi les infidèles.

II- Entre-temps, le 8 mai, toujours à Karachi, est attaqué le car emmenant les vingt-trois techniciens de la direction des chantiers navals vers le chantier du dernier des trois sous-marins Agosta 90B commandés en 1994 : 11 Français sont tués, et 4 Pakistanais. Les circonstances de cet attentat font toujours l'objet d'un débat en 2011.

III- Groupe salafiste pour la prédication et le combat, né en 1998 d'une scission du GIA.

IV- Région du nord-est de l'Iran.

V- Sections administratives spécialisées, créées en 1955 par Jacques Soustelle. Composées d'un officier, de quelques attachés civils, et de trente supplétifs algériens, elles ont déploré plus d'une centaine de morts jusqu'en 1962.

VI- De fait, en mars 2011, l'Ana annonce un effectif de 170 000 hommes…

VII- Mohammed Atef a été tué en novembre 2001 au sud de Kaboul.

VIII- De même que pour la DGSE, un pseudonyme désignera chaque officier du Cos cité.

IX- Un Premier ministre, le droit de dissolution de l'Assemblée et la responsabilité du gouvernement devant celle-ci.

X- De fait, sur les 29 suspects jugés en 2007, 15 seront marocains.

XI- Ayman al-Zawahiri (émir du groupe al-Djihad égyptien), Ahmed Refai Taha, *alias* Abou Yasser (dirigeant de la Jamya Islamiya égyptienne), Omar Hamza, *alias* Mir Hamza (secrétaire général de l'association des oulémas pakistanais), Fazul Rahman Khalil, *alias* Fazal ur-Rahman (chef du mouvement intégriste pakistanais Harakat ul-Ansar), et Abdel Salam Mohammed (chef du Harakat al-Djihad bengalais).

XII- Les trois derniers Français, Khaled Ben Mustafa, Ridouane Khalid et Mustaq Ali Patel, seront libérés de Guantanamo en mars 2005.

XIII- Elle ne reviendra en Afghanistan qu'en 2009.

XIV- « Dostom » n'est ni un nom ni un prénom, mais un nom de guerre signifiant « mon ami ».

XV- Karzai l'emporte dans 21 des 33 provinces, son électorat est essentiellement pachtoune et citadin. Qanouni n'est victorieux que dans 7 provinces, essentiellement du Nord-Est.

XVI- Autre aspect de leur action : elles initient les ETT (Embedded Training Teams), ancêtres des OMLT (Operational Mentoring and Liaison Teams) de l'Otan : en avril 2005, quinze de leurs hommes partent encadrer un bataillon d'infanterie afghan à Kandahar.

XVII- Fin de la mission des six Mirage le 20 novembre 2005 : quatre cents missions accomplies pour seulement six bombes tirées (*in* Frédéric Lert, *Pilotes en Afghanistan. Des aviateurs français au combat*, Éditions Altipresse, 2009).

XVIII- Les Français sont alors 600 au sein de la Fias, 35 dans le programme « Épidote », 160 des forces spéciales à Spin Boldak.

XIX- C'est-à-dire le noyau, réfugié entre Afghanistan et Pakistan.

XX- L'Égyptien Abou Hamza al-Mouhajer le remplace.

Chapitre XVII

Aussi longtemps qu'il le faudra…

On dit l'Afghanistan compliqué. Les Afghans pensent sans doute de même de la France après chaque élection présidentielle. En mai 1981, les Moudjahidin avaient eu du mal à comprendre pourquoi un socialiste associé à des communistes pouvait être porteur d'espoir pour leur lutte contre l'URSS, avant de réaliser deux ou trois années plus tard que, à Paris, Moscou obstruait toujours la vue de Kaboul. En 2007, la volte-face sera plus rapide encore. Le 6 mai, jour du second tour, Nicolas Sarkozy annonce que « la présence à long terme des troupes françaises » en Afghanistan « ne [lui] semble pas décisive », quelques jours après que le ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, a déclaré que la France n'a pas « vocation à occuper un pays à long terme ». Les Afghans ne manqueront donc pas d'être surpris en entendant le nouveau président de la République expliquer au début du mois de juin : « Partir maintenant montrerait un manque d'unité avec nos alliés », puis assener le 7 novembre : « Je vous le dis solennellement aujourd'hui : la France restera engagée en Afghanistan aussi longtemps qu'il le faudra. »

La première déclaration de Nicolas Sarkozy coïncide avec une nouvelle prise en otages de deux Français, Céline Cordelier et Éric Damfreville, travaillant pour l'ONG Terre d'enfance, contre la libération desquels les Taliban exigent le départ des troupes françaises entre les deux tours de l'élection présidentielle[I]. Dès le 5 juin néanmoins, le tir est rectifié par le Premier ministre, François Fillon : aucun projet de retrait français dans les cartons, le ministre de la Défense, Hervé Morin, le répétant à son homologue américain, Robert Gates, en visite à Paris. Se présentant volontiers comme l'ami des États-Unis, Nicolas Sarkozy rompt une première fois avec la doctrine Chirac d'un engagement français mesuré en annonçant lors de la conférence des ambassadeurs, le 27 août : « Notre

devoir, celui de l'Alliance atlantique, est aussi d'accentuer nos efforts en Afghanistan. » Il pense à l'aide à la reconstruction, « car il n'y aura pas de succès durable si le peuple afghan ne recueille pas les fruits tangibles d'un retour de la sécurité et de la paix », mais aussi à l'effectif militaire : cent cinquante instructeurs sont appelés à rejoindre l'Afghanistan dont un tiers dans le Sud, bastion de l'insurrection. Surtout, six chasseurs-bombardiers se posent pour la première fois en Afghanistan, à Kandahar. Pour expliquer les six premières années passées à l'extérieur, les aviateurs invoquent une sécurité et des moyens logistiques sous-dimensionnés à l'intérieur. Serait-ce alors un hasard si ces obstacles ont été levés juste quelques semaines après l'élection ? Il semblerait que l'État-major des armées ait enfin donné satisfaction aux souhaits américains d'une implication supplémentaire des Français dans les combats dans le sud et l'est du pays plus facilement atteignables depuis Kandahar. Selon le journaliste Jean-Dominique Merchet, leurs appareils procéderont ainsi à une vingtaine de frappes par mois, soit autant qu'en une année[1560]. Les ravitailleurs C-135 et les Transall continuent pour leur part à assurer une présence française à Manas et Douchanbe.

C'est donc le 7 novembre, devant le Congrès américain, que Nicolas Sarkozy enterre la prudence stratégique de son prédécesseur en inscrivant dans la durée la présence française en Afghanistan, car, déclare-t-il, « ce qui est en cause dans ce pays, c'est l'avenir de nos valeurs et celui de l'Alliance atlantique. […] Pour moi, l'échec n'est pas une option. Le terrorisme ne gagnera pas parce que les démocraties ne sont pas faibles, parce que nous n'avons pas peur de cette barbarie. L'Amérique peut compter sur la France. » *Standing ovation* des parlementaires auxquels se joint George Bush, ravi d'un soutien un peu inespéré au crépuscule de sa présidence : « J'ai un partenaire pour la paix, quelqu'un qui est disposé à prendre des positions dures, pour parvenir à la paix[1561]. » Cependant, le Texan, qui a encore en travers de la gorge le refus français de participer à la guerre en Irak, entretient certainement quelques doutes sur ces damnés *Frenchies*, car, lorsqu'il s'agit de féliciter les Alliés, il cite la Grande-Bretagne, le Canada, le Danemark et l'Australie… Et pas les deux mille soldats français qui vont être bientôt renforcés en dépit des nuages de plus en plus menaçants dans le ciel afghan. « La situation se dégrade », a lui-même reconnu Hervé Morin

début novembre. Sous couvert de réconciliation, Karzai n'a pas hésité à proposer une rencontre au Mollah Omar et à Hekmatyar dès 2006. Ce n'est qu'en 2007 que le porte-parole des Taliban a fait part d'un accord, mais en y mettant deux conditions : retrait des troupes étrangères et instauration d'un État islamiste. Soit exactement ce qu'aucun des pays membres de l'Otan n'est prêt à accepter. De l'autre côté de la frontière, les groupes insurgés se sont unis en décembre pour former le Mouvement des Taliban du Pakistan (Tehrik e-Taliban Pakistan ou TTP), avec pour émir Baitullah Mehsud, dont Ben Laden, ignorant le nationalisme des chefs afghans, fait son nouveau champion.

La perception de l'Afghanistan est en réalité entièrement inversée à Paris. Jacques Chirac avait voulu limiter l'effectif militaire sur place par peur d'un enlisement qui était envisageable bien sûr en 2001-2002, mais encore très peu d'actualité. En 2007-2008, Nicolas Sarkozy décide, lui, un renforcement des troupes malgré les preuves chaque jour plus évidentes d'une dégradation périlleuse. Car sa motivation se trouve autant à Bruxelles, QG de l'Otan, qu'à Kaboul. Ce qu'il vise en effet, c'est le retour de la France au sein du commandement intégré. Avec deux autres sujets qui fâchent – l'implantation de la défense antimissile américaine en Europe et l'entrée de la Pologne ainsi que de l'Ukraine dans l'Alliance –, l'Afghanistan apparaît donc comme une monnaie d'échange, un gage des bonnes volontés françaises. En clair : si la France veut récupérer des responsabilités à la conduite et à la définition des opérations, elle se doit de s'investir plus amplement en Afghanistan. Toute la première moitié de l'année 2008 est donc mise à profit pour doser l'effort à accomplir. Dès la mi-janvier, Robert Gates a écrit à tous ses homologues ministres de la Défense de l'Otan pour décrocher des renforts. Le sommet qui les réunit à Vilnius le 7 février le déçoit tellement qu'il laisse libre cours à sa crainte d'« une Alliance à deux vitesses dans laquelle certains sont prêts à se battre et mourir et d'autres qui ne le sont pas[1562] ». Les Allemands réitèrent leur refus de prendre position dans le Sud, considérant avoir rempli leur part en envoyant deux cents soldats dans le Nord. Les Britanniques pour leur part mettent en avant leurs pertes élevées (87 morts) pour ne pas accroître leur effectif. Côté français, une rumeur donne sept cents parachutistes sur le départ pour Kandahar, au cœur du chaudron taleb. Hervé Morin dément,

mais, le 26 février, *Le Monde* évoque cette fois l'envoi de forces spéciales, et de préférence dans la région est où opèrent déjà quatre OMLT françaises. Le 22 mars, le *Times* croit savoir que ce sont près de mille hommes que Nicolas Sarkozy s'apprêterait à engager, soit exactement ce que le Canada a exigé en 2009 de ses partenaires comme condition pour maintenir ses propres troupes. « Nous ne pouvons pas accepter un retour des Taliban et d'al-Qaida à Kaboul, déclare Nicolas Sarkozy le 26. La défaite nous est interdite, même si la victoire est difficile. » Et il confirme pour la première fois publiquement, devant le Parlement britannique, l'accroissement de l'effectif des troupes françaises. L'opposition, indignée, réclame un vote au Parlement que lui refuse le Premier ministre puisque, officiellement, la France n'est pas en guerre en Afghanistan.

Aucun chiffrage du renfort n'est encore fourni, ce qui n'est pas sans causer quelques tracas au commandant du régiment d'élite placé en alerte depuis des semaines. Le colonel Jacques Aragones, quarante-cinq ans, est à la tête du 8e RPIMa depuis juillet 2007. En septembre, l'État-major de l'armée de terre lui a indiqué qu'il devait se tenir prêt à intervenir à tout moment soit au Kosovo, soit en Afghanistan. Les marsouins, basés à Castres, ont l'habitude de s'adapter au pied levé. Leur tableau d'Opex vaut un cours d'histoire militaire de ces trente dernières années : Tchad, Liban Centrafrique, Gabon, Nouvelle-Calédonie, Rwanda, Irak, Kurdistan, ex-Yougoslavie, Côte d'Ivoire, ils sont allés partout. Ce n'est qu'en mars 2008 qu'Aragones s'entend ordonner de planifier le déploiement d'un millier d'hommes en Afghanistan. Le point de chute n'est précisé par Nicolas Sarkozy que le 3 avril, au sommet de l'Otan de Bucarest – la région est –, ainsi que le format : un GTIAII, soit, environ mille hommes. Pour lui, il s'agit d'un geste « essentiellement symbolique et politique » auquel il fournit une autre justification que le donnant-donnant, dans le cadre du retour de la France dans le commandement intégré. Selon lui, George W. Bush, en reconnaissance des efforts consentis, aurait qualifié la défense européenne d'« utile et nécessaire1563 », ce qu'il interprète aussitôt comme « un tournant historique dans la politique des États-Unis » même si la Maison-Blanche fait savoir que les propos du président étaient plus mesurés… Et il synthétise son raisonnement en deux phrases : « Plus on est amis avec les Américains, plus on est indépendants, plus on peut construire

l'Europe, et notamment l'Europe de la défense. […] Plus la France prend sa place dans l'Otan, et plus l'Otan s'européanise[1564]. » Que l'atlantisme soit ou non apprécié, une évidence saute aux yeux, confirmant le changement de vision depuis 2007 : l'Afghanistan n'est pas cité ; il n'est que la scène d'une pièce écrite à Paris, Washington et Bruxelles, dont les habitants sont à la fois les spectateurs, les bénéficiaires et les victimes.

L'opposition se cabre. Outre le nombre, le placement sous commandement américain des soldats français suscite la polémique. À l'Assemblée nationale, François Fillon minimise donc l'effort, en le ramenant à « quelques centaines de soldats supplémentaires ». De fait, le colonel Aragones apprend qu'il ne pourra plus compter que sur sept cents des mille hommes prévus. Une motion de censure est déposée pour protester contre l'absence de vote au sortir du débat ; toutefois – fatalité depuis l'invasion soviétique –, l'Afghanistan n'est une fois encore qu'un prétexte : « Nous allons partir de la question du renforcement militaire français en Afghanistan, mais la motion portera sur l'ensemble des problèmes du pays, économiques et sociaux[1565] », admet en effet le président du groupe socialiste Jean-Marc Ayrault. Au cours de la discussion qui s'ensuit, il stigmatise l'« enlisement dans un conflit sans but et sans fin » et « l'obsession atlantiste » du président français, tandis que Jean-Louis Bianco redoute, lui, que « nous ne partions pour un nouveau Viêt Nam ».

Le gouvernement tient cependant à faire savoir qu'il a mis des conditions à l'envoi du complément de troupes. De fait, à l'issue du sommet de Bucarest, un document de quatre pages, intitulé *Vision stratégique*, a fixé quatre objectifs à l'Afghanistan : « un engagement mutuel et à long terme » de rester dans le pays, l'afghanisation non seulement des combats mais aussi des efforts de sécurité et de développement – à laquelle la France était attachée –, enfin un engagement entre pays membres de l'Otan de « se soutenir mutuellement dans le partage de la charge », ainsi que « le maximum de flexibilité s'agissant de l'utilisation de leurs forces ». Le dernier point vise en fait les règles d'engagement, les « caveat », de chaque pays dont l'agrégat entrave toute opération. Le message est entendu à Paris où le Cema, le général Jean-Louis Georgelin, entreprend de les supprimer. « Elles étaient de toute façon excessives, souligne l'amiral Hébrard, ancien

sous-chef des opérations à l'Ema. Une fois, elles nous avaient posé un problème avec une compagnie qui aurait dû intervenir, alors qu'elle n'en avait pas le droit, et qui finalement ne l'a pas fait1566. » La France manifeste en tout cas sa volonté de ne pas ralentir par des considérations nationales la bonne marche de la coalition.

Il est singulier que la France choisisse d'abandonner une bonne part de ses préventions au moment où bien des éléments devraient l'inciter à prendre ses distances. En juin, consacrant des années d'insistance de Washington, « Liberté immuable » fusionne donc avec la Fias. Les commentateurs soulignent non sans sarcasme que le nouveau commandement échoit à un Américain, David McKiernan, mais surtout que deux de ses compatriotes lui succéderont, comme si les États-Unis trustaient désormais le poste. Mais qu'y a-t-il d'étonnant à ce que la nation engageant le plus de troupes, le plus de finances, dans les conditions les plus périlleuses, cherche à accaparer les leviers de commande ? Mieux vaudrait interroger sur l'acceptation des Alliés, qui, tout aussi logiquement, se voient orientés vers la chasse aux terroristes et aux Taliban, opérations qui intéressent au premier chef les Américains, mais qui sont plus coûteuses en soldats et en civils.

Même les missions originelles rencontrent des résultats mitigés. La constitution de forces de sécurité afghanes aptes à tenir le pays après le départ de l'Otan est présentée comme le remède à la fois du pays, qui serait en quelque sorte immunisé contre le danger talebo-terroriste, et de l'Occident, qui se donne ainsi un terme acceptable à son intervention. Mais Sisyphe devait avoir du sang afghan. Le pacte pour l'Afghanistan prévoyait la formation de soixante-dix mille hommes pour 2010 : la projection augmente sans cesse de quelques dizaines de milliers, nécessitant chaque fois l'injection de milliards de dollars supplémentaires. Même si, depuis la fin 2007, des bases leur sont progressivement transférées, et s'ils sont de plus en plus associés à la planification des opérations, les Afghans se montrent d'une combativité inégale. La faute, disent certains, à un équilibre ethnique très difficile à assurer, à une solde trop faible par rapport aux sommes perçues par les insurgés, affirment d'autres ; bien peu veulent croire tout simplement à un manque de motivation pour se battre aux côtés d'Occidentaux. Le constat est encore pire dans la police dont l'effectif

initial, soixante-deux mille hommes, a dû lui aussi être revu à la hausse. Le chantier en avait été confié à l'Allemagne, qui s'en était déjà occupée du temps du roi, et qui n'a pas réussi à surmonter la corruption endémique, ainsi que l'incompétence de ses recrues. Résultat, en 2007, EupolIII a récupéré le chantier mais pour se heurter aux ambitions divergentes de l'Otan et des Américains qui, une fois encore, veulent utiliser la police principalement dans la lutte contre l'insurrection et le terrorisme.

En résumé, l'afghanisation piétine et il en va de même pour la reconstruction et le développement. Beaucoup d'argent a été déversé : avant 2001, l'Afghanistan percevait annuellement de la communauté internationale 100 millions de dollars ; désormais il en reçoit plusieurs milliards. Mais, réunies à Paris en mai 2008, les ONG dénoncent tout d'abord la disproportion entre les dépenses militaires – 100 millions de dollars par jour – et humanitaires – 7 millions ; ensuite, l'absence de stratégie : beaucoup trop de centres décisionnaires, afghans et étrangers, sans coordination, favorisant la fuite d'argent, comme si le « *nation-building* » avait oublié de se doter de plans et d'un contremaître. En face, le gouvernement afghan refuse toute espèce de protectorat qui le priverait de ses prérogatives. Pas question d'un représentant de l'Onu centralisant l'autorité. D'ailleurs, en janvier, Karzai a récusé la nomination du Britannique Paddy Ashdown, qui avait démontré pendant quatre ans en Bosnie comme haut représentant de l'Onu qu'il n'avait rien oublié de la rigueur de ses treize années de commando dans les Royal Marines.

En décembre 2007, en visite à Kaboul, Nicolas Sarkozy a promis à Hamid Karzai la tenue d'une conférence à Paris afin de relancer la reconstruction. Soixante-cinq pays et quinze organisations internationales s'y retrouvent donc le 12 juin, le gouvernement afghan ayant fait savoir trois jours plus tôt qu'il espérait 50 milliards de dollars sur cinq ans alors que, en 2006, seulement 10 avaient pu être collectés à Londres. L'Acbar, qui coordonne désormais l'action de quatre-vingt-quatorze organisations d'aide au développement, a d'autre part fait savoir que seulement 15 des 25 milliards de dollars promis depuis 2001 avaient été versés, et que, de plus, quarante pour cent de cette somme « seraient revenus aux pays donateurs via les profits réalisés par les entreprises ou les salaires des consultants internationaux1567 ».

Le gouvernement français cherche à ne pas cantonner la conférence dans des dimensions purement financières. « La conférence de Paris va au-delà des promesses de dons des bailleurs, explique de même le représentant spécial des Nations unies en Afghanistan, le Norvégien Kai Eide. Nous chercherons à forger un nouveau pacte entre le gouvernement afghan et la communauté internationale1568. » Mais les suggestions françaises paraissent peu ambitieuses : « Un contrôle plus judicieux de l'aide étrangère, expose *Le Monde*, et des éléments de décentralisation. Paris évite de se positionner sur la délicate question de savoir s'il faut entrer, ou non, dans un processus de dialogue avec des Taliban dits "modérés1569". » Au final, c'est pourtant le montant de l'addition qui est scruté : 21,4 milliards de dollars de promesses, pour moitié américaines. « Un succès, claironne le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, parce que nous nous attendions dans nos rêves à 17 milliards1570. » La France elle-même a consenti un effort en doublant son aide, soit 107 millions d'euros destinés en priorité à la santé et à l'agriculture. Mais cela reste très loin des 420 millions allemands.

La principale démonstration de la nouvelle implication française en Afghanistan est, sur le terrain, la première prise de contrôle d'une province, celle de Kapisa, à trois heures de piste de Kaboul, que le colonel Aragones part reconnaître du 7 au 18 juin. La partie s'annonce rude. Vaste carré de soixante kilomètres de côté, le secteur jusqu'alors tenu par les Américains est un réseau de vallées dont celle de Tagab est le nerf conducteur, dominé par un relief perché à plus de quatre mille mètres. Passe ici la seule voie à l'est évitant Kaboul entre le Pakistan et l'ex-URSS. Les Soviétiques y ont très souvent été défaits par les troupes d'Hekmatyar dont c'est toujours l'un des fiefs. Les installations militaires américaines en portent les stigmates : dans l'une des deux FOB de la province, Nijrab, où Aragones prévoit d'installer son PC, soixante-dix soldats de l'Ana ont été massacrés de nuit ; les Américains, pour leur part, ont baptisé les lieux du nom de deux des leurs tombés au combat, Morales et Frazier.

Le colonel tire plusieurs enseignements de son séjour. D'abord, l'engagement aux côtés d'autres nations oblige à améliorer l'interopérabilité ; pas question de faire cavalier seul. Ensuite, l'efficacité démontrée par l'adversaire, par sa connaissance du terrain, son endurance,

parfois sa ferveur impose de le surprendre. Il faudra donc le mettre à contribution le plus souvent possible, en privilégiant l'action à pied, en particulier pour contourner le danger que représentent les engins piégés pour les véhicules, et en se répandant en tache d'huile depuis les FOB. Le 29 juin, les premiers éléments quittent Castres en ignorant la date du retour : le colonel promet de tout faire pour que Noël soit fêté en France. En raison des dernières restrictions, le 8e RPIMa n'envoie en Kapisa que deux de ses compagnies – une troisième allant renforcer le Batfra à Kaboul. Il constitue l'ossature de la task force « Chimère » où le complètent 70 sapeurs parachutistes du 17e RGP, 50 artilleurs du 35e RAP et 22 cavaliers du 1er REC. En tout, 650 hommes, portant à 3 000 l'effectif français en Afghanistan, qui pourront à l'occasion compter sur l'appui de 70 hommes des forces spéciales américaines ainsi que d'un kandak (bataillon) de 250 Afghans.

Tout est à faire, à commencer par la consolidation des FOB où sont menés de gros travaux de terrassement, des tentes collectives installées, etc. D'emblée, Aragones entreprend de « montrer » sa troupe à une province qui est la plus petite en taille de celles que tiennent les Alliés, peuplée de 300 à 350 000 habitants, tadjiks au nord – à la limite du Panjshir –, pachtounes au sud. Le soutien historique de la France à Massoud risque donc d'être clivant : dans le Nord, il rappellera de bons souvenirs ; dans le Sud, quelques aigreurs puisque la vallée de Tagab était solidaire du régime taleb. Au colonel de veiller à ce que des gages d'ouverture soient donnés aux deux ethnies sans escompter, nulle part, une prétendue sympathie afghane pour les Français. Le 29 mai, l'ancien officier au service de Massoud Johan Freckhaus, reconverti dans les affaires, a été capturé par les Taliban près de Ghazni : il lui en a coûté trois semaines de détention.

À raison d'une patrouille par jour et par section, d'une opération du bataillon ou de chaque compagnie par semaine, la Kapisa apprend la nationalité de ses nouveaux occupants. Aragones a pris soin de faire orner tous les véhicules de drapeaux tricolores bien visibles et c'est loin d'être superflu : il a en effet appris de son prédécesseur américain que les villages les plus reculés pensaient encore avoir affaire avec des Russes !

Se montrer n'est rien, il faut démontrer sa puissance. À chaque accrochage, Aragones ordonne donc de répliquer par une boule de feu, bien

au-delà du nécessaire, afin d'impressionner l'adversaire. À partir des deux FOB de Nijrab et Tagab, il s'agit d'investir les unes après les autres, dans le sens horaire, chaque vallée intermédiaire. Dans la foulée de ces opérations, la task force intervient auprès des villageois, mais le colonel est très clair : « Il ne s'agissait pas pour nous de conduire des actions humanitaires, car ce n'est ni notre rôle ni notre vocation. Il s'agissait de mettre en place de petits projets répondant aux besoins directs de la population1571. » À chacune de leurs visites, les Français se voient ainsi sollicités pour les mêmes besoins : l'électrification des alentours de la mosquée, son agrandissement ou sa rénovation, l'installation de haut-parleurs pour la prière. Avec le soutien de mairies du Tarn, la task force fournit aussi un éclairage urbain au bazar de Tagab et distribue kits scolaires ou vêtements chauds. Enfin, des consultations médicales sont données à la population : en six mois seront soignés sept cents adultes, quatre cents enfants, soit à l'intérieur des bases françaises, soit directement dans les vallées. Néanmoins, la notion de bien collectif s'efface normalement devant le confort du seul chef de village qui réclame le plus souvent une moto pour son propre usage.

Le colonel Aragones constate en tout cas que ces diverses attentions portent leurs fruits puisque des renseignements lui sont livrés sur ses adversaires. Et ils sont les bienvenus, car, les Américains n'ayant tenu la Kapisa qu'avec l'équivalent d'une compagnie, ils n'ont pu recueillir toute la « granularité », c'est-à-dire l'architecture des liens familiaux, les activités, les déplacements de tel ou tel individu. Rien d'autre à faire pour cela que d'aller au contact. « C'est, aime à dire le colonel, comme si l'on entrait dans une pièce sans lumière. Il faut tâter tous les meubles pour savoir où l'on est. » Les Français apprennent ainsi que non seulement l'adversaire change souvent de chefs, qu'il n'est pas hiérarchisé verticalement, mais qu'il est l'addition de groupes composés de Taliban, de djihadistes internationaux, mais aussi de paysans venus gagner quelques sous en l'attente de la prochaine récolte.

Des antibiotiques et des générateurs ne sauraient pallier l'absence de stratégie à long terme dont la définition n'incombe pas bien sûr aux troupes sur le terrain. Tandis que la task force « Chimère » prend ses quartiers en Kapisa, les forces françaises vont affronter une épreuve à l'origine d'un débat très vif sur leur maintien en Afghanistan. La France en effet a

également récupéré le commandement de la région centrale de Kaboul, assuré en alternance avec les Turcs et les Italiens, le général Stollsteiner étant le troisième Français à l'occuper après les généraux Le Bot et de Villiers. Outre la capitale, il s'agit d'assurer la sécurité dans quelques vallées alentour. Le 5 août, les Français ont donc pris position à la FOB Tora, dans le district de Surobi historiquement réputé très agité à la frontière sud de la Kapisa – Abdul Haq y avait mené la vie dure aux Soviétiques. Le 18, une colonne comprenant principalement des paras du 8e RPIMa et des marsouins du RMT s'enfonce dans la vallée d'Ouzbin. En tête, précédée par l'Ana, la section « Carmin 2 », commandée par l'adjudant Gaétan Evrard, part reconnaître en VABIV le col de 1 900 m qui domine le village de Sper Kunday. C'est la première fois qu'elle l'aborde pour répondre à une demande de renseignements du commandement américain. Une patrouille est bien venue au contact de la population trois jours auparavant, mais le temps lui a manqué pour couvrir les deux cents derniers mètres menant au col. Elle a toutefois mis en garde Carmin 2 : le coin serait plutôt hostile. Tandis que le 8e monte vers Sper Kunday par une piste en terre, la section du RMT, Rouge 4, emmenée par le lieutenant Ronald Jean, elle-même accompagnée d'une seconde section afghane et d'un détachement de forces spéciales américaines, se place à l'entrée de la vallée. Parvenu au village, l'adjudant Evrard installe ses VAB, aux ordres du sous-officier Romain Andrieux, pour couvrir la progression à pied des marsouins continuant sur les pentes. À 13 h 30, sans l'appui des Afghans qui sont en train de prier, les paras de Carmin 2 hissent en direction du col la quarantaine de kilos de leur équipement individuel. À 15 h 45, ils sont pris à partie par des tirs nourris en même temps que les VAB en contrebas. Ce sont trois kilomètres de crêtes qui allument les Français à la mitrailleuse et au RPG-7. Carmin 2 est en très mauvaise posture, tirée de toutes les directions, sans abri véritable. Le RMT monte à la rescousse, mais il est immédiatement cloué au sol dans le village. « Faites vite ! crie Evrard à son capitaine à la radio. Ici, c'est Bazeilles1572 ! » Vingt-cinq minutes après l'ouverture des hostilités, il demande l'appui aérien, mais les Français sont trop près de leurs assaillants. Finalement, trois hélicoptères et deux A-10 américains parviennent à labourer les crêtes à quelques reprises. Une section afghane échoue dans sa tentative de contournement, l'autre se délite littéralement.

Dans le même temps, la Quick Reaction Force quitte Surobi pour venir à la rescousse, mais elle est à peine arrivée au bas de la vallée que les hommes du 8e RPIMa subissent l'assaut des Taliban qui, pour éviter le feu ravageur de l'aviation et des VAB, se rapprochent des assiégés également pris pour cibles par des snipers. Une première chez les Taliban que d'aucuns interpréteront comme la preuve de la participation d'étrangers à l'embuscade. Les paras tombent les uns après les autres, l'un des neuf tués ayant été égorgé, ce que le ministère de la Défense admettra avec deux semaines de retard.

À 19 heures, Evrard et les survivants de son groupe, tous blessés, retrouvent le village d'où ils sont évacués par les VAB. Les hélicoptères Caracal français surgissent à leur tour. Leur chef demandait depuis plusieurs heures à être engagé, mais le détachement était retenu par une mission au service de Karzai. À leur premier voyage, ils emportent dix commandos et des munitions sans pouvoir transporter au retour des blessés en raison de l'intensité des combatsV. Ce n'est qu'à minuit que Sper Kunday est officiellement sous contrôle ; à 4 heures, le col est atteint et, à 7 h 38, il est conquis. Entre-temps un dixième homme est mort dans l'accident de son VAB1573.

Dans la journée, le colonel Aragones fait l'aller-retour auprès des victimes à l'hôpital de Kaboul et prend soin de réexpliquer à ses hommes l'un des paradoxes des guerres asymétriques contemporaines : l'instruction particulièrement rude des paras les a préparés à l'idée de perdre un jour l'un des leurs, pas huit en quelques heures, à une époque, de surcroît, où les morts au combat sont des « victimes ». Le drame est d'autant plus cruel qu'il survient après plusieurs jours d'engagement continu pour le 8e RPIMa, soldés par dix accrochages et un seul blessé, le caporal-chef Druet. Un sentiment d'invulnérabilité commençait à s'installer, contre lequel Aragones luttait férocement : « Pas d'euphorie ! clamait-il. Il ne faut pas baisser la garde1574 ! »

L'émotion considérable qui s'empare de la France s'avère à double tranchant à l'instar du déplacement express du président de la République à Kaboul le surlendemain. D'un côté, l'armée ne peut qu'apprécier cette manifestation de la solidarité nationale, s'accompagnant d'un discours ferme, ne cédant rien sur les principes. Dès le 19 août, Nicolas Sarkozy

avait affirmé sa « détermination intacte » à « poursuivre la lutte contre le terrorisme » en martelant que « la cause est juste, c'est l'honneur de la France et de ses armées de la défendre ». Mais les propos qu'il tient aux soldats français suscitent des interrogations. « La meilleure façon d'être fidèles à vos camarades, leur lance-t-il, c'est de continuer, c'est de relever la tête, c'est d'agir en professionnels. » Sans doute Nicolas Sarkozy n'a-t-il voulu que raviver le moral des soldats comme lorsqu'il ajoute : « Je tenais à vous dire que le travail que vous faites ici, il est indispensable […]. Pourquoi on est ici ? Parce que ici se joue une partie de la liberté du monde. Ici se mène le combat contre le terrorisme1575. » Mais ces paroles viennent en écho à la déclaration fracassante de Carcassonne où le président de la République avait semblé mettre en doute les compétences des militairesVI. Sa promesse d'« arrêter les coupables » passe également mal. Les coupables ? Les soldats savent que c'est l'ennemi, mais puisqu'il n'y a pas de guerre, peut-il y en avoir ? À l'occasion d'Ouzbin, on mesure l'ampleur des non-dits et des incompréhensions sur le conflit. Le PS s'interroge sur les « buts de guerre » en demandant la convocation des commissions des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Sénat, le PC appelle au retrait des troupes, le FN à ne pas faire tuer des soldats français « pour l'oncle Sam ». Interrogés par l'institut de sondage CSA, 55 % des Français se disent pour le retrait, 36 % pour le maintien1576.

L'Afghanistan du XXIe siècle commence à ressembler en France à l'Indochine du XXe quand des soldats partaient très loin dans l'indifférence générale que ne compense même plus en 2008 la nostalgie de l'empire. Les Français, qui avaient appuyé la participation après le 11-Septembre, ne savent plus pourquoi leurs enfants sont tués. Le 23 août, le Cema, Jean-Louis Georgelin, est obligé de se fendre d'une interview dans *Le Figaro* pour expliquer qu'« il est normal que ce drame suscite autant d'émotion. Mais c'est aussi parce qu'il nous rappelle que le fait d'envoyer des militaires à l'étranger comporte des risques et qu'il faut les assumer ». Puisque la France n'est pas en guerreVII – on ne parle plus désormais que d'« opérations » –, la mort simultanée de dix soldats devient incompréhensible. La presse en rajoute en soulignant que l'Algérie constitue le dernier précédent, oubliant que, le 6 novembre 1994, neuf militaires français ont été tués par l'aviation ivoirienne à Bouaké. Et

puisqu'il n'y a pas de guerre, le Taleb n'est pas l'ennemi et *Paris Match* trouve donc légitime de publier la photo des prétendus « coupables » exhibant quelques objets prélevés sur les cadavres français, avant d'organiser la remise de l'un d'entre eux, une montre, au ministre de la Défense. Début septembre, l'hebdomadaire leur cède même la parole en rapportant les déclarations d'un commandant Farouki, l'un des nombreux revendiquant l'attaque : « Nous avons voulu montrer aux soldats français qu'il faut cesser d'aider les Américains. Et croyez-moi, c'était juste une sommation. […] La prochaine fois, nous les attaquerons directement là où ils se terrent, à Tagab et ailleurs. Et nous frapperons les intérêts français partout dans le monde. Nous en avons largement les moyens. » Le colonel Aragones leur réplique : « Nous sommes là, venez donc nous chercher ! » Deux des responsables de l'embuscade ont été identifiés grâce au téléphone portable trouvé sur un cadavre ennemi : Mollah Rouhoullah et Ahmad Shah trouveront la mort dans un bombardement aérien le 30 août, un troisième, Ghazi, le 30 novembre.

Ouzbin a rappelé à la France qu'elle était, *volens nolens*, en guerre. Profitant des projecteurs enfin braqués sur la région, les vétérans de l'action humanitaire tentent de relancer le débat sur le rôle de la France. Bernard Dupaigne écrit dans *Le Monde* du 26 août : « Il est temps d'admettre que nos forces sont harcelées non par les suppôts d'al-Qaida, mais par des volontaires issus de la population locale, qui luttent contre la présence armée étrangère, en profitant de la neutralité des paysans locaux, aussi désireux qu'eux d'être débarrassés des étrangers qui ignorent leurs traditions d'honneur et leur volonté d'autonomie. » Et de conclure : « L'aventure afghane des États-Unis et de l'Otan se terminera forcément par un retrait. Puisqu'il faudra bien partir un jour, autant tenter de construire un avenir aux jeunes. Que les opérations militaires soient remplacées par des activités civiles. Et les Afghans constateront leur véritable intérêt. » Le 22 septembre, par suite d'une réforme de la Constitution, le Parlement est justement appelé à se prononcer sur la prolongation de l'intervention des forces françaises en Afghanistan. La veille, la vingtaine d'ONG françaises présentes dans le pays a solennellement réclamé une « rupture stratégique ». L'ambassadeur Pierre Lafrance évoque un « ressentiment » né dans la population en raison des espoirs déçus de 2001 tandis qu'Alain Boinet

dénonce le choix du « tout militaire1577 ». Finalement, alors que, pour l'une des premières fois, le retrait pur et simple d'Afghanistan est apparu dans le débat, le Premier ministre, François Fillon, annonce l'envoi de moyens supplémentaires en hélicoptères, drones, moyens d'écoute et mortiers, accompagnés de la centaine d'hommes nécessaire. Mais il persiste à faire la distinction entre une « guerre » et des « opérations de guerre ». Dans le même registre rhétorique, Jean-Marc Ayrault, au nom du groupe socialiste, déclare : « Nous ne votons pas contre la poursuite [de l'engagement français], nous votons contre une conception politique et militaire qui nous conduit dans une impasse. » En fait, le PS voudrait avant tout un calendrier de retrait. 340 voix se prononcent pour le maintien, 210 contre. Jamais depuis Kolwezi une opération extérieure n'avait à ce point scindé la classe politique.

Même l'initiative diplomatique prise en fin d'année de réunir au château de La Celle-Saint-Cloud des représentants de l'Afghanistan, de ses voisinsVIII, des membres du Conseil de sécurité de l'Onu, auxquels se joint l'Allemagne, recueille des commentaires mitigés. D'aucuns accusent le gouvernement français de vouloir profiter de la latence trimestrielle entre l'élection de Barak Obama et sa prise de fonction pour griller la politesse aux Américains et parvenir à ébaucher une solution politique et pas seulement militaire. L'intention y est peut-être, en tout cas elle n'est pas couronnée de succès. Rien de concret ne sort des entretiens à part la promesse pakistanaise de fermer des camps d'entraînement et un accord pour le renforcement du contrôle aux frontières.

Au grand dam des vétérans de l'aide humanitaire, les troupes demeurent donc le principal outil de la politique française en Afghanistan. La task force « Chimère » a désormais appris le fonctionnement des Afghans. « Ils répètent toujours le même argument, en boucle, comme une litanie, note le colonel Aragones. La shura ressemble à une *commedia dell'arte* où tout le monde vient plastronner. » Lui s'astreint pour sa part, afin de garder son rang, à ne discuter qu'avec le gouverneur, le chef de la police et le commandant des troupes afghanes : « Nous n'étions pas des troupes d'occupation, insiste-t-il. Ma préoccupation était de "vendre" le gouvernement afghan à la population. » Policiers et militaires afghans sont donc engagés à chaque opération militaire selon le credo qu'« il vaut mieux

une opération de moindre ampleur avec l'Ana et l'ANP qu'une grosse opération tout seul ». Selon le colonel, le succès se mesure à l'emplacement des caches d'armes ou d'IED révélé par des villageois qui savent reconnaître leur intérêt : « Les Afghans n'ont pas besoin des troupes occidentales, souligne-t-il, mais ils savent qu'ils peuvent obtenir de meilleures conditions de vie. L'eau, l'électricité, la télévision, tout peut leur être fourni par la Fias. »

En offrant le confort, les soldats français se mettent judicieusement dans le pas des Khan d'autrefois dont l'autorité était garantie par le bien-être de leurs concitoyens. Mais la différence capitale est la durée de l'investissement. Les Français ont réussi à nouer des liens, à capter une confiance, surtout par contraste avec des Américains plus rudes et distants, mais, au bout de six mois, tout est à refaire puisque « Chimère » doit être remplacée par « Tigre » : la task force est relevée. Le colonel Aragones est conscient de la déperdition dans la relation avec les Afghans, mais il certifie qu'« il vaut mieux faire six mois à fond, en opérant tous les jours et toutes les nuits, qu'un an en espaçant beaucoup plus les sorties. Ce n'est pas tellement la durée du mandat qui compte, mais la fréquence des actions ». Une forte probabilité subsiste néanmoins qu'un villageois afghan puisse accepter un jour l'aide matérielle des Alliés et accueillir le lendemain un groupe d'insurgés, car lui sera toujours là six mois plus tard. Comme le remarque le colonel, « de toute façon, il faudrait dix ans pour créer de véritables liens ». Mais les boîtes de médicaments, les livres scolaires, le goudron peuvent-ils suffire à bâtir un pont entre les habitants et des troupes en quelque sorte dépersonnalisées ?

Le temps est un facteur central que les Afghans, en guerre depuis trente ans, maîtrisent à merveille. Les troupes occidentales, elles, sont vouées à partir demain, dans un an ou même dans dix. À ceux qui tolèrent de moins en moins leur présence, estimant leur liberté bafouée, s'agrègent donc ceux qui raisonnent avec pragmatisme en mettant dans la balance l'intérêt à court terme de coopérer avec les Alliés et le danger à moyen terme d'être considéré comme un traître. Et plus les mois passent, plus ces effectifs gonflent, assurant aux Taliban et à leurs affidés si ce n'est un soutien, tout au moins de la bienveillance.

Les limites de l'investissement humain en Afghanistan rendent abscons le parallèle régulièrement brandi avec la France en Algérie : après cent vingt ans de présence, les deux pays étaient imbriqués par leur langue, leur culture, leurs traditions. Les officiers parlaient arabe, leurs familles habitaient dans ce qui était alors un département français. La troupe était issue du contingent, ce qui impliquait la nation entière dans le conflit, et elle demeurait trois ans sous les drapeaux, durée impensable dans une société où tout doit être consommé vite, y compris le service de la patrie. Enfin, l'Afghanistan se distingue de l'Algérie, mais aussi du Viêt Nam, par la fin de la guerre froide qui se caractérise, pour l'insurrection, par l'absence de l'appui quasi inépuisable d'une grande puissance comme l'URSS. Pas les mêmes forces en présence, pas le même contexte international, pas les mêmes buts. Presque rien en Afghanistan ne rappelle l'Algérie et pourtant ce sont les théoriciens français de la contre-insurrection qui, en 2008-2009, font recette aux États-Unis. Le patron du Centcom, le général David Petraeus, a rédigé la préface de la réédition en français de l'ouvrage de David Galula *Contre-insurrection : théorie et pratique* qui n'était jamais paru qu'en anglais. Lui-même est l'auteur du manuel FM 3-24 *Counterinsurgency Field Manual*, dont les quatorze points principaux reprennent une bonne part des positions françaises, et qu'il a mis en application en Irak en 2007 avec sa théorie du « *surge* » (sursaut) : grâce à l'afflux de renforts qui lui fut accordé, il a reproduit à Bagdad la bataille d'Alger des paras français pour nettoyer la ville, y faire repartir le petit commerce et réduire ensuite à l'essentiel l'emploi de la force. Sa méthode consista ensuite à acheter les tribus pour qu'elles se retournent contre les étrangers d'al-Qaida. Le chef de l'une des plus importantes d'entre elles, Abdul Sattar Abou Richa, en vint même à proposer de pourchasser les sbires de Ben Laden jusqu'à Kaboul…

D'aucuns se prennent à rêver de l'application de la même recette en Afghanistan puisqu'il est dans le giron de Petraeus, désormais patron du Centcom. Un *surge* afghan consisterait à s'assurer la pleine possession des grandes villes, à fermer les frontières pour couper vivres et renforts à l'insurrection – ce que les Soviétiques n'ont jamais réussi à faire – et finir de l'étouffer en la coupant de la population grâce à la « conquête des cœurs ». Mais l'Afghanistan n'est pas plus semblable à l'Irak qu'à

l'Algérie. Petraeus prévient lui-même en septembre 2008 que « ce qui marche en Irak ne marchera pas de la même manière, ne serait-ce que parce qu'il est inimaginable, dans tous les scénarios envisageables, d'envoyer autant de soldats sur le terrain[1578] ». En effet, l'effectif total des Alliés en Afghanistan – un peu plus de cinquante mille hommes – demeure trois fois moindre qu'en Irak pour une population égale mais un terrain beaucoup plus ardu. Et Petraeus ne pense pas que l'augmenter soit la solution : « Toute armée [étrangère] de libération devient tôt ou tard une armée d'occupation. Vous pouvez retarder la mutation en faisant preuve de considération vis-à-vis des civils, en les respectant, en réduisant au minimum les victimes collatérales, en multipliant les bonnes actions, etc. Mais à la longue, vous n'êtes pas de chez eux. Inévitablement, il y a des frictions, du ressentiment. Aucun pays au monde ne veut d'une armée d'occupation sur son sol. » L'afghanisation (des forces de sécurité) est donc souhaitable au plus vite, mais là encore la partie est plus compliquée qu'en Irak où le régime baasiste avait insufflé une forte tradition militaire. Alors que deux cent cinquante mille hommes y ont été formés depuis 2003, soixante-cinq mille seulement l'ont été en Afghanistan depuis 2002.

La nouvelle administration américaine renâcle à envoyer les trente mille nouveaux GI's annoncés. Le 17 février 2009, Barak Obama abaisse finalement le curseur à dix-sept mille, ce qui revient à diminuer par deux la taille du marteau censé frapper les premiers coups du *surge*. Deux jours plus tard, au sommet de Cracovie, l'Otan se garde bien d'emboîter le pas aux Américains et se contente de leur garantir un renforcement de l'effectif à l'occasion de l'élection présidentielle afghane prévue en août. La France pour sa part se refuse à tout envoi supplémentaire. Un rapport présenté au Conseil des ministres de l'Alliance, il est vrai, fait état d'une hausse des pertes alliées de 36 % par rapport à 2008, de 46 % chez les civils, de 50 % des enlèvements et assassinats[1579]. Mais Paris doit composer avec la machine otanienne dont il est désormais un engrenage à part entière. Comment rester à l'écart alors qu'Allemands et Italiens décident de s'investir plus ? De surcroît, la nomination – à l'exemple de l'Américain Richard Holbrooke – d'un représentant spécial en Afghanistan-Pakistan, Pierre Lellouche, pourrait corriger une double contradiction flagrante : comment la France, qui se présente toujours comme proche des populations

en souffrance, et qui, dans le cas d'espèce afghan, n'a jamais reconnu d'intérêts premiers à cette partie du globe, peut-elle dépenser chaque année 200 millions d'euros pour ses troupes et seulement 11 millions pour l'aide civile ? « On a perdu sept ans », admettra Pierre Lellouche lorsqu'il abandonnera son mandat en juin 2009 pour entrer au gouvernement. Dans le même effort de clarification, il met fin aux atermoiements sur la nature de l'engagement français en déclarant que la France mène bien « une guerre » en Afghanistan et non une « opération de police internationale[1580] ». Sous son impulsion, l'aide est donc quadruplée, ce qui lui fait affirmer : « On cesse d'être ridicules. » Il faut y ajouter 20 millions d'euros pour la formation de la police afghane à laquelle la France a choisi de s'associer, ainsi que 9 millions investis dans un projet dans la droite ligne de la coopération des années 1970 et des ONG : le développement de l'hôpital de Kaboul ; 318 employés afghans, dont 20 médecins permanents, y sauvent chaque année 4 000 enfants. « Un CHU à Kaboul, résume le professeur Alain Deloche, coûterait moins d'une demi-journée des dépenses militaires et moins de neuf jours d'aide humanitaire[1581]. »

Autre investissement promu par Pierre Lellouche, l'armée française entreprend de collaborer sur le terrain avec des ONG pour conduire certaines missions civiles comme l'US Army peut le faire avec USAID. Deux tiers de l'aide humanitaire versée par Paris sont en effet consacrés à la seule Kapisa. Problème : des vingt-cinq organisations françaises travaillant dans le pays, seules deux répondent à l'appel d'offres : le Géres[IX] et AF-Développement, une scission d'Afrane, apparue en 1996 à l'initiative de Bernard Dupaigne, Mariam Abou Zahab et Christian Destremau. « MSF a des fonds propres contrairement à nous[1582] », déclare le premier pour expliquer en partie sa décision, en soulignant que les militaires français sont beaucoup plus proches des populations que leurs confrères américains. L'argument ne suffit pas à Mariam Abou Zahab qui, considérant la collaboration avec l'armée comme un « dangereux mélange de genres », prend ses distances avec l'ONG. En revanche, AF-Développement peut toujours compter sur le terrain sur l'inestimable expérience d'un ingénieur Sup-Agro, Yves Faivre, présent en Afghanistan depuis 1992. Dotée d'un budget conséquent qui, en 2010, dépassera le million d'euros, elle entreprend ainsi à Nijrab la fertilisation des versants asséchés, la

reforestation, ainsi que l'aménagement des karez. Reste à savoir si cela sera suffisant pour contrer la propagande des insurgés qui ne s'embarrassent pas de nuances et les présentent comme des infidèles ne cherchant qu'à s'approprier leurs terres.

La task force « Tiger », dont le cœur est formé par le 27e bataillon de chasseurs alpins du colonel Nicolas Le NenX, a commencé à son tour l'apprentissage de la Kapisa à partir du mois d'octobre 2008. Les premiers mois ont servi de rodage avec les opérations « Narvik » et « Monte Cassino » de traque des insurgés. En janvier commence la conquête de nouveaux territoires. Le Nen est convaincu que la prise de contrôle du fond de la vallée d'Alasay, au cœur de son dispositif, lui permettrait de paralyser l'ennemi. L'assaut débute le 14 mars. C'est l'opération « Dinner Out », engageant quatre cents Français et autant d'Afghans pour déloger à peu près deux cents insurgés. La compagnie Minguet appuie les quatre compagnies de l'Ana qui remontent la vallée tandis que Le Nen fait héliporter les sections du capitaine Gruet dans le dos de l'ennemi, sur les crêtes sud et est. Affrontement général, rugueux, surtout les dix premières heures, coûtant un tué aux Français, un pilote de VAB, le caporal Nicolas Belda, vingt-deux ansXI. L'Ana peut toutefois installer une nouvelle FOB dans le *district center* d'Alasay.

Dans l'enthousiasme de sa mission, mais aussi en réponse à l'interrogation du chef de corps confronté à la mort d'un de ses hommes, le colonel Le Nen croit pouvoir écrire : « Un nouveau vent de liberté souffle dans les villages du fond de la vallée. […] Nous avons déjà le sentiment que la paix a avancé sur cette petite parcelle de terre afghane1583. » Le constat est très certainement fondé à cet instant. « La shura qui a suivi a été très constructive, relate-t-il. Ils nous ont remercié d'avoir fait fuir les Taliban. Nos patrouilles dans les bazars recevaient un accueil chaleureux1584. » Tout l'enjeu afghan est de savoir ce qu'il en reste quelques heures plus tard, quand, les soldats partis, les insurgés refont surface. L'efficacité des troupes françaises n'est pas en cause : task force après task force, elles démontrent partout leurs capacités d'adaptation au terrain, aux populations, aux types de combat que leur impose l'ennemi. Des victoires incontestables sont remportées sur l'insurrection, mais il restera un obstacle incontournable que toutes les CimicXII n'ôteront pas de l'esprit des Afghans : les soldats de la

Fias, y compris les Français, tout bien considérés soient-ils, sont des étrangers doublés d'infidèles. Perses, Britanniques, Russes sont tous venus en Afghanistan, ils ont tous engrangé des succès auprès de certaines tribus, et ils sont tous repartis avec plus ou moins de diligence.

À l'image de ces vallées afghanes se terminant en goulet d'étranglement, les nouveaux choix stratégiques impulsés par Paris depuis 2007 semblent conduire à une impasse. Les soldats français peuvent se montrer brillants en Alasay, mais que sont Alasay, et même la Kapisa, à l'échelle de l'Afghanistan ? Ailleurs, depuis ses repaires du Sud et de l'Est, l'insurrection grignote le pays, conduisant la coalition à un échec dont la France est contrainte de rester solidaire. Plus question de retirer les troupes aussi rapidement et solitairement que Jacques Chirac et l'Ema en avaient fixé l'objectif en 2001. En prenant une province, les Français ont jeté l'ancre en Afghanistan et le nouveau gouvernement est aussi décidé que contraint à ne pas la relever, si violente que soit la tempête. Le 17 mars, l'Assemblée nationale confirme ainsi le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan, mettant un point final à des années de rapprochement que motivait une évidence : plus aucune guerre d'importance ne se ferait sans les États-Unis ; fallait-il se résoudre à demeurer des supplétifs ou, au contraire, participer à l'élaboration et à la conduite des opérations ? En elle-même, la décision est sans conséquence sur l'engagement en Afghanistan : la France pourrait fort bien réduire au strict minimum sa participation dans le conflit. En 2003 par exemple, l'Allemagne n'a en rien pâti de son refus de prendre part à la seconde guerre du Golfe. Cependant, non seulement cela serait assez incohérent si peu de temps après ce retour en grâce, mais Nicolas Sarkozy a maintes fois répété l'importance première à ses yeux de la relation avec les Américains. George Bush avait apprécié le changement par rapport à son prédécesseur et qualifié la France de « tout premier ami de l'Amérique ». Une symbiose s'est opérée, illustrée par un télégramme révélé par le site Wikileaks, affirmant que, en 2008, l'ambassade américaine a rapporté à Washington que « tous les officiels français ont demandé que les États-Unis aident à convaincre l'opinion publique [française] que "les Alliés ont une influence sur la stratégie civile et militaire1585" ». Par conséquent, toute réduction unilatérale de l'effectif militaire en Afghanistan sera désormais interprétée

non pas seulement comme un relâchement de l'intérêt français pour la région, mais comme un desserrement des liens franco-américains.

Or, au même moment, Barak Obama réoriente la stratégie américaine. Préconisant une vision régionale du conflit, il annonce le versement annuel de 1,5 milliard de dollars au Pakistan contre l'arrêt du soutien aux Taliban. L'action militaire est également repensée : un renfort de dix-sept mille hommes est acté, mais avec un recours accru aux forces spéciales, les plus adaptées au terrain. Ainsi le budget américain consacré à l'Afghanistan atteint-il 65 milliards de dollars. Comme Obama demande aux Alliés de mettre la main à la poche, les 3 et 4 avril, le sommet de l'Otan à Strasbourg décide un renfort de cinq mille hommes pour la présidentielle d'août. Le rapprochement franco-américain a ses limites : la France se propose d'envoyer plutôt cent cinquante gendarmes.

Le scrutin présidentiel est à l'image du pays. Sa tenue signe une des réussites de presque dix ans d'efforts mêlés afghans et alliés, mais que de troubles, de peurs, de doutes il soulève ! « À l'exception de quelques grandes villes et des capitales de certaines provinces, prédisent les Taliban, il sera impossible de tenir les élections. » Le 18 août, les insurgés assaillent le palais présidentiel, le QG des forces de police et un convoi de ravitaillement. Le 20, Karzai recueille 54,6 % des voix, tandis que son principal adversaire, Abdullah Abdullah, évoque une fraude massive. De fait, la mission d'observation européenne évalue à 1,5 million le nombre de votes suspects dont les deux tiers auraient profité au président sortant. La commission des plaintes électorales a beau ordonner un nouveau dépouillement dans dix pour cent des bureaux de vote, la victoire va bien à Karzai, sans éteindre la contestation postélectorale. La légitimité du président n'en est que plus contestée et l'avenir du pays, encore plus incertain. En France, en septembre, le Parti socialiste réclame une « réflexion nationale sur l'objectif et le bilan de l'engagement de notre pays en Afghanistan », après la mort d'un caporal du 3e RIMa, la trentième depuis 2001, et la centaine de civils tués par un bombardement à Kunduz, une « grosse erreur » américaine selon Bernard Kouchner. Le ministre de la Défense se prononce contre « un départ précipité » des troupes françaises qui serait selon lui un gâchis. « Si nous partons, déclare-t-il, nous ferons de l'Afghanistan la base du terrorisme », ce qui apparaît de plus en plus

comme l'argument du dernier retranchement. Après les Alliés, le chaos en Afghanistan, puis en Occident. La position n'est pas sans rappeler le soutien apporté aux régimes autoritaires du Proche et du Moyen-Orient sous le prétexte que dans leur ombre se tapissent les islamistes les plus néfastes pour les démocraties occidentales.

Les autorités politiques et militaires françaises sont en fait contraintes à un numéro d'équilibriste. En raison de la dégradation, le général Stanley McChrystal, qui a remplacé en mai le général McKiernan au commandement de la Fias a réitéré ses besoins urgents en renfort qu'il chiffre entre 10 000 et 40 000 hommes. Durant l'été, Barak Obama lui en accorde 21 000 ; selon Wikileaks, le Cema Jean-Louis Georgelin aurait étudié avec son homologue américain un accroissement du contingent français de mille cinq cents à deux mille hommes1586. Mais les accorder susciterait de très vives polémiques en France. De plus, comme croient le savoir les diplomates américains de l'ambassade à Paris, les ressources financières françaises seraient trop limitées. De fait, en 2009, la France a fortement réduit son engagement à l'extérieur après le retrait de la Kfor au Kosovo. Un soldat français en Afghanistan coûte 105 000 euros par an, moitié moins en Côte d'Ivoire1587. Bref, le 15 octobre, Nicolas Sarkozy annonce son refus d'envoyer de nouveaux éléments en Afghanistan, tout en confirmant le maintien des autres « pour gagner1588 ». Et tant pis pour les forces spéciales qui rêvent de retourner sur place : le Cema, qui les utilise régulièrement, ne veut pas d'un nouveau Spin Boldak.

Le 1er novembre, le dispositif militaire est une nouvelle fois chamboulé. La région capitale est rendue aux Afghans et les effectifs sont redéployés : la task force « La Fayette », outre la province de Kapisa, contrôlera désormais de manière permanente le district de Surobi. Celle-ci forme ainsi l'une des sept brigades de la Région est dont le commandement est assuré par la prestigieuse 82e Airborne, celle du débarquement en Normandie. Désormais le secteur français est un rectangle de cent kilomètres sur soixante, peuplé d'à peu près 375 000 habitants.

Le 17 novembre 2009, « La Fayette » lance la plus grande opération de l'armée française depuis 2001. Huit cents légionnaires, Afghans et commandos américains entendent démontrer qui sont les maîtres en vallée d'Ouzbin où dix Français avaient péri un an auparavant. Résultat : une

heure trente de combat intense, qui se solde par cinq blessés côté américain. Voilà qui n'aide guère à dénouer le nœud gordien afghan. À Washington, les partisans de la contre-insurrection sont dopés par le « succès » irakien : Robert Gates, secrétaire à la Défense, le général Michael Mullen, chef d'État-major, les généraux Petraeus et McChrystal, soutenus par Hillary Clinton. Leur credo : plutôt que de traquer les insurgés, il faut améliorer les conditions de vie de la population qui, par voie de conséquence, ne sera plus tentée de les soutenir. L'autre camp, emmené par le vice-président, Joe Biden, et l'ambassadeur américain à Kaboul, le général Karl Eikenberry, réplique qu'il manque à ce projet sa colonne vertébrale, un État afghan fort. Devant la perspective d'un enlisement, ce camp suggère de retirer les troupes pour ne laisser que des forces spéciales et des drones capables de traiter la raison première de l'opération en Afghanistan, le terrorisme. Les premiers réclament « plus de troupes », les seconds « de meilleures troupes ». Et périodiquement, tous reviennent frapper à la porte de leurs partenaires pour obtenir un accroissement de leurs effectifs. Le 30 novembre, ce sont mille cinq cents hommes que Nicolas Sarkozy s'entend demander par Barak Obama qui, de son côté, transige entre les partisans de la contre-insurrection – en acceptant l'envoi de trente mille hommes supplémentaires – et ceux d'un recadrage de la stratégie – en fixant, pour la première fois, la date du premier retrait à juillet 2011. « Si je ne pensais pas, déclare-t-il, que la sécurité des États-Unis et celle des Américains était en jeu en Afghanistan, demain je donnerais avec joie l'ordre à tous les soldats jusqu'au dernier de rentrer. » Pour se ménager une sortie de secours et le camp Bilden-Eikenberry, il met en garde le gouvernement afghan : « L'époque du chèque en blanc est révolue. » L'effectif américain, qui atteint à cette occasion les cent mille hommes, a ainsi triplé sous la présidence Obama. C'est la confirmation qu'il donne la priorité à l'Afghanistan par rapport à l'Irak qu'il a toujours dénoncé.

Sous le charme du nouvel hôte de la Maison-Blanche, les Européens suivent, mais partiellement. Le Premier ministre Gordon Brown accepte ainsi de porter le contingent britannique à dix mille hommes. L'Otan annonce pour sa part un renfort de sept mille cinq cents soldats, portant l'effectif total des Alliés en Afghanistan à cent cinquante mille hommes, soit plus que ce que les Soviétiques avaient aligné. La France reste, elle,

entre deux eaux. D'un côté, elle prône l'afghanisation et promet donc l'envoi de gendarmes et de techniciens ; de l'autre, Hervé Morin ne repousse pas l'éventualité d'un renforcement de la task force « La Fayette ». L'indécision domine comme le résume Étienne de Durand, directeur du centre des études de sécurité à l'Ifri, qui a fait partie d'un *pool* de civils consultés par le général McChrystal durant l'été 2009 : « Après sept ans d'implication de la France en Afghanistan, il est difficile de savoir si l'engagement militaire français obéit d'abord à une logique stratégique, de défense de nos intérêts de sécurité ou à une logique de positionnement diplomatique1589. » On ne sera donc pas surpris que l'opinion soit encore plus déboussolée, surtout après la prise d'otages de deux journalistes de France Télévisions le 30 décembre, et la mort de quatre nouveaux soldats français en quelques semaines.

Au chef d'État-major des armées, Jean-Louis Georgelin, d'afficher des certitudes : « La France, affirme-t-il le 9 février 2010 devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, est présente en Afghanistan pour une seule raison : les événements du World Trade Center et les actions d'al-Qaida. Avec nos amis américains et ceux de l'Otan, nous sommes intervenus dans ce pays pour éradiquer les camps d'entraînement d'al-Qaida, mettre à bas le régime taleb et permettre à la société et à l'État afghans d'acquérir un niveau de stabilité suffisant pour pouvoir prendre en main leur sécurité. » Or les camps ont été détruits, le Mollah Omar et ses séides chassés du pouvoir. Ne reste que l'État afghan qui montre encore bien des signes de fragilité. Quand pourra-t-il être estimé que la situation est suffisamment sous contrôle pour rentrer au pays ? Les Taliban d'aujourd'hui appliquent moins strictement la charia dans les zones sous leur contrôle, mais est-ce pour éviter de braquer les populations, des prémices d'*aggiornamento* ou, au contraire, une ruse tactique jusqu'à l'éventuelle victoire ? En outre, l'insurrection n'est en rien uniforme. Il y a les fidèles du mollah Omar, réfugiés près de Quetta, favorables à la restauration de l'émirat taleb en Afghanistan. Il y a les Taliban pakistanais qui suivaient Baitullah Mehsud, tué en août 2009XIII par une frappe américaine, au sein du Tehrik i-Taliban Pakistan (TTP), en guérilla contre les troupes d'Islamabad, mais qui prêtent parfois main-forte aux insurgés afghans. Autre réseau de Taliban pakistanais, celui du mollah Nazir est

favorable, lui, à une entente avec Islamabad. Enfin, deux vétérans du djihad joignent leurs troupes à l'insurrection. Depuis son repaire du Waziristan, Haqqani, nommé commandant des forces taliban en octobre 2001 en raison de son glorieux passé contre les Soviétiques, vise plus la suprématie pachtoune en Afghanistan que le djihad. Quant à Hekmatyar, ennemi des Taliban dans les années 1990, il entend installer un émirat dans sa propre province.

Washington, Londres ou New York seront-ils jamais capables d'assurer que tous ces mouvements insurrectionnels se trouvent définitivement hors d'état de nuire dans une société afghane poreuse où les alliances se font et se défont dans une logique hermétique aux Occidentaux ? Symétriquement – et c'est toute la complexité du cas –, se désengager de l'Afghanistan de façon responsable, comme l'avance Étienne de Durand, « suppose de rester un peu plus longtemps, soit afin de redresser la situation, soit au minimum afin de se donner le temps de préparer décemment un repli qui ne soit pas débandade[1590] ». C'est dans cet esprit que les Alliés initient une nouvelle opération d'ampleur, « Mushtarak[XIV] », dans la nuit du 12 au 13 février 2010. Dix mille soldats américains, britanniques et afghans se lancent à l'assaut d'un fief insurgé, le district de Nad-Ali, dans le Helmand. Annonce en avait été faite des semaines auparavant, ce qui laisse dubitatif sur l'utilité de pareille action puisque, évidemment, l'essentiel des insurgés a déguerpi avant l'arrivée des soldats. Volonté de limiter les pertes alliées et civiles ? Pas seulement. Ces opérations entrent clairement dans une théâtralisation de la guerre, le but n'étant pas de tuer le plus d'ennemis, mais, par une démonstration de force, de persuader les habitants de rallier le gouvernement de Kaboul. Ainsi, après trois semaines d'efforts, la ville de Marjah, érigée en plaque tournante de la fabrication d'héroïne depuis quelques années, est reconquise et McChrystal y entreprend aussitôt la conquête des cœurs.

Trois mois plus tard, les résultats sont maigres. Et les propos d'un colonel américain devant une shura semblent commencer à l'expliquer. Après avoir distingué les méchants – les Taliban – des gentils, ceux qui pactisent avec la Fias, l'officier confie : « Il faut nous aider. Vous êtes les seuls à savoir qui sont les Taliban[1591]. » Or bons et mauvais sont souvent les mêmes ! Incompréhension que l'on retrouve quand les Américains, soucieux de

répondre à des attentes populaires, retapent des mosquées que désertent les Afghans parce qu'ils ne veulent pas être pris pour des Taliban. Ou encore avec ces écoles flambant neuves où aucun professeur ni aucun élève ne s'aventure de peur d'être châtié par les insurgés ou, comme au temps du communisme, de devoir y apprendre des choses contraires au Coran. D'autre part, les Américains réalisent bien vite que la fin des combats à Marjah était en fait liée à la récolte de l'opium qui a eu lieu fin mars. Dès le mois d'avril, les escarmouches reprennent avec d'autant plus de hargne que, puisque les Alliés ont fait de la ville un symbole, il tient à cœur aux insurgés de le détruire.

Le territoire tenu par la task force « La Fayette » n'a rien de comparable au Helmand : plus petit, il est aussi beaucoup moins agité. Toutefois, le général McChrystal vient y féliciter les Français pour la sécurisation début janvier de la vallée de Tagab alors que partout l'insurrection progresse. Il est vrai que le patron des lieux, le colonel Bellot des Minières, partage les mêmes vues en matière de contre-insurrection. « Les opérations purement militaires, explique-t-il, comme les raids ponctuels qui se sont succédé dans la vallée, s'achevant sans tenir le terrain, ont eu des effets négatifs sur les populations, sur les insurgés et sur l'Ana. On a ainsi laissé croire aux premiers qu'on tirait sur tout ce qui bouge, aux seconds qu'ils étaient capables de tenir face à nous, et aux derniers que nous n'avions pas l'intention de rester[1592]. » Limiter au maximum les pertes civiles, « quitte à prendre des risques nous-mêmes », dont témoigne la mort du légionnaire Robert Hutnik le 8 avril, démontre le soin pris à se rallier la population. À cette date, les attentats contre les agents du gouvernement sont en hausse de 45 % par rapport à 2009, des actions commandos sont menées par l'insurrection à l'intérieur même de Kandahar et contre la base de Bagram, enfin les IED ont causé 61 % des pertes alliées en 2009… Karzai, qui a déjà menacé publiquement de rallier l'insurrection, multiplie les appels à la réconciliation qu'étudie en juin une « Jinga de la paix ». Une trentaine de prisonniers taliban sont libérés, le gouvernement demandant également à l'Onu de retirer une dizaine de noms de la liste noire établie en 1999. Le général Kayani, chef d'État-major de l'armée pakistanaise, multiplie les voyages à Kaboul, sans doute pour jouer les entremetteurs entre le gouvernement afghan et l'insurrection qui utilise le Pakistan pour base

arrière. Défaut rédhibitoire de cette démarche, son unilatéralisme : jamais les Taliban ne manifestent de volonté de s'y associer. De plus, les accusations de corruption et de trafic se précisent autour de Karzai. Le 28 juin, le *Wall Street Journal* révèle que, en trois ans, près de 4 milliards de dollars, déclarés légalement à la douane, ont quitté l'Afghanistan vers Dubai par l'aéroport de Kaboul. Aussitôt la présidente du sous-comité du Congrès américain chargé de l'aide à l'étranger bloque tout versement à l'intention du pays. Parmi les expéditeurs figureraient des proches du président.

L'annonce à grands cris, le 13 juin, par le *New York Times*, de la richesse exceptionnelle du sous-sol afghan n'a pu qu'exacerber les convoitises. Pourtant, il ne s'agit nullement d'une découverte puisque Afrane, dès les années 1980, avait publié la carte à peu près exhaustive des gisements de fer, cuivre, or, cobalt et autre niobium, en partie mis au jour par le bureau des ressources géologiques et minières. La seule différence est que, entre-temps, le lithium, présent en abondance, a pris une valeur considérable puisqu'il est un composant essentiel des piles des téléphones cellulaires et des ordinateurs portables, ainsi que de certaines armes nucléaires. La révélation de cette vraie fausse découverte a donc une intention, mais elle est assez floue. Quel meilleur moyen en effet pour alimenter la propagande de l'insurrection d'un sourd dessein occidental de faire main basse sur la richesse du pays ? À l'appui, la Chine a déjà investi 4 milliards de dollars dans la mine de cuivre d'Aynak, une opération qui s'est soldée par le congédiement du ministre des Mines, Mohammed Ibrahim Abdul, soupçonné d'avoir reçu 30 millions de dollars en pots-de-vin.

Le président Bush semble livrer dans ses Mémoires le but du stratagème : « En 2010, relate-t-il, le Pentagone révéla que des géologues avaient découvert des réserves de minéraux représentant près de 1 000 milliards de dollars, une source de richesse potentielle pour le peuple afghan que les Taliban n'auraient jamais mise au jour[1593]. » Ainsi donc l'annonce servirait-elle à justifier d'abord l'occupation alliée, qui serait source d'enrichissement pour le pays, ensuite sa prolongation puisque l'exemple de la république démocratique du Congo est là pour rappeler que, en l'absence d'un véritable État, les ressources minières peuvent générer le chaos.

Le mois de juin 2010 est le plus sanglant depuis dix ans avec cent morts pour l'Otan. En tout, près de deux mille soldats alliés ont perdu la vie depuis le déclenchement de « Liberté immuable », pour moitié américains. Le général McChrystal lâche devant l'Otan qu'aucun progrès n'est à attendre dans les six mois. Et il enfonce le clou en attaquant dans la presse, nommément, les responsables américains, jusqu'au président, ainsi que les Alliés dont les Français. Le fait qu'il ait donné cette interview au magazine *Rolling Stones* – comme si, en 1944, Eisenhower avait vaticiné contre son gouvernement et celui des Britanniques dans une revue de jazz – laisse à penser à une démission programmée ou à une provocation grossière pour obtenir des renforts complémentaires. L'Afghanistan s'affirme définitivement comme le royaume de l'insolence avec un commandant en chef américain raillant son président ; son principal allié, la Grande-Bretagne, accusant par la voix de David Cameron le Pakistan de duplicitéXV ; le président pakistanais, Asif Ali Zardari, déclarant lui-même que la communauté internationale « est en train de perdre la guerre contre les Taliban1594 » ; enfin l'ancien numéro deux de l'Onu en Afghanistan, Peter Galbraith, décrivant Karzai comme « un type aux comportements bizarres, dont tout le monde dit qu'il abuse du haschisch. Il est président, depuis 2002, d'un pays classé au deuxième rang des plus corrompus du monde. […] Il a truqué les résultats de l'élection présidentielle dans mille deux cents bureaux de vote. Il n'a aucune légitimité1595. »

Barak Obama se voit dans l'obligation de remplacer McChrystal, son second limogeage en un an, mais, comme il l'annonce, ce sera un « changement de personnes, pas de stratégie ». De fait, le nouveau commandant en chef est le général David Petraeus, patron du Centcom et supérieur de McChrystal. Les seuls bénéficiaires de l'épisode sont finalement les Taliban qui déclarent, par la voix de leur porte-parole officieux, Yousouf Ahmadi : « Honte à Karzai, ce président fantoche qui a demandé sans avoir honte au président Obama de garder McChrystal en poste1596. »

La crise de confiance, ouverte, publique, cinglante, traverse l'Atlantique. Le général Vincent Desportes, directeur du collège interarmées de défense, qui n'a donc pas de commandement opérationnel, mais qui voit passer dans ses murs tout le gratin des armées françaises, expose dans *Le Monde* que

« la situation n'a jamais été pire[1597] », que la stratégie McChrystal « ne semble pas fonctionner », qu'« il est difficile aux chefs d'affirmer "on perd quelques batailles, mais on est en train de gagner la guerre" ». Enfin il s'interroge sur Obama qui ne semble pas « très sûr de ses choix » : « Il a opté pour trente mille soldats de plus. Tout le monde savait que ce devait être zéro ou cent mille de plus. On ne fait pas de demi-guerres. » Ne reste selon lui que l'option Biden : réduire les troupes alliées à ce qui est nécessaire pour mater al-Qaida. Quant à la France, le jugement est cruel, mais réaliste : « Quand vous êtes actionnaire à 1 %, vous n'avez pas la parole. »

L'amiral Édouard Guillaud, chef d'État-major des armées depuis le mois de janvier, prend à son tour la plume pour fustiger des propos « irresponsables » ; il appelle à « résister à l'impatience d'exiger des résultats immédiats », à « manifester du sang-froid, comme nos soldats en font preuve sur le terrain sous le feu des insurgés[1598] ». Et de conclure : « Nous devons montrer la même détermination et la même constance. » L'amiral ne pouvait réagir autrement. Mais si de détermination et de constance les soldats français ont, depuis 2001, toujours fait preuve, en est-il de même pour les politiques ? Le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, ne montre pas tout à fait l'exemple en répondant sur France 3 à une question sur le retrait des troupes françaises : « Je n'en sais rien du tout. Les présidents Obama et Karzai ont dit : "En 2011, nous passerons le relais et le commandement dans certaines régions à l'armée afghane, aux commandement et gouvernement afghans." Je pense que c'est pour l'année prochaine. Maintenant est-ce que les troupes vont se retirer ? Je n'en sais rien. N'évoquons pas [d'échéance], surtout en pleine guerre, parce que les Taliban vont dire : "Nous attendons cette date." Je n'en sais rien, ça dépendra de la situation[1599]. » Le conseiller à la sécurité nationale de Barak Obama, James Jones, relativise de même : « Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le mois de juillet 2011 ne marquera pas le grand départ de nos forces. C'est la période où nous pensons que nous pourrons transférer plus de responsabilités aux autorités afghanes[1600]. »

Pourtant, depuis 2001, le Pentagone a déjà dépensé 280 milliards de dollars et, en 2010, l'Afghanistan a coûté pour la première fois plus cher que l'Irak. Obama demande au Congrès une rallonge de 33 milliards pour

financer le *surge*. En comparaison, sur la même période, l'ensemble des bailleurs de fonds a dépensé 51,5 milliards de dollars pour l'aide à la reconstruction, dont la moitié pour la formation de l'armée et de la police, soit seulement 25 milliards pour l'aide purement civile. De toute façon, l'organisation Integrity Watch Afghanistan a rapporté que la corruption coûtait un milliard de dollars par an quand le PNB national n'est que de 13 milliards1601. Une nouvelle conférence est organisée le 20 juillet 2010 pour statuer sur un processus de transition du pouvoir au gouvernement afghan. Symboliquement, elle doit se tenir à Kaboul. Mauvais symbole : certains des participants sont contraints de faire demi-tour en raison de roquettes tombées sur l'aéroport tandis que, par sécurité, Kaboul est entièrement fermé à la circulation ! Hillary Clinton y précise que la date de juillet 2011 annoncée par Obama était en fait « le début d'une nouvelle phase, pas la fin de notre engagement ». Un plan de transition, appelé « processus de Kaboul », fixe de fait à 2014 le départ de la Fias. C'est tout au moins ce que laisse entendre le texte final annonçant que « la communauté internationale soutient l'objectif du président afghan selon lequel les forces de sécurité afghanes doivent diriger et conduire les opérations militaires dans toutes les provinces d'ici à la fin 2014 ». Mais le secrétaire général de l'Otan ne perd pas de temps pour préciser que le retrait se fera « graduellement, sur la base d'un examen sobre de la situation politique et sécuritaire afin qu'elle soit irréversible1602 ». Le plan s'accompagne d'objectifs très ambitieux : l'effectif de l'Ana doit ainsi grimper de 102 000 à 260 000 hommes en 2012, les Américains fournissant le financement adéquat (pas moins de un milliard de dollars par mois). Karzai d'autre part a obtenu la satisfaction d'une vieille revendication avec l'octroi de cinquante pour cent de l'aide internationale à son gouvernement alors que, jusqu'alors, quatre-vingts pour cent était géré par les ONG et les organisations internationales.

Du point de vue militaire, Petraeus met peu à peu en œuvre les ingrédients de sa recette irakienne. Il y a urgence, car mille deux cents civils ont été tués lors du premier semestre, soit une hausse de vingt-cinq pour cent par rapport à 2009XVI. Le 27 juillet, le commandant américain donne à la Fias les mêmes « règles de bonne conduite » qu'à Bagdad : patrouiller à pied, retirer les lunettes noires, se rapprocher des habitants, faire la

distinction entre les combattants « conciliants » et les « non conciliants ». De nouvelles directives sont également distribuées pour limiter les pertes civiles « à un minimum absolu » : « Avant de tirer, le commandant approuvant une frappe doit déterminer qu'aucun civil n'est présent. S'il n'est pas possible de déterminer le risque de présence de civils, les frappes sont interdites, sauf dans deux conditions1603. » Mais la malédiction afghane frappe encore : à peine quelques heures plus tard, l'Otan doit reconnaître avoir tué plusieurs civils dans le Nangarhar. D'autre part, la zizanie s'installe au sein des autorités. Le 15 août, Petraeus annonce qu'il « pourrait juger un retrait en 2011 prématuré1604 » à peine quelques heures avant que Robert Gates, secrétaire d'État à la Défense, affirme, lui, qu'« il n'y a aucun doute dans l'esprit de quiconque que nous allons commencer à retirer les troupes en juillet 20111605 ». Quant à Karzai, il ne prend plus de gants pour dénoncer ouvertement la stratégie militaire américaine : « L'expérience des huit dernières années, expose-t-il fin août, montre que combattre dans les villages afghans a été inefficace et ne conduit à rien si ce n'est à tuer des civils1606. » Le conseiller à la sécurité nationale, James Jones, avait déjà prévenu en juillet que la prochaine opération sur Kandahar, une nouvelle fois annoncée des semaines à l'avance, ne serait pas une « grande offensive », ni une « offensive classique », mais une offensive « progressive, de présence et de nettoyage1607. » De fait, présentée à l'origine comme le « Fallujah » afghan, en référence à cette ville d'Irak reprise de haute lutte par l'armée américaine en 2004, elle n'est désormais considérée que comme l'application du « processus », prévoyant une amélioration de la gouvernance et de la sécurité, ainsi qu'un soutien aux forces afghanes.

Tous les arguments sont bons pour justifier le maintien de la présence militaire. D'un côté, le général Petraeus dresse en novembre un bilan « positif 1608 » de la stratégie de contre-insurrection, chiffres à l'appui : en trois mois, 387 chefs insurgés ont été tués ainsi que 965 de leurs hommes, et 2 553 capturés. « La dynamique de la guerre, a-t-il déclaré au *Figaro*, est en train de repasser des mains des Taliban et du réseau Haqqani aux mains de l'Otan1609. » Néanmoins, deux mois plus tard, les Taliban sont capables d'attaquer pour la seconde fois la base aérienne de l'Otan à Djalalabad et d'y introduire des kamikazes. Les élections législatives de septembre ont

bien eu lieu, mais la participation chute à 40 %, le scrutin n'ayant pu être organisé dans les nombreux secteurs de l'Est et du Sud tombés sous le contrôle de l'insurrection.

Pour faire bon poids sont également ressortis les épouvantails traditionnels. En août, en référence à la jeune réfugiée aux yeux verts photographiée en 1984, par Steve McCurry pour *National Geographic*, le mensuel américain *Time Magazine* publie en une la photo d'une jeune Afghane au nez tranché par les Taliban pour avoir quitté son mari avec une légende éloquente : « Ce qui arrivera si nous quittons l'Afghanistan. » L'emploi du présent aurait été plus justifié puisque l'Otan est encore là… Dans le même esprit, Nicolas Sarkozy déclare à la conférence des ambassadeurs, le 25 août 2010 : « Souvenons-nous de ce que les Taliban ont fait dans le passé et des milliers de victimes afghanes qu'ils continuent de faire1610. » Et de scander : « Nous avons une stratégie claire : mettons-la en œuvre jusqu'au bout ! La France restera engagée aussi longtemps que nécessaire et aussi longtemps que le souhaitera le peuple afghan. »

Second épouvantail, Ben Laden refait surface, « figure iconique », comme le qualifie justement le général Petraeus, selon qui celui-ci se trouverait dans « une région montagneuse très, très isolée d'Afghanistan ou du Pakistan1611 ». Pas plus que dans les années 1980, pas plus qu'en 2001, il ne faut déduire de la non-capture un pacte secret entre Washington et le Saoudien. D'abord, il serait outrageusement faux d'affirmer que les Américains restent passifs face à al-Qaida. Le 25 septembre, « Cheikh Fateh », un Égyptien, chef de l'organisation en Afghanistan, a ainsi été tué par un drone américain ; son prédécesseur et compatriote, Moustafa Abou al-Yazid, avait trouvé la mort de la même façon en mai dans le nord-ouest du Pakistan. En lieu et place d'une entente, c'est une convergence d'intérêts qui rapproche les Américains et le Saoudien. En rappelant périodiquement le fait qu'il est en liberté, les premiers alimentent le moteur du conflit le mieux compris par l'opinion publique depuis le 11-Septembre. Cent cinquante mille hommes pourraient-ils renoncer face à un seul, qu'il soit vivant d'ailleurs ou qu'un autre se fasse passer pour lui ? Un bon indicateur de la véritable intention américaine de quitter la région sera sans doute l'annonce de la mort de Ben Laden, accidentelle ou non. De son côté, le Saoudien a tout intérêt à ce que les Alliés continuent à occuper cette terre

d'islam, car c'est pour lui une garantie de recrutement de par le monde. À cette fin, il appelle avec régularité les principales nations à se retirer d'Afghanistan, comme la France en octobre 2010 et encore en janvier 2011 : probablement ne peut-il mieux les inciter à rester, leur gouvernement ne pouvant offrir le spectacle déplorable d'États cédant devant le chantage.

I- Ils sont libérés respectivement le 28 avril et le 11 mai, la première lisant aux médias une lettre que lui ont adressée les Taliban : « Vous avez dû souffrir des nombreux transferts d'un endroit à l'autre, mais c'était pour votre sécurité. Vous avez été témoin des gens tués par les bombardements, demandez à l'Europe et à l'Otan pourquoi ils ont [*sic*] des opérations militaires dans notre pays […]. Céline, nous voulons que les [soldats] français quittent notre pays. C'est notre droit. Ce désir légitime doit-il être appelé terroriste ? »

II- Groupement tactique interarmes.

III- Mission policière de l'Union européenne en Afghanistan.

IV- Véhicule de l'avant blindé.

V- Ce n'est que partie remise. Au total, ils auront véhiculé dans la nuit 4,5 t de matériel, 79 soldats et 22 blessés.

VI- Le 29 juin 2008, un sergent du 3e RPIMa a tiré par mégarde à balles réelles dans la foule venue assister à une démonstration et blessé dix-sept personnes. Nicolas Sarkozy, en visite à l'hôpital, a refusé de saluer le chef d'État-major de l'armée de terre qui l'accueillait et, le désignant du doigt, aurait déclaré selon l'hebdomadaire *Le Point* : « Vous êtes tous irresponsables ! Vous n'êtes pas des professionnels, mais des amateurs ! » L'Élysée a démenti, pourtant la démission du général Cuche fut acceptée le lendemain. Un incident de plus dans la relation difficile du chef de l'État avec une armée qui n'a que peu apprécié la relégation du ministère de la Défense au treizième rang protocolaire, la rédaction du Livre blanc par des civils, la suppression de cinquante-quatre mille postes et le naufrage avant même sa mise en chantier du second porte-avions.

VII- Même si Nicolas Sarkozy a déclaré à Kaboul en décembre 2007 : « Il se joue ici une guerre, une guerre contre le terrorisme, contre le fanatisme que nous ne pouvons pas et ne devons pas perdre. »

VIII- À l'exception de l'Iran qui se décommande sans donner de raison.

IX- Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarité, association créée à Marseille en 1976.

X- Autres éléments sous ses ordres : des cavaliers du 4e régiment de chasseurs, des parachutistes du 13e RDP, des sapeurs du 2e REG, des artilleurs du 93e RAM, des traqueurs d'ondes du 54e RT et des transmetteurs du 28e RT.

XI- Les pertes chez les insurgés sont sujettes à débat, car les Taliban ne laissent aucun cadavre derrière eux. Il est donc difficile d'estimer l'efficacité d'une offensive. En l'occurrence, « Dinner Out » se serait soldé par trente-sept ennemis tués de manière certifiée, c'est-à-dire corroborée par deux sources : l'une humaine (un villageois par exemple), l'autre par observation (témoignage du colonel Nicolas Le Nen recueilli par l'auteur).

XII- Civil Military Operation : elles consistent essentiellement en l'offre par les militaires de consultations médicales et en distribution d'aide humanitaire.

XIII- Son cousin, Hakeemullah Mehsud, a pris sa suite, avant d'être tué à son tour par les Américains en janvier 2010 et remplacé par Hafiz Gul Bahadur.

XIV- « En commun » en dari.

XV- Le site Wikileaks diffusera des documents de l'armée américaine attestant que le Pakistan autorise ses services de renseignement à traiter directement avec les Taliban « lors de "sessions de stratégie secrète" ».

XVI- Selon l'Onu, les insurgés en seraient responsables à soixante-quinze pour cent, surtout à cause des IED. Encore plus inquiétant, les régions du Nord, considérées comme calmes, connaissent une insécurité grandissante. Dix membres d'une ONG chrétienne américaine ont ainsi été assassinés dans le Badakhshan.

L’Humilistan

Candide courut le monde au XVIIIe siècle pour se rendre compte qu’il valait mieux cultiver son jardin. S’il passait par l’Afghanistan au XXIe, probablement en retiendrait-il la leçon que l’humilité devrait conduire à ne pas toujours venir cultiver celui des autres. Tony Blair le reconnaît en 2010 : « À l’époque, nous pensions que l’équation était relativement simple. Éliminer les Taliban, organiser des élections sous le contrôle de l’Onu et investir massivement pour favoriser le développement de l’Afghanistan : tout cela ne pouvait qu’aboutir à un progrès. » Étrange simplisme de la part du Premier ministre de l’ancienne puissance impériale. Qui mieux que les Britanniques aurait dû s’attendre à ce que l’« équation » afghane soit très compliquée puisque la coalition s’est donné pour mission de rétablir l’ordre dans un pays dont le principal, si ce n’est l’unique ciment de l’unité est justement le rejet des étrangers qui viennent régulièrement l’occuper ?

Au bout de dix ans de présence, il serait mensonger d’affirmer que rien n’a changéI : la durée en elle-même n’est pas un marqueur d’échec. Et, pour atteindre les objectifs fixés en 2001, la patience était une vertu à prévoir. Les Taliban et al-Qaida se fondent en effet dans la population, ils évoluent à leur guise entre Afghanistan et Pakistan ; quant au pays, plus qu’à reconstruire, il est pratiquement à construire après trente ans de guerre civile, d’emprise soviétique, d’incurie taleb et d’occupation alliée. « Le maintien des troupes, insiste le conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, Jean-David Levitte, s’impose sur une longue durée dans une société bouleversée, un État destructuré ressemblant fort à celui du roi de Bourges. Les Soviétiques, puis la guerre civile, puis les Taliban ont tout démoli. Il faudra du temps pour reconstruire, mais à condition de ne pas se tromper de stratégie et de ne pas se retirer avant d’avoir obtenu des résultats, ce qui serait catastrophique pour les Afghans et pour la communauté internationale1612. »

D’un autre côté, la situation bloquée au bout de dix ans impose une remise en cause de chacun des participants. À commencer par la France

dont l'un des travers est de trop croire en l'universalité de sa culture et de son histoire, elle qui se revendique *urbi et orbi* comme « le pays des droits de l'homme », ce qui lui donnerait un droit de se mêler d'à peu près n'importe quel problème dans le monde. Néanmoins, s'il est un pays où sa voix peut sembler légitime, c'est bien l'Afghanistan avec lequel elle a tissé une relation vraiment inédite. En 2008, deux de ses plus hauts représentants qui avaient participé à l'épopée humanitaire dans les années 1980, l'un depuis l'ambassade française à Islamabad – l'ambassadeur en Afghanistan Régis Koetschet –, l'autre à la tête de Médecins du monde – le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner –, ont dévoilé dans le cimetière de Kaboul une plaque : « En hommage aux victimes de l'engagement humanitaire en Afghanistan ». Parmi elles, presque que des Français : Thierry Niquet, Christophe Cany, Frédéric Galland…

Le sang versé ne saurait légitimer l'intrusion dans les affaires d'un État, mais il est la preuve de l'ancienneté et de la force de liens qui donnent à la voix de la France et des Français une valeur particulière en Afghanistan. Certes, les jeunes Afghans ignorent grandement ce qu'ont fait les ONG pour leurs parents. De la France, nombre d'entre eux ne connaissent désormais presque que l'écusson sur le treillis des légionnaires et des chasseurs alpins qui occupent une partie de leur pays. « Nous avons perdu tout le crédit que nous avions patiemment gagné depuis trente ans[1613] », regrette Laurent Maréchaux, ancien de la Guilde puis de Solidarités. Mariam Abou Zahab, qui accomplit tant de voyages pour Afrane, ose même lancer : « La France a trahi les Afghans ! Je ne peux pas retourner à Zaboul, j'ai honte. […] On a cassé l'image que les Afghans s'étaient faite de nous[1614]. » Toutefois, quand bien même le lien serait rompu avec la population, l'expertise française demeure. Les Puig, Roy, Boinet, les diplomates qui se sont succédé à Kaboul, les médecins et les infirmières de MSF, MDM, AMI, les OT de la DGSE, tous ont partagé les douleurs de l'Afghanistan depuis trente ans, quand personne ne s'y rendait par peur des combats et, ensuite, par désintérêt. Et avant eux, soixante ans de coopération ont uni Paris à Kaboul par les liens singuliers de la culture et de l'enseignement. Pas d'argent ou d'armes comme avec les Américains. Pas de souvenirs impériaux comme avec les Britanniques. Pas de manœuvres géostratégiques comme avec les Russes, les Pakistanais, les Chinois ou les

Indiens. Hamid Karzai déclara à Nicolas Sarkozy en visite à Kaboul en 2007 : « Le lien entre l'Afghanistan et la France est sans ombres[1615]. » De fait, les Français sont là, qui peuvent apporter une analyse plus fine, plus intime du pays. Encore faudrait-il qu'ils soient écoutés. « Si cela avait été le cas, souligne Mariam Abou Zahab, la France n'aurait pas récupéré Surobi, une terre que nous évitions tous très précautionneusement pendant le djihad. Tout le monde savait que c'était le bastion du Hezb-e Islami[1616]. » Nul gouvernement ne saurait se reposer sur les experts pour définir sa politique, mais s'en priver témoigne d'une assurance dont les résultats actuels ne démontrent pas tout à fait l'acuité des fondements…

Le rassemblement de toutes les intelligences est souhaitable pour apporter une autre perspective à la politique menée sur place. « Nos politiques et nos autorités militaires, analyse justement le général Thorette, ancien chef d'État-major de l'armée de terre, ont été guidés par un très grand pragmatisme qui n'est peut-être pas très risqué, mais qui est assez juste par rapport aux capacités de la France non seulement en termes militaires, mais aussi en termes de soutien populaire[1617]. » Militairement, de fait, la France ne pourra jamais faire beaucoup plus. En septembre 2010, le ministère de la Défense estime à 470 millions d'euros le coût des quatre mille hommes présents en Afghanistan, soit la moitié de son budget Opex[1618]. Chaque soldat sur place coûte plus de 100 000 euros par an, sans compter le prix médiatique sans cesse croissant des pertes humaines. Une nouvelle inflexion serait enfin d'autant plus appréciable que, jusqu'à il y a peu, la France ne s'était guère trompée en Afghanistan. Sans remonter à la geste du djihad, les faits ont donné raison à Jacques Chirac de s'être opposé à l'intrusion de l'Otan et au développement des PRT, ou bien d'avoir privilégié, dès 2002, la formation de l'armée afghane.

Le préalable indispensable à toute nouvelle orientation est de se faire mieux entendre des Américains. « Je souhaite le succès d'Obama, souligne ainsi Hubert Védrine, mais, dans l'affaire afghane, il se comporte avec nous d'une manière typiquement américaine : il prend l'avis de centaines de personnes chez lui et il se retourne ensuite vers nous pour trouver des supplétifs. Nous aurions dû dire d'entrée de jeu que nous étions d'accord pour envoyer des troupes à condition d'être partie prenante dans toutes les décisions. Ce qu'il manque actuellement, c'est un Foch, un GQG comme en

1918 pour associer toutes les nations dans une guerre aux buts mieux définis[1619]. » Or, aux commandes de la Fias depuis mai 2006, les Américains « ne veulent plus laisser les rênes à d'autres[1620] », souligne le général Py. Mais les Européens sont également fautifs. « Comment s'étonner, demande le général Bentegeat, que l'Otan soit dominée par les Américains alors qu'ils en fournissent plus de soixante-dix pour cent des forces et l'essentiel du budget ? À leur place, nous ferions bien pis[1621] ! » Le problème n'est donc pas la domination américaine, mais la soumission des autres nations. Aux Français de montrer l'exemple.

Leur participation militaire au conflit les y autorise. Par rapport à celle des Américains, elle peut sembler dérisoire. D'ailleurs, les quarante-cinq mille soldats français qui se sont succédé en Afghanistan depuis 2001 ne sont quasiment pas mentionnés dans les Mémoires du président Bush, du général Franks et de son adjoint, le général DeLong. Pourtant, après la mort, le 20 février 2011, du caporal Alexandre Rivière, ils y ont laissé cinquante-six des leurs. Au reste, qu'aurait valu la parole de la France si elle avait été incapable, elle qui est membre permanent du Conseil de sécurité et une puissance nucléaire, de déployer quelques milliers d'hommes ? Ses satellites, avions de transport, ravitailleurs, tous ses états-majors de planification, de logistique, autant que le *Charles-de-Gaulle*, les Mirage 2000 et les forces spéciales justifient sa prise de parole.

Toutefois, l'armée ne saurait représenter l'alpha et l'oméga de la politique française en Afghanistan. Incontestablement, les soldats français y adoptent un comportement différent. Ils sont plus au contact (même si l'époque où les hommes sortaient sans gilet pare-balles est révolue et l'accueil de la population plus mitigé), plus impliqués (certaines denrées sont achetées sur place contrairement aux Américains qui importent tout), plus au service des populations aussi grâce à l'aide médicale gratuite qu'ils leur offrent. Mais l'enjeu les dépasse. D'un côté, les gouvernements s'acharnent à réclamer « zéro mort » ; de l'autre, ils veulent des résultats rapides qui doperaient leur cote de popularité pour les élections suivantes. Ce qui conduit à deux incongruités. D'une part, ce que le général Poncet appelle « le syndrome de l'impuissance de la puissance occidentale[1622] ». Déclarer en effet que l'on veut éviter toute perte civile est noble, mais la conséquence est que les insurgés privilégient les zones habitées, c'est-à-dire

le pire des terrains. D'où soit des pertes militaires supérieures, soit des lenteurs considérables. La deuxième incongruité est d'employer le soldat dans des missions pour lesquelles il ne paraît pas le plus adapté. Le discours du général Druart, de retour de son commandement de la région capitale en avril 2010, l'illustre parfaitement. Usant d'un langage plus proche du monde de l'entreprise, il explique que « l'armée se transforme en faire-valoir avec la mise en place de microprojets », et il ajoute : « Nous avons un rôle de facilitateurs[1623]. » Le succès n'a pas été au rendez-vous à en juger par son aveu, désarmant après dix mois de présence : « Mais il va arriver un moment où on va peut-être commencer à les comprendre. »

Se reposer sur l'armée est encore plus inadapté dans le cadre d'une coalition où chaque nation, même si elle ne fournit qu'un état-major, a voix au chapitre. L'écheveau des règles d'engagement paralyse tout. « Dans l'Otan, écrit le général Py sur la base de son expérience à la tête de la Fias, avant de donner un ordre, on est obligé de savoir, au préalable, si la nation qui fournit l'unité acceptera ou non de faire ce qu'on exige d'elle[1624]. » Or en face se trouve un combattant libre d'évoluer comme il l'entend, en parfaite connaissance du terrain. Les pieds du géant otanien ne sont pas d'argile, mais boueux.

Comme le résume le général Wolsztynski, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air : « L'Afghanistan n'est pas un problème militaire, il ne faut donc pas attendre de l'armée qu'elle apporte la solution[1625]. » De quelle nature est donc le problème afghan ? Si l'on en croit Wikileaks, relayé par *Le Monde*, Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, aurait déclaré à Robert Gates en janvier 2010 : « La France restera en Afghanistan "jusqu'à la fin[1626]". » À l'instar de toutes les divulgations de ce site, ce n'est en rien une révélation. Imaginer la France se replier en solitaire est une vue de l'esprit. Plus intéressant est de s'interroger sur le contenu de la « fin » évoquée par le ministre. Quels sont les critères qui décideront du départ ? « L'engagement en Afghanistan, indique l'ambassadeur Benoît d'Aboville, ne s'est pas décidé à l'issue d'un vrai débat sur les implications, la durée, le coût, la mesure du succès qui permettrait de se retirer. Dans les Balkans, les buts étaient clairs. En Afghanistan, chacun y est allé de sa petite musique. Pour les Américains, il fallait traquer al-Qaida ; pour les Britanniques, éradiquer la drogue qui irriguait jusqu'aux rues de Londres.

Nous, les Français, nous avons prôné le retour à l'État de droit1627. » Même constat dépité chez Hubert Védrine : « Est-on là pour écraser les foyers de terrorisme ou pour démocratiser, éduquer, etc. ? On ment aux populations occidentales et afghanes en affirmant que nous aidons une population en difficulté, à la démocratiser, etc. – mais en fait, nous ne sommes là que pour défendre nos intérêts de sécurité1628. »

Pour envisager le terme de l'intervention occidentale, il faut revenir aux buts originels, ceux que s'étaient donnés Américains et Alliés en 2001. Le principal, parfois le seul, dans la bouche des gouvernants qui sont poussés dans leurs derniers retranchements, est la lutte contre le terrorisme international. Il était justifié en 2001 puisque des liens avérés avaient été établis entre le 11-Septembre et l'Afghanistan. L'est-il toujours ? Selon Jean-Pierre Filiu, expert de la nébuleuse qaidesque, « jamais les États-Unis n'ont été aussi proches de pouvoir tourner la page du 11-Septembre ». L'organisation – mille à mille cinq cents membres dans le monde – est cantonnée dans ses quatre repaires du Pakistan, du Yémen, de l'Irak et, depuis 2007, du Sud-Sahel. Partout ailleurs, elle s'est heurtée aux nationalismes locaux qui rejettent sa violence aveugle et sa captation de l'islam. Plus que l'intervention militaire des Occidentaux, c'est le corps musulman en son entier qui a rejeté le cancer prétendument djihadiste. Les dernières opérations d'al-Qaida ont été l'attentat suicide sur la base de la CIA à Khost, le 20 décembre 2009, et, plus récemment, les prises d'otage d'AQMI, qui n'ont plus l'ampleur des opérations dévastatrices des décennies 1990 et 2000. En Afghanistan, sans l'accueil de Haqqani et de son fils Sirajuddine au Waziristan et à Khost, al-Qaida serait en déshérence. Son seul espoir est de raviver la colère du monde musulman, soit en provoquant l'invasion occidentale d'une nouvelle terre d'islam – rien ne la servirait plus que l'entrée au Pakistan des forces américaines – soit en accroissant les tensions intracommunautaires en Occident : l'attentat de Madrid en mars 2004, la tuerie d'un gradé musulman de l'armée américaine à Fort Hood en novembre 2009, tout ce qui peut être assimilé à un dénigrement des musulmans la nourrit. Aussi peut-il sembler curieux de consacrer tant de moyens à un pays situé à cinq mille kilomètres de la France quand à cinq kilomètres de Paris sévissent des courants radicaux aux visées convergentes avec celles de Ben Laden… Les auteurs des futurs

attentats en Occident viendront de l'Occident. S'ils ne peuvent « s'entraîner » en Afghanistan, ils iront au Yémen, en Afrique centrale, en Asie du Sud-Est… Ne vaudrait-il pas mieux investir sur la manière d'ôter de la tête de ces apprentis terroristes le sinistre projet de faire couler le sang de leurs compatriotes ? Éternel arbitrage entre le proche et le distant, le court et le long terme.

Un autre objectif que se sont fixé les Alliés en s'installant en Afghanistan est la lutte contre la drogue. Non seulement elle ravage leurs sociétés, mais elle serait le gagne-pain des Taliban, deux raisons donc de la combattre. Cultivé de manière ancestrale, le pavot a proliféré dans les années 1980, les ONG y ayant contribué à leur corps défendant en aidant à l'irrigation dans les régions frontalières du Pakistan comme dans le lointain Badakhshan. Selon Reuters, il rapporterait par an aux Taliban 100 à 130 millions de dollars1629. En y ajoutant le rançonnement systématique des commerces et des entreprises locales, les prélèvements sur l'essence et la production agricole, ainsi que les sommes récupérées lors des prises d'otages, le magot taleb atteindrait annuellement 300 millions de dollars. Soit ce que dépensent les Américains en trois jours… La drogue n'est en réalité qu'une mince partie des revenus taliban. La production qui s'est diversifiée avec l'héroïne enrichit autant les anciens chefs de guerre – qui ont donc tous d'excellentes raisons pour interdire à des Occidentaux, déjà pusillanimes en la matière, de s'en mêler de quelque manière que ce soit – que nombre de policiers et autres fonctionnaires afghans. Depuis le sommet de Bucarest, qui a établi un lien entre l'insurrection et le trafic de drogue, la Fias mène l'éradication, comme lors de l'opération « Diesel » dans le Helmand en février 2009 : plus de une tonne d'opium mouillé fut saisie par les Britanniques. Devant le constat d'échec au sommet du G8 de Trieste le 27 juin suivant, il a été décidé de consacrer des centaines de millions de dollars pour détruire la production, casser les filières et trouver des cultures de substitution. Coton et horticulture sont ainsi prônés par la France alors que, à l'ouest, l'Iran défend le safran. Mais, comme pour la lutte contre le terrorisme, n'est-il pas vain de s'attaquer aux conséquences d'un problème avant d'avoir traité l'essentiel des causes ? Le paysan qui sera sûr de nourrir sa famille de manière traditionnelle ne sera plus tenté de recourir à cet expédient.

Le troisième objectif de la coalition depuis 2001 est de soutenir le gouvernement afghan dans son lent travail de stabilisation du pays. Les recettes institutionnelles occidentales ont été appliquées à un pays dont le fonctionnement, les coutumes, la manière de penser peuvent faire penser au Moyen Âge en Europe, mais qui participent tout simplement d'une autre culture. La démocratie n'est pas en cause. Peut-être exotique en 2002, elle est aujourd'hui incontournable et encore plus après la vague de révolutions en Méditerranée. La télévision, le téléphone portable, Internet ont appris aux Afghans vivant dans les régions les plus reculées qu'ils ont le droit de choisir, eux-mêmes, leur mode de gouvernement. En revanche, par leur connaissance intime du maillage toujours existant des tribus, clans et familles – même si les mailles ont évolué par l'effet des guerres –, les Français pourraient aider à faire évoluer le régime hybride et hypercentralisé défini par la Constitution de 2005 vers des modes de fonctionnement qui ont fait leurs preuves au XXe siècle, « en doublant par exemple, précise Jean-José Puig, l'administration des gouvernorats, par une autorité déléguée autrefois aux familles proches du roi, aujourd'hui à certains anciens commandants de la résistance qui ont acquis une forte légitimité[1630]».

Le principal soutien apporté par l'Occident à l'édification de l'État afghan est la formation de son armée et de sa police, aujourd'hui présentée comme la solution miracle. Des objectifs de dizaines de milliers d'hommes sont fournis, sans cesse réévalués à la hausse, dont un article au vitriol de *Time Magazine*, « Armed Forces », paru en juin 2010, démontre l'absurdité : un corps d'officiers soumis aux rivalités ethniques, mais aussi historiques – les vétérans de l'ère soviétique se retrouvent à côté de ceux qu'ils combattaient dans les années 1980 ; des vols de soldes, le racket des civils et un trafic des effets militaires ; des désertions massives, une addiction à la drogue du quart des recrues (selon une enquête interne de l'Ana). Et il faut ajouter le refus des soldats d'évoluer en dehors de leurs zones ethniques respectives… Pressés d'atteindre l'objectif de 171 600 hommes prévus pour octobre 2011, les Américains, sous l'impulsion du général William Caldwell, ont raccourci le délai d'instruction de dix à huit semaines. Au total, le Pentagone a déjà investi 26 milliards de dollars et en rajoute un chaque mois. Le but inavoué est de

se décharger au plus vite sur l'Ana de toutes les missions de sécurisation – c'est l'afghanisation – pour pouvoir entamer le retrait. L'International Crisis Group, institut de recherche très influent aux États-Unis, prédit le pire : avec une police « corrompue, brutale et rapace » et une armée « insuffisamment entraînée et gangrenée par les désertions[1631] », l'organisme estime que, « sans soutien extérieur, le gouvernement s'effondrerait, les Taliban contrôleraient la plus grande partie du pays et les conflits internes s'aggraveraient, laissant craindre le retour de la guerre civile destructrice des années 1990 ».

Cette sinistre prédiction laisse deux options : le maintien du « soutien extérieur », c'est-à-dire celui de l'Otan, ou une reconsidération des motifs de l'insurrection. Dans un cas, il s'agit de combattre un incendie ; dans l'autre, de l'empêcher de naître ou de reprendre. Et les Français, par leur expérience de l'Afghanistan des villages, des montagnes et du désert, mais aussi par leur passé colonial, sont au mieux placés pour aiguiller la discussion. Comment ne pas s'interroger sur le fait que, malgré une situation économique en amélioration – même si c'est moins avéré dans les campagnes que dans le cœur de Kaboul –, l'insurrection ne cesse de gagner du terrain ? Faut-il donc, comme Tony Blair dans ses *Mémoires*, se limiter à mettre en avant « l'intimidation » et les « actes de pure malveillance[1632] » auxquels les Taliban s'adonnent indéniablement ? Comme le souligne Johan Freckhaus, qui l'a lui-même expérimenté auprès de Massoud, « il faut de très fortes raisons pour mettre en jeu sa propre vie[1633] ». L'appât du gain (les Taliban paient 10 à 50 dollars pour une journée d'opération quand un fonctionnaire n'en gagne que 2[1634]), l'enrôlement obligatoire, la détestation des anciens chefs de guerre les plus cruels qui n'ont pas été inquiétés par la justice, le désir de renverser un pouvoir à Kaboul ne remplissant pas le rôle ancestral de redistribution des quelques richesses, en sont. Mais elles ne pèsent guère face à la colère chaque année plus forte suscitée par la prolongation du maintien de milliers d'Occidentaux sur le sol afghan, la soif de vengeance pour ceux qui ont perdu épouse ou enfants, voire le devoir de laver l'humiliation subie devant des femmes ou en prison. Certes, le général Petraeus a apporté du mieux en concentrant ses efforts sur la population, en préférant, à la manière de son mentor Galula, « dans des circonstances précises, […] une ronéo à une mitrailleuse, un médecin

militaire qualifié en pédiatrie à un spécialiste des mortiers, du ciment à des barbelés et des employés de bureau à des fantassins[1635] ». Il n'en demeure pas moins que, pour le villageois, le médecin de l'Otan, l'entrepreneur de l'Otan, le secrétaire de l'Otan restent avant tout des étrangers.

Le ressentiment est encore attisé par le fait que l'Occidental est un kafir, un infidèle, soupçonné de vouloir piller les ressources, de démanteler l'Afghanistan et, surtout, comble de l'abomination, de vouloir christianiser le pays. C'est la théorie des agendas cachés qui fait fureur en particulier dans les madrasa : les Occidentaux auraient en tête des projets obscurs qu'ils gardent évidemment secrets. Il faut donc les chasser avec les Taliban qui jouent un peu le rôle des FTP de la résistance française : de même que beaucoup de maquisards portant ce brassard n'avaient rigoureusement aucun goût pour le marxisme-léninisme, de même beaucoup des insurgés sont étrangers à l'islamisme radical ; ils rejoignent seulement le groupe le mieux organisé, probablement le mieux armé, pour rejeter l'occupant loin de ses campagnes. Les suspecter de visées djihadistes internationales est grotesque. À la manière du Français du XVIIIe siècle qui ne connaissait pas la ville, l'Afghan est intimement attaché à sa vallée. Son but est de la libérer des Occidentaux, peut-être l'Afghanistan ensuite, mais il n'a nulle envie de basculer en Asie centrale qui est pour lui une autre planète. « L'Afghan est de nature craintive, explique Mariam Abou Zahab. Il a peur de perdre sa culture, sa religion, sa famille. Aussi ne se bat-il que chez lui, d'où le rejet de l'Ana qui peut l'envoyer se battre n'importe où dans le pays[1636]. » De plus, celui qui ne prend pas les armes, alors qu'il en a la capacité physique, est considéré comme un moins-que-rien par son père, son frère et même sa petite amie. Il y récupérera le prestige du Moudjahid que recherchaient déjà ses aînés dans les années 1980. Si l'intégrisme peut progresser parmi ces recrues-là, c'est souvent en réaction au départ programmé de la Fias. La coalition pousse le vice jusqu'à annoncer des années à l'avance quand elle pliera bagage : l'Afghan qui collabore peut donc prévoir au mois près la date de son châtiment ; les autres, en prévision de l'après-Otan, tiennent à s'afficher en musulmans irréprochables. Le président Karzai lui-même montre l'exemple, qui proclame avec provocation : « Je vais rallier les Taliban. »

La présence occidentale étant le prétexte de l'insurrection, trois solutions se dessinent. En premier lieu, réparer une erreur commise dès 2001 : puisque l'enjeu était d'abattre le terrorisme international, pourquoi l'Occident fut-il le seul à envoyer des troupes ? Chinois, Arabes, Russes sont tout autant concernés. Mais les conséquences du déploiement éventuel de chacun sont impossibles à mesurer et sans doute ravageuses pour longtemps.

La deuxième solution est de contrebattre la propagande taleb pour faire comprendre que les Occidentaux ne mènent pas de croisade en Afghanistan. Serait nécessaire un gigantesque travail de pédagogie, allant au-delà de la conquête des cœurs et des esprits, pour former des générations entières d'Afghans. Vingt ans, et des centaines de milliards, n'y suffiraient sans doute pas.

Reste donc le départ de l'Otan. Dans tous les pays impliqués, l'incompréhension monte. Le Canada et les Pays-Bas ont décidé de quitter l'Afghanistan. Les opinions publiques britannique et allemande sont de plus en plus hostiles. Un sondage CNN donne plus de la moitié des Américains convaincus que la guerre est perdue. Comment partir, surenchérissent certains, sans les lauriers de la victoire ? « L'Otan ne peut pas perdre en Afghanistan[1637] », souligne le général Henri Bentegeat. « Victoire impossible, défaite improbable », dit le général Vincent Desportes. Jean-Charles Jauffret, lui, parle de « non-victoire[1638] ». Ces mots-là n'ont de sens que pour la presse et l'opinion publique : il y a une guerre, il faut donc un vainqueur et un vaincu. Et s'il n'y avait tout bonnement ni vaincu ni vainqueur ? Le Viêt Nam a été proclamé vainqueur des Américains en 1975 ; on put pourtant en douter au regard de sa destinée pendant les quinze ans qui suivirent. Et puis il s'est métamorphosé. Et il est désormais intimement lié aux États-Unis qui, sans pouvoir être présentés comme des vainqueurs, ne sont plus tout à fait des perdants vu la richesse de leurs échanges économiques bilatéraux[II]… Vainqueur pour qui ? pour quoi ? Et si les guerres modernes, qui ne veulent même pas dire leur nom, se caractérisaient avant tout par l'absence au final de vainqueur et de vaincu ? Et si la France, grâce à l'expérience de ses fils et de ses filles, aidait enfin à faire comprendre que, au lieu du dédain qu'il suscite souvent, l'Afghanistan devait être « l'Humilistan », une terre d'humilité pour l'Occident ? Des

millénaires de civilisations différentes ne se rattraperont jamais en deux élections présidentielles américaines. Six mois d'éloignement paraissent une épreuve au soldat occidental, sa femme et sa famille lui rappelant chaque jour leur peur grâce aux moyens modernes de communication. Le blindage de ses véhicules et son gilet pare-balles symbolisent en Afghanistan les tourments de sociétés qui ne savent plus qui elles sont ni ce qu'elles veulent. D'un côté, ils protègent les troupes, de l'autre, ils les empêchent presque irrémédiablement de lutter contre les guérilleros qui, eux, n'emportant que leur fusil, peuvent se mouvoir avec une agilité déconcertante.

Le retrait de l'Otan asséchera la propagande taleb en lui ôtant le bouc émissaire de ses diatribes. Que l'Otan se concentre sur la traque d'al-Qaida et cède la place à la communauté internationale afin de revenir au seul marqueur pour les Afghans d'un pouvoir respectable, la distribution massive, et juste, d'un soutien en premier lieu financier. Ainsi la France a-t-elle été parmi les premières à prodiguer une aide d'urgence à la fin 2001. Mais cette image de bon Samaritain est ternie par la faiblesse des moyens engagés : 92 millions d'euros de 2001 à 2007, ce qui la place au 19e rang des donateurs (ou encore 0,55 % de l'aide internationale totale). L'action française, d'autre part, reste dans la continuation du passé : éducation, santé et culture ont sa prédilection. Dans un rapport très complet en date de juin 2008, le ministère des Affaires étrangères a ainsi déploré que, « en fait, l'Afghanistan n'a pas été suffisamment "traité" dans une optique de sortie de crise ou de prévention des crises, le contexte et les spécificités n'ont pas été pris en compte. La programmation utilise encore un schéma organisé par sous-actionsIII […] qui reflètent les fils directeurs de la coopération française dans son ensemble, et non les besoins du pays partenaire1639 ». En bref, Paris applique à l'Afghanistan les mêmes méthodes qu'ailleurs.

L'humilité doit inviter en tout premier lieu à se rappeler le budget limité de la France. L'Afghanistan ne représente que 0,2 % de son aide dans le monde, mais où rogner ? Au Maroc ou au Sénégal qui représentent chacun 4 % ? En Haïti (0,3 %) ? L'humilité doit ensuite pousser à voir petit, en soutenant des projets locaux ayant recueilli l'assentiment de la population, qui éviteront la corruption. Elle doit aussi conduire à se débarrasser de certaines idées préconçues. « À quoi bon créer aujourd'hui des écoles et des

universités ? demande Bernard Dupaigne. À quoi sert une classe d'intellectuels dans un pays dévasté et ruiné ? Il y aura pléthore de médecins et de professeurs qui viendront travailler en Europe. Il faut absolument revenir au schéma traditionnel de l'Afghanistan et ne pas reproduire nos lubies occidentales : renforcer les pouvoirs locaux en s'appuyant sur le système tribal1640. »

D'aucuns, en dignes héritiers des conférenciers de Versailles ou de Yalta, se prennent à rêver d'un démantèlement de l'Afghanistan1641 qui consisterait à regrouper les ethnies à coups de déplacements de populations pour aboutir à une fédération à la yougoslave. Vu l'interpénétration des ethnies, et la spécificité du nationalisme afghan, c'est l'assurance d'abord d'une purification ethnique à la même sauce yougoslave, ensuite d'un nouveau cycle de guerres civiles, voire d'une guerre régionale gravissime puisque, de gré ou de force, les Tadjiks rejoindraient l'orbite russe, les Hazaras l'Iran, les Pachtounes le Pakistan.

Grâce à leur expérience, les Français peuvent aider la communauté internationale à réaliser que le pays a un point d'équilibre institutionnel que lui seul connaît et qui, aux autres, peut sembler un déséquilibre permanent. Ils doivent rejeter les Cassandre qui, en cas de départ des troupes, prophétisent l'apocalypse pour l'Afghanistan et le monde, tout comme ils agitaient les pires dangers en cas de chute des potentats tunisien, égyptien, libyen, et autres… Les Taliban prendront le pouvoir ? Les Afghans en ont moins peur que de la guerre civile. Ils recommenceront comme en 1996 ? Rien de moins sûr après le désastre ayant suivi le 11-Septembre. Nul mieux que la France, qui, pendant soixante ans, a participé à l'éducation de la jeunesse afghane, ne devrait savoir le formidable potentiel de ce peuple qui, malgré trente ans d'une guerre effroyable, laminant villes, villages, cultures, mais aussi mentalités, patrimoine, a conservé un vrai esprit afghan, de splendides intelligences et une farouche volonté de s'en sortir. À lui de décider, de la manière qu'il souhaite, s'il veut les Taliban, Karzai, les chefs de guerre ou, au contraire, une nouvelle génération née en exil ou formée au pays, distante des vieilles querelles, portée vers la modernité. Selon l'Unicef, l'Afghanistan est le pays le plus jeune au monde : la moitié de sa population a moins de dix-huit ans, soixante-dix pour cent ont moins de vingt-cinq ans ! L'Iran ne s'y trompe pas, qui investit massivement dans

l’éducation, espérant construire une élite qui lui soit favorable. Enseigner, semer, soigner, conseiller peut paraître moins ambitieux que de vaincre les Taliban, pourchasser al-Qaida, éradiquer le pavot et remodeler les institutions. Mais grâce à sa propre histoire, grâce au millier des siens qui, dans toutes les circonstances, ont partagé joies et souffrances des Afghans, la France sait peut-être mieux que d’autres que le royaume de l’insolence peut être aussi le cimetière des prétentions.

I- Une plaquette du ministère de la Défense vante en 2010 « les progrès accomplis depuis 2001 » : 70 % de votants en 2004, 5 millions de réfugiés revenus au pays, une nouvelle Constitution en janvier 2004 reconnaissant les droits de l’homme et de la femme, la liberté d’expression (400 journaux, 80 radios, 40 chaînes de télé), 400 000 enfants sauvés chaque année (par la baisse d’un quart du taux de mortalité infantile), 6 millions d’enfants scolarisés dont 2 de filles, 3 600 écoles construites, 13 000 km de routes réhabilitées, hausse de 70 % du PIB (defense.gouv.fr/ema/layout/set/popup/layout/set/popup/content/download/157712/1362059/file/AFGHA)

II- En 2009, ils ont atteint 15,4 milliards de dollars contre 1,4 milliard en 2001.

III- « Promouvoir la langue française, favoriser la diversité culturelle et valoriser les cultures du Sud, animer un réseau d’établissements culturels, participer à la formation des futures élites, favoriser la recherche et la coopération scientifique, appui aux politiques de lutte contre la pauvreté et mise en œuvre des stratégies sectorielles, contribuer à la gouvernance démocratique et à l’État de droit. »

Notes

Une histoire sans mémoire

1- www.lemonde.fr/societe/article/2007/04/16/ce-que-les-services-francais-savaient-de-ben-laden-en2000_896448_3224.html.

2- Plaquette éditée par le ministère de la Défense :

www.defense.gouv.fr/ema/layout/set/popup/layout/set/popup/content/download/157712/1362059/file/AFGHA%20A3%20PLAQUETTEfr.pdf.

Chapitre premier
L'ambassadeur Molière (p. 15 à 43)

3- Lire le remarquable ouvrage que lui a consacré Françoise Olivier-Utard, *Politique et archéologie. Histoire de la Délégation archéologique française en Afghanistan (1922-1982)*, Éditions Recherche sur les civilisations, 2003.

4- Pour une parfaite compréhension de l'expansion islamiste en Afghanistan, se reporter à l'indispensable ouvrage d'Olivier Roy *L'Afghanistan. Islam et modernité politique*, Le Seuil, 1985.

5- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

6- Étude de Jean-José Puig *in* Gérard Chaliand, *Stratégies de la guérilla*, Payot, 1994.

7- Christopher Andrew et Oleg Gordievsky, *Le KGB dans le monde (1917-1990)*, Fayard, 1990.

8- http://sites.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/dossiers/2002/lycees_kaboul/reportage_themes.php?report_id=8&atheme=1.

9- Témoignage d'Emmanuel Delloye recueilli par l'auteur.

10- Article du *Figaro* du 3 mai 1978.

11- Témoignage de Philippe Truze recueilli par l'auteur.

12- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

13- François Missen, *Le Syndrome de Kaboul. Un Afghan raconte*, Edisud, 1980.

14- Vladimir Boukovsky, *Jugement à Moscou. Un dissident dans les archives du Kremlin*, Robert Laffont, 1995.

15- Ambassade de France en Afghanistan, *Une ambassade à Kaboul. Itinéraires afghans*, Groupe Killid, 2008.

16- Témoignage d'Hervé Barré recueilli par l'auteur.

17- Témoignage d'Emmanuel Delloye recueilli par l'auteur.

18- Témoignage de Jean-Yves Berthault recueilli par l'auteur.

19- Reportage de TF1 du 19 octobre 1979.

20- Patrice Franceschi, *Ils ont choisi la liberté*, Arthaud, 1981.

21- Article du *Figaro*, 20 décembre 1979.

22- Témoignage de Philippe Truze recueilli par l'auteur.

23- Alain de Bures et Jean-Michel Chaligny, *Le Défi afghan. L'URSS en échec*, Anthropos, 1986.

24- Témoignage de Philippe Truze recueilli par l'auteur.

25- Alain de Bures et Jean-Michel Chaligny, *Le Défi afghan. L'URSS en échec*, Anthropos, 1986.

26- www.gwu.edu/nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB57/soviet.html

27- Témoignage du général Henri Paris recueilli par l'auteur.

28- Se conférer à l'excellent essai de Michael Mueller et Erich Schmidt-Eenboom *Histoire des services secrets allemands*, Éditions Nouveau Monde, 2009.

29- Robert M. Gates, *From the Shadows. The Ultimate Insider's Story of Five Presidents and How They Won the Cold War*, Simon & Schuster, 2006.

30- *Ibid*.

31- Comte de Marenches et David A. Andelman, *The Fourth World War. Diplomacy and Espionnage in the Age of Terrorism*, William Morrow and Company, 1992.

32- Témoignage recueilli par l'auteur.

33- Lire l'excellent livre de Mériadec Raffray *Afghanistan. Les victoires oubliées de l'Armée rouge*, Economica, 2010.

34- Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Histoire mondiale du renseignement. Les maîtres espions*, Robert Laffont, 1994.

35- Comte de Marenches et Christine Ockrent, *Dans le secret des princes*, Stock, 1986.

36- Témoignage de Jean François-Poncet recueilli par l'auteur.

37- Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai*, Fayard, 1998.

38- John Cooley, *Unholy Wars*, Pluto Press, 2002.

39- Témoignage de Gabriel Robin recueilli par l'auteur.

40- Georges-Henri Soutou, *La Guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Fayard, 2001.

41- John Cooley, *Unholy Wars*, Pluto Press, 2002.

42- Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai*, Fayard, 1998.

43- Article du *Nouvel Observateur* du 15 janvier 2008.

44- Mériadec Raffray, *Afghanistan. Les victoires oubliées de l'Armée rouge*, Economica, 2010.

45- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

46- AN 5AG4/CD147, note du SGDN sur l'« Afghanistan, trois ans après », 24 décembre 1982.

47- Article de *Valeurs actuelles* du 7 juillet 2010.

48- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 7 novembre 1981.

49- Témoignage de Didier Giard recueilli par l'auteur.

50- John Cooley, *Unholy Wars*, Pluto Press, 2002.

51- Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, Compagnie 12, 1988.

52- Témoignage de Jean François-Poncet recueilli par l'auteur.

Chapitre II
Le cavalier, solitaire, de la France (p. 45 à 84)

53- Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, Compagnie 12, 1988.

54- Jimmy Carter, *Mémoires d'un président*, Plon, 1982.

55- Témoignage de Gabriel Robin recueilli par l'auteur.

56- Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai*, Fayard, 1998.

57- Article de *L'Humanité* du 5 janvier 1980.

58- Patrice Franceschi, *Ils ont choisi la liberté*, Arthaud, 1981.

59- Article du 28 décembre 1979.

60- *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, sous la direction de Samy Cohen et Marie-Claude Smouts, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

61- « Que faire pour l'Afghanistan ? », article du *Monde* du 5 mars 1980.

62- AN 5AG3/1095.

63- Georges-Henri Soutou, *La Guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Fayard, 2001.

64- AN 5AG3/1095.

65- Jimmy Carter, *Mémoires d'un président*, Plon, 1982.

66- Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, Compagnie 12, 1988.

67- *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, sous la direction de Samy Cohen et Marie-Claude Smouts, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

68- Article du *Matin* du 27 février 1980.

69- Article du *Monde* du 4 mars 1980.

70- Témoignage de Gabriel Robin recueilli par l'auteur.

71- Témoignage de Philippe Truze recueilli par l'auteur.

72- Jean-Pierre Turpin, *La Passion de l'Afghanistan. Madera, vingt et un ans de solidarité*, Karthala, 2001.

73- Témoignage de Jean-Yves Berthault recueilli par l'auteur.

74- Jean-Pierre Turpin, *La Passion de l'Afghanistan. Madera, vingt et un ans de solidarité*, Karthala, 2001.

75- Témoignage de Philippe Truze recueilli par l'auteur.

76- Article du *Nouvel Observateur* du 10 mars 1980.

77- Article de *France-Soir* du 27 mars 1980.

78- Article de *L'Humanité* du 28 avril 1980.

79- Témoignage de Jean François-Poncet recueilli par l'auteur.

80- Article du *Figaro* du 25 avril 1980.

81- Témoignage de Gabriel Robin recueilli par l'auteur.

82- Témoignage de Jean François-Poncet recueilli par l'auteur.

83- Comte de Marenches et David A. Andelman, *The Fourth World War. Diplomacy and Espionnage in the Age of Terrorism*, William Morrow and Company, 1992.

84- AN 5AG3/1095.

85- AN 5AG3/1095, note de Jacques Wahl à Valéry Giscard d'Estaing, 11 avril 1980.

86- Article du *Monde* du 13 mars 1980.

87- AN 5AG3/1095.

88- *Ibid*.

89- Henri Froment-Meurice, *Vu du Quai*, Fayard, 1998.

90- *Ibid*.

91- AN 5AG3/1095, rapport de Michel Poniatowski sur son voyage en Pologne, 29 avril 1980.

92- AN 5AG3/1095.

93- Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, Compagnie 12, 1988.

94- Jean François-Poncet, *37, quai d'Orsay. Mémoires pour aujourd'hui et pour demain*, Odile Jacob, 2008.

95- AN 5AG3/1095.

96- Jean François-Poncet, *37, quai d'Orsay. Mémoires pour aujourd'hui et pour demain*, Odile Jacob, 2008.

97- AN 5AG3/1095.

98- *Ibid*.

99- Témoignage de Gabriel Robin recueilli par l'auteur.

100- Comte de Marenches et David A. Andelman, *The Fourth World War. Diplomacy and Espionnage in the Age of Terrorism*, William Morrow and Company, 1992.

101- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

102- Comte de Marenches et David A. Andelman, *The Fourth World War, Diplomacy and Espionnage in the Age of Terrorism,* William Morrow and Company, 1992.

103- AN 5AG3/1095.

104- *Ibid*.

105- *Ibid*.

106- Article du *New York Times* du 17 mai 1980.

107- AN 5AG3/1095.

108- Témoignage de Jean François-Poncet recueilli par l'auteur.

109- AN 5AG3/1095.

110- *Ibid*.

111- *Ibid*.

112- Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, Compagnie 12, 1988.

113- Témoignage de Jean François-Poncet recueilli par l'auteur.

114- AN 5AG3/1095.

115- *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, sous la direction de Samy Cohen et Marie-Claude Smouts, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

116- Article du *New York Times* du 25 mai 1980.

117- Entretien avec *Le Monde* du 31 juillet 1980.

118- Hubert Védrine, *Les Mondes de François Mitterrand. À l'Élysée 1981-1995*, Fayard, 1996.

119- Comte de Marenches et David A. Andelman, *The Fourth World War. Diplomacy and Espionnage in the Age of Terrorism*, William Morrow and Company, 1992.

120- AN 5AG3/1095.

121- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

122- Témoignage de Jack Chaboud recueilli par l'auteur.

123- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

124- Témoignage de Bernard Dupaigne recueilli par l'auteur.

125- Témoignage de Martine-Cécile Meunier-Just recueilli par l'auteur.

126- Article de *Combat pour l'Indépendance*, mai-juin 1980.

127- Témoignage de Philippe Truze recueilli par l'auteur.

128- Article de *Libération* du 21 juillet 1980.

129- Article du *Figaro* du 21 juin 1980.

130- AN 5AG3/1095, note de Henri Froment-Meurice, 25 mars 1980.

131- *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, sous la direction de Samy Cohen et Marie-Claude Smouts, Presses de la Fondation nationale des nciences politiques, 1985.

132- Témoignage de Jean François-Poncet recueilli par l'auteur.

133- René Mauriès, *Jean-Baptiste Doumeng*, Milan, 1992.

134- AN 5AG3/1095, note de Jacques Wahl à Valéry Giscard d'Estaing, 22 juin 1980.

135- AN 5AG3/1095, projet de lettre de Valéry Giscard d'Estaing à Brejnev; octobre 1980.

136- Témoignage d'Henri Froment-Meurice recueilli par l'auteur.

137- AN 5AG3/1095, télégramme non daté.

138- Article du *Monde* du 26 juin 1980.

139- Article du *Matin* du 27 juin 1980.

140- *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, sous la direction de Samy Cohen et Marie-Claude Smouts, Presses de la Fondation nationale des nciences politiques, 1985.

141- Entretien paru dans *Le Monde* le 31 juillet 1980.

142- John Cooley, *Unholy Wars*, Pluto Press, 2002.

143- Peter L. Bergen, *Guerre sainte. Multinationale*, Gallimard, 2002.

144- John Cooley, *Unholy Wars*, Pluto Press, 2002.

145- Article du *Matin* du 16 février 1980.

146- Article de *Libération* du 23 juin 1980.

147- Stephen Dorril, *MI6. Inside the Covert World Of Her Majesty's Secret Intelligence Service*, Simon & Schuster, 2002.

148- Michael Mueller et Erich Schmidt-Eenboom, *Histoire des services secrets allemands*, Éditions Nouveau Monde, 2009.

Chapitre III
« Qu'est-ce que c'est la France ? » (p. 85 à 144)

149- Christopher Andrew et Oleg Gordievsky, *Le KGB dans le monde (1917-1990)*, Fayard, 1990.

150- Article du *Figaro* du 10 juin 1980.

151- Article de *France-Soir* du 7 juin 1980.

152- Article de *La Voix du Nord* de juin 1980.

153- Témoignage d'Hervé Barré recueilli par l'auteur.

154- AN 19970446.

155- Là encore, l'ouvrage d'Olivier Roy *L'Afghanistan. Islam et modernité politique*, Le Seuil, 1985 est incontournable.

156- Michael Barry, *Massoud. De l'islamisme à la liberté*, Éditions Louis Audibert, 2002.

157- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

158- Article du 19 mars 1981.

159- Milton Bearden et James Risen, *CIA-KGB. Le dernier combat*, Albin Michel, 2004.

160- Article du *Quotidien* du 9 juillet 1980.

161- Article de *L'Express* du 19 au 25 juillet 1980.

162- Patrice Franceschi, *Ils ont choisi la liberté*, Arthaud, 1981.

163- Article des *Échos* du 21 août 1980.

164- Article du *Quotidien de Paris* du 21 août 1980.

165- Article du *Monde* du 3 janvier 1980.

166- Article de *L'Express* du 26 février 1980.

167- Article de l'Express de la semaine du 11 au 17 août 1979.

168- Article du 19 juillet 1980 de *L'Express*.

169- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 4, avril 1981.

170- « Ce que nous avons vu en Afghanistan », article du *Nouveau Journal* ; 27 juin 1980.

171- Les Nouvelles d'Afghanistan, n° 8, février 1982.

172- Peter Hopkirk, *The Great Game. On Secret Service in High Asia*, John Murray, 2006.

173- Fiona Terry, *Condemned to Repeat ? The Paradox of Humanitarian Action*, Cornell University Press, 2002.

174- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

175- Témoignage de Claude Malhuret recueilli par l'auteur.

176- Anne Vallaeys, *Médecins sans frontières. La biographie*, Fayard, 2004.

177- Témoignage de Claude Malhuret recueilli par l'auteur.

178- Gérard Kohout a fait de son expérience afghane sa thèse de médecine en 1983 : *La Mission de MSF en Afghanistan, de 1980 à 1982*.

179- Témoignage de Claude Malhuret recueilli par l'auteur.

180- Témoignage de Michel Fiszbin recueilli par l'auteur.

181- Article du *Quotidien de Paris* du 10 juin 1980.

182- Témoignage de Laurence Laumonier-Ickx recueilli par l'auteur.

183- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

184- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

185- Article du *Quotidien de Paris* du 24 juin 1980.

186- Christophe de Ponfilly, *Vies clandestines. Nos années afghanes*, Florent Massot, 2001.

187- Interview du *Matin* du 21 juin 1980.

188- Patrice Franceschi, *Ils ont choisi la liberté*, Arthaud, 1981.

189- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

190- Témoignage d'Amin Wardak recueilli par l'auteur.

191- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

192- Article de *L'Humanité* du 2 septembre 1980.

193- Laurent Maréchaux, *Les Sept Peurs*, Le Dilettante, 2005.

194- Revue *Humanitaire*, n° 4, *27 décembre 1979-11 septembre 2001, Afghanistan*, 2001/2002.

195- Christophe de Ponfilly, *Vies clandestines. Nos années afghanes*, Florent Massot, 2001.

196- *Ibid*.

197- Témoignage d'Édouard Lagourgue recueilli par l'auteur.

198- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

199- Témoignage d'Édouard Lagourgue recueilli par l'auteur.

200- Témoignage de Laurent Maréchaux recueilli par l'auteur.

201- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

202- Peter L. Bergen, *Guerre sainte. Multinationale*, Gallimard, 2002.

203- Témoignage d'Alain Faudeux recueilli par l'auteur.

204- Témoignage d'Alain Faudeux recueilli par l'auteur.

205- Article du *Matin* du 22 octobre 1980.

206- Interview dans *Libération* du 9 juin 1980.

207- Article du *Parisien libéré* du 6 novembre 1980.

208- Article du *Courrier picard* du 17 septembre 1980.

209- Témoignage d'Hervé Barré recueilli par l'auteur.

210- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

211- Gérard Kohout a fait de son expérience afghane sa thèse de médecine en 1983 : *La Mission de MSF en Afghanistan*, *de 1980 à 1982*.

212- Christophe de Ponfilly, *Massoud l'Afghan. Celui que l'Occident n'a pas écouté*, Éditions du Félin, 2001.

213- Article du *Monde* du 9 septembre 1980.

214- Raymond Depardon, *Notes*, Points, 2006.

215- Jean-José Puig, *La Pêche à la truite en Afghanistan*, Éditions de la Martinière, 2005.

216- Témoignage de Mohammed Eshaq recueilli par l'auteur.

217- Propos de Massoud *in* Sandy Gall, *Afghanistan. Agony of a Nation*, The Bodley Head Ltd, 1988.

218- Témoignage de Mohammed Eshaq recueilli par l'auteur.

219- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

220- Article du 5 décembre 1980 du *Quotidien de Paris*.

221- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

222- Christophe de Ponfilly, *Vies clandestines. Nos années afghanes*, Florent Massot, 2001.

223- Témoignage d'Amin Wardak recueilli par l'auteur.

224- Laurent Maréchaux, *Les Sept Peurs*, Le Dilettante, 2005.

225- Témoignage de Patrick Edel recueilli par l'auteur.

226- Témoignage d'Anne de Beaumont recueilli par l'auteur.

227- Témoignage d'Alain Boinet recueilli par l'auteur.

228- Témoignage recueilli par l'auteur.

229- *Id*.

230- Edward Jay Epstein, *Dossier. The Secret Story of Armand Hammer*, Carrol & Graf Publishers, 1996.

231- Témoignage recueilli par l'auteur.

232- Comte de Marenches et David A. Andelman, *The Fourth World War, Diplomacy and Espionnage in the Age of Terrorism*, William Morrow and Company, 1992.

233- Joseph E. Persico, *Casey. The Lives and Secrets of William J. Casey : From the OSS to the CIA*, Viking, 1990.

234- Témoignage recueilli par l'auteur.

235- Article de *Time* du 4 avril 1994.

236- Témoignage de Roger Faligot recueilli par l'auteur.

237- Témoignage de l'amiral Ray Bobby Inman recueilli par l'auteur.

238- Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur.

239- Laurent Maréchaux évoque cet épisode dans son roman tiré de faits réels *Bijoux de famille*, Le Dilettante, 2008.

240- Témoignage recueilli par l'auteur.

241- Article de *Time* du 4 avril 1994.

242- Stéphane Allix, *Afghanistan. Aux sources de la drogue*, Ramsay, 2003.

243- Témoignage recueilli par l'auteur.

244- AN 5AG3/1095, projet de lettre de Valéry Giscard d'Estaing à Brejnev, octobre 1980.

245- Article des *Échos* du 6 février 1981.

246- Article du *Figaro* du 28 janvier 1981.

247- Article du *Monde* du 22 février 1981.

248- Article de *Libération* du 21 février 1981.

249- Témoignage de Gabriel Robin recueilli par l'auteur.

250- Témoignage d'Alain Boinet recueilli par l'auteur.

251- Témoignage de Patrice Franceschi recueilli par l'auteur.

252- Témoignage d'Amin Wardak recueilli par l'auteur.

253- Interview parue dans *La Voix du Nord* du 21 mars 1981.

254- Interview du 21 mars 1981.

255- Article du *Monde* du 1er octobre 1981.

Chapitre IV
Wardak contre Jaruzelski (p. 145 à 195)

256- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

257- Jacques Attali, *Verbatim (1981-1986)*, Fayard, 1993.

258- AN 5AG4/CD149, note de Védrine à Pierre Bérégovoy, 15 juin 1981.

259- AN 5AG4/CD149, rapport de Puig de mai 1981.

260- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 10, Juillet 1982.

261- AN 5AG4/RD47, compte-rendu d'entretien, 16 juillet 1981.

262- Témoignage d'Henri Froment-Meurice recueilli par l'auteur.

263- Article du *Figaro* du 6 juillet 1981.

264- AN 5AG4/RD47, note de la direction Asie, 7 juillet 1981.

265- Roger Reese, *Red commanders. A Social History of the Soviet Army Officer Corps, 1918-1991*, University Press of Kansas, 2005.

266- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 4, avril 1981.

267- AN 5AG4/CD147, note du cabinet du ministre du 23 juin 1981 à l'intention de François Scheer.

268- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

269- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

270- Témoignage de Laurence Laumonier-Ickx recueilli par l'auteur.

271- Olivier Weber, *French doctors. La grande épopée de la médecine humanitaire*, Robert Laffont, 1995.

272- Témoignage de Laurence Laumonier-Ickx recueilli par l'auteur.

273- Témoignage de Jérôme Bony recueilli par l'auteur.

274- AN 5AG4/CD147, lettre de Claude Cheysson à Jacques Huntziger (non datée).

275- Article du 7 octobre 1981.

276- Article du *Nouvel Observateur* du 26 décembre 1981.

277- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

278- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 5-6, juillet 1981 ; colloque « Les Français et l'aide à l'Afghanistan », 3 avril 1981.

279- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

280- Témoignage d'Alain Boinet recueilli par l'auteur.

281- Philippe Augoyard, *La Prison pour délit d'espoir. Médecin en Afghanistan*, Flammarion, 1985.

282- Anne Vallaeys, *Médecins sans frontières. La biographie*, Fayard, 2004.

283- Témoignage du général Bruno Elie recueilli par l'auteur.

284- Témoignage de François Scheer recueilli par l'auteur.

285- Témoignage d'Hubert Védrine recueilli par l'auteur.

286- Témoignage de François Scheer recueilli par l'auteur.

287- AN 5AG4/CD147, note de la direction Asie, 1er septembre 1981.

288- AN 5AG4/CD147.

289- AN 5AG4/CD149, note d'Hubert Védrine au président de la République, 17 novembre 1981.

290- AN 5AG4/CD147, note de J.-C. Gardin, directeur de la Dafa, 11 septembre 1981.

291- Témoignage d'Hervé Barré recueilli par l'auteur.

292- Écho paru dans *Le Point* le 27 octobre 1980.

293- Article du *Matin* du 19 octobre 1981.

294- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

295- Témoignage d'Alain Chevalérias recueilli par l'auteur.

296- Témoignage d'Alain Faudeux recueilli par l'auteur.

297- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

298- Gérard Chaliand, *Rapport sur la résistance afghane*, Berger-Levrault, 1981.

299- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

300- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

301- Témoignage de Jérôme Bony recueilli par l'auteur.

302- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 11, décembre 1982.

303- AN 5AG4/CD147, note du 22 janvier 1982 d'Hubert Védrine à Pierre Bérégovoy.

304- Témoignage de Roland Barraux recueilli par l'auteur.

305- Roland Barraux, *Si je t'oublie Bamiyan. Souvenirs de ma mission en Afghanistan 1981-1985*, Éditions Bamiyan, 2002.

306- Témoignage de Roland Barraux recueilli par l'auteur.

307- AN 5AG4/CD149, note d'Hubert Védrine à Pierre Bérégovoy, 17 décembre 1981.

308- Témoignage de Jean-Claude Colliard recueilli par l'auteur.

309- Témoignage de Gilles Ménage recueilli par l'auteur.

310- Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Histoire mondiale du renseignement. Les maîtres espions*, Robert Laffont, 1994.

311- Témoignage de Pierre d'Alançon recueilli par l'auteur.

312- Témoignage de Jamsheed Marker recueilli par l'auteur.

313- AN 5AG4/CD345, note rédigée à l'occasion de la venue du général Zia en France, 22 novembre 1982.

314- AN 5AG4/RD47.

315- AN 5AG4/RD47, note de Régis Debray à François Mitterrand, 29 janvier 1982.

316- Interview parue dans le n° 137 d'*Inprecor*, novembre 1982.

317- AN 5AG4/CD147, rapport de Régis Debray sur sa mission au Pakistan, 4 mars 1982.

318- AN 5AG4/CD147, commentaires d'Hubert Védrine, 18 mars 1981.

319- AN 5AG4/CD147, lettre de Claude Cheysson à Hubert Védrine, 15 mars 1982.

320- Lire l'excellent article de Floran Vadillo « L'administration à l'épreuve du politique : politisation et personnalisation des services de renseignement et de sécurité de 1981 à 1995 », *Revue administrative*, n° 366.

321- Pierre Marion, *Mémoires de l'ombre. Un homme dans les secrets de l'État*, Flammarion, 1999.

322- Témoignage de François Heisbourg recueilli par l'auteur.

323- Pierre Marion, *La Mission impossible. À la tête des services secrets*, Calmann-Lévy, 1991.

324- Témoignage recueilli par l'auteur.

325- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

326- Kurt Lohbeck, *Holy War. Unholy Victory*, Regnery Gateway, 1993.

327- Pierre Marion, *Mémoires de l'ombre, Un homme dans les secrets de l'État*, Flammarion, 1999.

328- Article du *Progrès* du 10 janvier 1981.

329- Témoignage recueilli par l'auteur.

330- *Id*.

331- *Id*.

332- Témoignage de Patrice Franceschi recueilli par l'auteur.

333- Témoignage d'Howard Hart recueilli par l'auteur.

334- Témoignage recueilli par l'auteur.

335- AN 5AG4/RD47.

336- Anne Vallaeys, *Médecins sans frontières. La biographie*, Fayard, 2004.

337- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

338- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

339- Témoignage de Gilles Rossignol recueilli par l'auteur.

340- Témoignage recueilli par l'auteur.

341- Témoignage de Laurence Laumonier-Ickx recueilli par l'auteur.

342- *Id*.

343- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 120, 1er trimestre 2008.

344- Article de *La Voix du Nord* du 6 février 1982.

345- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

346- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

347- Témoignage de Mohammad Eshaq recueilli par l'auteur.

348- Témoignage de Patrick Edel recueilli par l'auteur.

349- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

350- Témoignage de Patrick Edel recueilli par l'auteur.

351- Témoignage de Laurent Maréchaux recueilli par l'auteur.

352- Témoignage de Patrice Franceschi recueilli par l'auteur.

353- Témoignage recueilli par l'auteur.

354- Témoignage d'Alain Chevalérias recueilli par l'auteur.

Chapitre V
Le Lion n'a pas droit à la trêve (p. 197 à 227)

355- Témoignage de Philippe Gautier recueilli par l'auteur.

356- Témoignage d'Alain Marigo recueilli par l'auteur.

357- Témoignage de Hamed Akram recueilli par l'auteur.

358- Témoignage de Wali Nouri recueilli par l'auteur.

359- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

360- Témoignage de Philippe Gautier recueilli par l'auteur.

361- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

362- Témoignage de Bernard Garcia recueilli par l'auteur.

363- AN 5AG4/CD147, réponse de Cheysson à une question écrite du député Hamel, 8 mars 1982.

364- Témoignage de Bernard Garcia recueilli par l'auteur.

365- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

366- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 9, mai 1982.

367- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 10, juillet 1982.

368- *Id*.

369- Témoignage de Mohammad Eshaq recueilli par l'auteur.

370- Article du *Nouveau Journal*, 6 avril 1982.

371- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

372- Article dans *Le Monde* du 14 octobre 1982.

373- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

374- Article du *Monde* du 26 janvier 1982.

375- *Bulletin de l'industrie pétrolière* de janvier 1982.

376- Françoise Olivier-Utard, *Politique et archéologie. Histoire de la Délégation archéologique française en Afghanistan, (1922-1982)*, Éditions Recherche sur les civilisations, 2003.

377- Témoignage recueilli par l'auteur.

378- *Id*.

379- AN 5AG4/CD147, note de Roland Barraux du 29 avril 1982 à Claude Cheysson sur la situation en Afghanistan.

380- AN 5AG4/CD147.

381- Article des *Dépêches de Dijon* du 12 novembre 1982.

382- Article du *Monde* du 4 juin 1982.

383- Témoignage de Laurence Laumonier-Ickx recueilli par l'auteur.

384- Témoignage d'Alain Chevalérias recueilli par l'auteur.

385- AN 5AG4/CD147, note du 7 juillet 1982 du CAP.

386- *Ibid*.

387- AN 5AG4/CD147, note du 2 août 1982 du CAP.

388- AN 5AG4/CD147, analyse du CAP, 8 juillet 1982.

389- AN 5AG4/CD147, note confidentiel défense du SGDN, 30 juillet 1982.

390- Témoignage d'Hervé Barré recueilli par l'auteur.

391- Témoignage de Laurence Laumonier-Ickx recueilli par l'auteur.

392- Témoignage de Patrick Edel recueilli par l'auteur.

393- Témoignage de Gilles Rossignol recueilli par l'auteur.

394- Témoignage de Laurent Maréchaux recueilli par l'auteur.

395- Témoignage de John Train recueilli par l'auteur.

396- Témoignage de Claude Malhuret recueilli par l'auteur.

397- AN 5AG4/CD147, note du 3 novembre 1982 de la direction Asie (signée Pierre Brochand).

398- AN 5AG4/CD149, note d'Hubert Védrine à Jean-Louis Bianco, 10 septembre 1982.

399- Article du *Monde* du 12 octobre 1982.

400- Article du *Monde* du 25 décembre 1982.

401- AN 5AG4/CD277, note sur l'Inde de Hubert Védrine et Elisabeth Guigou, 23 novembre 1982.

402- AN 5AG4/CD277.

403- AN 5AG4/CD147, note du CAP, 22 novembre 1982.

404- AN 5AG4/CD147, note du SGDN sur l'*Afghanistan, trois ans après*, 24 décembre 1982.

405- AN 5AG4/CD147.

406- Mohammad Yousaf et Mark Adkin, *The Battle for Afghanistan. The Soviets Versus the Mujahideen during the 1980s*, Pen & Sword Books, 2009.

407- *Ibid*.

408- AN 5AG4/CD147.

409- AN 5AG4/CD147, note du CAP, 4 février 1983.

410- Article du *Nouvel Observateur* du 10 juin 1983.

411- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 17, mars 1984.

412- Témoignage d'Amin Wardak recueilli par l'auteur.

413- Patrice Franceschi, *Guerre en Afghanistan*, La Table ronde, 1984.

414- Article du 27 mai 1983.

415- Gregory Feifer, *The Great Gamble. The Soviet War in Afghanistan*, Harper Collins, 2009.

416- *Ibid*.

417- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 17, mars 1984.

418- Témoignage d'Howard Hart recueilli par l'auteur.

419- Mohammad Yousaf et Mark Adkin, *The Battle for Afghanistan. The Soviets Versus the Mujahideen during the 1980s*, Pen & Sword Books, 2009.

420- Témoignage d'Amin Wardak recueilli par l'auteur.

421- Témoignage de Howard Hart recueilli par l'auteur.

422- Témoignage de Mohammad Eshaq recueilli par l'auteur.

423- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

424- Christophe de Ponfilly, *Vies clandestines. Nos années afghanes*, Florent Massot, 2001.

425- Témoignages recueillis par l'auteur.

426- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

427- AN 5AG4/CD147, note du CAP du 16 novembre 1982 après un entretien avec Jean-José Puig.

428- Témoignage d'Amin Wardak recueilli par l'auteur.

429- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

430- Témoignage recueilli par l'auteur.

431- Témoignage de Roland Barraux recueilli par l'auteur.

432- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

433- Michael Scheuer, *Imperial Hubris*, Potomac Books, 2004.

434- Témoignage de Mohammed Eshaq recueilli par l'auteur.

Chapitre VI
Une assiette bien pleine (p. 229 à 288)

435- Patrice Franceschi, *Guerre en Afghanistan*, La Table ronde, 1984.

436- Article de *Libération* du 10 mars 1982.

437- Philippe Augoyard, *La Prison pour délit d'espoir. Médecin en Afghanistan*, Flammarion, 1985.

438- Témoignage de Laurent Maréchaux recueilli par l'auteur.

439- Article du *Quotidien de Paris* du 23 février 1983.

440- Interview parue dans *Le Quotidien de Paris* du 25 mars 1983.

441- Article de *Valeurs actuelles* du 28 mars 1983.

442- AN 5AG4/CD147, note de la direction des affaires politiques, service des affaires stratégiques et du désarmement, du Quai d'Orsay, 10 mars 1983.

443- AN 5AG4/CD147, note du CAP, 23 mars 1983.

444- Christophe de Ponfilly, *Vies clandestines. Nos années afghanes*, Florent Massot, 2001.

445- Patrice Franceschi, *Guerre en Afghanistan*, La Table ronde, 1984.

446- Article du *Monde* du 31 mars 1983.

447- Témoignage de Michel de Guillenchmidt recueilli par l'auteur.

448- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

449- Témoignage de François Scheer recueilli par l'auteur.

450- Témoignage du général d'armée aérienne Jean Saulnier recueilli par l'auteur.

451- Témoignage du général Henri Paris recueilli par l'auteur.

452- Témoignage de François Heisbourg recueilli par l'auteur.

453- AN 5AG4/CD147, note du CAP après un entretien avec Wardak, 22 février 1983.

454- Article du *Nouveau Journal* du 22 février 1983.

455- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 15, octobre 1983.

456- AN 5AG4/CD147, note du CAP après un entretien avec Wardak, 22 février 1983.

457- Note d'Amin Wardak intitulée, *Situation, projets et besoins*, 24 février 1983.

458- Note de François Heisbourg du 28 février 1983.

459- Témoignage de Patrice Franceschi recueilli par l'auteur.

460- Pierre Lethier, *Argent secret. L'espion de l'affaire Elf parle*, Albin Michel, 2001.

461- Article de *L'Express* du 23 avril 1982.

462- Témoignage recueilli par l'auteur.

463- AN 5AG4/CD149, lettre de Wardak [pas d'indication du destinataire], 5 décembre 1983.

464- Témoignage recueilli par l'auteur.

465- *Id*.

466- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

467- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

468- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

469- Voir l'étude détaillée d'Olivier Roy *Afghanistan : From Holy War to Civil War*, Darwin Press, 1995.

470- Témoignage de Mohammad Eshaq recueilli par l'auteur.

471- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

472- Michael Mueller et Erich Schmidt-Eenboom, *Histoire des services secrets allemands*, Éditions Nouveau Monde, 2009.

473- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

474- Témoignage de Muslim Hayat recueilli par l'auteur.

475- Stephen Dorril, *MI6. Inside the Covert World Of Her Majesty's Secret Intelligence Service*, Simon & Schuster, 2002.

476- Ken Connor, *Ghost Force. The Secret History of the SAS*, Cassell, 1998.

477- Témoignage d'Erich Schmidt-Eenboom recueilli par l'auteur.

478- Michael Mueller et Erich Schmidt-Eenboom, *Histoire des services secrets allemands*, Éditions Nouveau Monde, 2009.

479- Témoignage du commandant Sakhi recueilli par l'auteur.

480- Michael Mueller et Erich Schmidt-Eenboom, *Histoire des services secrets allemands*, Éditions Nouveau Monde, 2009.

481- George Crile, *Charlie Wilson's War*, Grove Press, 2003.

482- AN 5AG4/CD147, note de la direction Asie, 16 mai 1983.

483- AN 5AG4/CD147.

484- AN 5AG4/CD149, note de la direction Asie, 14 octobre 1983, pour la présidence de la République.

485- AN 5AG4/CD149, note de la direction Asie pour le cabinet du ministre des Affaires étrangères, 29 juin 1983.

486- AN 5AG4/CD149, note de Denis Delbourg, 18 novembre 1983.

487- AN 5AG4/CD149, note du SGDN du 30 novembre 1983 sur la « résistance afghane ».

488- AN 5AG4/CD147, synthèse [sur la base d'entretiens à Peshawar, Islamabad et Paris] sur la situation en Afghanistan, juin 1983.

489- Jacques Attali, *Verbatim, (1981-1986)*, Fayard, 1993.

490- AN 5AG4/CD147, note du CAP, 23 mars 1983.

491- AN 5AG4/CD147.

492- *Ibid*.

493- Réponse de Claude Cheysson à une question écrite du député Bourg-Broc, 20 février 1984.

494- Témoignage de Christian Destremau recueilli par l'auteur.

495- Témoignage de Bernard Dupaigne recueilli par l'auteur.

496- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

497- Témoignage de Bernard Dupaigne recueilli par l'auteur.

498- Témoignage de Philippe Gautier recueilli par l'auteur.

499- Témoignage de Xavier Strauss recueilli par l'auteur.

500- Témoignage de Philippe Gautier recueilli par l'auteur.

501- Témoignage de Xavier Strauss recueilli par l'auteur.

502- Témoignage de Bertrand Gallet recueilli par l'auteur.

503- Témoignage d'Anne de Beaumont recueilli par l'auteur.

504- Témoignage de Philippe Truze recueilli par l'auteur.

505- Anne Vallaeys, *Médecins sans frontières. La biographie*, Fayard, 2004.

506- Témoignage recueilli par l'auteur.

507- AN 5AG4/CD149, note de Denis Delbourg, 18 novembre 1983.

508- Témoignage recueilli par l'auteur.

509- Témoignage de l'amiral Pierre Lacoste recueilli par l'auteur.

510- Témoignage recueilli par l'auteur.

511- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

512- Témoignage recueilli par l'auteur.

513- Témoignage de Christian Destremau recueilli par l'auteur.

514- Témoignage de Philippe Gautier recueilli par l'auteur.

515- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

516- *Ibid*.

517- Témoignage recueilli par l'auteur.

518- AN 5AG4/CD147, note du CAP, 1er juin 1984.

519- AN 5AG4/CD147, note de la direction Asie, 2 mars 1984.

520- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

521- AN 5AG4/CD147, note de Denis Delbourg au ministre des Relations extérieures, 16 février 1984.

522- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 18, juin 1984.

523- Témoignage du général Henri Paris recueilli par l'auteur.

524- AN 5AG4/CD147, note du CAP, 17 février 1984 : « Afghanistan à la recherche d'un modèle d'intégration ».

525- Mériadec Raffray, *Afghanistan. Les victoires oubliées de l'Armée rouge*, Economica, 2010.

526- AN 5AG4/CD147, note au ministre de la Défense du chef d'État-major des armées, 3 avril 1984.

527- AN 5AG4/CD147, note de la direction Asie, 8 juin 1984.

528- *Ibid*.

529- AN 5AG4/CD147, note du CAP, 1er juin 1984.

530- AN 5AG4/CD147, note d'Hubert Védrine à François Mitterrand, 9 mai 1984.

531- AN 5AG4/CD147, note de la direction Asie, 7 juin 1984, en vue de la visite de François Mitterrand en URSS.

532- AN 5AG4/RD47, note de Régis Debray à François Mitterrand, 19 juin 1984.

533- Hubert Védrine, *Les Mondes de François Mitterrand. À l'Élysée 1981-1995*, Fayard, 1996.

534- Témoignage de Roger Duzer recueilli par l'auteur.

535- AN 5AG4/CD345.

536- Témoignage de Pierre d'Alançon sur la foi de ses agendas.

537- Témoignage de Patrice Franceschi recueilli par l'auteur.

538- Témoignage de Michel de Guillenchmidt recueilli par l'auteur.

539- Jean-Pierre Turpin, *La Passion de l'Afghanistan. Madera, vingt et un ans de solidarité*, Karthala, 2001.

540- *Ibid*.

541- Témoignage d'Anne de Beaumont recueilli par l'auteur.

542- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 21, décembre 1984.

543- AN 5AG4/CD147, note de Michel Combal, directeur Asie, au directeur du cabinet du ministre des Relations extérieures, 27 septembre 1984.

544- AN 5AG4/CD147.

545- AN 5AG4/CD147, note du directeur de cabinet du ministre des Relations extérieures (Dufourcq) au ministre des Relations extérieures, 9 octobre 1984.

546- Jacques Abouchar, *Dans la cage de l'ours*, Balland, 1985.

547- AN 5AG4/CD147, note d'Hubert Védrine à François Mitterrand, 22 octobre 1984.

548- Communiqué de la Guilde, 5 octobre 1984.

549- AN 5AG4/CD147.

550- AN 5AG4/CD149.

551- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 21, décembre 1984.

552- Article de *La Libre Belgique*, 27 décembre 1984.

553- AN 5AG4/CD147.

554- *Ibid*.

555- Témoignage de Roland Barraux recueilli par l'auteur.

556- Article du *Monde* du 22 février 1985.

557- Interview du *Quotidien* du 25 février 1985.

558- Article du *Monde* du 11 mars 1985.

559- Témoignage de Mohammed Eshaq recueilli par l'auteur.

560- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

561- Témoignage de Reza Deghati recueilli par l'auteur.

562- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

563- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

564- Témoignage de Frank Anderson recueilli par l'auteur.

565- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 18, juin 1984.

566- AN 5AG4/CD149, entretien avec le roi de J.-C. Victor (pour le CAP), 12 novembre 1984.

567- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

568- AN 5AG4/CD147, note de la direction Asie, 13 décembre 1984.

569- AN 5AG4/CD147.

570- Témoignage de Claude Malhuret recueilli par l'auteur.

571- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

572- Témoignage de Phyllis Oakley recueilli par l'auteur.

573- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

574- Article d'un journal de Kaboul du 26 décembre 1986, « Activités hostiles contre nos pays », prêt de Juliette Fournot.

575- George Crile, *Charlie Wilson's War*, Grove Press, 2003.

576- Témoignage de Christian Destremau recueilli par l'auteur.

577- Témoignage d'Alain Boinet recueilli par l'auteur.

578- Revue *Humanitaire*, n° 4, *27 décembre 1979-11 septembre 2001, Afghanistan,* 2001/2002.

579- Témoignage de Laurent Maréchaux recueilli par l'auteur.

580- Christophe de Ponfilly, *Vies clandestines. Nos années afghanes*, Florent Massot, 2001.

581- Témoignage de Laurence Laumonier-Ickx recueilli par l'auteur.

582- Témoignage de Claude Malhuret recueilli par l'auteur.

583- AN 5AG4/RD47, rapport de L.V., novembre 1985.

584- Témoignage de Luc Veyri recueilli par l'auteur.

Chapitre VII
Nouveau casting (p. 289 à 322)

585- Témoignage de Reza Deghati recueilli par l'auteur.

586- Anatoly Chernyaev, *My Six Years with Gorbachev*, Penn State Press, 1992.

587- *Ibid*.

588- Témoignage de Roger Duzer recueilli par l'auteur.

589- Témoignage de Christian Lambert recueilli par l'auteur.

590- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

591- *Id*.

592- Témoignage d'Hubert Védrine recueilli par l'auteur.

593- Mikhaïl Gorbatchev, *Mémoires*, Éditions du Rocher, 1997.

594- AN 5AG4/CD413.

595- *Ibid*.

596- Verbatim de la conversation cité grâce à la très aimable autorisation de Jean Musitelli.

597- Verbatim très aimablement fourni par Jean Musitelli.

598- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

599- *Id*.

600- Anatoly Chernyaev, *My Six Years with Gorbachev*, Penn State Press, 1992.

601- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 27, mars 1986.

602- Shah Bazgar, *Afghanistan. La résistance au cœur*, Denoël, 1987.

603- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

604- Témoignage recueilli par l'auteur.

605- *Id*.

606- AN 5AG4/CD147, note du CAP, 1er juin 1984.

607- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

608- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

609- Collectif, *How Did This Happen ? Terrorism and the New War*, Public Affairs Ltd, 2001.

610- Lawrence Wright, *La Guerre cachée. Al-Qaida et les origines du terrorisme islamiste*, Robert Laffont, 2006.

611- Jean-Pierre Filiu, *Les Neuf Vies d'al-Qaida*, Fayard, 2009.

612- Article de *Monde et Vie* du 20 décembre 1985.

613- Interview par le quotidien *Al-Hayat* de Musa al-Qarni : http://captainjohann.blogspot.com/2008/10/osamaal-quedasaudi-arabia-history.html.

614- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

615- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

616- Article du *Nouvel Observateur* du 6 décembre 1985.

617- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 29-30, octobre 1986.

618- Alfred W. McCoy, *La Politique de l'héroïne. L'implication de la CIA dans le trafic des drogues*, Éditions du Lézard, 1999.

619- Article du *Sunday Times*, 17 août 1980.

620- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

621- Rapport de Rob Elphinstone, 26 avril 1988, prêt de Juliette Fournot.

622- Témoignage de Rob Elphinstone recueilli par l'auteur.

623- Article du 26 décembre 1985.

624- Mikhaïl Gorbatchev, *Avant-Mémoires*, Odile Jacob, 1993.

625- Article de *L'Humanité* du 6 mai 1986.

626- Article du *Figaro* du 6 mai 1986.

627- Stephen Dorril, *MI6. Inside the Covert World Of Her Majesty's Secret Intelligence Service*, Simon & Schuster, 2002.

628- Mohammad Yousaf et Mark Adkin, *The Battle for Afghanistan. The Soviets Versus the Mujahideen during the 1980s*, Pen & Sword Books, 2009.

629- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

630- Article du *Quotidien de Paris* du 5 juin 1986.

631- Ronald Reagan Library.

632- AN 19900003.

633- Article du *Nouvel Observateur* de juin 1986.

634- AN 19900003, lettre de Rabbani à Chirac, 27 juin 1986.

635- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

636- Mikhaïl Gorbatchev, *Mémoires*, Éditions du Rocher, 1997.

637- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

638- Anatoly Chernyaev, *My Six Years with Gorbachev*, Penn State Press, 1992.

639- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

640- Article du *Matin* du 31 juillet 1986.

641- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 29-30, octobre 1986.

642- Témoignage de Laurent Maréchaux recueilli par l'auteur.

643- Article de *Libération* du 18 juillet 1986.

644- Témoignage d'Édouard Lagourgue recueilli par l'auteur.

645- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

646- Témoignage d'Édouard Lagourgue recueilli par l'auteur.

647- Témoignages divers recueillis par l'auteur.

648- Témoignage de Régis Koetschet recueilli par l'auteur.

649- Témoignage d'Édouard Lagourgue recueilli par l'auteur.

650- Kurt Lohbeck, *Holy War. Unholy Victory*, Regnery Gateway, 1993.

651- Témoignage de Philippe Truze recueilli par l'auteur.

652- Témoignage de Laurence Laumonier-Ickx recueilli par l'auteur.

653- Rapport d'activité de l'équipe MSF dans le Badakhshan (Georges Bussios, Chantal Cauville, Dominique Margne et Marie-José Michelet) (été 1985), prêt de Juliette Fournot.

654- Témoignage de Régis Koetschet recueilli par l'auteur.

655- Témoignage d'Édouard Lagourgue recueilli par l'auteur.

656- Témoignage de Patrice Franceschi recueilli par l'auteur.

657- Mohammad Yousaf et Mark Adkin, *The Battle for Afghanistan, The Soviets Versus the Mujahideen during the 1980s*, Pen & Sword Books, 2009.

658- Milton Bearden et James Risen, *CIA-KGB. Le dernier combat*, Albin Michel, 2004.

Chapitre VIII

Aux services (p. 323 à 373)

659- Peter L. Bergen, *Ben Laden. L'insaisissable*, Michel Lafon, 2006.

660- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

661- Témoignage de Luc Veyri recueilli par l'auteur.

662- Témoignage recueilli par l'auteur.

663- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

664- Témoignage de Christian Lambert recueilli par l'auteur.

665- Témoignage recueilli par l'auteur.

666- Témoignage de Thomas Twetten recueilli par l'auteur.

667- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

668- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

669- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

670- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

671- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

672- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

673- Témoignage d'Édouard Lagourgue recueilli par l'auteur.

674- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

675- Interview par le quotidien *Al-Hayat* de Musa al-Qarni : http://captainjohann.blogspot.com/2008/10/osamaal-quedasaudi-arabia-history.html.

676- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

677- Témoignage d'Ahmad « Muslim » Hayat recueilli par l'auteur.

678- Interview par le quotidien *Al-Hayat* de Musa al-Qarni : http://captainjohann.blogspot.com/2008/10/osamaal-quedasaudi-arabia-history.html.

679- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

680- Témoignage de Bertrand Gallet recueilli par l'auteur.

681- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

682- Gary C. Schroen, *First In*, Presidio Press, 2007.

683- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

684- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

685- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

686- Xavier Ternisien, *Les Frères musulmans*, Fayard, 2005.

687- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

688- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

689- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 29-30, octobre 1986.

690- Témoignage d'Emmanuel Delloye recueilli par l'auteur.

691- Témoignage de Régis Koetschet recueilli par l'auteur.

692- François Mitterrand, *Réflexions sur la politique extérieure de la France*, Fayard, 1986.

693- Article du *Figaro* du 27 décembre 1986.

694- AN 19900003.

695- *Ibid*.

696- Témoignage de Bertrand Gallet recueilli par l'auteur.

697- Pierre Lethier, *Argent secret, L'espion de l'affaire Elf parle,* Albin Michel, 2001.

698- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

699- Témoignage recueilli par l'auteur.

700- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

701- Témoignage d'Henri Servant recueilli par l'auteur.

702- Témoignage recueilli par l'auteur.

703- *Id*.

704- Témoignage de Patrice Franceschi recueilli par l'auteur.

705- Témoignage de Claude Martin recueilli par l'auteur.

706- Témoignage recueilli par l'auteur.

707- Témoignage de Thomas Twetten recueilli par l'auteur.

708- Témoignage de Vincent Cannistraro recueilli par l'auteur.

709- Témoignage recueilli par l'auteur.

710- Témoignages recueillis par l'auteur.

711- Témoignage du général Pierre-Jacques Costedoat recueilli par l'auteur.

712- Témoignage du général Jean Heinrich recueilli par l'auteur

713- Témoignage recueilli par l'auteur.

714- Témoignage de Jean-Michel Lobry recueilli par l'auteur.

715- Témoignage recueilli par l'auteur.

716- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 33, juin 1987.

717- Témoignage recueilli par l'auteur.

718- Article du *Monde* du 23 juillet 1987.

719- Anatoly Chernyaev, *My Six Years with Gorbachev*, Penn State Press, 1992.

720- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

721- Interview de *Défense active*, reprise par *Le Figaro* du 15 juin 1987.

722- Article du *Matin* du 25 mai 1987.

723- Témoignage recueilli par l'auteur.

724- *Id*.

725- *Id*.

726- Témoignage du général Jean Heinrich recueilli par l'auteur.

727- Témoignage recueilli par l'auteur.

728- Témoignage d'Hubert Védrine recueilli par l'auteur.

729- Témoignage recueilli par l'auteur.

730- *Id*.

731- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

732- Témoignage de Juliette Fournot recueilli par l'auteur.

733- Témoignage de Christian Lambert recueilli par l'auteur.

734- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 37, mars 1988.

735- AN 5AG4/CD149.

736- Témoignage recueilli par l'auteur.

737- Article de *Libération* du 30 novembre 1987.

738- Article du *Monde* du 30 décembre 1987.

739- Témoignage de Claude Martin recueilli par l'auteur.

740- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 37, mars 1988.

741- L'auteur remercie très chaleureusement celui qui lui a généreusement transmis son étude fouillée du sujet ainsi que bien d'autres informations et conseils…

742- Article de *La Tribune de Genève* du 10 novembre 1987.

743- Pierre Grosser, *1989. L'année où tout a basculé*, Perrin, 2009.

744- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

745- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

746- Témoignage de Christian Lambert recueilli par l'auteur.

747- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

748- Document interne de MSF du 7 mai 1988, prêt de Juliette Fournot.

749- Témoignage recueilli par l'auteur.

750- Dépêche AFP du 1er mai 1988.

751- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

752- Témoignage du général Guy Bouchaud recueilli par l'auteur.

753- Milton Bearden et James Risen, *CIA-KGB. Le dernier combat*, Albin Michel, 2004.

754- Témoignage du général d'armée aérienne Jean Fleury recueilli par l'auteur.

755- Témoignage de François Bujon de L'Estang recueilli par l'auteur.

756- Témoignages recueillis par l'auteur.

757- Témoignage recueilli par l'auteur.

758- Témoignages recueillis par l'auteur.

759- Article de *Jeune Afrique* du 7 septembre 1988.

760- Témoignage de Christian Lambert recueilli par l'auteur.

761- Milton Bearden et James Risen, *CIA-KGB. Le dernier combat*, Albin Michel, 2004.

762- Témoignage de Frank Anderson recueilli par l'auteur.

763- Témoignage de Thomas Twetten recueilli par l'auteur.

764- Témoignage de Marc Sageman recueilli par l'auteur.

765- Témoignage de Thomas Twetten recueilli par l'auteur.

766- Témoignages recueillis par l'auteur.

767- Article du *Figaro* du 2 septembre 1988.

768- Témoignage de Marc Sageman recueilli par l'auteur.

769- Milton Bearden et James Risen, *CIA-KGB. Le dernier combat*, Albin Michel, 2004.

770- Témoignage du général Latif recueilli par l'auteur.

771- Témoignage de Patrice Franceschi recueilli par l'auteur.

Chapitre IX

À l'heure de la fermeture (p. 375 à 403)

772- Témoignage de Marc Sageman recueilli par l'auteur.

773- Tribune du *Monde* du 17 mai 1988.

774- Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur.

775- AN 5AG4/CD57, note de Jean Musitelli, 24 mai 1988.

776- AN 5AG4/CD57, note de Jean Musitelli du 11 juillet 1988 à l'intention du président de la République.

777- Témoignage d'Édouard Lagourgue recueilli par l'auteur.

778- Article du *Monde* du 5 juillet 1988.

779- Témoignage recueilli par l'auteur.

780- AN 5AG4/CD149.

781- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

782- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

783- Interview du *Nouvel Observateur* du 16 janvier 1988.

784- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

785- Témoignage du général Jean Heinrich recueilli par l'auteur.

786- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

787- *Ibid*.

788- Article du *Monde* du 21 février 1988.

789- Article du 18 septembre 1988.

790- Article du *Figaro Magazine* du 20 février 1988.

791- Article de *L'Express* du 16 septembre 1988.

792- Gregory Feifer, *The Great Gamble. The Soviet War in Afghanistan*, Harper Collins, 2009.

793- Jean-José Puig, *La Pêche à la truite en Afghanistan*, Éditions de la Martinière, 2005.

794- Article du *Monde* du 16 mars 1988.

795- Témoignage recueilli par l'auteur.

796- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

797- Interview par le quotidien *Al-Hayat* de Musa al-Qarni : http://captainjohann.blogspot.com/2008/10/osamaal-quedasaudi-arabia-history.html.

798- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

799- Témoignage de Claude Martin recueilli par l'auteur.

800- Article de *The Resistance*, publication du Hezb-e Islami au Pakistan, 15 janvier 1989.

801- Témoignage de Claude Martin recueilli par l'auteur.

802- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 32, mars 1987.

803- Témoignage de Christian Lambert recueilli par l'auteur.

804- Témoignage de Didier Leroy recueilli par l'auteur.

805- Gary C. Schroen, *First In*, Presidio Press, 2007.

806- Témoignage de Loïc Hennekinne recueilli par l'auteur.

807- Témoignage de Claude Martin recueilli par l'auteur.

808- Témoignage de Loïc Hennekinne recueilli par l'auteur.

809- Article du *Monde*, 14 juin 1989.

810- Article de *La Tribune de Genève* du 8 février 1989.

811- Article de *VSD* du 9 février 1989.

812- Article du *Nouvel Économiste* du 10 février 1989.

813- Artyom Borovik, *The Hidden War. A True Story of War in Afghanistan*, Faber and Faber Limited, 1991.

814- Témoignage recueilli par l'auteur.

815- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

816- Jean-Dominique Merchet, *Mourir pour l'Afghanistan, Pourquoi nos soldats tombent-ils là-bas ?*, Éditions Jacob-Duvernet, 2008.

817- Mohammad Yousaf et Mark Adkin, *The Battle for Afghanistan. The Soviets Versus the Mujahideen during the 1980s*, Pen & Sword Books, 2009.

818- Témoignage recueilli par l'auteur.

819- Témoignage d'Édouard Lagourgue recueilli par l'auteur.

820- Témoignage de Jean Musitelli recueilli par l'auteur.

821- Témoignage recueilli par l'auteur.

822- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

823- Témoignage de Thomas Twetten recueilli par l'auteur.

824- Témoignage de Bernard Dupaigne recueilli par l'auteur.

825- Témoignage de Jean-Michel Lacombe recueilli par l'auteur.

826- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 34, septembre 1987.

827- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 40, janvier 1989.

828- Témoignage de Patrick Edel recueilli par l'auteur.

829- Christophe de Ponfilly, *Vies clandestines. Nos années afghanes*, Florent Massot, 2001.

830- Témoignage d'Anne de Beaumont recueilli par l'auteur.

831- Témoignage de Philippe Gautier recueilli par l'auteur.

Chapitre X

L'apprentissage du vide (p. 405 à 440)

832- Témoignage de Benoît d'Aboville recueilli par l'auteur.

833- Article de *L'Humanité* du 17 mars 1989.

834- Article du *Monde* du 8 février 1989.

835- Témoignage recueilli par l'auteur.

836- Article du *Monde* du 29 mars 1989.

837- Témoignage recueilli par l'auteur.

838- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

839- Témoignage de François Scheer recueilli par l'auteur.

840- Témoignage de Didier Leroy recueilli par l'auteur.

841- Article de *Libération* du 6 novembre 2001.

842- Article de *L'Express* du 29 septembre 1989.

843- Témoignage d'Alain Juillet recueilli par l'auteur.

844- Témoignage recueilli par l'auteur.

845- *Id*.

846- Témoignage d'Ahmad « Muslim » Hayat recueilli par l'auteur.

847- Témoignage recueilli par l'auteur.

848- *Id*.

849- Témoignage du général Pierre-Jacques Costedoat recueilli par l'auteur.

850- Témoignage de Jean-Pierre Chevènement recueilli par l'auteur.

851- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

852- Témoignage recueilli par l'auteur.

853- Témoignage du général Pierre-Jacques Costedoat recueilli par l'auteur.

854- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

855- Témoignage d'Assem Akram recueilli par l'auteur.

856- Article du *Monde* du 15 septembre 1989.

857- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 45, janvier 1990.

858- Témoignage de Loïc Hennekinne recueilli par l'auteur.

859- Jacques Attali, *Verbatim (1988-1991)*, Fayard, 1995.

860- Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur.

861- Article du *Figaro* du 15 mai 1990.

862- Rapport de mission préparatoire à l'enquête sur l'assassinat de Frédéric Galland, fait par Juliette Fournot, 1er septembre 1991, prêt de Juliette Fournot.

863- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

864- Article du *Monde* du 24 février 1990.

865- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 46, mars 1990.

866- Article du *Quotidien* du 27 avril 1990.

867- Témoignage de Loïc Hennekinne recueilli par l'auteur.

868- Témoignage d'Alain Pallu de Beaupuy recueilli par l'auteur.

869- Article du *Figaro* du 5 juin 1990.

870- Témoignage d'Alain Pallu de Beaupuy recueilli par l'auteur.

871- Témoignage de Thierry Bernadac recueilli par l'auteur.

872- Témoignage recueilli par l'auteur.

873- Témoignage de Thierry Bernadac recueilli par l'auteur.

874- Mikhaïl Gorbatchev, *Mémoires*, Éditions du Rocher, 1997.

875- Article du *Figaro* du 4 juin 1990.

876- Article du *Monde* du 6 septembre 1990.

877- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

878- Article du *Monde* du 25 juillet 1990.

879- Alfred W. McCoy, *La Politique de l'héroïne. L'implication de la CIA dans le trafic des drogues*, Éditions du Lézard, 1999.

880- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

881- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

882- Mike Barry, *Massoud*. *De l'islamisme à la liberté*, Audibert, 2002.

883- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

884- *Ibid.*

885- Article de *Libération* du 1er mai 1991.

886- Interview du *Monde* du 9 mai 1991.

887- Témoignage recueilli par l'auteur.

888- Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur.

889- Témoignage recueilli par l'auteur.

890- *Id*.

891- Témoignage du général Pierre-Jacques Costedoat recueilli par l'auteur.

892- Interview du *Figaro* du 18 décembre 1991.

893- Témoignage recueilli par l'auteur.

894- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

895- Interview du *Figaro* du 18 décembre 1991.

896- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

897- Témoignage de Thierry Bernadac recueilli par l'auteur.

898- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

899- Témoignage recueilli par l'auteur.

900- *Id*.

901- *Id*.

902- Témoignage de Thierry Bernadac recueilli par l'auteur.

903- Article du *Monde* du 2 mai 1992.

904- Témoignage de Thierry Bernadac recueilli par l'auteur.

905- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

906- Article du *Monde* du 19 août 1992.

907- Article du *Monde* du 21 août 1992.

908- Témoignage de Thierry Bernadac recueilli par l'auteur.

909- Témoignage recueilli par l'auteur.

910- Témoignage de Thierry Bernadac recueilli par l'auteur.

911- Témoignage recueilli par l'auteur.

Chapitre XI

Sept ânes, un taureau et un lion dans une même cage (p. 441 à 505)

912- Marcela Grad, *Massoud. An Intimate Portrait of The Legendary Afghan Leader*, Webster University Press, 2009.

913- Témoignage du général Pierre-Jacques Costedoat recueilli par l'auteur.

914- Témoignage recueilli par l'auteur.

915- *Id*.

916- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

917- Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur.

918- Témoignage d'Alain Pallu de Beaupuy recueilli par l'auteur.

919- Témoignage recueilli par l'auteur.

920- AN 5AG4/CD345, notes de l'entretien entre François Mitterrand et Nawaz Sharif, 17 novembre 1992.

921- Témoignage recueilli par l'auteur.

922- *Id*.

923- *Id*.

924- *Id*.

925- *Id*.

926- Témoignage de Frank Anderson recueilli par l'auteur.

927- Témoignage recueilli par l'auteur.

928- *Id*.

929- *Id*.

930- Article du *Monde* du 22 mai 1993.

931- Article du *Monde* du 27 novembre 1993.

932- Témoignage du général Pierre-Jacques Costedoat recueilli par l'auteur.

933- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

934- Témoignage du général Pierre-Jacques Costedoat recueilli par l'auteur.

935- Témoignage recueilli par l'auteur.

936- *Id*.

937- *Id*.

938- *Id*.

939- *Id*.

940- *Id*.

941- *Id*.

942- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

943- Article du 8 septembre 1993.

944- Article du *Monde* du 4 janvier 1994.

945- Article du *Figaro* du 16 février 1994.

946- Témoignage de Didier Leroy recueilli par l'auteur.

947- Témoignage de Thierry Bernadac recueilli par l'auteur.

948- *Les Diplomates. Négocier dans un monde chaotique*, dirigé par Samy Cohen, Éditions Autrement, n° 213, 2002.

949- Témoignage de Didier Leroy recueilli par l'auteur.

950- AN 19970446, rapport de Didier Leroy, 18 octobre 1994.

951- AN 19970446, rapport de Didier Leroy, 7 septembre 1994.

952- Témoignage de Pierre Lafrance recueilli par l'auteur.

953- Témoignage de Pierre Lafrance recueilli par l'auteur.

954- Témoignage recueilli par l'auteur.

955- Témoignage de Didier Leroy recueilli par l'auteur.

956- Stéphane Allix, *Carnets afghans*, Robert Laffont, 2002.

957- Témoignage recueilli par l'auteur.

958- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

959- Témoignage recueilli par l'auteur.

960- *Id*.

961- Témoignage de Didier Leroy recueilli par l'auteur.

962- Témoignage de Bernard Dupaigne recueilli par l'auteur.

963- AN 19970446, rapport de Didier Leroy sur l'aide humanitaire française en Afghanistan, 7 octobre 1994.

964- *Ibid*.

965- *Ibid*.

966- Témoignage de Didier Leroy recueilli par l'auteur.

967- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

968- Témoignage de Didier Leroy recueilli par l'auteur.

969- Témoignage de Chantal Poiret recueilli par l'auteur.

970- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

971- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

972- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 69, 3e trimestre 1995.

973- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

974- Témoignage recueilli par l'auteur.

975- *Id*.

976- *Id*.

977- *Id*.

978- *Id*.

979- AN 19970446, note de Bernard de Montferrand et Anne Le Lorier à Édouard Balladur, 3 novembre 1994.

980- AN 5AG4/CD345, note de Jean Lévy, 2 novembre 1994.

981- AN 19970446.

982- Témoignage de Didier Leroy recueilli par l'auteur.

983- Article du *Figaro* du 4 février 1995.

984- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

985- Interview de *Libération* du 11 février 1995.

986- Article du *Figaro* du 4 février 1995.

987- Témoignage de Pierre Lafrance recueilli par l'auteur.

988- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

989- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

990- Cité par Assem Akram dans son *Histoire de la guerre d'Afghanistan*, Balland, 1996.

991- Article du *Monde* du 18 juillet 1999.

992- Témoignage de Jean-Claude Michelou recueilli par l'auteur.

993- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

994- Témoignage de Daniel Piat recueilli par l'auteur.

995- *Id*.

996- Article du *Figaro* du 30 septembre 1996.

997- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

998- Témoignage de Didier Leroy recueilli par l'auteur.

999- Témoignage de Charles Millon recueilli par l'auteur.

1000- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

1001- Témoignage de Denis Bauchard recueilli par l'auteur.

1002- Témoignage de Charles Millon recueilli par l'auteur.

1003- Article du *Figaro* du 23 février 1996.

1004- Témoignage de Pierre Lafrance recueilli par l'auteur.

1005- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

1006- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

1007- Ian Hamel, *L'Énigme Oussama Ben Laden*, Payot, 2008.

1008- Témoignage d'Alain Chouet recueilli par l'auteur.

1009- *Christophe Deloire et Christophe Dubois, Les islamistes sont déjà là, Albin Michel, 2004.*

1010- *Ibid*.

1011- Jean-Louis Bruguière, *Ce que je n'ai pas pu dire*, Robert Laffont, 2009.

1012- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n 57, 3e trimestre 1992.

1013- Témoignage recueilli par l'auteur.

1014- *Id*.

1015- *Id*.

1016- *Id*.

1017- Témoignage d'Olivier Roy recueilli par l'auteur.

1018- Témoignage de Marc Sageman recueilli par l'auteur.

1019- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

1020- Témoignage de Mohammed Eshaq recueilli par l'auteur.

1021- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

1022- Témoignage recueilli par l'auteur.

1023- Article du *Figaro Magazine* du 28 mai 1994.

1024- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

1025- Témoignage recueilli par l'auteur.

1026- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

1027- Robert Baer, *La Chute de la CIA. Les Mémoires d'un guerrier de l'ombre sur les fronts de l'islamisme*, Folio, 2001.

1028- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

1029- Témoignage recueilli par l'auteur.

1030- Christophe Deloire et Christophe Dubois, *Les islamistes sont déjà là*, Albin Michel, 2004.

1031- *Ibid*.

1032- Témoignage recueilli par l'auteur.

1033- *Id*.

1034- Témoignage de Jean-Claude Mallet recueilli par l'auteur.

1035- Jean-Louis Bruguière, *Ce que je n'ai pas pu dire*, Robert Laffont, 2009.

1036- Témoignage recueilli par l'auteur.

1037- *Ibid*.

1038- *Id*.

1039- *Id*.

1040- *Id*.

1041- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

1042- Témoignage recueilli par l'auteur.

1043- *Id*.

1044- *Id*.

1045- Article du *Monde* du 28 septembre 1996.

1046- Témoignage recueilli par l'auteur.

Chapitre XII

Quand le diable ne rêve que de reconnaissance (p. 507 à 567)

1047- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 72, 2e trimestre 1996.

1048- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 74-75, 4e trimestre 1996.

1049- Jean-Pierre Turpin, *La Passion de l'Afghanistan. Madera, vingt et un ans de solidarité*, Karthala, 2001.

1050- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 74-75, 4e trimestre 1996.

1051- Peter L. Bergen, *Ben Laden. L'insaisissable*, Michel Lafon, 2006.

1052- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

1053- Article du *Monde* du 28 novembre 1996.

1054- Sediqa Massoud avec Chébéka Hachemi et Marie-Françoise Colombani, *Pour l'amour de Massoud*, XO Éditions, 2005.

1055- Article du *Figaro* du 21 octobre 1996.

1056- Article du *Figaro* du 2 octobre 1996.

1057- Témoignage de Chantal Poiret recueilli par l'auteur.

1058- Témoignage recueilli par l'auteur.

1059- *Id*.

1060- *Id*.

1061- *Id*.

1062- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

1063- Mehrabodin Masstan et Pilar Hélène Surgers, *Massoud au cœur*, Éditions du Rocher, 2003.

1064- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

1065- Stéphane Allix, *Carnets afghans*, Robert Laffont, 2002.

1066- Article de *L'Humanité* du 27 septembre 1996.

1067- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

1068- Témoignage de Stéphane Allix recueilli par l'auteur.

1069- Témoignage recueilli par l'auteur.

1070- *Id*.

1071- George Tenet, *At the Center of the Storm, My Years at the CIA*, Harper Collins, 2007.

1072- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

1073- Témoignage recueilli par l'auteur.

1074- *Id*.

1075- *Id*.

1076- Dossier du *Monde diplomatique* sur l'Afghanistan, février 1999.

1077- Mehrabodin Masstan et Pilar Hélène Surgers, *Massoud au cœur*, Éditions du Rocher, 2003.

1078- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 87, 4e trimestre 1999.

1079- Témoignage recueilli par l'auteur.

1080- *Id*.

1081- *Id*.

1082- Article du 10 septembre 1997.

1083- Témoignage recueilli par l'auteur.

1084- Témoignage de Christian Blanchard recueilli par l'auteur.

1085- Revue *Humanitaire*, n° 4, *27 décembre 1979-11 septembre 2001, Afghanistan*, 2001/2002.

1086- Témoignage de Christian Blanchard recueilli par l'auteur.

1087- Article de *Libération* du 23 octobre 1997.

1088- Témoignages recueillis par l'auteur.

1089- Témoignage de Philippe Truze recueilli par l'auteur.

1090- Témoignage recueilli par l'auteur.

1091- Christophe de Ponfilly, *Massoud l'Afghan. Celui que l'Occident n'a pas écouté*, Éditions du Félin, 2001.

1092- Témoignage de Bertrand Gallet recueilli par l'auteur.

1093- Article du *Figaro* du 28 juillet 1997.

1094- Nasser al-Bahri (avec la collaboration de Georges Malbrunot), *Dans l'ombre de Ben Laden. Révélations de son garde du corps repenti*, Michel Lafon, 2010.

1095- Témoignage recueilli par l'auteur.

1096- *Id*.

1097- Jean-Pierre Filiu, *Les Neuf Vies d'al-Qaida*, Fayard, 2009.

1098- Témoignage de François Dopffer recueilli par l'auteur.

1099- Témoignage du général Pierre-Jacques Costedoat recueilli par l'auteur.

1100- Témoignage recueilli par l'auteur.

1101- *Id*.

1102- Témoignage d'Alain Chouet recueilli par l'auteur.

1103- Témoignage de Jean-Claude Mallet recueilli par l'auteur.

1104- Témoignage recueilli par l'auteur.

1105- Nasser al-Bahri (avec la collaboration de Georges Malbrunot), *Dans l'ombre de Ben Laden. Révélations de son garde du corps repenti*, Michel Lafon, 2010.

1106- Marc Sageman, *Understanding Terror Networks*, University of Pennsylvania Press, 2004.

1107- Michael Scheuer, *Through Our Ennemies' Eyes*, Potomac Books, 2006.

1108- Témoignage de Jean-Jacques Pascal recueilli par l'auteur.

1109- Mollah Abdul Salam Zaeef, *Prisonnier à Guantanamo*, EGDV/Documents, 2008.

1110- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 82, 3e trimestre 1998.

1111- Article de *Libération* du 21 juillet 1998.

1112- *Ibid*.

1113- Interview du *Monde* du 24 juillet 1998.

1114- Témoignage de François Dopffer recueilli par l'auteur.

1115- Témoignage de Jean-Yves Berthault recueilli par l'auteur.

1116- Témoignage de Chantal Poiret recueilli par l'auteur.

1117- Témoignage de Jean-Yves Berthault recueilli par l'auteur.

1118- Ahmed Rashid, *Descent into Chaos. The US and the Disaster in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Penguin Books, 2009.

1119- Témoignage d'Ahmad « Muslim » Hayat recueilli par l'auteur.

1120- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

1121- Témoignage recueilli par l'auteur.

1122- Article du *Monde* du 15 août 1998.

1123- Ian Hamel, *L'énigme Oussama Ben Laden*, Payot, 2008.

1124- Ahmed Rashid, *Taliban*, Yale University Press, 2001.

1125- Témoignage recueilli par l'auteur.

1126- Témoignage de François Dopffer recueilli par l'auteur.

1127- Interview dans *Le Monde* du 12 janvier 1999.

1128- Article du 14 mai 1998.

1129- Article du 27 mai 1998.

1130- Dossier du *Monde diplomatique* sur l'Afghanistan, février 1999.

1131- Article du *Monde* du 13 octobre 1998.

1132- Témoignage de Jean-Yves Berthault recueilli par l'auteur.

1133- Article de *L'Express* du 26 novembre 1998.

1134- Article du *Monde* du 5 mars 1999.

1135- François Missen, *Le Syndrome de Kaboul. Un Afghan raconte*, Edisud, 1980.

1136- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, no 86, 3e trimestre 1999.

1137- Article de *Valeurs Actuelles* du 28 août 1999.

1138- Article de *Libération* du 10 août 1999.

1139- Article du 18 août 1999.

1140- George Tenet, *At the Center of the Storm*. *My Years at the CIA*, Harper Collins, 2007.

1141- Témoignage de Pierre-Antoine Lorenzi recueilli par l'auteur.

1142- Laurent Léger, *Trafic d'armes : enquête sur les marchands de mort*, Flammarion, 2006.

1143- Témoignage d'Ahmad « Muslim » Hayat recueilli par l'auteur.

1144- Michael Scheuer, *Through Our Ennemies' Eyes*, Potomac Books, 2006.

1145- Témoignage recueilli par l'auteur.

1146- Témoignage d'Hubert Védrine recueilli par l'auteur.

1147- Interview donnée à *L'Express* le 14 janvier 1999.

1148- Témoignage recueilli par l'auteur.

1149- Article de *Libération* du 14 septembre 1999.

1150- Max-Henri Boulois, *On aurait pu éviter tout cela*, Jean-Pierre Taillandier, 2002.

1151- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1152- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

1153- Témoignage recueilli par l'auteur.

1154- Témoignage d'Alain Chouet recueilli par l'auteur.

1155- Témoignage recueilli par l'auteur.

1156- Témoignage recueilli par l'auteur.

1157- Article du *Figaro* du 13 octobre 1999.

1158- Article du *Figaro* du 19 octobre 1999.

1159- Article du *Monde* du 22 octobre 1999.

1160- Témoignage recueilli par l'auteur.

1161- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, no 87, 4e trimestre 1999.

1162- Mollah Abdul Salam Zaeef, *Prisonnier à Guantanamo*, EGDV/Documents, 2008.

1163- Article du *Monde* du 2 janvier 2000.

Chapitre XIII
La machine folle (p. 569 à 604)

1164- Témoignage de Jean-Jacques Pascal recueilli par l'auteur.

1165- Jean-Louis Bruguière, *Ce que je n'ai pas pu dire*, Robert Laffont, 2009.

1166- Ian Hamel, *L'Énigme Oussama Ben Laden*, Payot, 2008.

1167- Nasser al-Bahri (avec la collaboration de Georges Malbrunot), *Dans l'ombre de Ben Laden, Révélations de son garde du corps repenti*, Michel Lafon, 2010.

1168- « J'aurais fait le djihad si on me l'avait demandé », article du *Monde* du 30 septembre 2004.

1169- Nasser al-Bahri (avec la collaboration de Georges Malbrunot), *Dans l'ombre de Ben Laden. Révélations de son garde du corps repenti*, Michel Lafon, 2010.

1170- Guillaume Dasquié, *Al-Qaida vaincra*, Privé-Flammarion, 2005.

1171- Témoignage recueilli par l'auteur.

1172- Roland Jacquard, *Les Archives secrètes d'al-Qaida*, Éditions Jean Picollec, 2002.

1173- Témoignage recueilli par l'auteur.

1174- Article du *Monde* du 7 janvier 2000.

1175- Témoignage de Jean-Yves Berthault recueilli par l'auteur.

1176- Rapport d'avril 2000.

1177- Article du *Monde* du 22 avril 2000.

1178- Témoignage recueilli par l'auteur.

1179- Article du *Monde* du 27 février 2000.

1180- Témoignage de Bernard Frahi recueilli par l'auteur.

1181- Témoignage recueilli par l'auteur.

1182- Gary Berntsen et Ralph Pezzullo, *Jawbreaker. The Attack on Bin Laden and al-Qaida. A Personnal Account by the CIA's Key Field Commander*, Three Rivers Press, 2005.

1183- Témoignage de Jean-Yves Berthault recueilli par l'auteur.

1184- Article du *Monde* du 16 juillet 2000.

1185- Article du *Figaro* du 26 septembre 2000.

1186- Article de *Stratfor Global Intelligence*, septembre 2000.

1187- Témoignage de Loïc Hennekinne recueilli par l'auteur.

1188- Article du *Point* du 6 octobre 2000.

1189- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

1190- *Ibid*.

1191- Steve Coll, *Ghost Wars*, Penguin Books, 2005.

1192- Article de *La Croix* du 21 décembre 2000.

1193- Article de *La Croix* du 9 février 2001.

1194- Françoise Causse, *Quand la France préférait les Taliban*, Les Éditions de Paris, 2004.

1195- Article de *Libération* du 9 février 2001.

1196- Reportage de TF1 du 13 février 2001.

1197- Réponse du ministre des Affaires étrangères, publiée dans le *JO Sénat* du 05 avril 2001.

1198- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

1199- Article dans *Marianne* du 5 au 11 mars 2001.

1200- Stéphane Allix, *Carnets afghans*, Robert Laffont, 2002.

1201- Article du *Figaro* du 5 mars 2001.

1202- Témoignage de Jean-Yves Berthault recueilli par l'auteur.

1203- Article du *New York Times* du 7 février 2001.

1204- Témoignage de Bernard Frahi recueilli par l'auteur.

1205- Témoignage recueilli par l'auteur.

1206- Témoignage de Jean-François Girault recueilli par l'auteur.

1207- Article de *Libération* du 4 avril 2001.

1208- Témoignage d'Hubert Védrine recueilli par l'auteur.

1209- Sediqa Massoud avec Chébéka Hachemi et Marie-Françoise Colombani, *Pour l'amour de Massoud*, XO Éditions, 2005.

1210- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

1211- Témoignage d'Hubert Védrine recueilli par l'auteur.

1212- Article de *L'Humanité* du 5 avril 2001.

1213- Article du *Monde* du 6 avril 2001.

1214- Michael Scheuer, *Through Our Ennemies' Eyes*, Potomac Books, 2006.

1215- Article du *Figaro* du 6 avril 2001.

1216- Témoignage de Daoud Mir recueilli par l'auteur.

1217- Mehrabodin Masstan et Pilar Hélène Surgers, *Massoud au cœur*, Éditions du Rocher, 2003.

1218- Témoignage de Thierry Dana recueilli par l'auteur.

1219- Jean-Louis Bruguière, *Ce que je n'ai pas pu dire*, Robert Laffont, 2009.

1220- Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié, *Ben Laden, La vérité interdite*, Denoël, 2001.

1221- Témoignage de Thomas Simons recueilli par l'auteur.

1222- *Id*.

1223- Témoignage d'Alain Chouet recueilli par l'auteur.

1224- Témoignage de Louis Gautier recueilli par l'auteur.

1225- Témoignage d'Alain Chouet recueilli par l'auteur.

1226- Témoignage de Jean-Jacques Pascal recueilli par l'auteur.

1227- Témoignage d'Alain Chouet recueilli par l'auteur.

1228- Témoignage de Jean-Claude Mallet recueilli par l'auteur.

1229- Marcela Grad, *Massoud. An Intimate Portrait of The Legendary Afghan Leader*, Webster University Press, 2009.

1230- John Lee Anderson, *The Lion's Grave, Dispatches from Afghanistan*, Grove Press, 2002.

1231- *Ibid.*

1232- Témoignage de Johan Freckhaus recueilli par l'auteur.

1233- Témoignage d'Homayoun Tandar recueilli par l'auteur.

1234- Article du *Point* du 26 octobre 2001.

1235- Article du *Monde* du 5 avril 2001.

Chapitre XIV

« C'est à l'heure du danger que je souhaite partager votre fortune » (p. 605 à 675)

1236- Article du *Figaro* du 11 septembre 2001.

1237- Témoignage de Cyril Bouyeure recueilli par l'auteur.

1238- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1239- Témoignage de Christian Lechervy recueilli par l'auteur.

1240- Témoignage de Loïc Hennekinne recueilli par l'auteur.

1241- Témoignage de Louis Gautier recueilli par l'auteur.

1242- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1243- Tony Blair, *Mémoires*, Albin Michel, 2010.

1244- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1245- Témoignage de Jean-Claude Mallet recueilli par l'auteur.

1246- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

1247- Témoignage d'Hubert Védrine recueilli par l'auteur.

1248- Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Denoël, 2004.

1249- Tony Blair, *Mémoires*, Albin Michel, 2010.

1250- Témoignage du général d'armée aérienne Richard Wolsztynski recueilli par l'auteur.

1251- Témoignage du général d'armée Yves Crène recueilli par l'auteur.

1252- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1253- Témoignage de Louis Gautier recueilli par l'auteur.

1254- Témoignage du préfet Jean-Jacques Pascal recueilli par l'auteur.

1255- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1256- Témoignage recueilli par l'auteur.

1257- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1258- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1259- Témoignage de Jean-Claude Mallet recueilli par l'auteur.

1260- Témoignage de Christian Lechervy recueilli par l'auteur.

1261- Témoignage de Jean-Claude Mallet recueilli par l'auteur.

1262- Témoignage du général André Ranson recueilli par l'auteur.

1263- James Risen, *État de guerre. Histoire secrète de la CIA et de l'administration Bush*, Albin Michel, 2006.

1264- Général Tommy Franks et Malcom McConnell, *American Soldier*, Regan Books, 2004.

1265- Ahmed Rashid, *Descent into Chaos. The US and the Disaster in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Penguin Books, 2009.

1266- Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Denoël, 2004.

1267- Témoignage de Thierry Dana recueilli par l'auteur.

1268- Tyler Drumheller, *On the Brink*, Carrol & Graf Publishers, 2006.

1269- Ahmed Rashid, *Descent into Chaos. The US and the Disaster in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Penguin Books, 2009.

1270- Tyler Drumheller, *On the Brink*, Carrol & Graf Publishers, 2006.

1271- *Ibid*.

1272- Témoignage de Thierry Dana recueilli par l'auteur.

1273- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1274- Témoignage de Jean-Pierre Guinhut recueilli par l'auteur.

1275- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1276- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1277- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

1278- Témoignage de Thierry Dana recueilli par l'auteur.

1279- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1280- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

1281- Pervez Musharraf, *In the Line of Fire. A Memoir*, Simon & Schuster, 2006.

1282- Tony Blair, *Mémoires*, Albin Michel, 2010.

1283- Témoignage de Louis Gautier recueilli par l'auteur.

1284- Témoignage du général Charles Ricour recueilli par l'auteur.

1285- Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur.

1286- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1287- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1288- Témoignage de Cyril Bouyeure recueilli par l'auteur.

1289- Témoignage du général d'armée Bernard Thorette recueilli par l'auteur.

1290- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1291- Témoignage de Christian Lechervy recueilli par l'auteur.

1292- Témoignage de Cofer Black recueilli par l'auteur.

1293- George Tenet, *At the Center of the Storm. My Years at the CIA*, Harper Collins, 2007.

1294- *Ibid.*

1295- Mehrabodin Masstan et Pilar Hélène Surgers, *Massoud au cœur*, Éditions du Rocher, 2003.

1296- Ron Suskind, *The Price of Loyalty*, Simon & Schuster, 2004.

1297- Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Denoël, 2004.

1298- George Tenet, *At the Center of the Storm. My Years at the CIA*, Harper Collins, 2007.

1299- Ron Suskind, *The Price of Loyalty*, Simon & Schuster, 2004.

1300- Témoignage du général André Ranson recueilli par l'auteur.

1301- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1302- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

1303- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1304- Article du *Monde* du 20 septembre 2001.

1305- George Tenet, *At the Center of the Storm. My Years at the CIA*, Harper Collins, 2007.

1306- Général Tommy Franks et Malcom McConnell, *American Soldier*, Regan Books, 2004.

1307- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1308- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1309- Olivier Schrameck, *Matignon rive gauche, 1997-2001*, Le Seuil, 2001.

1310- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1311- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1312- Article du *Monde* du 26 septembre 2001.

1313- Témoignage de Louis Gautier recueilli par l'auteur.

1314- Témoignage du général d'armée Bernard Thorette recueilli par l'auteur.

1315- Témoignage de Christian Lechervy recueilli par l'auteur.

1316- Témoignage du général d'armée Bernard Thorette recueilli par l'auteur.

1317- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1318- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1319- Témoignage de l'amiral Patrick Hébrard recueilli par l'auteur.

1320- Ahmed Rashid, *Descent into Chaos. The US and the Disaster in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Penguin Books, 2009.

1321- Gary C. Schroen, *First In*, Presidio Press, 2007.

1322- Témoignage d'Henry Crumpton recueilli par l'auteur.

1323- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1324- Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Denoël, 2004.

1325- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

1326- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1327- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1328- Témoignage de l'amiral Patrick Hébrard recueilli par l'auteur.

1329- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1330- Témoignage de l'amiral Patrick Hébrard recueilli par l'auteur.

1331- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1332- Témoignage de Jean-Marc de la Sablière recueilli par l'auteur.

1333- Témoignage de l'amiral Patrick Hébrard recueilli par l'auteur.

1334- Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur.

1335- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1336- Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Denoël, 2004.

1337- Ron Suskind, *The One Percent Doctrine. Deep Inside America's Pursuit of Its Enemies Since 9/11,* Simon & Schuster, 2006.

1338- Article du *Monde* du 9 novembre 2001.

1339- Ahmed Rashid, *Descent into Chaos. The US and the Disaster in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Penguin Books, 2009.

1340- Témoignage recueilli par l'auteur.

1341- Article du *Monde* du 10 octobre 2001.

1342- Article du *Monde* du 9 octobre 2001.

1343- Article de *Libération* du 9 octobre 2001.

1344- Témoignage de Christian Lechervy recueilli par l'auteur.

1345- Interview parue dans *L'Humanité*, le 10 octobre 2001.

1346- Article du *Monde* du 9 octobre 2001.

1347- Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Denoël, 2004.

1348- Témoignage du général d'armée aérienne Patrick de Rousiers recueilli par l'auteur.

1349- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1350- Témoignage du général d'armée aérienne Patrick de Rousiers recueilli par l'auteur.

1351- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1352- Témoignage du colonel Philippe Sidos recueilli par l'auteur.

1353- Témoignage de l'amiral Patrick Hébrard recueilli par l'auteur.

1354- Témoignage du général Albert Moinard recueilli par l'auteur.

1355- Témoignage de Christian Lechervy recueilli par l'auteur.

1356- Témoignage de Thierry Dana recueilli par l'auteur.

1357- Témoignage de Jacques-André Costilhes recueilli par l'auteur.

1358- Témoignage du général André Ranson recueilli par l'auteur.

1359- Article de *L'Express* du 20 décembre 2001.

1360- Témoignage recueilli par l'auteur.

1361- *Id*.

1362- Mollah Abdul Salam Zaeef, *Prisonnier à Guantanamo*, EGDV/Documents, 2008.

1363- Témoignage recueilli par l'auteur.

1364- Mollah Abdul Salam Zaeef, *Prisonnier à Guantanamo*, EGDV/Documents, 2008.

1365- Article du *Monde* du 13 octobre 2001.

1366- Témoignage d'Amin Wardak recueilli par l'auteur.

1367- Témoignage d'Amin Wardak recueilli par l'auteur. Propos repris dans un article paru dans le numéro du printemps 2002 de *Politique internationale*.

1368- Gary C. Schroen, *First In*, Presidio Press, 2007.

1369- Article du *Nouvel Observateur* du 18-24 octobre 2001.

1370- *Ibid.*

1371- Propos rapportés par *Télérama* du 17 octobre 2001, cités par Pierre Servent dans son livre *Les Guerres modernes racontées aux civils… et aux militaires*, Buchet-Chastel, 2010.

1372- Témoignage d'Henry Crumpton recueilli par l'auteur.

1373- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1374- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1375- Témoignage du général André Ranson recueilli par l'auteur.

1376- Témoignage du général Jean-Philippe Gaviard recueilli par l'auteur.

1377- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1378- Témoignage du colonel Vincent Cousin recueilli par l'auteur.

1379- George Tenet, *At the Center of the Storm. My Years at the CIA*, Harper Collins, 2007.

1380- Article de *Libération* du 26 octobre 2001.

1381- Article de *Libération* du 28 novembre 2001.

1382- Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Denoël, 2004.

1383- Gary C. Schroen, *First In*, Presidio Press, 2007.

1384- Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Denoël, 2004.

1385- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

1386- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1387- Article du *Figaro* du 9 novembre 2001.

1388- Tyler Drumheller, *On the Brink*, Carrol & Graf Publishers, 2006.

1389- Bob Woodward, *Bush s'en va-t-en guerre*, Denoël, 2004.

1390- George Tenet, *At the Center of the Storm. My Years at the CIA*, Harper Collins, 2007.

1391- Témoignage de Jean-Yves Berthault recueilli par l'auteur.

Chapitre XV

De l'art français de la critique facile (p. 677 à 729)

1392- Article du *Monde* du 13 novembre 2001.

1393- Témoignage du colonel Philippe Sidos recueilli par l'auteur.

1394- Article du *Monde* du 9 octobre 2001.

1395- Témoignages recueillis par l'auteur.

1396- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1397- Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur.

1398- Témoignage du général Bruno Elie recueilli par l'auteur.

1399- Article du *Figaro* du 16 novembre 2001.

1400- Témoignage de Jacques Sturm recueilli par l'auteur.

1401- Témoignage recueilli par l'auteur.

1402- Doug Stanton, *Horse Soldiers. The Extraordinary Story of a Band of U.S. Soldiers Who Rode to Victory in Afghanistan*, Simon & Schuster, 2009.

1403- Témoignage du colonel Francis Bordachar recueilli par l'auteur.

1404- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1405- Témoignage du vice-amiral Richard Laborde recueilli par l'auteur.

1406- Témoignage de l'amiral Jean Moulin recueilli par l'auteur.

1407- Gary Berntsen et Ralph Pezzullo, *Jawbreaker. The Attack on Bin Laden and al-Qaida. A Personnal Account by the CIA's Key Field Commander*, Three Rivers Press, 2005.

1408- Témoignage de James Dobbins recueilli par l'auteur.

1409- James F. Dobbins, *After the Taliban. Nation-Building in Afghanistan*, Potomac Books, 2008.

1410- Témoignage d'Erich Schmidt-Eenboom recueilli par l'auteur.

1411- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

1412- Témoignage de Thierry Dana recueilli par l'auteur.

1413- Article du *Monde* du 22 novembre 2001.

1414- Michael Barry, *Le Royaume de l'insolence, l'Afghanistan (1505-2001)*, Flammarion, 2002.

1415- Max-Henri Boulois, *On aurait pu éviter tout cela*, Jean-Pierre Taillandier, 2002.

1416- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

1417- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1418- Témoignage de Jacques-André Costilhes recueilli par l'auteur.

1419- Article du *Monde* du 25 novembre 2001.

1420- Déclaration sur France 2 du 5 décembre 2001.

1421- Article de *Libération* du 24 novembre 2001.

1422- Article de *Libération* du 28 novembre 2001.

1423- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1424- Témoignage du général d'armée aérienne Patrick de Rousiers recueilli par l'auteur.

1425- Témoignage du colonel Francis Bordachar recueilli par l'auteur.

1426- Témoignage du colonel Philippe Sidos recueilli par l'auteur.

1427- Témoignage du général Albert Moinard recueilli par l'auteur.

1428- Article du *Monde* du 28 novembre 2001.

1429- *Ibid*.

1430- Témoignage du vice-amiral Richard Laborde recueilli par l'auteur.

1431- Amin Wardak, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

1432- James F. Dobbins, *After the Taliban*, Nation-Building in Afghanistan, Potomac Books, 2008.

1433- Témoignage de James Dobbins recueilli par l'auteur.

1434- Témoignage de Jean-Marc de la Sablière recueilli par l'auteur.

1435- Article du *Figaro* du 3 décembre 2001.

1436- Témoignage du colonel Philippe Sidos recueilli par l'auteur.

1437- Témoignage de Gérard Errera recueilli par l'auteur.

1438- Témoignage de Thierry Dana recueilli par l'auteur.

1439- Ahmed Rashid, *Descent into Chaos. The US and the Disaster in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Penguin Books, 2009.

1440- Nizar Sassi, *Prisonnier 325. Camp Delta. De Vénissieux à Guantanamo*, Denoël, 2006.

1441- Article du *New York Times* du 19 octobre 2004.

1442- Article du *Figaro* du 8 décembre 2001.

1443- Témoignage d'Alain Juillet recueilli par l'auteur.

1444- Pervez Musharraf, *In the Line of Fire. A Memoir*. Simon & Schuster, 2006.

1445- « Tora Bora revisited. How we failed to get Bin Laden and why it matters today », Rapport du comité des Affaires étrangères au Sénat américain, U.S. Government Printing Office, novembre 2009.

1446- Témoignage recueilli par l'auteur.

1447- Mollah Abdul Salam Zaeef, *Prisonnier à Guantanamo*, EGDV/Documents, 2008.

1448- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1449- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1450- *Id*.

1451- Témoignage du général Charles Ricour recueilli par l'auteur.

1452- Article du *Monde* du 12 décembre 2001.

1453- Témoignage du vice-amiral Alain Dumontet recueilli par l'auteur.

1454- Témoignage du vice-amiral Richard Laborde recueilli par l'auteur.

1455- Témoignage du général Charles Ricour recueilli par l'auteur.

1456- Témoignage du général Saster Kochanowski recueilli par l'auteur.

1457- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1458- Témoignage du colonel Philippe Sidos recueilli par l'auteur.

1459- James F. Dobbins, *After the Taliban. Nation-Building in Afghanistan*, Potomac Books, 2008.

1460- Article de *Libération* du 7 septembre 2009.

1461- Témoignage recueilli par l'auteur.

1462- *Id*.

1463- Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur.

1464- Témoignage recueilli par l'auteur.

1465- *Id*.

1466- Lire le rapport très complet de Michel Brugière, directeur général de Médecins du monde, « Les Acteurs français dans le "post-conflit" », Haut Conseil de la coopération internationale, mars 2005.

1467- Témoignage du général Saster Kochanowski recueilli par l'auteur.

1468- Témoignage du général Charles Ricour recueilli par l'auteur.

1469- Témoignage du vice-amiral Richard Laborde recueilli par l'auteur.

1470- George Tenet, *At the Center of the Storm*. *My Years at the CIA*, Harper Collins, 2007.
Chapitre XVI
De l'ancienne guerre de l'ombre à l'ombre d'une nouvelle guerre (p. 731 à 790)

1471- Témoignage d'Abdullah Anas recueilli par l'auteur.

1472- Michael Scheuer, *Imperial Hubris*, Potomac Books, 2004.

1473- Article du *Monde* du 25 mars 2002.

1474- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 97, 2e trimestre 2002.

1475- Témoignage d'Alain Boinet recueilli par l'auteur.

1476- Une partie en est ici accessible : www.ina.fr/recherche/recherche?search=ariana+films&vue=Video.

1477- Article du *Parisien* du 26 mars 2002.

1478- Jean-Pierre Filiu, *Les Neuf Vies d'al-Qaida*, Fayard, 2009.

1479- Christophe Deloire et Christophe Dubois, *Les islamistes sont déjà là*, Albin Michel, 2004.

1480- Témoignage de Jean-Pierre Guinhut recueilli par l'auteur.

1481- Henri Vernet et Thomas Cantaloube, *Chirac contre Bush*. *L'autre guerre*, Jean-Claude Lattès, 2004.

1482- Témoignage du colonel Nicolas Le Nen recueilli par l'auteur.

1483- Témoignage de l'amiral Patrick Hébrard recueilli par l'auteur.

1484- Témoignage du colonel Nicolas Le Nen recueilli par l'auteur.

1485- Témoignages divers recueillis par l'auteur.

1486- Témoignage de Jean-Yves Berthault recueilli par l'auteur.

1487- Témoignage du général Bruno Elie recueilli par l'auteur.

1488- Témoignage de Jean-Marc de La Sablière recueilli par l'auteur.

1489- Général Michael DeLong, *A General Speaks Out. The Truth About the Wars in Afghanistan and Iraq*, Zenith Press, 2007.

1490- Témoignage du général Richard Wolsztynski recueilli par l'auteur.

1491- Article de *La Croix* du 1er octobre 2002.

1492- Frédéric Lert, *Pilotes en Afghanistan. Des aviateurs français au combat*, Éditions Altipresse, 2009.

1493- Témoignage du général d'armée Yves Crène recueilli par l'auteur.

1494- Témoignage du général Bruno Elie recueilli par l'auteur.

1495- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1496- Henri Vernet et Thomas Cantaloube, *Chirac contre Bush. L'autre guerre*, Jean-Claude Lattès, 2004.

1497- Témoignage du général Xavier Delcourt recueilli par l'auteur.

1498- François Mitterrand, *Ici et maintenant*, Fayard, 1980.

1499- Témoignage de Benoît d'Aboville recueilli par l'auteur.

1500- Témoignage de Thierry Dana recueilli par l'auteur.

1501- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1502- Témoignage recueilli par l'auteur.

1503- *Id*.

1504- Article du *Monde* du 2 février 2003.

1505- *Ibid*.

1506- Article du *Monde* du 16 janvier 2003.

1507- Témoignage de Benoît d'Aboville recueilli par l'auteur.

1508- Témoignage de l'amiral Patrick Hébrard recueilli par l'auteur.

1509- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1510- Témoignage de Benoît d'Aboville recueilli par l'auteur.

1511- Témoignage du colonel Vincent Cousin recueilli par l'auteur.

1512- Témoignage recueilli par l'auteur.

1513- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1514- Article d'Alain Chouet intitulé « Violence islamique et réseaux du terrorisme international » dans la revue *Politique étrangère* de l'IFRI, n° 3-4/2003.

1515- Témoignage recueilli par l'auteur.

1516- Témoignage de Benoît d'Aboville recueilli par l'auteur.

1517- Article du *Monde* du 18 novembre 2003.

1518- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1519- Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur.

1520- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1521- Témoignage du général Jean-Patrick Gaviard recueilli par l'auteur.

1522- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1523- Témoignage recueilli par l'auteur.

1524- Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur.

1525- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1526- Témoignage de Jean-Pierre Guinhut recueilli par l'auteur.

1527- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 102, 3e trimestre 2003.

1528- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 105, 2e trimestre 2004.

1529- Article « Militant de la démocratie » in *Critique internationale*, n° 24, 2004.

1530- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 104, 1er trimestre 2004.

1531- Article du *Point* du 9 janvier 2004.

1532- Témoignage recueilli par l'auteur.

1533- Article du 25 avril 2004.

1534- Christophe Deloire et Christophe Dubois, *Les islamistes sont déjà là*, Albin Michel, 2004.

1535- Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur.

1536- Christophe Deloire et Christophe Dubois, *Les islamistes sont déjà là*, Albin Michel, 2004.

1537- Article du *Monde* du 29 septembre 2004.

1538- Article du *Monde* du 29 juillet 2004.

1539- Témoignage du général d'armée Bernard Thorette recueilli par l'auteur.

1540- Témoignage du général Jean-Louis Py recueilli par l'auteur.

1541- Article du *Monde* du 22 juillet 2005.

1542- Témoignage de l'amiral Patrick Hébrard recueilli par l'auteur.

1543- James Risen, *État de guerre*. *Histoire secrète de la CIA et de l'administration Bush*, Albin Michel, 2006.

1544- Témoignage du général Jean-Louis Py recueilli par l'auteur.

1545- Article du *Monde* du 6 octobre 2004.

1546- Article du *Monde* du 15 octobre 2004.

1547- Témoignage recueilli par l'auteur.

1548- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1549- *Les Nouvelles d'Afghanistan*, n° 107, 4e trimestre 2004.

1550- *Ibid*.

1551- Témoignage d'Amin Wardak recueilli par l'auteur.

1552- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1553- Article du *Monde* du 2 mai 2007.

1554- George W. Bush, *Instants décisifs*, Plon, 2010.

1555- Article du *Monde* du 9 septembre 2006.

1556- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1557- Témoignage du colonel Jacques Aragones recueilli par l'auteur.

1558- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1559- Témoignage du général d'armée Bernard Thorette recueilli par l'auteur.

Chapitre XVII

Aussi longtemps qu'il le faudra… (p. 791 à 827)

1560- Jean-Dominique Merchet, *Mourir pour l'Afghanistan. Pourquoi nos soldats tombent-ils là-bas ?*, Éditions Jacob-Duvernet, 2008.

1561- Article du *Monde* du 8 novembre 2007.

1562- Article du *Monde* du 7 février 2008.

1563- Article du *Monde* du 5 avril 2008.

1564- *Ibid.*

1565- Article du *Monde* du 1er avril 2008.

1566- Témoignage de l'amiral Patrick Hébrard recueilli par l'auteur.

1567- Article du *Monde* du 10 juin 2008.

1568- Article du *Monde* du 12 juin 2008.

1569- Article du *Monde* du 13 février 2008.

1570- Article du *Monde* du 12 juin 2008.

1571- Témoignage du colonel Jacques Aragones recueilli par l'auteur.

1572- Frédéric Pons in *Opérations extérieures. Les volontaires du 8e RPIMa, Liban 1978-Afghanistan 2009*, Presses de la Cité, 2009.

1573- Pour le récit complet, se référer aux ouvrages de Jean-Dominique Merchet (*Mourir pour l'Afghanistan. Pourquoi nos soldats tombent-ils là-bas ?*, Éditions Jacob-Duvernet, 2008) et Frédéric Pons (*Opérations extérieures. Les volontaires du 8e RPIMa, Liban 1978-Afghanistan 2009*, Presses de la Cité, 2009).

1574- Témoignage du colonel Jacques Aragones recueilli par l'auteur.

1575- Article du *Monde* du 19 août 2008.

1576- Pierre Servent, *Les Guerres modernes racontées aux civils… et aux militaires*, Buchet-Chastel, 2010.

1577- Article du *Monde* du 21 septembre 2008.

1578- Article du *Monde* du 23 septembre 2009.

1579- Jean-Charles Jauffret, *Afghanistan 2001-2010. Chronique d'une non-victoire annoncée*, Éditions Autrement, 2010.

1580- Article du *Monde* du 5 mars 2009.

1581- Article du *Monde* du 20 juin 2008.

1582- Témoignage de Bernard Dupaigne recueilli par l'auteur.

1583- Nicolas Le Nen, *Task Force Tiger. Journal de marche d'un chef de corps français en Afghanistan*, Economica, 2010.

1584- Témoignage du colonel Nicolas Le Nen recueilli par l'auteur.

1585- Article du *Monde* du 4 décembre 2010 et http://cablegate.wikileaks.org/cable/2009/11/09PARIS1589.html.

1586- *Ibid*.

1587- Chiffres donnés par le général Georgelin à la commission de la défense de l'Assemblée nationale le 9 février 2010.

1588- Article du *Figaro* du 15 octobre 2009.

1589- Revue *Défense*, n° 143.

1590- *Ibid*.

1591- Article du *Monde* du 23 juin 2010.

1592- Article du *Figaro* du 26 avril 2010.

1593- George W. Bush, *Instants décisifs*, Plon, 2010.

1594- Article du *Monde* du 4 août 2010.

1595- Entretien paru dans *L'Express* du 4 août 2010.

1596- Article du *Figaro* du 24 juin 2010.

1597- Article du *Monde* du 2 juillet 2010.

1598- Tribune du *Monde* du 17 juillet 2010.

1599- Article du *Figaro* du 22 juillet 2010.

1600- Article du *Monde* du 14 juillet 2010.

1601- Article du *Figaro* du 19 juillet 2010.

1602- Article du *Figaro* du 21 juillet 2010.

1603- Article de *L'Express* du 4 août 2010.

1604- Article du point.fr du 15 août 2010.

1605- Article du *Los Angeles Times* du 16 août 2010.

1606- Article du *Monde* du 1er septembre 2010.

1607- Article du *Monde* du 14 juillet 2010.

1608- Article du *Monde* du 23 novembre 2010.

1609- Article du *Figaro* du 26 septembre 2010.

1610- Article du *Monde* du 27 août 2010.

1611- Article du point.fr du 15 août 2010.

L'Humilistan (p. 829 à 843)

1612- Témoignage de Jean-David Levitte recueilli par l'auteur.

1613- Témoignage de Laurent Maréchaux recueilli par l'auteur.

1614- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

1615- Témoignage de Régis Koetschet recueilli par l'auteur.

1616- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

1617- Témoignage du général d'armée Bernard Thorette recueilli par l'auteur.

1618- Article du *Monde* du 29 septembre 2010.

1619- Témoignage d'Hubert Védrine recueilli par l'auteur.

1620- Témoignage du général Jean-Louis Py recueilli par l'auteur.

1621- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1622- Témoignage du général Henri Poncet recueilli par l'auteur.

1623- Article du *Dauphiné Libéré* du 29 juin 2010.

1624- Article paru dans la revue *Doctrine*, janvier 2007.

1625- Témoignage du général Richard Wolsztynski recueilli par l'auteur.

1626- Article du Monde du 4 décembre 2010 et http://cablegate.wikileaks.org/cable/2009/11/09PARIS1589.html.

1627- Témoignage de Benoît d'Aboville recueilli par l'auteur.

1628- Témoignage d'Hubert Védrine recueilli par l'auteur.

1629- Olivier Hubac et Matthieu Anquez, *L'Enjeu afghan. La défaite interdite*, André Versaille Éditeur, 2009.

1630- Témoignage de Jean-José Puig recueilli par l'auteur.

1631- Article du *Monde* du 29 novembre 2010.

1632- Tony Blair, *Mémoires*, Albin Michel, 2010.

1633- Témoignage de Johan Freckhaus recueilli par l'auteur.

1634- Olivier Hubac et Matthieu Anquez, *L'Enjeu afghan. La défaite interdite*, André Versaille Éditeur, 2009.

1635- David Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Economica, 2007.

1636- Témoignage de Mariam Abou Zahab recueilli par l'auteur.

1637- Témoignage du général d'armée Henri Bentegeat recueilli par l'auteur.

1638- Jean-Charles Jauffret, *Afghanistan 2001-2010. Chronique d'une non-victoire annoncée*, Éditions Autrement, 2010.

1639- « La politique de la France dans les pays en situation de fragilité. Évaluation des interventions de la coopération et des ONG françaises dans des contextes de crise et de fragilité institutionnelle (2000-2007) », Rapport de la direction générale de la coopération internationale et du développement (juin 2008).

1640- Témoignage de Bernard Dupaigne recueilli par l'auteur.

1641- Olivier Hubac et Matthieu Anquez, *L'Enjeu afghan. La défaite interdite*, André Versaille Éditeur, 2009.

Bibliographie

Défense et sécurité nationale. Livre blanc. Les débats, Odile Jacob, 2008.

Foreign Relations of The United States, 1958-1960. South And Southeast Asia. Volume XV, U.S. Government Printing Office, 1992.

L'Emploi des forces terrestres en Afghanistan, in *Doctrine*, Revue du centre de doctrine d'emploi des forces, n° 17, 2009.

ABOU ZAHAB Mariam et Olivier ROY, *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise*, Éditions Autrement, 2002.

ABOUCHAR Jacques, *Dans la cage de l'ours*, Balland, 1985.

AKRAM Assem, *Histoire de la guerre d'Afghanistan,* Balland, 1996.

AL-BAHRI Nasser (avec la collaboration de Georges Malbrunot), *Dans l'ombre de Ben Laden. Révélations de son garde du corps repenti*, Michel Lafon, 2010.

ALLAIN Jean-Claude, Pierre GUILLEN, Georges-Henri SOUTOU, Laurent THEIS et Maurice VAÏSSE, *Histoire de la diplomatie française. De 1815 à nos jours*, Tempus, 2007.

ALLIX Stéphane, *Carnets afghans*, Robert Laffont, 2002.

— , *Afghanistan. Aux sources de la drogue*, Ramsay, 2003.

Ambassade de France en Afghanistan, *Une ambassade à Kaboul. Itinéraires afghans*, Killid, 2008.

ANDERSON John Lee, *The Lion's Grave. Dispatches from Afghanistan*, Grove Press, 2002.

ANDREW Christopher et Oleg GORDIEVSKY, *Le KGB dans le monde (1917-1990)*, Fayard, 1990.

ARBEL David et Ran EDELIST, *Western Intelligence and the Collapse of the Soviet Union. Ten Years That Did Not Shake the World, 1980-1990*. Frank Cass Publishers, 2003.

ATTALI Jacques, *Verbatim (1981-1986),* Fayard, 1993.

— , *Verbatim (1986-1988)*, Fayard, 1995.

— , *Verbatim (1988-1991),* Fayard, 1995.

AUGOYARD Philippe, *La Prison pour délit d'espoir. Médecin en Afghanistan*, Flammarion, 1985.

BAER Robert, *La Chute de la CIA. Les Mémoires d'un guerrier de l'ombre sur les fronts de l'islamisme*, Folio, 2001.

BALLADUR Édouard, *Deux ans à Matignon*, Plon, 1995.

— , *Le pouvoir ne se partage pas. Conversations avec François Mitterrand*, Fayard, 2009.

BARRAUX Roland, *Si je t'oublie Bamiyan*, Les Éditions Bamiyan, 2002.

BARRY Michael, *Le Royaume de l'insolence, l'Afghanistan (1505-2001)*. Flammarion, 2002.

— , *Massoud. De l'islamisme à la liberté*, Éditions Louis Audibert, 2002.

BAZGAR Shah, *Afghanistan. La résistance au cœur*, Denoël, 1987.

BEARDEN Milton, *The Black Tulip* (roman), Random House, 1998.

BEARDEN Milton et James RISEN, *CIA-KGB. Le dernier combat*, Albin Michel, 2004.

BERGEN Peter L., *Guerre sainte. Multinationale*, Gallimard, 2002.

— , *Ben Laden. L'insaisissable*, Michel Lafon, 2006.

BERNERT Philippe, *SDECE. Services secrets. L'extraordinaire histoire du colonel Le Roy-Finville et de ses clandestins*, Presses de la Cité, 1980.

BERNTSEN Gary et Ralph PEZZULLO, *Jawbreaker. The Attack on Bin Laden and al-Qaida. A Personal Account by the CIA's Key Field Commander*, Three Rivers Press, 2005.

BERTHOMET Stéphane et Guillaume BIGOT, *Le jour où la France tremblera*, Ramsay, 2005.

BLAIR Tony, *Mémoires*, Albin Michel, 2010.

BLEHM Eric, *The Only Thing Worth Dying For. How Eleven Green Berets Forged a New Afghanistan*, Harper Collins, 2010.

BONOSKY Phillip, *Afghanistan. Washington's Secret War*, International Publishers, 2001.

BONY Jérôme, *Grand reporter. Dans les coulisses de l'actualité*, Michalon, 2007.

BOROVIK Artyom, *The Hidden War. A True Story of War in Afghanistan*, Faber and Faber Limited, 1991.

BOUKOSKY Vladimir, *Jugement à Moscou. Un dissident dans les archives du Kremlin*, Robert Laffont, 1995.

BOULOIS Max-Henri, *On aurait pu éviter tout cela*, Jean-Pierre Taillandier, 2002.

BRISARD Jean-Charles et Guillaume DASQUIÉ, *Ben Laden. La vérité interdite*, Denoël, 2001.

BRUGUIÈRE Jean-Louis, *Ce que je n'ai pas pu dire*, Robert Laffont, 2009.

BRZEZINSKI Zbigniew, *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard Éditions, 1997.

BURES (de) Alain et J.-M. CHALIGNY, *Le Défi afghan. L'URSS en échec*, Anthropos, 1986.

BURKE Jason, *Al-Qaida. La Véritable Histoire de l'islam radical*, Éditions La Découverte, 2005.

BUSH George, *Journal d'un président (1942-2005)*, Odile Jacob, 2005.

BUSH George W., *Instants décisifs*, Plon, 2010.

CARDONNE Gérard, *La Nuit afghane*, Les Éditions Hirlé, 2001.

CAREW Tom, *Jihad ! The Secret War in Afghanistan*, Mainstream Publishing Company, 2001.

CARTER Jimmy, *Mémoires d'un président*, Plon, 1982.

CAUSSE Françoise, *Quand la France préférait les Taliban. Massoud in memoriam*, Éditions de Paris, 2004.

CÉCILE Jean-Jacques, *Espions et terroristes. Les liaisons dangereuses*, Éditions Nouveau Monde, 2008.

CENTLIVRES Pierre, *Chroniques afghanes (1965-1993)*, Archives contemporaines, 1998.

CHALET Marcel et Thierry WOLTON, *Les Visiteurs de l'ombre*, Grasset, 1990.

CHALIAND Gérard, *Rapport sur la résistance afghane*, Berger-Levrault, 1981.

— , *Stratégies de la guérilla*, Payot, 1994.

CHEVÈNEMENT Jean-Pierre, *Défis républicains*, Fayard, 2004.

CHOUVY Pierre-Armand, *Les Territoires de l'opium*, Éditions Olizane, 2002.

COCKBURN Andrew, *Rumsfeld*, Simon & Schuster, 2007.

COHEN Samy (dir.), *Les Diplomates. Négocier dans un monde chaotique*, Éditions Autrement, n° 213, 2002.

COHEN Samy et Marie-Claude SMOUTS (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

COLBY William, *Trente ans de CIA*, Presses de la Renaissance, 1978.

COLL Steve, *Ghost Wars. The Secret History of the CIA. Afghanistan and Bin Laden. From the Soviet Invasion to September 10, 2001*, Penguin Books, 2004.

Collectif, *Afghanistan. La colonisation impossible*, Éditions du Cerf, 1984.

Collectif, *How Did This Happen ? Terrorism and the New War*, Public Affairs Ltd, 2001.

Collectif, *Paris-Kaboul. Expédition culturelle et scientifique sur les routes de la soie*, Hoëbeke, 2004.

Committee On Foreign Relations, United States Senate, *Tora Bora Revisited : How We Failed To Get Bin Laden And Why It Matters Today*, U.S. Government Printing Office, 2009.

CONNOR Ken, *Ghost Force. The Secret History of the SAS*, Cassell, 1998.

CONSTANT Claire, *Infirmière de la dernière chance. 300 jours en Afghanistan*, Albin Michel, 1985.

COOLEY John, *Unholy Wars*, Pluto Press, 2002.

COURRÈGES (de) Hervé, Emmanuel GERMAIN et Nicolas LE NEN, *Principes de contre-insurrection*, Economica, 2010.

CRILE George, *Charlie Wilson's War*, Grove Press, 2003.

DASQUIÉ Guillaume, *Al-Qaida vaincra*, Privé-Flammarion, 2005.

DELOIRE Christophe et Christophe DUBOIS, *Les Islamistes sont déjà là*, Albin Michel, 2004.

DELONG Michael (Lt. Gen.), *A General Speaks Out. The Truth About the Wars in Afghanistan and Iraq*, Zenith Press, 2007.

DELPHO Marc, *Le Marin du désert*, Éditions Kailash, 2002.

DENIAU Jean-François, *Deux heures après minuit*, Grasset, 1985.

DEPARDON Raymond, *Notes*, Points, 2006.

DOBBINS James F., *After the Taliban. Nation-Building in Afghanistan*, Potomac Books, 2008.

DORRIL Stephen, *MI6. Inside the Covert World Of Her Majesty's Secret Intelligence Service*, Simon & Schuster, 2002.

DORRONSORO Gilles, *La Révolution afghane*, Éditions Karthala, 2000.

DRUMHELLER Tyler, *On the Brink*, Carrol & Graf Publishers, 2006.

DUMAS Roland, *Affaires étrangères*, 1981-1988, Fayard, 2007.

DUPAIGNE Bernard, *Afghanistan, rêve de paix*, Buchet-Chastel, 2002.

DUPAIGNE Bernard et Gilles ROSSIGNOL, *Le Carrefour afghan*, Folio, 2002.

DUPREE Louis, *Afghanistan*, Princeton University Press, 1980.

EDEL Patrick et Jean-Claude GUILBERT (dir.), *L'Année de l'aventure 1987*, Albin Michel-Guilde européenne du raid, 1987.

EDWARDS David B., *Before Taliban. Genealogies of the Afghan Jihad*, University of California Press, 2002.

ENTRAYGUES Olivier (chef de bataillon), *Afghanistan 1979-2009*, Éditions La plume avant l'épée, 2010.

EPSTEIN Edward Jay, *Dossier. The Secret Story of Armand Hammer*, Carrol & Graf Publishers, 1996.

ÉTIENNE Gilbert, *L'Afghanistan ou les Aléas de la coopération*, PUF, 1972.

— , *Imprévisible Afghanistan*, Presses de Sciences Po, 2002.

FABIUS Laurent, *Les Blessures de la vérité*, Flammarion, 1995.

FALIGOT Roger et Jean GUISNEL (dir.), *Histoire secrète de la Ve République*, Éditions La Découverte, 2006.

FALIGOT Roger et Pascal KROP, *La Piscine. Les services secrets français 1944-1984*, Éditions du Seuil, 1985.

— , *DST. Police secrète*, Flammarion, 1999.

FALIGOT Roger et Rémi KAUFFER, *Histoire mondiale du renseignement. Les maîtres espions*, Robert Laffont, 1994.

FAZELLY Kacem, *L'Afghanistan, du provisoire au transitoire. Quelles perspectives*, Langues & Mondes-L'Asiathèque, 2004.

FEIFER Gregory, *The Great Gamble. The Soviet War in Afghanistan*, Harper Collins, 2009.

FERRIER J.P., *Voyage en Perse dans l'Afghanistan, le Béloutchistan et le Turkestan*, Adamant Media Corporation, 2002.

FILIU Jean-Pierre, *Les Neuf Vies d'al-Qaida*, Fayard, 2009.

FLEURY Jean, *Le Barbier afghan*, Picollec, 2011.

FOLLETT Ken, *Lie Down With Lions* (roman), William Morrow & Co, 1986.

FOUCHER Alfred, *Notes sur l'Afghanistan*, Maisonneuve Frères, 1931.

FRANCESCHI Patrice, *Ils ont choisi la liberté*, Arthaud, 1981.

— , *Guerre en Afghanistan,* La Table ronde, 1984.

FRANÇOIS-PONCET Jean, *37, Quai d'Orsay. Mémoires pour aujourd'hui et pour demain*, Odile Jacob, 2008.

FRANKS Tommy (Général) et Malcom McCONNELL, *American Soldier*, Regan Books, 2004.

FROMENT-MEURICE Henri, *Vu du Quai*, Fayard, 1998.

— , *Le Journal d'Asie. Chine-Inde-Indochine-Japon 1969-1975*, L'Harmattan, 2005.

FROZ Ashmat, *Massoud, l'esthète et l'architecte*, Transbordeurs, 2003.

GALBRAITH Evan G., *Ambassadeur de choc*, Stock, 1986.

GALEOTTI Mark, *Afghanistan. The Soviet Union's Last War*, Routledge, 1995.

GALL Sandy, *Afghanistan. Agony of a Nation*, The Bodley Head Ltd, 1988.

— , *News From The Front*, Mandarin, 1995.

GALULA David, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Economica, 2007.

GASCOIGNE Bamber, *The Great Moghuls*, Constable, 1998.

GATES Robert M., *From the Shadows. The Ultimate Insider's Story of Five Presidents and How They Won the Cold War*, Simon & Schuster, 2006.

GAUTIER Louis, *Face à la guerre*, La Table ronde, 2006.

GIRARDET Edward, *Afghanistan. The Soviet War*, St. Martin's Press, 1985.

GIRAUDON Liliane, *Les talibans n'aiment pas la fiction*, Inventaire/Invention, 2005.

GISCARD D'ESTAING Valéry, *Le Pouvoir et la vie*, Compagnie 12, 1988.

GMÉLINE (de) Patrick, *Se battre pour l'Afghanistan. Soldats de montagne contre les talibans*, Presses de la Cité, 2010.

GOBINEAU (de) Joseph Arthur, *Essai sur l'inégalité des races humaines*, Firmin-Didot, 1884.

GOLDENBERG Elliot, *The Spy Who Knew Too Much. The Government Plot to Silence Jonathan Pollard*, SP Books, 1993.

GOLLIET Jacques, *La Patte de l'ours. Réflexions sur la présence soviétique en Afghanistan*, Golliet, 1988.

GORBATCHEV Mikhaïl, *Avant-Mémoires*, Odile Jacob, 1993.

— , *Mémoires*, Éditions du Rocher, 1997.

GRAD Marcela, *Massoud. An Intimate Portrait of The Legendary Afghan Leader*, Webster University Press, 2009.

GRAU Lester, *The bear went over the mountain. Soviet combat tactics In Afghanistan*, U.S. Government Printing Office, 1990.

GROMYKO Andreï, *Mémoires*, Belfond, 1989.

GROSSER Pierre, *1989. L'année où tout a basculé*, Perrin, 2009.

GUIBERT Emmanuel, Didier LEFÈVRE et Frédéric LEMERCIER, *Le Photographe*, 3 tomes (bande dessinée), Dupuis, 2003.

GUILLEMOLES Alain, *Bernard Kouchner, la biographie*, Bayard, 1994.

HAIDER Habib et François NICOLAS, *Afghanistan. Reconstruction et développement*, Autres Temps, 2006.

HAMEL Ian, *L'Énigme Oussama Ben Laden*, Payot, 2008.

HAMMER Armand et Neil LYNDON, *Hammer*, Putnam, 1987.

HAQUANI Zalmaï, *Une vie d'Afghanistan*, L'Harmattan, 2006.

HARMON Christopher C., *Terrorism Today*, Routledge, 2008.

HÉBERT Bernard, *Le Mollah noir*, Éditions Régine Deforges-MSF, 1986.

HOPKIRK Peter, *The Great Game. On Secret Service in High Asia*, John Murray, 2006.

HUBAC Olivier et Matthieu ANQUEZ, *L'Enjeu afghan. La défaite interdite*, André Versaille Éditeur, 2009.

HUSSAIN Zahid, *Frontline Pakistan. The Struggle With Militant Islam*, Columbia University Press, 2007.

ISBY David, *War in a Distant Country. Afghanistan : Invasion and Resistance*, Arms & Armour Press, 1989.

—, *Afghanistan, Graveyard of Empires. A New History of the Borderland*, Pegasus Books, 2010.

JACQUART Roland, *Les Archives secrètes d'al-Qaida*, Éditions Jean Picollec, 2002.

JALALI Alli Ahmad et Lester W. GRAU, *Afghan Guerrilla Warfare. In the Words of the Mujahideen Fighters*, Motorbooks International, 2001.

JAUFFRET Jean-Charles, *Afghanistan 2001-2010. Chronique d'une non-victoire annoncée*, Éditions Autrement, 2010.

JOBERT Michel, *L'Aveuglement du monde occidental*, Albin Michel, 1997.

JOHNSON Thomas, *The War on Terrorism. A Collision of Values, Strategies, and Societies*, CRC Press Inc, 2008.

JULY Serge, *Les Années Mitterrand*, Grasset, 1986.

KEPEL Gilles, *Jihad*, Folio, 2003.

KESSEL Joseph, *Les Cavaliers*, Gallimard, 1967.

KOHLMANN Evan, *Al-Qaida's Jihad in Europe. The Afghan-Bosnian Network*, Berg Publishers, 2004.

KOUTOUZIS Michel, *L'Argent du Djihad*, Arte-Mille et Une Nuits, 2002.

LABAT Séverine, *Les Islamistes algériens. Entre les urnes et le maquis*, Le Seuil, 1995.

LACOSTE (amiral), *Un amiral au secret*, Flammarion, 1997.

LACOUTURE Jean, *Mitterrand. Une histoire de Français*. *Les vertiges du sommet*, Le Seuil, 1998.

LAFRANCE Pierre, *Du temps de Benazir Bhutto*, Gnôsis-Éditions de France, 2008.

LAGARDE Dominique, *Afghanistan. En finir avec la guerre ?*, L'Express Roularta, 2010.

LAROUZIÈRE-MONTLOSIER (de) Geoffroy, *Journal de Kaboul*, Bleu autour, 2009.

LAURENT Frédéric, *Le Cabinet noir. Avec François de Grossouvre au cœur de l'Élysée de Mitterrand*, Albin Michel, 2006.

LE NEN Nicolas, *Task Force Tiger. Journal de marche d'un chef de corps français en Afghanistan*, Economica, 2010.

LE PAUTREMAT Pascal, *Les Guerriers de la République. Forces spéciales et services secrets français, 1970-2009*, Choiseul, 2009.

LÉGER Laurent, *Trafic d'armes : enquête sur les marchands de mort*, Flammarion, 2006.

LETHIER Pierre, *Argent secret. L'espion de l'affaire Elf parle*, Albin Michel, 2001.

LÉVESQUE Jacques, *L'URSS en Afghanistan. De l'invasion au retrait*, Éditions Complexe, 1990.

LOHBECK Kurt, *Holy War. Unholy Victory*, Regnery Gateway, 1993.

MADELIN Philippe, *Dans le secret des services. La France malade de ses espions*, Denoël, 2007.

MARÉCHAUX Laurent, *Les Sept Peurs*, Le Dilettante, 2005.

— , *Bijoux de famille*, Le Dilettante, 2008.

MARENCHES (de) (comte) et Christine OCKRENT, *Dans le secret des princes*, Stock, 1986.

MARENCHES (de) (comte) et David A. ANDELMAN, *The Fourth World War. Diplomacy and Espionnage in the Age of Terrorism*, William Morrow and Company, 1992.

MARION Pierre, *La Mission impossible. À la tête des services secrets*, Calmann-Lévy, 1991.

— , *Mémoires de l'ombre. Un homme dans les secrets de l'État*, Flammarion, 1999.

MARION Roger et Francis ZAMPONI, *On m'appelle Eagle Four*, Le Seuil, 2007.

MARTINET Pierre, *DGSE Service action. Un agent sort de l'ombre*, Privé, 2005.

MASSOUD Sediqa avec Chébéka HACHEMI et Marie-Françoise COLOMBANI, *Pour l'amour de Massoud*, XO Éditions, 2005.

MASSTAN Mehrabodin et Pilar Hélène SURGERS, *Massoud au cœur*, Éditions du Rocher, 2003.

MATINUDDIN Kamal, *The Taliban Phenomenon. Afghanistan 1994-1997*, Oxford University Press, 1999.

MAURIÈS René, *Jean-Baptiste Doumeng*, Milan, 1992.

McCOY Alfred W., *La Politique de l'héroïne. L'implication de la CIA dans le trafic des drogues*, Éditions du Lézard, 1999.

MERCHET Jean-Dominique, *Mourir pour l'Afghanistan. Pourquoi nos soldats tombent-ils là-bas ?*, Éditions Jacob-Duvernet, 2008.

— , *Une histoire des forces spéciales*, Éditions Jacob-Duvernet, 2010.

MERLEN Éric et Frédéric PLOQUIN, *Carnets intimes de la DST, 30 ans au cœur du contre-espionnage français*, Fayard, 2003.

MICHELETTI Eric, *Special Forces. War on Terrorism in Afghanistan*, Histoire & Collections, 2004.

MILLS Nick B., *Karzai*, John Wiley & Sons, 2007.

MISSEN François, *Le Syndrome de Kaboul. Un Afghan raconte*, Edisud, 1980.

MITTERRAND François, *Ici et maintenant*, Fayard, 1980.

— , *Réflexions sur la politique extérieure de la France*, Fayard, 1986.

MUELLER Michael et Erich SCHMIDT-EENBOOM, *Histoire des services secrets allemands*, Éditions Nouveau Monde, 2009.

MUSHARRAF Pervez, *In the Line of Fire. A Memoir*, Simon & Schuster, 2006.

NASIRI Omar, *Au cœur du djihad. Mémoire d'un espion infiltré dans les filières d'al-Qaida*, Flammarion, 2006.

NASSIM Nafi, *De Kaboul à Marseille. Voyage d'une Afghane*, Éditions Auriane, 2002.

NAYLOR Sean, *Not a Good Day to Die. The Untold Story of Operation Anaconda*, Berkley Caliber, 2006.

OLESEN Asta, *Islam and Politics in Afghanistan*, Curzon Press, 1995.

OLIVE Ronald J., *Capturing Jonathan Pollard. How One Of The Most Notorious Spies In American History Was Brought To Justice*, Naval Institute Press, 2006.

OLIVIER-UTARD Françoise, *Politique et archéologie. Histoire de la Délégation archéologique française en Afghanistan (1922-1982)*, Éditions Recherche sur les civilisations, 2003.

ORTIZ Sébastien, *Tâleb* (roman), Gallimard, 2002.

PASCALLON Pierre, *Les Armées françaises à l'aube du XXIe siècle*, t. V, *Les Armées françaises à l'heure de l'interarmisation et de la multinationalisation*, L'Harmattan, 2007.

PERRIN Jean-Pierre, *Jours de poussière. Choses vues en Afghanistan*, La Table ronde, 2002.

PERRIN Narcisse, *L'Afghanistan ou Description géographique du pays théâtre de la guerre*, Arthus Bertrand, 1842.

PERSICO Joseph E., *Casey. The Lives and Secrets of William J. Casey. From the OSS to the CIA*, Viking, 1990.

PONFILLY (de) Christophe, *Vies clandestines. Nos années afghanes*, Florent Massot, 2001.

— , *Massoud l'Afghan. Celui que l'Occident n'a pas écouté*, Éditions du Félin, 2001.

PONS Frédéric, *Opérations extérieures. Les volontaires du 8e RPIMa, Liban 1978-Afghanistan 2009*, Presses de la Cité, 2009.

PROUTEAU Christian, *Mémoires d'État*, Michel Lafon, 1998.

PUIG Jean-José, *La Pêche à la truite en Afghanistan*, Éditions de la Martinière, 2005.

RAFFRAY Mériadec, *Afghanistan. Les victoires oubliées de l'Armée rouge*, Economica, 2010.

RAIMOND Jean-Bernard, *Le Quai d'Orsay à l'épreuve de la cohabitation*, Flammarion, 1989.

RANDAL Jonathan, *Oussama. La fabrication d'un terroriste*, Albin Michel, 2004.

RASHID Ahmed, *Taliban*, Yale University Press, 2001.

— , *Descent into Chaos. The US and the Disaster in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Penguin Books, 2009.

RAY Ellen et William H. SCHAAP, *Covert Action. The Roots of Terrorism*, Ocean Press, 2003.

RAZAVI Emmanuel, *Frères musulmans. Dans l'ombre d'al-Qaeda*, Éditions Jean-Cyrille Godefroy, 2005.

REAGAN Ronald, *Une vie américaine. Mémoires*, Jean-Claude Lattès, 1990.

— , *The Reagan Diaries*, Harper Collins, 2007.

REESE Roger, *Red Commanders. A Social History of the Soviet Army Officer Corps, 1918-1991*, University Press of Kansas, 2005.

REVEL Jean-François, *L'Obsession antiaméricaine*, Plon, 2002.

Revue *Humanitaire*, n° 4, *27 décembre 1979-11 septembre 2001, Afghanistan*, 2001/2002.

RISEN James, *Histoire secrète de la CIA et de l'administration Bush*, Albin Michel, 2006.

ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste*, Fayard, 1982.

ROCHETTE DE LA MORLIÈRE Jacques, *Mirza-Nadir ou Mémoires et aventures du marquis de St. T***, Gouverneur pour le Roi de Perse de la Ville et du Païs de Candahar*, 1749.

ROOSEVELT Archie, *For Lust of Knowing. Memoirs of an Intelligence Officer*, Little Brown & Co, 1988.

ROUSSEL Éric, *Georges Pompidou*, Jean-Claude Lattès, 1984.

ROY Olivier, *L'Afghanistan. Islam et modernité politique*, Le Seuil, 1985.

— , *From Holy War to Civil War*, Darwin Press, 1995.

RUBIN Barnett R., *The Search for Peace in Afghanistan. From Buffer State to Failed State*, Yale University Press, 1995.

— , *The Fragmentation of Afghanistan. State Formation and Collapse in the International System*, Yale University Press, 2002.

RYAN Mike, *Secret Operations of the SAS*, Zenith Imprint, 2003.

SAGEMAN Marc, *Understanding Terror Networks*, University of Pennsylvania Press, 2004.

SAIKAL Amin et William MALEY, *The Soviet Withdrawal from Afghanistan*, Cambridge University Press, 1989.

SAMRAOUI Mohammed, *Chronique des années de sang*, Denoël, 2003.

SASSI Nizar, *Prisonnier 325, Camp Delta. De Vénissieux à Guantanamo*, Denoël, 2006.

SCARBOROUGH Roman, *Rumsfeld's War. The Untold Story of America's Anti-Terrorist Commander*, Regnery Publishing, 2004.

SCHEUER Michael, *Imperial Hubris*, Potomac Books, 2004.

— , *Through Our Ennemies' Eyes*, Potomac Books, 2006.

SCHRAMECK Olivier, *Matignon rive gauche, 1997-2001*, Le Seuil, 2001.

SCHROEN Gary C., *First In*, Presidio Press, 2007.

SCHULTHEIS Rob, *Night Letters. Inside Wartime Afghanistan*, The Lyons Press, 2001.

SCHWARTZ Laurent, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Odile Jacob, 1997.

SCOTT Peter Dale, *The Road to 9/11. Wealth, Empire, and the Future of America*, University of California Press, 2007.

SERVENT Pierre, *Les Guerres modernes racontées aux civils… et aux militaires*, Buchet-Chastel, 2010.

SILBERZAHN Claude (avec Jean Guisnel), *Au cœur du secret, 1 500 jours aux commandes de la DGSE (1989-1993)*, Fayard, 1995.

SILVERSTEIN Ken, *Private Soldiers*, Verso 2000, 2000.

SIMS Jennifer E. et Burton L. GERBER, *Transforming US Intelligence*, Georgetown University Press, 2005.

SIRAMY Pierre avec Laurent LÉGER, *25 ans dans les services secrets*, Flammarion, 2010.

SMITH Hedrick, *Le Jeu du pouvoir. Dans les coulisses de la Maison-Blanche*, Belfond, 1988.

SOUAÏDIA Habib, *La Sale Guerre,* Folio, 2004.

SOUTOU Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Fayard, 2001.

STANTON Doug, *Horse Soldiers. The Extraordinary Story of a Band of U.S. Soldiers Who Rode to Victory in Afghanistan*, Simon & Schuster, 2009.

STRAUSS Xavier, *L'Esprit de résistance*, Fayard, 1986.

SUSKIND Ron, *The One Percent Doctrine. Deep Inside America's Pursuit of Its Enemies Since 9/11*, Simon & Schuster, 2006.

TANNER Stephen, *A Military History From Alexander The Great to The War Against The Taliban*, Da Capo Press, 2009.

TATU Michel, *Les Élites russes et la politique étrangère de l'URSS*, FRS, 1999.

TENET George, *At the Center of the Storm. My Years at the CIA*, Harper Collins, 2007.

TERRY Fiona, *Condemned to Repeat ? The Paradox of Humanitarian Action*, Cornell University Press, 2002.

THOMAS Gordon, *Histoire des services secrets britanniques*, Nouveau Monde, 2008.

TIGHA Abdelkader et Philippe LOBJOIS, *Contre-espionnage algérien. Notre guerre contre les islamistes*, Nouveau Monde, 2008.

TURPIN Jean-Pierre, *La Passion de l'Afghanistan. Madera, vingt et un ans de solidarité*, Karthala, 2001.

URBAN Mark, *UK Eyes Alpha. The Inside Story of British Intelligence*, Faber and Faber Limited, 1996.

VÉDRINE Hubert, *Les Mondes de François Mitterrand. À l'Élysée 1981-1995*, Fayard, 1996.

VELTER André, Emmanuel DELLOYE, Marie-José LAMOTHE, *Les Bazars de Kaboul*, Hier et demain, 1979.

VERNET Henri et Thomas CANTALOUBE, *Chirac contre Bush. L'autre guerre*, Jean-Claude Lattès, 2004.

VICTOR Jean-Christophe, *La Cité des murmures*, Jean-Claude Lattès, 1983.

VOLTAIRE, *Le Blanc et le noir* in *Romans et contes*, Garnier Flammarion, 1975.

WARDAK Amin, *Mémoires de guerre*, Arthaud, 2009.

WEBER Olivier, *French doctors. La grande épopée de la médecine humanitaire*, Robert Laffont, 1995.

WEBER Olivier, *Le Faucon afghan. Voyage au pays des talibans*, Robert Laffont, 2001.

WOODWARD Bob, *Bush at War*, Simon & Schuster, 2002.

— , *Obama's Wars. The Inside Story*, Simon & Schuster, 2010.

WRIGHT Lawrence, *La Guerre cachée. Al-Qaida et les origines du terrorisme islamiste*, Robert Laffont, 2006.

YOUSAF Mohammad et Mark ADKIN, *The Battle for Afghanistan. The Soviets Versus the Mujahideen during the 1980s*, Pen & Sword Books, 2009.

ZAEEF Abdul Salam (Mollah), *Prisonnier à Guantanamo*, EGDV/Documents, 2008.

Pour approfondir certaines questions, on trouvera une compilation de milliers d'articles sur le site : http://afghanistan-analyst.org/Documents/AfghanistanBibliography2010.pdf.

Remerciements

J’espère que tous ceux qui m’ont aidé, et qui ont, chacun à sa façon et à son époque, participé aux guerres afghanes, ne m’en voudront pas de citer indistinctement leurs noms. Il ne s’agit pas de paresse, mais de la seule manière que j’aie trouvée pour leur témoigner à tous, de la même manière, mon immense reconnaissance pour l’aide qu’ils ont bien voulu m’accorder…

Mille mercis, donc, à Mariam Abou Zahab, Benoît d’Aboville, Assem Akram, Hamed Akram, Stéphane Allix, Abdullah Anas, Frank Anderson, Jacques Attali, Pierre d’Alançon, colonel Jacques Aragones, Roland Barraux, Hervé Barré, amiral Jean-Louis Battet, Denis Bauchard, Philippe Baudillon, Anne de Beaumont, général d’armée Henri Bentegeat, Thierry Bernadac, Jean-Yves Berthault, Gilles Bertin, Cofer Black, Christian Blanchard, Alain Boinet, Serge Boisdevaix, Jérôme Bony, colonel Francis Bordachar, Gary Bowersox, général Guy Bouchaud, Cyril Bouyeure, général Gérard Briançon-Rouge, François Bujon de L’Estang, François Cailleteau, Vincent Cannistraro, Alain Chevalérias, Jean-Pierre Chevènement, Alain Chouet, Jean-Claude Colliard, général Pierre-Jacques Costedoat, Jacques-André Costilhes, colonel Vincent Cousin, général d’armée Yves Crène, Henry Crumpton, Thierry Dana, Jérôme Delavenne, Reza Deghati, général Xavier Delcourt, Emmanuel Delloye, Christian Destremau, James Dobbins, François Dopffer, Jean-François Dubos, vice-amiral Alain Dumontet, Bernard Dupaigne, Roger Duzer, Patrick Edel, général Bruno Elie, Rob Elphinstone, Gérard Errera, Mohammed Eshaq, Alain Faudeux, Kacem Fazelly, Michel Fiszbin, général d’armée aérienne Jean Fleury, Jacques Fournet, Juliette Fournot, Bernard Frahi, Patrice Franceschi, Jean François-Poncet, Johan Freckhaus, Henri Froment-Meurice, Bertrand Gallet, Bernard Garcia, Louis Gautier, Philippe Gautier, général Jean-Patrick Gaviard, Jean-François Gayraud, Didier Giard, Jean-François Girault, Michel de Guillenschmidt, Jean-Pierre Guinhut, Howard Hart, Ahmad « Muslim » Hayat, amiral Patrick Hébrard, général Jean

Heinrich, François Heisbourg, Loïc Hennekinne, amiral Bobby R. Inman, Bernard Jacquemart, Pierre Joxe, Alain Juillet, Émilien Jubineau, Rosanne Klass, général Saster Kochanowski, Régis Koetschet, Hubert de La Fortelle, vice-amiral Richard Laborde, Jean-Michel Lacombe, amiral Pierre Lacoste, Pierre Lafrance, Édouard Lagourgue, Christian Lambert, Laurence Laumonier, Frédéric Laurent, colonel Nicolas Le Nen, Daniel Lechervy, Carole Lefebvre, Didier Leroy, Pierre Lethier, Jean-David Levitte, Jean-Michel Lobry, Pierre-Antoine Lorenzi, général Patrice de Loustal, Claude Malhuret, Jean-Claude Mallet, Laurent Maréchaux, Sophie-Caroline de Margerie, Alain Marigo, Jamsheed Marker, Claude Martin, Mehrabuddin Masstan, Gilles Ménage, général Bernard Messana, Martine-Cécile Meunier-Just, Jean-Claude Michelou, Charles Millon, Monique Miquel-Moncomble, Daoud Mir, général Albert Moinard, Marie-Josèphe Morillas-Mérienne, amiral Jean Moulin, Jean Musitelli, Pierre Mutz, Wali Nouri et M. Chams, Phyllis Oakley, Alain Pallu de Beaupuy, Gérard Pardini, général Henri Paris, Jean-Jacques Pascal, Rémi Pautrat, Daniel Piat, Jean Picq, Chantal Poiret, général Henri Poncet, Jean-José Puig, général Jean-Louis Py, Paul Quilès, Bruno Racine, général Henri Ranson, général Charles Ricour, général Michel Rigot, Gabriel Robin, Jean-Marc Rochereau de La Sablière, André Rosseels, Gilles Rossignol, général d'armée aérienne Patrick de Rousiers, Michel Roussin, Olivier Roy, Marc Sageman, commandant Sakhi, Mohammed Samraoui, général d'armée aérienne Jean Saulnier, François Scheer, Henri Servant, colonel Philippe Sidos, Thomas Simons, Xavier Strauss, Jacques Sturm, Homayoun Tandar, général d'armée Bernard Thorette, John Train, Philippe Truze, Thomas Twetten, Hubert Védrine, Antoine Veil, Luc Veyri, Jean Vidal, Amin Wardak, général d'armée aérienne Richard Wolsztynski, Tom Yates.

Il serait néanmoins de la plus haute injustice de ne pas exprimer une gratitude toute particulière à ceux que j'ai fait le plus souffrir en leur demandant de relire l'intégralité de ce « pavé », Didier Leroy, Jean-José Puig et mon cher ami normand, ou encore de très larges extraits, le général Bentegeat, le vice-amiral Dumontet, Juliette Fournot.

Bien entendu, mes remerciements très appuyés à tous les officiers de la DGSE, ainsi que du Cos, qui ont très exceptionnellement accepté de me livrer leurs expériences en m'offrant une confiance que j'espère avoir méritée. J'ai pu vérifier à leurs côtés que ceux qui parlent le plus savent rarement et que ceux qui savent beaucoup le plus souvent se taisent…

Je suis particulièrement reconnaissant au Ceredaf, Alain Marigo en tête, pour l'accueil qu'il m'a réservé. Sans son remarquable travail de documentation et de réflexion depuis une trentaine d'années, il ne fait aucun doute que plusieurs mois supplémentaires m'auraient été nécessaires pour boucler ce livre.

Merci à mes confrères Roger Faligot, Nick Mills, Mériadec Raffray, Xavier Raufer, Erich Schmidt-Eenboom, Pierre Servent, Gordon Thomas et Floran Vadillo. Ainsi que, aux archives, à Grégoire Eldin, Jean Clément, Zénaïde Romaneix et Conrad Schetter.

À Olivier Nora, de m'avoir accueilli chez Fayard pour un projet dont moi-même je ne mesurais pas tout à fait l'ampleur, à toute l'équipe éditoriale que ma prose trop abondante a contrainte d'abattre un travail considérable en un temps record (Camille Marchaut-Baty, Julian Compan, Déborah Guedj), à l'indispensable amie Marie-Laure Defretin avec qui je suis très heureux de refaire un bout de chemin (hors XVe).

À Anthony Rowley, qui, voici déjà dix ans, avec Xavier de Bartillat, a pris le risque de me publier alors que je n'avais pas la « carte », et qui continue de le faire bien que je ne l'aie toujours pas… Que peut espérer de plus un auteur de la part de son éditeur que d'être écouté, conseillé et au final, soutenu ? Je tiens à lui répéter que l'amitié résiste à tous les changements d'adresse !

À mes parents

À ma famille

À mes amis – tout particulièrement Charles Fournier, inestimable compagnon de ce RGC si injustement oublié, qui fut à la génèse du projet

À Margaret Lynchburg qui apprécie tellement la compagnie de Mary Danaher ou du capitaine Nelson

Index

Abbas (mollah) 1 2
Abdullah Abdullah 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17
Abou al-Yazid, Moustafa 1
Abou Bakr 1
Abou Bassir 1
Abou Djafar 1
Abou Faraj al-Libbi 1
Abou Ghayth al-Koweïti 1
Abou Hafs al-Masri 1
Abou Jandel 1
Abou Khabab 1 2
Abou Moussad al-Zarqaoui 1
Abou Nidal 1
Abou Qatada, Omar 1 2
Abou Richa, Abdul Sattar 1
Abou Sayyaf 1
Abou Souleyman al-Mauritani 1
Abou Yahya 1
Abou Zahab, Mariam 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Abouchar, Jacques 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Aboville (d'), Benoît 1 2 3 4 5 6
Adamichin, Anatoly 1
Aga Khan, Sadruddin 1 2 3 4 5 6
Ahmadullah, Qari 1 2
Ahmadzai, Ashraf Ghani 1

Akbari 1
Akhrimiyek, Yevgeny 1
Akhromeyev, Sergueï 1 2
Akhtar (général) 1 2 3
Akram, Assem 1 2 3 4 5 6
Akram, Hamed 1 2
Akram, Mohammed 1 2
Al-Afghani, Djafar 1
Al-Afghani, Tayyeb 1
Al-Banshiri, Abou Oubayda 1 2
Al-Fadl 1
Al-Libi, Ibn al-Cheikh 1
Al-Zawahiri, Ayman 1 2 3 4 5
Al Bu-Ainnain, Khaled 1
Al Fayçal, Turki 1 2 3 4 5 6
Al Qarni 1 2 3 4
Alançon (d'), Pierre 1
Albright, Madeleine 1 2
Ali Saleh, Fouad 1
Alleg, Henri 1 2
Alliot-Marie, Michèle 1 2 3 4 5 6 7 8
Allix, Stéphane 1 2 3 4 5
Ames, Aldrich 1
Amin, Hafizullah 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17
Anas, Abdullah 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21
Anderson, Frank 1 2 3 4 5 6 7 8
Andrieux, Romain 1
Andropov, Iouri 1 2 3 4 5 6 7
Annan, Kofi 1 2 3

Anouari 1
Aragones, Jacques 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Aref (commandant) 1 2 3 4 5 6 7
Arfi, Patrick 1
Armacost, Mike 1
Armitage, Richard 1
Aron, Raymond 1
Aryan Poor 1
Ashdown, Paddy 1
Assalet, Christine 1
Assefy, Homayoun 1 2 3 4
Atchakzai 1
Atta, Ostad 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Attali, Jacques 1 2
Audouard, Antoine 1
Augoyard, Philippe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Ayrault, Jean-Marc 1 2
Azzam, Abdullah 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20
Baba Jan, Abdul Wahid 1
Baba, Nadjib 1 2 3
Babar (général) 1 2 3
Bachardoust, Ramazan 1 2
Baer, Robert 1 2
Baez, Joan 1 2
Baheer, Ghairat 1
Baker, James 1
Balducchi, Christophe 1
Bandaranaike, Sirimavo 1
Barbier, Gilbert 1

Bardy, Jean-Didier 1
Baret, Michel 1
Barialai, Mahmoud 1
Bariand, Pierre 1
Bariani, Didier 1
Bariolaï 1
Barno 1 2
Barrault, Dominique 1
Barraux, Roland 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Barré, Hervé 1 2 3 4 5 6
Barre, Raymond 1
Barry, Michael 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Bashar, Hadji 1
Batch-e Saqao 1 2 3
Battin, Jean-François 1
Bauchard, Denis 1
Bazgar, Shah 1
Bearden, James 1 2 3 4 5 6 7 8
Béasse, Philippe 1
Beaumont (de), Anne 1 2 3 4 5 6 7
Beauregard (de), Yves 1
Beghal, Djamel 1 2
Behichti, Sayyed Ali 1
Behmanesh 1
Belda, Nicolas 1
Bellot des Minières 1
Ben Attash, Walid 1
Ben Laden, Oussama 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44

45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89

Benchellali, Mourad 1 2

Bennigsen, Alexandre 1 2

Bensakhria, Mohamed 1

Bentegeat, Henri 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36

Bérégovoy, Pierre 1 2 3 4

Bernadac, Thierry 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Berthault, Jean-Yves 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26

Berthod, Jacques 1 2 3 4 5 6

Bertin, Gilles 1 2 3 4 5 6 7

Bertolino, Jean 1 2

Bertrand, Yves 1

Bhutto, Ali 1 2

Bhutto, Benazir 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Bianco, Jean-Louis 1 2

Biden, Joe 1

Billaud, Pierre 1

Binori, Mohammed Youssouf 1

Bismullah Khan 1 2 3 4 5

Bitcheff, Pierre 1

Black, Cofer 1 2 3

Blair, Tony 1 2 3 4 5

Blanchard, Christian 1 2

Blanchemaison, Claude 1 2

Blanchet, Pierre 1

Bloomingdale, Alfred 1

Boinet, Alain 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24
Bongo, Omar 1
Bonhour, Philippe 1
Bonniaud, Pierre 1
Bonnot, Michel 1 2
Bony, Jérôme 1 2 3
Bordachar, Francis 1 2 3 4 5 6 7
Bordjan (mollah) 1
Borovik, Artyom 1
Borrisov 1
Bouchaud, Guy 1 2
Boucheron, Jean-Michel 1
Boukovsky, Vladimir 1 2
Bout de Marnhac 1
Boutoul, Raymond 1
Bouyeure , Cyril 1 2
Bouziat, Michel 1
Bradol, Jean-Hervé 1
Brahimi, Lakhdar 1 2 3 4 5 6 7 8
Braud, Jean 1
Brauman, Rony 1 2 3 4 5 6
Brejnev, Leonid 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23
Bremond d'Ars (de), Hugues 1
Brémont, Jean-Luc 1 2
Bretagne (de), Capucine 1 2 3 4 5 6 7 8
Brizay, Patrick 1 2
Brochand, Pierre 1 2 3 4 5

Bruguière, Jean-Louis 1 2 3 4 5 6
Bruschi, Christian 1
Brzezinski, Zbigniew 1
Bujon de L'Estang, François 1 2
Bures (de), Alain 1
Burhanuddin, Sayyed 1
Burns, Nicholas 1
Bush, George 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Bush, George W. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39
Cagnat, René 1
Caldwell, William 1
Cambone, Stephen 1
Cany, Christophe 1 2
Capra, Frank 1
Caprioli, Louis 1
Carbonnel, Jean-Pierre 1 2
Carcassonne, Guy 1 2 3
Carreau (capitaine) 1
Carrère d'Encausse, Hélène 1 2
Carrington, Peter 1
Carter, Jimmy 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Casey, William 1 2 3 4 5 6 7
Castro, Fidel 1
Causse, Françoise 1
Caussé, Guy 1 2
Cautain, Jean-François 1
Cazenave, Richard 1
Ceausescu, Nicolae 1

Centlivres, Micheline 1 2
Centlivres, Pierre 1
Ceyrac, Pierre 1 2
Ceyzeriat, Hélène 1
Chaban-Delmas, Jacques 1
Chabasse, Philippe 1
Chabat (docteur) 1
Chaboud, Jack 1 2 3 4
Chaliand, Gérard 1 2 3 4 5
Champtiaux, Dominique 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Chapot, Victor 1
Charhon, Francis 1 2 3 4
Chattard, Catherine 1
Cheikh Mohammed, Khaled 1 2 3 4 5 6 7
Cheney, Dick 1 2 3
Chernyaev, Anatoly 1 2
Chevalerias, Alain 1 2 3 4 5 6 7 8
Chevardnadze, Edouard 1 2 3 4 5 6
Chevènement, Jean-Pierre 1 2
Cheysson, Claude 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24
Cheysson, Eric 1
Chipaux, Françoise 1 2
Chirac, Jacques 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83
Chomel de Jarnieu, Benoît 1
Chouet, Alain 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Clair, Jean-François 1
Clark, Mark 1
Clarke, Richard 1
Claudius-Petit, Eugène 1
Clinton, Bill 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Clinton, Hillary 1 2
Cluzel, François 1
Codé 1
Cogan, Charles 1 2 3
Coll, Steve 1 2
Colliard, Jean-Claude 1
Colonna, Catherine 1
Combal, Michel 1
Combles de Nayves (de), Dominique 1
Connor, Ken 1
Conolly, Arthur 1
Conte, Arthur 1
Cooley, John 1
Coomaraswamy, Radhika 1
Corbet, Thierry 1
Cordelier, Céline 1
Cordovez, Diego 1 2 3 4 5
Costedoat, Pierre-Jacques 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Costilhes, Jacques-André 1 2 3 4
Coubard, Jacques 1 2
Courtagne, Thierry 1
Cousin, Vincent 1 2 3 4 5
Cousseran, Jean-Claude 1 2 3 4 5
Crandall, Larry 1 2

Crène, Yves 1 2
Crumpton, Hank 1 2 3 4
Crupel, Cédric 1
Dadullah (mollah) 1
Dahmane, Abdessatar 1
Daillet, Jean-Marie 1 2
Daix, Pierre 1
Damfreville, Eric 1
Dana, Thierry 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Danel, Patrick 1
Daoud Khan, Mohammed 1 2 3 4
Darnaud, Antoine 1
Dasquié, Guillaume 1
David, Venan 1
Daviet, Maryse 1
Dawson 1
De Gaulle, Charles 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16
De Hoop Scheffer, Jaap 1
Dearlove, Richard 1
Debray, Régis 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
Defferre, Gaston 1
Delbourg, Denis 1 2 3 4 5
Delcourt, Xavier 1
Délégation Archéologique Française en Afghanistan (DAFA) 1 2 3 4 5 6 7 8
Delloye, Emmanuel 1 2 3 4 5 6 7 8
Deloche, Alain 1
Deloire, Christophe 1
DeLong, Michael 1 2

Delpuech, Bernard 1 2
Deniau, Jean-François 1 2 3 4 5 6
Depardon, Raymond 1 2 3
Desjardins, Thierry 1 2
Desportes, Vincent 1 2
Desprez, Charles 1
Destremau, Christian 1 2 3 4 5 6
Devaux, Olivier 1
Devedjian, Patrick 1
Dewatre, Jacques 1 2 3
Diaz, David 1
Djaffo, Xavier 1
Djamal, Qudratullah 1
Djamal, Sayed 1
Djedaleq, Anouar 1
Djibril, Ahmed 1
Dobbins, James 1 2 3 4 5 6
Dopffer, François 1 2 3 4
Dorril, Stephen 1
Dorronsoro, Gilles 1 2 3
Dost, Mohamed 1
Dostom, Abdul Rachid 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32
Douai, Jacques 1
Doumeng, Jean-Baptiste 1 2 3
Douste-Blazy, Philippe 1
Downie, Nick 1
Droukdal, Abdelmalek 1
Druet 1

Dubois, Christophe 1
Dumas, Roland 1 2 3 4
Dumontet, Alain 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Dupaigne, Bernard 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Dupree, Louis 1
Durand (de), Étienne 1 2
Duvalier, Jean-Claude 1
Duzer, Roger 1 2
Edel, Patrick 1 2 3 4 5 6 7
Ehsanullah (mollah) 1
Eide, Kai 1
Eikenberg 1
Eikenberry, Karl 1
El-Sadat, Anouar 1 2 3 4 5 6
Elie, Bruno 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Elward, Kamel 1
Emin, Roger 1
Epstein, Edward Jay 1
Errera, Gérard 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Escoffier, Alain 1
Eshaq, Mohammed 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Evrard, Gaétan 1
Fabre, Camille 1
Fahim, Mohammed 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25
Faligot, Roger 1 2
Faouzi, Abibullah 1
Farhang, Amin 1
Faroukzaï, Farouk 1

Faudeux, Alain 1 2 3
Fazelly, Kacem 1 2 3
Feifer, Gregory 1 2
Filiu, Jean-Pierre 1 2
Fillon, François 1 2 3
Finn, Robert 1
Fischer, Joshka 1
Fiszbin, Michel 1
Fleury, Jean 1 2
Foccart, Jacques 1
Follett, Ken 1
Fontaine, Nicole 1
Forni, Raymond 1
Foucher, Alfred 1
Fouchet, Maurice 1
Fougère, Louis 1 2 3
Fourcade, Marie-Madeleine 1
Fournot, Juliette 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36
Frahi, Bernard 1 2 3 4
Frailé, Ricardo 1
Franceschi, Patrice 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32
François-Poncet, Jean 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14
Franjeul, Hervé 1
Franks, Tommy 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16
Freckhaus, Johan 1 2 3 4
Froment-Meurice, Henri 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Fugiers, Françoise 1

Fullerton, Romy 1

Gadras, Luc 1

Gailani, Sayyed Ahmad 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39

Gaillard, Jean-Michel 1

Galanskov 1

Galbraith, Peter 1

Galland, Frédéric 1 2 3

Gallet, Bertrand 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Galula, David 1 2

Ganczarski, Christian 1

Gandhi, Indira 1

Garcia, Bernard 1 2 3 4

Gardin, Jean-Claude 1 2

Gates, Robert 1 2 3 4 5 6 7

Gautier, Louis 1 2 3 4 5 6

Gautier, Philippe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Gaviard, Jean-Patrick 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22

Gazeau, Noël 1

Gentilini, Marc 1

Georgelin, Jean-Louis 1 2 3 4 5

Georgeot, Nathalie 1

Gergorin, Jean-Louis 1 2

Geriek, Edward 1

Gernigon, Vincent 1

Ghaffar 1

Ghafourzai, Abdur Rahim 1

Ghamcharik, Hadji Zaman 1 2 3

Ghaus (mollah) 1
Giard, Didier 1 2 3
Gierek, Edward 1
Gille, Etienne 1 2 3 4 5
Girard, Raymond 1
Girard, Renaud 1
Girardet, Edward 1 2 3
Girault, Jean-François 1 2
Giroud, Françoise 1 2
Giscard d'Estaing, Valéry 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40
Glavany, Jean 1
Godard, André 1
Gorbatchev, Mikhaïl 1 2
Gore, Al 1
Gregory, Chris 1
Grillot 1 2
Gromov 1
Gromyko, Andreï 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
Grossouvre (de), François 1 2 3 4
Guillaud, Edouard 1
Guillaume, Evelyne 1
Guillemé-Brulon, Jacques 1
Guillenchmidt (de), Michel 1 2 3
Guillon, Alain 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Guilloux, Evelyne 1
Guinhut, Jean-Pierre 1 2 3
Gul, Hamid 1 2
Gutmann, Francis 1 2

Habbache, Georges 1
Habibourrahman 1 2
Hachemi 1
Hadji, Qadir 1 2 3
Hagenbeck 1
Haidar, Shoukria 1
Haig, Alexander 1
Halakdar, Anouar 1
Hammam, Hamadi 1
Hammer, Armand 1 2 3 4 5 6
Handloik, Volker 1
Hansen, Georges 1
Haq, Abdul 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25
Haqqani, Jalaluddin 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23
Hart, William 1 2
Hassan (mollah) 1 2
Hassan II 1
Hayat, Ahmad Muslim 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Hayes, Michael 1
Hazrat, Ali 1 2
Hébrard, Patrick 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Heinrich, Jean 1 2 3 4 5
Heisbourg, François 1 2 3 4 5 6
Hekmatyar, Gulbuddin 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91

92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119

Hennekinne, Loïc 1 2 3 4 5 6 7 8 9

Hernu, Charles 1 2 3

Hillary, Edmund 1

Hillier, Rick 1

Hincelin, Frédérique 1

Holbrooke, Richard 1

Holl, Norbert 1

Horelick, Arnold 1

Hosseini, Nasser 1

Houedeye, Goukouni 1

Howe, Geoffrey 1

Hubac, Sylvie 1

Hufschmidt, Bernard 1

Humphrey, Gordon 1 2

Huntziger, Jacques 1

Hussein, Saddam 1 2 3 4 5 6 7

Ibrahim Abdul, Mohammed 1

Ickx, Paul 1

Imbot, René 1 2 3 4 5 6 7

Inman, Bobby Ray 1 2

Ionesco, Eugène 1

Isnard, Jacques 1 2

Issot-Sergent, Pierre 1 2 3 4

Jaffar, Sayyed 1

Jaghlan, Sayid 1

Jankélévitch, Wladimir 1

Jareer, Homayoun 1

Jaruzelski, Wojciech 1 2 3
Jauffret, Jean-Charles 1
Jean-Baptiste, Thierry 1
Jean-Paul II 1
Job, Jean-Pierre 1
Jobert, Michel 1 2
Jones, James L. 1 2
Jospin, Lionel 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24
Josselin, Charles 1
Joubert, Bruno 1 2
Jovet 1
Juin, Alphonse 1
Jumagu, Haji 1
Juppé, Alain 1 2
Juvenal, Peter 1
Kadhafi, Mouammar 1 2 3 4
Kalakani, Abdoul Majib 1
Kalakani, Habibullah 1
Kamal, Keswhar 1
Kamougué 1
Kanouni, Imad 1
Karimov, Islom 1 2 3 4 5
Karmal, Babrak 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22
Karray, Kamel 1
Karzai, Hamid 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48
Karzai, Nourzai 1 2

Kasi, Mir Amal 1
Kauffer, Rémi 1
Kayani 1
Kehayan, Jean 1
Kelche, Jean-Pierre 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Kergorlay (de), Denis 1
Keshtmand 1
Kessel, Joseph 1 2 3 4 5 6 7
Khalès, Younès 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18
Khalidzad, Zalmaï 1 2 3
Khalili, Khaliloula 1
Khalili, Masood 1 2 3 4 5 6
Khan, Anouar 1 2 3
Khan, Bassir 1 2 3 4 5
Khan, Bismullah 1 2 3 4 5 6 7
Khan, Ismaïl 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
Khan, Najmudin 1
Kharazi, Kamal 1
Khaybar, Mir Akbar 1
Kherbane, Kamreddine 1
Khomeiny, Rouhollah 1 2 3 4
Kingue Eithel Abraham, Simah 1
Kipp, Jean-Christian 1
Kissinger, Henry 1
Klass, Rosanne 1
Kochanowski, Saster 1 2
Koetschet, Régis 1 2 3 4
Kohl, Helmut 1 2

Kohout, Gérard 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23

Koschko (de), Dimitri 1

Kouchner, Bernard 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14

Kouzitchkine, Vladimir 1

Kouznetsov 1

Krug, Bill 1

Kuzichkin, Vladimir 1

La Fortelle (de), Hubert 1

La Gorce (de), Paul-Marie 1 2

La Mata (de), Louise-Marie 1

La Sablière (Rochereau de), Jean-Marc 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18

Laborde, Richard 1 2 3 4 5 6

Laburthe, Patrick 1 2

Lacaze, Jeannou 1

Lacombe, Jean-Michel 1

Lacoste, Pierre 1 2 3 4 5 6

Lafleur, Chris 1

Lafrance, Pierre 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Lagourgue, Edouard 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

Lalande, Paul 1

Lalonde, Brice 1

Lalonde, Patricia 1

Lambert, Christian 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16

Lambert, Michel 1

Latif (général) 1

Laumonier, Laurence 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27

Lavertu, Eric 1
Le Bot 1 2
Le Mer, André 1
Le Nen, Nicolas 1 2 3 4 5 6
Le Page, Loïc 1
Lebed (général) 1
Lechervy, Christan 1 2 3 4 5 6
Leclercq, Patrick 1 2 3 4
Legal 1
Lehembre, Eugène 1
Lellouche, Pierre 1 2
Lemire, Xavier 1
Lemounier, Jean-François 1
Léotard, François 1 2 3
Leroy, Didier 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24
Leslie, Andrew 1
Lethier, Pierre 1 2 3 4 5
Leusse (de), Bruno 1 2
Levinsky, Monica 1 2
Levitte, Jean-David 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Lévy, Bernard-Henri 1 2 3 4 5
Lévy, Jean 1
Linyer, Geoffroy 1
Lion, Robert 1 2
Llorente, José Daniel 1
Lobato, Chantal 1 2 3 4 5
Lobry, Jean-Michel 1 2
Lohbeck, Kurt 1

Loiseau, Djamel 1
London, Arthur 1
Lorblanchès 1
Lorenzi, Pierre-Antoine 1
Löser 1
Luizet, François 1
Lux, Arsène 1
Lyakhovsky, Alexander 1

Madelin, Alain 1 2 3 4 5
Madjrouh, Bahouddin 1 2 3 4 5
Madjrouh, Walid 1 2 3
Magone, Claire 1
Maillot, Jacques 1
Malhuret, Claude 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24
Malkin, Jean-Elie 1 2 3
Mallet, Jean-Claude 1 2 3 4 5 6 7
Malraux, André 1
Manière, Philippe 1 2
Manningham-Buller, Eliza 1
Manoukian, Pascal 1 2 3 4 5 6 7
Mansour, Aktar Mohammed 1
Marchais, Georges 1 2 3 4
Marchiani, Jean-Charles 1
Maréchaux, Laurent 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
Marenches (de), Alexandre 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30
Marigo, Alain 1 2
Marigo, Vera 1
Marill 1
Marion, Pierre 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Marker, Jamsheed 1
Marlin, Jean-François 1
Marolles (de), Alain 1
Martin, Claude 1 2 3 4 5
Masri, Abou Hafs 1

Massoud, Ahmad Shah 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331

Massoud, Ahmed Wali 1

Massoud, Ahmed Zia 1 2 3 4

Massoud, Aïcha 1

Massoud, Fatima 1

Massoud, Miriam 1

Massoud, Sediqa (Pari Ghol) 1 2

Massoud, Zohra 1

Masstan, Mehrabuddin 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20

Mauriès, René 1

Mauroy, Pierre 1

Mazari 1 2 3 4 5 6

Mc Williams, Douglas 1

McChrystal, Stanley 1 2 3 4 5 6 7 8

McCurry, Steve 1
McKiernan, David 1 2
Mehdi, Karim 1
Mehsud, Baitullah 1
Ménage, Gilles 1
Merchet, Jean-Dominique 1 2
Mérieux, Charles 1
Mermet, François 1
Mestiri, Mahmoud 1 2 3 4
Meunier-Just, Martine-Cécile 1 2
Meyer, Hans 1
Michel, Frédéric 1 2
Michelou, Jean-Claude 1 2 3
Millon, Charles 1
Mir, Daoud 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36
Missen, François 1 2 3
Mitterrand, Danielle 1 2 3
Mitterrand, François 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60
Mobutu, Joseph-Désiré 1 2
Modjaddedi, Sebghatullah 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33
Mohammadi, Mohammad Nabi 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Mohammed, Nek 1
Mohaqeq 1 2
Mohiedin, Sayyed 1
Mohseni 1

Moinard, Albert 1 2
Moné 1 2
Monod, Martine 1
Morel, Françoise-Marie 1
Morillas, Marie-Josèphe 1 2
Morillon, Philippe 1 2
Morin, Hervé 1 2 3 4 5
Mortimer (Sir) 1
Moseley, Michael 1 2 3
Motmaïn (mollah) 1
Moubarak, Hosni 1
Moulin, Jean 1
Moussaiev 1
Moussaoui, Zacarias 1 2
Moutawaqil, Wakil Ahmad 1 2 3 4 5 6
Mueller, Michael 1
Mulholland 1 2
Mullen, Michael 1
Murray, William 1
Musharraf, Pervez 1 2 3 4 5 6 7 8
Musitelli, Jean 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
Musset, Bernard 1
Myers, Richard 1
Naderi 1 2
Nadiri, Mansour 1
Nadjibullah, Mohammed 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46
Naïm, Saïd 1

Najmudin 1 2
Namangani, Jouma 1
Naouar, Nizar 1
Nasim (mollah) 1
Navet, Bertrand 1
Nawaz Sharif, Mian Muhammad 1 2 3
Nawbahar, Abdul 1
Nazir (Mollah) 1
Niazi, Gholam Mohammad 1 2
Niquet, Thierry 1 2 3 4 5
Nouri, Wali 1
Nourzaï, Aref 1
Nuytennes 1
O'Neill, Paul 1
Oakley, Phyllis 1
Oakley, Robert 1
Obaïdollah (mollah) 1
Obama, Barak 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Ogarkov, Nikolaï 1
Oldham, Bill 1
Omar (Mollah) 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33
Oustinov, Dimitri 1 2
Pacaud 1
Pahlawan, Malik 1 2
Paktiawal, Akhtar Mohammed 1
Pakzad, Karim 1
Pallu de Beaupuy, Alain 1 2 3
Panah (commandant) 1

Panigatti 1
Paré, Frédéric 1
Paris, Henri 1 2 3 4
Pasanai, Sayyed Mohammed 1
Pascal, Jean-Jacques 1 2 3 4 5
Passieux, Anne 1
Pavlovski, Ivan 1
Pearl, Daniel 1 2
Pégard, Catherine 1
Perez de Cuellar, Javier 1 2
Pérol, Gilbert 1
Perrin, Jean-Pierre 1 2 3 4 5
Perruche, Georges 1 2 3 4 5
Pershing, John 1
Petit, Raymond 1 2
Petraeus, David 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Petrichenko, Alexeï 1
Piat, Daniel 1 2 3
Pickney, William 1
Piranqul 1
Pisani, Edgar 1
Planelles, Sébastien 1
Platini, Michel 1
Poinas, Jacques 1
Poiret, Chantal 1 2 3
Pollard, Jonathan 1
Pompidou, Georges 1 2 3 4
Poncet, Henri 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Ponfilly (de), Christophe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21

Poniatowski, Michel 1 2 3

Pons, Bernard (général) 1 2 3 4 5 6

Poulain, David 1

Poulet, Bernard 1

Poutine, Vladimir 1 2 3 4 5 6

Powell, Colin 1 2 3 4 5 6 7 8

Puig, Jean-José 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62

Py, Jean-Louis 1 2 3 4 5 6 7 8 9

Qanouni, Younès 1 2 3 4

Qoudoussi, Wadoud 1

Quigley 1

Qutb, Sayyid 1 2 3

Rabbani, Burhanuddin (mollah) 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76

Raevel, Alain 1

Raffenne, Jean-Paul 1 2 3 4

Raffray, Mériadec 1

Rafi (général) 1

Rahemi, Mohammad Ghulam 1

Rahman, Abdul (docteur) 1

Rahman, Mujibur 1

Raimond, Jean-Bernard 1 2

Rakhmonov, Emomali 1 2

Ralston, Joseph 1

Ranson, André 1 2 3 4
Raonaq, Mohammad Ali 1 2
Raphel, Robin 1
Rashid, Ahmed 1 2 3
Rassoul, Hadji 1
Ratebzad, Anahita 1 2
Rather, Dan 1
Raufer, Xavier 1 2
Reagan, Ronald 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21
Registani, Saleh 1 2 3
Reid, Richard 1 2
Ressam, Ahmed 1 2
Révillon, Philippe 1
Reza (Deghati) 1 2 3 4 5 6
Ricard, Jean-François 1 2
Ricardou, Jérôme 1
Rice, Condoleezza 1 2 3 4 5
Richard, Alain 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Richards, David 1
Richardson, Bill 1
Ricour, Charles 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Ripert, Jean-Maurice 1
Risen, Risen 1 2
Robert, Jean-Pierre 1
Robertson (lord) 1 2 3
Robin, Gabriel 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Rocard, Michel 1
Rocca, Christina 1
Rochot, Philippe 1

Roger, Philippe 1
Rondot, Philippe 1
Rossignol, Gilles 1 2 3 4
Rostam, Habib 1 2
Rouault, Bernard 1
Rouhoullah 1
Rousiers (de), Patrick 1 2 3 4 5
Roussel, Frédéric 1 2 3
Rousselet, Vincent 1
Roussin, Michel 1 2
Roy, Olivier 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32
Rubin, Barnett 1
Rumsfeld, Donald 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Ryjkov 1
Safi, Rahmatollah 1
Sageman, Marc 1 2 3 4 5 6 7
Saïd, Qari 1 2
Saint-Exupéry (de), Patrick 1 2 3
Sakharov, Andreï 1 2
Sakhi (commandant) 1
Saleh, Amrullah 1 2
Salliard, Jean-Marc 1 2 3 4 5
Salmon, Christian 1
Sama (docteur) 1
Sami ul-Haq 1 2 3
Sancton, Thomas 1
Saporito, Jean-Louis 1 2
Sarabi, Hazrat 1

Sarkozy, Nicolas 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16
Sassi, Nizar 1 2
Saulnier, Jean 1 2
Savimbi, Jonas 1
Sayyaf, Abdul Rassoul 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34
Scheer, François 1
Scheuer, Mike 1
Schittly, Louis 1 2 3 4 5
Schmidt-Eenboom, Eric 1 2
Schmidt, Helmut 1
Schnabel, Charlie 1
Schneiter, Vincent 1
Schrameck, Olivier 1 2
Schröder, Gerhard 1 2 3
Schroen, Gary 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Schultheis, Rob 1
Schultz, George 1
Schwartz, Laurent 1 2 3
Sebbag, Robert 1
Segerand 1
Sellal, Pierre 1
Sergueïev, Igor 1
Serre, Henri 1
Servant, Henri 1 2
Sevan, Benon 1 2
Shahi, Agha 1
Sherzaï, Gul Agha 1
Shuh, Jean-Marin 1

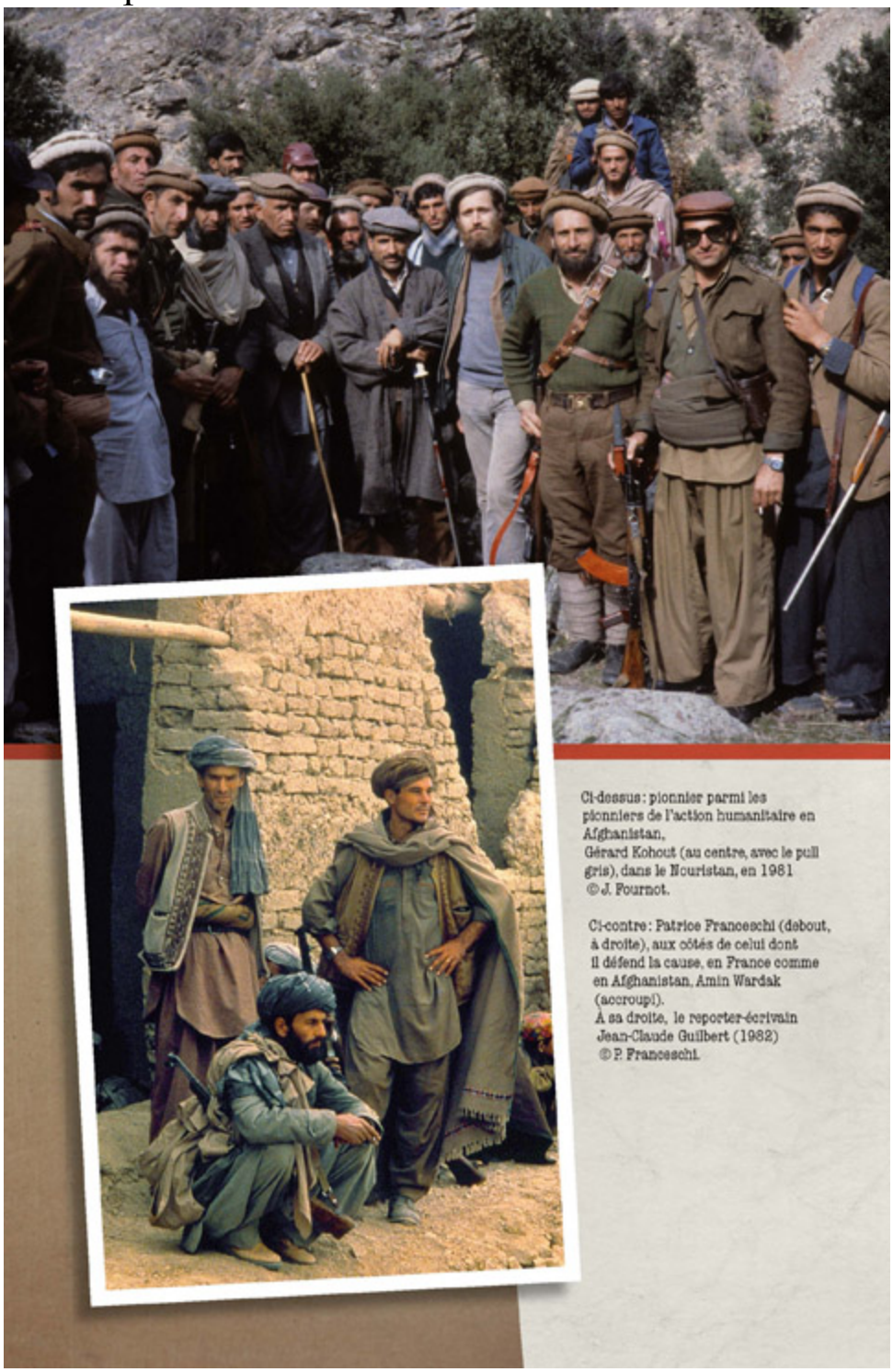
Sidiq 1 2 3 4
Sidos, Philippe 1 2 3 4 5 6 7
Silberzahn, Claude 1 2 3 4
Silve, Jean-Claude 1 2
Simons, Thomas 1 2 3 4 5
Sirat, Abdul Sattar 1
Sohaïl, Massoud Assem 1
Soljénitsyne 1
Sorman, Guy 1 2
Soros, George 1
Souslov, Mikhaïl 1
Soutou, Georges-Henri 1
Spann, Mike 1
Stollsteiner 1
Storti, Martine 1
Strauss, Xavier 1 2 3 4
Sturm, Jacques 1
Suskind, Ron 1
Suton, Johanne 1
Swar (général) 1
Tabeiev 1
Tandar, Homayoun 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22
Taraki, Nour Mohammad 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Tavernier, Yves 1
Taylor, Frank 1
Tchernenko, Constantin 1
Tchervonenko, Stepan 1 2 3 4 5 6
Tenet, George 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Terry, Fiona 1
Thatcher, Margaret 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Thiollier, Stéphane 1 2 3
Thorette, Bernard 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Tirard-Collet, Olivier 1 2
Tissot, Frédéric 1 2
Tkachev, Anatoly 1
Tomsen, Peter 1 2 3
Tourny, Philippe 1
Tovey, Brian 1
Train, John 1 2
Truze, Philippe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25
Tsongas 1
Turner, Stansfield 1
Twetten, Thomas 1 2 3 4 5 6
Ul-Haq, Anouar 1
Vaillant, Daniel 1 2
Van der Klaaw, Chris 1
Varennikov 1
Vasset, Brigitte 1
Védrine, Hubert 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44
Vendrell, Francesc 1 2
Vergos, Dominique 1 2 3 4
Véron, Chantal 1
Verron, Michel 1 2 3 4 5
Veyri, Luc 1 2 3 4 5 6
Victor, Jean-Christophe 1 2 3 4 5 6 7

Victor, Paul-Émile 1 2
Viguier, Gérard 1
Villepin (de), Dominique 1 2 3 4 5
Villiers (de) 1
Vorontsov 1 2 3
Wahidullah 1 2
Wahl, Jacques 1 2
Wald, Chuck 1
Walid Jan (prince) 1
Walid Youssaf (prince) 1
Walters, Vernon 1
Wardak, Amin 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108
Wardak, Ayoub 1
Wardak, Rohani 1 2 3 4 5 6
Warin, Olivier 1
Weber, Olivier 1
Wibaux, Fernand 1
Wilson, Charlie 1 2 3 4 5 6
Wolfowitz, Paul 1 2
Wolfrom, Bernard 1
Wolsztynski, Richard 1 2 3 4
Woods, Tom 1
Wright, Lawrence 1
Yadel, Brahim 1 2 3
Yagci, Murat 1

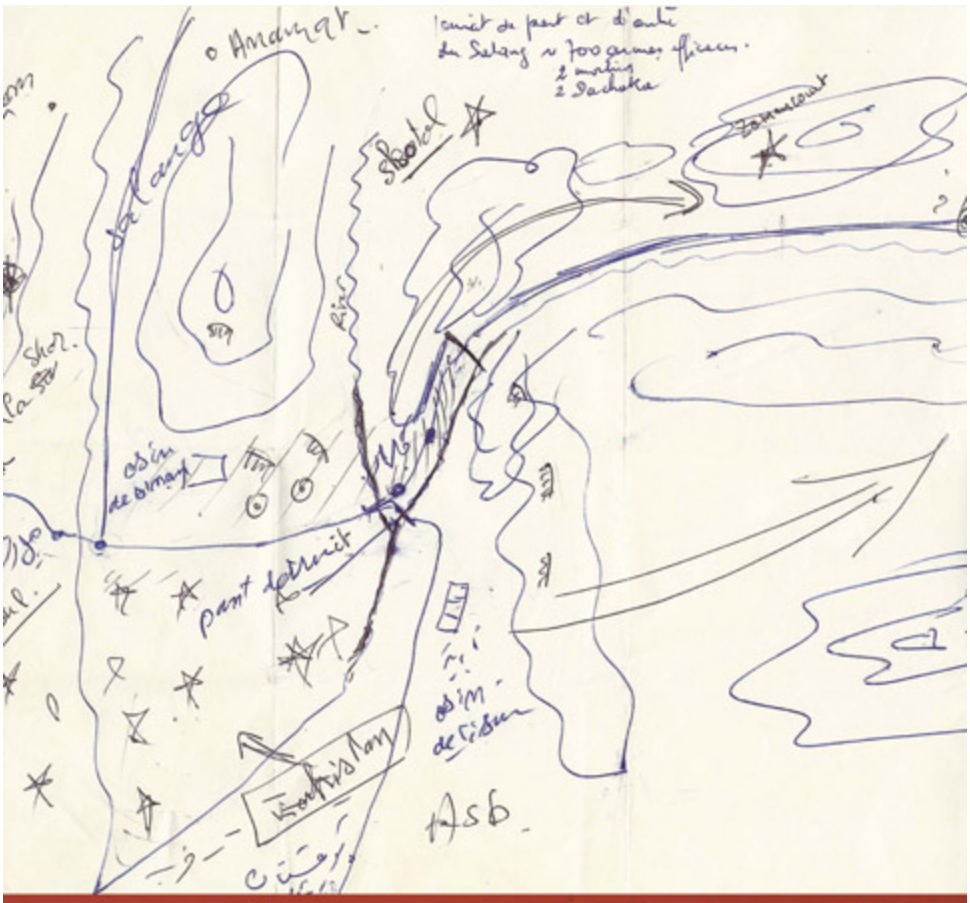
Yates, Tom 1
Yousaf, Mohammad 1 2 3 4 5 6
Youssef (Cheikh) 1
Youssef (prince) 1
Youssef, Ramzi 1 2
Youssofzai, Garfour 1
Yuldachev (mollah) 1
Zabiullah 1 2 3 4 5 6
Zaeef, Abdul Salam 1 2 3 4
Zagladine 1
Zahed, Abdul Rahman 1 2
Zaher Shah 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25
Zardari, Asif Ali 1 2
Zariab, Spojmaï 1
Zarin, Malek 1
Zarqaoui, Abou Moussad 1
Zayed (cheikh) 1
Zia ul-Haq, Muhammad (général) 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29
Zitouni, Djamel 1
Zondek, Lech 1

Cahier photos 1



Ci-dessus : pionnier parmi les pionniers de l'action humanitaire en Afghanistan, Gérard Kohout (au centre, avec le pull gris), dans le Nouristan, en 1981 © J. Fournot.

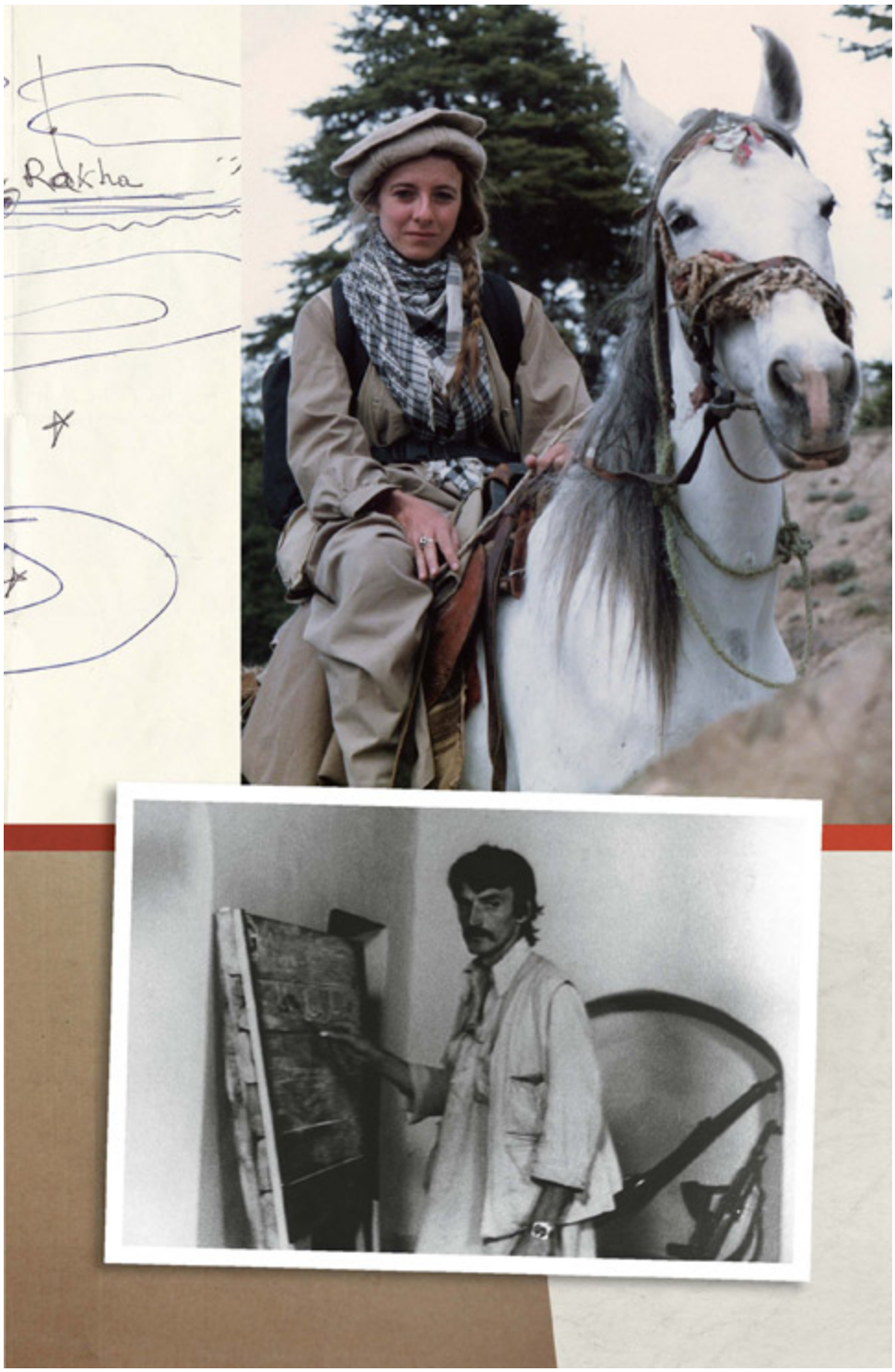
Ci-contre : Patrice Franceschi (debout, à droite), aux côtés de celui dont il défend la cause, en France comme en Afghanistan, Amin Wardak (accroupi). À sa droite, le reporter-écrivain Jean-Claude Guilbert (1982) © P. Franceschi.



Croquis de la vallée du Panjshir réalisé de la main même d'Ahmad Shah Massoud pour Jean-José Puig en novembre 1980. « Massoud, commente celui-ci, a figuré les positions soviétiques par une étoile, ses positions par une espèce de "petit râteau" et les affrontements par un cercle avec un point au milieu ou un gros point noir. La zone hachurée correspond à l'endroit où le gros du convoi soviétique a été bloqué, en fait ce sont les gorges du Panjshir, juste en amont du "pont détruit". Les "moudj" de Massoud se sont aussi battus de l'autre côté de la route du Salang, même si l'on ne voit qu'un point d'affrontement sur le scan (au nord de Shor) alors que sur l'original il y en a 3 au nord de Charikar. L'annotation en haut est de ma main. » © J-J. Puig.

Page de droite : Juliette Fournot, responsable des missions MSF en Afghanistan, entre Gardez et Khost (1985) © J. McGill.

Le docteur marseillais Philippe Truze apprend les rudiments de la vaccination à ses élèves afghans en vallée de Jeghatu (Wardak, 1983) © P. Truze.


Rakha

Ci-contre : une des figures les plus marquantes de l' « Afghan Circus » : le journaliste Alain Chevalérias © A. Chevalérias.

En bas à gauche : celui qui l'accueillit à Mazar-e Charif, le commandant Zabtullah © A. Chevalérias.

En bas à droite : docteur Laurence Laumonier, une légende dans le Panjshir © L. Laumonier.

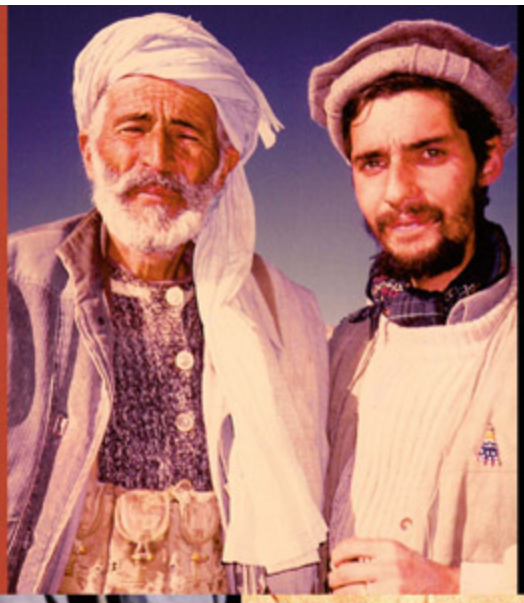
Page de droite : deux médecins d'Aide médicale internationale pratiquant une anesthésie dans le Panjshir avant intervention : Capucine de Bretagne (à droite) et Jean-Luc Brémont (au centre) © L. Laumonier.

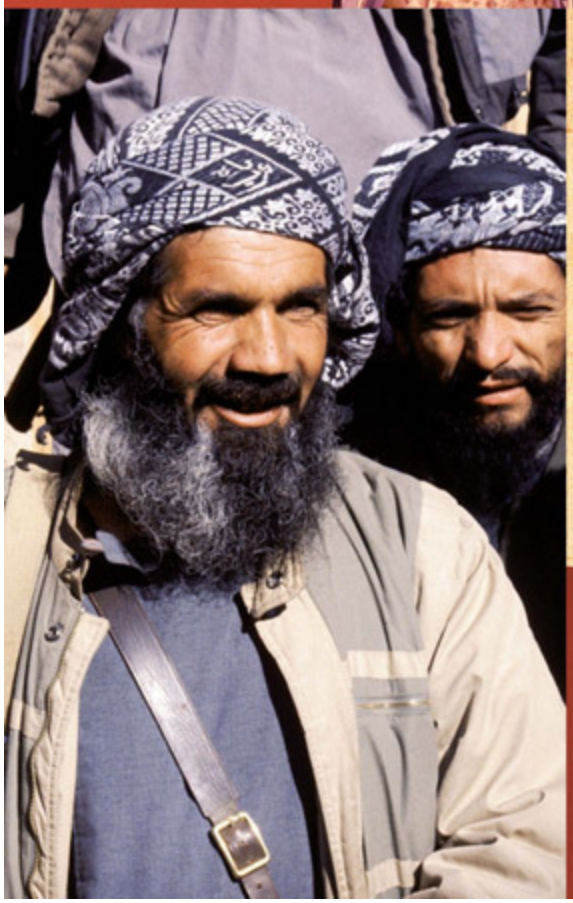
L'exode des habitants dans la région de Kandahar en septembre 1988 © Kamal Khan.

Ci-contre :
Edouard Lagourgue,
auteur de six missions en
Afghanistan, en compagnie de
Baba Naïm © E. Lagourgue.

Ci-dessous à gauche :
l'émir de l'Ouest, le grand chef
Ismaïl Khan, en novembre 1988
© Kamal Khan.

Ci-dessous à droite :
tract largué par l'aviation
soviétique (1986) :
« Vous avez très peu de temps
pour prendre votre décision.
Prenez votre décision
le plus rapidement possible
et épargnez-vous la mort certaine.
La seule voie de votre survie,
c'est de vous rendre. »
© E. Lagourgue.





En haut : Philippe Gautier (Guilde du Raid) conversant avec le grand chef pachtoune de l'Est afghan, Djalaluddin Haqqani (1986) © P. Gautier.

En bas : le QG des ONG françaises à Peshawar à partir de l'automne 1986, la Maison Blanche © E. Lagourgue.

En route pour le Badakhshan, dix expatriés de MSF autour de Juliette Fournot et leurs accompagnateurs afghans à Barikot en 1986 © Régis Lansade.

La même caravane franchissant le col de Pushal Bad en juillet 1986 © Juliette Fournot.

Cahier photos 2

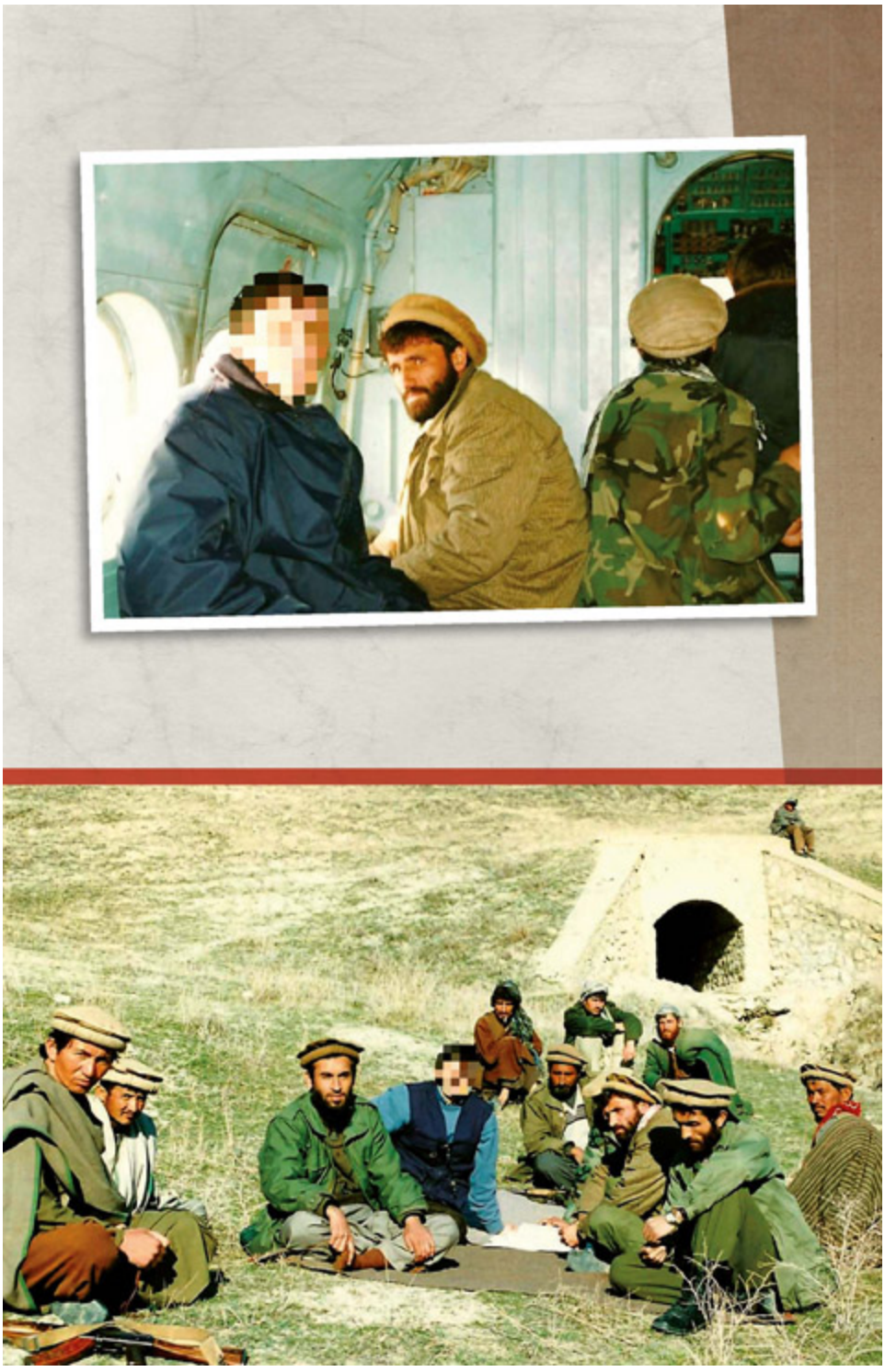
Un officier du Service Action assiste à l'entraînement au tir au canon de 106 mm en zone tribale pakistanaise (1987) ©Privé.

Sur les hauteurs de Khost assiégé par les Moudjahidin, un officier traitant de la DGSE au poste de tir d'un canon antiaérien Oerlikon (1987) ©Privé.

À la frontière afghano-pakistanaise, un officier du SA au marché du matériel militaire de récupération, devant un blindé pris aux Soviétiques (1987) ©Privé.

Page de droite en haut : dans un des fameux hélicoptères soviétiques Mi-17 du commandant Massoud, un officier du Service Missions de la DGSE (1995) ©Privé.

En bas : près du tunnel de Salang, l'officier du Service Missions venu assister à une réunion des commandants du Nord avant le lancement d'une opération contre Dostom (1995) ©Privé.



Sur une prise de guerre soviétique, en parfait état de marche, au nord de Kaboul (1996) ©Privé.

Autre officier du Service mission en compagnie de Massoud (1996) ©Privé.

Prisonniers taliban dans le Panjshir pris en photo par le même officier de la DGSE. Parmi eux, des Pakistanais (1997) © Privé.

L'officier de la DGSE fixe les conditions très rudes du franchissement du col de Salang (3 500 mètres) par des Moudjahidin ravitaillant les postes bloqués par l'avancée de Dostom (1997) © Privé.

Du côté de l'action humanitaire, Philippe Trunz, 12 ans plus tard, vient négocier le transit de son ONG entre Peshawar et Kaboul, accoudé au pick-up du commandant Hezbe Islami de Sarobi © P. Trunz.

Une des écoles bénéficiant du programme de vaccination de l'ONG Avicen (près de Mollmara, province de Paryab) © P. Trunz.

Page de droite :
Bismullah Khan, commandant du front de Kaboul, prête ses jumelles à un officier de la DGSR (2000) © Privé.

Inspection de mitrailleuse sur le front de Kaboul (2000) © Privé.

Un officier de la DGSE, aux côtés de Bismallah Khan, contemplant la plaine de Chamali. Au loin, Kaboul, aux mains des Taliban (2000) © Privé.